TUFTS COLLEGE LIBRARY.
GIFT OF
JAMES D. PERKINS,
OCT. 1901.
41008

REVUE

DES

DEUX MONDES

QUATRIÈME SÉRIE

TOME XXVI. — 1er AVRIL 1841.

IMPRIMERIE DE H. FOURNIER ET CIE,
RUE SAINT-BENOIT, 7.

TUFTS COLLEGE LIBRARY.

REVUE

DES

DEUX MONDES

TOME VINGT-SIXIÈME

QUATRIÈME SÉRIE

PARIS

AU BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DES BEAUX-ARTS, 10

1841

TUFTS COLLEGE
LIBRARY.

41088

SALON

DE 1841.

Le fait seul d'une exhibition annuelle et à jour fixe de deux à trois mille ouvrages d'art, tous exécutés par des artistes nationaux, est en soi si singulier, qu'avant même tout examen de la valeur de ces productions, il vaut la peine d'être remarqué. La France est en effet le seul pays où l'art se révèle dans de telles proportions, et c'est celui aussi où il affecte de préférence ce mode de manifestation. D'autres villes, Rome, Bruxelles, Londres, Munich, etc., ont quelque chose d'analogue à nos salons; mais quiconque a vu ces expositions a pu s'assurer de leur insignifiance. Le salon est une institution toute française. Elle a sans doute des racines dans les destinées de l'art en Europe, et, sous ce rapport, elle n'est pas un phénomène isolé; mais ces causes générales ont amené chez nous, par suite de certaines circonstances locales, des résultats qu'elles n'ont pas produits ailleurs, du moins d'une manière si tranchée.

La décadence de l'art, vu en grand, est un fait sur lequel on est assez généralement d'accord. C'est presque un lieu commun. On ne dispute guère que sur les causes, le degré et le caractère de cette décadence, et surtout sur les moyens d'y remédier. Nous n'agiterons

pas ces questions. Il suffit à notre but d'énoncer, comme vérité historique démontrée, que, dès le milieu du XVIIe siècle ou même avant, les arts du dessin ont sensiblement décliné dans toute l'Europe civilisée. Cette déchéance est constatée de reste par l'infériorité relative de leurs produits. Mais cette infériorité se rattache elle-même à un autre phénomène moral dont elle n'est qu'un des effets immédiats, à savoir, l'affaiblissement graduel du sentiment esthétique dans les masses. L'art, en effet, n'est plus, comme en d'autres temps et d'autres lieux, un véritable besoin vital des peuples; il n'a pas disparu sans doute, et ne saurait disparaître complètement, mais il a dès long-temps cessé de figurer en première ligne, comme fait social, dans l'existence des nations modernes. Lié par son essence non-seulement au sentiment religieux, mais encore à un ensemble de croyances déterminées, il ne saurait vivre et subsister hors de cette atmosphère. Diminuez ou altérez cette force interne dont il est l'instrument, aussitôt son action languit ou se dérègle, comme celle d'un membre dont les communications avec le centre vital sont interrompues. Resté sans fonctions sociales précises, il est rejeté sur le second plan comme un brillant accessoire. Ce n'est plus un besoin, un instinct impérieux, mais un goût, un luxe, une habitude; ce n'est plus cette langue universelle que tous entendent, mais un idiome savant réservé à quelques privilégiés. Les artistes, placés dans un milieu ingrat qui ne peut rien donner ni recevoir, s'agitent en efforts impuissans et stériles. Les uns, ne trouvant autour d'eux aucun point d'appui dans l'esprit contemporain, se rejettent par désespoir dans le passé. L'art entre leurs mains fait des pointes dans toutes les directions; il essaie des restaurations, il se fait grec et païen, comme chez nous il y a quarante ans, gothique et catholique, comme aujourd'hui en Allemagne. Mais on sait que les restaurations ne réussissent pas. D'autres, moins préoccupés du but supérieur de l'art que de la pratique, renouvellent non plus des époques, mais des écoles ou même des maîtres. Ils sont ou veulent être flamands, florentins, bolonais, vénitiens; ils tâchent de ressembler à quelqu'un, à Rubens, à Corrège, à Rembrandt; la plupart suivent le courant de la mode et du goût dominant, et se soumettent aux exigences de quelque système littéraire, aux fantaisies d'un cercle, d'un individu. Mais comme toutes ces routes ne conduisent à rien de grand, et comme d'ailleurs les facultés esthétiques tendent toujours à une expression plus haute et plus sincère, l'art, dégoûté de ces restaurations de toute pièce et de ces archaïsmes systématiques, se fait éclectique. Pour donner

signe d'indépendance, il prend un peu partout, un peu de tout. N'osant plus choisir lui-même, de peur de se tromper, il donne à choisir au public; il fait un assortiment de tous les goûts, de toutes les manières, de toutes les idées, de tous les lieux et de tous les temps, persuadé probablement que, parmi tant de choses, doit nécessairement se trouver ce qu'on cherche et ce qu'on demande. C'est là à peu près, sauf erreur, ce qui a lieu en ce moment même. D'autres fois, et c'est ce que nous avons vu il y a peu, l'art parle de se réformer et de renaître. Il prétend rompre avec toutes les traditions et être neuf; il se croit libre parce que, n'ayant pas de but, il n'a pas de route tracée. La littérature lui apporte bientôt ses subtilités; on fait la théorie du désordre, on invente le système de *l'art pour l'art*. Mais on est tout surpris de voir ce fracas révolutionnaire n'aboutir qu'à des combinaisons déjà épuisées ou à des extravagances préméditées, les plus insupportables de toutes. Telles sont les phases successives ou simultanées par où passent et s'arrêtent indéfiniment les artistes et le public depuis quelque cent ans. C'est l'ensemble de toutes ces choses qu'on appelle une décadence.

Tout cela est bien connu, et si connu même, qu'il eût été assurément plus qu'inutile de reproduire ici ces lieux-communs de critique, si nous ne trouvions dans ces faits même l'origine et la cause de la constitution actuelle de l'art, considéré non plus dans son essence pure, mais dans les modes extérieurs de sa réalisation, dans ses conditions matérielles d'existence comme profession et production, conditions dont la plus caractéristique est précisément le salon.

C'est ce qu'il importe de faire voir en peu de mots.

Aussi long-temps que l'art est lié par une sorte de solidarité aux sentimens généraux d'un peuple, auxiliaire du sacerdoce, instrument du culte, forme populaire des dogmes religieux et nationaux, et organe de la morale, il vit et subsiste par sa propre force. Répandu et comme infusé dans tout le corps social, il ne s'en distingue point en fait, puisqu'il n'en est qu'une des grandes fonctions; et, à ce titre, son action est à la fois générale et incessante. De là cette fécondité inouie qui étonne tant nos époques appauvries. Destiné à satisfaire des besoins impérieux et universels, il ne se lasse pas de produire. Il élève, comme en se jouant, des montagnes de pierre et de marbre sous les noms de temples, d'églises, de basiliques; il façonne des masses énormes de matière en péristyles, portiques, théâtres, colonnes, chapelles, cloîtres, tombeaux, portes, chaires, autels; il peuple ces édifices sans nombre de millions de statues, et tapisse leurs murs de

peintures et de bas-reliefs; il revêt leurs voûtes et leurs pavés de magnifiques couleurs, de riches dorures, de pierres étincelantes, et, semblable à la nature elle-même dans la prodigalité de ses œuvres, il paraît aussi, comme elle, agir spontanément, sans effort, et nous dérobe le secret de ses moyens.

A ces époques, la condition des artistes ne diffère guère d ecelle des autres artisans. Leurs œuvres, peu récompensées, servent moins à leur propre gloire qu'à celle de ceux qui les ordonnent et les paient. Toujours mêlés et souvent confondus avec la masse des travailleurs, ils ne forment pas une classe à part. La société se sert d'eux comme elle se sert de tous les autres, parce qu'elle en a besoin. Leur nombre s'accroît ou diminue suivant les variations de ce besoin, et leur profession est, sous le point de vue économique et social, soumise aux conditions d'existence de toutes les autres. On les voit se porter et affluer là où leurs produits sont demandés, se retirer, et disparaître daus les circonstances opposées. Voilà pour les hommes.

Quant aux œuvres même, elles se distribuent dans tous les sens et vont se placer là où les besoins les réclament. Aucune œuvre d'art n'est, dans ces temps, un simple produit de la fantaisie individuelle; aucune n'a son but dernier en elle-même, ni une valeur propre et intrinsèque. Chacune au contraire a une destination déterminée, un but extérieur dont elle n'est que le moyen. Ce n'est pas proprement à titre d'art et par sa seule vertu esthétique que l'art règne si souverainement et si universellement, mais comme expression des idées et des sentimens dont il est le véhicule; car ce sont les objets représentés, et non les représentations, qui attirent, charment et subjuguent l'imagination des peuples. Il suit de là que l'art alors n'a pas proprement de *lieu*, de demeure; il est partout et nulle part. Il n'a pas besoin d'un théâtre où il vienne se donner lui-même en spectacle sous son nom et à titre de phénomène exceptionnel. Il est dans les temples, sur les places, dans les palais publics, sur les chemins, et non ailleurs. Ce n'est pas encore le temps des musées, des pinacothèques, des glyptothèques, et encore moins des salons.

Toutes ces choses n'apparaissent en effet dans l'histoire de l'art qu'aux époques de sa décadence et la signalent. Dès cet instant, tout se passe dans un ordre inverse. Les représentations plastiques cessant d'être un impérieux besoin de la vie spirituelle, l'art perd peu à peu son but, et, avec son but, sa nécessité sociale. Ses œuvres demeurent sans destination, et le principe esthétique, ne trouvant plus de quoi se nourrir, s'énerve, se rapetisse, s'altère, et disperse son

activité au hasard. Il devient peu à peu muet, parce que les générations deviennent sourdes et indifférentes. Dès-lors il se retire par degrés de la scène publique et tend de plus en plus à s'isoler. Ne pouvant plus s'adresser à tous, il ne s'adresse qu'à quelques-uns. Incapable désormais d'enseigner, de moraliser, de prêcher les masses, il se résigne à amuser certaines classes d'élite. Ce n'est plus une branche du sacerdoce, un élément de la vie commune, mais un noble divertissement, un simple raffinement moral destiné aux plaisirs intellectuels de quelques esprits choisis et exercés. Il se cache d'abord dans les palais des grands, où il n'est guère qu'un fastueux mobilier; puis des palais des grands, il vient enfin se réfugier dans les *musées*, derniers asiles bâtis tout exprès pour lui, pour abriter sa languissante existence. Réduit à cet état, l'art touche de près, sous le rapport matériel, à ces industries dites de *luxe* qui, ne pouvant se soutenir par elles-mêmes, ont besoin des secours de l'état; car, dans cette phase de son existence, il n'y a déjà plus de Mécènes. Il a besoin alors d'être *protégé*, *encouragé*, et par suite *administré*. Aussi le voit-on, à la lettre, figurer au nombre des *services publics*, et, à ce titre, il a un *budget*, des *bureaux* et le reste.

Telle est la situation où nous voyons aujourd'hui l'art dans tous les pays de l'Europe, sauf peut-être l'Italie, où il s'est maintenu, quoique à un degré excessivement affaibli, dans ses anciennes habitudes. Mais nulle part ce système ne s'est développé sur une aussi grande échelle qu'en France. On en trouve aisément la cause dans la centralisation de la capitale, où tout se rend et d'où tout part, dans les habitudes imprimées par les règnes fastueux et absolus de Louis XIV et de Napoléon, qui ont fortement concentré l'autorité administrative et accoutumé la nation à laisser au gouvernement le soin de ses affaires et même de ses plaisirs, enfin surtout dans l'influence de l'esprit français qui aime le mouvement et l'éclat extérieurs, et qui, depuis le grand siècle, s'est habitué à considérer l'empire des arts comme une branche de l'empire des lettres et peut-être aussi de celui des modes.

C'est donc l'état qui fait aujourd'hui les frais de l'art; car qui, sinon lui, pourrait ou voudrait acheter des œuvres qui dépassent les besoins d'un guéridon ou d'une cheminée? Les banquiers ne sauraient, sous ce rapport, remplacer les grands seigneurs. Toute la production est exclusivement concentrée à Paris. La province ne sait rien de l'art; elle n'en a jamais même entendu parler, et, sauf quelques peintres de portraits nomades, la profession d'artiste y est

impossible. Les départemens reçoivent de Paris tout ce qu'ils possèdent, et le déposent silencieusement, et sans y regarder, dans leurs petits musées, faits à l'imitation des grands musées de Paris. C'est en effet dans ces galeries, au nombre d'une quinzaine, que vont honorablement s'ensevelir la plupart des ouvrages achetés par la liste civile ou par les ministères. D'autres vont, dans quelques églises de chefs-lieux, témoigner de la haute influence et du zèle du député de l'endroit.

Mais, pour acheter ces produits de l'art, il faut les connaître et les voir; pour activer la production même, il faut stimuler l'émulation des artistes et leur présenter l'attrait des applaudissemens, de la gloire, ou du bruit, qui y ressemble tant; de là l'institution des expositions publiques, des salons. Les salons ne sont donc pas un usage arbitraire et fortuit d'un temps et d'une nation, mais des résultats nécessaires du rôle de l'art dans la société. Les salons sont des musées temporaires destinés à approvisionner les musées permanens, et les musées permanens sont des magasins d'objets d'art rassemblés de tous côtés, sans autre but que de les préserver de la destruction, et où quelques esprits cultivés vont faire des études d'esthétique et d'archéologie. Les salons ressemblent un peu aussi, économiquement parlant, à des bazars ou à des foires. Ils sont surtout une scène où l'art vient donner preuve d'existence et se faire voir. Le salon enfin est la chose et le mot le plus forts de ce temps-ci, la *publicité*.

Si tel est le caractère de nos expositions, il ne faut pas trop nous vanter de ces deux à trois mille morceaux envoyés tous les ans à la masse commune. Comme *quantité* même, cette production n'a rien qui doive surprendre, si l'on réfléchit qu'elle représente à peu près tout le travail annuel d'une grande nation, et qu'en outre la moitié et plus de ces ouvrages éphémères sont matériellement et esthétiquement de très peu d'importance. Il ne faut pas oublier surtout que tout cela s'est fait dans cette grande manufacture de Paris, par un travail hâtif, forcé, et en assez grande partie en vue de l'exhibition même. C'est là ce qui explique pourquoi le chiffre varie si peu d'une année à l'autre, et comment la livraison se fait avec la régularité d'une commande. Ce chiffre ne prouve donc rien en faveur de la prospérité de l'art, et même il prouve contre, car la moitié de ces ouvrages demeurant certainement sans emploi, la production dépasse de beaucoup la consommation, ce qui est contre toutes les règles de l'économie politique.

Les conséquences de cet ordre de choses sur le travail des artistes

sont faciles à prévoir. Leurs ouvrages n'ayant désormais plus guère d'autre destination que d'être exposés d'abord et puis vendus, le choix du sujet et même le mode d'exécution sont en général déterminés par ces deux circonstances. Ainsi, suivant le cas, on se décide indifféremment pour le Christ ou pour Jupiter, pour Vénus ou pour la Vierge, pour saint Pierre ou pour Napoléon, pour le moyen-âge, la Grèce, Rome ou la régence. Tout est bon, pourvu que la dimension et certaines convenances de style soient dans les conditions de ce qu'on appelle la *grande peinture*, la seule qui soit protégée. Quant au mode d'exécution, il est presque exclusivement subordonné à l'*effet* présumé de l'ouvrage au salon, et non aux conditions intrinsèques du sujet, de sa destination ultérieure, de sa perfection absolue comme œuvre d'art. Les exposans expérimentés le savent bien. Il faut absolument au salon attirer les yeux distraits de la foule, et leur faire violence. C'est là la préoccupation première de la plupart des peintres, qui sacrifient tout à ce but. Or, ce but n'est pas le meilleur; il engendre l'habitude de pratiques paresseuses, factices, superficielles, il pousse à la recherche des singularités, des effets imprévus, des exagérations systématiques, des extrêmes dans tous les genres. La popularité fait ici, comme ailleurs, bien des victimes.

Quant à la condition sociale des artistes, elle a subi aussi des changemens. Ne travaillant plus aussi directement pour la société dans l'intérêt de ses besoins, ils ne sont plus avec elle dans un rapport aussi immédiat. L'art étant de nos jours une sorte de superfétation, leur destinée est précaire, et même, à un certain degré, toute factice. De serviteurs du public, ils sont devenus les cliens du gouvernement. Leur existence, comme classe, dépend en fait du budget. C'est là le fonds social et commun qu'ils se partagent chaque année, aussi équitablement que possible. Il s'est établi ainsi entre les artistes et l'état une sorte de contrat tacite par lequel celui-ci s'engage à acheter ce que ceux-là sont tenus de produire. Et ce qui est pour le gouvernement un devoir est pour les artistes un droit. Ils réclament l'*encouragement*, c'est-à-dire des commandes, comme le paiement d'une créance; et l'état est moins pour eux un protecteur qu'un débiteur. Le jour du salon est l'époque de l'échéance. Le gouvernement, de son côté, n'achète guère que pour acheter, c'est-à-dire pour épuiser son allocation; car, dans ce singulier système, le choix des travaux est à peu près indifférent. Ici, en effet, on ne choisit pas l'ouvrier en vue de l'œuvre à faire, mais au contraire l'œuvre en vue de l'ouvrier. L'essentiel est que les artistes travaillent, et dès-lors

il est naturel que la distribution tende à se faire plutôt d'après les besoins des personnes que d'après le mérite des ouvrages, et que les moins habiles, par conséquent, soient précisément les plus encouragés, parce qu'ils sont les plus malheureux. Nous voyons donc se produire ici les inconvéniens du système protecteur (1).

Telle est, si nous ne nous trompons infiniment, la situation de l'art et des artistes à notre époque, et telle est la véritable origine et la signification de nos expositions périodiques que nous appelons des salons.

Cette situation n'est pas satisfaisante; mais, comme elle n'est imputable à personne, il faut se borner à la constater historiquement. Nos conclusions seront donc tout-à-fait pacifiques et conservatrices. L'organisation actuelle de l'art n'étant que le résultat et non la cause de sa décadence en général, ce serait une grande illusion d'imaginer qu'on regagnerait ce qu'on a perdu en supprimant ce qui existe. Otez le salon et tout ce qui s'y rattache, et à l'instant tout mouvement est anéanti dans les hautes régions de l'art. C'en est fait de la haute peinture historique et de la statuaire. Regrettons, déplorons que l'art ait besoin d'être protégé, mais ne nous plaignons pas de la protection même, car la protection est en soi un grand fait. Félicitons-nous plutôt de voir cette protection, si indécise et si faible ailleurs, prendre en France le caractère et l'importance d'un devoir public, et figurer en tête des priviléges et prérogatives honorifiques de la couronne et du gouvernement. En France, les droits de l'esprit ont toujours été les premiers; c'est de l'esprit que relève notre influence universelle. Nous sommes la nation littéraire par excellence, et le goût de l'art est chez nous un reflet du goût des lettres; ce n'est ni une passion ni un culte, mais une heureuse disposition de l'esprit tournée en habitude; nous n'adorons plus l'art, mais nous le fêtons encore. C'est une

(1) Comme pièce à l'appui, nous joindrons ici quelques détails statistiques. Sur 108 tableaux plus ou moins dignes de l'épithète d'*historiques*, 54, c'est-à-dire la moitié, sont déjà achetés par la liste civile, les ministres ou la ville de Paris. Parmi les 54 restans, un bon nombre, le tiers peut-être, n'ont été entrepris que sur des espérances équivalentes à des promesses. Parmi les 40 autres, il est remarquable que la plupart sont des sujets de piété qui ne conviennent qu'à des églises, et en conséquence se recommandent directement à l'attention du ministre de l'intérieur. Ceux enfin qui paraissent ne pouvoir pas compter sur les caisses publiques n'offrent guère que des toiles de très petite dimension et des sujets anecdotiques. Ce sont de vrais tableaux de genre. Ajoutons que sur 2,000 ouvrages de peinture il y a 500 portraits (un quart du tout), sans compter les miniatures, qui porteraient ce nombre à 600 au moins.

parure éclatante, qui nous fait distinguer de loin au milieu de la société européenne.

N'abdiquons pas cette puissance comme nous avons fait tant d'autres. Ce n'est peut-être qu'une couronne de bois doré, mais elle est partout obéie et enviée. N'oublions pas qu'au milieu de l'immense mouvement d'activité matérielle qui entraîne et domine le monde, la France seule, fidèle à sa mission sociale, soutient et cultive ces douces et nobles fleurs de l'esprit et du goût sur lesquelles une civilisation sauvage semble vouloir faire passer sa charrue. Sans doute son sceptre politique, le sceptre de Louis XIV, de la république et de Napoléon, n'est pas brisé, comme de sinistres prophéties l'annoncent; mais, s'il était dans ses destinées de succomber, elle tomberait comme sont tombés les deux plus grands peuples de l'antiquité, comme Rome et la Grèce, en laissant aux vaincus, comme dernier joug, ses codes, ses arts et son esprit.

Adoptons donc sous quelque forme qu'elle se produise, et même sous celle des salons, cette royauté de l'intelligence. Ne déclamons pas contre ces *inutilités*, car c'est précisément dans le goût et le besoin de l'inutile qu'est la noblesse et la distinction de l'espèce humaine. Agrandissons notre pouvoir matérial sur la nature, mais en exploitant ce monde physique ne perdons pas de vue le monde moral, dont la culture donne des produits bien plus précieux et plus relevés, et qui surpasse infiniment l'autre en dignité et en beauté. L'art est une des plus nobles parties de ce monde. Il peut s'affaiblir et décroître par suite d'une loi supérieure et universelle; mais la décadence n'est pas la mort. L'art est éternel comme les facultés même dont il dérive. S'il n'atteint son *summum* de grandeur, d'autorité et d'excellence que dans quelques rares momens et sous certaines conditions sociales et religieuses, il ne dépend pas absolument de ces conditions. Avant d'être héroïque et hiératique, l'art est humain. Il est un mode essentiel de toute action humaine. Dans tout ce que fait l'homme, il y a nécessairement de l'art. Le vrai caractère *spécifique* de l'homme, le signe distinctif et infaillible qui le sépare de la bête, que les naturalistes cherchent encore si inutilement dans la forme de ses dents et dans la disposition de son pouce, c'est l'art. En effet, les produits de l'industrie animale sont absolument dénués de toute signification esthétique. Tout y est exclusivement subordonné à leur usage comme moyen de satisfaction d'un besoin matériel; ils sont partout et toujours adéquatement proportionnés au but à atteindre, et ce but est uniquement dirigé vers la stricte utilité. Ils

n'ont d'autres propriétés que celles qui dérivent immédiatement de leur destination. Les produits de l'industrie humaine, au contraire, portent tous la marque de l'art. On y trouve toujours quelque chose de surajouté qui dépasse les rigoureuses conditions de leur destination et la limite du strict nécessaire. Rien ne sort des mains de l'homme qui n'ait, à quelque degré, une intention et un but esthétiques. Le fait est sans exception. Il se révèle jusque dans la massue et le vase de bois du sauvage, jusque dans les produits des plus vulgaires et des plus triviales industries. Et cette loi est si absolue, qu'elle fournit une définition de l'homme préférable à toutes celles qui ont été données par les philosophes, et même la seule rigoureuse, c'est celle-ci : *L'homme est un animal esthétique.*

Ainsi donc, même aux époques les plus déshéritées sous ce rapport, l'art a toujours une carrière ouverte. Quelque restreint que soit son rôle, se réduisît-il, comme on l'a vu chez les Hollandais, à poétiser les champs et les détails de la vie domestique, son intervention est toujours bonne; elle est toujours essentiellement civilisatrice, et, qu'on nous passe le terme, humanisante. Elle s'adresse aux côtés les plus nobles et les plus délicats de notre nature, et partout où elle se manifeste, elle est à la fois le signe et l'instrument d'un haut développement intellectuel et moral. Les peuples qui méprisent l'art seront toujours, quelle que soit leur puissance matérielle, inférieurs, comme famille humaine, à ceux qui l'honorent et le cultivent. Les gouvernemens qui l'encouragent et le patronent font une œuvre noble et méritoire, et les gouvernemens qui, abusés par des vues exclusives de bien-être matériel, le négligent ou le repoussent, ne sont, qu'ils le sachent ou l'ignorent, que d'aveugles promoteurs d'une barbarie déguisée.

Il est grandement temps de mettre fin à ces préambules, et de visiter le salon au lieu de perdre notre temps à en faire la théorie. Mais nous sommes encore arrêté à la porte même par une question préalable que la critique et les artistes y rencontrent inévitablement, la question du *jury*. Cette année, l'orage n'a pas été aussi fort que les années précédentes, et tout s'est passé assez pacifiquement. Nous n'avons que peu de mots à dire. L'institution de ce jury d'admission ou plutôt d'exclusion est mauvaise, parce qu'elle ne peut fonctionner équitablement. La faute n'en est pas aux hommes; nous les supposerons, pour la commodité de la discussion, honnêtes jusqu'au scrupule, exempts de passions et de préjugés, illuminés de toutes les

clartés possibles. Avec tout cela, leur tâche n'est pas seulement difficile, elle est impossible. De quoi les charge-t-on en effet? de décider que tel ou tel ouvrage est bon ou mauvais, considéré absolument et abstraitement en lui-même comme production de l'art? pas du tout. La besogne serait certes déjà, à ce point, fort épineuse; mais on leur demande une chose bien autrement subtile : on veut qu'ils tracent, au milieu d'une masse d'ouvrages d'esprit et d'imagination, dont le goût, la manière, la conception, l'exécution, diffèrent de toutes les manières dont de pareilles choses peuvent différer, c'est-à-dire à l'infini, une ligne de séparation telle que tout ce qui sera placé à gauche est rejeté, et tout ce qui sera placé à droite admis. Mais, pour établir ces deux catégories, il faudrait une règle certaine, une mesure fixe. Or, cette règle et cette mesure, où les prendre? Assurément, il ne faudrait rien moins que la souveraine perspicacité de Dieu même pour faire ce partage exact des élus et des réprouvés. Où commence-t-il, ou finit-il, ce degré relatif de perfection ou d'imperfection qui permet à celui-ci d'entrer et laisse celui-là à la porte? A quoi reconnaître, comment déterminer ce *minimum* de mérite qui suffit, et ce *maximum* de mérite qui ne suffit pas? Évidemment, rien de tout cela n'est assignable, et nous sommes ici en plein arbitraire. Et ce que la raison conçoit devoir être *à priori*, se réalise dans le fait. Chaque année voit se renouveler le scandale d'exclusions dont le ridicule n'est surpassé que par celui des admissions; et, ce qui est plus édifiant encore, on voit des ouvrages rejetés, faute d'attention, à l'unanimité en 1840, être acceptés, faute de mémoire, à l'unanimité en 1841. C'est là, en définitive, une sorte de loterie, et non un jugement régulier. Sur ce point, une réforme quelconque est indispensable. Les décisions fussent-elles toujours justes, leur équité ne saurait jamais être prouvée; elles seront toujours et nécessairement empreintes d'arbitraire, et par conséquent frappées de nullité et de déconsidération. Mais, dit-on, par quoi les remplacer? par rien. Puisque ce salon est un concours, ouvrez la porte aux concurrens, et n'anticipez pas sur le jugement du public, qui est le vrai juge. L'axiome économique est ici applicable de tous points : *laissez faire, laissez passer*. Vous aurez de plus quelques centaines de mauvais tableaux, mais vous en gagnerez une vingtaine de passables; quel inconvénient y aura-t-il à cela? la proportion restera ce qu'elle est, et il n'y aura rien de changé dans l'aspect du salon. — Mais l'encombrement? — Le Louvre est vaste, il peut contenir le double de ce que vous y entassez chaque année. Tout le monde l'a dit, il ne faut aux œuvres de nos artistes d'autre

certificat qu'un certificat de bonne vie et mœurs. Or, pour rejeter des obscénités, s'il s'en présentait, ou des satires interdites par les convenances ou par les lois, on trouvera facilement un tribunal, et un tribunal infaillible. Mais, pour cet impraticable triage du bon et du mauvais grain, il n'y a pas de jury qui puisse s'en tirer avec honneur et succès. Aussi est-il présumable que, l'institution ne pouvant satisfaire les hommes, les hommes finiront par manquer à l'institution, et qu'il n'y aura plus de jury faute de jurés.

Mais il y a quelqu'un de plus embarrassé encore que le jury, c'est la critique. Elle aussi a à prononcer des décisions, à faire des parts. Elle aussi n'est guère en faveur auprès des artistes, qui ne lui accordent d'autre droit que celui de les louer. La première question à vider avec eux serait celle de la compétence. Nous la laisserons indécise, car elle n'est qu'un épisode de la grande et interminable querelle des théoriciens et des praticiens. Heureusement les décisions de la critique ne sont pas des arrêts, ses sentences sont toujours révocables, elle dépèce abstraitement le talent de l'artiste, mais elle ne porte pas la main sur sa toile ou sur son marbre. Elle parle beaucoup, mais ne touche à rien.

Toutes ces différences nous font, à l'égard des artistes et du public, une position bien plus supportable que celle du jury, et nous permettent d'entreprendre, sans trop d'émoi, notre excursion dans les galeries.

Peinture. — *Tableaux d'histoire.* — Parmi les peintures qui décorent le salon carré, il en est deux qui se disputent l'attention : la *Prise de Constantinople* par les croisés de M. Delacroix, et l'*Abdication de Charles-Quint* de M. Gallait. Toutes deux le méritent, à des titres différens et inégaux. L'une intéresse surtout la foule, l'autre les artistes.

Ce qui distingue et spécifie éminemment la peinture de M. Delacroix, c'est la prédominance exclusive de l'élément pittoresque. Il conçoit tout, il voit et rend tout avec des yeux de peintre et pour des yeux de peintre. Tout, dans la conception et l'exécution de ses œuvres, est subordonné à l'effet de la peinture, comme telle, et abstraction faite des objets représentés. Il veut moins représenter un fait, exprimer une idée, que peindre une toile. Le sujet est pour lui moins un but qu'un prétexte. Et c'est ce qui déroute si fort le public, qui, ne comprenant et ne jugeant un tableau que du point de vue littéraire, veut avant tout y trouver ce qu'il cherche dans un

roman ou un poème, une signification dramatique ou historique. Tout cela se rencontre en effet dans de très grands maîtres de tous les temps. Les peintres de cette classe, Poussin, par exemple, qui en est le type, sont généralement goûtés, parce que leur talent est susceptible d'analyse et que la beauté de leurs œuvres est, jusqu'à un certain point, scientifiquement explicable et démontrable. Mais ces conditions littéraires ne sont pas nécessairement des conditions pittoresques, et l'excellence, la perfection propre de l'art en dépendent si peu, qu'il n'est pas du tout rare de les rencontrer suffisamment observées dans des ouvrages d'un rang secondaire, et qu'elles peuvent manquer presque complètement dans des œuvres d'une grande valeur. M. Delacroix en offre un exemple. Il y a donc dans la peinture, considérée absolument en soi, des propriétés spéciales qui valent par elles-mêmes; mais, à cause de leur spécialité même, ces propriétés demeurent inaperçues au plus grand nombre, car, pour les sentir, il faut une sorte d'éducation particulière des sens et du goût. Aussi sont-elles souvent méconnues là même où elles brillent avec le plus d'éclat et de puissance, sans qu'on puisse, faute d'une langue commune, les expliquer et démontrer à ceux qui les nient.

Ainsi, la peinture de M. Delacroix n'a guère besoin d'apologie auprès des artistes. Ils sentent bien à peu près tous qu'il n'est pas aisé de faire ce qu'il fait, et d'arriver où il arrive; mais, pour le public, c'est bien différent, car ses *défauts* sont évidens, et, pour ainsi dire, élémentaires. Il ne faut pas une pénétration extraordinaire pour découvrir que dans sa *Prise de Constantinople* l'action est en partie obscure, en partie insignifiante, que la composition est maigre et manque d'unité, que les figures y sont jetées comme au hasard, qu'il y a dans le costume plus de caprice que de vérité historique. On peut ajouter, avec la même confiance, que le style n'en est guère élevé, et que la beauté des formes n'est pas certes ce qui y domine. Il est permis d'y blâmer aussi ce goût de draperies contournées, cette pantomime guindée et un certain fatras pittoresque. Avec la moindre érudition en ce genre, on trouverait aisément la source de tout cela dans les traditions des derniers maîtres de l'école italienne, dont Pietro de Cortone fut le guide, traditions qui vinrent se perpétuer, en dégénérant de plus en plus, parmi les peintres à fracas de la queue de l'école de Lebrun, les Detroy, les Natoire, les Coypel, etc. Assurément on pourrait mieux choisir ses modèles et s'inspirer d'un meilleur goût. Cependant, quand on aura établi cette formidable batterie d'objections, on n'en sera pas plus avancé, car on tire en l'air. On

n'aura pas atteint, on n'aura pas détruit les seules choses qui constituent l'essence même des peintures de M. Delacroix, ce par quoi elles se distinguent de toutes les autres en les surpassant. Mais ces qualités qui dispensent de tant d'autres, où sont-elles? On est convenu de dire qu'elles sont dans le coloris. Il y a bien des choses dans ce mot coloris; et, appliqué littéralement à M. Delacroix, il est loin d'être exact, car sa couleur n'a ni l'éclat, ni la vigueur, ni le brillant qu'on remarque dans bien des peintures anciennes et modernes, d'ailleurs parfaitement insignifiantes. Sous ce rapport, il reste à grande distance de quelques coloristes, tels que P. Véronèse et Rubens; mais il se rapproche beaucoup des plus habiles, sans leur ressembler toutefois, dans ce qu'on pourrait appeler l'imagination de la couleur, par la finesse des teintes, par le jeu harmonieux de la lumière, par la franchise et la variété du ton. J'entends dire, et ce n'est pas probablement un éloge qu'on veut faire, que tout cela n'est que du matériel, un travail de main. Assurément, c'est la main qui le fait, mais il y a peu de ces mains-là. Avant la main et avec la main, il y a l'esprit, le sentiment de l'artiste. Il y a de l'invention, de la poésie, du génie dans la couleur comme dans toutes les autres parties de l'art. Les grands coloristes se compteraient-ils, par hasard, par centaines? L'effet s'adresse à l'œil sans doute, mais il va cependant un peu plus loin, car tous les yeux sont loin de le sentir et d'en jouir également, et même la plupart s'en détournent. Le goût, le sens esthétique, ont donc ici leur part d'action, et, si le coup porte plus spécialement sur la sensibilité, ce n'est jamais, en définitive, sans l'intermédiaire de l'intelligence.

C'est une habitude assez générale, quand on a loué la couleur de M. Delacroix, de censurer son dessin. Il semble, en effet, qu'en joignant les deux choses on aurait la perfection. Ce reproche a besoin d'être expliqué, parce qu'il peut avoir un sens vrai ou un sens faux. Si, partant de théories conventionnelles ou de certaines habitudes d'esprit, on associe à cette idée de dessin le souvenir de quelque école ou de quelque maître, l'antique, Michel-Ange, David, il est évident que le reproche porte à faux. Il est absurde, en effet, d'exiger, avec le bon de Piles, du peintre parfait la *couleur* du Titien, le *dessin* de Raphaël, la *composition* du Poussin, le *clair obscur* du Corrége, etc. Ces distinctions scolastiques, par lesquelles on veut séparer des choses inséparables, sont de pures abstractions. Aucun de ces élémens ne va seul chez aucun de ces maîtres, car il a besoin de tous les autres. Rubens est, en fait, un des plus grands dessinateurs qui

aient existé, le Corrége également; Raphaël et le Poussin étaient des coloristes, et des plus habiles. Mais le dessin de celui-ci n'est pas le dessin de celui-là, la couleur de l'un n'est pas la couleur de l'autre. Chacun d'eux a une couleur convenable à son dessin et un dessin convenable à sa couleur, et de même des autres qualités. Chacun compose, dessine, peint, et se sert de la lumière d'une façon supérieure, mais diverse. Seulement, il y a toujours une de ces choses qui semble prédominer et absorbe les autres à son profit et dans son intérêt; et devenant dès-lors la plus apparente, elle classe le peintre. L'art, en effet, ne peut réaliser énergiquement et mettre en saillie qu'un de ces élémens à la fois; il faut qu'il prenne parti. Mais loin d'annuler complètement ceux qu'il sacrifie, il leur laisse encore une assez grande valeur relative. Un seul sera dominant, mais les autres ne disparaîtront point. Exiger la combinaison de ces qualités à part égale et dans un degré éminent, ce serait réclamer de l'art ce que la nature seule peut faire, la réunion des contraires et la neutralisation des oppositions; comme si on voulait, par exemple, appliquer le coloris de Rubens au dessin de Michel-Ange, ou éclairer à la Rembrandt une composition de Poussin. On peut, sans doute, préférer un de ces élémens aux autres, et il y a même de très puissans motifs de regarder la couleur comme un des moins relevés; mais il ne faut pas vouloir qu'ils règnent tous en même temps. Il ne faut pas davantage imaginer qu'un seul, quelque éminent qu'il soit, puisse subsister à part et se passer de tout le reste.

Ainsi, pour ne pas quitter M. Delacroix, lui demander la pureté et la précision du contour, la science du modelé et l'idéal de la forme pure, la grandeur du style, l'élévation de la pensée morale, en prenant pour type de toutes ces choses une école quelconque, ce serait lui demander un non-sens, une contradiction, une impossibilité esthétique. Or, c'est là ce qu'on fait tous les jours, lorsque, en déplorant son dessin, on lui oppose M. Ingres.

Mais si, sous cette forme, l'objection porte à faux, elle devient à la fois très raisonnable et très grave lorsque, tout en acceptant M. Delacroix pour coloriste, et en lui accordant tout ce qu'il a droit d'exiger à ce titre, on lui reproche d'aller au-delà ou de rester en-deçà des besoins de sa couleur, de ne pas savoir être un coloriste complet, comme Rubens, comme Titien, comme tant d'autres, qui sont des coloristes sans doute, mais qui sont aussi des dessinateurs, des peintres. Voilà, en effet, ce qu'on peut reprendre en M. Delacroix. Il a de rares qualités de coloriste, mais comme peintre, en général, il lui

manque bien des choses qu'on résume sous le mot dessin, et ces choses sont très essentielles. Ce qui reviendrait à peu près à dire qu'il faut voir en lui un grand talent, mais non un grand maître.

On pourra aussi s'étonner justement de trouver dans un artiste si distingué quelques écarts systématiques injustifiables, par exemple, son évidente prédilection pour le laid. Il ne flatte pas assurément notre espèce dans la représentation qu'il en fait, et il nous rapproche un peu trop de l'ordre des quadrumanes. La résolution d'être original en tout, de ne rien faire qui ressemble à ce que d'autres font ou ont fait, peut aisément conduire un homme d'esprit fort loin. Ainsi, on nous persuaderait difficilement qu'il soit indispensable, dans quelque système de peinture que ce soit, de négliger à ce point l'exécution du détail des choses que, regardées de près, elles ne laissent voir qu'un travail ingrat, maladroit, négligé, sans goût et sans charme. Ce qu'il y a de certain, c'est que parmi les bons maîtres de l'art, même du second ordre, coloristes ou autres, il n'en est pas un dont la peinture ne puisse être impunément vue de près. Celle de M. Delacroix n'a pas ce privilége.

Quoi qu'il en soit de la valeur de ces critiques, dont nous acceptons du reste volontiers la responsabilité, il ne faut pas les exagérer. Prenons l'artiste tel qu'il veut ou peut être, et, sans nous enquérir trop curieusement de ce qu'il ne nous donne pas, jouissons de ce qu'il nous donne, quoique ce qu'il nous donne ne soit pas le meilleur de l'art.

Nous retrouverons plus loin M. Delacroix avec sa *Noce juive* et son *Naufrage*.

Nous serons plus court sur l'œuvre de M. Gallait, qui se laisse beaucoup plus facilement expliquer, et sur laquelle il ne peut y avoir de disputes. L'*Abdication de Charles-Quint* est en grand ce qu'est en petit le *Gustave Wasa* de M. Hersent, qui eut les honneurs d'un salon et d'une belle gravure. Le tableau de M. Gallait aurait pu avoir la même fortune, et à peu près par les mêmes motifs. Il est composé et exécuté avec beaucoup de soin, d'étude et d'habileté. La scène est disposée à souhait pour l'intelligence du fait représenté. La distribution des personnages est très bien entendue et explique d'elle-même ce qu'ils font, sinon ce qu'ils disent ou pensent. Sur une estrade élevée, sur laquelle porte toute la lumière, on voit Charles-Quint debout revêtu d'une longue simarre de drap d'or; appuyant une de ses mains sur l'épaule d'un courtisan, il tient l'autre étendue sur la tête de son fils Philippe agenouillé devant lui; un peu en arrière, la vieille

reine douairière, assise sur un fauteuil royal, paraît présider la cérémonie. Autour de ces principales figures, placées au centre, se rangent circulairement les ordres de l'état et la foule des courtisans. Aussi habilement peinte qu'habilement conçue, cette composition est d'un effet grave, noble et calme. Le ton est doux et même fin dans quelques parties, mais un peu sourd peut-être. L'aspect général, comme ordonnance, comme expression et comme couleur, satisfait immédiatement l'œil et l'esprit, et mérite à cette très estimable peinture le succès qu'elle obtient.

Néanmoins, pour ne rien outrer, il convient de remarquer, d'une manière générale, qu'on aurait tort de chercher ici des qualités d'un ordre supérieur. Comme goût, comme invention, comme style surtout, comme expression, et même comme exécution, ce tableau ne dépasse pas de beaucoup les limites d'une peinture de genre. Dire que ce n'est qu'une très jolie vignette agrandie, ce serait certainement aller trop loin, mais cette comparaison serait pourtant plus voisine de la vérité que l'opinion qui voudrait y voir un chef-d'œuvre de peinture historique. Tout ce que les études pratiques, un travail consciencieux et opiniâtre, un goût éclairé, une intelligence saine et un talent mûr peuvent mettre dans un ouvrage d'art, se trouve dans celui-ci. Ce qui y manque, ou du moins ce que nous n'y voyons pas, c'est ce tour d'originalité et d'individualité qui trahit les maîtres. Tout est calculable dans cette peinture; il n'y a rien de secret ni d'imprévu; les moyens par lesquels l'effet est produit sont aussi visibles sur la toile que l'effet même. Enfin, le style assez bourgeois, sinon commun, n'atteint pas même jusqu'à la distinction, qui n'est pas la grande originalité, mais qui y fait penser.

Ces restrictions nous sont imposées par les admirations exagérées dont cette toile a paru être un instant l'objet, et qu'il est utile de resserrer dans des bornes raisonnables. C'est dans le même but que nous ajouterons une ou deux observations de détail. Charles-Quint nous a semblé un peu au-dessous de son rôle; sa pantomime n'est, ainsi que tout le reste, que convenable. Tout le premier plan de gauche n'est évidemment qu'un remplissage, un simple repoussoir. Mais ces figures, étant très près de l'œil, ne gagnent pas à être étudiées. Il faut passer rapidement par-dessus pour arriver à un groupe de jolies têtes féminines placées dans le fond, et dont l'éloignement ne laisse venir jusqu'à nous que l'effet piquant de leurs toilettes et l'expression de leurs graces un peu minaudières.

En somme, nous répéterons volontiers que cette peinture est une

production infiniment estimable, en demandant toutefois positivement qu'on n'ajoute rien de plus à cette épithète.

Nous avons dû étudier avec quelque étendue les deux ouvrages qu précèdent, en raison de leur importance propre et de l'attention particulière dont ils sont l'objet; mais, vu la longueur de la route, nos haltes seront désormais plus courtes.

Parmi les grandes pages historiques du salon carré, celle où M. Blondel a retracé la *Reddition de Ptolémaïs* à Philippe-Auguste et à Richard-Cœur-de-Lion, se fait remarquer par une composition ingénieuse, par la variété des attitudes et l'heureux agencement des groupes. Le style, sans atteindre les hauteurs de l'idéal, mais aussi sans y prétendre, est d'une élégance noble qui convient à cette histoire chevaleresque des croisades. Le ton général manque peut-être un peu d'unité et surtout de chaleur. On doit d'autant plus insister sur les qualités de cette intéressante composition, et d'autant moins s'appesantir sur ses imperfections, qu'elle est le produit d'une tradition et d'une école aujourd'hui peu en faveur, et qui depuis longtemps ne nous avaient pas fait une aussi agréable surprise.

Dans un sujet analogue, la *Procession des Croisés* autour de Jérusalem, M. Schnetz a mis toute la science et la vigueur d'exécution qu'on lui connaît, et qui lui ont assigné une place si distinguée parmi les peintres de son école. Nous ne pouvons pas étendre cette remarque au *saint Louis* de M. Arsène, dont la faiblesse, dans tous les sens, est d'autant plus apparente, que sa toile est plus grande; ce qui nous autorise, bien à regret, à nous borner à cette sèche citation. Nous garderons la même réserve, et par les mêmes motifs, à l'égard de la *Levée du siége de Rhodes*, par M. Odier.

Non loin de ces inoffensives peintures, la *Bataille de Mons* fait un appel au regard par le bruit et le mouvement que l'auteur a voulu probablement y mettre. Il a déployé de grands moyens pour de petits résultats, de grands corps, de grands bras, des chevaux au galop, des blessés et des mourans, des morts déjà morts tant de fois ailleurs à peu près de la même manière, et une exécution *enlevée* qui ressemblerait à la hardiesse, si elle ne ressemblait encore davantage à la facilité de la routine. Mais aussi qui s'aviserait jamais,

> Hors qu'un commandement exprès du roi ne vienne,

de peindre la *Bataille de Mons?*

Une bataille tout autrement formidable est celle du vaisseau *le Vengeur*, de M. Leullier. Cet artiste, jeune probablement, a un début

bien ambitieux; mais, comme il justifie en partie cette audace, il ne faut pas trop le quereller là-dessus. Il y a indubitablement de la verve, de l'entrain et une fougue naturelle dans cette peinture, et, bien qu'au fond elle soit plus bruyante que terrible, elle annonce de l'imagination; mais elle trahit bien de l'inexpérience. Le sujet n'est pas délimité, la composition est confuse et embarrassée; on ne sait où arrêter l'œil, et on n'est jamais sûr de voir ce qu'on voit. L'effet papillotte, et, par une coïncidence singulière, le ton est à la fois varié et monotone; mais on rencontre çà et là des intentions bien senties, des expressions vraies, et une certaine force d'exécution qui dégénère souvent en dureté et en violence. Le choix du sujet n'est pas heureux. Plus un sujet est grand, imposant, abondant et sublime, en idée et vu de loin dans l'imagination, moins il est susceptible d'être suffisamment réalisé sur la toile. Il faut une bien grande force pour supporter un grand sujet.

Sous le n° 1487, et sous le titre d'une *Promenade d'Héliogabale dans Rome*, M. Ch.-L. Muller nous a donné la peinture la plus bizarre peut-être du salon, qui est cependant riche en ce genre. Cet artiste, qui faisait jadis d'autres choses et d'une autre manière, paraît avoir été un peu troublé par M. Delacroix. Il faudra bien admettre qu'il y a quelque espèce de talent dans cette bacchanale, mais ce talent est insuffisant. En fait d'art, rien ne ressemble tant, au premier abord, à une bonne chose qu'une mauvaise, mais l'illusion dure peu. Sous cet oripeau d'opéra et ce clinquant de lumières et de couleurs, nous n'apercevons rien de sérieux. La peinture admet le nu, mais non les nudités. Or, ce sont des nudités que nous montre M. Muller, et, qui pis est, des nudités laides. Il est pourtant de rigueur stricte que des femmes nues, surtout si ce sont des courtisanes, soient belles; l'art doit s'interposer entre l'œil et la réalité. Or, ici, cet art n'est ni assez délicat, ni assez brillant, ni assez fin, ni assez poétique, pour remplir cet office. Considérée absolument comme peinture, la composition de M. Muller a du mouvement et de la vie, mais c'est le mouvement et la vie d'un ballet; l'effet général de couleur est attirant, mais faux et fantasque; l'inexcusable négligence de l'exécution, le goût malheureux du dessin et du style, n'offrent guère de compensations pour tout le reste.

Ce n'est pas sans découragement et même sans quelque tristesse que nous nous décidons à jeter enfin les yeux sur les peintures religieuses, tant l'impression en est fâcheuse. Décidément, les talens abandonnent tout-à-fait cette sphère supérieure de l'art, ou plutôt peut-être

il n'est plus de talens faits pour elle. Le public, de son côté, est si profondément indifférent à tout ce qui a l'air d'un *tableau d'église*, qu'il ne lui vient même plus à la pensée d'y regarder, de manière qu'à moins de porter la signature d'un nom célèbre, ce qui n'arrive presque jamais, une peinture de ce genre est condamnée, sans être même entendue. L'espèce de rénovation d'art chrétien qu'on a essayé d'importer de l'Allemagne, et qui semblait être encouragée par le cours des idées littéraires et philosophiques régnantes, a complètement avorté. Le paganisme, avec ses dieux et ses héros, est encore plus mal reçu, si c'est possible. Voilà donc l'art (car il ne s'agit pas d'autre chose ici) privé des deux sources d'inspiration où il trouva pendant tant de siècles d'inépuisables thèmes de représentations, l'antiquité classique et l'histoire sacrée du christianisme. Que lui reste-t-il donc, et sur quoi s'exercera-t-il? sur l'histoire! mais quelle histoire? et d'ailleurs, qu'est-ce que l'histoire toute seule pour l'art? un recueil d'anecdotes, de faits isolés, sans intérêt, sans influence sur l'imagination, inintelligible au peuple, incapable de fournir autre chose au peintre qu'un magasin archéologique de costumes, d'armes, de meubles et d'ustensiles, vaine défroque de morts oubliés et ensevelis à jamais dans leur tombeau. Mais passons sur ces questions, nous n'avons ni le temps ni les moyens de les résoudre, et, sans chercher à plonger dans l'avenir de l'art, bornons-nous à constater ses misères présentes.

Dans l'intérêt des artistes qui cultivent encore avec tant de labeur ce terrain ingrat, nous serons très court sur les peintures de cet ordre. Presque toutes échappent à la critique; elles défient à la fois et l'éloge et le blâme; il faut donc leur laisser le bénéfice de l'obscurité et la protection du silence, sauf les exceptions, s'il y en a.

Et il y en a probablement une au moins dans le salon carré même, sous le n° 332 (*Martyre de saint Polycarpe*). Cette toile est d'un aspect peu prévenant au premier abord à cause de quelques tons criards dont l'artiste aurait pu facilement amortir les dissonnances, s'il avait réfléchi que l'effet d'un tableau n'est pas le même au salon que dans une église. Malgré ce premier et inévitable échec de l'œil, cette peinture résiste et demande à être mieux interrogée. De ce nouvel examen, il est résulté pour nous l'impression que c'est là une œuvre de marque. Elle a, ainsi qu'on l'a écrit déjà, et nous ne trouvons pas de meilleur mot, une grande tournure, ou, comme disent encore mieux les Italiens, un air de *maestria*. La composition rappelle les grands modèles d'Italie, mais sans les répéter; on y sent l'influence

de leur goût et de leur esprit, plutôt que celle de leurs ouvrages. Sortir du banal, dans une route si battue, sans rompre avec la tradition, est une chose si rare, qu'on doit louer ceux qui le tentent, surtout s'il y réussissent à quelque degré. M. Chenavard a certainement ce mérite. Sa peinture n'a aucun droit à la popularité; mais ce qu'il y a de sûr, c'est qu'elle ne peut pas plaire ou déplaire médiocrement, ce qui est le signe d'une œuvre fort au-dessus du commun. Aussi n'a-t-elle pas tardé à devenir un champ de disputes. Le tableau de cet artiste étant, à ce qu'il paraît, une nouveauté pour le public, on ne peut qu'espérer beaucoup d'une seconde épreuve, car la plupart de ses défauts peuvent être corrigés, tandis que ses qualités, étant de celles qui ne peuvent pas s'acquérir, ne pourront pas non plus se perdre.

Le voisinage nous conduit immédiatement à une peinture qui est, sous tous les rapports, l'antipode de la précédente : le *Jugement dernier*, de M. Gué. Cet artiste a quitté brusquement les chaumières, les champs et les hameaux, pour se lancer dans les régions mystiques et surnaturelles du monde divin. Il est vrai qu'il y a vu surtout ce qu'un paysagiste pouvait y voir, des effets de lumière. Cette composition est conçue dans le système que le peintre anglais Martin a poussé jusqu'aux dernières limites de l'exagération. Mais, en cherchant à en mitiger l'intempérance, le peintre français en a par cela même détruit le prestige. Il a voulu satisfaire à la fois à la pensée et à l'imagination, et il est resté des deux côtés au-dessous de sa tâche; car, d'une part, il n'est pas parvenu à imprimer à sa scène cet air de cataclysme et de fin du monde qui règne dans les compositions de Martin, et, d'autre part, il n'a pas pu y mettre davantage ce qu'y ont mis, dans un autre système, Michel-Ange, Rubens, et J. Cousin. Toutes ces petites figures, en effet, ne peuvent prétendre intéresser pour elles-mêmes, elles sont nécessairement absorbées dans le tout, et c'est d'autant plus fâcheux que l'artiste paraît avoir dépensé beaucoup de temps, d'études, d'érudition et même de philosophie, à donner à chacune une signification particulière. Nous n'avons donc pas ici une vraie représentation du *Jugement universel*, mais une simple *vue*, prise de loin et en perspective. Il y aurait du reste de l'injustice à refuser à ce tableau un certain charme, comme effet général de lumière et de clair obscur, et à l'artiste le mérite d'avoir produit cet effet; mais ce n'est pas là proprement une peinture religieuse.

Le *Calvaire* de M. Steuben exige une justice bien plus rigoureuse. Toucher ainsi les choses sacrées, c'est les profaner. Qui jamais a pu

se figurer un Christ pareil! Non, jamais un homme de talent n'est parvenu à dépouiller à ce point de toute grandeur, de tout idéal, de toute beauté, le sublime pathétique de la scène fameuse du Golgotha. Non, ce n'est pas là Jésus. Si ce n'étaient les bourreaux et l'appareil du supplice, nous croirions que c'est quelque pauvre fou qu'on a chassé de la ville, où ses yeux égarés, ses cheveux hérissés épouvantaient les enfans et excitaient la pitié publique. Quelle invention malheureuse et dans l'ensemble et dans les détails! et quelle exécution plus malheureuse encore! Quel style, quel goût, quel choix de couleurs et de tons! Quelle vulgarité de pensées et de manière! Enfin, car il y a quelques bonnes choses dans cette peinture, quelle audace de plagiat!

Les peintures à sujets religieux qu'il nous reste à examiner, ou plutôt à énumérer, pourraient être partagées en trois ou quatre classes ou écoles, à peu près comme il suit :

La première en rang comme en date est celle de la pure tradition classique française, dont, pour fixer les idées, on trouverait le type dans les tableaux de M. Ansiaux. Elle ne manque jamais de représentans. Cette année, nous croyons pouvoir, sauf erreur, y rattacher d'abord et en première ligne, la *Mort de la Vierge*, de M. Caminade, dont l'irréprochable composition défierait la critique de Poussin même; puis le *Saint Lazare*, de M. Vanderberghe, specimen des plus authentiques en ce genre; puis le *Martyre de saint Adrien*, de M. Omer Charlet; l'*Ecce Homo*, de M. Jouy; *le Christ apparaissant à la Madeleine*, une bêche à la main, de M. Thévenin; l'*Assomption*, de M. Ribera, artiste qui porte un très beau nom; les deux *Jésus au mont des Olives*, de M. Pérignon et de M. Norblin; le *Saint Leu*, de M. E. Goyet, etc., etc. A cette catégorie appartient probablement aussi le *Repos en Égypte*, de M. Ducornet, né sans bras.

La seconde classe, différente déjà de la précédente par un moindre penchant pour le haut style et pour la draperie, et par l'emploi moins exclusif de ses recettes pratiques, s'en écarte en outre en un point si important, qu'elle est au fond une hérésie. Ses sectateurs affectent l'indépendance et prétendent à l'invention. Séduits peut-être par le *Christ consolateur*, de M. A. Scheffer, et plus encore, malheureusement, par les exemples de M. Signol, ils se permettent d'altérer les types traditionnels et consacrés des personnages divins ou célestes, qu'ils traitent avec aussi peu de façon que des figures allégoriques, et qu'ils font agir comme des héros de roman. Ce néo-christianisme esthétique n'est qu'un écho des néo-christianismes

dogmatiques auxquels travaillent en ce moment tant de métaphysiciens allemands, tant de poètes et romanciers français. Cette tendance se trahit plus ou moins dans un assez grand nombre de peintures, par exemple dans celle où M. Lafon nous donne *un Ange présentant à l'enfant Jésus la couronne d'épines*, au milieu d'une gloire lumineuse, entre ciel et terre; la *Vision de sainte Thérèse*, de M. Glaize, offre un goût de composition et des effets de lumière analogues. M. Lavergne, dans ses *Ames du Purgatoire*, a visiblement pris conseil de M. Signol. Ce même artiste récidive dans sa *Lapidation de saint Etienne*, où il introduit, sans autorité et contre toutes les règles, Jésus-Christ dans son costume terrestre, et, qui pis est, le fait accompagner par Dieu le père. *Les Anges au Sépulcre*, de M. Varnier, ne sont pas non plus très orthodoxes, et son tableau tout entier est encore une des fautes de M. Signol, auquel on peut reprocher aussi en partie le *Christ au Tombeau*, de M. Janmot, et surtout la *Madeleine*, de M. Laby. Les mêmes tendances hérétiques se révèlent encore dans les *Trois Vertus théologales*, de M. Louis, dans *l'Assomption de la Vierge*, de M. Wachsmut, dans l'*Annonciation aux Bergers*, de M. Cibot, dans *la Fuite en Égypte*, de M. Colin, peinture d'une fadeur rare, et enfin dans bon nombre d'autres encore, car ce système gagne considérablement du terrain. La *Madone* de M. H. Scheffer, tout talent à part, n'a pas d'autre filiation que les *Medora* et les *Marguerite*, ce qui est une origine bien romanesque et assez mondaine.

La troisième classe est bien moins nombreuse, mais elle est plus caractérisée; elle a pour chef éloigné M. Ingres, et pour précédens plus immédiats MM. Flandrin, Lehmann, Amaury-Duval. C'est une sorte de classicisme moderne un peu moins insipide que l'ancien, mais plus pédantesque peut-être, et surtout plus importun, car il n'est pas si modeste. On reconnaît aisément ses produits aux signes suivans : composition pauvre, figures clairsemées et de grandeur demi-nature, expressions froides, dessin exact, compassé, exécution étudiée et presque précieuse du modelé, absence de relief, tons gris, coloris faible, monotone, lumière plate, touche uniforme. On retrouvera la plupart de ces caractères, sinon tous, dans l'*Adoration des bergers*, de M. Philippe, dans l'*Éducation de la Vierge*, de M. Pilliard, la *Captivité de Babylone*, de M. Joyard, le *Jacob et Laban*, de M. Dumas, enfin dans la jolie *Tête d'Ange* que M. Amaury-Duval a dessinée et peinte avec une simplicité si recherchée.

Nous ne savons à quelle classe rattacher le *Moïse sauvé des eaux*

du grand salon. S'il n'était signé par une dame, nous l'attribuerions volontiers à M. Schopin.

Enfin, dans une dernière et quatrième catégorie, on placera ceux qui, sans suivre une école ou un système, préfèrent tout simplement reproduire la manière et même les compositions de quelque maître célèbre. Ceux-ci sont les plus sages; car, si on ne peut pas inventer soi-même, quoi de mieux que de se servir des inventions des autres, surtout si elles sont bonnes? En général ils choisissent bien. Les uns s'adressent à Raphaël, comme par exemple M. Cazes, qui a refait *la Belle Jardinière;* d'autres préfèrent Michel-Ange et les Florentins, comme M. A. Deveria dans sa *Charité :* ceux-ci ont du penchant pour les Vénitiens et s'exercent sur les étoffes; le *Christ au tombeau,* de M. Guichard, offre quelque chose de semblable; ceux-là se décident pour le Caravage, et c'est ce qu'a fait particulièrement M. Jollivet pour sa *Déposition.* Il en est qui remontent jusqu'aux Byzantins, comme M. Maison pour sa *Peste* (n° 1355), M. Quantin (n° 1648) dans les ornemens du cadre de son *Christ au Jardin.* Un autre se contentera de combiner le Pérugin et Fra-Bartholomeo, comme on le voit dans une *Notre-Dame* de M. Frenet. Enfin il y en a qui appellent à leur secours les anciens maîtres allemands, par exemple M. Mottez, dont la *Sainte Famille* mériterait probablement des remarques d'une autre nature, si elle n'était placée hors de vue.

Telles sont les quatre directions entre lesquelles se débat la peinture religieuse. On serait fort embarrassé de choisir; car comment choisir entre la banalité et le pédantisme académique, entre la prétention impuissante et le pastiche? Laissons donc ces honorables peintures rejoindre en paix leurs aînées dans l'oubli, et passons à d'autres.

Tableaux de genre. — Plaçons-nous d'abord devant cette *Noce juive* si gaie, si vivante, si pleine d'imagination et de mouvement, si piquante d'esprit, si charmante de naïveté, et qui, par l'exquise fraîcheur des tons, la franchise de la touche et l'excellente distribution de la lumière, rappelle et égale presque P. Véronèse. Cette peinture est d'une grande réussite. Jamais M. Delacroix n'avait mis sur une toile autant de ce qu'il a, et si peu de ce qui lui manque. Elle est le type et le dernier point de ce qu'il sait et peut faire. A la finesse, à l'harmonie habituelles de son coloris, il a joint cette fois des qualités beaucoup plus rares chez lui, la vivacité et la transparence. L'effet général est suave, plutôt animé que brillant; l'œil est satisfait partout, sans être attiré nulle part.

Tel est l'aspect de cette peinture à la limite de la vision distincte; mais, en s'en rapprochant, on voit que ce séduisant résultat coûte cher et qu'il est le prix de douloureux sacrifices. Ces touches de couleurs pures et vierges, si belles de loin, ne le sont plus du tout de près; on trouve à leur place une inextricable couche d'empâtemens sous lesquels toute forme distincte des objets, tout dessin, tout modelé, disparaissent. C'est là un des inconvéniens généraux de ce procédé de peinture; mais M. Delacroix ne se donne pas assez de peine pour l'amoindrir, et son travail pourrait, ce nous semble, gagner infiniment en délicatesse, en fini, en précision dans le détail, sans que l'effet général en souffrît. Nous le renvoyons à P. Veronèse lui-même et à bon nombre de Flamands et de Hollandais. Quant à cet étrange et inexplicable goût du laid et du baroque qui donne à ses figures un aspect si répulsif que personne n'a pu encore s'y accoutumer, nous ne le croyons pas non plus indispensable. C'est un travers de l'artiste, et non une nécessité de son système de peinture. Mais il paraît irrémédiable; il faut en prendre son parti.

Le *Naufrage*, moins complètement réussi peut-être que la *Noce*, a des parties admirables. La conception générale est d'une poésie terrible, et l'effet ne reste pas trop au-dessous du sujet. Un ciel pesant, sombre et bas, un vaste silence, une mer sans rivages dont les larges flots se déroulent jusque dans les dernières profondeurs de l'horizon, et sur cette mer une barque surchargée d'hommes à demi nus, en proie aux terreurs de la mort, au désespoir furieux de la faim, procédant avec une sinistre régularité au fatal tirage qui doit donner l'un d'eux à dévorer aux autres. La barque ne vogue plus, car le timonier a, lui aussi, abandonné le gouvernail pour prendre part à l'horrible scrutin; elle flotte au hasard, ballottée par les vagues. L'impression de la peinture correspond à la conception. Elle est profonde et saisissante, mais elle résulte moins, selon nous, de l'action particulière dont la barque est le théâtre et les naufragés les acteurs, que de l'effet général de tristesse, de terreur et de désolation, répandu sur le lieu de la scène. L'action de la barque, en effet, n'est peut-être pas suffisamment claire, et d'ailleurs, pour un pinceau comme celui de M. Delacroix, la petitesse des figures n'était guère favorable au détail des expressions. Sous ce dernier rapport, une autre main aurait pu aller plus loin et entrer plus avant dans le sujet. On ne comprend pas davantage pourquoi une seule et même tête a suffi pour tant de personnages. Mais il ne faut pas chercher de ces études-là dans M. Delacroix. Toutefois, en prenant le tableau en masse, il est

d'un effet puissant. La mer est surtout d'un mouvement, et nous dirions même d'un dessin admirables. On suit jusque dans les derniers lointains le roulement sans fin de ces vagues qui se poussent, s'effacent et se remontrent plus loin pour disparaître encore; on y sent une agitation profonde et intestine, on entend leur clapotement triste et continu. Ce n'est pas une mer réelle, comme l'aurait pu faire un peintre de marine, c'est une mer idéale, poétique, vue plutôt par l'imagination que par les yeux, vraie pourtant, mais vraie de la vérité de l'art. Nous pouvons faire remarquer ici que, lorsqu'il arrive aux artistes forts de peindre par occasion des objets étrangers à leurs études habituelles, ils leur impriment un tour orignal et imprévu qu'on est loin de rencontrer dans les peintres spéciaux. C'est ce qu'on peut voir dans les fragmens de paysage, d'architecture, de mer, de nature morte, semés dans les peintures historiques des grands maîtres. M. Delacroix a eu ici la même fortune, et son *Naufrage* nous paraît être incontestablement la plus belle marine du salon.

Après M. Delacroix, et à la distance nécessaire, citons les trois compositions de M. Robert Fleury, qui cette année jouit sans conteste et presque sans partage de la vogue. Ce n'est pas sans doute l'attrait pur de l'art qui convoque et retient la foule devant sa *Scène de l'Inquisition;* c'est bien plutôt le sujet. Mais le sujet ne suffirait pas seul, et c'est déjà un grand mérite à l'artiste de lui laisser son intérêt. On ne peut certes rien imaginer de plus propre à produire des effets nerveux que le spectacle d'un homme couché sur le dos par terre, au fond d'une cave, les deux jambes fixées séparément dans deux trous d'une pièce de bois de manière à laisser dépasser seulement ses pieds, exposés de près à un feu ardent qu'attise incessamment un bourreau, tandis que des moines, à mine sinistre et impitoyable, suivent impassiblement les progrès et les résultats de la torture. M. R. Fleury a rendu tout cela exactement; sans exagération, mais aussi sans pitié. Ses expressions sont vraies, sa pantomime juste, quoique d'une justesse et d'une vérité communes. Joignez à cela une exécution étudiée du tout et de chaque partie, une lumière à oppositions fortes et par conséquent à effet, des accessoires peints avec science et avec goût, et on aura assez de quoi justifier l'empressement du public pour ces peintures recommandables. Ce ne sont pas là des qualités supérieures, mais elles suffisent dans les limites où se circonscrit l'artiste, et, dans des choses si difficiles, c'est beaucoup d'être suffisant.

Les nombreuses peintures de M. Biard, quoique d'un goût tout

différent et avec plus d'originalité, ne dépassent guère la portée des précédentes. La plupart, cette année, sont des *vues* et des *scènes* des pays septentrionaux; on n'y voit que neiges, frimas, glaces et brouillards. M. Biard a l'instinct voyageur; il a visité les lieux et observé les choses qu'il représente; il a aussi, à un haut degré, le sens imitateur, le sentiment de la couleur locale, et de même qu'il s'accommode et s'habitue, en bon voyageur, à tous les accidens de route et aux manières, mœurs et usages des peuples dont il est l'hôte passager, ainsi fait-il comme artiste; il saisit avec justesse, sinon avec profondeur, la réalité des choses, et il la rend avec la même sincérité. Ses *Vues* de Laponie sont très intéressantes sous ce rapport; sa *Mort de Ducouedic* est remarquable surtout par la couleur locale, et par une fine observation des caractères spécifiques des marins.

M. Biard a aussi, comme on sait, pris à tâche de faire tous les ans rire le public, et il y réussit assez bien, quoique pas aussi bien que tant d'autres qui n'y prétendent pas. Son comique n'est certes pas celui de Molière, mais il approche quelquefois de celui de Vernet et d'Odry. Ne soyons pas trop exigeans. Cette année il nous a donné pour notre régal d'usage les *Gros péchés*, la *Demoiselle à marier*, et *la Distraction*. On lui dispute pourtant son monopole. M. Pigal continue toujours sa lutte inégale, mais son *Assaut du matin* est une défaite complète. Le *Barbier*, de M. Guillemin, ne doit pas non plus trop inquiéter M. Biard, mais il a à se garder de M. Gros-Claude, dont les *Trois Commères* engendrent des rires inextinguibles, qui paraissent sincères, quoiqu'il soit difficile de faire descendre l'art à un tel niveau de bassesse et de trivialité.

Nous aurions dû déjà nous arrêter devant la *Partie d'échecs*, et dire, sans hésiter, que ce tableau microscopique est le morceau capital du salon. En effet, c'est une œuvre complète et achevée en son genre; elle atteint ce degré de perfection relative, qui, sans être le dernier, en tient lieu. Rien de plus rare, dans notre temps, qu'un ouvrage d'art bien fait, dans le sens rigoureux du mot. En littérature, en peinture, en sculpture, en toutes choses nous ne savons faire que des ébauches; nous manquons toujours, soit par excès, soit par défaut, cet équilibre des proportions, cette pondération des qualités, ce point exquis de justesse, qui fait les œuvres accomplies. Aussi, avec les plus beaux talens, nous n'avons pas de beaux ouvrages. Le tableau de M. Meissonnier, est, comme son *Liseur* de l'an passé, un petit phénomène exceptionnel sous ce rapport. Comme expression et composition, il serait difficile d'être plus délicatement et plus profondément

vrai, de saisir et rendre avec plus de sûreté et de force le côté comique de la scène, de donner plus de physionomie, et de marquer de traits plus distinctifs les trois acteurs qui y figurent. L'exécution est pleine de goût et de légèreté, d'un détail très étudié, mais sans recherche puérile. Il n'y manque peut-être, pour être un Steen ou un Ostade, qu'une légère couche de poussière apportée par le temps.

Dans ce genre de scènes familières illustré par les Hollandais et les Flamands, et si agrandi par Hogarth, nous n'avons pas trop à nous féliciter. Sauf l'exception dont nous venons de parler, M. Biard est encore, avec M. Baume, qui passe maintenant sa vie sur les champs de bataille, ce que nous avons de plus saillant; à moins qu'on ne voulût leur opposer M. Destouches, dont le comique larmoyant et l'insipide sentimentalisme n'ont rien d'amusant, comme on peut s'en assurer par sa *Convalescence*, sorte de Greuze affadi, d'un ennui mortel. L'*Enfant volé*, de M. Grenier, est encore une production assez sotte, quoiqu'il lui soit échu la plus belle place du salon. La *Siesta* de M. T. Johannot ne nous indemnise pas complètement, malgré quelques détails agréables et la grace du coloris. Nous osons à peine mentionner les nombreuses scènes de mœurs italiennes, de M. Pingret, et encore moins la *Rose Flammock*, le *Page indiscret* et l'*Après-Dînée*, de M. Jacquand, bien qu'ils aient beaucoup de sectateurs. Le voisinage de l'*Inquisition* fait beaucoup de tort à la touche léchée et froide, et au vernis de M. Roehn, dont le *Bon Pasteur* offre pourtant assez de grosse vérité pour toucher les cœurs sensibles, et une assez jolie figure de jeune fille. Nous aurions encore à glaner çà et là quelques petites toiles analogues, mais sans grand profit, et nous ne pouvons d'ailleurs empiéter sur les droits du livret. Ajoutons pourtant, pour faire preuve de bonne volonté, les *Noisettes*, de M. Gué, l'auteur du *Jugement dernier*, les *Petits Savoyards*, et le *Gibier*, de M. Fouquet; le *Retour de la ville*, de M. Guet. Nous avouons d'ailleurs être incapable d'apprécier les différences et de marquer les degrés relatifs de mérite de la plupart de ces peintures; car il y a un point de l'art où tout se ressemble. Mais nous n'y sommes pas obligé.

L'*Entrée de la duchesse d'Orléans au jardin des Tuileries*, de M. Eug. Lami, est une peinture toute rosée, toute sémillante, toute chatoyante, et bariolée d'échantillons de toutes les couleurs. Les toilettes de femmes sont du dernier goût, et on y peut faire un cours de modes. On pouvait peut-être prendre un autre parti; mais, en prenant celui-là, on ne pouvait s'en tirer avec plus d'imagination et d'adresse, ni mettre plus d'art à peindre des choses qui ne valent

guère la peine d'être peintes. On peut rapprocher de ce tableau celui où M. Guiaud a représenté le *Cortége funèbre de Napoléon*, au moment de son passage sur la place de la Concorde.

Il y a quelques petits tableaux dans le goût des Hollandais. L'*Intérieur d'atelier*, de M. Jollivet, vise au fini précieux du détail et à la parfaite illusion de la lumière et du clair-obscur. Sans pouvoir bien préciser en quoi il pèche, il nous semble qu'il n'arrive pas au but. Il est minutieux, sans finesse, exact plutôt que vrai. C'est la perfection du travail, moins l'art. *La Mansarde*, de M. Digout, est une assez agréable réminiscence de Rembrandt, auquel il est assez facile de ressembler de loin. M. de Loos laisse voir dans son *Maître d'école* les traces de ses études sur Wilkie et sur Ostade; c'est une imitation libre et non une simple traduction. *La Cuisinière*, de M. Béranger, est également une parente éloignée de celles de Mieris et de Metzu. Enfin nous indiquerons, comme appartenant, quoique moins directement, à la même école, *l'Attente*, et surtout *les Contrebandiers en Angleterre*, de M. Aug. Delacroix, qui nous semblent mériter une mention particulière.

La *Comédie française*, de M. Geffroy, mérite une note à part. Il fallait beaucoup d'art et d'esprit pour donner à cette scène un autre intérêt que celui de la curiosité. M. Geffroy y en a mis assez pour y faire, à son talent de peintre, une part honorable. Ce congrès dramatique est représenté avec un art de mise en scène qui ne doit pas surprendre, mais en même temps avec un goût d'artiste qui pourra s'appliquer ailleurs. Il est présidé par Célimène, assistée d'Hermione placée un peu en avant, mais plus bas; tout autour se rangent par degrés insensibles, mais avec une variété d'intentions que nous ne voulons pas pénétrer, Mascarille, Figaro, Richelieu, Jacoub, Oreste, Chérubin, etc.; la distribution des rôles est parfaite. Les têtes sont très ressemblantes, sans être positivement des portraits, car l'artiste a voulu nous montrer les comédiens plutôt que les individus. L'agencement des groupes est bien entendu et conforme aux convenances pittoresques.

Le *genre* historique ou anecdotique est d'ordinaire très abondant, et cette année il n'a pas eu moins de fécondité. Mais on nous permettra d'être très sobre de citations. En première ligne, nous rencontrons les trois grandes compositions de M. Alaux. Son *Assemblée des notables à Rouen, sous Henri IV*, outre l'intérêt de l'exactitude historique des moindres détails du lieu et du fait, qui importe peu ici, est très remarquable par l'entente de la perspective, par la dispo-

sition savante des lignes, et par la solution heureuse d'une foule de difficultés pratiques. Les hommes du métier admirent surtout cette longue file de toques rouges et violettes, dont la réunion, nécessitée par la perspective, pouvait être de l'effet le plus ingrat, et dont l'artiste a tiré un effet piquant. Nous admettons et même nous sentons toutes ces qualités, nous reconnaissons tout ce qu'il y a d'habileté, de savoir et de talent dans ces tableaux de M. Alaux; mais il n'est pas moins certain que ces peintures sont de celles dont on voit immédiatement le fonds; elles vous donnent ce qu'elles ont, tout à la fois. Aussi, à peine vues, on passe outre, et on n'y revient plus. Ceci n'est pas une critique; c'est une simple observation.

Plaçons immédiatement ici, comme à leur place naturelle, les tableaux de M. Granet, dont le vigoureux talent n'a pas plus besoin d'explications que d'éloges. Quoique un peu blasés sur des effets qu'on voit depuis plus de trente ans, on ne peut s'empêcher de dire que dans cette manière, en apparence si facile à imiter, cet artiste conserve encore un cachet de maître. Avec M. Granet, rappelons un nom qui, à une autre époque, brilla à côté du sien, celui de M. Revoil, fondateur et chef de cette école de Lyon, si florissante dans les premières années de la restauration, mais dont il reste peu de traces. Nous avons vu avec intérêt reparaître sur le livret le nom de cet artiste. Parmi les ouvrages qu'il expose cette année, son *Philippe-Auguste* est le plus important par la composition; mais nous préférons son *Giotto*.

C'est faute d'une meilleure place que nous intercalerons ici d'abord la bataille *du Col de Teniah*, par M. Bellangé, exacte comme un bulletin, et peinte avec la verve et le talent tout spécial de l'artiste; ensuite, un épisode de la retraite de Moscou, *le Combat de Krasnoë*, représenté par M. Langlois avec un grand effet de couleur locale; et enfin, *le Combat du Sig*, par M. Baume. Et puisque nous sommes ici hors de toute classification régulière, nous saisissons cette occasion de rappeler quelques peintures oubliées dans la rapidité de notre course, et qui, à divers titres, méritent au moins une mention. D'abord, *l'Arnold-de-Mechtal*, de M. Lugardon, qui, en bon patriote, ne sort pas de l'histoire suisse : il a un peu changé sa manière; de noir il est devenu rouge. Nous ne savons trop s'il y a gagné ou perdu. Les premiers ouvrages de cet artiste avaient promis plus qu'il n'a donné depuis. L'*Homère* de M. Leloir paraît avoir donné des scrupules à quelques personnes, mais on peut se tranquilliser parfaitement l'esprit sur cette peinture, en disant qu'elle n'a d'autre mérite

que de rappeler des choses beaucoup mieux faites ailleurs, et de montrer ce que vaut en peinture un système quand il vient seul. Il en est à peu près de même de *la Nausicaa* de M. Galimard, pastiche de l'antique, de Raph. Mengs et de M. Ingres, mais où l'auteur a assez mis du sien pour conserver un incontestable droit à l'originalité.

On voit en face l'une de l'autre, dans la galerie de bois, *la Telesilla* de M. Jules Etex, et *la Léda* de M. Riesener. Nous préférerions le goût de la première, mais le talent de la seconde est séduisant, même dans son maniérisme. Le mariage de Léda avec le cygne ne fut qu'un mariage mystique, et c'est ainsi que l'a compris Michel-Ange; mais M. Riesener est plus positif. La chaude et vive exécution de sa peinture ne rachète peut-être pas tout-à-fait cet inconvénient. Parmi nos oublis, nous joindrons ici, pour mémoire seulement, *la Françoise de Rimini*, de M. Decaisne, qui mérite les honneurs d'une lithographie; *la Bacchante, la Rêveuse, l'Odalisque*, de M. Lépaulle, plus dignes encore de la même popularité; et une scène de *la Destruction d'Herculanum*, par M. Simon Guérin, où nous avons cru remarquer un talent notable de composition et une certaine force d'invention dont il convient d'attendre quelque preuve plus décisive.

Paysages, marines, etc. — En déplorant précédemment l'extinction des traditions héroïques et religieuses, ces mères nourrices de la peinture, nous nous sommes demandé ce qu'il restait à l'art; nous pouvons répondre ici qu'il lui reste la nature. Si *les dieux s'en vont*, en effet, la nature reste, toujours belle, toujours jeune, éternel spectacle de beautés sans nombre pour les yeux, intarissable source d'impressions pour l'ame. Ce n'est qu'un pis-aller, mais il est encore d'un grand prix. Il y a là encore une poésie, un idéal, un art possibles. Il semblerait, du reste, qu'un secret instinct pousse maintenant nos artistes de ce côté. Les paysagistes se multiplient depuis quelques années, et, toutes choses égales d'ailleurs, le paysage est le genre où l'on réussit le mieux. Nous indiquons ce point de vue; mais gardons-nous de le discuter.

En considérant l'ensemble des ouvrages de ce genre, on les voit représenter assez nettement deux systèmes opposés, caractérisés par la prédominance du point de vue *naturaliste*, ou du point de vue *idéal* ou *poétique*. L'une se tient aussi près que possible de la réalité, qu'elle cherche à *imiter*, dans un sens strict, en la laissant responsable de l'effet produit; l'autre la prend seulement pour base, et y ajoute des élémens empruntés à l'imagination dans l'intérêt d'une idée, d'une impression, d'une émotion quelconque. Cette dis-

tinction, qu'on pourrait établir autrement et mieux, suffira, nous l'espérons, pour notre but. Elle s'est réalisée d'ailleurs en grand dans l'histoire du paysage. Il est évident que le Titien, le Dominiquin, les Carrache, Rubens, le Poussin, et en partie Claude Lorrain, ont autrement conçu la représentation de la nature que Ruysdaël, Wynantz, Berghem, et en général l'école hollandaise et flamande. L'opposition de ces deux systèmes s'est reproduite de nos jours, depuis la renaissance de ce genre, sous d'autres formes, et elle est assez marquée au salon actuel pour fournir une base de classification acceptable, sinon rigoureuse.

Le plus habile de nos paysagistes naturalistes est sans contredit M. Cabat. Il s'est créé une manière qui a eu des imitateurs. Il a un sentiment profond et vrai de la nature. S'il n'en voit que peu de côtés, les côtés qu'il voit, il les rend avec beaucoup de délicatesse et de charme. Il ne court guère après ce qu'on appelle les beaux sites, qui ne sont souvent que des décorations de théâtre. Quelques arbres, un chemin, un coin de forêt, lui suffisent ordinairement. Son *Paysage* (n° 258) nous met au milieu d'un bois traversé par un chemin; deux ou trois bûcherons travaillent à abattre un arbre. Partout le calme, le silence, le repos, mais peut-être aussi l'immobilité. La nature vit dans les paysages de M. Cabat, mais c'est d'une vie un peu sourde; ses arbres, d'un dessin si simple et d'un port si naturel, sont presque, sinon tout-à-fait, immobiles; l'air circule bien entre leurs feuilles, mais sans les agiter. De là un peu de froideur et de monotonie dans l'effet. Nous prions M. Cabat de nous faire une seconde *Vue de Narni*.

La foule des paysagistes de cette catégorie est si pressée, qu'il faudrait un travail spécial pour rendre à leurs œuvres la justice qu'elles méritent, pour établir les rangs et faire les distinctions qu'elles comportent. Réduits à la nécessité de simples mentions, nous citerons, comme principalement remarquables : la vue des *Environs d'Orbitello* en Toscane, par M. Lapito, si riche en motifs pittoresques et d'une si belle lumière; la vue d'une vallée des Alpes, de M. Dagnan; la montagne boisée, à gauche, légèrement éclairée des premiers feux du jour, tandis que le côté opposé de la vallée est encore plongé dans l'ombre, est d'une transparence et d'une finesse de ton admirables. Ces sites alpestres sont très recherchés des paysagistes, parce qu'ils offrent par eux-mêmes et comme simples masses des formes et des aspects très frappans par leur singularité, sur l'effet desquels on compte plus ou moins. Parmi les paysages de cette nature ceux de M. Calame et particulièrement sa *Forêt de sapins* (n° 267) semblent

étudiés et rendus avec moins de servilité, et traités avec plus d'imagination, qu'on n'en trouve dans la plupart des autres. Ceux de M. Empis, de M. Diday, et de M. Posé ont de bonnes parties, et portent la marque d'études sérieuses et de mains habiles.

La distinction des manières et des styles est aussi tranchée dans le paysage que dans les autres genres de peinture, mais il est beaucoup moins aisé de la déterminer. La langue commune se refuse à toute analyse précise de ces différences délicates, et ne trouve que les mêmes mots pour les choses les plus opposées. C'est là l'inconvénient de la langue générale des arts, qui ne peut exprimer qu'à demi et de fort loin ce qui est si bien et si sûrement discerné par l'intuition immédiate du sentiment. Ainsi, il serait impossible de tracer des lignes de démarcation bien distinctes, entre la manière de M. Flers par exemple, qui a pourtant beaucoup de physionomie, et celle de M. Thuiller, qui en diffère tant. On ne peut que renvoyer à la *Rivière* du premier (n° 718) et à la *vue* italienne du second (salon carré). Il en est de même pour les paysages de M. Jolivard, comparés à ceux, par exemple, de M. Mercey, ou de M. Ricois. Quelquefois cependant l'exagération d'un procédé peut fournir une indication; par exemple, pour M. de Laberge qui affecte une précision tellement minutieuse qu'il nous permet de compter une à une les feuilles et les rameaux les plus déliés d'un arbre, dans son *Paysage* n° 503 (sous *la Partie d'échecs*). L'exactitude du dessin et la recherche de la forme distinguent aussi assez convenablement la manière de M. Jules Coignet. C'est sous la protection de cette excuse que nous nous permettrons de citer sans commentaires plusieurs ouvrages de la même école, tels que ceux de Mme Sarrasin de Belmont, de MM. Hostein, Danvin, Loubon (*Bords de la Durance, Bergers émigrans*) et Brune, quoique ce dernier se rapproche un peu de la catégorie suivante.

Il est remarquable que l'école qu'on appelait autrefois *historique*, et qu'il faudrait nommer *idéaliste* parce que le mot est plus compréhensif, a produit en peu d'années un grand nombre d'ouvrages fort distingués, et que, sauf M. Cabat et M. Jules Dupré, dont on regrette cette année l'absence, elle possède les talens les plus originaux. L'ancienne école classique ou plutôt académique n'a plus guère d'autre représentant que M. V. Bertin qui modèle encore un paysage suivant les règles les plus pures de Valenciennes, comme on peut le voir dans sa *vue* de la *Ville de Nicotera* en Calabre; ouvrage auquel on peut joindre, mais avec restriction, le *Tobie* de M. Boisselier. La

nouvelle, qui continue sans s'en douter heureusement, l'esprit sinon les traditions de son aînée, a pour principaux adhérens M. Aligny, M. Marilhat, M. Huet, M. Corot, M. Ed. Bertin et quelques autres.

On se souvient de l'effet de surprise que produisirent, il y a quelques années, les premiers ouvrages de M. Aligny. De la surprise on passa à l'admiration. Son fameux *Prométhée* fixa son rang. On retrouva dans ces ouvrages, avec des inspirations et des idées modernes, le grand goût de l'école d'Italie et de celle du Poussin. Cette manière élevée, grave, poétique, fut parfaitement comprise et acceptée, et fit école. Cette année, M. Aligny a exposé plusieurs tableaux. Le plus remarquable, selon nous, celui qui donne une idée complète de son talent et met le mieux en relief ses belles qualités, c'est sa vue de *la Campagne de Rome*, si mal placée dans la galerie de bois. La majesté solennelle du désert romain y est rendue dans toute sa grandeur. On y retrouve surtout cette multitude de plans se superposant à l'infini, jusqu'au plus lointain horizon, résultat de la forme du sol qui ressemble à une mer agitée par une immense houle. Un chariot chargé de foin et traîné par des buffles traverse silencieusement cette solitude. Dans ses *Bergers de Virgile*, M. Aligny nous a paru moins heureux. Nous y voyons une tendance à l'exagération systématique. C'est un paysage *composé* dans la rigueur du mot. On y admire la pureté du dessin de ces grands arbres qui entremêlent leurs immenses rameaux; mais l'ensemble a déjà quelque chose de cette régularité apprêtée, si fatigante dans les œuvres de l'ancienne académie. Et comme on tombe du côté où l'on penche, M. Aligny doit se garder de devenir froid à force d'être pur, et insignifiant à force d'être simple. Ce dernier inconvénient nous paraît presque réalisé dans sa *Vue de Capri*.

Une critique analogue pourrait peut-être s'appliquer aux paysages de M. Paul Flandrin, d'ailleurs pleins de goût et de charme; et plus spécialement encore à ceux de M. Corot.

M. Marilhat a moins de tendance au pur idéal que l'artiste précédent; mais, quoique plus près de la réalité, il fait une grande part à l'imagination. Ses souvenirs des *Environs de Beyrouth* ne feront pas oublier sa magnifique *Vue du Caire*, qui fut pour lui un début si éclatant; mais elle la rappelle et se soutient presque à côté. Le ton général est chaud, mais doux, la lumière abondante et riche; les fonds sont d'une rare finesse et légèreté. Ces gigantesques pins d'Italie sous lesquels reposent quelques Arabes avec leurs dromadaires, sont d'une tournure et d'un jet admirables, et dans ces aloès, ces

cactus et autres plantes grasses du premier plan à droite, nous retrouvons la science de dessin, la touche vigoureuse et originale des grands roseaux et plantes aquatiques du Nil, de sa *Vue du Caire*. On pourrait observer cependant que le voile vaporeux répandu sur le tout n'est pas assez transparent, et que le ton général est un peu mou.

L'analogie du sujet, plutôt que celle de la manière, nous autorise à citer ici les *Ruines de Karnak*, à Thèbes, par M. Labouere. C'est une vue d'après nature, saisie surtout par le côté grandiose, mais un peu aussi par le côté théâtral; il faut éviter, en ce genre, les effets de panorama. Comme composition, ce paysage, d'ailleurs remarquable, a le défaut d'être partagé en deux moitiés par le massif de ruines et le grand arbre du milieu, d'où résultent, en quelque sorte, deux tableaux distincts et deux points de vue.

Le sujet biblique d'*Elie* faisant mettre à mort et précipiter les faux prophètes, a fourni à M. Rémond l'occasion d'une de ces compositions colossales qu'il paraît affectionner. On pourrait littéralement se promener dans son paysage. Mais le style grandiose n'a pas besoin de tant d'espace pour se déployer. Toutefois, malgré l'exagération de cet appareil théâtral, ce paysage ne peut qu'ajouter à la réputation de cet artiste recommandable.

Nous voyons avec quelque peine M. Huet se disposer à changer de manière. Celle qu'il s'était faite était sans doute fort arbitraire et d'une originalité suspecte, mais enfin elle était sienne. Sa vue d'*un Torrent en Italie* trahit une direction nouvelle dont nous ne pouvons pas le féliciter, quoiqu'elle révèle beaucoup de talent. Nous préférons son *Lac*, où l'imagination domine et va jusqu'à la fantaisie, mais dont l'effet est singulièrement attachant. La composition est très simple : une grande pièce d'eau verdâtre, froide et dormante, bordée de tous côtés de grands arbres et de taillis épais, un air humide, la demi-obscurité de la chute du jour, un temps couvert; au travers du bois, deux cavaliers, suivis de quelques chiens, galopant à toute bride, comme s'ils étaient poursuivis. L'impression en est mystérieuse et presque sinistre.

Après les principaux représentans de l'école dont il s'agit, on pourrait en trouver beaucoup d'autres encore qui se rattachent moins directement au même point de vue, par exemple M. Marandon de Montyel dans ses souvenirs des *Environs de Bade*, M. Flacheron qui dans sa *Mort d'Abel*, un peu trop sombre d'effet, a mis à profit les belles lignes naturelles des montagnes de Subiaco; M. Troyon

(*Tobie et l'Ange*) dont la composition ambitieuse, mais pauvre, vise à la simplicité du grand sans y atteindre.

Les vues intérieures de villes et d'édifices ne nous offrent cette année qu'un petit nombre de morceaux d'artistes, la plupart connus depuis assez de temps; deux *Vues de Venise* de M. Joyand, qui est resté le maître en ce genre; quelques souvenirs de villes d'Allemagne par M. J. Ouvrié, touchées avec science et vérité; l'intérieur de la *Cathédrale de Milan* de M. Sebron, où les tons violacés et rougeâtres dominent trop; enfin la *Vue de Naples* et *d'Alger* où M. Wyld prodigue avec trop de luxe les effets pyrotechniques de la lumière. Parmi les noms moins connus et dont les ouvrages offrent de l'intérêt, on trouverait ceux de M. Villa-Amil pour son église d'Alcala de Henarès, M. Woench pour sa *Vue de Rome*, M. Vinit pour son *Eglise à Palerme* et ses *Pyramides*.

Comme annexe du paysage, il convient de ne pas oublier les trois scènes de chasse de M. Jadin, qui remet en lumière un genre très peu cultivé aujourd'hui, et qui a produit dans tous les temps de très habiles maîtres, dont les plus connus en France sont Snyders, Oudry et Desportes. Sans égaler la vérité naïve d'observation et surtout la finesse et la vivacité d'exécution de ces peintres, M. Jadin ouvre cette route avec assez de talent pour engager quelques artistes à le suivre. M. Ph. Ledieu a exposé aussi une *Chasse au chevreuil* et une *Chasse au cerf* qui n'ont rien d'assez saillant pour exiger une description particulière.

Les *marines* sont relativement assez clair-semées. Les occasions de voir la mer sont si rares pour nos artistes parisiens, qu'il faut des circonstances particulières ou une vocation tout exceptionnelle pour les entraîner dans cette voie. Aussi ne voyons-nous guère que des noms sur lesquels nous n'avons rien à apprendre. M. Gudin a exposé à lui seul plus de tableaux que tous les autres ensemble; il en a fait dix-sept cette année, et c'est beaucoup. La plupart sont des batailles destinées à Versailles. Cette fécondité suppose une facilité peu commune; mais elle est explicable. M. Gudin est doué de facultés naturelles rares; c'est un talent franc et d'une grande distinction. Mais, s'il faut le dire, il s'est habitué à compter tellement sur ses ressources personnelles qu'il a un peu perdu de vue la nature. Il paraît ne plus voir la mer et tout ce qui en dépend qu'au travers de ses souvenirs, et surtout au travers de ses propres tableaux. Il ne fait presque ainsi que se traduire indéfiniment lui-même, avec esprit, avec intelligence, avec habi-

leté, comme il convient à un talent tel que le sien, mais non sans user sensiblement les ressorts qu'il met en œuvre. Les habitudes de main sont très dangereuses surtout dans les peintres spéciaux. M. Gudin est peut-être déjà arrivé à ne plus guère peindre que de pratique. Il fait une mer calme, une mer agitée, un vaisseau qui saute, un vaisseau qui coule en un tour de main, et toujours bien, comme on fait un paraphe. C'est là ce qui rend compte en partie de sa prodigieuse fertilité. Aussi ses peintures semblent n'avoir pas de corps; elles amusent plus qu'elles n'attachent; et l'on s'étonne, tout en admirant le talent facile, ingénieux, brillant et même original de l'artiste, de ne pouvoir pas les prendre tout-à-fait au sérieux. La cause en est peut-être que M. Gudin ne voit la nature qu'à la surface; il n'en a pas le sentiment profond; et l'on peut dire de ses peintures ce que nous avons déjà appliqué à d'autres, que si elles suffisent pour piquer la curiosité, elles n'atteignent ni l'ame ni la pensée. Pourrait-on rêver devant un Gudin comme devant un Alb. Cuyp ou un Backuysen! Malgré ces restrictions, M. Gudin tient encore le premier rang dans ce genre qui, en France, n'a eu qu'un grand maître, Joseph Vernet.

Aux dix-sept tableaux de M. Gudin, nous ne trouvons à ajouter que la vue *du Phare de Gatteville* de M. Petit, quelques scènes historiques de M. Morel Fatio, un *Clair de lune* à la Vernet de M. Barry, et enfin quelques vues intéressantes de MM. Hyp. Garnerey et Mozin.

Portraits. — Il y a six cents portraits au salon. Si nous parvenons à en distinguer huit ou dix, qui aient sous le rapport de l'art une suffisante importance, nous n'aurons pas perdu notre peine.

C'est un fait digne d'observation que parmi le nombre immense de portraitistes de profession qui, en divers temps, en divers lieux, ont eu de la célébrité et de la vogue, et par conséquent du talent, c'est à peine si on en pourrait citer un dont le nom ait survécu, et dont les ouvrages aient conservé quelque réputation. Les exceptions à cette règle sont très rares. En France, par exemple, on se souvient de Petitot, qui, ayant porté la peinture sur émail à un très haut degré de perfection, a dû à cette circonstance d'une grande difficulté vaincue, autant au moins qu'à son talent, une place dans l'histoire de l'art; de Latour, qui s'est illustré, par une circonstance analogue, dans le pastel, et enfin de Largillière et H. Rigaud. Mais ce ne sont pas là de grands noms. De nos jours nous avons assisté à l'immense fortune de Lawrence. Ses portraits seront-ils recherchés dans cinquante ans ou même le sont-ils encore? Les portraits admirés et cités

partout comme des chefs-d'œuvre d'art, proviennent tous de maîtres illustres à d'autres titres. Ce sont ceux de Holbein, de Rubens, de Van-Dyck, de Rembrandt, de Velasquez, de Raphaël, de Titien; et parmi les contemporains, ce sont ceux de David, de Gros, de M. Ingres. La cause de ce fait est évidente. Il est presque impossible qu'un talent d'un ordre un peu élevé puisse se circonscrire dans une sphère aussi bornée que l'art du portrait, et se soumettre aux habitudes que son exercice suppose. L'exploitation de ce genre étant ainsi, en général, forcément dévolue à la médiocrité, il est tout simple qu'il n'en sorte pas beaucoup de chefs-d'œuvre. Mais ce n'est pas tout; même avec un génie heureux, un portraitiste de profession, ayant toujours à lutter contre l'influence incessante d'idées, d'habitudes et d'études qui lui ôtent peu à peu le sentiment pur de l'art, et l'entraînent plus ou moins vers la routine et le métier, sera toujours surpassé, même dans sa spécialité, par les peintres accoutumés à considérer la nature d'un point de vue plus élevé, sous des aspects plus variés, et exercés par des études beaucoup plus fortes à toutes les difficultés de la pratique. Ainsi, d'une part, l'art spécial du portrait ne convient qu'aux talens insuffisans ou avortés, et d'autre part sa pratique exclusive corrompt inévitablement même les talens forts; et c'est ce qui explique ces trois choses : l'oubli profond où sont tombés presque tous les portraitistes, l'infériorité absolue et relative de leurs productions comme œuvres d'art, et enfin la supériorité marquée, sous ce même rapport, des portraits exécutés par les peintres non spéciaux.

Ces observations nous paraissent justifier surabondamment notre silence sur la presque universalité des portraits exposés au salon, et la brièveté de nos remarques sur quelques-uns.

Deux portraits méritent surtout d'être exceptés de l'anathème général, le portrait d'homme (grand salon) de M. Amaury-Duval, et le portrait de femme de M. Hyp. Flandrin. Ils se distinguent tous deux par des qualités analogues, la pureté et la correction du dessin, par l'étude soignée du modelé, par un goût simple et sévère d'ajustement, et par une exécution habile et savante. Dans le portrait d'homme, ces qualités sont poussées très loin, et même peut-être trop loin. Le travail en est un peu apprêté et tendu, le procédé s'y fait sentir; l'artiste veut trop prouver. Dans le portrait de femme, il y a moins de système, la touche paraît plus libre et plus facile, mais le modelé laisse quelque chose à désirer, il n'est que bien indiqué, plutôt que rendu. Nous ne décidons pas entre ces deux ouvrages distingués.

On a eu l'ingénieuse attention de placer M. Dubuffe à côté de M. Amaury-Duval, qui gagne ainsi tout ce que l'autre perd à la comparaison.

M. Dubuffe nous fait songer involontairement à M. Winterhalter, quoique ce dernier eût certainement droit de se plaindre d'un rapprochement direct. Dans le portrait en pied de madame la duchesse de Nemours, il a prodigué les lis, les roses et le fard. C'est une peinture dont la toilette n'est pas moins recherchée que celle du modèle; elle a une sorte d'élégance et de distinction qui, sans appartenir positivement à l'art, y suppléent. Comme composition et goût général, ce portrait est un peu dans la manière anglaise. Le magnifique satin blanc brodé de la robe est peint avec talent et surtout avec adresse. L'effet d'ensemble est gai, agréable et gracieux. C'est le *Décameron*. Mais n'insistons pas; il ne faut prendre de ces peintures que la superficie. Il faudrait appuyer plus légèrement encore sur deux ou trois portraits de femmes de M. Louis Boulanger, dont la peinture est d'une ténuité et d'une volatilité telles que le plus léger souffle la ferait disparaître.

La manière de M. Chasseriau n'a pas cet inconvénient, mais elle a un autre tort; elle est ingrate et déplaisante. Peu de femmes voudront se soumettre au procédé inhumain de dissection qu'il a fait subir à une comtesse (n. 328). Le portrait de M. Lacordaire, dans son habit de dominicain, exécuté dans un système différent, est d'un aspect moins fâcheux. Il y a de l'étude, du soin, quelque habileté d'exécution dans ces deux ouvrages, mais, en fait d'art, on ne peut tenir compte que de ce qui réussit.

Quelques portraits de M. H. Scheffer, particulièrement ceux de MM. Berryer, N. Lemercier et Casimir Delavigne, ont de la vérité et de la simplicité. Ils n'ont rien d'original ni de très saillant comme style et exécution, mais ils ont le grand mérite de se donner pour ce qu'ils sont; ils tiennent tout ce qu'ils promettent.

On peut joindre à cette liste déjà longue, avec quelques portraits de M. Etex (J.), le portrait en pied du maréchal Soult, par M. Healy, celui de M. de Barante, par M. Court, qui a peint aussi, comme on sait, *un roi et une reine*, et enfin, comme particulièrement remarquable par le goût du dessin et la distinction de l'exécution, un portrait en pied de jeune femme, de M. Brémond, qui méritait une place meilleure.

Nous nous croyons dispensés de mentionner les miniatures. C'est le parti qu'il faudra adopter jusqu'à ce qu'il se soit présenté un vain-

queur de Mme de Mirbel; entreprise assez difficile, à ce qu'il paraîtrait, mais qui ne nous semble pas pourtant au-dessus des forces humaines.

On nous a invité à faire mention d'un portrait du salon carré, sous le n. 1000, et ayant pour titre : *un Octogénaire*. Nous avons vu une tête de buis jauni, travaillée avec tout le goût et la profondeur de science d'un *trompe-l'œil*. C'est là certainement une peinture inusitée, et qui dépasse toute prévision. On attribue aussi au même auteur les deux terribles *Ramoneurs* du bout de la galerie. Il en est certes bien capable! Nous le complimentons sincèrement pour ces tableaux qui lui font beaucoup d'honneur, et qui n'honorent pas moins le jury qui les a, dit-on, admis par acclamation, le public qui les admire, et les critiques qui les analysent et en décrivent les beautés. Ce que c'est que de nous!

Dessins, gravure, lithographie, architecture, etc. — Dans l'examen de cette multitude de petits cadres qui forment comme l'arrière-garde du corps d'armée dont nous venons de faire la revue, nous nous bornerons à l'indispensable. Parmi les dessins, quelques petits portraits au pastel, de M. Etex, et surtout de M. Gérard-Seguin, nous ont paru finement touchés. Nous y avons vu une vingtaine de pots de fleurs, entre lesquelles nous ne saurions choisir, tant elles se ressemblent. Dans le genre des *aquarelles*, M. Hubert nous paraît fortement ébranlé dans son règne, si paisible jusqu'ici, par M. Callow, et surtout par M. Heroult, qui ont trouvé dans ces ingrates et dures couleurs des tons souples et fins qui approchent de ceux de la peinture à l'huile. Les vues topographiques et stratégiques de MM. Siméon Fort et Jung, faites pour le dépôt de la guerre, sont, dans ce système tout spécial, exécutées avec beaucoup d'habileté et d'art. On y peut joindre, comme complément, les vues géologiques et minéralogiques des effrayans défilés des *Portes de fer*, coloriées et dessinées par M. Dauzats avec beaucoup de vigueur et de caractère. En *gravure*, il n'y a rien d'important; c'est un art en décadence, qui périt sous la concurrence des moyens plus expéditifs de reproduction qu'on invente et qu'on perfectionne chaque jour, mais dont aucun pourtant ne saurait le remplacer. Les pièces les plus intéressantes sont une *Madone* dite de Raphaël, par M. Desnoyers, la *Vierge au silence*, de M. Richomme, d'après A. Carrache, et *la Vierge au candelabre*, par M. Bridoux, d'un burin un peu trop symétrique, mais traitée avec assez de morbidesse. Le travail trop mécanique de la taille dépare aussi un peu la *Madone* de M. Leroux, d'après le Pinturicchio. M. Forster a gravé avec une extrême recherche, mais avec

son talent ordinaire, la *Sainte Cécile* de M. Delaroche. *Les Pêcheurs*, de Léopold Robert, gravés à la manière noire et pointillée par M. Prévost, nous ont moins satisfait que ses *Moissonneurs*; l'exécution est un peu sèche, un peu dure, et manque de couleur. On trouve aussi des traces d'une grande précipitation dans quelques estampes de M. Jazet, d'après MM. H. Vernet et Steuben.

En lithographie, nous n'avons à citer que deux morceaux : *l'Œdipe* de M. Ingres, par M. Sudre; et comme spécimen remarquable en ce genre les *Trois Graces* de Rubens, par Mlle Feillet.

L'architecture n'est pas riche. Des restaurations dessinées et peintes dans le goût tout spécial des architectes, comme celles de M. Lenormand (église Saint-Jacques à Dieppe), de M. Lion (château d'Écouen) de M. Bourguignon, travail fort difficile, mais inutile; quelques projets, par exemple, la rotonde du Panorama des Champs-Élysées par M. Hittorf, et une ingénieuse composition dans le style de la renaissance par M. Thierry; voilà tout ce qu'il nous est permis de rappeler pour ne pas dépasser les bornes de notre compétence.

Sculpture. — L'examen des sculptures n'aura dans cet article pas plus d'étendue et d'importance que ces ouvrages n'en ont dans l'exposition même. Nous y resterons aussi peu de temps que le public, qui ne fait guère que traverser cette salle déserte, décorée de quelques rares figures qui n'obtiennent qu'un regard distrait, inintelligent, indifférent. Indépendamment du peu de popularité de la statuaire en France, et du découragement que cette indifférence engendre parmi les artistes, il est évident qu'elle doit, par sa nature, ressentir, plus encore que la peinture, l'influence des causes générales de décadence indiquées au commencement de cette revue. La production n'a ici absolument plus de motif ni de but. Jamais la question :

Sera-t-il dieu, table ou cuvette?

ne put obtenir moins de réponse. On ne sait quoi faire d'abord, et puis, quand une chose est faite, on ne sait où la mettre. M. Legendre-Héral, ayant du loisir, s'amuse à couvrir de muscles une figure de six ou huit pieds qu'il appelle *Prométhée*. Soit. Mais que veut-il que nous fassions de ce Titan? M. Garraud imagine une *bacchante* faisant l'éducation d'un jeune satyre; sa figure est un peu trop moulée sur nature et sur une nature plus grasse que belle; mais, sans parler du

talent, où la placera-t-il? On n'est guère moins embarrassé s'il s'agit d'une *Odalisque* ou même d'une *Désillusion*. Mais passons sur ces difficultés et arrivons au fait.

C'est dans le petit caveau privilégié que nous trouvons heureusement réunis les seuls morceaux qui excitent quelque intérêt et offrent une prise à la critique.

L'Italie ne veut plus attendre qu'on aille la voir chez elle, elle vient cette année se faire représenter à Paris par le plus célèbre de ses artistes vivans, Bartolini, par la plus ingénieuse de ses cités, Florence. La *Nymphe Arnina* n'est qu'une figure de pure invention; elle se distingue de loin par cette élégante physionomie d'ensemble et ce jet heureux si communs dans l'antique, si rares dans l'art moderne. Cette figure est toute dans le goût grec; elle est d'une grace simple qui ne résulte pas du mouvement du corps, mais de la seule disposition des lignes et de la beauté fine et délicate des formes. La nature n'y paraît consultée directement nulle part; les mains, les bras, les pieds surtout sont d'un dessin plein de goût. Cette statue, sur laquelle on peut très bien juger Bartolini, quoiqu'il en ait fait de plus belles, n'a rien qui puisse frapper; elle peut facilement paraître froide, car elle n'a pas d'expression déterminée, et l'artiste a moins voulu y représenter la vie que la forme. L'exécution n'offre pas non plus cette recherche détaillée du modelé qui devient nécessaire lorsqu'au lieu d'indiquer seulement les lignes qui tracent la forme du corps on veut représenter le corps même, la chair. Examinée avec cette préoccupation, l'exécution de Bartolini semblera manquer de fini et d'étude; mais en se mettant à son point de vue, qui était celui des Grecs, on la trouvera suffisante.

L'*Odalisque* de M. Pradier est conçue et exécutée précisément dans le système opposé. L'artiste s'attache de près à la nature qu'il n'abandonne jamais. Il la suit avec amour jusque dans ses caprices et même dans quelques exagérations; il l'interprète rarement et la laisse en général parler toute seule. Aussi son exécution, ayant à se prêter à toutes les nuances et accidens fortuits de la réalité, à s'appliquer exactement non plus sur une forme abstraite, mais sur le corps vivant, a besoin de plus de souplesse, et, qu'on nous passe le terme, de ductilité. Nous ne jugeons pas la valeur des deux méthodes, nous cherchons seulement à les décrire.

Cette figure de M. Pradier n'a donc rien d'idéal; c'est une imitation savante, intelligente et artistique de la réalité, rendue avec une rare

habileté de ciseau. La tête est charmante, et son mouvement, un peu forcé peut-être, acquiert de la grace dans cette exagération même. La pose n'est pas également heureuse dans tous les points de vue. De face, la cuisse et le bras allongés parallèlement dans le même sens, font, par la forte disproportion de leur volume, un effet peu satisfaisant, et la cuisse elle-même cache tout le corps. Du côté opposé, la ligne générale est pleine de grace, mais d'une grace plus voluptueuse que sévère. Le modelé des chairs est partout d'une morbidesse exquise, surtout dans les hanches. Elle est excessive peut-être dans la partie antérieure du tronc, où l'artiste aurait pu ôter quelque chose à la réalité.

Nous regrettons infiniment d'avoir à dire que M. Jouffroy s'est trompé. Sa *Désillusion* est une erreur de son esprit plutôt que de son talent. C'est là une conception de littérateur et non de sculpteur; c'est du roman et non de la statuaire. Nous aurions gardé le silence sur cet ouvrage, si l'auteur de cette statue n'en avait déjà fait d'autres qui lui donnent le droit d'être traité sérieusement, et la force de supporter une critique dont la forme seule est sévère.

Le monument funéraire de Géricault par M. Etex n'offre, soit comme invention, soit comme exécution, rien qui dépasse les limites du convenable. Au salon, ce monument n'est rien; mis en sa place, il l'occupera dignement.

Entre les figures de ronde bosse, les plus dignes d'être remarquées, sinon analysées, seraient celles : de *la Vierge* par M. Mercier, qui offre des draperies d'une belle disposition, et dont plusieurs parties, les mains surtout, sont d'un dessin élégant, d'un modelé savant et fin; d'*Icare*, en bronze, par M. Grass, et un *lion* de M. Rouillard; entre les portraits, ce serait une tête de jeune fille par M. Valois; parmi les bas-reliefs, les *Martyrs* du sculpteur romain *Tenerani*.

Avant de quitter la sculpture, disons encore une fois ce que la presse est obligée de dire chaque année. Réclamons contre l'exclusion dont un artiste est frappé depuis dix ans. Nous ne connaissons ni l'homme, ni ses ouvrages. Tout ce que nous savons, c'est qu'il a le droit de se faire connaître au public par la voie ouverte à tous. Il a ce droit, non-seulement comme artiste, mais encore comme citoyen. Lui refuser ce droit, c'est détruire sa carrière, c'est attenter à son existence, c'est violer sa liberté. Or, nous ne sachions pas qu'en France il y ait des corps ou des individus autorisés à disposer ainsi des personnes, corps et biens, ni qu'il y ait des hommes assez forts pour porter le poids d'une telle responsabilité.

Un dernier mot sur le salon.

Nous avons vu l'état d'abaissement relatif de la statuaire et de la haute peinture historique. C'est cependant dans ces genres supérieur seuls que l'art peut arriver à son plus haut degré d'élévation et d'excellence. Les institutions protectrices et les moyens d'encouragemens existans sont, à la vérité, spécialement établis et employés dans leur intérêt, et, sous ce rapport, leur direction est bonne; mais en définitive l'organisation actuelle a pour but et pour effet d'améliorer la condition des artistes plutôt que celle de l'art. Sans doute, les causes du mal sont placées trop haut pour que les institutions les atteignent; mais on peut, à quelque degré, en amoindrir les effets, et dès-lors il devient important de diriger les moyens de manière à leur donner toute l'efficacité possible.

Parmi les nombreuses causes secondaires de décadence de la grande peinture, une des plus actives est l'influence exagérée que ces expositions d'apparat, et si souvent renouvelées, ont donnée à l'opinion publique. Les artistes, entraînés par l'irrésistible attrait de la popularité, et voyant à quel prix on l'obtient, songent moins à bien faire qu'à réussir. Plus désireux de satisfaire le public que de se satisfaire eux-mêmes, ils négligent dans leurs œuvres tout ce qui ne va pas immédiatement à ce but. Les études sévères et profondes du dessin et de la composition, les recherches de pratique, les travaux techniques, auxquels les anciens maîtres consacraient tant de temps et de peine, sont presque inconnus aujourd'hui. Aussi est-on singulièrement frappé de l'infériorité marquée, même comme exécution matérielle, des peintures faites depuis trente ans, comparées à celles non-seulement des beaux temps, mais même du dernier siècle. C'est ce dont on peut s'assurer à Versailles, où les points de comparaison abondent. On ne sait plus faire un pied, une main, une tête, comme les faisaient les artistes d'autrefois; et nous ne croyons pas qu'il existe aujourd'hui plus de deux ou trois peintres capables d'exécuter un morceau quelconque, comme Detroy, par exemple, ou ce Vanloo, dont le nom est devenu un sobriquet. L'école de David a fait un grand mal sous ce rapport; car, avec sa préoccupation exclusive du dessin et son étude non moins exclusive de la sculpture antique, elle a mis les peintres hors de leur métier, si on veut nous permettre cette expression. En peinture cependant, le matériel est indissolublement uni à l'intellectuel, comme le moyen l'est à la fin; négliger l'un, c'est renoncer en même temps à l'autre, et, en fait, on ne les voit jamais séparés.

L'opinion du public a sa valeur, mais régnant seule, elle est pernicieuse; il lui faut un contre-poids. Ce contre-poids, on ne peut le trouver que dans les artistes. C'est aux artistes qu'il appartient de se juger eux-mêmes en dernier ressort, et d'exercer sur leurs propres œuvres un contrôle plus compétent. Les récompenses accordées chaque année aux exposans pourraient être utiles, si la distribution n'était pas, plus ou moins directement, dictée par le bruit public, sans compter ses autres défauts. Le rétablissement du prix décennal, convenablement modifié, pourrait satisfaire, au moins en partie, au besoin que nous indiquons. Déjà, à une autre époque, cette institution a produit d'excellens résultats; il en est sorti les meilleurs ouvrages de l'ancienne école. Dans un concours de ce genre, où les concurrens eux-mêmes décerneraient le prix, la décision serait fondée sur des motifs tirés non du dehors, mais de l'art même; les ouvrages couronnés ne seraient pas toujours ceux que le public a le plus applaudis, mais les meilleurs dans le sens absolu, et les concurrens, ayant à se juger réciproquement, sauraient d'avance qu'ils ne pourront vaincre qu'en mettant dans leurs œuvres tout ce qu'ils exigeront certainement de celles de leurs rivaux.

Nous terminerons cet examen du salon de 1841 par cette vue, qui, mieux développée, pourrait offrir quelque intérêt.

LOUIS PEISSE.

LES

PROVINCES DU CAUCASE

SOUS LA DOMINATION RUSSE.

La Géorgie, le Daghestan, le littoral de la mer Caspienne et les rives du Kouban.

Depuis quarante ans, les Russes sont maîtres de la Géorgie; aucune institution durable et civilisatrice n'a marqué encore leur présence en Asie. Des guerres heureuses avec la Perse et la Turquie, ces deux puissances musulmanes qu'un amour mal entendu de réformes plutôt extérieures que réelles conduit à grands pas vers une complète décadence, ont réuni plusieurs provinces sous la domination du czar. Aujourd'hui, le gouvernement du Caucase est borné au nord par le Terek et le Kouban, à l'est par la mer Caspienne, au sud par l'Araxe, l'Arpatchaï et le Lazistan, à l'ouest par la mer Noire. Sur une largeur de huit degrés, entre la Caspienne et la mer Noire, et une étendue de cinq degrés, depuis la frontière de Perse jusqu'à l'embouchure du Terek, ce gouvernement embrasse des

populations aussi différentes par la religion que par les mœurs, et on remarque dans les produits du sol, presque toujours fertile, la même diversité que dans le caractère des habitans. Une partie de ces provinces n'est, il est vrai, possédée que nominativement; le Daghestan et la Circassie sont dans un état d'indépendance presque complète. Ce n'est que par d'immenses sacrifices d'argent et par le maintien d'armées nombreuses que la Russie conserve dans l'intérieur du Daghestan quelques points fortifiés. L'occupation de la Circassie se borne à quelques forts sur le littoral; ces forts, cernés de toutes parts, n'ont aucune communication avec les habitans, et, tenus dans un état de siége continuel, ils coûtent un grand nombre d'hommes. Le scorbut et d'autres maladies, résultats nécessaires de la mauvaise nourriture et d'un service fatigant, emportent des garnisons presque entières qu'il faut renouveler chaque année.

Une excursion en Circassie offre de telles difficultés, que, malgré mon vif désir d'être témoin de la lutte glorieuse des tribus du Caucase, je dus renoncer au projet de visiter cette contrée, placée entre la Russie et l'Orient comme une barrière insurmontable, et qui, à ce titre, doit attirer l'attention des hommes politiques. Loin de diminuer en effet, les obstacles opposés aux armées du czar dans le Caucase acquièrent chaque jour d'autant plus de gravité, que les guerres de Circassie excitent le mécontentement général des troupes engagées dans des combats d'où elles sortent rarement victorieuses. Le blocus de la côte par les vaisseaux russes est un des moindres dangers qu'ait à courir le voyageur qui veut se rendre de Constantinople en Circassie : il faut se procurer un hôte influent qui vous assure une réception amicale; il faut acheter des marchandises, car l'argent n'est d'aucun usage en Circassie, et c'est avec quelques pièces d'étoffe que l'on paie l'hospitalité des habitans. Tout voyageur en Circassie est d'ailleurs considéré comme envoyé de son gouvernement; il doit prendre part à des conférences, émettre son opinion sur les affaires du pays, entrer enfin dans toutes les questions qui se rattachent au rôle qu'il est forcé d'accepter. Son départ est retardé par mille formalités; pour passer d'une tribu à une autre, il faut presque une autorisation générale des membres de cette tribu. Un long séjour peut seul mettre à même de connaître des populations que leur état de lutte rend méfiantes, car tout étranger est pour elles un espion qu'il faut surveiller. Je me serais sans hésitation exposé à toutes les chances du voyage; mais des considérations qu'il est facile d'apprécier me détournèrent d'entrer dans un pays où j'aurais été retenu plusieurs

mois sans qu'il m'eût été possible de recevoir aucunes nouvelles de France. Je me décidai donc à me rendre de Constantinople par Trébizonde et Erzeroum en Géorgie, pour m'assurer de la position des Russes dans le Caucase, et juger les changemens qui s'étaient opérés depuis mon passage à Tiflis en 1835. La signature du traité du 15 juillet ajoutait un nouvel intérêt à ce voyage, car j'allais peut-être me trouver au milieu des troupes que les Russes destinaient à entrer dans l'Asie mineure, si Ibrahim-Pacha, franchissant le Taurus, s'avançait sur Constantinople.

Je m'étais rendu d'Erzeroum à Kars, à travers un pays de montagnes, par une route aussi pittoresque que difficile, où s'élevaient çà et là quelques monumens d'architecture arménienne, des couvens ou des églises. Le style lourd et dénué d'ornemens de ces édifices ne mérite qu'une médiocre attention. Kars, entourée de montagnes qui en dérobent la vue de tous côtés, est commandée par une citadelle que les Turcs jugeaient imprenable. Cette forteresse a perdu tout son prestige depuis la dernière guerre, où elle succomba au premier assaut. J'avais accepté l'hospitalité de Bakri-Pacha. Nous eûmes ensemble une conversation sur la politique de l'Europe : parlant de l'armée russe, je dis à mon hôte que nous regardions les officiers comme aussi ignorans qu'incapables, et que les soldats, masses inintelligentes, ne savaient qu'obéir sans jamais agir par élan. — Je ne doute pas, me répondit Bakri-Pacha, que l'armée russe ne soit inférieure à la vôtre, Napoléon l'a prouvé; mais nous, toujours battus par elle, nous ne pouvons la déprécier.

Kars n'est qu'à dix heures de distance de la frontière de Géorgie. Je partis au lever du soleil, accompagné d'une nombreuse escorte; souvent les Kurdes et les Lazes viennent dans le voisinage de Kars piller les voyageurs et rançonner les villages. Il y avait à peine un mois que Keur-Hussein-Bey, chef indépendant des Lazes, ayant sous ses ordres deux à trois mille hommes, avait été blessé dans un engagement contre les pachas d'Erzeroum et de Kars. Fait prisonnier, ce chef avait été envoyé à Constantinople pour y subir la peine de ses déprédations. Au lieu d'une rencontre avec des Kurdes, nous eûmes à subir l'affligeant spectacle de trente malheureuses familles conduisant avec elles quelques chétifs bestiaux qui portaient leur bagage et les enfans hors d'état de résister aux fatigues de la route. Un vieillard à barbe blanche, monté sur un âne, ouvrait la marche, suivi de femmes et d'enfans, les uns à pied, les autres portés sur le dos de leurs mères. Les hommes s'étaient soustraits aux poursuites

du pacha, et sans doute ils avaient franchi la frontière de Russie, aimant mieux fuir qu'assister à la lente agonie de leurs femmes et de leurs enfans. Nous apprîmes qu'environ trois cents familles arméniennes s'étaient exilées du pachalick de Mousch, dans une année où le manque complet des récoltes les exposait à une mort certaine; elles étaient venues s'établir sur la frontière, où, grace à la richesse des pâturages et à l'aisance des habitans, elles avaient trouvé quelques ressources. Depuis deux ans, ces familles vivaient tranquilles; un ordre du pacha de Mousch vint tout à coup les rappeler dans leurs anciens villages, et un employé turc les forçait de se traîner devant lui. Les lambeaux dont ces malheureux étaient couverts, le petit nombre de bestiaux qu'ils emmenaient, indiquaient toute l'étendue de leur misère. Nous vîmes une femme, jeune encore, entourée de quatre petits enfans et marchant accablée sous le poids de deux autres à la mamelle : les larmes de bonheur qu'elle répandit en recevant une aumône, bien faible soulagement à tant de souffrances, ajoutèrent encore à la triste impression que nous causa ce spectacle. — Incapables de veiller au bien-être de leurs sujets, les pachas sont d'un despotisme sans bornes. Le gouvernement a fait adopter des changemens de costumes par ses employés, mais il n'a pu modifier leurs habitudes, et les belles constitutions proclamées à grand bruit étendent à peine leur influence dans un rayon de quelques lieues autour de la capitale.

Après avoir traversé l'Arpatchaï, l'*Arpasus* des anciens, je vins descendre à la quarantaine de Goumri. Nous dûmes quitter nos vêtemens et prendre ceux du lazareth; nos effets, étalés dans une chambre, furent soumis au parfum, et ce ne fut qu'après vingt-quatre heures qu'on nous les rendit. Mon compagnon de voyage, colonel au service de Russie, était dispensé de toute quarantaine d'après l'ordre donné par le général Golavine. Partis ensemble d'Erzeroum, nous avions partagé les mêmes dangers de peste; après vingt-quatre heures, il était considéré comme ne devant plus la transmettre, tandis qu'il me fallait vingt-huit jours pour être purifié. Avec un système de quarantaine soumis à de telles infractions, il est tout naturel que la peste pénètre en Géorgie tantôt sur un point, tantôt sur un autre. A peine arrivé à Tiflis, j'appris qu'elle s'était déclarée à Goumri. L'année précédente, elle avait exercé de grands ravages à Akhalsikh, tant parmi les troupes que parmi les habitans.

On me donna une petite maison pour subir ma quarantaine. Grace à l'obligeance du directeur, j'obtins un lit, une table et quelques

chaises; un gardien fut mis à ma disposition, et je pus aller à la chasse sur les bords de l'Arpatchaï ou visiter les remparts extérieurs de la forteresse que l'on construit. Après huit jours d'observation, je reçus un courrier de Tiflis : il m'apportait un ordre du général Golavine, qu'on exécuta en me mettant en liberté.

Les Russes ont donné à la forteresse de Goumri le nom d'Alexandropol. Construite sur un immense développement, elle est destinée à contenir douze mille hommes de troupes et de vastes magasins de dépôt. En cas de marche de l'armée russe contre la Turquie, Goumri servirait d'hôpital et d'arsenal. Si Ibrahim-Pacha se fût avancé sur Constantinople, Goumri devenait le centre de l'armée d'opération. La citadelle est à une verste de distance de la ville. Habitée presque exclusivement par des Arméniens, Goumri ne peut communiquer que difficilement avec la Turquie à cause des longues quarantaines, et le peu de sécurité des routes concourt encore à rendre la situation de cette ville peu avantageuse au commerce. Les bazars nouvellement construits ne contiennent que des marchandises russes, en petite quantité. Les officiers et les soldats faisant partie de la garnison seront tous logés dans la forteresse lorsqu'elle sera terminée; les travaux de terrassement et l'intérieur des casernes sont encore inachevés. Les officiers se plaignent du vent des montagnes, qui, soulevant des flots de poussière, rend la position de la forteresse à peine tenable pendant l'été, déjà si court. Ce n'est qu'au mois de mai qu'on peut commencer les travaux de terrassement, qu'il faut suspendre au mois d'octobre. Durant le reste de l'année, l'hiver règne, et le séjour de Goumri est aussi triste que monotone. L'Allaghez, dont la cime est couverte de neiges perpétuelles, s'élève à peu de distance de la ville. La nudité des bords marécageux de l'Arpatchaï ajoute à l'action du voisinage des montagnes. Aussi la ville de Goumri est-elle une des positions les plus froides de la Géorgie.

La distance de Goumri à Tiflis est de deux cent cinquante kilomètres. Je montai dans un chariot de poste et traversai au galop un pays coupé par des bois et des torrens. Je ne remarquai que la misère et la saleté des relais, où l'on ne peut trouver un abri pendant le temps perdu à changer de chevaux et à placer les bagages d'un chariot dans un autre. Je vis des paysans mis en réquisition par les autorités russes pour la réparation des routes. Ces hommes ne sont pas payés, et la durée de leur travail dépend du bon vouloir des officiers qui les dirigent. Je m'indignai de la facilité avec laquelle on sacrifie les plus beaux arbres, que l'on coupe à une hauteur de trois

à quatre pieds. Je trouvais à chaque pas des troncs immenses, qu'on laisse pourrir en terre sans chercher à les utiliser.

J'avais parcouru une centaine de verstes, et, malgré la fatigue que l'on éprouve dans des chariots nullement suspendus et sur une route inégale, je demandai des chevaux pour me rendre à Tiflis. Malheureusement l'écrivain du relais venait d'apprendre que le général Golavine passerait dans quinze jours; il refusa de nous donner des chevaux, prétendant qu'il devait les laisser reposer jusqu'à l'arrivée du général. En vain je fis observer que quinze jours n'étaient pas nécessaires; je ne pus rien obtenir, bien que j'eusse pris à Goumri un *padarogna* (feuille de route) pour six chevaux. Un *padarogna* coûte trois centimes environ par verste et par cheval; ce droit est payé à la couronne, qui alloue aux maîtres de poste, par chaque attelage de trois chevaux, une somme de 100 à 400 francs. Les officiers voyageant pour affaires de service sont dispensés de ce droit, qui pèse sur tous les étrangers et sur les Russes qui ne sont pas employés par le gouvernement. Il faut toujours se munir d'un *padarogna*, si l'on veut obtenir des chevaux de poste en Russie; mais cette précaution ne suffit pas pour éviter les difficultés sans nombre que les écrivains suscitent aux étrangers et à tous ceux qu'ils croient pouvoir contraindre à leur payer la liberté de poursuivre leur route (1).

Je parvins à me procurer des chevaux de paysan, et me mis en route par le chemin le plus pittoresque de toute la Géorgie. Nous étions au milieu d'une forêt de hêtres, de chênes et de charmes. A nos pieds, un torrent roulait avec bruit au milieu d'immenses rochers qui interceptaient son cours; des arbres, minés par les eaux, étaient tombés en travers et formaient des ponts naturels; au-dessus de nos têtes s'élevaient de hautes montagnes toutes couvertes de bois. La route que nous suivions était parfois rétrécie par le lit du torrent; parfois nous traversions ses eaux ou celles qui, descendant de la montagne, venaient s'y réunir. Malgré la lenteur de nos chevaux, la distance me parut courte. La lune projetait ses clartés sur le paysage qui nous environnait. Arrivé à Karavanserail, mauvais village

(1) Des écrivains, employés du gouvernement, sont établis dans toutes les postes pour veiller à ce que les chevaux ne soient donnés qu'aux porteurs de *padarognas*. Les officiers ou les agens en mission reçoivent, avant de partir, un *padarogna;* ceux qui obtiennent des *padarognas* de courrier passent avant tous les autres, car il doit y avoir dans chaque relais un attelage réservé pour les courriers, et dont eux seuls peuvent disposer. Si un courrier arrivant dans un relais y était retenu, l'écrivain serait destitué ou puni, et le maître de postes passible d'une forte amende.

arménien, je campai en plein air, ne voulant pas entrer dans ces maisons infectes qui regorgent de vermine. Le lendemain, nous dûmes encore continuer notre route à cheval. Nous traversâmes une belle plaine, et bientôt nous nous retrouvâmes dans un pays entrecoupé de ravins ou de collines peu élevées. Nous rencontrâmes quelques villages peu considérables; mais nous ne vîmes pas d'habitans. Après de nouvelles difficultés avec les écrivains des postes, je finis par obtenir des chevaux.

Je pus observer, dans les villages où je passai, la méfiance des habitans à l'égard des Russes, leur mauvais vouloir et leurs craintes; le dernier soldat, se croyant une autorité, traite les indigènes avec une barbarie sans égale. Loin de réprimer la brutalité des hommes placés sous leurs ordres, les officiers les encouragent. C'est sans doute par une semblable conduite qu'ils se croient appelés à civiliser l'Orient.

Je traversai quelques camps de peuplades nomades qui promènent leurs troupeaux dans les différentes parties du Caucase; ces tribus ensemencent un petit espace de terrain qu'elles abandonnent jusqu'à la récolte, suivant toujours leurs troupeaux. Elles descendent en hiver dans les plaines, et durant l'été élèvent leurs tentes sur les plus hautes montagnes. Dispensés de toutes les corvées auxquelles sont soumis les villageois, elles ne paient d'autres impôts qu'une dîme sur leurs bestiaux. L'intérêt d'un gouvernement bien organisé serait de fixer ces tribus, qui nuisent à l'agriculture et compromettent la sûreté des routes. Quelques exécutions faites à la suite de pillages commis par ces peuples nomades les entretiennent dans une crainte salutaire; mais les voyageurs isolés doivent toujours redouter leur rencontre. Ces tribus nomades sont toutes musulmanes, et comptent de quatre à cinq mille familles.

Nous côtoyâmes les rives du Kour, l'ancien Cyrus. Des roues à godets, mises en mouvement par le fleuve, élèvent les eaux jusqu'aux jardins qui bordent son cours. Des kiosques et quelques maisons de campagne se détachaient au milieu de ces vergers tout brillans de verdure. Bientôt j'entrai à Tiflis, dont la vue est entièrement cachée par les montagnes qui l'environnent, et je m'avançai au milieu des bazars. Les marchandises que je voyais étalées me prouvèrent que cette ville commence à se remettre du coup fatal qui lui fut porté par l'incorporation de la Géorgie au système général des douanes de l'empire. Cette incorporation avait pour but d'offrir un écoulement aux marchandises russes, qui, inférieures en qualité, ne

pouvaient soutenir la concurrence avec les produits étrangers; je ne sais jusqu'à quel point les négocians russes ont profité des avantages qu'on leur assurait. Toujours est-il qu'une contrebande aussi facile qu'active fournit aux habitans des frontières tous les produits étrangers qu'ils désirent. Tiflis devenait un point important pour le commerce d'Asie : la loi de douanes a ralenti son activité, et ce n'est plus aujourd'hui qu'un dépôt de marchandises russes aussi chères que mauvaises. Quelques Russes distingués m'ont dit avec quel regret ils avaient vu adopter cette mesure. Ils la regardent comme contraire à la prospérité générale de la Géorgie, qui s'est vue sacrifiée en cette occasion à l'intérêt de quelques négocians; ils appuient leur opinion sur la diminution du revenu des douanes et sur l'accroissement de l'importance de Trébizonde, devenue le centre de toutes les opérations commerciales avec la Perse. Tous s'accordent à reconnaître la mauvaise qualité et la cherté des marchandises qu'on envoie en Géorgie. Les objets de première nécessité sont hors de prix, et souvent encore on a peine à se les procurer.

L'aspect général de Tiflis n'offre rien de remarquable. Les montagnes qui entourent la ville sont tout-à-fait arides; dans les belles journées seulement, on aperçoit la cime neigeuse du Kazbek. Tiflis a perdu tout caractère oriental sans devenir tout-à-fait russe. Quelques grands édifices épars y font un singulier contraste avec les maisons presque souterraines des Géorgiens. On est frappé du mauvais goût des Russes, qui placent sur la façade de leurs maisons quelques colonnes en bois peint aussi disgracieuses qu'inutiles. Les rues sont tellement inégales et si mal pavées, qu'après quelques heures de pluie il est impossible de les traverser. Le Kour roule ses eaux bourbeuses au milieu de la ville. Souvent des crues rapides interrompent toute communication, et il arrive assez fréquemment que les ponts, d'une construction vicieuse, sont emportés par la violence des eaux. Les sources chaudes qui ont fait choisir la position qu'occupe Tiflis pour l'emplacement d'une ville, ont une température de vingt à trente degrés; la qualité de ces eaux est sulfureuse; elles sont bonnes surtout contre les maladies de peau. Les habitans en font un très fréquent usage. Les chaleurs de l'été sont lourdes et malsaines à Tiflis; l'hiver, le froid y est rigoureux.

Prise et reprise plusieurs fois dans les guerres qui désolèrent la Géorgie à toutes les époques, Tiflis n'a aucun monument ancien. Il reste seulement quelques traces d'un mur d'enceinte qui couronnait la montagne au sud de la ville. Une petite église et un couvent sont,

je crois, les seuls souvenirs qui se rattachent aux rois de Géorgie.

Le consul de France, M. de La Chapelle, ouvre sa maison à tous les voyageurs, qui trouvent près de lui une hospitalité pleine de charmes. Sa conversation, vive et animée sur toutes les questions qui se rattachent à la politique de la France, rendit mon séjour à Tiflis aussi agréable qu'instructif. Je fus présenté au général Golavine, qui me parut affable et bienveillant. Gouverneur de toutes les provinces du Caucase, le général Golavine voudrait contribuer au bien-être des populations qui lui sont confiées; malgré son bon vouloir, il est rare que ses intentions soient exécutées. Beaucoup d'améliorations se font sur le papier seulement, ou se commencent et ne se terminent pas. Le général Kotzebue, chef de l'état-major du Caucase, auquel j'exprimai le désir de me rendre à Derbent et à Bakou en traversant le Daghestan, voulut bien me promettre toutes facilités pour mon voyage.

Après quelques jours consacrés aux préparatifs du départ et à la recherche de renseignemens sur les diverses provinces que je devais traverser, je quittai Tiflis, me dirigeant vers Signakh. Je trouvai sur ma route quelques colonies allemandes, dont les habitans, grace aux avantages que le gouvernement leur a assurés, jouissent d'une grande aisance. Ces colonies sont loin pourtant d'avoir pris le développement dont elles seraient susceptibles. Les Allemands se bornent à cultiver les terres qui leur ont été abandonnées sans chercher à mettre en valeur les terrains fertiles qui les environnent. Le nombre des colons est de mille environ. Je remarquai quelques villages géorgiens d'un aspect tout pittoresque. Les maisons, entourées d'une petite enceinte en treillage, étaient isolées les unes des autres. De beaux noyers, des sycomores et d'immenses ceps de vigne formaient autour de chaque demeure un rempart de verdure. Ces villages, peu considérables par le nombre des maisons, occupent un vaste espace. Il y avait dans l'aspect de ces habitations agrestes, si heureusement situées, un charme que rehaussaient encore la solitude et la richesse de la végétation.

Signakh, où nous arrivâmes bientôt, est une ville peu considérable. Une filature de coton a été établie dans les environs; mais cette fabrique ne donne que des produits grossiers. La mauvaise direction, l'ignorance et l'avidité des employés ont amené la ruine successive de tous les établissemens que le gouvernement a fondés pour la filature de la soie. Des sommes assez fortes n'ont servi qu'à enrichir les directeurs, sans donner le moindre élan à l'industrie. Pourtant le

produit et la fabrication de la soie pourraient devenir une branche importante de revenu; mais quel négociant oserait exposer ses capitaux dans un pays où la prospérité et la ruine d'une fabrique dépendent du bon vouloir des employés du gouvernement? La direction des établissemens créés par la Russie est confiée à quelques protégés, qui n'y voient qu'un moyen de réparer le désordre de leur fortune. Leur but principal est de préparer quelques produits apparens, qui, flattant la vanité des autorités, sont envoyés à Pétersbourg et motivent de nouvelles allocations. Plus tard l'établissement tombe, les directeurs se sont enrichis, et le gouvernement renonce à maintenir des fabriques qui ne réunissent pas, déclare-t-il, les élémens d'une prospérité stable.

Un bataillon garde la forteresse qui commande Signakh. Au pied de la ville, située sur une élévation, commence la Kakhétie, vallée la plus riche et la plus fertile de toute la Géorgie. On évalue à trois millions de seaux la quantité de vin qui se recueille dans cette vallée. Ce vin, renommé dans tout le gouvernement du Caucase, est comparé par les Russes à notre vin de Bourgogne; je le trouve plus léger et moins capiteux; il est rare qu'il n'ait pas un goût de résine provenant des outres dans lesquelles on le transporte. Des hauteurs de Signakh, l'horizon est borné par la chaîne du Caucase, couronnée de forêts, et la cime du Schah-Dagh, couverte de neiges perpétuelles. De nombreux villages que l'on reconnaît à l'épaisse verdure qui les enveloppe, des vignes, des champs cultivés, et l'Alazan, qui arrose la vallée de la Kakhétie, forment un panorama aussi riche qu'étendu, car la vue se prolonge sur un espace de plus de dix lieues.

La route de poste se termine à Signakh; au-delà de cette ville, on ne trouve plus que des chevaux de Cosaques, et il faut pour les obtenir un ordre du gouvernement. Je montai à cheval, et après quelques heures de marche, pendant lesquelles je rencontrai quelques paysans occupés à labourer leurs champs avec des charrues sans roue auxquelles étaient attelées six et sept paires de bœufs, j'entrai dans le campement de *Tcharkoie Kalodney* (fontaine des rois). Le régiment d'infanterie dit de Tiflis y était établi. Ce régiment, qui devrait être au complet de cinq mille hommes, n'est fort que de trois mille. Un régiment de dragons, établi pendant l'hiver à Karagatch, position que les chaleurs de l'été rendent inhabitable, se trouvait également à Tcharkoie Kalodney. Ce régiment, qui devrait être de douze cents hommes, en comptait huit cents. Une batterie d'artillerie de douze petites pièces et deux cents artilleurs complètent le campement. Des

officiers, nous reconnaissant pour étrangers, vinrent à notre rencontre, et nous prièrent d'accepter leur hospitalité avec une insistance si aimable, que nous ne pûmes refuser. Nos hôtes allaient se rendre à une chasse au levrier; ils nous proposèrent d'y prendre part : j'acceptai, et, remontant à cheval, nous galopâmes au lieu du rendez-vous. La femme d'un colonel russe nous étonna par sa grace et son adresse. On me dit qu'elle était Circassienne; à l'âge de dix ans, elle fut faite prisonnière par le colonel, qui depuis l'avait épousée. Elle avait conservé de ses habitudes d'enfance l'audace et le goût des exercices violens. Elle ne parlait que le russe, il m'eût fallu un interprète pour causer avec elle; aussi n'ai-je pu juger de son esprit que par la vivacité de son regard. Son mari, vieux guerrier, avait servi sous Souvarow; deux fois fait soldat pour insubordination, il était redevenu officier par sa bravoure.

Toutes les maisons de Tcharkoie Kalodney sont construites sur un plan régulier par les soldats eux-mêmes; un petit jardin entoure ces maisons; celles des officiers ne se distinguent que par des dimensions plus grandes et par l'enduit de chaux qui recouvre les murailles; elles sont comme les autres bâties en bois et recouvertes soit en foin, soit en feuillage. Les meubles des officiers sont également fabriqués par les soldats. J'ai vu chez des colonels quelques petits meubles travaillés avec beaucoup de goût. L'ameublement des officiers ne consiste qu'en une table, un bois de lit, quelques chaises, et un divan recouvert d'une mauvaise cotonnade. Le colonel d'un régiment cantonné jouit d'un revenu considérable. Employant ses soldats soit à chercher le bois qui lui est nécessaire, soit à cultiver des jardins qui leur donnent des légumes en abondance, il peut s'approprier presque tout l'argent que le gouvernement lui paie pour l'entretien des troupes. Les régimens de cavalerie, trouvant sur les lieux même tous les fourrages pour leurs chevaux, procurent ainsi à leurs colonels jusqu'à cent mille roubles par année.

Beaucoup de soldats sont mariés; ils habitent, avec leurs femmes et leurs enfans, les petites maisons qui leur sont assignées. Le gouvernement, voulant remédier à l'inexpérience des troupes cantonnées actuellement dans le Caucase, a résolu d'y envoyer les soldats ayant dix ans de service; les officiers attendent ces nouvelles recrues pour compléter les régimens. L'artillerie fait l'exercice une fois par semaine; en général, tous les soldats placés dans ces campemens sont occupés à des travaux manuels, et, à part les heures de faction, ils n'ont aucun service militaire à remplir. Les officiers me parurent peu

instruits; ils ne lisent point et ne connaissent que la routine de leur métier, dont ils ignorent la théorie. Beaucoup, parmi eux, ont été dégradés, et c'est pour les punir qu'on les a envoyés au Caucase.

Quelques officiers nous accompagnèrent jusqu'à une forteresse assez curieuse dont l'origine remonte à la reine Thamara. Cette forteresse est située sur un rocher à pic d'une hauteur de quatre à cinq cents pieds. Les murailles, l'ancienne enceinte du château, subsistent encore; jadis il servait de refuge aux Géorgiens contre les incursions des montagnards lezghes. Près de la forteresse, on remarque de beaux bois et une fontaine d'eau limpide à laquelle les habitans attribuent de grandes vertus. De la cime du rocher, nous découvrîmes toute la vallée de la Kakhétie. Sur un autre point de la montagne s'élève la chapelle d'Elie, lieu de vénération pour les Géorgiens. Les chapelles dont l'origine remonte aux temps anciens sont toutes placées dans des sites d'un accès difficile; elles rappellent ces époques de persécution pendant lesquelles les malheureux Géorgiens ne pouvaient suivre sans danger les pratiques d'une religion que les musulmans s'acharnaient à détruire.

Descendant graduellement, nous arrivâmes près des rives de l'Alazan. De beaux arbres, des touffes de vigne sauvage et de clématite nous dérobaient la vue des eaux. Parvenus au poste de Cosaques où nous devions changer de chevaux, il nous fallut traverser l'Alazan dans un mauvais bac. Un chemin tracé au milieu d'une forêt remarquable par la vigueur et l'élévation des arbres de tout genre qu'on y voit réunis, nous amena à Zakataly, forteresse située au pied du Caucase, à l'entrée d'une gorge qui donne accès dans la montagne. C'est par cette gorge que les Lezghes descendent pour se livrer au pillage des malheureux villages de la Kakhétie. Il y a deux ans à peine que Chamyl, chef et prophète du Daghestan, fit une tentative infructueuse pour s'emparer de Zakataly. Les Russes ont commencé à détruire une partie de la forêt de Zakataly, prétendant qu'elle sert de refuge aux Lezghes. Les montagnards avaient pour un chêne gigantesque de cette forêt une sorte de vénération superstitieuse. Le général Andrep, qui commandait le district de Zakataly, me raconta la joie qu'il avait éprouvée un jour que le tonnerre était venu frapper cet arbre, regardé par les habitans comme un symbole de force et de liberté.

Zakataly est l'ancienne résidence des Djars, tribu puissante parmi les Lezghes. Cette tribu tire son origine de familles nobles de la race des Lazes. Les envahissemens successifs des Russes ont amené la

soumission des Djars; pourtant leurs brigandages sont encore fréquens. Les Djars ne respectent les autorités que lorsqu'ils s'y voient forcés.

La forteresse de Zakataly a deux bataillons de garnison; un bataillon était employé à bloquer une tribu lezghe qui refusait de rendre quatre-vingts prisonniers enlevés à la tribu des Ingiloks, alliés de la Russie. Les Lezghes, réfugiés dans les parties inaccessibles de la montagne, savent toujours rompre le blocus, malgré le nombre de troupes que l'on y emploie. Les Russes, espérant les soumettre par la famine, avaient interdit toute communication avec eux. Pourtant, depuis six mois, les Lezghes résistaient à toutes les propositions qui leur étaient faites; ils n'avaient plus, disaient-ils, les Ingiloks en leur pouvoir; c'était chez les Tchetchens qu'il fallait les réclamer.

On a formé à Zakataly un corps composé de cent quatre-vingts montagnards à cheval, armés, comme tous les habitans, d'un fusil, d'un sabre et d'un large poignard. Cette milice est payée, elle sert aux escortes et à porter les ordres que les généraux veulent transmettre dans la montagne; les chefs seuls ont un costume particulier et un rang dans l'armée russe. Les habitans paient douze francs par feu; moitié de cette somme est consacrée à l'entretien de la milice, moitié revient à la couronne. Le général Andrep m'assura que les habitans, jadis astreints au service militaire à la moindre réquisition, étaient satisfaits du régime actuel. Je vis le plan d'une colonie que l'on se propose de former en Kakhétie; cette colonie serait habitée par des Lezghes auxquels le gouvernement fournirait tous les matériaux nécessaires pour s'établir; on leur bâtirait même leurs maisons; ils recevraient des terres à mettre en culture, et seraient libres de tout impôt pendant dix ans. Chaque année, au retour de l'été, ils pourraient quitter la vallée et retourner dans leurs montagnes. Cette colonie formerait une longue rue commandée par un petit fortin avec des soldats russes pour garnison. Je doute que ce plan séduise les Lezghes, qui préféreront leur vie nomade à la protection des canons russes. Le bataillon en garnison à Zakataly, au lieu de mille hommes, n'en comptait que quatre cents; le nombre des malades est d'un dixième.

Le général Andrep me raconta une excursion qu'il venait de faire dans la montagne avec une suite de trente Djars dévoués. Les villages qu'il avait traversés étaient hostiles aux Russes sans être pourtant avec eux en guerre ouverte. Il avait séduit les anciens par de belles promesses, l'assurance de ses intentions pacifiques, et la promesse de

ne pas chercher à introduire des troupes dans leurs montagnes. Une fois, il avait failli devenir victime de sa confiance; un montagnard, s'étant approché de lui lorsqu'il reposait sur un divan, lui avait tiré un coup de pistolet presque à bout portant; la balle, traversant ses vêtemens, était venue s'amortir sur une ceinture de cuir. Les montagnards, voyant le coup manqué, s'étaient empressés de saisir l'assassin, qui, jugé suivant leurs lois, fut condamné à une amende, car il n'y avait que tentative de meurtre sans blessure. Le général lui fit grace; le montagnard qui avait tenté ce coup hardi était un émissaire de Chamyl. Si le général Andrep eût été tué, la peuplade chez laquelle il se trouvait eût été forcée de prendre les armes, car les Russes auraient certainement cherché à tirer vengeance de sa mort. La tentative d'assassinat ayant avorté, grace à la mauvaise qualité de la poudre dont le pistolet était chargé, le général fut entouré de respects, et ne trouva plus que des visages amis dans la suite de son excursion parmi les montagnards.

Le choix des juges est d'une difficulté extrême dans les provinces du Caucase; presque tous les habitans appartiennent à des associations ou *tchoukoums;* le juge qui fait partie d'une de ces associations donne toujours raison aux membres de son *tchoukoum* contre ceux d'une autre association. Cet état de choses perpétue les haines et les rivalités; les assassinats ne sont pas rares, et les enlèvemens sont un des crimes les plus communs : je vis à Zakataly cinq ou six montagnards mis en jugement pour avoir enlevé des femmes ou des jeunes filles.

Le général Andrep se plaignait vivement de l'administration civile que le baron de Hahn, sénateur de l'empire, est venu établir dans le gouvernement du Caucase. Jadis le gouverneur-général réunissait toute l'autorité militaire et civile; depuis l'adoption du projet du baron de Hahn, il doit y avoir deux administrations distinctes et indépendantes. Les affaires civiles seront soumises à des juges et tribunaux créés dans les villes de district. Si elles excèdent une valeur de cent roubles (quatre cents francs), elles devront être soumises au tribunal de Tiflis, qui décidera en dernier ressort. Le général Andrep prévoyait que les lenteurs inséparables de ce mode d'administration exciteraient le mécontentement des montagnards. Autrefois ceux-ci venaient se présenter devant les commandans militaires, demandant la solution de leur procès; les deux parties exposaient leur différend, et, quelle que fût la décision, elles l'acceptaient sans murmure. Les montagnards tiennent surtout à ce qu'un jugement soit rendu avec promptitude; ils ont une répugnance très marquée pour les écrivains, et

souvent ils se retirent plutôt que de se soumettre à un procès qui exigerait des écritures. Tout en convenant que l'administration militaire a été la source de grands abus dans le gouvernement du Caucase, je ne pouvais qu'approuver les craintes du général Andrep. Les employés de la Russie sont si corrompus et si intéressés, que multiplier leur nombre c'est augmenter le désordre. Les montagnards n'auront aucune justice à attendre des tribunaux auxquels ils seront soumis. Un juge répondait à Jean-le-Terrible, qui l'accusait de se laisser corrompre : Sire, j'ajoute plus de foi à un riche qu'à un pauvre. Dans l'état actuel de la Russie, nul n'oserait faire cette réponse, et pourtant il y a peu d'employés qui n'agissent d'après ce principe. Habitués au régime du sabre, à un système de lois aussi simple en principe que dans l'application (car il ne consiste, pour ainsi dire, qu'en une appréciation en argent du dommage causé), les habitans du Caucase auront à se soumettre à des enquêtes minutieuses, à des procédures sans fin; les employés civils les retiendront en prison pour instruire leurs affaires, prendront de l'argent de tous, et ne feront grace à aucun.

Cette nouvelle administration, en soulevant des haines qui ne sont qu'assoupies, doit nuire à la tranquillité du pays. Les Géorgiens et les Arméniens, peuples aussi paisibles qu'indolens, ont vu avec effroi l'introduction du système civil de la Russie. Ils craignent avec raison que la pensée du gouvernement ne soit de les astreindre au service militaire, dont ils sont dispensés jusqu'à présent. Je n'ai pas besoin d'ajouter que toutes les autorités militaires voient avec regret un nouveau pouvoir s'élever à côté d'elles. Sans oser attaquer ouvertement un changement approuvé par l'empereur, elles combattront par des menées sourdes les employés civils, et le conflit fréquent qui s'élèvera entre les deux pouvoirs, en augmentant les abus, excitera des désordres funestes à la puissance de la Russie. Tout Russe de bonne foi reconnaît que l'administration de la justice donne lieu à des abus crians. Avant de faire adopter son système de juridiction par les peuples chrétiens ou musulmans du Caucase, la Russie devrait donc s'efforcer de détruire ces abus par tous les moyens possibles. Lorsque l'interprétation des lois ne dépendra plus de l'avidité d'un employé, il sera temps pour elle d'imposer sa législation aux provinces du Caucase; mais, avant que cette réforme soit accomplie, leurs lois auront toujours sur celles de la Russie l'avantage de la justice et de la simplicité.

En quittant Zakataly, je suivis la chaîne du Caucase, et, traversant

des villages cachés par les vergers et les vignes qui les entouraient, je m'avançai jusqu'au défilé qui conduit à Yelissou. Notre escorte se composait de dix montagnards de la milice et de deux Cosaques. Je passai plusieurs cours d'eau qui vont se perdre dans l'Alazan; ces cours d'eau arrosent des rizières. Les habitans des villages qui se trouvaient sur notre route vinrent à ma rencontre, m'offrant des raisins délicieux, des pêches et des poires, et refusèrent, à ma grande surprise, d'accepter l'argent que je leur fis offrir.

Les montagnes, se resserrant, encadrent la rivière d'Yelissou, qui se précipite au milieu des rochers. La température, très chaude dans la plaine, change tout-à-fait dans la montagne. Les arbres cessent d'embellir le paysage, et l'on n'est plus entouré que de rochers arides et de montagnes à pic. J'entrai à Yelissou et vins m'établir chez le sultan de ce district et de celui de Routoul. Ce sultan, vassal de la Russie, est jeune et d'une figure agréable, quoique cité pour sa cruauté. Il vint me souhaiter la bien-venue. On nous servit un dîner moitié russe, moitié oriental. Le sultan se crut obligé de manger avec une fourchette, mais son peu d'habitude de s'en servir lui causait un véritable embarras.

Le sultan d'Yelissou a le grade de colonel dans l'armée russe; j'obtins de lui quelques détails intéressans sur les divisions qui règnent parmi les différentes tribus du Daghestan. Il m'assura que c'était à ces divisions seulement que les Russes devaient les progrès de leurs armes; isolant les diverses peuplades, ils les soumettent ou les détruisent, profitant de l'inaction et de l'indifférence des tribus voisines. Nous parlâmes long-temps de Méhémet-Ali; je remarquai l'intérêt que prennent les montagnards à ses succès, et les vœux qu'ils font pour sa cause, qu'ils regardent comme le triomphe de l'islamisme. Le sultan d'Yelissou recourut aux protestations les plus vives pour m'exprimer son dévouement à la Russie; je ne voulus pas refroidir son zèle en lui disant que le général Andrep avait été au moment de donner l'ordre de l'arrêter à la suite de quelques réclamations faites avec insistance et qui déplaisaient au général.

Le sultan d'Yelissou possède, sous la suzeraineté de la Russie, quarante-sept villages dépendant d'Yelissou et de Routoul, en tout quatre mille maisons ou vingt mille habitans. Les communications sont interrompues pendant sept mois de l'année, à cause de la quantité de neiges qui couvre les montagnes. Les arbres manquent entièrement; la vallée de Routoul, arrosée par le Samour, produit

du millet en grande abondance. Les habitans des villages placés dans la montagne ne peuvent entretenir qu'un petit nombre de bestiaux à cause de la rareté des pâturages. Ils ont presque tous des chevaux. La culture est excessivement limitée dans la montagne; c'est à peine si les habitans recueillent dans les bonnes années la quantité de grains nécessaire à leur nourriture.

Un des neveux du sultan se joignit à quelques autres montagnards pour me servir d'escorte. Descendant d'Yelissou, qui s'élève sur les bords de la rivière et la domine, je m'engageai dans les montagnes, en remontant le cours du torrent. Après trois heures de marche dans un pays qui n'était remarquable que par son aspect sauvage, nous arrivâmes au pied d'une haute montagne qu'il nous fallut gravir. La route était tracée en spirale; à plus de mille pieds au-dessus de nous, j'apercevais des montagnards qui contemplaient notre ascension. Il leur eût été facile, en faisant rouler quelques pierres, de nous anéantir tous. La stupidité des habitans explique seule comment les Russes ont pu pénétrer avec des canons dans un pays si bien défendu par la nature. On a construit depuis peu cette route que les neiges et les torrens détruisent chaque année au retour de l'hiver, et qu'il faut par conséquent sans cesse rétablir; les montagnards que j'apercevais étaient occupés à la réparer; ils nous regardèrent passer avec curiosité, sans témoigner de malveillance. Descendus des sommets élevés sur lesquels nous étions parvenus, nous entrâmes dans le lit d'un autre torrent; des neiges abritées par la montagne avaient résisté aux chaleurs du mois d'août; tout le sol qui nous environnait était aride. Les rochers, d'une teinte grisâtre, n'ont pas le caractère grandiose de la chaîne du Taurus; quelques beaux points de vue seulement nous étaient offerts par des cascades qui, tombant d'une grande hauteur, venaient se réunir avec bruit au torrent qui coulait sous nos pieds.

Je vis quelques malheureux villages; j'admirai la constance des habitans qui s'attachent à de semblables demeures. Ce n'est qu'avec peine qu'ils peuvent récolter les grains nécessaires à leur nourriture. Mes guides me dirent que beaucoup de villageois souffraient de la famine dans les années où des froids continus interrompaient toute communication avec la plaine de Routoul.

Je m'étais élevé en huit heures de marche jusqu'au village de Zakhur, où je changeai de chevaux. Descendant progressivement, je suivis le cours du Samour et passai la nuit à Soubach. Aussitôt notre arrivée, on fit tuer un mouton qui, mêlé avec du riz, forma

notre dîner et celui de mon escorte, qui, conformément aux usages orientaux, vint s'asseoir à côté de moi. Le voisinage de la vallée du Samour répand la richesse et l'aisance dans les villages qui peuvent utiliser les eaux de cette rivière pour la culture du millet. Je remarquai la beauté des tapis fabriqués par les femmes; les couleurs en sont aussi brillantes que solides. Quittant Soubach, je côtoyai le Samour. La vallée s'élargissait, et de nombreux villages égayaient la plaine. Des habitans parcouraient les champs portant sur leur poing des faucons ou des tiercelets; ils chassaient des perdrix ou des cailles. Je fus surpris de la quantité de gibier qui se trouvait sur notre route; des perdrix couraient devant nous sans vouloir s'envoler; il fallait les poursuivre au galop de nos chevaux pour les forcer à s'élever. Les hommes de notre escorte étaient étonnés de nous voir tirer des perdrix au vol sans descendre de cheval; ils ne tirent jamais qu'arrêtés. La veille, nous avions pu juger de leur adresse : plaçant une pièce d'argent à cent pas de distance, je l'avais promise pour récompense à celui qui l'enlèverait avec une balle; tous atteignirent le but à quelques lignes près, mais ils avaient soin de placer pour appui sous leur fusil deux bâtons en croix, des pierres ou leur sabre. Ils me dirent qu'autrement ils ne seraient pas sûrs de la justesse de leur coup.

Je passai le Samour à plusieurs reprises et pus remarquer la légèreté des ponts et la simplicité de ces constructions. On commence par établir sur chaque rive une pile, soit en bois, soit en pierre. Deux poutres dépassent cette pile de deux pieds environ; deux autres poutres superposées dépassent les deux premières dans la même proportion. L'extrémité de la sixième poutre se trouve ainsi à douze pieds de la rive du fleuve. La largeur du Samour variant de quarante à cinquante pieds, une poutre d'une moyenne longueur suffit pour réunir les deux rives. Ces ponts sont aussi légers que solides; élevés au-dessus du lit du fleuve, ils résistent aux crues subites qui suivent la fonte des neiges. Si les piles qui servent d'appui à ce système si simple offrent un contre-poids suffisant à la portée des poutres, ces ponts peuvent durer de longues années.

Je traversai Routoul, village aussi peu important qu'Yelissou. Les habitans étaient tous occupés à la récolte du millet; des enfans conduisaient en cercle des bœufs ou des chevaux attelés à une herse massive garnie soit de clous en fer, soit de bois pointus, et destinée à séparer le grain de la paille. La route était sillonnée de nombreux canaux qui servent à l'irrigation des champs en culture. Je remarquai le bon entretien de ces canaux et le soin avec lequel les pentes

sont ménagées. Je descendis le Samour jusqu'à Akhti et vins demander l'hospitalité au colonel Karganoff, qui commande ce district. Les Russes ont élevé depuis un an une forteresse à Akhti; elle est située au confluent de l'Akhtison avec le Samour, et domine la vallée qui borde cette rivière. Cette forteresse doit quelque importance à sa situation au centre des montagnes. Ce n'est qu'à la suite de l'expédition faite il y a deux ans par le général Golavine que les Russes ont pu créer cet établissement militaire.

La ville d'Akhti est construite presque au pied du Schah-Dagh, couvert de neiges perpétuelles à une hauteur de près de deux mille pieds. On m'assura que le sommet de la montagne recèle des glaciers immenses. Akhti commande les défilés qui conduisent à Routoul et à Yelissou, ainsi que ceux qui communiquent d'un côté à Derbent, de l'autre à Noukha. De nombreux jardins et des champs en culture entourent la ville, qui se compose de quatre cents maisons. La forteresse, n'ayant qu'une simple muraille avec des fossés, suffit pour résister aux montagnards, qui n'ont pas d'artillerie; car autrement, dominée comme elle l'est par les montagnes environnantes, il serait impossible de la défendre.

Le colonel Karganoff m'exprima sur l'administration civile les mêmes idées que le général Andrep. J'appris par lui que le baron de Hahn avait renoncé à introduire les tribunaux civils dans le district d'Akhti; les montagnards, nouvellement incorporés à la Russie, n'auraient pas su apprécier la faveur qu'on voulait leur faire en les soumettant aux lentes formalités de la justice russe.

La milice est organisée à Akhti; les hommes qui composent cette troupe me parurent dévoués au colonel, qui use à leur égard d'une excessive sévérité. Les montagnards de mon escorte m'amusèrent par leurs questions sur la politique générale de l'Europe; ils voulurent établir une comparaison entre les forces de la France et celles de la Russie. Je me bornai à leur rappeler l'entrée d'une armée française à Moscou. Les montagnards ont retenu le nom de Napoléon; ils conservent pour lui presque de la vénération, à cause des succès qu'il obtint sur les Russes. Malgré leur soumission au gouvernement, tous convinrent que la division qui régnait entre les différentes tribus était l'unique cause de leur ruine. Je leur citai les Tcherkesses, qui, restant unis contre leur ennemi commun, ont su maintenir leur indépendance. — Chamyl, me dirent-ils, nous a envoyé des émissaires pour nous engager à nous soulever; mais le moment n'était pas favorable, nous aurions été écrasés. — Le général Andrep m'avait déjà

montré des lettres de Chamyl écrites aux différens chefs des tribus; ces lettres avaient été livrées par ceux même auxquels elles étaient adressées.

Quittant Akhti, je traversai le Samour en face de la forteresse, et j'entrai de nouveau dans la montagne; je m'élevai graduellement pendant trois heures. Arrivé au point culminant de la route, j'embrassai une vue immense. A mes pieds étaient Akhti et les villages qui s'élèvent sur les rives du Samour. Le Schah-Dagh et les cimes environnantes bornaient notre horizon. Les montagnes que je venais de gravir étaient nues et arides; quelques sources entretenaient seules un peu de végétation sur les terres qu'elles arrosaient. Je descendis lentement jusqu'au village de Kabir, situé au bord de la petite rivière, que je côtoyai pendant plus d'une heure. Ce versant de la montagne est riche en pâturages. Les habitans coupent le foin qu'ils réunissent en petites meules; l'hiver, ils viennent le chercher et le transportent dans leurs villages sur des traîneaux légers. Nous suivîmes, après Kabir, les bords de l'Arakh; des touffes de clématite et de vigne sauvage s'élevaient en berceau au-dessus de nos têtes; parfois de beaux champs cultivés ou d'immenses pâturages donnaient à notre route, animée déjà par le mouvement des eaux, un charme d'autant plus vif, que nous venions de traverser des montagnes arides et rocailleuses. Je dus m'arrêter au village juif d'Arakhin. D'après l'organisation du service en Russie, les habitans sont tenus de fournir aux voyageurs des moyens de transport d'un village à l'autre. Dans tous les villages musulmans, aucun n'avait fait difficulté de nous amener ses chevaux, tous regardant cette obligation comme un devoir d'hospitalité. Les juifs furent loin de se montrer aussi dociles; ne voulant pas employer le système russe, et forcer par la crainte les récalcitrans, je leur fis donner de l'argent, au grand mécontentement des musulmans de mon escorte, qui voulaient faire main basse sur les juifs qu'ils détestent. Ce ne fut néanmoins qu'après bien des pourparlers que j'obtins les cordes nécessaires pour attacher mes effets; les juifs nous avaient amené leurs chevaux tout nus.

A mesure que nous approchions des bords de la mer Caspienne, la chaleur devenait plus lourde et plus malsaine. Je remarquai sur ma route beaucoup de villages juifs qui offraient à peu près le même aspect que les villages géorgiens. La vallée que nous traversions s'incline lentement vers la Caspienne. Malgré la fertilité du sol, le climat de cette vallée est très pernicieux. Laissant derrière moi les riches vergers qui environnent Koulara, je traversai une plaine presque de

niveau avec la mer. Je dépassai les vignes et les jardins qui entourent Derbent, dont j'apercevais les hautes murailles et les tours carrées, qui, partant du pied de la montagne de Tabasseran, se prolongent jusqu'à la mer, sur une longueur d'environ trois mille mètres. Je m'avançai au milieu de cimetières musulmans qui, placés à l'entrée de la ville, rappellent par leur étendue l'importance, aujourd'hui si diminuée, de la ville de Derbent. Je montai à la citadelle établie sur un rocher presque à pic, à la hauteur de deux cent soixante mètres au-dessus du niveau de la mer. La distance qui sépare Tiflis de Derbent, par la route de montagnes que j'avais suivie, est de quatre cent seize verstes. La route de poste que les officiers sont obligés de suivre est plus longue que l'autre de trois cents verstes. Les traditions populaires attribuent à Alexandre la fondation de Derbent, que les Turcs appellent *Demir-Kapou* (portes de fer); on me montra dans la citadelle la place qu'avait occupée Pierre-le-Grand, qui, le premier, enleva Derbent aux Persans, en 1722; depuis, cette ville revint à la Perse. En 1766, le khan de Kouba la rangea sous sa domination; ce ne fut qu'en 1806 qu'elle fut incorporée dans le gouvernement du Caucase. Les habitans n'ont pourtant pas cessé de prendre part aux diverses guerres qui ont agité ces pays. Je vis une centaine de maisons dont les maîtres avaient été pendus ou exilés par suite de leur participation aux troubles de la montagne.

La ville est administrée par un divan composé des notables, et placé sous la présidence du commandant, qui seul exerce vraiment le pouvoir. Les habitans paient une capitation de six roubles argent ou 24 francs. L'intérieur de la ville, ses bazars, les costumes des habitans, sont empreints du caractère persan. On y remarque une place immense, construite par les Russes. Quelques nouveaux bazars, une caserne, et le quartier-général, occupent les divers côtés de cette place, où l'on est en proie à un soleil ardent. Les Russes ne savent pas adapter leur architecture aux besoins du pays, ils construisent toujours comme pour leurs climats froids; les casernes, mal aérées, sont presque toutes malsaines; la saleté des soldats et leur mauvaise nourriture aggravent encore les effets de la disposition vicieuse des logemens. Les soldats russes restent exposés à un soleil de plus de 30° Réaumur, n'ayant pour garantir leur tête qu'une simple casquette de toile. Quelques instans suffisent pour produire des fièvres chaudes presque toujours mortelles. L'abus des liqueurs fortes, des fruits et des végétaux amène des dyssenteries et des fièvres lentes. Ceux qui sont assez heureux pour résister à l'action du climat vont

tomber sous le fer des montagnards. Aussi peut-on assurer qu'il n'est pas de condition plus malheureuse que celle du soldat russe dans les provinces du Caucase.

Le commandant d'un bataillon m'assura que, malgré la fatigue d'une route de plusieurs mois, il n'avait eu, durant le voyage de Moscou à Derbent, aucun malade. A peine entré à Derbent, il compta de trente à quarante soldats alités par jour. La fièvre faisait de tels progrès dans ce bataillon, qu'il fallut recourir à un changement de garnison. On l'envoya à une vingtaine de verstes dans la montagne, près d'une source d'eaux chaudes.

Je trouvai dans les murs de la ville quelques inscriptions romaines; le commandant de Derbent, le colonel Boutskief, me montra une pierre tumulaire trouvée dans une fouille faite aux environs de la ville. Le colonel regardait cette inscription comme une preuve matérielle de la présence d'Alexandre à Derbent; j'ai copié cette inscription, qui peut faire juger de sa naïve ignorance : « A. M. A. D. V. sid. » Cette inscription était sur trois lignes, et devait signifier : *Alexander Macedonius Derbent*. Le gouverneur me parut si enchanté de sa savante interprétation, que je le confirmai dans l'intention où il était d'envoyer ce monument historique à Pétersbourg.

C'est à partir de la citadelle même que commence la grande muraille qui, d'après le témoignage d'Abbas-Kouli-Khan, un des Orientaux les plus distingués et les plus versés dans l'histoire de ces provinces, se prolonge sur une longueur de deux cents verstes, et vient se terminer sur le versant opposé du Caucase près de Dariel. La construction de cette muraille remonte au règne des Sassanides; des bastions réguliers et des tours s'élèvent à des intervalles de quatre cents mètres. Cette muraille se dirige à l'ouest et couronne les montagnes du Tabasseran; des meurtrières garnissent le faîte des murs, revêtus de pierres énormes.

Le mouillage de Derbent est peu sûr; les vents violens qui règnent sur la Caspienne rendent le séjour des petits bâtimens dangereux dans une rade ouverte de tous côtés, excepté vers l'ouest. Aussi ne font-ils que s'arrêter pour déposer quelques marchandises venant des ports d'Asterabad, Bakou ou Astrakhan. La ville n'occupe que la partie supérieure des murailles; le littoral de la mer est bordé par des jardins.

Un bataillon et une compagnie d'artillerie sont cantonnés à Derbent. Le commandant m'assura que le climat était très sain pour les hommes habitués à cette chaude température. L'action du soleil

se fait surtout sentir sur les nouvelles recrues, dont près d'un dixième est enlevé la première année. La rareté des communications établies avec la montagne rend le commerce de Derbent tout-à-fait nul. Les bazars consistent en quelques boutiques presque vides; je n'y remarquai qu'une grande abondance de fruits excellens. La population de Derbent et du district de ce nom s'élève à environ quinze mille ames, parmi lesquelles on compte beaucoup de juifs et de musulmans des sectes d'Ali et d'Omar.

La route qui conduit de Derbent à Kouba est praticable pendant une partie de l'année pour des chariots de poste; elle n'est interrompue que par la crue des eaux qui suit la fonte des neiges. Le Samour, quoique se divisant en une multitude de bras, offre souvent un passage aussi difficile que dangereux. Les relais de poste sont établis dans de petites redoutes entourées d'un fossé et d'un mur en terre revêtu de palissades en bois. Quelques Cosaques gardent ces redoutes. Presque tous, ainsi que les écrivains des postes et les postillons, étaient attaqués d'une fièvre qui leur laisse à peine quelques instans de repos. A l'exception de plusieurs villages entourés d'eaux vives et ombragés de beaux arbres et d'immenses vergers, je ne remarquai aucun point intéressant sur la route de Kouba. Je traversai, pour me rendre dans la ville, la rivière de Kudialtchaï, laissant à ma droite un village de juif karaïtes. Ces juifs, fidèles à l'Ancien Testament, ont rejeté les compilations du Talmud et les commentaires des savans hébreux. La simplicité de leurs doctrines ajoute à la pureté de leurs mœurs, et les juifs karaïtes jouissent partout d'une considération refusée aux autres Israélites.

Je passai au milieu de la forteresse de Kouba; elle est entourée d'une palissade en bois et d'un mur en terre défendu par quelques canons. Cette forteresse résista, en 1838, à l'attaque de quatre mille montagnards qui voulurent enlever Kouba. Le siége dura deux jours, mais on se borna à l'échange de quelques coups de fusil. Depuis cette tentative aussi maladroite qu'infructueuse, les habitans du district de Kouba, qui se compose de cent cinquante villages, et renferme une population de cent mille habitans, se sont vu retirer la permission de porter des armes. C'est la seule province dans laquelle les Russes aient pu appliquer cette mesure de précaution. Nulle part ailleurs ils ne l'ont tenté, et il serait douteux qu'ils pussent réussir, car les montagnards tiennent plus à leurs armes qu'à la vie; leur poignard ne les quitte jamais, et dans toutes leurs excursions ils portent un long fusil et un sabre. Les pistolets sont peu en usage

parmi eux. Toutes leurs armes, d'une trempe excellente, sont fabriquées dans le Daghestan. Ce sont eux-mêmes qui coulent et forent leurs canons de fusil.

Le colonel Wrangel, chef du régiment d'Érivan-Paskéwitch, voulut bien me confirmer les détails que l'on m'avait déjà donnés sur le siége d'Akourjo. Chamyl, le successeur de Khazi-Mollah, ardent instigateur de la révolte contre les Russes et prédicateur religieux du Daghestan, s'était réfugié à Akourjo, village d'environ trois cents maisons. Entouré de ses fidèles partisans, il inquiétait par ses menées les autorités russes. Le général Grabbe crut le moment favorable, et, réunissant six mille hommes de troupes et de l'artillerie, il s'avança par des chemins regardés comme impraticables jusqu'aux portes d'Akourjo. Il n'avait eu, dans cette course, qu'à résister à quelques attaques de montagnards, qui, connaissant tous les défilés, lui avaient fait éprouver des pertes d'hommes peu considérables. Un simple mur en terre défendait Akourjo, et le général crut qu'il suffirait de tenter un assaut pour s'emparer de cette bicoque, qui, située sur les bords du Koisou, n'est forte que par sa seule position. Akourjo s'élève sur un rocher à pic; un ravin profond sépare et isole le village des montagnes environnantes. Pour arriver à Akourjo, il fallait descendre le long d'une arête d'à peine deux pieds de large. Si on venait à glisser ou à être atteint d'une balle, on tombait et on périssait infailliblement sur les rochers qui, bordant le lit du torrent, forment en cet endroit des précipices aussi terribles que profonds. Malgré les difficultés et les dangers du passage, qui devait s'opérer pas à pas sous le feu de l'ennemi, le général Grabbe ordonna l'assaut, et le colonel Wrangel marcha à la tête des hommes de son régiment, qui comptait quinze cents soldats d'élite. Ils s'avancèrent jusqu'à l'arête qui se prolonge sur une longueur de quarante mètres environ. L'ennemi laissa les Russes s'engager; bientôt il ouvrit son feu; officiers, soldats, tombèrent blessés mortellement; la chute des uns entraîna celle des autres, et les rochers se couvrirent de cadavres. Trois fois le colonel revint à la charge; il s'arrêta enfin, et, blessé lui-même, ne dut son salut qu'au dévouement de ses soldats. Des quinze cents hommes qu'il avait menés à l'attaque d'Akourjo, il en restait cinquante; sur trente-quatre officiers, deux seulement avaient survécu; les autres, frappés à mort, étaient tombés en combattant, ou étaient venus se briser misérablement sur les pointes des rochers. Le siége traîna en longueur, et les Tchetchens, animés par la présence de Chamyl, firent preuve d'un fanatisme qui les élevait au-dessus de

toute crainte; ils s'exposaient au feu de bataillons entiers pour tuer des officiers russes. Aussi les assaillans comptèrent-ils bientôt plus de cent officiers morts ou blessés. De nouvelles troupes vinrent combler les vides faits par le feu de l'ennemi, et un assaut général mit fin à la résistance d'Akourjo. Néanmoins la victoire fut chèrement achetée; tous les montagnards périrent les armes à la main. Akourjo fut pris, mais on ne put saisir Chamyl; ce chef fanatique et cinq de ses affidés trompèrent la vigilance des sentinelles russes. Pour se rendre maître d'un village qu'ils ne pouvaient conserver, les Russes avaient perdu de quatre à six mille hommes. Aujourd'hui Akourjo est rasé; sa position n'a rien perdu de sa force, et, le jour où les montagnards relèveront leurs chaumières et le mur d'enceinte, il faudra encore bien du sang versé pour s'en rendre maître.

Les Russes s'occupent en ce moment à construire la forteresse de Tchoura, située à trente verstes d'Akourjo et à vingt-cinq de Tcherkaie, résidence actuelle de Chamyl, où les Russes, instruits par le passé, n'osent l'attaquer. Tchoura est à environ cent cinquante verstes de Derbent, et à peu de distance du Terek.

Les officiers qui ont fait les guerres du Daghestan déplorent les pertes sans résultat qu'entraîne le système de conquêtes adopté par l'empereur. Ils remarquent avec raison que les montagnards se bornent à repousser les atteintes qu'on veut porter à leur indépendance par l'établissement de forts et de routes militaires. Durant les guerres contre la Perse et la Turquie, les montagnards sont restés paisibles. Les peuples du Daghestan demandent la libre introduction du sel et des grains nécessaires à leur consommation; ils ne veulent aucun soldat russe parmi eux. Au lieu de les forcer à être toujours en armes, qu'on les laisse errer dans leurs montagnes, conduire leurs troupeaux et cultiver leurs terres; ils perdront peu à peu leurs habitudes guerrières et apprendront à respecter les peuples paisibles qui habitent les vallées. Transiger avec eux est le parti le plus sage, car les Russes doivent renoncer à s'établir dans la montagne d'une manière fixe et stable, s'ils n'ont pas anéanti toutes les populations. Les premiers pas des Russes ont soulevé pour long-temps le fanatisme des montagnards. Après de grands succès suivis de revers, Khazi-Mollah, leur prédicateur enthousiaste, est venu tomber sur la brèche de Gimri; mais Chamyl a succédé à Khazi-Mollah: il a ranimé le courage des montagnards par sa douce et persuasive éloquence. Le Daghestan est encore en armes, des milliers de Russes sont tombés à Akourjo, et chaque jour la Russie fait de nouvelles pertes dans des

engagemens sans cesse renouvelés, qui entraînent la mort ou la captivité d'un grand nombre d'officiers. Chamyl un jour succombera, les os de ses victimes resteront semés sur le sol qu'il aura défendu, et un nouveau prophète surgira, ambitieux d'égaler la renommée de Khazi-Mollah et de Chamyl.

L'introduction de l'islamisme parmi les peuples du Daghestan et de la Circassie a été le signal de leur opposition constante aux Russes. Jadis ils négociaient avec la Russie, ils combattaient même pour sa cause; aujourd'hui une guerre religieuse peut créer aux troupes du czar dans ces contrées des obstacles insurmontables. Toutes les positions occupées par les Russes sont maintenant encore disputées par les montagnards, et les sacrifices d'hommes et d'argent faits depuis quarante ans deviennent entièrement inutiles. Pour qu'une révolution religieuse accompagnée d'une guerre terrible éclate, il suffit qu'il se rencontre parmi les peuples du Caucase un homme qui connaisse bien les passions des différentes familles, qui sache protester avec éloquence contre les vexations des autorités russes, capable enfin de réunir sous le drapeau du fanatisme toutes les tribus divisées par des haines privées ou de petites vengeances. Des généraux qui connaissent les mœurs et les habitudes des montagnards regardent ce danger comme imminent. Ils m'assuraient que l'influence religieuse de Chamyl était immense. Les hommes qu'il désignait pour exécuter une mission ne connaissaient aucun danger : Chamyl avait ordonné, ils devaient obéir sans penser au sacrifice de leur vie. Le fanatisme des tribus est tel, que des officiers m'assurèrent qu'ils n'auraient pu suivre la route qui m'avait amené à Derbent ; le même montagnard qui passait près de moi, me souhaitant la bienvenue, aurait armé son fusil, et, posté dans un lieu écarté, aurait tué l'officier qu'il aurait rencontré sur sa route. Un des officiers du colonel Wrangel avait été enlevé par les Lezghes, qui demandaient 100,000 francs pour sa rançon. Le gouvernement russe refuse maintenant de racheter les officiers ou soldats faits prisonniers; ce sont les familles de ces malheureux qui sont chargées de ce soin, si elles ne veulent les laisser enchaînés au service d'un montagnard cruel, qui ne les emploie qu'à des travaux pénibles.

La situation de Kouba, résidence du chef militaire du district, est une des plus malsaines du Caucase. Le régiment qui y tenait garnison comptait plus de six cents malades. Le nombre considérable d'employés civils et militaires qui se trouve à Kouba éloigne les indigènes; toutes les maisons un peu grandes sont occupées par les Russes. Les bazars me parurent déserts. Kouba est renommée par

sa fabrique de tapis à longue soie. Je trouvai dans cette ville Abbas-Kouli-Khan, descendant des anciens khans de Bakou. Il me parla de la difficulté de recueillir des données historiques un peu positives sur les peuples du Caucase. Le mouvement des nations qui s'y sont succédées a été si confus, qu'il est presque impossible d'émettre sur ce sujet une opinion décisive. Des témoignages certains attestent que les croisés parurent autrefois dans ce pays. On retrouve encore d'anciennes armures de chevaliers, des lames de sabres portant des inscriptions françaises. Abbas-Kouli me parla de châteaux forts de construction génoise ou vénitienne, et me cita le Tchirakkalé (château lumineux), sur la route de Kouba à Bakou, à l'extrémité du dernier chaînon du Schah-Dagh, au bord de la Caspienne; le Tchirakkalé servait jadis de fanal pour avertir, en cas de danger, les habitans menacés d'une descente des Tartares ou Turcomans.

Les environs de Kouba sont très boisés. Des Polonais, qui se trouvaient dans cette ville, me parlèrent de l'abondance et de la variété du gibier : exilés de leur pays, leur seule consolation était de se distraire par des exercices violens. J'ai souvent rencontré en Géorgie des nobles polonais devenus simples soldats. Partout ils se louaient de leurs rapports avec leurs commandans, qui les traitaient comme leurs égaux et les laissaient s'exprimer librement sur les abus du gouvernement qui les opprime. Je n'ai jamais remarqué en Géorgie l'animosité qui partout ailleurs règne entre les deux nations et les divise si profondément.

La route de Kouba à Bakou est aussi monotone que déserte; les seules habitations qu'on rencontre sont les relais de poste; on traverse une plaine toujours unie, et le manque d'eau se fait vivement sentir, surtout en approchant de la presqu'île d'Apchéron. Nous franchîmes rapidement la distance qui nous séparait de Bakou. Laissant derrière moi les nouveaux faubourgs qui s'élèvent en dehors de cette place, je dépassai l'enceinte de murailles qui entourait l'ancienne ville et vins demander un logement au colonel qui commande à Bakou. De nombreux bâtimens animent le port, qui est un des meilleurs de la Caspienne; tous les navires qui se trouvent sur cette mer sont d'un faible tonnage, à cause de la quantité de bas-fonds qui s'étendent souvent à plus de deux lieues des côtes. Un brick de guerre était mouillé à Bakou; je fus le visiter, et j'appris du commandant que la marine militaire se composait de six petits bricks, armés de dix pierriers; il me dit que ces bâtimens suffisaient pour protéger le commerce russe; ils sont souvent employés à des transports entre

Astrakhan et Salian ou Lenkoran. Le capitaine se plaignait de la nécessité dans laquelle il se trouvait d'aller mouiller à l'île de Sara, plus remarquable par son climat pestilentiel que par la richesse et la fertilité du sol. Dans un ouvrage publié par le comité des finances, sur les ressources que peut offrir la Géorgie, on a évalué le rapport de l'île de Sara, en cannes à sucre, cotons et indigo, à plusieurs millions de roubles. Une seule difficulté empêche de réaliser ce brillant résultat : c'est que tous les hommes que l'on y envoie périssent après un court séjour. Chaque année, la garnison, forte de cinq cents hommes, est détruite par les maladies.

L'île de Sara est presque en face de Salian, lieu renommé pour ses pêcheries. La saison des pêches n'étant pas encore arrivée, je renonçai à faire le voyage de Bakou à Salian. Les pêcheries donnent chaque année à la couronne un revenu de 200,000 roubles (800,000 francs). Lorsque la pêche est favorable, on prend dans le Kour de dix à vingt mille poissons par jour. La pêche dure cinq mois de l'année, à partir de la fin d'octobre.

Bakou est une ville mieux bâtie et plus régulière que Derbent et Kouba. La population s'élève à sept mille ames environ. Quoiqu'elle ait appartenu successivement aux Turcs, aux Persans, et aux Russes sous Pierre-le-Grand, cette ville a conservé quelques anciens monumens de ses khans. Le général Tsitsianof, gouverneur de la Géorgie, ayant été tué par le khan de Bakou, en 1806, la ville fut prise et incorporée au gouvernement du Caucase. Bakou est administrée par un divan composé d'indigènes et présidé par le gouverneur, qui, ici comme à Derbent, ne consulte le divan que pour la forme. Les habitans de Bakou, Persans d'origine et de religion, se sont signalés par leur esprit d'hostilité à la Russie. Aujourd'hui, que le gouvernement de la Perse a passé entre les mains des Russes, si ce n'est nominativement, du moins de fait, la tranquillité du pays n'a plus rien à craindre de ces souvenirs d'ancienne nationalité.

Le commerce de Bakou a presque entièrement cessé depuis l'incorporation de la Géorgie au système général des douanes de l'empire. Il n'y a que le naphte qui donne encore un peu de mouvement à cette place. Je visitai les réservoirs où l'on conserve le naphte jusqu'à ce qu'il soit livré aux acheteurs. Le gouvernement vend 28 francs les quatre cents kilog. La ferme du naphte donne à la couronne un revenu de 160,000 roubles argent (640,000 francs), et le commandant m'assurait que le produit devrait être de près du double, si les agens chargés de le percevoir s'acquittaient de leurs fonctions avec probité.

L'ancienne enceinte de Bakou est remarquable par l'élévation et l'épaisseur des murailles. Les portes ne sont qu'au nombre de deux. Un monument en ruines qui mérite de fixer l'attention, l'ancien palais des khans, domine la ville et le port de Bakou. Ce palais ressemble plutôt à une forteresse qu'à la résidence d'un prince. L'intérieur ne contient plus que quelques traces des peintures qui recouvraient les murs; depuis quarante ans, l'ancienne demeure des khans est abandonnée.

Je montai sur une tour appelée Kissi-Koulessi (tour de la demoiselle); une plate-forme placée sur le sommet de ce monument en indique la destination. De cette plate-forme, on pouvait signaler en effet soit l'approche de l'ennemi, soit la présence de quelque bâtiment en mer. La construction de cette tour remonte au même temps que celle des murs d'enceinte, c'est-à-dire au règne des Sassanides. Si l'on ajoute à ces édifices des bazars occupés par des Persans et des Arméniens et d'assez grands karavansérails, on aura la liste complète des monumens qui rappellent à Bakou la domination de la Perse. Les Russes ont élevé quelques maisons d'un aspect blanc et uniforme qui nuit à l'effet des anciennes murailles.

On me montra, à près d'une verste de la côte, un bas-fonds qui, jadis habité, communiquait avec la terre par une chaussée dont on retrouve encore les traces. Les habitans croient qu'un soulèvement volcanique a amené la submersion de cet isthme, qui se prolongeait à une grande distance dans la mer. Le sol de Bakou contient assez de matières volcaniques pour que l'on puisse admettre sans difficulté les traditions conservées à ce sujet par les habitans, quand elles ne dépassent pas la limite des probabilités.

Je fus visiter les sources de naphte, qui sont au nombre de quatre-vingt-quatre, et s'étendent dans un rayon de sept verstes. Ces sources sont plus ou moins abondantes; quelques-unes donnent par jour quinze cents kilog. de naphte. Le naphte surnageant toujours, il suffit de le recueillir. Après quelques heures de repos, l'eau se sépare du naphte par des ouvertures qui lui livrent une issue. Les puits de naphte noir sont éparpillés de divers côtés; ceux de naphte blanc sont réunis dans une seule vallée; leur produit est beaucoup moins considérable que celui des autres. Ces puits, au nombre de quatorze, ne donnent que douze cents kilog. par mois. Le prix du naphte blanc est aussi beaucoup plus élevé que celui du naphte noir, car il se vend quatre-vingts francs les quatre cents kilog. On avait cherché, en dégageant le naphte de la quantité d'eau qu'il contient au sortir des réservoirs,

à obtenir une essence qui aurait pu se substituer avec succès à la térébenthine, surtout pour les peintures communes. Les premiers essais ont réussi; mais les employés ont renoncé à les continuer, prétendant que ce travail leur donnait trop d'embarras.

A une distance d'à peu près trois heures de marche de Bakou, s'élève le monastère d'Atesch-Gah (mère du feu). Ce monastère est habité par des Guèbres. Pour m'y rendre, je traversai un terrain pierreux qui me paraissait rebelle à la culture, et pourtant la quantité de villages qui se trouvaient sur notre route m'indiquait assez que le sol était fertile. Mon guide m'assura même que les récoltes de millet étaient très abondantes. La culture du safran est une branche importante des produits de Bakou; mais c'est seulement vers le sud qu'on le récolte. Après avoir dépassé des villages fondés par les Arméniens dans l'origine, mais occupés aujourd'hui par des musulmans, j'arrivai au monastère d'Atesch-Gah. Cet édifice forme un pentagone irrégulier, n'ayant qu'une seule porte d'entrée. Une cour occupe le milieu; elle est entourée d'un mur crénelé auquel sont adossées les cellules des Guèbres. Les murailles sont destinées à servir de défense contre ceux qui voudraient troubler les adorateurs du feu dans leurs paisibles invocations.

Le monastère a cinq cents pieds de tour, et les murs s'élèvent à une hauteur de dix-neuf pieds; au milieu de la cour est un clocher carré. On entre dans l'intérieur du clocher par l'espace compris entre les colonnes qui le soutiennent. Dans les quatre angles sont placés des tuyaux, communiquant par des conduits souterrains avec les sources de naphte. Ces tuyaux s'élèvent à trente-six pieds de haut, et vomissent de fortes colonnes de flamme. Le naphte contient une telle quantité de gaz hydrogène, qu'il s'allume au seul contact de l'air. Au milieu de la voûte du clocher est un enfoncement de forme carrée dont on s'approche par des escaliers en pierre; un des conduits ayant été rompu, il n'y avait plus que trois des tuyaux qui jetaient des flammes. Un autre conduit placé dans une des cellules lance aussi de vives flammes. Devant ce conduit est placé l'autel où les adorateurs du feu célèbrent les cérémonies de leur religion. C'est sur cet autel que sont brûlés les corps des vrais croyans. A l'époque où nous visitâmes le monastère, douze Guèbres occupaient les principales cellules.

Dès que le soleil éclaire de ses rayons l'enceinte de la cour, chaque Indien sort de sa cellule, portant deux petits vases de métal, l'un vide, l'autre plein; il prie à voix basse, soulève les vases, s'asperge

d'eau avec trois doigts, et pose les vases à terre. Il regarde le soleil entre ses doigts, élève les mains et les pose sur son front en faisant une courte prière à voix haute. Il reste en contemplation, puis se remet à prier en élevant la voix, relève les vases, s'incline trois fois, et chaque fois verse l'eau du vase plein dans le vase vide; puis il jette l'eau en l'air et retourne dans sa cellule en continuant de chanter les hymnes sacrés. La seconde ablution a lieu dès que les étoiles paraissent, après le coucher du soleil. Un Indien sort, tenant un petit cor de chasse; il en tire quelques sons, s'avance vers le clocher, agite avec force la corde d'une des trois cloches, lève ses mains vers le ciel, contemple le feu éternel, et fait une courte invocation à voix haute. Il continue ensuite de prier à voix basse, les yeux fixés sur l'autel où est allumé le grand foyer. Tous en font autant, et lorsqu'ils ont terminé, ils se rassemblent en groupes et chantent le principe créateur, en frappant en mesure deux petites cymbales.

Le grand-prêtre nous fit assister à une cérémonie bizarre. Nous nous rendîmes près de l'autel, qu'une légère étoffe de soie sépare du feu éternel. Cet autel consiste en sept marches sur lesquelles se trouvent quelques petites idoles en terre cuite, des cymbales, des livres sacrés, les vases qui servent aux ablutions, des cassolettes pour les parfums. La cérémonie fut commencée par quelques sons aigres qu'un des Indiens tira d'une conque marine. Le grand-prêtre fit ensuite une longue invocation à voix haute, pendant laquelle un des assistans agita une sonnette; des prières à voix basse et la lecture des passages sacrés suivirent cette première invocation. Le grand-prêtre, prenant une cassolette, fit, en la portant, le tour de l'autel; il répétait des prières auxquelles répondaient les assistans. Prenant deux vases, l'un plein, l'autre vide, il s'aspergea, puis versa l'eau d'un vase dans l'autre, en continuant toujours de prier à haute voix, pendant qu'un des assistans agitait des cymbales. La cérémonie finit par une prière à laquelle se joignirent les Guèbres présens; le grand-prêtre, prenant alors un petit plat chargé de sucre candi, en avala un morceau; après lui, les deux desservans reçurent chacun une part de sucre, et nous-mêmes nous fûmes appelés à les imiter.

Je visitai les cellules des Guèbres, qui sont toutes blanchies à la chaux et d'une excessive propreté; pourtant les Guèbres qui les habitent ont à peine les vêtemens nécessaires. Dans chaque cellule sont pratiqués des conduits qui s'allument à volonté; ils servent soit à éclairer l'intérieur, soit à la cuisson des alimens.

La principale fête des Guèbres est célébrée le 30 décembre, et

s'appelle *Spmala*. Je m'attendais à trouver des fanatiques dangereux dans ces hommes qui depuis quinze à seize ans habitent ce monastère; ils me parurent au contraire d'un caractère très doux. Presque tous portent sur leur front une marque de couleur orange qu'ils se font avec une pierre venant des Indes. Leur grand-prêtre est habillé d'une étoffe orange, sa tête est couverte du bonnet indien de forme conique.

Le grand-prêtre me raconta les longues persécutions que les Persans leur avaient fait éprouver. Les troupes persanes, s'étant emparées de Bakou, en 1826, vinrent piller le monastère d'Atesch-Gah, et brûlèrent tous les livres qui y étaient conservés. Une semblable destruction est une perte réelle pour la science, car tous les livres sanscrits qui se rattachent à l'adoration du feu se trouvaient depuis des siècles réunis dans ce monastère. Le grand-prêtre se plaignait du petit nombre de visiteurs croyans qui se rendent à son couvent; il y avait trois ans qu'il n'en était venu un seul. Nous vîmes tout autour du monastère des fours à chaux; les habitans apportent les pierres qu'ils veulent faire cuire et construisent une espèce de four dans lequel ils les déposent. Il suffit alors d'une étincelle pour allumer un feu d'une force telle que les pierres sont cuites dans un espace de six à huit heures; il faut trois jours pour cuire la chaux dans nos fours les mieux disposés. Nous fîmes boucher l'entrée d'un puits qui se trouve au milieu du jardin des Guèbres. Après quelques instans, on y lança un brandon allumé qui produisit une explosion presque semblable à un coup de canon. — La nuit était complètement tombée quand je me retirai du monastère d'Atesch-Gah. Nous pûmes jouir de l'effet des fours à chaux qui se trouvent aux alentours du monastère. Les conduits de flamme qui s'élevaient du clocher donnaient au couvent l'aspect d'une vaste usine. Des cavaliers nous escortèrent, portant d'énormes flambeaux ou *machalls*, formés de morceaux de toile imprégnés de naphte, qui jetaient sur la route que nous parcourûmes pour retourner à Bakou une clarté presque féerique. — Nous avions pu juger par nous-mêmes un phénomène atmosphérique des plus curieux, et les souvenirs que réveille le couvent d'Atesch-Gah avaient ajouté un nouvel intérêt à notre excursion : nous venions de voir les faibles débris d'une secte religieuse qui, jadis dominant en Orient, excite aujourd'hui encore en Europe l'attention de tous les esprits préoccupés de connaître les premiers pas de la philosophie.

Le temps, toujours orageux pendant mon séjour à Bakou, commença

à devenir pluvieux au moment de mon départ; au lieu d'une route sèche et facile, nous dûmes subir les ennuis d'une marche lente sur un terrain qui s'attachait aux roues de nos chariots. Les chevaux des postes, habitués à courir au galop d'un relais à l'autre, n'ont pas la force de surmonter les obstacles. Nous perdions des heures presque entières au passage de la moindre colline, et ce n'était qu'après beaucoup d'efforts et de cris que nos postillons parvenaient au sommet. Il fallut passer la nuit dans une mauvaise cabane qui sert de relais; le toit pouvait à peine nous garantir de la pluie, qui ne cessa de tomber; aussi attendîmes-nous le jour avec toute la résignation qu'il faut apporter en voyage.

La route, toujours aussi monotone, devenait de plus en plus difficile pour les chevaux; je traversai Marasie, village aujourd'hui abandonné; j'y remarquai une belle fontaine, un ancien palais qui pouvait plutôt passer pour une bonne forteresse que pour une demeure agréable. Le grand nombre des ruines indiquait que Marasie avait eu jadis une certaine importance. Je ne pus apprendre à quelle époque remontait l'abandon de ce village; on m'assura seulement que, long-temps avant les dernières guerres contre la Perse, Marasie offrait déjà le même aspect désolé. La vallée qui environne le village est d'une grande fertilité, mais manque entièrement de population.

Avant d'entrer à Choumakhie, il nous fallut passer à gué le Pirsagat, gonflé par les dernières pluies; ce ne fut qu'en jetant nos chevaux à la nage que nous pûmes arriver sur l'autre rive. Nous n'étions pourtant qu'à peu de distance d'une ville commerçante et peuplée, mais nul ici ne s'occupe des routes dans l'intérêt de la circulation; on pense seulement à faire arriver des canons dans les montagnes les plus élevées.

Choumakie, résidence d'un commandant russe et capitale du Chirvan, est une des villes les plus remarquables de la Géorgie; elle doit cette importance à ses fabriques d'armes et de soie. Les relations de Choumakhie avec la Perse ne subsistent qu'au moyen d'une contrebande très active. Les employés russes chargés de la ligne des douanes, plutôt que de défendre les intérêts d'un gouvernement qui ne leur donne pas les moyens de vivre du produit de leur place, accordent des facilités aux contrebandiers qui paient leur connivence. Les étoffes de soie qui se fabriquent à Choumakhie sont appelées *khanaos*, elles ont quelque ressemblance avec notre gros de Naples; le tissu, inégal, n'a ni la souplesse, ni le brillant des nôtres; presque toutes ces étoffes sont à carreaux ou unies; les dessins comme les

couleurs varient peu. La soie la plus légère coûte deux *abbus* (1 fr. 60 c.) le demi-mètre; la soie plus forte coûte le double : ce prix est élevé, vu l'abondance de la soie et l'imperfection du travail. Les armes se vendent beaucoup moins cher. On m'assura que l'on pouvait faire fabriquer un excellent fusil simple pour trois ducats (36 fr.); les poignards, d'une trempe renommée, ont à peu près la même valeur.

La ville de Choumakhie, détruite à plusieurs reprises par les guerres, ou bouleversée par les tremblemens de terre, n'a aucun caractère d'ancienneté : elle consiste dans une immense rue, de plus d'une verste de long, et bordée de bazars voûtés. L'eau et la boue y rendent la circulation très difficile. Ce ne fut qu'à cheval que nous pûmes faire quelques achats, et nous rendre à la citadelle qui domine la ville. Je ne parlerai pas des mosquées ni du petit nombre d'édifices élevés par le gouvernement : ce sont des bâtimens sans goût comme sans architecture. L'ancienne ville est à deux verstes de distance de la ville actuelle; elle occupait deux collines réunies par un immense pont ou aqueduc. La population de Choumakhie montait à cent mille ames au commencement du siècle dernier. Pierre-le-Grand saccagea la ville, Nadir-Schah la ruina de fond en comble; le dernier khan de Chirvan, en la choisissant pour chef-lieu de sa résidence, lui rendit quelque importance; aujourd'hui Choumakhie a une population de dix mille ames.

Un terrain glaiseux environne la ville. Ce sol, qui ne devient fertile qu'à force de culture, se retrouve dans les montagnes qui se prolongent depuis Choumakhie jusqu'à Noukha, et qui s'élevaient au nord de notre route. En fait de végétation, on ne voit, aux environs de Choumakhie, qu'une multitude de buissons épineux, des roseaux et des joncs. Près de Noukha, la culture du mûrier a pris quelque développement; aussi y a-t-on établi une filature de soie, qui, dirigée par des Russes, aura bientôt le sort de tous les établissemens créés par une autorité et détruits par celle qui lui succède.

Le relais, appelé Nouveau Choumakhie, situé sur le versant opposé de la montagne que nous avions dû franchir en quittant la capitale du Chirvan, ne consiste qu'en quelques cabanes éparses au milieu des vergers. Si la culture du mûrier était favorisée par des autorités éclairées, elle suffirait pour donner quelque importance aux environs du Nouveau Choumakhie; mais aujourd'hui ces environs ne sont remarquables que par leur insalubrité. Raconter tous les incidens qui retardèrent mon arrivée à Gandja (Elisabethpol) serait, je crois, de peu d'intérêt : je dus passer une nuit sur un îlot formé par deux bras

d'un torrent, n'osant ni revenir sur mes pas, ni m'exposer à un nouveau danger en traversant un courant rapide qui nous avait déjà presque submergés. A l'aide de guides intelligens, nous pûmes enfin parvenir sans encombre sur l'autre rive, où je trouvai des employés russes qui attendaient depuis plusieurs jours que les eaux, en baissant, leur permissent de tenter le passage.

Je suivis, pour me rendre à Gandja, une immense plaine, sans culture comme sans végétation. Quelques torrens, dont les rives sont abritées par des chênes, des mimosas, des grenadiers chargés de fruits, ou des vignes sauvages, interrompaient seuls la monotonie de cette route déserte. Je passai le Kour, grossi par l'Alazan et la Yora, et j'entrai à Elisabethpol après avoir suivi des jardins entourés de murs, ombragés d'immenses tilleuls et de noyers d'une grosseur extraordinaire. Je traversai la grande avenue de la ville, dont les sycomores surpassent beaucoup les platanes tant vantés du Tcharbag d'Ispahan : j'ajouterai même que les sycomores qui forment l'allée de Gandja ont une vigoureuse et riche végétation, tandis que les platanes d'Ispahan ne se soutiennent que par leur seule écorce. Un ruisseau d'une eau limpide court entre les deux rangées d'arbres. Sur les bords, des marchands déposent des charges entières de melons, de pastèques, de poires, de pêches, enfin de toutes les variétés de fruits que produit ce climat si beau, mais malheureusement si malsain. Des cafés dont tout le luxe consiste en quelques tapis étendus au bord de l'eau, avec un brasier toujours prêt pour ceux qui veulent savourer la fumée narcotique du kalivoun, des boutiques de rôtisseurs, de boulangers; le mélange des costumes, le mouvement des piétons et des cavaliers parcourant au galop le sol si uni de cette belle avenue, tout donnait au coup d'œil que m'offrait l'allée de Gandja un charme que je ne puis oublier : je me trouvais reporté aux beaux jours de l'Orient. Mes souvenirs durent faire place à la triste réalité, quand je vins m'arrêter à un karavansérail tout en ruines, situé à une des extrémités de cette allée, parée d'une si riche végétation, et où se presse une foule dont la douce indolence convient si bien au climat énervant de Gandja.

La population de la ville est moitié musulmane, moitié arménienne; elle s'élève à dix mille ames. A peu de distance se trouve une mine d'alun affermée 40,000 francs à des Arméniens. L'histoire de Gandja est celle de presque toutes les villes de la Géorgie. Soumise à des khans particuliers, elle fut long-temps sous la dépendance de la Perse : ayant été prise par les Russes le jour de la Sainte-Elisa-

beth, Gandja reçut le nom d'Elisabethpol. En 1828, Abbas-Mirza, s'étant avancé avec l'armée persane jusqu'à Gandja, fut défait par le général Paskéwitch; ce fut cette victoire qui amena le traité de Turkmen-Tchaï, à la suite duquel la Perse, en perdant ses plus belles provinces, s'est trouvée livrée à l'influence prédominante de la Russie.

Sorti d'Élisabethpol, j'entrai dans une plaine, ou plutôt dans un désert. Au premier relais, je remarquai un beau minaret construit en briques, resté seul debout au milieu des ruines qui l'entourent. La mosquée même n'existe plus. Le pays me parut encore plus monotone et plus aride qu'entre Choumakhie et Elisabethpol; l'absence de population se fait partout sentir sur cette route. Les bords du Kram, que je traversai sur le pont Rouge, dont la construction est due aux Persans, sont les seuls points un peu animés; aussi ce fut avec un véritable sentiment de plaisir que je rentrai à Tiflis. J'avais parcouru, depuis Bakou, cinq cent vingt verstes.

Dans une conversation avec le général Golavine, sur l'état des pays que je venais de parcourir, je fus étonné de voir qu'il croyait, comme moi, impossible d'arriver à une pacification complète du Daghestan et de la Circassie, sans avoir détruit toute la population existante. Le général Golavine, tout en désapprouvant le système de conquêtes à tout prix adopté par l'empereur, me parla des difficultés qu'on rencontrait en voulant traiter avec des tribus qui n'obéissent à aucun chef. Il m'assura que, dans un rapport envoyé à Pétersbourg, il avait insisté sur la nécessité d'accorder aux Circassiens le libre commerce des esclaves avec la Turquie, d'abolir les quarantaines, et de n'employer les forts actuellement construits que comme points de réunion pour un commerce d'échange qu'il fallait s'étudier à favoriser. Un commerce bien établi pourrait seul faciliter la pacification de la Circassie, et hâter la fin d'une guerre aussi ruineuse qu'inutile par les résultats qu'elle peut amener en les supposant tous favorables à la Russie. Le général me disait qu'à moins de construire une ligne continue de forts sur tout le rivage, et sur une longueur de près de soixante lieues, il était impossible d'empêcher les communications des Circassiens avec la Turquie. Les avantages de ce commerce sont tellement grands, que si, sur dix bâtimens, un seul arrive, il suffit pour dédommager de la perte de tous les autres. Je ne pouvais qu'admettre l'opinion du général Golavine. Lors de mon passage à Constantinople, j'avais cherché un bâtiment turc qui me portât directement sur les côtes de la Circassie. Je trouvai plusieurs capitaines propriétaires de petits bâtimens, qui se livrent à ce commerce. Sur

mes questions relatives aux dangers qu'offrait le blocus de la côte par les vaisseaux russes, ils me dirent qu'avec un vent favorable ils pouvaient arriver à terre avant toute poursuite; quand le vent était contraire, ils se trouvaient souvent forcés d'aller mouiller dans un des petits ports de Turquie, pour attendre qu'un changement survînt. Par un calme plat, ces bâtimens, du port de quarante à cinquante tonneaux, s'avancent à force de rames jusqu'au rivage. Tous les hommes du bord, étant armés, peuvent résister aux attaques des chaloupes envoyées contre eux. Une fois à terre, les Circassiens remorquent le bâtiment le long d'une des nombreuses rivières qui se jettent dans la mer Noire, et le mettent à l'abri d'une descente que les Russes tentent quelquefois lorsqu'ils ont des forces supérieures.

Le général Golavine me parut pénétré des avantages que le gouvernement pourrait retirer d'un pays aussi riche et aussi fertile que la Géorgie; il se plaignait de n'avoir pas de capitaux disponibles qui lui permissent de mettre en culture toutes les plaines qui bordent le Kour, et qui donneraient des produits avantageux, si un système d'irrigation bien entendu amenait l'eau sur des terrains aujourd'hui arides. Le général en chef se trouvait forcé de convenir que toutes les améliorations étaient encore à l'état de projet, et rejetait sur les guerres de la Perse et de la Turquie l'abandon dans lequel sont restées ces provinces depuis l'occupation russe.

Ce n'est jamais le bon vouloir qui manque aux gouverneurs du Caucase; tous désirent attacher leur nom à quelque grande entreprise qui les rende populaires. De tous les généraux en chef, l'homme le plus distingué comme administrateur et comme militaire a été le général Yermoloff. Le général Paskéwitch a commandé quelques expéditions heureuses, mais il a négligé entièrement le sort des populations qui lui étaient confiées. Le baron Rosen, et après lui le général Golavine, ont pris un commandement qui exige des connaissances, une supériorité de vues et de jugemens, dont ces deux généraux n'ont jamais fait preuve.

La Russie, servie avec tant de dévouement et tant d'habileté par ses agens diplomatiques, manque d'hommes capables de remplir les hauts emplois de son gouvernement. L'empereur se trouve souvent forcé de laisser en place des gouverneurs dont il est mécontent, faute d'avoir un agent sûr qui puisse les remplacer. Aucun contrôle n'est exercé sur les employés, qui, loin d'exécuter les ordres qu'ils reçoivent, commettent les abus les plus crians. A la suite d'une commission d'enquête envoyée par l'empereur en 1837, pour lui communi-

quer des renseignemens complets sur l'état de la Géorgie, qu'il se proposait de visiter, on reconnut que le prince d'Adian, gendre du baron Rosen, gouverneur-général du Caucase, n'employait les soldats du régiment qu'il commandait qu'à cultiver ses terres, et ruinait les paysans des districts où il était cantonné par des réquisitions forcées de toute nature. Le prince d'Adian fut cassé, l'empereur lui arracha en pleine revue, en présence du général en chef, le chiffre qu'il portait comme son aide-de-camp, et l'envoya attendre dans une forteresse le jugement qui devait le condamner à être dégradé et fait soldat. La conduite du prince d'Adian méritait, nul ne peut le nier, une répression sévère; mais, d'après le témoignage d'officiers servant dans le Caucase, le prince d'Adian ne dut son châtiment qu'à une violente rivalité qui s'éleva entre le baron Rosen et le baron de Hahn, chef de la commission d'enquête, rivalité qui amena la dénonciation d'une conduite dont il y a trop d'exemples pour que le gouvernement ne soit pas obligé, le plus souvent, de fermer les yeux.

J'eus une discussion assez vive avec M. Choustoff, chef de la chancellerie du général Golavine, qui soutenait que les soldats français manquaient de patriotisme et exaltait au plus haut degré le sentiment national des classes inférieures de la Russie. Je notai cet aveu de M. Choustoff : « Nos classes supérieures n'ont aucun sentiment de nationalité; elles n'aspirent qu'à vivre à l'étranger, sans s'occuper du bien-être des serfs qu'elles possèdent. Nos soldats, au contraire, ont un véritable culte pour leurs chaumières; mais, s'ils avaient plus d'instruction et de jugement, ils ne se soumettraient pas à la vie misérable qui leur est imposée, et voudraient s'y soustraire par la révolte. » Telle est l'opinion d'un homme qui se dit sincèrement dévoué à son pays. En Russie, les classes supérieures sont, selon lui, hostiles ou indifférentes; les classes inférieures ne sont composées que de brutes qui se soumettent sans murmurer aux misères de leur sort, parce qu'elles n'ont ni l'intelligence du bien-être qu'elles pourraient obtenir, ni la réflexion qui leur ferait mesurer leur abaissement. On ne pouvait plus mal prouver qu'en émettant cette opinion le patriotisme des soldats russes. Nos soldats, en sacrifiant leur vie, agissent par un sentiment d'honneur ou d'ambition qui les pousse en avant; les soldats russes obéissent par instinct au commandement qui leur est donné. Ils n'osent reculer, car derrière eux les officiers les forcent d'avancer. Relâchez les liens de la discipline russe, et l'armée aujourd'hui si docile n'existera plus; ce ne sont pas des hommes que l'on conduit au feu, mais des machines qui s'avancent sans calcul

comme sans élan. Le soldat russe bien dirigé forme, dans les grandes opérations militaires, une masse presque impénétrable, que le canon seul peut briser; mais, pris à part, chaque soldat n'a ni énergie ni adresse; aussi peut-on attribuer au caractère particulier du soldat russe la prolongation indéfinie des guerres du Caucase.

De toutes les autorités russes à Tiflis, l'homme le plus distingué est, sans contredit, le chef de l'état-major, le général Kotzebue. Obligé de correspondre avec tous les gouverneurs de districts, d'ordonner les mouvemens des troupes, il ne peut malheureusement tout surveiller; d'ailleurs, quelle que soit la bonne volonté d'un chef, il lui est impossible de réprimer tous les abus qui existent dans toutes les parties de l'administration. Partageant l'opinion du général en chef, M. Kotzebue désapprouve le système de conquête; il croit qu'il serait facile, au lieu de vouloir affamer les peuples du Daghestan, de les habituer peu à peu à entrer dans des relations suivies de commerce; tous y trouveraient des avantages, et le gouvernement ne serait pas obligé de maintenir dans le Caucase une armée de cent soixante mille hommes.

Je fus étonné de l'unanimité qui règne parmi les généraux de l'armée; tous blâment le système de conquête, aucun n'entrevoit un résultat qui les dédommage des dangers qu'ils courent. Dans mon premier voyage en Géorgie, tous les employés du gouvernement me paraissaient sûrs d'arriver à une pacification complète; aujourd'hui tous sont découragés; ils expriment leur répugnance avec une irritation bien extraordinaire de la part d'hommes soumis au pouvoir despotique de l'empereur. Presque tous maudissent le jour où la Russie a franchi la ligne du Caucase. Les doléances des officiers que je trouvais sur ma route étaient les seules, il est vrai, que je pusse entendre; mais, puisque ceux qui trouvent dans cette guerre un avancement rapide se plaignent de leur service au Caucase, que doivent dire les malheureux soldats qui n'échappent au fer de l'ennemi que pour succomber à des maladies mortelles pour des hommes aussi mal nourris que mal soignés?

Il y a deux ans, six forts ont été enlevés par les Circassiens; ces forts, il est vrai, n'avaient qu'un simple rempart en terre, mais ces remparts étaient défendus par des garnisons de cinq cents hommes, ayant avec eux une artillerie redoutable aux montagnards; les Russes les occupaient depuis le traité d'Andrinople, par lequel le sultan abandonna à l'empereur tout le littoral de la mer Noire. Perdre ces forts, c'était donc reculer. Dans le Daghestan, ce ne sont point des forts

qui tombent au pouvoir des Lezghiens ou des Tchetchens, il n'en existe pas; mais que l'on compte le nombre d'hommes tombés victimes de cette rage d'envahissement, et l'on sera effrayé du chiffre. L'armée du Caucase ne monte, année commune, qu'à quatre-vingt mille hommes; les pertes, causées tant par les maladies que par les guerres, sont de douze mille. Ce chiffre a souvent été dépassé lorsque les Russes ont tenté quelque expédition dans l'intérieur. Dans toutes les escarmouches, le nombre des officiers tués ou blessés est vraiment effrayant; il y a peu de temps, dans une attaque du général Golafieff, sur les bords du Terek, dix-huit officiers furent tués ou grièvement blessés; à peine cent soldats furent mis hors de combat.

Tous les généraux russes veulent établir une comparaison entre leur position au Caucase et la nôtre en Algérie; j'ai toujours combattu ce rapprochement auquel ils se plaisent, tenant à leur prouver que, du jour où la France suivra un système constant, soit de conquête absolue, soit d'occupation restreinte, nous arriverons à une possession tranquille de l'Algérie. Telle n'est pas la position de la Russie, qui, même en envoyant toutes ses forces disponibles dans le Caucase, ne peut anéantir les populations ennemies. Avec cent soixante mille hommes, répartis cette année dans tout le gouvernement du Caucase, les généraux ne se sont pas crus en force pour tenter quelque attaque sérieuse, soit contre les Circassiens, soit contre les Lezghiens. Leur temps s'est écoulé à disputer des projets de construction de forts, à commencer l'établissement d'ouvrages qui cet hiver seront détruits par les populations ennemies. L'armée française, qui n'est guère forte que de quarante mille hommes, a fait avec succès de longues expéditions dans l'intérieur de la régence. Je n'ai pas visité l'Algérie, mais j'avoue que je plaindrais mon pays si notre colonie était livrée aux mêmes désordres et à la même anarchie que le gouvernement du Caucase, et si nous nous trouvions forcés de lutter contre des peuples aussi remarquables par leur bravoure que par leur amour de l'indépendance. Ces deux vertus, en effet, distinguent éminemment les peuples du Caucase, et on ne pourrait voir sans un sentiment douloureux ces hommes de fer tomber victimes de leur patriotisme.

La mission du baron de Hahn, sénateur de l'empire, chargé par l'empereur d'introduire en Géorgie le système civil des autres provinces russes, soulève de violentes récriminations. Tous les officiers contestent l'utilité de la division d'autorité que le nouveau système doit introduire. Les employés civils que l'on enverra en Géorgie commettront, disent-ils, des abus beaucoup plus grands que ceux

qu'on signale aujourd'hui. Au lieu de rendre la justice, ils tourmenteront les habitans par mille petites vexations qu'ils ont évitées jusqu'à ce jour. Le baron de Hahn assure, au contraire, que la nouvelle administration sera un premier pas vers une prospérité réelle, qu'aucun désordre, qu'aucun abus ne pourra désormais échapper à une répression sévère; enfin, à l'en croire, la justice s'exercera avec autant de sagesse que de rapidité. Il se propose de soumettre ses employés à une surveillance si active, qu'ils ne pourront abuser de leur autorité. Le baron de Hahn a passé une année en Géorgie comme chef d'une commission d'enquête; il a parcouru tout le pays et se croit au fait de ses intérêts comme de ses besoins. Je n'ose lui contester le mérite qu'il se reconnaît; j'ajouterai seulement que, venu pour changer la législation d'un pays (ce qui demande une étude approfondie, car toute fausse démarche peut entraîner les résultats les plus fâcheux), le baron de Hahn a dû mettre la nouvelle administration en vigueur à partir du 1er janvier 1841. Le 31 mai, le législateur retournera à Pétersbourg recevoir les complimens de l'empereur, sans attendre que la conduite des employés civils lui permette de juger par lui-même de l'effet des réformes qu'il aura introduites. Cinq mois suffisent pour qu'il y ait en Géorgie apparence d'administration; qu'importe si la marche de cette administration est entravée plus tard? La faute en retombera sur ceux qui en feront partie, non sur celui qui l'aura créée avec cette légèreté, apanage trop fréquent de l'ignorance.

L'empereur veut que le gouvernement du Caucase soit tout-à-fait assimilé à celui d'une province russe; un premier ukase, en supprimant les franchises du commerce dont jouissait la Géorgie, a ralenti le mouvement d'affaires qui commençait à s'établir à Tiflis. Quelques fabricans russes, ne sachant où trouver un écoulement pour leurs marchandises, ont seuls profité de cet ukase, qui a annulé le produit jadis considérable des douanes géorgiennes. Aujourd'hui les lois russes sont imposées à des populations aussi distinctes par leurs habitudes que par leur religion; bientôt le système de recrutement, adopté dans l'intérieur de la Russie, sera mis en vigueur dans la Géorgie et l'Arménie. Seuls parmi les peuples incorporés à la Russie, les habitans de ces provinces ne savent que maudire leur esclavage sans oser secouer leurs chaînes.

Il n'est peut-être pas de condition plus triste que celle du paysan russe, ni de charge plus odieuse que le recrutement tel qu'il se pratique dans l'empire du czar. Le paysan fait soldat doit dire un adieu

éternel à sa famille. Il a cessé d'être la propriété du maître auquel cette famille appartient, il est devenu la propriété de l'état et ne peut plus rejoindre ses foyers. Pendant vingt ans, mal soigné, mal nourri, tantôt sacrifié à l'ambition de ses chefs, tantôt à leur cupidité, il mène la vie la plus pénible et la plus laborieuse. Si c'est une faveur que l'empereur veut accorder aux populations du Caucase en les assimilant aux Russes, je doute que cette faveur soit comprise et appréciée. Si au contraire l'empereur n'a en vue que d'unir plus étroitement ces populations à son gouvernement, en les soumettant aux mêmes charges comme aux mêmes lois, il obtiendra un résultat inverse de celui qu'il espère; car les populations qui tolèrent aujourd'hui le joug russe s'uniront bientôt aux peuples encore indépendans pour protester contre l'état d'asservissement auquel on veut les réduire. Le gouvernement russe a tenté plusieurs fois des recrutemens partiels. Des corps formés de Géorgiens ou de musulmans ont coopéré aux succès des Russes dans les campagnes de Turquie et de Perse; ces mêmes corps ont refusé de marcher, soit contre les peuples de la Circassie, soit contre ceux du Daghestan, et l'on a dû les licencier.

Tout homme sage et de bonne foi reconnaît que l'organisation de l'empire russe exige des réformes fondamentales; pourtant la position des maîtres et de leurs serfs est toujours la même. Pourquoi vouloir qu'un peuple aussi industrieux que l'Arménien, aussi beau et aussi brave que le Géorgien, rampe sous un code de lois barbares que la Russie ne supporte qu'avec peine? Ce n'est qu'en assurant la tranquillité et le bien-être des peuples soumis qu'on peut compter sur leur coopération active; c'est en favorisant la culture d'un pays qui presque partout manque de bras, que la Russie peut se créer des richesses territoriales qui n'existent pas sur son propre sol. Si les Géorgiens, les Arméniens et tous les musulmans soumis deviennent heureux et riches, la vue de leur prospérité séduira les montagnards. Ils ne pourront hésiter à reconnaître que le commerce offre plus d'avantages qu'une vie passée en excursions continuelles pour enlever quelques bestiaux ou surprendre un ennemi imprudent. Malheureusement aujourd'hui la prospérité des peuples soumis à la domination russe n'est qu'un rêve dont la réalisation semble bien éloignée.

Les Géorgiennes, qui ont une réputation de beauté établie dans tout l'Orient, se distinguent par la régularité de leurs traits et la ma-

jesté de leurs formes. Leur peau, d'une blancheur mate, fait ressortir la teinte foncée de leurs cheveux et de leurs sourcils; leur regard lascif inspire une volupté plus voisine de la corruption que d'un sentiment pur. Dans toutes les villes de la Géorgie, les mœurs sont si relâchées, qu'aujourd'hui il est peu de jeunes filles qui ne se vendent plus ou moins cher suivant leur beauté ou leur rang. Une fois mariées, les Géorgiennes ne sortent plus; elles se consacrent aux soins de leur ménage, élèvent leurs enfans, et perdent en les nourrissant tous leurs attraits. L'usage fréquent des bains sulfureux, en détendant les fibres de leur peau déjà molle, détermine chez elles un embonpoint excessif que leur indolence augmente encore; car les Géorgiennes ne savent se livrer à aucun travail, elles dirigent seulement les esclaves qui les servent. La coiffure des Géorgiennes est gracieuse; elle consiste en un petit diadème posé sur le milieu du front; au-dessus est jeté un voile de mousseline blanche qui retombe sur leurs épaules et sur leurs cheveux, divisés en un nombre infini de nattes; une tunique serre leur taille et laisse leur gorge découverte.

La société de Tiflis ne se compose que de généraux ou d'employés du gouvernement. Les familles géorgiennes, en très petit nombre, n'admettent pas les étrangers dans leur sein; elles donnent seulement, à d'assez longs intervalles, quelques grandes réunions que le général en chef est prié de présider. J'assistai à un de ces dîners monotones et sérieux, comme tous ceux où les Géorgiens se trouvent en présence des Russes, qui croient faire honneur aux habitans en venant s'asseoir à leur table. Le caractère des deux peuples est si distinct, il y a entre eux si peu de liens d'affection, que je ne comprends pas qu'ils cherchent des occasions de rapprochement. Les Géorgiennes des premières familles parlent le français plutôt que le russe, mais elles n'ont ni instruction ni conversation; je puis, sans trop de sévérité, dire que les femmes russes que j'ai vues à Tiflis méritent toutes les mêmes reproches. Heureusement je pouvais, en causant avec quelques officiers, recueillir des détails curieux et intéressans sur l'administration et la marche générale des affaires. Je n'eus donc point à regretter une conversation avec des femmes qui se croient grandes dames sans justifier cette prétention ni par l'éducation ni par les manières.

On me raconta, pendant mon séjour à Tiflis, un fait qui donne la mesure de la tolérance religieuse des autorités. Une pauvre femme de la religion grecque fit appeler, dans ses derniers momens, un

prêtre catholique, abjura entre ses mains la religion qu'elle avait professée plutôt par habitude que par conviction, et mourut catholique. Malgré le profond mystère dont cette abjuration avait été entourée, le gouvernement finit par en avoir connaissance; on déclara au prêtre que, si jamais il se trouvait mêlé à quelque nouvelle conversion, on l'enverrait en Sibérie. Le gouvernement russe tend à l'unité de religion, il veut réunir dans une seule main tout le pouvoir temporel et spirituel; tout homme qui ose arrêter sa marche est un ennemi qu'il faut anéantir.

J'obtins du général en chef un ordre qui me dispensait de la quarantaine établie à Ekaterinograd. Cette quarantaine est de quatorze jours pour toutes les provenances de la Géorgie, et n'est supportée que par ceux qui ne peuvent obtenir des autorités la liberté de passage.

Je n'eus, pendant mon séjour à Tiflis, qu'à me louer des autorités; je trouvai les généraux beaucoup plus libres et plus confians que je ne pouvais l'espérer. En exprimant mon opinion sur l'état d'un pays peu connu, je me plais à rendre hommage à des hommes éclairés, qui comprennent qu'on peut signaler des abus déplorables sans être inspiré par un sentiment d'hostilité contre eux ou contre leur gouvernement.

Cinq ans avant ce voyage, je n'avais pas trouvé pour visiter la Géorgie les mêmes facilités. J'avais adressé de Perse, au baron Rosen, des lettres de recommandation que j'avais pour lui; je lui exposais mon désir de me rendre en Géorgie par les bords de la Caspienne, et je le priais de favoriser ce projet. Je comptais m'embarquer de Resch, capitale du Guilan, pour me rendre à Lenkoran, et ensuite à Salian et Bakou. Le général me fit répondre que j'aurais à subir, à Lenkoran, une observation de quarante jours, et Lenkoran se trouvant en dehors des lignes de quarantaine, une nouvelle observation de quarante jours à Salian. Il termina en m'engageant à suivre la route directe pour me rendre à Tiflis, ce que je fus forcé de faire, ne voulant pas me soumettre à quatre-vingts jours d'observation dans des lieux malsains et fiévreux.

Le baron Rosen était jaloux de tous les étrangers; le général Golavine paraît au contraire ambitionner leur bienveillance; il leur accorde sa protection et toutes les facilités qu'ils peuvent désirer : je serais heureux que l'expression de ma reconnaissance pût arriver jusqu'à lui et à son chef d'état-major.

J'avais espéré, avant mon départ de Tiflis, recueillir quelques ren-

seignemens positifs sur le tremblement de terre accompagné d'éruption de lave qui, après avoir ravagé les environs du mont Ararat, s'est fait ressentir à Érivan et à Nakhitchevan. Je ne pus obtenir sur cet évènement que des rapports très incomplets, la relation qui devait en être faite n'ayant pas encore été transmise au général Golavine. Un village arménien de trois cents maisons avait été enseveli pendant la nuit sous des courans de lave et des torrens d'eau accompagnés de plusieurs secousses. Maisons et habitans, tout fut entraîné, le village entier fut détruit, et il ne resta d'autre trace de son emplacement qu'un espace sillonné par les laves. Le général Golavine m'assura qu'aussitôt que le rapport officiel lui serait parvenu, il s'empresserait de le publier pour attirer l'attention du monde savant sur un fait aussi curieux. C'est la première fois en effet que le sol de l'Arménie, tourmenté par les tremblemens de terre, est ravagé par une éruption de lave. On retrouve pourtant sur un des sommets de l'Ararat des traces d'un volcan éteint. Les habitans vont en ce lieu chercher du soufre pour leurs besoins.

Je m'éloignai de Tiflis par la route militaire qui réunit la Géorgie aux autres provinces russes. Quinze jours auparavant, les communications avaient été interrompues sur cette route par un débordement du Terek qui interceptait tout passage. Un courrier russe, chargé de dépêches pour le général en chef, avait seul trouvé moyen de franchir cet obstacle en faisant jeter d'une rive à l'autre un câble auquel on suspendit une corbeille assez forte pour le porter. En se glissant le long du câble, il parvint à traverser un torrent impétueux qui mit plus d'une fois sa vie en danger.

A peine avais-je laissé derrière moi les barrières de Tiflis que j'entrai dans un pays aride. Parfois je me rapprochais des bords du Kour, embellis par des jardins et les kiosques de quelques riches Géorgiens. Je passai le Kour sur un pont en bois, en face de Mescket. La forteresse et l'église de ce village ont été élevées par les souverains de la Géorgie; les murs crénelés sont assez forts pour offrir une résistance en cas d'attaque des montagnards.

Ce n'est qu'à une distance de cinquante verstes de Tiflis que l'on retrouve des bois; les Russes ont détruit toutes les forêts qui avoisinaient la capitale de la Géorgie. Chaque année la destruction continue, et les montagnes qui environnent la petite ville de Douschet commencent à se dégarnir. Après avoir dépassé Douschet, je dus descendre presque aussitôt dans la vallée de Khev, au fond de laquelle

roule l'Aragoa, et j'arrivai à Ananour, où je trouvai des troupes venant de Russie et destinées à compléter les régimens cantonnés dans le Caucase. Je remarquai Passananour comme un des plus jolis sites de la route que je suivais au milieu d'une longue et étroite vallée fermée par des montagnes dont de beaux arbres couronnent le sommet. L'Aragva anime le paysage, que les grands mouvemens de la nature ont marqué d'un caractère imposant. Le jour venait de cesser, et de tous côtés brillaient des feux de bivouac autour desquels des caravanes de marchands ou de soldats s'étaient serrées pour se défendre du froid, car le voisinage des montagnes amène un notable changement dans la température.

Nous suivîmes la vallée de Passananour jusqu'à Beidar; puis, commençant à nous élever lentement, nous parvînmes par une route difficile et mal entretenue jusqu'à Kaischaour : toute végétation avait presque cessé. Nous dûmes pourtant nous élever encore jusqu'au sommet de la montagne de la Croix, c'est-à-dire à une hauteur de quatorze cents toises. Nous descendîmes ensuite jusqu'à Kobi; je remarquai, avant d'arriver à ce poste militaire, un pont naturel vraiment curieux. L'eau, s'étant frayé un passage au milieu des nombreuses couches de glace et de neige accumulées pendant l'hiver, y avait taillé pour ainsi dire un pont d'une seule arche légèrement suspendu sur le torrent. De tous côtés jaillissent, dans ces hautes régions, des sources minérales qui produisent, dit-on, des effets salutaires. Les Russes vantent beaucoup aussi la grandeur des effets que présentent ces montagnes; je ne puis m'extasier avec eux sur les précipices que j'entrevis : j'avoue d'ailleurs que je n'aime pas les montagnes arides. De Kazbek à Wladi-Cawkas, la route a cependant un caractère de majesté qu'on cherche en vain sur les autres points. Le Terek en cet endroit se précipite avec fracas au milieu d'immenses blocs de granit qu'il entraîne fréquemment dans son cours rapide; des rochers à pic s'élevaient au-dessus de nos têtes, laissant à peine un étroit passage pour nos chariots de poste. Souvent nous traversions le Terek sur des ponts en bois jetés d'une rive à l'autre. Des pointes de rochers qu'il faut tourner resserrent tellement le passage, que ce n'est qu'en suivant tous les contours du Terek qu'on a pu rendre la route praticable. J'arrivai au poste de Dariel. On a placé là une compagnie d'infanterie et de l'artillerie pour défendre le point le plus resserré du passage des piles caucasiennes; il fallut montrer nos passeports à l'officier qui commande ce poste.

La route s'élargit avant d'arriver à Wladi-Cawkas, située à l'entrée de la gorge et au milieu d'une plaine arrosée par le Terek. Des pelouses magnifiques, couvertes de verdure, prouvent le parti que l'on pourrait tirer de la fertilité du terrain. Les incursions des Circassiens et des Tchetchens ont empêché jusqu'ici les Russes de mettre à profit les richesses du sol. J'entrai à Wladi-Cawkas en traversant un beau pont en bois sur le Terek : Wladi-Cawkas est un point militaire important, deux régimens s'y trouvent cantonnés; la ville est d'ailleurs fort irrégulière. Quelques bazars, des casernes et des édifices du gouvernement, construits en bois, sont jetés sans ordre dans l'enceinte en terre qui sert de rempart.

Le passage des portes caucasiennes étant assez souvent interrompu par les avalanches du Kazbek ou les débordemens du Terek, et une escorte étant nécessaire pour se rendre de Wladi-Cawkas à Ekaterinograd, Wladi-Cawkas se trouve l'entrepôt forcé de toutes les marchandises qui viennent à Tiflis ou qui en arrivent; aussi tous les soldats colonisés n'ont-ils d'autre industrie que de louer leurs chevaux aux voyageurs. Wladi-Cawkas pourrait devenir le centre d'un commerce actif avec les montagnards, si ceux-ci y trouvaient des avantages qu'il serait d'une bonne politique de leur accorder. Les montagnards craignent d'ailleurs d'être en contact avec les soldats russes; ceux-ci affectent avec eux un ton de supériorité et de commandement qui doit exciter leur dégoût. Les Arméniens ou les Géorgiens sont les seuls peuples qui réussiraient dans des transactions commerciales avec les tribus encore indépendantes.

Les autorités russes ne comprennent qu'une chose, l'emploi de la force brutale; elles cherchent à faire reculer les populations ennemies, non à les ramener à elles; aussi les mesures de civilisation dues à la Russie ne consistent qu'en des pierres jetées au hasard sur toutes les routes. Une forteresse est achevée, une autre se commence; les années se succèdent pendant qu'on élève ces constructions, et la même incertitude continue à régner à peu près partout. Les Russes ne sont maîtres que des forts qu'ils occupent militairement.

Les soldats qui ont accompli quinze et vingt ans de service ont été placés dans des colonies militaires; dix de ces colonies ont été établies entre Wladi-Cawkas et Ekaterinograd, et assurent quelque sécurité aux voyageurs; pourtant ils ne peuvent encore ni se passer d'une escorte ni faire route pendant la nuit. Le principe qui a déterminé la création de ces colonies est digne d'éloges : en utilisant de vieux

soldats comme cultivateurs, on doit arriver à des résultats avantageux; mais il faut leur donner les moyens de se procurer tout ce qui est nécessaire à la culture, en leur abandonnant les profits, et ne pas les astreindre à un service militaire trop actif. Ces établissemens forment d'ailleurs des redoutes avec double rempart en terre, des palissades en bois et du canon. Les colonies militaires n'ont été créées que depuis deux ans : auront-elles le sort de tous les établissemens russes? L'avenir seul peut répondre à cette question.

Une plaine tout unie, entrecoupée seulement de quelques cours d'eau, s'étend jusqu'à Ekaterinograd; à notre droite, nous apercevions les hauteurs du Daghestan, à gauche les sommets élevés des monts de la Circassie. Nous ne pûmes distinguer l'Elbrouz, un brouillard épais couvrait les montagnes. J'arrivai à la quarantaine d'Ekaterinograd. Nos effets, placés quelques instans dans une chambre, nous furent rendus après avoir été parfumés. Traversant en bac le Terek, j'entrai à Ekaterinograd, petite ville régulièrement bâtie en bois, où le passage continuel des troupes et des marchandises entretient seul un peu de mouvement. D'Ekaterinograd à Stavropol, je dus traverser presque constamment des steppes unies ou de légères collines dépouillées de bois. Quelques petites villes, Géorgiesk, Alexandrow, s'élèvent sur la route. J'eus la pensée de m'arrêter à Bechpaghir, pour assister à la bénédiction de l'église, qui devait avoir lieu le lendemain; je voyais de tous côtés des femmes venant assister à la fête religieuse et profane dont cette cérémonie était l'occasion. L'idée de me trouver entouré de gens dont je ne comprendrais pas la langue, car les habitans ne parlent que le russe, me fit renoncer à ce projet; je vins donc me reposer des fatigues de la route à Stavropol. Au moment où j'entrais dans la ville, je remarquai des soldats d'artillerie avec une batterie de campagne, qui se dirigeaient sur les bords du Terek, pour prendre part à une expédition que devait commander le général Grabbe.

La distance de Tiflis à Stavropol est de cinq cents verstes. Je ne puis m'expliquer les motifs qui ont fait choisir pour la construction d'une ville l'emplacement qu'occupe Stavropol. On ne saurait guère imaginer de situation plus désagréable. Stavropol s'élève sur une colline entièrement nue et au milieu d'une plaine complètement dégarnie de bois : on ne trouve de l'eau qu'à plus de deux verstes de distance; les rues sont d'une largeur démesurée, et un grand intervalle règne entre toutes les maisons, construites en bois. Le but de

cet isolement est, en cas d'incendie, d'empêcher la destruction de la ville.

Je me rendis chez le général Grabbe, qui me parla de ses expéditions contre Chamyl; il m'assura que dans cinq ans le Daghestan serait pacifié, mais il n'a pas le même espoir quant à la Circassie. — Nous n'arriverons jamais, me disait-il, à soumettre ces peuples à cause de leurs communications avec la Turquie. — Le général Grabbe allait partir pour une expédition sur les bords du Terek. Des fautes graves, commises par le général Golafieff, avaient compromis les troupes, et sa présence était devenue nécessaire. Les officiers qui entourent le général Grabbe sont loin de partager son opinion. Tous redoutent la guerre religieuse prêchée par le prophète du Daghestan, tous conviennent aussi qu'ils ne font aucun progrès, car ils avancent sur un point et reculent sur un autre. Les forteresses qui s'élèvent sont cernées par les montagnards, et les communications ne peuvent avoir lieu que protégées par des forces supérieures; la défense de ces redoutes exige de nombreuses garnisons et entraîne une grande perte d'hommes, causée par les maladies. Des aides-de-camp de l'empereur sont envoyés pour prendre part aux expéditions de l'intérieur. Habitués à la vie de Pétersbourg, ils ne savent pas conduire les troupes dans une guerre qui demande une prudence consommée et la connaissance parfaite du pays. On me cita un de ces aides-de-camp, le prince Belosesky, qui avait imprudemment aventuré deux régimens de Cosaques dans des défilés où ils furent presque tous massacrés par les Tchetchens et les Lezghiens.

Le découragement que je remarquai à Tiflis règne aussi à Stavropol; les officiers sont fatigués d'expéditions sans gloire et sans résultats. Le général Grabbe a sous son autorité tout le Daghestan, toute la Circassie et soixante mille hommes de troupes. Vingt mille soldats se trouvent sous les ordres particuliers du général Ravieski. Cet officier commande en Circassie, et c'est à lui qu'est confiée la garde des forts que les Russes ont sur la côte : toutes ces troupes font partie du corps détaché du Caucase placé sous le commandement supérieur du général Golavine.

Stavropol est un lieu d'exil pour beaucoup de conjurés compromis dans la conspiration de 1825; quelques-uns de ces conjurés sont revenus de Sibérie, mais, descendus au rang de simples soldats, ils ne peuvent obtenir le grade d'officier qui leur serait nécessaire pour demander leur démission.

Le général Grabbe me proposa de visiter les nouvelles forteresses qu'il fait élever sur les bords du Kouban; une suite de redoutes commençant à Pretchnoiokop doit être établie jusqu'à Tifliskaia. Des colonies militaires seront créées pour occuper tout cet espace formé par le circuit du Kouban; les populations qui habitaient cette plaine se sont retirées dans l'Abkazie, ne voulant pas se soumettre aux Russes. Le terrain est, dit-on, riche et fertile, mais le voisinage des Tcherkesses empêchera toute culture, et il sera difficile, je pense, de résister aux incursions fréquentes que tenteront ces montagnards pour enlever les bestiaux des colons.

Le général Grabbe me paraissait enchanté de la construction de ces forteresses, qui devaient, disait-il, mettre en valeur un immense terrain jusqu'alors abandonné. Je ne comprends pas, je l'avoue, l'utilité de ces dépenses, car ce n'est pas l'espace qui manque aux Russes: rien ne les empêche d'occuper les plaines du Kouban, qui sont marécageuses et malsaines; mais leur position ne changera pas, tant qu'ils ne pourront sans péril s'aventurer dans les montagnes.

En quittant Stavropol, je traversai quelques collines peu élevées, et presque entièrement dégarnies de bois. Les relais de poste sont établis dans des redoutes, servant également de colonies militaires aux Cosaques. De distance en distance, à mesure que l'on se rapproche du Kouban, on trouve des postes de Cosaques qui veillent pendant le jour, afin d'avertir les colons dans le cas où ils auraient à craindre une incursion des Tcherkesses; la nuit, ces Cosaques rentrent dans les redoutes.

Huit régimens ont été colonisés pour la défense de la ligne qui part de l'embouchure du Terek dans la Caspienne, et se prolonge jusqu'à celle du Kouban dans la mer Noire. Le chiffre de cette population s'élève en tout à quarante mille hommes; le nombre des combattans fournis pour les régimens expéditionnaires est à peu près de six mille. Ces Cosaques, originaires de l'Ukraine, sont habitués à la guerre contre les Tcherkesses; ils peuvent lutter contre eux sans trop de désavantages, surtout appuyés comme ils le sont par de l'artillerie. Presque tous possèdent des bestiaux qui forment leur principale richesse. Toutes ces colonies sont organisées pour la guerre; un rempart et des fossés les entourent; dans l'intérieur de cette enceinte, de petites maisons en bois s'élèvent, isolées les unes des autres, et forment plusieurs rues qui partent toutes d'un même centre. Dans quelques colonies, le gouvernement impose aux habitans l'obligation

de planter des arbres devant leurs portes. Si cet usage était généralement adopté, les colonies se trouveraient abritées par d'agréables ombrages qui serviraient en outre à purifier l'air.

Ce n'est qu'à Oustlaba que l'on se rapproche des bords du Kouban. Du côté de la Russie, la rive du fleuve est assez escarpée; l'autre rive me parut marécageuse, des roseaux et des joncs s'étendaient à perte de vue. La largeur du Kouban est de vingt à vingt-cinq mètres, le pays ne change pas d'aspect jusqu'à Ekaterinodar. Ce sont toujours des plaines, riches en pâturages, qui ne sont entrecoupées que de quelques buissons peu épais. J'avais devant les yeux les montagnes du Caucase, qui, s'élevant vers le centre, s'abaissent d'un côté vers Vladi-Cawkas, et de l'autre vers la mer Noire. A la distance où j'étais, ces montagnes me paraissaient peu élevées, et je m'étonnai que les Russes ne fussent pas encore parvenus à s'en rendre maîtres. Les seuls obstacles que la nature oppose à l'homme sont des marécages produits par les nombreux torrens ou rivières qui viennent se réunir au Kouban.

Les Cosaques de mon escorte me montrèrent un *aoul* (village) tcherkesse situé à quelque distance du Kouban. Des arbres couvrent les maisons, que je ne pus distinguer. Ce village est indépendant, et les habitans traversent souvent le Kouban pour enlever des bestiaux ou faire des prisonniers : c'est un des postes les plus avancés des *Noutakhaits*.

Ekaterinodar est la résidence de l'hetman des Cosaques, le général Zavadosky. J'y remarquai une très grande église, construite il y a près de vingt ans; elle est toute en bois, ainsi que les autres édifices de la ville. Le général Zavadosky me dit que cette année aucune expédition importante n'avait été entreprise; les Russes s'étaient contentés de réunir les matériaux nécessaires pour reconstruire les forts détruits par les Tcherkesses en 1840. Les incursions sur le Kouban sont plus rares et occupent moins de troupes qu'il y a quelques années. Des Circassiens isolés cherchent encore quelquefois à surprendre des bestiaux ou des hommes sans défense, et, quand ils ont réussi, s'enfuient aussitôt pour cacher leur butin; dans les engagemens avec les postes de Cosaques, ils se bornent presque toujours à l'échange de quelques coups de fusil.

Les Circassiens viennent parfois vendre leurs bestiaux au marché d'Ekaterinodar, et prennent en échange du sel et quelques étoffes. Il n'y a aucune régularité dans ces échanges, dont l'importance varie

suivant les dispositions plus ou moins hostiles des montagnards, ou l'abondance de leurs récoltes. Ekaterinodar n'est qu'une colonie sur un plan plus vaste que celles que j'avais traversées depuis Stavropol. Les officiers et l'état-major des Cosaques y ont leur résidence; toutes les affaires un peu importantes sont soumises à la décision de l'hetman, qui désigne aussi les hommes que chaque colonie doit fournir pour le service militaire.

D'Ekaterinodar jusqu'à Kopil, on suit toujours une plaine ou plutôt d'immenses steppes. Je passai le Kouban dans un bac à Kopil, et m'enfonçai au milieu des roseaux qui, couvrant les bords du Kouban, s'étendent jusqu'à Temrouk. C'était là un des points les plus périlleux de ma route; je dus prendre une nombreuse escorte pour pouvoir continuer mon voyage sans danger. De verste en verste, des Cosaques sont placés en sentinelles sur des espèces de belvéders élevés de vingt pieds au-dessus du sol; ils dominent ainsi le terrain qui les environne et peuvent donner l'éveil lorsqu'ils voient un ennemi se glisser dans les roseaux.

Temrouk est située à l'entrée d'une langue de terre qui se termine à Thaman, petite ville peu importante à cause de la difficulté des communications avec l'intérieur. Si les Russes, au lieu de créer des forteresses au hasard, s'occupaient d'établir des routes sûres pour les marchandises, Thaman deviendrait un entrepôt considérable pour les colonies de la ligne. A peu de distance de Thaman sont des volcans remplis d'une boue mélangée de naphte. On s'est servi dernièrement avec succès de cette boue comme asphalte. La distance de Thaman à Stavropol est de quatre cent quarante verstes.

De Thaman je me rendis à Kertsch. J'étais arrivé au terme de mon excursion dans les provinces russes du Caucase. Kertsch fait partie du gouvernement de la Crimée. Je trouvai dans cette dernière ville le général Ravieski; il m'assura que la position des Russes en Circassie était dans les conditions les plus favorables, et que peu d'années suffiraient pour amener une pacification complète; il ajouta : « La Circassie sera certainement pacifiée, mais la guerre religieuse du Daghestan doit nous causer de sérieux embarras. » Je lui rapportai alors l'opinion émise devant moi par le général Grabbe, juste le contraire de la sienne, et j'avouai que, du jugement porté par deux hommes si bien en position de connaître le Daghestan et la Circassie, je ne pouvais conclure que l'impossibilité pour les Russes de réussir dans leurs projets de conquête.

J'appris que, dans une assemblée de *Noutakhaits*, réunis par le

général Ravieski pour délibérer sur des mesures de pacification à adopter, il y avait eu une telle diversité d'avis, que l'assemblée s'était séparée sans rien résoudre, ne voulant admettre la pacification que lorsque les Russes s'engageraient à ne pas relever les forteresses détruites. Les hostilités continuaient donc; mais les Russes, occupant quelques points du littoral, n'osaient s'avancer dans l'intérieur. Les garnisons des forts, recevant leurs provisions par mer et souvent à de longs intervalles, souffraient beaucoup du scorbut et des fièvres malignes.

Le général Ravieski me raconta la triste scène dont en juin 1838 il avait été le témoin. Plusieurs bâtimens de guerre étaient mouillés dans la baie d'Anapa, lorsque survint une tempête si violente que tous furent jetés à la côte. Le général vit les matelots se noyer sous ses yeux sans pouvoir leur porter secours; le vent empêchait qu'on pût mettre un seul canot à flot; les Circassiens descendus des montagnes enlevaient les hommes qui se sauvaient à terre. Une frégate à vapeur, nouvellement arrivée d'Angleterre, dut chauffer pour pouvoir se maintenir sur ses ancres. Malgré la force des machines, elle fut aussi jetée à la côte et perdue entièrement. Plus de douze vaisseaux de ligne, frégates et corvettes, et deux bâtimens à vapeur, firent naufrage sur les côtes de Circassie, brisés par cet ouragan dont la violence défie toute description. Les Circassiens emmenèrent un grand nombre de prisonniers et enlevèrent toutes les provisions, tout l'argent et le fer des bâtimens qui, ne se trouvant pas sous le canon des forts, vinrent se perdre sur leurs côtes. La Russie perdit ainsi, en quelques heures, des sommes immenses, et les Circassiens, exaltés par le malheur qui venait de fondre sur elle, considérèrent cet ouragan comme une punition du ciel infligée aux ennemis de leur indépendance.

Entré en Géorgie au mois d'août 1840, j'avais consacré trois mois à parcourir les différentes divisions du Caucase, consultant toutes les personnes qui pouvaient me donner des renseignemens sur ces pays, que je désirais connaître. Les Russes enveloppent leurs expéditions dans le Daghestan et la Circassie du mystère le plus complet; on ne parvient que rarement à connaître sur ces guerres une partie de la vérité. Pourtant, de l'opinion émise par tous les généraux et officiers, du mécontentement général que j'ai remarqué, j'ai dû conclure que les Russes étaient entrés dans une mauvaise voie d'où ils ne pourront sortir qu'en accordant aux peuples du Daghestan et de

la Circassie une indépendance presque complète. Il y aurait folie à persévérer dans des sacrifices d'hommes et d'argent qui ne produisent aucun résultat. Avant de penser à s'agrandir et à s'étendre, la Russie doit introduire des changemens notables dans son administration. Ce n'est qu'en accomplissant de nombreuses réformes et en consultant les intérêts des peuples chrétiens et musulmans du Caucase que les Russes peuvent espérer de se les attacher un jour par les liens d'une amitié durable.

La mission du baron de Hahn est une faute qui doit entraîner de graves conséquences. En voulant soumettre les Géorgiens et les Arméniens aux lois générales du royaume, la Russie a éveillé leur inquiétude; l'incorporation des provinces du Caucase dans le système des douanes de l'empire avait déjà causé un vif mécontentement, car elle arrêtait l'élan du commerce qui se développait en Géorgie, compromettait les fortunes engagées dans des rapports commerciaux avec la Perse et la Turquie, et favorisait les négocians russes au détriment des Arméniens. En se rattachant à la Russie, les Arméniens avaient cru pourtant que cette puissance leur offrirait plus de sécurité et plus d'avantages dans leurs transactions que les autorités turques.

Les provinces allemandes placées sous la domination de la Russie obéissent à des lois différentes de celles qui régissent le reste de l'empire. Elles ont conservé des garanties contre le despotisme du czar et une constitution conforme à une civilisation beaucoup plus avancée que celle de la Russie. Pourquoi les provinces du Caucase n'obtiendraient-elles pas les mêmes avantages? Le système d'administration est si vicieux en Russie, que les hommes appelés à diriger les affaires reconnaissent eux-mêmes les abus qui se commettent. Les réformer et non les étendre devrait être le but de leurs efforts. Au lieu d'imposer aux provinces du Caucase des tribunaux semblables à ceux de la Russie, et jugeant d'après des lois applicables à des hommes qui sont tous ou nobles ou serfs, pourquoi ne pas se livrer à une étude sérieuse des principes qui gouvernent les peuples du Caucase? La Russie ne pourrait-elle, prenant en considération le degré de civilisation, les habitudes et les mœurs de ces peuples, chercher à donner à chacun les garanties qui doivent assurer la tranquillité et la prospérité du pays?

L'empereur exprime un désir, et chacun s'empresse de s'associer à ses vues sans oser émettre un doute sur l'utilité du résultat qu'on poursuit. L'empereur veut que la Géorgie soit assimilée aux autres provinces de la Russie; le baron de Hahn part pour introduire dans le

Caucase l'administration civile. M. de Hahn, malgré toutes les illusions qu'il se fait, ne croit pas bien fermement à la durée du régime qu'il vient établir, car il compte s'éloigner de la Géorgie aussitôt après la mise en activité du nouveau système; mais il aura satisfait l'empereur, et dans un gouvernement despotique plaire au maître est le seul but qu'on se propose; on s'inquiète peu du bien-être des populations; les hommes d'un caractère indépendant sont dans la disgrace, car ils n'exécutent pas assez promptement les volontés d'un souverain qui doit être pour tous le seul maître après Dieu.

Cette attitude servile des autorités vis-à-vis de l'empereur, dans un état aussi étendu que la Russie, a des conséquences fâcheuses pour la prospérité générale. Un gouverneur reçoit un ordre, il doit l'exécuter sans se préoccuper des inconvéniens. Nulle part plus qu'en Russie, on ne trouve de grands travaux abandonnés; si par hasard on les termine, on les laisse bientôt se détruire faute d'entretien. Vous traversez un pont de pierre, qui de loin vous a paru magnifique, vous êtes tout étonné de trouver au milieu de larges crevasses; le gouverneur a reçu l'ordre de construire ce pont, les ordres ont été exécutés. Qu'importe ensuite s'il tombe en ruines? Le gouverneur n'est pas chargé de l'entretenir. Il en est de même de tous les grands établissemens, qu'on voit périr faute d'hommes qui veuillent songer à leur entretien : en Russie, on ne pense qu'au présent, et on oublie l'avenir. Combien d'immenses travaux ont été entrepris et abandonnés, les sommes qui devaient être consacrées à leur achèvement ayant été détournées pour enrichir quelque employé! Un fait peut servir d'exemple : tous les vaisseaux russes qui se construisent dans la mer Noire, ne durent jamais plus de dix ans; pourtant les forêts de la Russie fournissent en abondance des bois d'excellente qualité; mais, la construction des bâtimens étant livrée à des entrepreneurs, ceux-ci gagnent leurs surveillans et emploient des matériaux de rebut. Après cinq ans, un vaisseau russe est déjà vieux, et après dix ans il est hors de service.

Plus sûrement que l'Angleterre, qui subordonne toute pensée politique à son éternel but de la domination des mers, la Russie pourrait devenir un jour l'alliée de la France. Le moment n'est pas encore venu où les intérêts commerciaux doivent rapprocher les deux peuples. Aujourd'hui la Russie a donné tout pouvoir à l'Angleterre en Orient par le traité du 15 juillet. Attendons l'effet des exigences du cabinet britannique, et nous verrons bientôt la Russie, regrettant ses concessions, se souvenir que son ennemie la plus

acharnée est l'Angleterre, que partout les Anglais se trouvent en opposition avec elle. Que nous fait le système de gouvernement adopté par les Russes? Ce qu'il nous importe, c'est que la Russie, comprenant ses véritables intérêts, unisse ses forces aux nôtres. Les fautes des cabinets européens ont amené la domination anglaise à un degré d'orgueil qui doit la perdre le jour où la France et la Russie oublieront les différences qui existent entre leurs formes de gouvernement et leurs civilisations, pour ne s'occuper que des intérêts matériels qui doivent les unir.

Les Cosaques, décimés par les guerres du Caucase, commencent à montrer un esprit de rébellion que la Russie doit chercher à combattre. Ce n'est qu'en renonçant à une guerre inutile pour servir, par de sages et lentes réformes, la cause de la civilisation, que l'empereur mettra fin au désordre qui règne dans le Caucase, et comprimera un mécontentement qui peut devenir sérieux, si quelque échec imprévu compromettait l'armée russe.

Cent soixante mille hommes de troupes n'ont pu, cette année, amener la soumission d'aucune peuplade. Au contraire, des tribus tranquilles jusqu'alors se sont soulevées pour soutenir leurs coreligionnaires. Pourquoi lutter plus long-temps? L'épreuve a été assez longue et assez terrible. La Russie ne peut se rendre maîtresse par les armes du Daghestan, ni de la Circassie. Conquérir ces provinces par les voies plus sûres de la civilisation et du commerce, tel doit donc être son seul but à l'avenir. Mais pour obtenir, en suivant ce nouveau système, des résultats heureux, il faut ménager la susceptibilité des peuples indépendans, connaître leur caractère, respecter leurs préjugés, leurs croyances, et surtout agir avec franchise, avec loyauté. Cette dernière condition n'a guère été remplie jusqu'à présent par les autorités russes, qui mettent à prix la tête des montagnards que signale leur bravoure ou leur influence. Si, au lieu de s'obstiner à poursuivre la conquête des provinces du Caucase, l'empereur employait sa force de volonté à leur assurer une prospérité toujours croissante, en leur octroyant un système de lois applicable à leur civilisation actuelle, il rendrait à la Russie sa liberté d'action dans les guerres que l'état de l'Europe pourrait amener plus tard. L'influence de la Russie trouve aujourd'hui des adversaires dans tous ceux qui la voient tendre, par le progrès de ses armées, à l'anéantissement des populations du Caucase; l'appui et l'approbation de tous seront au contraire acquis à cette influence, dès qu'elle se dévouera uniquement à la civilisation. Améliorer le sort de ses sujets encore

barbares en Europe et en Asie est un noble et beau triomphe que l'empereur devrait se proposer; cette tâche est d'autant plus difficile, que la Russie manque d'hommes capables de comprendre et de réaliser les améliorations réclamées par l'état du pays. Malheureusement de longues années s'écouleront peut-être encore avant que les Russes aient reconnu combien leur système actuel est peu fait pour assurer le bien-être des populations que le sort des armes a remises en leur pouvoir. Aujourd'hui la puissance de la Russie n'est qu'extérieure; les peuples subjugués sont froissés chaque jour dans leurs intérêts, dans leur religion; ils sont dépendans sans être dévoués : tant qu'un pareil état de choses subsistera dans le Caucase, la Russie ne pourra s'y maintenir que grace à un nombre considérable de troupes. Combien d'années cette lutte durera-t-elle ? Nul ne peut le prévoir; mais je crois que les succès des Circasssiens et des Lezghiens amèneront l'empereur à un changement de politique. Ces succès, se prolongeant, décideront probablement les Cosaques à refuser les nouvelles levées exigées par ces guerres cruelles, et l'empereur ne voudra pas compromettre la popularité de son gouvernement en assumant la sanglante responsabilité d'une lutte continuée sans but utile, sans espoir de résultats avantageux pour la Russie; car ce n'est ni le sol ni l'espace qui manquent à son gouvernement, mais une population forte, industrieuse et libre.

LE C^TE DE SUZANNET.

LA

DIVINE ÉPOPÉE

PAR M. ALEXANDRE SOUMET.

Les Français n'ont pas la tête épique! — Telle est la plainte déjà bien ancienne et bien usée qui se formule à l'apparition de chaque épopée; c'est là une de ces assertions en manière d'axiome que nous ne discuterons pas. Toujours est-il que, si les Français n'ont pas la tête épique, cela ne les empêche cependant pas de faire des épopées. On dirait que la nation s'est piquée d'honneur et de tout temps ait essayé de combler cette lacune déshonorante dans notre littérature; en effet, il est douloureux pour un peuple bien situé sur la carte de l'Europe d'être entièrement dénué de poème épique. — Les Grecs ont *l'Iliade* et *l'Odyssée*, les Latins *l'Énéide*, les Italiens *la Divine Comédie*, le *Roland furieux*, la *Jérusalem délivrée;* l'Angleterre a le *Paradis perdu*, l'Allemagne les *Niebelungen* et *la Messiade*, le Portugal *la Lusiade*, l'Espagne *l'Araucana*, l'Inde *Nal et Damayanti*, la Perse *le Livre des Rois;* nous autres nous n'avons rien, c'est-à-dire *la Henriade*.

Pourtant la liste des poèmes épiques connus en France, à partir de *la Franciade* de Ronsard, tiendrait à elle seule un volume, si l'on avait la patience d'en faire le relevé. Sous le règne de Louis XIII,

cette idée de doter la France de l'épopée qui lui manquait agita les cerveaux de tous les poètes : de mémoire nous en citerions une douzaine, *la Pucelle* de Chapelain, le *Saint Louis* du père Le Moine, le *Clovis* de Desmarets, le *Moïse sauvé* de Saint-Amant, l'*Alaric* du sieur de Scudery, la *Madeleine au désert* du père Pierre de Saint-Louis, le *Constantin* du père Mambrun, le *Martel* de M. de Boissat, le *Saint Paul* de monseigneur l'Evêque de Vence, et bien d'autres enfoncés au plus profond des eaux noires de l'oubli, tous parfaits, tous construits selon les lois de l'architectonique, de la symbolique, de l'ésotérique, et autres recettes admirables, chefs-d'œuvre auxquels il ne manque, pour pouvoir être lus, qu'une toute petite chose bien dédaignée, bien repoussée aujourd'hui par les mystagogues et les rêveurs à grandes prétentions.... la forme, rien que cela!

Sous l'empire et au commencement de la restauration, il y eut recrudescence d'épopées; Népomucène Lemercier, novateur malheureux que l'absence de style empêcha d'être un poète, en a fait trois ou quatre à lui seul, *l'Atlantide*, *Attila*, les *Chants catalaniques*, *Alexandre*, *Homère* et *la Panhypocrisiade*, poème bizarre où se joue devant les démons la grande comédie du XVIe siècle. On cite encore le *Philippe-Auguste* de M. Parceval de Grand-Maison, *la Pucelle d'Orléans* de M. Lebrun des Charmettes, *la Caroléïde* de M. d'Arlincourt, la *Philippide* de M. Viennet.

Les contemporains ont aussi tenté le poème épique. Il n'est pas besoin de rappeler aux lecteurs de cette *Revue* l'*Ahasvérus*, le *Napoléon* et le *Prométhée* de M. Edgar Quinet. M. de Lamartine a fait, outre *Jocelyn*, *la Chute d'un Ange*, poème dont l'étendue et le style sont des plus épiques. Il nous semble, d'après cela, que nous ne sommes pas si dénués d'épopées que nous en avons l'air.

M. Alexandre Soumet a-t-il enfin doté la France de l'épopée si impatiemment attendue? c'est là la question, *that is question*, comme dit Hamlet.

Nous allons tâcher de faire entrer dans le cadre étroit d'une analyse ce gigantesque poème qui n'a pas moins de deux vol. in-8°.

L'invocation sacramentelle est remplacée par une vision d'apocalypse où le poète voit un aigle symbolique planer et lutter dans un ciel orageux avec une effroyable tempête : à travers la noire épaisseur des nuées, l'aigle tâche de diriger son vol vers le soleil; mais le soleil agonisant pâlit et s'efface, et la tempête triomphante au milieu d'un déluge d'éclairs foudroie l'astre et l'oiseau, car les derniers jours du monde sont arrivés : une plume à demi brûlée s'échappe de l'aile

de l'aigle mourant et tombe en tournoyant sur la terre des hommes, et le poète la recueille, comme saint Jean dans l'île de Pathmos, pour qu'elle lui serve à tracer « les récits étoilés de son drame mystique. » — Tu seras peut-être foudroyée de nouveau, s'écrie le poète en s'adressant à la plume, mais nul ne peut se refuser à l'inspiration, et il faut la suivre où elle nous conduit comme Dante suivait le laurier de son maître Virgile; on n'a pas le droit de désobéir à l'esprit évoqué.

L'univers n'est plus. — Dieu a replié la création et l'a serrée dans les magasins du chaos, comme une décoration de théâtre quand le spectacle est fini. Il n'y a plus rien que le paradis et l'enfer, pour que l'éternelle justice puisse s'accomplir. — Le paradis a toujours été l'écueil des opéras et des poèmes épiques. Dante lui-même, et MM. Feuchères, Séchan, Dieterle et Desplechins, y ont médiocrement réussi. Notre terre, qui peut fournir d'innombrables variétés de douleurs, est bien stérile en images heureuses. Quand le poète a peint son ciel avec l'outre-mer le plus pur, qu'il a doré ses étoiles et ses auréoles à neuf, qu'il a illuminé *à giorno* du gaz sidéral le plus éclatant les palais de sa Jérusalem céleste, qu'il a mis un lis de Saron dans la main de chacun de ses bienheureux, qu'il a bourré ses cassolettes et ses encensoirs de toutes sortes de parfums bibliques ignorés d'Houbigant et de Laboullée, il est au bout de ses imaginations, qui ne vont pas au-delà des splendeurs d'un bal comfortable. Le ciel de M. Alexandre Soumet ne vaut pas mieux que les ciels de ses devanciers, et c'est assurément le morceau le plus faible de son poème. Il y a cependant prodigué les roses et les parfums de manière à contenter les nerfs olfactifs les plus exigeans et les plus délicats. Comprenant lui-même que les délices qu'il décrivait ne suffiraient pas à défrayer une éternité de bonheur, il a essayé quelques créations en dehors du monde connu, telles que l'oiseau *Alexanor*, qui n'a figuré, que nous sachions, dans aucun recueil d'ornithologie; le *meloflore* ou *melosflore*, car il se trouve écrit de deux façons, qui est, autant que nous avons pu comprendre, une espèce d'arbrisseau musical qui a des gammes et des arpéges pour feuilles, des trilles ou des points d'orgue pour fleurs. Dans quelle catégorie Linnée et Reicha placeraient-ils ce piano végétal? Il y a encore un arbre *Nialel*, d'une botanique suspecte, et une certaine matière baptisée *Argyrose*, dont sont bâtis les palais des anges, que M. Alexandre Soumet prétend avoir été *inconnue aux splendeurs d'Ophyr*, et que nous croyons *inconnue* à des splendeurs moins problématiques que celle d'Ophyr, attendu qu'aucun dictionnaire n'en fait mention. Nous ne parlerons

pas du *Nictantès*, de l'*Ixia*, de l'*Osmonde*, et autres végétations élyséennes d'une botanique beaucoup trop recherchée. M. Alex. Soumet ne paraît pas savoir qu'une langue s'appauvrit de tout ce qu'on lui ajoute, et que, s'il est permis de créer des mondes, il ne l'est pas de créer des mots.

Dans ce ciel, outre le Père et le Fils, le Saint-Esprit et la sainte Vierge, personnages indispensables et consacrés, le poète en a placé d'autres qui personnifient les vertus et les gloires humaines : Adam et Ève, Jeanne d'Arc, Dante, Milton, Raphaël, sainte Cécile, chantant le *Stabat* de Pergolèse, plus quelques milliers d'anges musiciens exécutant de colossales symphonies avec accompagnement d'*extaséon*, instrument dû sans doute à la fertile imagination de M. Soumet, car nous ne l'avons encore vu figurer dans aucun orchestre de ce globe terraqué. Entre les rameaux touffus de ces plantes fantastiques voltigent et sautillent, au lieu d'oiseaux, les ames blanches de lait des petits enfans qui sont morts en venant au monde, et dont les yeux ne se sont ouverts qu'à la lumière céleste.

A la place de ce paradis fiévreux et convulsif, où le poète s'épuise en inventions stériles et en mignardises gigantesques, nous aurions mieux aimé un petit paradis gothique tout simple, tout naïf, dans le goût de Giotto ou de Fra Angelico de Fiesole, Dieu le père en habit d'empereur, Dieu le fils avec sa tunique et son manteau traditionnels, le Saint-Esprit, sous la forme d'un pigeon, les pieds et le bec rouges, deux ou trois collerettes de chérubins cravatés d'ailes, quelques anges à longues figures ovales, aux mains fluettes, avec des dalmatiques de brocard et de belles robes blanches se recourbant comme une écume légère autour de leurs pieds d'ivoire, jouant du kinnor, du rebec ou de la basse, une sainte Vierge bien chaste, bien candide, bien étonnée, avec ses grands yeux en amande bordés de cils blonds, exécutés un à un par l'artiste plein de foi et de patience; le tout sur fond d'or gaufré de fers et d'impressions dans le goût byzantin. M. Taillandier, l'auteur de *Béatrice*, poème trop peu connu, a su parfaitement s'approprier cette sobriété calme et naïve des artistes pisans qui ont donné à la mythologie catholique des formes dont on ne doit pas s'éloigner lorsque l'on traite des sujets chrétiens, sous peine de dénaturer des types consacrés désormais, et de commettre en quelque sorte une hérésie iconographique : au lieu de cela, M. Alexandre Soumet semble avoir pris à tâche de transporter dans la poésie les conceptions désordonnées de Martin, qui sont plutôt des cauchemars de titans que de l'art véritable.

Un personnage d'invention, Sémida, antithèse d'Ève, dernier effort de la nature expirante, qui réunit en elle seule toutes les perfections de la femme, la seule qui eût pu sauver le monde et devenir la mère d'une nouvelle humanité, s'ennuie beaucoup dans le paradis de M. Soumet. Elle regrette la création évanouie, songe disparu d'un Dieu qui s'éveille à l'aurore de l'éternité; elle seule, parmi tous les bienheureux, n'a pas perdu le souvenir; Marie-Madeleine, la plus compatissante de toutes les saintes, en sa qualité de grande repentie, s'inquiète de la mélancolie de Sémida, qui exhale sa tristesse en jouant de la viole au pied d'un *mélodore*, et elle l'interroge doucement sur la situation de son cœur. Sémida lui raconte que, même dans les splendeurs célestes, il est un nom qu'elle ne saurait oublier, et elle demande à la sainte de prier pour elle; à quoi Madeleine répond fort judicieusement que les élus ne peuvent pas prier l'un pour l'autre, et qu'elle s'adresse au Christ, le grand consolateur des affligés; Sémida suit ce conseil et dévoile à Jésus les tristesses de son ame; elle lui avoue qu'elle adore toujours Idaméel, l'amant auquel elle a si vertueusement résisté sur la terre, que le monde en a fini. Or, cet Idaméel n'est autre que l'Antechrist, le dernier né du Caucase, un Prométhée, plus impie et plus audacieux encore que le Prométhée antique; Idaméel est irrévocablement perdu, il a lutté avec Dieu et détrôné Satan dans l'enfer; à moins que Sémida ne descende comme Éloa sa cousine vers les sphères infernales et les régions maudites, il n'y a guère de probabilité que les amans se rencontrent jamais. Une grande pitié s'émeut dans l'ame de Jésus à l'aspect de cette douleur que ne peuvent consoler les félicités éternelles; il prend subitement une grande résolution, et monte l'escalier symbolique qui conduit dans les abîmes de l'incréé. O prodige! à chaque pas qu'il fait, les stygmates de ses anciennes blessures reparaissent, son flanc saigne, la couronne épineuse de la passion se mêle aux rayons de l'auréole.—Tous les cieux gémissent dans une attente pleine d'anxiété; les chérubins voilent leur face du bout de leurs ailes; la sainte Vierge sent se rouvrir les cicatrices faites par les sept pointes du glaive des douleurs, car une résolution terrible et suprême vient d'être prise dans le triangle mystérieux, celle du rachat de l'enfer! Si nous étions des théologiens, nous tancerions d'importance cette imagination qui sent l'hérésie d'une lieue à la ronde, et qui, au moyen-âge, eût fait brûler très proprement tout vif l'auteur qui s'en serait avisé; mais nous ne sommes qu'un poète, et nous nous contenterons de relever les hérésies poétiques de M. Soumet, qui sont assez nombreuses.

Après le ciel vient l'enfer; c'est dans cette partie du poème que se trouvent les morceaux les mieux réussis, à notre sens, de l'épopée de M. Alexandre Soumet. Selon lui, l'enfer est composé de quatre élémens qui sont la haine, la colère, l'orgueil et la mort. Comme Dante, dont il a bien fait de suivre l'exemple en cela, il divise le royaume funèbre, tout infini qu'il soit, en neuf parts ou cercles. Sans les parcourir les uns après les autres, le poète se contente d'esquisser treize tableaux ou visions, où sont décrits les supplices des principaux damnés; quelques-uns de ces tableaux sont d'une invention vraiment infernale et d'une exécution vigoureuse, quoique déparés çà et là par l'afféterie et la fausse élégance, défauts passés à l'état chronique chez M. Alexandre Soumet. Parmi ces damnés figure Byron, ce qui ne paraît pas charitable de la part d'un poète; les gorgones, les chimères monstrueuses, les méduses au regard pétrifiant, les sphinx à l'œil oblique et cruel, toutes les formes repoussantes et hideuses que l'idée du mal a produites en s'accouplant à la perversité humaine, car Dieu ne peut créer que le beau, grouillent, rampent, sautent et fourmillent dans la brume enflammée qui monte incessamment des lacs de bitume et de soufre en fusion. Mais le poète ne s'arrête pas longtemps aux bagatelles de la porte, et va tout droit au trône où siége Idaméel, l'amant de Sémida : seul entre tous les maudits, il a gardé la beauté, beauté pâle et terrible, plus effrayante peut-être que la laideur. Idaméel, qui a vainement tenté de reculer la fin du monde en tâchant de séduire Sémida, la vierge féconde, la dernière Ève, et de faire ainsi dévier la volonté de Dieu, s'est proclamé roi de l'abîme et n'a eu besoin que d'un geste pour détrôner Satan, qui languit captif dans un coin obscur de l'enfer. Le nouveau monarque a refait le code des tortures avec une supériorité toute romantique; les vieux supplices ne sont que des délassemens en comparaison; il sait à fond ce que peuvent produire d'angoisses le plomb fondu, le fer, la flamme, le poison, la glace, le cauchemar; il trouve pour chacun un tourment spécial, mais il cache à tous le sien, qu'il n'a pas inventé. Bien qu'il souffre une punition égale à son orgueil, aucun signe ne trahit sa douleur, son masque garde une majestueuse immobilité, et les damnés qui l'épient n'ont pas la satisfaction d'y voir passer l'ombre d'une souffrance. Cependant le cœur d'Idaméel est en proie aux agitations les plus tempestueuses; des ouragans de blasphèmes, des trombes de désirs furieux labourent ce noir océan sans fond et sans rivage.

La pensée de Sémida l'agite et le torture; il voudrait s'élancer jus-

qu'au ciel pour l'arracher du sein de la béatitude, et la faire monter à côté de lui sur le trône brûlant des enfers. — Souvent, le front pensif, il va relire les trois tables d'airain où est écrite en caractères cabalistiques l'histoire de son ame et de son esprit; c'est tout ce qu'il a emporté d'humain au fond de son ténébreux royaume, et la trace de l'existence du monde ne vit plus que sur ces tablettes mystérieuses.

Pour distraire sa mélancolie, Idaméel ordonne une fête, une orgie infernale qui doit dépasser tout ce qu'ont produit de plus violent les énormités cyclopéennes, les vertiges des Lylacq et les monstruosités de Gomorrhe, les raffinemens de Sardanapale et les tigreries de Néron; tout l'enfer se réveille et se rue aux bacchanales titaniques; les sphinx sournois, les psylles au vol sifflant, les brucolaques infects, les vampires vermeils, les hydres vertes de poison, les briarées aux bras de polype, les chimères aux ailes onglées, les incubes obscènes, les harpies fétides, les mammouths, les dugongs, le *dinotherium giganthæum*, toutes les formes hideuses et fourmillantes qu'ébauche le cauchemar sur la toile noire de la nuit, se dirigent vers la salle du banquet en toute hâte. Cela rampe, cela vole, cela se culbute dans un pêle-mêle inimaginable, comme dans le *Walpurgisnacht-stourm* de Goethe.

Après ce repas qui laisse bien loin en arrière les magnificences de Balthazar, les princes des damnés se racontent leurs bonnes fortunes et leurs exploits sur un ton de rouerie et de fatuité supérieures. Celui-là a vendu son ame pour séduire une religieuse, ajoutant à la passion le raffinement du sacrilége; Néron prend la parole à son tour, et raconte en vers très beaux, que l'on peut ranger parmi les meilleurs et les plus irréprochables du poème, ce célèbre festin où les convives furent enterrés sous une pluie de fleurs. Don Juan explique sa dernière aventure : ce n'est pas, comme on l'a cru jusqu'ici, le commandeur aux talons tonnans, le spectre au poignet de marbre qui l'a fait plonger vivant dans les flammes bleues de l'enfer; son trépas ne fut qu'un dernier rendez-vous avec une duchesse Esmeralflor de Grenade, morte voluptueuse à qui Satan rend pour une heure la vie et la beauté.

Ces histoires ne manquent pas de saveur; cependant le sphinx les trouve fades, et voudrait quelque chose d'un goût plus relevé. — Maître, dit-il à Idaméel, absolument comme un jeune poète au génie d'une soirée littéraire, tu devrais bien nous lire quelque chose.

Idaméel, qui n'est point un grimaud, ne donne pas dans le piége vulgaire de débiter sa poésie lui-même; il envoie trois cents filles de

rois chercher les tables d'airain que l'on expose aux regards de l'assemblée. Le sphinx, en sa qualité d'expert aux choses obscures, est chargé d'expliquer les endroits difficiles; mais, quelque étrange et singulier que puisse paraître le texte, personne n'a le droit de demander des explications au maître.

Sur la première table d'airain est écrite la biographie d'Idaméel; toutes sortes de présages sinistres ont accompagné sa naissance. Venu au monde par le moyen de l'opération césarienne, il est sorti vivant du sein mort de sa mère. Ce jour-là, son père disparut frappé par la foudre, et, à dater de cette naissance, tous les hymens furent stériles; ces signes non équivoques montraient que la terre, arrivée à sa décrépitude, touchait au jour suprême. Aucune femme ne voulut d'abord nourrir le petit Idaméel; mais enfin, il s'en trouva une qui pleurait auprès d'un berceau vide, et qui, émue de compassion, entr'ouvrit sa tunique et le nourrit moins de lait que de larmes et de sang.

Un vieux rabbin juif, retiré dans les grottes d'Éléphanta, résumant sous son crâne chauve toutes les sciences et toutes les sagesses humaines, fit l'éducation du jeune Idaméel; leur cabinet d'étude était une de ces immenses pagodes souterraines, une de ces syringes vertigineuses de profondeur, noirs abîmes où l'Inde et l'Égypte ont enfoui leur symbolisme monstrueux: là, dorment des familles de dieux oubliés, des olympes abolis, c'est comme une espèce de cimetière théogonique où sont enterrées les religions mortes. Idaméel, guidé par le rabbin, lit couramment le secret des hiéroglyphes, interroge les divines momies, relève le voile des Isis, fait parler les mille têtes des dieux indous, déchiffre les stèles, déroule les papyrus, scrute les zodiaques, épèle dans l'alphabet d'or des constellations, combine les chiffres de la cabale, évoque les ombres, les démons et les esprits, et devient plus savant à lui seul que toutes les académies du monde. L'histoire, la philosophie, la science, n'ont plus de mystères pour lui; il n'a pas même dédaigné le magnétisme et la phrénologie, il raisonne sur les crânes des races caucasienne, éthiopienne et mongole, comme Camper lui-même; il sait sur le bout du doigt son saint Jean, son Swedenborg et son Jacob Bœhme; toute l'intelligence humaine semble s'être réfugiée, avant de fuir la terre, dans cette tête encyclopédique. Les sombres problèmes de l'ame, tous les écueils de la mer intellectuelle, sont explorés par ce rude plongeur que n'effraient ni les suçoirs des poulpes, ni l'épée des narvals, ni les dents des requins, ni les inextricables entrelacemens de la Flore océanique.

Un problème plus difficile à résoudre que tout cela occupe les forces de son esprit : il voudrait parvenir à réchauffer le soleil, qui se refroidit, à retenir l'ame de la terre qui s'en va ; il voudrait remettre de l'huile aux rouages inconnus de la vieille machine du monde qui se détraque. Prométhée plus vaste et plus hardi, il songe à dérober le flambeau céleste, non pour l'appliquer au flanc d'une poupée d'argile, mais pour redonner la vie à l'univers défaillant. S'il arrivait à ce résultat, il verrait avec joie tomber sur sa tête la foudre de tous les Jupiter, et s'ouvrir, dans le ciel enflammé, les ailes du vautour que rien ne rassasie : non pas qu'il soit sincèrement épris d'un grand amour de l'humanité, mais l'idée de contrarier les desseins de Dieu sourit à son orgueil de titan.

Dans ce dessein impie, Idaméel commence un voyage d'exploration; il examine les endroits qui ont besoin d'être réparés, les mers qu'il faut tarir, les steppes et les déserts de sables qu'il faut rendre fertiles, etc. Tout en voyageant, il arrive au pied du mont Arar; le printemps y fleurit encore, les arbres y verdissent, les fleurs s'y épanouissent et s'y reproduisent. La mort et la stérilité, qui règnent en maîtresses sur le reste du globe, n'ont pu envahir la montagne sacrée; un pieux solitaire nommé Cléophanor, de l'aspect le plus patriarcal, habite sous une tente au flanc de la montagne. Il offre l'hospitalité à Idaméel; quoique celui-ci étale une impiété voltairienne, Cléophanor ne désespère pas de le convertir. Le vieux mage a une fille parée de toutes les perfections imaginables, qui n'est autre que cette Sémida que nous avons déjà vue languissante au milieu des joies célestes, et attristant de sa mélancolie l'azur de l'éternelle sérénité.

Idaméel ne manque pas de devenir amoureux de Sémida, la seule femme dont les flancs ne soient pas maudits et qui ait la possibilité de perpétuer l'espèce humaine; Sémida répond à l'amour d'Idaméel, mais elle sait résister aux enivremens dont il l'entoure, et garde avec soin sa virginité providentielle : Sémida ne doit avoir d'autre époux que l'époux immortel. Son amant, que le baptême administré par le vieux Cléophanor n'a pas rendu beaucoup plus religieux, monte jusqu'au sommet de l'Arar, malgré les défenses célestes, les avalanches et les éclairs. Sur le sommet, inaccessible jusque-là, repose l'arche sainte au même endroit où elle s'est arrêtée aux jours du déluge. L'audacieux y pénètre, en fouille les profondeurs, et en ressort triomphant : il a trouvé le plan du monde, la sphère aux cercles d'or qui a servi de modèle à la création; il était temps, car trois volcans s'étaient ouverts dans le disque de la lune, et des taches grandissantes cou-

vraient de leur lèpre la face du soleil, et s'étendaient comme les taches de la putréfaction sur la peau d'un cadavre. Le nouveau Prométhée, initié par ce sacrilége à la plus secrète pensée de Dieu, et maître de la puissance cosmogonique, raccommode les planètes avariées, repétrit la terre à sa fantaisie, bâtit des villes géantes pour les générations de l'avenir, car il ne doute pas que Sémida, éblouie de tant de splendeurs et de gloire, n'accorde au dieu ce qu'elle a refusé à l'homme; en quoi il se trompe, car le génie ne sert pas à grand'-chose en amour, et l'infériorité est souvent une raison de réussite, car l'on aime mieux donner que recevoir. Après avoir raffermi la création chancelante, Idaméel, qui se trouve être tout bonnement l'Antechrist, retourne au mont Arar pour tenter un suprême effort sur la pudeur de Sémida; Cléophanor est au moment de rendre l'ame, il est couché à terre, dans une grotte, ayant pour oreiller le grand lion symbolique, le fauve ami des saints Jérôme, le sauvage fossoyeur des anachorètes, dont la crinière, épanchée à grands flots, sert de cheveux au crâne dépouillé du mourant, et mêle ses mèches jaunes aux touffes d'argent de sa barbe. Le vieillard recommande bien à sa fille de garder sa vertu et de se souvenir de son serment; puis il rend l'ame, et le lion creuse avec ses ongles d'airain une large fosse; Idaméel y roule un énorme quartier de roche, et enlève dans ses bras la pauvre Sémida tout en larmes, sans se laisser effrayer le moins du monde par l'apparition fulgurante d'Éloïm, l'ange gardien de la jeune fille; le ravisseur d'un coup d'œil fait reculer l'archange, qui s'évanouit dans les immensités du ciel et n'ose engager le combat...

L'enfer en est là de sa lecture, lorsqu'il se sent remué jusque dans ses profondeurs; trois éléphans de fer roulent de leur piédestal jusqu'au pied d'Idaméel, qui, toujours impassible, fait signe de la main que l'on continue. — Cette commotion est produite par la résolution du Christ, rédempteur clandestin, comme l'appelle M. Soumet, qui du fond de l'infini descend déjà vers l'abîme que veut combler son inépuisable miséricorde.

L'Antechrist a beau faire des miracles et déployer un génie surhumain, il ne peut vaincre la résistance de Sémida, protégée en outre par le lion de son père, qui pousse des hurlemens horribles, se bat les flancs avec sa queue, fait craquer ses mâchoires, creuse le sable avec ses griffes, et commet tous les excès habituels aux lions de mauvaise humeur, lorsqu'Idaméel approche de sa maîtresse. Celui-ci, se ressouvenant du père Enfantin, exerce sur le lion la puissance du regard : la bête fauve, pétrifiée par cette prunelle magnétique et fascinatrice,

se trouble, recule, se sent subjuguée malgré elle, et, faisant un suprême effort pour se soustraire à cet ascendant vainqueur, enfonce ses ongles dans ses yeux, et s'aveugle volontairement, — excellent moyen de déjouer les magnétiseurs; — puis, toute sanglante, elle s'élance sur son adversaire pour le mettre en pièces, mais celui-ci l'évite aisément, l'enchaîne et l'attache à un rocher.

Il ne sert pas de grand' chose à Idaméel d'avoir dompté et vaincu ce farouche gardien de la virginité de Sémida; il a beau la promener d'éblouissemens en éblouissemens, la tenir suspendue sur des gouffres de splendeurs, lui montrer des entassemens de Babylones, des étages de palais fabuleux et des superpositions de tours d'orgueil : il ne peut parvenir à triompher de sa pudeur. Sémida l'aime, mais d'un amour trop épuré pour perpétuer le monde. Le titan tente un effort suprême; Sémida invoque Eloïm, son ange gardien, et n'hésite pas, pour échapper aux poursuites du démon qu'elle adore, à se jeter dans le sein étincelant de l'archange, foyer de lumière et de flamme où elle est consumée à l'instant comme un papillon qui traverse un flambeau. Avec Sémida finit le genre humain; les anges de l'air, des mers, des forêts et des fleuves, chantent l'hymne funèbre de la terre dans une longue complainte alternée; Idaméel se couche sur le sol infertile, sûr de se réveiller roi des enfers; là s'arrêtent naturellement les trois tables d'airain.

Le chant qui suit est intitulé : *Apparition de Jésus-Christ aux régions de l'abîme.* Les peuples de l'enfer ont achevé la lecture des tables d'airain et se préparent à envahir le ciel pour enlever la blonde Sémida, la maîtresse de leur roi; mais l'effroi s'est mis dans les rangs, un inconnu s'est introduit au séjour où l'on n'attend plus personne, puisque le monde est fini et que le grand jugement a été rendu. Quel est cet inconnu à l'air calme et radieux qui d'un geste apaise tous les monstres de l'enfer, à l'aspect duquel les roues à pointes d'acier s'arrêtent, les fers s'élargissent, les chaînes se descellent et les tortures se suspendent? On le conduit devant le sombre monarque qui, étonné de cette puissance, le fait asseoir sur le trône vide de Satan et entame avec lui une longue discussion théologique; l'inconnu ne sourcille pas un instant des inexprimables douleurs attachées au trône de Satan, et, tout en parlant, écrase du talon la tête de l'hydre qui voulait se remettre à l'œuvre. Pour savoir le nom de l'inconnu, Idaméel fait appeler les trois plus grands criminels de ses états, Caïn, Sémiramis et Robespierre. C'est Abel, dit Caïn, c'est Abel qui vient m'absoudre; c'est Ninus, s'écrie Sémiramis, Ninus qui m'a pardonné; c'est Louis,

murmure Robespierre, qui m'accorde ma grace. Peu satisfait de cette triple solution, Idaméel conduit l'inconnu vers Satan, qui n'hésite pas une minute et crie aux réprouvés : — Mes fils, c'est Jésus-Christ. — Ah! dit Idaméel, l'ennui du paradis te pousse jusqu'aux enfers. Tu veux essayer de nos supplices et connaître aussi l'infini des douleurs, tu seras satisfait. Nous allons exercer notre savoir-faire sur toi, et tu vas voir comme ton père nous apprit à punir. — Le chant se termine sur cette menace impie. — L'autre chant, intitulé : *le Drame*, nous fait voir Sémida dans le paradis, soutenant un dialogue fort coquet d'abord avec la viole céleste, ensuite avec Marie-Madeleine. L'absence du Christ étonne et inquiète les élus; qu'est-il devenu? dans quel coin de l'éternité et de l'infini se cache-t-il? Sémida veut aller à sa recherche, et elle part accompagnée d'Ève et de Mehala, car Marie-Madeleine, avec sa foi imperturbable, a préféré attendre son bien-aimé comme autrefois, lorsqu'elle s'assit sur la pierre du tombeau, certaine qu'il reviendrait. — Les trois bienheureuses descendent perçant les voiles d'hyacinthes de tous les paradis, et arrivent bientôt aux limites de la béatitude. Ève et Méhala, effrayées du vide incommensurable qui s'ouvre devant elles, refusent d'aller plus loin; mais Sémida, entraînée par son amour, continue à descendre; elle descend si bas, que son ange la quitte et remonte. Sémida, craintive, s'arrête un moment sur le bord du chaos, et, dans une langoureuse élégie, invite son infernal amant à venir la rejoindre; elle est si près de l'abîme, que son chant parvient à l'oreille du maudit.

Idaméel a reconnu la voix de la sainte, et il s'avance jusqu'aux limites du chaos, à l'endroit extrême où l'atmosphère cesse d'être respirable pour lui, car l'air de la vie le tuerait. Il ne peut exister que dans la mort. Il s'établit entre l'élue et le réprouvé un dialogue mélangé d'amour et de reproches; le démon se montre fort jaloux de l'ange Eloïm, qu'il menace de plumer tout vif s'il le rencontre jamais sur son chemin; il accuse, ce qui est une fort bonne méthode, la pauvre Sémida de ne l'avoir jamais aimé, et d'avoir, par ses scrupules de dévote, tué en germe l'œuvre de son génie : Sémida se défend de son mieux, et tâche d'inspirer au réprouvé des sentimens de repentir; elle lui conseille de s'adresser au Christ pour obtenir sa grace. — Ton Christ, répond Idaméel entr'ouvrant les voiles du chaos, il est ici prisonnier dans mon enfer. Regarde-le; il ne peut rien ni pour toi ni pour moi. Sémida, éperdue, veut voler vers le divin martyr, qui lui crie : — Remonte, Sémida, remonte chez mon père; n'ajoute pas à mes douleurs le poids de ta rédemption : le

sillon de mes souffrances ne peut s'allonger d'un pas! Mais Sémida s'est trop avancée, elle fait de vains efforts pour regagner les régions supérieures; elle tomberait sur le sein d'Idaméel comme le rossignol qui descend de branche en branche, fasciné par les yeux fauves du crapaud ou l'haleine musquée du serpent, si le Satan détrôné, si l'antique Lucifer, touché de la grace d'en haut, ne s'interposait entre le séducteur et la victime, et, d'un coup de son aile puissante, ne la reportait aux sphères des pures splendeurs.

Ici commence une effroyable parodie de la Passion. Les angoisses du Gethsemani sont reproduites sur une grande échelle. Tout ce que l'imagination en délire peut inventer de plus atroce et de plus monstreux est entassé là avec une furie incroyable; ce sont des Ossa et des Pélion de douleurs, des tortures démesurées; on ne voit que torrens de sang, chairs bleues de meurtrissures, jets de flamme et de soufre; la croix est une montagne de granit taillée en gibet; un océan de fiel gonfle l'éponge d'amertume; les dards de cent mille aspics hérissent les nœuds de la couronne d'épines; les damnés, pâles d'épouvante à l'aspect de ces terribles supplices, sentent se fondre les glaçons et les rochers de leur ame; ils pleurent comme de simples femmes sur les souffrances de l'adorable victime, et comprennent l'énormité de leurs forfaits à la rigueur de l'expiation. Idaméel seul n'est pas touché; il raille le divin crucifié, et, prenant une lance au fer de laquelle sont attachés les feux de neuf enfers, il la plonge et la retourne dans le flanc de la victime. Jésus-Christ, vaincu par l'insoutenable douleur de cette dernière blessure, se détache de la croix et se réfugie tout sanglant et tout mutilé dans le sein de son père, avouant que son amour n'égale pas la haine du coupable. Les cieux sont dans la consternation de cet échec; Sémida, plus désolée que jamais, éteint de ses larmes la flamme des trépieds.... Tout à coup un épouvantable coup de tonnerre se fait entendre; une lumière dévorante illumine jusqu'aux derniers recoins de l'infini; Jehovah se révèle plus fulgurant encore que sur l'Horeb ou le Sina; les trônes, les principautés et toutes les dominations angéliques attendent dans un recueillement plein de frisson et de terreur!... Le chaos n'existe plus, l'abîme est comblé, l'enfer s'est dissipé comme un brouillard du matin, et dans une brume de lumière montent des légions d'esprits transfigurés. — L'incréé s'est ouvert un instant aux regards du révolté; il a vu ce que nulle langue ne peut redire, et sa conversion a été complète. — Ève a retrouvé son fils Caïn, désormais réconcilié avec Abel; Sémida s'unit à son amant, qui ne sera plus jaloux

d'Éloïm, l'ange gardien. Marie-Madeleine verse de nouveau la myrrhe et le nard sur les pieds de son bien-aimé, qu'elle essuie avec sa longue chevelure d'or. Lucifer reprend sa place parmi les archanges, le poème se termine par un hosannah général, où le cygne du ciel, Éloïm, Sémida, la vierge Marie, les enfans nouveau-nés, exécutent chacun leur partie, et l'épopée se clôt par ces mots écrits en lettres de soleils : — SALUT ÉTERNEL !

Voici, autant qu'il est possible de réduire en quelques pages deux gros volumes in-8°, l'analyse exacte du poème de M. Soumet : le choix du sujet ne nous paraît pas heureux, et l'épigraphe placée au frontispice du livre,

> La lyre peut chanter tout ce que l'ame rêve,

n'est pas une excuse suffisante pour de si grandes audaces; le rachat de l'enfer est une idée inadmissible dans la donnée chrétienne; c'est une hérésie condamnable, un schisme complet; le sacrifice déjà offert suffit et ne doit pas être renouvelé; et d'ailleurs nous sommes de l'avis de Nicolas Boileau :

> De la foi du chrétien les mystères terribles
> D'ornemens égayés ne sont pas susceptibles.

Si l'on emploie la religion comme machine poétique, il faut en respecter les dogmes et suivre exactement les traditions; M. Alexandre Soumet, s'il traitait un sujet mythologique, ne ferait pas Neptune dieu du jour, et ne donnerait pas Saturne pour fils à Jupiter : tout ce christianisme d'interprétation nouvelle nous déplaît singulièrement; la foi et la poésie y sont également compromises. A considérer la question sous le pur rapport de l'art, aucun écrivain ne peut espérer d'embellir la poésie du christianisme, et comme nous l'avons dit, ce qu'il y a de mieux à faire, c'est de reproduire les types perfectionnés par la piété et le génie de tant de siècles, dont l'effort constant a été de formuler l'idéal rêvé de tous. M. Soumet, condamnable comme orthodoxie, n'a pas tiré de son sujet, une fois accepté, des conséquences logiques : Idaméel ne se repent pas un seul instant, ce qui ne l'empêche pas d'être sauvé par l'intervention supérieure de Dieu le père; les trois personnes de la Trinité sont parfaitement égales en puissance et en gloire : le fils a autant de pouvoir que le père. Cette mystique génération n'a rien de commun avec la génération terrestre : le Père et le Fils sont co-éternels ainsi que

l'Esprit; les trois faces du triangle symbolique ont la même valeur, et ne forment qu'une seule figure dont la signification est Dieu. Admettre une hiérarchie dans les personnes de la Trinité est une erreur très grave. Mais laissons tout cela, qui est du ressort des synodes et des conciles, et arrivons à la critique purement littéraire.

L'idée première du poème de M. Soumet a été inspirée visiblement par *le Dernier homme* de Grandville, sublime ébauche en prose, grandiose conception révélée par un brillant article de M. Charles Nodier, inséré il y a quelques années dans la *Revue de Paris;* la Sémida est bien proche parente de l'Eloa de M. de Vigny, cette ange née d'une larme du Christ, qui descend du ciel par pitié pour Satan, et de cette Rachel de l'*Ahasvérus*, qui se souvient de la terre dans les félicités du paradis. L'Idaméel appartient plus particulièrement à M. Soumet, quoique le Satan de Milton et le Prométhée de M. Quinet aient bien jeté çà et là quelques reflets sur lui; mais ce n'est pas à ces ressemblances plus ou moins sensibles que s'adresseront nos critiques, — les idées s'engendrent les unes les autres, et ont chacune leur généalogie : en cherchant bien, on trouve des aïeux à tous les hommes et à toutes les pensées, — mais elles porteront sur le style et la forme.

L'on a beaucoup agité, dans ces derniers temps, la question de la prééminence de la pensée sur la forme, l'on a beaucoup parlé du spiritualisme et du matérialisme, de la synthèse et de l'esthétique. Nous croyons que l'on s'est mépris sur la véritable portée de l'art; l'art, c'est la beauté, l'invention perpétuelle du détail, le choix des mots, le soin exquis de l'exécution; le mot poète veut dire littéralement *faiseur;* tout ce qui n'est pas bien *fait* n'existe pas. Lisez la préface de la *Pucelle* de Chapelain, et vous verrez que de mythes, que de symboles, et de hautes intentions métaphysiques sont cachés sous cette enveloppe coriace; le plan de son poème, si justement oublié, est d'une régularité et d'une sagesse infinies. La composition de *l'Iliade* est à coup sûr plus défectueuse, et cependant un seul vers d'Homère, contenant une de ces épithètes qui font tableau, vaut mieux que les douze énormes chants du malencontreux rimeur. — La métaphysique n'est pas l'art, il ne faut pas s'y tromper, et Kant n'a rien à faire avec les poètes.

On ne peut refuser à M. Alexandre Soumet une grande habileté à manier le rhythme; son poème est plein de *beaux vers* dans la plus mauvaise acception du mot; c'est quelque chose de creux, de brillant et de sonore, qui éblouit les oreilles et les yeux sans satisfaire

l'esprit; le dessin est lâché et la couleur de convention; nulle part on ne sent l'étude de la nature, nulle part le désir d'appliquer exactement le mot sur la chose; les descriptions sont vagues, sans arrêt, et n'évoquent pas les objets qu'elles devraient représenter; le style passe de l'afféterie la plus maniérée à la boursoufflure la plus asiatique, et rien n'est plus désagréable que ce mélange du mignard et du gigantesque. Les métaphores manquent de logique, et arrivent rarement à bien; les comparaisons ne se rapportent pas aux choses qu'elles expriment, et détruisent l'effet des vers qui les précèdent. Par exemple, dans la description de l'enfer, il est dit: dans chaque antre, dans chaque puits, quelque forme hideuse, quelque monstre enfoui,

> Tremble comme une perle au fond des mers de l'Inde,
> Ou comme un beau lotus dans les lacs de Mélinde.

Quel rapport y a-t-il entre une perle, un beau lotus, et des dragons accroupis au fond d'un puits de ténèbres? Cette faute se retrouve encore dans l'orgie infernale, où M. Soumet compare les tourbillons des damnés aux jeux de deux vertes demoiselles qui dansent dans un rayon de printemps, égratignent les eaux de l'étang, et agacent les fleurs du nénuphar! Cette suite d'images agréables distrait la pensée et détruit tout l'effet du tableau. Ces disparates se représentent fréquemment chez M. Alexandre Soumet, qui, emporté par sa facilité de versification, oublie aisément son point de départ et perd de vue son dessin primitif. L'horreur du mot propre, bien naturelle à un académicien, fait commettre à M. Soumet une foule de vers tels que celui-ci, en parlant d'un éléphant :

> Il écrase sa tête,
> Et de ses bonds puissans *promène la tempête.*

Ou celui où il est question de la foudre :

> *Le volcan voyageur* qui s'élance avec lui.

> Les larges diamans
> Qui sur ses bras d'albâtre *incrustent les tourmens.*

Il est d'une très mauvaise grammaire d'accoupler ainsi un verbe positif à un substantif métaphysique : on n'incruste pas une souffrance, on ne promène pas la tempête d'un bond.... Cette phraséologie est familière aux auteurs du temps de l'empire, aux pseudo-

classiques de la restauration, et ce n'est pas le moindre des nombreux défauts qu'on peut leur reprocher. Cet inconvénient est d'autant plus sensible chez M. A. Soumet, qu'il enlumine son style des couleurs les plus crues de la nouvelle école. Souvent un vers commence par un hémistiche que Delille pourrait revendiquer, et se termine par quelque image violente et démesurée, quelque exagération biblique et gigantesque, dont on ne pourrait trouver l'équivalent que dans la *Sémiramis trimegiste* de M. C. Desjardins, poème malsain, où le vertige du grandiose est poussé à ses dernières limites. Novateur venu trop tôt, M. A. Soumet n'a pu surmonter les difficultés de cette fausse position; il a imité des poètes plus jeunes que lui, et n'a su prendre que leurs défauts, car la nécessité de monter de ton une manière devenue trop pâle pour soutenir la comparaison avec l'éclat des ouvrages plus récens, a déterminé le poète académique à ce sacrifice beaucoup plus que le sentiment de respectueuse admiration qui porte les jeunes poètes à l'étude du grand homme à la mode. Il résulte de là quelque chose à la fois de suranné et trop moderne qui contrarie le lecteur à chaque instant. *La Divine Épopée* pourrait aisément être réduite à un volume, sans qu'on eût besoin de resserrer l'action; les descriptions sont d'une longueur interminable, les discours n'en finissent pas, et il faut vraiment une volonté robuste pour arriver au bout de l'ouvrage. — Le manque d'intérêt d'une action qui se passe en dehors des temps et de l'espace aurait dû avertir M. Soumet d'être plus sobre de développemens la plupart inutiles. Dans ces douze énormes chants, il n'y a rien de vraisemblable, rien d'humain, rien qui se rapporte à nos sensations et à nos idées; les abstractions ne suffisent pas à la poésie. Pour retrouver ses forces, il faut que de temps en temps le poète touche la terre, comme Anthée dans son combat avec Hercule; il peut quelquefois fendre les nuages d'un vol hardi, mais il ne doit pas y demeurer, sous peine d'y rester seul. Dante, qui a traité aussi un sujet hors des possibilités humaines, est cependant un des écrivains les plus réels. Plus la matière est abstraite, plus la phrase est sensible, d'un dessin exact et d'une application rigoureuse. Les ombres impalpables, assises dans une attitude de résignation douloureuse, sont comparées à des cariatides de marbre ployant la tête sous un entablement. Le monde réel est sans cesse rappelé par des comparaisons inattendues; les gestes, les discours, les physionomies de toutes les figures monstrueuses ou fantastiques qui peuplent la funèbre spirale où tournoie le poète, sans jamais oublier qu'il a étudié le beau style d'après Virgilius Maro, sont possibles, naturels et vrais dans le sens de l'art. Rien de vague,

rien de flottant; la fumée de la flamme éternelle n'estompe pas un seul contour; les obscurités proviennent toutes d'allusions mystiques ou historiques dont le sens est perdu, et non du style du poète, qui est toujours fermement sculpté, arrêté et précis, comme si le soleil des vivans éclairait les scènes qu'il décrit.

M. Alexandre Soumet a cru qu'un style vague et gigantesque convenait davantage à l'ordre d'idées surnaturelles qui composent son poème, oubliant que c'est surtout lorsque la pensée est obscure que la forme doit être claire, et que des images énergiquement modelées doivent mettre en relief les ombres insaisissables de la métaphysique : donner un corps à l'idée, incarner le verbe, telle est la fonction du poète. Assurément, l'on ne peut pas être très intelligible lorsqu'on parle de mystères, tels que l'infini, l'incréé, l'éternité, etc.; mais que la syntaxe soit toujours respectée à défaut de la théologie.

A ce reproche, nous en joindrons un autre, c'est le faux goût qui règne dans quelques parties de l'ouvrage, et qui surprend de la part d'un académicien, d'un homme nourri dans les graves études et la familiarité des modèles. Une grace maniérée, bleuâtre et froide comme l'Endymion de Girodet, vient gâter, par ses grimaces et ses mines, les endroits les plus sérieux et les plus solennels. Les recherches de Gongora et de Marini ne sont rien à côté de cela : c'est un entassement de mignardises puériles, de naïvetés précieuses, de coquetteries de vieille Célimène dont on n'a pas l'idée : les roses, les lis, l'albâtre, la neige, les parfums pétris ensemble y sont prodigués à chaque pas. L'héroïne est vêtue d'une tunique bleu de ciel nouée d'une faveur, et porte à son cou une croix de *saphyrine*, que le dictionnaire assure être une variété de calcédoine, mais qui est certainement une pierre d'un goût *pharamineux* et *supercoquentieux*, s'il nous est permis de nous servir nous-même de néologismes en reprochant à M. Soumet d'en commettre. Ce costume donne la mesure du reste; élégance de pension, idéal de petite fille, afféterie de boudoir, voilà ce que l'on trouve le plus souvent où il faudrait les lignes chastes, la couleur sobre, l'exécution délicate et naïve des premiers maîtres catholiques. Nous ne saurions mieux caractériser ce style qu'en disant : — C'est du Dorat au point de vue du peintre Martin, — du joli colossal, du mignard démesuré.

Les passages terribles sont traités avec l'exagération la plus monstrueuse; on ne peut aller au-delà en fait d'excès et d'ambitions. Chaque phrase avec ses mots est comme une armée de titans qui veut escalader le ciel. Les rimes se haussent l'une sur l'autre, et les métaphores au pied hardi montent jusqu'au sommet d'incommensu-

rables adjectifs pour atteindre le grandiose et le gigantesque. Le *sesquipedalia verba* d'Horace semble avoir été inventé tout exprès pour M. Soumet. *Le nouveau Gethsemani*, que nous avons mentionné au courant de notre analyse, dépasse en ce genre tout ce que l'on peut imaginer; ce n'est plus ni de l'ivresse ni de l'inspiration, c'est du délire et de la fièvre chaude poétique.

Une malheureuse imitation de l'orientale du *Feu du Ciel* de M. Victor Hugo et de l'orgie babylonienne de *la Chute d'un Ange* se fait sentir dans les descriptions architecturales qui remplissent *l'enfer* et *la première table d'airain d'Idaméel*, et l'on voit que le souvenir des idoles de jaspe à têtes de taureaux a beaucoup préoccupé M. Soumet.

L'ambition effrénée du sujet a fait illusion au poète; il a cru que l'hyperbole la plus violente était faible en pareille occurrence, et qu'il ne saurait rien inventer qui fût assez bizarre et assez énorme. En quoi il s'est mépris complètement. L'exagération engendre la lassitude; on est étonné d'abord, mais bientôt tout ce tapage vous abasourdit, et vous êtes obligé de fermer le livre et de reprendre haleine.

Tout ceci n'empêche pas que l'épopée de M. Soumet ne renferme des passages remarquables; l'auteur de *Clytemnestre*, d'*Une Fête de Néron*, et de tant d'autres ouvrages recommandables à plusieurs égards, ne peut faire dix à douze mille vers sans qu'il y en ait quelques-uns de bons; les treize visions sont des morceaux d'un grand mérite, et le tableau de la coquette brûlée par ses pierreries et contente de son supplice, pourvu qu'elle garde sa beauté, est, à part quelques légères taches, un morceau d'un éclat et d'une élégance peu communes. — L'homme qui monte du fond d'un puits le long d'une chaîne dont chaque anneau représente un de ses crimes, est une invention digne du poète florentin. Le récit de Néron a vraiment la grandeur et la simplicité antiques, et montre tout ce que pourrait faire M. Soumet s'il voulait ne pas se laisser emporter par sa facilité, et s'il purgeait son style de tous ces mots fabriqués et de tous ces néologismes barbares dont il devrait s'abstenir plus que tout autre.

Sommes-nous enfin dotés de l'épopée en question? nous ne le pensons pas. Il manque à *la Divine Épopée* de M. Soumet ce qui manquait aux poèmes dont nous avons fait la liste en commençant, le style, cet émail indestructible qui fait durer éternellement la pensée qu'il recouvre : la longueur et la dimension ne font rien pour l'immortalité d'un ouvrage. L'on surprendrait sans doute M. Soumet en lui disant qu'un fragment d'André Chénier contenant une douzaine

de vers sur un jeune berger qui joue de la flûte à sept trous, une blanche jeune fille entrevue à la fenêtre, une nayade endormie dans son lit de cresson et de graviers, a plus de valeur et de chances de durée que bien des poèmes compacts. Le vers est une matière étincelante et dure comme le marbre de Carrare, qui n'admet que des lignes pures et correctes, et long-temps méditées. L'on a dit que la peinture était sœur de la poésie, cela serait bien plus vrai de la sculpture; en effet, le poète et le statuaire cachent dans une forme réduite d'énormes travaux d'idéalisation; ni l'un ni l'autre ne peuvent se passer de dessin, la couleur peut pallier les défauts du prosateur ou du peintre, mais en poésie et en sculpture il faut le style et la perfection de chaque chose. Toute statue qui, brisée en morceaux, n'est pas toujours admirable, ne vaut rien; tout poème dont une dizaine de vers pris au hasard ne font pas dire de l'auteur qu'il est un grand poète, peut être considéré comme non avenu. Quand l'on écrit des vers, il faut songer que ce seront peut-être précisément ceux-là seuls qui resteront de nous dans mille ans, car on ne retrouve de toute civilisation disparue que des fragmens de statues et des lambeaux de poèmes, — du marbre et des vers!

Ces réserves une fois faites, nous louerons M. A. Soumet d'avoir eu le courage, en ce temps de travail menu et dispersé, de se renfermer dans son œuvre, et d'avoir accompli sans faiblir une tâche de cette longueur. Il est beau de pouvoir s'isoler des préoccupations du jour et de renoncer à cette petite gloire du moment, si facile maintenant que le poète a vingt journaux pour mettre sa carte chez le public. Dans l'abandon où gît aujourd'hui la littérature sérieuse, c'est vraiment un acte plein d'héroïsme que de publier un poème épique, et l'on doit pardonner beaucoup à l'auteur en faveur de l'intention. Toute tendance élevée, tout élan vers le beau, même lorsqu'il n'est pas couronné de succès, doit être encouragé et mérite les égards de la critique; nous aimerons toujours mieux un poème épique manqué qu'un vaudeville réussi. Les visiteurs sont si peu nombreux sur les hauts sommets de l'art, qu'ils doivent être salués respectueusement et comptés parmi les natures d'élite. *La Divine Épopée* de M. Alexandre Soumet restera, sinon comme une œuvre accomplie, du moins comme une noble tentative vers le but le plus escarpé que puisse tenter la pensée humaine, comme un louable effort pour arriver au sommet olympien, qui n'a gardé sur son front, depuis tant de siècles, que l'empreinte ineffaçable de la sandale d'Homère.

THÉOPHILE GAUTIER.

LA HOLLANDE.

III. — LE HELDER.

L'une des provinces les plus intéressantes, les plus variées du royaume actuel de Hollande est celle qui porte le nom de Noord-Holland (Hollande septentrionale). C'est là que l'on trouve les sites les plus frais, les contrastes les plus saillans. Ici une longue plaine parsemée de splendides jardins, couverte de fruits et de moissons, et un peu plus loin le sable aride des dunes; ici les larges et belles rues de Harlem avec son hôtel-de-ville, témoin de grands évènemens, son carillon joyeux, qui de loin égaie et édifie en même temps le voyageur, et à deux lieues de là le pauvre hameau de Zandvoort, avec ses frêles cabanes en planches qui me rappelaient celles de Norvége ou celles d'Islande, et ces longues grèves nues où l'on n'entend que le mugissement des vagues et les soupirs de la brise; ici le luxe des grands seigneurs de la banque, dont la signature s'escompte dans le monde entier; là l'indigence du batelier, qui s'en va à travers les vagues et l'orage poursuivre une proie incertaine, et se jette jusqu'à la ceinture dans l'eau salée pour rapporter dans sa demeure le panier de poisson qu'il a péniblement pêché. Dans cette province, le peuple est remarquable par sa force et son air d'indépendance; il a cette

mâle fierté que donne l'habitude du danger, le voisinage de la mer, de la mer faite pour l'homme libre, *made for the free*, comme a dit Thomas Moore. Dans les jours de travail, vous seriez attendri de voir ces habitans des côtes, couverts de misérables vêtemens, trempés d'eau de la tête aux pieds, haletant sous le poids de leurs filets, de leurs harpons, rentrer sous le misérable toit qu'ils appellent leur maison, et s'asseoir au milieu d'une demi-douzaine d'enfans déguenillés, dont les regards avides suivent les progrès d'une marmite de pommes de terre qui cuisent lentement sur un petit feu de tourbe. Mais revenez le dimanche et regardez ce même manœuvre quand il a revêtu le costume de ses pères, la longue jaquette bleue à boutons de métal, le gilet de laine épais qui couvre comme une cuirasse sa large poitrine, et le chapeau à larges bords d'où s'échappent des touffes de cheveux épais. Ce n'est plus le même homme; c'est le descendant des vieux républicains bataves; c'est le propriétaire d'une barque avec laquelle il a maintes fois sillonné les flots soulevés par le vent, et qui ne courbe point la tête devant le propriétaire de l'immense domaine qui récolte sans fatigue et s'enrichit sans effort. Ce jour-là il contemple la mer avec un singulier sentiment de dédain. Va, va, pauvre mer, lui dit-il, embrasse dans ton étreinte passionnée mon cher bateau; brise-toi, folle que tu es, au pied de la dune; appelle-moi par tes soupirs sur tes nappes d'écume : aujourd'hui tes plaintes sont inutiles, aujourd'hui je mène ma femme à l'église, je m'asseois avec mes enfans à la table de mon aïeul, qui te connaît bien aussi, je bois paisiblement mon verre de genièvre, je fume ma pipe à mon foyer, comme un directeur de la compagnie des Indes, et j'entonne avec mes compagnons le chant hollandais :

Wien Neerlands bloed door de aders vloeit.

Ainsi se passe la journée du pêcheur, et le lendemain il secoue bravement les douces chaînes de ses joies hebdomadaires, et retourne à ses courses aventureuses. Une autre classe non moins fortement caractérisée est celle des paysans. Ceux-ci ont la même fierté, avec plus de calme, et des habitudes plus régulières. Leur devise est comme celle des paysans de la Suède : *Ni maîtres, ni esclaves.* Ils cultivent de père en fils depuis plusieurs générations la même ferme, et les habitudes de stabilité hollandaise leur donnent une sorte de quiétude à laquelle un contrat de propriété ne pourrait presque rien ajouter. Il y a là de vieilles coutumes protégées par un respect héréditaire, des traditions que l'on recueille, et que Van Lennep nous racontera un

jour dans ses romans, Bogaers dans ses poèmes. A quelques lieues de Harlem est l'ancien château d'Egmont, ce héros de la Hollande, ce martyr de l'inquisition espagnole. Sa demeure seigneuriale, jadis resplendissante de tant d'éclat, et animée par tant de nobles fêtes, tombe en ruines; cependant le Hollandais en montre encore avec vénération les tours lézardées au voyageur, en racontant la gloire et la mort du vainqueur de Gravelines dans un langage moins élevé, mais plus dramatique peut-être que celui de Goethe.

Cette province de Noord-Holland est l'une de celles où le génie industrieux et patient du peuple hollandais s'est le plus opiniâtrément exercé dans sa lutte contre l'eau des marais et les flots de la mer. Les digues de Petten sont un chef-d'œuvre d'audace et de persévérance; le canal étonne tous ceux qui en ont mesuré l'étendue, et sur plusieurs autres points de ce long district on trouve des travaux d'une hardiesse étonnante. Il y a quelques siècles, disent les chroniqueurs, que le sol où s'élève Alkmaar était inondé par quarante-trois lacs. Aujourd'hui, à la place de ces eaux funestes, on aperçoit de vertes prairies traversées par de longues allées d'arbres, parsemées de riantes maisons de campagne, et une ville de dix mille ames, élégante, animée, enrichie par un commerce actif. C'est dans cette ville d'Alkmaar que chaque semaine, de tous les villages, de tous les hameaux de la province, arrivent les produits agricoles qui doivent être répandus par les canaux dans le reste du royaume ou transportés en pays étrangers. A chaque marché, il se vend là plus de deux cent mille livres de fromage, et du beurre en proportion.

D'Alkmaar, un *treckschuit* part chaque matin pour le Helder. Le treckschuit est le véhicule favori des Hollandais, et il y a long-temps que j'ai envie de le décrire. Comment faire? ô Muses!... Mais n'est-ce point une nouvelle profanation que d'appeler ici les Muses au secours de ma faiblesse pour parler d'une espèce de navire qui n'était connu, j'ose le croire, ni des Grecs, ni des Romains? Laissons donc les doctes déités dans la région classique où elles dorment si paisiblement sur un monticule d'épopées et de tragédies soporifiques qui augmentent singulièrement la hauteur de l'Olympe, et tâchons de dire sans périphrase ce que nous avons vu sur un des nombreux canaux du pays batave. Le treckschuit est une barque couverte, divisée en deux compartimens. Dans celui qui est près de la proue sont les bagages, les tonnes de beurre et de harengs, et les voyageurs pauvres qui, pour quelques *dobbelltie*, s'en vont, moitié dormant, moitié fumant, d'une ville à l'autre; dans le second, qui porte

le titre de *roem*, est la gent aristocratique, qui ne craint pas de payer un tiers de plus et un pour-boire. Ici est le gouvernail, le pilote, c'est-à-dire l'ame et l'intelligence du navire ambulant. A l'extrémité du treckschuit est attachée une longue corde tirée par un maigre cheval qui porte sur ses flancs desséchés par la faim et la fatigue un petit bonhomme avec une trompette de fer-blanc en forme de cor de chasse. Il est bien convenu que cette naïve embarcation fera au moins une lieue et demie à l'heure. Elle affligerait profondément les phlegmatiques Hollandais si elle se permettait un tel excès de vitesse. Elle s'arrête donc avec une aimable gravité à toutes les écluses, à tous les ponts, à tous les cabarets élevés prudemment de distance en distance sur la route. A chaque relais, le pilote a quelque grave devoir qui le rappelle dans le monde terrestre. Il fait une enjambée qui le transporte sur le rivage et disparaît. Les voyageurs, inquiets de ne pas le voir revenir, s'en vont aux enquêtes. Le premier édifice qui frappe leurs regards est l'auberge du lieu, l'auberge avec ses flacons de genièvre, son enseigne peinte par quelque Téniers moderne, et ses bancs rangés sous la charmille, qui semblent dire aux passans, avec une charité toute chrétienne : Venez, vous qui êtes las, ici est le repos; entrez, vous qui avez faim et soif, ici est le pain qui nourrit et l'eau qui désaltère. Impossible de résister à une invitation aussi touchante. On entre, on boit sur le comptoir un verre d'eau-de-vie, on échange quelques paroles avec la maîtresse de l'auberge, qui est toujours jeune et blonde avec des yeux bleus et des lèvres roses; on jette un regard sur les colonnes du journal d'Amsterdam, après quoi le pilote se montre tout à coup, cherchant ses voyageurs, et les engageant doucement à continuer leur route. Il résulte de toutes ces excursions, de toutes ces haltes, qu'en voguant sur le treckschuit, on fait un peu moins de chemin en un jour que si l'on cheminait tout simplement à pied. Il en résulte aussi que lorsqu'on en vient, le soir, à établir son budget, il faut l'élargir d'un assez grand nombre de dépenses imprévues. Mais qu'importe, le treckschuit n'en est pas moins un admirable moyen de transport, au dire des Hollandais. J'oubliais d'ajouter, à la gloire de cette précieuse embarcation, que son nom n'est point aussi dur qu'il en a l'air. On prononce *trekseut*. Heureuse euphonie! Moi qui ne demandais qu'à connaître les merveilles et les curiosités de la Hollande, après avoir déjà fait connaissance avec le bateau à vapeur de Nimègue, la diligence de Rotterdam, le chemin de fer de Harlem, je me réjouis de voyager avec le treckschuit, et pour le voir sous son plus beau point de vue, je demandai fièrement une place dans le roem.

A six heures du matin, je me lève avec l'empressement d'un homme qui va tenter dans la vie nomade une nouvelle expérience. Je crie à haute voix un mot hollandais qui est la traduction littérale de *garçon*. J'y mets un certain accent batave dont je me sens fort satisfait, et je vois arriver la maîtresse de l'auberge. — Que demande monsieur? — Je voudrais que le garçon vînt prendre ma malle. — Elle s'éloigne et appelle Jan. J'avais oublié qu'en Hollande tous les garçons d'auberge et de café s'appellent Jan. C'est pourtant bien commode.

Jan s'avance à pas mesurés, prend mon bagage de voyageur, le porte dans la seconde cabine, et comme il n'y a là qu'un banc fort étroit, j'ai l'agrément de voir un respectable paysan s'asseoir sur ma malle, une femme prendre mon sac de nuit pour tabouret, et un enfant battre le tambour sur mon carton à chapeau. J'entre dans le roem; j'y trouve trois Hollandais armés déjà d'une longue pipe, et un commis-voyageur belge. Les Hollandais fumaient comme trois fournaises; le Belge venait de prononcer six paroles qui renfermaient autant de barbarismes. J'ouvris la porte et j'allai me réfugier près du pilote. — A quelle heure, pilote, arriverons-nous au Helder? — C'était, selon moi, une adroite manière d'entrer en conversation; mais ce peu de mots décelaient ma sotte nature d'étranger. Est-ce que jamais un Hollandais demande à quelle heure il arrivera quelque part? Le digne nocher me fit bien sentir l'inconvenance de ma question : il me jeta un regard qui exprimait une profonde pitié et mâcha tranquillement son rouleau de tabac. J'essayai de réparer mon imprudence en vantant la vitesse de son bateau. Cet homme comprit peut-être l'indigne fausseté que je commettais en ce moment, et, pour m'en punir, ne répondit rien. Enfin, après mainte tentative, mainte digression qu'il n'accueillait que par un froid mutisme ou quelque sec monosyllabe, je crus que j'allais en venir à vaincre sa taciturnité et à obtenir de lui les renseignemens de l'homme pratique, bien préférables souvent à ceux de l'érudit. Je venais de parler de la mer du Nord; cette mer me conduisit à la Méditerranée; je prononçai le nom de Marseille, et il se trouva que mon silencieux pilote, dans le cours de ses excursions, avait vu la Canebière. — Oh! Marseille! s'écria-t-il, *de goed vijn!* Oh! le bon vin! — Quel bonheur, me dis-je, que le vin de Marseille lui ait semblé doux; voilà sa langue déliée, et à l'aide de quelques transitions, de là-bas je le ramènerai bien ici. — Mais quand je repris l'entretien, il répéta de nouveau son enthousiaste exclamation de buveur, *de goed vijn!* et

ce fut fini. Mes courageux efforts n'en tirèrent pas une parole de plus. Las de lutter vainement contre un tel silence, je m'appuyai sur le bord de la barque, et je me mis à regarder le pays.

C'est bien par là que j'aurais commencé si j'avais été dans mon cher pays de Suède, et il est probable que là, au milieu des belles plaines parsemées de lacs, des montagnes pittoresques, des forêts imposantes, je n'aurais pas cherché avec tant d'avidité l'entretien d'un batelier. Mais que le lecteur daigne se représenter ma situation. Je suis seul avec cet inflexible pilote, à l'extrémité d'une lente embarcation, au milieu d'une contrée plate dont j'ai déjà depuis long-temps observé et dont j'observerai pendant plusieurs semaines encore l'aspect uniforme et le ton verd ou grisâtre. Le canal qui nous porte débonnairement sur son onde pacifique est, à vrai dire, une œuvre fort louable. Il enrichit le commerce d'Amsterdam, il fait la joie des Hollandais, l'orgueil du souverain qui en a ordonné la construction et des ingénieurs qui l'ont exécuté. J'ai lu dans mainte consciencieuse statistique tout ce qu'il a fallu vaincre d'obstacles pour mener à bonne fin cette entreprise industrielle et tout ce qu'elle a coûté; mais je me souviens des cascades écumantes de la Finlande, des beaux fleuves d'Allemagne, des ruisseaux argentés de la Suisse, et, le dirais-je? je préférerais le plus humble filet d'eau tombant d'une pointe de rocher, la plus petite source gazouillant dans son lit de mousse, à cette onde impassible qui n'a ni colère ni murmure. A droite et à gauche de ce canal, très précieux du reste, j'aperçois une terre humide et marécageuse, des maisons en briques couvertes de jonc, isolées l'une de l'autre, enfermées pour la plupart dans une enceinte de petits fossés ou de petits canaux. Le jour, on jette une planche sur le fossé pour communiquer avec les voisins; le soir, on retire ce pont mobile, et voilà l'habitation gardée comme une forteresse; et l'on s'en va ainsi d'écluse en écluse, et le lieu que l'on va voir ressemble à celui que l'on quitte, et rien ne rompt l'uniformité du tableau, si ce n'est, de temps à autre, l'apparition d'un gros navire qui s'en revient des Indes le ventre plein de tonnes de sucre, de clous de girofle et de tabac. Le lourd édifice occupe le tiers de la largeur du canal et se prélasse sur l'eau comme un serviteur de bonne maison qui rapporte une fortune à ses maîtres. Pour peu qu'il y ait entre ciel et terre un souffle de bon vent, on met toutes les voiles dehors; mais ce n'est là qu'un moyen très faible d'avancer sur une eau sans mouvement, et quinze ou vingt chevaux attelés au gaillard d'avant traînent à pas comptés le riche navire, comme un parvenu qui, après

avoir bravé courageusement les hasards de la fortune et surmonté les périls d'une vie aventureuse, prétend achever à son aise le cours de son pélerinage en ce monde. Les matelots, appuyés contre les bastingages ou perchés comme des mouettes sur les enfléchures, attachent sur nous un regard où se trahit une touchante émotion. Ils ont fait le voyage des Indes et il y a long-temps qu'ils n'ont vu le trekchuit national, l'embarcation bien-aimée qui les portait d'un village à l'autre dans leur première jeunesse. L'un d'eux nous hèle du haut d'une tonne; il vient de reconnaître dans notre pilote un enfant de son hameau, et il lui demande avec anxiété des nouvelles de ceux qu'il a quittés il y a près d'un an, et auxquels il a maintes fois pensé. Le pilote monte sur un banc et lui crie : Ta femme et tes enfans vont bien, ton père a bu avec moi à la dernière kermesse, et l'on t'attend pour la noce de ta sœur. La figure du matelot s'épanouit à ces paroles, et il y répond par un cri expressif, par un remerciement qui vient du fond du cœur. Oh! agitations et bonheur de la vie de marin, ceux qui ne vous connaissent pas peuvent-ils vous comprendre, et ceux qui vous connaissent peuvent-ils vous dépeindre?

Pendant que je fais ces observations, le brouillard hollandais, qui depuis le matin couvre le ciel et enveloppe l'horizon, devient de plus en plus noir et épais, et se résout en une pluie froide et pénétrante. Le pilote revêt son caban et se plonge la tête dans un lourd capuchon. Moi qui n'ai pas la même ressource, je suis forcé de rentrer dans la cabine. Les trois Hollandais tirent toujours de longues bouffées de leurs pipes en terre. Le Belge, qui affecte des airs plus civilisés, tient délicatement du bout de ses doigts un mauvais cigarre. La chambre est noire comme un four, et la conversation tourne au sentiment. Le Belge, dans son humeur sarcastique, avait blessé au vif le cœur de ses compagnons de voyage. Il avait mis en doute les facultés affectueuses des Hollandais, et ceux-ci lui répondaient naïvement et gravement par des histoires dont ils avaient été eux-mêmes ou les témoins, ou les héros. — Oui, monsieur, disait l'un d'eux que je voyais très imparfaitement à travers la fumée, mais qui avait une bonne et honnête physionomie, oui, c'est un fait singulier, et je puis bien vous le raconter. — Eh bien! voyons, dit le Belge en croisant ses jambes et en se redressant de l'air d'un homme qui se pose en critique, et qui voit arriver une victime.

Le Hollandais nettoya sa pipe, la remplit de tabac, et commença ainsi : — Il y aura bientôt vingt ans, qu'un jour d'octobre j'arrivais à Utrecht pour y faire des études en droit. J'étais le cadet d'une famille

nombreuse, et mon père ne pouvait me donner chaque mois qu'une somme très modique. Je m'installai dans un des quartiers les plus modestes de la ville, je me mis en pension avec quelques étudians pauvres comme moi, et je cherchai dans le travail, dans l'accomplissement rigoureux de mes devoirs, la satisfaction que les étudians riches ou insoucians s'en allaient chercher dans le monde et les fêtes. Malgré toutes mes précautions, malgré mes sévères calculs d'économie, j'avais bien de la peine, avec mon humble revenu, à joindre, comme on dit, les deux bouts. Plus d'une fois je m'assis pensif dans ma chambre, n'ayant pour tout dîner qu'un morceau de pain et pour me réchauffer au cœur de l'hiver qu'un dernier quartier de tourbe auprès duquel je grelotais tandis que mes compagnons d'étude passaient dans la rue, riant, chantant, courant au théâtre et au cabaret. Mais alors je songeais à mon pauvre père qui s'imposait lui-même de rudes privations pour pouvoir me donner mon modique traitement; et plutôt que d'ajouter à ses sacrifices, j'étais bien décidé à souffrir la faim et le froid. L'hiver se passa ainsi, et je voyais arriver le printemps avec la joie des malheureux qui, par un beau jour de soleil, sortant de leur retraite obscure et s'en allant errer à travers les prés en fleurs, se croient riches de toute la richesse que la nature étale autour d'eux. Un évènement inattendu, un hasard, vint tout à coup mettre fin aux inquiétudes matérielles qui m'attristaient souvent. Pour m'en aller de ma demeure aux cours de l'Université, je passais régulièrement deux fois par jour dans une petite rue assez sombre, et habitée par des ouvriers ou des marchands de troisième ordre. J'avais vu plus d'une fois une femme déjà âgée qui occupait un magasin de porcelaines chinoises, ou pour mieux dire de bric-à-brac, et qui, chaque fois que je passais, se trouvait debout sur sa porte et fixait sur moi un regard attentif. Pendant assez long-temps, je remarquai les apparitions régulières de cette femme sur le seuil de son magasin sans y attacher aucune importance, sans qu'il s'en suivît dans mon esprit aucune réflexion. Cependant mes amis avaient fait la même remarque, et ils me la communiquèrent. Peu à peu elle me préoccupa, et en détournant de temps à autre la tête à distance, j'observai que cette femme, immobile et attentive, me suivait constamment de l'œil, et ne rentrait dans son magasin que lorsqu'elle ne pouvait plus me voir. Inutile de dire que, lorsque la sympathie de la marchande de bric-à-brac fut ainsi constatée et les témoignages à l'appui reconnus et répétés par tous mes camarades, il en résulta à la table où nous nous réunissions chaque soir pour

prendre notre modeste repas des éclats de rire et des plaisanteries assez grotesques. La bonne dame n'était plus jeune. A travers l'étoffe légère de sa coiffure, on ne voyait que des cheveux blancs, et les rides de son visage annonçaient bien soixante ans. Son nom ajoutait encore une autre singularité aux sentimens romanesques que nous lui supposions. Elle s'appelait Elvina Teederhart (cœur tendre). Parfois, quand mes amis me voyaient le front soucieux, l'esprit préoccupé de quelque ennui: Console-toi, me disaient-ils, le ciel t'accorde un cœur tendre dont soixante ans n'ont pu refroidir l'ardeur. — Il y avait en moi je ne sais quel sentiment confus qui protestait contre ces plaisanteries; peu à peu cependant, soit par faiblesse, soit par entraînement, je m'y laissais aller et je riais franchement de ce qu'on appelait alors ma bonne fortune. Mais un jour que je me trouvais à quelques pas de distance de mes camarades dans la rue de la marchande, la bonne femme étant déjà sur sa porte, l'un d'eux me cria, en parodiant une de nos élégies: Accours, accours, ô trop tardif amant, ta jeune beauté t'attend; — puis il lança un regard sardonique sur la marchande, et s'éloigna en poussant un éclat de rire répété par ses compagnons. Au même instant j'arrivais devant la boutique. Je vis la pauvre femme rougir et pâlir. Elle jeta sur moi un regard d'une douceur et d'une tristesse inexprimables, puis elle s'enfuit au fond de son magasin. Je m'éloignai en silence, la tête baissée, mécontent de mes amis, mécontent de moi, poursuivi par je ne sais quelle vague inquiétude qui ressemblait à un remords. Comment ai-je pu, me disais-je, permettre que cette femme devînt le jouet de mes amis? Qu'a-t-elle fait pour mériter un tel affront? et comment me suis-je associé moi-même à d'indignes plaisanteries?

Cette fois-là, il me sembla que la leçon de notre professeur était bien longue. J'essayai en vain d'y prêter quelque attention, et dès qu'elle fut achevée, je me hâtai d'accourir dans la rue de Mme Teederhart; de loin, mon regard la cherchait avec une secrète sollicitude sur le seuil de sa porte, mais elle n'y était pas. En approchant de sa demeure, je m'arrêtai comme un flaneur devant les vitres des magasins, je passai devant le sien lentement, et un peu plus loin je m'arrêtai de nouveau et tournai la tête de ce côté; attente inutile. Elle ne parut pas. Le lendemain et le surlendemain, je refis plusieurs fois et avec plus de lenteur encore la même promenade, sans être plus heureux. La porte de son magasin était ouverte, mais il semblait désert; je n'y vis qu'un gros chat bien fourré, à moitié endormi entre deux vases de Chine, qui m'observait du coin de l'œil, et semblait réfléchir dans son demi-sommeil à mes allées et venues.

Cette disparition subite d'une pauvre femme qui paraissait prendre plaisir à me voir, et que je croyais avoir offensée, augmenta mes regrets et mes perplexités. Je m'exagérais tout à la fois, et le sentiment d'intérêt mystérieux que j'avais pu lui inspirer, et la faute commise envers elle; puis je voyais toujours ce regard si triste et si doux, qu'elle avait laissé tomber sur moi, au moment où mes camarades la tournaient en dérision, et j'éprouvais une tristesse toute nouvelle, une tristesse mêlée de repentir, que j'essayais en vain de surmonter; et quiconque m'eût vu alors, marchant d'un pas rêveur dans la rue, le front soucieux, l'œil inquiet, m'aurait pris pour quelque amant langoureux. Rien n'est plus uniforme que l'expression de nos émotions : celle du remords est souvent triste comme celle de l'amour, et les soupirs de la douleur ressemblent aux accens de la joie. Enfin, le troisième jour, je revins devant le magasin de Mme Teederhart, et, ne la voyant pas apparaître, je résolus de mettre fin à mon anxiété, d'entrer chez elle, et de lui demander pardon de la scène cruelle qu'elle avait subie malgré moi, et que je me reprochais pourtant comme si j'en avais été coupable. Je m'approche avec une émotion singulière, j'hésite, je m'éloigne, je reviens; j'avais une timidité d'enfant. Je franchis le seuil de la porte, et je m'arrête encore, et je regarde, comme si j'avais peur que des voisins n'observassent sur mon front, dans mes yeux, dans ma démarche, la pensée qui m'agitait, comme si cette pensée si pure et si candide pouvait donner lieu à quelque fâcheuse interprétation. Admirable ingénuité de la jeunesse. J'ai lu depuis quelques romans, et j'ai retrouvé dans le récit et la description d'un sentiment d'amour tout ce que j'éprouvais alors dans l'émotion d'une pensée reconnaissante, craintive, et presque filiale. Au moment où j'étais là, immobile, incertain, ne sachant si je devais faire un pas de plus en avant, ou rétrograder, celle que je cherchais avec tant d'agitation ouvre tout à coup une porte vitrée à travers laquelle elle m'observait, s'avance et me salue avec un doux sourire. — Pardon, madame, lui dis-je, en me sentant rougir et en balbutiant. — Oh! je sais ce que vous voulez me dire, s'écria-t-elle, en posant sa main sur mon bras pour mieux m'interrompre, j'ai été fort affligée des paroles de vos amis, mais je suis sûre que vous êtes parfaitement innocent de cette grossière et sotte injustice; j'ai suivi depuis trois jours, sans que vous m'ayez vue, vos mouvemens et votre inquiétude; je vois que vous êtes bon, et je me réjouis d'une circonstance qui achève de me révéler ce que j'avais déjà pressenti. Asseyez-vous.

Je m'assis sur un vieux fauteuil en chêne sculpté qui était là, entre

toutes les raretés de son magasin. Elle resta un instant debout devant moi, silencieuse et me regardant d'un regard qui m'étonnait et me troublait; puis elle s'assit à côté de moi, et, me prenant la main : — Comment vous appelez-vous? me dit-elle. — Charles. — Charles! s'écria-t-elle, est-ce vrai? Oh! mon Dieu! quelle singulière chose! Est-ce que vous vous appelez Charles. Dites, ne me trompez-vous pas? Mais pourquoi me tromperiez-vous? quelle méchante idée! Vous vous appelez donc Charles, Charles? — Et sa voix était très émue, et son regard pétillait en se fixant sur le mien; elle s'arrêta un instant et reprit le cours de ses questions : — Quel âge avez-vous? — Vingt ans. — Vingt ans! c'est bien cela!... Allons, allons, mais je suis une folle; que devez-vous penser de moi? Et pourtant!... Elle s'arrêta encore, mit sa main dans la mienne, et me dit d'une voix affectueuse : — Écoutez, monsieur Charles; voulez-vous bien faire un grand plaisir à une pauvre solitaire que vous ne connaissez pas? voulez-vous venir dîner ici dimanche prochain, et non-seulement ce dimanche-là, mais tous ceux qui suivront, quand vous n'aurez toutefois point d'invitation plus agréable? Car moi, je ne suis qu'une vieille femme, une marchande de bric-à-brac, et vous êtes un étudiant à l'Université, et vous avez vingt ans! — Oh! je viendrai, m'écriai-je avec une assurance subite dont je me sentis étonné; et rien ne m'empêchera de me rendre à votre invitation. — Eh bien! merci, merci, me dit-elle; retournez maintenant dans votre petite chambre, car je sais que vous avez une petite chambre avec toutes sortes de livres très savans, et que vous êtes fort studieux; allez, je vous attends dimanche. — A ces mots, elle me tendit encore la main, puis se retira; et moi, je sortis en proie à une émotion étrange, ne sachant ce que je devais penser de cette entrevue, de ces paroles affectueuses, de ces regards si vifs, et me réjouissant pourtant de tout cela comme d'un évènement heureux. A quelques pas de distance, je me retournai, et je vis Mme Teederhart qui penchait la tête hors de sa boutique pour me suivre du regard, et je me dis comme elle : quelle singulière chose! Mais il me semblait que j'avais la conscience soulagée d'un lourd fardeau.

En rentrant dans la maison où je demeurais, je trouvai mes amis assemblés dans le corridor, et causant d'un air de mystère à voix basse. L'un d'eux, m'ayant vu entrer chez la marchande, était venu en toute hâte le raconter aux autres, et là-dessus des commentaires, quels commentaires! et, lorsque j'arrivai, des plaisanteries, des paroles amères et froissantes. — C'est une folle, me disait l'un; je le sais

d'un de ses voisins qui la voit, depuis plusieurs années, vivre de la façon la plus bizarre, ne sortant pas, ne rendant aucune visite et ne parlant à personne. — C'est une vieille avare, disait un autre, qui s'enferme pour rogner des écus et compter ses pièces d'or cousues dans des lambeaux d'étoffe. — Bah! disait un troisième, c'est tout simplement une de ces bonnes créatures qui ont une prédilection toute particulière pour les promesses du diable, et qui voudraient retrouver à soixante ans ce qui les charmait à vingt. — C'est une femme excellente! m'écriai-je avec colère, une femme dont je ne souffrirai pas que l'on parle mal devant moi; et je rentrai dans ma chambre, laissant mes officieux conseillers fort étonnés de ma vive réponse.

Le surlendemain de ce jour était un dimanche. A l'heure de dîner, j'entrai chez Mme Teederhart. J'avais mis, pour me rendre à son invitation, mon plus bel habit, ma cravate brodée par une de mes sœurs, mon gilet à fleurs, don d'une marraine généreuse, et, en me regardant dans mon petit miroir d'étudiant, je dois dire que je ne me trouvais pas trop mal. J'arrive dans une jolie chambre située au fond du magasin. Quelques meubles simples, mais de bon goût, la décoraient. Un tableau couvert d'un crêpe noir et suspendu à la muraille en faisait le principal ornement. Des vases de fleurs garnissaient la cheminée, et la table, posée sur un tapis tout neuf, était couverte d'une nappe damassée et de très beaux couverts en argent. La marchande, occupée encore comme une bonne maîtresse de maison hollandaise à surveiller le dîner, suspendit sa tâche pour venir au devant de moi et me remercia avec effusion d'avoir tenu ma promesse. Une jeune servante rangea les assiettes, disposa dans un ordre symétrique les verres et les bouteilles, et nous nous mîmes à table. De ma vie je n'avais vu, même aux jours de fête de ma famille, un dîner aussi splendide, et cependant Mme Teederhart le trouvait encore trop mesquin. Elle grondait sa servante de n'avoir pas choisi un poisson plus rare, des poulets plus gras. Elle me versait dans une coupe de verre de Venise du vieux vin de Bordeaux et s'excusait de me recevoir si mal, et, me regardant boire et manger, semblait elle-même ne prendre aucun goût à tout ce qui était devant elle. Vers la fin du dîner, elle m'adressa quelques questions sur ma famille, sur mon pays, sur mes projets, et chacune de mes réponses était accueillie par elle avec l'expression d'une touchante sympathie. Après deux ou trois heures d'un entretien pendant lequel elle m'avait plus d'une fois ému par ses témoignages d'intérêt, comme je me disposais à sortir, elle me tira à l'écart et me dit : « Vous m'avez accordé une

faveur dont je suis reconnaissante, en me donnant ces doux momens enlevés à votre dimanche; accordez-m'en une autre. Tenez, je sais que vous n'êtes pas riche, vous me l'avez avoué à moi-même, et seul dans cette ville, avec vos faibles ressources, vous devez éprouver bien des privations. Permettez-moi de remettre entre vos mains un peu de mon superflu. En vous faisant cette offre, j'obéis, j'en suis sûre, à la volonté de la Providence, qui m'a dotée au-delà de mes besoins, sans doute pour que je puisse aussi à mon tour doter de quelque don ceux qui en sont dignes. Prenez, dit-elle en me mettant une pièce d'or dans la main; et voyant que je m'éloignais par un brusque mouvement : Oh! je vous en conjure, ne refusez pas cette modique offrande; songez que c'est une obole que je n'enlève à personne, dont je puis librement disposer et que vous me rendrez un jour... oui, un jour, quand vous serez riche et heureux comme vous méritez de l'être.— Et en parlant ainsi, elle attachait sur moi un regard tendre et suppliant; puis, glissant une pièce d'or entre mes doigts, elle me serra la main et disparut en me criant : — A dimanche! Allez, et que Dieu vous bénisse.

Plusieurs dimanches se passèrent de la sorte, moi toujours empressé de revenir m'asseoir dans sa demeure, elle toujours plus heureuse de me voir, me choyant, m'entourant de soins délicats, m'interrogeant avec une sollicitude toute maternelle sur mes études, sur mes besoins, sur mes rêves de jeune homme. Tantôt elle souriait de mes récits ingénus, tantôt elle m'encourageait dans mes travaux, elle applaudissait à mes projets d'avenir, et quand parfois il se trouvait dans mes paroles quelque chose de répréhensible, elle m'adressait des reproches avec une douce et caressante autorité.

J'aurais bien voulu pénétrer aussi dans l'histoire de sa vie, interroger ses souvenirs. Il y avait dans l'expression habituelle de son regard, dans la lente accentuation de sa voix, un caractère de tristesse qui m'intéressait et que je ne savais comment expliquer. A voir sa physionomie ouverte et prévenante, ses grands yeux bleus dont l'âge n'avait pu éteindre l'éclat, ses lèvres qu'entr'ouvrait à certains momens un doux sourire, ce visage d'une coupe fine et gracieuse, on se disait qu'elle avait dû être belle, et je me demandais si le mystère répandu sur sa vie ne cachait pas une de ces passions mal assoupies dont la beauté est souvent le jouet, si sa tristesse n'était pas née d'une de ces amères déceptions du cœur, d'un de ces souvenirs opiniâtres et profonds que le temps efface si lentement, si jamais il les efface. Mais chaque fois que j'avais tenté de la ramener

aux jours de sa jeunesse, je l'avais vue devenir tout à coup si sérieuse et fixer sur moi un regard si douloureux, que je m'étais amèrement repenti de mon indiscrétion. J'aurais pu, à l'aide de mes amis, faire interroger les voisins, mais j'aurais eu honte d'employer un tel moyen pour apprendre ce que ma bienfaitrice ne voulait pas me dire elle-même. Que m'importait d'ailleurs cette histoire mystérieuse du passé? Que m'importait ce qu'il y avait d'étrange, d'inexplicable, dans son affection pour moi? N'étais-je pas heureux de cette affection? n'avais-je pas pour cette femme, près de laquelle le hasard m'avait amené, un respect, un attachement filial, et n'était-elle pas pour moi indulgente et tendre comme une mère? Chaque fois que je revenais la voir, mon cœur s'ouvrait à elle avec plus d'abandon. Nous restions seuls après dîner dans son petit salon, et nous passions là des heures entières à causer comme si nous nous connaissions depuis long-temps. Chaque dimanche, son ingénieuse sollicitude lui faisait trouver quelque nouveau moyen de m'enrichir en ménageant ma délicatesse, et quand j'hésitais à accepter ses dons : — Prenez, prenez, me disait-elle; je vous dois une illusion qui est un bonheur. C'est Dieu lui-même qui vous a amené près de moi pour nous donner à tous deux ce dont nous avions besoin, à vous une tutelle généreuse, à moi un peu de joie mensongère dans mes regrets.

Un jour que je refusais plus opiniâtrément encore que de coutume d'accepter tout ce qu'elle m'offrait, elle me dit d'un ton moitié riant et moitié sérieux : — Je ne suis pas si désintéressée que vous le croyez; j'ai une grace à vous demander... puis s'interrompant tout à coup : Oh! non, je n'oserais pas; c'est une chose folle que vous ne comprendriez pas et qui me rendrait peut-être bien ridicule à vos yeux. — Non, parlez, lui dis-je; parlez, je respecte aveuglément toutes vos volontés et je ne donnerai jamais à tout ce qui viendra de vous qu'une noble et sérieuse interprétation. — Eh bien! je voudrais.... mais en vérité, c'est un enfantillage qui va vous paraître étrange; je voudrais vous voir venir un jour chez moi revêtu d'un habit vert avec des boutons de métal et un gilet de pluche bleu. Ce vêtement là n'est plus de mode, et vous n'oseriez vous montrer ainsi devant vos camarades, mais voulez-vous bien le porter une fois, une seule fois pour votre vieille amie? — Oui, m'écriai-je avec le même accent d'enthousiasme que j'aurais mis à formuler une résolution héroïque; je viendrai chez vous ainsi vêtu, et non pas une fois, mais toujours si vous le désirez.

En la quittant, je courus chez le tailleur, qui trouva fort étrange

que je voulusse être habillé comme on l'était il y a vingt ans, mais ses objections ne pouvaient m'émouvoir, et il se mit à l'œuvre.

Le dimanche suivant, j'entre chez Mme Teederhart, avec mon habit à larges basques tombant au-dessous du jarret, et mon gilet descendant jusqu'au milieu du ventre. Les passans s'arrêtaient pour me voir dans la rue, et si nous avions été au temps du carnaval, on aurait pris ce costume suranné pour une mascarade. Mais je me souciais peu des remarques que l'on pouvait faire, je ne songeais qu'au bonheur de remplir le désir de ma bienfaitrice, bien que ce désir me parût, à vrai dire, une fantaisie un peu étrange. En me voyant, Mme Teederhart pousse un cri, puis s'approche et me regarde en silence des pieds à la tête, et joint les mains, et me regarde encore avec une expression étonnante de joie et de surprise. Puis me conduisant au fond de son salon : Attendez, me dit-elle, il manque encore quelque chose à votre toilette. Elle s'approche d'une armoire, en tire une longue cravate blanche brodée, la met à la place de mon col de satin, me regarde et s'écrie : O mon Dieu! ô mon Dieu! et me prenant les mains dans les siennes, me contemple l'œil ému, le cœur agité, sans pouvoir proférer une parole. Tandis que nous étions là debout tous deux, elle, muette, et moi cherchant à deviner le secret de son émotion, tout à coup entre une de ses amies, qui me regarde et s'écrie : *Herr Jesus!* c'est M. Charles! A ce nom magique, Mme Teederhart met ses mains sur son visage, pousse une exclamation de douleur, et s'enfuit dans une autre chambre. — C'est M. Charles, répète son amie, et m'observant encore de plus près : — Vraiment! vraiment! a-t-on jamais vu une ressemblance pareille! — Mais, qui donc, m'écriai-je, est ce M. Charles que vous connaissez? — Quoi! vous ne le savez pas? Le fils de mon amie, le fils adoré qu'elle pleure toujours.—Et s'approchant du grand tableau voilé que j'avais remarqué le premier jour de mon arrivée chez Mme Teederhart, elle ôte le crêpe qui le recouvre, et je vois un jeune homme de mon âge, vêtu comme je l'étais en ce moment, et si semblable à moi, qu'un peintre n'aurait pu faire mon portrait avec plus d'exactitude, qu'un miroir n'aurait pu mieux refléter les traits de mon visage. — Oh! pauvre femme, m'écriai-je! Pauvre malheureuse mère! A présent, je comprends tout ce qu'elle a souffert, toutes les joies menteuses et les cruels regrets qu'elle a dû éprouver en me voyant.

Au même instant, Mme Teederhart parut. Elle était pâle et défaite, et l'on voyait à ses yeux rouges qu'elle venait de pleurer. « Chère Thérèse, dit-elle à son amie; revenez me voir bientôt, et mainte-

nant, laissez-moi tout entière à mes souvenirs. » Son amie lui serra la main en silence, et s'éloigna. La pauvre mère abattue et oppressée s'assit; puis, me prenant la main et jetant un regard sur le portrait dégagé de son voile : « Vous savez tout, à présent, me dit-elle; vous savez pourquoi j'ai été si vivement émue en vous voyant par hasard passer un jour devant ma demeure, pourquoi j'ai cherché à vous voir plus souvent, et pourquoi je vous ai aimé. Pardonnez-moi si l'affection que je vous ai témoignée s'adressait moins à vous qu'à un souvenir. Je n'ai cherché d'abord en vous, je dois l'avouer, qu'une ressemblance; mais, après avoir trouvé celle de la physionomie, qui aurait bien pu ne produire dans mon esprit qu'une impression passagère, j'ai trouvé celle de l'ame et du caractère, qui m'a de plus en plus inspiré je ne sais quel indicible sentiment de tendresse et de reconnaissance, comme si vous aviez vous-même préparé cette ressemblance pour me donner un bonheur illusoire, un doux mensonge, un rêve. Hélas! celui dont vous voyez ici le portrait, celui qui vous ressemble tant et dont, par une singulière fatalité, vous portez le nom, il était, comme vous, jeune, bon, honnête. Malheureusement, il n'était pas si raisonnable que vous, il aimait les entreprises hardies, les rêves aventureux. Ce salon, où vous trouvez du luxe, lui semblait trop pauvre, cette ville trop obscure, ce pays trop étroit; il voulait s'élancer dans l'espace, tenter les grandes choses. Les voyages les plus lointains, les projets les plus périlleux étaient ceux qui souriaient le plus à sa vive et ardente imagination. Je pouvais lui laisser une fortune assez considérable, car, quoique je ne sois qu'une marchande de bric-à-brac, je ne compte point parmi les plus pauvres d'Utrecht. Mais la fortune ne lui suffisait pas, il voulait la gloire, la gloire des dangers, des explorations hasardeuses, des succès incertains, la gloire des Houtman, des Heemskerk, ces vaillans voyageurs de la Hollande. Que de fois, le voyant si désireux de s'élancer sur les flots de l'Océan, ne lui ai-je pas dit, comme la pauvre mère dont parle le poète de la Frise, Gijsbert Japick : Charles, Charles, pourquoi veux-tu partir? la ville qui t'a vu naître est-elle donc si petite, la maison qui t'a abrité est-elle si triste, le cœur de ta mère est-il si pauvre, que tu ne puisses trouver dans l'aspect de cette ville, dans les joies du foyer paternel, dans la tendresse sans bornes qui a veillé sur ton enfance, un aliment suffisant pour ton ame et ton imagination? Mais son père, dont l'autorité aurait soutenu la mienne, était mort; mes vœux et mes prières furent inutiles. Cet enfant bien-aimé, ce fils unique partit. Il y a aujourd'hui vingt ans que je lui disais adieu sur la rade d'Am-

sterdam; il y a aujourd'hui vingt ans que je le voyais pour la dernière fois. Il périt dans un naufrage, et depuis le jour où j'ai appris cette affreuse nouvelle, je n'ai pas connu une pensée de joie jusqu'au moment où je vous ai remarqué, où, me livrant à une folle erreur, j'ai tâché de confondre l'image gravée dans ma mémoire avec celle qui vivait devant mes yeux. Mais votre présence m'affligeait en me consolant, et je ne pouvais vous parler de ce fils dont vous me rendiez le souvenir plus vif et plus saisissant. Vous avez dû me trouver parfois bien bizarre, n'est-ce pas? Maintenant vous savez tout; maintenant que vous voyez combien j'ai souffert, aimez-moi encore un peu, si ce n'est par reconnaissance, au moins par pitié. — Et comme, par l'effet même de mon émotion, je tardais un instant à lui répondre : Oh! dites-moi, s'écria-t-elle, dites-moi du moins que je ne cesserai pas de vous voir, que vous ne vous en irez pas, comme mon malheureux Charles, tenter les hasards d'une périlleuse navigation. Je vous le demande, non-seulement pour moi, qui ne suis que votre vieille amie, mais pour votre mère. Hélas! si vous saviez ce qu'il en coûte au cœur des pauvres mères, de voir leurs fils partir pour les pays lointains et de les sentir errans sur les vagues quand le vent gronde et que le ciel est sombre. — Non, lui répondis-je, je n'ai point ces idées aventureuses qui nous portent à quitter le sol natal et à nous en aller au loin chercher le vague bonheur qui nous est apparu dans nos rêves. Je resterai ici, près de vous, près de mes parens; je deviendrai un honnête magistrat, un pacifique citoyen d'Utrecht, un bon père de famille, m'en allant chaque jour régulièrement au tribunal, et le soir fumant paresseusement ma pipe en prenant une tasse de thé. Voilà mon avenir, et je n'en désire pas d'autre. — C'est bien, c'est bien, dit la pauvre mère. Ah! pourquoi mon fils n'a-t-il pas eu ces idées de calme et de vie bourgeoise! je le verrais encore là, et je serais la plus heureuse des mères. Mais vous me restez du moins, vous qui êtes son image, vous qui trompez parfois mon cœur par votre ressemblance avec lui, vous me restez, et je remercie le ciel, qui, dans mon malheur, me donne, comme un dernier rayon de joie, cette dernière illusion.

Dès ce moment, les liens qui s'étaient établis entre Mme Teederhart et moi se resserrèrent de plus en plus. Je revins d'abord la voir chaque jour, et puis plusieurs fois par jour. Depuis que j'avais pénétré dans le secret de sa douleur, je comprenais tout le charme de son illusion, et j'éprouvais un vif sentiment de joie à penser que ma présence pouvait adoucir ou suspendre l'amertume de ses regrets.

Chaque jour aussi la pauvre femme redoublait envers moi de soins et de tendresse. Il n'était sorte de moyen ingénieux qu'elle n'imaginât pour deviner un de mes désirs ou pour satisfaire une de mes fantaisies. On eût dit que, comme je tenais la place de son fils, elle avait peur de me voir partir ainsi que lui, et toutes ses prévenances, tous ses dons, toutes ses paroles affectueuses, étaient autant de pieux artifices pour me retenir plus fortement près d'elle.

Quelques années se passèrent ainsi. Ceux qui d'abord ne l'avaient regardée que comme une femme bizarre furent vivement émus en apprenant ce qu'elle avait souffert, et mes amis, qui s'étaient moqués de ses prévenances envers moi, vinrent l'un après l'autre lui demander pardon de la scène qui l'avait effrayée. Mon cours de droit était fini, mais je restai à Utrecht, poursuivant en dehors des leçons universitaires quelques études spéciales. Mon père et ma mère vinrent me voir. Je les conduisis chez elle. — Laissez-moi votre Charles, leur dit-elle, j'aurai soin de lui; c'est mon fils adoptif. Je ne veux pas l'obliger à changer de nom, je ne veux pas le dérober à votre affection. Encore quelque temps, et il vous reviendra tout entier, et si je ne fais pas, selon la coutume, un contrat par-devant notaire pour lui donner son titre d'adoption, c'est que le meilleur de tous les contrats est là, ajouta-t-elle en mettant la main sur le cœur.

Elle mourut en me donnant sa bénédiction, et je la pleurai comme une mère. Son testament m'instituait son héritier absolu. Je n'ai point d'autre parent, écrivait-elle à la fin de ses dispositions, qu'une vieille cousine fort riche. Si Charles veut lui offrir une portion de ma fortune, je le lui permets, mais je le prie en grace, et c'est le dernier vœu d'une mourante, de conserver la plus grande part. Elle instituait de plus une rente annuelle de 100 florins, et à perpétuité, pour la femme de quelque pauvre marin qui aurait perdu un fils dans un naufrage. J'acquittai ce legs pieusement, j'allai trouver la cousine qui ne voulut rien recevoir de l'héritage dont je lui offrais une part, et je restai maître d'une fortune inespérée. L'année suivante, je me mariai; je devins juge à Utrecht; mon fils aîné s'appelle Charles, ma fille porte le nom de ma bienfaitrice, et ma femme, mes enfans et moi, nous prions chaque jour pour elle.»

Le Hollandais, ayant achevé son récit, détourna la tête, et je le vis passer la main sur ses yeux comme pour essuyer une larme. Son compagnon, qui était un gros et gras personnage dont les membres un peu lourds avaient été évidemment fortifiés par une ample consommation de rosbeef, et les joues roses colorées par l'usage du genièvre,

prit la parole et dit : Voilà une histoire qui prouve bien que les Hollandais ne sont pas, comme certains voyageurs mal avisés se plaisent à les représenter, des êtres absorbés par la matière; moi j'en sais une encore... Mais voilà que nous arrivons à Niewdiep. — En disant ces mots, il se leva, nous fit un léger salut et sortit. Une jeune femme l'attendait sur le quai, et se jeta dans ses bras avec une joie touchante; deux petits enfans aux joues rondes et roses comme des pommes de Normandie se suspendirent à sa redingote : l'heureux voyageur s'éloigna avec son doux fardeau. C'était peut-être là l'histoire qu'il voulait nous raconter.

J'avais quitté en même temps que lui notre *roem* enfumé, et je regardais avec surprise le tableau qui se déroulait à mes yeux. A la place des plaines marécageuses, des landes arides, des cabanes isolées, dont l'aspect monotone fatigue les yeux, à partir d'Alkmaar, tout à coup j'aperçois de larges et beaux édifices, des magasins de marine et une population animée. J'entends l'officier qui commande une manœuvre sur une frégate, les matelots qui hèlent les cordages, le tambour militaire qui bat dans les rues, et le clairon qui sonne à la porte d'une caserne. Des bâtimens de commerce entrent dans le port, des barques glissent le long des canaux, des portefaix s'en vont le dos courbé sous des sacs de riz ou de café. Nous sommes dans l'entrepôt de la mer du Nord, dans l'un des ports militaires de la Hollande.

Il y a quarante ans qu'à la place de ces édifices, de ces chantiers, on ne voyait encore qu'une pauvre maison de paysan. La création du canal du Nord a fait en peu de temps une ville animée d'une plaine déserte. C'est ici que les navires d'Amsterdam s'arrêtent en revenant des Indes et en y allant; c'est ici que l'on a entassé tout le matériel et l'armement des bâtimens de guerre. Quand un de ces bâtimens part pour quelque contrée étrangère, il vient prendre à Niewdiep ses canons et ses boulets; puis, au retour, il quitte son appareil militaire. On lui enlève ses armes, ses munitions, on lui enlève la plus grande partie de ses voiles, quelquefois même ses mâts, et il entre dans les bassins d'Amsterdam comme un pacifique bourgeois incapable d'offenser qui que ce soit. J'ai vu une fois une magnifique frégate suivre ainsi sa route, le pont vide, les écoutilles fermées, les hunes abattues. Hélas! c'était grande pitié. Vingt-quatre chevaux la traînaient paisiblement le long d'un canal. On eût dit d'un roi vaillant et courageux dépouillé de son armure et enchaîné au paresseux attelage de ces rois fainéans dont parlent nos vieilles chroniques. Comment

les compatriotes de Tromp et de Ruyter peuvent-ils se résoudre, par je ne sais quel calcul d'intérêt matériel, à humilier ainsi plusieurs fois dans l'année leurs plus beaux bâtimens? Avoir vu la frégate fière et joyeuse s'élancer hors du port, le pavillon au vent, les matelots sur les vergues et la mitraille sur les flancs, aux acclamations enthousiastes de la foule, au bruit des cordages qui roulent sur leurs poulies, des porte-voix qui ordonnent la manœuvre, des sifflets d'argent qui marquent la mesure, des voiles que le vent déroule avec fureur comme s'il allait les déchirer; l'avoir vue bondir sur sa route comme un coursier audacieux, fendre les vagues, braver l'orage, et disparaître dans le lointain comme si elle s'élançait à la conquête d'un nouveau monde, et la voir revenir ensuite si nue, si morne, si lente, hélas! encore une fois, il y a de quoi faire saigner le cœur de quiconque a jamais posé le pied sur un navire.

A Niewdiep, nous prîmes un passager, qui, me voyant contempler avec la curiosité d'un étranger le spectacle offert à mes yeux, m'aborda avec ce sentiment d'hospitalité que l'on trouve toujours aux dernières limites de chaque contrée, et me dit : « Je suis un habitant du Helder, je demeure au bord de notre grande digue, venez ce soir chez moi, vous verrez la mer tout à votre aise. » Il me donna sa carte, et j'acceptai son offre avec joie. Nous glissions de nouveau lentement sur le canal, qui a encore une lieue d'étendue. Sur toute sa longueur s'étend une ligne de petites maisons peintes en rouge, posées au bord de l'eau, suivant ses circuits. On dirait un collier de corail. Chacune de ces petites demeures a un aspect riant et paisible qui plaît aux regards. Celle-ci porte sur ses fenêtres badigeonnées des vases de fleurs. Celle-là, plus ambitieuse, s'abrite derrière un arbre aux longs et verts rameaux déployés comme un éventail. L'une est la tente chérie où le marin revient, au retour de ses longs voyages, goûter le charme du repos et les joies de la famille. L'autre est le cabaret où il retrouve, avec un surcroît de bonheur, sa longue pipe de terre et le genièvre dont les vins de France et les liqueurs du Portugal n'ont pu lui faire oublier l'ardeur enivrante. A chaque pas on rencontre un de ces honnêtes marins qui s'en va mollement goûter les douceurs du *far niente*, en attendant l'heure de repartir, et des enfans qui, à peine débarrassés de leurs lisières, courent dans une barque, comme des canards courent à l'eau. Il y a là une population de six mille ames, dont la mer est le premier élément, et qui ne pourrait adorer que Neptune et Thétis, si elle n'adorait fort pieusement le Christ.

Le Helder est une petite ville élégamment bâtie, jeune et coquette, qui, dans son mouvement ambitieux, s'allonge en droite ligne, et s'allongerait bien plus encore si la mer n'était là pour l'arrêter. Il y a là un singulier mélange de population, des bourgeois, des marchands, des fonctionnaires, des soldats, des navigateurs qui arrivent, d'autres qui partent. C'est le dernier coin de terre hollandaise que le marin salue en s'éloignant, et le premier qu'il aperçoit à son retour. C'est là qu'on vient lui dire adieu, et là qu'on vient l'attendre. Que de vœux échangés sur cette grève entre ceux qui s'en vont et ceux qui restent! Que de larmes versées par de beaux yeux, et quelquefois si vite essuyées! Et la mer est là qui continue à battre le pied de ses remparts, et semble se moquer, dans son éternel soupir, de toutes ces tristesses trompeuses, de tous ces regrets d'une heure.

Auprès de cette petite cité du Helder, s'élève une vaste et puissante forteresse, commencée par Napoléon, et finie par Guillaume Ier. Napoléon avait de grandes vues sur cette côte de Hollande. J'en ferai, disait-il, le Gibraltar du nord; et il était venu lui-même en reconnaître la situation, et il s'était embarqué sur un simple batelet de pêcheur pour voir de plus près les contours du Texel, et établir sa ligne de défense. Des deux forts dont il avait arrêté le plan, l'un portait le nom de Lasalle: on l'appelle aujourdhui le Prince-Héréditaire. L'autre, que l'on nommait le Roi de Rome, a vu son royal titre s'en aller, à la chute de l'empire, avec les autres titres de celui, qui lui-même devait bientôt s'en aller mourir dans une ville autrichienne. Le peuple des villages voisins n'a cependant pas oublié l'auguste nom qui décorait la forteresse naissante du Helder, et plus d'un paysan de la Noord-Holland parle encore avec un singulier sentiment d'enthousiasme de cet homme au regard profond, que l'on voyait passer comme un météore, et qui, de distance en distance, laissait sur ses traces un champ de mort ou une œuvre de géant.

L'idée que Napoléon avait conçue en voyant ici la mer du Nord resserrée entre le rivage de Hollande et celui du Texel, comme la mer Baltique au détroit du Sund entre la côte de Danemark et celle de Suède, a été lentement mais scrupuleusement réalisée. Il y a là trois bastions étendus, casematés, construits de manière à renfermer facilement une nombreuse garnison, qui peuvent envoyer des boulets tout près du Texel, empêcher un bâtiment de franchir le détroit, et défendre ainsi l'entrée du pays. La côte est d'ailleurs protégée à une assez longue distance par des bancs de sable, des brisans et des rochers qui en interdisent l'approche aux bâtimens. Puis, la digue,

garnie de canons, serait encore, en cas d'attaque, un rempart redoutable. Cette digue a près de deux lieues de longueur. Elle s'élève à quarante pieds au-dessus du niveau de la mer, et descend à deux cents pieds de profondeur dans les vagues, sous un angle de quarante degrés. Elle est construite tout entière avec des blocs de pierre arrachés aux montagnes de la Norvége; soutenue à sa base par des quartiers de roc, couverte de terre et de gazon à sa sommité, elle sert de route aux charrettes et de promenade aux bons bourgeois. C'est certainement l'une des œuvres les plus colossales, les plus admirables du génie moderne. Quand on mesure du regard l'étendue et la profondeur de cette muraille de roc, il semble que les habitans de la Noord-Holland doivent n'avoir désormais plus rien à redouter des inondations, et cependant bien peu d'années se passent sans jeter dans leurs cœurs le doute sinistre et l'épouvante. La vague impétueuse, infatigable, monte, grossit sans cesse, et sans cesse vient se briser contre la barrière qui l'arrête. Plus le rempart est ferme, et plus elle semble inflexible dans sa colère, implacable dans ses efforts. Dieu lui a jeté sur certaines rives un grain de sable pour limite; mais quand l'homme entasse pierre sur pierre, et vient aussi lui dire : Tu n'iras pas plus loin; on dirait que l'élément terrible s'indigne à cette voix d'esclave qui parodie la voix du maître, et alors la mer s'élance de toute sa hauteur, et retombe de tout son poids contre l'édifice de l'homme.

Assis au bord du chemin, sur l'un des points les plus élevés de la digue du Helder, je ne me lassais pas de voir cette grande mer du Nord, cette mer qui déjà m'avait emporté au loin et qui semblait encore m'appeler. C'était le soir. A la lueur mobile de la lune, qui tantôt se montrait dans tout son éclat, et tantôt disparaissait sous un nuage, je distinguais d'un côté la grève sablonneuse du Texel, de l'autre des collines arides parsemées çà et là de quelques joncs, traversées seulement par le sentier solitaire du pêcheur, et dans le lointain l'onde immense qui touche à la fois aux froides plages du Nord et aux rives embaumées de l'Orient. Je promenais tour à tour mes regards d'un point à un autre, d'un navire qui voguait dans l'espace à une barque qui rentrait au port, et alors je me sentais de nouveau saisi par cette magie des flots que les anciens personnifiaient dans les sirènes, et je me disais avec je ne sais quel vague désir mêlé de tristesse : Oh! oui, quiconque s'est une fois livré à tes caprices, ô mer terrible et charmante, voudra s'y livrer toujours! et quiconque, du haut d'un navire, a dans ses rêveries prêté l'oreille à ton mur-

mure, croira toujours entendre, dans le soupir du vent, dans le choc de tes flots, une voix mystérieuse qui l'attire et lui parle des pays lointains.

Quand j'arrivai dans la maison de M. E...., qui m'avait invité à passer la soirée chez lui, la table était mise, l'eau bouillonnante sifflait dans la théière, et la servante achevait de l'entourer de tartines de beurre, de tranches de bœuf fumé, de harengs et de fromage, c'est-à-dire de tous les élémens d'un très comfortable souper hollandais. M. E.... me prit par la main en me reprochant doucement d'arriver si tard, puis me présenta à sa femme, à ses filles et à un négociant de ses amis qui avait déjà fait plusieurs fois le voyage des Indes. Entre les personnes réunies chez M. E....., il n'y avait qu'une légère différence d'âge, mais cette différence représentait un siècle pour l'intelligence. La maîtresse de la maison, née en Frise, portait encore la riche et ambitieuse coiffure de sa province, les deux lames d'or sur les tempes, le diadème en brillans sur le front. Elle ne parlait que le hollandais, et ce qu'elle eût bien préféré encore, c'eût été de parler le dialecte de sa province, de sa chère province qu'elle n'avait quittée qu'une fois pour faire un voyage à Amsterdam, et plus tard pour venir au Helder. Les deux jeunes filles au contraire, douces et naïves créatures à l'œil bleu, au visage candide, portaient, selon le dernier numéro du *Journal des Modes*, les cheveux en bandeau et les manches plates. Elles gazouillaient avec un embarras ingénu quelques mots de français, lisaient, sans le secours d'aucune traduction, *Jocelyn* et *les Orientales*, et parlaient du plaisir qu'elles auraient à venir à Paris, pour parcourir les boulevarts, disait l'une, pour aller au spectacle, disait l'autre, et pour assister aux séances de la chambre des députés, ajoutait le père. C'était un homme modeste et instruit qui avait voyagé, étudié, et qui s'intéressait à la fois aux grandes questions d'art, de politique, de science et d'industrie. Il faisait, par sa causerie instructive et variée, un singulier contraste avec son ami, qui aurait fort aimé qu'on ne dît rien ou qu'on jetât de temps à autre, entre deux bouffées de tabac, un mot sur le prix des denrées coloniales. Mais, telle qu'elle était, avec ses différences de goût et de caractère, cette petite réunion me plaisait beaucoup par son air de franchise et de simplicité, et j'étais d'ailleurs reconnaissant de la cordialité avec laquelle on me recevait dans une maison où j'entrais pour la première fois. M. E.... me serrait les mains et me remerciait d'être venu. Sa femme, dans un excès de politesse qui pouvait devenir embarrassant s'il avait con-

tinué, remplissait de morceaux de sucre ma tasse de thé et couvrait mon assiette de tranches de bœuf. Une de ses filles, je crois en vérité que c'était la plus jolie, se leva et vint m'offrir gracieusement une longue pipe d'écume de mer pleine d'un excellent tabac. Je me rappelai l'histoire de ce philosophique paysan d'Allemagne qui s'était jeté à l'eau pour sauver le caniche débile de la dame châtelaine de son village. Quand il monta au castel trempé de la tête aux pieds et portant délicatement sur ses bras le roquet sain et sauf : — Parle, lui dit le seigneur dans le mouvement enthousiaste de sa reconnaissance; que veux-tu que je te donne pour te récompenser de ton courage? veux-tu de l'argent, veux-tu un de mes plus beaux bœufs, veux-tu le champ qui est près de ta ferme? — Non, dit l'honnête paysan, je n'ai pas besoin de tout cela; mais il y a une chose qui me ferait grand plaisir... Si j'osais la demander, je me jetterais bien à l'eau une seconde fois pour l'obtenir. — Voyons, demande? — Monsieur le baron ne se fâchera pas? — Non. — Dame! c'est que c'est bien hardi de la part du pauvre Franz. — Allons, parleras-tu? — Eh bien! je voudrais que Mme la baronne remplît de tabac la belle pipe de monseigneur et me la donnât à fumer. — Le baron fronça le sourcil et serra les dents comme lorsqu'il allait avoir un accès de colère; mais la baronne, qui était douce et bonne autant que belle, apaisa d'un regard son redoutable maître, prit la pipe, la remplit avec ses jolis doigts roses d'un tabac parfumé, et la remit en souriant à Franz, qui s'assit sur la pelouse et fuma délicieusement; et s'il y a jamais eu au monde un être complètement heureux, c'est sans aucun doute Franz, depuis la première jusqu'à la dernière bouffée de fumée qu'il exhala lentement. Plus heureux que Franz, je n'avais pas eu besoin de plonger dans la rivière, de sauver un caniche, pour recevoir des mains d'une charmante jeune fille une pipe choisie, et si je n'ai pas chanté ce narguilé hollandais, c'est que, je vous l'assure, les muses n'ont pas voulu me seconder dans mes intentions poétiques.

Quand nous eûmes satisfait amplement aux vœux hospitaliers de Mme E..., qui ne se lassait pas de nous servir du thé, la conversation devint plus animée, le marchand lui-même fut assez causeur; et de quoi pouvions-nous parler, si ce n'est de l'élément qui est le perpétuel sujet d'entretien des habitans du Helder, de cette mer que nous entendions gémir au pied de la digue, et dont nous voyions à travers la fenêtre les vagues assombries çà et là au passage d'une nuée obscure, et argentées en d'autres endroits par la clarté de la lune? Les deux jeunes filles racontaient avec une émotion naïve

les terreurs qu'elles éprouvaient parfois en entendant, dans les longues nuits d'hiver, le fracas des flots impétueux qui se brisaient au pied de leur demeure, comme au pied d'un navire. Leur père vantait, et à juste titre, le génie, la persévérance des Hollandais qui ne se lassaient pas de lutter contre l'Océan, et le marchand peignait sans s'en douter, en style poétique, la beauté sereine des mers du sud, la phosphorescence des vagues dorées par le soleil, et la tiède haleine des vents alisés. Puis il se mit à parler des croyances superstitieuses des marins hollandais, et je l'écoutai avec un surcroît d'attention : — On ne saurait se figurer, nous disait-il, jusqu'où va la crédulité traditionnelle et l'esprit subtil, rêveur et souvent poétique, de ces bonnes gens, qui ont l'apparence si matérielle. Les physiciens nous donnent, Dieu sait, chaque année et chaque jour assez d'explications sur l'influence des saisons, le mouvement des vents, la force des courans; mais le matelot ne veut point entendre parler de tous ces calculs de la science. Il a sa science à lui, la science que ses anciens camarades lui ont enseignée dans les causeries du soir sur le gaillard d'avant, ou dans les heures de repos passées à la taverne. « — Bah! me disait une fois l'un d'entre eux; à la suite d'un violent orage, avec vos vents d'équinoxe, toutcela est bel et bon, il n'en est pas moins vrai que, si chacun de nous avait bien payé ses dettes en partant, nous ne serions pas là à *bourlainguer* sur cette vilaine mer, comme nous le faisons depuis huit jours. — Et c'est ainsi qu'ils expliquent la plupart des phénomènes dont leur intelligence ne comprend pas la cause; ils attribuent les retards qu'ils éprouvent, les heures de calme et de tempête, les vents contraires, non-seulement à la présence de certain passager qui aura sur la conscience quelque péché trop gros à porter, mais à des objets inanimés, à un meuble nouveau, à un bout de câble, à une voile, quelquefois à un trait de la physionomie, à une barbe, à un regard de travers. Ils ont la superstition des joueurs, et de plus ils croient à je ne sais quelles puissances mystérieuses, tantôt funestes et tantôt bienfaisantes, à des expiations forcées, à des apparitions merveilleuses. Par exemple, ajouta le marchand en se tournant de mon côté, vous avez bien entendu parler du grand voltigeur hollandais? — Oui, sans doute, répondis-je; mais je ne l'ai jamais vu; ni vous non plus, je suppose? — Non; et pourtant, je vous avoue que je me suis demandé plus d'une fois sérieusement si ce que ma raison s'obstinait à ne considérer que comme un conte grossier, n'était pas une terrible réalité, tant je connais d'honnêtes marins qui en parlent comme d'un fait avéré; et la gravité

sombre avec laquelle ils racontent ordinairement les apparitions de ce fantôme a je ne sais quoi de saisissant. Vous savez que c'est un grand vaisseau de guerre, sans mâts et sans voiles, que l'on aperçoit de loin, comme une baleine monstrueuse, à l'horizon, et que les jeunes matelots, encore peu expérimentés, prennent facilement pour une langue de terre. Ce vaisseau navigue contre vent et marée, sans qu'on puisse voir seulement s'il y a une main au gouvernail; il ne bondit point sur les vagues comme un bâtiment ordinaire, il se trace un large et profond chemin et glisse sans secousse; la mer semble s'affaisser sous lui avec terreur. Tout à coup il s'élance, il tombe comme un oiseau de proie à quelques encablures de distance du navire qui passe, et alors on aperçoit des hommes, ou plutôt des squelettes, au visage pâle et cadavéreux, qui se dressent sur ses bastingages, grimpent dans ses enfléchures, et courent dans ses hunes. On entend des voix plaintives et lamentables qui demandent des nouvelles d'une ville anéantie depuis des siècles, et prient les matelots de vouloir bien venir chercher à bord quelques lettres, et les remettre à leur adresse. Mais malheur à celui qui oserait se charger de ces lettres, car chacune d'elles est plus lourde à porter que des milliers de quintaux, et ferait couler bas le navire. Demandez maintenant à nos matelots ce qu'ils pensent de ce vaisseau fantastique : ils vous répondront qu'il porte dans ses flancs des hommes coupables d'un grand crime, et condamnés pour ce crime à errer sur les flots jusqu'à la fin du monde, comme le chasseur noir des ballades allemandes, qui doit sans cesse courir, à travers les bois et les montagnes, avec ses chiens et ses piqueurs. Si c'est une chose terrible de les entendre raconter ces légendes d'expiation, vous aimeriez à les écouter le soir lorsque à la lueur des étoiles, assis sur une caronade, ou debout contre un mât, ils commencent à parler du merveilleux navire où l'on goûte toutes les joies de la vie de marin, sans en ressentir jamais les fatigues ou les déceptions. Ce navire est si grand, que personne n'a jamais pu en mesurer la longueur. Mais un fait qui peut donner une idée de son étendue, c'est qu'il met un an à virer de bord. Des officiers, des contre-maîtres, des matelots, forment de distance en distance un équipage à part. Le capitaine se tient en haut de la dunette, et quand il donne un ordre, on expédie aussitôt une estafette à cheval, qui court au grand galop le transmettre au poste voisin, lequel le fait parvenir de la même manière à un autre, et ainsi de suite. Les mâts sont si hauts, que l'on cite comme de grands voyageurs les gabiers qui ont été deux fois jusqu'aux barres de perroquet. A chaque hune,

il y a une auberge où le matelot s'arrête plusieurs jours pour se reposer de ses fatigues, et plus d'un qui est parti de l'entrepont jeune et dispos, et qui est monté seulement jusqu'au petit hunier, s'en est revenu avec des cheveux blancs, tant le trajet est long. Mais quelle douce vie on passe à bord de cet admirable bâtiment! Là, le matelot n'est pas tenu de vivre dans un triste veuvage, il peut avoir auprès de lui sa femme et ses enfans; son hamac est suspendu à deux arbres chargés de fruits, son fourniment ne se ternit point par l'humidité, et le fourbissage se fait avec une plume de paon que l'on promène tout simplement sur le cuivre des canons et des boussoles. L'entrepont est un vaste jardin semé de salade toujours verte, de persil, de cresson, et la cale ressemble à une de ces belles grottes de roc où coule une eau fraîche et limpide. De plus, la ration est illimitée, la solde se paie chaque semaine en pièces d'or, et il n'y a point de commissaire. Les voiles, qui ont plusieurs lieues d'étendue, sont d'une étoffe de soie si légère, qu'il suffit de les presser du bout du doigt pour les carguer; les câbles sont forts comme des chaînes de fer, et souples comme des fils d'araignée. Un enfant en porterait d'une seule main un rouleau de plusieurs milliers de toises. Je vous laisse à penser la joie que les mousses doivent éprouver quand ils entendent faire un de ces merveilleux récits, et il y a, je vous le jure, de vieux matelots intimement convaincus qu'ils iront un jour habiter ce paradis flottant de la marine, quand ils auront assez hâlé la bouline et viré le cabestan dans ce monde... Mais je vous fais là des contes d'enfant, et j'oublie que demain au point du jour, si la brise se soutient, nous mettrons à la voile, et que j'ai encore plusieurs affaires à régler ce soir. — Et de quel côté, lui dis-je, vous dirigerez-vous donc demain? — Nous allons à Batavia. C'est un long voyage, mais l'année prochaine j'espère être de retour.

A ces mots, le digne marchand se leva, dit adieu d'une voix émue à notre hôte, à sa femme, à ses enfans, me serra la main affectueusement, puis s'éloigna accompagné de nos vœux. Je devais partir aussi le lendemain. Je quittai à regret l'aimable et honnête famille que le hasard m'avait fait connaître; j'allai sur la digue saluer encore cette mer du Nord que je ne reverrai peut-être plus, et en m'en retournant rêveur du côté de mon hôtel, je ne songeais qu'à ces dernières paroles du marchand : Nous allons à Batavia! Il y a donc de par le monde des gens assez heureux pour pouvoir aller à Batavia!

X. Marmier.

POLITIQUE EXTÉRIEURE.

L'ESPAGNE. — ESPARTERO.

« La dernière révolution, disait il y a quelque temps un journal modéré de Madrid, a commencé par une *conspiration*, et a fini par une *conquête*. » Le mot est juste et peint parfaitement la situation de l'Espagne depuis cette époque. Le mouvement de septembre a été originairement le résultat d'une *conspiration* des exaltés, dans un intérêt de progrès révolutionnaire; il a fini par tourner au profit de la force militaire, représentée par Espartero, et a donné lieu à une véritable *conquête* du pays par l'armée. Depuis l'exclusion de la reine régente, ces deux élémens, le principe révolutionnaire et le principe militaire, se sont fait une guerre sourde, tout en ayant l'air de se partager le pouvoir à l'amiable. Le moment semble venu où cette guerre va éclater et se produire au grand jour. La réunion des cortès nouvellement élues ne permet pas de la dissimuler plus long-temps, et la polémique des journaux de Madrid a déjà donné le signal.

La question de l'organisation de la régence est le champ de bataille. Le duc de la Victoire voudrait être régent unique; les progressistes veulent qu'il y ait trois régens; voilà la question. Si Espartero l'emporte, le pouvoir de fait qu'il exerce depuis six mois devient un pouvoir de droit, il est dominateur suprême, il s'élève encore; si, au contraire, le parti exalté réussit, le temps de la déca-

dence est venu pour le duc, il commence à avoir des égaux, et ne tardera pas à avoir des maîtres. Dans le premier cas, c'est le triomphe d'un ordre quelconque appuyé sur la force matérielle; dans le second, c'est le triomphe pur et simple de la révolution. Les paris sont ouverts de part et d'autre, et les chances sont à peu près égales de chaque côté. Nous ne tarderons pas à savoir quelle aura été la solution, car elle s'accomplit peut-être au moment où nous écrivons.

Quoi qu'il arrive, un fait est acquis aux spectateurs désintéressés comme nous, c'est qu'il a suffi de six mois pour diviser profondément les vainqueurs de septembre. Espartero et les progressistes s'étaient pris réciproquement pour instrumens, ou pour parler plus exactement, Espartero avait laissé renverser la reine par les progressistes, et les progressistes, à leur tour, avaient laissé Espartero s'emparer de l'autorité, et ne leur donner que la seconde part dans le gouvernement. Chacun des deux complices aspire maintenant à abaisser l'autre, en attendant qu'il puisse s'en débarrasser complètement. C'est la marche naturelle et logique de ces sortes d'alliances. Il ne se passe aujourd'hui en Espagne que ce qui se passe partout ailleurs en pareil cas, et ce pays si exceptionnel, si imprévu, ne fait, sous ce rapport, que rentrer dans la règle générale.

La division qui se manifeste aujourd'hui n'est pas nouvelle. Nous l'avons signalée dès le premier jour, et ce n'était pas difficile. Jusqu'à présent tout s'est passé en concessions mutuelles; mais il faut bien finir un jour ou l'autre par s'expliquer. Déjà, depuis plusieurs mois, on a distingué en Espagne, parmi les exaltés, ceux qui étaient partisans du ministère-régence et ceux qui ne l'étaient pas. Les premiers ont reçu le sobriquet de *calzados*, chaussés, parce qu'ils se sont distribué toutes les places à la suite du glorieux prononciamiento, et les autres celui de *descalzos*, déchaussés, parce qu'il ne s'est pas trouvé de places pour eux dans la grande curée. On comprend que les *descalzos*, qui sont restés en dehors, en veulent beaucoup aux *calzados*, qui se sont moqués d'eux, et cette rivalité aurait suffi, à défaut de tout autre motif, pour jeter une grande irritation entre les deux fractions du parti dominant. En Espagne plus encore que partout ailleurs, la guerre aux places est le premier mobile des révolutions.

Du reste, la lutte n'est encore engagée que sous les formes les plus courtoises, et l'insouciante Espagne prélude gaiement aux nouvelles convulsions qui la menacent.

Le journal progressiste par excellence, *l'Eco del Comercio*, s'est

déclaré, comme de juste, pour les trois régens; il appelle les partisans de la régence d'un seul les *unitaires*. A leur tour, les modérés, spectateurs ironiques de ce débat, appellent *trinitaires* les partisans de la régence triple. De là des plaisanteries sans fin sur ce nom de *trinitaires*, qui est, comme on sait, celui d'un ordre monastique. Les progressistes, si ennemis des communautés religieuses, prennent, dit-on, les mœurs et jusqu'au nom des moines qu'ils ont chassés; le temps des nouveaux frères, *frailes*, est arrivé, et on se donne à l'abri de cette comparaison pleine licence sur les membres des sociétés secrètes, sur le père Arguelles, le frère Espartero, etc. La fameuse division de *chaussés* et de *déchaussés*, empruntée elle-même aux ordres religieux, s'applique merveilleusement à cette nouvelle qualification des progressistes, et donne lieu à toute sorte de quolibets fort plaisans en Espagne, où la langue est pleine de locutions tirées des habitudes de la vie monastique, et où les jeux de mots populaires contre les *frailes*, contre leurs vices, leur gourmandise, leur orgueil, etc., forment de temps immémorial le fonds de la gaieté nationale.

Le même *Eco del Comercio* donne dans un de ses derniers numéros les raisons les plus amusantes du monde contre la régence unique d'Espartero. « Ce fut, dit ce journal, un hasard très heureux pour le duc de la Victoire que d'être nommé président du conseil sans ministère déterminé. Si malgré cette situation une si forte animosité s'est déclarée contre lui, que serait-ce s'il avait pris à sa charge une branche quelconque du gouvernement, ce qui l'eût forcé de donner et de retirer des emplois, de décider des questions auxquelles des tiers sont intéressés, de prendre en son nom personnel ces résolutions sur des réformes, des économies, qui ne peuvent manquer de faire des centaines et des milliers de mécontens? Que le général voie ce qu'on a dit et ce qu'on dit tous les jours de ses collègues à propos de chaque ordre qu'ils donnent, de chaque nomination qu'ils font, et il comprendra ce que c'est que de servir de point de mire à l'opposition juste ou injuste. S'il était régent unique, les ministres trouveraient commode de rejeter toutes leurs erreurs sur la volonté du régent, et il assumerait *tout entière* sur sa tête l'immense responsabilité morale de l'usage si délicat du pouvoir exécutif, dans le cas par exemple où il croirait devoir résister au vœu des cortès, les suspendre, les dissoudre même, prendre enfin les mesures que pourrait exiger la gravité des circonstances. Si au contraire il y a trois régens, et que les deux autres soient des *hommes expérimentés*,

versés dans les affaires de politique ou de gouvernement, il sera naturel que la bonne ou mauvaise opposition s'adresse à eux, comme elle s'adresse maintenant aux ministres, en attaquant chacun d'eux dans leurs attributions, et ne se portant que rarement et d'une manière vague sur celui qui préside le ministère-régence. »

Pour bien comprendre la portée de ces conseils donnés à Espartero avec cet inimitable sérieux espagnol qui laisse entrevoir une si mordante moquerie, il faut se rappeler que l'*Eco del Comercio* est rédigé par les principaux moteurs de la révolution de septembre, et qu'il est depuis plusieurs années l'organe avoué des chefs du grand parti progréssiste. Ce parti ne veut pas encore se brouiller ouvertement avec Espartero. Moins avancés que les républicains proprement dits, qui attaquent tous les jours le duc de la Victoire avec une extrême violence dans leur journal *l'Ouragan*, les meneurs exaltés, tels que Calatrava, Arguelles, etc., affectent de garder de grands ménagemens pour le héros de Bergara et de Morella. Au fond, ils ne le haïssent pas moins, mais ils le craignent et veulent tâter long-temps le terrain avant de se risquer contre lui.

De là ces flatteries hypocrites qui ne trahissent qu'à demi une hostilité implacable.

Cependant, pour qui veut prendre les choses au vrai, ce langage mielleux de l'*Eco del Comercio* est plus insultant peut-être qu'une attaque directe, en ce qu'il aggrave l'agression par l'ironie. On ne peut rien dire en réalité de plus injurieux pour un homme qui est en possession de la domination politique, que de se montrer si empressé à lui épargner le fardeau de la responsabilité. La responsabilité suit le pouvoir, et qui réduit l'une réduit l'autre. Cette prétendue sollicitude n'est d'ailleurs qu'une menace fort intelligible. Quelle est cette presse qui attaquera si vivement Espartero régent unique, si ce n'est *l'Eco del Comercio* lui-même? Qui est-ce qui provoquera cette lutte qu'on semble annoncer entre le régent et les cortès, si ce n'est le parti dont l'*Eco del Comercio* est l'organe? Il est difficile de s'expliquer plus clairement, tout en ménageant les apparences.

De son côté, Espartero recommence les mêmes manéges que lors du pronunciamiento de Barcelone. Il est malade, il garde la chambre, il est las et dégoûté du gouvernement; il parle de nouveau de donner sa démission et de se retirer à Logroño, alcade ou non. Il est vrai que les prévenances affectueuses de l'*Eco del Comercio* viennent répondre, un peu trop à propos, à ces déclarations modestes du

comte-duc. Mais qui sait? Il y a peut-être plus de vrai dans tout ce jeu qu'on ne croit. Il faut rendre cette justice au duc de la Victoire, que ce n'est pas lui qui a provoqué la crise. Son ambition se contentait parfaitement de la position molle qu'il s'était faite. Il lui importait peu d'exercer le pouvoir réel, pourvu qu'on lui laissât la supériorité nominale. Il a fait tout ce que les exaltés ont voulu; pourquoi le poursuivent-ils encore de leurs exigences?

Malheureusement, il lui devient de jour en jour plus impossible de rester dans ce pompeux repos qu'il affectionne. Il faut absolument qu'il monte ou qu'il descende; il n'y a pas de milieu. Les exaltés ne s'accommodent plus de ce dictateur fainéant qui les alourdit du poids de sa gloire. Ils veulent marcher enfin, faire un pas de plus, au risque de laisser derrière eux le char de triomphe qu'ils ont traîné jusqu'ici et qui les lasse par sa majestueuse lenteur. Espartero comprend le danger qui le menace, et ne sait comment échapper. C'est ce qui lui fait dire à tout moment qu'il est prêt à quitter les affaires, et nous le croyons de bonne foi quand il le dit; mais il ne tarde pas à voir que toute retraite est impossible à qui est monté si haut, et alors il se jette dans les propos les plus contradictoires. Tantôt il déclare hautement qu'il veut la régence unique et qu'il l'aura; tantôt il dit qu'il n'aspire nullement à être régent, pourvu qu'on lui laisse le commandement de l'armée; tantôt, enfin, il se montre prêt à transiger et à accepter la régence triple, pourvu qu'on lui donne des collègues de son choix.

Il n'y a pas moyen pour lui de se faire illusion sur le but qu'on se propose d'atteindre en posant le principe d'une triple régence. Une régence à trois, dans un pays constitutionnel, est une absurdité politique. Il tombe sous le sens que l'exercice de l'autorité royale doit être un comme cette autorité elle-même. Triple ou unique, la régence ne gouvernera que par l'intermédiaire de ministres responsables; il est donc complètement inutile que son pouvoir soit partagé. Donner deux collègues à Espartero, c'est tout simplement s'assurer deux voix contre une et le constituer en minorité dans le gouvernement, jusqu'à ce qu'on se croie assez fort pour l'en exclure tout-à-fait. Il ne peut pas y avoir d'autre motif réel pour cette bizarre invention d'une triple régence. Cependant le choix des personnes qu'on a d'abord voulu faire entrer dans la régence était plus significatif encore, et il est possible au duc de se rattacher à l'exclusion de ces choix pour se donner un petit avantage apparent. L'un était Arguelles, le *vieillard divin*, le représentant obstiné des idées de 1812,

l'homme qui n'a rien appris ni rien oublié dans les troubles qui ont désolé son pays depuis trente ans; l'autre était, dit-on, l'ancien et intime ami d'Arguelles, le ministre actuel de la justice, Gomez Becerra, si connu par la violence étroite de ses opinions. Le véritable chef des progressistes, l'ennemi juré d'Espartero depuis qu'il a été renversé par lui, M. Calatrava, ne paraissait pas encore, mais il tenait tous les fils de l'intrigue, et se réservait évidemment pour le cas où il y aurait plus tard un nouveau régent à mettre à la place de l'un des trois, on devine lequel.

En acceptant la triple régence, mais en repoussant MM. Arguelles et Gomez Becerra, Espartero peut encore gagner du temps, et il est probable par cela seul que ce sera le parti qu'il prendra en définitive. S'il en est ainsi, il est encore plus probable que les exaltés consentiront provisoirement à ce terme moyen qui serait pour eux un succès suffisant pour commencer. En demandant davantage, ils risqueraient de pousser à bout Espartero, qui est encore, après tout, à la tête de deux cent mille hommes. S'ils parvenaient pour cette fois à le réduire au tiers de l'autorité suprême, ils devraient se tenir pour très satisfaits. Le reste de la tactique qu'ils suivraient sans doute ensuite serait facile à prévoir. Quels que fussent les deux autres co-régens, il serait toujours possible de les effrayer ou de les séduire plus tard. Puis il y aurait plus d'un moyen d'attaquer encore la position d'Espartero : on pourrait par exemple soulever dans quelque temps la question de savoir si un régent peut constitutionnellement avoir le commandement de l'armée. Les argumens ne manqueraient pas pour soutenir le contraire, car le contraire est évidemment la vraie doctrine constitutionnelle. Or, si le commandement de l'armée était jamais retiré au duc de la Victoire, tout serait dit. Il ne descend plus alors, il tombe.

Dans le cas où il n'y aurait pas de transaction, il sera bien difficile à Espartero d'enlever la régence unique. Au sein des cortès, la question paraît perdue pour lui. Le parti de l'*Eco del Comercio* l'a emporté partout dans le simulacre d'élections qui vient d'avoir lieu. Une assemblée préparatoire des membres des nouvelles cortès s'est réunie récemment; sur soixante-trois votans, il n'y a eu que *deux* voix pour la régence d'un seul; la presse de Madrid, à l'exception d'un seul journal, *El Castellano*, qui est sous l'influence du comte-duc, a pris parti pour la régence triple. Le ministère lui-même est de connivence avec les exaltés contre son chef. Espartero ne peut mettre son espoir que dans l'armée; avec l'armée, il peut encore faire vio-

lence aux votes, ou, en cas de résistance, fermer à clé la porte des cortès, comme Cromwell; l'osera-t-il? on peut en douter. Il a fait venir environ cinquante mille hommes autour de Madrid, et il a donné le commandement de cette armée à un général nommé Roncali, qui ne cache pas ses sympathies pour les opinions absolutistes. Au premier abord, cette démonstration paraît décisive; il n'en est rien. Après avoir frappé ce grand coup, le généralissime est retombé dans son inertie; il a hésité.

Voici un exemple qui suffira pour donner une idée de ses irrésolutions. Une grande revue des troupes avait été annoncée; le bruit se répandit à Madrid que l'intention d'Espartero était de se faire proclamer régent unique dans cette revue; un journal exprima ces inquiétudes : la revue n'a pas eu lieu. Ce fait est grave; il montre combien tous les esprits sont préoccupés de la crise qui se prépare; Espartero seul travaille à l'écarter. Enlacé à son tour dans les ruses de ces conspirateurs adroits qui avaient su entourer la reine de difficultés inextricables, il a fait venir de Paris son ambassadeur auprès de la cour des Tuileries, M. Olozaga, pour l'aider à se dégager des dédales parlementaires. M. Olozaga est certainement un homme fin, spirituel et délié, mais il est probable qu'il ne parviendra que pour un temps à éluder la difficulté. M. Olozaga est *calzado;* il est de ceux à qui les *descalzos* ne pardonnent pas. Le fatal génie de l'anarchie est déchaîné sur l'Espagne; il n'y a que la force matérielle qui puisse désormais l'arrêter.

Tôt au tard il faudra qu'Espartero périsse, ou qu'il en vienne, quoi qu'il en aie, sinon à un 18 brumaire, du moins à quelque chose d'approchant. Il n'est pas absolument nécessaire qu'il aille jusqu'au bout; mais il faut de toute nécessité qu'on l'y croie résolu. L'intimidation seule peut le sauver. S'il n'est pas redouté, il sera plus que faible, il sera ridicule. On commence déjà à se permettre toute sorte de mauvaises plaisanteries sur son compte. Un petit journal, *el Trueno*, a pris pour vignette de son titre un escamoteur habillé en Maure, avec d'énormes pistolets à sa ceinture, et tenant en main deuxgobelets avec ces mots : *Sous l'un était le trône, sous l'autre la constitution; vous voyez, messieurs, qu'il n'y a plus rien.* Et cette épigramme est encore une des plus innocentes de celles qui se multiplient de jour en jour contre ce victorieux jadis si respecté. Les hardiesses qu'on prend de tous côtés avec lui, après les hommages universels dont on l'a entouré, rappellent involontairement la fable des *Grenouilles :*

Il leur tomba du ciel un roi tout pacifique;
Ce roi fit toutefois un tel bruit en tombant,
Que la gent marécageuse,
Gent fort sotte et fort peureuse,
S'alla cacher sous les eaux,
Dans les joncs, dans les roseaux,
Dans les trous du marécage,
Sans oser de long-temps regarder au visage
Celui qu'elles croyaient être un géant nouveau.
Or, c'était un soliveau,
De qui la gravité fit peur à la première,
Qui de le voir s'aventurant
Osa bien quitter sa tanière;
Elle approcha, mais en tremblant;
Une autre la suivit, une autre en fit autant;
Il en vint une fourmilière;
Et leur troupe à la fin se rendit familière,
Jusqu'à sauter sur l'épaule du roi;
Le bon sire le souffre et se tient toujours coi.

Nous savons qu'il ne faut pas s'y fier. Le *soliveau* pourrait bien remuer au moment où l'on y pensera le moins, et dans ce cas bien des *grenouilles* prendraient la fuite, au moins pour quelque temps. Dans un des derniers conseils des ministres, M. Cortina, ministre de l'intérieur, et M. Gomez Becerra, ministre de la justice, discutaient très vivement sur la question de la régence. Le premier se déclarait pour la régence d'un seul, le second pour le principe de la régence à trois. Espartero les interrompit, dit-on, pour leur dire d'un ton fort net que toutes ces querelles étaient oiseuses, et qu'il lui importait peu d'être seul ou en tiers dans la régence, ou même de n'y être pas du tout. Cette déclaration sent un peu son César, elle montre qu'Espartero a par momens la tentation de se mettre au-dessus des lois; mais une disposition si vigoureuse dure peu, et il y a déjà bien du temps perdu. En se laissant discuter, le duc de la Victoire se laisse enlever pièce à pièce sa force morale.

On sait d'ailleurs comment procèdent les révolutionnaires. Si Madrid est trop bien gardé pour qu'ils y puissent tenter quelque coup, ils provoquent des juntes dans les provinces, et ne soulèvent la capitale que quand tout le pays est soulevé autour d'eux. Déjà quelques symptômes d'une insurrection prochaine se font sentir sur quelques points. Si Espartero se borne à attendre, s'il ne prend pas l'initiative, il court grand risque d'être prévenu.

Aussi bien le jeu actuel, quelque doucereux qu'il soit encore, semble quelquefois près de devenir sérieux, et on ne se borne pas toujours à des plaisanteries. L'Espagne est un pays où le rire est près du sang; Espartero peut entendre tous les jours ce terrible refrain populaire qu'on chante au café *Nuevo*, rendez-vous des hommes d'action du parti exalté :

Dos veces duque,
Duque de nada,
Ha de sucerder te
Lo que a Quesada.

« Deux fois duc, duc de rien du tout, il t'arrivera ce qui est arrivé à Quesada. »

Ce qu'il y a de plus frappant dans tout ce conflit, c'est l'indifférence véritablement incroyable du public espagnol pour *unitaires* et *trinitaires, calzados* et *descalzos* également. Non-seulement les quatre cinquièmes des électeurs ont dédaigné de prendre part aux élections générales, mais les conversations ne roulent que très accidentellement, à Madrid même, sur ce qui concerne la politique; on dirait qu'il s'agit des affaires de quelque pays lointain et à demi inconnu. L'ouverture des cortès a eu lieu sans aucune solennité; Espartero boudait et n'y est pas venu; la jeune reine non plus n'y a pas assisté. La *Gazette* officielle loue le *silence respectueux* que le peuple a gardé; on sait ce que signifie le silence en pareil cas. Pour quelques-uns, c'est de la tristesse; pour la plupart, c'est de l'incrédulité. La ville de Madrid, ou, pour parler comme les Espagnols, la *cour* de Madrid, *esta corte*, est veuve de la monarchie; elle ne comprend pas de cérémonies politiques où elle ne voit pas de roi.

Maintenant la France doit-elle faire des vœux pour le succès d'Espartero? Nous ne le croyons pas, quoi qu'on en ait dit. Sans doute la nomination d'un régent unique serait un retour tel quel vers les idées d'ordre. Le duc de la Victoire s'est montré d'ailleurs, depuis quelque temps, moins disposé à prêter l'oreille au parti anglais, qui s'unit de plus en plus aux anarchistes. Mais qu'importe que cet homme ait aujourd'hui quelque velléité de retourner sur ses pas? D'abord, il réussirait pour le moment, même à se faire nommer régent unique, que ce ne pourrait être pour long-temps, et la France en serait encore une fois pour ses sympathies perdues. Ensuite, ce serait un triste succès que celui-là, et la consécration d'un état bâtard qui ne profiterait à personne. Puisque l'Espagne est destinée à boire jusqu'à la lie l'amer breuvage des révolutions, qu'elle arrive au

plus vite au fond du vase. Elle ne se retournera qu'avec plus de promptitude et d'énergie vers les seules doctrines qui puissent lui convenir, les doctrines de monarchie tempérée dont elle n'a pas voulu. Tout palliatif ne pourrait avoir d'autre résultat que d'atténuer ou de détruire le salutaire effet de l'expérience qu'elle fait aujourd'hui.

Le triomphe définitif d'Espartero serait immoral. Il viendrait à l'appui de ces idées perverses sur la légitimité du succès qui sont depuis quelque temps en faveur dans le monde. Ce n'est pas tout que de réussir; il faut encore réussir par des moyens honnêtes. La conduite du comte-duc envers la reine Christine est impardonnable. Il ne peut pas être permis de se jouer ainsi des mots les plus sacrés. Quand on a trahi successivement tous les partis, on doit être successivement abandonné par tous. La France surtout serait trop généreuse d'oublier les torts qu'Espartero a eus avec elle. Ce ne sont pas quelques cajoleries plus ou moins sincères de M. Olozaga qui peuvent nous faire passer sur les propos insolens de Barcelone et sur les cris de mort encouragés dans cette ville contre les Français. La France a des amis en Espagne, des amis véritables, les modérés, qui sont maintenant en dehors de ce qui se passe; elle se doit à eux, et sa seule politique est de leur être fidèle dans la mauvaise fortune comme dans la bonne.

Encore si Espartero avait eu quelque raison spécieuse pour se montrer si hostile à notre pays, nous dirions qu'il devait être Espagnol avant tout, et nous serions loin de lui faire un reproche de s'être montré bon patriote. Mais l'intérêt évident de la France est que l'Espagne soit grande, forte et bien gouvernée, pour que les deux pays puissent se servir au besoin de point d'appui contre le nord de l'Europe; la France n'a rendu que des services au gouvernement d'Isabelle et à Espartero tout le premier, qu'elle a successivement débarrassé de don Carlos et de Cabrera; la France enfin n'a pas de traité de commerce à imposer à l'Espagne, de contrebande en grand à y entretenir, et l'anarchie de la Péninsule ne peut que lui être dangereuse et non profitable. Il ne peut donc y avoir dans le cœur de tout bon Espagnol que de l'affection pour la France, et c'est ce que nous n'avons pas trouvé dans Espartero. Qu'il recherche encore les sympathies des Anglais, ces éternels ennemis de la prospérité de son pays, puisqu'il les a préférées aux nôtres, mais qu'il ne compte jamais sur nous qu'il a méconnus et insultés.

Nous concevrions d'ailleurs qu'on pût hésiter un moment sur la

nature des sentimens que doit exciter la situation du duc de la Victoire, s'il présentait quelques garanties sérieuses pour faire un jour le bien de l'Espagne; mais, de bonne foi, peut-on conserver encore la moindre illusion sur ce point? Une usurpation comme la sienne ne peut être excusée que lorsqu'elle est suivie de grands services rendus à l'état. Bonaparte et Cromwell, ses deux modèles, ont marqué les premiers jours de leur règne par de grandes choses. Lui, depuis six mois entiers qu'il est investi de la dictature, qu'a-t-il fait? Rien, absolument rien. Au contraire, l'état de l'Espagne est dix fois pire aujourd'hui qu'au mois de septembre dernier, tandis qu'il a suffi de moins de temps au premier consul pour rétablir l'ordre au dedans et fonder la grandeur de la France au dehors.

Espartero n'a eu qu'une pensée depuis qu'il est le maître, c'est la conservation d'un état militaire écrasant et inutile. Tant que la guerre civile a duré, on conçoit que l'Espagne se soit épuisée pour entretenir son armée sur un pied formidable, quoique ce soit encore beaucoup que deux cent mille hommes pour arriver à signer la convention de Bergara et pour bloquer un an entier les misérables forteresses de Cabrera. Mais depuis qu'il n'y a plus de combats à soutenir, à quoi bon ce chiffre énorme de troupes, le plus considérable sans comparaison que l'Espagne ait jamais eu? Si le généralissime avait mis à exécution les projets de conquête qu'il a eus successivement sur le Roussillon et sur le Portugal, passe encore; mais cette puissante armée ne sert absolument qu'à garder la personne de son chef, et elle absorbe bien au-delà de tous les revenus publics. Une nation a pourtant autre chose à faire que de cultiver les lauriers d'un général heureux.

Toutes ces forces font-elles au moins respecter la propriété, l'ordre public, la sécurité des personnes? Pas le moins du monde. Nous avons déjà dit dans quel état l'Espagne se trouvait sous ce rapport. Le tableau que nous en avons donné est toujours vrai et se charge de jour en jour de nouvelles ombres. Des bandes carlistes ont recommencé à paraître dans le Maestrazgo et sur d'autres points. Les vols à main armée et les déprédations de toute sorte se multiplient dans les provinces d'une manière effrayante. A Carthagène, la populace a donné un charivari à l'alcade et a cassé ses vitres; la troupe n'a pas bougé. A Valence, la multitude s'est opposée à l'exécution d'un décret de la régence portant que tout habitant fournirait un état exact de sa fortune. L'ayuntamiento a adressé immédiatement une

représentation à la régence pour lui demander de ne pas exiger l'exécution de ce décret. Et veut-on savoir dans quelles circonstances cette représentation a été décidée? Voici le fait, et il est curieux.

Un attroupement considérable était réuni en plein jour sur la place de l'église Notre-Dame des Abandonnés. Un homme en est sorti, portant une chaise sur laquelle il est monté, et il a affiché publiquement sur la façade de l'église le placard suivant : « *Ordre du peuple à tous les habitans de cette ville et à ceux du dehors, aux nationaux de la banlieue et aux compatriotes.* Il est défendu, sous peine de mort, de remettre à quelque autorité que ce soit ni argent, ni papier destiné à payer des contributions. Compagnons, nous n'avons rien à craindre; le peuple est libre! Nous devons tous mourir pour la liberté! Tirez l'épée contre quiconque voudrait interrompre notre marche; ne nous laissons plus gouverner sous le nom menteur de nationalité. Vive la république! meurent la régence et tous les fonctionnaires publics! Celui qui arrachera ce placard sera assassiné. Compagnons! révolution! » Signé, *Un Patriote*, et pour insignes, deux têtes de mort.

Le lendemain, au départ du courrier, ce placard n'avait pas encore été arraché. Il y est peut-être encore. Est-ce là un état régulier? Et que fait l'armée, puisqu'elle ne réprime pas de pareilles scènes?

La situation des finances est ce qu'elle doit être au milieu de tout ce désordre. Beaucoup de contribuables exécutent les injonctions du placard de Valence, et refusent de payer les impôts. La contrebande anglaise est organisée sur une échelle si gigantesque, que le gouvernement s'est cru forcé de prendre des mesures contre elle à Xérès; mais la population a pris les armes, et le gouvernement a cédé. Il n'y a en ce moment d'employés payés dans toute la Péninsule, que ceux qui se paient de leurs propres mains, sur le peu de taxes qu'ils perçoivent; l'armée elle-même commence à manquer de tout. Pendant quelque temps, les troupes ont assuré leur solde en s'emparant, par la force, des caisses publiques; mais cette ressource est épuisée : les caisses sont vides. Dans plusieurs régimens, les officiers sont obligés, pour ne pas mourir de faim, de manger à la gamelle, et quelquefois de prendre les rations des soldats, qui se tirent alors d'affaire comme ils peuvent. Le ministre des finances, M. Gamboa, a donné sa démission de découragement; son successeur provisoire, M. Ferrer, vient de convoquer une réunion de capitalistes pour leur demander à emprunter huit à dix millions, en anticipant les revenus de l'île de Cuba; il n'a encore rien obtenu.

Comme si ce n'était pas assez de cette désorganisation générale, le ministère-régence s'est créé bénévolement de nouveaux embarras, en compliquant la question politique par la question religieuse. Nous avons déjà parlé de l'exil du vice-régent de la nonciature apostolique; ce que nous avions prévu à ce sujet est arrivé. Le pape a répondu à l'acte de persécution du gouvernement espagnol par une de ces armes spirituelles qui sont encore si redoutables, une simple allocution comme celle qui vient de faire reculer le roi de Prusse dans toute sa puissance. Cette allocution est arrivée à Madrid au moment de l'ouverture des cortès, et y a produit une sensation extraordinaire. Le public espagnol, qui s'intéresse peu à la politique, s'est ému à la voix du vénérable chef de la chrétienté. Les journaux exaltés attaquent l'allocution avec une violence inouie, qui n'est qu'une preuve de plus de l'impression qu'elle a produite; la terrible accusation de schisme et d'hérésie fait son chemin, et tous les cœurs catholiquess'ulcèrent de plus en plus.

Et c'est sur la tête de l'homme qui a mis son pays dans un pareil état que nous désirerions voir se maintenir l'autorité! Mais il ne fera de cette autorité que l'usage qu'il en a déjà fait, en supposant même qu'on la lui laisse, et que les Van-Halen, les San-Miguel, les Lorenzo, les Linage, tous ces militaires anarchistes qu'il a eu la folie d'élever aux plus hauts emplois, ne brisent pas bientôt son épée entre ses mains. Jamais homme n'a eu plus belle et plus facile mission à remplir. Il n'avait besoin ni de talent ni d'activité pour devenir un des héros les plus illustres de l'histoire; il n'avait qu'à faire son devoir. Quand la reine Christine est venue généreusement mettre sa fille sous sa garde, il était en possession d'un pouvoir immense. Il n'avait qu'un mot à dire pour fonder un gouvernement, et il aurait vieilli ensuite, chargé d'honneurs, dominateur superbe et inactif, comme il aime à l'être, dans une situation plus haute encore que celle de lord Wellington en Angleterre. Il n'a pas su le vouloir; habitué à gagner au jeu, il a dissipé sans compter cette magnifique fortune que le hasard lui avait faite. Que sa destinée s'accomplisse maintenant, et qu'il recueille ce qu'il a semé.

Sans doute, il laissera un vide immense en Espagne, dès qu'il n'occupera plus le devant de la scène. Autant il eût été aisé de tout organiser à l'abri de son nom, autant il deviendra difficile d'établir un peu d'ordre dans l'état, quand ce dernier point d'appui n'existera plus. Mais qu'y faire? Quand ce qui eût été puissant pour le bien ne sert que pour le mal, il serait insensé de ne pas savoir s'en passer.

Premier sujet du trône, Espartero eût été le bienfaiteur de l'Espagne; usurpateur, il n'est qu'un fléau. Ce qu'il y a de passif dans son caractère eût été utile au second rang, et ne peut être que funeste au premier. Il faut en prendre son parti.

Espérons d'ailleurs que, quand même les saturnales progressistes dureraient encore long-temps, il ne sera pas impossible de réunir plus tard quelques élémens d'ordre en Espagne. Un fait s'accomplit en ce moment qui permet de concevoir quelque pensée d'avenir, c'est l'union définitive du parti fueriste des provinces basques avec le parti modéré. Dans tout le reste de la Péninsule, les modérés ont refusé de prendre part aux élections. Les seuls candidats de cette couleur qui aient été élus l'ont été par les provinces basques, et ils y ont réuni l'unanimité des voix. Les griefs de ces provinces contre le gouvernement actuel ne sont pas moindres que ceux des modérés. Après leur avoir garanti solennellement leur liberté par le traité de Bergara, Espartero la laisse détruire impunément. Les juntes de Biscaye vont bientôt se réunir sous l'arbre de Guernica pour protester contre cette violation de la foi jurée. Les chefs du parti fueriste et ceux du parti modéré sont en rapport constant et s'entendent parfaitement pour la direction à donner à la résistance. Il en est à peu près de même de toute la portion éclairée de l'ancien parti carliste. Plus le désordre actuel se prolongera, et plus il y aura de chances pour qu'il se forme enfin un grand parti de gouvernement.

Il y a plus. Toute la fantasmagorie révolutionnaire de ces dernières années n'a pas sensiblement altéré le fonds des mœurs, qui sont restées monarchiques et catholiques. L'agitation n'est qu'à la surface. On jugera de cette permanence des mœurs au milieu des fluctuations politiques par l'exemple suivant. M. Ferrer, l'ancien président de la junte de Madrid, maintenant vice-président du conseil des ministres, est un des coryphées les plus avancés du prétendu parti démocratique. Dès qu'il a su qu'Espartero prétendait à être régent unique, il a pensé, avec juste raison, qu'il ne resterait pas long-temps ministre si Espartero l'emportait. Qu'a-t-il fait alors? Il s'est donné à lui-même comme dédommagement un titre de Castille. Il est maintenant marquis de Casa-Ferrer, vicomte de Douro, ou quelque chose de pareil. Avec de tels démagogues, il y a toujours de la ressource pour les idées monarchiques.

****

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

31 mars 1841.

La chambre des pairs est tout occupée, depuis huit jours, du projet de loi sur les fortifications de Paris. La presse quotidienne a assez fait connaître et les noms des nombreux orateurs qui se sont succédés à la tribune, et la valeur relative de leurs discours. Nous n'y reviendrons pas.

Si la discussion a paru plus d'une fois se traîner terre à terre, elle s'est, en revanche, élevée à plusieurs reprises aux plus hautes considérations, et sous le point de vue politique, et sous le point de vue militaire.

Sans vouloir rentrer ici dans le fond d'une question que nous avons si souvent examinée et qui nous paraît désormais épuisée pour tout le monde, nous ne pouvons pas ne pas faire remarquer l'insistance, souvent habile, des opposans sur trois argumens en particulier.

Les fortifications de Paris sont l'œuvre du ministère du 1er mars.

Les fortifications de Paris sont destinées à nous rassurer contre des craintes chimériques. Paris ne peut être attaqué que par une grande coalition; les coalitions sont désormais impossibles.

Cette garantie inutile contre un danger imaginaire nous coûterait des sommes énormes; c'est une dépense folle qui portera le trouble dans nos finances, et appauvrira les sources de la prospérité nationale.

La combinaison de ces trois argumens est ingénieuse.

Par le premier, on a essayé de mettre en branle les passions politiques de l'assemblée.

Le second était destiné à calmer les alarmes du sentiment national.

Avec le troisième, on essayait de gagner les suffrages des promoteurs ardens, et nombreux aujourd'hui, des intérêts matériels.

La discussion nous paraît avoir fait justice de ces trois argumens, et d'ailleurs la réflexion pouvait facilement suppléer aux lacunes de la délibération.

L'amour du combat, l'envie de vaincre peut seul expliquer l'insistance qu'on a mise à présenter le projet comme étant exclusivement l'œuvre du

1er mars; car, si cela était, il faudrait en conclure que ce ministère a toujours la majorité, et une forte majorité dans la chambre des députés, et probablement il faudrait aussi en conclure demain que la majorité ne lui manque pas non plus à la chambre des pairs. Cependant, que diraient ces mêmes orateurs, si la loi étant adoptée, on songeait à réaliser cette conséquence, et à rappeler aux affaires le 1er mars? Ils seraient les premiers à s'écrier que ce n'est pas là le sens du vote des chambres, que c'est au 29 octobre que la loi a été accordée, que c'est à son influence qu'est due la majorité acquise au projet. *E sempre bene.*

Un orateur ingénieux a été jusqu'à dire que le ministère n'a présenté le projet de loi que dans le but de justifier et de mettre à l'abri de toutes attaques le cabinet du 1er mars. Oh prodige! qui se serait douté de tant de vertu chrétienne dans l'ame de messieurs les ministres? Vous représentez-vous M. le maréchal Soult et M. Guizot venant, sans conviction, demander à la France de dépenser 150 millions, et si on en croit les opposans, 500 ou 600 millions, et cela, pour épargner à M. Thiers et à M. Cubières quelque petit chagrin, pour que personne ne puisse les critiquer, les chicaner, les accuser d'avoir commis une faute, et commencé une folie!

Il faut pourtant le dire : cela n'est pas sérieux. Il n'y a de sérieux, il n'y a de vrai que la conséquence directement contraire à celle qu'on a voulu tirer de ces faits. La pensée première appartient au 1er mars; il avait même mis la main à l'œuvre. Sans crédit ouvert, avant de convoquer les chambres, il avait franchement engagé sa responsabilité. Le 1er mars se retire; le 29 octobre le remplace, en professant une autre politique, en blâmant, à tort ou à raison, sur plusieurs points, la politique de ses prédécesseurs; des explications vives, aigres, pénibles, agitent pendant plusieurs jours la tribune nationale, lors de la discussion de l'adresse, et cependant le nouveau ministère accepte le fait des fortifications; il en accepte le système; il le fait sien; il le présente aux chambres; il le défend avec énergie, avec talent, avec insistance; que faut-il en conclure, lorsqu'au lieu de faire de l'esprit, on veut bien se contenter du bon sens? Que de tous les projets présentés par le 29 octobre, il n'en est pas un seul qui soit plus que le projet des fortifications l'expression d'une conviction irrésistible, d'une persuasion qui domine toutes les questions politiques, toutes les faiblesses de l'humanité. A qui fera-t-on croire que le cabinet du 29 octobre n'eût pas été heureux de pouvoir dire au pays : M. Thiers voulait une garantie contre des craintes chimériques; il voulait, par un caprice militaire, dilapider nos finances, faire reculer notre industrie, paralyser notre prospérité; il a abusé du pouvoir ministériel, puisé sans nécessité et sans crédits législatifs dans le trésor public; nous ne pouvons pas couvrir ces actes, assumer cette responsabilité; notre politique n'est pas la sienne; les chambres jugeront entre nous. Ce ne sont pas des murailles dont notre courage et notre politique n'ont que faire, ce sont des chemins de fer, des quais, des ponts, des bateaux à vapeur que nous nous proposons de donner à la France.

Certes, il y aurait eu là de quoi tenter un cabinet nouveau, qui ne venait

pas recueillir la succession d'un mort, mais prendre la place d'un vivant. Il était séduisant de pouvoir dire de prime-abord : Entre nos prédécesseurs et nous, il y a déjà une première économie de 150 millions.

Croyez-vous que cette tentation ne se soit jamais présentée à l'esprit de messieurs les ministres? Non, leur mérite n'est point de ne pas l'avoir éprouvée, mais d'y avoir résisté; ce n'est pas d'avoir fait une chose agréable à M. Thiers, mais d'avoir préféré à un échec politique de M. Thiers une chose utile au pays, d'avoir voulu une grande mesure nationale, quand même l'initiative et le commencement d'exécution appartenaient au cabinet du 1er mars. A lui cet honneur, à lui ce courage. Mais ce n'est pas un moindre honneur d'avoir surmonté toute répugnance politique, ce n'est pas un moindre courage d'avoir hautement fait sienne la pensée de l'administration qu'on remplaçait, d'avoir livré bataille sur ce terrain à ses propres amis, essuyé leur colère, et résisté à leurs attaques en empruntant des combattans et des armes dans les rangs de ses adversaires politiques.

La preuve que la mesure est excellente, c'est que M. Thiers et M. Guizot l'ont également voulue, qu'ils l'ont, l'un et l'autre, défendue sans restriction, avec la même énergie et la même persévérance; que, venant de côtés différens, n'arborant plus le même drapeau, ils se sont rencontrés et donné la main malgré eux sur ce terrain. Ce n'est donc pas un terrain arbitrairement choisi. C'est la vérité, c'est la force des choses qui les y ont amenés, non *parce que*, mais *quoique*.

Au surplus, il s'est trouvé à la chambre des pairs plusieurs orateurs qui, sans appartenir aux opinions du 1er mars, ont cependant rendu hautement justice au courage politique de ce cabinet; courage, il est juste de le reconnaître, auquel nous devons en grande partie les fortifications de la capitale.

On a dit que c'est toujours dans les momens de crise que le projet de fortifier Paris avait été reproduit, mais qu'une fois le danger disparu, tout avait été suspendu et abandonné. Je le crois bien. C'est la nature humaine, c'est un des mauvais côtés de la nature humaine. *Passato il pericolo, gabbato il santo.* Est-ce à dire qu'il faille se faire de cette déplorable insouciance un argument contre l'utilité d'une grande mesure de précaution? Là est précisément l'honneur, le mérite du cabinet du 1er mars. C'est d'avoir saisi un moment de crise, un soulèvement de l'opinion publique, non pour disserter, mais pour décider, et mieux encore, pour faire ce qui aurait dû exister depuis vingt ans.

Quant à la question des coalitions, empressons-nous de reconnaître que ceux des orateurs qui l'ont traitée *ex professo* ont seuls pénétré jusqu'au fond même du sujet qui était en discussion. Qui ne sait qu'une coalition, qu'une puissante coalition pourrait seule, par les vicissitudes et la guerre, pousser une grande armée jusqu'aux environs de Paris? Ainsi, soutenir qu'aujourd'hui une coalition contre nous est impossible, c'était, qu'on nous passe l'expression, prendre le taureau par les cornes et vouloir le renverser d'un seul coup. La tentative était franche et noble. Pouvait-elle être accomplie?

Tout a été dit sur cette grande question par le premier des orateurs inscrits en faveur du projet.

Une coalition est toujours possible, car la France, Dieu merci, ne cessera pas d'être grande, forte, redoutable, un foyer brillant de civilisation et de lumière, une école pratique de ces grands principes sociaux et politiques qu'elle a laborieusement préparés et vaillamment conquis par deux révolutions et par une lutte de cinquante ans; bref, la France ne cessera pas d'être, aux yeux des peuples, digne d'admiration et d'envie; elle ne cessera pas d'attirer sur elle les regards soupçonneux, cupides, jaloux, des gouvernemens qui redoutent notre industrie et nos idées, notre puissance et notre prospérité.

« Soyons sages. » Grand Dieu! nous sommes sages, très sages, éminemment sages. Ce n'est pas à nous qu'il faut prêcher la sagesse, c'est à nos voisins. Ce n'est pas nous qui tirons le canon en Orient au risque de mettre le monde en conflagration; ce n'est pas nous qui entretenons à Constantinople un boute-feu, une sorte de maniaque, conspirant jour et nuit contre la paix du monde; ce n'est pas nous qui signons, ainsi que l'ont fait la Prusse et l'Autriche au 15 juillet, un traité aventureux, et cela, sans autre vue, sans autre intérêt que celui de jouer le rôle de *coalisés,* et de se traîner à la remorque de l'Angleterre et de la Russie dans une route où la France n'était pas.

Les coalitions sont impossibles! — Il s'en est fait une hier, des plus déraisonnables, des plus contraires aux vrais intérêts de la moitié au moins des coalisés. Si la France eût été quelque peu moins prudente, quelque peu moins résignée, si elle eût voulu soutenir que nul n'avait le droit d'aller sans elle régenter l'Orient à coups de canon, il eût été fort possible que le gant fût de nouveau jeté entre l'Europe et nous, et qu'une guerre de coalition ensanglantât le monde au moment même où l'on nous prouvait fort habilement que les coalitions sont désormais impossibles.

Au surplus, avec les mêmes argumens qu'on a employés pour prouver qu'elles sont impossibles dans l'avenir, nous pourrions nous engager à prouver qu'elles ont été impossibles dans le passé, et qu'en conséquence tout ce qu'on nous raconte des grandes guerres de Louis XIV, de la république et de l'empire, n'est qu'un tissu de fables. Nous prouverions facilement qu'il faut écrire l'histoire moderne comme Lesvêque écrivait l'histoire romaine. « Cela paraît absurde, incroyable; donc cela n'a jamais eu de réalité. » Les coalitions sont impossibles dit-on, parce que les intérêts des nations sont divers, qu'elles ne pourront jamais être dirigées par les mêmes vues, dominées par les mêmes principes. Voilà certes une donnée irrécusable. Mais ces intérêts ont-ils jamais été semblables, et les vues des puissances uniformes, et leurs principes identiques? Jamais. Cela est trop connu, trop vulgaire pour que nous y insistions. Qu'est-ce à dire? Il n'y a donc jamais eu de coalitions!

Les coalitions se forment, l'histoire nous l'apprend, avec des vues diverses et des intérêts divergens. Elles se forment vives, actives, ardentes, sauf ensuite à partager le butin, s'il le faut, à coups de canon, ainsi qu'il serait arrivé en 1815 au sujet de la Pologne et de la Saxe, si le débarquement à

Cannes ne fût venu apaiser les colères et clore tant bien que mal le protocole de Vienne. Qu'une puissance se croie menacée par notre industrie, et une autre par nos institutions, qu'une troisième soit secrètement agitée par la soif des conquêtes et le besoin d'expansion, qu'une quatrième se laisse séduire par de brillantes espérances et de grands souvenirs, et vous aurez avec des intérêts divers des coalitions fort compactes.

Il est, nous en tombons d'accord, une sagesse qui les prévient, sagesse dont on a encore porté quelques méchans échantillons à la tribune de la pairie; c'est la sagesse qui consiste à reconnaître que dans nos démêlés avec l'étranger, c'est toujours la France qui a tort, c'est l'étranger qui a raison. Le traité du 15 juillet! Mais c'était à merveille, pour notre bien; pourquoi ne pas y adhérer? Réellement, le gouvernement s'est oublié en n'envoyant pas un ambassadeur extraordinaire remercier la reine Victoria de la bonté avec laquelle elle a bien voulu arranger les affaires de la Syrie, et nous épargner tout souci à cet égard. Si jamais le cabinet prenait cette résolution, nous lui indiquerions volontiers des candidats pour cette grande mission nationale.

Il est certain que le moyen de ne jamais être repoussé, c'est de reculer toujours. Notre industrie vous déplaît? Nous allons lui couper les ailes. Notre Alsace vous inquiète? Prenez-la. La Lorraine aussi? Soit. Notre marine vous alarme? Nous allons dépecer nos vaisseaux, briser nos machines à vapeur. Est-il rien de comparable à la paix, à la tranquillité? Rien de plus fatigant, de plus absurde, de plus contraire à la philantropie, à la civilisation, au progrès moral, aux vertus chrétiennes, que des idées de grandeur, de puissance, de force! Fi donc! la force! c'est bon pour les peuples barbares; mais nous! quel besoin avons-nous de force? N'avons-nous pas les homélies de nos philantropes?

Au surplus, empressons-nous de reconnaître que la politique niaise n'est pas celle du principal orateur de l'opposition. Tout en soutenant qu'à moins d'une explosion révolutionnaire de la France, les coalitions lui paraissaient désormais impossibles, il s'est écrié, en répondant à ceux qui faisaient remarquer combien Paris se trouve rapproché des frontières, qu'un moyen de l'en écarter, c'était de reprendre notre frontière du Rhin. Apparemment, il ne voit pas là une explosion révolutionnaire. Mais croit-il sérieusement que cette tentative n'enfanterait pas une nouvelle coalition? Il peut donc y avoir coalition sans révolution, sans propagande, même en faisant la guerre à la façon de Louis XIV, même en se faisant précéder d'un autre drapeau que notre glorieux et immortel drapeau tricolore.

Encore une fois, il n'est qu'un moyen de prévenir les coalitions, c'est de toujours céder, de se résigner à tout, même à l'abaissement du pays et au déshonneur de la France. Or, c'est là ce qu'en réalité nul ne voudrait, moins que personne l'habile orateur auquel nous faisons allusion.

Le dernier argument, l'argument d'économie, est certes le moins sérieux de tous. Si la mesure est bonne en soi, elle est tellement bonne, qu'il est parfaitement ridicule d'argumenter contre elle de la dépense de cent ou deux

cents millions, répartis sur six années. A-t-on oublié ce qu'on a donné à l'étranger? Était-ce cent, deux cents, trois cents millions? Qu'on s'applique à bien calculer : on trouvera bien plus de deux milliards. La patrie vous demande aujourd'hui une fois pour toutes, non cette somme énorme, mais l'intérêt d'une année, et vous nous parlez d'économie!

Mais que dire ensuite de ceux qui ne repoussent pas les fortifications, mais seulement l'enceinte bastionnée, de ceux qui tiennent à substituer à une enceinte sérieuse un mur de couvent, bon tout au plus pour protéger la chasteté des Parisiennes contre les atteintes des Lovelaces de la banlieue? Quelle serait dans ce cas l'économie? On l'a démontré pièces en main; on a été forcé de le reconnaître; elle se réduirait à une économie de seize millions. La France épargnerait seize millions à condition de ne pas exécuter une grande mesure de défense nationale!

L'enceinte bastionnée! En prêtant notre attention aux discussions des maîtres de l'art, discussions, au surplus, dont le lecteur est désormais aussi fatigué que nous, nous nous sommes dit plus d'une fois : On retrouve donc, même en matière de fortifications, cette éternelle antithèse de l'idéal et du positif, de l'ingénieux et du solide, de l'esprit et du bon sens. C'est le bon sens qui nous dit : Avez-vous des voisins suspects? faites provision de bonnes armes, et renfermez-vous, non avec des portes vitrées, mais avec de bonnes portes en chêne; et si vous pouvez placer au dehors de la maison, aux quatre coins, des dogues aguerris et vigilans, vous n'en serez que plus tranquilles. Ce sont là les forts extérieurs et l'enceinte bastionnée. Tout le reste, c'est de l'esprit, de la singularité, des combinaisons plus ou moins ingénieuses, plus ou moins dangereuses, qui supposent pour réussir des armées rapprochées et disponibles, un grand capitaine, que sais-je? des combinaisons qui, en dernier résultat et sans doute contre l'intention de leurs auteurs, nous ramèneraient, en cas de revers, l'étranger dans Paris, et avec l'étranger la contre-révolution, c'est-à-dire des hommes et des choses que nous ne voulons pas. Est-ce clair?

Disons le vrai : la question est posée nettement aujourd'hui entre ceux qui veulent que Paris puisse se défendre, et ceux qui, par une raison quelconque, ne le veulent pas. L'enceinte continue est le moyen de défense par excellence; c'est l'enceinte continue qui seule peut faire de notre admirable garde nationale une armée se battant vaillamment dans ses foyers et pour ses foyers; c'est l'enceinte continue qui seule peut donner à nos armées régulières le temps de se rallier, de manœuvrer avec liberté, les moyens de ne pas sacrifier la France entière à la défense de la capitale, de ne pas jouer l'empire sur un coup de dés. On n'en veut pas? On ne veut donc pas que Paris se défende, on ne veut pas qu'il fasse un grand effort pour le salut de la patrie, et puis, on dira que c'est nous qui concentrons tout l'intérêt français dans Paris!

Sans l'enceinte bastionnée, l'ennemi n'a qu'à faire un sacrifice pour passer entre les forts, et il est maître de Paris, de Paris rendu à discrétion, de Paris ne pouvant pas même, par une capitulation sérieuse, protéger les choses et les personnes!

Au reste, l'urne de la pairie a peut-être, à l'heure qu'il est, décidé cette grande question, et nous n'éprouvons aucune inquiétude. Ce n'est pas la chambre des pairs, cette chambre, noble et vivante histoire de la patrie, cette chambre où la politique et la guerre comptent leurs plus illustres représentans, où des cœurs français battent sous des poitrines couvertes de cicatrices, qui pourrait, à la suite d'une discussion lumineuse qui a mis en plein jour les immenses avantages militaires et politiques du système présenté par le gouvernement, vouloir paralyser cette grande mesure nationale; ce n'est pas la chambre des pairs qui, placée en présence de l'étranger, lui dira : Nous n'osons pas.

La chambre des députés n'a pas encore achevé la discussion du projet de loi sur la propriété littéraire. Cette discussion n'est en réalité qu'une étude. La matière n'est pas suffisamment élaborée; les principes n'en sont pas bien arrêtés, et la discussion s'est ressentie plus d'une fois du vague des idées et de la diversité des systèmes. Trop d'orateurs n'ont fait que de la synthèse tout-à-fait arbitraire, de la pure logique, sans aller au fond des choses, sans se faire une idée nette du point qu'il s'agissait de régler. Les uns n'ont pas cessé de confondre le produit littéraire avec l'instrument producteur, et le produit préparé avec le produit doué de valeur en échange; les autres se sont laissé égarer par le mot de propriété. Les productions littéraires, ont dit les uns, ne sont pas une propriété, et, en prononçant le mot de propriété, ils songeaient aux champs, aux maisons, à la propriété des objets matériels. De cette négation arbitraire, fondée uniquement sur une définition inexacte de la propriété, ils arrivaient à d'étranges conséquences. Les autres reconnaissaient aux auteurs la propriété de leurs productions, mais ne concevant nettement, eux aussi, selon l'habitude commune, que la propriété des choses matérielles, ils s'évertuaient à maintenir une ressemblance, une parité tout-à-fait inadmissible. De cette lutte hors du vrai terrain de la question, il ne peut sortir qu'un projet incohérent dans ses parties, un essai qui pourra seulement devenir le point de départ pour une nouvelle discussion.

La proposition Remilly, amendée et corrigée, va reparaître à la chambre des députés. Sera-t-elle prise en considération? On dit qu'elle ne le sera pas, mais que la majorité sera très faible. Nous regretterions peu ce vote négatif; nous en serions même satisfaits, si le gouvernement voulait prendre en sérieuse considération la marche des affaires, l'état des esprits, et, disons-le, sa propre situation.

Le pays repousse, nous le croyons, tout essai aventureux, toute réforme pouvant jeter la perturbation dans nos institutions politiques. C'est là un fait, nous le reconnaissons, que toute administration doit avouer et respecter. Mais est-il vrai, d'un autre côté, que le pays ne désire qu'une immobilité parfaite, absolue? Lorsqu'il a dit qu'il y avait *quelque chose à faire,* le ministère du 12 mai a-t-il rêvé? Les opinions de M. Dufaure et de ses amis sont-elles décidément des opinions excentriques et qui ne méritent aucune considération? Et lorsque M. Duchâtel a déclaré à la tribune qu'il n'était pas éloigné

de consentir à une définition de l'attentat, ne l'a-t-il dit que pour gagner quelques suffrages? N'était-ce là qu'un expédient?

Nous le disons aussi et dans l'intérêt même du ministère : il y a quelque chose à faire. Tout ministère qui se traîne dans une vieille ornière s'affaisse et ne gouverne pas. Ce n'est que par l'initiative qu'on gouverne; ce n'est pas à la rame, c'est au gouvernail qu'il faut se placer pour diriger le vaisseau de l'état. Il est plus d'une question qui frappe, pour ainsi dire, à la porte du cabinet. Que le gouvernement s'en saisisse, qu'il sépare d'une main prompte et ferme ce qui est légitime, praticable, de tout ce que les passions et l'ignorance ont pu y ajouter d'excessif et d'absurde; c'est là son rôle, sa mission, la condition de sa force et de sa durée. Nous vivons sous un gouvernement de transaction et d'action. De tous les gouvernemens, le nôtre est celui qui peut le moins vivre de négations; dès qu'il cesse de se faire sentir, l'opinion inquiète se demande : Où est-il donc? Dès qu'il s'endort, on le tient pour mort.

Le dissentiment entre l'Angleterre et les États-Unis paraît vouloir s'apaiser. La nouvelle administration américaine est installée, et ses dispositions pacifiques sont connues. Il paraît probable que les Américains, reconnaissant enfin que le fait de la Caroline est un fait international, de gouvernement à gouvernement, laisseront tomber la poursuite contre M. Mac-Leod. La question est de savoir quelles sont les forces réelles du parti de Harrison, du parti qui vient de prendre les rênes des affaires. Là est le nœud de la question. Si ce parti peut réellement gouverner le pays, nul doute que les nuages ne se dissipent, car ni le parti modéré en Amérique, ni l'Angleterre n'ont la moindre envie de guerroyer. Mais la démocratie américaine est vive, indisciplinée, turbulente; le pouvoir est faible, sans autres armes que la légalité, la raison, et le concours volontaire des hommes sensés et paisibles. C'est quelque chose; mais ce n'est pas là une garantie parfaite.

La diète suisse a nommé une commission pour examiner la question des couvens argoviens. On dit que la commission a choisi pour rapporteur M. Baumgartner, député du canton de Saint-Gall, homme d'esprit et fort versé dans les affaires de la Suisse. On ajoute que la commission, en proposant de reconnaître en principe que la suppression des couvens est en opposition avec l'art. 12 du pacte fédéral, indiquerait en même temps quelques voies d'arrangement et de conciliation. Nous ne connaissons pas les faits de manière à pouvoir les apprécier avec justesse. Il est un bruit d'une nature plus grave. On dit que les populations manifestent des vœux de séparation, fondés sur la diversité des religions. Un fait de cette nature n'intéresserait pas seulement le canton d'Argovie; il est d'autres cantons *mixtes* en Suisse. Si jamais pareille nécessité venait à se réaliser, la constitution fédérale de la Suisse s'en trouverait fortement ébranlée. C'est bien alors qu'une reconstitution fédérale serait forcée, et nul ne peut dire quel pourrait être un remaniement de cette nature.

En attendant, nous ne pouvons qu'applaudir à l'attitude tout amicale qu'a prise notre gouvernement à l'égard de la Suisse. Son exemple et ses paroles ont été d'une heureuse influence sur l'Autriche. La Suisse n'a pas été troublée dans le libre exercice de sa souveraineté. C'est à elle maintenant de montrer à l'Europe qu'elle sait user de son droit comme il appartient à un peuple libre, sensé, raisonnable. La Suisse a le droit d'être traitée en état indépendant et souverain. L'Europe, à son tour, a le droit de ne pas être inquiétée par la Suisse. Un état qui jouit du beau privilége de la neutralité, a plus que tout autre l'obligation de prévenir chez lui tout ce qui pourrait devenir pour ses voisins un juste sujet d'inquiétude et d'alarmes.

Les conjectures que nous avions faites il y a un mois, paraissent en effet se réaliser. Il paraît positif aujourd'hui qu'un traité *à cinq* est sur le point d'être signé, traité qui aurait pour but d'établir comme un point de droit public européen la fermeture des Dardanelles pour les vaisseaux de guerre de toutes les puissances indistinctement. Ce serait le *statu quo,* confirmé par un traité qui anéantirait formellement, et par la signature même de la Russie, le traité d'Unkiar-Skelessi. Toujours est-il que le traité d'Unkiar-Skelessi expirera de lui-même, à moins qu'il ne soit renouvelé. La nécessité de la nouvelle convention ne paraît donc pas bien démontrée, et elle semble n'avoir d'autre but réel que de faire reparaître, dans les actes diplomatiques de l'Europe, la signature de la France.

Il est également vrai que notre signature n'est pas encore donnée. On veut du moins obtenir au préalable que le droit héréditaire de Méhémet-Ali soit formellement reconnu par la Porte. Est-ce assez pour donner notre signature? Nous persistons à en douter, s'il est vrai que le traité ne renferme que la disposition relative à la clôture des Dardanelles.

P. S. La chambre des pairs a noblement répondu à l'attente du pays. L'amendement de la commission vient d'être rejeté par une imposante majorité. Sur 239 votans, il n'a réuni que 91 suffrages. Il est probable que, parmi les pairs qui l'ont repoussé, il en est quelques-uns qui, ne voulant pas de fortifications, rejetteront également la loi. Malgré cela, le sort du projet paraît assuré. Honneur à la chambre des pairs! C'est en vain qu'aujourd'hui encore on a essayé d'exciter ses susceptibilités politiques. Fidèle à sa haute mission, fidèle à ses précédens, elle n'a vu que l'intérêt du pays, que l'avenir de la France.

V. DE MARS.

DE

LA PUISSANCE ANGLAISE

EN CHINE ET DANS L'INDE EN 1840.

I. — EXPÉDITION DE CHINE.

En Asie comme en Europe, de grandes questions ont été décidées; de plus grandes sont en suspens. La France a permis que le sort de l'Égypte et de la Syrie fût réglé provisoirement sans son intervention. La Russie, après avoir fait un pas vers l'Asie centrale, a rétrogradé devant l'action mystérieuse de l'Angleterre bien plus qu'elle n'a cédé à la rigueur inaccoutumée du climat, et semble abandonner au commerce et à la politique de son habile rivale l'influence qu'elle se croyait naguère appelée à exercer sur les destinées de l'Afghanistan, de la Tartarie, de la Chine peut-être (1). Il y a

(1) Les journaux anglais ont annoncé que le capitaine Shakespear, qui avait été envoyé à Khiva après le capitaine Abbott, et de là à Saint-Pétersbourg, *à l'effet de réconcilier la Russie avec le khan de Khiva*, avait été présenté à l'impératrice le 29 novembre dernier. Le bruit a couru à Bombay que la mission de ces deux officiers (les capitaines Abbott et Shakespear) se rattachait à une convention secrète en vertu de laquelle la Russie, moyennant une somme stipulée, avait renoncé à sa nouvelle expédition contre Khiva, et laissait le champ libre à l'Angleterre dans

dans ces évènemens quelque chose d'étrange et d'imprévu qui révèle l'action de causes encore imparfaitement étudiées, ou tout-à-fait incomprises. Cependant les véritables intérêts des peuples sont les mêmes; le fond des grandes questions n'a pas changé; les solutions sont modifiées ou ajournées par des accidens : voilà tout. Si des tendances rivales font halte en quelque sorte d'un commun accord, c'est qu'on a besoin, de part et d'autre, de gagner du temps : la rencontre n'est que différée, le choc aura lieu un jour, et c'est dans le calme qui précède l'orage qu'il faut que les nations se préparent aux luttes de l'avenir. Etrange spectacle que celui que présente le monde à la fin de l'année 1840! En Europe, la paix armée; en Asie, la guerre, mais reléguée aux extrémités du grand continent, et ne se montrant, pour ainsi dire, qu'en parlementaire pour demander, au nom d'une reine européenne, à l'antique empire de Chine, réparation de l'insulte faite à la dignité d'un peuple, et garantie pour les intérêts du commerce et de la civilisation! Quelles sont les causes véritables qui ont amené l'insulte? Comment ces intérêts ont-ils été compromis? Ce sont là des questions dont l'examen est plein d'enseignemens pour quiconque les étudie de sang-froid, et dont la cupidité insouciante des contrebandiers a pu seule méconnaître l'importance. Le gouvernement anglais ne nous semble cependant pas avoir donné assez tôt aux affaires de Chine toute l'attention qu'elles méritaient, et sa prévoyance habituelle s'est trouvée en défaut non moins que son habileté, quand il a négligé, en 1834, de se mettre en garde contre les éventualités dont l'abolition du privilége exclusif de la compagnie et l'introduction d'un nouvel ordre de choses menaçaient les relations de l'Angleterre avec le gouvernement chinois. D'ailleurs,

l'Asie centrale. Des personnes haut placées avaient, disait-on, entre les mains copie de la correspondance des deux cabinets à cet égard, correspondance où les vues et les intérêts de la Grande-Bretagne et de la Russie étaient exposés et discutés avec la plus entière franchise, et l'on ne doutait pas que le gouverneur de Bombay n'eût été autorisé à diriger l'action de la presse dans le sens de la politique nouvelle. Il faut convenir que la soumission du khan de Khiva et l'active intervention de l'Angleterre, acceptées inopinément par la Russie, sont des faits de nature à justifier les bruits dont nous parlons. La Russie, avec sa réserve ordinaire, n'a autorisé que la publication des documens qui ne pouvaient porter aucune atteinte à sa dignité. Le général Perowski, dans une proclamation que les journaux de Saint-Pétersbourg n'ont reproduite qu'au mois d'octobre 1840, fit connaître que « le chef de Khiva, envisageant sous leur véritable jour les intérêts de son khanat, s'était empressé de faire un appel à la magnanimité de sa majesté impériale, après avoir toutefois satisfait sans condition aux principales demandes de la Russie. »

plusieurs dispositions du nouveau bill (*China bill*) étant de nature à mécontenter les Anglais, tout en offensant les Chinois, on devait craindre que l'application de la mesure ne soulevât tôt ou tard de graves difficultés.

Nous sommes, au reste, porté à croire que la question de Chine, même au moment où nous écrivons, est encore ouverte à certains égards, et que la solution définitive pourra tromper plus d'un calcul; mais nous pensons que le sens général de cette solution est désormais hors de doute, que les intentions et les actes du gouvernement anglais, en ce qui touche le commerce de l'opium et les droits respectifs comme les intérêts politiques des deux empires, ont été l'objet d'une appréciation inexacte ou partiale, et que l'issue de la lutte engagée sera profitable non-seulement à l'Angleterre, mais au monde entier. Ainsi le différend entre l'Angleterre et la Chine aura eu, selon nous, une portée autre que celle qu'on lui attribuait généralement; la contrebande de l'opium n'aura été qu'une des causes inévitables d'une rupture dont il fallait chercher le véritable caractère dans la question générale des relations de l'Europe avec la Chine, relations basées sur un système vieilli, qu'une secousse devenue nécessaire pouvait seule rajeunir et faire tourner à l'avantage réel de la civilisation et du commerce. C'est de ce point de vue qu'il faut envisager les affaires de Chine.

Depuis un grand nombre d'années, l'opium est importé en Chine non-seulement des possessions anglaises dans l'Inde, mais encore de plusieurs autres parties du globe, tant par les Européens que par les Américains. Les autorités chinoises avaient ostensiblement prohibé l'importation et l'usage de cet article; mais jusqu'en 1839 la cour céleste n'avait pris aucune mesure décisive pour mettre fin à ce trafic. Le commerce de l'opium était par le fait une contrebande non pas seulement tolérée, mais soutenue et protégée pour ainsi dire en plein jour par des officiers chinois de tous les rangs, dont la connivence se payait par une commission de 60 à 120 piastres par caisse d'opium (selon que l'opium était livrable à Macao ou à Canton), commission réglée et perçue presque aussi ouvertement que s'il se fût agi de tout autre article d'importation étrangère. Cette contradiction monstrueuse entre la solennité des décrets prohibitifs et les faits devait avoir pour résultat inévitable l'accroissement rapide du mal que signalaient ces décrets journellement éludés. Cependant, après l'abolition du privilége de la compagnie, le gouvernement anglais, pressentant le danger qui pourrait résulter de l'extension illimitée de

ce trafic prohibé, prit des mesures pour en obtenir la légalisation ou pour le supprimer entièrement. Le gouvernement chinois examina sérieusement la question de son côté. Plusieurs conseils furent tenus à la cour impériale de Péking, afin de décider si l'opium serait admis en payant un certain droit; l'avis contraire prévalut définitivement à la petite majorité, dit-on, de deux ou trois voix. Selon quelques versions, un grand nombre d'officiers de l'état, consultés à ce sujet, donnèrent leur opinion formelle en faveur de l'importation, moyennant le paiement d'un droit; mais les ministres de l'empereur, influencés peut-être, soit directement, soit indirectement, par les agens de la Russie, rejetèrent cet avis. Aussitôt que lord Palmerston eut connaissance de ce résultat, il donna l'ordre au surintendant anglais à Canton d'informer tous les négocians de sa nation et tous les capitaines de vaisseaux marchands « que le commerce était illégal, que le gouvernement britannique ne pouvait intervenir dans le but de mettre ses sujets à même de violer les lois du pays avec lequel ils commerçaient, et que, s'ils persistaient à faire la contrebande, ils devaient en subir les conséquences. » Conformément à ces instructions, le capitaine Elliot (1) ne négligea aucune des mesures que commandait la gravité des circonstances, se montrant disposé à donner toute satisfaction raisonnable aux autorités chinoises, et évitant de la manière la plus marquée, comme représentant du gouvernement anglais, toute relation avec les contrebandiers. Une proclamation à cet effet fut publiée en 1838. La contrebande néanmoins se faisait comme par le passé, les autorités chinoises se prêtant au trafic, tandis que le gouvernement impérial et le surintendant anglais continuaient à l'interdire par leurs décrets.

En février 1839, cependant, les injonctions les plus sévères envoyées de Péking prescrivirent de faire exécuter les ordres de l'empereur, et, conformément à ces ordres, un Chinois, convaincu d'avoir participé au trafic de l'opium, fut pendu le 26 devant les factoreries étrangères. Cet acte violent d'une justice tardive, acte complètement inattendu au milieu des habitudes d'impunité qui avaient réglé jusque-là tous les rapports des parties intéressées, fut regardé

(1) Le principal surintendant (*chief superintendent*) du commerce anglais en Chine, M. Charles Elliot, est capitaine de vaisseau. M. Johnstone est le second surintendant. Les autorités chinoises ont traité long-temps M. Elliot avec beaucoup d'égards, et paraissent même avoir admis dans leurs rapports officiels avec lu (faveur toute spéciale chez un peuple si orgueilleux) l'assimilation de son rang politique à celui de mandarin de troisième classe.

par les Européens comme une insulte, et les factoreries amenèrent leurs pavillons.

Le 10 mars, le commissaire impérial Linn arriva à Canton avec la mission spéciale d'abolir sans délai et de déraciner complètement ce commerce illicite. Le 18, il rendit deux décrets, l'un adressé aux marchands *hongs*, l'autre aux étrangers; ce dernier exigeait, sous peine de mort, que tout l'opium chargé, tant sur les navires-entrepôts (*store-ships*) que sur les vaisseaux mouillés au dehors, fût livré au gouvernement. Le surintendant Elliot et les autres résidens européens à Canton, qui n'avaient jamais pris la moindre part au commerce de l'opium, furent saisis, privés de nourriture, et menacés d'une mort certaine, si le décret n'était pas exécuté sous trois jours. Le représentant de la reine d'Angleterre n'avait devant les yeux que l'alternative du supplice ou d'une soumission entière et immédiate; il prit ce dernier parti. Le 27 mars, le capitaine Elliot requit tous les sujets anglais résidant en Chine de livrer l'opium qu'ils pouvaient avoir en leur possession, se rendant responsable des valeurs ainsi livrées pour le compte du gouvernement. De cette manière, vingt mille deux cent quatre-vingt-onze caisses d'opium furent remises aux autorités chinoises. Le 21 mai, à deux heures du matin, la remise était complétée; mais les conditions consenties par les Chinois ou n'avaient point été exécutées ou ne l'avaient été que partiellement. Ces conditions étaient, 1° que les serviteurs des prisonniers seraient relâchés quand le quart de l'opium aurait été livré; 2° que les embarcations pourraient aller et venir pour le service des Anglais après livraison du second quart; 3° que les relations commerciales interrompues seraient rétablies après livraison des trois quarts; 4° que les choses reprendraient en tout leur cours ordinaire quand la livraison de l'opium serait complétée.

Faisant allusion à la violation de ces promesses, le surintendant Elliot, dans un document que nous avons fait connaître l'année dernière (1), et que l'on assure avoir été communiqué à l'empereur, s'exprimait ainsi : « L'empereur a été trompé... Il est certain que les dernières mesures du commissaire ont retardé l'accomplissement de la volonté impériale, ont donné une immense impulsion au trafic de l'opium, qui était, plusieurs mois avant son arrivée, dans un état de stagnation, et ont ébranlé la prospérité de ces provinces florissantes. Il est probable que le résultat de ces mesures sera de semer

(1) *Revue des Deux Mondes*, 15 mai 1840.

l'agitation sur toutes les côtes de l'empire, de ruiner des milliers de familles étrangères et indigènes, et d'interrompre les relations de paix qui ont existé depuis près de deux siècles entre la cour céleste et l'Angleterre. » Ce langage, tout mesuré qu'il est, fait pressentir une rupture sérieuse; mais le paragraphe suivant va droit au but en menaçant respectueusement le grand empereur de lui faire connaître la vérité et d'exiger réparation des insultes et outrages dont les sujets de la reine ont été l'objet. Il résulte même de ce passage, que nous reproduisons textuellement, qu'à l'époque où il a été écrit, le surintendant devait savoir que le gouvernement de la reine avait déjà pris son parti. « Le temps approche, dit le capitaine Elliot, la gracieuse souveraine de la nation anglaise fera connaître la vérité au sage et auguste prince qui occupe le trône de cet empire, et toutes choses seront réglées selon les principes de la plus juste raison. »

Les vingt mille deux cent quatre-vingt onze caisses d'opium furent solennellement ouvertes, et leur contenu, réduit en pâte et délayé dans des cuves construites à cet effet sur la plage, fut jeté à la mer, en présence d'un immense concours de peuple, le 7 juin. A dater de cette époque, bien que le surintendant se fût flatté pendant quelques jours de l'espérance de rétablir les relations commerciales sur un pied amical, et de les mettre à l'abri de nouvelles secousses par l'adoption de certains règlemens concertés avec les autorités chinoises, les choses ne firent qu'empirer, et une collision sanglante entre deux corvettes anglaises et vingt-neuf jonques chinoises, près de l'embouchure de la rivière de Canton, fit évanouir, au commencement de novembre 1839, tout espoir d'accommodement. Cependant le trafic de l'opium, depuis la saisie opérée par le commissaire Linn, reprit une activité prodigieuse, et les spéculateurs anglais trouvèrent leur salut dans la violence même des mesures que les autorités chinoises venaient de diriger contre eux. C'est ici le lieu d'examiner quelle est la part que le gouvernement de la compagnie a prise à la production de l'opium, et quelle peut être la véritable extension de la culture du pavot dans les possessions anglaises de l'Inde.

Le monopole de l'opium, considéré comme mesure administrative, avait été le sujet d'une enquête rigoureuse de la part de la commission nommée par le parlement pour examiner l'état des affaires de la compagnie antérieurement à la nouvelle charte, et la correspondance officielle entre les autorités de Londres et celles de l'Inde, au sujet de cette branche de revenus, depuis 1816 jusqu'en août 1830, a été publiée dans un appendice à l'un des rapports de la commission.

Ces documens montrent distinctement les vues et les principes adoptés par le gouvernement au sujet du monopole.

En 1817, la cour des directeurs, faisant allusion aux vains efforts du gouvernement de l'Inde pour empêcher la culture du pavot dans certains districts, et à la nécessité de s'assurer à l'avenir d'un approvisionnement permanent pour la consommation intérieure, s'exprimait ainsi : « Notre seul but (et certainement c'en est un honorable) est de substituer une culture autorisée à une culture illégale, de restreindre un mal qui ne peut pas être entièrement réprimé, de régulariser une habitude entraînante de laquelle on ne peut sevrer le peuple, et d'employer le monopole moins comme un instrument de gain, que comme un préservatif pour la santé et les principes de la communauté. Nous devons faire observer que notre désir est non-seulement de ne pas encourager la consommation de l'opium, mais encore d'en diminuer l'usage ou plutôt l'abus, et dans ce dessein, comme en vue de l'augmentation de nos revenus (prenant en considération les effets d'un commerce illicite dans nos propres possessions, et la concurrence que peut nous faire à l'étranger l'opium produit dans d'autres pays), nous pensons qu'il est convenable que le prix, tant au dehors qu'à l'intérieur, soit aussi élevé que possible. S'il dépendait de nous d'empêcher l'usage de l'opium, nous le ferions de grand cœur par compassion pour l'espèce humaine; mais cela étant absolument impraticable, nous ne pouvons qu'employer tous nos efforts pour régulariser et pallier un mal qui ne peut pas être déraciné. »

La commission parlementaire à laquelle l'examen de cette importante question était renvoyé quinze ans après (en 1832), arrivait aux conclusions suivantes : « Dans l'état actuel des finances de l'Inde, il n'est pas prudent de renoncer à une source aussi importante de revenus, un droit sur l'opium étant un impôt qui tombe principalement sur l'étranger, et qui paraît au total moins sujet à objection que tout autre qu'on pourrait lui substituer. » — « Il ne faut pas perdre de vue, dit ailleurs le rapport, qu'une saine politique exige que cette dépendance éloignée de l'empire soit soumise à un système d'impôts aussi modéré que les besoins de son gouvernement peuvent l'admettre. » Ces mêmes considérations ont été reproduites avec force pendant la dernière session du parlement, dans le cours de la discussion relative aux affaires de Chine.

La compagnie a donc pu croire qu'en se rendant maîtresse de la production, elle agissait d'après des principes de saine administration,

et même, en ce qui concernait ses propres sujets, avec une sollicitude toute paternelle. Une fois la nécessité du monopole admise, il faut reconnaître que la compagnie se trouvait dans l'obligation de fournir aux besoins de la consommation. Elle n'a pu, il est vrai, s'aveugler sur l'existence de ce fait, que la plus grande partie de l'opium acheté à ses ventes publiques était importée en contrebande en Chine, en opposition avec les lois du pays, et contribuait nécessairement à l'abrutissement des populations; mais la connaissance de ce fait, quelque déplorable qu'il pût être, n'imposait pas au gouvernement de l'Inde anglaise l'obligation de suspendre ses ventes, ou de prohiber une culture profitable à ses sujets. Si la culture eût été parfaitement libre, et que l'opium exporté eût payé un droit à l'exportation, comme d'autres marchandises, la Chine eût été inondée plus promptement, à meilleur marché, et d'un opium de qualité inférieure. Voilà ce qui paraît certain. Ce que la compagnie pouvait et devait éviter, c'était de se rendre complice d'un trafic illégal, et c'est une règle qu'elle a observée d'une manière scrupuleuse. Empêcher l'introduction clandestine et illégale de l'opium en Chine et en d'autres pays était évidemment l'affaire et le droit exclusif des gouvernemens de ces pays. Il serait, il faut en convenir, plus raisonnable de mettre sur le compte de nos gouvernemens tous les excès causés par l'ivrognerie et la démoralisation dégradante qui résulte de l'abus des liqueurs fortes, dont la consommation (source importante de revenus) est légalisée dans nos climats, que de déclamer, comme on le fait, contre la compagnie des Indes anglaises, au sujet du monopole de l'opium. Nous pensons même que, si la compagnie eût repoussé avec une vertueuse horreur ce revenu net de 30 à 40 millions que lui procure l'opium aux dépens des étrangers, et eût cherché à remplacer cette source de revenu par un impôt levé sur ses propres sujets, une pareille conduite eût été stigmatisée comme le comble de la folie et de l'hypocrisie à la fois. On s'est beaucoup apitoyé sur les maux qu'imposerait à la population indienne une production forcée de cette drogue pernicieuse, et on a imprimé plusieurs fois que les misères qui résultent, pour les Indiens employés à la culture du pavot, de la contrainte exercée à leur égard, et de l'insuffisance du prix des journées, sont comparables aux souffrances des esclaves dans les pays les moins civilisés de la terre. Ces assertions sont contredites par des documens officiels et par le témoignage des personnes les mieux instruites de ce qui se passe. Il n'est pas moins inexact de prétendre que la culture du pavot ait pris une extension

tellement prodigieuse dans l'Inde, qu'elle menace d'envahir la presque totalité du sol arable. On peut estimer à deux cent cinquante mille hectares environ la superficie occupée par cette culture dans l'Inde anglaise. Cela suppose une production d'environ quarante mille caisses. La consommation n'avait pas encore atteint ce chiffre en Chine, mais elle avait augmenté dans ces dernières années de manière à causer les inquiétudes les plus légitimes au gouvernement chinois, moins touché des effets pernicieux de la drogue sur la santé et le moral des sujets du céleste empire, qu'effrayé de la quantité de numéraire que l'habitude, comparativement récente, de payer l'opium en argent, enlevait à la circulation. La question, envisagée sous ce point de vue, avait été mise dans tout son jour par les hauts fonctionnaires que l'empereur avait consultés. Les ressources financières de son vaste empire semblaient menacées en effet par le progrès de cette consommation, dont les documens publiés à Canton même ont donné une idée exacte pour les années antérieures à 1838. Il résulte de la comparaison de ces documens que la consommation avait presque triplé en neuf ans (mais il faut bien se garder d'en conclure qu'elle pourrait tripler ainsi tous les neuf ou dix ans); que l'importation de l'opium *Malwá* avait presque doublé depuis l'abolition des priviléges de la compagnie en Chine (1833); que l'importance relative des exportations d'opium *Malwá* et d'opium *Bengale* (c'est-à-dire celui récolté sur les terres de la compagnie) était dans la proportion de 15 à 11, et que les sommes réalisées par les ventes d'opium en Chine (indépendamment des importations d'opium de Turquie qui se font principalement par navires américains) s'évaluaient, en 1836, à plus de 92 millions de francs (1).

Nous sommes sans renseignemens exacts ou complets pour les années 1838 et 1839. On a calculé cependant que la quantité d'opium exportée de l'Inde en 1839 aurait pu être de trente-cinq à quarante mille caisses sans l'interruption des relations commerciales (2). Mais il ne faut pas perdre de vue que l'opium était à peu près invendable

(1) La diminution du commerce direct entre Bombay et la Chine, par suite de la rupture entre les deux gouvernemens, a été énorme; mais le commerce avec Calcutta, Singapour, Manille, a augmenté considérablement de 1838-39 à 1840, et il en a été de même du commerce direct avec l'Angleterre, Bombay ayant presque doublé ses expéditions de coton pour les ports de la Grande-Bretagne en 1839-40, comparativement à l'année précédente. L'importance des affaires avec le Sindh augmentait aussi rapidement.

(2) Admettons le chiffre de 40,000 caisses, et prenons pour poids moyen d'une caisse d'opium 63 kil. 95 : évaluant de plus la quantité d'opium brut qui doit être

à l'époque de l'arrivée du commissaire impérial Linn, et que, sans son intervention et la destruction des vingt mille caisses confisquées, le trafic aurait rétrogradé au lieu d'avancer (1). Nous ajouterons que, sur les vingt mille deux cent quatre-vingt-onze caisses confisquées par les autorités chinoises en 1839, un tiers seulement provenait des ventes de la compagnie, douze mille caisses environ venaient du Malwâ (par Bombay), et mille caisses de Turquie. Nous croyons ces détails suffisans pour mettre le lecteur à même de juger du véritable caractère des relations entre la Chine et l'Angleterre, en ce qui touche le commerce de l'opium. Revenons aux relations générales entre les deux gouvernemens et aux évènemens qui les ont si puissamment modifiées.

La déclaration du capitaine Elliot, du 21 juin, était le résultat d'un système arrêté. Après cet engagement solennel de demander et d'obtenir réparation, une fois surtout que les discussions et les actes des représentans des deux gouvernemens eurent pris le caractère d'hostilité permanente dont ils furent marqués à la fin de l'année 1839, il n'y avait plus possibilité de traiter sur les anciennes bases, et une déclaration de guerre de la part de l'Angleterre devenait inévitable. Dans la rédaction du document dont nous avons cité les principaux passages, on voit cependant l'intention manifeste de rejeter sur les intermédiaires les torts qu'on pourrait reprocher directement au gouvernement impérial. — L'empereur a été trompé; le gouvernement anglais se chargera de lui faire connaître la vérité; il ne doute pas d'avance que justice ne soit rendue, et que *toutes choses ne soient réglées selon les principes de l'équité et de la raison.* — C'est là un parti pris, habilement et sagement pris selon nous, et on peut être assuré que toutes les déterminations et tous les actes du gouvernement britannique, quel que soit le caractère apparent d'hostilité

réduit et préparé pour fournir à la consommation d'un fumeur ordinaire à 2 *mace* (prononcez *méce*) ou 7 gr. 5 par jour, on trouve que 40,000 caisses représentent la consommation annuelle d'un million de fumeurs tout au plus. Supposons ce nombre doublé, triplé même : il n'y aura pas encore, selon toute probabilité, en Chine, un individu sur cent qui fume l'opium, ou au moins qui en use avec excès, puisque 3 gr. 3 quarts d'extrait d'opium à fumer (*smokable extract*) sont considérés comme une dose fort ordinaire (dix à douze pipes par jour; chaque pipe ne fournit que deux ou trois bouffées).

(1) « He found the traffic stagnant; he has made it flowrish in a degree and to an extent it had never reached before. » — Lettre du surintendant à lord Palmerston, en date du 28 novembre 1839. — *Additionnal papers respecting China*, London, april 1840.

dont ils soient revêtus, seront désormais subordonnés à cette conviction officielle de l'ignorance où se trouvait l'empereur des infractions au droit des gens et aux principes les plus sacrés de l'humanité et de la justice, commises par ses délégués à Canton. L'Angleterre avait, en effet, un intérêt immense à amener, par la combinaison de mesures énergiques avec les ressources ordinaires de la diplomatie, le rétablissement du commerce légal entre elle et la Chine.

Le commerce de la Chine est lié si étroitement, depuis quelques années, avec celui de l'Inde, qu'on ne peut guère les séparer dans l'évaluation des ressources de l'empire hindo-britannique. C'est cette combinaison intime des intérêts mercantiles des Indes et de la Chine qui a donné à la rupture momentanée entre l'Angleterre et le céleste empire une importance beaucoup plus grande qu'on n'aurait dû s'y attendre, si l'on n'eût envisagé que l'état plus ou moins prospère du trafic de l'opium. La Chine était, par le fait, le milieu principal par lequel s'opéraient les grands échanges commerciaux entre l'Inde, l'Amérique et l'Europe, ce qui faisait dire à l'un des membres de la commission nommée par la chambre des lords pour s'enquérir de l'état commercial de l'Inde, qu'interrompre le commerce de Canton, c'était interrompre le commerce du monde entier (1). En 1837-38, on pouvait estimer la masse des exportations de l'Inde et de la Chine pour la Grande-Bretagne à 9,600,000 livres sterling (environ 245,000,000 de francs). L'indigo figure dans ce compte pour environ 2,000,000 liv. sterl. (à peu près 50,000,000 de francs), le thé pour près de 60,000,000 de francs, le coton pour plus de 20,000,000, etc. Les exportations se balançaient, du côté de l'Angleterre, 1° par les remises annuelles faites par l'Inde anglaise, soit pour compte du gouvernement, soit pour compte des particuliers, se montant à plus de 90,000,000 de francs; 2° par les importations de produits de manufactures anglaises (dans l'Inde et en Chine) s'élevant à 79,000,000; du côté de l'Inde anglaise, par la vente de l'opium et du coton qui réalisaient au profit de cette balance de 76 à 80,000,000 de francs.

En présence de ces faits, on se figure aisément quels dangers entraînait pour l'avenir du commerce anglais, et conséquemment pour la Grande-Bretagne elle-même, la suspension de la bonne intelligence entre les deux états, et on comprend de quelle importance il était

(1) Le rapport de la commission des lords a été imprimé par ordre de la chambre des communes, le 4 juin 1840. Un premier rapport de la commission nommée par les communes a également été imprimé le 21 juillet dernier. — 2 vol. in-f°.

d'asseoir les rapports futurs de l'Angleterre et de la Chine sur des bases plus larges et plus durables. Mais si l'on tombait d'accord en Angleterre sur cette nécessité d'imposer au gouvernement chinois un traité de commerce qui protégeât l'avenir des spéculations auxquelles l'Inde anglaise et la Grande-Bretagne ne voulaient pas renoncer, on ne s'entendait pas aussi bien sur les moyens d'exécution de cette grande mesure. Dans l'opinion de plusieurs personnes qui avaient été à même d'étudier d'assez près le caractère chinois et les ressources de la Chine, ou plutôt les élémens de résistance dont elle pouvait disposer, les Anglais devaient rencontrer des obstacles plus sérieux que ceux auxquels on s'était attendu. En France, cette opinion comptait de nombreux partisans : notre consul-général à Manille, M. Adolphe Barrot, dans un travail remarquable publié par la *Revue des Deux-Mondes* (1), avait examiné la question avec soin, et se croyait autorisé à prédire que les Anglais échoueraient dans toute tentative de représailles. Mais en ne tenant compte que des difficultés de l'invasion, des dangers de l'occupation présumée d'une partie du territoire et de l'obstination d'un gouvernement qui ne recule devant aucun sacrifice pour résister à une agression étrangère, on paraissait oublier ce que peuvent l'énergie, l'intelligence et la science militaires, l'artillerie et les navires à vapeur de l'Europe, opposés à la vanité indolente, à l'ignorance puérile, aux armes inutiles, aux jonques des Chinois. On ne réfléchissait pas que le gouvernement chinois lui-même avait intérêt à ce que l'interruption des relations commerciales ne se prolongeât pas sans nécessité; qu'enfin, dans un pays où la vénalité des fonctionnaires publics est un fait universellement reconnu, l'argent répandu à propos peut au besoin aplanir bien des obstacles. D'ailleurs on s'était mépris jusqu'à un certain point et sur les causes véritables de la rupture entre les deux gouvernemens, et sur les moyens que l'Angleterre devait mettre en usage pour faire accepter à l'empereur les conditions qu'il était prudent de lui offrir avant de pousser les choses aux dernières extrémités.

Le plan d'opérations adopté par le gouvernement anglais est fort analogue à celui dont nous avions donné une idée l'année dernière (2), d'après un petit écrit de M. H. Lindsay, ancien employé de la compagnie des Indes à Canton.

(1) Livraison du 15 novembre 1839. — M. Barrot insistait surtout sur la résistance passive que la Chine n'hésiterait pas à opposer aux Anglais.

(2) N° de la *Revue* déjà cité.

Dès le 4 novembre 1839, des instructions avaient été envoyées au gouvernement supérieur des Indes anglaises, pour préparer avec toute la célérité possible une expédition destinée à venger les insultes faites par les autorités chinoises au représentant de la reine et aux sujets anglais (1). On équipait en même temps, en Angleterre, une escadre et des bâtimens de transport destinés à joindre l'expédition de l'Inde, avec un supplément de troupes de débarquement. Toutefois la déclaration officielle des intentions du gouvernement de la reine ne fut promulguée que dans les premiers jours d'avril 1841. Un ordre de la reine en conseil, portant la date du 4 avril, autorise la haute cour de l'amirauté et les cours coloniales instituées à cet effet à prononcer sur toutes captures, prises et saisies, qui pourraient être faites de tous vaisseaux, navires et cargaisons chinois, par les bâtimens de guerre anglais, dans le cas où la saisie et la détention provisoire desdits vaisseaux, navires et cargaisons ne détermineraient pas le gouvernement chinois à accorder la satisfaction et la réparation demandées. Le cas échéant, les navires et cargaisons ainsi détenus provisoirement seraient confisqués et vendus, pour le montant en être appliqué ainsi qu'il serait statué ultérieurement. La reine en conseil justifiait dans les termes suivans la détermination d'user de représailles envers le gouvernement chinois : « Attendu que nous avons pris en considération les torts et injures (*injurious proceedings*) faits dernièrement *par certains officiers de l'empereur de la Chine* à certains de nos officiers et sujets, et attendu que nous avons donné des ordres pour qu'il fût demandé au gouvernement chinois satisfaction et réparation de ces procédés injurieux; attendu en outre qu'il est à propos, dans le but d'obtenir lesdites satisfaction et réparation, que les vaisseaux, navires et cargaisons appartenant à l'empereur de la Chine et à ses sujets soient saisis et détenus provisoirement, etc... à ces causes, notre conseil privé entendu, il nous a plu ordonner, etc. »

Du mois d'octobre 1839 au mois de mars 1840, les détenteurs des obligations souscrites par le surintendant Elliot au profit des négocians anglais qui avaient livré aux autorités chinoises, par l'intermédiaire de cet officier, l'opium détruit le 17 juin 1839, en présence du commissaire impérial Linn, s'efforcèrent d'obtenir du gouvernement de la reine d'abord le paiement des traites dont ils étaient porteurs,

(1) Return to an order of the honorable the house of communs, dated 9 april 1840. — *Parliamentary papers*, n° 241.

ensuite la promesse d'une compensation. Ces démarches n'eurent d'autre résultat officiel qu'une déclaration formelle de la part du ministère qu'il n'avait à sa disposition aucuns fonds applicables au paiement des traites du capitaine Elliot, qu'il ne pouvait s'engager à indemniser les parties lésées qu'avec l'autorisation du parlement, et qu'il n'avait nullement l'intention de soumettre aucune proposition au parlement à cet effet. On devait s'y attendre; mais d'un autre côté le principe de la compensation était implicitement compris dans les résolutions adoptées à l'égard du gouvernement chinois, et il devenait évident que la Chine aurait à payer, si les plans de l'Angleterre devaient réussir, non-seulement les frais de la guerre, mais l'indemnité réclamée par le commerce anglais à Canton.

Le 7 avril, après une discussion très animée sur la motion de sir James Graham, tendant à ce que la conduite du ministère dans la direction des affaires de Chine fût blâmée par la chambre des communes, les dispositions hostiles annoncées par le gouvernement de la reine furent sanctionnées par un vote qui ne justifiait cependant qu'à une bien faible majorité, celle de dix voix, les mesures adoptées par les ministres pour la protection des grands intérêts qui leur étaient confiés.

Le 27 juillet, la chambre des communes vota un crédit provisoire de 173,442 livres sterling pour les dépenses de l'expédition de Chine (environ 4 millions et demi de francs). Dans la discussion qui s'établit sur ce vote, les ministres eurent à se défendre contre des attaques très vives qui portaient principalement sur le défaut de prévoyance du gouvernement, qui avait négligé, disait-on, d'envoyer des instructions positives et complètes au surintendant Elliot. Toutefois la détermination prise de demander satisfaction au gouvernement chinois des actes de violence et des outrages de ses délégués obtint l'assentiment de la grande majorité de la chambre. Avant cette époque, l'expédition, dont le rendez-vous avait été indiqué à Singapour, était complètement organisée et avait commencé ses opérations dans les mers de Chine. Elle était placée sous le commandement supérieur du contre-amiral George Elliot, arrivé à Singapour, sur *le Melville*, de 74, le 16 juin. L'amiral remit à la voile le 18 avec plusieurs autres bâtimens de guerre. Il avait été précédé de quelques jours par le commodore sir Gordon Bremer, commandant la première division de l'escadre. On estimait, au mois de juillet, les forces de l'expédition à dix-sept navires de guerre et quatre grands *steamers*, également armés en guerre; les troupes de débarquement fournies

par l'Inde anglaise s'élevaient à 6,666 Européens et 2,175 cypahis ou lascars (plus 1,080 non combattans). Il était venu d'Angleterre environ 5,000 hommes, soldats et matelots, en sorte que le personnel atteignait à peu près le chiffre de 15,000 hommes de toutes armes et non combattans. Les plans du gouvernement avaient été tenus aussi secrets que possible. Cependant on s'attendait généralement à un strict blocus de la rivière de Canton, peut-être à la destruction des ports à l'entrée de la rivière, au blocus de quelques autres ports dans l'est, et à l'occupation d'une portion du territoire chinois; on supposait assez communément que ce serait un des principaux points de l'île Formose. On avait aussi parlé de la plus grande des îles du groupe de Chusan comme du but préliminaire de l'expédition; l'évènement justifia cette dernière conjecture.

Les premiers bâtimens de la flotte anglaise arrivaient à la bouche du Tigre au moment où les Chinois essayaient vainement, pour la troisième fois, d'incendier, à l'aide d'une flottille de brûlots, les navires marchands en rade de *Capsingmoun*. Le blocus de la rivière de Canton fut officiellement proclamé par le commodore Bremer, le 22 juin, pour prendre effet à dater du 28. Le commodore laissa, pour former le blocus, cinq des bâtimens de sa division, et remit à la voile le 25. Le 28, l'amiral Elliot, arrivant à son tour, prit le surintendant Elliot à son bord et fit voile vers le nord pour rallier sa division d'avant-garde. Elle était concentrée le 2 juillet près de l'île du Buffle (*Buffalo island*), située au sud de l'archipel de Chusan, et où le général Oglander, commandant les troupes de l'expédition, mort de la dyssenterie dans les derniers jours de juin, fut enterré. Le brigadier Burrel le remplaça dans le commandement. Enfin la flotte se dirigea sur la grande île de Chusan, et jeta l'ancre, le 4, dans la rade *Ting-haé-hiin*, sous les murs de la ville de ce nom, chef-lieu de l'île et de tout le groupe. Le gouverneur, sommé de se rendre, et tout en alléguant l'impossibilité d'opposer aucune résistance sérieuse aux forces anglaises, vint à bord du commodore exposer lui-même la nécessité où il se trouvait, pour sauver l'honneur des armes chinoises et le sien, comme aussi pour sauver sa tête, de ne point livrer la place sans coup férir. On lui donna jusqu'au lendemain à la pointe du jour pour réfléchir, en le pressant de se rendre à discrétion et de ne pas obliger les vaisseaux anglais à faire feu sur la ville; mais on n'entendit plus parler de lui, et le lendemain, 5 juillet, les troupes anglaises débarquèrent sous la protection du feu des vaisseaux. Les Chinois soutinrent à peine quelques instans ce feu ter-

rible, et abandonnèrent précipitamment les jonques de guerre mouillées près de terre et les positions qui dominaient la ville. Pendant la nuit, ils évacuèrent la ville elle-même, que des fortifications très étendues défendaient cependant contre un coup de main; et quand le général anglais, ayant fait ses dispositions pour l'assaut, fit reconnaître la place le 6 à la pointe du jour, on acquit la certitude que non-seulement les troupes chinoises, mais toute la population, avaient pris la fuite. Les dispositions arrêtées par le brigadier Burrel pour l'occupation de *Ting-haé* ne paraissent pas avoir été dictées par un esprit de prévoyance même ordinaire, ou du moins il n'a pas su faire respecter ses ordres, s'il est vrai, comme le disent toutes nos correspondances, que cette ville désertée à la hâte, et où le mobilier des maisons particulières et les magasins du gouvernement étaient encore intacts, ait été pillée et dévastée par les troupes de débarquement, les soldats européens ayant malheureusement trouvé l'occasion de se livrer avec excès à leur penchant pour les liqueurs fortes. La ville de Ting-haé et ses faubourgs contenaient plusieurs distilleries et un immense approvisionnement de cette boisson spiritueuse qui paraît former une branche d'exportation considérable pour le commerce de Chusan, et qui est connue sous le nom de *sam-chou*. Ces entrepôts furent découverts dès l'abord, et il s'ensuivit des désordres déplorables. Le brigadier Burrel, dans son rapport officiel, fait allusion au pillage, dont il affecte de rejeter tout le tort sur la populace chinoise, lors de l'évacuation de la ville par les habitans; mais il ne dit pas un mot des honteux excès auxquels se sont livrées ses propres troupes. Les tentatives faites pour rassurer les populations et déterminer les habitans de Ting-haé à rentrer dans leurs foyers restèrent long-temps sans succès. La santé des troupes souffrit beaucoup et du changement de climat et de la rareté des provisions, et, il faut le croire, des suites de ces excès que nous avons signalés. Chusan ne doit être considéré que comme un point d'occupation temporaire. Les Anglais l'avaient visité pour la première fois en 1700, et y avaient été bien accueillis; ils avaient commencé à y faire un trafic assez considérable, mais en 1701, un ordre de l'empereur leur interdit toutes relations avec ce port. Cependant un vaisseau anglais, *le Northumberland*, paraît avoir obtenu la permission du gouvernement chinois de jeter l'ancre devant Ting-haé en 1704, et lord Macartney y envoya chercher des pilotes en 1793. La population de tout le groupe des îles Chusan s'élève à environ soixante mille ames; l'intérieur de la grande île est bien cultivé et produit beaucoup

de grains, du thé, du coton pour la consommation locale. Les habitans sont adonnés à l'usage de l'opium; ils font un commerce assez actif avec le continent chinois, principalement avec le port de Ningpo, d'où ils reçoivent, en échange de leur *sam-chou*, des étoffes de soie, de la poterie, etc. Pendant que les troupes anglaises débarquaient à Chusan, une frégate était envoyée à Amoy (lieu où les Anglais ont eu une factorerie qui ne fut abandonnée qu'à la fin du XVIIe siècle), dans le but d'ouvrir par cette voie des communications avec Péking. Mais l'insolence et les provocations des Chinois, qui tirèrent sur un officier envoyé en parlementaire, amenèrent une collision dont le résultat fut la destruction du fort d'Amoy par quelques bordées de la frégate. L'amiral Elliot, arrivé le 6 à Chusan, en était bientôt reparti pour tenter de faire parvenir de Ningpo (ville considérable située dans l'ouest et à environ neuf lieues marines de Chusan) l'ultimatum de son gouvernement à l'empereur de la Chine, et établir avant tout le blocus des ports d'Amoy, Ningpo et Ting-haé. L'amiral devait ensuite se rendre dans le golfe de *Pé-Tchi-Li*, se rapprocher autant que possible de Péking, et ouvrir de gré ou de force des communications directes avec le gouvernement impérial.

Nous avons toujours pensé que des démonstrations vigoureuses, comme celles qui se résumaient, aux premiers jours de juillet, dans l'occupation de l'île de Chusan, la destruction du fort d'Amoy par la frégate *la Blonde*, et le blocus des principaux ports chinois, suffiraient pour déterminer la cour céleste à négocier avec les représentans de la reine d'Angleterre sur des bases favorables aux intérêts britanniques et aux intérêts du commerce et de la civilisation en général. La marche des évènemens a justifié complètement ces prévisions.

Les premières nouvelles de l'ouverture des négociations entre l'amiral Elliot et la cour de Péking avaient été apportées à Calcutta, le 16 novembre, par le navire de guerre *le Croiseur* (*Cruizer*, corvette de 16 canons). Le gouvernement n'avait pas jugé à propos de publier le résultat des opérations de l'amiral, mais on savait positivement qu'accompagné du capitaine Elliot, surintendant du commerce anglais en Chine et chargé de conduire les négociations, il s'était présenté avec son escadre à l'entrée du *Pey-ho* (1), dont un *steamer* et plusieurs embarcations armées avaient franchi la barre par ses ordres, se rapprochant ainsi de Péking (2); que ces deux offi-

(1) *Pey-ho*, rivière du nord.

(2) Péking ne se trouve pas sur le Pey-ho même, mais sur l'un de ses affluens, à vingt milles environ dans l'ouest du confluent.

ciers avaient réussi à se faire reconnaître comme les représentans de la reine d'Angleterre et à traiter comme tels avec un des grands dignitaires de l'empire. L'empereur avait désavoué les mesures prises par le commissaire Linn, qui avaient amené la rupture entre les deux nations. Annonçant les intentions les plus bienveillantes pour l'avenir, et rejetant sur ses délégués à Canton la responsabilité du passé, il avait consenti à adopter pour bases d'un traité définitif les conditions présentées par M. Elliot, c'est-à-dire la reconnaissance formelle du gouvernement anglais par le gouvernement chinois, le paiement à l'Angleterre d'une indemité considérable, l'autorisation d'importer l'opium moyennant un droit qu'on fixerait plus tard, et la cession d'une île à l'entrée de la rivière de Canton, faite par la Chine à l'Angleterre, qui restituerait l'île de Chusan. Le traité définitif devait se discuter, non à Péking, mais à Canton, où l'empereur avait envoyé à cet effet un mandarin d'un rang très élevé, Ké-shen, vice-roi de la province de Pé-tchi-li, et le troisième personnage de l'empire. Quant à l'expédition de l'amiral Elliot dans le golfe de Pé-tchi-li et aux négociations entamées avec la Chine, bien que la presse anglaise et la presse française s'en soient beaucoup occupées, nous croyons devoir en donner un récit complet, en nous servant tant de la relation publiée sous le nom de lord Jocelyn que de nos renseignemens particuliers, venus de l'Inde, et des journaux de Calcutta. Ce récit servira peut-être à rectifier à certains égards les versions diverses qu'on a déjà pu lire.

L'escadre, composée d'un vaisseau de 74, *le Wellesley*, de la frégate *la Blonde*, de 46, des corvettes *la Modeste*, de 18, *le Volage*, de 28, *le Pylade*, de 20, *le Madagascar*, steamer armé, *le David-Malcolm* et *l'Ernaad*, transports armés (1), fit voile de Chusan le 28 juillet, et entra dans la baie de Pé-tchi-li le 8 août. *Le Wellesley*, portant le pavillon de l'amiral Elliot avait à bord le capitaine Charles Elliot, plénipotentiaire adjoint à l'amiral, lord Jocelyn, secrétaire militaire, MM. Astell et Clarke, employés civils de la compagnie, le lieutenant Cotton, du génie, appartenant à l'armée de Madras, et M. Morrison, interprète pour la langue chinoise. Le 9 août, on se rapprocha de l'embouchure du Pey-ho. *La Modeste*, *le Volage* et *le Pylade* furent envoyés en reconnaissance; le reste de la flotte mouilla le 10, par 38° 35′ 20″ lat. N. et 118° 0′ 10″ long. E. de Greenwich, à la distance d'environ onze milles de la terre, qu'on pouvait apercevoir de la pomme du grand mât du *Wellesley*. Le même jour, l'interprète prépara une lettre adressé *au principal mandarin du district le plus voisin*, annonçant le but de l'arrivée

(1) Lord Jocelyn porte à dix le nombre des transports armés.

de l'amiral dans ces parages avec la flotte, et exprimant le désir qu'une personne dûment accréditée fût envoyée pour recevoir des mains de l'amiral la lettre adressée par le gouvernement de sa majesté britannique à la cour de Péking. Une flottille de six canots bien armés, mais ayant la précaution de cacher leurs armes, fut envoyée le lendemain à l'embouchure du Pey-ho avec la lettre de l'amiral. Les instructions étaient d'obtenir, s'il était possible, une conférence, et de s'assurer de l'état des choses. A l'entrée de la rivière, on remarqua, sur chaque rive, un fort mal construit, à moitié ruiné, et qui n'était armé que de quelques canons en apparence hors de service. Cependant à mesure que les canots approchaient, on put s'apercevoir que tout était en mouvement sur les forts. On voyait apporter des *djendjals* (1), qu'on plaçait à intervalles le long des remparts, et tout semblait prendre une apparence hostile. Le souvenir de ce qui venait de se passer à Amoy (2), dans des circonstances semblables, fit songer à s'emparer de quelque indigène pour porter une lettre à terre, et attendre le résultat. Mais l'extrême terreur causée par l'apparition des embarcations anglaises ne permit pas de communiquer avec le petit nombre de bateaux pêcheurs qu'on avait vus, et la flottille continua à avancer, quand enfin on aperçut un bateau monté par deux mandarins, faisant voile à la rencontre de la flottille; on agita le pavillon parlementaire pour les encourager, et ils vinrent immédiatement le long du bord de l'embarcation montée par M. Morrison, et entrèrent en conférence avec lui. Ils consentirent à se charger de la lettre de l'amiral, expliquant en même temps que le vice-roi de Pé-tchi-li, Ké-shen, se trouvait à *Ta-kou* (3), ville située à quelques milles de distance, et que la lettre lui serait envoyée pour qu'il y fît réponse. Ils ajoutèrent que les embarcations pouvaient jeter l'ancre à l'endroit où elles se trouvaient, ou retourner aux vaisseaux, où l'on ferait parvenir la réponse du vice-roi. En conséquence, le capitaine Elliot, qui accompagnait la flottille incognito, donna l'ordre à quatre des embarcations de mouiller à la distance d'un mille environ des forts, tandis que les deux autres suivraient le bateau mandarin dans la rivière. Un des mandarins fut bientôt mis à terre, et se dirigea à cheval vers l'intérieur. Après un laps de temps considérable et au moment où les bateaux allaient s'en retourner, on vit un nouveau dignitaire s'approcher du rivage, et comme d'après la nature boueuse de la plage, il eût été fort incommode, pour ne pas dire presque impossible d'y débarquer, il fut décidé que le mandarin se rendrait à bord d'une vieille jonque de guerre mouillée tout près de là, et que les officiers anglais s'y rendraient de leur côté. On avait d'abord invité ces derniers à venir conférer avec un fonctionnaire qui se trouvait dans le fort, ce à quoi ils s'étaient refusés par le motif indiqué ci-dessus. A l'entrevue qui eut

(1) On nomme ainsi dans l'Inde de petits canons ou pierriers.

(2) Postérieurement à l'expédition dans le golfe de Pé-tchi-li, une autre action assez sérieuse a eu lieu à Amoy entre les batteries chinoises et deux corvettes anglaises.

(3) Lord Jocelyn écrit *Tar-kou;* mais nous suivons de préférence l'orthographe de lord Macartney.

lieu sur la jonque de guerre, le mandarin annonça simplement qu'il était chargé d'un message verbal de Ké-shen, à l'effet de prévenir l'officier anglais (porteur de la lettre de l'amiral), qu'il n'avait pas le temps de répondre immédiatement à la lettre comme il l'aurait désiré, que sa réponse serait envoyée le lendemain par une personne autorisée à recevoir la dépêche destinée à l'empereur, pour qu'elle fût transmise à Péking. Les manières du mandarin paraissent avoir été peu courtoises, bien que son langage n'eût rien d'offensant; il affecta de ne point se lever et de ne pas saluer les officiers anglais à leur arrivée à bord, et après avoir délivré le message du vice-roi, il ajouta que, s'ils avaient quelque chose à dire, ils feraient bien de le dire tout de suite, attendu qu'on ne leur accorderait pas une autre occasion de le faire.

D'après les observations qu'on put faire pendant que la flottille était à l'ancre dans la rivière, on pensait qu'il n'aurait pas fallu plus d'une demi-heure aux équipages des six embarcations pour se rendre maîtres des deux forts. Il n'y avait qu'un très petit nombre de soldats ou de gens armés soit dans ces forts, soit aux environs; mais on y remarquait une vingtaine ou une trentaine de mandarins de différens ordres (comme on en pouvait juger par leurs *boutons*), évidemment envoyés pour cette occasion particulière, attendu qu'il n'y avait d'autres habitations visibles sur les rives du fleuve que quelques misérables huttes. On remarqua que quelques hommes étaient occupés à élever une espèce d'épaulement avec fossés. Ce retranchement s'étendait depuis le fort placé sur la rive méridionale du fleuve, jusqu'à une sorte de plate-forme élevée, flanquée d'un fossé communiquant à la rivière et sur laquelle, à une visite subséquente, on fut assez étonné de voir six pièces de campagne en cuivre de bonne apparence, montées sur leurs affûts, et que l'on eut toute raison de croire être les mêmes canons dont lord Macartney, lors de son ambassade, avait fait présent au céleste empereur. Ainsi, par une de ces étranges révolutions dans les affaires humaines que l'histoire a eu à enregistrer depuis un demi-siècle, ces canons se trouvaient aujourd'hui tournés contre les donateurs, quarante-sept ans, presque jour pour jour, après l'arrivée de l'ambassade de lord Macartney dans ces mêmes parages. Il est vrai que les Chinois n'affectent de voir dans les autres peuples que des *tributaires*. Au reste, d'après tout ce qu'on put observer, il parut évident que la visite de la flotte avait été un évènement tout-à-fait inattendu. Les mandarins envoyés aux forts, et ces préparatifs guerriers poussés en apparence avec tant d'activité à l'embouchure de la rivière, tout cela ne pouvait guère en imposer sur la pauvreté et l'insuffisance des moyens de défense.

Les embarcations revinrent au mouillage dans la soirée. Le jour suivant, dans la matinée, un mandarin vint à bord du *Wellesley* avec une lettre de Ké-shen à l'amiral, annonçant qu'il recevrait avec plaisir la dépêche dont l'amiral était porteur, et serait prêt à la transmettre à Péking pour qu'elle fût soumise à l'empereur et qu'on prît les ordres de sa majesté impériale à cet égard, mais qu'il faudrait dix jours pour qu'on pût recevoir et faire parvenir à l'amiral la réponse. Le vice-roi faisait observer que les gouverneurs des pro-

vinces de Ning-po et Amoy, étant d'un rang inférieur, n'avaient pas qualité pour prendre une décision à l'égard des lettres destinées à la cour impériale, et que c'était à cette cause qu'il fallait attribuer le refus fait dans ces deux endroits de recevoir la lettre envoyée par le gouvernement de sa majesté britannique; mais que lui, Ké-shen, étant d'un rang supérieur, pouvait prendre sur lui de l'expédier et s'en chargerait en conséquence. La distance à laquelle on se trouvait de la côte, le peu de vent qui soufflait, et d'autres considérations importantes, déterminèrent l'amiral à renvoyer le messager sur le steamer; il s'ensuivit quelque retard dans l'expédition de la lettre, qui ne put être transmise à Péking que le 15. A dater de cette époque, un délai de dix jours fut accordé par les plénipotentiaires, selon ce qui avait été stipulé par Ké-shen, pour les délibérations de la cour impériale et pour la transmission de l'ultimatum. Le mandarin qui avait été envoyé à bord du *Wellesley* parut aux Anglais être un homme remarquablement intelligent et dans des dispositions bienveillantes. Lord Jocelyn le désigne sous le nom familier de capitaine *Blanc*, d'après son *bouton*, et peut-être aussi d'après la signification de son nom, *Pi*. C'était une espèce d'aide-de-camp de Ké-shen et un officier de cavalerie; ses idées, sa manière de juger et de décrire les choses amusèrent beaucoup les officiers anglais. Selon lui, les employés civils ne demandaient pas mieux que de voir les affaires arrangées à l'amiable, tandis que tous les militaires étaient pour la guerre, où ils espéraient mériter des distinctions, des honneurs, des *boutons*, etc. En arrivant à bord, il lui fut impossible de maîtriser entièrement l'émotion de surprise que lui causa la vue de cet ensemble imposant que présentent le pont et la mâture d'un 74; mais, quand on lui montra les batteries hautes et basses avec leurs longues lignes de canons de 32 et l'appareil de guerre dont ils étaient entourés, il trouva moyen de se contenir et ne manifesta ni surprise ni admiration. On s'est assuré depuis que cet officier était musulman. Après cet arrangement avec Ké-shen, la flotte se dispersa. Quelques vaisseaux allèrent croiser sur la côte de Tartarie, d'autres aux îles du sud et à l'est du mouillage, pour faire provision d'eau et de vivres, tous avec l'ordre de se retrouver au mouillage vers le 26, époque à laquelle on attendait la réponse de sa majesté chinoise. Deux ou trois des vaisseaux passèrent en vue de la grande muraille et à peu près à la même distance que *l'Alceste* en 1810. *La Blonde* alla croiser devant les côtes de Tartarie, où elle put se procurer des provisions en abondance, et où elle fit aussi, à un endroit nommé *Too-tchou* (situé lat. 39° 20′ 18″ et long. 121° 48 est), la curieuse découverte de l'existence d'un commerce de charbon de terre. On trouva à l'ancre trois navires chargés de ce minéral, dont on se procura quelques échantillons, mais trop peu considérables pour qu'on pût juger de la qualité. On crut pouvoir conclure cependant de l'examen des petits échantillons apportés à bord que c'était une espèce d'anthracite (1).

(1) Un ancien employé civil de la compagnie en Chine, M. Clarke, se trouvait à bord de *la Blonde* pendant cette croisière, et par son entremise on put obtenir quelques renseignemens sur le gisement de cette houille, les frais d'extraction, etc.

Le 27, l'escadre se trouva de nouveau réunie au premier mouillage; mais, comme on ne voyait venir aucune jonque du côté de la terre, l'ordre fut donné de se préparer à l'offensive. On avait découvert un chenal par lequel on pensait que *la Modeste*, que l'on pouvait alléger de manière à ce qu'elle ne tirât qu'un peu moins de douze pieds d'eau, entrerait dans le *Pey-ho*, attendu que le steamer *le Madagascar*, tirant onze pieds neuf pouces, y avait déjà passé et avait évité le banc de sable qui ferme en partie l'embouchure de la rivière. La corvette fut envoyée à l'entrée du passage, où elle jeta l'ancre, prête, avec ses embarcations, à passer la barre et à agir contre les forts dans la matinée suivante. (Lord Jocelyn assure que la corvette n'aurait pu franchir cet obstacle, son tirant d'eau étant encore trop considérable, et que le steamer lui-même n'aurait pu pénétrer dans la rivière qu'à la faveur des plus fortes marées). En même temps, on prépara et on arma toutes les embarcations de l'escadre, et on fit l'appel d'environ sept à huit cents hommes de troupes de débarquement, dont cent cinquante soldats de marine. Cependant, le matin de très bonne heure, l'escadrille d'avant-garde signala une jonque mandarine gouvernant sur la flotte, ce qui eut pour effet de refroidir considérablement l'ardeur et les espérances belliqueuses de ceux qui avaient déjà rêvé l'invasion de Peking. La jonque vint le long du bord du *Wellesley;* l'aide-de-camp parut bientôt, et, produisant la lettre promise de Ké-shen, annonça qu'il était venu le jour précédent au rendez-vous, mais que, ne voyant aucun des vaisseaux au mouillage, il était reparti pour passer la nuit à terre. Tout devint donc de nouveau couleur de rose. La lettre annonçait qu'on avait pris les ordres de l'empereur, mais que dans une affaire aussi compliquée on devait s'attendre à ce qu'il se présentât de nombreuses difficultés qu'on pourrait espérer résoudre plus aisément dans une conférence; qu'en conséquence le vice-roi proposerait que l'un des plénipotentiaires lui fît la faveur de le visiter à terre, et qu'il aurait l'honneur de le recevoir dans ses tentes, où l'on pourrait discuter à l'aise le sujet important qui les avait amenés. Il paraît que les termes et les expressions dont se servait Ké-shen dans sa lettre étaient parfaitement convenables. Il proposait que ce fût le capitaine Elliot qui prît la peine de se rendre à terre, et il expliquait cette proposition en faisant observer que, « selon les usages de son pays, il ne pouvait, sans déroger à la dignité de son rang (qui, comme vice-roi de Pé-tchi-li, province

Il paraît que les mines sont situées dans l'intérieur, mais à la distance d'un mille et demi seulement d'un point où de grandes embarcations arrivent au moyen d'un enfoncement de la mer. L'exploitation est encore peu considérable, la demande étant limitée à une place dans le nord, appelée *Kaî-tchou*, distante d'environ soixante à soixante-dix milles de *Too-tchou*, où l'on expédie tous les ans environ vingt cargaisons de trente à quarante tonneaux chaque. Le prix de ce combustible, livré à bord, est de 160 *cash* par *picul* (133 livres angl.) ou environ 12 *shellings* 6 *pence* par tonneau, et à *Kaî-tchou* il se vend 320 *cash* par *picul*. Il paraîtrait que cette croisière a été l'occasion d'observations intéressantes sur la géologie et les productions de ces contrées.

métropolitaine, le constitue le troisième personnage de l'état), quitter le territoire de l'empire pour aller en mer rendre une visite de cérémonie à un dignitaire étranger, et qu'il concluait que la même cause empêcherait un chef du rang des plénipotentiaires, et plus spécialement l'amiral, de quitter son vaisseau dans un but analogue. Néanmoins, comme il savait que le capitaine Elliot était familiarisé depuis long-temps avec les manières et les usages des Chinois, et reconnaîtrait sans doute de quelle importance serait une conférence, il espérait qu'il voudrait bien, dans cette circonstance, mettre le cérémonial de côté et accéder à sa proposition. » Ainsi donc, le barbare Elliot, dont les lettres, tout dernièrement encore, auraient été rejetées par les subordonnés de Linn (lui-même un commissaire d'un rang inférieur), si elles n'eussent été endossées de ce mot odieux *pinn* (supplique), est aujourd'hui pressé de la manière la plus respectueuse, par le troisième grand dignitaire de l'empire, de venir au rendez-vous que celui-ci propose, et de traiter avec lui d'égal à égal! La proposition fut, comme on le pense bien, acceptée, et le 30 août au matin six embarcations bien armées, mais avec toutes les précautions nécessaires pour ne pas causer d'alarme, nagèrent vers la rive du Pey-ho avec le capitaine Elliot, M. Morrison, l'interprète, et un nombreux détachement d'officiers de différentes armes en grand uniforme. Quand la flottille approcha de la barre, un bateau vint avec deux mandarins pour escorter les embarcations anglaises; et, tandis que l'un des mandarins retournait dans un canot pour faire les derniers préparatifs du débarquement, l'autre alla trouver le capitaine Elliot qu'il accompagna à terre, où l'on s'aperçut bientôt que les Chinois, avec leur activité ordinaire, avaient su tirer parti du temps qui s'était écoulé depuis la dernière visite des embarcations, pour effectuer de grands changemens et des améliorations importantes. Les deux forts avaient été réparés et mis en état de défense; le parapet et le fossé, sur la rive méridionale, avaient été complétés et armés de *djendjàls* et d'autres pièces légères; les approches du fort avaient été rendues plus difficiles à l'aide de fossés creusés de part et d'autre; on voyait en arrière de nouveaux ouvrages de campagne sur la rive opposée, et près de la ville, située à une assez grande distance, de longues lignes de tentes. On calcula qu'il y en avait assez pour abriter environ deux mille hommes de troupes, quoiqu'on ne vît que peu de soldats sous les murailles du fort, et aux environs des tentes qui avaient été dressées pour la réception de ces visiteurs incommodes. Sur la partie la plus élevée de la plage boueuse qui s'étendait entre le fort, sur la rive méridionale du fleuve et le bord de l'eau, on avait formé un enclos rectangulaire à l'aide de *quanàts* (espèce de paravents en toile ou coutil), et au centre de cet espace se trouvait la tente occupée par Ké-shen, dont les dimensions et l'apparence n'avaient rien d'extraordinaire, et quelques autres tentes pour servir de salle à manger, d'office, etc. On avait fait écouler les eaux de l'enclos à l'aide de tranchées pratiquées tout autour, et l'on avait établi un pont de bateaux depuis l'enclos jusqu'à la rivière, en sorte que le capitaine Elliot, suivi de son état-major, put se rendre de pied sec dans la tente de Ké-shen.

Celui-ci se leva en apercevant le capitaine Elliot, et reçut les officiers anglais avec les salutations ordinaires en Chine; il les engagea à passer dans les tentes voisines où il avait fait préparer un repas composé de tout ce que la saison et la cuisine chinoise pouvaient fournir de plus excellent et de plus délicat, avec abondance de confitures, gâteaux, thé, etc. Il eut ensuite une conférence avec le capitaine Elliot, M. Morrison servant d'interprète. Cette conférence dura plusieurs heures; voici ce qui a transpiré des résultats. Le capitaine Elliot avait eu soin d'apporter un *fac-simile* en cire du grand sceau royal d'Angleterre, qu'il montra à Ké-shen comme preuve des pleins pouvoirs dont il était revêtu, en l'invitant à produire de son côté une preuve semblable du pouvoir qui lui avait été délégué. Ké-shen montra d'abord quelque émotion de curiosité en voyant le grand sceau de la commission britannique, mais il retomba bientôt dans cette apathie apparente que les mandarins de haut rang croient un attribut nécessaire de leur dignité; puis il fit observer que, ne s'étant pas attendu à pareille demande, il ne pouvait en ce moment exhiber la preuve qui lui était demandée. Mais, comme le capitaine Elliot insista sur la nécessité (en cas d'une autre entrevue pour prendre des arrangemens définitifs) que chacun des plénipotentiaires se présentât muni de ce qui paraissait si essentiel pour établir leurs caractères respectifs et maintenir une parfaite intelligence entre les parties contractantes, Ké-shen n'hésita pas à admettre que la demande était parfaitement raisonnable, et promit d'y satisfaire en temps et lieu.

Entrant alors dans la question générale, il dit que le désir de l'empereur était que les choses reprissent leur cours habituel et que le commerce continuât comme par le passé, évitant surtout une guerre de laquelle il ne pouvait résulter que pertes et malheurs des deux côtés; qu'un haut commissaire impérial (lui-même selon toute probabilité) allait être envoyé à Canton, où les Anglais seraient invités à se rendre également, et qu'ainsi tous les arrangemens et toutes les mesures nécessaires au rétablissement de la paix pourraient être pris sur les lieux mêmes qui avaient été le théâtre des évènemens causés par l'imprudente conduite de Linn; que ce dernier avait excédé ses instructions et serait puni ou même (aurait ajouté Ké-shen) mis à la merci des Anglais. Ké-shen écouta avec la plus grande attention et le plus vif intérêt les explications qui lui furent données dans cette entrevue sur le véritable état de la question relative à l'exportation de l'argent *sycee* (1); il parut réfléchir profondément sur le fait avancé par le capitaine Elliot, qu'en conséquence du prix élevé de l'opium et de l'impossibilité d'empêcher qu'il ne se vendît le long de la côte pour de l'argent comptant, il était sorti de l'empire, dans ces derniers temps, une bien plus grande quantité de ce précieux métal que lorsque le commerce se faisait ouvertement et que l'on recevait du thé et de la soie en échange de l'opium. Ké-shen demanda si le gouvernement britannique serait disposé, de son côté, à mettre un terme au commerce de l'opium et était en mesure de le

(1) On prononce *Sa-ë-ci*.

faire. On lui fit comprendre, probablement pour la première fois, l'impossibilité où se trouvait le gouvernement anglais d'empêcher l'exportation par aucun moyen légitime. A la fin de la conférence, Ké-shen annonça que, pour l'édification complète de l'amiral aussi bien que pour la satisfaction et la commodité des plénipotentiaires, il s'engageait à récapituler dans une lettre, qu'il enverrait le jour suivant, les vues de l'empereur sur cette grande question, et les mesures que la cour céleste se proposait d'adopter dans les circonstances présentes. On remarqua que pendant toute la durée de la conférence Ké-shen fit invariablement usage des termes les plus convenables et les plus respectueux en parlant de la reine et de la nation anglaise, ayant soin d'employer précisément les mêmes expressions, toutes les fois qu'il avait à faire allusion au rang et à la dignité de la reine ou de l'empereur. Il n'est pas moins remarquable que dans les forts et dans le camp rien n'indiqua, au sujet de cette entrevue, le désir si ordinaire aux Chinois d'en imposer par la profusion des étendards aux couleurs éclatantes, les mouvemens de troupes, la musique assourdissante des *gongs,* et autres symptômes de la vanité nationale; il semblait au contraire que tous se fussent donné le mot pour traiter cette rencontre comme une affaire sérieuse et de grande importance. Il paraît que les officiers anglais cherchèrent à obtenir la permission de pénétrer dans les forts et à s'assurer par leurs propres yeux de l'état des choses; mais on ne leur en donna pas l'occasion, et tout ce qu'ils purent faire fut d'estimer à peu près le nombre de tentes dressées dans la plaine et de pièces en position. On estima qu'il pouvait y avoir quinze pièces en batterie, y compris les six canons de cuivre de lord Macartney, et environ vingt canons de rempart, et tout cela si mal établi, que quelques bordées de *la Modeste* auraient probablement suffi pour tout démolir.

Le capitaine Elliot avec sa suite prit enfin congé de Ké-shen, retourna à ses embarcations et rejoignit la flotte au mouillage, où l'on vit arriver peu de temps après d'amples provisions de toute espèce, vingt bœufs, deux cents moutons, trois cent quatre-vingt-huit volailles, de l'huile, de la farine, etc. Le jour suivant, la dépêche promise fut apportée au vaisseau amiral, et après avoir dûment considéré et le contenu de cette dépêche et la substance de ce qui avait été avancé par Ké-shen à l'entrevue du 30, les plénipotentiaires expédièrent une lettre où ils donnaient avis au vice-roi qu'ils n'avaient encore reçu aucune réponse précise aux propositions et demandes des ministres de sa majesté britannique, et que, comme l'arrangement proposé par le commissaire impérial ne semblait contenir que de vagues promesses de concessions de la part de la cour de Péking, les plénipotentiaires se voyaient dans la nécessité de terminer toute négociation et de commencer les hostilités, selon les ordres qu'ils avaient reçus, à moins que le gouvernement céleste ne leur donnât un gage immédiat de sa sincérité en autorisant le nouveau commissaire impérial, qu'il annonçait vouloir envoyer à Canton, à consentir à certaines propositions définies, et à mettre à exécution les mesures que ces nouveaux arrangemens rendraient nécessaires.

Cette déclaration péremptoire amena une prompte réplique de Ké-shen, qui suppliait les plénipotentiaires de suspendre encore leur décision pour lui donner le temps de prendre de nouveau les ordres de l'empereur, ne doutant pas qu'on ne reçût promptement une réponse satisfaisante de tout point. On eut égard à cette demande, et un délai de six jours, porté ensuite à dix, à la demande expresse et urgente de Ké-shen, fut accordé. Pendant la trève, une partie de l'escadre alla croiser sur différens points. L'amiral, sur le steamer, alla reconnaître la grande muraille, dont il se trouvait à moins de deux milles, quand il releva l'extrémité orientale de cette construction prodigieuse, qui venait se terminer à la plage par un fort carré dont la position fut déterminée par des observations prises à bord du *Madagascar*. On trouva pour la longitude de ce point 120° 2′ ouest, et pour sa latitude 40° 4′ nord. La vue de la grande muraille paraît avoir produit une très vive impression sur toutes les personnes qui étaient à bord, et qui, à la distance où se trouvait *le Madagascar*, pouvaient embrasser de l'œil un grand développement de cette ligne imposante. On la voyait distinctement couronner le sommet d'une chaîne de montagnes parallèles à la côte, et, à la distance de cinq ou six milles, descendant dans la plaine qui s'étend entre ces montagnes et la mer, se terminer au rivage par le fort assez considérable dont nous venons de parler. On distinguait des tours élevées à des intervalles égaux, se détachant en saillie sur toute la ligne, et on put remarquer, en examinant les parties de l'ouvrage qui pouvaient donner pour ainsi dire une idée de la section de la muraille, qu'elle était flanquée d'un parapet de part et d'autre. On voyait dans l'intérieur du fort des tentes et des soldats, et un petit camp près de la porte du côté de la Tartarie; le tout, selon les témoins oculaires, ayant l'air d'être arrangé pour l'occasion.

Il paraît que la dépêche contenant la réponse définitive du gouvernement chinois fut apportée au *Wellesley* par l'aide-de-camp du vice-roi le 12 ou le 13 septembre. Ké-shen écrivait aux plénipotentiaires en leur envoyant copie des instructions qu'il avait reçues du gouvernement impérial. On s'occupa immédiatement de la réponse, qui fut envoyée le lendemain matin par le steamer. L'aide-de-camp avait supplié, dit-on, l'amiral de ne pas repartir avant que Ké-shen eût le temps de communiquer une dernière fois avec lui; mais l'amiral ne voulut pas y consentir, et le 13 (ou le 15, selon quelques correspondances), toute la flotte mit à la voile, gouvernant sur un petit groupe d'îles près de l'entrée de la baie. On mouilla sous une de ces îles, celle de To-kay, et on envoya quelques embarcations à terre. M. Morrison trouva en ce lieu une affiche qu'il reconnut être une des nombreuses proclamations du gouverneur de la province, au sujet de l'expédition de Chusan. La proclamation, faisant allusion à la prise de cette île par les troupes anglaises, ordonnait, au nom de l'empereur, que sur toute la côte on fît des préparatifs pour résister à l'invasion; que dans les lieux fortifiés on se hâtât de réparer les fortifications et de les augmenter; que là où il n'y en avait pas, on en élevât sans délai; que si dans quelques villes ou villages de la côte il se trouvait peu ou

point de soldats, toute la jeunesse vigoureuse fût prête à s'armer pour la défense nationale, les autorités ayant reçu les armes et l'argent nécessaires à cet effet, etc. A quelques heures de navigation de ces îles, sur la terre ferme, se trouve *Tong-tchéou* (1), ville assez considérable et fortifiée, d'où l'on vit venir une jonque ayant à bord une espèce de mandarin qui savait quelques mots d'anglais; il était porteur des complimens du gouverneur de la place, qui paraissait fort empressé de se concilier la bienveillance des *barbares* et de leur fournir ce dont ils pourraient avoir besoin. Son envoyé fut reconnu pour avoir été employé, par une maison anglaise, à Canton, comme *comprador* pendant les crises de 1839, en sorte que tous les détails de la grande affaire entre Elliot et Linn lui étaient familiers. Il donna quelques détails intéressans sur l'état actuel du pays et sur les moyens que le gouvernement chinois pouvait mettre en usage pour défendre ses côtes contre les incursions des barbares. Selon lui, le *Yang-tsé-kiang* étant considéré comme pouvant conduire aux points les plus vulnérables de l'empire (2), on faisait de grands préparatifs de résistance tant à Nanking que dans les autres villes situées sur la rivière. Le gouvernement avait annoncé qu'une armée de 50,000 hommes était rassemblée dans la province; mais la majeure partie de ces forces n'existait que sur le papier, et les troupes réelles étaient mal armées et sans artillerie. Parlant de Péking, il dit que c'était une ville beaucoup plus pauvre et contenant beaucoup moins de grands édifices (le palais impérial et autres palais exceptés) que la ville de Canton; qu'on s'était attendu à une attaque dirigée contre cette dernière ville, et qu'on avait rassemblé beaucoup de troupes dans le voisinage. Par l'intermédiaire de ce personnage, des communications s'établirent entre l'escadre et la ville de *Tong-tchéou*, et *la Modeste* ayant été envoyée près de terre pour faire quelques observations, les autorités chinoises se montrèrent extrêmement polies et empressées. Le capitaine Eyres passa la nuit à terre dans une tente qu'on fit dresser pour lui près d'un camp, et où les mandarins vinrent lui rendre visite. La ville parut être d'une grande étendue, entourée d'un mur tant soit peu endommagé, et dont un angle était baigné par la mer. A cet endroit, *la Modeste* aurait pu s'approcher jusqu'à demi-portée de pistolet du rempart.

(1) Ou plus probablement *Ten-tchou-fou*, l'un des points visités par lord Macartney. Il y a une ville *Tong-tchou-fou*, non loin de Péking, où l'ambassade s'arrêta un jour, et d'où elle se rendit par terre à la capitale de l'empire.

(2) *Le Conway* et *l'Algérine* avaient été envoyés en reconnaissance à l'embouchure du *Yang-tsé-kiang*, avec ordre de remonter le fleuve; ces bâtimens paraissent avoir poussé leur exploration hydrographique jusqu'à un point éloigné d'environ cinquante milles de la jonction du fleuve avec le grand canal, et situé par 120° 28′ longit. et 31° 49′ lat. Le fleuve, à cet endroit, n'avait pas moins de sept à huit milles de largeur. Le chenal, large de trois quarts de mille à un mille et demi, était profond de six brasses. Ces résultats sont d'une grande importance en ce qu'ils établissent la possibilité, pour une escadre légère anglaise, de pénétrer au cœur même de l'empire en cas de reprise des hostilités.

L'escadre rallia les bâtimens en rade de Chusan, le 28 septembre. Le capitaine Elliot se rendit le 2 octobre, sur le steamer *l'Atalante*, à l'embouchure de la rivière de Ning-po, et eut à terre, dit-on, une entrevue avec le ministre de la guerre E, arrivé de Péking depuis quelques jours (1). On ne savait pas précisément ce qui s'était passé à cette conférence; mais il semblerait que le gouvernement chinois se serait refusé à rendre immédiatement quelques prisonniers que le naufrage du transport armé *le Kite* et d'autres circonstances accidentelles avaient fait tomber en son pouvoir. Parmi ces prisonniers se trouvaient le capitaine Anstruther, enlevé de Chusan pendant qu'il était occupé, à peu de distance de la ville, à la levée d'un plan, et transporté à Ning-po, et le lieutenant Douglas, de la marine royale, l'un des naufragés du *Kite*. Les prisonniers, au reste, paraissent avoir été traités avec toutes sortes d'égards, et on s'attendait à ce qu'ils fussent envoyés à Canton et rendus à leurs compatriotes aussitôt l'ouverture des conférences entre les plénipotentiaires.

Cependant la division anglaise de blocus devant Canton avait détruit, le 19 août, après une action plus sérieuse que l'affaire de Chusan, les lignes fortifiées établies par les Chinois sur le petit col qui joint la presqu'île de Macao au continent. On avait répandu le bruit que cet acte d'hostilité avait été suivi de l'attaque et de la destruction des forts situés à l'entrée de la rivière de Canton; mais, à dater de cette époque, toutes démonstrations hostiles de part et d'autre avaient cessé. L'amiral Elliot et le surintendant, après avoir conclu une trève avec le gouverneur de la province de Tchi-kiang (dont les îles Chusan font partie), avaient fait voile pour Canton avec *le Melville*, *le Wellesley*, *le Blenheim* et *la Modeste*, laissant à Chusan une forte division pour la protection de cet établissement. Ils étaient arrivés le 20 novembre à *Toun-kou-bay*, et le 21 le steamer *Queen* s'avança, avec le surintendant Elliot, à l'entrée du Bogue (*Bocca Tigris*), et envoya un canot avec pavillon parlementaire pour communiquer avec les autorités chinoises. Les batteries chinoises firent feu sur cette embarcation; le steamer riposta, et l'amiral se rapprocha de l'entrée de la rivière avec toute son escadre et des troupes de débarquement prêtes à agir contre les forts du Bogue, si les Chinois ne faisaient pas d'amples excuses. Ces excuses ne se firent pas attendre. « Toute cette affaire, dirent et écrivirent les mandarins, était le résultat d'une méprise. Les ordres les plus stricts avaient

(1) E ou I. Il faut convenir que jamais homme, et surtout grand dignitaire, n'a porté un nom plus *bref*. Le nom du surintendant des finances de Henri III (M. d'O) est le seul qui, pour la concision monosyllabique, puisse lui être comparé.

été donnés pour que les bâtimens anglais fussent respectés. » Linn avait été disgracié et sa conduite soumise à une enquête rigoureuse. Le haut commissaire impérial Ké-shen avait fait son entrée solennelle à Canton le 29 novembre, et les négociations s'étaient ouvertes presque aussitôt. On parlait d'offres d'indemnité qui auraient été rejetées par le capitaine Elliot, comme insuffisantes. L'amiral Elliot, à qui sa santé, altérée subitement, ne permettait plus de prendre une part active aux négociations ou aux opérations navales, avait remis le commandement de l'escadre au commodore sir Gordon Bremer, et s'était embarqué pour l'Europe.

L'escadre de blocus devant l'embouchure de la rivière de Canton comptait dix-huit bâtimens de guerre ou steamers (1). La division devant Ting-haé était forte de sept bâtimens. La garnison continuait à souffrir beaucoup par les maladies; cependant les dernières lettres reçues annonçaient une amélioration dans l'état sanitaire des troupes, et mentionnaient positivement que les provisions étaient plus abondantes; la confiance des populations renaissait par degrés, et les habitans rentraient dans la ville. L'amiral Elliot avait fait fortifier l'île, ce qui indiquait qu'on avait l'intention de s'y établir pour long-temps. On attendait à Chusan sir Hugh Gough, envoyé de Madras sur le *Cruizer*, pour prendre le commandement à la place du brigadier Burrell.

Les frais de l'expédition de Chine sont payés par le gouvernement de la reine. La compagnie paraît avoir supporté provisoirement une partie de ces frais; mais elle a reçu l'assurance positive que ses avances lui seraient remboursées, et qu'aucune portion de la dépense ne resterait à sa charge.

Tel est le résumé exact de ce que l'on connaît jusqu'à ce jour des affaires de Chine.

A en croire les journaux de Calcutta et de Bombay, particulièrement ces derniers, les conditions offertes par l'amiral et le surintendant Elliot, ou consenties par eux, seraient défavorables aux véritables intérêts de l'Angleterre, et honteuses pour son gouvernement. En admettant que le traité doive en effet reposer sur les bases énoncées

(1) Le blocus de la rivière de Canton avait été peu strict jusqu'au retour de l'escadre de l'amiral Elliot, probablement pour laisser le temps au commerce anglais d'exporter de Chine un grand approvisionnement de thés. De juillet 1839 à la fin de juin 1840, on a calculé qu'il a dû être exporté environ quinze millions de kilog. de thé, qui rapporteront à l'Échiquier plus de 90 millions de francs. La livraison des thés de 1840 a dû être complétée vers le mois d'octobre dernier.

plus haut, et réduit, comme nous le sommes encore, à des conjectures sur ce qui s'est passé dans le voisinage de Péking entre l'amiral et le gouvernement impérial, nous ne verrions plus qu'un point de grande importance à éclaircir : celui de savoir si les Anglais ont stipulé qu'il leur serait accordé l'autorisation d'avoir à l'avenir un ambassadeur résidant à Péking. Quant au reste, si réellement les Chinois cèdent aux Anglais un point d'occupation permanente à leur convenance dans le voisinage de Canton, l'île de Chusan, qui n'a aucune importance commerciale, ni par elle-même, ni par son voisinage d'un port où les Anglais trouvent en ce moment à commercer avec avantage, peut être restituée sans hésitation ,aussitôt que les conditions relatives à l'indemnité et à la régularisation du commerce de l'opium auront été remplies. Les journaux anglais affectent de déplorer l'influence que le surintendant Elliot a exercée et pourra encore exercer dans les négociations entamées avec les Chinois. C'est un homme, disent-ils, qui a toujours été dupe des Chinois et le sera encore, un homme qui ne comprend pas que le seul système qui puisse réussir avec le gouvernement chinois, c'est celui de l'intimidation; un homme qui a compromis, par ses hésitations, sa crédulité, son défaut de caractère, les intérêts du commerce et la dignité de la nation anglaise, etc.

Il peut y avoir quelque chose de vrai dans les reproches qu'on adresse au surintendant, mais il ne faut pas perdre de vue que le capitaine Elliot ne pouvait, à lui seul et de sa propre autorité, changer le système des relations établies depuis tant d'années entre le gouvernement anglais et les Chinois, système qui soumettait les Anglais, comme toutes les autres nations européennes, aux humiliations d'un protocole à la faveur duquel leurs commerçans réalisaient d'immenses bénéfices. Il faut bien se persuader aussi que le gouvernement anglais n'aurait pas maintenu le capitaine Elliot dans ses importantes fonctions de surintendant, et l'aurait encore moins chargé de conduire les négociations délicates que l'Angleterre voulait ouvrir avec la cour céleste, s'il se fût élevé des doutes raisonnables sur la capacité de ce fonctionnaire et sa connaissance des véritables intérêts de son pays dans la question pendante entre les deux gouvernemens. Malgré les déclamations des journaux de l'Inde, nous persistons à croire que les négociateurs anglais peuvent traiter avantageusement *sur les bases annoncées*. L'impression déjà faite sur le commerce à Singapour, à Calcutta et à Bombay, par les nouvelles de la conclusion d'un arrangement entre l'amiral Elliot et le gouvernement impérial, justifie nos

conclusions. A Londres même, on compte sur la reprise prochaine du commerce direct avec la Chine. On a en Angleterre un approvisionnement de thé suffisant à la consommation de dix-huit mois. Avant l'expiration de ce délai, on s'attend à recevoir directement du thé de Chine à des conditions avantageuses. Il faut donc croire en somme que les résultats obtenus par les agens du gouvernement anglais en Chine sont satisfaisans.

Les journaux de l'Inde ont publié, d'après des lettres et des journaux de Canton, divers édits ou actes émanés du gouvernement impérial, et dont le ton et même le sens politique semblent contredire jusqu'à un certain point les déclarations toutes pacifiques du haut commissaire Ké-shen. Les Chinois veulent probablement gagner du temps, et les Anglais, de leur côté, évitent de recourir à des mesures extrêmes qui compromettraient de plus en plus les intérêts de leur commerce, et dont l'exécution serait peut-être entravée par la saison. Nous ne sommes pas encore, nous le répétons, suffisamment informés; mais deux points importans sont bien établis, l'ouverture des conférences pacifiques à Canton avec le haut commissaire impérial Ké-shen sur un pied d'égalité, et la désapprobation officielle donnée par le gouvernement chinois à la conduite de Linn.

Il est peut-être à propos que nous disions ici ce que nous pensons du degré de confiance qu'il faut ajouter aux journaux de l'Inde, quant au jugement qu'ils portent sur les mesures ou les actes du gouvernement suprême, comme aussi du degré d'exactitude avec lequel la presse française reproduit, analyse ou commente les journaux anglais en ce qui concerne la Chine. La presse est libre dans l'Inde, et les journaux de l'opposition n'y sont ni moins nombreux (proportion gardée) ni plus modérés qu'ils ne le sont chez nous. A Bombay en particulier, la presse est mal disposée à l'égard du gouvernement de Calcutta, et cela par diverses causes tant politiques que commmerciales, qui peuvent se résumer dans un désir toujours croissant à Bombay de s'affranchir de la tutelle impérieuse de Calcutta, qui nuit, à en croire les journaux de Bombay, au développement légitime des ressources et de l'influence de cette dernière présidence. Les mécontens ont trouvé des sujets spéciaux de plainte dans les vexations et délais de toute espèce dont, à ce qu'ils assurent, le gouvernement suprême s'est rendu coupable au sujet de l'établissement de la banque de Bombay; dans l'interdiction dont est frappé le gouvernement de Bombay quant à la publication des rapports officiels sur les opérations militaires à l'ouest de l'Indus, rapports qui doivent, avant tout, être envoyés au gouvernement suprême, etc. Il résulte de cet état

de choses une disposition habituelle, dans les journaux de Bombay, à interpréter de la manière la plus défavorable les actes du gouvernement, à plus forte raison ses intentions, et une sorte de parti pris d'envisager sa politique intérieure et extérieure comme imprudente, inhabile et aussi injuste qu'imprévoyante. Les journaux du nord de l'Inde, et en particulier le *Agra Akbar*, ne sont pas moins hostiles que les journaux de Bombay et en partie par la même cause : jalousie des avantages de centralisation politique et commerciale dont jouit la présidence du Bengale. Ces journaux accueillent naturellement de préférence les lettres des mécontens de toutes les classes; or, comme les nouvelles de l'Inde nous viennent par Bombay, et que les journaux de Bombay sont les seuls qu'on reçoive à Paris, on comprend que, hormis les rapports des fonctionnaires publics et autres pièces officielles, on ne peut espérer trouver dans ces journaux des récits bien exacts des faits, ou une appréciation impartiale des actes du gouvernement.

Quant à nos journaux, nous ne sachons pas qu'on puisse s'attendre encore à ce que les *extraits* ou les *traductions* qu'ils contiennent de temps à autre, relativement aux nouvelles de l'Inde et de la Chine, donnent une idée générale de ce qui se passe réellement ou au moins probablement dans ces régions lointaines. C'est un sujet trop imparfaitement étudié et compris jusqu'à présent; les détails de certains évènemens qui intéressent la politique ou le commerce sont souvent inexactement reproduits, faute de connaître l'histoire du pays, les principales habitudes sociales et commerciales, et le sens de certaines expressions. Le mieux renseigné comme le plus circonspect de nos journaux trahit souvent son ignorance de certaines notions premières indispensables à l'intelligence de l'Inde; il s'est fait, selon nous, l'opinion la plus fausse sur l'état des affaires dans l'Inde et même en Chine. Pour ce qui concerne les affaires de Chine, nous nous bornerons à dire que la presse française n'a suffisamment étudié ni la question du commerce de l'opium, ni celle des véritables causes de la rupture entre l'Angleterre et la Chine. Selon nous, les autorités chinoises ont plus contribué au développement du commerce de l'opium que les spéculateurs anglais eux-mêmes. L'impulsion donnée à la production d'un côté, à la consommation de l'autre, est devenue irrésistible pour long-temps peut-être; et comme il est tout aussi impossible de supprimer ce trafic aujourd'hui qu'il le serait d'obliger certaines classes de nos populations européennes à s'abstenir de l'usage des liqueurs fortes, ce qu'il y a de mieux et de plus sage à faire en ce moment, c'est de régulariser le débit de cette drogue.

D'ailleurs il ne faut pas perdre de vue que l'Angleterre s'imposerait un sacrifice non-seulement immense, mais complètement inutile, en renonçant à la culture du pavot. D'autres nations ne manqueraient pas de s'occuper d'une branche de revenus aussi productive, et exploiteraient, avec une avidité plus déplorable peut-être que tout ce que l'on s'est cru en droit de reprocher à l'Angleterre dans cette question, la passion des Chinois pour l'opium. Quant à la prétendue futilité des motifs qui ont déterminé l'Angleterre à faire la guerre à la Chine, ou plutôt à appuyer ses négociations par des démonstrations belliqueuses, nous croyons en avoir dit assez en résumant les évènemens qui ont amené la rupture pour prouver qu'il faut bien se garder de croire nos journaux ou les journaux anglais sur parole. Les torts ne sont pas tous du côté de l'Angleterre. Les Chinois, dans plusieurs circonstances, ont montré dans leurs relations avec les Anglais, surtout depuis deux ans, le mépris le plus complet pour les plus simples règles de l'humanité et de la justice. Il est entièrement inexact de dire qu'ils ne se sont jamais rendus coupables d'aucun acte de violence et de barbarie à l'égard des sujets britanniques, et quant à la conduite générale des affaires, aux relations de gouvernement à gouvernement, surtout depuis l'arrivée du commissaire Linn à Canton, nous n'hésitons pas à dire que l'Angleterre l'a emporté de beaucoup sur la Chine en modération, en longanimité, en prudence et en justice.

Le seul reproche grave qu'on puisse adresser aux agens du gouvernement anglais en Chine, c'est d'avoir manqué, dans plusieurs circonstances, de résolution, et, dans l'ensemble de leur conduite, de dignité ; ce qu'il faut attribuer surtout à la crainte de compromettre les immenses intérêts confiés à leurs soins, intérêts qui n'étaient pas suffisamment protégés par l'attitude politique de l'Angleterre vis-à-vis de la Chine. Voyez quelle avait été l'impression produite par la conduite du surintendant Elliot, dans l'Inde et en Chine, parmi les Anglais qui y résident! C'est à qui blâmera la modération et la politesse exagérées de son langage! — « Que dira-t-on en Angleterre, s'écriaient les journaux de l'Inde, quand on verra que le représentant de notre gouvernement déclare que le peuple anglais vénère une nation qui admet comme parties légitimes de sa tactique militaire l'empoisonnement (1) et l'incendie, et dont le gouvernement

(1) Les Chinois avaient essayé d'introduire à bord des navires anglais en rade de *Capsingmoun* des caisses de thé empoisonné.

professe hautement le plus souverain mépris pour le gouvernement anglais, pour la nation anglaise et pour notre auguste reine? »

Au reste, il faut voir, si nous ne nous trompons, la question de plus haut. L'Europe actuelle ne pouvait conserver plus long-temps avec la Chine des rapports que le commerce n'avait maintenus qu'à l'aide d'un système d'humiliante résignation à des formes insultantes, d'expédiens temporaires et de la contrebande. Les Anglais, ayant la part la plus considérable de beaucoup dans le commerce de la Chine, devaient être les premiers à secouer le joug de ces honteuses habitudes et à chercher à établir leurs relations politiques et commerciales avec la Chine sur des bases durables. Ils se sont trouvés, par la force des choses, à la tête de la colonne, et c'est par eux qu'a commencé le grand mouvement qui s'opère, et auquel toutes les puissances maritimes sont appelées à contribuer. Le premier contact réel entre la Chine et l'Europe vient d'avoir lieu. C'est le commencement inévitable d'une ère nouvelle pour la politique et le commerce dans l'extrême Orient. L'Angleterre a de grands intérêts dans l'Inde et en Chine. Elle a senti la nécessité de les protéger; elle le fait, si nous en jugeons par l'ensemble de ses mesures, avec énergie, avec intelligence. Que les autres nations qui peuvent et qui veulent participer à l'extension du commerce dans ces mers lointaines, au lieu de déclamer contre l'Angleterre, imitent son exemple. La cause de l'humanité et de la civilisation ne peut, selon nous, qu'y gagner.

Au moment où nous terminions ces pages, la malle de l'Inde, arrivée à Marseille le 4 du courant, apportait la nouvelle d'une convention conclue avec la Chine et les détails des hostilités qui avaient précédé cette convention. Les détails donnés par le *Bombay overland Courier*, reçu à Paris le 8 avril, justifient pleinement nos prévisions. Les derniers avis apportés à Calcutta par le steamer *Entreprise*, le 14 février, sont du 24 janvier. Les lenteurs étudiées et (selon les journaux de Canton) le manque de franchise (*insincerity*) du commissaire impérial avaient déterminé le plénipotentiaire Elliot à donner l'ordre d'attaquer les ouvrages extérieurs des forts du Bogue, le 7 janvier au matin. Environ sept cents cypahis, deux cents soldats européens et quatre cents matelots et soldats de marine, sous le commandement du major Pratt, du 26me régiment, furent débarqués par les steamers *Entreprise*, *Némésis* et *Madagascar* au pied du fort de Tchuenpê. En même temps, les vaisseaux de guerre *Calliope*, *Larne* et *Hyacinth* s'embossèrent en face de la batterie basse du fort, contre laquelle ils ouvrirent leur feu, pendant que les steamers *Némésis* et *Queen* lançaient des obus dans le fort supérieur, ou tour de garde,

qui commandait les autres batteries. Les troupes, ayant réussi à gravir la côte, prirent possession du fort supérieur, et ouvrirent de là un feu meurtrier de mousqueterie sur les batteries basses, qui furent bientôt abandonnées par les Chinois. On les voyait, des navires, essayant de se sauver en passant au travers des embrasures, et s'élançant sur les rochers d'une hauteur de vingt pieds, parti désespéré qui fut fatal à plusieurs d'entre eux, tués ou gravement blessés dans la chute. A onze heures et demie, les Anglais étaient en possession du fort, et le pavillon britannique flottait sur ses murailles. La perte des Chinois a été immense. On évalue le nombre de leurs morts à six ou sept cents. Celle des Anglais ne paraît pas avoir excédé trois hommes tués et trente-trois blessés. Les bâtimens de guerre n'ont souffert en aucune manière, quoique le fort fût armé de trente-cinq canons, dont dix dans la partie supérieure et le reste dans les batteries basses.

Tandis que ces évènemens avaient lieu à Tchuenpê, quatre autres navires, les frégates ou corvettes *le Samarang, le Druide, la Modeste* et *la Colombine,* prenaient position vis-à-vis du fort de Ty-cock-tao, à trois milles environ au sud de Tchuenpê, et ouvraient sur ce fort le feu le plus nourri. Les Chinois y répondirent, mais leurs canons furent bientôt hors de service, et un détachement de soldats de marine débarqua pour monter à l'assaut. Les Chinois firent une résistance vigoureuse, et le premier lieutenant du *Samarang* fut blessé à la poitrine d'un coup de pique. Cependant, à onze heures, les marins avaient complètement mis en fuite les soldats chinois, et le pavillon anglais flottait aussi sur ce point. Après la prise des forts, les steamers furent mis en mouvement pour aller détruire la flotte des jonques de guerre dans la baie d'Anson. Un seul de ces bâtimens, toutefois, *la Némésis,* put approcher suffisamment de la flotte chinoise pour lui causer quelque dommage. *La Némésis* donnait la remorque à dix ou douze embarcations armées, fournies par les vaisseaux de guerre. La première fusée tirée de *la Némésis* atteignit la soute aux poudres d'une jonque, qui sauta aussitôt. Les dix-huit autres furent incendiées par les équipages des embarcations anglaises, et sautèrent successivement en l'air. Malgré les efforts des Anglais, plusieurs jonques parvinrent à se sauver par une crique qui va joindre les eaux du Bogue. Le 8 janvier au matin, le vaisseau *le Blenheim* (74) s'était déjà embossé vis-à-vis le fort principal d'Anunghoy, et le bateau à vapeur *Queen* avait commencé à lancer des obus sur les batteries de Wantong, lorsque le capitaine Elliot reçut du commandant en chef chinois un message, en conséquence duquel *le Wellesley* (74) fit signal à la division d'attaque de suspendre les hostilités.

Le 20 janvier, le plénipotentiaire anglais publia une circulaire, adressée aux sujets de sa majesté britannique, dont nous reproduirons les passages les plus importans :

« Le plénipotentiaire de sa majesté britannique annonce la conclusion des arrangemens préliminaires entre le commissaire impérial et lui-même, renfermant les conditions suivantes : 1° la cession de l'île et du port de Hong-Kong à la couronne d'Angleterre; toutes les charges et tous les droits à per-

cevoir pour l'empire sur le commerce établis dans cette île seront payés comme si le commerce se faisait à Whampoa; 2° le paiement d'une indemnité au gouvernement anglais de 6 millions de dollars, dont un million payable immédiatement, et le reste en paiemens égaux qui se termineront en 1846; 3° relation directe officielle entre les deux pays sur le pied de l'égalité; 4° le commerce du port de Canton sera ouvert dix jours après la nouvelle année chinoise, et se fera à Whampoa jusqu'à ce que des arrangemens ultérieurs soient devenus praticables dans le nouvel établissement. Les détails de l'arrangement seront l'objet de négociations ultérieures.....

« Le plénipotentiaire ne terminera pas sans déclarer que le réglement pacifique des difficultés doit être surtout attribué à la scrupuleuse bonne foi (*to the scrupulous good faith*) du très éminent personnage avec lequel les négociations sont encore pendantes. »

Une autre circulaire annonce que le plénipotentiaire britannique ne négligera rien auprès du gouvernement de la reine et du gouverneur-général des Indes pour faire valoir les droits des sujets anglais aux indemnités qu'ils ont réclamées.

Ainsi se trouvent confirmées les conclusions générales que nous avions tirées de l'examen des faits accomplis avant l'arrivée de la malle de l'Inde du 1er mars. Il est à remarquer que le plénipotentiaire Elliot ne fait pas la plus légère allusion, dans le document que nous venons de reproduire, au réglement prochain de l'importante question du commerce de l'opium. — Une foule d'autres questions devront être agitées et résolues, et on ne saurait guère douter qu'elles ne le soient toutes à l'avantage de l'Angleterre. — Quelle influence ces importans changemens, aujourd'hui certains, dans les rapports de l'Angleterre et de la Chine, auront-ils sur la politique des autres nations que le commerce met en relation journalière avec le céleste empire, sur la politique de la Russie et de l'Amérique en particulier? Ce sont là des questions d'un intérêt immense, et dont les solutions ne sont pas aussi aisées à prévoir.

II. — LES INDES ANGLAISES EN 1840.

Pendant que l'amiral Elliot allait porter à l'empereur Tao-Kwang le cartel de la reine Victoria, les Chinois pouvaient profiter des relations que l'on sait exister entre la cour de Péking et les souverains d'Ava et de Napâl, pour exciter ceux-ci à attaquer les Anglais dans un moment où l'élite de leurs troupes achevait de soumettre l'Afghanistan et surveillait le Pandjâb, moment qui semblait favorable à

l'invasion du Bèhar et de l'Assam. Mais le gouverneur-général était prêt à tout évènement, et la manière dont il a dirigé cette grande affaire d'Afghanistan est la preuve la plus complète qu'aucune crise n'eût trouvé sa vigueur en défaut. « En supposant que le but de la Chine eût été atteint, disait dernièrement la *Revue d'Édimbourg*, les Anglais eussent pu avoir à livrer bataille à une armée de Tartares dans les plaines de Bèhar, au milieu de ces champs de pavots qui ont fait une si mauvaise réputation à la compagnie, ou parmi les plantations rivales du haut Assam, qui doivent bannir le thé de Chine des marchés européens. » Lord Auckland avait la conscience de sa force, et rien ne prouve mieux, selon nous, qu'il était à la hauteur de la mission que lui avait confiée l'Angleterre, que la modération de son langage et son attention constante, dans ses rapports officiels avec les princes du pays, à faire ressortir les avantages de la civilisation et du commerce, et à placer la gloire du législateur et de l'administrateur éclairé bien au-dessus de celle du conquérant.

L'Angleterre doit beaucoup à lord Auckland, pour la fermeté avec laquelle il a su, depuis 1837, maintenir une politique pacifique dans ses discussions avec le souverain birman. Le résident anglais à la cour d'Ava, le commissaire chargé de l'administration des provinces méridionales (cédées par les Birmans en 1825), et plusieurs des autorités civiles ou militaires, qui connaissaient ou prétendaient connaître le caractère et les vues du nouveau souverain (1), et les intérêts du gouvernement britannique dans ses relations politiques avec l'empire birman, proclamaient hautement et avec instance la nécessité absolue de venger l'honneur anglais par un appel immédiat aux armes. L'armée, naturellement avide des chances d'un service actif, de promotions et de butin, prêtait sa puissante voix à ces manifestations entraînantes. La presse fit son possible pour appuyer les efforts de la passion et de l'égoïsme; elle n'avait pas de termes assez durs pour stigmatiser la soumission honteuse du gouvernement, ou l'imprudence de sa politique, en permettant au roi d'Ava d'insulter les Anglais avec impunité, en lui donnant le temps de consolider son pouvoir, de rassembler et de discipliner ses troupes, et de se préparer à sa convenance une guerre ouverte. Lord Auckland, sans s'émouvoir de ces clameurs, continua tranquillement ses préparatifs, et fit signifier aux

(1) Tharawadî, roi actuel des Birmans, est frère du dernier roi. Une révolution, amenée par l'état de faiblesse et d'imbécillité où était tombé ce prince dès 1824, a placé Tharawadî sur le trône. Ils descendaient tous deux du grand Alompra, qui régna sur ce vaste empire avec gloire, il y a près d'un siècle.

Birmans qu'il était en mesure non-seulement de repousser toute agression, mais de châtier les agresseurs. Depuis cette époque, Tharawadî a jugé à propos de rester dans l'inaction. Les relations du gouvernement suprême avec la cour d'Ava ne sont pas amicales; mais le souverain birman a reçu, de l'invasion de l'Afghanistan par les troupes anglaises, un avertissement utile dont l'influence durera probablement quelques années.

Cependant, pour quiconque a étudié le caractère birman, il ne pourrait être douteux que dans un avenir peu éloigné, les relations de l'Inde anglaise avec ce pays prendront un caractère décisif d'hostilité. L'ignorance et l'arrogance de la cour d'Ava sont au-dessus de tout ce que nous pouvons nous figurer en Europe. Quand Maha-Baudoula, le général favori du dernier roi, envahit le district de Tchittagong au commencement de la dernière guerre, il apportait avec lui des chaînes en or destinées à lord Amherst, et il avait ordre, une fois Calcutta pris, de *marcher sur Londres, et de s'en emparer!* Les défaites succédèrent aux défaites, sans dissiper cette ivresse d'aveugle orgueil qui caractérise si particulièrement les Hindo-Chinois. Les officiers birmans, fuyant devant devant l'armée anglaise, qui s'avançait sur la capitale, tout persuadés qu'ils dussent être enfin de l'inutilité d'une lutte prolongée, ne s'en croyaient pas moins obligés (ainsi que leurs lettres interceptées l'ont prouvé) de pallier par les rapports les plus absurdes leur impuissance à arrêter l'ennemi; et le malheureux général qui commandait dans la dernière occasion où les Birmans essayèrent de tenir, à un endroit nommé *Paghammiou*, fut condamné à être foulé aux pieds des éléphans, quand il apporta la nouvelle de sa défaite. Les yeux du roi ne s'ouvrirent sur le danger de sa situation que lorsque les troupes anglaises n'étaient plus qu'à trois marches de la capitale (mai 1825). Il fallut céder alors; cependant il est peu probable que la terrible leçon que reçurent les Birmans ait suffi à leur donner une idée exacte de l'immense supériorité de leurs adversaires. Quinze ans ont passé sur ces évènemens; un nouveau souverain est monté sur le trône, et ne rêve que l'affranchissement des stipulations honteuses imposées par le canon anglais à son prédécesseur. On ne peut sans une extrême difficulté négocier avec un peuple aussi orgueilleux que les Birmans, ni résister aux provocations continuelles de leur stupide insolence, et du pillage auquel ils se livrent parfois, en empiétant sur les limites que ce traité leur a assignées; nêanmoins le gouvernement de l'Inde a sagement évité jusqu'à ce jour d'accepter les occasions de rupture que l'imprévoyante ambi-

tion de Tharawadî lui a offertes. Le succès des armes anglaises dans l'Afghanistan a aidé lord Auckland à se maintenir dans cette ligne difficile. Pourtant les Anglais se verront contraints, nous n'en doutons pas, de se rendre maîtres du cours de l'Irrawadî; et quand nous disons que les Anglais seront contraints d'étendre leur domination dans ces contrées, nous exprimons la conviction où nous sommes en effet qu'ils ne sauraient se soumettre sans répugnance à la nécessité d'une guerre comme celle dont les menace l'ignorante présomption des Birmans. « Il n'y a ni profit, ni honneur, disait naguère un de leurs écrivains politiques, à gagner dans une pareille guerre. La nature du pays, l'éloignement de ses parties vitales qu'il faudrait cependant occuper, rendront à la fois la campagne longue et dispendieuse. Amahrapoura, siége actuel du gouvernement, est situé à l'extrémité supérieure de la longue vallée de l'Irrawadî, à six ou sept cents milles de la mer. La partie inférieure de cette vallée est un marais pestilentiel pendant une portion considérable de l'année, et bien que la route la plus courte par les montagnes d'Arrakân fût indubitablement celle que choisirait notre armée, les frais de transport d'un matériel aussi considérable que celui que nécessiteraient des opérations de cette importance, munitions et provisions de toute espèce, pour avancer dans un pays que les Birmans (comme ils l'ont déjà prouvé) sauraient si bien dévaster; la dépense, en un mot, qu'entraînerait cette expédition gigantesque, serait nécessairement énorme. » Quant au résultat d'une semblable expédition, il ne saurait être douteux, si les Birmans combattent seuls, ou s'ils n'ont pour auxiliaires que les autres populations bouddhistes de l'extrême Orient. La dernière guerre leur a enlevé de vastes contrées que la conquête avait placées dans leur dépendance, mais cette accession de territoire n'a eu d'autre avantage réel pour l'Inde anglaise que celui d'empêcher ce contact immédiat qui menaçait chaque année les fertiles provinces du Bengale. Le gouvernement anglais avait été fatalement entraîné à cette guerre par l'insolence et l'agression de la cour d'Ava. Les plus ambitieux parmi les gouverneurs-généraux de l'Inde n'avaient pas songé à étendre l'empire de ce côté. Lord Hastings, à la fin de son administration, avait soigneusement évité la lutte en affectant de rejeter sur l'imposture les torts d'une provocation indirecte, mais menaçante (1). Cependant lord Amherst, le plus

(1) Lord Hastings renvoya au souverain birman les pièces qui avaient été saisies et qui prouvaient ses intentions hostiles, en l'assurant qu'il ne lui ferait pas l'injure de regarder ces documens comme émanés de son autorité.

modéré, le plus pacifique de ces vice-rois, fut obligé, peu de temps après, d'ajouter à l'empire, déjà si énorme des Indes anglaises, de vastes provinces couvertes pour la plupart de forêts impénétrables, presque désertes, malsaines, en dehors des limites naturelles de cet empire. On ne pouvait douter qu'il ne s'écoulât bien des années avant qu'aucune de ces provinces pût payer les dépenses auxquelles cette prise de possession entraînerait le gouvernement; mais il n'y avait pas à reculer. Il était absolument nécessaire d'interposer cette barrière entre les paisibles sujets de la compagnie et leurs barbares voisins, et de procurer en même temps un asile aux tributaires forcés ou sujets à moitié soumis des Birmans qui avaient franchement aidé les Anglais pendant la guerre. Il n'était pas moins nécessaire d'infliger aux Birmans un châtiment dont ils pussent se souvenir. Ces diverses conditions, auxquelles il a fallu satisfaire, ont placé les Anglais comme maîtres d'Assam, Arrakân et Tanasserim, parmi les souverains de l'Hindo-Chine. L'Angleterre, après avoir franchi l'Indus, a donc aussi désormais de hautes destinées à accomplir au-delà du Barrhampoutter, et peut-être de grands dangers à courir, car la tête tourne quand il faut voir de si haut et si loin. L'œil de l'homme ne peut envisager sans crainte un pareil avenir.

Quant au Napâl, quoique sa puissance ait été considérablement amoindrie par le traité que lui imposa lord Hastings, au mois de décembre 1815, après deux campagnes assez meurtrières, c'est encore un voisin formidable pour la compagnie. Les Ghaurkas, race dominante du pays, ont toute la fierté, le courage, l'ardeur impétueuse de caractère qui distinguent généralement les montagnards. Le pays, naturellement fort par sa configuration plastique, oppose sa redoutable inertie à la science militaire et à la haute discipline de l'armée anglaise. Toute la population libre dans le Napâl a une éducation essentiellement militaire, et est soumise à un système de recrutement à la fois efficace et populaire. Elle a des communications sûres et secrètes avec les Birmans, d'un côté, et les passes de ses montagnes peuvent la conduire inaperçue, de l'autre, à l'entrée des grandes et fertiles provinces de Bénarès et de Patna. Les dispositions belliqueuses des Napâlais, et la confiance tant soit peu orgueilleuse qu'ils ont dans les ressources stratégiques de leur pays, les entraîneront peut-être à essayer de laver dans le sang anglais l'outrage du traité de 1815. Mais l'état politique de ces contrées donne plutôt à penser que les Anglais auront à intervenir dans des dissensions intestines, et finiront par établir d'une manière définitive leur influence suze-

raine sur ces populations désunies. Le prince régnant, jeune homme d'une intelligence bornée, se laisse gouverner par les femmes; il a mis à mort une ministre habile, et le général distingué aux talens duquel on devait attribuer principalement la résistance prolongée des Napâlais devant les armes britanniques dans les campagnes de 1814 et 1815. Tous les hommes de quelque distinction ont été disgraciés ou exilés. Le peuple, sous cette domination inhabile et oppressive, se démoralise rapidement, et l'intervention anglaise serait peut-être accueillie comme un bienfait par la masse des habitans.

L'Afghanistan a été le théâtre d'évènemens importans depuis que Shâh-Shoudjâ, rentrant à Kaboul, sous l'escorte d'une armée anglo-indienne, est remonté sur le trône de ses pères (1). La fin de l'année 1840 a surtout été marquée par le renouvellement de la lutte que l'on pouvait croire terminée entre l'amîr Dost-Mohammed-Khan et le souverain dont les Anglais avait épousé la cause. Cette lutte, dans sa courte durée, a offert quelques incidens remarquables qu'il ne sera pas sans intérêt de signaler.

Nous devons rappeler, avant tout, que le pays au nord du fleuve de Kaboul, où pénétra une des divisions de l'armée d'Alexandre, est connu aujourd'hui sous le nom de *Kohéstan de Kaboul*. Les Anglais ont eu à livrer plusieurs petits combats dans ces mêmes districts, où l'autorité du Shâh-Shoudjâ n'est pas encore fortement établie; mais le véritable danger qui menaçait la restauration avait sa source dans le nord-ouest du Kohéstan, au-delà de Bâmian, à Khouloum, où le Dost (comme les Anglais dans l'Afghanistan désignent familièrement Dost-Mohammed-Khan) avait trouvé un appui dans le *wali* ou chef ouzbek de cette province, et rassemblé quelques milliers d'hommes, à la tête desquels il espérait pénétrer dans le Kaboul, soit par Bamiân, soit par le Kohéstan. Les négociations entamées depuis longtemps avec ce redoutable vaincu n'avaient eu pour résultat que de déterminer son frère, le nawab Djabbar-Khan, et quelques autres personnes de sa famille, à se placer sous la protection du gouverne-

(1) Shâh-Shoudjâ aura long-temps encore, aux yeux des Afghans, le tort d'être remonté sur le trône à l'aide d'une invasion étrangère. Sa position sous ce rapport est délicate et dangereuse, et il nous est impossible de ne pas trouver une analogie frappante entre Louis XVIII écrivant au prince-régent qu'après Dieu il doit la couronne de France à l'intervention de l'Angleterre, et Shâh-Shoudjâ déclarant à la reine Victoria, dans le solennel et pompeux langage de l'Orient, qu'il est, « par la faveur divine et l'*extrême bienveillance* du gouvernement anglais, » remonté sur le trône de ses pères, et qu'il veut, par l'institution d'un ordre de chevalerie, éterniser le souvenir de ce grand évènement.

ment anglais. Il ne cherchait pour lui-même dans ces négociations qu'un avantage, celui de gagner du temps et d'étendre son influence parmi ses compatriotes, plus disposés à ressaisir les habitudes d'une vie aventureuse qu'à se rallier autour d'une légitimité qui leur était imposée par la civilisation ambitieuse d'un peuple européen. Dost-Mohammed-Khan, chef brave, habile et long-temps heureux, était regretté par d'anciens compagnons d'armes qui n'attendaient qu'une occasion favorable pour se ranger de nouveau sous son étendard; plusieurs avaient déjà déserté la cause de Shâh-Shoudjâ, et quand il fut avéré que le vieux serdar Barekzaï approchait de Bamiân par la passe Ak-Robât, que les avant-postes des troupes anglo-afghanes venaient d'abandonner pour se replier sur le quartier-général, une compagnie tout entière d'un régiment afghan, commandée par un officier anglais, décampa pendant la nuit et passa à l'ennemi. Cependant les mouvemens de Dost-Mohammed ne pouvaient échapper à la vigilante surveillance de sir William Macnaghten, et quand il ne fut plus permis de douter qu'il approchait des passes, des troupes furent envoyées de Kaboul pour renforcer la brigade de Bamiân, sous le commandement du brigadier Dennie. Cet officier-général, ayant poussé une forte reconnaissance dans la direction où il s'attendait à rencontrer seulement l'avant-garde du corps ennemi, se trouva inopinément, le 18 septembre dernier, en présence de la petite armée que l'ex-amîr de Kaboul dirigeait en personne contre Bamiân. Sans hésiter un instant, et malgré l'infériorité numérique de ses troupes (puisqu'il n'avait que cinq cents hommes d'infanterie régulière, moitié hindoustanis, moitié ghaurkas, trois à quatre cents hommes de cavalerie et deux pièces de canon à opposer à cinq ou six mille Ouzbeks et déserteurs afghans), le brigadier marche droit à l'ennemi, le déloge en un instant de ses positions, le met dans une déroute complète, et lance à sa poursuite sa cavalerie, qui en fait un grand carnarge. Dost-Mohammed-Khan, blessé dans l'action, s'échappe à grand' peine avec un de ses fils et quelques centaines de cavaliers; les tentes et tous les équipages de l'armée tombent au pouvoir des vainqueurs. Le résultat de cette brillante affaire du 18 septembre fut de déterminer le chef ouzbek de Khouloum à traiter immédiatement avec les Anglais. Dost-Mohammed, abandonné de ses alliés et voyant ainsi les débris de sa petite armée réduits à deux ou trois cents cavaliers, voulut encore, par une tentative désespérée, se placer subitement au milieu de ses partisans du Kohéstan proprement dit. Il pénètre dans cette province à la fin d'octobre, parvient à rassembler un corps de

trois mille cinq cents fantassins et de cinq cents chevaux, et le 2 novembre il engage une dernière lutte avec les troupes anglaises à un endroit nommé *Parwar* ou *Parwân*, à égale distance à peu près de Bamiàn et de Kaboul. Dans ce combat, le 2me régiment de cavalerie légère anglo-indienne, chargé par le Dost en personne à la tête de deux cents cavaliers d'élite, est ramené avec une perte considérable; une terreur panique s'empare des *sawars* (1), qui abandonnent leurs officiers à l'attaque furieuse de Dost-Mohammed. Le docteur Lord, agent politique dans le nord-ouest, et plusieurs autres officiers, sont tués dans cette charge meurtrière. Cependant cet effort désespéré de l'ennemi ne pouvait le sauver; l'amîr est forcé de battre précipitamment en retraite devant l'infanterie et l'artillerie, dont les manœuvres savantes et le feu terrible ont en un instant réparé l'échec éprouvé par l'avant-garde anglaise. Dost-Mohammed, voyant ses dernières espérances anéanties, disparaît après l'action, galope droit à Kaboul, accompagné d'un seul cavalier, se présente inopinément le 3 novembre au soir à sir William Macnaghten, se nomme, et, trop fier pour rendre hommage à un souverain dont il a porté quinze ans la couronne, remet son sabre au représentant de la puissance anglaise dans l'Afghanistan, et se déclare son prisonnier. Sir William, surpris et touché de cette démarche chevaleresque et de la noble confiance qu'elle indique, rend à l'amîr son sabre, fait dresser une tente pour lui près de la résidence, et le traite avec toutes sortes d'égards. Ainsi finit la carrière politique de Dost-Mohammed. Ce prince, devenu à son tour l'objet de l'admiration et de la sympathie tardive des Anglais, atteint en ce moment, avec toute sa famille, et sous une nombreuse escorte, le lieu qui lui a été assigné pour résidence dans l'intérieur de l'Hindoustan.

Dans le Béloutchistan, les armes de la compagnie avaient éprouvé quelques échecs assez sérieux, qu'il fallait attribuer à une confiance prématurée de la part des Anglais dans la terreur de leurs armes et dans la soumission apparente des anciens vassaux de la couronne de Kaboul. Les Anglais n'avaient pas pourvu avec leur prudence ordinaire, ou n'avaient pourvu qu'imparfaitement à l'occupation militaire des points principaux du pays. Ces échecs sont aujourd'hui réparés; ils ont été, au reste, considérablement exagérés par les journaux, et n'ont jamais eu pour résultat, ainsi qu'on l'a imprimé et réimprimé,

(1) Cavalerie indigène. A la suite d'une enquête sur la conduite de ces troupes, le numéro du régiment a été effacé des cadres de l'armée anglo-indienne.

soit en France soit en Angleterre, d'interrompre sérieusement et pour long-temps les communications de l'armée d'Afghanistan avec l'Hindoustan. Kélat, tombé pour quelques jours au pouvoir du jeune fils de Mehrâb-Khan, est occupé de nouveau par les Anglais, depuis le 3 novembre dernier. Le 1er décembre, le jeune khan, Nasser, à la tête d'un corps considérable composé en grande partie de Brahoïs, l'une des plus redoutables tribus du Béloutchistan, attaqué par un corps anglo-indien fort de neuf cents baïonnettes, soixante chevaux et deux pièces de canon, a été mis dans une déroute complète. Nasser-Khan prit la fuite au commencement de l'action; quatre des principaux chefs et cinq cents hommes de ses troupes restèrent morts sur le champ de bataille. Le général brahoïs, *Mir Bohar*, est au nombre des prisonniers. Les opérations militaires destinées à soumettre définitivement quelques tribus à demi barbares du voisinage, ou les petits chefs rebelles sur divers points de l'Afghanistan, continuent jusqu'à présent avec un plein succès (1), et on s'attend d'un jour à l'autre à ce que le jeune khan fugitif viendra se mettre à la merci du gouvernement anglais.

Quant au Sindh, la tranquillité de cette province n'a jamais été sérieusement troublée, et d'ailleurs elle est placée, politiquement parlant, et par sa position géographique, dans la dépendance immédiate de la présidence de Bombay (2). Tout fait donc présumer que Shâh-Shoudjâ va pouvoir régner paisiblement sur l'Afghanistan, car la soumission complète du Kohéstan est moins que jamais douteuse depuis que Dost-Mohammed s'est rendu sans condition.

Autant que l'Afghanistan, et plus que le Napâl, le Pandjâb, depuis la mort de Randjît-Singh, et celles toutes récentes de son fils et de son petit-fils, appelle l'attention et la surveillance incessantes du gouvernement suprême. Karrak-Singh et No-Nahâl-Singh, son fils, ont succombé presqu'en même temps, victimes, assure-t-on, d'un empoisonnement. Le prince Shère-Singh, que Randjît n'avait jamais voulu reconnaître pour un de ses fils, mais auquel il avait cependant

(1) Dans une des affaires partielles qui ont eu lieu avec les Béloutchis, ceux-ci, fuyant devant les troupes anglaises, ont égorgé le malheureux lieutenant Loveday, tombé au pouvoir du jeune khan, lorsque le chef nommé par les Anglais pour gouverner cette province lui avait abandonné la ville de Kélat et le *Masnad*.

(2) Nous devons saisir l'occasion qui se présente ici de rectifier quelques détails que nous avions donnés l'année dernière sur la famille des Talpourîs, qui règne dans le Sindh. Mir-Motrad-Dally est mort depuis plusieurs années; son successeur, Mir-Nour-Mohammed, vient de mourir. Le frère de celui-ci, Mir-Nasser-Khan, occupera probablement après lui le Masnad; mais les autres chefs de la famille élevaient aussi des prétentions, dont le gouvernement anglais sera l'arbitre.

accordé le rang et les honneurs de prince de son sang, paraît devoir succéder à la couronne. Une des princesses, veuve de Karrak-Singh, disputait à Shère-Singh le pouvoir souverain, qu'elle voulait retenir au profit d'un enfant dont elle se prétendait enceinte, et les principaux chefs, ainsi que quelques officiers européens, paraissaient s'être rangés de son côté (1); mais les derniers avis nous montrent Shère-Singh triomphant après une lutte sanglante de quelques jours. Son pouvoir cependant ne semble pas s'appuyer sur les sympathies des chefs les plus influens, et le seul fait certain pour nous, en ce moment, est l'existence de prétentions rivales sur lesquelles le gouvernement anglais aura à prononcer.

Le royaume du Pandjâb a été formé par l'habileté et l'énergie de Randjît-Singh, et il est probablement destiné à survivre bien peu d'années, comme état indépendant, à l'homme extraordinaire dont l'ambition, tolérée et même appuyée dans ces derniers temps par les Anglais, lui a donné naissance. C'est la seule partie de l'ancien empire Moghol qui ne soit pas, par le fait, sous la domination immédiate de l'Angleterre. La domination sikhe s'étend sur des pays essentiellement favorisés par la nature, tant sous le rapport de la fertilité que sous celui des moyens de transport. Elle tient dans Peshawar la clé de l'Afghanistan, commande la navigation de l'Indus, et, sans l'intervention des Anglais, qui venaient de songer sérieusement à la restauration de Shâh-Soudjâ, Randjît-Singh se serait rendu maître de tout le cours de ce fleuve.

Ce prince, dont la sagacité savait contenir son ambition subtile dans les bornes de la discrétion, paraît avoir eu de bonne heure confiance dans sa fortune; mais en même temps il comprit la nécessité d'entretenir les relations les plus amicales avec le gouvernement anglais (2). Ainsi, lorsque sir Charles Mitcalfes, agissant d'après les

(1) L'influence que les officiers français et italiens au service du roi de Lahore ont exercée du temps de Randjît-Singh était peu considérable. Cette influence n'a pas dû augmenter sous Kharrak-Singh, qui s'était toujours montré, du vivant de son père, peu bienveillant à l'égard de nos compatriotes. Shèvre-Singh, nous le croyons, est dans des dispositions bien différentes : il n'aura rien négligé pour s'assurer le puissant concours de ces chefs braves et intelligens; mais on doit s'attendre, dans le cas d'une intervention directe des Anglais dans les affaires du Pandjâb, à ce que les officiers européens de l'armée sikhe soient pensionnés, peut-être sous la garantie du gouvernement anglais. Il serait possible qu'on se contentât de les réduire à des fonctions purement honorifiques près de la personne du souverain nominal; mais cela nous paraît douteux.

(2) M. Vigne, dans l'ouvrage qu'il a publié dernièrement à Londres (*A personal narrative of a visit to Ghizni, Kabul*, etc., London, 1840), raconte que les officiers français au service de Randjît-Singh ont contribué, par leurs conseils, à le

instructions de lord Merito, contraignit Randjît à abandonner le dessein qu'il avait formé de s'approprier les petites principautés sikhes, à l'est du Sutlegde, toutes les vues de Randjît se dirigèrent vers l'extension de ses possessions du côté opposé. Là encore, les Anglais intervinrent pour protéger le Sindh, état mahométan, que sa position sur le cours inférieur de l'Indus rendait une acquisition des plus tentantes pour l'ambition du chef sikh; il se résigna à cet échec, et ce qui prouve le mieux la haute intelligence et le tact politique de Randjît, c'est que, tout fier qu'il était de la force effective de son armée, et de la supériorité évidente qu'elle lui donnait sur les autres souverains indigènes, il a eu la conscience de sa faiblesse relative à l'égard de ses redoutables amis de Calcutta, et a toujours fini par se soumettre aux exigences de leur politique. Mais il est à présumer que son fils et son petit-fils (ce dernier exerçait de fait l'autorité souveraine sous le nom de son père, et annonçait la prétention d'étendre la puissance sikhe bien au-delà de ses limites actuelles) n'auraient pas été aussi prudents, et qu'ils se seraient laissés entraîner à la folle tentative d'essayer leurs forces contre les Anglais. En ce cas, le résultat inévitable de la collision eût été l'extension de l'empire anglo-indien jusqu'à sa limite naturelle, l'Indus, et Shâh-Shoudjâ, profitant de la chute du royaume sikh, aurait repris, par la main de l'Angleterre, cette belle province de Peshawar, que Randjît avait enlevée aux Afghans. Les revenus ainsi que le commerce de l'Inde anglaise se seraient accrus considérablement par cette accession du riche territoire du Pandjâb. Peut-être les événemens inattendus qui viennent de se passer à Lahore amèneront-ils immédiatement et l'intervention directe des Anglais et le remaniement au profit de Shâh-Soudja, de ces deux monarchies dont l'Inde anglaise veut faire ses barrières au nord et à l'occident.

Le Pandjâb est depuis trois ans, au reste, sous la dépendance réelle de l'Inde anglaise, et nous ne serions pas étonné que les Anglais montrassent peu d'empressement à se saisir de l'administration directe des affaires dans ce pays. Ils préfèrent, en général, familiariser par degrés, les populations avec leur intervention, à titre d'alliés; ils arrivent ensuite à exercer les droits de suzeraineté, et à les faire reconnaître, et enfin, ils succèdent presque naturellement et

maintenir dans cette ligne politique. Quand le chef de Bhurtpour le fit presser de faire cause commune avec lui contre les Anglais en 1826, le général Ventura dissuada Randjît-Singh de prêter l'oreille à ces propositions, qui indubitablement causeraient sa ruine. Sur son refus d'entrer dans cette alliance, on lui envoya de Bhurtpour un habillement de femme.

sans secousses aux souverains indigènes. Quel que soit le parti que le gouvernement suprême juge à propos d'adopter à l'égard du Pandjâb dans les circonstances actuelles, on peut se faire une idée exacte des rapports qui existent entre les deux états, par le résultat suivant de l'enquête parlementaire, commencée l'année dernière, sur la situation actuelle et les ressources commerciales de l'Inde anglaise. Nous trouvons, page 78 et suivantes, du rapport fait à la chambre des communes, le 21 juillet 1840 (interrogatoire de M. Trevelyan, ancien sous-secrétaire d'état au département des affaires étrangères dans l'Inde), les passages que voici :

Question 1438. — Quand vous avez quitté l'Inde, notre influence dans le royaume d'Aoudh était-elle précisément la même que celle dont nous jouissons maintenant dans l'Afghanistan et le Pandjâb?

Réponse. — Oui, généralement la même; peut-être moindre alors dans le Pandjâb qu'à Lacknow; cette influence varie avec le cours des évènemens politiques.

Question 1444. — La position du royaume d'Aoudh et celle du Pandjâb, à l'égard du gouvernement de l'Inde, sont-elles les mêmes politiquement parlant?

Réponse. — Non. *Nominalement* les positions sont très différentes, mais en *réalité* le souverain du Pandjâb est tout aussi bien soumis à notre influence que le roi d'Aoudh.

Question 1451. — Cette circonstance (le traité qui existe entre la compagnie et le roi d'Aoudh et qui diffère de celui conclu avec le Pandjâb) ne constitue-t-elle pas, selon vous, une grande différence dans nos relations avec ces deux pays?

Réponse. — Non, et ceci me force à entrer dans quelques détails. La classe influente dans le Pandjâb est celle des sikhs, mais ils sont en minorité; outre la population ordinaire, il existe une population mahométane puissante et nombreuse. La domination de Randjît-Singh était entièrement nouvelle, formée par lui-même et maintenue par la seule puissance de ses grands talens personnels. La première occasion qu'il eut de nous connaître fut lorsque lord Lake chassa Holkar à travers le Pandjâb; la seconde, lorsque sir Charles Metcalfe, alors un très jeune homme, fut envoyé pour former un traité d'alliance avec lui contre les Français. La grande fête mahométane du ramadân eut lieu pendant son séjour à Lahore; il n'avait pour escorte qu'une seule compagnie dans laquelle se trouvaient quelques soldats mahométans, qui, selon l'usage, firent un *razia,* ou image de la tombe de Hussein à Karbalâ, qu'ils promenèrent en procession. Ceci irrita les sikhs, et quelques milliers d'entre eux se précipitèrent pour nous écraser; mais notre petite bande se forma en carré, et, après un feu roulant qui dura quelque temps, finit par les mettre en fuite. Randjît-Singh vint féliciter les vainqueurs sur leurs succès, et

se tournant vers ses serdars : « Voilà donc, leur dit-il, les gens auxquels vous me conseillez de faire la guerre, lorsque quelques milliers d'entre vous n'ont pu battre une seule compagnie? » Depuis cette époque, Randjît-Singh avait adopté pour règle invariable de sa conduite à l'égard de notre gouvernement de céder toutes les fois qu'il nous voyait déterminés sur quelque question que ce fût. Nos derniers exploits dans le voisinage ont confirmé ses successeurs dans l'adoption de cette ligne politique.

Question 1452. — L'influence anglaise dans le Pandjâb reposerait donc sur la conviction où était le chef des sikhs (Randjît-Singh) de la supériorité de notre pouvoir et des avantages qui résulteraient pour lui d'une intime alliance avec nous?

Réponse. — Oui, et connaissant les vices de l'organisation intérieure de son pays, il avait le sentiment de sa propre faiblesse. Ces vices d'organisation étaient tels que, si nous nous fussions déclarés ses ennemis par proclamation, sa domination se fût écroulée à l'instant. Il n'y avait aucun respect héréditaire pour sa famille; un grand nombre de chefs puissans qu'il avait humiliés ou dépossédés se seraient levés contre lui au moindre signe d'encouragement de notre part. Les Mahométans étaient ses ennemis invétérés, et tous regardaient d'un œil d'envie la prospérité et la paix dont jouissaient sous notre protection les états sikhs entre le Sutledge et la Djamna.

Un corps d'armée considérable escortant un convoi a traversé dernièrement le Pandjâb pour se rendre dans le Kaboul. D'autres troupes sont toujours concentrées à Firosepour, prêtes à se porter sur Lahore. On continuait à regarder les hostilités entre les Napalois et la compagnie comme imminentes. Il nous semble peu probable que les Napalois se hasardent à envahir le territoire anglais, surtout en présence des derniers évènemens dont les mers de Chine ont été le théâtre, et dont le contre-coup s'est fait sentir à Katmaudou. En tout cas, il est évident que le gouvernement suprême est en mesure. Des troupes sont rassemblées au pied des montagnes; le Napâl serait occupé au besoin en quelques semaines.

Nous dirons quelques mots des relations actuelles du gouvernement suprême avec les princes qui sont dans une dépendance plus ou moins absolue de ce gouvernement, et dont les états sont compris dans les limites générales de l'empire. Les principaux parmi eux sont le roi d'Aoudh ou de Laknow, et le Nizam, dont la capitale est Hyderabad (qu'il ne faut pas confondre avec un autre Hyderabad, capitale du Sindh); ces princes sont mahométans; Scindiah et le radjah de Berar, dont les capitales sont respectivement Gualior et Nagpour; ces chefs sont hindous, d'extraction mahratte; enfin les princes Radjpoutes, Hindous de haute caste, chez lesquels cette illustration sé-

culaire s'unit à une réputation incontestée de franchise, d'honneur et de courage militaire. Les dynasties mahométanes d'Aoudh et d'Hyderabad sont entièrement usées. Les principales familles princières mahrattes ne valent guère mieux. Les radjahs du Radjpoutana seuls semblent avoir assez de vitalité politique pour qu'on puisse espérer de les ressusciter, et le gouvernement anglais paraît n'avoir pas renoncé à l'espoir de faire revivre dans les principautés de Djeypour et de Djodpour, en particulier, un sentiment national et un esprit d'indépendance qui ne seraient pas incompatibles avec la confiance et la déférence que réclamerait ce gouvernement comme ami et comme protecteur à la fois. Cependant il nous semble bien difficile que les rapports du gouvernement suprême avec les chefs du Radjpoutana puissent reposer sur une base plus libérale que celle d'une intervention pour ainsi dire toujours dominante, et ce qui s'est passé il y a un an, précisément à Djodpour, est une indication très significative de ce qu'on peut attendre de l'avenir. Quoi qu'il en puisse être, il ne saurait s'élever un doute raisonnable sur l'état de nullité dans lequel sont tombés les soi-disant souverains mahométans de l'Inde, nullité dangereuse et déplorable dans ses effets, attendu que le gouvernement anglais est obligé par les traités, ou se croit obligé le plus longtemps possible, à défendre chacun de ces petits tyrans contre tout ennemi *intérieur* ou *extérieur*.

Ces populations opprimées sont ainsi condamnées à souffrir tous les maux qu'entraîne à sa suite un gouvernement faible et corrompu, et le joug sous lequel elles gémissent est maintenu par l'irrésistible force d'inertie du gouvernement anglais. « Le remède ordinaire d'un mauvais gouvernement dans l'Inde, disait sir Thomas Mauro (gouverneur de Madras), dans une lettre au marquis de Hastings, est une révolution qui s'accomplit tranquillement dans l'intérieur du palais ou en dehors par la violence, c'est-à-dire par la révolte ou l'invasion étrangère; mais la présence des forces anglaises détruit toute chance de remédier ainsi au mal, en maintenant le prince sur le trône contre toute opposition intérieure ou extérieure. Cet appui le rend indolent en lui apprenant à se reposer sur nous du soin de sa sûreté, cruel et avare en l'assurant qu'il n'a rien à craindre de la haine de ses sujets. » Cela peut donner une idée des misères que le système *subsidiaire* (*subsidiary system*), système né de la nécessité de priver ces soi-disant princes des moyens de recouvrer la souveraineté réelle qu'exercent les Anglais, a infligées aux plus belles provinces de l'Hindoustan. Les hommes d'état, en Angleterre et dans

l'Inde, ont très bien compris que tout l'odieux de ce despotisme retomberait sur le gouvernement anglais, que d'ailleurs les dépenses inévitables qu'entraîne une pareille situation augmentent considérablement les charges de l'état, obligé de maintenir une force armée qui puisse suffire à toutes les éventualités. Chacun de ces mannequins couronnés entretient un corps de troupes commandé par des officiers anglais, et il a en outre à sa solde un ramassis de troupes irrégulières qui, en temps de paix, ne sont redoutables qu'aux paisibles sujets de leur maître, mais qui, en cas de guerre sur la frontière, ou d'insurrection, ou de mutinerie, surtout si les troupes anglaises éprouvaient quelque échec partiel, peuvent devenir et deviendraient infailliblement la cause de désordres et de maux infinis. Tels sont les dangers de cette position anormale où les hésitations d'une politique long-temps entravée par les étroites exigences du monopole ont placé le gouvernement suprême des Indes anglaises. Le gouvernement n'a aujourd'hui que le choix entre deux maux. Il faut que, dans son respect pour les traités, il consolide l'oppression, ou qu'il attende au moins en silence que les effets du despotisme, devenus désormais intolérables, nécessitent son intervention; sinon il faut qu'il manque à la foi jurée, et qu'il ait le courage de montrer plus de respect pour les droits imprescriptibles de l'humanité que pour des traités dont l'ambition et l'intérêt matériel pouvaient seuls non pas justifier, mais expliquer l'origine. Ce serait là sa gloire, et, nous n'hésitons pas à le dire, ce serait également une des plus précieuses garanties du bonheur et de la prospérité de ces vastes et populeuses contrées. L'examen des ressources commerciales de l'empire hindo-britannique, commencé par la chambre des communes à l'occasion de la pétition présentée au parlement par la compagnie dans l'intérêt de l'Inde agricole et industrielle (pétition sur laquelle nous reviendrons bientôt), a mis cette vérité dans tout son jour.

L'opinion formelle des fonctionnaires qui ont été consultés par la chambre des communes, sur les moyens politiques à employer pour donner au commerce de l'Inde l'extension dont il est susceptible, est que l'Inde entière en deçà de l'Indus devrait, le plus tôt possible, être considérée et traitée, sous le rapport de la législation commerciale, comme un seul empire, ce qu'elle est en effet. L'Inde anglaise comprend aussi bien, en réalité, les états *natifs* indépendans (*native states*), que les divers territoires placés sous l'autorité immédiate du gouvernement anglais. Ces états sont unis et comme incorporés à

l'empire, par les liens étroits de l'alliance *subsidiaire;* ils fournissent des contributions régulières soit en troupes, soit en argent, pour les dépenses générales de cet empire, et doivent se conformer aux instructions qu'ils reçoivent du gouvernement suprême, dans toute affaire relative au bien de l'état, que le cas ait été prévu par la lettre des traités ou non. Des devoirs inséparables de l'exercice du pouvoir suzerain dans l'Inde prescrivent d'appuyer par la force l'exécution des mesures d'utilité générale, et entraînent la coopération de tous les états de l'Inde, qui, sous le rapport de leurs intérêts particuliers et de leurs rivalités, ont constamment besoin de la faveur et de la protection du gouvernement anglais. Nul doute que l'influence de ce gouvernement n'ait amélioré à un degré très remarquable la situation générale, politique et commerciale de l'Inde. Ainsi les Anglais, du moment que leur suprématie a été reconnue, sont intervenus constamment pour le maintien de la paix entre les princes indigènes; ils ont mis un terme aux pillages et aux dévastations des *Pindaries;* ils ont poursuivi sans relâche et achèveront d'exterminer (l'humanité l'espère au moins) les abominables associations des *Thags;* ils ont vigoureusement et noblement usé de leur influence pour abolir le *satti* et l'infanticide. Ils ont apaisé bien des révoltes intérieures soulevées dans les états *natifs* par la turbulence des chefs puissans; ils ont, par de vives remontrances, réprimé d'innombrables actes d'oppression de la part des gouvernemens indigènes, ces gouvernemens sachant bien que leur désobéissance aux instructions émanées du pouvoir suprême les priverait de ce redoutable, mais indispensable appui, et que la désorganisation et la destruction de leur propre puissance en seraient la suite inévitable. Les efforts du gouvernement anglais ont été parfois utilement dirigés vers la réduction des taxes exorbitantes et l'amélioration de certaines routes qui présentaient de grands obstacles au commerce. Cependant les mesures prises sous ce rapport n'ont été jusqu'à présent, de l'aveu même des principaux agens du gouvernement, ni très judicieuses ni très suivies, et, jusqu'à une époque très récente, le commerce dans l'Inde anglaise a été entravé, dans les territoires mêmes de la Compagnie, par l'existence d'un système de douanes pire que celui d'aucun état indigène, le Pandjâb excepté. Les droits de transit perçus autrefois dans les territoires de la compagnie ont été abolis pour les présidences de Calcutta et de Bombay; ils ne tarderont pas à être supprimés également dans toute l'étendue de la présidence de Madras.

Lord Wellesley avait négocié des traités de commerce, sur le prin-

cipe européen de réciprocité, avec les états de Lacknau, de Napâl, d'Hyderabad et de Nagpour; mais les clauses de ces traités étaient ou trop compliquées dans leur rédaction pour s'adapter à l'intelligence des natifs, ou peut-être (et cela nous paraît plus probable) trop assujettissantes pour leur convenir; et l'attention du gouvernement ayant été bientôt après dirigée sur d'autres points, les traités furent oubliés. Après six années de négociations avec les états qui bordent le cours du Sutledge et celui de l'Indus, on parvint enfin à s'entendre sur les moyens de rouvrir la navigation de ces deux fleuves. Le principe adopté fut celui de substituer aux exactions infinies et arbitraires du passé un droit unique de transit modéré dans son chiffre, percevable à un seul endroit, et le même pour tous les bateaux de quelque dimension qu'ils fussent, et quelle que fût la nature de leur chargement. Ainsi les bateaux ne sont forcés de s'arrêter qu'à un seul endroit, Mitthun-Kote, situé au confluent des rivières du Pandjâb avec l'Indus, et entre les points extrêmes de la navigation utile (1). Au reste, tous les états natifs sont obligés par l'usage, et plusieurs d'entre eux par les traités en vigueur, à laisser passer, libres de tous droits, les approvisionnemens de toute espèce, expédiés pour le service du gouvernement suprême, et il ne paraît pas qu'en aucune circonstance ils aient essayé de contrevenir à cette règle.

En résumé, le gouvernement suprême des Indes anglaises a déjà beaucoup fait pour la sécurité et l'extension du commerce intérieur, mais il lui reste plus encore à faire pour atteindre le but. Or, nous ne voyons qu'un moyen, à la fois loyal et efficace, d'y parvenir : c'est d'user largement, ouvertement, et avec toute la promptitude que la prudence peut autoriser, de l'influence que les traités et (ce qui est plus fort encore que les traités) les besoins et les vœux des populations donnent au gouvernement pour intervenir, à l'égard des états indépendans de l'Hindoustan, dans les matières relatives au commerce. Les agens du gouvernement suprême reconnaissent eux-mêmes que les traités existans ont cette tendance. « Dans une confédération comme celle de l'Inde, disent-ils, il doit exister une autorité qui ait le pouvoir de remédier au mal et de travailler au bien commun; tous les traités avec les états natifs reconnaissent plus ou

(1) Le gouvernement a cherché également à donner un point de ralliement à toutes les branches de commerce descendant ou traversant l'Indus, et l'espoir manifesté par lord Auckland dès 1836, relativement à l'établissement d'une foire annuelle (ainsi que sir Alex. Burnes l'avait suggéré), paraît s'être réalisé. La foire a dû s'ouvrir à Sakkar en janvier dernier (1841), et devait durer un mois. Le système de foires annuelles a été adopté par les Russes avec un très grand succès.

moins le gouvernement anglais comme investi de cette autorité qu'il a été plus d'une fois forcé d'exercer, non-seulement dans les cas expressément reconnus par les traités, mais encore dans des cas nouveaux, tel qu'il s'en est montré, et doit nécessairement s'en montrer de temps à autre. »

La sécurité et le développement de la navigation de l'Indus et de ses affluens doivent être aujourd'hui le principal objet de la sollicitude du gouvernement, en ce qui touche aux grands intérêts du commerce intérieur (1). Mais le gouvernement de l'Inde ne peut se promettre l'accomplissement de la tâche qui lui est imposée qu'autant que l'Angleterre elle-même comprendra qu'il est de son honneur et de son intérêt de s'y associer. Si le gouvernement de Calcutta encourage d'un côté la production, il faut que le pouvoir législatif, à Londres, encourage à son tour l'exportation des produits de l'Inde. Il est bien démontré aujourd'hui qu'obligée à des remises annuelles qui s'élèvent en moyenne à 3,200,000 livres sterling (environ 81 millions de francs), l'Inde ne peut trouver les moyens de fournir pendant long-temps à ses dépenses intérieures et extérieures que dans le développement normal de son industrie agricole et manufacturière. Traiter l'Inde en pays conquis, et lui imposer un tribut éternel sans compensation, au moins probable, dans l'avenir, c'est à la fois de l'oppression et de la mauvaise administration, à la fois un crime et une faute politique. La compagnie, sur qui pèse la responsabilité immédiate de cet avenir de l'Inde britannique, a senti que le moment était venu d'appeler, par un vigoureux effort, l'attention du parlement sur l'état actuel de l'agriculture et du commerce de cette immense colonie. La pétition formulée à cet effet, a été présentée à la chambre des communes le 11 février 1840, le 14 à la chambre des lords. La commission nommée par la chambre des communes (le 25 février) pour examiner cette importante affaire, et procéder à une enquête complète sur tous les points indiqués par la pétition, n'avait pu terminer son travail pendant la session de 1840, et a dû se borner à publier les premiers résultats de ses démarches. La commission

(1) Au mois d'avril 1840, deux *steamers*, le *Snake* (*le Serpent*), de la force de dix chevaux seulement, et *Comet* (*la Comète*), de la force de soixante chevaux, avaient accompli successivement le trajet du Bas-Indus à Firozepour, et avaient effectué leur retour avec des passagers et des marchandises; mais on n'a pas encore de détails suffisans sur ces voyages. Plusieurs nouveaux steamers ont été construits pour la navigation de l'Indus et du Sutledge, et il est probable qu'au moment où nous écrivons, les communications et les moyens de transport sont complètement organisés ou sur le point de l'être dans tout le domaine fluvial de l'Indus.

nommée par la chambre haute conclut, le 2 avril, son enquête commencée le 2 mars, et fit son rapport, qui fut envoyé à la chambre des communes le 2 juin. Les conclusions de ce rapport sont, en somme, favorables aux pétitionnaires, et les vœux qu'il exprime et qu'il appuie ne sauraient manquer d'être accueillis par le parlement dans le cours de la session qui vient de s'ouvrir. Déjà le ministère, répondant aux observations faites par lord Ellenborough, en déposant une pétition de *l'Association des Indes-Orientales et de la Chine* (pour la réduction des droits sur les produits de l'Inde), a pris l'engagement de présenter très prochainement un projet de loi qui consacrerait le principe de l'égalisation des droits sur le rhum des Indes Orientales et Occidentales.

La compagnie, en même temps qu'elle place les grands intérêts commerciaux de l'empire indien sous la protection du pouvoir législatif, ne néglige aucun des moyens d'action directe dont elle peut disposer pour l'encouragement de l'agriculture et du commerce dans ses vastes possessions. Elle s'est occupée surtout, dans ces derniers temps, des perfectionnemens à apporter à la culture du coton et dans les détails de la récolte et du nettoyage. Le coton en effet, comme article d'exportation, est un des plus importans des produits de l'Inde, et peut devenir le plus important de tous si la qualité est suffisamment améliorée pour pouvoir rivaliser avec les belles qualités de coton américain. Aujourd'hui, les importations de cotons des Indes s'élèvent, année commune, à quarante-huit millions de livres pesant, ce qui représente un capital d'au moins 20 millions de francs. C'est environ le huitième de la quantité nécessaire à la consommation des manufactures anglaises (1).

Il en est du bien-être actuel et de l'avenir des nations comme du bien-être et de l'avenir des familles. Les intérêts matériels ne sont pas tout; un bon gouvernement doit se préoccuper avec une égale sollicitude des intérêts moraux et intellectuels des peuples. Sous ce rapport, il y a encore beaucoup à faire dans l'Inde, et la difficulté de subordonner à un plan général toutes les modifications de détail

(1) Ce sont les Américains qui fournissent les marchés de la Grande-Bretagne de la majeure partie du coton employé dans les filatures. On conçoit combien l'Angleterre doit être désireuse de s'affranchir de ce tribut qu'elle paie à l'Amérique. L'accroissement de la production dans ce dernier pays a été prodigieux. En 1784, huit balles de coton, apportées à Liverpool par un navire américain, furent saisies, attendu qu'on ne voulait pas croire que ce coton fût d'origine américaine. En 1832, la récolte du coton en Amérique était d'environ 400 millions de livres, dont 228 millions furent expédiés en Angleterre.

qui se présentent comme également nécessaires, bien qu'à des titres si différens selon les localités, dans un si vaste empire, cette difficulté est immense; peut-être est-elle insurmontable! La Providence y pourvoira par ces interventions inattendues qui remédient aux fautes de l'humanité. Mais il faut le reconnaître, jamais les conjectures de l'homme d'état, jamais les méditations du philosophe, n'ont dû embrasser des élémens plus importans et plus divers, et on se demande involontairement ce que deviendra l'Inde sous la domination mercantile et guerrière de l'Angleterre, et sous la triple influence des lois de Brahma, de Mahomet et de Jésus-Christ. Quelle complication étrange! que d'élémens de vie! que de germes de mort! Ne semble-t-il pas que ce corps gigantesque soit condamné à grandir irrégulièrement sans relâche et à se briser enfin sous son propre poids? Lord Clive avait été le premier des délégués du pouvoir souverain dans l'Inde anglaise à prévoir et à prédire hautement ce développement fatal. Quelques années avaient à peine passé sur les prophétiques paroles de ce grand homme, que le parlement anglais déclarait solennellement que « les plans de conquête et d'agrandissement dans l'Inde étaient contraires au désir, à la politique et à l'honneur de la nation (1). » Les évènemens sont venus donner le plus éclatant démenti à ces théories parlementaires, et confirmer les prévisions du vainqueur de Plassey. Et ce qu'il y a de plus remarquable, c'est qu'à dater de cette protestation contre toute entreprise ambitieuse, les accroissemens de territoire sont devenus plus considérables et plus fréquens. Quand lord Cornwallis arriva dans l'Inde, en 1786, il trouva sir John Macpherson engagé dans des négociations avec les Mahrattes et le Nizâm, négociations qui devaient entraîner le gouvernement suprême dans une guerre avec Tippo-Saïb. Le premier acte de lord Cornwallis fut de rompre ces négociations, en déclarant que les Anglais ne s'engageraient que dans des guerres strictement défensives. Son second acte fut de proposer une alliance à ces mêmes Mahrattes, à ce même Nizâm, et de commencer de concert avec eux une lutte dont le résultat fut un agrandissement considérable du territoire de la compagnie (2). Ce n'était pas la faute de lord Cornwallis, mais bien celle des circonstances dont le torrent l'a entraîné malgré ses efforts. Comme lui, la plupart de ses successeurs, loin de placer pour ainsi dire les évènemens dans la dépen-

(1) Act the 24th, George III, chap. XXV, 1784.
(2) *Edinburgh Review*, nº CXLIV, 1840.

dance de leur politique, ont dû se résigner à voir leur politique tomber dans la dépendance des évènemens. Dans un intervalle de moins d'un siècle, l'Angleterre a planté son pavillon sur la citadelle de Ghizni et sur les murs de Rangoun, et toutes les contrées intermédiaires ont été rangées sous sa domination immédiate, ou reconnaissent sa suprématie. Voilà les résultats acquis, les faits accomplis, et l'activité infatigable de la race britannique prépare à l'histoire de nouveaux et immenses matériaux dans l'extrême Orient. Cette race ambitieuse et prudente à la fois, qui a pu commander l'estime ou exciter l'admiration du monde sans mériter les sympathies de l'humanité, saura-t-elle consolider son œuvre en Asie, ou devra-t-elle remettre en d'autres mains le flambeau de la civilisation nouvelle qui luit sur ces vastes contrées? Voilà la question. Il ne nous appartient pas d'y répondre; mais nous avons rempli, selon nos forces, la mission qui nous était imposée de recueillir en quelques pages les données principales de ce grand problème.

Ainsi donc, en résumant les faits principaux qui pendant l'année 1840 ont marqué les progrès de la domination ou de l'influence anglaise dans l'extrême Orient, nous trouvons : l'Afghanistan soumis, Dost-Mohammed, le jeune khan de Kélat et les principaux chefs barekzaïs et beloutchis, prisonniers, morts ou dispersés; le Pandjâb passé sous la dépendance politique immédiate du gouvernement suprême; le Napâl, à la veille d'être réuni au territoire de la compagnie; l'empire birman maintenu dans l'inaction; l'empire chinois lui-même, humilié par les armes anglaises, forcé de traiter d'égal à égal avec la reine de la Grande-Bretagne et de rouvrir ses ports au commerce de l'Inde.

Quant aux puissances de troisième ordre que l'Angleterre décore du titre d'alliées, les renseignemens précis que nous avons donnés, et des déclarations aussi positives que celles que nous avons reproduites à l'égard du Pandjâb, ne sauraient laisser aucun doute sur la nature réelle des relations du gouvernement anglais avec ces états auxquels on donne encore pour la forme le nom d'*indépendans*. Il ne saurait y avoir non plus la moindre incertitude sur l'opinion que se font les Anglais du degré de résistance que les princes indigènes pourraient opposer à leurs volontés. On voit qu'ils se croient trop forts et trop redoutés pour appréhender en aucun cas une résistance sérieuse, et il faut avouer que, dans l'état actuel de l'Inde, ils ont raison. Mais ils auraient grand tort d'oublier que les dominations durables se fondent bien plus sur la confiance que sur la crainte, et

que les élémens de résistance ou de révolte ne disparaîtront du territoire de ce vaste empire que lorsque les populations auront foi, pour leur bien-être matériel et moral, dans l'avenir de la civilisation nouvelle que l'Angleterre leur impose.

Cette civilisation a pour tendance inévitable l'introduction d'un système d'idées religieuses dont la beauté et l'utilité resteront longtemps incomprises et dédaignées. Certaines formes du christianisme, il est vrai, s'éloignent moins des habitudes de la masse de la population indienne que celles de l'islamisme; mais la religion protestante, simple et froide, surtout dans le rite de l'église anglicane, s'adressant bien plus à la raison qu'à l'imagination ou au cœur de l'homme, trouve peu de sympathie sur les rives de l'Indus et du Gange, et la domination chrétienne sous cette forme soutient une lutte dangereuse avec les habitudes séculaires, les préjugés superstitieux, la foi passionnée des Hindous et des musulmans. Ce ne sera qu'à l'aide de ménagemens extrêmes et d'immenses bienfaits qu'elle parviendra à se faire accepter. On la subit aujourd'hui, on se réfugie dans son sein comme le voyageur dans le creux d'un rocher pendant l'orage; les peuples ont même, jusqu'à un certain point, le sentiment de son intelligence et de sa force, mais elle n'a pas encore su se faire aimer.

L'Angleterre a donc à soutenir, sous ce dernier rapport, une lutte morale; elle le sait et ne recule pas. Bien que dans ces derniers temps on ait beaucoup parlé de sa décadence, et que ce prétendu déclin de la puissance britannique ait même servi de texte à divers écrits, jamais la Grande-Bretagne n'a dépensé plus d'énergie et n'a triomphé de plus d'obstacles. Victorieuse dans l'Inde, en Chine, en Syrie, elle conserve ses anciennes possessions et augmente les ressources de son avenir. C'est peut-être dans les complications redoutables de la situation intérieure du royaume-uni qu'il faut chercher le secret de son attitude extérieure. Voué à l'action, il accepte résolument ce rôle périlleux, car il comprend que pour les nations l'immobilité, c'est la mort. Quoi qu'il en soit, l'exemple de l'Angleterre prouve ce que l'on peut faire avec ce gouvernement représentatif qu'elle possède, dont nous ne lui avons guère emprunté que la forme, et qui chez elle, loin de favoriser l'indifférence et l'apathie publiques, encourage et avive une activité incessante, infatigable, féconde en lumières, en acquisitions et en conquêtes.

A. DE JANCIGNY.

CAPODISTRIAS.

I. — CORRESPONDANCE POLITIQUE ET PRIVÉE DU COMTE CAPODISTRIAS.

II. — MÉMOIRES SUR LE COMTE CAPODISTRIAS.

Il y a, dans l'histoire des cinquante années qui viennent de s'écouler, une vie singulièrement intéressante par le bruit qu'elle a fait et les grands débats auxquels elle s'est trouvée mêlée, mais surtout par l'espèce d'obscurité qui l'environne encore, par le demi-jour diplomatique dont tous les actes qui la composent ont reçu le reflet équivoque, et par la divergence des opinions qu'elle a fait naître. On retrouve ce nom et cette énigme dans tous les évènemens importans qui ont remué l'Europe depuis 1815, mais presque toujours, comme le dit Saint-Simon, « dans les sapes et les souterrains. » On ne sait jamais ni ce que M. Capodistrias prépare, ce qu'il désire, ni ce qu'il craint. Ami intime de l'empereur Alexandre, très bien accueilli des libéraux, et enfin presque roi de la Grèce, M. Capodistrias, en éveillant les sympathies passagères de tous les partis, n'a pas échappé à leurs méfiances. C'est, à côté de M. de Talleyrand, le nom le plus essentiellement diplomatique des temps modernes.

Nous ne prétendons pas soulever tous les voiles, dissiper tous les doutes de cette énigme compliquée; nous suivrons pas à pas cette vie singulière, et, nous abstenant également du panégyrique et de la satire, nous contribuerons peut-être à faciliter le travail des esprits curieux qui essaieront un jour de l'expliquer.

Les documens les plus complets que l'on ait encore publiés sur la carrière

politique du comte se trouvent réunis dans le recueil de sa *Correspondance*, mis au jour par sa famille et précédé d'une biographie, et dans les *Mémoires sur le comte J.-A. Capodistrias*, par M. André Papadopoulo-Vrétos. Il suffit de jeter les yeux sur le premier de ces ouvrages pour comprendre l'aveugle partialité qui l'a dicté. L'auteur de la biographie, M. de S., semble s'être proposé un but unique, celui de glorifier la politique russe et son représentant. Les épithètes les plus pompeuses lui sont prodiguées; le mépris n'est point épargné à ses adversaires, et l'on glisse sans trop les analyser sur les points difficiles de sa vie. En fait de pièces politiques, le recueil même n'est pas plus satisfaisant et ne contient guère que des lettres officielles adressées aux fonctionnaires grecs ou aux agens européens; il est à remarquer surtout que la correspondance avec les mandataires de la Russie est réduite à un nombre minime de pièces insignifiantes; peut-être les pièces supprimées étaient-elles trop intéressantes pour qu'on les publiât. Quant aux lettres confidentielles, elles s'adressent à des personnages dont le nom seul commandait à M. Capodistrias une grande réserve. Le président de la Grèce pouvait-il confier toutes ses pensées à M. Eynard ou à d'autres philhellènes, si par hasard ces pensées étaient hostiles à l'indépendance de la Grèce?

Le talent du biographe mérite des éloges. Ami de tous les temps de M. Capodistrias, M. de S., quand il veut ou quand il peut être sincère et explicite, donne à son récit l'empreinte intéressante de la réalité; en général, son style a du mouvement, de la vie, de la noblesse. Il est, sous ce rapport, bien supérieur à M. Papadopoulo-Vrétos, qui ne dissimule pas sa partialité sous les artifices du langage. Le livre de M. Papadopoulo-Vrétos, qui n'a point de valeur sous le rapport de la critique historique, est beaucoup plus complet quant à ce qui touche le séjour de M. Capodistrias en Grèce. M. de S., même absent, jouissait de la confiance et de l'amitié du comte; M. Papadopoulo-Vrétos, témoin oculaire, n'avait pas une aussi grande part dans son intimité. Cette diversité de situation a laissé des traces dans les deux livres. Le premier a passé sous silence certains faits, en a tronqué d'autres, en a laissé plusieurs dans l'obscurité; le second ne semble pas avoir possédé le véritable sens des évènemens qu'il rapporte.

Appuyé des documens que ces ouvrages renferment, aidé de renseignemens inédits que ne possédaient pas les deux biographes, nous allons nous efforcer, à notre tour, de jeter la lumière sur cette existence si remplie et si difficile à définir.

Le comte Jean Capodistrias est né à Corfou, en 1776, d'une famille ionienne inscrite au livre d'or. On sait que les Vénitiens, qui voulaient naturaliser dans tous les lieux de leur domination les formes aristocratiques de leur gouvernement, avaient créé dans les îles une espèce de noblesse qui possédait la suprématie et exerçait quelque influence dans le maniement des affaires.

Élevé à l'ombre du pavillon de Saint-Marc, M. Capodistrias reçut, comme ses frères Viaro, Jean, Augustin et George, l'éducation de tout noble ionien.

Des préjugés, favorisés par la politique du gouvernement, leur fermaient la carrière militaire, et les seules professions qu'un gentilhomme pût choisir étaient ou le droit ou la médecine. M. Capodistrias étudia cette dernière science comme l'avait fait son père, le comte Antoine-Marie, homme hautain et opiniâtre, imbu des maximes italiennes, et portant à l'extrême les sentimens et les idées d'un loyal sujet de Venise. Un décret du sénat, qui atteste toute la méfiance inspirée à la métropole par ses provinces, obligeait les jeunes Ioniens à terminer leur éducation à l'université de Padoue; pour prévenir le danger d'une instruction trop libérale et des pensées dont elle peut répandre le germe, on recommandait aux recteurs de se montrer indulgens, d'examiner superficiellement les élèves, et de distribuer les diplômes de docteurs sans rechercher de trop près si les candidats possédaient la science que la seigneurie aimait mieux savoir absente. M. Capodistrias, après avoir consacré les premières années de sa jeunesse à recevoir des leçons que la politique mutilait, revint dans sa patrie, muni des parchemins les plus glorieux.

Corfou était alors au pouvoir des Français, maîtres des Sept-Iles par l'art. 5 du traité de Campo-Formio. Le comte, à son retour, partagea nécessairement les antipathies que les familles nobles, les Capodistrias surtout, nourrissaient contre les vainqueurs de l'Italie, trop bien vus, à leur avis, du reste de la population. Le gouvernement vénitien, placé en face de l'anarchie turque, avait bien pu obtenir quelque faveur née de la comparaison; mais, exclusivement voué aux intérêts de la métropole, il était peu aimé du peuple ionien, commerçant et navigateur, déjà familier jusqu'à un certain point avec les doctrines françaises, et qui accueillit avec transport les représentans de la démocratie. Aussi, lorsque les armes réunies de la Turquie et de l'empire russe eurent occupé le territoire septinsulaire, le désordre fut-il à son comble. Les nobles et leurs cliens voulaient qu'on revînt aux formes gouvernementales qui, si longtemps, leur avaient assuré la prépondérance; le peuple s'y refusait; partout l'intrigue était opposée à l'intrigue et la force à la force. Les nouveaux conquérans, que le progrès de l'humanité n'intéressait guère, épargnaient la faction qui leur promettait le succès. Les Turcs, nation à peu près démocratique, soutenaient la noblesse; les Russes se faisaient démagogues, croyant y trouver plus de profit. Tel a toujours été en Orient le système de cette dernière puissance : soutenir les mécontens, augmenter sa clientelle, jeter la perturbation au sein du pays qu'elle veut attirer dans ses filets, et nuire le plus possible à la Turquie, sa bonne alliée.

Les efforts du parti aristocratique l'emportèrent; le comte Antoine-Marie, son chef, rédigea et mit en vigueur une constitution calquée sur celle de Raguse. La Russie, prévoyant que la violence de cette réaction allait bientôt remettre tout en question, se hâta d'y donner les mains. Elle abandonna ses alliés les démocrates, et au mois de mars 1800 elle signa, conjointement avec le sultan et la Grande-Bretagne, une convention qui reconnaissait la validité de la constitution nouvelle et l'indépendance de la république septinsulaire sous la suzeraineté de la Porte. C'est ainsi que Corfou, Zante, Céphalonie,

Ithaque, Sainte-Maure, Paxos et Cérigo furent la première portion de la Grèce qui recouvra son indépendance. Chefs de l'aristocratie victorieuse, les Capodistrias triomphaient. Tout paraissait devoir se soutenir ainsi quelque temps encore, lorsque, profitant de la guerre qui venait d'éclater entre elle et les Turcs, la Russie envoya douze mille hommes dans les Iles, dont elle se déclara seule protectrice, en leur octroyant une nouvelle constitution qui accordait aux alliés de l'empereur Paul, aux démocrates, une part, faible il est vrai, mais enfin une part dans le gouvernement de l'état.

On devait s'attendre à voir les Capodistrias suivre le parti vaincu; il n'en fut rien. Ils s'attachèrent avec enthousiasme au nouvel ordre de choses, et M. Jean Capodistrias, président futur de la Grèce, commença sa carrière politique par les fonctions de secrétaire d'état du gouvernement ionien. Il avait alors vingt-sept ans. Ses amis ont vanté le talent qu'il déploya en cette circonstance; mais la situation imposée à la république septinsulaire par la volonté armée de la Russie laissait peu d'espace à la capacité d'un homme d'état. Le jeu de la machine politique ne s'exécutait que sous l'inspection du pouvoir étranger, chargé à la fois de la défense extérieure, de la consolidation intérieure, de l'interprétation des actes constitutifs. Que restait-il donc à faire?

Le jeune secrétaire d'état de la république ionienne eut, dès son entrée en fonctions, des rapports nécessaires avec les agens reconnus ou secrets que la Russie entretenait dans les Iles et sur les côtes de l'Albanie. Il se lia aussi avec un certain Ignatius, prélat épirote, qui, persécuté par Ali-Pacha, s'était réfugié à Corfou. Cet évêque fit connaître à M. Capodistrias les chefs de Klephtes et les Armatolis, qui, tous les hivers, chassés par les neiges des hauteurs du Pinde et de l'Olympe, se réfugiaient à Corfou pour y passer en sûreté la mauvaise saison et reprendre au printemps, dans les parties montueuses du continent grec, leur vie errante et belliqueuse. Ces hommes, persécutés par les pachas, s'étaient habitués à tout souffrir plutôt que de renoncer à leur rude liberté et à l'espoir de chasser quelque jour les musulmans. Ce fut d'eux que M. Capodistrias reçut pour la première fois l'aveu de ces audacieuses espérances, dont la réalisation exerça plus tard tant d'influence sur son sort.

Depuis long-temps des révoltes partielles auraient dû avertir les Turcs du danger qui les menaçait. L'insurrection de la Morée en 1770, plus sanglante et plus significative peut-être que les précédentes, n'avait cependant produit aucune impression sur l'esprit des maîtres. Toujours apathiques après la victoire, ils s'étaient contentés de prendre quelques mesures pour repeupler la péninsule, mise à feu et à sang par les Albanais. Tels étaient leur aveuglement et leur indolence, que, même en 1818 et 1819, on chantait dans les rues de Constantinople les chants patriotiques de Righas, sans que la police y prît garde; on prétend que de riches Turcs et de grands fonctionnaires faisaient répéter devant eux ces hymnes, qu'ils trouvaient fort réjouissans.

Nous venons de nommer Righas. Jeune et poète, créateur de la première *hétairie,* ou association secrète ayant pour but de renverser le pouvoir du

sultan et de chasser les Turcs de l'Europe, il adopta avec ardeur les principes de la révolution française, qui venait d'éclater, et noua des relations étendues dans la Grèce, à Constantinople et en Italie. Il allait partir avec ses compagnons pour exécuter son entreprise, quand il fut arrêté à Vienne par ordre du gouvernement autrichien, livré aux ministres ottomans et empalé dans le sérail. Cette première tentative, qui reposait tout entière sur les talens et l'influence du chef, fut ainsi anéantie; mais l'idée qui l'avait conçue était si profondément celle de la nation, que peu d'années après, vers 1806, une seconde hétairie se forma dans l'Italie septentrionale. La première s'était appuyée sur la révolution française; la seconde se donna pour appui le pouvoir de Napoléon, qui cependant n'eut connaissance de ses projets que vers 1810. Elle voulait opérer la délivrance de la Grèce, non de cette Grèce séquestrée du continent par la double chaîne de montagnes qui forme sa frontière, mais de la Grèce véritable, augmentée de l'Épire, de la Thessalie, de la Macédoine, de la Thrace, de Constantinople et des côtes de l'Asie mineure; en un mot, l'hétairie voulait reconstituer l'empire grec; projet gigantesque, mais praticable. Répéter que, sur aucun point du territoire conquis, les Turcs ne tiennent solidement au sol; que partout où ils se sont établis, principalement dans les pays chrétiens, ils n'ont fait que se superposer en dominateurs barbares aux races soumises, c'est reproduire un lieu commun cent fois répété, mais dont les conséquences immédiates, par rapport à la Grèce, n'ont pas toujours été examinées avec une réflexion sévère et mûrie. Les Hellènes n'avaient jamais pu voir dans les Ottomans que des étrangers oppresseurs, et, le gouvernement n'exigeant de ses raïas que de l'argent, et les laissant du reste s'administrer à peu près comme bon leur semblait, le régime municipal, qui s'était conservé parmi eux, irritait et vivifiait sans cesse le besoin de l'indépendance. Si l'on réfléchit en outre que toutes les lumières du pays se concentraient en eux, que l'industrie, la navigation, le commerce intérieur et surtout extérieur, se trouvaient dans leurs mains; que, sur les dix millions d'ames qui peuplent la Turquie d'Europe, ils comptent pour sept millions; qu'enfin dans les îles, dans la Morée, dans les montagnes, certaines portions de la population grecque, telles que les Maïnotes, les Hydriotes, les Psariotes, les Souliotes, n'ont jamais perdu une indépendance, pénible à conserver sans doute et souvent attaquée, mais réelle, on cessera de répudier comme impraticable le plan des hétairistes; on nous permettra de le constater ici pour la première fois dans toute son étendue.

Plusieurs des capitaines rouméliotes qui, par l'entremise de l'évêque Ignatius, connurent alors M. Capodistrias, appartenaient à la seconde hétairie; mais, s'il écouta l'expression de leur haine pour les Turcs, il ne fut point instruit de leurs projets : quelque affectueuses que fussent ses manières, on lui soupçonnait déjà pour la Russie un fonds d'attachement qui glaçait les confidences; on fut bientôt à même d'apprécier la sagesse de cette réserve.

La paix de Tilsitt ramena les Français dans les Iles; le gouvernement national fut renversé, et la république régie comme dépendance immédiate de

l'empire de Napoléon. M. Jean Capodistrias reçut l'invitation officielle de continuer à servir son pays; il refusa. Une somme considérable, offerte par l'empereur de Russie, fut au contraire acceptée; et, paraissant abjurer l'amour du sol natal, il s'embarqua sur un des derniers vaisseaux russes qui s'éloignaient de Corfou. Lorsqu'il traversa l'Italie, quelques hétairistes conçurent le projet de l'initier à leurs desseins; leur chef s'y opposa, donnant pour motifs de cette répugnance le dévouement évident du comte à la Russie, ainsi que l'intérêt qu'ils avaient eux-mêmes à se placer sous la protection de la France; la proposition n'eut donc point de suite.

Arrivé à Saint-Pétersbourg, M. Capodistrias fut immédiatement admis dans la diplomatie russe. Mais toutes les places étaient occupées, et l'on ne put l'employer qu'en qualité de simple attaché au collége des affaires étrangères, où, malgré l'amitié de M. de Romanzoff, chancelier de l'empire, il resta deux ans, confondu dans la foule et souffrant d'une inaction doublement pénible à sa juste ambition et à la prodigieuse activité de son esprit. Incapable de supporter plus long-temps cette position, il sollicita son envoi aux États-Unis, triste faveur qui l'eût éloigné de la sphère d'action présente. Il allait l'obtenir, quand le chancelier trouva et saisit l'occasion de l'envoyer à Vienne auprès de M. de Stackelberg.

C'était en 1811; nous n'examinerons pas curieusement si la défiance témoignée par l'ambassadeur au nouvel attaché était fondée; les besoins de la légation ne requéraient pas ses services : il n'avait pas été demandé. Cependant rien ne prouve que M. Capodistrias ait rempli, auprès de son supérieur, une mission secrète; l'amitié que celui-ci ne tarda pas à lui accorder infirme d'ailleurs les bruits répandus à cet égard. Quoi qu'il en soit, le comte ne fut pas occupé activement, et l'on se borna à lui demander des mémoires sur différens sujets relatifs à l'Orient, et plus spécialement aux chrétiens de ces contrées, dont les sentimens par rapport aux croyances occidentales sont peu compris de nos publicistes.

Ils supposent volontiers aux Levantins des haines religieuses qui leur sont étrangères, une horreur profonde du culte romain, et par conséquent des sympathies vives pour la seule puissance européenne qui appartienne à leur communion. Tel n'est point cependant l'esprit qui anime les chrétiens d'Orient. Depuis la ruine de l'empire, les discussions théologiques qui l'ont perdu se sont éteintes; même de couvent à couvent, et de moine à évêque, cette fatale polémique a complètement disparu. Le nom de chrétien sert en Orient de drapeau politique, et non de bannière religieuse. Toutes les races vaincues et opprimées s'y rallient : Grecs, Arméniens, Nestoriens, Latins, ne sont les uns pour les autres que des raïas de la Turquie. Quant aux subtiles controverses qui ont divisé leurs pères, personne ne les comprend plus; nul ne se pose, vis-à-vis de l'Europe, en état d'hostilité religieuse et politique; on l'admire au contraire, on voudrait, peut-être à tort, réédifier, d'après les modèles européens et trop servilement, l'état social que ces populations rêvent pour elles-mêmes. Persuadées que c'est en Angleterre, en France et en Allemagne que se déve-

loppent avec le plus de liberté les principes féconds dont elles désirent l'application, c'est peut-être vers ces contrées qu'elles tournent le plus volontiers les yeux; mais la religion n'entre pour rien dans les causes de leur sympathie. La Russie, qui professe la même religion, n'a pu obtenir que la haine des populations grecques. De toutes les puissances, c'est celle qui connaît le mieux l'Orient, celle qui s'est le plus constamment immiscée dans les affaires de ces régions, celle qui a dû proportionner le plus habilement ses efforts à la nature et au caractère des peuples. Dans le royaume hellène, son parti, malgré tant d'intrigues et de violences récentes, est peu nombreux et isolé; dans les principautés de Moldavie et de Valachie, son nom est exécré, et, malgré les tentatives de l'hospodar Ghika, dont la scandaleuse élévation est son ouvrage, personne, même ceux qui lui sont vendus, n'ose avouer son patronage. En Servie, chaque jour détruit le peu d'influence qui lui reste. Que devient donc la puissance prétendue de ce prestige religieux? Sous le point de vue ecclésiastique, les Russes devraient sans doute relever de Constantinople; mais l'empereur a usurpé le pouvoir spirituel : les Grecs ont sur eux l'avantage de l'ancien fidèle sur le néophyte; les Russes ne sont que des convertis.

Revenons à M. Capodistrias.

Le moment arrivait où le comte allait prendre un rôle actif dans les affaires. C'était au commencement de 1812. Une activité fébrile bouleversait alors toutes les chancelleries de l'Europe. L'Angleterre, pressée d'en finir, remuait ciel et terre pour sauver sa vie en écrasant son adversaire. Le traité de Bukarest venait d'être conclu; la Bessarabie appartenait à cette Russie contre laquelle marchait Napoléon, et qui se croyait assez forte pour essayer le démembrement de la Turquie, tout en luttant contre son grand antagoniste. L'amiral Tchitchagoff, nommé au commandement de l'armée d'observation du Danube, avait besoin d'un homme habile pour conduire sous ses ordres les négociations que lui imposait officiellement le ministère impérial, et les intrigues ténébreuses dont on le chargeait en secret. Il pensa à M. Capodistrias, et le demanda au comte de Romanzoff, qui se souvint alors du jeune attaché de l'ambassade de Vienne, et qui, félicitant M. Tchitchagoff d'avoir fait un pareil choix, s'empressa de donner au comte l'ordre de quitter son poste, et de partir sur-le-champ pour Bukarest.

Il obéit, et se vit chargé tout à coup des travaux les plus divers et les plus importans. Tout en sollicitant l'alliance armée de la Turquie, ses efforts devaient tendre à attacher à l'empire russe les principautés de Moldavie et de Valachie, et à soulever les Serviens. Il fallait aveugler le divan sur ces démarches, intimider, séduire, entraîner les Moldovalaques. Son ami de Corfou, Ignatius, qu'il retrouva investi de l'archevêché de Bukarest, et protégé par les Russes, seconda les efforts du comte, qui essaya en vain de soulever l'opinion en faveur de son gouvernement, et de placer l'usurpation qu'il méditait sous la protection d'une garde nationale. Des négociations si compliquées ne réussirent pas; le corps militaire auquel il était attaché fut réuni à l'armée d'opération dirigée contre les Français; et, lorsqu'il passa sous les

ordres du général Barclay de Tolly, il fut appuyé auprès de ce nouveau chef par les vives recommandations de M. Tchitchagoff, qui rendit justice au mérite du jeune diplomate. Dès-lors il prit part aux rudes campagnes de 1812 et 1813, rédigeant les proclamations, écrivant toute la correspondance, et transmettant les nouvelles à Vienne et à Constantinople. Lutzen, Bautzen, Leipsig, tonnèrent à ses oreilles, et lorsqu'il arriva à Francfort, où se trouvait déjà l'empereur Alexandre, il avait mérité de ce souverain une récompense qui ne se laissa pas attendre long-temps. Présenté par le général Barclay comme un homme dont les talens devaient inspirer toute confiance, il fut envoyé en Suisse en qualité d'agent secret.

Son associé dans cette mission fut M. le chevalier de Lebzeltern, député par l'Autriche. Tous deux devaient étudier l'esprit public des cantons, le diriger s'il en était besoin, le rendre favorable aux alliés, puis requérir simplement de la diète une stricte neutralité. Négociation fort épineuse : de nouveaux états, nés sous le pouvoir français, devaient naturellement redouter un ordre de choses ennemi peut-être de leur jeune isonomie; Berne ne cachait pas son désir de reprendre Lausanne et le pays de Vaud; les partis catholiques, protestans, démocratiques ou dévoués aux oligarques, s'agitaient dans les cantons. M. Capodistrias conjure toutes les difficultés, et attire à grand'-peine la confiance des divers gouvernemens locaux. Habitué aux agitations fébriles d'un petit état pressé par des intérêts plus puissans que les siens, il sait dominer à propos, et sans en avoir l'air, les discussions du pouvoir central; enfin il vient d'obtenir cette neutralité, seul but de sa mission, seule demande qu'il dût présenter en l'appuyant de la promesse solennelle de respecter le territoire, lorsque son collègue reçoit une dépêche : les rois alliés requièrent le passage de leurs troupes à travers les pays de la confédération. C'était un de ces coups de tonnerre qui viennent de temps à autre donner un démenti foudroyant à la véracité des hommes d'état. Le chevalier de Lebzeltern insistait sur la nécessité de remplir ses instructions nouvelles; le comte pensait, si ce n'est avec douleur, du moins avec embarras, à la foi jurée et si tôt violée. Sans ordre de sa cour, il comprit cependant que ne point se rallier à son collègue et le laisser agir isolément, serait faire soupçonner un manque d'harmonie fâcheux entre les puissances; il accepta donc la solidarité du fait et signa la note de l'agent autrichien. Aussitôt le corps d'armée du général prince Schwartzenberg passa le Rhin au pont de Bâle, tandis que M. Capodistrias se rendait auprès de l'empereur pour lui exposer sa conduite et les motifs qui l'avaient dirigée. Alexandre le félicita de son heureuse hardiesse, et, pour lui donner une preuve irrécusable de sa satisfaction, il le renvoya en Suisse, non plus comme agent secret, mais avec le titre d'ambassadeur. Le chef de chancellerie de l'armée du Danube avait fait en peu de temps un chemin rapide.

En effet, Alexandre avait pris un goût décidé pour le comte. Cet esprit d'une nature si particulière, que l'histoire n'a pas su le définir encore, s'attacha d'autant plus à M. Capodistrias, que le nouveau favori sut adopter à propos le ton mystique que Mme de Krüdner commençait à introduire dans le

cercle intime du czar. Cette nuance d'ascétisme dans le langage ne contribua pas peu à lui gagner l'affection des Genevois; leurs dispositions bienveillantes l'aidèrent à mener à bien les projets dont la conduite lui était remise, et les titres de bourgeois des cantons de Vaud et de Genève, pompeusement ajoutés par la suite à la longue liste de ses honneurs, dans les pièces diplomatiques qu'il signa, témoignèrent de son estime et de son affection pour ce pays. On lui doit cette justice, que pendant son séjour en Suisse il ménagea habilement tous les intérêts et acquit des droits à la reconnaissance des nouveaux états par les sentimens libéraux dont il fit preuve et dont il assura le triomphe. Mais il ne devait pas rester long-temps éloigné de l'empereur Alexandre, qui, impatient de le revoir, lui donna l'ordre de le joindre. Il arriva à Paris au moment où toutes les stipulations étaient arrêtées, le traité de Fontainebleau signé et la chute de Napoléon accomplie. M. Capodistrias blâma vivement les articles du traité; il s'éleva avec force contre l'imprudence du délai qui remettait à un congrès futur la discussion des intérêts compliqués que les états de l'Allemagne avaient à débattre après tant d'années de perturbation et une victoire à frais communs. Cette liberté d'opinion fut appréciée par Alexandre, et, au grand dépit des courtisans, il conféra l'ordre de Saint-Wladimir à celui qu'il nommait son ami; cependant il ne jugea pas à propos de le retenir long-temps auprès de sa personne, et, après avoir joui quelques jours de sa présence, il le renvoya à son poste.

A côté de l'abdication de l'empereur, une chute beaucoup plus humble ne fut point remarquée. Voisine de la grande catastrophe, cette ruine modeste, ensevelie dans ses débris, fut cependant pleurée en silence par un grand nombre de cœurs dévoués, et peut-être ses cendres pèseront-elles plus dans la balance de l'avenir que les lambeaux du trône impérial. La seconde hétairie tomba avec Napoléon. Nous l'avons laissée au berceau en 1806. Depuis ce temps elle avait marché à grands pas; ses ramifications s'étendaient sur la Turquie entière; il y avait des hétairistes dans le divan, Ali-Pacha en était entouré; l'empire français leur avait promis son aide, et, en 1814, lorsque les alliés entrèrent à Paris, 25,000 fusils, déposés à Corfou, allaient armer une population enthousiaste et altérée de liberté, dont une armée française aurait soutenu les efforts. Tout fut dissous; l'hétairie se sépara une seconde fois, et les patriotes remirent à des temps plus heureux la réalisation de ces espérances que l'on n'abandonne pas une fois qu'on les a conçues.

Le congrès de Vienne venait de s'ouvrir et de livrer carrière à ces inextricables difficultés que M. Capodistrias avait prévues, et que, selon lui, l'on eût beaucoup mieux résolues dans les premiers enivremens de la victoire. Les têtes s'étaient refroidies, les intérêts seuls parlaient haut, et la discorde était près de sortir du chaos des questions relatives à l'avenir de la Pologne et de la Saxe, c'est-à-dire des réclamations les plus vives de la Prusse. Alexandre ne crut pas pouvoir se passer en cette circonstance de l'habileté de son ministre en Suisse. M. Capodistrias, adjoint au prince Razomowski et à M. le chancelier Hardenberg, y trouva une nouvelle occasion de rendre à son

souverain, et spécialement dans des discussions écrites, engagées par le plénipotentiaire anglais, des services qui n'étaient pas sans importance. Nous ne prétendons point suivre pas à pas les négociations épineuses dans lesquelles M. Capodistrias, souvent sans caractère officiel, joua un rôle considérable. Il prit part à la nouvelle organisation de l'Europe, et, lorsque Napoléon eut succombé à Waterloo, le talent du comte était un fait si bien établi, que son souverain n'hésita pas, malgré des oppositions de tous genres, à le nommer son plénipotentiaire pour les nouvelles négociations qui allaient s'ouvrir en France.

On sait comment la Russie se conduisit alors, son adroite modération, ses efforts de conciliation entre les fureurs de l'Angleterre et de la Prusse d'une part, et la France abattue et humiliée de l'autre; M. Capodistrias suivit avec habileté la ligne que lui traçait la politique de sa cour. Cependant il est permis de croire, d'après le témoignage même de ses confidens, qu'il ne blâmait pas dans son for intérieur les ressentimens des puissances. Ami de l'ordre à tout prix, il comprenait et même partageait les rancunes de l'Europe contre la nation conquérante, et il eût mieux aimé que des expiations plus dures lui eussent été infligées. Néanmoins il s'acquitta scrupuleusement de la mission que lui confiait Alexandre; c'est lui qui, consulté par M. le duc de Richelieu qu'alarmait l'acharnement des alliés, conseilla l'envoi d'une lettre adressée par Louis XVIII au czar. On connaît cette lettre dont le ton est vigoureux et digne; le roi s'y montrait décidé à renoncer au trône plutôt que de se rendre à des exigences infamantes pour le pays. M. Capodistrias communiqua cette pièce à la conférence, en fit ressortir la vérité et la justice, et mit fin aux menaces arrogantes de deux nations d'autant plus irritées, qu'elles s'étonnaient de leur propre salut, et se voyaient avec surprise dégagées tout à coup de l'abîme où elles roulaient quelques mois auparavant, et dont elles n'avaient pas encore secoué la terreur.

Il faut placer au nombre des actes où l'influence de M. Capodistrias fut décisive la cession du protectorat des Iles Ioniennes à l'Angleterre. La Russie, à cette époque, ne pouvait guère laisser apercevoir des vues d'agrandissement personnel; tous ses alliés d'hier avaient les yeux sur elle; pleins de méfiance dans ses intentions, jaloux de sa prépondérance manifeste, ils ne laissaient d'autre rôle à sa prudence que cette modération chevaleresque dont le czar avait si habilement accepté l'honneur. Le ministre russe préféra-t-il les Anglais aux Autrichiens, ou ces derniers refusèrent-ils prudemment les Sept Iles, comme ils ont déjà refusé la Bosnie? c'est ce qu'il est difficile de démêler. Quoi qu'il en soit, la patrie de M. Capodistrias tomba sous le sceptre britannique; il donna, en cette occasion, à lord Castlereagh toutes les instructions qui pouvaient guider les nouveaux gouvernans, et s'applaudit hautement d'avoir placé sous le patronage de la nation industrielle par excellence un peuple qui ne pouvait vivre que par le commerce; raisonnement dont on pourrait contester la rigueur.

Peu favorable, dit-on, à l'idée de la sainte-alliance, fruit des méditations d'Alexandre et de Mme de Krüdner, M. Capodistrias fut cependant élevé au

poste de secrétaire d'état, et, lorsque l'empereur retourna à Saint-Pétersbourg, il eut l'ordre de le suivre. Instruit par expérience des épreuves que lui réservait la jalousie moscovite, il chercha long-temps, mais en vain, à détourner cette résolution, et représenta à son souverain que ses services seraient plus utiles à l'étranger. Alexandre resta inébranlable, et le diplomate devenu ministre, adjoint à M. le comte de Nesselrode pour les travaux les plus importans du cabinet, se vit chargé personnellement de l'administration de la Bessarabie et des relations si difficiles à entretenir avec le royaume de Pologne. Son influence grandissait de jour en jour.

A peine arrivé à Saint-Pétersbourg, son frère, M. Viaro Capodistrias, était venu le joindre. Ce jeune homme, accueilli par Alexandre avec une distinction empreinte de l'affection que l'empereur portait au comte, fut invité par le monarque à accepter en Russie une place fort considérable. M. Capodistrias s'effraya des suites que pourrait avoir la faveur de son frère, et, redoutant la jalousie déjà inquiète de la noblesse russe, il força le comte Viaro à refuser et à partir sur-le-champ. On ne le voyait se parer d'aucun titre; il n'était rien et menait tout; on pouvait deviner, à la modestie de ses allures, le vif désir qu'il éprouvait de ne servir de but ni aux regards ni à l'envie. Au congrès de Vienne même, où sa participation avait été réelle, il n'avait pris aucun titre officiel, et ce n'est guère qu'à Paris et dans les affaires de Suisse que l'on voit son nom paraître dans les pièces diplomatiques. Néanmoins il fit partie de l'assemblée d'Aix-la-Chapelle, régla les différends qui s'étaient élevés entre la Suède et le Danemark au sujet de la dette nationale de la Norvége, et surtout termina seul les contestations dont le grand-duché de Bade était l'objet, lorsque la Bavière et l'Autriche voulaient s'en disputer les fragmens.

Depuis la chute de Napoléon, les gouvernemens n'avaient montré ni sagesse ni prévoyance; leur avidité aveugle pouvait les rejeter dans les désastres auxquels ils venaient d'échapper. Les chefs des états allemands semblaient surtout oublier l'impopularité qu'ils avaient encourue en déniant aux peuples les libertés dont la promesse seule venait de décider la victoire; la révolution d'Espagne, les convulsions de l'Italie, les progrès de l'esprit libéral en France, les sociétés secrètes, fantômes qui, plus tard, parvinrent à les effrayer, ne leur semblaient pas assez menaçans pour que la Prusse renonçât à ses idées d'envahissement sur l'Allemagne méridionale, pour que l'Autriche abandonnât ses vues sur l'Italie centrale, pour que les petits états abdiquassent leurs plans ambitieux. Ainsi se détruisait l'harmonie, dont le simulacre était important à conserver en face de gouvernés tous les jours plus menaçans et plus forts. En vain la Russie s'efforçait-elle de calmer cette fièvre d'usurpation; elle ne parvint qu'à irriter la jalousie et la défiance du cabinet britannique. M. Capodistrias semble ne s'être fait aucune illusion sur ces difficultés; mais bientôt un intérêt plus cher et plus immédiat porta ses préoccupations vers l'Orient. Ici commence la période vraiment importante de sa vie politique.

Dès 1816, des patriotes grecs avaient repris l'œuvre déjà avortée deux fois de leur insurrection nationale. Une troisième hétairie s'était formée; on avait

adopté des sermens nouveaux, des formules jusqu'alors inusitées. La deuxième hétairie, qui comptait sur Napoléon, s'était formée en Italie; le siége de la troisième fut placé à Saint-Pétersbourg; on espérait s'appuyer sur Alexandre. Righas, pour plaire aux démagogues français, n'avait parlé que de liberté; la deuxième hétairie, sous l'influence napoléonienne, voulait reconstruire l'empire d'Orient, allié naturel de l'empire français; la troisième, se pliant aux idées du czar, et sentant le besoin de le flatter, mit en avant l'intérêt de la religion orthodoxe. Ces trois modes divers d'organisation insurrectionnelle prouvent évidemment que l'on s'embarrassait peu des formes, et que le seul but réel que l'on voulût atteindre, était l'émancipation de la patrie.

Voilà donc l'hétairie renaissante à Saint-Pétersbourg sous la forme d'une croisade. Sans se voiler du mystère impénétrable dont s'était enveloppée l'hétairie précédente, elle espérait demeurer long-temps cachée; et, si des circonstances funestes et imprévues n'eussent déjoué les intentions prudentes des chefs, elle se serait encore mûrie pendant une quinzaine d'années. Il était surtout nécessaire de répandre l'instruction parmi le peuple. Des écoles grecques existaient dès long-temps dans toutes les villes considérables; celle de Janina jouissait même d'une certaine réputation; beaucoup de jeunes gens allaient puiser en Europe une éducation qui leur rendait le joug des Turcs plus odieux; mais, comme tout cela était insuffisant, on forma en dehors de l'hétairie la société avouée des *philomuses,* qui, sous la présidence de M. de Guilford et du comte Capodistrias, devait inviter les sympathies généreuses de l'Europe à concourir à une œuvre bienfaisante. Les philomuses recueillaient des souscriptions; les sommes perçues pour l'entretien des écoles pouvaient, en cas de besoin, échoir à l'hétairie. On profitait ainsi des dispositions bienveillantes de plus d'un grand personnage, que le but secret eût effrayé et éloigné.

M. Capodistrias se trouvait donc en quelque façon à la tête de l'hétairie; les agens russes qui se répandaient sur le territoire ottoman recevaient ses instructions. Au mot liberté, mystérieusement murmuré à l'oreille de chaque Hellène, les populations s'animaient : « Mais des armes, mais de l'argent, demandaient-elles, qui nous en donnera? — Le czar, répondait-on, » comme jadis on avait dit : L'empereur! Ce mot suffisait, et l'hétairie comptait un membre de plus. Pendant que toutes ces choses se tramaient, M. Capodistrias dirigeait la politique de la Russie à l'égard du divan de manière à donner grand espoir aux Hellènes. On fomentait les troubles de la Moldavie, on excitait les Serviens, on refusait d'exécuter les clauses du traité de 1812, et, tout en se jouant du sultan et de son impuissante colère, on ne manquait pas de protester de sa modération et de cacher à l'Europe abusée les envahissemens projetés.

Mahmoud, que de si graves dangers eussent dû préoccuper, se mit en opposition avec la force même de son empire. Vieux et corrompu, l'état turc n'était plus assez vigoureux pour être sauvé par des réformes. Il y a des malades à qui l'on conserve un reste de vie à force de soins et de régime; tout remède héroïque les tuerait. Mahmoud s'attaqua aux janissaires; c'était s'en

prendre à la nation. Il voulut saper le pouvoir de ses feudataires, de ceux qui remplissaient ses coffres et formaient ses armées; à la place d'un état de choses radicalement vicieux, il rêva l'éducation européenne de son peuple, et la Russie trouvait trop bien son compte dans de pareilles préoccupations pour essayer de s'y opposer. De cette époque datent les premières menées du divan contre Ali-Pacha de Janina.

Au moment où le congrès d'Aix-la-Chapelle venait de se terminer, M. Capodistrias prit le prétexte de sa santé et de son amour filial pour s'éloigner subitement de Saint-Pétersbourg et se rendre à Corfou. Il s'arrêta d'abord à Vienne, d'où, après des conférences secrètes avec M. de Metternich, il partit, comblé des témoignages d'estime de l'empereur d'Autriche et du roi de Prusse, et se rendit à Naples, toujours pour raison de santé, puis enfin à Corfou, où son arrivée fut annoncée et proclamée dans les termes les plus pompeux. Il apportait à M. le comte Antoine-Marie Capodistrias, son père, une lettre du czar, conçue dans les termes les plus flatteurs, lettre qui fut insérée immédiatement dans la seule gazette ionienne, et dont les exemplaires furent répandus avec profusion par toute l'Épire et jusqu'en Morée. Les anciens chefs de Klephtes qui avaient connu jadis M. Capodistrias, les nouveaux capitaines qui s'étaient élevés pendant son absence, accoururent près de lui; dans ces réunions, on traita des chances de succès que présentait l'avenir de l'hétairie, des moyens de rendre son organisation plus compacte, enfin et surtout des secours que devait fournir la Russie, et de son attachement pour la cause grecque.

Mais, si le diplomate russe était en haute estime auprès des Armatolis épirotes, les dominateurs anglais ne le voyaient pas d'aussi bon œil. Le lord haut-commissaire, sir Thomas Maitland, celui-là même qui avait livré Parga, s'inquiétait beaucoup de ses démarches mystérieuses. L'ambition de la Russie, dont le comte de Liverpool avait dit, en 1791, qu'il fallait surtout surveiller la marche menaçante, effrayait de plus en plus le cabinet britannique, et il n'eut de repos que lorsque M. Capodistrias eut quitté les Iles. Celui-ci avait annoncé son arrivée à Naples; changeant brusquement d'itinéraire, il débarqua à Venise, et vint passer le mois de juin tout entier près de Vicence, à Valdagna. Là, tout en prenant les eaux, il se consultait avec l'archevêque Ignatius, qui avait quitté Bukarest à la suite des Russes et s'était retiré en Italie, où il vivait d'une pension de l'empereur, sans cesser de servir ardemment la cause de l'hétairie.

Le 10 juillet, le comte se trouvait à Paris, où son arrivée mit toute la diplomatie en mouvement. M. le duc de Richelieu quitta sa retraite pour le voir; le roi lui accorda plusieurs audiences, et il eut avec M. le duc Decazes de longues et fréquentes entrevues. Il sortait peu, ne se montrait nulle part, continuait à être uniquement occupé de sa santé, et désespérait la curiosité des journaux par le mystère dont il prenait soin de s'entourer. Il paraît qu'il n'y eut entre lui et le gouvernement français que des explications amicales au sujet de la conduite que M. Pozzo di Borgo avait tenue envers un ministère qu'il n'aimait pas. Après être resté environ un mois à Paris, M. Capodistrias

partit pour Londres, où l'on suppose qu'il employa son séjour à des essais de négociations en faveur des Iles Ioniennes. Si ces essais furent tentés, ils restèrent sans résultats, et le gouvernement protectoral ne se relâcha en rien de sa rigueur. Le comte traversa Copenhague, et arriva enfin en octobre 1819 à Varsovie, où l'empereur était venu présider à l'ouverture de la diète de Pologne. Tel est le rapide itinéraire de ce voyage, qui excita la curiosité de l'Europe. Chaque parti l'attribua à l'intérêt que la Russie prenait à ses affaires; car la Russie était le pouvoir que chacun était tenté d'invoquer. Pour ceux-ci, le comte était un allié secret du carbonarisme; pour les autres, un soutien né des opinions absolutistes. Deux mois après son départ de Corfou, une insurrection éclata dans l'île de Sainte-Maure. Elle fut promptement réprimée; mais le gouvernement anglais réclama avec aigreur contre les intrigues du cabinet russe. Après beaucoup de bruit, les récriminations cessèrent, et tout parut oublié. Les cabinets, d'ailleurs, avaient de si justes sujets de rester unis! Les novateurs se remuaient en tous lieux : l'Espagne venait de se soulever, Naples se donnait tumultueusement une constitution. Les libéraux prétendaient compter M. Capodistrias parmi leurs défenseurs. En effet, il était beaucoup question de l'affaiblissement de son crédit. Une nouvelle phase allait s'ouvrir dans l'existence multiple du comte.

Le congrès de Troppau, transféré depuis à Laybach, commença ses travaux, et la révolution de Naples fut écrasée malgré l'opposition du comte, qui se déclara ouvertement le défenseur des idées constitutionnelles. A peine cette difficulté est-elle résolue tant bien que mal, que le Piémont s'insurge. Autres efforts de ce côté, autres protestations d'intérêt de M. Capodistrias. On se dit qu'il est disgracié ou près de l'être; on le plaint, on l'admire, et cependant, grace à son heureuse coopération, les affaires de l'hétairie avaient marché à grands pas.

Très nombreux dans l'Épire, les hétairistes étaient parvenus à obtenir d'Ali-Pacha la création d'un corps de troupes disciplinées à l'européenne, qui, formé d'hétairistes du quatrième degré ou de la dernière classe, devait être commandé par un homme dévoué à la cause de la liberté et servir de noyau à l'insurrection hellénique. Contre toute probabilité, le temps manqua pour l'accomplissement de ce projet. Mahmoud, en attaquant Ali-Pacha, se chargea de hâter l'explosion de la révolte. En 1820, il fit marcher ses troupes contre son vassal, qui, trompé par tout le monde, égaré par de perfides conseils, trahi par les chefs de ses bandes, fut réduit à s'enfermer avec ses trésors dans la forteresse de Janina. Le bras qui maintenait la Grèce sous le pouvoir du sultan était donc brisé. La guerre civile occupait toutes les forces des Ottomans; les exactions d'Ali ne devaient plus alimenter les caisses du sérail; l'occasion était meilleure qu'on n'eût jamais dû l'attendre. Des traîtres, en vendant une partie des secrets, précipitèrent encore un soulèvement que l'on savait être prématuré. Les principaux hétairistes se réunirent, et l'élection d'un chef fut la dernière mesure qu'ils discutèrent. La délibération fut longue, comme on peut le penser. Position influente, réputation d'honneur et de

talent, dévouement à toute épreuve, telles étaient les qualités nécessaires au chef nouveau. Deux hommes seulement parurent les réunir, M. Capodistrias et le prince Alexandre Ypsilantis. L'on résolut que celui des deux qui accepterait serait reconnu chef de la révolution.

M. Capodistrias reçut fort mal les envoyés et repoussa leur offre; il blâma avec hauteur la résolution qu'on avait prise, et, ne voulant pas écouter les motifs qui la justifiaient, il déclara que désormais il renonçait à servir l'hétairie. Le prince Ypsilantis, moins difficile, accepta les pouvoirs dont on l'investissait, et se rendit immédiatement en Moldavie, où il commença cette campagne dont la conduite et l'issue furent si désastreuses pour la population du pays qu'il prétendait délivrer.

A la même époque, il se passait sous les murs de la forteresse de Janina un évènement singulier qui est resté inconnu et qui pouvait changer totalement l'avenir de l'insurrection grecque en rendant l'hétairie maîtresse des trésors d'Ali-Pacha.

L'armée turque qui l'assiégeait, et dont les forces montaient à cinquante-cinq ou soixante mille hommes, se composait, selon la coutume, des élémens les plus hétérogènes. Outre les contingens des provinces du centre, on y voyait des bandes albanaises dont les capitaines avaient été entraînés à combattre Ali-Pacha par des motifs de cupidité ou de vengeance, et sept cents Souliotes, gagnés par la promesse de rentrer en possession de leur territoire. La mésintelligence s'introduisit bientôt dans cette multitude. Ismaïl-Pacha, qui la commandait, retarda sous divers prétextes la cession de la forteresse de Souli, et les malheureux exilés, s'apercevant qu'on les jouait, en conçurent un vif ressentiment. De leur côté, les Arnautes, ennuyés de la longueur du siége, et toujours inconstans, se refroidissaient pour la cause qu'ils avaient embrassée. Trois des principaux hétairistes de l'Épire conçurent alors le dessein de faire coopérer le vieux despote lui-même à la délivrance de la Grèce.

Ils descendirent des hauteurs du Pinde, et se rendant au camp d'Ismaïl, sous le prétexte de se joindre à ses troupes, ils commencèrent à fomenter la discorde qui existait dans l'armée. En même temps ils entretenaient des intelligences avec la forteresse de Janina, dont la garnison était aux abois et qui accueillit avec empressement l'espoir d'une prochaine délivrance. Chaque soir, deux des hétairistes, assis dans leur tente, faisaient apporter du café, des pipes, des liqueurs, et réunissaient les capitaines albanais et tous ceux qui voulaient prendre part à leurs divertissemens; ils passaient la meilleure partie de la nuit à boire et à voir danser des bohémiens; pendant qu'ils occupaient ainsi l'attention, le troisième hétairiste, traversant les avant-postes déjà séduits, entrait dans la forteresse, d'où il ne sortait qu'au jour. Si par hasard un indiscret venait à demander : Où donc est Alexis Noutzos? — Ne voyez-vous pas, lui répondait-on, que, fatigué des plaisirs de la soirée, il se sera couché dans quelque coin?— L'indiscret était éconduit de cette façon, et dans tout le camp on vantait la bonne humeur des trois Grecs. Ils s'étaient ainsi assurés de trois mille hommes environ; ils avaient déterminé les Souliotes à

rompre avec Ismaïl-Pacha, et ceux-ci s'étaient retirés dans la montagne à quatre ou cinq heures de marche. On était convenu avec Ali qu'à un signal donné par une fusée lancée du haut du château, les canonniers des batteries de siége tourneraient leurs pièces contre le camp. Les Souliotes devaient accourir alors, et les Albanais attaquaient aussitôt le reste de l'armée; les troupes d'Ismaïl une fois dispersées, les vainqueurs conduisaient Ali avec les cinquante millions qui formaient son trésor dans la forteresse de Souli. Là se terminait l'œuvre de la conjuration pour les Arnautes et commençait une nouvelle conspiration en faveur des Hellènes, qui, maîtres de la personne d'Ali et de la place, au moyen d'une garnison dévouée, s'emparaient de ses trésors et les employaient au succès de leur cause.

Tout était prêt. La conjuration devait éclater le samedi soir, lorsque l'un des conjurés, Omer-Bey-Brioni, reçoit de Constantinople un firman qui l'élevait à la dignité de pacha. Il va trouver ses complices, leur promet qu'il ne les trahira pas, mais les engage à ne plus compter sur lui, et les avertit que, s'ils poursuivent leur projet, il se verra forcé de les combattre. Malgré cette défection, on ne voulut pas reculer. Cependant le sort semblait s'être déclaré contre l'entreprise : soit erreur, soit précipitation fatale, Ali-Pacha donne le signal le vendredi soir, au lieu d'attendre le samedi, et sort avec deux mille hommes qui lui restent. Les troupes gardant les batteries se joignent à lui; mais les Souliotes, ignorant ce qui se passait, ne paraissent pas, les Albanais ne bougent pas davantage, et le pacha, repoussé avec une perte considérable, est rejeté dans sa forteresse.

Le soupçon s'était éveillé; les trois hétairistes durent renoncer au plan qu'ils avaient combiné. Chacun d'eux rentra dans son canton, pour se placer à la tête de ses concitoyens; ils mirent eux-mêmes le feu à leurs maisons, et, préludant ainsi à leur héroïque communauté de misère, firent éclater l'insurrection, qui se manifesta à la fois dans la Moldavie, le Péloponèse et l'Épire.

Lorsque les plénipotentiaires de Laybach apprirent ces mouvemens, leur consternation fut profonde. Elle attestait leur ignorance de l'état de l'Orient et le peu de soin que les puissances avaient pris de s'en informer. Un cri général s'éleva contre la Russie : on l'accusa d'avoir fomenté l'esprit de révolte; on prétendit que ses projets contre la Turquie étaient avérés; on nia sa bonne foi, on accusa de mensonge les protestations pacifiques qu'elle ne cessait de mettre en avant depuis 1815. Le czar, effrayé par ce tumulte, désavoua Ypsilantis; tous les organes de sa politique prodiguèrent les invectives et les reproches aux insurgés; il alla même jusqu'à offrir sa coopération au divan, que des preuves manifestes avaient suffisamment édifié sur ses intentions. Quant à M. Capodistrias, il ne tarissait pas en témoignages de douleur et de regret, et, confirmant de toute sa force les assurances données par son souverain, il rédigea lui-même l'acte qui désavouait le général Ypsilantis. « La cour de Russie, disait-il, n'était pas moins consternée que les autres puissances; d'ailleurs l'hétairie n'avait rien de commun avec les sociétés secrètes, armes si redoutées dont se servaient les novateurs, et il eût été fort inexact de

confondre une institution parfaitement innocente avec des associations justement détestées.» C'est ainsi qu'en cherchant à disculper son gouvernement, il n'oubliait pas d'appeler sur les Hellènes la compassion des souverains. Bref, au milieu des protestations russes, des reproches, des élans de regret, et des dénis de connivence, le congrès de Laybach, ne sachant plus auquel entendre, ne conclut rien, se sépara, et laissa les choses suivre la route que leur ferait prendre la fortune.

Cependant une nouvelle réunion de plénipotentiaires devait s'assembler à Vérone. La Russie, dans cet intervalle, ne perdit pas son temps, et chercha par mille moyens à persuader, d'abord aux Grecs, qu'elle ne les abandonnait pas (en effet, M. de Strogonoff agissait pour eux à Constantinople), puis à l'Europe, qu'elle ne prenait aucune part à ce qui se passait. Les Grecs avaient créé un gouvernement national. Les principes démocratiques les plus larges en étaient la base; une longue habitude avait conservé dans l'esprit du peuple l'intelligence des formes municipales; un régime constitutionnel ne fut donc pas, par la suite, une importation complètement étrangère et en dehors des idées du peuple.

M. Capodistrias continuait son double rôle. Au nom de l'humanité, il supplia la Porte de mettre fin aux massacres, et cet ultimatum fut appuyé de la menace de rappeler l'ambassadeur russe. Le sultan, aveuglé, ne vit pas le précipice vers lequel l'entraînait la Russie; il ne voulut rien entendre, et tous rapports furent rompus entre lui et Saint-Pétersbourg. « Vous voyez bien, disait M. Capodistrias aux puissances, que nous sommes les champions de la philanthropie. Notre conduite est éclatante d'abnégation.» Néanmoins la situation devenait fort difficile pour le comte; les Grecs s'indignaient contre la duplicité de la Russie. A leur tour, ils ne voulurent plus entendre parler d'elle. Le diplomate clairvoyant quitta toute participation aux affaires, sacrifiant ainsi le présent à l'avenir. Chacun cria au miracle; mais on nous permettra d'analyser ce prodigieux dévouement.

Dans les premières années de sa carrière, mettant ses talens au service de la Russie, M. Capodistrias les consacre à poursuivre le but qui lui est indiqué, sans autre pensée que de servir qui l'emploie. A peine l'hétairie est-elle née, sa conduite se couvre de plus de mystère, et acquiert plus d'importance. Corfiote, et pouvant se dire Grec, comme un Belge peut se dire Français, il se crée tout à coup des devoirs patriotiques auxquels il n'avait jamais songé jusque-là. Russe et Hellène, il combine les intérêts du czar avec ceux de la Grèce, sert deux maîtres, reste ministre; puis, aussitôt que cette position n'est plus officiellement tenable, il quitte la Russie, mais sans briser ses relations avec elle. Il n'est plus le secrétaire d'état d'Alexandre, mais il est toujours son ami, et il ne rompt que temporairement les liens qui l'attachent à son service. C'est seulement alors qu'entrevoyant l'avenir de l'hétairie, il donne de la suite à ses efforts, veut plaire aux libéraux, et se lie à leurs espérances. Est-il déraisonnable d'admettre que M. Capodistrias ait caressé de loin des idées dont sa haute position rendait déjà la réalisation possible?

On était en 1822. Le congrès de Vérone s'ouvrit. Les affaires de la Grèce n'y furent point traitées. On paraissait craindre de toucher cette question, à l'heureuse solution de laquelle une seule puissance, la France, s'est montrée invariablement favorable. Retiré à Genève, M. Capodistrias entretenait des relations très actives avec l'empereur Alexandre et les Hellènes; il écrivait en faveur de ces derniers à tous les personnages éminens, sur l'esprit desquels d'anciennes relations pouvaient lui donner quelque influence, et propageait, par tous les moyens, sa réputation d'ami dévoué de la Grèce. On a avancé qu'il était resté complètement étranger aux vicissitudes gouvernementales et aux discussions de ce pays. Pour nous, nous savons de science certaine (et aucun Grec ne nous démentira) que, dès 1824, au congrès d'Astros, les agens de la Russie et le petit nombre de ceux qui s'en disaient les partisans, s'agitaient pour placer M. Capodistrias au pouvoir. M. Capodistrias, à la même époque, présidait une société secrète, formée en faveur de la Russie par lui, MM. de Stourdza et Ignatius, société qui n'est point détruite, et dont l'existence s'est révélée encore il y a quelques mois.

Aux premiers élans, aux élans héroïques de la révolution, à ce brillant enthousiasme qui l'avait animée à son aurore, avait succédé une sorte de découragement. Au lieu de reconstituer l'empire, on se maintenait à grand'-peine dans quelques coins de la Morée et de ce que l'on nomme aujourd'hui la Grèce orientale et occidentale. On s'était révolté trop tôt. La guerre civile, fléau inséparable de toutes les révolutions, avait augmenté les malheurs de l'armée; la famine vint mettre le comble à l'infortune générale. L'argent, les vêtemens, le pain, tout manquait; les chefs du gouvernement n'avaient pas un écu pour payer leurs courriers. Cependant les gouvernans d'Europe discutaient longuement si l'on parlerait de ces malheureux dans les congrès, et nombre de gens, ne se doutant pas que des hommes mourant de tous les genres de mort pour leur liberté ont droit à quelque pitié, les accusaient de piraterie et de pillage.

Les Grecs étaient des pirates! Cela est vrai. Les bâtimens anglais et autrichiens n'avaient pas imaginé de commerce plus honnête que de fournir aux Turcs des armes et des munitions. Les Ottomans se trouvaient-ils acculés sur le bord de la mer et prêts à mettre bas les armes, aussitôt des navires européens accouraient et prenaient à bord les vaincus pour les jeter en dévastateurs sur une autre plage. Lorsque les forces égyptiennes, réunies à Alexandrie, furent sur le point de passer en Grèce, elles nolisèrent cent cinquante bâtimens autrichiens et anglais. Les Hellènes n'avaient déjà que trop d'ennemis; le désespoir leur inspira le fameux acte qui déclarait que l'équipage de tout bâtiment porteur de troupes ou de munitions serait passé au fil de l'épée. Ce moyen eut un plein succès. Les deux tiers des bâtimens déjà nolisés se retirèrent, et Ibrahim, retenu en Égypte six mois de plus qu'il ne l'avait pensé, laissa aux Grecs le temps de se préparer à le recevoir.

Les capitaines volaient l'argent du gouvernement, disait-on; ils demandaient la paie de deux cents hommes et n'en entretenaient que quatre-vingts. Mais

comme le gouvernement passait quelquefois six, dix ou douze mois sans donner de solde, il fallait que les capitaines ne laissassent pas leurs troupes se débander, ou les payassent de leurs propres deniers. De telles gens, a-t-on affirmé encore, ne méritaient pas l'indépendance.

Quoi qu'il en soit, on avait enfin consenti à s'occuper des Grecs; l'Angleterre et la Russie avaient donné l'exemple, tout en s'observant l'une l'autre. La Russie proposait l'érection de trois hospodarats dans les provinces qui avaient secoué le joug ottoman. Cela suffisait, selon elle, pour terminer aisément et complètement les débats : l'Europe n'en crut rien. L'exemple des pays moldo-valaques prouvait que cette proposition n'était pas sérieuse. L'Angleterre, à son tour, avait été tentée d'accepter l'offre des Grecs, qui lui demandaient son protectorat et le prince Léopold de Saxe-Cobourg pour les gouverner. La jalousie universelle s'y opposa. Alors eut lieu l'intervention régulière des trois puissances, puis la guerre de la Russie contre la Porte, guerre où le sultan vit s'anéantir la jeune armée qu'il venait de former à si grand'peine et que semblait redouter le czar, puis la fatale bataille de Navarin, sur laquelle tout a été dit.

Cependant les Grecs, au milieu des protocoles et des maladresses des puissances, s'affaiblissaient de jour en jour. Le moment était venu de prendre une résolution énergique qu'on avait différée tant qu'on avait pu. L'assemblée nationale se réunit à Trézène et décida que, les différentes formes du pouvoir exécutif qu'on avait essayées jusque-là n'ayant pu imprimer aux affaires une direction convenable, on concentrerait l'autorité dans les mains d'un seul. Mais quel serait ce chef unique? Nul des hommes remarquables qu'avait produits la révolution ne dominait assez ses collègues pour éteindre leurs rivalités. Le comte Roma de Zante, recommandable par de grands services, fut proposé; malheureusement le comte n'avait aucune relation avec l'étranger, et il fallait arracher enfin la Grèce à son profond isolement. M. Capodistrias, toujours prôné, exalté par ses agens, se trouva le seul que l'on pût élire. Chacun fit taire ses répugnances; le député de l'armée le recommanda lui-même au choix de ses puissans commettans, et M. Capodistrias, touchant le but qu'il poursuivait depuis tant d'années, fut élu président de la Grèce.

Ce résultat était-il prévu? le lui avait-on annoncé? — Oui, sans doute. — Avant qu'il eût pu en recevoir la nouvelle, il s'était éloigné brusquement de Genève, et s'était mis en route pour le Nord. La notification du décret de l'assemblée de Trézène lui arriva à Berlin, et parut lui causer une surprise extrême. Il ne concevait pas qu'on eût pensé à lui; il écrivait sur ce ton à tous ses correspondans : « Pressé, ajoutait-il, par le besoin d'être utile, n'ayant en vue que les intérêts de Dieu, des Grecs, de l'humanité, il se faisait violence; il consentait à être élu. » Mais, tout en remerciant l'assemblée nationale de l'avoir choisi, il déclara qu'il soumettrait au peuple quelques conditions d'où dépendait tout-à-fait et en dernier ressort son acceptation ou son refus. On était forcé de subir aveuglément toutes ses exigences, et il savait bien que ses propositions étaient des ordres.

Il se rendit à Pétersbourg, où il ne fit pas un long séjour. Ses instructions,

il les avait, d'avance et de longue main, reçues et commentées; l'empereur Nicolas le combla des témoignages de sa faveur, puis le laissa partir pour Londres, où il parut s'occuper exclusivement des intérêts des Grecs. Partout il ranima l'ardeur et la bonne volonté des comités philhelléniques; les promesses abondaient dans sa correspondance avec la Grèce et ses amis, et venaient aussi relever le courage de la nation. « Il était prêt à conclure un nouvel emprunt, disait-il; l'argent n'allait plus manquer; il devait débarquer avec des munitions de guerre, des secours plus précieux encore : trois mille hommes bien armés, bien commandés, levés, avec l'assentiment des trois puissances, en Suisse et en Allemagne, allaient recruter l'armée, sous sa conduite. » La joie régnait en Grèce, quand on apprenait qu'à Paris le président élu avait été bien accueilli des ministres, bien reçu par le roi. Tout le monde reprenait confiance; une vie nouvelle allait commencer, et le gouvernement national, enfin reconnu par l'Europe, ne pouvait manquer de garantir à la nation une existence qu'elle avait si chèrement payée. Il est vrai que le ministère britannique, toujours hostile à la nomination de M. Capodistrias, eut peine à laisser désarmer ses méfiances, et que le comte ne put réussir qu'à demi à calmer les inquiétudes de ce gouvernement soupçonneux. Dans le séjour assez long que le président de la Grèce fit à Londres, à Paris et en Italie, on a, par sa correspondance même, le témoignage du peu d'estime qu'il se plut dès-lors à afficher pour la nation qu'il allait gouverner. Lui seul pouvait, annonçait-il, faire cesser la piraterie et discipliner un pays barbare; il demandait qu'on le plaignît de la rude tâche qu'il allait entreprendre. Il ne cachait pas son mépris pour tous les chefs de la nation. Chez un homme politique aussi habile, cette conduite pouvait passer pour une grande faute; chez un patriote, elle mériterait un nom plus sévère.

Enfin, après bien des retards, l'ex-ministre du czar s'embarqua, mais seul, sans l'argent, sans les troupes qu'il avait promises, et sur lesquelles on comptait. Son dessein était de débarquer à Égine, siége du gouvernement; une tempête jeta hors de sa route *le Warspite* qui le portait, et, l'amenant devant Nauplie, le rendit témoin d'un fait que l'on a rapporté d'une manière fort peu exacte.

La ville de Nauplie était alors au pouvoir de trois chefs : le capitaine Théodore Grivas s'était emparé de la forteresse, appelée le Palamidi; le capitaine Jean Stratos occupait un quartier qu'il avait fortifié, et le chef du parti rouméliote, avec une quarantaine de palikares seulement, tenait plusieurs maisons. Placés entre ces trois camps, les habitans de la ville, inquiets et affamés, restaient plongés dans la plus affreuse misère. Le gouvernement expirant, jaloux de l'influence du général Colettis, attisait la discorde qui existait entre les deux capitaines, persuadant à chacun d'eux que son rival était soutenu par le général, et au peuple que, s'il mourait de faim, c'était encore à Colettis qu'il devait s'en prendre. L'avant-veille de l'arrivée fortuite du président, la populace, excitée par les deux capitaines, entoura la maison de M. Colettis en poussant des cris de mort. Le général sortit de sa maison, marcha au-de-

vant de l'émeute, et eut peu de peine à calmer sa fureur. Il profita de ce moment d'ascendant pour se rendre auprès de Stratos, lui révéla les intrigues au moyen desquelles on semait la désunion entre lui et Grivas, et, après avoir convaincu l'un et l'autre, il les fit consentir à une entrevue dont le résultat fut pacifique. On ne parla plus de bombarder la ville, et la paix était rétablie quand M. Capodistrias arriva. Le tumulte dont il avait failli être témoin fit sur son esprit la plus vive impression. Il pria M. Colettis de maintenir avec soin cette paix chancelante, et le remercia de ses efforts antérieurs; puis, assez mécontent de ce premier coup d'œil jeté dans les affaires domestiques de la Grèce, il fit voile pour Égine, où il arriva vers le milieu de janvier 1828.

A peine débarqué, il vit se presser autour de lui tous ces vaillans chefs et ces primats qui avaient présidé à la guerre de l'indépendance, et qui ne devaient leur influence sur l'esprit de la nation qu'aux sacrifices faits si souvent pour elle. Au maintien gardé par cette foule de notables accourus pour entourer, mais aussi pour connaître et étudier le chef qu'ils s'étaient volontairement donné, il eût dû comprendre quel serait son rôle nécessaire, celui d'un mandataire, et non pas celui d'un maître. On était heureux de le voir en Grèce. Les différens partis, dont la jalousie n'avait pas voulu se courber sous la loi d'un égal, se mirent avec empressement aux ordres d'un pouvoir qui ne choquait aucun amour-propre, et qui pouvait et devait employer et récompenser le patriotisme de chacun. Le président se trouvait dans une position rare pour un homme d'état: tout le monde était prêt à lui obéir.

Avant même qu'il eût quitté la frégate anglaise qui l'avait amené d'Ancône, il avouait déjà ses sympathies russes, au grand étonnement de ceux qui l'entouraient. Devant plus de soixante personnes, il affirma que ce n'était ni de la France, ni du cabinet britannique, qu'il fallait attendre des secours réels, mais seulement de la généreuse et puissante Russie; déclaration publique, imprévue, inutile, généralement désapprouvée, d'autant plus inconvenante, que, sur le bâtiment anglais, il avait été comblé d'égards pendant la traversée.

Le lendemain de son arrivée, on procéda à son installation, et, conformément à la constitution de Trézène, le nouveau président fut invité à jurer le maintien de l'indépendance hellénique. Il refusa, sous prétexte qu'il ne pouvait promettre de conserver un état de choses qui n'existait pas, et qu'il attendait l'assentiment des puissances européennes. Il repoussa de même la constitution qu'on invoquait, et exposa ses idées gouvernementales; elles étaient simples. En lui seul devait résider le pouvoir, jusqu'à la prochaine assemblée nationale qu'il promettait de réunir au mois d'avril. La chambre législative, créée par la constitution, sanctionna les résolutions anti-constitutionnelles du président, et fut dissoute. Appelé comme dernière ressource, il voulut être maître, maître absolu : il le fut.

Qu'une seule réflexion précède l'exposé de la carrière administrative du diplomate russe. L'assemblée de Trézène, qui avait fait la constitution, avait nommé M. Capodistrias à la présidence. Infirmer un des deux pouvoirs, c'était enlever toute légitimité à l'autre. M. Capodistrias se plaça dès l'abord dans

une position extra-légale, en refusant le serment de maintenir l'indépendance, qui, disait-il, n'existait pas en Grèce. Que venait-il donc y faire lui-même? Le sol sur lequel il marchait pouvait sans doute lui être ravi quelque jour par les soldats d'Ibrahim; mais, tant qu'un des défenseurs de la liberté restait debout, la patrie gardait son indépendance, et ce n'était pas à lui de le méconnaître. Un jeu de mots servit de porte à M. Capodistrias pour entrer dans l'arbitraire.

Le voilà libre de toute entrave morale. Cependant, inconnu dans le pays, ne tenant les fils de rien, il fut obligé d'appeler autour de lui, à son corps défendant, ces chefs sur lesquels il sentait bien que son autorité reposait. Il en réunit quelques-uns dans une sorte de conseil d'état, mais il ne leur accorda que voix consultative. Ce corps était divisé en trois sections de neuf membres chacune, une pour les finances, une pour l'intérieur, la troisième pour la guerre. Les présidens de chaque section étaient MM. Mavromichalis, Zaïmi, Conduriottis. *Panhellenium*, tel est le nom qu'il donna à l'ensemble. Les trois secrétaires formaient le ministère. Enfin, en dehors de cette assemblée de conseillers, se plaçait un secrétaire d'état, intermédiaire entre elle et le président, et c'est dans la personne de ce dernier que se concentrait tout le pouvoir.

Pour satisfaire aux demandes réitérées des cabinets protecteurs, M. Capodistrias s'occupa d'abord de la piraterie. Il n'y avait qu'une voix sur son inutilité et ses effroyables abus, et personne ne songea à la soutenir. M. Mavrocordato partit pour Grabousa en Candie, son principal foyer, et aussitôt elle cessa. L'Europe admira l'influence immense du président; celui-ci dut reconnaître le pouvoir personnel de son mandataire.

Cependant les troupes, qui depuis long-temps n'avaient pas touché leur solde, étaient à charge aux pays dans lesquels elles se trouvaient cantonnées. Presque entièrement composées de Rouméliotes, ces bandes étaient sur le sol du Péloponèse sans patrie et sans autre ressource que leurs armes et leurs services. On songea à les organiser de manière à pouvoir payer chefs et soldats, chacun selon son grade et en assurant les droits de l'avancement. Mais un grand obstacle s'opposait à l'exécution de ce projet; la haine des palikares pour le service régulier les remplissait de méfiance contre une organisation à laquelle peut-être on chercherait à les plier un jour. Pour obtenir l'assentiment des Rouméliotes, il fallait trouver un homme en qui ils eussent toute confiance. M. Colettis, que le président n'avait pas jugé à propos d'appeler auprès de lui, et que tout le monde lui désignait, fut enfin mandé, et reçut la mission d'organiser les Rouméliotes en chiliarchies, ou corps de mille hommes, commandés chacun par un colonel. La chiliarchie se décomposait en fractions comme nos régimens. Là s'arrêtait la similitude; le soldat conservait ses anciens rapports avec les chefs et gardait son indépendance. En un mot, la mesure qu'adoptait le gouvernement était moins militaire que fiscale. C'était ce qu'il s'agissait de persuader aux troupes. M. Colettis arriva au camp de Trézène, où l'on avait réuni quatre mille hommes. Les chefs se rendirent près de lui pour le complimenter. On causa de la guerre, du nouveau gouverne-

ment, de tout, excepté du but spécial de la mission. Le lendemain, l'envoyé du président rendit les visites qu'il avait reçues; il alla d'abord chez le général Tzavellas, un des héros de Missolonghi, un des hommes les plus considérés de l'armée. Il s'adressa au patriotisme du chef rouméliote, et il obtint de lui que, renonçant à son grade, il accepterait le commandement d'une chiliarchie avec le titre de colonel. Après un pareil exemple, quel chef eût osé se montrer récalcitrant? Ce que Tzavellas avait fait, ce que le général Colettis conseillait, tout le monde se résigna à le faire, et en huit jours cette nouvelle organisation, jugée à l'avance impraticable, était achevée. M. Colettis revint aussitôt à Égine, où il rendit compte de sa mission.

Le président s'occupait alors de divers points de politique intérieure, essayait de faire renaître l'agriculture et instituait quelques écoles primaires. MM. Ypsilantis et Church avaient été nommés au commandement des deux divisions de l'armée opérant hors du Péloponèse. On essayait péniblement d'organiser des tribunaux réguliers; les efforts pour se procurer de l'argent du dehors étaient encore plus laborieux. A peine fixé en Grèce depuis trois mois, le président se trouvait déjà en opposition avec les notabilités du pays. Les lettres qu'il écrivait en Europe continuaient cet étrange système de dépréciation de la Grèce qu'il avait adopté depuis sa nomination. Ce dénigrement ne lui suffisant pas, il voulut s'entourer d'étrangers. Au lieu de choisir ces nouveaux soutiens parmi ceux qui avaient donné au pays quelques preuves de leur attachement, il appela sa propre famille et une multitude de Corfiotes affamés, qui se précipitèrent sur les places et sur les honneurs comme une nuée de corbeaux. M. Viaro Capodistrias, son frère, et M. Gennatas, tous deux complètement inconnus en Grèce, parurent les premiers, en qualité de membres du panhellénium, l'un présidant la section de la guerre, l'autre celle de l'intérieur. Pendant ce temps, M. Mavrocordato remplissait une mission tout-à-fait subalterne à Grabousa, et M. Colettis, nommé commissaire de santé, allait organiser la quarantaine dans la petite île de Spetzia. Les chefs restés à Nauplie étaient mal vus, mal reçus. Une hauteur dédaigneuse, une sécheresse extrême de paroles et de maintien, accueillaient les observations de ces hommes, auxquels une vie libre et presque sauvage, l'habitude du commandement, avaient inspiré une fierté tout antique. Bientôt ils s'aperçurent qu'on les dédaignait et qu'on voulait qu'ils le sussent. De ce moment, tout fut dit entre eux et le président.

M. Capodistrias, qui avait déjà près de lui son frère Viaro, fit venir aussi le comte Augustin, son second frère, dont rien n'égalait la morgue, sinon sa déplorable nullité. Le comte Viaro n'avait, lui, froissé aucun amour-propre, on ne pouvait lui reprocher que le fait seul de sa venue et la haute position qu'il occupait au détriment d'un plus digne; mais la conduite prudente et réservée qu'il garda toujours devait le soustraire à l'animosité publique. Le comte Augustin dédaigna cet exemple honorable. L'excès de son opiniâtreté et de son ambition ne contribua pas peu à dépopulariser le gouvernement.

Bientôt l'assemblée nationale allait se réunir. Des griefs importans pou-

vaient faire pressentir des réclamations assez vives. M. Capodistrias, pour éviter des explications trop approfondies dont il redoutait les suites, voulut s'emparer des élections. Il prétexta la nécessité d'assurer l'indépendance des électeurs vis-à-vis des primats, et institua un scrutin secret qui devait avoir lieu en présence et sous la direction du commissaire extraordinaire de la province, magistrat revêtu de tous les pouvoirs civils. Il indiqua même à ce fonctionnaire les candidats qui devaient être écartés ou présentés.

L'armée du général Maison entra en Morée; nouvelle occasion pour le président de faire sentir aux Grecs ce que valait le chef qu'ils avaient choisi. « Sans la présence de M. Capodistrias, disaient ses partisans, le roi de France nous eût-il envoyé un seul homme? L'Angleterre, la Russie surtout, ne l'eussent pas permis. C'est lui qui sauve la patrie. Mais sachez-le bien, ces baïonnettes lui obéissent, et il peut les tourner contre ses ennemis! » Le chef du gouvernement ne voulait pas à toute force se confondre avec la nation; il voulait tenir sa puissance de l'extérieur. Après avoir repoussé les étrangers venus de l'Orient, les Grecs allaient-ils se livrer à un étranger venu du Nord? Peu de temps après l'arrivée en Grèce des troupes d'expédition françaises, les puissances envoyèrent leurs plénipotentiaires à Poros. Là commencèrent ces longs débats qui ne devaient aboutir qu'à l'ajournement d'une question, soluble alors dans un sens pacifique, mais que certains gouvernemens par cupidité et quelques autres par aveuglement ne voulaient pas terminer si tôt. La question d'Orient se présentait tout entière dans les discussions qui allaient s'ouvrir. Les Grecs, las d'une domination agonisante, avaient relevé la tête trop tôt; ils avaient engagé le fer avant l'heure.

La puissance turque penchait toutefois vers sa ruine prochaine. En admettant comme certaine sa dissolution, qui recueillerait son héritage? Les Grecs étaient bien les successeurs légitimes de leurs conquérans, successeurs peu dangereux pour le repos européen. Leurs droits sont incontestables. Aptes à posséder le sol, ils le sont également à en tirer les richesses qu'il contient; ils sont tout disposés à entrer dans le système de confédération pacifique auquel les puissances prétendent travailler depuis 1815, et dans lequel elles ont fait tant d'efforts infructueux pour attirer la Turquie. En mettant les Grecs en mesure d'entrer, à la mort du détenteur actuel, en possession de leur domaine, ce n'est pas eux seuls que l'on favorise, ils ne sont pas les seuls qui gagnent; l'Europe entière y trouve un gage de paix et de repos.

A une combinaison si naturelle, la diplomatie préfère le *statu quo* impossible qui laisse un vague espoir à l'ambition de chaque puissance. La Russie ne veut pas perdre de vue Constantinople; l'Angleterre suit la route de l'Inde par l'Egypte et la Syrie. Ces deux grandes rivales se mesurent de l'œil, et, dans l'impuissance où elles sont l'une et l'autre d'éteindre sans retour les prétentions de l'adversaire, elles se disent à demi-voix : « Partageons! » Elles savent bien que leur accord factice ne peut être durable, et qu'aussitôt le pillage achevé, lorsque le pavillon britannique touchera le drapeau russe sur la frontière, la guerre commencera; mais on n'en est pas encore arrivé là. On compte

sur les évènemens, on s'en remet au temps, de nos jours si vanté par les hommes politiques. Ingrat par impuissance, le temps n'a réalisé aucune des merveilles que l'on attendait de lui. En ajournant les grands problèmes dont on lui a laissé la solution, il ne les a pas anéantis, mais compliqués.

Les plénipotentiaires de Poros, méconnaissant à demi le caractère irrécusable de la révolution grecque, en ont fait un soulèvement causé par quelques excès du pouvoir; les patriotes hellènes ont été des rebelles heureux. Ils les traitèrent en conséquence, et proposèrent d'abord de réduire le territoire du nouvel état au Péloponèse et à quelques îles. Ainsi constituée, la Grèce devait vivre sous le protectorat des trois puissances, n'agir que sous leur approbation, et éviter, sous peine de disgrace, toute collision avec les Turcs. On rendait Candie au sultan; et la diplomatie, parfaitement satisfaite, se reposait avec orgueil sur une aussi belle conception, qui cependant mérite à peine un sérieux examen. Soumettre la destinée d'une nation aux hasards de l'alliance de trois peuples qui, demain, peuvent ou plutôt doivent s'entr'égorger, désarmer cette nation, méconnaître et l'origine de la lutte qu'elle soutient et la nature de ses droits, est-ce là résoudre une difficulté politique? Néanmoins, telle était en France l'ignorance des affaires de la Grèce, que les gens les mieux intentionnés n'ont vu dans la décision des plénipotentiaires de Poros qu'un seul vice, celui de trop restreindre les frontières; depuis, ils ont été satisfaits. Les limites ont été élargies; on les a portées jusqu'à la double chaîne de montagnes qui coupent le continent de l'est à l'ouest, entre les golfes d'Arta et de Volo.

M. Capodistrias, en attendant la réunion de l'assemblée nationale, s'occupa de l'instruction publique; mais, dans les établissemens qu'il fonda, la science était distribuée d'une main avare, et l'étude religieuse prévalait extraordinairement. On ne laissait lire, dans les écoles, que certains auteurs grecs défigurés ou tronqués. Des tribunaux furent établis, et, sous le prétexte qu'ils n'étaient que provisoires, on décida qu'une formule ajoutée au bas d'un jugement par le président en suspendrait l'exécution jusqu'au temps où des juges réguliers statueraient définitivement. Ainsi, un homme était accusé; un procès se poursuivait devant les juges; le bon droit reconnu et la sentence rendue, il suffisait de la volonté du président pour détruire l'œuvre de la justice. Peut-on concevoir rien de plus monstrueux?

A un régime provisoire la simplicité des rouages convient mieux qu'à tout autre; M. Capodistrias sembla s'attacher à entraver son gouvernement par les décisions les plus arbitraires et les plus difficilement applicables. Des attaques à la liberté de la presse découlaient inévitablement de ce système, et bientôt ce droit, dont les Hellènes usaient largement depuis 1822, fut entouré de mille obstacles, l'exercice en fut gêné par la promulgation d'ordonnances cauteleuses; enfin à de si déplorables erremens un espionnage sans exemple vint ajouter ses persécutions. M. Capodistrias se conduisait d'une manière trop imprudente envers les chefs grecs pour ne pas redouter leurs actes et même leurs pensées. A toute heure, à toute minute, des espions observaient leurs démarches et en rendaient compte. Mais à peine les personnes surveillées

aperçurent-elles le réseau dont on les enveloppait, qu'elles trompèrent l'espion, opposèrent ruse à ruse, et furent beaucoup mieux servies que le président. Un agent de la police se mettait-il en campagne, il était aussitôt reconnu, traqué, surveillé lui-même, et joué par des confrères plus habiles.

Nous avons dit que sir Richard Church et le général Démétrius Ypsilantis avaient été promus au commandement des forces grecques; cet acte de justice fut bientôt gâté : on les soumit à un chef, et quel chef? au comte Augustin, qui de sa vie n'avait vu brûler une amorce. La stupéfaction fut générale quand son frère l'eut élevé à ce poste sous le titre de lieutenant-plénipotentiaire. La première mission de ce généralissime fut d'organiser de nouvelles chiliarchies. Il ne fut pas heureux dans son essai. A peine arrivé, il vit éclater la rébellion du chiliarque Hadji-Petro, rébellion qui, malgré le mécontentement à peu près général, fut cependant désapprouvée par tous les bons esprits, tant on voulait la paix, tant on soupirait après la légalité. D'ailleurs une occasion se présentait de faire entendre des plaintes. L'assemblée nationale venait d'être convoquée à Argos; c'était la quatrième fois qu'elle se trouvait réunie depuis 1821.

Les tentatives du président pour dominer les élections n'avaient pas eu grand succès; le parti de l'opposition était plus fort qu'on ne l'aurait souhaité. M. Capodistrias avait réussi, il est vrai, à se faire nommer député par plusieurs conseils municipaux, honneur qu'il avait dû refuser; il voyait aussi siéger, en nombre assez notable, les partisans dévoués dont il avait assuré à grand'peine l'entrée dans la chambre. Néanmoins il trouvait dans une imposante partie de l'assemblée une hostilité inquiétante, et la réprobation complète des actes qui avaient signalé son gouvernement depuis le mois de janvier 1828 : on était au mois de juillet 1829. Pour détourner l'orage, il s'aboucha avec le coryphée de l'opposition et lui dit : « Vous blâmez, je le sais, la marche que j'ai cru devoir suivre; vous vous préparez à m'attaquer, mais, avant de le faire, examinez bien notre position. Que vous, constitutionnels, vous réussissiez à me renverser, les cabinets vous abandonneront, et les troupes françaises seront rappelées; si, au contraire, je l'emporte, les libéraux européens cesseront de s'intéresser à la Grèce, et leur argent et leurs déclamations, souvent utiles, manqueront désormais au pays. Pour éviter l'un ou l'autre de ces malheurs, attendons, avant d'entamer des discussions si dangereuses, que notre position se soit améliorée, et rejetons toute explication dans l'avenir. »

L'argumentation de M. Capodistrias était sans réplique. L'opposition baissa la tête et se tut; les amis du président proclamèrent hautement leur victoire, et déclarèrent que le gouvernement était adoré de la Grèce. Après le triomphe vinrent les avantages réels; le panhellénium, cependant si commode, fut dissous, et par le décret du 22 juillet (vieux style) 1829, on créa un sénat de vingt-sept membres, dont vingt-un devaient être pris sur une liste de soixante-trois candidats présentés par la docile assemblée. Les six autres étaient abandonnés au choix du président, qui pouvait en outre remplacer à son gré les

morts et les démissionnaires. Les articles 5, 6 et 7 bâillonnèrent ce sénat, qui ne conservait voix délibérative qu'en matière de finances, M. Capodistrias n'osant pas, pour le moment, lui enlever cette dernière liberté. Le reste du décret consacra l'omnipotence du chef du gouvernement.

Le sénat installé, la nation ressentit le plus vif étonnement de n'y voir ni Conduriottis, ni Colettis, ni Mavrocordato, ni Zaïmi, ni tant d'autres qui avaient jusque-là dirigé les affaires. L'illusion que conservait peut-être encore la masse du peuple sur les intentions du président, se dissipait rapidement. Cependant on se méprit sur l'éloignement de M. Mavrocordato; sa scission avec le pouvoir était plus profonde qu'on ne le supposait. C'était lui qui, appelé au sénat, avait refusé d'en faire partie, brisant tout rapport avec un chef qu'il avait contribué à élever. La plupart des notabilités l'imitèrent; un petit nombre seulement, et spécialement M. Colettis, se retrancha dans une opposition légale, et pour ainsi dire silencieuse, attendant les évènemens pour agir, et repoussant les propositions d'amis plus impatiens qui voulaient appeler la force à décider sur leurs droits. Si M. Capodistrias eût ouvert les yeux en ce moment, sa position n'était pas désespérée encore. En écoutant les avis de patriotes éclairés, il aurait pu, sinon ramener, du moins ne pas craindre M. Mavrocordato et ses amis; mais, loin de se jeter dans cette voie, il s'enfonça tous les jours davantage dans son système d'isolement et d'arbitraire.

Malgré les protestations de dévouement qu'il prodiguait à l'Angleterre et à la France, il se montrait beaucoup plus porté à user de la protection de la Russie. L'élévation des droits d'importation portée à 10 pour 100 avait vivement mécontenté le commerce anglais, accoutumé à ne payer que 2 pour 100, et n'avait procuré aucun avantage à la nation, encore trop peu avancée en industrie pour profiter de ce bénéfice. Il ne consultait guère la France que pour lui demander des secours d'argent, et le ministre du czar était en toute occasion le conseiller confidentiel pour lequel il témoignait le plus de déférence. Par réciprocité sans doute, cet agent approuvait volontiers ce que faisait le président, et il se plaisait à répéter qu'il n'était en Grèce que pour le soutenir, et que, si l'occasion le requérait, il ne lui manquerait pas. Les résidens de France et d'Angleterre tenaient officiellement le même langage, dans des intentions certainement plus droites; mais, rentrés dans la vie privée, ils ne pensaient pas autrement que tous les étrangers venus en Grèce, que les officiers même des escadres et de l'armée d'occupation, qui ne partagaient point l'enthousiasme russe pour M. Capodistrias. Il est assez probable que le président de la Grèce conserva ses premières affections pour le gouvernement qu'il avait servi avec tant de succès; il n'est même pas impossible qu'il soit resté fidèle aux instructions du czar. Néanmoins la Russie ne jouissait en Grèce d'aucun avantage particulier. L'armée grecque ne comptait pas d'officiers russes, aucune branche de l'administration ne s'était recrutée d'individus de cette nation. Les relations fréquentes et intimes qui existaient entre M. Capodistrias et M. de Ruckmann, voilà les seules traces de connivence russe qui puissent être signalées à dater de l'arrivée du président en Grèce.

Il y a des allégations que nulle autorité sans réplique ne soutient, mais auxquelles l'examen des faits qui les entourent et les font naître donne un grand caractère de vérité. Aucune pièce écrite et signée ne prouve matériellement que Wallenstein ait aspiré à la couronne de Bohême, et cependant personne ne doute de ce fait. Les démarches, les inconséquences même de l'ambitieux général de l'empire déchirent le voile mystérieux que des faits patens ne sont pas venus soulever. Ainsi, M. Capodistrias, dévoué à la Russie pendant la première partie de sa vie, et agissant évidemment dans ces vues pendant tout le temps que l'hétairie mit à enfanter la révolution, et même jusqu'au jour où il est nommé au gouvernement des Hellènes, peut passer pour être demeuré fidèle à cette puissance. Cependant cette hypothèse laisse quelques doutes; il n'attire pas les Russes dans le pays; il se sert d'eux, mais uniquement pour se soutenir, lui et les siens; il confie les places à des étrangers, qui viennent de chez lui et qui sont à lui; il élève ses deux frères aux plus importantes fonctions de l'état, l'un commandant l'armée, l'autre chargé de rendre la justice. Dès l'abord, il humilie et repousse loin du pouvoir les chefs dont il devine l'influence. Il cherche à les rejeter en dehors de tout rôle politique, en leur confiant des missions inférieures; il flatte les passions populaires, et, tout en concentrant dans ses mains un pouvoir usurpé, il cherche à garder les façons d'un père du peuple.

A l'extérieur, il calomnie la nation et veut qu'on la soumette à un joug de fer; il traite d'intrigans tous ceux qui se plaignent, et se plaint lui-même plus haut qu'eux, afin de justifier la conduite violente qu'il ne cesse de tenir, et à laquelle il se prétend forcé. En s'appuyant sur la Russie, il lui fait entrevoir ce que tout le monde suppose; il la confirme dans cette opinion, et, sous l'égide du czar aveuglé, il continue son œuvre, sans rien craindre de la France ni de l'Angleterre. Bien loin de là : il se félicite, en accordant une préférence, d'avoir créé une rivalité; car, du jour où la Russie verra clair dans ses projets, il jettera loin de lui son pouvoir temporaire pour saisir l'autorité absolue, ou il réclamera l'appui des deux puissances; il excitera leur colère en dévoilant les ténébreux desseins de la cour de Saint-Pétersbourg, et, sûr désormais de leur protection, il ne pourra que profiter de leurs rancunes. En un mot, M. Capodistrias aurait-il trompé la Russie et travaillé pour lui-même? Je le répète, les preuves matérielles manquent à qui veut l'affirmer; examinons cependant les faits qui peuvent justifier cette hypothèse.

Le protocole de la conférence de Londres, du 3 février 1830, vint compliquer la situation de la Grèce, par l'opposition sourde, mais ferme, que M. Capodistrias fit à l'arrivée du prince Léopold de Saxe-Cobourg, roi des Hellènes. La nation accueillit cette nomination avec enthousiasme. De toutes parts, on s'empressa de signer des adresses au nouveau chef; on était las du régime provisoire, et l'on espérait que le prince adopterait un système plus conforme à l'esprit national. Mais le président avait résolu de rendre impossible une volonté pour laquelle il se déclarait plein de respect.

En donnant au sénat communication de la note des trois puissances, il eut

soin de faire ressortir les désavantages évidens de la nouvelle délimitation du territoire; il s'arma avec adresse de l'unanimité des sentimens à ce sujet, et fit envoyer une protestation, formelle sur ce point, au prince Léopold, de sorte que le nouveau souverain, qui s'attendait à une adresse de félicitations, reçut, au contraire, un témoignage imposant du mécontentement public, manifestation peu faite pour lui rendre agréable la couronne qu'on lui offrait. Embarrassé sur la manière dont il devait agir, il crut ne pouvoir mieux faire que de s'adresser à M. Capodistrias, qu'il avait connu dans d'autres temps, et il lui demanda ses conseils. Le président s'empressa, bien entendu, de lui présenter le tableau le plus triste et le plus rembruni de la situation et du pays. Il lui confia toutes les intrigues de ce qu'il nommait les oligarques; il lui dénonça ces hommes comme des misérables habitués à l'emploi des moyens les plus déshonorans pour s'enrichir et pour dominer; enfin il exagéra beaucoup l'importance du débat relatif aux frontières, débat qui pouvait être et qui en effet fut ensuite terminé à l'amiable.

Le prince Léopold renonça sans hésiter à un trône si dangereux. Si du moins les adresses que signait le peuple de tous côtés avaient protesté contre les assertions de M. Capodistrias! Mais toutes les mesures avaient été bien prises, et, sous le prétexte que de telles pièces ne pouvaient avoir cours sans être revêtues d'un caractère légal, cette manifestation de l'opinion publique fut supprimée. A ces adresses on substitua des formules qui témoignaient de la confiance et de l'amour dont les Hellènes entouraient le président, et ces pièces, envoyées à la conférence de Poros, furent un nouveau texte contre les primats, qui, disait-on, cherchaient à détruire les excellentes dispositions du peuple. Les plénipotentiaires, en plaçant sous les yeux de leurs cours de pareils documens, furent trompés ou fermèrent les yeux; on ne croit pas qu'ils aient accordé la moindre attention aux réclamations imposantes, bien que pacifiques encore, d'hommes tels que Mavrocordato, Miaulis, Tricoupi et Church. Au reste, un décret venait de payer les services de Church en l'exilant de la Grèce.

L'abdication du prince Léopold mit fin à la longue patience des patriotes. Ils se réunirent, se communiquèrent leurs griefs, et se concertèrent sur les moyens de briser un si dur esclavage. M. Mavrocordato penchait pour l'emploi des mesures violentes, M. Colettis n'acceptait qu'une résistance légale et conseillait d'attendre le futur congrès. La révolution de juillet éclata, et son contre-coup termina toutes les hésitations. Les chefs, se retirant à Hydra, donnèrent le signal d'une résistance ouverte au gouvernement de M. Capodistrias : M. Colettis resta seul à Nauplie.

Un journal, représentant l'opinion des dissidens, fut fondé dans cette ville par M. Antoniadis, sous le titre de *l'Aurore*. Cette feuille hebdomadaire, arrivée à sa huitième livraison, fut brusquement supprimée, et le rédacteur emprisonné. Un autre dissident, M. Polyzoïdès, annonça un second journal qui devait porter le nom d'*Apollon*. A peine le prospectus avait-il paru, que M. Axiotis, gouverneur civil de Nauplie, se rendit chez M. Polyzoïdès, et l'invita à ne pas aller plus loin, par égard, disait le magistrat, pour les sus-

ceptibilités des trois puissances, qui pourraient s'en trouver blessées. On avait beaucoup abusé de cet épouvantail, qui avait perdu son prestige. M. Polyzoïdès resta ferme dans sa résolution. La veille de l'apparition du premier numéro, des agens de police se présentèrent à la maison du propriétaire, saisirent les presses et les exemplaires déjà imprimés et les emportèrent. M. Polyzoïdès s'adressa au sénat; le sénat resta muet.

La nuit suivante, M. Pierre Mavromichalis, ancien bey de Maïna, l'un des chefs les plus illustres de la Grèce, vieillard vénérable qui avait vu décimer sa famille sur les champs de bataille, fut réduit à sortir clandestinement de Nauplie, où, sans accusation comme sans motifs, on le tenait sous le coup d'une surveillance qui dégénérait en détention; il se retira d'abord à Zante, puis il partit pour Limeni, où s'était organisée une commission constitutionnelle, sous la présidence d'un de ses neveux, M. Élie Mavromichalis. M. Capodistrias, en apprenant cette retraite, adressa au sénat un message qui, plein d'accusations vagues contre la famille du fugitif, n'articulait guère de charges positives; en revanche, il s'empressa d'envoyer une note aux résidens des trois puissances pour leur peindre l'état cruel dans lequel allait tomber la Grèce, si on ne lui donnait pas les moyens d'anéantir les espérances des factieux; puis il écrivit à sir Frédéric Adams pour demander la punition du capitaine ionien qui avait favorisé ce qu'il appelait assez plaisamment *la désertion* du sénateur Mavromichalis.

Ce dernier, arrêté à Catacolo, fut aussitôt transféré à Nauplie et enfermé dans le Palamidi, sans qu'on prît autrement la peine de lui faire connaître son crime. Hydra leva ouvertement l'étendard de la révolte; désormais cette île n'aura plus de rapports avec le gouvernement de M. Capodistrias. Les mécontens qui y affluèrent de toutes parts demandèrent à grands cris la convocation d'une assemblée nationale et le retour à cette constitution de Trézène d'où émanaient les pouvoirs du gouvernement qui l'avait si lestement abrogée. M. Polyzoïdès quitte Nauplie, arrive avec ses presses à Hydra, et le premier numéro de *l'Apollon* voit enfin le jour. Les partisans de M. Capodistrias jettent aussitôt feu et flamme contre le journal, le rédacteur et les lecteurs. Pas d'invectives qu'on ne leur prodigue; mais elles ne neutralisent point la puissante influence que *l'Apollon* exerce sur les esprits. On se décide alors à formuler une loi contre la liberté de la presse, et on établit que tout journal politique ne sera publié que moyennant un cautionnement de 4,000 francs. Cette mesure était tardive et illusoire; Hydra se trouvait en rébellion ouverte. Le gouvernement, furieux des attaques de *l'Apollon*, parle d'enlever l'imprimerie par un coup de main. Les Hydriotes se tiennent sur leurs gardes, et cette boutade presque enfantine n'a d'autre effet que de donner le spectacle bizarre d'une presse gardée nuit et jour par soixante marins armés jusqu'aux dents.

L'opposition, désormais constituée, et dont l'ardeur était extrême, refusait au président toute légitimité, l'interrogeant et le jugeant au nom de la constitution. Retranchée dans Hydra contre les ruses de la police, elle entretenait une correspondance active et menaçante avec les patriotes restés sur le terri-

toire continental, et surtout avec la commission constitutionnelle de Limeni. Le président, espérant réduire cette partie des insurgés, était allé lui-même dans le Maïna et n'avait pas eu lieu de se féliciter de ce voyage. Partout où la rébellion n'était pas flagrante, les esprits étaient si irrités, qu'on devait s'attendre aux plus funestes collisions. M. Capodistrias revint donc à Nauplie, probablement assez inquiet, et traînant à sa suite le colonel Constantin Mavromichalis, qu'il ramenait pour le mettre sous la surveillance immédiate de sa police.

Plusieurs fois des troubles avaient éclaté à Égine et sur d'autres points. Entre les soulèvemens les plus remarquables, on peut mentionner celui du corps commandé par Tzami-Caratassos, qui était cantonné à Éleusis. Le gouvernement envoya des troupes nombreuses, appuyées par de la cavalerie et de l'artillerie. La victoire resta aux gros bataillons, commandés par M. Augustin Capodistrias. Alors arriva en Grèce un numéro du journal anglais *le Globe,* dont un long article, dirigé contre M. Capodistrias, l'accusait d'attendre le résultat de négociations entamées entre la Porte et la Russie, pour se faire déclarer souverain du Péloponèse, érigé en hospodarat vassal. A cette nouvelle, qui ne parut ni improbable ni controuvée à personne, on jeta les hauts cris; le gouvernement, ordinairement si dédaigneux et si insouciant des réclamations populaires, se crut obligé de faire démentir les assertions du *Globe* par son organe officiel; mais ce démenti fut articulé avec embarras, et tout le monde sut ce qu'il valait.

Les troubles devenaient chaque jour plus alarmans, et les plénipotentiaires de Poros jugèrent enfin convenable d'en rechercher les causes. Ils se firent autoriser par le président à s'entendre avec les délégués que les Hydriotes proposaient de leur envoyer, et l'on vit débarquer à Nauplie une députation composée de MM. George Conduriottis, Miaulis, Jean Boudouris et Mavrocordato. Après quelques débats, relatifs aux indemnités de guerre réclamées par les insulaires pour la perte de leur commerce, on attaqua le fond de la question; le rétablissement de la constitution de Trézène, la convocation immédiate de l'assemblée nationale, furent solennellement demandés. Comme on devait s'y attendre, le président repoussa ces propositions avec hauteur; il refusa de céder à des rebelles et donna pour raison concluante que les travaux de la conférence de Londres ne pouvaient qu'être fort compliqués par une accession aux volontés des mécontens. Cette preuve d'égards pour les illustres diplomates réunis dans la capitale du royaume-uni réussit-elle à émouvoir leurs délégués de Poros? On ne sait; mais les députés hydriotes se retirèrent exaspérés, et tout rapport fut rompu entre eux et le gouvernement. La Grèce, trop étendue sans doute, formait dès-lors deux pays. Une commission municipale s'organisa, et une circulaire invita en son nom les provinces à envoyer à Hydra des mandataires pour ne pas retarder plus long-temps l'ouverture de l'assemblée nationale.

Peu de jours après, le secrétaire des affaires étrangères et de la marine marchande donna sa démission, et sortit de Nauplie. Le même jour, le secrétaire

du sénat fut destitué pour crime de correspondance avec Hydra. Les défections se multipliaient. Des mesures de rigueur parurent nécessaires; plusieurs personnes furent exilées. Mais, comme on était à bout de ressources, il fallut bien en venir au point redouté, et l'assemblée nationale fut convoquée pour le mois d'octobre. On était en juillet 1831, et le résultat des longues réflexions de la conférence de Londres allait bientôt être connu. Le provisoire était donc près de finir, et M. Capodistrias voyait avec douleur s'ouvrir devant lui un avenir qui allait probablement l'annuler. Pour se venger de ceux qui appelaient ce résultat de tous leurs vœux, il fit répandre le bruit que sa flotte, réunie à Poros, allait, avant peu, paraître devant Hydra.

Les insulaires ne lui laissèrent pas le temps d'agir, si réellement il en avait l'intention. L'amiral Miaulis, à la tête de deux cents marins, arrive de nuit, entoure les vaisseaux du gouvernement, et s'en empare avec ses barques. Grand est l'embarras de M. Capodistrias, bien grand aussi celui des commandans français et anglais. L'amiral russe conseilla l'emploi de la force; le capitaine Lyons refusa positivement son concours, et le capitaine Lalande répondit au colonel Callergis, envoyé par le président, qu'enfant de 93, il se ferait plutôt hacher que de tirer sur des constitutionnels. C'est que la question était bien réellement là, et qu'en hésitant à se faire les instrumens du pouvoir, les deux officiers comprenaient qu'ils étaient venus, non pour servir l'ambition d'un homme, mais pour garantir la liberté d'un peuple. En attendant que l'affaire se résolût, on ne négligea pas les notes officielles; le résident russe blâma la conduite de Miaulis avec beaucoup de rudesse et de hauteur; ses deux collègues se mirent nécessairement à sa remorque, mais tous deux ne cachèrent pas, dans l'intimité, ce que leur caractère d'hommes publics leur interdisait de proclamer, l'éloignement que leur inspiraient M. Capodistrias et sa cause.

Cependant l'amiral hydriote et ses marins tenaient la flotte en leur pouvoir. Le président, se voyant privé du secours matériel des commandans français et anglais, dissimula fort peu sa mauvaise humeur, et fit faire à ses ennemis des sommations de se retirer; elles restèrent complètement stériles. Les capitaines Lyons et Lalande, las de jouer le rôle difficile d'observateurs dans cette malheureuse affaire, quittèrent soudainement Poros et se retirèrent à Nauplie; mais l'amiral russe, M. Ricord, resta: les évènemens se précipitèrent.

Tout à coup les protestations pacifiques de M. Capodistrias cessent; M. Callergis signifie au chef hydriote que, s'il ne se retire pas, on l'empêchera de recevoir des vivres. En même temps des troupes sont dirigées sur Poros: de toutes parts arrivent des renforts; Miaulis, cramponné à sa proie avec deux cents hommes, répond à M. Ricord, qui transmet les menaces dont il doit être l'exécuteur, que, si le lendemain passage n'est pas livré aux Poréotes partant pour Hydra, il tirera sur la flotte russe. Quelques instans sont à peine écoulés, qu'à l'entrée de la rade paraît une goëlette chargée de vivres; le brick russe *le Télémaque* et le lougre *le Chirokin* s'avancent pour barrer le passage; aussitôt le combat s'engage entre les deux vaisseaux et la goëlette, que vient

soutenir une simple corvette montée par Miaulis : fortement maltraités, les Russes se retirent; la goëlette mouille sous le fort de Poros.

Les troupes du président n'avaient pas été plus heureuses que leurs alliés dans la tentative qu'à la faveur du combat naval elles avaient faite contre la ville : une fusillade bien nourrie les avait bientôt forcées de s'éloigner; mais tout n'était pas fini. Les Russes revinrent plus nombreux; toute leur flotte, soutenue par deux corvettes du gouvernement grec, engagea le combat. Ils triomphèrent : victoire plus funeste qu'une défaite. La goëlette qui avait causé le premier engagement sauta; la corvette de Miaulis fut désemparée, le fort de Poros mis en cendres, et le vieux amiral grec, voyant ses deux cents hommes décimés, poussé au désespoir, ne voulant se rendre ni au président, ni aux Russes, fit sauter la frégate *l'Hellas* et tous les bâtimens dont il s'était emparé; puis, faisant monter son équipage sur quelques chaloupes, il s'échappa. Les Russes étaient les maîtres; mais, peu consolés par le succès, ils se répandaient en menaces, et ne parlaient de rien moins que d'aller saccager Hydra. MM. Viaro Capodistrias et Gennatas ne voulurent pas être témoins de la catastrophe qui paraissait si prochaine; ils s'embarquèrent et retournèrent à Corfou. Le président fit décréter de haute trahison les principaux habitans de l'île rebelle, qui fut en outre déclarée en état de blocus.

Qu'étaient devenus ce bon accord, cette union de toutes les volontés qui avaient si miraculeusement soutenu les premiers pas de M. Capodistrias dans le gouvernement du pays? La guerre civile recommençait son horrible tragédie : de tous côtés, le désordre et le pillage; les troupes françaises qui occupaient encore la Morée, ne croyant pas devoir rester spectatrices impassibles des massacres, cherchèrent à s'interposer entre les partis. Mais, comme leurs représentations étaient toutes pacifiques, qu'elles ne tiraient pas le sabre pour soutenir le pouvoir, M. Capodistrias se récria. De peur d'augmenter le trouble, elles restèrent donc dès-lors complètement passives, et se contentèrent d'empêcher que le mal ne se fît trop près d'elles. La conduite de l'amiral russe était bien différente. Il parcourait les mers de la Grèce avec son escadre, poursuivant les bâtimens hydriotes, cherchant à venger un peu son déplorable triomphe de Poros, et se mêlant directement dans un débat où il n'aurait dû paraître qu'en pacificateur.

On était en septembre; dès les premiers jours de ce mois, le président perdit encore le dernier des chefs grecs qui n'eût pas brisé avec lui. La conversation qu'ils eurent ensemble dura deux heures; vive, emportée comme une explication dernière, elle ne tourna pas à l'avantage de M. Capodistrias. Son interlocuteur l'accabla de reproches : « Vous voilà, lui dit-il, arrivé au fond de l'abîme; les conseils les plus désintéressés, vous les avez méconnus; les vrais amis du pays ont été, par vous, découragés, dégoûtés, éloignés, révoltés. Pour moi, qui jusqu'ici ne vous avais point abandonné, mais qui ne veux pas vous suivre vers le but où vous tendez, je vous quitte; allez seul! » Un moment, M. Capodistrias, reculant toujours devant son partner, fut obligé de rester acculé dans un coin de l'appartement, et de l'écouter sans mot dire.

M. Pierre Mavromichalis, au mépris de toute justice, était toujours écroué au Palamidi. Les Français mécontens, les Anglais dans une défiance sombre, les Russes triomphans, voilà l'état des choses. M. Capodistrias cherchait à ajourner la réunion des députés, réunion qu'il avait si solennellement promise.

Cependant MM. Constantin et George Mavromichalis, l'un frère, l'autre fils du prisonnier du Palamidi, étaient confinés sans jugement dans l'enceinte de Nauplie, et gardés par deux soldats qui avaient mission de ne les jamais perdre de vue et de les accompagner partout. Les deux suspects pouvaient, et par l'importance de leur famille, et par leur conduite personnelle pendant la guerre, être comptés au nombre des personnages les plus remarquables du pays. M. George Mavromichalis surtout, à peine âge de trente-deux ans, nouvellement marié, était renommé pour sa beauté, son brillant courage, l'ardeur de son patriotisme, et l'élégance achevée de ses mœurs. Comme tous les Grecs, l'imitation des modèles antiques était l'idéal qu'il poursuivait. Profondément touché des malheurs de sa patrie et de la persécution de sa famille, indigné de voir son vieux père, chargé de gloire, l'être aussi d'ignominie, le souvenir d'Harmodius s'empara de sa pensée; il proposa à son oncle d'assassiner le président.

Le premier point était de gagner leurs gardes, ce qui ne fut pas difficile; c'étaient deux soldats, nommés l'un Jean Caraïannis, l'autre André Géorgi, que, par une incurie inexcusable, on avait laissés auprès d'eux depuis quarante jours, au lieu de les changer fréquemment, suivant la règle. Un homme de confiance de la famille Mavromichalis acheta des pistolets, et l'on se tint prêt. Mais le bruit se répandit que l'ancien prince de Maïna allait être élargi. L'amiral russe lui-même avait senti l'odieux de cette détention prolongée. Dans une expédition vers les parages de Liméni, il avait reçu à son bord la femme du prisonnier, et il s'était engagé à intercéder en sa faveur. A peine arrivé à Nauplie, il tint parole, fit de vives remontrances à M. Capodistrias, et finit par obtenir que M. Mavromichalis serait présenté au président le 7 septembre suivant, puis mis en liberté. Malheureusement un article du journal anglais *le Courrier,* qui s'exprimait avec véhémence sur les affaires de la Grèce, parvint le même jour à M. Capodistrias, qui, outré de colère et s'emparant du premier prétexte qui se présenta pour laisser éclater son ressentiment, refusa positivement de délivrer M. Mavromichalis. M. Ricord ne voulut pas décourager son protégé, et, à la première entrevue qu'il eut avec lui (car on lui permettait de le faire venir sous escorte à bord de sa frégate), il l'engagea à prendre patience pendant quelques jours encore. C'était le 6 septembre; le vieux prince de Maïna quitta le vaisseau russe avec beaucoup de tristesse, et, en traversant les rues de Nauplie, il pria ses gardiens de le laisser passer sous les fenêtres de son fils et de son frère, afin qu'il pût au moins leur adresser quelques mots avant de rentrer dans sa prison. Cette demande fut accordée. Il s'arrêta dans la rue, et, levant les yeux vers la croisée, il s'écria : « Adieu, mes enfans! »

A cette voix, le fils s'élança en disant à son oncle : « C'est le vieillard! » Ils

avancèrent la tête et le virent pâle, amaigri par neuf mois de captivité, élevant son triste visage vers eux. Ils lui dirent : « Comment êtes-vous? » Il leur répondit d'un air accablé : « Vous le voyez. » Sans le laisser parler davantage, les soldats le forcèrent de continuer son chemin.

C'en fut assez. George Mavromichalis suivit long-temps des yeux son père, et le lendemain, se levant dès l'aurore avec son oncle, ils allèrent à l'église Saint-Spiridion, où le président avait coutume d'entendre la messe. En entrant, Constantin s'appuya contre un des piliers de la porte à droite. George alla embrasser l'image de la Vierge, puis revint se mettre à côté de son oncle; leurs deux gardes se tenaient derrière eux. George était couvert d'une cape noire; Constantin était enveloppé dans un grand manteau blanc, et de la main droite tenait la crosse d'un de ses pistolets.

Au bout de quelques minutes, un léger mouvement se fit dans l'assistance. Un bedeau traversa l'église pour avertir le prêtre de monter à l'autel, et le président parut au bout de la ruelle qui faisait face à la porte. Il s'avançait rapidement, suivi à quelques pas de ses deux gardes ordinaires, Dimitri et George, surnommé *le manchot,* Candiote. Il aperçoit les Mavromichalis, hésite, se tourne vers la maison habitée par un de ses familiers, puis il se remet et s'avance vers l'église. Constantin et George le saluent en portant la main à leurs bonnets. Il ôte son chapeau; Constantin l'ajuste au front, le coup part; M. Capodistrias chancelle, atteint de deux balles; George se jette sur lui et le frappe de son poignard dans le côté. Jean Caraïannis fait feu, mais la balle va s'enfoncer dans le portail. Des cris affreux éclatent dans toutes les parties de l'église; les deux gardes du président s'élancent vers leur maître; George le manchot soutient son corps sur son bras unique et le dépose doucement à terre. Dimitri se précipite sur les pas de Constantin qui fuyait vers une montée rapide située en face de l'église; d'un coup de pistolet, il le blesse à l'épaule, mais pas assez grièvement pour le faire tomber; un coup de feu tiré alors d'une croisée par Fotomara, Souliote, abat Constantin, blessé mortellement. La populace, ameutée par les cris de George le manchot, regarde avec stupeur le blessé, qu'un piquet de cinq soldats transporte au corps de garde, et qui expire en arrivant.

Son neveu avait suivi une route différente; manqué deux fois par Dimitri, il se jeta dans une maison appartenant à un lieutenant-colonel du génie, et attenante à l'hôtel du résident de France. Il eut un instant l'idée de s'y barricader; mais bientôt il changea de résolution, et, sautant par-dessus un mur, il demanda asile à M. le baron Rouen. Sa requête fut accueillie, et, en entrant dans le salon du résident, il détacha son pistolet, le porta à ses lèvres, et le remit au général Gérard, en disant : « Je le confie à l'honneur de la France. »

Cependant le plus grand tumulte régnait dans la ville; on fermait les portes et les boutiques; on se préparait comme pour soutenir un siége, et la populace excitée menaçait d'égorger tous ceux qu'il plairait aux meneurs de désigner comme fauteurs de l'assassinat du président. Les partisans de M. Ca-

podistrias s'écriaient qu'une société d'Hercule, dont on venait de découvrir l'existence, s'était formée à Paris, qu'elle avait pour but de reprendre l'œuvre des hétairistes, et que l'assassinat venait d'elle. On désignait les membres de ce corps prétendu de meurtriers; on voulait des arrêts de mort et des proscriptions. Au milieu de ce désordre, M. Colettis fit prendre les armes aux gens de sa maison, et, suivi de vingt-quatre palikares, se rendit au sénat; il y trouva le président, pleurant à chaudes larmes la mort de son maître. M. Colettis lui fit observer que ce n'était pas le moment de se désoler, et qu'il fallait, au contraire, conserver tout son sang-froid pour faire tête à l'orage, maintenir l'ordre, et empêcher de nouveaux malheurs. Il proposa donc de réunir immédiatement le sénat; le président lui répondit que nul sénateur ne voulait sortir de chez lui sans gardes. A l'instant, on leur envoya, à l'un deux, à l'autre quatre des soldats du général; et, les ayant ainsi rassemblés peu à peu, on nomma, vu l'urgence, une commission de gouvernement, composée de MM. Augustin Capodistrias, Colocotronis et Colettis. C'était tout ce qu'il était possible de faire dans un pareil moment et dans un pareil lieu; et, une fois ce pouvoir suprême organisé, on prit des mesures actives pour maintenir le bon ordre.

George Mavromichalis restait renfermé dans l'hôtel du résident de France, et, malgré les cris des égorgeurs, M. Rouen n'avait pas voulu consentir à le livrer; mais lorsqu'on vint le réclamer au nom de la commission administrative, les portes s'ouvrirent. M. le colonel Pélion donna le bras au jeune homme; les soldats du corps régulier l'entourèrent, et il fut transféré paisiblement au Palamidi.

Les faits étaient trop patens pour donner lieu à de longs débats; le conseil de guerre permanent des troupes légères du Péloponèse, séant sur les glacis de la citadelle, condamna George Mavromichalis, Jean Caraïannis et André Géorgi à être fusillés. Le jugement fut confirmé dans les vingt-quatre heures par le conseil de révision, et le lendemain, 10 octobre (vieux style), Mavromichalis fut amené sous un platane isolé, entre le bord de la mer et la porte de la ville, où la sentence devait être exécutée. Une population immense, tous les étrangers, officiers et autres qui se trouvaient à Nauplie, couvraient la plaine et les escarpemens au sommet desquels est construite la forteresse. L'infanterie régulière et un escadron de cavalerie, rangés en bataille sur les routes qui mènent à Épidaure et à Argos, étaient chargés de maintenir l'ordre.

Le bey de Maïna, des fenêtres de son cachot, regardait cette scène lugubre.

George s'avança d'un pas ferme, vêtu d'un brillant costume. Arrivé, il détacha le cachemire qui lui servait de ceinture, et, le remettant à son confesseur, il le chargea de le porter, comme souvenir, à sa jeune femme, à qui il avait déjà fait dire, au moment de son arrestation, de choisir un beau mari pour le remplacer. Alors, élevant la voix et se tournant vers le peuple, il s'écria : « Mes frères, union et concorde! » Il tourna ensuite ses regards vers la citadelle, aperçut son père, se mit à genoux pour recevoir sa bénédiction, et lui fit un signe d'adieu; puis, commandant le feu lui-même, il tomba.

Ici se termine l'histoire de M. Capodistrias; six mois de perturbations et de malheurs suivirent et couronnèrent son gouvernement. Nulle trace de son passage n'était restée sur le sol de la Grèce.

Diplomate plein de mérite, le comte montra, au début de sa carrière, une grande habileté à conduire des affaires difficiles, un grand tact pour se concilier la bienveillance de ceux qui l'approchaient. Dans l'intimité, on l'aimait; son esprit fin, sa profonde connaissance du monde et des mille détails qui colorent et expliquent la vie des hautes classes à notre époque, rendaient sa conversation très intéressante et assuraient sa supériorité dans les salons diplomatiques. Une teinte de mysticité imprégnait son langage, sans que sa raison, disent quelques personnes, l'eût réellement adoptée. Lorsqu'il fut à la tête d'un gouvernement, et que, passant de la théorie à la pratique, son occupation ne fut plus de manier des protocoles, mais des intérêts vivans et présens, l'homme habile disparut. Il sembla prendre à tâche de heurter sans nécessité les sentimens de sa nation. A un peuple joyeux, moqueur, ami de l'indépendance, il voulut imposer les assimilations et les classifications qu'il avait admirées dans le Nord. A l'aide de ses projets, et toujours le nom du Très Haut à la bouche, il ne sut employer que la violence. Avant de s'être assuré que les notabilités grecques ne pouvaient être gagnées, il les éloigna. Il voulut flatter l'esprit des classes inférieures et oublia que les blesser dans leur respect pour les gloires de la révolution était le pire des moyens. Inébranlable dans son système, il mériterait par cela seul des éloges, si ce système eût été rationnel et ne se fût pas appuyé sur les forces insuffisantes de sa famille. Enfin, honorable comme homme privé, intègre, d'un talent reconnu, une fois sorti de l'atmosphère des salons et des bureaux, au grand air du commandement véritable, il a mérité l'oubli plutôt que la haine.

Sa physionomie d'homme d'état est difficile à dessiner nettement, car tous les résultats de sa carrière sont peu saillans; il est difficile de déterminer avec précision la part qui lui revient dans les transactions politiques de son époque; les faits de sa vie administrative n'ont pas eu le temps de se manifester. Le président de la Grèce a été porté aux nues par ses amis particuliers, par les créatures qu'il s'était attachées en Grèce, et surtout par les partisans de la Russie. Les faits que nous venons de réunir et d'étudier ne nous permettent pas de nous placer à ce point de vue trop favorable. Sans le traiter d'ennemi absolu du pays qu'il gouvernait, nous suspendrons notre jugement au-dessus des deux opinions que nous avons essayé de faire ressortir.

L'ami d'Alexandre, l'admirateur des idées genevoises, si goûtées par son maître, le serviteur dévoué de la Russie, le fonctionnaire qui, dans sa solitude helvétique, conservait de si actives relations d'amitié avec son ancien souverain, le gouvernant, enfin, qui, dédaignant tout autre appui que celui de Pétersbourg, cherchait à plier son peuple à des formes moscovites, M. Capodistrias peut être accusé sans injustice d'avoir rêvé une union plus intime de la Grèce avec l'empire russe.

D'un autre côté, cette volonté persistante de réunir tous les pouvoirs dans

ses mains ne pouvait-elle pas provenir d'une ambition plus personnelle? Était-ce pour frayer un chemin facile aux futurs préfets de l'empereur qu'il essayait avec tant de soin d'annihiler les chefs grecs? Les agens qu'il attirait par bandes de Corfou devaient-ils, à un signal donné, déguisés en Grecs qu'ils étaient déjà, endosser un nouvel uniforme, ou plutôt n'étaient-ils pas les soutiens nés de leur compatriote? Le dénouement de cette singulière énigme n'aurait-il pas déconcerté l'amiral Ricord plus encore que les commandans de l'escadre anglo-française? C'est là une série de questions que l'on doit poser, mais qu'un seul homme peut résoudre.

Il avait un magnifique rôle à jouer. Il pouvait rendre la vie au peuple grec expirant et peut-être tenir dans ses mains l'avenir de cet Orient tiraillé par les ambitions occidentales. S'il avait compris la grandeur de sa position, et qu'au lieu de s'abandonner aux chimères d'une ambition étroite, il eût tenu les yeux fixés, non sur le pouvoir absolu dans Nauplie, mais sur l'entrée d'un citoyen, chef d'autres citoyens, dans Constantinople régénérée; un Tite-Live, un Tacite, un Machiavel, eussent été fiers plus tard de raconter ses actions. Vienne le jour où la France bien inspirée se souviendra que la révolution grecque attend, l'arme au bras, son signal pour continuer sa route! et le monde entier verra qui doit l'emporter du bon droit ou de la rapacité des vainqueurs de Beyrouth et de Saint-Jean-d'Acre.

Sans projets ambitieux sur des pays que leur position géographique enlève à sa sphère d'action, la France ne peut que désirer les voir, libres et florissans, échanger avec elle les produits de l'industrie et du commerce. Elle n'a que faire, comme la Russie, d'aller chercher la vie sur les rives du Bosphore; comme l'Angleterre, elle n'a pas besoin de se frayer la route de l'Inde, mais elle a besoin de ne pas donner les cent vingt mille matelots de la Turquie et de la Grèce à une puissance qui peut en user contre elle, et y joindre les autres richesses de ce vaste territoire; elle a besoin de soutenir le travail de régénération qui germe dans l'Égypte, et d'empêcher qu'on ne l'étouffe. La France, protectrice née des petits états, doit vouloir que chacun reste chez soi. Qu'on jette les yeux sur la Grèce en ce moment. A quel état l'a réduite la diplomatie européenne! Son commerce extérieur, cerné par les douanes anglaises, autrichiennes, turques, est annulé par mer; les marins d'Hydra, de Spetzia, de Psara, sont ruinés. Par terre, les montagnes et les fleuves derrière lesquels on l'a cachée, sous prétexte de la défendre, l'emprisonnent, et, bien que l'état intérieur se soit amélioré, que la population se soit considérablement accrue par l'influence d'une législation nouvelle, les regards d'envie que jettent les Grecs sur le territoire ottoman disent assez haut leurs désirs et leurs craintes. En effet, la Grèce ne peut échapper à la domination russe que par un changement radical dans sa délimitation.

ARTHUR DE GOBINEAU.

Mme DE LA GUETTE.

I.

Il y avait en 1612 un gentilhomme d'un âge déjà mûr, qui était une vraie figure de ce temps-là : barbe rousse, moustaches longues, visage maigre, la peau comme du parchemin, l'œil rond, petit et flamboyant, le justaucorps de buffle, les bottes en toute saison, et la rapière à l'ancienne mode. Il avait vu plus de vingt batailles, et son corps s'était desséché, en plein vent, au service du roi; il était dur et violent, il se serait fait hacher plutôt que de changer d'opinion sur quoi que ce fût, et levait à tout propos la canne sur ses valets; il se nommait Meurdrac. A quarante-cinq ans, sa constitution étant ruinée par les rhumatismes, il quitta l'armée, et se retira en Brie, près de Gros-Bois, où demeurait le vieux duc d'Angoulême, à qui il avait long-temps appartenu. Ce duc d'Angoulême était le fameux bâtard de Charles IX et de Marie Touchet, dont on a dit qu'il eût été l'un des plus grands hommes de son temps, s'il eût pu se défaire de l'habitude de voler et de fabriquer de la fausse monnaie.

Meurdrac se fit bâtir à Mandres, près de Gros-Bois, une bicoque avec tourelles et grenouillères, qu'il appela son château, et quand il y eut mis des meubles, il voulut aussi avoir une femme; on lui trouva une demoiselle de Paris, âgée de vingt-cinq ans, jolie, bonne et douce.

Ils se marièrent, et, dès le mois de février 1613, le ciel leur accorda une petite fille qui eut le bon esprit de prendre pour elle la beauté de sa mère, mais qui hérita aussi du caractère endiablé de M. son père, ce qui en fit une de ces personnes comme on n'en voit plus, et qu'on appelait alors femmes vaillantes.

Mlle Jacqueline de Meurdrac montra dans sa petite jeunesse ce qu'elle serait un jour, car elle nageait intrépidement dans la rivière d'Yères, montait à cheval comme un lansquenet, et se moquait des filles de M. de Varannes, qui avaient peur des armes à feu, et n'osaient pas tirer au mousqueton avec elle. Son père lui ayant demandé ce qu'elle voulait apprendre en arts d'agrément, elle le pria bien fort de lui donner un maître d'escrime. Il y consentit, et, au bout d'un an, elle était déjà si habile, que les gentilshommes du voisinage venaient joûter au fleuret avec elle, et ne s'en allaient point sans avoir reçu quelque botte dans le corps.

A dix-huit ans, comme elle était d'une beauté remarquable, et qu'au milieu de ses lutineries elle conservait toutes les graces de son sexe, beaucoup de jeunes gens qui entendirent parler d'elle dans le pays, vinrent rôder à Gros-Bois, pour la rencontrer. Lorsqu'elle allait à la messe, on voyait sur la place de l'église plus de chevaux de selle et de chapeaux à plumes qu'il n'y en avait à deux lieues à la ronde, ce qui prouve qu'on venait de fort loin exprès pour elle. A cette heure-là, elle se tenait modestement à côté de sa mère, et lisait dévotement ses prières; l'on n'aurait guère reconnu en elle une amazone turbulente. Aussi les jeunes gens que la curiosité ou l'envie de railler avait conduits à l'église s'en retournaient les uns édifiés, les autres amoureux. Trois ou quatre de ces cavaliers la firent demander en mariage à M. de Meurdrac; mais elle supplia son père de ne pas la presser encore, et, comme ces épouseurs n'avaient pas de grands biens, le bonhomme n'insista point. A force de faire réponse à ceux qui parlaient amour et mariage, que son cœur ne lui disait rien, elle s'était déjà imaginé qu'elle voulait vivre et mourir vierge; c'est une idée que les filles adoptent volontiers, quand elles sont bien sûres d'y pouvoir manquer aussitôt qu'il leur plaira. Soit à cause de ces propos, soit pour sa ressemblance avec Jeanne d'Arc, on l'appelait par toute la Brie la pucelle de Gros-Bois. M. d'Angoulême l'aimait beaucoup; il invitait souvent les Meurdrac à venir manger chez lui, et s'amusait à taquiner la demoiselle, en équivoquant sur les mots; mais elle, qui n'aimait pas les discours malhonnêtes, répondait en pucelle et non pas en femme vaillante. Elle relevait si

décemment les équivoques du prince, sans toutefois lui manquer de respect, qu'il finissait toujours par être confus de sa grossièreté, et lui donnait quelque petit présent pour faire sa paix.

Cependant l'époque était proche où cette fière beauté devait se montrer moins inhumaine et trouver un maître. Dans la plaine de Brie demeurait un brave et aimable gentilhomme nommé La Guette, ayant la figure belle, vingt-huit ans, une bonne réputation, un nom respecté des gens de l'endroit, et auquel il avait donné récemment de l'éclat, en se battant dans la campagne de Lorraine. Il était bien fait, généreux et entreprenant; ces qualités-là regardaient la fille, et, pour contenter le père, il avait du bien; mais son seul défaut était grave, il était violent et avait le cœur si haut placé dans la poitrine, qu'au moindre mot il ne se connaissait plus. Cet emportement était dangereux dans le métier de prétendant, avec un beau-père colérique; on le savait si bien aux environs, qu'on disait : Si jamais Meurdrac et La Guette ont maille à partir ensemble, il y aura du vacarme à Gros-Bois.

La première fois que Jacqueline vit M. de La Guette, ce fut chez le duc d'Angoulême; ce jeune cavalier se trouvait dans le cabinet du prince, lorsque tous les Meurdrac y vinrent en visite un matin. La Guette ne dit mot, mais il ne quitta point la demoiselle du regard, et, au bout de cinq minutes, lorsqu'il se retira, il adressa un salut si courtois à la mère et à la fille, que Jacqueline en rougit jusqu'aux yeux. Cependant, quand elle fut remise de son trouble, elle demanda tout bas à une dame qui était ce gentilhomme qui sortait. M. d'Angoulême entendit la question, et fit lui-même la réponse :

— C'est, dit-il, un cavalier riche et que j'aime bien; je suis charmé qu'il vous plaise. La rougeur que je vois sur vos joues prouve que vous le trouvez beau, et vous avez le goût excellent. Je lui dirai l'effet qu'il a produit sur vous.

On peut juger à ces paroles si la pucelle de Gros-Bois devint plus rouge encore; le vieux Meurdrac se mit à rire, et les assistans répétèrent que La Guette avait bonne chance. A quelques jours de là, notre gentilhomme ayant rencontré le père à la chasse, l'aborda civilement et fit amitié avec lui. Ils entrèrent ensemble au château, ce qui transporta de joie la demoiselle qui les vit par sa fenêtre; La Guette resta deux heures à Meurdrac, et causa en homme de bonne compagnie. Les jours suivans, il revint encore, et, à l'une de ses visites, il trouva enfin occasion de parler en particulier à Jacqueline, en promenant dans le jardin.

— Excusez-moi, mademoiselle, dit-il; je suis trop franc du collier pour prendre des détours; cet instant est précieux. Je suis venu pour vous déclarer que je vous aime; bien des fois j'avais juré de ne jamais me marier, et dès que je vous ai vue, j'ai senti qu'il fallait rabattre de mes sermens et tomber parmi les esclaves de l'amour.

Jacqueline ne fit d'abord que balbutier, comme le doit une honnête fille. Elle reprit ensuite ses sens, et répondit que c'était une folie que de jurer de n'aimer jamais; qu'elle avait aussi commis une faute, mais qu'elle s'en repentait déjà; et le cavalier lui ayant demandé avec feu si c'était à cause de lui, elle lui dit fort gentiment que, si c'était pour un autre qu'elle eût le cœur troublé, ce serait à cet autre et non pas à lui qu'elle en ferait la confidence. Ils en vinrent tout de suite aux sermens de fidélité, comme des gens qui sentent le prix du temps, et on convint que le lendemain le jeune homme ferait sa demande au père.

La Guette avait son château à Suilly, qui était un village à deux lieues de Mandres. Il ne vint pas le lendemain; Jacqueline en était fort inquiète, lorsqu'elle reçut en cachette, par un garçon de ferme, un billet de son amant. Il lui annonçait avec un grand désespoir que l'ordre de rejoindre son régiment lui était arrivé, et qu'il avait la douleur de partir sans revoir sa maîtresse, mais qu'elle entendrait parler de lui, si Dieu le permettait, et qu'aussitôt la campagne achevée, il reviendrait l'épouser. Jacqueline pleura un peu d'abord, puis elle prit son grand courage, et se réjouit d'aimer un brave militaire, qui rapporterait de la gloire pour lui faire plus d'honneur, et qui penserait à elle au milieu des batailles. Afin de passer le temps de l'absence selon ses goûts, elle prit de l'exercice, monta beaucoup à cheval, sauta les fossés et les rivières comme un démon, et tira des coups de mousqueton aux chevreuils, dans le parc de M. d'Angoulême.

C'était à l'époque de l'affaire de Nancy. La campagne de Lorraine dura environ trois mois, au bout desquels La Guette revint couvert d'applaudissemens et capitaine d'une belle compagnie d'ordonnance. Dès le lendemain de son retour en Brie, notre gentilhomme s'habilla galamment et se présenta au château de Mandres. Les voies lui étaient préparées d'avance. Jacqueline avait tout conté à sa mère, qui approuvait ce mariage. La bonne dame était une personne de grand sens; elle conseilla au jeune homme de faire lui-même sa proposition au père, et lui recommanda surtout d'y mettre beaucoup de douceur, et de ne pas s'effrayer si M. de Meurdrac commençait par

refuser; elle assura qu'il ne fallait point heurter de front un caractère aussi têtu, et qu'on obtiendrait tout de lui par longueur de temps. La Guette promit qu'il serait soumis. Le respect dont il était pénétré pour le père de son amie était un sûr garant de sa patience, au cas où il s'élèverait quelque obstacle. On lui ouvrit donc la porte du cabinet où M. de Meurdrac comptait avec son fermier. Notre gentilhomme y entra sur la pointe du pied, en faisant signe au père de ne pas se déranger, et il s'assit dans un coin en attendant que le compte fût achevé.

— Je suis à vous sur l'heure, dit le bonhomme.

Et tout en écrivant ses chiffres, il demanda poliment au cavalier s'il était satisfait de sa campagne. Cependant il s'embrouilla dans les calculs en écoutant la réponse; il jeta sa plume au nez du fermier, en lui disant de revenir plus tard, et se tourna vers La Guette en s'écriant, avec une impatience que le désir d'être civil déguisait fort mal :

— Causons donc de sornettes, puisque les affaires sont interrompues!

Notre jeune homme sentit le feu lui monter aux oreilles, mais il se contint de toutes ses forces, et débita un compliment dont il se tira de travers. Entre gens de même caractère, il faut qu'on s'aime dès l'abord ou qu'on se prenne en aversion. Il n'y a point de milieu entre les sentimens extrêmes, et c'est souvent un hasard de rien qui décide si la balance penchera pour l'amitié ou pour la haine. Le succès de notre cavalier tenait donc à un cheveu; d'un mot, il pouvait gâter ses affaires et se mettre à lui-même cent bâtons dans les jambes, faute d'un peu de douceur.

II.

La Guette n'était pas un sot. Il savait qu'on ne plaît pas aux pères de même qu'à leurs filles, et que de bons écus et de belles terres avaient plus de prix aux yeux de Meurdrac que les qualités du cœur et les agrémens de la figure. Il s'y prit donc en homme habile, et dit au bonhomme qu'il lui venait demander un conseil. Il parla ensuite de ses biens, en donna le détail, et cela se montait assez haut; puis il dit qu'il voulait se marier.

— Eh bien! répondit le père, ce n'est pas à moi qu'il faut expliquer quelle est votre fortune, mais aux parens de votre belle.

— C'est que vous êtes précisément le père de celle que j'aime, reprit le cavalier.

— Et vous pensez qu'avec tant d'argent on ne saurait être refusé? Vous vous trompez, monsieur. Votre demande m'honore et me flatte. Je vous en ai la reconnaissance que je dois, ma fille ne mérite pas les hommages d'un gentilhomme comme vous; mais vous arrivez trop tard. J'ai donné parole à un autre il y a huit jours, et je ne puis m'en dédire.

— Monsieur, reprit La Guette, considérez, je vous prie, que j'aime mademoiselle votre fille depuis trois mois. Je suis donc le plus ancien en date.

— Oui, auprès d'elle, mais non pas avec moi, et je passe le premier.

— Vous n'aurez pas, monsieur, la cruauté de m'ôter l'espérance.

— J'en suis fâché, monsieur. Pour n'avoir pas cette cruauté, il faudrait être malhonnête envers un autre, et je ne veux point de cela.

— Une parole de huit jours n'est pas d'un grand poids.

— Elle vaut une parole de dix ans quand c'est moi qui la donne.

— Je croirais plutôt que l'autre prétendant a plus d'argent que moi, et que, si j'étais à sa place et lui à la mienne, vous me manqueriez de foi sans scrupule.

— Ce que vous croyez est impertinent, mais je ne m'en soucie guère.

— Et moi je ne me soucierais point de vous si vous n'étiez le père d'une charmante personne.

— Cette personne-là ne sera point pour vous.

— C'est ce qu'on verra, mordieu! Je vous dégagerai bien de votre parole malgré vous.

— Tarare! je vous en défie.

— Mordieu! je crèverai le ventre à votre gendre.

— C'est moi qui vous le crèverai à vous-même, mordieu!

En parlant ainsi, le père donna un grand coup de poing sur la table. Le cavalier y répondit en renversant une chaise d'un coup de pied. Ils se mirent alors à crier comme des aigles, tous deux à la fois. Meurdrac disait qu'il jetterait son homme par la fenêtre, et l'autre qu'il mettrait la maison à feu et à sang, si bien que la demande en mariage eût fini par une bataille, sans Mlle Jacqueline, qui accourut avec sa mère pour mettre le holà.

— Voilà donc, dit-elle avec colère, comme vous tenez votre promesse d'être calme? Sortez d'ici, monsieur, et n'achevez pas de perdre nos affaires.

Mais La Guette ne se connaissait plus, et jura qu'il ne sortirait pas sans avoir assommé quelqu'un. De son côté, le père, comprenant

que sa fille était d'accord avec le cavalier, eut un redoublement de fureur. Il menaça Jacqueline de la battre si elle disait un mot de plus à ce jeune fou. La pucelle, qui était aussi une Meurdrac, se fâcha en s'écriant qu'on ne battait que des servantes, et que, si on levait la main sur une fille de sa qualité, elle partirait du logis pour n'y jamais rentrer. Le père, ivre de rage, courut à son bâton; La Guette tira sa rapière, et Jacqueline prit un grand pistolet qui pendait au mur. Cependant ils demeurèrent tous trois un peu interdits de se voir ainsi le poing armé. Mme de Meurdrac sauta au collet de son mari, tandis que sa fille poussait La Guette par les épaules et l'entraînait au dehors. Jacqueline sermonna son amant et l'assura qu'elle ne serait point à lui qu'il n'eût corrigé l'emportement de son caractère, mais au fond c'était pour cela qu'elle l'aimait. Il s'apaisa et fit serment d'être plus sage à l'avenir, puis il retourna chez lui en déchirant de l'éperon les flancs de son cheval, et gesticulant comme un démoniaque tout le long du chemin. Mme de Meurdrac avait fini par remettre aussi le bonhomme dans son sang-froid. Jacqueline promit qu'elle ne reverrait plus La Guette sans le consentement de son père. On soupa de bonne intelligence le soir, et la tempête fut dissipée, mais les intérêts du jeune cavalier semblaient ruinés pour toujours.

Le dimanche suivant, La Guette rencontra le vieux Meurdrac à la porte de l'église. Il lui adressa un salut et mit le genou en terre devant lui en présentant le manche d'un poignard.

— Tuez-moi, monsieur, lui dit-il, si vous ne voulez me pardonner mes fautes; la mort me fera une peine moins cruelle que votre colère et la perte de mes espérances.

— Levez le genou, monsieur, répondit le père un peu radouci. Je ne veux ni vous tuer ni vous donner ma fille. Je vous pardonne votre faute, pourvu que vous ne songiez plus à vos espérances.

Et se tournant vers Jacqueline, il ajouta :

— Regardez ce jeune cavalier qui a de la bonne volonté pour vous; c'est la dernière fois que vous le voyez d'aussi près, car je vous défends de l'aimer.

La Guette se releva et mordit un moment ses moustaches, tandis que sa belle lui adressait de loin un regard languissant; puis il enfonça son chapeau sur ses oreilles en s'écriant qu'il fallait donc accepter la guerre, puisqu'on ne voulait pas de ses soumissions. La campagne de Flandre n'était alors qu'à moitié. L'armée sortit de ses quartiers d'hiver, et notre gentilhomme y fut rappelé. Une tierce

personne, amie de Jacqueline, se chargea de recevoir les lettres de nos amans. On suspendit toutes les démarches à faire jusqu'au retour de La Guette, et la pucelle de Gros-Bois reprit fort à contre-cœur le rôle naturel des filles contrariées, qui est d'attendre et de soupirer.

Il n'y avait pas huit jours que le jeune homme avait quitté le pays, lorsque Meurdrac reçut un billet de l'abbesse de Gersi, dont le couvent était à Brie-Comte-Robert. Le père fit réponse verbalement qu'il irait le lendemain voir madame la supérieure avec sa famille. Jacqueline, n'ayant pas de frère, ne s'imagina pas qu'on voulût la mettre en religion; cependant ce couvent et cet air mystérieux lui donnèrent du souci. Elle demanda au bonhomme ce qu'il voulait faire chez l'abbesse. Meurdrac répondit que c'était une cérémonie de prise de voile à laquelle il devait assister. Le lendemain on monta en carrosse de grand matin et on s'en alla au couvent. Jacqueline, toujours sur le qui vive, prit la tourière à part et s'informa de la cérémonie. La tourière, ne sachant ce qu'elle voulait dire, battit la campagne et se troubla. Tout cela semblait tourner au sombre, lorsque la supérieure fit entrer ses hôtes au parloir, où l'on trouva de la compagnie des environs et une collation servie où il n'y avait que du fruit et du laitage. Les yeux de la jeune fille avisèrent tout de suite trois cavaliers bien faits et de bonne mine qui causaient dans un coin et qui saluèrent à son entrée. Meurdrac marcha droit à l'un d'eux, lui prit les mains, et le caressa de telle sorte, que Jacqueline flaira aussitôt le complot : c'était un mari qu'on lui destinait. En effet, on se mit à table, et le gentilhomme prit place à côté d'elle sur un signe du père dont elle s'aperçut. La surprise lui eût été pénible dans un autre instant; mais comme Jacqueline avait craint le couvent, qui est un parti plus fâcheux aux jeunes filles que le pire des maris, elle ne fit pas trop la cruelle pendant le repas. Elle daigna sourire des bons mots du jeune cavalier, et le remercia de la peine qu'il se donnait à lui servir le meilleur de chaque morceau. Quand on eut mangé, on alla dans les jardins. Meurdrac emmena sa fille un peu à l'écart pour lui dire tout bas :

— Ce gentilhomme qui vous a parlé se nomme le chevalier de Voisenon. Il est de mes amis et il a du bien. Traitez-le comme il faut. Il sera votre mari. Faites selon mon plaisir, je vous prie.

On se rapprocha aussitôt, et M. de Voisenon poursuivit ses galanteries pendant la promenade. La nuit étant venue et les carrosses étant prêts, Jacqueline saisit l'instant où son père s'occupait des chevaux pour adresser au prétendant cette allocution un peu brusque :

— Est-il vrai, monsieur, que vous soyez mon serviteur et que vous attachiez un grand prix à mon estime?

— Assurément, mademoiselle, répondit Voisenon.

—Désirez-vous savoir, monsieur, le seul moyen de m'être agréable qui soit en votre pouvoir?

— Sans doute, mademoiselle; je brûle de le connaître afin de gagner plus vite votre amitié.

— Eh bien! monsieur, le moyen est de ne pas songer à moi, de ne point prétendre à me plaire, car j'en aime un autre que vous. Je serai à M. de La Guette, ou je ne me marierai jamais. Si vous êtes galant homme, vous ne rechercherez plus un cœur qui s'est donné. Vous pouvez me rendre malheureuse en usant du crédit que vous avez sur mon père, mais vous ne réussirez ainsi qu'à vous attirer ma haine, tandis que si vous êtes généreux, vous aurez mon estime et ma reconnaissance.

— Je vous remercie de cette franchise, mademoiselle. Je ne suis pas homme à vous épouser malgré vous, car je veux être aimé de celle qui sera ma femme; et pour vous montrer que je mérite votre amitié, je cesse de prétendre à votre main, quoique je vous trouve aimable et belle. Je ne dirai rien à votre père de cet entretien, et vous offre mes services de tout mon cœur.

Il était convenu que M. de Voisenon viendrait le lendemain à Mandres. Il envoya le matin un exprès pour dire qu'on ne l'attendît pas, et comme le père s'en formalisa, la rupture s'en suivit naturellement sans autre explication. La Guette était alors au siége de Lamotte en Lorraine. Une lettre de sa maîtresse le mit au courant de cette affaire. Malgré les assurances qu'elle lui donnait de sa fidélité, il fut tout remué des entreprises qui se faisaient contre son bien, et résolut de parer aux dangers de l'absence. Il obtint du maréchal de La Force un congé d'un mois et revint chez lui à la hâte. M. d'Angoulême parla au père en sa faveur; mais Meurdrac ne voulait rien entendre et suppliait le prince de disposer de lui pour toute autre chose. Nos amans renoncèrent aux voies de la douceur et de la patience; ils avaient tous deux la tête chaude. La Guette entra un soir par escalade dans le jardin, et à la suite d'une grande conversation ils arrêtèrent qu'ils se marieraient secrètement. Jacqueline y consentit, parce que c'était le seul parti certain pour vaincre l'obstination de son père; mais elle déclara qu'elle ne sortirait point de la maison, et que le mariage ne serait pas consommé tant que le vieux Meurdrac n'aurait point pardonné.

— Jusque-là, disait-elle, nous vivrons comme frère et sœur, et je vous aimerai d'un amour chaste et pudique, car, si je savais que ce mariage secret me dût entraîner à perdre le trésor de l'honneur, je mourrais plutôt que de passer outre.

La Guette, riant de sa simplicité, lui laissa croire et promit tout ce qu'elle voulut, sachant bien que la nature, l'expérience et le temps changent assez les idées des jeunes filles. Il fut prudent et bien avisé; aussi le ciel, voyant qu'il s'aidait si bien lui-même, eut pitié de lui et l'aida aussi un peu, comme on le verra tout à l'heure.

III.

Nos jeunes gens n'avaient pas envie de se marier à demi ni de s'exposer à voir leur union cassée quelque jour par des arrêts de justice. La Guette s'y prit de façon à faire les choses selon les règles. Il confia son projet à M. d'Angoulême, qui l'approuva et lui donna des lettres pour les gens dont il avait besoin. Le cavalier s'en alla trouver l'archevêque de Paris et obtint de lui une dispense pour se marier sans l'autorisation du père. Avec cette dispense et de l'argent, il gagna le curé du village. Ce curé publia les bans à une basse-messe, devant quelques bonnes femmes qui n'entendirent pas ce qu'il disait. On en mit une affiche par écrit dans un coin de l'église. Meurdrac passa devant sans avoir l'idée d'y jeter les yeux, et les neuf jours de rigueur s'étant écoulés sans malheur, nos amans audacieux rendirent grace à leur bonne étoile en attendant l'heure favorable.

Cependant le bonhomme eut des soupçons. Il mit Jacqueline prisonnière dans sa chambre, fit veiller un laquais pendant la nuit, et lâcha ses chiens dans les cours et le jardin; mais il n'est pas de précaution qui suffise à retenir les filles qui veulent s'envoler. Le laquais s'endormit; les chiens connaissaient Jacqueline et ne l'auraient point mordue. La demoiselle sortit avec sa femme de chambre par une fenêtre basse et se rendit sans bruit à l'église, où l'attendait son amant. La messe fut dite à deux heures après minuit et la bénédiction nuptiale donnée en présence de six témoins choisis parmi les amis de La Guette, et qui étaient des gens les plus notables des environs. Les époux s'embrassèrent ensuite, et l'on rentra chacun chez soi comme on était venu. C'est ainsi que Meurdrac se réveilla un beau matin pourvu d'un gendre, sans se douter qu'il fût si riche.

La mère trembla de tous ses membres en apprenant le coup de tête

de sa fille. Elle gronda la femme de chambre, qui se mit à pleurer; mais comme le mal était sans remède, Jacqueline eut le bon esprit de ne pas s'en repentir. Pendant trois semaines, La Guette eut des entrevues à la dérobée avec sa femme, en présence de la camériste. Il observa religieusement la convention de vivre chastement, et sa loyauté inspira beaucoup de tendresse à Jacqueline, en sorte qu'au bout de ce temps, lorsqu'il parla du désir qu'il avait d'emmener sa femme chez lui, elle eut compassion de son ennui et consentit à faire déclarer son mariage au père par M. d'Angoulême. La Guette alla donc au château de Gros-Bois et pria le prince de se charger de faire sa paix avec Meurdrac. M. d'Angoulême réfléchit un moment, puis il demanda si la jeune femme était enceinte. A cette question, le gentilhomme un peu confus avoua que le mariage n'était point consommé.

— Corbleu! dit M. d'Angoulême, êtes-vous fou? Si Meurdrac apprend cela, il mettra sa fille au couvent, et vous ne la reverrez plus. Allez-vous-en à vos affaires, comme un mari de chair et d'os, et non comme un simulacre. Vous reviendrez quand je pourrai dire à Meurdrac qu'il est grand-père; autrement je ne m'en mêle pas.

— Monseigneur, répondit le gentilhomme, je vous obéirai.

Et il s'en retourna auprès de sa femme. Sans doute Jacqueline comprit qu'il fallait obéir à M. d'Angoulême, car, à quinze jours de là, le prince, en sortant à cheval, aperçut la Guette et lui cria de loin :

— Eh bien! me donnez-vous un filleul?

— J'ai tout lieu de le croire, répondit le cavalier.

— On le voit à votre air satisfait. Demain j'enverrai quérir Meurdrac. Soyez chez moi au coup de midi.

La Guette n'eut garde d'y manquer. On le cacha dans un cabinet d'où il pût entendre la conversation et se présenter à l'improviste si l'affaire tournait à bien. L'écuyer du prince était allé chercher M. de Meurdrac, qui arriva sans rien soupçonner de ce qu'on lui voulait.

— Mon ami, lui dit M. d'Angoulême, je m'intéresse à La Guette, et je vous prie de me dire quelles raisons vous avez de mettre empêchement à son mariage. Il est riche; il plaît à votre fille. Vous exposez ces jeunes gens à mal faire par votre cruauté.

— Je n'ai point de raisons, répondit Meurdrac, si ce n'est que je déteste La Guette. Il est colère, et il m'a manqué de respect.

— Il vous sied mal de lui reprocher ses colères, à vous qui entrez en fureur trois fois la semaine.

— C'est vrai, monseigneur, mais je ne puis vaincre mon aversion pour ce garçon-là.

— Allons, je suis content de voir que vos raisons ne valent rien et que vous avez tort, car le mariage est fait et consommé. Vous êtes grand-père.

A ces mots le bonhomme recula d'un pas, comme si la foudre l'eût frappé.

— Je suis grand-père! murmurait-il suffoqué; je ne le serai pas long-temps si cela est. Je tuerai tout à l'heure la mère et l'enfant du même coup.

Et puis, oubliant le lieu où il était, il se mit à jurer et tempêter comme un homme ivre. M. d'Angoulême, voyant qu'il ne se calmait pas, fit dire à La Guette d'enlever sa femme de peur d'accident. Le gendre partit au galop, avec des chevaux qu'il prit dans les écuries du prince, et tandis que l'on retenait le père à Grois-Bois, Jacqueline, qui était bonne cavalière, enfourcha gaillardement sa monture et traversa la plaine à franc étrier, pour se mettre en sûreté chez son mari.

C'était un rude homme que le vieux Meurdrac, et il le montra bien en faisant décréter contre son gendre, contre les six témoins qui l'avaient assisté, contre sa fille elle-même, avec le dernier acharnement. Heureusement le mariage avait été selon les formes; on ne trouva aucun motif de nullité. Des personnes pieuses et respectables reprochèrent à Meurdrac le scandale de ces querelles; mais son ressentiment était implacable. Pendant ce temps-là Mme de La Guette vivait fort doucement avec un mari qu'elle chérissait de tout son cœur. Le ménage allait le mieux du monde, à cela près que les époux se querellaient environ une fois la semaine; l'amour y gagnait en définitive, et leurs caractères et leurs goûts s'accordaient parfaitement. Jacqueline prit tous les jours plus d'empire sur M. de La Guette. Les querelles devinrent plus rares, et on finit par s'aimer de cette tendresse paisible qui ne trouble point l'ame et fait le charme de la vie.

Au bout de neuf mois, Mme de La Guette accoucha d'un garçon. Le père, transporté de joie, prit l'enfant et lui mit au cou son baudrier en disant :

— Tu auras le cœur d'un bon militaire; tu aimeras les armes comme moi, ou bien je te renie pour mon fils.

— Ne craignez rien, dit Jacqueline, il faudrait que le diable fût bien malin pour donner à des gens comme nous un fils poltron.

Ces pronostics que la volonté des parens porte sur l'avenir de leurs enfans ne manquent jamais leur but, parce qu'ils proviennent de leur humeur qui passe dans le sang de leur progéniture. L'éducation et l'exemple achèvent le reste; aussi Henri IV fut-il un bon compagnon, non pas seulement parce qu'on lui fit boire du vin à sa naissance, mais parce que M. de Bourbon son père était un gaillard et lui enseigna par lui-même la galanterie, l'amour, la bonne chère et le courage.

Quand le vieux Meurdrac sut qu'il avait un petit-fils, sa rigueur fut un peu ébranlée, sans qu'il en voulût convenir. Des dames qui avaient vu l'enfant lui disaient souvent que rien au monde n'était si joli.

— Qu'il ne paraisse jamais devant moi! s'écriait le bonhomme. Je lui donnerais ma malédiction.

Mais en parlant ainsi, les larmes lui venaient aux yeux. L'enfant était en nourrice dans un village à une lieue de Mandres. On sut que le grand-père l'était allé voir en cachette, et qu'il l'avait pris dans ses bras en soupirant à fendre les rochers.

Sur ces entrefaites, Mme d'Angoulême tomba malade et sentit bien qu'elle n'en relèverait pas. Elle envoya chercher Meurdrac un matin :

— Mon vieil ami, lui dit-elle, je m'en vais retourner à Dieu et je veux faire, avant que de partir, une action qui lui soit agréable. Il faut pardonner à vos enfans pour l'amour de moi.

— Pour l'amour de vous, madame, répondit le père, il n'est rien que je ne veuille faire; mais comment surmonter la haine? Je puis bien pardonner à ma fille à cause du sang; quant à ce pendard qui me l'a enlevée, je ne l'aimerai jamais.

— N'importe; vous le verrez et vous l'embrasserez à ma prière.

— Eh bien donc! qu'il vienne, je l'embrasserai.

La porte s'ouvrit alors. M. d'Angoulême entra tenant Jacqueline par la main; la fille se jeta aux genoux de son père en pleurant, et la paix fut signée. Pour M. de La Guette, les choses se passèrent plus en cérémonie. Il parut avec une mine très fière, et le duc d'Angoulême fut obligé d'appuyer la main sur son épaule pour l'obliger à saluer aussi bas qu'il le devait. Cependant, après le salut, on s'embrassa; le gendre descendit jusqu'à dire qu'il avait du regret d'avoir offensé le père de sa femme, et Meurdrac répondit qu'il tâcherait de l'oublier. On causa un moment avec beaucoup de froideur, puis on se sépara presque aussi fâchés qu'auparavant; mais un jeu du hasard acheva ce que le crédit de la princesse n'avait qu'ébauché.

En traversant la cour du château, La Guette rencontra un groupe d'au moins quinze gentilshommes appartenant à M. d'Angoulême, et ces messieurs riaient entre eux en prononçant son nom. Il leur demanda ce qui les divertissait si fort.

— C'est, lui dirent-ils, que votre accommodement est la chose la plus drôle du monde. Vous avez fait avec votre beau-père comme ce personnage de Francisco Santos dans *la Nuit de Madrid*, qui disait : « On nous réconcilia, nous nous embrassâmes, et depuis ce jour nous sommes ennemis mortels. »

— De quoi vous mêlez-vous? répondit La Guette que la vérité offensait. Est-ce à dire que je suis un homme faux? Apprenez que si j'embrasse mon beau-père, c'est qu'il me plaît de l'embrasser; si je lui demande pardon, je pense ce que je dis, et celui qui douterait de mes paroles, je l'appellerais un fat.

— Nous sommes donc tous des fats, car nous croyons que votre réconciliation est un semblant, que vous détestez votre beau-père, et que vous vivrez avec lui plus mal que jamais.

— Mordieu! vous m'en rendrez raison, s'écria La Guette. Je vous apprendrai à me traiter de fourbe!

Il mit l'épée au vent en disant cela. Les autres dégaînèrent aussi. M. d'Angoulême, entendant un grand bruit d'armes, de cris et d'injures, accourut avec M. d'Alais son fils. Le vieux Meurdrac et Jacqueline les suivirent. Ils arrivèrent comme La Guette croisait le fer contre la troupe, qui ne faisait heureusement que parer ses coups.

— Ah! je suis un fourbe! disait-il hors de lui; ah! je donne des baisers de Judas; je n'aime pas mon beau-père! Mordieu! je vous ferai rentrer ces mots-là dans la gorge. Vous en avez menti : j'aime M. de Meurdrac; je l'estime et le respecte, entendez-vous? et je vous éventrerai tous si vous n'en convenez pas sur l'heure.

On eut bien de la peine à l'apaiser; cependant M. d'Angoulême, qui fut pris pour arbitre, jugea que La Guette avait raison de se croire offensé. Le vieux Meurdrac se fâcha aussi contre les railleurs, et voulait en tuer un ou deux. L'accord se fit après beaucoup de pourparlers, et lorsqu'on se quitta, il se trouva que le gendre et le beau-père, mal satisfaits des excuses qu'on leur avait faites, s'en allèrent dîner ensemble à Mandres bras dessus bras dessous. Pendant le reste du jour, ils répétèrent dix fois ensemble :

— Les marauds! se moquer de nous quand nous sacrifions nos inimitiés à notre dévouement pour le prince! rire d'une chose aussi

grave et qui nous a coûté autant! oser dire que nous jouons la comédie!

Et à force de maugréer et de pester de compagnie contre les autres, ils finirent par devenir les meilleurs amis du monde et par boire à leur bonne intelligence éternelle. Nous laissons à penser si cette soirée fut douce pour Mme de Meurdrac et pour Jacqueline, qui voyaient enfin l'humeur emportée de leurs maris amener d'elle-même ce changement si souhaité que ni la tendresse filiale ni l'amour conjugal n'avaient pu faire naître.

IV.

Pendant cinq ans environ, Mme de La Guette n'eut d'autre occupation que celles d'une épouse fidèle et d'une tendre mère de famille. Son mari, sa maison et ses enfans remplirent assez sa vie pour tenir en bride son génie. On le comprendra, lorsque nous dirons qu'elle donna le jour, dans un court espace de temps, à deux garçons et quatre filles, ce qui n'est pas une petite affaire. Elle négligeait ses exercices favoris; elle perdait l'habitude et le maniement des armes, et les bonnes gens de la vallée auraient oublié la pucelle de Gros-Bois, si elle n'eût encore porté les bottines et enfourché quelquefois son cheval comme un franc courrier, quand elle allait dîner à Mandres ou chez M. d'Alais. Le ciel s'indigne de voir les grandes ames dans l'oisiveté. Il sut également arracher à la mollesse Achille et Mme de La Guette, qui n'était point née pour végéter au milieu des soins domestiques.

La France possédait alors un héros dont la renommée portait le nom à tous les bouts du monde. Le prince de Condé venait de gagner ses premières batailles. Un jour, en revenant de Nordlingen, le front chargé de ses jeunes lauriers, il s'arrêta au bourg de Suilly avec sa suite; il logea ses gens et ses officiers dans le village, et demanda l'hospitalité pour lui et le comte de Marsin à M. de La Guette, qu'il connaissait. Jacqueline n'entendait jamais sans émotion le nom de Condé. L'arrivée de ce prince dans sa maison était le plus grand honneur que le ciel pût lui accorder. Elle mit tout en œuvre pour recevoir dignement un hôte aussi illustre, et s'y prit de si bonne grace, qu'il demeura chez elle deux jours au lieu d'un. On chassa le daim; Mme de La Guette courut elle-même, conduisit les meutes, et

galopa dans les bois en piqueur et en cavalier consommé. M. le prince, ravi de son intrépidité, lui disait qu'il la voudrait avoir pour aide-de-camp ou pour cornette un jour de combat.

— Ne riez pas, monseigneur, répondit-elle; je serais capable de vous rejoindre un matin sur quelque champ de bataille comme volontaire.

— Faites-le, je vous en prie, dit son altesse; je vous mettrai au poste d'honneur, et nous brûlerons ensemble la moustache à l'ennemi.

Tout en plaisantant de la sorte, le feu de la guerre montait aux joues de Jacqueline et s'échappait de ses yeux noirs en flammes si vives, que le prince en était ébloui. M. de Marsin surtout conçut tant d'estime pour sa belle hôtesse, qu'il était désolé lorsqu'il fallut partir.

— Madame, dit-il en montant à cheval, votre mari est un trop brave gentilhomme et vous une trop honnête personne pour qu'on songe à être amoureux de vous; sans cela, je vous assure que je remuerais le monde entier pour vous plaire. Mais choisissez-moi une femme, et je l'épouserai de votre main les yeux fermés, fût-ce une gardeuse de moutons.

— Je vous chercherai cela, répondit-elle.

En effet, à quelque temps de là, Mme de La Guette maria le comte de Marsin avec Mlle de Clermont-d'Entrague.

Quand M. le prince et ses amis eurent quitté Suilly, la châtelaine resta pensive et agitée, nourrissant au fond de son ame un ardent désir d'acquérir de la gloire, comme l'aurait pu faire le garçon le plus ambitieux. Elle en perdit le sommeil durant trois mois entiers, et répétait sans cesse le nom du grand Condé. Son mari se moquait d'elle. Lorsqu'il lui vit dans les mains le *Traité de la Guerre*, et qu'il la trouva penchée sur des cartes, suivant point à point les campagnes de Duguesclin et de Bayard, il tâcha de lui calmer la cervelle et de la ramener à ses enfans et à son ménage; mais il était trop tard : le coup avait porté.

Les brouilleries du parlement et de la cour remuaient alors les esprits. Les premières séditions de la Fronde eurent un retentissement prodigieux dans les provinces, et on comprit que les troubles n'étaient pas près de finir. Tous les grands noms de France prenaient parti d'un côté ou de l'autre. M. de La Guette sentit qu'il ne pouvait demeurer oisif au milieu de tant d'agitation. Il s'attacha tout de suite à M. le prince, et courut à Saint-Maur lui offrir ses services. Jacqueline resta et promit de bien garder sa famille, qui était nom-

breuse et en bas âge; mais, dans son cœur, elle enrageait de ne pas être homme.

On sait que la fronderie commença par être dans les mains du duc de Beaufort et du coadjuteur de Retz, et que le duc d'Orléans et le prince de Condé vinrent après. Les rebelles tenaient la ville, et les gens du roi la campagne. Les pillards de l'armée se répandaient de tous côtés; il en venait souvent dans les plaines qui s'étendaient de Gros-Bois à Lagny. Un matin, les cloches sonnèrent l'alarme au village de Mandres. On y avait brûlé une maison, dévalisé des paysans et forcé des femmes. Une troupe de ces malheureux se réfugia chez M. d'Alais, et une autre vint chercher un asile à Suilly. Jacqueline assembla ses valets et les rangea en bataille devant sa maison. Elle n'avait que dix hommes déterminés à vendre chèrement leur vie. La bande des pillards arriva bientôt. Ils étaient une trentaine, la plupart ivres et furieux, mais en désordre. Sans entrer en pourparlers, Mme de La Guette les chargea si impétueusement, qu'ils se dispersèrent. Elle en tua deux à coups de pistolet et désarma le cornette qui les commandait. Pendant la première moitié de la fronderie, elle eut ainsi plusieurs occasions de se battre contre les gens de l'un et l'autre parti. Ces exploits n'étaient pas d'une grande importance, mais ils éveillèrent tout-à-fait la passion guerrière de Jacqueline et servirent de prélude à d'autres plus sérieux. Elle fit comme ces petits lions qu'on apprivoise aisément quand ils sont jeunes, et qui retombent dans leur férocité naturelle une fois qu'ils ont goûté du carnage. Un beau jour, Mme de La Guette, ne pouvant plus tenir au logis, conduisit ses enfans à Gros-Bois; elle pria M. d'Alais d'en avoir soin, puis elle se mit en campagne avec deux de ses gens bien montés et équipés en guerre. N'étant pas de force à porter le casque, elle mit le chapeau à larges bords avec les rayons de fer, qui était la coiffure des cavaliers d'ordonnance. Elle porta sa jupe retroussée, ne voulant pas dissimuler son sexe; mais elle prit le haut-de-chausses d'homme, les grands gants, les bottes de Roussi, le baudrier large et l'épée de combat. Elle avait trois plumes vertes au chapeau et l'écharpe de même couleur. Dans cet équipage, elle traversa le pays un dimanche, après avoir entendu la messe dévotement. Les bonnes gens lui souhaitèrent une heureuse campagne, et elle s'enfonça dans la plaine, aussi avide de gloire et d'aventures qu'un preux de l'ancienne chevalerie.

Il ne faut pas croire que Mme de La Guette eût le cerveau dérangé, comme le fameux héros de Michel Cervantes. Elle ne songeait pas à

dompter des monstres, à détruire des armées entières ou à incendier des flottes à elle seule; elle ne s'attendait pas à dîner tous les jours dans ces palais de cristal qui se trouvent à point nommé sur les pas des chevaliers, au centre d'une forêt ou bien au fond d'un lac, et dont un vieillard à barbe blanche ou une princesse victime d'un enchantement font délicieusement les honneurs. Jacqueline avait toute sa raison. Son plan était d'entrer dans Paris, afin de rejoindre M. le prince, et de courir les mêmes chances que son mari; mais, comme elle était bonne Française, elle pensa, chemin faisant, qu'il serait louable d'employer le pouvoir de son éloquence et de sa beauté à ramener les chefs des rebelles dans le devoir. Elle se persuada que la chose serait facile et que son pays lui devrait la conclusion de la guerre civile qui le déchirait.

Tandis qu'elle berçait dans son imagination cet honnête projet, notre amazone aperçut devant elle sur la route de Brie l'arrière-garde du duc de Lorraine. Elle demanda aussitôt à parler à quelque officier. On la conduisit devant un major de régiment. Ce major était un homme galant et civil.

— Ma belle dame, lui dit-il, si vous venez pour vous battre ou pour jouir seulement du spectacle de la guerre, vous arrivez à propos, car nous tenons en flanc les gens du roi; le combat va leur être funeste. Il n'en échappera pas un, et nous comptons que M. de Turenne lui-même sera prisonnier.

En effet, l'armée royale, pressée entre la rivière et l'avant-garde, ayant contre elle des forces doubles des siennes, se trouvait en danger de périr. Cependant, au nom de M. de Turenne, Jacqueline éprouva la même émotion qu'elle avait ressentie à celui du prince de Condé. Celui-là était aussi un héros, et de plus il servait la cause la meilleure. Mme de La Guette fut saisie de compassion à l'idée que ce grand capitaine allait peut-être succomber sous les coups de ces Lorrains dont le jargon allemand lui fit horreur. Les sentimens de son sexe lui revinrent pour un instant; elle résolut de sauver M. de Turenne par un stratagème féminin en demandant tout bas pardon à Dieu d'employer la ruse et le mensonge. Jacqueline était montée sur un four à chaux, d'où l'on pouvait voir au loin. Elle aperçut les enseignes de l'armée du roi, et son cœur en fut remué.

— Courez, dit-elle au major, avertir le duc de Lorraine de ma venue. Je lui apporte un avis d'importance. Qu'il m'envoie ici au plus vite une personne sûre à qui je communiquerai ce que je sais. Le sort de cette journée en dépend.

Au bout d'un moment arriva M. de Fauges, aide-de-camp du duc.

— Votre armée, dit Jacqueline avec cet air de vérité que les femmes savent si bien jouer, n'est pas aussi en sûreté ici que vous pourriez le croire. Vous êtes étrangers et ne connaissez pas le pays. M. de Turenne est trop habile homme pour se mettre en mauvaise position, si ce n'est afin de vous tendre un piége. Je viens de Gros-Bois, où il y a de l'infanterie royale cachée dans la forêt. Faites de ceci l'usage que vous voudrez.

— Madame, répondit l'officier, il faut me suivre, s'il vous plaît, auprès de son altesse. Elle décidera si on doit tenir compte de votre avis.

Jacqueline vit bien que son stratagème pouvait l'entraîner fort loin; mais une fois embarquée, elle ne voulut pas reculer. Elle répéta devant le duc ce qu'elle venait d'avancer. On se méfiait de sa bonne foi; cependant tout en hésitant, on ne sonna pas l'attaque, et en moins de trois heures que dura l'indécision, M. de Turenne passa la rivière et fut sauvé. Notre héroïne demeura cette nuit-là au camp, et se coucha sur la paille dans une grange, en vrai militaire. Le lendemain, elle obtint la permission de parcourir les lignes de de l'armée de Lorraine avec un officier qui la conduisait. Elle remarqua des gens qui épiaient ses regards et ses mouvemens, et comprit qu'elle était surveillée. Sans rien perdre de son assurance, elle s'approcha jusqu'aux frontières du camp qui touchaient au pont de Charenton. Là, elle fit un signe à ses domestiques, et s'adressant ensuite à son guide, elle lui dit :

— Vous n'avez pas besoin de passer outre, monsieur, je m'en irai toute seule à Paris.

— Ne faites point cela, madame, dit l'officier, je serai obligé de commander à mes gens de tirer sur vous.

— Eh bien! tirez sur moi. J'ai servi le roi et mon pays, Dieu me protégera.

Jacqueline traversa le pont avec la vitesse de l'éclair. Elle touchait terre de l'autre côté, lorsqu'on fit une décharge de mousqueterie contre elle; mais elle n'eut qu'un de ses valets blessé légèrement. Une heure après, elle était dans Paris.

V.

Mme de La Guette, ne voulant pas reprendre les habits de femme, se logea dans une hôtellerie des faubourgs, afin d'y vivre incognito.

Elle envoya quérir un carrosse de louage et se mit à la recherche de son mari. Son déplaisir fut grand lorsqu'elle apprit que M. le prince, le comte de Marsin, le duc de Longueville et leur suite fuyaient vers le midi de la France. La rébellion vaincue à Paris se réfugiait en Guienne, tandis que la cour rentrait au Louvre. Jacqueline, sans perdre courage, s'apprêtait à courir les risques du voyage. Elle fût partie à l'instant même, si la blessure de son valet ne l'eût obligée à un retard. L'aventure du four à chaux et la fausse alarme donnée au duc de Lorraine avaient eu de l'éclat. La reine-mère elle-même se fit raconter cette histoire dans sa ruelle. On donna beaucoup d'éloges à la dame inconnue qui avait si bien servi le roi et M. de Turenne; on voulait savoir qui elle était, et comme la vie de Mme de La Guette avait déjà servi de texte à plus d'un roman, il se trouva par hasard un gentilhomme qui la reconnut au portrait qu'on en faisait. On comptait alors en France plusieurs femmes vaillantes; mais on n'en savait que deux qui fussent proches de Paris : l'une était la dame de Saint-Balmont, qu'on appelait le dragon de la Champagne, et l'autre était notre héroïne. Un matin, Mme de La Guette, en traversant à cheval le quartier du Marais, tomba au milieu de la place Royale, sans se douter que ce fût la promenade à la mode. Des gens de la cour qui passaient l'abordèrent le chapeau à la main, et, lui ayant demandé son nom, la prièrent de les accompagner jusque chez la reine. On la mena au Val-de-Grace, où demeurait Anne d'Autriche. Sa majeste embrassa la belle amazone, la caressa beaucoup, lui donna les louanges qu'elle méritait pour avoir servi le roi utilement, et lui promit qu'on la récompenserait lorsque les troubles seraient finis. Jacqueline parla de son envie de ramener le prince de Condé dans la bonne voie, et demanda la grace de M. de La Guette, qui lui fut accordée d'avance.

— Par ma foi, dit la reine, si nous avions toutes autant de cœur que cette gentille guerrière, les séditieux ne nous résisteraient pas. Pour l'honneur de notre sexe, il faut que nous l'aidions dans ses projets.

Et se tournant vers sa suite, elle ajouta :

— Messieurs, lequel de vous veut se charger d'accompagner Mme de La Guette jusqu'au terme de son voyage?

Un gentilhomme, qu'on nommait Saint-Olive, répondit qu'il le ferait volontiers. La reine lui donna les papiers nécessaires pour avoir la protection des gens du roi pendant le chemin, et il fut convenu qu'on partirait dans huit jours. Cette entrée à la cour pouvait

compter comme un succès. Mme de La Guette reçut des visites à son hôtellerie. On parlait d'elle en bons lieux, et ceux qui ne l'avaient pas vue n'étaient pas à la mode. Elle retourna plusieurs fois chez la reine. On la mena au spectacle et on lui fit toutes les chères du monde, en sorte qu'elle passa une semaine à se divertir avant que d'entreprendre son grand voyage. Cependant elle apprit une nouvelle qui gâta fort ses amusemens. Une jeune dame qui avait trempé dans la sédition fut reçue en grace par la reine un soir que Jacqueline faisait sa cour. M. de Guitaut, lieutenant des gardes, qui avait l'esprit méchant, dit tout bas à Mme de La Guette :

— Vous voyez bien cette jolie personne? c'est à vous qu'elle devrait demander pardon et faire ses humbles soumissions, car elle a plus frondé sur vos biens que sur ceux du roi.

— Comment l'entendez-vous? demanda notre héroïne.

Le lieutenant se laissa un peu prier et finit par raconter que, pendant le siége de Paris, on avait jasé sur cette dame et sur M. de La Guette.

— Voilà ce que c'est, ajouta Guitaut, que de courir les chemins chacun de son côté.

Jacqueline feignit de prendre la chose en riant, mais l'humeur colérique qu'elle tenait du vieux Meurdrac lui mit le feu dans le sang. Guitaut s'en apercut.

— Il ne faut pas vous agiter pour si peu, lui dit-il. Ce n'était qu'une galanterie en l'air. La dame a maintenant pour serviteur ce jeune homme qui est auprès d'elle. Il se nomme d'Avaugour et est son cousin.

Outre la rudesse naturelle d'une femme vaillante, Jacqueline avait encore celle d'une campagnarde. Elle entendait mal les manéges et le savoir-vivre des gens de cour. L'impatience la prenant, elle s'approcha de la dame :

— Vous maniez fort bien l'éventail, lui dit-elle à brûle-pourpoint; savez-vous aussi bien tenir une épée?

— Non, répondit la dame; je vous laisse les ustensiles de guerre et ne me pique pas d'être amazone.

— J'en suis fâchée, car je vous aurais proposé de nous couper la gorge ensemble.

— Vous me faites trop d'honneur; excusez-moi si je n'accepte pas la partie. J'ai peur des armes et je n'ai pas envie d'être estropiée.

— Quand on a peur des armes, on ne doit pas chasser sur les terres des femmes comme moi. Puisque vous avez eu affaire à mon mari, il faut, s'il vous plaît, que nous ayons à démêler ensemble.

— On chasse où l'on peut, madame, et si votre mari fait l'empressé ailleurs que chez lui, c'est apparemment que sa femme ne lui plaît guère; il faut donc avoir vos démêlés avec lui et non pas avec moi.

La reine entendit qu'on se querellait et demanda ce que c'était.

— Votre majesté, dit Jacqueline, devrait mettre à la Bastille ces caillettes qui excitent ses sujets à la révolte et qui nous débauchent encore nos maris. Si j'étais la mère du roi, je les enverrais aux Filles repenties, au lieu de leur donner l'embrassade.

La reine était disposée à rire; elle prit gaiement cette incartade et voulut qu'on se raccommodât; mais Mme de La Guette n'était pas facile à mener :

— Je veux bien, dit-elle, laisser la vie à cette poltronne; cependant il me faut une vengeance, et je la tirerai de son cousin. M. d'Avaugour se battra demain avec moi.

— Impossible, s'écria d'Avaugour; je ne tuerai pas une femme aussi aimable. Vous êtes trop fine lame pour ma cousine, mais pour moi vous ne l'êtes pas assez.

— C'est ce que nous verrons à l'épreuve. Je supplie sa majesté de permettre que nous tirions l'épée.

M. de Guitaut était ravi du courage de Jacqueline. Il s'offrait à lui servir de second. Tous les assistans se mouraient d'envie de voir un duel aussi bizarre, et la reine elle-même en eut peut-être la curiosité; mais heureusement Anne d'Autriche avait trop de sens et de dévotion pour risquer la vie de deux personnes sur une fantaisie. Elle cessa de badiner, et sermonna si bien madame de La Guette que l'accommodement eut lieu. Afin que le divertissement du combat ne fût point perdu, Guitaut proposa pour le lendemain une joute au fleuret. Notre héroïne y consentit, et comme elle donna la première botte à M. d'Avaugour, elle fut beaucoup applaudie. On prit ensuite la collation dans le jardin du Val-de-Grace. Jacqueline se vit fêtée par tout le monde. Elle apprit alors le nom de la dame qu'elle avait provoquée; c'était une des premières de la cour, et qui depuis eut de la bonté pour elle et s'employa en faveur de ses enfans.

Cependant la semaine consacrée au repos étant écoulée, on se dit adieu. Jacqueline partit en carrosse pour gagner Bordeaux. M. de Saint-Olive la mena sans mauvaise rencontre jusqu'à Angoulême. On entra ensuite dans un pays désolé par la guerre civile, où l'on ne savait plus en quelles mains on pouvait tomber. Après avoir traversé par des villages fort ravagés, on arriva devant la Tour-Blanche

qui tenait pour M. le prince. Tandis que Jacqueline attendait sous la poterne, Saint-Olive fut conduit par quatre hommes au gouverneur de la citadelle. Cet officier connaissait M. de La Guette. Il vint en personne chercher la voyageuse et la fit monter chez lui. Il apprit à notre héroïne que son mari devait être à une journée de marche de la Tour-Blanche avec le régiment de Marsin; mais il ne voulut pas souffrir qu'elle allât plus loin sans faire un repas, car les vivres étaient si rares, qu'elle risquait d'en manquer en route.

Le gouverneur, qui s'appelait La Roche-Vernay, promit de conduire lui-même Mme de La Guette à son mari; Jacqueline remercia Saint-Olive et lui conseilla de retourner à Angoulême, ce qu'il fit sans difficulté, car il regardait sa commission comme achevée. En cela, ils furent imprudens tous deux; on ne sait jamais bien ce qui peut advenir d'une femme, une fois qu'on la quitte d'une semelle seulement.

La guerre de la fronde n'était pas fort meurtrière. Il y avait plus de pillages et d'escarmouches que de véritables batailles. On s'interrompait quelquefois pour se donner les violons, et l'amour allait son train ordinaire; beaucoup de dames suivaient les gens des deux partis; celles de la province feignaient de se passionner pour la politique afin d'avoir aussi leur part des divertissemens. M. de La Roche-Vernay était un homme à succès et donnait encore plus dans la galanterie que dans la rébellion. Cependant ce qui prévint Mme de La Guette en sa faveur, c'est qu'il portait bien la moustache et qu'il avait la mine d'un franc guerrier. Comme il admirait aussi l'air martial de notre héroïne, ils se prirent d'amitié l'un pour l'autre. Au lieu de se remettre en chemin tout de suite, Jacqueline consentit à visiter les dames de la ville. On fit une partie de plaisir dans un beau jardin où l'on pêcha des carpes. On soupa du poisson qu'on avait pris, et la nuit se trouva venue sans qu'on y eût pensé. Notre amazone amusa la compagnie en racontant sa querelle et son combat au fleuret avec M. d'Avaugour.

— Vous n'êtes pas au bout de vos duels, dit M. de La Roche-Vernay. Il paraît que votre mari est fort porté vers le beau sexe.

Ce mot suffit pour jeter du trouble dans l'esprit de Mme de La Guette. Elle devint rêveuse et ne trouva plus à rire de la soirée. Lorsqu'on fut de retour au château, Jacqueline pressa le gouverneur de s'expliquer.

— Volontiers, répondit-il. Votre mari est accompagné d'une demoiselle de ce pays qui le suit partout, et votre arrivée va un peu troubler ses plaisirs.

M. de La Roche-Vernay, voyant que notre amazone, déjà rouge de colère, parlait de donner de sa cravache dans la figure de cette demoiselle, lui conseilla d'abord de ramener son mari par la douceur et de pardonner une faute dont l'absence était la véritable cause; mais le dépit alla toujours en croissant. La beauté de Jacqueline n'était jamais si remarquable que dans ces transports de passion. Le gouverneur finit par en être frappé; quoique la dame fût confiée à sa garde, il la jugeait de taille à savoir se garder elle-même. Au lieu de calmer Mme de La Guette, il changea de langage et tâcha de l'exciter à la vengeance. Il se mesurait avec une vertu de bon aloi. Aussitôt qu'il se risqua jusqu'à mettre le genou en terre et à faire l'amoureux, Jacqueline le soupçonna d'avoir calomnié son mari. Elle prit tout uniment un pistolet, et le posant sur la poitrine du galant, elle lui dit d'un air résolu :

— Vous me trompez, monsieur, et vous m'allez avouer votre fourberie, ou bien je vous jure que je vous tue sur la place.

M. de La Roche-Vernay fut un peu étourdi par cette brusquerie et ce canon de pistolet; cependant il avait du courage, et il était fort de son innocence. Il se remit et répondit en découvrant sa poitrine :

— Tuez-moi donc, madame, pour avoir pris trop d'intérêt à votre infortune. Si mon cœur s'est ému, c'est la pitié qui a ouvert le chemin à l'amour, et puisque vous me regardez comme un imposteur, le déplaisir que j'en ressens est pire que la mort. Je vais mourir satisfait en pensant aux regrets que vous aurez demain.

Mme de La Guette détourna son arme; mais sa colère ne fut pas plus tôt envolée, que son rôle devint embarrassant. Elle avait outragé M. de La Roche-Vernay par ses soupçons. Les femmes peuvent être injustes pour un mari ou un amant, cela ne leur coûte pas beaucoup, et il n'est point de dettes qu'elles ne puissent nier à celui qui les aime; mais à l'égard d'un homme qui ne leur fut jamais rien, il n'y a pas de tribunal plus équitable que leur cœur, ni de débiteur plus exact à payer. Dès ce moment, le jeune cavalier eut affaire à la générosité de notre héroïne. C'est la position la meilleure que doive souhaiter un amoureux.

— Madame, disait-il, je vous pardonne de m'avoir accusé de perfidie. Ce n'est pas cette injure qui me touche le plus cruellement; c'est plutôt le malheur d'avoir rencontré une personne aussi aimable que vous et de n'avoir su que lui déplaire.

Jacqueline pleura et son courage s'amollit. M. de La Roche-Vernay paraissait désespéré de ses larmes. On lui devait une réparation, et

il l'obtint. Voilà comme le démon tente plus habilement les femmes par les bons sentimens que par les mauvais.

VI.

Aussitôt que le jour parut et que la raison eut repris son empire, Jacqueline eut horreur de sa faute. Elle se jeta sur le carreau à deux genoux, et levant ses bras vers le ciel, elle s'écria :

— Mon Dieu, voyez le repentir amer d'une faible créature. Pardonnez-lui, et daignez encore vous servir d'elle, toute indigne et toute coupable qu'elle est, pour l'accomplissement de vos desseins. Brisez ensuite ce vil instrument une fois que vous l'aurez employé; mais faites qu'avant de mourir j'aie exécuté mon projet d'éteindre la guerre civile.

M. de La Roche-Vernay avait été touché de la douleur sincère de Jacqueline. Il promit d'agir désormais comme s'il ne fût rien arrivé des évènemens de la veille. On apprêta les chevaux et on partit à six heures du matin pour la ville de Bourdeille, où on présumait que M. de La Guette se trouverait avec le régiment de Marsin. Il en était décampé depuis deux heures lorsque Jacqueline y arriva; mais comme le gouverneur de Bourdeille assura qu'on le rencontrerait infailliblement dans la ville de Serlac, notre amazone dit adieu à M. de La Roche-Vernay et continua son voyage. A Serlac, on ne trouva personne encore. Il y avait eu dans la nuit un coup de main. Des traîtres avaient livré une porte aux troupes royales. Beaucoup de frondeurs étaient massacrés. Jacqueline entra dans la ville au moment où le tumulte s'apaisait. A peine se fut-elle installée dans une hôtellerie, qu'un officier du roi, suivi de quatre hommes armés, vint l'interroger par l'ordre du nouveau commandant; on dressa procès-verbal de ses réponses, et il fut décidé que notre héroïne n'était autre que le comte de Marsin lui-même sous un déguisement de femme. Il fallut perdre encore un jour avant qu'une assemblée composée de six dames de la ville eût vérifié le sexe de Mme de La Guette. On lui demanda ensuite pardon de la méprise, on lui donna un guide pour Bordeaux, et elle partit enfin plus confiante que jamais dans le succès de son ambassade.

Jacqueline n'avait fait qu'une lieue au sortir de cette ville, lorsqu'elle vit au coin d'un bois huit cavaliers démontés qui lui présentèrent à bout portant les canons de leurs mousquets. Le guide et les

valets tournèrent bride et s'enfuirent au galop. Mme de La Guette, abandonnée au milieu de ces brigands, fut obligée de se rendre pour éviter une mort certaine. On lui prit son cheval, sa valise et son argent; on lui laissa seulement ses armes pour qu'elle eût l'honneur sauf. Une autre femme moins vaillante qu'elle eût perdu le courage au milieu de tant de traverses; Mme de La Guette montra toute la constance et l'énergie de son caractère en résistant aux coups d'un destin acharné. Rien ne put ébranler son ame. Elle continua son chemin à pied comme une simple pèlerine, et marchait avec autant d'ardeur que ces croisés des temps anciens qui sentaient en eux l'esprit divin les guidant à la délivrance de la terre sainte. Elle se consola de la lenteur du voyage en préparant le discours qui devait convertir M. le prince. Des paysans lui donnèrent asile le soir. On la conduisit tantôt sur des ânes, tantôt dans quelque charrette. Partout on lui faisait bon accueil et on s'empressait à la servir, parce qu'elle gagnait tous les cœurs par son air résolu, son parler cordial et sa gentillesse. Elle mangea du pain noir le plus gaiement du monde, se coucha sur le foin quand elle ne trouva pas de lit, et dormit dans son fourreau, comme disent les gens de guerre.

Un matin, après bien des fatigues, elle atteignit enfin la Dordogne, et s'apprêtait à passer cette rivière dans un bateau, quand tout à coup les sons des trompettes et les roulemens du tambour frappèrent son oreille. Elle vit à peu de distance une troupe de cavaliers qui venaient au galop. Le premier qu'elle reconnut fut M. le prince lui-même.

—Eh! dit son altesse, n'est-ce pas madame de La Guette que je vois? Courez-vous après votre mari, ou bien venez-vous remplir votre serment de me servir d'aide-de-camp?

—L'un et l'autre, monseigneur, répondit Jacqueline. Faites-moi donner un cheval, et si je puis combattre à vos côtés, cette journée sera la plus belle de ma vie.

—Je ne saurais refuser un aussi joli volontaire. Puisque le ciel vous a conduite ici, vous allez voir l'ennemi de près.

Un écuyer amena un cheval, et toute la bande piqua des deux. A un quart de lieue environ étaient embusqués deux régimens du parti des princes qui attendaient un détachement de troupes royales. L'ennemi parut presque aussitôt dans une gorge. On marcha vers lui à l'improviste. Le feu était bien nourri des deux parts. Tous les bruits de la guerre éclataient à la fois, et portaient dans l'ame de notre héroïne cette joie furieuse à laquelle on reconnaît le vrai courage.

Dans un moment où les balles sifflaient en l'air, M. le prince regarda sa voisine dont le cheval se cabrait :

— Eh bien! mon cavalier, dit son altesse en riant, cela ne vous fait pas peur? Si vous avez assez de bataille comme cela, vous pouvez vous retirer; on ne vous en grondera pas.

— Je regrette au contraire d'être si près de vous, monseigneur, car je vois bien que les autres achèveront la besogne sans moi. Vous n'avez pas besoin de vous signaler, vos preuves sont faites; mais moi, j'ai mes éperons à gagner.

— Venez donc, reprit son altesse; je me donnerai pardieu le plaisir de vous mener au bon endroit. Allons, mon beau cornette! la bride au pommeau de la selle, le pistolet dans la main gauche, l'épée dans la droite, et ferme sur l'étrier. Voilà une compagnie de chevau-légers qui nous résiste encore; il faut l'enfoncer nous-mêmes. En avant, messieurs, et place pour Mme de La Guette! Nous voulons le premier rang.

A ce cri tout l'état-major s'ébranla. M. le prince et Jacqueline ouvraient la marche. La première ligne des ennemis venait de faire feu : on la rompit sans peine; mais la seconde avait les armes chargées. M. le prince, voyant qu'on l'ajustait, cria :

— Baissez la tête, ma voisine.

Mme de La Guette eut ses plumes coupées par les balles. Elle se jeta aussitôt sur le capitaine de la compagnie et lui tua son cheval d'un coup de pistolet. Avant qu'il se fût dégagé des étriers, elle lui posa la rapière sur la gorge en lui ordonnant de se rendre.

— Rendez-vous, dit M. le prince, et remettez votre cœur en même temps que votre épée, car le vainqueur est une femme.

Le capitaine, voyant sa compagnie en déroute et la résistance inutile, se déclara prisonnier. M. le prince était dans le ravissement. Il voulait récompenser son aide-de-camp. Il ôta ses éperons et les attacha lui-même aux pieds de notre héroïne; puis il lui commanda de s'agenouiller, et lui frappant l'épaule du plat de son épée, il lui dit :

— Je vous fais chevalière! Donnons-nous, s'il vous plaît, l'accolade.

Jacqueline, ivre de joie, sauta au cou de son altesse, qui l'embrassa sur les deux joues, et jamais cérémonie ne fut plus galamment exécutée.

— Ne vous gênez point, monseigneur, dit une voix que notre amazone reconnut.

C'était M. de La Guette, qui arrivait avec le régiment de Marsin. Il eut son tour à caresser la belle guerrière, et on reprit ensuite le chemin de Bordeaux. On rencontra le prince de Conti et Mme de Longueville qui venaient au-devant de leur frère, en sorte que le retour fut une espèce de triomphe. Tout en devisant avec ces grands personnages, les époux eurent ensemble un petit démêlé conjugal. Jacqueline pardonna les fautes de son mari par souvenir des siennes, et la bonne intelligence ne fut point troublée. Le reste du jour se passa dans les repas et les fêtes. Mme de La Guette reçut toutes sortes d'honneurs et de complimens; mais elle ne perdait pas de vue son dessein. Si l'amour de la guerre l'avait entraînée un peu loin, elle pensait aussi que son crédit s'en augmenterait, et l'occasion ne pouvait tarder à s'offrir de porter le grand coup qui devait sauver la France.

Sur ces entrefaites la désertion se mit dans l'armée des rebelles. M. le prince venait d'en recevoir l'avis, au moment où notre héroïne lui demanda une audience. Jacqueline ignorait cette éloquence bourrelée qu'on apprend dans les universités et parla d'abondance, sans suivre précisément les divisions qu'elle avait arrangées dans sa tête. Elle s'étendit sur la peinture des horreurs de la guerre civile; sans aller jusqu'aux reproches, elle appuya sur la fausse gloire qu'on en tirait, et fit valoir le mérite inestimable de celle qu'on gagnait à combattre les ennemis du roi. Elle termina en posant le genou en terre pour supplier son altesse de renoncer à ses projets contre la cour et de ramener la paix et le bonheur dans le royaume. Nous ne savons pas ce qui fût advenu si la guerre n'eût pas été finie par force, car l'émotion de Mme de La Guette avait gagné le noble cœur du prince. Il voulut du moins donner à notre héroïne le plaisir de penser qu'elle avait réussi à souhait. Il l'obligea de se relever, lui prit les mains tendrement, et profita de l'occasion pour l'embrasser encore, en assurant que sa haine était évanouie. On ouvrit alors les portes. M. le prince déclara devant tous les chefs du parti qu'il allait à Paris faire ses soumissions à la reine, et qu'il recommanderait ses amis à la clémence royale. Pendant le reste de cette journée, tandis que chacun songeait à sa propre sûreté, Jacqueline entendit parler de la désertion des troupes; mais son altesse lui dit que cela n'eût point suffi pour changer ses résolutions, et que c'était elle seule qui avait amolli son ame. Elle en demeura toujours persuadée, et cette croyance aurait fait la joie de sa vie entière, si l'emprisonnement de M. le prince

au donjon de Vincennes n'eût changé pour un temps son plaisir en remords.

Les détails du retour de notre amazone n'auraient point de prix après la lecture de son premier voyage; elle était cette fois protégée par son mari. On courut bien quelques petits dangers; Jacqueline se fit une blessure au visage, en roulant sur des pierres avec son cheval; elle tomba aussi dans une rivière où elle faillit se noyer; elle se démit un bras : ce sont là de ces petits évènemens sans conséquence, dont la vie d'une femme vaillante est parsemée. En arrivant au Louvre, Mme de La Guette s'attendait à être reçue comme l'ange sauveur de la cour; cependant la reine et M. le cardinal l'accueillirent assez froidement; on l'avait desservie en racontant son exploit contre les troupes royales. M. de La Guette fut encore plus maltraité. Le dépit les prit tous deux; le mari partit pour la Flandre avec M. de Marsin, et Jacqueline se retira dans sa maison, qui se ressentait fort de l'absence des maîtres.

Mme de La Guette avait alors plus de quarante ans; c'est l'âge des passions mâles, et le plus beau pour faire la guerre. Le logis et le gouvernement de son ménage lui devinrent insupportables; rien ne put apaiser son ambition, ni la tendresse de ses enfans, ni les agrémens de la compagnie des environs, qui était pourtant choisie, puisqu'on y comptait les Molé, les dames de Coulanges et la fameuse Mme de Sévigné; Jacqueline serait tombée en consomption si le calme eût duré. Un matin, sa tête s'échauffa; elle mit ses filles au couvent, prit ses garçons avec elle, et s'en alla rejoindre son mari, qui était sous les drapeaux du prince d'Orange. La Hollande était un pays turbulent, toujours enfoncé dans quelque ligue politique, et se querellant avec ses voisins; nul séjour ne convenait mieux à une amazone. Mme de La Guette suivit les troupes, fit le coup de main en plusieurs occasions, et ajouta quelques rameaux à ses lauriers. On sait trop de quoi elle était capable en ce genre, pour qu'il soit nécessaire de dire toutes ses prouesses; nous raconterons seulement celle qui mit fin à son humeur martiale, en lui rendant les sentimens plus doux qui conviennent au beau sexe :

Le fils aîné de Mme de La Guette faisait alors ses premières armes; c'était un grand plaisir pour sa mère, que de l'accompagner au régiment. Un jour qu'il y eut une escarmouche contre une compagnie de Suisses, le jeune La Guette en vint aux prises avec un ennemi plus robuste que lui, qui le serrait de fort près. Jacqueline reconnut le

danger de son fils, et, comme elle tirait bien le mousquet, elle en prit un des mains d'un soldat, et coucha l'ennemi par terre d'un coup de feu dans le côté. Mme de La Guette, emportée par l'ardeur du combat, se précipita tout en fureur sur le blessé, de peur qu'il ne voulût encore résister; mais ce malheureux était mourant. En se jetant sur lui, elle trempa ses doigts dans le sang qui coulait à flots; elle vit un beau garçon, qui tourna vers elle des yeux obscurcis par les voiles de la mort. Le regard de ce jeune homme était plein de douleur et de désespoir; il pénétra dans l'ame de Jacqueline. Ce qui acheva de la troubler, c'est que le pauvre diable, en reconnaissant une femme, se méprit sur ses intentions, et pensa qu'elle venait à son aide :

— N'essayez point de me secourir, madame, lui dit-il; je suis un homme perdu. Tirez seulement de ma ceinture cette bourse et ce papier où vous verrez la demeure de ma mère à Genève. Envoyez-lui ce peu d'argent; c'est ma solde d'un mois. Je servais pour nourrir ma famille. Le ciel ne m'a point favorisé.

Puis en pressant la main de Jacqueline d'un air qui exprimait de la reconnaissance, il ajouta : — Vous êtes bonne! Dieu vous récompensera! — Et il mourut étouffé par le sang qui lui vint jusqu'au bord des lèvres. Jacqueline sentit de l'horreur et de la pitié. Cette triste scène se grava dans son imagination et y détruisit le prestige de la vie des camps. Elle rêvait souvent que ce jeune homme revenait lui dire avec son regard mourant : « Vous avez fait le malheur de ma pauvre mère! Les femmes ne doivent point tuer. Quittez ces mœurs barbares, ou bien vous saurez aussi ce que c'est que de perdre ses enfans. » Elle voulut d'abord fermer l'oreille aux cris de sa conscience, mais ils finirent par triompher de son goût naturel pour les batailles, et dans la suite elle attribua les chagrins qui l'accablèrent à la résistance qu'elle avait opposée aux ordres d'en haut.

VII.

A quelque temps de là, Mme de La Guette eut le plaisir de voir son fils aîné se marier avec une demoiselle de bonne maison. Elle apprit aussi que l'une de ses filles était recherchée à Paris par le chevalier de Saint-Huber qui l'avait vue dans son couvent. Ce chevalier descendait directement du patron des chasseurs, puisqu'il avait le don de guérir de la rage en touchant les gens mordus par des chiens. Il

était fort pauvre; mais comme il avait touché la reine qui craignait d'enrager, on espérait que le roi lui donnerait une pension. La seconde fille de Jacqueline, étant portée à la dévotion, prit le voile volontairement. Toutes ces choses promettaient à la mère un avenir heureux. Cependant, en peu de jours, ces biens se changèrent en maux. Saint-Huber fut oublié du roi, et le mariage ne se fit pas. La fille aînée vint rejoindre sa mère à Gand, et comme rien ne put dissiper sa mélancolie, toute la famille qui l'aimait en fut affligée. Une troisième fille mourut chez M. d'Alais. M. de La Guette lui-même prit les fièvres dans une campagne d'hiver et rendit son ame à Dieu après quatre mois de souffrances et de langueur. Enfin, pour dernier coup, et celui-là fut le plus cruel de tous, le fils aîné reçut au siége de Maestrich un boulet qui lui enleva les deux cuisses. Tant de secousses ébranlèrent la fermeté de Jacqueline. Son caractère s'amollit par l'habitude des larmes. Elle perdit sa vivacité, sa belle humeur; sa beauté même en fut endommagée. Une révolution aussi considérable dans son esprit et sa personne l'étonna elle-même, et souvent elle répétait que son heure dernière devait être proche. Malgré ces pressentimens fâcheux, elle eût pu vivre long-temps encore, car elle avait une constitution de fer. Une aventure où elle se jeta inconsidérément mit fin à cette carrière romanesque, comme si le sort eût désiré par amour de l'art que Mme de La Guette mourût héroïquement.

La tendresse de Jacqueline s'était reportée entièrement sur son second fils, qui était un aussi beau et brave garçon que l'aîné. Tout en craignant pour ses jours, la mère n'eût voulu pour rien au monde le détourner de la guerre et des devoirs d'un honnête gentilhomme. Elle le mit sous les drapeaux, et se contentait de pleurer lorsqu'il allait aux camps; mais elle lui disait au milieu des caresses et des pleurs : « Battez-vous bien, mon enfant; faites qu'on parle bien de vous, et que Dieu vous préserve d'accident! »

On ne sait jamais ce qu'on doit souhaiter, tant la mauvaise fortune est habile à nous frapper par le côté où nous y pensons le moins. Ce fut dans un temps de paix, et au sein du repos, que la mort vint encore s'abattre sur cette maison malheureuse. Le petit La Guette était, comme son père, d'une complexion amoureuse; il avait les passions et la fougue qu'on excuse dans les jeunes gens. Il gagna les bonnes graces d'une dame assez jolie, de la ville de Gand; cette personne était coquette et galante. Notre garçon eut plusieurs rivaux aussi bouillans que lui, quoique moins courageux. Ils le prirent en haine parce qu'il était favorisé, et ils se concertèrent pour se défaire de lui

à l'italienne, en l'assassinant. Le jeune homme aimait fort la chasse et s'en allait souvent courir tout seul dans la campagne. On paya des estafiers pour l'attendre au coin d'un bois et le tuer.

Un jour que son fils était hors du logis, Mme de La Guette fut réveillée de grand matin par un paysan qui accourait tout en nage pour lui parler.

— Madame, lui dit cet homme, je suis le maître d'un cabaret de village. Il est venu hier trois spadassins qui ont couché dans ma maison; je les ai entendus causer entre eux d'une personne qu'ils doivent tuer ce matin. Ils ont prononcé le nom de votre fils, ce doit être lui qu'ils attendent au détour d'un chemin. Envoyez-y du monde; je conduirai vos gens; ne perdez pas un instant.

Dans son émotion, Mme de La Guette voulut courir elle-même au-devant de son fils. Elle mit à la hâte ses habits d'amazone, chargea ses armes et appela ses valets. La prudence et le bon sens voulaient qu'elle emmenât plus de monde avec elle qu'il n'en fallait pour empêcher le coup; mais sans y songer, et par cette habitude scrupuleuse des ames vaillantes, elle ne prit que deux laquais bien courageux, afin d'être trois contre trois, de même que s'il se fût agi d'une affaire d'honneur. On monta aussitôt à cheval, le paysan à la tête de la troupe, et l'on traversa par le milieu des champs pour arriver plus vite.

Lorsqu'on fut au détour où le guide avait compris que le guet-apens se devait faire, on ne vit personne; il ne semblait point, en regardant l'herbe et les buissons, qu'il se fût passé là une scène de violence. La terre n'était pas remuée comme après un combat. Le paysan ne savait plus que dire : il pensait qu'il fallait demeurer, et que les estafiers allaient venir bientôt. Mme de La Guette tomba dans une indécision mortelle. Il se pouvait que son fils fût attendu dans un autre lieu, et qu'il y mourût sans recevoir de secours. Elle laissa un de ses hommes au détour du chemin, l'autre monta sur un tertre d'où l'on voyait au loin dans les champs. Elle leur commanda de l'appeler à grands cris s'ils découvraient quelqu'un, puis elle s'avança pour battre les bois sous la conduite du paysan. Des pas d'hommes qu'elle trouva sur une terre molle lui firent penser que les assassins y avaient marché tout nouvellement; elle suivit ces traces aussi vite qu'elle put, mais une lande considérable se présenta, où l'on ne voyait plus la marque des pas. Jacqueline visita la lisière du bois, tandis que le paysan battait la bruyère. Enfin elle aperçut des chevaux attachés à un arbre : elle courut au galop de ce côté; les trois estafiers étaient assis par terre à deux pas de là.

— Que faites-vous ici? leur dit-elle; vous êtes des brigands. Remontez à cheval, et allez à la ville sur-le-champ.

— Passez votre chemin, répondit le chef de ces spadassins, nous avons affaire ici.

— Je sais ce que c'est, reprit Jacqueline; vous venez pour tuer M. de La Guette, mais vous ne le tenez point; je suis sa mère!

— Nous vous connaissons; vous êtes une vaillante. Mais puisque vous savez de quoi il s'agit, vous devinez bien, madame, que nous avons reçu de l'argent; il nous faudrait le rendre, et cela ne fait pas notre compte. Donnez-nous parole, sur l'honneur, de nous payer cent pistoles demain matin, et nous partons à la minute. Le marché vous plaît-il?

Les craintes et la tendresse maternelle ne purent étouffer ni la vivacité du sang ni l'humeur guerrière de notre amazone.

— Je n'entre pas en marché avec des canailles de votre espèce, dit-elle.

— Songez que nous sommes trois contre vous.

— Prétendez-vous m'effrayer? Mes gens sont là-bas, et je n'ai qu'à tirer ce pistolet pour les voir accourir.

— Allons-nous-en, disaient les deux spadassins.

— Un moment! reprit le chef. Combien avez-vous de laquais avec vous?

— Deux seulement, mais qui en valent six comme vous autres coquins.

— Voilà où gît l'erreur. Nous ne sommes pas de ces vauriens qui volent l'argent du monde en manquant leurs coups; nous tenons à le bien gagner, et pour preuve, nous ferons aujourd'hui double besogne en vous tuant d'abord, et votre fils après. Quant aux laquais, ce sont des poltrons.

Le bandit ajouta quelques mots dans une langue étrangère, que Mme de La Guette n'entendait point. Elle comprit que ces gens s'apprêtaient à l'attaquer. Une autre qu'elle eût pris la fuite sans scrupule et sans honte; mais les instincts de nature triomphèrent encore une fois dans cette personne courageuse. Jacqueline prévint les brigands, en lâchant un coup de pistolet dans le groupe; elle en blessa un à la main gauche. Alors ces trois coquins se jetèrent sur elle et la prirent en même temps de trois côtés. Notre héroïne maniait aussi admirablement le cheval que l'épée; elle renversa un des bandits sur le dos, avec le poitrail de sa monture, et fit tant de volte-faces, que les autres n'osaient plus approcher. Cependant l'un d'eux courut

à l'arbre où étaient les chevaux et en rapporta une espingole chargée de douze balles; il tira sur Jacqueline, qui roula par terre blessée mortellement. Les assassins tombèrent ensuite sur notre héroïne, et furent assez lâches pour la percer encore de cinq coups de rapière. Elle résista jusqu'au dernier soupir. Le chef de ces misérables, qui l'avait achevée, raconta par la suite qu'en mourant elle l'avait regardé d'un air si furieux et si terrible, qu'il n'en avait point dormi de trois semaines.

Ainsi périt Mme de La Guette, comme elle avait vécu, c'est-à-dire intrépidement, l'épée au poing et la face tournée vers l'ennemi. Si son grand cœur ne suffit pas à la préserver de la mort dans cette mauvaise rencontre, elle eut du moins, en l'autre monde, la satisfaction de voir qu'elle avait sauvé son fils, car les bandits prirent la fuite et s'enfoncèrent dans la forêt, de peur d'être poursuivis par les gens de Mme de La Guette, qui accouraient au bruit du combat. Le corps de notre amazone fut rapporté à Gand; on lui fit un service très beau, où assistèrent le comte de Marsin, M. de Monterey et bien d'autres grands seigneurs. On lui éleva un tombeau de marbre, aux frais des bourgeois de la ville, sur lequel on grava en abrégé les traits les plus sublimes de sa vie et l'énumération de ses vertus.

Puisse le lecteur bénévole avoir trouvé quelque délassement au récit des hauts faits de Jacqueline de La Guette, et nous pardonner de l'avoir tenu aussi long-temps pour lui donner une faible idée de ce que nos pères appelaient une *femme vaillante*.

PAUL DE MUSSET.

SCÈNES

DE

LA VIE PRIVÉE

DANS L'AMÉRIQUE DU NORD.

THE CLOCKMAKER, BY HALIBURTON.[1]

C'est une curiosité assez piquante qu'un livre et un excellent livre composé, imprimé, publié dans une des villes du globe les plus inconnues, entre le cap Breton et les Apalaches, sur les bords de l'Océan atlantique, dans le giron d'une civilisation endormie, que le voisinage des États-Unis achève de décourager, d'étouffer et d'engourdir. Qui se doute de l'existence d'une petite capitale composée de cinq ou six grandes maisons blanches et de deux ou trois cents mauvaises petites maisons rousses, sous le 40e degré de latitude nord, le tout dominé par la vaste maison du vice-roi anglais, sir George Campbell, gouverneur de la Nouvelle-Écosse?

Cette capitale se nomme Halifax, et ce gouverneur n'a rien à

(1) Halifax et Londres; Paris, chez Baudry.

faire. Heureux souverain ! Sous ses fenêtres un cimetière abandonné, où l'on n'enterre plus personne, étend son vaste silence, et le nouvel écrivain prétend que l'administration du vice-roi n'a pas de symbole plus exact.

A l'ombre de l'ennui que doit répandre cette société sans vie, sans avenir, sans industrie, sans richesse, sans émulation, au bruit de la mer murmurante, et sous un climat tantôt rigoureux, tantôt brûlant, il s'est récemment trouvé, non comme vous pourriez le croire, un poète lyrique inspiré, un romancier créateur de féeries, un chantre épique, sublime comme l'Océan, mais ce qui est plus rare, un grand observateur et un philosophe original. Si l'on me disait qu'un ouvrage possédant un grain, un seul grain, un pauvre et misérable scrupule d'originalité, vient de paraître à Java ou à Madagascar, j'aurais, je pense, le courage d'apprendre le madécasse ou le javanais. Ici la peine était moins grande et la moisson plus fertile; il ne s'agissait, pour jouir de ce naïf et nouveau plaisir, que de s'habituer au dialecte anglo-américain, espèce de patois composé de soustractions et de multiplications de syllabes, de redoublemens de consonnes et d'ellipses de voyelles, qui n'ont rien de bien formidable. Le patois d'Écosse, si habilement transformé en langue poétique par Robert Burns et Ramsay, offre cent fois plus de difficultés.

C'était donc acheter bon marché une jouissance vive et inconnue. Je me mis à étudier de très près l'ouvrage de M. Haliburton : tel est le nom de l'écrivain colonial. En moins d'une semaine, on peut se rendre maître de toutes les finesses du patois anglo-américain; même sous le point de vue philologique, c'est là un travail très amusant et très utile. Les philologues qui cultivent avec une patience si exemplaire et une assiduité plus méritoire que profitable le jardin des racines grecques, hébraïques et sanskrites, devraient bien s'occuper un peu des changemens actuels que les langues modernes subissent sous nos yeux. Ils saisiraient au passage quelques-uns des faits les plus curieux de la science difficile à laquelle ils se livrent. Au lieu d'opérer sur des cadavres étymologiques, ils s'exerceraient sur le sujet vivant. C'est plaisir de prendre sur le fait les variations que le génie des peuples différens introduit dans le langage, soit sous le rapport des idiotismes, soit quant à la prononciation. Il ne s'agit plus ici d'hypothèses, mais de réalités, ni de conjectures inventées et superposées, mais de faits incontestables.

La véritable science philologique est là. Bien peu de personnes s'en doutent. On rédige des dictionnaires celtiques, sans daigner

s'abaisser jusqu'à ramasser les mots et les phrases qui se forment et se déforment chaque jour. Aucun Anglais, que je sache, n'a pensé à remuer et à grouper dans un lexique commun les dialectes de la langue anglaise, qui sont encore aujourd'hui à l'état de patois, et qui n'ont pas droit au titre de langue spéciale : les dialectes du Cumberland, du Lancashire, du Sommersetshire, l'écossais, l'irlandais, le dialecte des États-Unis, et l'argot bizarre que les métis hindostaniques parlent aujourd'hui. Le livre de M. Haliburton, intitulé *le Marchand d'Horloges,* ou si l'on veut *l'Horloger,* quoique la première de ces désignations lui convienne mieux, ne laisse rien à désirer à ceux qui veulent embrasser d'un seul coup d'œil toutes les élégances américaines. D'ailleurs, je l'ai dit, c'est un fort bon livre.

N'y cherchez pas un roman, une histoire, un drame, un traité philosophique, un voyage, un récit, une déclamation; ce livre-patois, écrit par un colon d'Halifax, livre tout rempli d'adages à la Sancho Pança et de contes dignes de Bonaventure Desperiers, est tout bonnement le meilleur et le plus curieux ouvrage que la littérature anglaise, aujourd'hui si pauvre, ait produit depuis cinq ans. Il explique à la fois la civilisation ébauchée et vivante des États-Unis, la civilisation étiolée et nouée du Canada, et la profonde torpeur des possessions britanniques voisines. Il entre dans le détail secret des mœurs privées (1) et fait comprendre tout ce que les voyageurs anglais laissent dans l'ombre. La plupart des voyages aux États-Unis sont fort peu satisfaisans. Un Anglais tory accoutumé au respect et à la vénération de ce qui l'entoure, une actrice à la mode qui vient exploiter l'enthousiasme lucratif des républicains, une économiste romanesque qui regrette de ne pas trouver par-delà l'Océan Atlantique la réalité de ses illusions, ce sont là des guides peu dignes d'estime et de foi; leur observation s'arrête à fleur de peau; ils n'ont guère que des épigrammes stériles et de frivoles satires à nous offrir comme renseignemens sur un état de civilisation dont l'histoire n'offre pas d'autre exemple, et sur une société à peine formée, mais dont nul ne peut contester la singulière grandeur.

(1) « No, if you want to know the inns and outs of the Yankees, — I 've wintered « them and summered them; I know all their points, shape and breed; I 've tried « them alongside of other folk; and I know where they fall short... where they mate' « em, and where they have the advantage... » — « Quant aux Yankies (Américains du sud des États-Unis), si vous voulez connaître leur endroit et leur envers, — je les sais par cœur; — je les ai pratiqués hiver comme été; — je connais tout ce qui les regarde, leur généalogie et leurs formes; — je les ai expérimentés à côté d'autres peuples. — Je sais en quoi ils sont inférieurs, ou supérieurs, ou égaux. »

(LE MARCHAND D'HORLOGES. — *Ses tristesses,* chap. XI.)

Il y a, on ne peut trop le répéter à l'Europe et à ses hommes d'état préoccupés, deux nations et deux vastes espaces qui méritent l'observation la plus attentive; elles sont maîtresses de la puissance inconnue; l'avenir est à elles : nations jeunes sans doute et contrées mal peuplées, mais qui ont tout à faire et qui grandissent; je veux parler de l'Amérique et de la Russie.

L'une et l'autre sont trop occupées de leur croissance pour s'en rendre compte; l'une et l'autre sont trop peu naïves pour qu'on les croie sur parole quand elles parlent d'elles-mêmes.

Les productions américaines manquent spécialement d'originalité. On dirait que les peintres, les orateurs, les poètes, les sculpteurs, les historiens des États-Unis, tenant leurs regards fixés sur l'Europe et comme écrasés par tant de beaux souvenirs, perdent le courage nécessaire pour puiser à la source vive des idées personnelles et des sentimens naïfs. Le burin du graveur est froid, la disposition du peintre est méthodique; l'éloquence du prédicateur rappelle les amplifications du collége, les débats parlementaires offrent une succession indéfinie de harangues pompeusement vulgaires. Le lieu-commun, cette affreuse contagion de la servitude intellectuelle, se répand comme un nuage gris sur toute une littérature vague, pâle, diffuse, décrépite dans son berceau. La muse répète avec une douceur fade les tristesses de William Cowper et les moralités de Wordsworth. Le patriotisme local de chaque province condamne l'historien à une minutieuse et lente exactitude, qui, ne lui permettant pas d'écrire des annales, mais seulement des inventaires, dévoue six volumes in-octavo à la généalogie de Pittsburgh ou de Nashville, sans compter six autres volumes envahis par les documens. Le meilleur écrivain dont puissent être fiers les États-Unis, Washington Irving, homme de goût et de savoir, d'un style élégant, fin et poli, s'attache plutôt à continuer Adisson et Robertson, ses maîtres, qu'il ne prétend marquer d'une nouvelle et radieuse empreinte une littérature naissante. Fenimore Cooper, imitateur évident de Walter Scott, peintre exact et hardi de l'océan et des forêts, pèche par la stérilité de l'invention et par cette exagération du détail que l'art ne peut admettre sans descendre jusqu'à l'esclavage patient qu'exigent les œuvres mécaniques. Lorsque, tout récemment, une *revue* anglaise (1), dans sa bienveillance sympathique pour le cousin Jonathan (2), voulut mettre en

(1) Le *Quarterly Review*.

(2) Le peuple des États-Unis.

relief le talent des orateurs américains, le rédacteur se laissa engager dans une contradiction assez plaisante; la résolution laudative de sa critique était sans cesse démentie par les fragmens qu'il était forcé de citer. On y trouvait des océans de mots répandus sur des déserts d'idées, des torrens de métaphores communes se précipitant comme la pluie du ciel, la foudre de l'expression mélodramatique tonnant au milieu de cette solitude et de cette brume; aucune nouveauté, aucune simplicité, aucune énergie, aucune finesse, à peine le sentiment du rhythme et du nombre. L'absence du goût n'étonnerait peut-être pas chez une nation qui déploie et essaie pour la première fois ses vastes ailes; c'est la hardiesse, la spontanéité, la grandeur des idées et du style, que l'on est surpris de lui demander en vain. Ses fondateurs furent des hommes énergiques. Le grand mot *liberté* remplit de son bruit et de sa splendeur tout l'espace compris entre la Floride et le Maine, entre l'Atlantique et les montagnes Rocheuses. Là vivent des républicains, fils de Washington, petits-fils des puritains indomptables, arrière-neveux des Saxons et des Teutons. L'énergique activité qui, depuis des siècles, précipite le mouvement de ces générations athlétiques, n'a rien perdu de son impulsion première. Partout on bâtit des ponts, des villes s'élèvent, on creuse des canaux, la machine à vapeur vole, les assemblées populaires se forment, de nouveaux districts sont arrachés à la vie sauvage, le désert cède, les landes sont cultivées, les forêts s'éclaircissent, les hâvres s'ouvrent, les manufactures sortent de terre, le triomphe de la civilisation saxonne continue. On ne peut pas soutenir que les héros de ce triomphe manquent de génie; mais leur génie, ils ne l'écrivent pas : ils s'en servent. Aujourd'hui et pour long-temps encore, ils vivent dans la mêlée de l'industrie, ils sont dans le feu du combat. Penser est un métier d'oisifs. Ils n'ont pas le temps. Leur littérature est factice et ne tient pas à eux : ils ne possèdent pas ce loisir national, fonds nécessaire d'une littérature nationale. Ils ne reçoivent pas encore l'impression de cette nature grandiose qui les environne; ou si cette impression les frappe, elle n'a point de force; rien ne la concentre dans le foyer ardent et silencieux qui, par une magnifique alchimie, transformant la sensation et la pensée, fait naître les arts, la poésie et l'éloquence, couronne des peuples mûrs, couronnement des sociétés achevées.

Ce n'est donc pas eux qu'il faut consulter, car ils ne se comprennent pas encore. Ce ne sont pas les Anglais, leurs aristocratiques ennemis, qui s'attachent à nier la puissance des démocrates, leurs anciens co-

lons. Dans l'ouvrage qu'il vient de publier, M. Haliburton suppose qu'un Anglais parcourant les possessions britanniques fait rencontre d'un colporteur et fabricant d'horloges, Samuel Slick, de Slickville, dans le Connecticut; ils se mettent à voyager ensemble. Tantôt sur une petite carriole, tantôt à cheval, Slick et son nouvel ami, qui ne joue guère d'autre rôle que celui de comparse, visitent la Nouvelle-Écosse, l'Acadie, le Maine, et toute cette portion contestée de l'Amérique septentrionale qui appartient aux États-Unis et à l'Angleterre. On frappe à la porte des chaumières, on entre dans les fermes, on s'arrête dans les auberges; on ne laisse échapper aucune occasion de juger les hommes et de les observer sans en avoir l'air, presque sans le vouloir. Rien n'échappe à Slick des originalités et des singularités de cette société nouvelle. Il a des rapports de commerce avec tout le monde, et il débite une quantité prodigieuse d'horloges de bois, grace à la souplesse de sa parole; il se vante surtout de connaître la nature humaine; aussi comme il juge les hommes et les choses!

Depuis les personnages de Walter Scott, on n'a rien inventé de mieux que Samuel Slick. Ce marchand d'horloges du Connecticut est une excellente et spirituelle créature, n'ayant pas d'esprit à notre manière, de cet esprit déjà vieux, cent fois retourné, un peu rance, un peu usé, flétri par ses métempsycoses, ayant traversé le collége, Rome, la Grèce, l'Égypte et quelque trente siècles de filiations, mais un bon esprit naïf et natif, qui sort de l'expérience comme l'étincelle pétille en sortant du rocher; vif, bref, pénétrant, ne s'embarrassant pas des mots; quelque chose de Sancho Pança devenu homme politique, Sancho républicain. C'est le seul observateur sensé des mœurs américaines.

Cet homme traverse les États-Unis en long et en large, semant sur la route et pour de grosses sommes ses horloges de bois; véritable Ulysse américain. Son nez est pointu, son front haut, sa taille droite et fine, sa physionomie riante et madrée, son teint bronzé par l'intempérie des saisons qu'il affronte, son œil étincelant de pénétration et de vanité. Il réunit les qualités du marchand, du voyageur, du diplomate, du courtisan et du sauvage. Membre d'une société qui n'admet point de maîtres et qui n'a que des maîtres, il flatte tout le monde, sûr de tromper tout le monde. Actif, industrieux, d'une trempe d'esprit et de corps vigoureuse et flexible, il ne cède à personne, et n'a besoin de personne. Dans un pays de commerce, et qui ne peut se soutenir et s'élever que par un effort con-

tinu d'industrie, d'agriculture et de négoce, il sait que l'intérêt de tous est de respecter la loi; aussi a-t-il toute la probité du marchand, toute la régularité du banquier, toute l'exactitude du commis. Il ne friponne jamais ses pratiques. Il les *met dedans* (*he takes them in*). Son bonheur consiste à user de sa pénétration pour engager ceux avec lesquels il trafique, à venir s'enferrer et se duper eux-mêmes : il a de merveilleux traquenards pour la cupidité d'autrui; il est ravi quand un chaland qui essaie de le duper, se vole tout seul. Il excelle dans cet art difficile de présenter un appât à la spéculation de ses concitoyens, d'exciter leur désir, d'irriter leur ardeur, de cacher un moment l'hameçon, de le laisser reparaître, de les entraîner tout haletans, et de leur livrer enfin une proie dont eux-mêmes sont la proie. Il n'attrape personne; il n'est pas si sot. Il fait le niais, excellent rôle dans la vie, et s'arrange de façon à ce que les autres veuillent bien s'attraper eux-mêmes. S'il était moins vantard et moins patriote, on le prendrait pour un Normand; moins futé et moins processif, pour un Gascon. Tel que nous le voyons, c'est un délicieux personnage.

Samuel Slick ne s'est point marié; il dit que c'est un marché trop chanceux, et il ne spécule jamais qu'à coup sûr. Les graces du beau sexe ne le trouvent pas insensible; mais il cède à la séduction modérément, maître de ses passions et de ses goûts, jouissant de la vie selon la mode américaine, sans trop risquer de son capital. Cette portion de bon sens pratique et expérimental, qui le rapproche de Sancho, s'est aiguisée chez lui par l'habitude du négoce. Il aime son cheval sans faiblesse; il courtise les beautés de la route, sans leur livrer son cœur; il savoure le grog et le *mint-julip* (1), sans jamais s'enivrer. C'est un sage. On regrette qu'il soit un peu fripon, et même raffiné. Mais que voulez-vous? C'est le commerce. Si vous le comparez à Sancho, vous le trouvez moins ingénu, mais plus avancé; un Sancho qui ne peut avoir de don Quichotte. Aucune imagination décevante, nulle illusion lointaine, nulle brillante hallucination, ne jetteront Samuel Slick en dehors de ce raisonnable et utile sillon de l'observation intéressée, de la flatterie calculatrice et de la séduction commerciale. Art plutôt que métier pour lui, il en estime la philosophie plutôt que les bénéfices. Il méprise les hommes, parce qu'il les attrape souvent, et cela le relève à ses yeux.

Il tend ses piéges comme le chasseur et l'homme politique, atta-

(1) Eau de menthe.

chant plus de prix à réussir qu'à gagner beaucoup d'argent. Quand le poisson est pris, la pêche terminée, l'argent dans sa poche, il rit, moins par avarice que par amour-propre, et il examine alors, pièce à pièce, d'un œil charmé, cette horloge à mille rouages, cette ame humaine dont le *moi* est le grand ressort. Son analyse vaut toutes celles de Dugald Stewart et même d'Emmanuel Kant. Il aime sincèrement son pays, dont les institutions, perfectionnant toutes les belles facultés dont nous parlons, ont fait du colporteur marchand d'horloges un personnage national, un symbole, un résumé, un type. Mais son patriotisme ne l'empêche pas de voir clair. Ultrà-Américain, ami véhément de la république fédérale, méprisant les autres peuples, certain de la supériorité qui place les États-Unis à une distance énorme de l'Europe, il n'en a pas moins les yeux très ouverts sur les abus, les fautes, les dangers, les misères de sa patrie. Il en raisonne, comme de tout le reste, pertinemment, froidement, simplement, sans détours, sans rhétorique, allant au fond des choses, prenant les faits pour des faits, et les phrases pour des phrases. Quand le raisonnement lui manque, les anecdotes lui viennent en aide. Après les anecdotes affluent les proverbes. Quand il ne trafique pas, il raconte, et fume, et chevauche, et se prélasse dans sa finesse, et se réjouit de ses bons tours, et se rit de ses dupes, pressant de l'éperon sa fidèle monture, et endoctrinant le voyageur anglais auquel il fait comprendre ses théories, ses souvenirs, ses supercheries, ses espérances, l'état du pays, les Américains, les Canadiens, les New-Brunswickois, et les *nez-bleus*, c'est ainsi qu'il nomme les habitans de la *Nouvelle-Écosse*, pays très peu connu auquel appartient par parenthèse l'auteur de ce charmant livre.

Notre Anglais et Samuel Slick suivent les bords de l'Atlantique, et, après avoir parcouru la Nouvelle-Écosse, ils entrent dans le Maine, qui appartient, comme on le sait, aux États-Unis. Chemin faisant, tous les individus qu'ils rencontrent, toutes les anecdotes que la présence des lieux rappelle au marchand d'horloges, tous les souvenirs dont son expérience est armée, lui servent à expliquer la situation morale des possessions britanniques et des états républicains, leur passé, leur avenir et leurs progrès. Il ne s'en tient jamais à la théorie et ne s'adresse qu'aux faits; c'est la méthode de Franklin, le Socrate de son pays. On voit entrer en scène vingt personnages qui valent mieux que ceux de Cooper, empruntés non à la vie exceptionnelle des bois et des déserts, mais à la société réelle qui s'agglomère et se forme dans les villes à peine construites et dans les fermes clair-

semées; ces acteurs ne tiennent point de longs discours sur la politique, la religion, le commerce ou l'agriculture, mais ils représentent avec exactitude la marche des intérêts et le développement des esprits.

Comme Samuel, ils parlent le dialecte des classes inférieures américaines. Ce patois du calcul, de la prudence, de l'intérêt, de la spéculation commerciale, de la ruse suspendue entre la fourberie illicite et la probité, est fort curieux en lui-même; je le recommande aux philologues. On voit, en l'étudiant, comment les passions des hommes entrent dans le dictionnaire des peuples, et par quel procédé inaperçu les idiomes changent de forme en traversant de nouvelles mœurs. Le bonhomme Samuel Slick ne répond jamais à une question par une assertion assez positive pour le compromettre et l'engager. — « D'où venez-vous, et où allez-vous? lui demande d'un ton rude un vieil Anglais, précepteur de son état, nomade par nécessité, et qui s'occupe à se griser sérieusement dans une taverne de la côte. Je crois me souvenir vous avoir vu quelque part. — Je *devine*, répond Slick (*I guess*), que vous pouvez m'avoir vu quelque part en effet; mais je ne *calcule* pas (*I don't calculate*) exactement dans quels parages. — Ni moi non plus. — Et d'où venez-vous comme cela, de Lunembourg? — Je ne *prétends* pas dire que je n'aie pas été à Lunembourg. — Joli endroit, mais on n'y parle que le hollandais; je déteste le hollandais; la langue anglaise est le seul idiome digne d'un homme. Vous disiez donc que vous veniez... je ne me rappelle plus d'où. — Je n'*estime* pas exactement vous avoir cité le lieu particulier d'où j'arrive... — A votre santé; je vois que vous êtes Anglais, vive la vieille Angleterre! — Je ne *spécule* pas (*I don't spekilate*) vous avoir dit que j'étais Anglais. — Tant pis pour vous. D'où diable venez-vous donc? — On dit, *généralement parlant* (*in a gin'ral way*), que je suis des États. — J'aurais dû le deviner à vos spéculations, estimations, divinations, calculations, et à toutes vos misérables évasions. » — Mais dès qu'il s'agit des États-Unis, de la République, de Daniel Webster, de Clay, de Jefferson, de John Adams, de Bunker's Hill et des héros de la révolution américaine, ce dialecte oblique et bizauté, ce langage qui marchande constamment la pensée, ces réponses qui escamotent la moitié de leur sens, se réservant toujours une issue dérobée, font place aux assertions les plus positives et au mélange le plus amusant des expressions de la boutique et de l'emphase du collége. — « Calculez de votre mieux, mon cher précepteur; il est certain et définitif que parmi les peuples, nous avons aujourd'hui le numéro 1, lettre A, première colonne, sans tare, sans dé-

duction, sans soustraction et sans avarie. Je spécule que ceux qui ne conviennent pas de cela ne savent pas faire une addition complète, et qu'ils n'entendent rien aux premières règles des chiffres. Il est clair que nous avons la plus splendide *location* (*the most splendid location*) qui soit entre les deux pôles; c'est généralement reconnu. Le plus grand homme de ce temps-ci est assurément le général Jackson; il passe Napoléon Bonaparte d'un grand *bout de craie* (*by a long chalk*). Je ne parle pas de Van Buren, de Daniel Webster, d'Amos Kindle, et de tout un radeau (*a whole raft*) d'hommes d'état qui *vont à tout* et sont capables de tout (*up to every thing*). L'Angleterre donne le fouet au monde, et nous donnons le fouet à l'Angleterre. » Cette dernière sentence est la bien-aimée de Samuel Slick, et revient au bout de toutes ses harangues.

— « Savez-vous, dit le marchand d'horloges, pourquoi les gens de la Nouvelle-Écosse, les *nez-bleus*, comme on les appelle, ne réussissent à rien, tandis que tout nous réussit? C'est qu'ils parlent toujours, et nous, nous agissons toujours. C'est un fait. Quand nous voulons des paroles, nous en avons pour notre argent. Nous payons les avocats et les orateurs, ceux-là s'en vont au congrès ou devant les juges, et ils s'acquittent diablement habilement de leur mission. C'est un fait. Un *nez-bleu* dit : « Il est question de partir pour l'ouest; j'y songerai. » Un Yankee ne dit rien que ces mots : « Vers l'ouest! » — Et en avant! Il est parti, droit et vite, comme l'éclair. Chez nous, quand les gens ne travaillent pas, nous ne plaisantons guère, nous les pendons. C'est la loi de la lanterne (*lynch-law*). Les cinq joueurs de Vixburg ont passé par là. Les bons citoyens font l'émeute, mais une émeute bien organisée, et ils n'y vont pas de main morte, à ce que je suppute. »

« Aussi je calcule que nos citoyens sont les plus éclairés, les plus honnêtes et les plus libres qui soient sur la face du globe! — Et les plus modestes, interrompit le voyageur. — Ce qui est un fait, reprit Slick sans se démonter, c'est que nous avons le bon bout. Nous allons de l'avant; nos voisins vont de l'arrière. Nous battons tous les peuples du monde. Nous mangeons vite, nous marchons vite, nous bâtissons vite, et nous vivons vite. Nous avons tant de choses à faire! Celui-là se lèvera de bon matin et aura ses dents de sagesse bien poussées et bien venues qui nous dépassera. C'est un fait.

— Eh bien! dit l'étranger, vous êtes satisfaits du présent, sûrs de l'avenir, et votre confiance me charme. La crainte du mal est pire que le mal, mon cher Slick!

— Oh! reprit le marchand d'horloges (c'était après souper, dans une petite auberge, sur les bords de la rivière Philippe, et Slick avait ingurgité quelques douzaines d'huîtres de Shyttaïack, renommées dans le pays, mais sujettes à une digestion mélancolique); oh! je devine que les choses de ce monde ne vont pas toujours droit et bien, la main haute, sur le comptoir, sans tricherie et sans marchander. Les États-Uuis, le plus beau pays du monde, ne sont pas sans leurs petites douleurs intestines. Nous avons d'abord les *noirs* et les *blancs*, deux partis qui se montrent les dents et qui grommellent. Les *protestans* et les *catholiques* dressent les oreilles et lèvent la queue, tout prêts à ruer. Les *abolitionistes* et les *planteurs* ne ressemblent pas mal à deux taureaux dans un pâturage. Il y a encore deux points assez dangereux, l'*émeute* et la *lanterne;* et gare à ceux qui passeront par là. La *nullification* et le *tarif* brûlent en dedans, comme un trou à charbon d'où la fumée sort, en attendant mieux. Les partisans du *gouvernement central* et du *gouvernement provincial* s'escarmouchent de temps à autre, et, quand on en sera venu à la grande mêlée, vous en verrez de belles. L'*excédant* du revenu est encore un autre os à ronger, ajouta-t-il en se balançant tristement sur sa chaise et en allumant son cigare.

— Voilà un tableau peu séduisant, reprit l'étranger; mais je doute qu'il soit fidèle. Si cela était, pourquoi donc les États-Unis exerceraient-ils, et sur les populations voisines et sur l'Europe elle-même, un pouvoir d'attraction si formidable?

— Attraction irrésistible! s'écria le marchand d'horloges en frappant sur la table. Irrésistible, vous dis-je! C'est une puissance de succion; c'est une activité qui absorbe; c'est un mouvement violent et attractif. Vous avez vu cela dans certaines rivières. On n'y échappe pas, tout y vient, tout s'y porte, tout s'y perd. Si nous possédons les élémens de combustion, nous avons aussi ceux de la force. C'est un fait!

Après avoir ainsi philosophé, il reprit son cigare.

— Mais, lui dit l'interlocuteur, le témoignage de tous les voyageurs est contre vous, mon cher Slick.

Samuel fit un geste d'ineffable mépris :

— *Les voyageurs!* Les voyageurs anglais! De jolis garçons, à ce que je suppute. Lieutenans en congé, actrices en tournée, qui brûlent le terrain et traversent cinq mille milles en cinq semaines pour rapporter chez eux un paquet d'anecdotes gros comme les Alleghanis, et faire connaître au monde le vrai caractère des Américains du Nord!

Ils nous ont étudiés comme j'ai étudié le français chez mon précepteur de Boston, en deux jours. La première fois que j'allai à la Nouvelle-Orléans, j'accostai un Français dans la rue, et je lui dis, calculant que je me ferais comprendre : *Polly woes a french shay?* (1) — Je n'entends pas l'indien, me répondit-il. — Ne me parlez pas de vos voyageurs... — Cela n'empêche pas, reprit-il après un moment de silence, que nous autres Américains, nous damons le pion à l'univers. Je calcule que plus une machine à vapeur est chauffée, plus elle va vite, et la chaudière, à ce que je devine, peut éclater. C'est là notre affaire. Nous allons vite, nous allons bien, et cela chauffe en diable. Les Anglais battent le monde, et nous battons les Anglais. Nous perfectionnons tout; nous avons perfectionné la nature humaine. L'Américain des États-Unis a du fonds, de la vitesse et de l'apparence; c'est tout muscle : vif comme le renard, souple comme l'anguille, fin comme la belette. Je ne devrais pas le dire; mais c'est reconnu. Il éclipse la création; il vaut l'argent monnoyé. »

A ce dernier mot, Slick se tut, comme si cet effort de son éloquence eût touché le dernier terme de la persuasion et de la métaphore, et, par un sentiment de convenance très délicat, il changea de conversation.

Slick avait raison de se montrer modeste. Jamais la véritable situation des États-Unis, si dangereuse, si florissante, si active, n'a été exprimée et résumée avec une plus spirituelle et plus naïve profondeur. C'est ainsi qu'il traite tous les sujets : « Mes règles de conduite, dit le philosophe marchand d'horloges, ne sont pas en grand nombre, mais elles sont d'un effet certain; elles vont droit au but, c'est un fait. *Tout se chiffre*, voilà mon premier axiome. Il n'y a pas d'homme ou de femme inaccessible à la *poudre de perlimpimpin* (*soft sawder*), voilà mon second; enfin le grand mot, le mot maître du monde entier, c'est : *Qu'est-ce que cela me fait?* Avec ces trois principes, vous irez au bout du monde, à ce que je calcule, et sans vous tromper de route. »

Il n'a pas la bonhomie de professer pour la vie politique cette estime et cette admiration que nous Français, tout neufs en ce genre, nous lui vouons naïvement. « Quand on s'est habitué à la vie politique, dit le marchand d'horloges, on ne marche jamais droit, c'est impossible.... La politique nous tourne, nous retourne et nous tortille.... Du diable s'il faut se fier jamais aux gens qui font ce métier-

(1) Parlez-vous français?

là! Ils vont de travers, comme les colporteurs, forcés de se courber sous leur pacotille; à la longue, ils se déforment. L'homme politique, loyal pour ses amis, honnête, sincère, généreux, est une merveille. — Vous est-il arrivé de nettoyer vos couteaux avec de la poudre de briques? (ajoute le marchand d'horloges en son patois). C'est long et c'est un mauvais procédé; la lame devient brillante, mais *l'acier s'en va.* Ainsi de la politique; elle détruit l'énergie et la droiture : notre *acier s'en va.* »

Alabama est une de ces nouvelles villes qui sont sorties de terre comme par un coup de baguette, et qui ont plus de rues que de maisons, plus de maisons que d'habitans. Là, comme dans le reste des États, il n'y a de culte et de clergé que ceux dont une congrégation quelconque fait les frais. Si un ministre est abandonné de ses ouailles, le presbytère tombe en ruines, l'église devient un magasin, et tout est dit : c'est ce qu'on appelle le « système volontaire. » Un jour que Samuel Slick, après avoir vendu ses horloges, sortait de cette ville commencée, il s'arrêta devant une belle maison blanche, avec jalousies vertes et ornée dans le dernier goût américain. Deux rangées de peupliers blancs conduisaient à la porte d'entrée, et l'on apercevait, à droite et à gauche, au milieu d'un double parterre, une statue d'Ève couleur de chair, très bien peinte, qui servait de pendant à une statue du premier homme, exécutée avec le même talent. « Devinez-vous, demanda Slick au premier passant, quel peut être le propriétaire de ce bijou de maison? — Je suppose, répondit le passant, que vous n'êtes pas du pays. — Je ne présume pas que j'en sois, reprit Slick. Qui diable demeure là? — Le révérend Achab Meldrum, ministre d'Alabama, autant que je puis calculer. — Est-ce possible? Achab, le plus mauvais sujet de l'école où j'ai appris le français. Je calcule qu'il était destiné à devenir membre d'une congrégation de prisonniers d'état, plutôt que chef d'une congrégation spirituelle. Je vais voir ce qu'il en est. »

Slick souleva le marteau de cuivre qui ornait la porte, et un petit nègre, bien vêtu et bien botté, vint lui ouvrir. Il fut introduit dans un parloir élégant, tout rempli de ces inutilités ravissantes dont les Américains sont aussi curieux que nos duchesses. L'horloger avait peur de remuer, tant les fauteuils étaient beaux, brillans et merveilleux à voir. De longs rideaux de soie répandaient sur tous les objets une douce et profonde obscurité; c'était la résidence d'une femme du monde plutôt que d'un ministre du culte. Enfin entra le révérend Achab Meldrum, d'un pas doux et moelleux, et tenant à la main une

Bible reliée magnifiquement. « A qui puis-je avoir le plaisir de parler ce matin? demanda-t-il.

—Si vous voulez relever un de ces magnifiques rideaux, lui dit-il, vous n'aurez pas de peine à me reconnaître. Quant à moi, je ne me trompe pas; c'est la voix d'Achab Meldrum, quoique vous cherchiez à l'adoucir. Je suis Samuel Slick, votre condisciple. — En vérité, ami Samuel, je suis ravi de vous retrouver.... » Et le ministre commença un pathétique et agréable commentaire sur les joies du retour, les plaisirs de l'enfance, les souvenirs du premier âge, les anciens amis, et une foule de sujets élégiaques de la même nature, qui ressemblaient moitié à une page de sermon et moitié à une page de roman. — Dites donc, Achab, reprit Slick, d'un air et d'un ton narquois, je calcule que vous avez considérablement pratiqué l'art de faire descendre sur les yeux du prochain le bonnet de coton de votre éloquence; mais j'y vois clair malgré vous, mon très cher ami. Vous souvenez-vous d'une pauvre fille qui avait vingt ans quand vous avez quitté le pays, qui en a vingt-sept aujourd'hui, et qui se nomme Polly Bacon; son fils a sept ans; c'est un charmant petit garçon, et qui doit vous intéresser.

—Chut, chut, dit Achab effrayé, et il imposa silence à son vieux condisciple. Puis il le fit entrer dans une petite chambre secrète, située tout au fond d'un corridor, au bout de la maison, sans tapis, sans dorure, sans luxe, et réservée au grand plaisir des Américains, qui est de fumer. Les deux amis allumèrent deux pipes, et la confession du ministre commença. — Savez-vous, lui dit Slick, que selon mon calcul, vous avez bien mené votre barque? La maison est jolie, et votre revenu se trouve sans doute d'accord avec l'aisance que cette maison atteste. — Trois mille dollars par an. — Jolie affaire. La spéculation est bonne; je ne savais pas que la prédication se vendît si bien. J'aurais pris ce genre de commerce-là. — Si vous me promettez de vous taire, Samuel, je vous instruirai là-dessus. — Silencieux comme le tombeau, dit Slick. — Eh bien! mon cher ami, je n'ai eu besoin que d'une nouvelle règle de grammaire, et la voici : le féminin est au-dessus du masculin, et le masculin au-dessus du neutre. Je flatte les femmes, elles me donnent les hommes. Il n'est pas toujours commode de faire avaler la flatterie à notre honorable sexe, surtout dans ce pays d'intérêt. Mais l'homme dont on flatte la femme, vous est acquis. Il n'y tient pas, c'est une affaire faite; il vous suit où vous voulez. La femme est la roue de devant. Faites-la bouger, tout le reste marche. Hier, je prêchais sur la mort d'un en-

fant, fils d'une veuve; je fis un tableau si doux, si charmant, si triste, si merveilleux, si touchant, de la tendresse maternelle veillant près du lit du jeune malade, de la vertu féminine, de la bonté féminine, du pardon féminin (par parenthèse, c'est la seule créature au monde qui ne pardonne jamais), j'introduisis dans mon oraison tant d'anges, de larmes, de vertus et de tendresses, toujours au féminin; je citai un si grand nombre de beaux vers tirés de Scott et de Byron, que mon succès fut complet. C'était touché à merveille. « Ah! me dit une de ces dames après le sermon, jamais, depuis que vous avez pris ici votre *location*, jamais vous n'avez aussi bien parlé. — Madame, lui dis-je en serrant sa main, j'ai peint d'après nature. — Rien de plus pathétique, dit une autre. — Mon modèle n'est pas éloigné, repris-je. » — Elles étaient toutes enchantées. Le lendemain, je reçus à peu près cent dollars en numéraire et cinquante en nature; les chères créatures étaient à moi. Voilà comme on prêche, mon ami Samuel. C'est là le résultat du système volontaire. Croyez-vous qu'elles seraient assez niaises pour ouvrir leur bourse à un critique, à un moraliste qui leur apprendrait que la chair est faible, et le sexe aussi. Elles le laisseraient prêcher dans le désert, et s'étendre à son aise sur les vices humains. Je reste célibataire, et je calcule que c'est là le seul moyen de conserver la faveur publique; toutes les filles à marier comptent m'avoir un jour, et toutes les mères me portent aux nues. — Quand je retournerai dans notre pays, reprit le marchand d'horloges, je ne manquerai pas de dire à notre vieux précepteur quel raffiné coquin vous êtes devenu, mon camarade Achab, et quel escroc de qualité superfine vous faites aujourd'hui. — C'est le système et non pas moi, qu'il faut accuser. Le système me fait ce que je suis! Je ne le fais pas. — Système ou non, Achab, vous êtes un drôle. Mais je calcule qu'il vaut mieux n'en rien dire à personne, et laisser les pauvres femmes à qui vous servez votre *poudre de perlimpinpin*, continuer leur métier de dupe. Servez une rente de cinquante dollars par an à la pauvre Polly Bacon, et je ne dirai pas un mot de ce qui vous regarde. Allons, soyez bon enfant; passez-en par là. Je suis sérieux. Sacrifiez-vous. »

Achab Meldrum baissa la tête, maugréa tout bas et paya la rente.

Une année après, Slick et son compagnon se trouvaient à la porte de Thèbes, non pas de Thèbes l'égyptienne, ni de Thèbes la ville grecque, mais d'un petit hameau formé de cinq ou six huttes de bois, auxquelles la singulière prétention des habitans, préparant des tortures aux géographes de l'avenir, avait imposé cette dénomi-

nation grandiose. Toutes les portes étaient fermées; pas un habitant dans les rues. On voyait, au milieu de ce silence général, la truelle du maçon plantée dans son baquet de plâtre, l'échafaud dressé, l'établi du menuisier sur lequel on avait déposé le rabot, et tous les symptômes d'une interruption subite et momentanée des travaux commencés. A force de chercher, Slick découvrit une auberge entr'ouverte, et dans l'unique chambre dont elle se composait, l'aubergiste lui-même assis et fumant. — « Je calcule que vous n'êtes pas, lui dit Slick en entrant, le seul habitant de cette *location*. — Je calcule que non, lui répondit l'aubergiste; ils sont tous allés dans la forêt, écouter le prédicateur des nouveaux korkornaïtes. — Je ne présume pas avoir encore entendu parler de ces gens-là; qu'est-ce qu'un korkornaïte? — Ils pourront vous le dire eux-mêmes, je n'en sais rien; je sais seulement que c'est aujourd'hui le jour de la grande *abeille religieuse* (*religious bee*), qu'on appelle encore rassemblement, ou bien « remuement de piété » (*stir*). Tous les peuples ont leurs stimulans; les Chinois l'opium, les Hollandais le skidam, les Anglais le gin, les Irlandais le whiskey. Nous autres Américains, qui allons de l'avant (*go ahead*), nous les réunissons tous; nous avons le tabac, le rhum, le thé vert, la politique et le remuement de piété. Chaque secte nouvelle opère son remuement. J'ai quatre enfans dont l'un est hixaïte, le second universitaire, le troisième socialiste, le quatrième grelotteur, et je calcule que le cinquième, si Dieu m'en donne un cinquième, sera un korkornaïte.

— Je me sens curieux de voir la chose, dit Slick, et il suivit avec son compagnon de route les indications du maître d'auberge qui lui montra le chemin. Près d'un pont, sur le domaine d'un colon qui ne l'avait pas encore défriché complètement, et près de la lisière d'une forêt dont les arbres gigantesques versaient leur ombre sur cette scène bizarre, on avait élevé une vingtaine de tentes semblables aux wigwams des Indiens, et l'on y débitait des liqueurs, du tabac, des gâteaux, du vin, comme dans une foire. Au centre, une sorte de grange, bâtie de planches, servait de théâtre aux chefs du « remuement de piété, » dont la voix perçante et criarde frappait au loin les échos des rochers, de la rive et des bois; quelques centaines d'hommes, assis sur les vieux troncs des arbres que la hache avait abattus, causaient religion ou politique, buvaient l'eau de menthe et le grog, et attendaient le retour de leurs femmes ou de leurs filles qui remplissaient la grange. Slick et l'Anglais trouvèrent moyen de pénétrer dans le temple, et de s'asseoir sur un banc de bois, au

moment où un nouveau prédicateur montait sur la table qui servait de chaire ou de tribune. C'était un personnage maigre, pâle, exténué, l'œil cave, le front entouré d'un foulard rouge qui semblait redoubler sa pâleur de cadavre, le cou nu et l'air si profondément douloureux et résigné, qu'on l'eût pris pour un condamné marchant au supplice et non pour un ministre de l'Évangile. Il faisait peine à voir. Tout se tut. Il prononça lentement quelques mots, puis des murmures entrecoupés, puis un axiome, puis un autre, et, sa voix s'élevant par degrés, il entra dans son sujet, qui n'était autre qu'une effroyable peinture des supplices réservés aux damnés. Ses gestes s'animèrent, son œil s'enflamma, sa parole devint aigre et véhémente; on le vit suer à grosses gouttes, et enfin ôter son habit. Cette cérémonie achevée, il recommença son infernale description, dont toutes les images, empruntées à ce qu'il y a de révoltant et de hideux dans la vie physique, inspiraient un si profond dégoût et étaient tellement dénués de raison, de sens et de philosophie, que Slick et son compagnon quittèrent leurs places et sortirent de la grange, pendant que les femmes, épouvantées, tombaient dans des convulsions hystériques, poussant de longs hurlemens et se jetant dans les bras les unes des autres. — « Je spécule, dit Slick en sortant, que j'ai vu ce gaillard-là quelque part; on prétend qu'il s'appelle Concorde Fisher; mais c'est un faux nom, j'en suis sûr. » Il ne se trompait pas.

Le lendemain, il vit entrer dans la chambre de sa taverne ce terrible prédicateur, qui avait quitté le mouchoir rouge et qui lui dit tout bas : « Samuel, je vous ai reconnu hier; c'est bien vous, et vous êtes précisément l'homme que j'ai le plus besoin de retrouver. Je suis Achab Meldrum. Mon cher ami, nous prêchons ici l'abstinence : il n'y a que cela qui réussisse dans ces cantons; mais c'est ma foi plus facile à prêcher qu'à pratiquer. Je n'en puis plus; au nom du ciel, faites-moi donner un verre d'eau-de-vie.

— Je calcule que c'est bien fait, répondit Slick, éternel hypocrite que vous êtes. Pourquoi diable ne buvez-vous pas votre eau-de-vie comme tout le monde, comme un homme, la main haute, au-dessus du comptoir, sans barguigner et sans niaiserie? Je n'approuve pas toutes vos parades.

Cependant le brave marchand d'horloges fit apporter à son ancien condisciple la liqueur reconfortante; et, lorsqu'il le vit un peu ranimé : — Ah ça! lui dit-il, Achab, que diable venez-vous faire ici? La dernière fois que je vous ai vu, votre commerce de sermons

allait merveilleusement bien, et vous tiriez un bon parti de votre règle grammaticale sur le féminin supérieur au masculin.... Allons, ne pleurez pas, Achab; à quoi cela sert-il? Avalez-moi cette eau-de-vie, et faites-moi l'histoire de votre nouvelle règle grammaticale et de ses résultats. — Hélas! reprit Achab en sanglottant, cela n'a pas bien fini; les pères et les mères se sont formalisés de ce que leurs filles venaient trop souvent me soumettre leur conscience et lutter avec moi contre le mauvais esprit. Le juge *la lanterne* se mettait en route, et je crois que l'on m'aurait accroché à ma porte, selon votre justice républicaine, sans autre forme de procès, quand je fus averti de ce qui me pendait à l'oreille, et je levai le pied. Je me suis alors enrôlé parmi les korkornaïtes, et j'ai un succès magnifique. Mais la vie que je mène est une vie du diable, et je m'exténue à crier, à boire de l'eau et à jouer le mélodrame. Je crois que je vais me faire socialiste. Ces gens-là ne sont pas si serrés, et leur règle me convient assez : il s'agit de faire tout ce que l'on veut. Qu'en pensez-vous, Samuel? Y a-t-il quelque fonds à faire là-dessus? Est-ce une bonne affaire? Cela durera-t-il? Quand je spécule, j'aime à mettre toutes les chances de mon côté.

— Achab, reprit Samuel, vous me faites trembler. Vous êtes devenu un vrai démon. Faites-vous fermier ou marchand, et quittez le métier de prêtre. — Moi! reprit Achab, qui était plus d'à moitié ivre, je ne ferai jamais de métier vulgaire. Va pour le socialisme, c'est facile, c'est libre, c'est à la mode... — Et il tomba sous la table.

C'est par des exemples de ce genre, la plupart beaucoup plus comiques et tous puisés dans la vie intime et privée, que Samuel initie le lecteur au génie populaire de cette nation. Il visite les manufactures en sa qualité de dessinateur, et *croque* les ouvrières (*taking off the factory girls*). La politique, les arts, le commerce, s'offrent à lui, personnifiés et vivans : excellente méthode qui ne livre rien à l'hypothèse et donne tout à l'expérience.

Que résulte-t-il de ce travail d'observation, le plus attentif, le plus profond et le plus naïf auquel on ait encore soumis cette nouvelle partie du monde; travail qui ne se contente pas de généraliser philosophiquement certains résultats et d'appuyer des déductions sur des conjectures, mais qui pénètre dans le secret des mœurs, cherchant les plus petits mobiles de l'élaboration actuelle et pesant avec soin tous les élémens constitutifs de la société américaine? — Qu'il n'y a rien encore d'achevé dans cette région, et que la formation qui s'y opère, avançant avec une rapidité formidable, dévorant l'es-

pace, mais trouvant encore devant elle beaucoup d'espace et de temps, est à peine parvenue à la moitié de son œuvre. Nous autres Européens du midi, auxquels Rome, déjà languissante et dégénérée, a transmis sa langue que nous avons mutilée, ses institutions que nous avons déformées, et ses souvenirs que nous avons adorés comme des pédans, nous avions des rides dans notre berceau. Les Américains n'héritent d'aucune civilisation matérielle. Ils ont devant et derrière eux la forêt et l'océan. Aussi leur activité physique est-elle sans bornes. Mais ils ont hérité de tant de civilisations intellectuelles, qu'ils en sont écrasés; aussi ne peuvent-ils avancer d'un seul pas dans cette voie. Ils dirigent la civilisation industrielle et marchent à la suite de la civilisation intellectuelle. C'est dans l'ouvrage de M. Haliburton qu'il faut étudier comme dans un miroir ce prodigieux mouvement et cette complète nullité.

Par quelle singularité, dira-t-on, vous avisez-vous de chercher, aux limites du monde civilisé, non loin de Terre-Neuve et du Labrador, un livre qui n'a rien de littéraire, dont aucun journal ne parle, qui n'est pas écrit en anglais et qui ne traite point des grands intérêts de l'humanité? La vie des planteurs dans la province de Tenessée, et celle des colons de la Nouvelle-Écosse, nous importent assez peu. Quelle nouvelle législation, quel système ingénieux nous apportez-vous? Quelle recette inconnue sur les destinées humaines se trouve, comme le disent les penseurs récens, *formulée* dans cet ouvrage inutile? — Aucune, sûrement. Mais en fait de systèmes et de théories, rien ne nous manque; ces ballons qui flottent dans notre atmosphère, les uns plus haut, les autres plus bas, pour les menus plaisirs de nos yeux, en vérité doivent nous suffire. Continuez cet amusement facile, dernier charme des esprits impuissans, et faites beaucoup de lois; l'Europe en attend beaucoup encore. Bâtissez avec enthousiasme ces édifices de papier et ces sublimes châteaux de cartes. Laissez à d'autres esprits leurs plaisirs.

Aucune époque avant la nôtre n'a été visible et transparente dans son mouvement intime de chaque jour et de chaque nuit. Si l'on parvient à se détacher des grandes petitesses de la veille, on peut écouter le mouvement secret du monde, sentir battre ce pouls gigantesque, surveiller avec un intérêt triste et ardent les palpitations de ce point central et vivant, qui est le cœur de l'humanité, et que l'on appelle, faute d'un autre mot, la civilisation; observer si ce point vital se déplace, et dans quelles régions se porte la vie; enfin, saisir au passage et sténographier au moment même où il éclot le drame éternel-

lement improvisé qui s'appelle l'histoire et que d'autres essaieront d'écrire un jour. Dans les époques anciennes, les intelligences les plus rares ne pouvaient y réussir; on ne voyait qu'à deux pas de soi. Jules César savait très mal ce qui se passait dans la Perse ou dans l'Arménie, et les mouvemens intérieurs de l'Inde ou de la Samothrace étaient presque inconnus de Rome souveraine. Maintenant tous les ressorts qui meuvent cette grande machine des sociétés font leur œuvre à ciel ouvert, et le monde entier est de cristal. C'est un plaisir magnifique et grandiose de prêter l'oreille au bruit sourd et mesuré de ses rouages, et d'assister aux transformations régulières que l'on prenait jadis pour des phénomènes inattendus et mystérieux. Tel est ce miracle, facilement explicable, de l'Amérique septentrionale, qui se peuple et se fertilise, attirant à elle la vie et la force de l'Europe vieillissante, et sur le point d'absorber ou d'anéantir les possessions étrangères qui l'environnent. Vaste ruche de travailleurs, magasin, boutique, ferme, arsenal, manufacture, atelier, elle se croit démocratie et n'est qu'une fabrique. Ses heures de loisir ne sont pas venues, et le géant n'a pas encore de muscles. Mais ce qui recule démesurément la solution du problème, c'est qu'elle étend ses limites par le magnétisme et la séduction de son exemple. Le Texas est à elle, les vieux Français du Canada penchent vers elle, la Nouvelle-Écosse, languissante, espère retrouver la vie, si elle devient à son tour république. Ainsi se multiplient les termes du problème. Par-delà les mers, tout est avenir, espérance et ardeur, tandis que le passé pèse sur nous et que nous nous agitons sur nos cendres.

Des deux sociétés nouvelles et menaçantes qui se forment, l'une sous la loi du czar, l'autre sous l'invocation de Washington, la plus intéressante par son énergie, ses traditions, sa filiation teutonique et sa forme libre, c'est l'Amérique septentrionale. L'ouvrage de M. Haliburton exprime admirablement l'esprit des masses qui habitent les États-Unis, non leur esprit de parade et de convention, mais le vrai mouvement qui les anime; activité insatiable, ardeur d'acquérir, besoin de dévorer l'espace et le temps. Un vaste fragment de l'avenir est donc contenu dans ce petit livre écrit au bout du monde.

PHILARÈTE CHASLES.

HYMNE A LA FAMILLE.[1]

Quand tous les saints autels qu'on encense sur terre
Tour à tour s'en iraient jusqu'à la moindre pierre
Joncher le vaste sol de leurs débris fumans,
Il en est un pourtant dont la base imposante
Résistera toujours à l'action constante
Des passions de l'homme et des siècles changeans.

C'est toi, sublime table, autel de la famille,
Où la loi primitive éternellement brille
D'un radieux éclat, d'un splendide rayon;
Toi que Dieu construisit avec magnificence
Le jour, le jour fameux où sa toute-puissance
De l'homme et de la femme eut conçu l'union!

Hélas! depuis l'instant où la terre féconde
A tracé par les airs sa courbe vagabonde,
Et roulé son grand corps dans les plaines du temps,
Ta face a vu passer bien de sombres orages,

(1) Cette pièce fait partie d'un nouveau recueil, *Chants civils et religieux*, que M. Auguste Barbier va publier chez l'éditeur Masgana.

Et bien des coups de foudre émanés des nuages
De leurs jaunes éclairs ont sillonné tes flancs.

Souvent le vil torrent des passions obscures
Est venu de ses flots couvrir les flammes pures
Qu'allumaient sur ton front de paisibles humains;
Souvent les fruits dorés de l'offrande céleste
Ont été renversés de ton sommet agreste
Par l'envie implacable et ses sanglantes mains.

Souvent l'atroce guerre, en ses courses brutales,
A frappé ton pavé de ses dures sandales,
Et, prenant aux cheveux un vieillard gémissant,
Elle a courbé ses reins sur l'angle de ta pierre,
Et, sous le fer aigu, la lance meurtrière
Comme le sang d'un bœuf fait couler son vieux sang.

Puis mille fois la peste et sa sœur la famine
Ont tout autour de toi promené la ruine,
Entassé les douleurs et les corps en monceaux;
Et mille fois, hélas! les pâles multitudes
Ont livré tes flancs nus, au sein des solitudes,
Aux outrages impurs des immondes pourceaux.

Enfin du globe entier la ténébreuse masse
A changé mille fois de posture et de face;
La terre a chancelé comme un homme insensé;
L'océan jusqu'au ciel a jeté ses tempêtes;
Les nations se sont défaites et refaites;
Les races ont péri; les dieux même ont passé;

Mais toi seul es resté, debout, inébranlable,
Plus ferme qu'au milieu de leurs plaines de sable
Les éternels tombeaux des puissans Pharaons,
Plus ferme que les rocs du superbe Caucase,
Et plus solide enfin que ne l'est sur sa base
Le grand Himalaya dominateur des monts.

Ah! certes, ta structure est une œuvre divine.
Certainement c'est Dieu qui planta ta racine

Si fort avant sous terre, et c'est sa large main
Qui tailla dans le vif tes pierres immortelles,
Les mit l'une sur l'autre, et les unit entre elles
Par un ciment plus fort que le ciment romain.

Frères, rassurez-vous; frères, prenez courage;
Non, tout n'est pas perdu; non, par le grand orage
Qui menace aujourd'hui la planète de mort,
Tout n'est pas emporté par la barque en dérive;
Et dans l'ombre et les vents une lumière vive
Comme un phare sauveur peut vous montrer le port.

Rassurez-vous, il est, dans la chaleur ardente
Qui brûle de nos jours la terre palpitante,
Un pilier à l'abri duquel on peut s'asseoir,
Un sanctuaire ombreux, un refuge tranquille
Où le calme de l'ame et le bonheur facile
Peuvent vous rafraîchir comme les vents du soir.

En vain l'œil rutilant, et la face rougie,
Les nymphes du plaisir et les dieux de l'orgie
Hurleront, bondiront autour du saint autel :
Avant que son sommet ne s'écroule et ne tombe,
Les pieds froids des danseurs descendront dans la tombe,
Et leurs cris monstrueux se perdront sous le ciel.

En vain les charlatans de l'auguste pensée,
Sophistes et rhéteurs, de leur langue insensée
Viendront contre sa base appliquer le marteau :
La pierre inaltérable et plus forte et plus dure
Ébrèchera leur langue, et de leur langue impure
Mettra comme un haillon le sophisme en lambeau.

Rapprochons-nous donc tous du monument sublime;
D'un élan mutuel, d'un concert unanime
Alimentons sur lui le foyer de l'amour;
Le feu, qui tant de fois sembla près de s'éteindre,
Doit renaître plus vif et peut-être se teindre
D'aussi pures couleurs que les rayons du jour.

Jadis, au temps jadis, l'inexorable père
Du sang de ses enfans pouvait rougir la terre :
Aujourd'hui l'amitié remplace le bourreau.
Le père également partage sa fortune,
Et la mère, sans choix et d'une amour commune,
Allaite également ses enfans au berceau.

Que la blanche concorde et la pure innocence,
La vénération, la sainte obéissance,
Entourent nuit et jour l'autel chéri des cieux,
Et que, sous le giron de ces vierges charmantes,
Les peuples, réunis en phalanges aimantes,
Des fruits d'or de la paix couvrent son front pieux.

Et la flamme luira splendide, et la fumée,
Qui tourbillonnera vers la voûte embaumée,
Sera, comme l'encens au flocon argenté,
Le parfum le plus doux que, dans sa paix profonde,
Le Dieu conservateur de la masse du monde
Reçoive de la terre et de l'humanité.

AUGUSTE BARBIER.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 avril 1841.

La loi sur les crédits supplémentaires de 1841 a été, dans la chambre des députés, l'occasion d'une vive et belle lutte parlementaire. Malheureusement, dans nos jours d'apathie, ces rencontres n'ont guère d'autre résultat que de faire briller un instant le courage et l'habileté des combattans.

C'est pour la troisième fois, depuis l'ouverture de la session, que la chambre se trouve saisie des grandes questions politiques et financières qui intéressent si profondément l'avenir du pays; elle les retrouvera dans la discussion du budget. Ce retour des mêmes questions devant une chambre qui se fatigue facilement et qui tient volontiers pour épuisée toute question débattue, ne nous paraît pas d'une bonne tactique parlementaire, surtout lorsqu'on aborde prématurément, et d'une manière nécessairement incomplète, une question capitale. Le débat du jour affaiblit, attiédit le débat du lendemain; l'escarmouche nuit au combat; les uns sont fatigués, les autres taxent d'obstination une lutte qui leur paraît désormais décidée, des efforts qui leur semblent inutiles. La question est ainsi éventée; elle n'a plus ni nouveauté ni fraîcheur; il n'y a pas de si petit esprit qui ne se persuade en connaître jusqu'aux derniers replis, par cela seul qu'il en a entendu parler plus d'une fois. « Tout est dit là-dessus; » dès que ces terribles paroles sont prononcées, tout est dit en effet, dans ce sens qu'il y a parti pris, même pour les hommes d'ailleurs honnêtes et impartiaux. C'est alors qu'on peut appliquer aux débats parlementaires ce qu'on dit des jeux de la Bourse : l'effet de la nouvelle est escompté.

Ces réflexions nous sont suggérées par la vive discussion qui a donné aujourd'hui à la chambre des députés une de ses passagères émotions.

C'était sur la question financière que paraissaient d'abord devoir se concentrer les efforts des orateurs. Le débat politique avait été pour ainsi dire étouffé,

ajourné du moins par M. le ministre des affaires étrangères. Il s'était nettement refusé à toute explication, à tout débat dans ce moment, sur la question du concert européen. C'était son droit; M. Berryer et M. Thiers l'ont reconnu. Discuter à la tribune des négociations pendantes eût été en effet pour le ministre manquer à la fois d'habileté et de convenance. D'un autre côté, les orateurs de l'opposition pouvaient-ils discuter tout seuls, sans contradicteurs, sans faits reconnus, sur de simples hypothèses? La partie paraissait donc remise pour tout le monde.

Mais qui peut s'assurer que dans une assemblée nombreuse, fractionnée jusqu'à *l'individualisme,* il ne se fera pas quelque mouvement imprévu? La question politique, qui paraissait ajournée hier, a éclaté de nouveau aujourd'hui. A la vérité, on n'en savait pas plus aujourd'hui qu'hier : le gouvernement persistait dans sa réserve, l'attaque portait nécessairement sur des hypothèses. N'importe : il a bien fallu, bon gré mal gré, s'élancer à la tribune, et la chambre a été témoin d'un combat singulier entre deux orateurs éminens, entre deux hommes d'état dont la rivalité et la désunion, fait désormais irréparable, nous le craignons du moins, sont une véritable calamité pour le pays. Ils ont aujourd'hui jeté parfois leurs armes courtoises et porté l'un et l'autre des coups auxquels les hommes de parti peuvent seuls applaudir. Pour nous, il en est sorti, avant tout, une preuve nouvelle de cette triste vérité, qu'il devient tous les jours plus difficile de mettre ensemble deux hommes politiques de nuances diverses, et cependant le temps des Sully et des Richelieu est passé sans retour. Dans les pays démocratiques, il n'y a de force réelle et durable que par l'union.

Quoi qu'il en soit, aujourd'hui nous savons, d'une manière officielle, que le concert européen se négocie, et que le gouvernement du roi se propose deux résultats, « l'un, de faire reprendre à la France, dans les affaires d'Orient, une place convenable, sans l'associer à des actes auxquels elle n'a pas cru devoir concourir; l'autre, de consolider en Europe la paix générale, de la rendre sûre et efficace, sans porter à la dignité, aux intérêts particuliers et à l'indépendance de la politique de la France, aucune atteinte. »

Le but, nous l'avouons, est irréprochable; mais sera-t-il atteint? peut-il l'être?

Là est toute la question. Et c'est là-dessus que M. Thiers a été vif, brillant, incisif. Ce serait manquer d'impartialité que de ne pas reconnaître que les positions des combattans n'étaient pas égales. La réponse directe, précise, M. Guizot ne pouvait pas la faire. Il aurait fallu pouvoir dire : La négociation n'a point blessé notre dignité nationale; voici, en effet, comment la négociation a été introduite, quelles en ont été les phases, les conditions, les termes. Le résultat en est important et honorable : en preuve voici le préambule, voici les articles du traité. Enfin, les conséquences indirectes du traité n'en seront pas moins considérables; en voici l'exposition et le détail.

Rien de tout cela ne pouvait être dit sans violer toutes les règles de gouvernement, sans porter le dernier coup à notre diplomatie, qui depuis quelque

temps n'a déjà été que trop indiscrète et plus empressée de nous révéler ses petits secrets que de faire nos affaires. M. Guizot était donc condamné par sa position aux affirmations et aux généralités. Par cela même peut-être la discussion aura été, dans la chambre du moins, plutôt utile que nuisible au ministère; car elle aura, pour ainsi dire, défloré la question, et fait prendre des engagemens lorsque le sujet ne pouvait pas être approfondi.

Au reste, ce n'est là qu'une conjecture de notre part. Nous ne connaissons pas bien encore l'impression que ce grand débat a laissée dans la chambre. Les avis sont partagés. Les uns paraissent en effet convenir avec nous qu'il eût été plus prudent pour l'opposition de réserver toutes ses forces pour le moment décisif, lorsque les termes mêmes du traité pourront être analysés, discutés, lorsque le gouvernement devra déposer sur le bureau toutes les pièces, et rendre compte de toutes ses démarches. Les autres pensent au contraire que la discussion d'hier a déjà produit, même sur les centres, une impression défavorable au traité, qu'elle leur a inspiré une grande méfiance de cette négociation quelque peu hâtive et soudaine; ils vont jusqu'à penser que le ministère, averti par cette répulsion de ses propres amis, pourrait bien ralentir la négociation, et ajourner ses projets.

Le temps nous éclairera sur la valeur de ces conjectures. Quant à nous, sans connaître les termes du traité, nous persistons à croire qu'il ne renferme d'autre disposition importante que le principe de la clôture des Dardanelles, principe que le traité d'Unkiar-Skelessi avait essayé d'affaiblir. Certes, si à côté de ce principe, qui est une vieille maxime de droit public, il y avait une garantie de l'indépendance de la Porte, une garantie signée par la Russie et l'Angleterre, et qui proclamerait l'intégrité de l'empire ottoman de manière que toute atteinte portée à la Turquie fût un *casus belli* contre celle des puissances qui aurait violé le traité, nous serions loin de méconnaître l'importance d'une pareille transaction diplomatique. Mais jusqu'à plus ample informé, nous persistons à croire que, si la Prusse et l'Autriche étaient très disposées à signer une convention de cette nature, l'Angleterre et la Russie ne sauraient y consentir. L'Angleterre ne cherche au fond que l'abaissement de la puissance égyptienne; la Russie ne veut que trouble et incertitude dans les affaires de l'Orient. Pourquoi au reste s'en indigner? Chaque nation songe à elle-même, à son avenir, à ses intérêts. C'est à nous de songer aux nôtres.

L'Angleterre peut être amenée un jour à s'emparer de la route des Indes par l'Égypte; elle est sur cette pente, elle le sait. Elle ne veut rien dans ce moment, cela est certain : elle veut seulement briser ce qui pourrait lui être obstacle dans les éventualités qu'elle entrevoit. Elle n'a pas voulu qu'il y eût en Égypte quelque chose qui ressemblât à une puissance, qui pût un jour, à l'aide de quelques secours européens, lui barrer le chemin de la véritable Angleterre, qui est l'Inde.

La Russie renoncerait-elle, pour notre plaisir, pour renouer et consolider nos alliances européennes, aux projets de Catherine, à la vieille et constante pensée de sa politique, disons-le, à l'avenir de la puissance russe? En sub-

juguant la Pologne, la Russie a fait son dernier effort vers l'Occident. Elle ne peut pas se faire d'illusion à cet égard. Tout ce qu'elle peut espérer, c'est de conserver sa dernière et sanglante conquête. C'est vers l'Orient que doit nécessairement faire explosion cette force expansive qui agite les peuples nouveaux, impatiens, fanatiques. Qu'ils s'appellent Normands, Arabes, Tartares, Russes, peu importe. Ils obéissent à une loi de leur nature. Le chef de ce grand peuple, le cabinet de Saint-Pétersbourg, Russe par ses instincts, par ses tendances, Européen par son éducation et son contact avec l'Occident, met au service des forces nationales l'adresse, l'habileté de la vieille Europe. L'alliance anglo-française l'embarrassait; il n'a rien négligé pour la rompre : il y est parvenu. C'est là la faute des cabinets, en particulier de l'Angleterre, faute énorme et dont il serait ridicule d'espérer que les conséquences seront effacées demain. Dès-lors que peut-on attendre de la Russie? Et de bonne foi, dans son intérêt, à son point de vue, que peut-elle faire? Signer un traité à cinq? Cela est difficile, possible cependant, à une condition, c'est que le traité n'élèvera pas d'obstacles sérieux contre les projets futurs, éventuels de la Russie. Soyons francs; s'il en était autrement, la Russie se manquerait à elle-même; elle ferait métier de dupe. Que lui importe au fond que la France signe ou ne signe pas? qu'elle reste dans l'isolement ou qu'elle en sorte? Pourrait-elle craindre que l'isolement ne dégénérât tôt ou tard en une guerre? en une guerre européenne? C'est bien alors que la Russie aurait ses coudées franches, qu'elle pourrait envahir l'Orient à son aise et regarder paisiblement des minarets de Constantinople les luttes sanglantes de l'Europe.

Plaçons-nous au véritable point de vue, sans préjugés, sans vaines préoccupations d'esprit. On l'a dit avec raison : c'est surtout en politique que les illusions sont funestes.

Il est évident que le traité qui se négocie dans ce moment ne peut rien contenir dans ses dispositions de décisif, d'essentiel. Il serait impossible.

Ainsi, s'il peut se défendre, ce ne peut pas être par ses résultats immédiats et directs, mais seulement par ses conséquences indirectes. De là, une énorme difficulté pour le cabinet. Quand on lui demandera : Qu'avez-vous obtenu? quelles sont ces stipulations qui doivent nous faire oublier et le 15 juillet et les énormes dépenses qui en ont été la conséquence nécessaire? La réponse écrite dans le traité ne sera guère satisfaisante, nous le craignons du moins.

Les résultats indirects, nous le reconnaissons avec la même franchise, pourraient être considérables; mais le cabinet pourra-t-il les exposer, les prouver, les faire valoir?

Pourra-t-il dire, preuves en main : J'ai peu obtenu, mais j'ai brisé, malgré les efforts et les tergiversations de la Russie, la ligue imprudente qu'elle était parvenue à former en dehors de la France et au fond contre nous; en me refusant au traité, au contraire, je consolidais cette ligue, je reconstituais la sainte-alliance en y ajoutant l'Angleterre.

Pourra-t-il dire, preuves en main : L'Autriche et la Prusse étaient au regret

du traité du 15 juillet; j'ai acquis la certitude que pour rien au monde elles ne recommenceraient l'équipée de Beyrouth; tout ce qu'elles désiraient était un rapprochement sincère avec nous, un rapprochement qui leur est commandé par leurs intérêts. Elles se méfient également, à l'endroit de l'Orient, et de l'Angleterre et de la Russie. Elles reconnaissent que sur ce point capital la France seule peut avoir des vues analogues aux leurs, le même désintéressement, les mêmes pensées d'avenir. Devions-nous repousser ces ouvertures, et, pour un moment d'erreur, sacrifier de si grands intérêts à notre juste susceptibilité nationale? Les repousser, c'était les rejeter malgré elles dans les bras de la Russie. Les hommes sont ainsi faits. Le refus de la France leur aurait paru une sorte d'hostilité à leur égard. Crainte de se trouver un jour abandonnées par les uns et par les autres, elles auraient à contre-cœur resserré les liens du 15 juillet. La Russie a tout fait pour les détacher de nous; nous pouvions, par un traité qu'on nous offrait, qu'on nous demandait instamment d'accepter, les détacher au fond de la Russie et les ramener à nous; devions-nous perdre l'occasion de défaire ce que le cabinet russe avait fait?

Est-ce là réellement le fond des choses? Nous l'ignorons complètement. Nous disons seulement que, si cela était, il serait difficile, impossible peut-être pour le ministère, de mettre ces considérations dans toute leur lumière à la tribune nationale par des discours officiels. Nous disons que, réduits à défendre le traité par la teneur de son dispositif, les ministres se trouveraient chargés d'une tâche bien scabreuse, car, encore une fois, nous ne pouvons pas croire que le traité renferme des stipulations importantes, et moins encore des concessions à la France, à la politique qu'elle a soutenue jusqu'au 29 octobre. Encore une fois, le traité ne pourra être défendu ni par des résultats directs qu'il n'aura pas, ni par ses résultats indirects, résultats qui, fussent-ils réels, ne pourront être prouvés ni développés à la tribune.

Quoi qu'il en soit, dans ce moment la question est encore de savoir si le traité sera effectivement conclu et ratifié. L'affaire turco-égyptienne, quoi qu'on en dise, n'est pas terminée. Le gouvernement français ne peut, dans aucune hypothèse, accepter un ordre de choses qui ôterait à Méhémet-Ali même le bénéfice de la soumission, et qui pourrait, d'un instant à l'autre, faire éclater de nouveaux troubles en Orient. Que deviendrait dans ce cas le traité du 15 juillet? Est-il certain, est-il dit, est-il stipulé que l'Europe demeurerait étrangère à ces débats? que les forces des signataires du traité du 15 juillet n'iraient plus, quoi qu'il arrive entre la Porte et le pacha, prêter un funeste secours à l'impuissance de la première? C'est là un point capital, car, si le contraire pouvait arriver, il ne serait plus vrai que le traité de 15 juillet est un fait consommé, et la France, en signant un traité quelconque relatif à l'Orient, se trouverait avoir implicitement signé ce déplorable traité. Nous espérons que le cabinet sentira toute la force de cette observation, et qu'il ne songera pas à engager le pays dans une pareille route. Le pays ne tarderait pas à reculer d'indignation. Quel que soit le traité qu'on nous annonce, la première question, la condition *sine quâ non*, est celle-ci : Le traité du

15 juillet est-il complètement sorti du domaine de la politique pour entrer dans le domaine de l'histoire?

Si la question politique ne pouvait pas être résolue dans la discussion des crédits supplémentaires, il n'en est pas de même de la question financière. On sait que le cabinet du 1er mars a été à cet égard l'objet d'attaques vives et réitérées. Une dernière accusation avait été, sur ce point, portée contre lui à la tribune du Luxembourg, dans la discussion de la loi des fortifications de Paris. « Votre administration a coûté à la France un milliard! » C'était là le reproche qu'on lui adressait avec fort peu d'à-propos, dans une délibération solennelle où il ne s'agissait pas de savoir ce que le 1er mars avait dépensé, mais bien s'il fallait défendre la capitale contre l'étranger.

Les ministres du 1er mars ont voulu, c'était leur droit, détruire cette grave accusation dans la discussion des crédits supplémentaires. A notre avis, leurs explications franches, complètes, pressantes, ne peuvent pas laisser l'ombre d'un doute dans l'esprit de tout homme impartial. Le découvert d'un milliard est dû à des entreprises, à des décisions de la législature complètement étrangères à la politique particulière du 1er mars. Nous avons voulu beaucoup dépenser, faire mille choses à la fois, sans augmenter l'impôt; il en est résulté un découvert : qu'y a-t-il là d'étonnant? Au 15 juillet, on s'est enfin aperçu que les travaux civils avaient fait par trop oublier notre état militaire, nos approvisionnemens, nos ports, nos places fortes. Il a fallu y songer. Et quel est le ministère qui aurait pu ne pas y songer? Il aurait été coupable de trahison. Le cabinet du 1er mars a pourvu aux nécessités du pays; il y a pourvu avec un courage, une intelligence, une activité qui est son plus beau titre d'éloge. On l'accuse aujourd'hui, on lui reproche les découverts du trésor; mais a-t-on rejeté ses mesures, suspendu ses travaux, révoqué les ordres d'approvisionnemens et d'achat? Nullement. On a tout adopté, tout sanctionné. C'est sur la question des armemens futurs, de ces armemens qui n'avaient encore rien coûté, qui n'étaient tout au plus qu'en projet, c'est surtout sur le but des armemens qu'on s'est séparé de lui; tout le reste a été approuvé. Qu'est-ce à dire? voudrait-on accepter les faits du 1er mars et rejeter ses dépenses? De bonne foi, c'est trop fort.

Au surplus, ce n'était pas du ministère que venaient réellement ces accusations. M. le ministre des affaires étrangères a reconnu au contraire que le maintien de notre état militaire lui était utile pour les négociations qu'il venait d'entreprendre. M. le ministre des finances avait à la vérité arrangé quelque peu ses phrases et groupé ses chiffres de manière à nous effrayer pour le présent et à se ménager à lui-même un brillant avenir; mais, M. Thiers l'a reconnu, s'il y avait eu là une intention bienveillante pour soi-même, il n'y avait pas eu d'intention hostile pour ses prédécesseurs.

Nous ne voulons pas, du reste, nous aveugler sur notre situation financière. Si elle est loin, très loin d'être désespérée, elle est cependant grave et digne d'une sérieuse attention. Autant il serait injuste de l'imputer au cabinet du 1er mars, autant il serait absurde de fermer les yeux sur un désordre financier

qui, par le cours naturel des choses, s'aggraverait très rapidement, s'il était négligé. Nous avons peine à croire que l'équilibre de nos budgets ordinaires puisse être promptement rétabli par l'accroissement progressif des recettes, lors même que les dépenses de la marine et de la guerre seraient ramenées aux proportions d'un effectif de quatre cent mille hommes. Si on ne demande rien de plus à l'impôt, et que les dépenses ordinaires restent ce qu'elles sont, il y aura toujours un *déficit* annuel de 50 à 60 millions. C'est là la lacune qu'il importe de combler sans retard. Annuler une portion des rentes de l'amortissement, diminuer cette puissante ressource, serait une opération dangereuse, téméraire peut-être, dans un moment où l'état fait un appel au crédit public. On ne tardera pas à reconnaître qu'en définitive il faut retrancher quelque chose aux dépenses, ou demander quelque chose de plus à l'impôt. Le point capital est de bien choisir l'impôt à établir ou à augmenter. Quel que soit l'embarras momentané du trésor, la prospérité du pays est croissante; nos communications maritimes et terrestres devenant de jour en jour plus actives, l'industrie et le commerce en profiteront, et le capital national augmentera en proportion. Il ne faut donc pas s'effrayer d'une légère augmentation de quelques impôts. La consommation des classes riches, aisées, peut, sans inconvénient politique, fournir au trésor le supplément de revenus qui lui est nécessaire. D'un autre côté, qu'on facilite une fois l'introduction de certaines denrées par un abaissement des droits, par exemple sur les bestiaux et sur les sucres; qu'on excite ainsi une consommation utile au pays, et les caisses du trésor se rempliront. Une révision de nos lois de douanes, qui serait faite, non dans le but de protéger tels ou tels intérêts particuliers, mais dans l'intérêt général, donnerait au trésor plus de ressources qu'il ne lui en faut pour rétablir l'équilibre dans ses budgets. Mais les intérêts particuliers sont criards, et la routine est puissante!

M. le ministre des finances a présenté un projet de loi pour assurer la perception des droits de timbre. Le but de la loi est excellent; rien de plus juste que de faire cesser une exemption illégale qui est un véritable scandale. Le moyen proposé paraît cependant quelque peu sauvage. C'est par trop confondre le droit avec la preuve, l'obligation avec le titre. Dans nos campagnes surtout, cela peut donner lieu à de funestes résultats. Sans doute par de hautes considérations d'ordre public, la loi écrite se trouve quelquefois couvrir de son égide l'immoralité de certains faits particuliers; mais peut-on adopter ce parti extrême pour faire rentrer dans le trésor quelques écus?

Indépendamment des amendes, ne pourrait-on pas déclarer que toute obligation commerciale qui ne serait pas sur papier timbré ne vaudrait, pour tous ses effets, que comme une simple obligation civile? qu'elle n'entraînerait ni la compétence des tribunaux de commerce, ni la contrainte par corps, ni la faillite, et ainsi de suite?

Ne serait-il pas plus simple encore de demander au commerce directement, par une augmentation du droit de patente, ce qu'il enlève au trésor en ne faisant pas usage de papier timbré?

Au reste, nous avons grande confiance dans l'habileté et l'expérience de M. Humann, et c'est avec hésitation que nous lui présentons quelque doute sur une mesure qui paraît par trop s'éloigner de nos habitudes et de nos mœurs.

Il se passe dans ce moment des faits dignes d'attention en Prusse. La Prusse occupe sans contredit le premier rang parmi les puissances allemandes proprement dites. L'empire d'Autriche, mélange d'Allemands, de Hongrois, de Slaves, d'Italiens, n'a rien de compact, rien d'homogène, rien de véritablement national pour les Allemands. La politique du jour à part, l'Autriche n'est à la tête de rien en Allemagne. La science, l'art, les lettres, ce n'est pas à Vienne qu'ils trouvent leur capitale. L'Autriche les tolère à peine. Enfin, l'Autriche n'appartient à la confédération germanique que par une faible partie de ses vastes possessions. Elle a des intérets non-seulement distincts des intérêts allemands, mais qui peut-être leur sont contraires. Sa politique n'est pas subordonnée à la politique allemande, elle n'est pas même coordonnée nécessairement avec elle. L'Allemagne n'est pour l'Autriche qu'un de ses moyens, et ce n'est pas le moyen le plus efficace, celui sur lequel elle a le droit de compter davantage. La Prusse, au contraire, est tout allemande et n'est qu'allemande. Berlin, grace à son académie et à sa brillante université, à cette université, création d'autant plus admirable qu'elle a été fondée au milieu des désastres de la Prusse, et presque comme une noble réparation de ses malheurs politiques; Berlin devient la capitale des intelligences en Allemagne. Goethe n'est plus. Tous les regards ne se portent plus sur Weimar. C'est sur Berlin qu'ils se fixent désormais. La Prusse est tout entière dans la confédération germanique. C'est elle qui peut dire à toutes les parties de l'Allemagne : —Vos intérêts sont les miens; mes intérêts sont les vôtres. — Par la force des choses, lentement sans doute, comme cela se pratique en Allemagne, c'est autour de la Prusse que les Allemands se groupent. C'est elle qui est le centre d'une unité morale qui pourra devenir un jour une grande unité politique. Ce que la Prusse gagne par cette attraction, l'Autriche, par une conséquence nécessaire, le perd. Un jour, ce double mouvement éclatera; il changera plus d'une destinée au-delà du Rhin; il produira de grands résultats; il serait ridicule d'essayer ici de les deviner, mais il serait plus ridicule encore de ne pas les prévoir, de se persuader qu'ils n'arriveront pas.

Nous sommes convaincus que la Prusse les attend avec calme, sans impatience aucune, et que l'Autriche les entrevoit et les redoute depuis long-temps. Le cabinet autrichien est des plus clairvoyans. Il tient à ses principes que d'autres appellent ses préjugés, il ne veut pas en démordre; mais il en connaît le fort et le faible et ne se fait pas d'illusion sur les dangers qui le menacent. Au contraire, c'est la prévision lointaine de ces dangers, c'est la conscience de ces périls qui le rend si soupçonneux, souvent tracassier, exigeant, persécuteur. Il voudrait étouffer en germe tout ce qu'il sait ne pouvoir se développer que contre lui. Avec les formes les plus agressives, il ne fait souvent que se défendre.

La Prusse lui a donné un vif sujet d'inquiétude par son association des douanes allemandes. Était-ce là dès le principe une conception à la fois financière, industrielle et politique? Ses auteurs pensaient-ils à autre chose qu'aux douanes? Nous l'ignorons. Les agens prussiens se défendaient de toute arrière-pensée politique. S'il y en avait une, il aurait été stupide de l'avouer. Toujours est-il qu'un effet politique ne pouvait pas ne pas être produit par ce congrès financier, mais national, mettant en commun les intérêts les plus vivaces du pays, les discutant périodiquement, le tout sous l'influence et la direction suprême de la Prusse.

L'association allemande, renouvelée, perfectionnée, étend de plus en plus ses limites. Brunswick, qui formait avec le Hanovre une association à part, se détache de son associé et paraît définitivement se réunir à la grande association.

Bientôt d'autres influences prussiennes se feront sentir en Allemagne. La Prusse est un des pays les mieux administrés de l'Europe. Tout y est en progrès. Tous les efforts de l'esprit humain y sont largement protégés. L'enseignement public y est puissant et y jouit d'une liberté dont pourrait s'étonner plus d'un pays constitutionnel.

Dans l'ordre politique, la Prusse a été dotée d'un excellent système communal. Elle le doit à un homme d'un grand talent, à un aristocrate éclairé et généreux, à celui dont l'inimitié passionnée contre la France, ou à mieux dire contre l'empereur, ne doit pas nous faire méconnaître le bien qu'il a fait à son pays, au baron de Stein. La commune est, en Prusse, un principe de vie actif et fécond. C'est de là que sortiront peu à peu les libertés prussiennes.

Les promesses faites au peuple prussien au jour du malheur, et lorsqu'on lui demandait de gigantesques efforts, n'ont pas été tenues. La Prusse avait pardonné cet oubli à son vieux roi. Il avait tant souffert avec elle, il était si honnête homme et un ami si sincère du peuple, qu'on ne voulait pas affliger ses vieux jours. On se contenta des états provinciaux.

Le roi actuel, dit-on, n'est pas éloigné de reprendre en sous-œuvre les idées qui paraissaient abandonnées. Il aime la gloire, et il est l'élève éclairé d'une école qui ne conçoit peut-être pas la liberté et les institutions qui la garantissent comme nous les concevons, mais qui les conçoit cependant à sa manière, qui les aime et les désire. Le roi de Prusse appartient à l'école *historique*. Il ne sera donc nullement disposé à importer chez lui, d'une seule pièce, la constitution anglaise, la chambre française, ou telle autre institution étrangère à la Prusse, à ses antécédens, et à ses mœurs. Mais il doit être enclin à tirer des faits nationaux, des élémens historiques de la Prusse, tout ce qu'ils renferment de libéral, de généreux, de propre à garantir le développement d'une sage liberté.

C'est là une grande et noble carrière à parcourir. Ce ne sont pas les conquêtes de Frédéric-le-Grand, les efforts persévérans et la noble résignation de Frédéric-Guillaume. C'est peut-être mieux. C'est l'organisation désintéressée d'un peuple intelligent et reconnaissant; c'est un grand exemple qui lui don-

nera des droits à la gratitude de l'Allemagne tout entière; c'est une victoire sur lui-même qui ne coûtera de larmes à personne.

On dit que les états provinciaux ont été autorisés à publier leurs délibérations, et que le roi leur a permis de lui envoyer des députés pour conférer sur les besoins de leurs provinces; de là aux états-généraux, il n'y a qu'un pas. Il faudra peut-être quelque temps pour le franchir, mais nous espérons que la Prusse le franchira sous les nobles inspirations de son monarque.

D'ailleurs, une première concession n'est jamais perdue dans l'Allemagne du nord. Les Allemands du nord conservent ce qu'ils ont conquis, parce que chez eux ce n'est pas seulement l'intérêt qui règle la conduite, c'est l'idée qui domine. L'idée ne meurt pas, elle se fortifie et se développe dans la mauvaise comme dans la bonne fortune. Les peuples qui pensent ne se laissent pas, comme les peuples qui ne savent que sentir, déshériter, sous de vains prétextes, de ce qu'ils ont obtenu. Ils ne se paient pas de mots et d'apparences. Ils ruminent longuement leur pensée, mais ils la gardent. De même, quelque faible que soit la conquête d'aujourd'hui, elle leur est chère et précieuse, parce qu'elle est le commencement pratique, extérieur de l'idée; elle leur est chère comme le germe l'est au cultivateur qui a laborieusement préparé le terrain où il vient de déposer la semence. Il le garde avec un soin jaloux qui en assure le développement et les produits.

La France ne peut qu'applaudir aux nobles destinées auxquelles la Prusse paraît appelée. La Prusse constitutionnelle est notre alliée naturelle, et cette alliance serait une puissante garantie de la paix du monde, en détruisant une fois pour toutes ce levain de méfiances et de soupçons qu'avaient légué à l'Europe les vieilles coalitions.

Esvero y Almedora, poème en douze chants, par don Juan Maria Maury. — On se plaint à tort que la France a perdu de son influence en Europe. Les idées françaises envahissent le monde; ni douanes, ni cordons ne les peuvent arrêter. L'Espagne, par exemple, ne doit-elle pas à nos livres, à notre exemple, une révolution politique qui promet de devenir sociale? Il n'y a pas de quoi se vanter, dira-t-on. Elle nous est encore redevable d'une révolution littéraire. Le romantisme a franchi les Pyrénées, il règne à Madrid. Grace à nous, on y possède maintenant force drames avec adultères, force romans sataniques, forces poésies nébuleuses; bref, la littérature française, je dis la littérature moderne, en a créé une à son image en Espagne. En ce moment, au milieu du désordre général qui suit toujours une émancipation, on aperçoit quelque tendance vers un système éclectique, qui nous est également emprunté, et plusieurs écrivains s'efforcent de louvoyer entre les deux écoles, évitant les exagérations de l'une et les restrictions exclusives de l'autre.

C'est à ce juste milieu prudent qu'appartient l'auteur du poème d'*Esvero y Almedora*. M. Maury a long-temps habité la France, et s'y est fait connaître comme homme de savoir et de goût par la publication de son *Espagne poétique,* ouvrage écrit dans notre langue, avec une pureté remarquable, et qui réunit, à des aperçus ingénieux sur la littérature espagnole, des traductions ou plutôt des imitations en vers annonçant une connaissance approfondie du

génie des deux langues. Son poème témoigne de la même facilité en quelque sorte cosmopolite. On y sent continuellement le voyageur qui adopte toutes les façons, toutes les modes des pays qu'il a visités. Il ne repousse aucun genre, admet toutes les formes, choisit dans toutes les littératures, et choisit avec discernement. Tour à tour on le verra caustique avec Voltaire, moqueur misanthrope avec Goethe, antiquaire avec Walter Scott; je le soupçonne cependant d'une préférence marquée pour l'Arioste. Quelque habiles que soient les imitations de M. Maury, disons mieux, quelque bonheur qu'il ait à s'inspirer ainsi des génies les plus variés, on regrette parfois de ne pas trouver dans son poème une allure plus décidée et plus personnelle. Ce qu'il faut avant tout aujourd'hui, c'est du nouveau, de l'imprévu. Le lecteur, et le lecteur français surtout, blâmera peut-être encore ces continuelles transitions du plaisant au sévère, ces épisodes accumulés au travers de l'action principale, qui souvent la font perdre de vue. Les Espagnols se complaisent aux détails, et comme les Arabes, dont ils tiennent plus d'un trait de famille, aiment les contes qui s'enchevêtrent les uns dans les autres, et qui ne finissent point. Le comte d'Espagne et Mina, tous les deux de redoutable mémoire, n'auraient peut-être pendu personne, si leurs patiens avaient eu, comme la sultane Scheherazade, des histoires interminables à raconter. M. Maury excelle dans ce genre, et l'on conçoit qu'il n'ait pu prendre sur lui de supprimer la moitié de ces jolis *cuentos* qu'il conte si bien. L'admirable langue espagnole se prête merveilleusement à ces petits récits, et toute sa grace, toute sa richesse, se révèlent sous la plume de M. Maury. J'aurai un reproche plus sérieux à lui adresser, c'est au sujet du genre de merveilleux qu'il a adopté dans son poème. Ce merveilleux s'explique par les sciences naturelles, et, bien que la scène soit au moyen âge, l'héroïne a toutes les connaissances d'un académicien de l'académie des sciences. Je ne sais, mais il me semble que l'esprit humain se prête plus facilement à admettre des prodiges que des imputabilités, et pour ma part, je *croirais* plutôt à un hippogriffe qu'à un ballon dans le XIVe siècle.

— M. X. Marmier a réuni en un volume intitulé *Souvenirs de Voyages et Traditions populaires* plusieurs récits où la physionomie de l'Allemagne et de quelques contrées du Nord est retracée avec bonheur. L'auteur n'a voulu nous offrir que le côté le plus riant des pays qu'il a visités, l'aspect de la nature et les traditions naïves. Ce livre, où la légende côtoie sans cesse le paysage, est en quelque sorte un agréable complément des études plus sérieuses que M. Marmier a déjà consacrées aux mœurs et à la poésie de l'Allemagne et de la Suède.

V. DE MARS.

HISTORIENS

MODERNES

DE LA FRANCE.

I.

AUGUSTIN THIERRY.

Lorsqu'il y a vingt ans environ une sorte de réaction et de révolte éclata tout à coup contre la pâle et terne littérature que nous avait léguée l'empire, on ne se borna pas à demander le rajeunissement du système poétique; on s'efforça encore de faire pénétrer la réforme dans la méthode historique. En effet, le règne de Napoléon n'avait pas été plus favorable à l'histoire qu'à la poésie. Pendant que le nouveau Charlemagne promenait son épopée ossianique de l'Escurial au Kremlin, écrivant l'histoire avec la pointe de son épée sur la carte de l'Europe, la préoccupation des esprits fascinés par ce spectacle était si complète, qu'il ne restait plus nulle part en France, sauf

peut-être dans la seconde classe de l'Institut, d'attention disponible à reporter sur le passé. Comme les individus dans les grandes crises de passions ne sentent que la peine ou la joie présente, la France, pendant ce paroxisme de gloire, fut absorbée tout entière par l'effort ou l'émotion de la lutte. Mais quand, après le dénouement funeste de ce drame prodigieux, elle fut retombée dans le calme et eut repris le courant des traditions nationales, elle se trouva, par la conscience même des grandes choses auxquelles elle avait assisté ou concouru, mieux préparée qu'auparavant à l'intelligence des évènemens de même nature qui se sont accomplis dans l'histoire. Cette active génération de la république et de l'empire qui avait vu des transformations sociales, des démembremens d'états, des chutes et des restaurations de dynasties, des chocs violens de castes et de peuples, cette génération qui avait fait, ou avait vu faire, de l'histoire et de la poésie en action, sentit, dans son repos plein de souvenirs, le besoin d'une littérature plus poétique et d'une histoire plus réelle. Les compilations sans couleur de Velly, Garnier, Millot, Anquetil, ne lui parurent qu'une solennelle et insipide déception. La jeunesse surtout se prit d'un dégoût immense pour ces récits uniformes, glacés par l'étiquette moderne, et où toutes les nuances de lieux, de temps et de races disparaissaient sous des formules banales et convenues. Le même besoin d'émotions qui demandait à la poésie de nous donner une plus saisissante et plus vive perception du beau, demandait non moins impérieusement à l'histoire une plus franche et plus sensible manifestation du vrai. Alors aussi Walter Scott dans *Waverley* et dans *Ivanhoe*, et, long-temps avant, un écrivain qu'on trouve toujours sur le seuil des grandes idées de notre siècle, M. de Châteaubriand, par *les Martyrs*, avaient ajouté l'autorité de leurs exemples à l'impulsion déjà si puissante qui provenait de la disposition des esprits.

La réforme historique a donc eu les mêmes causes et s'est déclarée dans les mêmes circonstances que la réforme poétique. L'une et l'autre, en effet, tendaient à un but analogue. Il s'agissait de rendre le mouvement et la vie au drame et à l'histoire, d'en finir avec l'uniformité traditionnelle et les types de convention, de revenir à la poésie par l'observation des faits, l'étude des hommes, la peinture intelligente et nuancée des lieux, des temps et des mœurs.

Mais, quoique semblable à plusieurs égards, la tâche de l'école historique était bien plus sûrement réalisable que celle de l'école poétique. Sans doute, il n'est pas plus donné à l'homme d'arriver à la complète expression du vrai qu'à la complète réalisation du beau;

mais l'art peut approcher du premier beaucoup plus que du second, peut-être parce que la matière du vrai existe dans les choses et dans l'homme, tandis que le beau, si on le veut parfait, absolu, n'existe que dans la pensée. De plus, le poète est dans l'obligation de combiner et de réunir le vrai et le beau, ces deux élémens de l'idéal, au lieu que l'historien n'a besoin de se préoccuper que du vrai. Il est assuré que les figures qu'il copie et qu'il s'efforce de ranimer seront d'autant plus belles, ou, du moins, satisferont d'autant mieux aux conditions de l'art (même s'il s'agissait d'Isabeau de Bavière ou de César Borgia), qu'elles seront plus ressemblantes et plus vraies, ce qu'on ne saurait dire, avec la même assurance, de la monstruosité volontaire dans les libres créations de la poésie.

D'autre part, si le but de l'historien est plus simple et plus sûrement réalisable que ne l'est celui du poète, la route que doit suivre le premier est plus rude et plus fatigante. La vérité historique ne se découvre pas par l'instinctive observation de soi-même ou des autres, comme la vérité psychologique et poétique. Le modèle que l'historien doit reproduire n'est ni en lui-même ni sous ses yeux. Il doit, pour retrouver l'image des anciens temps, fouiller péniblement les archives, compulser les chartes, déchiffrer les textes, interroger les monumens. Et quand il a achevé ces explorations patientes, quand il a mesuré dans tous les sens les colosses du passé (laborieux préliminaires qui répondent à l'invention des caractères et au choix des incidens chez le poète), il est à craindre que, fatigué de ces labeurs, il n'ait plus le temps ou la force de rendre la vie et le mouvement à cette poussière des siècles et des hommes qu'il vient de contempler dans leurs tombeaux. Tel est, cependant, l'heureux privilége de la plastique historique, que lors même que l'artiste n'aurait pu terminer son œuvre, lors même qu'il n'aurait ébauché que quelques parties incomplètes du personnage ou de l'époque dont il a fait choix, s'il a bien observé, s'il a su voir et traduire exactement ce qu'il a vu, ces fragmens de vérités seront encore d'un grand prix; rien de son travail ne périra, et il sera d'autant plus assuré de la durée de son ouvrage, que, dans l'interprétation ou l'exposition des faits, il aura su mettre moins du sien et aura laissé glisser dans la fusion du bronze antique moins d'alliage du temps présent.

Il était donc certain que le mouvement de réforme historique qui éclata vers 1820, et qui poussait à l'étude sérieuse des textes originaux et des monumens une foule d'esprits jeunes et actifs, devait

produire des résultats heureux et indubitablement profitables, tandis qu'il y aurait eu peut-être quelque témérité à prédire un pareil avenir à la réforme poétique. La réussite pour celle-ci était possible, comme l'évènement l'a prouvé à plusieurs égards, mais elle était moins certaine; les chutes dans cette voie risquaient d'être sans compensations; le succès, même en partie atteint, devait être long-temps contestable. De plus, il était difficile qu'avec un but complexe l'école poétique ne fît pas quelquefois fausse route. C'est ainsi que trop influencée, pendant un certain temps, par la popularité acquise aux procédés de l'école historique, elle se passionna pour le *vrai*, à l'exclusion du *beau;* et, dans cette recherche exagérée de la vérité à tout prix, elle rencontra la laideur beaucoup plus souvent que la beauté. De là, comme on sait, certains écarts notables, que de plus heureuses et plus pures créations n'ont pas complètement amnistiés.

Aujourd'hui que vingt ans nous séparent de nos juvéniles élans de réforme et, comme nous disions alors, de notre 14 juillet littéraire, il semble qu'il soit temps de constater les progrès accomplis, d'enregistrer les solutions définitivement acquises, de glorifier les chefs de cette généreuse croisade, surtout de rattacher respectueusement les conquêtes récentes aux grands résultats précédemment obtenus par les générations antérieures, générations studieuses et glorieuses aussi, dont on oublie trop les services dans la première ardeur des réformes.

Mais dresser un pareil bilan, ce ne serait rien moins qu'écrire l'histoire littéraire de la première moitié du XIXe siècle. Une plume dont tout le monde reconnaît l'autorité en matière de goût (un pinceau plein de finesse et d'éclat, devrais-je dire), a commencé dans cette *Revue* et a fort avancé la première partie de cette tâche, en composant une série de portraits consacrés à nos principaux poètes et romanciers. Il y aurait, si je ne me trompe, une série analogue à faire de nos principaux historiens. J'émets ce vœu avec l'espoir que de plus habiles et de plus compétens que moi l'entendront et l'accompliront. Sans doute, les difficultés d'une pareille œuvre seraient très grandes : il faudrait, dans la communauté d'instincts, de tendance et de but, qui a présidé au rajeunissement de toutes les branches de notre histoire, distinguer soigneusement les diversités d'esprit, de méthode et de manière. Quand on aurait bien établi ce qui forme le fonds commun, et, pour ainsi dire, le capital social de la nouvelle école historique, il faudrait tenir compte de chaque apport particulier, et s'appliquer à mettre en saillie chaque physionomie individuelle; il

faudrait, au milieu de tant de problèmes historiques, isolément ou collectivement résolus, attribuer à chaque écrivain sa juste part de démonstration ou de découverte : partage épineux et délicat vis-à-vis de chacun et vis-à-vis de soi-même.

L'histoire, suivant les temps et suivant les hommes, se produit sous des aspects indéfiniment variés; cependant on peut, je crois, ramener toutes les diversités de formes à deux principales. Il y a, d'une part, la discussion, l'interprétation des faits, en un mot, la dissertation; d'une autre part, il y a l'exposition animée, naïve, pittoresque, c'est-à-dire le récit. M. de Barante a donné, comme on sait, un bel exemple de narration historique dans son *Histoire des ducs de Bourgogne*. M. Guizot, dans trois célèbres cours improvisés à la Faculté des Lettres (1), et auxquels répondent trois ouvrages éminens de philosophie historique, les *Essais sur l'histoire de France*, l'*Histoire de la civilisation européenne*, l'*Histoire de la civilisation française*, a jeté sur les principales révolutions de la société en Gaule les lumières de l'érudition la plus ingénieuse et de la critique la plus savante. M. Augustin Thierry, dont nous allons essayer d'exposer les travaux, a su passer alternativement, et avec une égale fermeté de jugement et de touche, de l'histoire interprétative et philosophique à l'histoire proprement dite.

Quiconque a vu M. Augustin Thierry, ce champion invaincu, quoique mutilé, de la réforme historique, ce Milton jeune encore de l'érudition et de la science, dont la vue s'est usée sur les vieux textes; quiconque a contemplé cette tête si sereine et si forte qui domine un corps et des membres si affaiblis, n'a pu que sentir redoubler son admiration pour une gloire si chèrement achetée. A la sympathie respectueuse qu'inspirent toujours les hommes éminens se joint l'intérêt qui s'attache à un grand malheur. Certes, elle devait être bien riche et bien puissante cette organisation dont la sève à demi épuisée, ou plutôt refoulée tout entière dans le siége de l'intelligence, produit chaque jour des œuvres d'une portée plus haute, d'un éclat plus vif, d'une raison plus ferme et plus éclairée, comme si, par une compensation providentielle, M. Thierry, à mesure que s'affaiblit l'énergie extérieure de ses organes, sentait croître au dedans de lui l'énergie de cette seconde vue, qui est le génie véritable et la lumière intime de l'historien.

L'anecdote suivante va nous révéler tout ce qu'il y avait de sensi-

(1) En 1821 et 1822 et de 1828 à 1830.

bilité poétique et de vigueur, en quelque sorte musculaire, dans cette constitution aujourd'hui languissante, mais qui s'électrisait en 1810 à la lecture solitaire d'une page de M. de Châteaubriand :

« J'achevais, dit-il, mes classes au collége de Blois, lorsqu'un exemplaire des *Martyrs*, apporté du dehors, circula dans le collége; ce fut un grand évènement pour ceux d'entre nous qui ressentaient déjà le goût du beau et l'admiration de la gloire. Nous nous disputions le livre; il fut convenu que chacun l'aurait à son tour, et le mien vint un jour de congé, à l'heure de la promenade. Ce jour-là, je feignis de m'être fait mal au pied, et je restai seul à la maison; je lisais ou plutôt je dévorais les pages, assis devant mon pupitre, dans une salle voûtée, qui était notre salle d'études et dont l'aspect me semblait alors grandiose et imposant. J'éprouvai d'abord un charme vague et comme un éblouissement d'imagination; mais quand vint le récit d'Eudoxe, cette histoire vivante de l'empire à son déclin, je ne sais quel intérêt plus actif et plus mêlé de réflexion m'attacha au tableau de la ville éternelle, de la cour d'un empereur romain, de la marche d'une armée romaine dans les fanges de la Batavie, et de sa rencontre avec une armée de Francs.

« J'avais lu dans l'histoire de France, à l'usage des élèves de l'école militaire, notre livre classique : « Les Francs ou Français, déjà maî-« tres de Tournay et des rives de l'Escaut, s'étaient étendus jusqu'à « la Somme... Clovis, fils du roi Childéric, monta sur le trône en 481, « et affermit par ses victoires les fondemens de la monarchie fran-« çaise... » Toute mon archéologie du moyen-âge consistait dans ces phrases et quelques autres de même force, que j'avais apprises par cœur : *Français*, *trône*, *monarchie*, étaient pour moi le commencement et la fin, le fond et la forme de notre histoire nationale. Rien ne m'avait donné l'idée de ces terribles Francs de M. de Châteaubriand, *parés de la dépouille des ours*, *des veaux marins*, *des urochs et des sangliers*, de ce camp *retranché avec des bateaux de cuir et des chariots attelés de grands bœufs*, de cette armée rangée en triangle *où l'on ne distinguait qu'une forêt de framées*, *des peaux de bêtes et des corps demi-nus*. A mesure que se déroulait à mes yeux le contraste si dramatique du guerrier sauvage et du soldat civilisé, j'étais saisi de plus en plus vivement; l'impression que fit sur moi le chant de guerre des Francs, eut quelque chose d'électrique. Je quittai le place où j'étais assis, et, marchant d'un bout à l'autre de la salle, je répétai à haute voix et en faisant sonner mes pas sur le pavé : « Pharamond! Pharamond! nous avons combattu avec l'épée! — Nous

avons lancé la francisque à deux tranchans; la sueur tombait du front des guerriers et ruisselait le long de leurs bras. Les aigles et les oiseaux aux pieds jaunes poussaient des cris de joie; le corbeau nageait dans le sang des morts; tout l'Océan n'était qu'une plaie; les vierges ont pleuré long-temps. — Pharamond! Pharamond! nous avons combattu avec l'épée (1)! » Ce moment d'enthousiasme fut peut-être décisif pour ma vocation à venir; je n'eus alors aucune conscience de ce qui venait de se passer en moi; mon attention ne s'y arrêta pas, je l'oubliai même pendant plusieurs années; mais lorsqu'après d'inévitables tâtonnemens pour le choix d'une carrière, je me fus livré tout entier à l'histoire, je me rappelai cet incident de ma vie et ses moindres circonstances avec une singulière précision; aujourd'hui, si je me fais lire la page qui m'a tant frappé, je retrouve mes émotions d'il y a trente ans (2). »

Du collége de Blois, M. Thierry passa à l'École Normale, cette oasis intellectuelle, où, malgré la consigne impériale, la haute parole de M. Royer-Collard faisait germer l'indépendance. Témoin des excès du gouvernement militaire et des souffrances inouies que la France eut à subir pendant les dernières années de l'empire, M. Thierry a dû vraisemblablement à cette expérience personnelle, autant peut-être qu'à la fermeté de sa raison, l'avantage de ne s'être jamais incliné devant ce despotisme impitoyable, et de n'avoir jamais cédé aux entraînemens de béate admiration où sont tombés de nobles esprits, faute d'avoir senti le poids de ce régime qu'ils croient si regrettable. En 1814, M. Thierry dut, comme tout ce qui aimait la liberté, trouver en partie l'expression de ses sentimens dans le livre de Benjamin Constant, *De l'Esprit de conquête*. Malgré l'horreur que lui inspira, en 1815, la double violation de notre territoire, il ne vit dans Bonaparte revenant, sans coup férir, de l'île d'Elbe aux Tuileries, qu'un nouveau Guillaume III, expulsant, par la connivence de l'armée, un autre Jacques II (3), moins dans un intérêt national que pour rassurer, contre l'avidité des émigrés, les barons de l'empire et les barons de la république. Préoccupé, depuis 1814 jusqu'à 1817, des problèmes les plus ardus de l'organisation sociale, M. Thierry retira de sa coopération aux travaux d'un économiste alors aussi injustement ignoré, que plus tard démesurément et follement exalté, l'habitude des études graves

(1) Voy. *les Martyrs*, livre VI, tome V des œuvres choisies, pag. 268-271.

(2) Voy. *Récits des temps mérovingiens*, préf., pag. XVIII et suiv.

(3) Voy. *Censeur européen*, n° du 17 novembre 1819, et *Dix ans d'études historiques*, 3e édit., pag. 145.

et des méditations sérieuses. Il avait, d'ailleurs, instinctivement l'aversion des tyrannies, même révolutionnaires, la haine des prétentions nobiliaires ou sacerdotales, un désir ardent de garanties individuelles, sans préférence marquée pour aucune forme de gouvernement, et, ce qui était plus rare alors, un dégoût très prononcé pour les institutions anglaises, dont la charte octroyée par la monarchie deux fois restaurée ne lui paraissait qu'une hypocrite et ridicule singerie.

Attaché, en 1817, à la rédaction du *Censeur européen*, la plus grave et la plus intelligente des publications libérales de cette époque, il s'y distingua par le mérite de ses articles et la variété des sujets qu'il y traita.

Une chose remarquable, quoiqu'au fond très naturelle, c'est que M. Thierry, qui devait être un des premiers (le premier peut-être) à lever l'étendard de la réforme historique, M. Thierry, qui devait reprocher si vivement aux disciples de l'abbé de Mably et à l'école philosophique de chercher dans le passé, non la réalité des faits, mais des preuves à l'appui de tel ou tel système, non des évènemens à ranimer par une étude sérieuse et féconde, mais des argumens de circonstance et des instrumens de guerre; M. Thierry est entré, lui aussi, par la voie de la controverse politique dans cette carrière de l'histoire, où il a conquis un si grand nom comme peintre et comme artiste. Ému par l'imprudente provocation de M. de Montlosier, dont le long et véhément pamphlet, intitulé *De la Monarchie française*, eut, de 1814 à 1816, un si bruyant retentissement, M. Thierry se hâta de demander à l'histoire des armes contre ces rodomontades de l'émigration. La théorie de M. de Montlosier, qui partait des prémisses de l'abbé Dubos pour arriver à une conclusion identique à celle du comte de Boulainvilliers, cette théorie, glorification continuelle des lois, des mœurs, et surtout de la descendance de la race conquérante, poussa ce jeune publiciste dans une exagération en sens opposé. Il crut, lui, dans l'établissement des barbares et dans l'affreux désordre qui, au VIe siècle, succéda dans presque toute l'Europe à la civilisation romaine, apercevoir la cause toujours subsistante de la plupart des maux de la société moderne. Il essaya, entre autres applications de cette idée, de réduire à une suite de violences et de ruses, pratiquées par les envahisseurs normands, tous les prétendus avantages de la constitution actuelle de l'Angleterre. Dès 1817, il écrivit dans *le Censeur européen* un article où il développait ingénieusement cette thèse, et où il exposait avec une verve moqueuse, et, comme on dit de l'autre côté du détroit, avec *humour*, les diverses formes

d'*exploitations* auxquelles les conquérans normands et leurs fils, à partir de Guillaume-le-Bâtard et ses compagnons, jusqu'à Charles Ier et sa chambre des lords, soumirent ou essayèrent de soumettre la race anglo-saxonne. Ce morceau de pure polémique, élevé, dix ans après, à toute la gravité de l'histoire, devint dans la *Revue trimestrielle,* à propos de l'ouvrage de Henri Hallam, *Constitutional history of England,* une judicieuse exposition de la constitution anglaise, et a mérité d'entrer en partie dans la *conclusion* qui couronne si dignement l'*Histoire de la Conquête de l'Angleterre par les Normands.*

L'entraînement de la polémique n'a pas conduit seulement M. Thierry vers l'important sujet de la conquête normande, où il trouva l'occasion d'acquérir une si haute renommée; la revendication exclusive que le parti ultrà-aristocratique osait faire, à son profit, de la nationalité franque, appelait naturellement les représailles des descendans supposés de la nationalité gauloise. Né roturier, comme il le dit, M. Thierry se hâta de relever le gant jeté à la roture avec tant de jactance. Il fit plus, il regarda, en quelque sorte, comme un devoir de piété filiale de restituer aux classes moyennes et inférieures leur part de gloire dans nos annales, de recueillir les souvenirs d'honneur plébéien, d'énergie et de liberté bourgeoises. A ceux qui ressuscitaient dans une intention hostile les souvenirs, qu'on pouvait croire depuis long-temps effacés, de la conquête germaine, il crut qu'il était de bonne guerre de répondre par le souvenir des soulèvemens populaires et de l'affranchissement des communes. En 1817, M. Augustin Thierry, rendant compte dans le *Censeur* de la correspondance de Benjamin Franklin, invoquait déjà la mémoire de nos aïeux, « ces artisans énergiques qui fondèrent les communes et imaginèrent la liberté moderne. » Cette assertion, précisément inverse de la fameuse proposition de Montesquieu, M. Thierry l'a commentée de toutes les manières, comme publiciste et comme historien, par la dissertation et par le récit, par des articles de journaux et par des livres. Il a voulu prouver, par toutes les voies, qu'en France *personne n'est l'affranchi de personne,* et qu'historiquement, aussi bien que rationnellement, l'égalité des droits n'est pas un vain mot.

Et qu'on ne dise pas que dans cette lutte il n'a montré de sympathie que pour la bourgeoisie des villes, et qu'il a oublié ceux qui avaient eu à supporter la plus grande part de souffrances. Non, cette accusation n'est pas fondée. M. Thierry n'a établi aucune distinction dans la sympathie qu'il éprouve pour toute la masse roturière

soit de condition libre, soit de condition serve. Relisez ces mots écrits en 1820 dans le *Censeur* à propos des *Mélodies irlandaises* de Thomas Moore : « ... Nous qu'on appelle des hommes nouveaux, sachons nous rallier par des souvenirs populaires aux hommes qui, avant nous, ont voulu ce que nous voulons, aux hommes qui ont compris comme nous les libertés de la terre de France..... Mais ne nous y trompons pas, ce n'est point à nous qu'appartiennent les choses brillantes du temps passé; ce n'est point à nous de chanter la chevalerie; nos héros ont des noms plus obscurs; nous sommes les hommes des cités, les hommes des communes, les hommes de la glèbe, les fils de ces paysans que les chevaliers massacrèrent près de Meaux, les fils de ces bourgeois qui firent trembler Charles V, les fils des révoltés de la Jacquerie.... »

Mais M. Thierry n'était pas doué seulement du génie de la polémique; il possédait, et à un plus haut degré, le sentiment et le génie de l'histoire. A l'emportement sauvage et à l'érudition de seconde main de M. le comte de Montlosier, le jeune patriote résolut d'opposer des textes et de la science de bon aloi. Une partie de l'année 1819 fut employée à lire et à extraire tout ce qui avait été publié sur l'ancienne monarchie française, Pasquier, Fauchet, Mably, Thouret et les jurisconsultes, et les feudistes, et les commentateurs du droit coutumier, tous ces écrits froids, secs, insipides et durs, qu'il faut pourtant dévorer, selon l'expression de Montesquieu, comme la fable dit que Saturne dévorait les pierres. De plus, il étudia à fond, dans l'admirable glossaire de Du Cange, la langue politique du moyen-âge, et s'efforça même de remonter par la connaissance de l'allemand et de l'anglais modernes aux anciens idiomes germaniques et scandinaves. Enfin, en 1820, il aborda la grande collection des historiens originaux de la France et des Gaules. De ce moment, le passé, le présent, l'avenir, tout prit à ses yeux un nouvel aspect; sa vocation était trouvée. Il ne demanda plus que subsidiairement aux vieilles annales de l'Europe des preuves et des argumens pour les besoins journaliers de la discussion politique; il se prit à aimer le passé pour lui-même, pour en jouir d'abord, puis pour le ranimer et le faire revivre aux yeux de tous. Les deux grandes questions qui l'avaient préoccupé dès son entrée dans la carrière, la persistance de l'hostilité entre les races conquérantes et conquises, et le soulèvement et l'affranchissement des communes, restèrent toujours les deux points culminans de ses recherches, en se dépouillant, toutefois, peu à peu de ce que la polémique y avait mêlé d'exagération. En effet,

pour M. Thierry l'horizon s'était agrandi; un rayon de la réalité historique l'avait illuminé. Sans peut-être discerner bien nettement encore comment et dans quelle mesure il est permis d'atteindre à la vérité de l'histoire, il sentait vivement, et non sans un mouvement de colère, tout ce qui manquait d'érudition et de talent aux historiens que l'ignorance et le mauvais goût publics plaçaient au rang de classiques (1). Un morceau *sur quelques erreurs de nos historiens modernes*, à propos d'une histoire de France à l'usage des colléges, parut en 1820 dans le *Censeur*. C'était le prélude d'une série d'articles que M. Thierry préparait sur nos origines nationales, et le signal de la guerre à outrance qu'il comptait entreprendre dans ce recueil contre les mesquines compilations extraites de Velly et de ses continuateurs. La censure, qui fut rétablie alors, en mettant fin à l'honorable entreprise de MM. Comte et Dunoyer, obligea M. Thierry à chercher une autre tribune, pour y exposer ses opinions sur notre histoire et sur la meilleure manière de l'écrire. Cette tribune fut le *Courrier français*.

Depuis le mois de juillet 1820 jusqu'au mois de janvier 1821, M. Thierry inséra hebdomadairement dans *le Courrier* des lettres qui, par le jour tout nouveau dont elles éclairaient les rapports des conquérans germains et de la population gallo-romaine, eurent le plus grand succès auprès de tous les lecteurs sérieux et amis de la science. Mais l'espèce d'apaisement politique qui gagnait M. Thierry, à mesure que croissait son amour pour l'histoire, l'amenait à traiter de préférence des points d'une érudition de plus en plus spéciale. Exposé, d'une part, aux tracasseries de la censure, qui se faisait l'auxiliaire de la presse anti-libérale, et s'apercevant, d'une autre part, que ses dissertations scientifiques ne répondaient pas suffisamment aux besoins de la presse militante, M. Thierry crut devoir, au mois de janvier 1821, discontinuer ces publications, qui dans les colonnes d'un journal ne se trouvaient pas, il faut le dire, à leur véritable place.

Cette rupture amiable, quoique pénible, du jeune écrivain avec la publicité quotidienne, fut un évènement heureux pour l'histoire. Libre de s'abandonner à ce qu'il regardait, avec raison, comme sa destinée, M. Thierry n'eut désormais qu'un but, à savoir, de mettre en pratique la théorie de rénovation historique qu'il venait d'exposer

(1) M. Thierry reconnaissait, pourtant, dès-lors de grandes et honorables exceptions. Il rendait, entre autres, pleinement justice, dans un article du *Censeur européen* du 21 juin 1819, aux qualités éminentes de l'*Histoire de Cromwell*, de M. Villemain.

dans ses *Lettres sur l'Histoire de France*, de faire, comme il disait, à la fois de l'art et de la science, et d'être dramatique en n'employant que des matériaux obtenus par des recherches directes et scrupuleuses.

Deux grands sujets s'offraient à sa plume, deux sujets qu'il avait déjà étudiés, médités, sur lesquels il avait même, à plusieurs reprises, risqué des tentatives partielles : l'histoire de l'établissement des races germaniques sur le sol de la France, et l'histoire de l'établissement des Normands sur le sol de l'Angleterre.

Quand je parle ici de ces deux évènemens comme de deux sujets distincts, je n'entre pas suffisamment dans le point de vue de M. Thierry. Pour lui, ces deux révolutions ne sont que deux épisodes d'un fait plus vaste et plus général, deux applications de la marche suivie par les barbares dans l'invasion et la conquête de l'Europe. Ne pouvant traiter, dans toute son étendue, le grand sujet des invasions barbares, ni suivre ce fait immense dans toutes ses ramifications, M. Thierry dut faire un choix et s'arrêter d'abord à la partie de ce vaste ensemble qui pouvait le mieux donner l'idée du tout. Il inclina vers la conquête de l'Angleterre par les Normands, la dernière en date des conquêtes barbares et celle qui se trouve, à ce titre, la plus riche en documens variés et certains. Il la préféra comme étant la plus propre à montrer, dans la dépossession d'un peuple par un autre peuple, l'histoire et en quelque sorte la loi de toutes les dépossessions territoriales. Il se livra tout entier à ce travail qui lui permettait à la fois de démontrer ses vues d'historien et de réaliser ses théories d'artiste.

Bien que les années 1821 et 1822 aient été marquées en politique par un redoublement de violence entre les partis, et que la portion la plus énergique de la jeunesse libérale, débusquée des brochures et des journaux par la censure, se fût réfugiée dans des affiliations secrètes, il est permis de croire que M. Thierry, tout en prenant part à ce mouvement, auquel il ne put ni ne voulut rester étranger, n'éprouva, cependant, de cette effervescence momentanée qu'une assez faible distraction. Ses idées, ses méditations, ses efforts, tendaient à un autre but. Sans doute aucune de ses convictions n'avait fléchi; mais une passion nouvelle le possédait presque tout entier. Pendant ces deux années silencieuses et solitaires, plongé dans un nombre infini de recherches préparatoires, courant d'une bibliothèque publique à une autre bibliothèque, réunissant, classant, disposant ses matériaux, courbé, des journées entières, sur les chroniques danoises et anglo-saxonnes dont les grandes pages prenaient

sous son regard un corps, une voix, une ame, enivré de ce délire de Pygmalion, de cette joie créatrice de l'artiste qui sent s'animer sa pensée, s'identifiant avec ce qu'il appelait *ses* vainqueurs et *ses* vaincus, sympathisant avec toutes les souffrances de la population subjuguée, s'indignant des moindres avanies éprouvées par ces hommes morts depuis sept cents ans, M. Thierry était alors sous le charme de sa première intimité avec son œuvre, sous ce charme qu'il a si heureusement défini, en comparant l'union mystérieuse qui se forme entre l'auteur et son ouvrage au premier mois, au mois le plus doux du mariage.

Alors la communauté de leurs études et le besoin de confident qu'éprouve toute passion véritable, formèrent ou plutôt resserrèrent l'amitié de M. Thierry et de M. Fauriel. Celui-ci avait sur son jeune ami l'avantage de l'âge et d'études depuis long-temps commencées. Quoique les scrupules d'un goût trop sévère n'aient permis à M. Fauriel de publier qu'en 1836 son principal ouvrage, l'*Histoire de la Gaule méridionale sous la domination des conquérans germains,* partie détachée d'un ensemble beaucoup plus vaste et dont le monde savant attend impatiemment la complète publication, il avait naturellement beaucoup d'avance sur M. Thierry. On devine sans peine tout ce que celui-ci dut puiser de forces nouvelles dans ses conversations quotidiennes avec un ami, un conseiller d'un esprit si éclairé et si sagace. Il faut lire dans la préface même d'un livre de M. Augustin Thierry (*Dix ans d'études historiques*), auquel nous empruntons ces détails, ce qu'il raconte de ces entretiens de chaque soir, de ces longues promenades sur les boulevarts extérieurs, où s'échangeaient tant de précieuses confidences, où se débattaient tant de graves questions, où s'éclaircissaient tant de minutieux problèmes.

Cependant les difficultés de rédaction et de forme, les hésitations entre les divers modes d'exposition, les corrections, les refontes, toutes ces laborieuses angoisses qu'éprouvent seuls les écrivains de talent, retardèrent de deux ans encore l'achèvement de son ouvrage. Enfin, au printemps de 1825, M. Thierry put mettre au jour son épopée!

Son épopée! Ce mot est le plus juste que l'on puisse employer pour caractériser cette narration si vive, si animée, d'une couleur si vraie, ce tableau dont le sujet réunit à la fois tant de grandeur et d'unité, et qui offre des mœurs si nouvelles, cette histoire dont les matériaux ne se trouvaient pas seulement dans les chroniques, mais qui étaient épars dans les poètes, dans les chants populaires, dans

les bardits du Nord, les ballades galloises et les rimes de nos trouvères. Le succès de l'*Histoire de la Conquête de l'Angleterre par le Normands* fut immense; il surpassa les espérances du jeune écrivain

Toutefois, ce qui constitue surtout le mérite et l'originalité de cette histoire, l'application heureuse et fréquente du principe fécond et vra de la distinction des races, a été, par la prédominance un peu exclusive que lui accorde l'auteur, l'occasion de quelques critiques. S un grand nombre de questions obscures reçoivent une explication inattendue de cette nouvelle lumière historique, il est d'autres questions où l'antagonisme des races ne se montre que comme un élément secondaire. Peut-être, dans quelques parties de l'*Histoire de la conquête de l'Angleterre*, M. Thierry a-t-il un peu trop subordonné le élémens principaux à cet élément qui n'est pas toujours le premier. Ainsi, pour citer un des épisodes les plus frappans et les plus dramatiques de cette histoire, dans la longue querelle de Henri II et de Thomas de Canterbury, dans cette lutte de deux grands principes, dans ce duel à mort de l'autorité civile et de l'autorité religieuse, les intérêts de races n'eurent, en réalité, qu'une part assez restreinte. L'habile historien n'a pas manqué, sans doute, d'indiquer les autres intérêts, les autres passions, qui animaient les acteurs de cette sanglante tragédie, dont le dénouement fut l'assassinat d'un archevêque par un roi; cependant M. Thierry n'a peut-être pas assez montré toute la grandeur de la tâche qu'entreprit Thomas Becket, ce saint dont le tombeau au moyen-âge fut presque aussi visité que le Saint-Sépulcre, non pas seulement parce qu'il était de race saxonne et qu'il avait défendu les intérêts saxons, mais parce qu'il se montra le champion intrépide de l'église universelle, alors abandonnée par la papauté, et le défenseur populaire des libertés du genre humain. D'ailleurs, ce n'est que dans un très petit nombre de cas qu'on peut regretter que M. Thierry fasse prédominer son idée favorite de l'opposition des races. Presque toujours l'usage qu'il fait de ce principe l'amène aux plus heureuses restitutions, et lui permet de rendre à des faits restés insignifians jusqu'à lui une physionomie vivante et nouvelle.

Malheureusement, par suite d'un si dur labeur, sa santé s'était détruite, sa vue s'était éteinte; son courage seul ne fléchit pas. Après un voyage en Suisse et en Provence, il se remit, dès les premiers mois de 1826, à de nouvelles études. Mais il lui fallait lire par les yeux d'autrui et dicter au lieu d'écrire. « La transition toujours si rude d'un procédé à l'autre, dit M. Thierry, me fut rendue moins pénible par les soins empressés d'une amitié dont le souvenir m'est

bien cher. » Cette main, cette voix, cette amitié qui lui vinrent en aide dans ce moment critique, c'étaient celles d'un jeune homme alors obscur, connu seulement par un *Résumé de l'Histoire d'Écosse*, auquel M. Thierry avait mis quelques pages d'introduction. Ce jeune homme devait, lui aussi, se faire bientôt un nom illustre comme historien de *la Contre-Révolution en Angleterre sous Charles II et Jacques II*, et comme écrivain politique de premier ordre. C'était Armand Carrel, ce champion si pur et si éloquent de l'honneur national, que nous avons vu si chevaleresquement démocrate, et qui succomba peut-être sous le poids des chagrins politiques autant que sous la balle d'un accidentel adversaire.

Un projet de publication qui, malgré un commencement d'exécution, est demeuré à l'état de projet, fut alors sur le point de réunir dans un même travail deux hommes également éminens, quoique d'un esprit fort dissemblable. M. Thierry et M. Mignet s'associèrent pour la mise en œuvre d'une pensée commune. Il s'agissait d'extraire du texte des chroniques et des mémoires contemporains un récit continu d'histoire de France. M. Thierry rédigea un premier volume; mais les difficultés que présentait cette entreprise étaient, sans doute, insurmontables, puisqu'elles découragèrent deux esprits aussi fermes et aussi clairvoyans.

Forcé de choisir un autre sujet d'ouvrage, M. Thierry songea à étendre, à corriger, à compléter les *Lettres sur l'Histoire de France* qu'il avait adressées autrefois au *Courrier Français*. Mais, depuis que M. Thierry avait commencé à prêcher la réforme historique, cette révolution s'était à peu près accomplie. D'une part MM. Guizot, Sismondi, de Barante, d'une autre MM. Thiers et Mignet, avaient ou achevé ou commencé de publier leurs grands travaux. M. Trognon avait, dans deux ingénieux essais (1), tenté de faire revivre les parties les plus effacées de l'époque mérovingienne; M. Michelet avait traduit la *Science nouvelle* de Vico, et préludait déjà, dans une remarquable préface, à l'histoire idéaliste. M. Monteil venait de faire paraître les premiers volumes de son *Histoire des Français des divers états;* M. Amédée Thierry, émule de son frère, mettait sous presse son *Histoire des Gaulois*. Ce fut donc bien moins la partie polémique

(1) Ces deux morceaux ont été réunis sous le titre suivant : *Manuscrit de l'ancienne abbaye de Saint-Julien à Brioude; Histoire du Franc Harderard et de la vierge Aurelia*, légende du VIIe siècle, et le *Livre des Gestes du roi Childebert III*, chronique du VIIIe siècle, retrouvées et traduites par un amateur d'antiquités françaises. Paris, Brière, 1824, 2 vol. in-12.

et, en quelque sorte, révolutionnaire des lettres adressées en 1820 au *Courrier Français*, que leur partie scientifique et positive, que M. Thierry se proposa d'étendre et de perfectionner. Ses études, de plus en plus solides, sur l'histoire des deux dynasties franques, et son talent de narration, accru encore et assoupli par la pratique, lui permirent de faire de ses douze premières lettres la meilleure et la plus savante introduction à la véritable histoire de France, à cette histoire qui ne commence à mériter ce nom qu'à l'avénement de la troisième race. Dans les treize autres lettres qui paraissaient pour la première fois dans ce volume de 1827, l'affranchissement des communes, ce problème qui préoccupait M. Thierry depuis 1817, est traité *ex professo*, avec calme et gravité, bien qu'avec une passion qui, pour être contenue, n'en est pas moins profonde. Trois grands récits de révolutions communales, l'insurrection de Laon, celle de Reims, celle de Vézelay, sont, indépendamment de leur extrême importance historique, des chefs-d'œuvre de narration, comparables, sinon supérieurs, aux plus belles pages qu'ait laissées en ce genre l'auteur des *Puritains d'Écosse* et de *la Prison d'Édimbourg*. Dès l'année suivante (1828), la réimpression de ces lettres, qui comptent aujourd'hui six éditons, permit à l'auteur de se livrer à un nouvel et complet remaniement de son ouvrage.

De si grands travaux recommandaient leur auteur à l'estime et à la reconnaissance publiques. Presque aussitôt après la publication de l'*Histoire de la Conquête de l'Angleterre par les Normands*, le gouvernement du roi Charles X s'honora en prenant, en faveur du jeune historien, l'initiative d'une rémunération qui fut approuvée de tous. Au commencement de 1830, la classe d'histoire de l'Institut (l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres) appela M. Thierry, dont les souffrances s'étaient aggravées et qui vivait retiré depuis 1828 dans une ville de province, à une place de membre titulaire vacante dans son sein. Après la révolution de juillet, il fut attaché, quoique absent, à la maison du jeune duc d'Orléans par un titre littéraire. Enfin, en 1831, et ce n'est pas ce qui dut lui être le moins sensible, il fut loué presque sans réserve dans le dernier chef-d'œuvre *imprimé* de M. de Châteaubriand, dans la préface des *Études historiques*.

M. Augustin Thierry signale l'année 1829 comme ayant été la fin de sa carrière d'activité et de jeunesse, et le commencement d'une carrière nouvelle, où il regrette de ne pouvoir avancer que d'une marche beaucoup plus lente. Quant à moi, si je ne me trompe, cette seconde carrière qui, après un temps d'arrêt, s'est rouverte avec

éclat, en 1833, par l'insertion dans cette *Revue* d'une nouvelle série de *Lettres sur l'Histoire de France*, me paraît plus belle encore que la première et dans un progrès continu. En effet, de retour à Paris dans une disposition d'esprit de plus en plus calme et résigné à ses souffrances, ayant, comme il le dit si éloquemment lui-même, fait amitié avec les ténèbres, entouré de toutes les compensations que peuvent fournir l'estime universelle, les affections de famille et les soins d'une compagne digne de le comprendre et quelquefois de l'imiter (1), M. Thierry, dans la demi-solitude que lui ont faite à la fois sa situation et ses habitudes de travail, partage la puissance de son esprit entre plusieurs grandes tâches, dont il poursuit l'accomplissement, et dont il nous reste à montrer la direction et l'importance.

D'abord il s'occupa avec une persévérance qu'on ne peut trop admirer, de la correction et de la révision définitive de l'*Histoire de la Conquête de l'Angleterre par les Normands*. Faisant ensuite un choix parmi ses mélanges, il les recueillit en un volume, sous le titre de *Dix ans d'Études historiques*. C'était, en quelque sorte, la liquidation de son passé; une série nouvelle de travaux allait réclamer son zèle.

A la fin de 1836, M. Thierry fut appelé par la juste confiance de l'autorité à la surveillance d'une entreprise immense et qu'on pourrait appeler bénédictine, devant laquelle son dévouement à la science n'a pas reculé. M. Guizot, qui, professeur d'histoire moderne à la Sorbonne, avait acquis tant de titres à la reconnaissance des lettres, en publiant, vers 1824, la traduction des mémoires relatifs à l'histoire de France, depuis la fondation de la monarchie jusqu'au XIIIe siècle, ministre de l'instruction publique en 1833, pensa avec raison que les efforts isolés de quelques particuliers ne pouvaient suffire à la mise en lumière des pièces innombrables qui intéressent notre histoire et que renferment les bibliothèques, les archives et les divers dépôts publics du royaume. Il institua près le ministère de l'instruction publique, à la fin de 1834, un comité chargé de la recherche et de la publication des monumens inédits de l'histoire de France. Ce comité reconnut bientôt la nécessité de former une collection des chartes des communes et des statuts municipaux des villes de France, collection

(1) On n'a pas oublié sans doute des fragmens pleins de vérité d'observation et d'une grande finesse de pensée qui ont été insérés dans cette *Revue*, par Mme Augustin Thierry, sous le titre de *Philippe de Morvelle*. Ces morceaux, recueillis et complétés, ont paru en un volume in-8°, sous le titre de *Scènes de mœurs aux dix-huitième et dix-neuvième siècles*.

assez complète pour rivaliser avec les grands recueils consacrés à l'histoire de la noblesse et du clergé, et se trouver à la hauteur de la fortune politique de ce troisième ordre, le dernier en date, long-temps le moindre en pouvoir, mais que la Providence, dit M. Thierry, destinait à vaincre les deux autres et à les absorber dans une seule masse nationale, désormais compacte et homogène (1). Désigné par la nature de ses travaux à la direction de cette entreprise, M. Augustin Thierry fut ainsi ramené vers cette importante question des communes, par laquelle nous l'avons vu entrer dans la carrière de l'histoire. Mais, à présent, ce ne sera pas avec un nombre plus ou moins limité d'exemples et de documens partiels, c'est en présence de tous les titres originaux, recueillis de toutes les parties du royaume, qu'il va porter sur ce problème un jugement complet et solennel. Dans ces modifications, ou, pour mieux dire, dans cet agrandissement progressif de sa pensée, on ne peut qu'admirer la force d'intelligence, l'impartialité d'esprit et la parfaite bonne foi de l'écrivain. Laissons-le parler :

« Il y a, certes, un grand mérite d'à-propos dans l'intention de recueillir et de rassembler en un seul corps tous les documens authentiques de l'histoire de ces familles sans nom, mais non pas sans gloire, d'où sont sortis les hommes qui firent la révolution de 1789 et celle de 1830.... De grandes leçons et de beaux exemples pour le siècle présent peuvent sortir de la révélation de cette face obscure et trop négligée des dix derniers siècles de notre histoire nationale. Il y avait chez nos ancêtres de la bourgeoisie, cantonnés dans leurs mille petits centres de liberté et d'action municipales, des mœurs fortes, des vertus publiques, un dévouement naïf et intrépide à la loi commune et à la cause de tous; surtout ils possédaient à un haut degré cette qualité du vrai citoyen et de l'homme politique qui nous manque peut-être aujourd'hui, et qui consiste à savoir nettement ce qu'on veut, et à nourrir en soi des volontés longues et persévérantes.

« Dans toute l'étendue de la France actuelle, pas une ville importante qui n'ait eu sa loi propre et sa juridiction municipale, pas un bourg ou simple village qui n'ait eu ses chartes de franchise et ses priviléges communaux; et, parmi cette foule de constitutions d'origine diverse, produit de la lutte ou du bon accord entre les seigneurs et les sujets, de l'insurrection populaire ou de la médiation royale, d'une politique généreuse ou de calculs d'intérêts, d'antiques usages

(1) Voy. *Rapport au ministre de l'instruction publique*, 10 mars 1837.

ajeunis ou d'une création neuve et spontanee (car il y a de tout cela dans l'histoire des communes), quelle infinie, j'allais dire quelle admirable variété d'inventions, de moyens, de précautions, d'expédiens politiques! Si quelque chose peut faire éclater la puissance de esprit français, c'est la prodigieuse activité des combinaisons sociales, qui, durant quatre siècles, du XIIe au XVIe, n'a cessé de s'exercer pour créer, perfectionner, modifier, réformer partout les gouvernemens municipaux, passant du simple au complexe, de l'aristocratie à la démocratie, ou marchant en sens contraire, selon le besoin des circonstances et le mouvement de l'opinion. Voilà quel spectacle digne d'intérêt et de méditation m'ont présenté les deux mille pièces ou sommaires de pièces authentiques dont j'ai déjà pris connaissance (1).... »

Mais, comme on le pense bien, le triage et le classement méthodique des pièces de cette vaste collection, où l'art ne peut entrer que pour peu de chose, ne suffisaient pas aux besoins d'une pensée et d'une imagination aussi actives que celles de M. Thierry. Il entreprit donc parallèlement un autre travail, dont il a terminé et publié, l'année dernière, la première moitié. Je veux parler des deux volumes intitulés *Récits des temps mérovingiens*, livre de science et de style, le plus achevé, suivant moi, qui soit sorti de cette plume si habile, et qui a reçu des mains de l'Académie française la couronne historique que le legs de M. le baron Gobert a autorisé cette compagnie à décerner.

Ce dernier ouvrage se compose de deux sections bien distinctes. La première, qui remplit presque un volume, consiste en de nouvelles *Considérations* sur nos origines sociales; la seconde contient six *Récits* ou épisodes, destinés à faire revivre la Gaule du VIe siècle.

Il ne s'agit point ici, comme on voit, de la première invasion ni de la fougueuse arrivée des conquérans germains sur notre sol. Cette peinture, après M. de Châteaubriand (2), n'était plus à faire, et M. Thierry lui-même a raconté ailleurs plusieurs des scènes les plus caractéristiques de cette terrible collision (3). Ce qu'il veut peindre dans ces *Récits*, c'est la seconde période de la conquête franque, celle où commence une sorte d'échange de mœurs ou plutôt de vices entre les deux races; c'est ce moment de civilisation indécise et complexe

(1) Voy. le *Rapport* du 10 mars 1837.

(2) Voy. *les Martyrs*, livres VI et VII, et les *Études historiques*, étude sixième, Mœurs des barbares.

(3) Voy. les *Lettres sur l'histoire de France*, lettres VI, VII et VIII.

où la physionomie germanique et la physionomie gallo-romaine semblent se confondre dans un état intermédiaire, qui n'est ni la franche barbarie du Nord, ni la vieille corruption romaine, situation nouvelle, qu'on pourrait appeler la barbarie gallo-franque.

Ces *Récits* n'offrent point une histoire continue des évènemens arrivés sous la première race. A la suite exacte des faits et à l'unité de composition, très difficiles à conserver au milieu des complications politiques de cette époque, M. Thierry a préféré le récit par masses détachées, ayant chacune pour fil la vie ou les aventures de quelque personnage célèbre. L'auteur n'a donné, dans les deux volumes déjà publiés, que six tableaux épisodiques; il ne lui faut pas moins de deux nouveaux volumes pour compléter cette histoire ou plutôt cette série d'histoires disposées par groupes et fractionnées par petits centres d'action, à peu près comme l'était elle-même la société mérovingienne.

Nous n'insisterons pas sur le mérite de ces six morceaux, qui nous montrent, sous toutes les faces, la vie politique, civile et religieuse du VIe siècle, l'intérieur de la maison des rois francs, la condition périlleuse et turbulente des seigneurs et des évêques, les guerres civiles et privées, la misère et les intrigues des vaincus, les violences qui éclataient jusque dans les basiliques et dans les monastères de femmes. Les lecteurs de la *Revue des Deux Mondes* ont ces *Récits* trop présens à la mémoire pour que j'en parle plus longuement. On ne peut oublier, quand une fois on les a vues, ces grandes figures, types gradués de toutes les nuances de la barbarie, Fredegonde, Hilperick, Mummolus, Leudaste, Brunehilde. Je dirai seulement que nulle part l'auteur n'a employé un mode d'exposition plus grave, plus vrai, une touche plus large, plus harmonieuse. Chaque groupe, si artistement détaché du fond des chroniques, est en soi une narration parfaite. Quant à l'ensemble et à l'impression totale qui doit en résulter, il est aisé dès à présent de la prévoir. Aussi aspirons-nous bien vivement au moment où nous jouirons de la vue entière de l'édifice, et où nous pourrons d'un coup d'œil en embrasser toute l'ordonnance.

On ne remarque pas un moindre progrès dans les *Considérations* dogmatiques qui sont placées devant les *Récits*. Ce que M. Thierry avait fait dans un ouvrage précédent à propos des livres d'histoire narrative, il le complète aujourd'hui en jugeant les livres d'histoire systématique. Il soumet au plus scrupuleux examen les théories fondamentales et les diverses formules qu'on a essayé d'époque en époque d'imposer aux origines de la société française. Dans cette appréciation vraiment im-

partiale des faits et de leurs commentaires, on n'aperçoit aucune trace de polémique, aucune passion que celle du vrai. De tant de livres où le bien et le mal sont à tout moment confondus, M. Thierry ne cherche à dégager que les choses bonnes. On dirait un *affineur*, uniquement occupé à extraire de la mine l'or le plus pur. Jamais, il faut le dire, l'auteur n'avait procédé avec une méthode aussi exacte, aussi large, aussi véritablement scientifique; jamais il n'avait prononcé de jugemens qui eussent, à un aussi haut degré, le caractère de décisions définitives. M. Thierry ne s'est non plus montré nulle part aussi juste appréciateur des travaux de ses devanciers. Tout en énumérant les résultats obtenus depuis vingt ans par la nouvelle école historique, il témoigne, dans les termes les mieux sentis, sa reconnaissance et son respect pour l'ancienne et grande école des Bénédictins et pour celle de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. C'est à cette dernière compagnie, en effet, et à un de ses plus illustres membres, à Fréret, que semble remonter l'honneur d'avoir éclairci le premier les ténèbres des origines franques. M. Thierry analyse un admirable mémoire lu dans la séance publique de 1714 par Nicolas Fréret, qui n'avait alors que le titre d'élève. Dans ce mémoire, le jeune savant traitait de l'établissement des Francs au nord de la Gaule, et résolvait les principales difficultés du sujet dans le sens de la vérité. D'autres mémoires étaient préparés et devaient suivre. Mais ce beau travail, qui renversait sans pitié l'hypothèse plus patriotique que judicieuse des colonies gauloises, et qui restituait à la conquête son caractère purement germain, souleva d'inconcevables susceptibilités. L'auteur fut arrêté par lettre de cachet et enfermé quelque temps à la Bastille. Dès-lors ses travaux académiques prirent un autre cours, et la connaissance des véritables bases de l'histoire de notre pays fut retardée de plus d'un siècle.

Il ressort de l'ensemble des *Considérations* de M. Thierry non-seulement une foule de vérités particulières, mais une vérité plus générale, que l'auteur n'a pas expressément formulée, mais qui est la conclusion et en quelque sorte la morale de son ouvrage. C'est que les réformes ne sont pas, comme on le croit quand on les commence, une rupture complète avec toutes les traditions du passé. Non, une réforme n'est pas un sentier fantastique à travers le vide; ce n'est pas le pont de Milton jeté sur le chaos. Au contraire, une réforme légitime est presque toujours la reprise d'une voie antérieurement suivie et délaissée à tort. En 1825, par exemple, quand le terrain manquait sous les pas des imitateurs de la tragédie de Vol-

taire, on aurait voulu voir la nouvelle école retourner avec audace aux libertés du drame antique ou du moins au dialogue si net et si nerveux de Corneille. En un mot, une réforme n'est pas nécessairement un élan vers l'inconnu. Ce peut être, et souvent ce doit être, un retour à de grandes lignes, qu'on reprend au point où elles ont été abandonnées, pour les conduire et les prolonger par-delà. Pourquoi n'en serait-il pas des révolutions de la poésie et de l'histoire comme de celles du commerce et de la navigation du monde? Après avoir quitté au XVe siècle la route de l'Inde par l'Égypte, et avoir appris à doubler le cap de Bonne-Espérance, l'Europe n'est-elle pas à la veille de délaisser la voie ouverte par Gama, et de reprendre, en l'accélérant, celle de l'Égypte, frayée par Alexandre? La nouvelle école ne pouvait remonter à un sentier plus sûr que celui qu'avait indiqué Fréret. Aujourd'hui, grace à tant de travaux et d'efforts, elle est bien loin du point de départ. Au reste, tous nos lecteurs auront été, je l'espère, frappés, comme nous le sommes, de la marche ascendante qu'a suivie, d'un pas si ferme, le talent de M. Thierry; ils auront admiré cette perfection croissante de jugement et de style, cette vocation précoce, cette impartialité qui est née et qui a grandi au milieu des orages politiques, ce génie presque divinatoire dont le souffle a rendu la vie à toutes les populations obscures qui ont, sans presque laisser de traces, foulé le sol de l'Angleterre et de la France. Plusieurs de nos contemporains se sont illustrés par l'histoire; mais nul, je le crois, n'a considéré le passé sous autant d'aspects divers. M. Thierry a traité l'histoire en publiciste, en critique, en philologue, en artiste. Ajoutons que personne ne s'est plus religieusement renfermé dans le cercle de la science; personne ne s'est consacré plus pieusement au culte de l'histoire nationale; personne n'a donné à la réforme historique une impulsion plus efficace. A Dieu ne plaise que j'aie la prétention d'assigner des rangs, ou que je veuille diminuer en rien les statues qui nous restent à élever; je désire seulement que l'on comprenne bien comment, au moment d'ouvrir une galerie des historiens modernes, le nom de M. Thierry s'est présenté le premier à notre plume.

CHARLES MAGNIN.

L'ÉCOSSE

EN 1840.

L'Écossais Chambers, ce patient et ingénieux érudit, qui a consacré sa plume à décrire son pays, emploie une image singulière pour donner une idée de la configuration physique de l'Écosse : « Elle n'offre, dit-il (1), ni la forme hexagone de l'Espagne, ni le profil rectangulaire de la France; elle ne ressemble pas à une botte comme l'Italie, à une pomme de terre comme l'Irlande, à un tronçon de serpent comme la Suède, ni enfin, comme la Russie, à une baleine dont la gueule béante menacerait l'Europe, et la queue la Chine et l'Amérique. Elle a l'apparence assez grotesque d'une vieille femme accroupie qui se chaufferait devant un bon feu. Le Sutherland pourrait figurer son visage, Ross sa guimpe, dont Cromarty serait l'agrafe; Caithness représenterait sa toque, à laquelle l'archipel des Orcades et des Shetland s'attacherait comme un panache flottant. L'île de Skye formerait sa main droite et l'île de Mull sa main gauche, étendues toutes deux vers les Hébrides occidentales comme vers la flamme du foyer; Perth, Argyle, Inverness, Angus et les autres comtés des *Highlands* composeraient le corps monstrueux de la géante, que termineraient les comtés des *Lowlands,* représentant ses jambes et ses genoux ployés. »

(1) *Picture of Scotland*, tom. I, pag. 12.

Laissons le lecteur juger du plus ou moins d'exactitude de cette étrange comparaison, nous envisagerons l'Écosse sous un point de vue plus sérieux. Si ses noirs rivages se profilent bizarrement sur la nappe bleue de l'Océan, cette contrée septentrionale n'en a pas moins une sorte d'austère magnificence qui lui est tout-à-fait propre. Ses montagnes incultes, couvertes de marécages et de vastes bruyères, revêtues çà et là de forêts de sapins, se colorent d'un azur sombre et violâtre; à leurs pieds, dans l'intérieur du pays, des baies profondes et des lacs couleur d'ardoise prennent la place des vallées; un ciel lourd et d'un gris plombé pèse sur leurs sommets arrondis; une mer orageuse semée d'îles noires, et que labourent les vents puissans de l'Atlantique, les enveloppe d'une ceinture d'écume et ronge incessamment leurs bases décharnées. Cette nature sauvage est pleine de tristesse et de majesté. La nudité de ces montagnes, le petit nombre d'habitans qui vivent sur leurs pentes abruptes ou dans leurs vallons retirés, ce ciel même si rarement égayé par un beau jour, tout concourt à donner aux solitudes des Highlands cette mélancolique grandeur qui manque aux paysages de contrées plus favorisées de la nature; c'est le calme et la sublimité du désert, c'est la solennité de la mort.

Tel est l'aspect des cantons montagneux du centre et du nord de l'Écosse; les plaines entrecoupées de collines qui s'étendent des montagnes bleues aux Cheviot-Hills et au golfe de Solway, frontières du pays vers le sud, ont une physionomie moins tranchée; si la population des campagnes était plus considérable, l'étranger qui les parcourt pourrait se croire encore en Angleterre; mais ces districts méridionaux de l'Écosse, non plus que le reste du pays, ne sont pas peuplés en raison de leur étendue. L'Écosse, dont la superficie égale la moitié de celle de l'Angleterre, a sept fois moins d'habitans; des dix-neuf millions d'acres de terre que renferment ses limites, quatre millions à peine sont cultivés.

Depuis le commencement du siècle, mais particulièrement depuis la grande révolution littéraire préparée par les critiques écossais et accomplie par Walter Scott, révolution qui a jeté tant d'éclat sur cette petite contrée, on s'est beaucoup occupé de l'Écosse; on a parcouru ses montagnes, on s'est arrêté dans ses villes, on a étudié les mœurs des habitans. Les Écossais eux-mêmes ont reporté un œil curieux sur leur pays; ils ont consulté les traditions de leurs ancêtres, interrogé leurs usages, fouillé leurs archives, étudié leurs penchans. Ils se sont jugés, et, comme on l'imagine aisément, ce

jugement n'a pu qu'infirmer celui que l'Angleterre avait témérairement porté contre des voisins qu'elle n'aimait pas. On les avait trop dépréciés pour que beaucoup d'exagération ne se mêlât pas à cette réhabilitation qu'ils faisaient d'eux-mêmes. Ils se sont bien donné de garde surtout de contredire les étrangers que la curiosité avait conduits chez eux, et qui, obéissant la plupart aux impérieuses exigences de la mode, exaltaient peut-être outre mesure un peuple dont l'existence littéraire et philosophique venait de leur être révélée par des chefs-d'œuvre. Pendant les trente premières années du siècle, un singulier engouement pour tout ce qui touchait à l'Écosse succéda en France à l'anglomanie du siècle précédent. On ne prononçait plus qu'avec enthousiasme les noms de Burns, de Walter Scott, de Dugald Stewart, de Reid, ou même du poète Hogg. Abbotsford, la vallée d'Ettrick, le lac Lomond et le lac Katrine avaient leurs visiteurs et leurs chroniqueurs quotidiens. Cette ferveur ne tarda pas à se ralentir. En France, on se passionne aisément, mais en revanche on oublie vite. Ce vif enthousiasme qu'avait inspiré la brillante et subite civilisation de l'Athènes du nord a fait place à un sentiment d'indifférence très marqué. Walter Scott dans la tombe, notre attention, distraite par les évènemens fort peu littéraires qui se succédaient autour de nous, s'est attachée à d'autres objets.

L'Écosse ne méritait ni ce fracas d'enthousiasme ni le dédain qui l'a suivi. La civilisation, trop hâtée peut-être dans ses grandes villes, ne s'y est pas subitement arrêtée, comme les Anglais affectent de le dire. Le puritanisme n'y a pas détruit toute poésie, et l'étincelle du génie n'y est pas étouffée à jamais sous le raisonnable et l'utile. Au contraire, ce pays et ses habitans gardent encore l'originalité native qui, à défaut d'autres titres, suffirait seule pour exciter vivement la curiosité. Des circonstances spéciales nous ont permis de bien étudier cette contrée, et nous nous efforcerons d'être juste envers elle.

On a remarqué avec raison que l'Écosse est le seul pays de l'Europe où la culture des arts libéraux ait précédé celle des arts mécaniques. Sous le règne de David II (1370), lorsqu'un ambassadeur français, accompagné d'une suite brillante et nombreuse, se rendit à la cour de ce prince, il fut impossible de loger tant d'étrangers dans la ville d'Édimbourg; il fallut les cantonner dans les bourgades du voisinage, où ces Français, fort arriérés eux-mêmes, si nous les comparons aux Italiens de la même époque, furent bien surpris de trouver une population misérable, habitant des huttes faites de mottes de terre et de branchages entrelacés, se nourrissant des produits de

la chasse ou de la pêche, comme aux temps des Romains et d'Agricola, et méprisant comme indigne d'elle l'agriculture et le commerce. Ces hommes à demi sauvages faisaient cuire leurs bœufs et leurs moutons sans les dépouiller, se servaient d'écuelles de bois pour toute poterie, connaissaient à peine l'argent monnayé, et ne savaient pas tanner le cuir. Déjà cependant ils avaient des poètes qui chantaient les grandes actions de leurs guerriers, des savans qui s'occupaient de la culture des lettres sacrées et profanes, et qui recherchaient curieusement les manuscrits antiques. Leurs architectes, dès le commencement du XIIe siècle, avaient construit les magnifiques chapelles d'Holyrood et de Dryburgh, et les abbayes de Melrose et de Roslin, ces prodiges de l'art gothique.

Cent années plus tard, le luxe n'avait pas fait de progrès sensibles en Écosse; l'or et l'argent étaient à peu près inconnus dans ce pays. On ne se servait de ces métaux précieux que pour les calices et les ornemens d'église. Vers cette époque, le roi d'Écosse, Jacques III, fut obligé de faire venir de Londres, à grands frais, pour l'usage de sa maison, huit douzaines de plats et d'assiettes d'étain, cent douzaines de tasses de bois, une selle, une aiguière et un bassin. Ces princes aimaient cependant les lettres. L'un d'eux, Jacques IV, promulguait un décret portant que chaque baron et franc tenancier serait tenu d'envoyer au collége son fils aîné, héritier de son nom, afin d'y apprendre le latin et d'y étudier la jurisprudence et la philosophie. Ces connaissances mettaient ces jeunes gens à même de remplir les emplois de juges, de sheriffs, ou de suivre toute autre carrière exigeant une certaine culture d'esprit.

Ces princes étaient pauvres; ils ne pouvaient donc encourager les arts et les lettres que par des décrets, et bien rarement par des actes de munificence. Les savans écossais se consolaient de ces commodités de la vie, si appréciées plus tard, en vivant, le plus qu'ils pouvaient, dans l'intimité des grands hommes de l'antiquité, Homère, Platon, Virgile, Cicéron, Plutarque. Ils étaient en outre en correspondance avec les savans de l'Italie, dont plusieurs venaient les visiter, et dans le nombre Æneas Sylvius, depuis Pie II, Poggio et Cardan. Ces étrangers applaudissaient à leurs travaux, s'étonnaient de leur savoir; mais, sourds aux offres séduisantes que leur faisaient les souverains du pays, ils s'empressaient de quitter la contrée sauvage où ces hommes supérieurs, perdus au milieu de peuples à demi barbares, habitaient des huttes enfumées, pareilles à celles des Lapons d'aujourd'hui, se nourrissaient de gâteaux d'avoine et de viandes

grossières, et se chauffaient à des feux de tourbe ou de gazon. Ces offres *séduisantes* se réduisaient sans doute à la promesse d'honoraires très modestes; nous pouvons en avoir une idée d'après le traitement que recevait Boëce, l'ami et le correspondant d'Érasme, et l'un des premiers savans du siècle. Boëce, supérieur de l'université d'Aberdeen, ne touchait qu'un revenu annuel de 40 marcs d'Écosse (2 livres sterling 4 shellings, ou 55 francs). Cette faible somme était cependant proportionnée à ses besoins et à sa dignité.

On conçoit que ces visiteurs italiens aient dû trouver l'Écosse bien misérable, bien en arrière de la civilisation de Florence ou de Venise; on comprend moins aisément qu'ils se soient tant récriés au sujet de la barbarie des habitans et des mœurs astucieuses et sanguinaires des grands seigneurs. Il n'y avait là rien qui dût les surprendre, ces mœurs différant peu, au fond, de celles de l'aristocratie italienne. Dans le courant des XVe et XVIe siècles, long-temps même avant l'arrivée de la reine Marie Stuart et de sa cour en Écosse, le caractère des hautes classes de la nation avait déjà une frappante analogie avec celui des nobles italiens. Il était à la fois implacable et souple, audacieux et réservé, féroce et cultivé. Une aristocratie insolente, relevant d'un chef unique au lieu d'obéir à une foule de petits tyrans, dominait dans les Highlands, et, dans les basses terres, contrebalançait le pouvoir royal. L'assassinat était la suprême raison des premiers personnages de l'état et des rois eux-mêmes. A l'exemple des guelfes et des gibelins de l'Italie, ces grands seigneurs, rangés sous des bannières opposées, ensanglantaient dans leurs rixes continuelles les rues de Stirling ou d'Édimbourg. Sous Marie Stuart, l'analogie fut plus grande encore. C'étaient les mœurs de l'Italie, moins le luxe et les arts. C'étaient ses vices et sa politique tortueuse, plus l'audace et le courage militaire. L'homme d'état écossais comme l'homme d'état italien ne connaissait d'autre mobile que son intérêt. Il n'hésitait jamais à se parjurer quand ce parjure devait perdre son ennemi. Cruel de sang-froid, il ne reculait devant aucun crime utile, et ne renonçait jamais à l'occasion de se venger. Si cette occasion tardait trop à s'offrir, il savait la faire naître, eût-il dû, pour le mieux attirer dans ses piéges, envoyer à son ennemi un sauf-conduit scellé du grand sceau, eût-il dû le recevoir dans sa propre maison et le faire asseoir à sa table. Il faisait plus : comme le roi Jacques II, l'assassin de Douglas, il s'expliquait amicalement avec sa victime sur des griefs passés, il le consultait même sur ses projets à venir, et si son hôte lui répondait avec franchise que son opinion était toujours la même, et

qu'il ne voulait pas renoncer à des prétentions légitimes : — « De par Dieu ! s'écriait-il comme le violent et perfide monarque, en frappant mortellement son contradicteur d'un coup de poignard ; de par Dieu ! voilà qui saura bien te faire changer ! »

Ce qui distinguait peut-être un tel homme de l'Italien, c'était le mépris du danger, c'étaient des nerfs moins délicats qui le rendaient moins sensible à la douleur physique, moins accessible aux appréhensions morales, et qui ne lui permettaient ni d'avouer, ni même de connaître, comme l'Italien, le sentiment de la peur. Il avait le courage des champs de bataille. Il aimait mieux mourir que de racheter sa vie par un acte de faiblesse. Un crime lui coûtait moins qu'une lâcheté.

Nous pourrions pousser plus loin ce rapprochement sans craindre qu'on nous accuse de paradoxe, ces défauts et ces qualités appartenant en quelque sorte à tous les hommes d'état de l'époque, Italiens ou Écossais, Anglais ou Français. Chaque siècle a ses vices caractéristiques, et chaque nation participe, plus ou moins, de ces vices de son âge. Les farouches politiques de l'Écosse, qui se servaient si volontiers du poignard, étaient contemporains des massacreurs de la Saint-Barthélemy. Le même siècle voyait naître les Borgia, les Henri VIII, les Christiern, les Médicis et les Philippe II.

Les mœurs du peuple, également barbares, furent néanmoins plus originales et moins soumises aux influences du dehors. Celles des habitans des hautes terres (*Highlanders*) sont trop connues, et ont été trop bien décrites, pour que nous en présentions ici le tableau. Les récits de Walter Scott ont naturalisé parmi nous ces sauvages montagnards. Ils nous ont fait connaître leur goût pour les aventures, leurs haines implacables, leurs vengeances affreuses, leur mépris pour l'industrie et les arts, et leur soif du pillage. L'esprit de clan n'a plus eu de mystère pour nous ; nous avons compris ces mœurs patriarcales et féroces, ces haines et ces amitiés de famille transportées à la tribu tout entière, cette obéissance au seigneur considéré comme père, ce dévouement sans bornes pour tout ce qui le touchait, dévouement qui faisait partager à chacun des membres de la tribu ses inimitiés ou ses affections, et qui, les précipitant à la suite de quelques chefs résolus, les engageait dans une lutte désespérée contre toutes les forces de l'Angleterre. Ce dévouement au chef s'étendait jusqu'au prince qu'il servait. Les Stuarts n'eurent pas de partisans plus dévoués que les membres des clans à demi sauvages des Highlands. « Ils ont ravagé mon pays, dévasté mon champ, massacré mon

père, enlevé mes frères; ils ont ruiné ma famille, ils ont brisé le cœur de ma mère, mais tous ces malheurs, je les aurais soufferts sans murmure, si j'avais vu mon roi restauré, » chantaient en chœur ces montagnards long-temps encore après l'expulsion de ces princes dont l'aventureuse folie avait causé tous leurs malheurs.

L'union des deux royaumes, la destruction des clans, la proscription momentanée du costume, l'émigration, et, s'il faut tout dire, la persécution et les abus de pouvoir du vainqueur, ont entièrement modifié cet état de choses. Les anciennes mœurs ont disparu. Les vices et les vertus énergiques des montagnards ont fait place aux vices mesquins et aux froides vertus d'une civilisation avancée. Incorporés dans la grande famille, ces hommes, si redoutés autrefois, ne s'en distinguent plus que par leur costume plus tranché, leur misère plus profonde, et par un reste d'énergie souvent assez mal employée. Ne pouvant plus faire la guerre civile, ils font la contrebande; ne pouvant plus piller l'habitant des basses terres, ils mendient ses secours, ou se livrant, à son exemple, aux travaux de l'agriculture et de l'industrie, ils l'emportent presque toujours sur lui en intelligence et en activité. En revanche, leur antique franchise s'est changée en rudesse, leur dévouement a fait place à l'égoïsme, et leurs vertus hospitalières sont devenues intéressées.

La seule nuance caractéristique de l'esprit des montagnards que le temps n'ait pas effacée, c'est la crédulité. Cette crédulité, chez eux comme chez tous les peuples du Nord, se combine avec une puissance d'imagination singulière; ils se persuadent aisément ce qu'ils se sont figuré, et croient aux fantômes qu'eux-mêmes viennent de créer; il n'est donc pas surprenant que l'Écosse soit toujours le pays de la *seconde vue* (1). Les montagnards qui se prétendent doués de cette faculté merveilleuse à l'aide de laquelle ils voient les choses éloignées ou futures, comme si elles étaient présentes et actuelles, sont, à ce que l'on nous a assuré, aussi communs dans le pays que par le passé. Beaucoup de villages ont leurs poètes et leurs sorciers; bien qu'on ait cessé de brûler ces derniers, l'espèce ne s'en est pas perdue; la tolérance ne leur a pas été plus funeste que la persécution. Les gens que les Highlanders appellent *poètes*, bien différens des bardes ou *senachies* d'autrefois, ne composent plus les poèmes qu'ils chantent. Ce sont d'ordinaire de jeunes montagnards qui ont une belle voix et qui répètent des couplets appris à la ville voisine, ou conservés

(1) *Second sight*, *taisch* en langue gallique.

traditionnellement dans leurs villages. C'est donc plutôt dans leurs récits que dans leurs chansons qu'ils sont vraiment poètes. Le merveilleux et le fantastique jouent un grand rôle dans ces histoires dont les croyances superstitieuses de l'Écosse forment toujours le fonds.

Les ministres presbytériens ont eu beau faire, leurs doctrines positives et raisonnables n'ont pu détruire absolument certains rites étranges, certaines cérémonies cabalistiques, restes de l'idolâtrie qui régna si long-temps dans ces montagnes. On ne fait peut-être plus le dimanche de libations de lait et de whiskey en l'honneur de *Greogach*, le vieillard à la longue barbe; on n'invoque plus, en se plaçant au gouvernail d'un bateau, le *Kelpie*, cet esprit des lacs; on n'enterre plus sous la cendre le petit gâteau pour le *Brownie*, ce génie robuste et serviable; et néanmoins dans certains districts reculés de Highlands, particulièrement sur les versans des montagnes qui font face aux Hébrides, et sans doute dans ces îles, les mêmes paysans qui vont à la messe et au prêche, font encore, à des êtres animés ou inanimés, de ces sacrifices annuels qu'on appelle dans le pays l'offrande du *Bel tein*. A cet effet, les habitans de plusieurs fermes ou hameaux se rassemblent dans la montagne à un endroit convenu. Chacun apporte ses provisions, l'un ses gâteaux d'avoine ou *cakes*, l'autre des galettes miellées, un troisième de la bière ou du whiskey; personne ne peut venir les mains vides. Quand tous sont réunis, des jeunes gens, qui se sont munis de bêches, taillent de larges dalles de gazon qu'ils assemblent en forme d'autel, et sur lesquelles ils disposent plusieurs lits de *peat* ou tourbe; ils y mettent le feu et placent sur ce brasier une grande chaudière où on jette le lait, le beurre, les œufs et le miel qu'on a apportés. Lorsque ce mélange a long-temps bouilli, chacun des assistans en remplit un verre et le répand autour de soi, faisant à haute voix une invocation aux esprits invisibles de l'univers. A la suite de ces libations préliminaires, les assistans tirent de leur *sprochan*, ou bissac suspendu au côté, des gâteaux votifs (*votive cakes*). Sur ces gâteaux sont figurés des nœuds au nombre de neuf. Chacun des montagnards se tourne du côté du brasier, brise ces nœuds un à un, et les jette l'un après l'autre, par-dessus l'épaule, dans le feu, en faisant un vœu aux esprits surnaturels : « A toi, esprit, afin que tu préserves mes chevaux! s'écrient-ils; à toi, esprit, afin que tu préserves mes bœufs! à toi, esprit, afin que tu préserves mes moutons! » — La liste des esprits qui préservent épuisée, les montagnards s'adressent de la même manière aux esprits qui détruisent et

qui tuent, s'efforçant de les séduire et de les rendre propices par leurs dons : « Voilà pour vous, souris et rats, mais vous ne mangerez plus mes gâteaux et mon fromage! répètent-ils tour à tour; voilà pour vous, belettes, mais vous ne croquerez plus mes œufs! voilà pour toi, bon renard, épargne désormais mes agneaux! voilà pour toi, corbeau au capuchon noir, ménage le blé de mon champ! voilà pour toi, aigle aux grandes ailes, ne dévore plus mes poules et mes pigeons! » Quand ce sacrifice et ces vœux sont achevés, tous ceux qui y ont participé s'asseient en cercle sur le gazon et se partagent le reste de leurs provisions, arrosant le repas d'ale mousseuse et de whiskey.

Comme chez toutes les nations de l'Europe, mais principalement chez les nations d'origine germanique, chaque corps de métier a ses superstitions traditionnelles; les tanneurs, les forgerons, les mineurs, les charpentiers, ont les leurs, assez prosaïques d'ordinaire, comme toutes celles des corps de métiers sédentaires. Les matelots, les pêcheurs, les bergers et les chasseurs, gens nécessairement plus aventureux, et sur lesquels l'imagination a plus de prise, sont beaucoup plus amis du merveilleux, et leurs légendes sont plus poétiques. Celles des marins et des pêcheurs leur sont communes avec les peuplades norvégiennes; les légendes des bergers et des chasseurs ont quelque chose de plus tranché et de plus national. Walter Scott, dans ses poèmes et ses ballades (1), en a popularisé quelques-unes. Il en est beaucoup d'autres qui sont restées inédites et qui ne sont pas moins intéressantes. Les sorciers, les fantômes et les êtres surnaturels sont les principaux acteurs de ces récits dramatiques dont la terreur semble toujours le mobile. On retrouve dans chacune de ces légendes les idées superstitieuses du peuple, superflu de croyance qui s'attache surtout à la religion, opinions erronées et bizarres qui prennent cependant leur source dans la vérité, ombres fantastiques que l'imagination, ce flambeau mobile et vacillant, fait courir à l'entour de l'immobile réalité.

Il y aurait un curieux recueil à faire de ces légendes oubliées ou négligées. Nous ne voulons en choisir qu'une seule, qui nous paraît plus propre qu'aucune autre à faire comprendre comment, dans l'imagination du peuple écossais, les superstitions de la mythologie septentrionale se mêlent aux idées chrétiennes. C'est la légende des *Femmes vertes* (*Green women*).

(1) Voy. *The Minstrelsy of the Scottish border.*

Deux jeunes chasseurs ont passé tout le jour dans la montagne. L'ardeur de la chasse les a entraînés bien loin de tout endroit habité : la nuit vient; ils se réfugient dans une masure abandonnée, située au fond d'un ravin qu'ombragent des sapins aux formes fantastiques et qu'environnent de tous côtés d'horribles précipices.

Les deux chasseurs profitent des dernières clartés du crépuscule pour entasser dans le centre de la cabane des branches de sapin et de hêtre auxquelles ils mettent le feu. Tirant ensuite de leur *sprochan* les meilleures pièces du gibier qu'ils ont tué, ils les attachent à de longs bâtons et les approchent du feu pour les faire rôtir. Le gibier cuit, ils le tirent du feu, et tous deux, égayés par la flamme qui pétille, commencent un bon souper, buvant de copieuses rasades de whiskey et chantant de toutes leurs forces les plus joyeux couplets qu'ils peuvent se rappeler; il est déjà minuit, et les échos du vallon solitaire répètent encore leurs chansons bruyantes.

Tout à coup, au moment où leur appétit commence à se calmer et où leur gaieté est arrivée à son plus haut point, l'un d'eux s'arrête, et regardant son compagnon en riant : — Nous avons du bon feu, du whiskey, et par-dessus le marché une musique fort passable, lui dit-il. Ne trouves-tu pas cependant qu'il nous manque encore quelque chose?

— Oui, réplique son ami; tu as raison, il nous manque deux jolies filles qui veuillent bien s'asseoir à nos côtés et partager notre souper.

— Chut, chut! répond le chasseur qui a parlé le premier; chut! n'entends-tu pas, tout près de notre maisonnette, des voix douces qui semblent répéter les airs que nous venons de chanter?

— Je les entends, et j'entends en même temps le bruit harmonieux de leurs pas; tiens, les voici qui entrent.

En effet, la porte de la chaumière s'ouvre seule, et deux jeunes filles d'une merveilleuse, mais singulière beauté, entrent dans la chambre en chantant et en dansant. La mise de ces folâtres beautés était étrange comme leurs charmes; toutes deux étaient vêtues d'une robe de soie d'un vert éclatant. Leurs blanches épaules et leur sein d'ivoire semblaient vouloir s'échapper des plis de la robe, comme l'écume d'un torrent se soulève et se répand sur le rivage. Toutes deux étaient si jeunes, qu'on eût dit des enfans, et cependant, à leur taille élevée et au gracieux contour de leurs visages, on reconnaissait des femmes. Leurs cheveux noirs et abondans étaient retenus par des nœuds de rubans verts. Tandis qu'elles dansaient et folâtraient autour des chasseurs, les yeux bleus des deux femmes brillaient tout à la

fois d'un éclat étrange et d'une voluptueuse ardeur. Sans ce regard tout-à-fait terrestre, les chasseurs eussent pris ces créatures si belles pour des anges du ciel; mais d'où venaient-elles ainsi parées? et à quel propos leur faisaient-elles cette visite nocturne?

Les jeunes gens questionnent avec empressement les deux visiteuses, qui ne leur répondent que par les sourires les plus agaçans et les regards les plus lascifs. C'est alors que l'un des chasseurs, plus téméraire que son compagnon et attiré par le feu de ce regard, comme le papillon par la flamme de la lampe, saisit la plus voisine des jeunes filles et la presse dans ses bras; mais, quelle que soit sa hardiesse, son cœur bat tout à la fois d'émotion et de terreur. Un cri joyeux suivi d'un long éclat de rire l'a bientôt rassuré : la belle danseuse vient d'échapper à son étreinte; le jeune homme, qui croyait baiser sa blanche épaule, n'a rencontré que le vide; il veut la saisir de nouveau, l'inconnue glisse entre ses bras comme la couleuvre entre les ormeaux de la prairie, et se précipite hors de la chaumière en lançant au chasseur un regard plein de flammes. Le malheureux ne peut résister à de si séduisantes avances; vaincu, il s'élance à sa suite et disparaît comme elle dans les ténèbres de la nuit.

— Allons voir ce qu'ils sont devenus, s'écrie la jeune fille qui est restée seule avec l'autre chasseur.

— Non, de par saint André! je n'aurais garde de les troubler.

— Sans les troubler, nous pouvons bien les suivre et faire comme eux, dit la belle inconnue avec un accent plein d'amour et de coquetterie; la vallée est assez large pour eux et pour nous.

— La nuit est bien noire, et il fait froid dans la campagne; viens plutôt t'asseoir à mes côtés près de ce bon feu.

— La lune brille avec tant d'éclat sur les cimes azurées des monts, la cascade roule avec tant de splendeur ses masses d'argent fluide, viens, viens. — Et en disant ces mots elle s'approche de la porte; son œil brille de lueurs si profondes, si ardentes, il y a tant de décision et de voluptueuse impatience dans sa démarche, que le jeune homme se lève tout tremblant; il commence à soupçonner que c'est une créature surnaturelle, une des *femmes vertes* qu'il a devant lui; prêt à franchir le seuil de la porte, il s'arrête :

— Attendons que mon camarade soit de retour, dit-il à la jeune fille.

— Il peut rester long-temps dehors, et tout à l'heure je dois partir; allons, suis-moi, donne-moi ta main!

— Un moment; laisse-moi appeler mon ami. — Et le chasseur pousse un long cri, puis il écoute. Une effrayante pâleur couvre tout à coup son visage. C'est qu'il a entendu bien loin, bien loin, au fond du ravin, une voix sourde et étouffée. Serait-ce la voix de son ami? Un cri de détresse et des plaintes déchirantes suivent ce premier cri; mais les chants de la jeune fille deviennent si bruyans, qu'ils couvrent cette voix et qu'ils étouffent ces plaintes. Néanmoins le chasseur voit avec effroi dans quel piége il a failli tomber. Comme sa volonté est chancelante, qu'il ne se sent plus le maître de ses actions et que son ame semble sur le point de s'échapper, il invoque la protection de la Vierge et murmure l'hymne qui lui est consacrée. C'est le *Salve Regina* qu'il chante. A chaque strophe, sa voix devient plus claire et plus vibrante, tandis que celle de la mystérieuse visiteuse s'affaiblit et tombe. La forme de son corps, comme sa voix, devient d'instans en instans plus vague et plus indécise; mais, si le chasseur s'arrête et que l'hymne cesse de retentir, les chants, les sourires et la tentation renaissent aussitôt.

Le jeune homme chanta donc toute la nuit le cantique sacré, et néanmoins ce ne fut que vers le point du jour, au moment où les premières lueurs de l'aube naissante blanchissaient la cime des monts d'alentour, que les formes de la tentatrice s'évanouirent, et que le bruit de sa voix cessa de se faire entendre.

Le soleil se levait au moment où le chasseur sortait de la chaumière. Tout le jour il parcourut le vallon, appelant à haute voix son ami. Vers le soir, comme il se penchait au-dessus du précipice au fond duquel tombe la cascade, il aperçut des lambeaux de chair et le plaid du malheureux chasseur tout souillé de sang et flottant au-dessus du précipice. Plus de doute, la fatale beauté l'avait entraîné après elle au fond du gouffre. Le chasseur s'enfuit glacé d'épouvante, et jamais dans ses courses aventureuses il ne remit le pied dans le vallon des femmes vertes.

Ces légendes et ces traditions sont propres surtout aux montagnards; la tournure d'esprit des habitans des basses-terres est beaucoup moins poétique, et, depuis la récente invasion de l'industrie et le triomphe du positif, l'imagination chez eux s'est tournée vers des objets plus réels. Leurs mœurs, étant originairement moins tranchées que celles des montagnards, ont subi des modifications moins apparentes. Le caractère du peuple proprement dit est à peu près aujourd'hui ce qu'il a toujours été. L'Écossais des *Lowlands* saura toujours supporter patiemment la gêne et la souffrance, pour arriver à une

mille ure situation. Il aura plus de justice que de générosité, plus de gaieté que de finesse d'esprit, plus d'instinct poétique et musical que de sûreté de goût. Il aimera les aventures comme l'habitant des montagnes, et il n'hésitera jamais à quitter son pays et à courir le monde dans l'espoir de s'enrichir. Quelles que soient sa fierté, sa hauteur même, il s'y mêlera souvent quelque chose de servile, surtout lorsque ses intérêts seront en jeu.

La classe moyenne en Écosse a de hautes prétentions au spiritualisme, et néanmoins la morale des intérêts et le goût du positif, qui ne sont après tout que du matérialisme déguisé, ont beaucoup trop d'influence sur ses actions lorsqu'il s'agit d'acquérir ou seulement de faire un peu plus rapidement son chemin. Dans une circonstance donnée, ces Écossais, si moraux en paroles, ne se feront pas faute de petites trahisons nécessaires, de petites lâchetés utiles, et parfois ne craindront pas de passer pour ingrats. Dans la foule d'exemples que nous pourrions citer comme preuve de ce que nous avançons, nous ne choisirons que le suivant, qui nous prouvera que le génie lui-même n'est pas toujours étranger à certaines faiblesses.

L'administration qui précéda celle de Fox avait promis à Walter Scott, qui débutait alors dans la carrière littéraire, une place secondaire dans la magistrature. A la chute de ce ministère, le solliciteur fit volte-face et adressa ses suppliques au puissant du jour, c'est-à-dire à Fox lui-même. Fox prit à cœur la réussite de la candidature du poète, et, comme un de ses collègues s'opposait à sa nomination, disant que c'était là une méchante affaire : « Ce sera du moins une affaire en faveur du génie, le *précédent* ne peut être dangereux, » repartit Fox avec sa libéralité ordinaire. Walter Scott eut donc sa place. On croit peut-être après cela que le grand romancier garda pour son patron cette reconnaissance inaltérable qui, après tout, n'aurait témoigné que de la droiture de son cœur; nullement : à la mort de Fox, les tories étant revenus au pouvoir, des banquets eurent lieu dans toutes les grandes villes d'Écosse en l'honneur de la nouvelle administration. Au lieu de se tenir convenablement à l'écart, Walter Scott n'hésita pas à s'asseoir à ces banquets à côté des ennemis de son bienfaiteur. Il fit plus : dans l'une de ces réunions, il réclama le silence, et, après avoir porté un toast à la nouvelle administration, il entonna une chanson qui avait pour titre *The death of the Fox* (la mort du renard), dans laquelle, à l'aide d'allusions perfides, il insultait à la fois et le ministère déchu et l'homme généreux auquel il devait sa récente élévation.

Ce besoin de s'enrichir et de parvenir, de *se pousser*, comme on dit ailleurs, est devenu plus impérieux encore depuis la révolution qui s'est opérée dans les usages et dans le caractère écossais vers la fin du dernier siècle. L'émigration qui suivit l'abolition du régime des clans, la dépopulation des campagnes, l'agrandissement des villes, le mouvement imprimé au commerce et aux transactions industrielles par suite de communications plus directes établies entre l'Écosse et l'Angleterre, ont été les mobiles les plus puissans de cette révolution qu'on pourrait, à juste titre, appeler sociale.

Vers le milieu du XVIIIe siècle, un vieux chef montagnard s'écriait avec un accent d'amère indignation : « Quand j'étais jeune, un gentilhomme de nos montagnes estimait son importance d'après le nombre d'hommes que ses domaines pouvaient nourrir et mettre sous les armes; bientôt après, on ne s'est plus inquiété que de savoir la quantité de bétail noir (*black cattle*) que ces mêmes domaines pourraient faire vivre. A présent, il n'est question que du nombre de brebis qu'on pourrait y élever; encore une génération, et nous verrons ces fermiers des grands seigneurs calculer le nombre de rats et de souris que pourra engraisser la même étendue de terrain! » La prédiction du vieux montagnard ne s'est pas encore réalisée, mais ses plaintes n'étaient que trop fondées.

Lorsqu'à la suite de la rébellion de 1745, l'Angleterre décréta l'abolition des juridictions seigneuriales et des clans, elle se proposait seulement de désarmer le pays et de licencier de petites armées permanentes, toujours prêtes à suivre un chef héréditaire; elle ne croyait en aucune façon décréter la dépopulation des montagnes. Ce résultat, tout imprévu qu'il était, ne se fit cependant pas attendre. *Clan*, en langage gallique, voulait dire enfans; le clan était la famille du chef. Le chef, quelque grand personnage qu'il fût, était donc obligé de traiter paternellement chacun des membres de sa nombreuse famille. Il ne pouvait, en conséquence, songer à augmenter le prix de leurs fermages, encore moins à les déposséder pour établir à leur place des étrangers qui paieraient plus et qui paieraient mieux. Une fois le lien de famille rompu, et l'autorité du père et celle du magistrat détruites du même coup, tous scrupules de ce genre cessèrent; une révolution complète s'opéra dans l'administration des grandes propriétés. Les chefs, qui autrefois subdivisaient leurs terres autant que possible, louant chacune de ces parcelles à bas prix, afin d'accroître le nombre de leurs vassaux, et de leurs soldats en cas de guerre, augmentèrent tout à coup le prix de ces loyers, réunirent

ces parcelles en bloc, et dépossédèrent les fermiers qui ne pouvaient les payer; ces fermiers renvoyèrent leurs tenanciers, ces tenanciers les manœuvres et les gens de ferme. Une effrayante secousse fut subitement donnée à la population des montagnes; la moitié de cette population se trouva tout à coup sans pain, et le quart émigra.

La concurrence des fermiers des basses terres, souvent même de fermiers étrangers pouvant disposer de petits capitaux, contribua pardessus tout à élever le prix des baux; cette élévation eut lieu dans des proportions si rapides, que tels de ces grands propriétaires qui ne tiraient de leurs vastes domaines qu'un revenu de cinq à six mille livres sterling vers 1750, en obtenaient quatre-vingt à cent mille livres vers 1800. Quelques terres, plus avantageusement situées que les autres de ces domaines, rapportèrent même cinquante fois plus qu'auparavant; j'ai vu par exemple, dans le duché d'Argyle, des terrains qu'on louait deux shellings l'acre il y a soixante ans, et qui produisent aujourd'hui deux et trois livres sterling. La fortune des grands propriétaires fonciers fut donc décuplée, mais aux dépens des anciens fermiers, qui ne pouvaient lutter contre la concurrence accablante des Lowlanders et des Anglais, cultivateurs ou propriétaires de troupeaux. Ces malheureux, ainsi dépossédés, furent réduits aux plus cruelles extrémités; quelques-uns de leurs anciens seigneurs, il est vrai, se sont efforcés d'apporter tous les adoucissemens possibles à leur déplorable condition (1), prenant soin des infirmes, donnant quelques secours à ceux que le désespoir poussait à l'émigration; mais d'autres, en plus grand nombre, il faut le dire, endurcis par l'absence (*the absenteism*), ou par ce mépris de l'humanité trop commun dans certaines castes, loin de compatir au sort de leurs anciens fermiers, se félicitaient de se trouver débarrassés de leurs réclamations importunes. — « Nous ne faisons que changer de bêtes, disait l'un d'eux, à qui l'on parlait d'une émigration considérable des paysans de son comté; et, ma foi, j'aime mieux encore les brebis et le bétail noir que ces montagnards : c'est plus facile à mener. »

Vers l'époque de cette révolution dans les fermages, révolution dont les montagnards ne parlent encore qu'avec un sombre désespoir, les

(1) Le duc de Buccleuch, par exemple. Ce grand seigneur emploie journellement jusqu'à mille ouvriers dans ses divers établissemens agricoles. On a calculé que dans certains hivers les gages de ces journaliers avaient nourri jusqu'à trois mille personnes. En Écosse, les descendans des plus grandes familles ne croient pas déroger en se faisant agronomes et quelquefois même industriels.

troupeaux prirent souvent dans ces vallées des Highlands la place des hommes. Le nombre d'acres de terre ne pouvait se calculer dans ces districts montagneux, remplis de fondrières, de marécages et de rochers; ces nouveaux fermages se réglaient par le nombre de moutons ou de bœufs noirs qu'une certaine étendue de terrain pouvait nourrir. Ces animaux, de petite espèce, supportent fort bien les froids de l'hiver, qui, d'ailleurs, ne sont jamais très rigoureux en Écosse; ils restent, hiver comme été, dans la campagne, la neige séjournant rarement plus d'un jour sur le sol.

Dans les terres moins élevées et plus fertiles, la révolution agricole s'était opérée d'une autre manière; les grands seigneurs réunissaient les petites fermes de dix à cinquante acres pour en former des fermes de deux à trois cents acres. Le travail, moins divisé, entraînait moins de frais, mais cette réunion des fermes contribua, au moins autant que l'établissement des pâtures, à la dépopulation des campagnes. Beaucoup de maisons isolées furent abandonnées par leurs habitans, qui émigraient ou se retiraient dans les villes pour y travailler comme journaliers. Cette dépopulation fut d'autant plus apparente qu'elle eut lieu dans des vallées antérieurement bien peuplées.

Depuis soixante ans, l'émigration a donc été fort considérable en Écosse. Le Canada, la Nouvelle-Écosse et bien des districts des États-Unis se sont peuplés aux dépens des îles et des comtés du nord. Ces pauvres paysans émigraient d'autant plus volontiers, qu'en partant ils ne renonçaient à aucun avantage, à aucune jouissance qu'ils ne fussent assurés de retrouver ailleurs. Ils ne pouvaient être plus misérables dans leur nouvelle patrie que dans celle qu'ils délaissaient. L'émigration avait souvent lieu en masse; tous les habitans d'un canton envahi par le bétail noir ou les fermiers anglais partaient ensemble et se fixaient dans un même lieu; ils n'avaient fait que changer leur ciel triste et brumeux contre un ciel plus favorable, qu'abandonner un sol ingrat qui ne leur appartenait pas, pour des terres fertiles dont ils devenaient facilement les propriétaires. Ils emportaient en outre avec eux leur patrie morale, c'est-à-dire leurs opinions, leur religion, leurs chansons nationales, leur gaieté héréditaire, leurs habitudes, et même leurs relations. Ceux qui se trouvèrent dans ces conditions ne furent certainement pas trop à plaindre.

Peu à peu, cependant, l'émigration a diminué dans les Highlands. Le sort du peuple s'est amélioré; le mouton est devenu une nourriture peu coûteuse; le poisson a repeuplé les lacs; la culture de la

pomme de terre, introduite en Écosse vers la fin du dernier siècle (1), a fourni aux montagnards un aliment abondant et qui remplace le pain au besoin. Le prix de la main-d'œuvre s'est élevé par suite même de l'émigration. Un journalier, qui ne pouvait trouver d'ouvrage il y a quarante ans, gagne aujourd'hui de 2 à 3 shellings par jour. Il peut, en outre, nourrir sa famille avec un acre de pommes de terre; il a le *peat* ou la tourbe à discrétion. Il est donc moins misérable que par le passé.

Toutefois, comme les Écossais ont conservé cette sorte d'inquiète imagination qui semble appartenir en propre aux peuples d'origine germanique, il suffit souvent d'un incident des plus simples pour mettre en mouvement et transporter d'un bout du monde à l'autre des familles entières. Un récit brillant, qui arrive de l'autre côté de l'Atlantique, fait naître tout à coup, dans quelque recoin des montagnes, d'excessives espérances. Il n'est pas sans exemple que la lettre d'un colon heureux, tombée au milieu d'un hameau, y ait opéré une sorte de levée en masse. Jeunes et vieux quittent la chaumière où ils ont passé la moitié de leur vie, avec la même facilité que l'Arabe met à lever sa tente dressée pour un jour; puis ils s'acheminent sans regret vers des contrées que leur imagination pare des couleurs les plus attrayantes. Ils ont vu la fortune leur sourire de l'autre côté de l'Océan, et ils s'empressent d'y courir; mais, hélas! ce besoin de changement leur est plus souvent funeste que profitable; au lieu de la fortune qu'ils poursuivaient, c'est la mort qu'ils rencontrent. D'avides spéculateurs les entassent par centaines dans de mauvais navires, et parfois même les beaux rêves, les brillantes espérances des émigrés se sont abîmés avec eux dans les flots avant qu'ils aient perdu de vue les rivages de la patrie. Lorsque nous nous trouvions en Écosse, il y a peu d'années, tout le pays était ému par des catastrophes de ce genre répétées coup sur coup. Dans l'espace de quelques semaines, cinq navires (2) chargés d'émigrés s'étaient perdus corps et biens sur les écueils des mers d'Irlande et d'Écosse. Un millier de ces malheureux avaient péri dans ces divers naufrages.

On croirait que ces émigrations, en quelque sorte permanentes (3), ont dû considérablement diminuer la population de l'Écosse; tout

(1) Par M. Prentice, dans le voisinage de Kilsyth — *Transactions de la société royale d'Édimbourg.*

(2) *Le Bristol, le Mexico, la Jane, le Glasgow* et *le Margaret.* Ces cinq naufrages eurent lieu de janvier à avril 1837.

(3) *La Sarah Bostford* vient dans ce dernier mois (avril 1841) de partir de Gree-

au contraire, depuis 1755 cette population a doublé, et, de 1821 à 1831, dans l'espace de dix années, elle s'est accrue de près d'un septième. La vaccine d'un côté, le rapide développement de l'industrie manufacturière de l'autre, peut-être aussi l'augmentation du bien-être résultant, pour ceux qui restaient, du départ de malheureux trop souvent à charge à leurs concitoyens, telles sont les principales causes de la marche progressive de la population. Les Highlands même ne sont pas restés absolument en dehors de ce mouvement. Leurs vallées centrales ont été, il est vrai, transformées en vastes solitudes que parcourent de nombreux troupeaux gardés par un petit nombre de pâtres; mais les bourgades du littoral et toutes les petites villes manufacturières voisines des Lowlands ont vu le nombre de leurs habitans s'augmenter d'une manière sensible (1).

L'accroissement de la prospérité agricole du pays a dû surtout contribuer à ce développement de la population. L'agriculture, en effet, n'est pas restée en arrière de l'industrie; un seul fait nous en donnera la preuve. Il y a soixante ans, les comtés du sud de l'Écosse ne produisaient pas assez de grains pour nourrir leurs habitans; les cultivateurs lowlanders récoltent aujourd'hui plus de blé que la population de l'Écosse tout entière n'en peut consommer, et cependant, comme nous venons de le voir, depuis soixante ans cette population a doublé.

Les progrès de l'industrie manufacturière et agricole en Écosse ne datent que de l'union de ce pays avec l'Angleterre. Avant l'union, l'Angleterre, voisine puissante et jalouse, apportait toutes sortes d'entraves à l'agrandissement de sa rivale. Au moyen de lois prohibitives, elle repoussait les produits des comtés du sud, et à l'extérieur elle arrêtait le plus qu'elle pouvait le développement du commerce de ses ports. Elle s'opposait surtout, avec une singulière persistance, à l'établissement des colonies que l'Écosse eût voulu fonder. A l'aide des Espagnols qu'elle excitait sous main, elle était même parvenue à détruire cette belle colonie de l'isthme de Darien qu'avaient fondée Paterson et Fletcher, et dont les Écossais se promettaient tant d'avantages. Quand l'union des deux royaumes eut été consommée, les lois prohibitives furent successivement rapportées; les rivaux d'autrefois étaient devenus des compatriotes; l'in-

nock avec deux cents émigrés de tout âge et de tout sexe, que ce navire conduit à Montreal (Canada).

(1) De 1811 à 1821, cette augmentation a été d'un onzième, et de 1821 à 1831 d'un dixième.

dustrie et le commerce furent même encouragés avec une sorte de libéralité dont les Écossais s'étonnèrent. Ces sages mesures et ces encouragemens ont porté leurs fruits; la prospérité du pays a suivi une marche rapide, et la richesse a décuplé. Tels furent les bienfaits de cette union, si long-temps maudite, et contre les promoteurs de laquelle Glasgow s'était soulevé. Cette ville elle-même lui doit sa fortune. En 1707, année de l'union, elle ne comptait que 14,000 habitans; cent ans plus tard, en 1807, elle en comptait 147,000; de 1807 à 1840, dans l'espace de trente-trois ans, cette population, déjà si considérable, s'est encore accrue de moitié; Glasgow compte aujourd'hui 280,000 habitans. Cette ville, comme place de commerce, est la quatrième de l'Angleterre. En 1840, la douane de son port a perçu 898,579 liv. de droits (22,464,375 fr. (1). Lors de l'union, les douanes de l'Écosse tout entière produisaient à peine 34,000 liv. sterling.

L'industrie, comme le commerce, a marché à pas de géant; Glasgow a des fonderies dans ses faubourgs qui rendent annuellement 200,000 tonnes de fer fondu, c'est-à-dire le cinquième de tout le fer obtenu dans les trois royaumes. Cette ville a de plus 80 grandes filatures et fabriques qui mettent en mouvement un million de fuseaux; elle a encore 50,000 métiers que la vapeur et la main de l'homme font mouvoir. Ses calandreries peuvent calandrer par jour 160,000 mètres de tissus, et ses imprimeries en teindre un nombre à peu près égal. Les usines de toute espèce que cette ville renferme ne peuvent se compter; elles fabriquent des acides, des soudes, des savons, en un mot des produits chimiques de tous genres, mais surtout de magnifiques couleurs qui servent à la teinture des étoffes de ses manufactures.

A Édimbourg et à Aberdeen, quoique la ferveur industrielle soit loin d'être la même qu'à Glasgow, la richesse et la population ont également pris un accroissement des plus notables. Édimbourg compte aujourd'hui 180,000 habitans, et Aberdeen 70,000. Ce merveilleux développement industriel ne s'est pas arrêté aux seules grandes villes; il a atteint les villes du second ordre et les bourgades,

(1) Voici pour 1840 le revenu annuel du *Custom-Duty* des six principaux ports de commerce du royaume-uni :

Londres.	11,116,685 livres.
Liverpool.	4,607,326 —
Bristol.	1,027,160 —
Glasgow.	898,579 —
Dublin.	889,564 —
Leith.	602,999 —

et les a placées au premier rang : Leith, Greenock et Dundee sont devenus des ports considérables. Leith, par ses revenus, est le sixième des ports de la Grande-Bretagne; Dundee n'a pas moins de 50,000 habitans, et Greenock en compte 35,000. La nature avait tout fait pour que l'Écosse devînt un pays maritime du premier ordre; depuis cinquante ans, l'homme a su tirer parti de ces avantages qu'il avait trop long-temps négligés. Deux grandes voies de communication intérieure, le canal de *Forth and Clyde* et le *Caledonian canal*, ont réuni l'Atlantique et la mer du Nord, et conduisent en quelques heures, en franchissant des montagnes, de l'une à l'autre de ces mers, les navires du commerce et, au besoin, des bâtimens de guerre du deuxième ordre. Le canal de Forth and Clyde, qui joint Édimbourg à Glasgow, a 40 milles de long. Son lit, pendant l'espace de 16 milles, est tracé sur des collines élevées de 150 pieds au-dessus du niveau de l'Océan ; 39 écluses, 20 du côté du Forth et 19 du côté de la Clyde, élèvent les navires à cette hauteur; un aqueduc de 400 pieds de long leur fait traverser une vallée profonde de 70 pieds.

Le *Caledonian canal* est un ouvrage plus surprenant encore. Il est formé par cinq bassins naturels, le loch Linnhe, le loch Lochy, le loch Oich, le loch Ness et le loch Beauly, et par quatre tranchées ouvertes de l'un à l'autre de ces lacs. La longueur de ces quatre tranchées est de 34 kilomètres et demi, et celle des lacs, ou bassins naturels, est de 60 kilomètres, en tout 94 kilomètres et demi. La largeur du canal à la ligne d'eau est de 15 mètres. Ses écluses, au nombre de 22, ont 12 mètres de large et 53 mètres de long. La profondeur de l'eau est au moins de 6 mètres. Des frégates de 32 canons peuvent naviguer sur ce canal, qui franchit en quelques endroits des collines élevées de 80 à 100 pieds au-dessus du niveau de l'Océan. A l'extrémité du canal, du côté de l'Atlantique, 8 écluses s'étagent sur un escarpement de 65 pieds. Ces 8 écluses s'appellent l'*Escalier de Neptune*. Rien de plus étrange que de voir un grand navire descendre ou monter successivement les degrés de cet escalier. Les frais du *Caledonian canal* se sont élevés à 800,000 liv. sterl. (20 millions de francs). Il a été ouvert le 22 octobre 1822. Quand le temps est favorable, le voyage d'une mer à l'autre se fait en douze heures; il fallait autrefois plus de douze jours pour exécuter le même trajet et arriver des eaux du bassin d'Inverness dans celles des îles de Mull et de Jura, en franchissant le périlleux détroit de Pentland et en doublant le cap de la Colère (*Cap Wrath*), fameux par tant de naufrages.

La prospérité industrielle de l'Écosse ne s'est pas arrêtée à ses seuls rivages. Dans l'intérieur des terres, d'obscures bourgades se sont transformées, comme par miracle, en villes populeuses et d'une haute importance. Paisley, qu'on pourrait à juste titre appeler le Manchester de l'Écosse, est l'exemple le plus frappant de ce développement hâtif et pour ainsi dire *américain*. La chronique industrielle de cette ville est de date récente; deux femmes en sont les héroïnes. L'une d'elles, miss Shaw, vivait à la fin du XVIIe siècle; elle avait environ onze ans quand, une servante l'ayant battue, elle se mit tout à coup à pousser des cris effroyables et prétendit que cette fille avait voulu l'ensorceler. A la suite de cette scène, elle fut saisie d'affreuses convulsions, causées sans doute par la colère, mais que l'on ne manqua pas d'attribuer au sortilége. La servante fut arrêtée; dans sa frayeur, elle crut se justifier en dénonçant plusieurs de ses compagnes et d'autres individus. Un procès criminel eut lieu, à la suite duquel vingt personnes furent convaincues du crime de sorcellerie et condamnées à diverses peines. Cinq d'entre elles furent brûlées sur la place publique du bourg de Paisley. Un domestique mâle, qui devait subir le même sort, s'étrangla dans sa prison. « Le diable, dit Crawford, historien du Renfrewshire, lui tordit le cou pour qu'il ne fît pas une confession préjudiciable aux intérêts de Satan.» Ces abominations judiciaires se passaient il n'y a guère plus d'un siècle et demi, et dans un pays qui se croyait civilisé. Miss Shaw, se reprochant sans doute sa coupable dénonciation, se condamna désormais à une retraite absolue, s'occupant, dans ses longues heures de loisir, à filer le lin et le chanvre. Elle excella bientôt dans ce métier. La finesse des fils qu'elle obtenait faisait l'admiration des connaisseurs. Lady Blantyre, grande dame du Renfrewshire, qui faisait un voyage à Bath, porta dans cette ville des pelotons de ce fil, les premiers échantillons de fil d'Écosse qui eussent peut-être passé la Tweed. Les fabricans de dentelles de Bath les employèrent avec avantage et adressèrent sur-le-champ de nouvelles demandes à miss Shaw, qui s'empressa de les satisfaire. Aidée de ses jeunes sœurs et de quelques voisines, elle forma même une sorte de petite manufacture qui prit bientôt une extension considérable. C'est alors que miss Shaw, ayant expié par une fondation utile la criminelle étourderie de sa jeunesse, épousa le ministre de Kilmaurs.

A peu près vers le même temps, une brave Écossaise, qui s'appelait mistress Wittar, vivait dans la bourgade de Renfrew, voisine de Paisley. Mistress Wittar fit avec son mari, homme à projets comme

beaucoup de ses compatriotes, un voyage en Hollande, et rapporta de ce pays divers procédés pour la fabrication du fil blanc (dit fil de Hollande). Comme elle avait un peu d'argent, à son retour en Écosse, elle établit une petite manufacture qui prospéra. Les voisins de mistress Wittar l'imitèrent, et le pays se couvrit peu à peu d'établissemens analogues. Non contens de fabriquer le fil, de plus adroits ouvriers le tissèrent, et employèrent au même usage le coton, la laine et la soie. Les profits étaient considérables, et plusieurs manufactures se formèrent bientôt sur une plus grande échelle dans tout le Renfrewshire, mais surtout à Paisley. C'est donc autant à mistress Wittar qu'à miss Shaw que cette ville doit sa richesse et son rapide accroissement. Aujourd'hui, Paisley fabrique pour 150,000 livres sterling de fil blanc, dit fil d'Écosse, et peut-être pour plus de 2,500,000 livres sterling de gazes, batistes, mousselines, et toiles de toute espèce.

Paisley ressemble plutôt à une manufacture établie sur une échelle gigantesque qu'à une ville, chaque quartier et presque chaque rue étant le siége d'une industrie différente. Il ne faut donc pas être surpris des noms caractéristiques des principales rues de cette ville. Si vous sortez de la rue du *Fil*, c'est pour entrer dans la rue de *Batiste;* de la rue de *Batiste*, vous passez dans celle de la *Gaze* qui vous conduit à celle du *Ruban* ou de la *Toile*, et ainsi de suite. Paisley est bien la terre classique de l'industrie manufacturière, le beau idéal de la fabrique; cette ville qui, vers 1700, n'avait pas 1,200 habitans, en compte aujourd'hui 65,000 environ. Ses maisons, dont la plupart n'ont guère qu'un étage, couvrent un vaste espace de terrain; nos vieilles cités manufacturières, Lille ou Rouen, n'ont pas une étendue aussi considérable que cette ville née d'hier; leur mouvement commercial ne peut non plus se comparer à celui de ce grand atelier écossais.

La réforme parlementaire de 1832 n'a pas changé la situation politique respective de l'Écosse et de l'Angleterre. L'Écosse a conservé ses 16 pairs élus par les 84 membres de la pairie nationale (1), qu'ils représentent à la chambre des lords. Avant la réforme, elle envoyait 45 membres à la chambre des communes; elle en nomme aujourd'hui 53; 30 d'entre eux sont élus par ses 33 comtés, et 23 par les villes et bourgs. Matériellement, son influence politique est proportionnellement la même, moralement elle s'est accrue, l'accord entre

(1) Le *peerage* écossais se compose de 7 ducs, 4 marquis, 39 *earls* ou comtes, 3 comtesses, 6 vicomtes, 24 barons et 1 baronne, en tout 84 pairs. De ce nombre, 35 sont pairs du royaume-uni et 16 sont pairs représentatifs à la chambre haute.

ses 53 députés, presque tous d'opinion whig modérée, étant plus complet que par le passé.

« Les Écossais, disait Johnson, acquièrent presque tous une médiocrité de connaissances qui tient le milieu entre le savoir et l'ignorance, et qui est très convenable dans la conduite ordinaire de la vie. Ces connaissances, le sentiment de l'émulation raisonnablement développé, et quelque chose d'entreprenant dans le caractère, les conduisent rapidement à la fortune et aux honneurs. » Les Écossais n'ont pas changé sous ce rapport depuis Johnson. Leurs députés aux communes se créent la plupart une grande influence. L'un des membres pour Édimbourg, M. James Abercromby, est président de la chambre (*speaker*), et siége sur le sac de laine; un bon nombre des premiers emplois de l'état sont occupés par des Écossais; en un mot, l'Écosse, qui, d'après l'acte d'union de 1707, n'est taxée pour l'impôt territorial qu'à la quarantième partie de ce que paie l'Angleterre, exerce au parlement, par ses 16 pairs et ses 53 députés, le huitième du pouvoir législatif, et prend peut-être le douzième des hauts emplois de l'administration.

L'Écosse, en s'appuyant sur l'Angleterre comme le lierre sur le chêne, se nourrit en partie de la sève de son robuste soutien. Elle s'est soumise, il est vrai, aux lois anglaises concernant les douanes, les accises et le commerce, mais ces lois lui ont été plus profitables que nuisibles; elles ont établi les choses sur un pied d'égalité et d'équité qui n'existait pas auparavant. Quels que soient les droits que l'industrie et le commerce ont eu à payer, ils sont loin d'être aussi onéreux qu'une prohibition absolue.

L'Angleterre elle-même croyait si bien que l'union allait porter un notable préjudice à la prospérité de l'Écosse, qu'elle lui laissa un certain nombre d'avantages comme dédommagement. L'Écosse garda, par exemple, ses lois municipales, *common laws*, ses priviléges universitaires, son amirauté, ses tribunaux, et une législation particulière. Elle conserva sa cour de session, composée de quatorze membres, *lords of session*, jugeant en dernier ressort toutes les affaires civiles, sauf appel devant les pairs. D'un autre côté, le jury fut établi sur des bases différentes; ses jugemens ne s'appliquèrent qu'au criminel, et la simple majorité fut suffisante pour condamner ou pour absoudre. Si l'unanimité, exigée en Angleterre pour condamner, est trop favorable à l'accusé, en Écosse cette simple majorité lui est beaucoup trop défavorable. L'Écosse conserva en outre certaines superfluités honorifiques dont elle se serait fort bien passée, car

elles ne sont profitables qu'à très peu de personnes, que ces hautes sinécures enrichissent aux dépens de la masse; nous voulons parler de ces *grands officiers de la couronne*, maintenus quand la couronne n'existait plus. Ces grands officiers, au nombre de huit, perçoivent environ 20,000 livres sterling d'appointemens (1). L'ordre du Chardon d'Écosse fut également maintenu. Il ne se compose que de douze chevaliers et du roi. Les chevaliers portent un cordon vert et une plaque décorée d'un chardon avec cette devise : *Nemo me impune lacesset;* vulgairement : *Qui s'y frotte s'y pique.* Tous les chevaliers du Chardon doivent être pairs écossais.

L'Écosse est peut-être celle des provinces du royaume-uni où le savoir solide est aujourd'hui le plus universellement répandu. L'homme politique, le jurisconsulte, le manufacturier, le commerçant et le campagnard possèdent, chacun dans sa sphère, une somme de connaissances pratiques qu'en France les mêmes classes n'ont pu encore acquérir, l'initiation chez elles étant moins ancienne et les moyens d'expansion plus récemment et moins sagement mis en œuvre. L'Écosse est, ainsi que l'Angleterre, le pays pratique des lieux communs raisonnables en politique, en morale, en législation, en économie politique ou domestique.

On a dit avec raison des Français qu'ils valaient mieux que leurs discours; on pourrait en dire autant des Écossais, mais pour des raisons fort différentes. Si les Français sont moins légers que leurs paroles, souvent imprudentes, ne pourraient le faire croire, les Écossais sont moins lourds que leurs longs raisonnemens et leur pesante manière d'étudier les questions les plus frivoles en apparence ne pourraient le faire supposer.

Il est un fait que nous constaterons avec empressement, comme un bon exemple à suivre chez nous : c'est qu'en Écosse, comme en Angleterre, l'esprit de parti, tout passionné qu'il paraisse, ne marche qu'à la suite de l'intérêt national, qu'il ne fait jamais oublier. Quant à l'Irlandais, il a trop souffert pour avoir pardonné; au besoin, il se servirait de l'épée de l'étranger pour briser le lien national, qu'il regarde comme une chaîne. L'Écossais n'aura jamais recours à ces moyens extrêmes. Au plus fort des troubles qui agitaient les districts du sud et de l'ouest de l'Écosse, au début de la réforme,

(1) Ces grands officiers de la couronne sont : le garde-des-sceaux, recevant 3,000 livres d'appointemens; le garde du sceau privé, 3,000; le lord *registrar* (enregistreur), 2,000; le lord vice-amiral, 1,000; le lord grand-justicier, 3,000; le président de la cour de session, 2,000; le chef de l'échiquier, 2,000; le lord avocat, 1,500.

quand Muir, Palmer et Gérald déployaient le drapeau de l'insurrection et appelaient leurs concitoyens aux armes, jamais il ne fut question de faire intervenir l'étranger dans ces querelles domestiques. Toute allusion au rappel de l'union des deux royaumes fut même soigneusement écartée. L'Écossais, tout mécontent qu'il pouvait être, se rappelait qu'il habitait la même île que l'Anglais. Les deux peuples ont pu se combattre pendant des siècles; aujourd'hui les mêmes intérêts les rapprochent comme le même sol les fait vivre. A Édimbourg et à Glasgow, comme à Londres, on trouve tous les amours-propres d'accord pour déguiser aux yeux de l'étranger le côté faible de la nation. La haute opinion que ces insulaires ont d'eux-mêmes, la supériorité qu'ils s'accordent comme peuple sur toute autre nation, les défauts même de leur caractère, cette raideur et cette contrainte qui vont quelquefois jusqu'à l'impolitesse, sont peut-être les principaux mobiles du patriotisme anglais; mais, quelque puériles que soient ces causes, l'effet n'en est pas moins à envier. L'amour-propre, se trouvant ainsi sur un continuel qui vive, rend sans nul doute la société peu agréable, disons plus, peu supportable. Qu'est-ce que cela, si le même amour-propre fait faire de grandes choses à chaque individu pris isolément, et si, s'aidant du concours de chacun, il ne tend qu'à placer la nation au premier rang?

A Édimbourg et à Glasgow, ainsi qu'à Londres, le gouvernement a su tirer un merveilleux parti de cette susceptibilité nationale; il s'est surtout bien gardé de la dédaigner, et souvent il renonce à faire sentir son action plutôt que d'y porter atteinte. Nous nous étonnons de la violence des publications réformistes de M. Tait et des feuilles démocratiques de Glasgow, d'Édimbourg et des comtés du sud; les déclamations de M. Urqhuart nous effraient: le gouvernement anglais ne s'en est jamais inquiété. Cette tolérance porte un coup mortel au prosélytisme, qui a besoin de persécutions; elle a de plus pour effet de diminuer la fougue des attaques: les gens qu'on ne poursuit pas, qu'on n'écoute pas, ne pouvent crier à la tyrannie. Ajoutons que c'est encore un moyen de gouvernement de savoir fermer l'oreille à propos. La police ne se montre pas plus en Écosse qu'en Angleterre; elle s'efface à propos et permet le tumulte à certaines doses. Elle ressemble à ce maire d'une petite ville qui, la nuit, entendant du bruit dans la rue, sort de son lit, court à sa fenêtre, et, l'ouvrant, demande aux tapageurs: « Qu'y a-t-il? messieurs; me lèverai-je? » Le peuple écossais répond presque toujours: « Ne vous levez pas; » car il sait s'arrêter à volonté et à temps.

Le prodigieux développement que l'industrie a pris dans les villes du sud de l'Écosse résulte d'une tolérance analogue. On s'effrayait vivement au début, on criait à l'imprudence, à la folie; les intéressés étaient prêts à réclamer une direction modératrice; effrayés eux-mêmes du mouvement qui les emportait, ils eussent voulu que la main du pouvoir en ralentît la furie. Le pouvoir, plus calme parce qu'il était désintéressé, ne s'est pas ému de ces vaines terreurs. Il a senti que le meilleur moyen de protéger, c'était de laisser faire. L'expérience a prouvé qu'il ne s'était pas trompé. Sa sécurité, son indifférence même, ont fait naître la confiance; l'impulsion donnée s'est continuée, et l'industrie a vaincu.

En littérature, cet amour-propre individuel et national a eu pour effet d'empêcher le dévergondage et la folie qu'entraîne trop souvent la liberté de tout dire. Si depuis Walter Scott on a publié en Écosse peu d'excellentes choses, on en a publié encore moins de mauvaises ou de tout-à-fait médiocres. Ce fonds de fierté et de respect pour soi-même qui distingue chaque individu l'empêche de se compromettre et de faire de ces débauches d'esprit non moins déplorables que dégradantes. Ailleurs la vanité remplace l'amour-propre; la vanité ose beaucoup plus, parce qu'elle est plus confiante; malheureusement sottise et vanité se touchent de près.

On fait peu de sottises et encore moins de folies à Édimbourg, ville raisonnable par excellence; peut-être même y est-on trop sage et trop réservé. La raison et la réserve, qualités fort estimables dans le cours ordinaire de la vie, ne sont pas tout-à-fait suffisantes dans les travaux de l'esprit. Elles ont sans doute pour effet de diminuer le nombre des défauts d'un ouvrage, elles n'augmentent pas celui des beautés et ne produisent qu'une perfection négative. Aussi, depuis Walter Scott, la belle époque littéraire semble-t-elle passée pour l'Écosse. Comme il arrive aux momens de ralentissement dans les arts, je ne veux pas dire de décadence, ses poètes sont ingénieux, ses historiens érudits et enclins au paradoxe. Ces derniers cherchent moins à exposer les faits tels qu'ils se sont passés qu'à les présenter sous un autre point de vue que leurs devanciers. Les romanciers, fatigués de la demi-vérité de Walter Scott, sont tombés dans la caricature historique ou dans le mélodrame. La science elle-même et la philosophie sont devenues plus conjecturales qu'elles ne l'avaient jamais été. Cependant la sève n'est pas tarie; elle pousse de temps à autre des rejetons vigoureux, et bien des branches sont encore en fleurs.

Une des causes de la suprématie intellectuelle de l'Écosse et de l'éclat que depuis un demi-siècle Édimbourg a jeté comme ville scientifique et littéraire, c'est la concentration. La société de cette ville, moins fractionnée que celle de Londres, a des limites qu'on peut facilement embrasser. L'homme d'un vrai talent est à peu près sûr de n'être jamais perdu dans la foule; il trouve sans peine des personnes qui apprécient son mérite. Chacun dans son camp et dans sa caste occupe aisément le rang auquel il a droit. A Londres, c'est autre chose; la situation des gens de lettres, même de ceux dont la valeur est incontestable, y est précaire et misérable; un monde entier les étouffe et les écrase (1); ils ne parviennent que bien rarement à se dégager de la cohue qui les enveloppe et à se placer au rang qui leur appartient. Avides d'une renommée à laquelle ils ne peuvent atteindre, leur amour-propre, toujours mis en jeu, s'aigrit et s'irrite; leur timidité susceptible et vaniteuse souffre; le marasme des gens de talent méconnus les dévore : méfians, jaloux, ombrageux, insupportables comme individus, dangereux comme citoyens, ils n'ont pour cette société qui les repousse, que des malédictions et des anathèmes. Un écrivain à Londres n'a jamais cette haute estime de sa profession, nécessaire avant tout pour y exceller; s'il est riche, il sera plus fier encore de sa fortune que de son talent; si, comme Byron, il est noble, il n'oubliera jamais de placer sa couronne de baronnet en tête de ses ouvrages.

Nous savons bien qu'Édimbourg est trop voisine de Londres, et que le mélange entre les deux peuples est aujourd'hui trop complet pour que la nuance soit tout-à-fait tranchée, et que les mœurs littéraires n'aient pas de nombreux traits de ressemblance. Sans doute le même besoin de renommée, la même avidité de distinctions domine dans l'une et l'autre ville. Walter Scott soupira pendant vingt ans de sa vie après le titre de baronnet, et fut plus heureux le jour où il put mettre le *sir* devant son nom, que le lendemain de la publication de *Waverley* ou d'*Ivanhoe*. D'un autre côté, M. Jeffrey lui-même, le directeur de la revue whig, cet écrivain satirique si brillant et si nerveux, s'est montré singulièrement jaloux des hautes dignités de la magistrature écossaise (2). Mais si les gens d'esprit qui écrivent ont,

(1) A Londres, en effet, le *West-End* seul est habité par huit mille familles jouissant de 3,000 liv. sterl. (75,000 francs) au moins de revenu. Le nombre des personnes ayant au-dessus de 50 livres (1,500 francs) de rentes est de cent cinquante-quatre mille. Il y en a six cents qui ont au-dessus de 5,000 livres (125,000 francs) de rente.

(2) M. Jeffrey a été fait lord de session en 1834. C'est aujourd'hui lord Jeffrey.

dans la capitale de l'Écosse, les mêmes faiblesses que les littérateurs de profession à Londres, ils trouvent à Édimbourg plus de moyens de les satisfaire; si leur vanité est excessive, du moins elle n'est pas souffrante et tracassière. Chacun d'eux trouve à qui parler, et sait qu'il est écouté. A Édimbourg et à Glasgow, l'homme le plus médiocre aurait son cercle, mais l'homme médiocre renoncera à se produire, de peur de se donner un ridicule. Les gens d'esprit n'ont qu'à gagner à cette retenue, la concurrence est moins grande, et l'on est à peu près certain que le bon grain ne sera pas étouffé sous l'ivraie.

La force d'affinité qui tend à rapprocher les talens isolés a d'autant plus d'énergie en Écosse, qu'elle agit dans un espace plus resserré. C'est elle qui a donné naissance à cette foule d'établissemens littéraires et scientifiques qui distinguent Édimbourg de toute autre ville (1). Plus de vingt de ces sociétés y tiennent leurs réunions périodiques et correspondent entre elles. Ces sociétés publient les procès-verbaux de leurs séances, et quelquefois ont leur journal. Leurs membres, nombreux et instruits, répandent dans le monde le goût des sciences et des lettres. Cette même force d'affinité rassembla, vers le commencement du siècle, des esprits d'élite qui partageaient les mêmes opinions littéraires, philosophiques et politiques. Jaloux de communiquer leurs croyances et leurs sympathies au public, ils se mirent en correspondance périodique avec lui. De là l'origine des *revues*. Les écrivains écossais n'en sont pas tout-à-fait les inventeurs; ils n'ont fait qu'élargir la route que la *revue* de Daniel de Foë, le *Tatler*, le *Spectator* et le *Rambler* leur avaient ouverte. Les rédacteurs du *Mirror*, du *Lounger* et du *Monthly Magazine*, les premiers recueils de ce genre qui aient paru en Écosse, vers la fin du dernier siècle, cherchèrent, dans le principe, à combiner, dans un ouvrage périodique, la forme philosophique des compositions de Johnson et d'Addison avec la forme critique et analytique du *Mer-*

Les appointemens d'un membre de la cour de session (*court of session*) sont de 2,000 livres par an (50,000 francs).

(2) *Royal society, Vernerian society, Society of Antiquaries, Speculative society, Society of Arts, School of Arts, Royal medical society, Royal physical society, Scottish academy of the Fine Arts, Advocate's library, Library of Writers, Highland society, Caledonian society, Astronomical institution, Royal college of Surgeons, Royal college of Physicians*, etc.; nous sommes forcé d'abréger la liste de ces sociétés, parmi lesquelles il faut citer encore comme établissemens d'éducation l'Université, l'Académie et la Haute-École.

cure de France et du *Journal des Savans*. L'*Edinburgh Review*, qui est encore aujourd'hui le meilleur recueil critique de la Grande-Bretagne, les suivit, vers 1804, dans ce chemin récemment frayé. Ses premiers pas furent des pas de géant. On vit avec surprise un petit groupe de jeunes écrivains, inconnus la plupart, se jeter intrépidement à la suite de l'esprit humain qui, vers cette époque, tendait au mieux avec tant de fougue et de persistance. La première moitié du XIXe siècle sera peut-être la grande époque littéraire et scientifique de l'Angleterre, et grace aux écrivains de talent de la revue écossaise, la critique, depuis quarante ans, a marché de pair avec la philosophie, la poésie et la science. Il y avait loin en effet des premiers articles de l'*Edinburgh Review* aux historiettes moitié morales, moitié frivoles, et à la critique superficielle et bornée du *Spectator* et du *Lounger*. Le succès de ce recueil fut prodigieux (1), et comme, dans le principe, les écrivains de cette revue parlaient sans contradicteurs, leur influence fut immense. Ils opérèrent une sorte de révolution sociale en Écosse, en renversant les barrières qui séparaient les gens de lettres et les savans des gens du monde, et en leur donnant ce droit de bourgeoisie dont ils jouissaient depuis si long-temps en France, et qu'en Angleterre ils n'ont pu encore conquérir. Le goût des lettres et des sciences philosophiques, déjà naturel aux Écossais, devint une passion. L'Athènes du nord se transforma en une sorte de vaste académie, où les questions littéraires et scientifiques du jour furent discutées avec le même intérêt que les questions politiques et industrielles. Édimbourg, le centre du mouvement, devint le Birmingham de la littérature. De 1804 à 1810, la production littéraire fut doublée, et la consommation s'accrut dans les mêmes proportions.

Le mystère qui dans le principe voilait la publication de l'*Edinburgh Review*, le mordant et la vivacité de sa critique à la fois personnelle et philosophique, le choix de ses articles, la diversité des sujets qu'ils embrassaient, cette sorte d'indépendance d'opinions que professaient les dix ou douze hommes supérieurs qui la rédi-

(1) L'*Edinburgh Review* s'imprimait, au bout de trois ans, à plus de douze mille exemplaires. Depuis, malgré la concurrence, ce nombre augmenta encore. On a calculé que les *revues* et *magazines* de toute espèce qui se publient dans les trois royaumes répandaient deux cent mille exemplaires au moins par trimestre. Beaucoup de ces recueils sont mensuels. L'Angleterre ne peut suffire seule à toute cette consommation; l'Inde et surtout les états de l'Amérique du Nord leur offrent de vastes débouchés.

geaient (1), l'étendue et la variété de leurs connaissances, l'adresse et la vigueur de leur dialectique, le scepticisme de leurs doctrines, contribuèrent singulièrement au succès de leur tentative hasardeuse. L'absence d'un plan régulier qui laissait à chaque numéro de ce recueil tout le charme de l'imprévu, ce mode de critique qui, loin de s'attacher à tout enregistrer et à tout juger, ne choisissait dans la foule des productions du jour que les ouvrages d'un mérite incontestable ou d'un ridicule transcendant, furent autant de garanties de plus pour son succès. Libre dans ses allures, le critique d'un goût sûr pouvait tour à tour sympathiser avec l'écrivain de génie dont il partageait en quelque sorte l'inspiration et l'émotion créatrice, ou se divertir aux dépens de la sottise présomptueuse et du faux enthousiasme qu'il jetait en pâture aux moqueries du public. Parfois même, s'emparant du titre du premier ouvrage venu, comme d'une sorte de prétexte à l'exposition de ses doctrines et de ses opinions, un habile et savant écrivain condensait, dans un petit nombre de pages, ses idées sur la matière qu'un auteur inexpérimenté avait délayée dans un lourd volume, montrant de cette façon à l'homme médiocre ce qu'il aurait dû faire et ce qu'il n'avait pas fait, redressant ses opinions erronées, lui apprenant à penser ou même seulement à faire valoir ses idées par la nouveauté de la forme et l'éclat de l'expression; ne se servant, en un mot, de son ouvrage que comme d'une sorte d'introduction à des vues nouvelles sur le même sujet, que comme d'une occasion favorable de déployer les ressources de son intelligence et de faire briller la vivacité de son esprit.

Comme tous ceux qui ont en main un grand pouvoir, ces redoutables critiques en ont quelquefois abusé; on connaît leur rigueur à l'égard de Byron et les querelles qui s'ensuivirent. L'injustice de la critique porte néanmoins avec elle un remède à peu près sûr; elle sert mieux le talent que la prostitution de l'éloge. Qui sait si le trait

(1) Le révérend Sidney Smith, qui conçut le premier l'idée de ce recueil; M. Jeffrey, depuis lord Jeffrey; M. Brougham, depuis lord Brougham; sir James Makintosh, MM. Herbert, Hazlitt, Hallam et G. Lamb. Il faut ajouter à ces noms ceux des professeurs Leslie, Pillans et Playfair, enfin ceux de lord Aberdeen et de lord Holland; mais ce dernier fut plutôt un protecteur honoraire qu'un rédacteur de la revue écossaise. Lord Byron accuse cependant lady Holland de n'avoir pas été étrangère à la rédaction de l'*Edinburgh Review*.

> My lady skims the cream of each critique;
> Breathes o'er the page her purity of soul,
> Reforms each error and refiness the whole,

dit-il, en parlant de lady Holland, dans sa satire contre les *reviewers* écossais.

que décochèrent en se jouant les critiques d'Édimbourg, et qui blessa si cruellement l'amour-propre du jeune poète, ne devint pas pour lui l'aiguillon de la gloire, et ne fit pas franchir d'un seul bond à son génie impétueux ces landes du médiocre où il eût pu long-temps s'égarer? Walter Scott les craignait et songeait à eux en composant ses chefs-d'œuvre. Les capitulations de l'auteur de *Marmion* avec les critiques de la *Revue d'Édimbourg* sont curieuses. N'étant pas du même parti politique, le barde écossais ne se confiait pas dans son génie seul pour amortir les traits de leur causticité. Les négociations sur les termes d'un traité de neutralité entre M. Jeffrey et lui durèrent long-temps, et, vers 1810, occupaient les salons d'Édimbourg comme ferait aujourd'hui le projet d'un canal ou d'un rail-way. Du moins, dans ces occasions, ces critiques audacieux s'attaquaient à de dignes champions; trop souvent ils se sont servis de cette même puissance pour atteindre un but moins noble.

M. Jeffrey, le directeur de l'*Edinburgh Review*, le chef du *clan* des critiques (*chieftain of the critic clan*), comme disait Byron en raillant, fournit, dit-on, dans le principe, à cette publication, près du quart de ses articles. Cette surprenante fécondité s'explique cependant, si l'on vient à considérer la nature du talent de M. Jeffrey, avocat extrêmement habile, mais qui, dans ses travaux littéraires, conserve toujours quelque chose des habitudes de prolixité familières au barreau. M. Jeffrey, par suite de ces mêmes habitudes judiciaires, reporte trop volontiers au tribunal de l'opinion des causes déjà gagnées pour avoir le plaisir de plaider de nouveau et d'emporter de faciles triomphes. Le même reproche pourrait s'adresser à la plupart des critiques écossais. Nous nous ferions difficilement en France à cette lenteur d'esprit et à cette logique si rigoureusement redondante. Il n'est pas jusqu'à leur gaieté qui n'ait quelque chose de didactique et d'apprêté (1). En France, on procède par ellipses : la clarté rapide, le laconisme énergique, sont les qualités caractéristiques de l'esprit de la nation. Nous avons confiance dans

(1) On peut citer comme exemple la dissertation légale sur la minorité de Byron, qui commence l'article critique des *Heures de Loisir*. Byron avait intitulé son recueil : *Hours of idleness by George Gordon lord Byron* A MINOR. « La loi qui règle les droits des mineurs est parfaitement claire, dit le critique; le défendeur peut seul l'invoquer, le plaignant ne peut s'en prévaloir. Si donc on intentait un procès à lord Byron pour l'obliger à déposer devant la cour telle quantité de poésie, et si un jugement était rendu, il est très certain qu'il ne serait pas reçu à présenter comme *poésie* le contenu de ce recueil. » La plaisanterie continue une page entière sur ce ton, qu'on a très justement qualifié de *pure flippancy*.

le lecteur, et nous lui laissons volontiers quelque chose à faire; nous ne supposons pas au public moins d'esprit que nous n'en pouvons avoir. Comme nous lui croyons au contraire une portée d'intelligence au moins égale à la nôtre, certains d'être toujours suivis et compris, nous tendons le plus possible à la perfection. En Écosse, de même qu'en Angleterre, on a moins de respect pour le public. On se croit obligé de tout dire; on ne peut se décider à laisser le lecteur compléter une idée; on n'est satisfait que lorsqu'on lui a présenté la question la plus simple sous toutes ses faces. On arrive ainsi à faire des livres très compacts, mais très vides, *forts de choses* si l'on veut, mais de *choses* que l'on n'a nul intérêt à savoir. Pour ma part, je dois l'avouer, j'ai souvent trouvé cette prolixité fatigante à l'excès. Quand une chose m'a été dite et prouvée de deux manières, et que je vois poindre un troisième raisonnement, j'ai besoin de faire un grand effort pour ne pas jeter le livre, et je ne résiste jamais à la tentation de tourner la page.

Un autre reproche que l'on pourrait adresser aux critiques écossais et qu'ils méritent surtout aujourd'hui, c'est d'abuser de l'analyse dogmatique et minutieuse et de trop généraliser. On l'a dit avec raison, pour eux, comme pour tout Écossais, les variétés de caractère, les bizarreries des passions, toutes ces nuances en un mot qui composent l'individualité humaine, ne paraissent pas exister. L'homme, tel qu'ils le comprennent ou le veulent, n'est plus qu'une machine vivante qui doit penser et qui doit agir d'après des lois inflexibles; toute intelligence qui tend à s'échapper de ce cercle fatal qu'ils ont arbitrairement tracé leur paraît condamnable. C'est là le côté aride et désespérant de l'esprit écossais. Lord Brougham dans son genre, M. Jeffrey dans le sien, sont de ces caractères absolus, de ces hommes *tout d'une pièce*, qui deviennent déplaisans et nuisibles par l'excès même de leurs qualités. Le spirituel Hazlitt a remarqué, avec beaucoup de justesse, que cette rigueur philosophique, que cette sécheresse calculée avait singulièrement nui à l'esprit si fécond et si vif de M. Jeffrey, auquel il manqua seulement un peu plus de souplesse dans la manière, pour devenir le premier des écrivains de la Grande-Bretagne.

La variété des matières qu'embrasse un recueil du genre de l'*Edinburgh review*, auquel chaque livre et chaque fait intéressant appartiennent de droit, et la diversité de talent des écrivains d'élite qui concourent à sa rédaction, corrigent ce que cette tendance systématique aurait à la longue de fastidieux et de monotone. Ces hommes,

indépendans la plupart, et de professions libérales, médecins, légistes, professeurs et membres du parlement, résident non-seulement à Édimbourg, mais encore à Londres et dans toutes les parties du royaume uni. Quoique marchant sous un même étendard et adoptant certains principes généraux, ils ne font pas néanmoins le sacrifice absolu de leur individualité aux doctrines de la *revue*. Un esprit aussi ingénieux que celui de M. Macaulay, et aussi fécond que celui de MM. Pillans et Jameson, un caractère aussi entier que celui de lord Brougham, ne se plieraient pas aisément à la discipline écossaise. Si la grace manque quelquefois, l'indépendance et la variété la remplacent.

L'*Edinburgh Review* peut aujourd'hui se glorifier d'un succès de près de quarante années. L'arrivée au pouvoir du parti que ce recueil appuyait, a, dans ces derniers temps, comblé la mesure de ses prospérités et accru son immense influence. Cette influence balance à elle seule celle des trente recueils qui marchent à la suite du *Quarterly Review*, du *Westminster Review*, et des *Magazines* de Blackwood, Tait ou Fraser. Cette influence, que personne ne songerait aujourd'hui à mettre en doute, est regardée par quelques esprits chagrins comme funeste à la littérature. Une salutaire censure ne peut cependant qu'activer ses progrès. Ces détracteurs en conviennent; aussi n'est-ce pas leur critique plus ou moins acerbe qu'on reproche à ces recueils, on les attaque comme accapareurs, comme tendant à absorber à leur profit toute la sève littéraire du pays et à remplacer les grands écrivains par les *essayists*. Les hommes d'un vrai talent, disent ces censeurs des *revues*, séduits par l'appât d'une gloire facile et prompte, par la certitude d'un bénéfice immédiat, résument en quelques pages tel sujet d'un grand intérêt qu'ils eussent dû développer dans un volume; le public prend goût à ces rapides et brillans aperçus, et comme, dans la peinture, les esquisses et les aquarelles ont détrôné les grands tableaux, en littérature, les résumés et les essais prendront la place des compositions plus importantes, devenues désormais impossibles. Cette accusation est grave, mais elle n'est fondée qu'en partie; nous croyons en effet que les grandes compositions didactiques et critiques seront plus rares que par le passé, mais les œuvres d'imagination, les poèmes, les romans, le drame, échapperont à l'action absorbante des revues, qui ne peuvent non plus faire entrer dans leur cadre, nécessairement restreint, les grandes compositions historiques et les travaux philosophiques d'une certaine portée.

Les faits viennent d'ailleurs combattre cette accusation. Un spi-

rituel faiseur de statistique (1) proclamait naguère que jamais on n'avait publié en Angleterre autant de livres qu'aujourd'hui. Il résultait de ses calculs, dont personne n'a contesté l'exactitude, que les libraires d'Édimbourg et de Londres, *the book-manufacturing districts,* disait-il, éditaient quotidiennement dix volumes, ce qui fait près de quatre mille volumes à l'année. Dans ces quatre mille volumes, les romans entraient pour près d'un quart, et, qui le croirait? la poésie pour près d'un douzième! Les livres spéciaux, les récits de voyage, les compositions historiques, les mémoires, et enfin les ouvrages de littérature proprement dite, complétaient ce chiffre énorme. Nous savons bien que dans cette dernière catégorie les *essayists* dominent: Charles Lamb, Hazlitt, Sidney Smith, Wilson et Gifford ont fait école chacun dans son genre, et s'il fallait citer les plus renommés des hommes d'imagination vive et d'esprit si varié qui marchent à leur suite, à commencer par l'étrange et fougueux Carlyle et à finir par M. Charles Dickens et lady Blessington, leurs noms seuls rempliraient des pages entières. Cette brillante et légère colonne traîne à sa suite de pesans bagages. Ce sont pour la seule Écosse les histoires érudites des Patrick Fraser Tytler, des Donald Gregory, des Fife et des Milman; les lettres demi-savantes, demi-mystiques, du professeur Nichol sur l'architecture des cieux; les travaux philosophiques des J. Hamilton et des Wilson, et enfin une foule d'ouvrages de statistique pittoresque ou de biographie critique, tels que *les Highlanders*, de M. Skene, *l'Italie et les Italiens,* de M. William Spalding, et les *Mémoires* de M. Lockhart sur la vie et les ouvrages de Walter Scott.

Les Highlanders et *l'Italie* sont des livres érudits, pleins de recherches curieuses, supérieurs à beaucoup d'ouvrages analogues, et qui n'ont qu'un défaut, capital il est vrai, de manquer de style, tout en visant à l'effet. M. Lockhart, dans ses mémoires sur Walter Scott, semble avoir voulu faire une sorte d'application du daguerréotype à la biographie littéraire. Dans cette longue étude, qui ne comporte pas moins de six gros volumes compacts, comme on les publie à Édimbourg et à Londres, les détails les plus minutieux, les lettres et les billets les plus insignifians sont enregistrés à leur date; il n'est pas de particularité, si puérile qu'elle soit, qui ne trouve sa place dans cette diffuse publication, du moment qu'elle concerne l'auteur de *Waverley* et de *Guy Mannering*. On ne peut certes plus appeler Walter Scott *le grand inconnu*.

(1) M. Forbes.

On a dit qu'il n'y avait pas de héros pour son valet de chambre. M. Lockhart, homme d'esprit cependant, s'est fait en quelque sorte le valet de chambre posthume de Walter Scott. Il habille et déshabille le grand homme au moral et au physique. Il nous dévoile les mystères les moins intéressans de sa vie privée, nous initie aux plus petits détails de sa toilette, et nous introduit dans les recoins les plus détournés de ses habitations de Londres et d'Abbotsford, nous faisant asseoir à sa table, et se plaisant à nous montrer combien ses sens étaient obtus, afin de compléter sans doute à leurs dépens l'éloge de sa brillante intelligence. « La musique, dit-il, le laissait insensible; une pièce de venaison dont l'odeur mettait en fuite ses convives n'offensait pas son odorat. — Qu'y a-t-il? demandait Scott naïvement en voyant ses voisins reculer avec dégoût. — Son palais manquait également de délicatesse; il ne pouvait distinguer le madère du sherry; le claret et le champagne lui paraissaient des vins assez agréables, mais, le barbare qu'il était! il avouait hautement qu'il préférait à ces boissons si vantées un verre de whiskey chaud (*whiskey toddy*). »

Un panégyrique si cruellement minutieux devait tuer celui qui en était l'objet; aussi Walter Scott en a été tout meurtri. La partie intellectuelle de l'homme, demeurée secrète pour le biographe, qui n'a pu fouiller dans ses mystères, y découvrir l'origine et la filiation de chacune de ses idées, et nous faire assister au travail souvent si ingrat et si vulgaire de la composition, cette partie seule est restée intacte. L'homme politique, l'homme privé même, n'ont pu résister à cette redoutable épreuve, et sont sortis du creuset souillés et en lambeaux. A travers ces spéculations intéressées et ces négociations misérables qui semblent avoir occupé la vie entière de Scott, et que M. Lockhart, aveuglé sans doute par l'amitié, nous raconte si longuement et si naïvement, l'homme de génie ne nous apparaît plus que comme un vaniteux bourgeois qui rêve des titres nobiliaires, ou comme un avide et besogneux écrivain qui, en publiant ses plus beaux ouvrages, a toujours beaucoup plus songé à l'argent qu'à la gloire (1).

Walter Scott, dans une rapide esquisse de sa vie, que par respect pour sa mémoire on n'eût pas dû tenter de refaire, nous raconte à quel propos l'idée lui vint de substituer le roman historique au roman poétique. « Comme Bobadill, nous dit-il, j'avais appris mes tours à une

(1) Les frères Ballantyne, et Constable lui-même, gémirent plus d'une fois de l'avidité d'Aldiborontiphosphornio, nom sous lequel ils désignaient Walter Scott lorsqu'ils voulaient en médire.

centaine de messieurs et de dames, qui les faisaient aussi bien que moi; il n'y avait pas de remède à cela. Le rhythme paraissait monotone, et l'inventeur et ses inventions allaient devenir méprisables.... Je cherchai donc un moyen de satisfaire mon goût pour les lettres soit publiquement, soit en me cachant sous le voile de l'anonyme; c'est alors que je publiai mon premier roman. » Aujourd'hui le public est tout aussi fatigué de romans qu'il a jamais pu l'être de poèmes. Ce n'est pas seulement une centaine de messieurs et de dames, mais un millier de personnages de toute espèce, qui ont étudié les nouveaux tours du grand romancier, et qui les font presque aussi bien que lui. Le roman fashionable et le roman économique ont fait diversion pendant quelques années et ont réveillé le lecteur qui commençait à s'assoupir; c'étaient le galoubet et la crécelle qui se mêlaient aux timbales et aux cornemuses; aujourd'hui la cornemuse a repris le dessus, à Édimbourg du moins. M. Wilson, l'auteur des *Border-Tales*, et M. Lauder (1), ont recommencé le concert interrompu. Les revues écossaises se plaignent, il est vrai, de l'invasion du genre *pseudo-sentimental* qu'ils qualifient d'immoral, de morbide et de malsain (*unhealthy*), et qu'ils appellent nécessairement le genre *français* (2). Les critiques écossais se sont trompés, ce n'est pas de l'invasion du genre *français*, mais de l'invasion du genre ennuyeux qu'ils devraient gémir. Rien de moins français en effet que ces stupides histoires de souterrains et de spectres, que ces longs mélodrames dialogués que MM. James et Ainsworth ont mis à la mode. Ces récits d'une immoralité si maniérée, tout ce babil aristocratique et ce prétentieux commérage qui remplissent maints volumes publiés à Édimbourg ou à Londres, sont également tout-à-fait du pays. Chez nous, le vice est moins fardé, et les défauts et les qualités ont quelque chose de plus naturel et de plus franc. Que messieurs les critiques d'Édimbourg et de Londres déclament tant qu'il leur plaira contre le *genre français;* pour notre part, nous ne voudrions pas échanger un seul des romans de MM. Mérimée et George Sand, ni la plus petite nouvelle de M. Alfred de Musset, contre la masse compacte de tous les romans écossais ou anglais du dernier semestre, dût-on encore nous donner en retour les poèmes de M. Sterling et les chants et ballades de M. Imlah, les deux *lions* poétiques du moment. Les

(1) *Legendary Tales of the Highlands a sequel to Highlands Rambles*, by sir T. D. Lauder, 3 vol., 1841.

(2) *A production of this class which disgrace modern France.* (*Tait's Magazine*, vol. IV, p. 534.)

journaux écossais font cependant grand bruit du recueil de ce dernier, qui n'est, après tout, qu'un très faible imitateur de Burns, poète plus inimitable qu'aucun autre.

Si l'on songe à la rapidité des communications entre l'Écosse et l'Angleterre, on ne peut que s'émerveiller du grand nombre de feuilles périodiques paraissant tous les dimanches ou de deux jours l'un, qui ont cours dans le pays. L'Écosse, qui n'a que 2,400,000 habitans, n'a pas moins de cinquante journaux. Le *Scotsman*, le *Caledonian Mercury*, l'*Evening courant* et le *Weekly journal*, sont les plus répandus de ces feuilles. Le *Scotsman* et le *Caledonian Mercury* sont whigs, de couleur plus ou moins tranchée, selon la direction du jour. Le *Scotsman* a eu long-temps pour directeur M. Mac-Culloch, l'économiste, puis M. William Retchie, et enfin M. Maclean; ses opinions sont loin d'être aussi prononcées qu'elles l'étaient il y a quinze ans. Le *Scotsman* attaque avec énergie les chartistes et les réformistes républicains, fort peu nombreux en Écosse, où ils n'ont pu jusqu'à ce jour régulariser leur action. Le *Weekly journal* et l'*Evening courant*, tous deux tories, ont, le premier, environ 3,000, et le second 2,000 abonnés. Le *Weekly journal* existe depuis cinquante ans; il a eu pour patrons pendant plusieurs années Walter Scott et les frères Ballantyne.

Glasgow et les autres comtés ont aussi leurs journaux, dont les annonces forment le plus clair du revenu. Ces feuilles, même celles qui s'impriment dans les comtés du nord, dans le Sutherland et les îles Shetland, sont de dimensions colossales, comparées surtout à nos journaux; leur grand art est de satisfaire les opinions qui règnent en majorité dans le canton, de manière à gagner le plus possible d'abonnés. Ils ne cherchent donc ni à former ni à diriger l'opinion comme en France, ils la consultent et se mettent à sa suite; ce rôle est plus modeste, mais aussi plus lucratif.

On a calculé qu'en Écosse les frais de publication d'un journal coûtaient moitié moins qu'à Londres; la distribution, en revanche, est plus onéreuse, les communications étant plus difficiles, surtout dans les montagnes et dans les îles. A Londres, l'éditeur ou directeur d'une feuille périodique accréditée reçoit de quatre cents à mille livres sterling d'appointemens par an; il est rare qu'en Écosse le directeur d'un journal touche plus de quatre cents livres; les émolumens ordinaires sont de cent cinquante à trois cents livres. Les directeurs sont souvent des écrivains de mérite, mais dont le talent brille plutôt par la raison froide et la méthode que par le mouvement et l'élévation.

Les rédacteurs à la colonne sont fort peu rétribués; ils ne sont plus tenus néanmoins, comme dans l'origine du journalisme écossais, de rendre au patron une foule de petits services en dehors de leur métier, comme de montrer à lire à ses enfans, de nettoyer ses bottes, de panser son cheval. Écrire dans un journal, c'est, de nos jours, exercer une profession libérale.

Une des causes de la prospérité des journaux et des entreprises littéraires en Écosse, c'est que tout le monde sait lire; c'est le pays de l'Europe où l'instruction primaire est le plus également et le plus généralement répartie. Suivant le recensement de 1831, la population de l'Écosse serait de 2,365,114 ames (1); dans ce nombre, il y avait environ 550,000 enfans au-dessous de quinze ans; 200,000 d'entre eux fréquentaient les écoles; les colléges, à eux seuls, renfermaient 5,000 étudians. Il ne faut donc pas s'étonner si en Écosse on trouve des livres et des journaux dans les chaumières les plus misérables.

Les voyageurs qui parcoururent l'Écosse dans le courant du dernier siècle, et Johnson entre autres, s'accordent pour vanter la politesse des Écossais, politesse que, de l'avis de ce dernier, on doit regarder comme une des vertus caractéristiques de la nation. Nous sommes tout-à-fait de l'avis de Johnson. On a dit, je ne sais trop à quel propos : *fier comme un Écossais;* cette hauteur, qui résulte d'un amour-propre exalté et maladif, est plus rare en Écosse qu'à Londres, et la raideur (*stiffness*) y est moindre. Il y a certainement plus de bienveillance dans l'accueil, plus de prévenance dans les relations ordinaires de la vie à Édimbourg qu'à Londres, l'élégance y est moins glaciale, la politesse moins gourmée.

Si la politesse en Écosse n'a rien de hautain ni de contenu comme en Angleterre, elle n'est pas non plus familière à l'excès comme en

(1) Sur ces 2,365,114 habitans, 1,126,591 sont employés aux travaux de l'agriculture, 207,359 aux manufactures, métiers, fonderies, mines, etc., 168,451 vivent de leurs revenus ou de divers emplois non spécifiés. Le nombre des maisons habitées était de 369,393 en 1831, et la valeur de la propriété immobilière était estimée 6,652,655 livres sterl. Voici la marche ascendante de la population depuis 1755, et cela malgré l'émigration continuelle d'une partie des montagnards :

1755.	1,255,663 habitans.	—	1811.	1,805,688 habitans.	
1791.	1,514,999 —	—	1821.	2,093,456	—
1801.	1,599,068 —	—	1831.	2,365,114	—

Nous ne serions pas étonné que la population, qui depuis quarante années s'est toujours accrue de 15 à 20 pour 100 tous les dix ans, montât aujourd'hui à 2,500,000 habitans.

France, où souvent l'inconnu de la veille est traité sur le même pied qu'un ami d'enfance; elle est naturelle, franche, et, envers les étrangers, elle va parfois jusqu'à l'hospitalité la plus dévouée. Les Écossais se dépouillent à leur égard de toute méfiance et de toute froideur; ils feront, pour leur plaire et leur être utiles, le sacrifice de leurs affaires, de leur temps, quelquefois même de leurs scrupules. Ce dernier sacrifice doit être regardé comme extrêmement méritoire; ces scrupules, en effet, sont nombreux, et, tout en se conformant aux plus minutieuses convenances du monde, il est bien difficile de n'en pas heurter quelques-uns; la plupart proviennent de croyances opposées. L'Écosse, ainsi que l'Amérique, est le pays des sectaires; l'esprit de secte prend souvent à Édimbourg et à Glasgow la place de l'esprit de parti. Les coteries religieuses y sont tout aussi ardentes que les coteries politiques. Elles en ont, du reste, les passions, les petitesses et toutes les allures. L'esprit de secte exige un renoncement complet de soi-même. Du moment qu'en fait de doctrines on adopte un système, il faut en admettre les conséquences, tout absurdes qu'elles paraissent. L'une des manières les plus certaines de faire naître le prosélytisme et de commander la confiance, c'est de se montrer très exclusif. Un chef de secte doit toujours l'être, par cela même qu'il est convaincu et qu'il veut convaincre; mais, tout détaché de la terre qu'il paraisse, tout sublime que soit son but, les moyens qu'il emploie pour y atteindre sont toujours vulgaires et humains. L'obligation imposée au sectaire de se conformer à certaines règles absolues, à certaines pratiques minutieuses, ou, en d'autres termes, l'exagération du puritanisme, est le moyen le plus souvent employé; nous ne doutons pas qu'il ne soit très efficace, mais nous le tenons aussi pour tout-à-fait contraire à l'harmonie sociale. Il condamne le sectaire à une défiance continuelle de soi-même et des autres et à une réserve exagérée. Il met en outre l'homme le plus méticuleux dans l'impossibilité absolue de ne pas blesser, soit en paroles, soit en actions, les convictions ostensibles ou cachées de quelqu'une des personnes avec lesquelles il se trouve fortuitement en rapport. Cette tendance au puritanisme exagéré ajoute encore au peu d'attrait de cette société aristocratique, où chacun se classe selon sa caste, sa fortune et son rang.

La parcimonie écossaise est devenue proverbiale chez les Anglais, qui, pendant près de deux siècles, se sont plu à donner aux Écossais tous les défauts et tous les ridicules possibles, comme ils donnent aujourd'hui aux Irlandais tous les vices sans exception. A les en croire, au-delà de la Tweed, l'avarice s'étend à toutes les classes

de la société; la bourse du ministre ne s'ouvre pas plus pour le pauvre que celle du grand seigneur et du bourgeois. Nous ajoutons peu de foi à ces médisances nationales; nous tairons donc cette foule d'anecdotes caractéristiques à l'aide desquelles les railleurs de Londres s'efforcent de les justifier. Nous nous bornerons à citer la suivante, qui nous semble assez ingénieusement imaginée : Un indigent rencontre un jour dans une des rues d'Édimbourg un ministre qui passait pour très riche, et lui demande une guinée. — Une guinée! mon ami; comment veux-tu que je te donne une si forte somme? lui répond le prêtre. — Alors donnez-moi un shelling? — C'est encore beaucoup trop. — Alors un farthing? — Pas plus un farthing qu'un shelling, on ne peut faire la charité au premier venu. — Vous me donnerez du moins votre bénédiction? — Soit, mon enfant, passe pour la bénédiction. — Fi donc! s'écrie le mendiant, qu'ai-je besoin de votre bénédiction? si elle eût valu un farthing, vous ne me l'auriez pas donnée!

Il peut y avoir un fonds de vérité dans ces épigrammes; il y aurait cependant beaucoup d'injustice à les prendre à la lettre. Fort souvent l'Écossais n'est économe que parce qu'il est obligé de l'être; il sacrifiera beaucoup moins au *paraître* que l'Anglais; en revanche, il ne se refusera aucune des jouissances du *comfort* le plus étendu. Au lieu de dépenser fastueusement les trois quarts de son revenu en trois mois, et de vivre misérablement pendant les neuf autres mois, caché dans ses terres ou dans quelque bicoque du continent, il aimera mieux vivre toute l'année sans faste, mais en même temps sans privations, préférant aux plaisirs de la vanité l'aisance paisible, la médiocrité heureuse, et le luxe du commode et de l'utile au luxe des inutilités ruineuses. L'Écossais, sous ce rapport, est plus sage que ses voisins. Une chose pour lui n'est pas belle par cela seul qu'elle est chère, et, s'il est pauvre, il ne craint pas de l'avouer. Aujourd'hui, en France, la pauvreté est un vice; en Angleterre, c'est un crime.

L'Écossais applique à tout ces qualités solides qui composent le fonds de son caractère. Quand un homme de la classe moyenne a fait fortune, il sait s'arrêter et se régler; il est rarement atteint de cette maladie des enrichis qu'on a nommée la *folie du nabab*. Il ne dépense pas follement, en quelques années, la fortune qu'il a mis les deux tiers de sa vie à acquérir. Il songe, avant tout, à s'établir solidement dans le présent et à s'assurer le plus qu'il peut de l'avenir. Souvent même (car l'Écossais est au fond aussi aristocrate que l'Anglais) il cherchera à perpétuer la durée de son nom. Pour cela, il

fonde une famille, et, comme disent les Anglais, *il fait un aîné*. Où nous découvrons une criante injustice, il ne voit, lui, qu'une nécessité sociale, et ce sont de ces nécessités auxquelles on se soumet d'autant plus volontiers, qu'elles caressent la vanité nationale et flattent l'amour-propre de l'individu.

Par des motifs analogues, les substitutions sont plus fréquentes en Écosse qu'en Angleterre, et embrassent un avenir bien plus étendu. Les substitutions anglaises ne sont pas toujours perpétuelles, comme on le croit généralement; d'habitude elles ne s'étendent guère au-delà de l'époque où l'héritier, encore à naître, du dernier des individus vivans qui doit recueillir le majorat, aura atteint sa majorité. Les substitutions ne s'appliquent, en outre, qu'à la propriété foncière; elles n'atteignent pas les rentes, les actions industrielles et toutes les valeurs mobilières qui peuvent être partagées. Il y a plus; la loi relative aux substitutions n'est souvent applicable qu'en cas de mort *intestat*. Un père qui possède une fortune mobilière considérable peut la partager plus également qu'on ne le pense entre ses enfans, et n'a même le droit de déshériter absolument aucun d'eux. En Écosse, la loi relative aux substitutions est beaucoup plus rigoureuse; les substitutions perpétuelles, reconnues par cette loi, sont très fréquentes dans les familles considérables (1). Les grandes fortunes ne se peuvent donc partager; de là l'étendue immense des propriétés territoriales de certaines familles, des ducs de Sutherland, de Buccleuch, d'Argyle, d'Athol et autres. Ces propriétés, renfermant des comtés entiers, dont quelques-unes ont l'étendue d'un de nos départemens, sont quelquefois fort négligées, mais souvent aussi elles sont tenues avec le même soin qu'un jardin anglais de quelques arpens. Le duc d'Athol, par exemple, a cinquante jardiniers occupés seulement à l'entretien des cinquante milles d'allées sablées et des soixante milles d'allées de gazon et de mousse de son parc de Dunkeld, qui renferme peut-être la plus belle vallée des Highlands. Le même duc d'Athol a planté en bois plus de trente-six milles carrés de ses vastes domaines.

Une conséquence naturelle de cet état de choses, c'est que la démarcation des classes est peut-être plus profonde encore en Écosse qu'en Angleterre. Le besoin des distinctions sociales y est tout aussi impérieux. L'aristocratie y étale le même orgueil et les mêmes prétentions qu'à Londres, mais en mêlant à sa hauteur une sorte de

(1) Les cadets auxquels un père lègue une somme équivalente à une année des revenus de la fortune laissée à l'aîné se trouvent très bien partagés.

simplicité et de bonhomie, reste des mœurs patriarcales des clans abolis. D'ailleurs, les mêmes armoiries fastueuses remplissent les panneaux des voitures chargées de grands laquais poudrés, portant la canne, signe distinctif de la noblesse de leurs maîtres. Le même esprit d'exclusion préside aux réunions de plaisir. Telle personne de la caste inférieure ne pourra, par exemple, figurer au même quadrille que telle autre de la caste supérieure; et si les noms des Wilson, des Murray et des Lockhart se mêlent, sur la liste des commissaires d'un bal, à ceux des Buccleuch, des Lothian, des Wemyss et des Melville, c'est que ce bal est une œuvre de charité, et qu'un motif d'humanité doit rapprocher tous les rangs.

Toutefois, cette hauteur aristocratique n'exclut jamais la politesse, et n'est offensante que d'une manière toute négative. Ces vanités bourgeoises, qui sèchent de douleur de ne pouvoir jouir de quelques priviléges insignifians attachés au titre de noble, de ne pouvoir se mêler avec une autre classe de la société que la leur, en sont seules affectées. On ne rencontre guère dans l'aristocratie écossaise de ces grands seigneurs impolis de propos délibéré, insolens avec calcul. Les hommes d'une haute naissance laissent aux parvenus ces ridicules odieux. L'orgueil timide et la hauteur maladroite, si communs autrefois, corrigés par les voyages et des relations plus fréquentes avec cette société de Londres, que naguère encore les Écossais accusaient de mollesse et de fadeur (*soft and washy* (1)), ont fait place à plus d'aisance et à plus de liant. On ne rencontre plus que rarement, dans certaines classes de la société, de ces tartufes de mœurs, gens de noblesse douteuse, et par cela même pleins de morgue et d'insolence, qui, tout à la fois altiers et fourbes, ambitieux et parasites, avec du savoir-faire et de l'audace, régentaient la société qu'ils effrayaient et qui les méprisait. L'original de sir Pertinax Mac-Sycophant, qu'à Londres l'acteur Cooke jouait si admirablement, est aujourd'hui tout-à-fait perdu.

La vie est beaucoup plus réglée à Édimbourg qu'à Londres; les jouissances simples et naturelles de l'intérieur et de la famille semblent suffire à ces esprits contemplatifs chez qui l'imagination même a des allures raisonnables. On se trouve bien chez soi (*at home*), et on ne se figure pas qu'on pourra être plus agréablement ailleurs. Le

(1) Simon, *Voyage en Angleterre*, tom. I, pag. 504. — Ce reproche que les Écossais adressaient aux Anglais vers 1800 est des plus singuliers. Que devait donc être la société écossaise, il y a cinquante ans, avant l'invasion de la *mollesse* et de la *fadeur* anglaise?

coin du feu absorbe donc la meilleure partie des soirées écossaises, et ce n'est que fort accidentellement que l'on va chercher des distractions au dehors. Aussi la musique est-elle cultivée avec plus de succès chez les Écossais que chez les Anglais, la musique comme la conversation et la lecture étant de ces plaisirs que l'on se procure aisément chez soi. Le piano est à peu près le seul instrument dont les Écossais sachent tirer parti. Je sais bien que les gémissemens aigus de la cornemuse excitent chez les *dilettanti* d'Édimbourg un singulier enthousiasme; mais je me figure qu'il y a là beaucoup de cet esprit de nationalité, de ce patriotisme un peu étroit que les habitans du royaume-uni appliquent à tout. J'ai entendu jouer de la cornemuse par des *pipers* renommés; la cornemuse dans leurs mains, comme dans celles du premier souffleur venu, est un instrument de sauvages ou de démons; ses sons aigres, sifflans, monotones, agacent affreusement les nerfs; en fait de musique, c'est l'abomination de la désolation.

Par les mêmes raisons, le goût des spectacles n'existe pas chez les Écossais. Je suis persuadé qu'ils préfèrent de beaucoup le plus mauvais sermon au plus beau drame de Shakespeare et à la meilleure comédie de Sheridan. Aussi, à parler franchement, il n'y a pas de théâtre à Édimbourg (1). Quelquefois, il est vrai, des acteurs de passage se réunissent dans une petite salle noire et enfumée qui ferait honte à une de nos villes de province de troisième ordre, Calais ou Grenoble, et jouent, devant une cinquantaine d'auditeurs décemment vêtus et une centaine de pauvres diables déguenillés, quelque drame insipide, tiré d'un roman de Walter Scott, quelques farces anglaises ou écossaises bien grossières, souvent aussi d'effroyables mélodrames remplis d'incidens horribles où certaine vérité atroce et triviale paraît dans toute sa laideur et sa nudité repoussante. Dans telle de ces

(1) Dryden nous a laissé une description de la troupe comique qui jouait de son temps à Édimbourg, à laquelle nous ne pensons pas qu'il y ait aujourd'hui un mot à changer :

With bonny blue cap there they act all night
For Scotch half-crowns, in English three pence hight.
One nymph to whom fat Sir Falstaff's lean, etc.

(Dryden, *les Déserteurs d'Oxford.*)

« C'est là qu'ils jouent toute la nuit en bonnet bleu pour gagner les demi-couronnes écossaises, qui valent les pièces de trois sous d'Angleterre. Une nymphe qui ferait paraître maigre le gros sir John Falstaff, occupe à elle seule toute la scène... Notre antique et fidèle portier déclame et se démène héroïquement... Enfin, ce qui tout à l'heure servait de queue à un chapon, devient la plume d'un empereur indien. »

affreuses pièces, l'héroïne arrivait sur la scène tenant en main l'épée qui venait de percer le cœur de son bien-aimé. Cette épée était teinte de sang; la malheureuse passait sa main sur cette lame et la retirait toute rouge; elle la regardait d'un œil fixe, puis la montrait aux spectateurs avec égarement. Ce n'était pas tout encore : elle étendait le sang dans sa main, sur ses bras nus, le regardait de nouveau avec désespoir, le montrait encore aux assistans, l'essuyait enfin avec ses longs cheveux flottans, et se jetait à la renverse en poussant de ces éclats de rire sardoniques d'un effet prodigieux quelquefois, mais dont les acteurs médiocres font en Angleterre un abus vraiment déplorable. Voilà où en est encore le drame en Écosse, pays essentiellement littéraire, qui cependant n'a jamais eu et qui probablement n'aura jamais ni théâtre, ni acteurs, ni poètes dramatiques.

Les critiques écossais reconnaissent d'un commun accord la nullité de leur théâtre, et s'en consolent; ils ne disent pas, comme M. Bulwer : Ce n'est pas le génie dramatique, mais ce sont les bons drames qui nous manquent; ils avouent franchement qu'ils n'ont ni bons ouvrages dramatiques, ni aptitude à rien produire dans ce genre qui soit supportable. En France, disent-ils, le drame assassine et viole; il vole en Angleterre. La perspective n'est pas assez séduisante pour exciter de bien grands regrets. Les critiques écossais se sont donc contentés de railler plus ou moins amèrement M. Bulwer sur ses naïves recettes pour restaurer le drame moderne et pour rouvrir les sources taries de l'intérêt dramatique; la *simplicité* et la *magnificence*, ces deux bases du drame futur, à en croire l'écrivain anglais, leur ont paru bien ruineuses pour porter un édifice d'une architecture si fantasque et si terrible. Ils n'ont pas cru non plus, comme l'auteur de *Pelham* et de *Mademoiselle de La Vallière*, que le germe du drame futur reposât tout entier dans le mélodrame actuel. Ils pensent que c'est plutôt au fond de l'ame humaine, sous l'amas de ses ardentes passions, qu'il faut chercher ce germe créateur, et nous sommes tout-à-fait de leur avis.

Les Écossais avouent d'autant plus volontiers leur infériorité dramatique, que sous tout autre rapport ils ont une excellente opinion d'eux-mêmes, et que, comme poètes, philosophes ou critiques, ils se croient sans rivaux. Cette prétention a pu être légitime un instant; mais aujourd'hui les grandes lumières sont éteintes, l'illustration véritable a fait place au mérite secondaire, et ces hautes prétentions ne sont plus fondées que sur des titres rétroactifs. En un mot, le génie littéraire de l'Écosse est remarquable encore, mais moins puissant que son génie industriel, qui paraît bien autrement assuré de l'avenir.

La civilisation, comme l'eau d'une mer que déplacerait un mouvement d'oscillation insensible, tend à se porter, en effet, d'une extrémité à l'autre du vaste bassin de l'Europe : après avoir débordé pendant des siècles vers le midi, elle abandonne ces contrées longtemps privilégiées, et incline, de nos jours, vers le Nord. Des provinces entières de l'Espagne et de l'Italie méridionale redeviennent incultes et semblent retourner à la barbarie, tandis que les steppes de la Russie voient des villes s'élever dans leurs solitudes, et que les montagnards de l'Écosse, que naguère on distinguait à peine des nations sauvages de l'Amérique du Nord, ont peuplé d'ouvriers industrieux les comtés de l'ouest du royaume-uni. Là, tout est nouveau, tout est prodigieux. L'industrie, comme une de ces fées des légendes scandinaves, a frappé la terre de sa verge de fer, et en a fait sortir, comme par enchantement, de riches bourgades, des cités florissantes et des légions de travailleurs. Telles de ces villes, comme Édimbourg, Aberdeen et Glasgow, ont vu leurs limites s'étendre et leur population s'accroître dans de rapides et merveilleuses proportions; d'autres villes secondaires, comme Dundee, Greenock, Leith et Paisley, ont pris la place d'obscurs villages, et promettent de rivaliser un jour avec Manchester, Birmingham ou Liverpool. Les forces de la vapeur, régularisées par Watt, ont centuplé les forces de l'homme. Les accidens du pays même ont été mis à profit par de hardis ingénieurs, les Stevenson, les Baird, les Jardine. Les lacs du centre de l'Écosse, réunis par des canaux, conduisent des flottes entières à travers des montagnes élevées, et l'on voit avec étonnement glisser des voiles rapides sur leurs pentes abruptes, et des forêts de mâts se mêler aux forêts de sapins qui les couvrent. Des chemins de fer courent en même temps dans les vallées et dans les plaines, et joignent les villes entre elles. L'impulsion civilisatrice, une fois donnée, a pu se ralentir par instans, elle a pu même s'arrêter; mais toujours elle a repris son élan avec une incalculable puissance et une énergie sans pareille. A la suite de l'union des deux royaumes, l'Écossais, dépossédé de ses lois antiques et de sa nationalité, s'agitait dans son inquiète et aventureuse ambition; l'industrie, l'intelligence et la liberté, ces trois magiques sœurs des temps modernes, l'ont rencontré à la limite de ses bruyères incultes, au bord d'une houillère entr'ouverte; elles l'ont salué comme Macbeth dans les champs de Forres, et lui ont crié : Travaille, et tu seras roi!

FRÉDÉRIC MERCEY.

DE LA DOMINATION

DES CARTHAGINOIS ET DES ROMAINS

EN AFRIQUE

COMPARÉE

AVEC LA DOMINATION FRANÇAISE.

Quatre dominations ont précédé en Afrique la conquête française : la domination carthaginoise, la domination romaine, la domination vandale, la domination musulmane, et ces quatre dominations ont été durables. L'une a duré plus de sept cents ans (880-146 avant J.-C.); l'autre près de six cents ans, jusqu'à la conquête de l'Afrique par les Vandales, en 429 (146 avant J.-C., 429 après J.-C.); les Vandales eux-mêmes, quoique barbares, ont su fonder en Afrique un empire qui a duré plus de cent ans (429-534 après J.-C.), et cet empire a succombé sous les armes de Bélisaire, et non sous les armes des populations africaines : car, ce qu'il faut remarquer, c'est qu'en Afrique ce ne sont jamais les habitans du pays qui ont détruit les dominations étrangères. Depuis long-temps l'Afrique est comme l'Orient,

elle n'a plus de nationalité, elle ne fait plus que changer de maîtres, et ces maîtres sont toujours étrangers; les côtes de l'Afrique sur la Méditerranée sont comme l'Asie mineure, comme la Syrie, comme l'Égypte, elles appartiennent à tous les vainqueurs.

La conquête musulmane a même eu ceci de curieux, c'est qu'elle s'est plusieurs fois renouvelée en Afrique; les tribus et les dynasties arabes se sont renversées les unes les autres sur cette terre féconde en révolutions, sans que jamais il y ait eu de dynastie qui soit née du pays. La dernière conquête musulmane a été celle de Barberousse qui fonda la régence d'Alger, ce singulier gouvernement militaire que nous avons renversé en 1830.

Peut-être n'est-il point inutile d'étudier rapidement l'histoire de ces anciennes dominations et de chercher à expliquer le secret de leur force et leur stabilité. Cette recherche peut nous éclairer sur les difficultés que notre domination rencontre en Afrique.

Une première leçon, que je tire de l'étude des auteurs grecs et latins qui ont traité de l'Afrique, c'est qu'il faut du temps et beaucoup de temps pour s'emparer d'un pays. Carthage a mis plus de trois cents ans à s'établir solidement en Afrique; Rome a mis plus de deux cents ans à la conquérir, et nous, nous voudrions que tout fût fini en dix ans. En Europe les guerres se font vite, surtout depuis le dernier siècle; une campagne quelquefois achève une guerre. Trompés par ces souvenirs, nous avons cru qu'il nous suffirait aussi d'une campagne ou deux pour faire la conquête de l'Afrique.

Ajoutez que, pour augmenter nos illusions à cet égard, nous nous emparâmes, pour notre début, de la capitale de la régence, et que dans nos idées européennées, quand on a la capitale, on a tout. L'erreur était grande : l'expérience l'a prouvé. Alger n'est que la capitale nominale de la régence; la régence n'a point de capitale, par cette excellente raison que la régence ne fait point un état, que les nations qui l'habitent ne font point corps, comme nos nations européennes, que chaque ville vit à part, chaque tribu de même, et que la force et la puissance nationale, n'étant rassemblées nulle part, ne peuvent non plus être saisies nulle part. Alger était le séjour du dey; c'était de là que sortaient les expéditions qu'il envoyait pour lever les impôts et pour faire reconnaître sa douteuse autorité; c'était la forteresse ou le corps de garde principal de la milice turque : ce n'était point la capitale de la régence, qui est fort éloignée de cet état de civilisation où les nations ont assez de cohésion et d'unité pour avoir une capitale.

L'état social d'une nation influe puissamment sur le genre de guerre qu'il faut lui faire. Les peuples sauvages n'étant point sensibles aux mêmes choses que les peuples civilisés, il faut les combattre et les contraindre autrement que ces derniers. La guerre d'Afrique de nos jours et la guerre d'Espagne sous l'empire ont enseigné cela de la manière la plus curieuse. En Espagne, qui est, comme on l'a dit souvent, une sorte d'Afrique européenne, il n'a guère été plus utile à Napoléon de prendre Madrid qu'à nous en Afrique de prendre Alger. C'était la capitale, mais la capitale d'un pays sans unité qui ne se croyait pas le moins du monde vaincu pour avoir perdu ce qu'on appelait sa capitale. Or, il n'y a de vaincus que ceux qui croient l'être, et c'est ainsi qu'en Espagne on peut dire que la guerre ne commença véritablement qu'au moment même où en France nous la croyions finie par la prise de Madrid. En Espagne comme en Afrique, les villes prises et les armées vaincues ne comptent jamais pour la soumission du pays. Ce n'est pas de nos jours seulement que l'on a reconnu ce caractère des guerres que l'Espagne a eu à supporter. Les Romains, qui se connaissaient en conquêtes, puisqu'ayant eu affaire à tous les peuples de la terre, ils avaient dû varier leurs systèmes de conquête selon leurs adversaires, les Romains disaient de l'Espagne qu'il n'y avait pas de pays plus propre à ranimer sans cesse la guerre, grace à la nature des lieux et des hommes; aussi a-t-elle eu ce privilége, dit Tite-Live, qu'ayant été la première province qu'ait attaquée les Romains, elle a été la dernière soumise (1).

Le temps, voilà donc la première force à l'aide de laquelle les Carthaginois et les Romains ont vaincu l'Afrique. Mais le temps ne sert que ceux qui savent s'en servir. Quels sont donc les moyens employés par les Romains, et avant eux par les Carthaginois, pour soumettre l'Afrique? Quels sont les moyens employés après eux par les Vandales, par les Arabes et par les Turcs?

I. — DE LA DOMINATION CARTHAGINOISE.

Nous connaissons peu l'histoire de la domination carthaginoise. Cependant, quand on lit avec attention les guerres puniques dans Tite-Live et dans Polybe, et la guerre de Jugurtha dans Salluste,

(1) « Nulla pars terrarum bello reparando aptior, locorum hominumque ingeniis: itaque ergo prius Romanis inita provinciarum, postremo omnium, nostra demum ætate, ductu auspicioque Augusti Cesaris, perdonata est. » (Tite-Live, 28-12.)

on finit par se faire une idée exacte de la domination des Carthaginois en Afrique et des moyens qu'ils employaient pour assurer cette domination.

D'abord cette domination n'était ni aussi étendue ni aussi incontestée qu'on le suppose. Carthage n'occupait en Afrique que les côtes. Au commencement même de la seconde guerre punique, c'est-à-dire aux jours de sa plus grande splendeur, elle s'étendait sur les bords de la Méditerranée, en Afrique, depuis la petite Syrte jusqu'aux Colonnes d'Hercule; en Europe, sur les côtes d'Espagne, depuis le détroit de Gibraltar jusqu'aux Pyrénées; et enfin, dans les guerres puniques, il s'agissait de la possession de la Sardaigne et de la Sicile, c'est-à-dire des îles de la Méditerranée. C'est dans ces îles que les Carthaginois rencontrèrent les Romains. S'ils ne les eussent pas trouvés là, ils eussent été les chercher en Italie. Carthage, en effet, visait à la possession du bassin occidental de la Méditerranée. Le bassin oriental appartenait aux Grecs; mais son empire ne devait s'étendre que sur les côtes de la mer. Carthage ne voulait point s'enfoncer dans les terres; elle visait à la domination des mers, et non à la domination du continent. Elle laissait volontiers aux habitans la possession de l'intérieur, les côtes lui suffisaient; et ce qu'il faut remarquer sur ce plan d'empire maritime, c'est qu'il répondait parfaitement, d'une part, à la situation de Carthage en Afrique, à la configuration même de cette ville, et, de l'autre, à l'état de l'Occident, lorsque Carthage commença à se développer.

En Afrique, en effet, Carthage, dans ses commencemens, n'avait dû songer qu'à posséder un port. L'intérieur du pays était occupé par des peuples barbares qui eussent opiniâtrément défendu la possession des terres qu'ils cultivaient pour vivre ou qui leur servaient à faire paître leurs bestiaux, mais qui, n'ayant aucune habitude ni aucune science de la navigation, délaissaient volontiers aux étrangers un rivage dont ils ne faisaient rien. De plus, le rivage touche de près aux montagnes; à peine reste-t-il aux bords de la Méditerranée une longue et étroite terrasse. Un empire sur les côtes de l'Afrique septentrionale manquera donc toujours de profondeur; car, parvînt-il à soumettre les habitans du pays, il rencontre comme obstacles d'abord les montagnes, et au-delà des montagnes le grand désert. Carthage comprit admirablement ce pays, et elle se borna à la possession des côtes, sans se soucier même d'aller jusqu'aux montagnes, les laissant aux Numides qui les habitaient.

La configuration de la ville de Carthage semblait elle-même expri-

mer le genre de son empire. Carthage, nous dit Polybe (1), s'avance du fond du golfe où elle est placée sur une étroite langue de terre et fait une sorte de péninsule, ayant d'un côté la mer, de l'autre un lac qui communique à la mer. L'isthme qui la joint à l'Afrique n'a que trois mille pas de largeur. Cette position péninsulaire détourna naturellement Carthage de l'idée de fonder en Afrique un empire continental.

Enfin l'état de l'Europe occidentale à l'époque où Carthage commença à s'agrandir devait la confirmer encore dans l'idée de chercher plutôt sa puissance sur les mers que sur le continent. A cette époque l'Europe occidentale était barbare. Les Grecs avaient fondé des colonies sur quelques-unes des côtes de l'Italie et de la Gaule; mais la civilisation grecque n'avait point pénétré dans l'intérieur de ces contrées. Les Carthaginois ne se mirent point en tête de les conquérir pour les civiliser. Ils laissèrent les habitans à leur barbarie, firent avec eux un commerce d'autant plus avantageux qu'ils avaient affaire à des ignorans, y achetèrent des soldats pour recruter leurs armées, des esclaves pour recruter leurs flottes, pensant même peut-être que ces soldats et ces esclaves étaient d'autant plus braves et d'autant plus dociles qu'ils étaient moins instruits et moins civilisés; ils voulurent enfin avoir en Espagne, en Corse, en Sardaigne et en Gaule, ce qu'ils avaient en Afrique, l'empire de la mer et de ses rivages, et sur terre, pour voisins, des barbares robustes et ignorans qu'ils divisaient aisément et qu'ils affaiblissaient.

Cette politique était bonne; cependant elle avait aussi ses labeurs. Ainsi cette ceinture de peuples barbares qui, en Afrique comme en Europe, pressait de toutes parts les établissemens des Carthaginois, pouvait, en se resserrant, les écraser. L'union, il est vrai, manquait aux barbares; mais, à défaut d'une invasion générale, il y avait les incursions soudaines et le pillage. La domination des Carthaginois en Afrique était puissante, mais elle était contestée, et c'est à quoi doit se résigner tout empire limitrophe des barbares. Les Numides ne cessaient de harceler leur territoire, et même, quand, après la seconde guerre punique, Rome, déjà toute-puissante en Afrique, eut ôté aux Carthaginois et aux Numides le droit de se faire la guerre, la lutte entre les deux peuples ne cessa pas pour cela, et Rome, d'ailleurs, n'eût pas aimé qu'elle cessât; elle s'accommodait trop bien de la division entre les Numides et les Carthaginois. Seulement ces guerres

(1) Polybe, livre Ier, chap. 73.

devinrent alors des procès jugés devant le sénat romain, et c'est dans les plaidoyers des parties que nous voyons la vieille antipathie des Numides contre les Carthaginois. « Si l'on invoque les droits anciens, disaient les Numides (1), y a-t-il un seul territoire qui appartienne légitimement aux Carthaginois en Afrique? Ces étrangers ne peuvent revendiquer que le peu de terrain qu'ils ont obtenu de la pitié de nos ancêtres, et, hors de ce terrain, qu'ils n'ont agrandi que par ruse et en découpant en étroites lanières la peau d'un bœuf qui devait servir de mesure à leur enceinte, hors de ce terrain, tout ce qu'ils possèdent est une usurpation et un vol. »

Je trouve dans Polybe un témoignage plus curieux encore de la lutte que l'Afrique soutenait contre Carthage (2). Après la première guerre punique, Carthage devait plusieurs années de solde à ses troupes mercenaires. Elle tardait à les payer, parce qu'elle était épuisée par les dépenses de la guerre. Les soldats se soulevèrent. Ils appelèrent à l'indépendance les villes numides, qui répondirent avec empressement à ce cri de révolte, et bientôt Carthage fut près de sa ruine. Voilà les secousses qu'éprouvait souvent la domination carthaginoise, secousses qu'il est bon de rappeler, ne fût-ce que pour prouver que, même sous les Carthaginois, même pendant cette domination qui a duré sept cents ans, l'Afrique s'est toujours remuée sous le joug.

Le récit que Polybe fait de cette guerre des mercenaires montre de quelle manière Carthage gouvernait l'Afrique. « Les Carthaginois, dit Polybe (3), perdaient tout à cette guerre, et les revenus que les particuliers tiraient de la culture des campagnes, et ceux que l'état tirait des villes et des tribus africaines, et enfin leur armée, que la révolte les empêchait de recruter comme à l'ordinaire parmi les Numides. » Cette phrase est importante; elle nous apprend deux choses : 1° que les Carthaginois possédaient une portion des terres et les faisaient cultiver à leur profit; 2° que les villes et les populations africaines leur payaient le tribut.

On a beaucoup vanté dans ces derniers temps le système qui interdit aux Européens en Afrique la possession des terres; c'est ce système qui a été appliqué dans la province de Constantine, et il a réussi. Au premier coup-d'œil, en voyant les Carthaginois maîtres

(1) Tite-Live, 34.
(2) Livre Ier.
(3) Livre Ier, chap. 71.

des villes de la côte, et livrés surtout au soin du commerce et de la navigation, j'aurais été tenté de croire que les Carthaginois s'étaient aussi interdit le droit de posséder des terres en Afrique. La phrase de Polybe contredit cette idée; les Carthaginois étaient là propriétaires et cultivateurs, ici gouverneurs et percepteurs du tribut, le tout selon les lieux; cette organisation était raisonnable et naturelle. En effet, si nous laissons de côté les systèmes opposés des colonisateurs et des anti-colonisateurs, que voyons-nous en Afrique? Ici des villes qui, placées sur la côte, n'ont autour d'elles qu'une plaine fort étroite entre la mer et les montagnes; mais cette plaine, elles peuvent aisément la défendre, car elle est à leur portée. Pourquoi donc dans cette plaine les Européens ne seraient-ils pas propriétaires et cultivateurs? Pourquoi ne pas introduire la propriété et l'agriculture européenne dans le rayon de défense des villes européennes? Ailleurs, au contraire, les villes sont placées non plus sur la côte, mais au milieu des terres, entourées de toutes parts par la population africaine, et habitées aussi par elle. Si ces villes sont conquises par les Européens, que devront faire les conquérans? se contenter d'être gouverneurs et de lever le tribut sur la population indigène, en se gardant bien de l'exproprier, car le tribut payé aux étrangers ne blesse que le sentiment national, et ce sentiment est faible dans les pays où il y a des tribus et des familles plutôt qu'il n'y a une nation; mais l'expropriation blesse chaque famille et chaque individu. Ajoutez qu'isolés entre les indigènes, les colons européens seraient sans cesse exposés; il faudrait sans cesse les défendre ou les venger. Sachons-le bien: l'expropriation doit amener l'extermination; il ne faut donc exproprier que dans les lieux où l'extermination est possible. Elle est possible et utile dans le rayon des villes maritimes; elle est impossible et funeste dans les villes continentales.

Les Carthaginois suivirent cette politique, qui naît, pour ainsi dire, de la nature des choses et des lieux. Autour des villes de la côte, autour de Carthage, ils étaient propriétaires et cultivateurs (1); plus loin et dans les provinces de l'intérieur, ils se contentaient de gouverner et de lever des tributs.

Nous avons fait de même en Algérie. Autour d'Alger, les Européens sont propriétaires, car là nous pouvons aisément défendre et

(1) « *Suam plebem imbellem in urbe, imbellem in agris esse*, disaient-ils en tremblant à l'aspect de Scipion qui marchait sur Carthage. Le peuple carthaginois n'était pas habitué à manier les armes, ni dans la ville où il s'occupait de commerce, ni dans la campagne où il s'occupait de la culture des terres. » (Tite-Live, 29-4.)

cultiver la terre; et l'administration supérieure a eu raison, je crois, en 1837, d'annuler un arrêté du général Damrémont qui interdisait aux Européens, dans la province d'Alger, le droit d'acquérir des terres. Dans la province de Constantine, au contraire, qui est une province intérieure, les Européens ne peuvent pas posséder. Là, nous nous contentons de gouverner et de lever le tribut.

Il y a encore une raison qui a dû nous engager à varier, pour ainsi dire, l'exercice de notre domination selon les provinces, comme l'avaient fait les Carthaginois. Autour des villes de la côte, occupées de temps immémorial par des Européens et fréquentées par eux, la propriété avait à peu près le caractère de la propriété européenne; elle était individuelle. Dans l'intérieur, au contraire, la propriété est collective; c'est la tribu qui possède et non l'individu, et cela tient à la différence du régime de vie. Autour des villes, les habitans sont surtout cultivateurs; dans l'intérieur, ils sont pasteurs. Or, la pâture comporte surtout la propriété collective. En devenant propriétaire autour des villes, l'Européen ne choquait pas les habitudes établies, tandis que dans l'intérieur il n'eût pas dépossédé seulement un individu, il eût dépossédé une tribu entière (1).

L'organisation de la domination française en Afrique ne diffère donc pas sous ce rapport de celle de la domination carthaginoise. Comme gouverneurs et intendans souverains des provinces intérieures, nous avons même, je l'espère, un avantage sur les Carthaginois; nous sommes moins avides d'argent. Polybe dit qu'aux yeux des Carthaginois, le meilleur gouverneur de province était celui qui levait les plus gros tributs et envoyait au trésor public les plus grosses sommes. Jusqu'ici ce n'est assurément pas sur ce que l'Afrique envoie au trésor public que nous jugeons nos gouverneurs généraux.

Nous avons vu comment les Carthaginois possédaient et gouvernaient en Afrique les provinces qu'ils s'étaient soumises. Voyons maintenant comment ils s'y prenaient pour combattre les populations africaines restées indépendantes, et comment ils parvenaient même à les soumettre peu à peu. Nous connaissons leur administration; essayons d'expliquer leur politique.

Pour résister aux Numides et pour les vaincre, les Carthaginois avaient deux armes puissantes, l'habileté et l'or. Leur politique fomentait la désunion entre les diverses tribus numides et entre les

(1) *Tableau de la situation des établissemens français dans l'Algérie*, distribué aux chambres, février 1838. Voir page 257.

Numides et les Maures ou Gétules (1). Les Numides se partageaient ordinairement entre deux rois ou deux chefs, ainsi, au temps de la seconde guerre, entre Syphax et Massinissa. Il n'était pas difficile à Carthage d'exciter la guerre entre ces deux royaumes et de les affaiblir l'un par l'autre. Outre leur lutte, ces deux royaumes avaient encore d'autres causes de faiblesse. Selon les usages numides, la couronne passait de l'oncle au neveu, au lieu de passer du père au fils. De là, des rivalités et des guerres perpétuelles. Les prétendans ne manquaient pas de briguer à l'envi l'appui des Carthaginois, et ceux-ci, pour être mêlés de plus près encore à toutes ces querelles et les mieux entretenir, donnaient souvent les filles de leurs principaux citoyens en mariage à quelques-uns de ces princes numides. Ainsi Œsalces, oncle de Massinissa, avait épousé une nièce d'Annibal, et cette nièce d'Annibal, après la mort d'Œsalces, épousa Mezetulus, un autre chef numide qui disputait le trône à Massinissa. Ainsi la belle Sophonisbe, fille d'Asdrubal, épousa Syphax et ensuite Massinissa. Ces filles de Carthage, plus belles, plus habiles, plus instruites que les filles des Numides, acquéraient bientôt sur l'esprit de leurs maris un pouvoir absolu qu'elles employaient au profit de leur patrie originaire.

Ces mariages feraient croire que les Carthaginois visaient à s'unir avec les Numides et à ne faire qu'un seul peuple, comme avaient fait avec les Numides les Perses et les Mèdes de l'armée de cet Hercule que Salluste fait bénir et mourir en Afrique (2). Ce n'était pas là le système des Carthaginois. Ils voulaient être en Afrique un peuple privilégié et dominateur plutôt que se confondre peu à peu avec les habitans du pays, et ils acceptaient les Africains pour sujets et pour soldats, mais non pour concitoyens. Une histoire racontée par Tite-Live donne à ce sujet quelques renseignemens curieux. Il y avait dans l'armée d'Annibal un chef nommé Mutinès; il était de la race des Libyphéniciens, c'est-à-dire d'une race formée du mélange des Phéniciens et des Numides. Élève d'Annibal, il était brave, habile, entreprenant, et, à cause de son origine, chéri surtout par les Numides que Carthage avait à sa solde. Il fut envoyé en Sicile par Annibal pour servir sous les ordres d'Hannon et d'Épycides, qui commandaient dans cette île l'armée des Carthaginois. Bientôt Mutinès remplit la Sicile du bruit de son nom : il battit plusieurs fois les

(1) Sall., 21-22.

(2) Sall., *Bellum Jugurth.*, chap. 21,

Romains, et ses succès excitèrent la jalousie d'Hannon, son général, qui se plaignait avec colère qu'il lui fallût obéir à Mutinès, à cette moitié d'Africain et de Phénicien, lui général carthaginois, chargé des pouvoirs du sénat et du peuple carthaginois (1). L'armée d'Annibal était composée d'hommes de races et de langages différens, parce qu'Annibal tenait plus à la bravoure qu'à la pureté de l'origine, et qu'ayant quitté Carthage à neuf ans (il n'y rentra qu'à quarante-cinq ans) (2), il se souciait peu des maximes de gouvernement ou des préjugés de sa patrie. Mutinès était un des représentans de cette armée aventurière. Hannon, plus Carthaginois qu'homme de guerre, et surtout jaloux de Mutinès, lui ôta le commandement des Numides, et Mutinès irrité livra Agrigente aux Romains. Je ne veux faire sur cette histoire qu'une réflexion, c'est que les Carthaginois semblaient avoir, à l'égard de ces Libyphéniciens, nés du mélange des Phéniciens ou Carthaginois et des Africains, et qui étaient pour ainsi dire les mulâtres du pays, le même système que les Turcs d'Alger à l'égard des Coulouglis, qui étaient aussi une race née du mélange des Turcs eux-mêmes avec les femmes arabes. Ils ne les admettaient pas au partage du pouvoir militaire, c'est-à-dire de l'autorité souveraine, persuadés que, par le moyen de cette race intermédiaire, l'autorité passerait bientôt des mains de la race turque aux mains des habitans du pays, et que ce serait la chute du gouvernement des régences barbaresques. L'esprit de corps et l'orgueil de race l'emportait sur l'amour paternel, toujours faible d'ailleurs dans les pays de polygamie. La milice turque d'Alger, pour rester souveraine, excluait ses enfans du pouvoir. L'aristocratie commerçante de Carthage faisait de même à l'égard des Libyphéniciens. Il y avait des deux côtés dans cette exclusion un système politique suivi avec persévérance, parce qu'il reposait sur cette idée de la supériorité et de l'infériorité des races humaines les unes à l'égard des autres, idée fausse assurément, mais qui pourtant gouverne encore l'Asie, l'Afrique et l'Amérique, et qui, en Europe même, est le principe des vanités nationales et des vanités aristocratiques.

J'ai parlé de l'or des Carthaginois comme de l'autre de leurs armes contre les Numides. Avec cet or, ils faisaient deux choses : ils leur achetaient des hommes, et ils leur achetaient du blé. C'est avec ces soldats mercenaires que les Carthaginois recrutaient leurs armées. S'il

(1) Tite-Live, 25-40.

(2) Polybe, 15-19.

y avait eu chez les Numides le moindre sentiment d'unité nationale, ce recrutement aurait eu pour Carthage de grands dangers, car l'armée aurait pu s'emparer du pouvoir, et substituer en Afrique les Numides aux Carthaginois; mais avec leur idée de tribu et de famille, avec leur organisation morcelée et parcellaire, les Numides étaient incapables d'une pareille entreprise. Le service carthaginois était pour les tribus, divisées par leurs haines intestines, une occasion de se battre les unes contre les autres, et elles la saisissaient sans comprendre qu'en s'affaiblissant ainsi mutuellement, elles contribuaient à la grandeur de Carthage. Carthage, d'ailleurs, avait soin de composer ses armées de soldats pris dans des pays différens et parlant des langues différentes; de cette façon, ils ne pouvaient pas se concerter ensemble. Polybe (1) remarque avec raison que cela rendait les conspirations presque impossibles, mais qu'aussi, quand il y avait une sédition, il était difficile aux généraux d'apaiser les soldats, car il fallait parler à chacun dans sa langue, chose impraticable. C'est ce qui arriva dans la révolte des mercenaires : Hannon et Giscon ne pouvant pas se faire entendre de l'armée entière, la révolte recommençait d'un côté quand elle s'apaisait de l'autre. Il n'y avait dans cette foule furieuse qu'un mot, dit Polybe (2), un seul qui fût compris de tout le monde : Frappe! (Βαλλε), et quand un chef haranguait dans une langue pour apaiser les soldats, Βαλλε! s'écriaient les soldats d'une autre langue, craignant d'être trahis, et le chef était aussitôt lapidé. Rien ne peint mieux l'instinct de la sédition populaire que ce genre d'intelligence et d'union.

Dans ces armées mercenaires, les séditions étaient fréquentes, car il n'y avait aucun lien d'affection qui les attachât à la patrie, mais ces séditions étaient peut-être moins dangereuses que les révoltes d'une armée nationale. Une armée nationale, s'éprenant d'amour pour un général, eût pu créer une tyrannie durable. Avec une armée mercenaire, il n'y avait à craindre que des séditions. Ainsi, ce genre de recrutement, malgré ses dangers, convenait à une république de marchands comme était Carthage; il était dans les goûts du peuple, qui n'aimait pas le service militaire, et il était dans les intérêts de l'état. Il s'accommodait aussi aux mœurs des Numides, et cela est si vrai, que tous les peuples qui ont conquis l'Afrique, ont pris des Numides ou Maures à leur service. Nous avons aussi dans notre armée d'Afrique des corps d'indigènes, et le *Tableau des établisse-*

(1) Livre Ier, chap. 67.
(2) Id., chap. 69.

mens français en Algérie porte l'effectif de ces corps, pour 1837, à 5,825 hommes. Malheureusement, l'appendice qui suit ce tableau nous apprend que dans les corps indigènes il y a beaucoup de Français. Ainsi, dans les trois bataillons de zouaves, sur un effectif de 1,325 hommes, il n'y a que 281 indigènes. Dans la cavalerie, la proportion entre les indigènes et les Français paraît plus forte en faveur des indigènes, quoique l'appendice n'en donne pas le détail exact. Cependant il ne paraît pas que jusqu'ici le recrutement indigène nous ait beaucoup réussi en Afrique.

Outre des soldats, Carthage achetait aussi du blé aux Numides; par-là elle avait encore prise sur eux; de plus, ce commerce de blé était pour Carthage une affaire importante. Dans tous les temps en effet, dans l'antiquité comme de nos jours, le transport du blé des pays qui en regorgent dans les pays qui en manquent a été un des principaux soins du commerce, et dans tous les temps aussi, les blés de la mer Noire et les blés de l'Afrique septentrionale ont nourri l'Europe. Ce sont ses deux grands greniers d'approvisionnemens. Les Carthaginois se firent les facteurs d'un de ces grands greniers, intéressant de cette manière à leur prospérité l'avarice des Maures. Nous voyons dans Tite-Live, entre la deuxième et la troisième guerre punique, quand les Carthaginois vaincus et Massinissa se disputent la faveur des Romains, nous voyons quelles immenses quantités de grains Carthage et Massinissa offrent à l'envi l'un de l'autre aux Romains. Cette abondance de grains contredit ce que nous sommes habitués à entendre dire de la stérilité de l'Afrique. Comme tous les pays du monde, l'Afrique est stérile quand elle est mal cultivée. Polybe dit, dans l'éloge qu'il fait de Massinissa (1), que ce qu'il y a de plus beau dans la vie de ce prince, c'est qu'il démontra que la Numidie, qui jusqu'alors passait pour stérile, était, si on savait la cultiver, aussi fertile que tout autre pays. Il ensemença des champs d'une immense étendue, et ces champs devinrent d'une admirable fertilité. L'Afrique, sous les Romains, continua d'être avec l'Égypte le principal grenier de l'Italie, et lorsque Constantin donna à l'empire une seconde capitale, il décréta qu'Alexandrie et l'Égypte seraient chargées d'approvisionner Constantinople, et Carthage d'approvisionner Rome. Jusque dans ces derniers temps, l'Afrique a toujours fourni du blé à l'Europe. Avant 1789 (2), la compagnie française d'Afrique achetait sur les côtes de l'Algérie, et principalement sur

(1) Livre XXXVII, chap. 3.

(2) *Établissemens français*, 823.

celles de la province de Constantine, des quantités considérables de grains; c'était là une de ses principales sources de gain. De 1792 à 1796, nos provinces méridionales furent approvisionnées par les blés de la Régence. En 1829, un seul négociant d'Oran expédiait sur Gibraltar soixante-dix mille fanègues de blé et d'orge (la fanègue a cent deux litres). Ce n'est assurément pas là un pays stérile. Dans la province de Constantine, les Maures, protégés contre la concurrence des colons européens par la défense faite à ces colons de s'établir dans cette province, les Maures continuent de produire des grains qu'ils nous vendent, et de cette manière nous intéressons les populations indigènes à notre domination. C'était une des parties du système des Carthaginois.

Les Carthaginois ont eu de moins que nous deux grandes difficultés : d'abord le siége de leur domination était plus à l'est que le nôtre, et ils avaient affaire à un pays moins rude et à des peuples moins barbares, et cela est si vrai, que jusqu'ici notre domination a mieux réussi à Constantine, la plus orientale des provinces de la Régence, que partout ailleurs. De plus, ils n'ont pas eu à lutter contre le fanatisme religieux, et la différence de cultes n'envenimait point la guerre.

Quoi qu'il en soit, leur domination en Afrique a duré sept cents ans, et quand ils ont succombé, ce n'est point sous les coups des populations africaines, tant ces populations étaient affaiblies : c'est sous les coups de la fortune romaine, loin d'avoir jamais eu rien à craindre de l'Afrique, c'est à l'aide de l'Afrique elle-même qu'ils ont failli conquérir le monde, tant ils avaient su s'y créer de forces. Dans les guerres puniques, il ne s'agissait de rien moins en effet que de l'empire du monde, et Polybe proclame hautement (1) que, quel que fût des deux peuples celui qui eût vaincu, il était le maître de l'univers. La Grèce en décadence ne pouvait pas résister au vainqueur. Carthage succomba sous la puissance de Rome, non pas parce qu'elle fut attaquée en Afrique et qu'elle y était plus faible qu'ailleurs, car ce n'est pas Scipion qui le premier s'avisa de porter la guerre en Afrique; Régulus l'avait fait avant lui, et Agathocle l'avait fait avant Régulus. Carthage, selon la réflexion de Polybe, succomba parce qu'à l'époque des guerres puniques, elle touchait déjà à la vieillesse, tandis que Rome était encore dans toute la verdeur de la jeunesse, parce qu'il y a pour les états comme pour les hommes un

(1) Livre XXXVII, chap. 1.

âge de force et un âge de faiblesse. Mais comme un historien moraliste tel que Polybe ne peut guère se contenter de cette fatalité des choses humaines, il se hâte d'expliquer que ce qui faisait la faiblesse de Carthage et sa caducité, c'est que le peuple à Carthage s'était emparé du pouvoir, tandis qu'à Rome le sénat avait encore toute l'autorité, si bien que d'un côté c'était tout le monde qui gouvernait, et que de l'autre côté, c'étaient les meilleurs et les plus sages. Ajoutez que Rome avait encore toutes ses vieilles vertus, tandis que Carthage avait déjà poussé jusqu'à l'extrémité les vices de sa constitution sociale, l'esprit de gain, d'avarice et de vénalité. Ce que j'aime dans les historiens de l'antiquité, c'est que chaque peuple y fait sa propre destinée par ses vices ou par ses vertus; ils expliquent tout par la morale. Cela vaut mieux que d'expliquer tout par la nécessité, et cela même est plus clair.

II. — DE L'AFRIQUE SOUS LES ROMAINS.

De tous les conquérans de l'Afrique, les Romains sont ceux qui ont eu la meilleure chance, et c'est nous qui avons la plus mauvaise. Voici ce que je veux dire.

Les Romains prirent l'Afrique des mains des Carthaginois, et ce fut pour eux un grand avantage. Le travail de la civilisation était fait; ils n'eurent qu'à en hériter. Entre leurs mains, cette civilisation s'accrut d'une manière merveilleuse, et les plus beaux jours de l'Afrique sont assurément ceux de la domination romaine. Carthage, qu'Auguste avait rebâtie (29 avant J.-C.), devint bientôt la seconde ville de l'empire, et sa prospérité ne nuisit pas à la grandeur de Rome, comme l'avaient craint ceux qui reprochaient aux Gracchus l'idée qu'ils eurent les premiers de rebâtir Carthage. Placée au milieu de la contrée de l'Afrique la plus anciennement civilisée, à l'abri des invasions des Maures et des Garamantes, cette ville jouit pendant plus de quatre cents ans d'une paix et d'une sécurité admirables; car ce ne fut qu'en 424, et quand l'Afrique allait bientôt échapper aux Romains, qu'elle fut fortifiée. Ces jours de paix et de jouissance que Carthage partageait avec toutes les villes de l'empire romain n'étaient interrompus que par l'avarice des gouverneurs romains, et encore la province pillée avait-elle la consolation de pouvoir souvent faire condamner pour crime de concussion son préteur ou son proconsul. Parfois encore quelques courtes émeutes populaires troublaient le

repos de la ville, et les anciens n'ont pas dédaigné de mentionner, comme un trait distinctif des émeutes de Carthage et d'Alexandrie, la part tumultueuse qu'y prenaient les enfans (1), et ce trait, qui ne nous étonne plus, sert encore à montrer que Carthage et Alexandrie étaient vraiment des capitales, c'est-à-dire des villes où la curiosité et le goût du bruit tiennent dans les séditions plus de place que la colère et la haine.

Les loisirs de la paix eurent à Carthage l'effet qu'ils ont toujours : ils développèrent les esprits, favorisèrent les lettres et les arts et corrompirent les mœurs. Saint Augustin, dans ses *Confessions*, peint Carthage comme une ville pleine des plus impurs amours, et Salvien, censeur plus violent que saint Augustin qui n'accuse les autres qu'en s'accusant d'abord lui-même, Salvien représente cette ville comme l'égout des vices du monde entier, et prétend même qu'il est aussi extraordinaire de voir un impudique qui ne soit pas Africain qu'un Africain qui ne soit pas impudique. Cette licence de mœurs tenait au climat, mais elle tenait aussi au mélange des populations établies sur la côte d'Afrique. En effet, les peuples, ce qui est triste à dire, se mêlent plus par leurs vices que par leurs vertus. A côté de cette corruption, les lettres fleurissaient à Carthage, et il est à remarquer que quelques-uns des noms les plus éclatans de la littérature latine, dans les derniers temps, appartiennent à l'Afrique; ainsi Apulée, Tertullien, saint Cyprien, Arnobe, saint Augustin enfin. L'amour et le génie des lettres, languissans et presque morts à Rome, semblaient s'être ranimés en Afrique; et si les écrivains de l'Afrique n'ont pas la correction et l'élégance des rhéteurs de la Gaule, alors célèbres, ils ont plus de vivacité et plus d'énergie. Ils sont à la fois recherchés et forts; recherchés, parce qu'ils parlent une vieille langue; forts, parce qu'ils ont une véritable originalité qu'ils tiennent, les uns de leur climat et de leur génie, comme Apulée, les autres du climat, du génie et de la religion, comme saint Augustin. Ajoutons que les arts n'étaient pas moins cultivés que les lettres. Partout s'élevaient des monumens dont les ruines aujourd'hui frappent d'étonnement les soldats de notre armée d'Afrique, et je lisais dernièrement, dans une histoire de l'Algérie, par le docteur Wagner, écrivain allemand qui a fait, par curiosité, l'expédition de Constantine avec nos troupes, je lisais l'admiration de nos soldats, quand, marchant sur Constantine et fatigués de la tristesse de la route, ils découvrirent tout à coup les ruines de l'an-

(1) Polybe, livre XV, chap. 30.

cienne Calama, Ghelma. Personne, dit le docteur Wagner, ne s'attendait à cette rencontre, et ces grandes ruines jetées dans la solitude ranimèrent l'esprit de l'armée, qu'elles avertissaient d'une façon solennelle qu'avant la France il y avait eu un peuple qui avait conquis et civilisé cette terre, et qu'il n'y avait pas un coin de l'Afrique septentrionale, si stérile qu'il parût être, qui n'eût quelque monument imprévu du haut duquel Rome contemplait la France. Ainsi l'armée trouvait, pour ainsi dire, partout des témoins inattendus de son courage et de sa patience; ainsi les Romains avaient su pacifier et organiser l'Afrique. Mais Carthage, ne l'oublions pas, avait préparé cette grande œuvre.

La France en Afrique a eu plus mauvaise chance. Les Romains, en effet, n'avaient qu'à continuer l'œuvre commencée; nous avons tout à faire. Ils succédaient à un peuple civilisé; nous succédons à un peuple barbare. Depuis les Vandales, qui furent les premiers destructeurs, la civilisation n'a eu en Afrique que quelques momens à peine; mais ces trèves de la barbarie ont été courtes, et depuis le XVIe siècle surtout, depuis la fondation des régences barbaresques, l'Afrique n'a plus déchu par degrés de son ancienne prospérité; elle a été précipitée plus profondément chaque jour dans la barbarie. C'est à cette destruction progressive que nous succédons pour l'arrêter. De là, les efforts que nous avons à faire; de là, les difficultés que nous rencontrons. Le passé aidait les Romains; il lutte contre nous.

Quelle que soit la différence entre l'état de l'Afrique en 1830 et son état à l'époque de la conquête romaine, essayons pourtant d'expliquer les causes et les moyens de la domination romaine en Afrique, et recherchons surtout quels sont parmi ces moyens ceux qui sont encore applicables aujourd'hui.

Quand Scipion débarqua en Afrique, il connaissait déjà le caractère de ces Numides, dont Rome allait d'abord se servir contre Carthage et que plus tard elle devait combattre sous Jugurtha. Scipion savait déjà quelle haine divisait les deux royautés numides, celle de Syphax et celle de Massinissa. Lorsque Massinissa combattait sous les drapeaux des Carthaginois, Syphax était du côté des Romains; lorsque Syphax quitta les Romains pour Carthage, Massinissa alors quitta Carthage pour les Romains. L'histoire de Massinissa suffisait aussi pour montrer à Scipion avec quelle mobilité les tribus numides passaient d'un roi à l'autre. Cette histoire est un véritable roman (1).

(1) Tite-Live, livre XXIX, chap. 29 et suiv.

Forcé de revendiquer son royaume les armes à la main, d'abord vainqueur, bientôt vaincu, poursuivi avec acharnement jusque dans le désert, échappant avec peine à cette poursuite opiniâtre, cru mort, et sauvé des coups de ses ennemis par le bruit même de sa mort, Massinissa n'avait avec lui que deux mille cavaliers quand le lieutenant de Scipion, Lelius, aborda en Afrique, et c'est ainsi qu'il vint le joindre en fugitif plutôt qu'en allié. Mais dès qu'il marchait à côté des légions romaines, Massinissa ne doutait plus de sa victoire contre Syphax; il savait en effet l'irrésistible ascendant de l'infanterie romaine sur les Numides. Les Numides étaient excellens pour faire la guerre comme la faisaient entre elles les tribus africaines, une guerre de surprise et d'incursion; mais ils ignoraient l'art des batailles rangées, ils n'avaient pas d'infanterie, et la fougue de leurs cavaliers venait se briser contre l'immobilité des légions romaines.

Syphax avait la même idée que son rival Massinissa sur cette infériorité des Numides contre les Romains, faute d'infanterie régulière. Abd-el-Kader, de nos jours, en s'efforçant de créer une infanterie régulière, semble aussi faire le même aveu, et il est curieux de comparer les tentatives qu'avait faites Syphax pour remédier à cette cause de faiblesse, et celles qu'Abd-el-Kader fait maintenant dans la même pensée.

Syphax, dix ans avant la bataille de Zama, voulant passer du parti des Carthaginois dans le parti des Romains, envoya des agens aux deux Scipions, père et oncle de l'Africain, qui commandaient alors les armées romaines en Espagne. Les Scipions, à leur tour, envoyèrent à Syphax trois centurions, ne voulant pas sans doute risquer des ambassadeurs de plus haut rang, et ces trois centurions étaient chargés de promettre à Syphax l'amitié du peuple romain. Le roi barbare, s'entretenant avec eux de la manière dont les Romains faisaient la guerre et de leur discipline, comprit bientôt combien de choses il ignorait sur ce point, et il pria les centurions de lui rendre un grand service, comme à un ami et un allié du peuple romain; ce service était qu'un d'entre eux restât auprès de lui pour instruire ses troupes à la discipline romaine; les deux autres retourneraient rendre compte de leur mission. « Les Numides, disait Syphax (1), ne savent pas combattre comme fantassins; ils ne connaissent que les combats de cavalerie, et c'est ainsi qu'il avait appris lui-même à faire la guerre, selon les usages de ses ancêtres. Mais aujourd'hui, ayant à combattre les

(1) Tite-Live, livre XXIV, chap. 48.

Carthaginois, qui avaient une infanterie redoutable, il fallait qu'il leur opposât une force égale, il fallait donc qu'il eût de l'infanterie. Il ne manquait pas d'hommes pour faire des soldats, mais il n'avait personne qui pût les instruire aux manœuvres militaires; son infanterie n'était qu'une masse confuse qui combattait au hasard et sans règle. » Les centurions consentirent à la demande de Syphax, et Statorius, l'un d'eux, resta près du roi. Il instruisit les Numides dans la discipline romaine, les habitua à garder leurs rangs, à manœuvrer régulièrement, et parvint à créer une infanterie qui, dès la première bataille entre Syphax et les Carthaginois, décida la victoire en faveur de Syphax.

C'est à ce moment que les Carthaginois, fidèles à leur système d'opposer toujours les Numides aux Numides, décidèrent Gala, père de Massinissa, à s'allier avec eux, et Massinissa, âgé alors de dix-sept ans, unissant ses troupes aux *légions* des Carthaginois, c'est le mot dont se sert Tite-Live, vainquit Syphax dans un grand combat.

Cette prompte défaite de Syphax après sa première victoire prouve que cette infanterie formée par le centurion romain, et dont Syphax était fier, était encore très médiocre : elle était bonne contre les Numides, habitués au pêle-mêle de la guerre africaine; mais, quand elle rencontrait l'infanterie européenne et ces *légions carthaginoises*, comme dit Tite-Live, recrutées en Espagne et en Gaule, elle ne pouvait pas soutenir le choc. Cela s'est vérifié de nos jours non-seulement en Afrique, mais en Syrie, où les troupes égyptiennes, instruites par des officiers européens, ont battu aisément les troupes turques, et ont été battues à leur tour par les Européens. La barbarie, quand elle est encore toute pure, résiste souvent à la civilisation, parce qu'elle la déconcerte par la sauvage brusquerie de ses attaques; mais la demi-civilisation est toujours vaincue par la civilisation complète. Si les Carthaginois furent battus la première fois par Syphax, c'est qu'ils ne s'attendaient pas à combattre une infanterie régulière, et qu'ils s'étaient préparés seulement à une guerre d'Afrique; cette surprise causa leur défaite (1).

(1) Je remarque en passant que pareille chose leur était déjà arrivée dans leur guerre contre les mercenaires. Un jour, Hannon battit les mercenaires révoltés; mais, habitué qu'il était à combattre les Numides, qui, une fois dispersés, ne reprenaient plus leurs rangs, il ne songea point qu'il avait cette fois à combattre des troupes qui avaient fait la guerre en Sicile et en Espagne. Il ne poursuivit pas ses ennemis battus, et ceux-ci alors, reprenant leurs rangs, se retournèrent et battirent Hannon, qui se croyait trop tôt vainqueur.

Venons maintenant au détail des tentatives faites par Abd-el-Kader pour créer une infanterie régulière, et voyons si ces essais de civilisation européenne ont quelque chose de dangereux pour nous.

Abd-el-Kader a élevé sa puissance à l'aide des mœurs et des idées arabes, et il veut la maintenir et l'étendre à l'aide des arts et de la science de l'Europe. Cette tentative est hardie, mais elle est contradictoire. Abd-el-Kader parviendra-t-il à concilier cette contradiction, ou viendra-t-il y échouer et s'y perdre? C'est une grande question. Quoi qu'il en soit, il y a des choses de l'Europe et de la civilisation qu'il a voulu avoir, et avoir promptement, avec l'impatience de désirs naturelle aux barbares et aux sauvages, et qu'il a eues. Il a une infanterie régulière avec des tambours et de la musique, et cette infanterie manœuvre tant bien que mal à la manière européenne; il a des ingénieurs, des usines, des fonderies; mais quelle est la qualité de tout cela? la civilisation en effet a de nombreux degrés, et il y a une variété infinie dans la qualité des biens qu'elle procure. Tantôt son attirail est un moyen de force et de puissance, tantôt il n'est qu'un vain amusement et une trompeuse apparence, et, disons-le en passant, ce genre de duperie est ordinairement le propre des princes barbares qui, se prenant tout à coup d'une belle passion pour la civilisation, veulent l'imiter sans la connaître. C'est ce qui était arrivé au sultan Mahmoud, qui souhaitait avec une ardeur despotique toutes les merveilles européennes dont il entendait parler, et qu'on satisfaisait par des simagrées ou des miniatures de civilisation dont il ne comprenait pas la fausseté et le ridicule, faute d'avoir vu l'Europe. J'ai souvent entendu comparer le sultan Mahmoud à Pierre-le-Grand, et on mettait les échecs de Mahmoud sur le compte de l'inaptitude et de l'apathie de ses sujets. C'est une grande erreur selon moi. Pierre-le-Grand, quand il voulut civiliser la Russie, vint en Europe étudier la civilisation qu'il voulait imiter. Il ne la jugea pas, du fond de son palais, sur des échantillons apportés par des aventuriers ou des charlatans; il vint la voir, et de cette façon il échappa aux duperies. C'est la grande différence entre Pierre-le-Grand et le sultan Mahmoud, qui n'a connu et n'a emprunté de la civilisation européenne que ses dehors et ses trompe-l'œil, et parmi ces trompe-l'œil je mets sans hésiter la charte elle-même de Gulhané, qui est, pour ainsi dire, une œuvre posthume (et aujourd'hui morte) du sultan Mahmoud.

La réflexion que je viens de faire sur le sultan Mahmoud ne m'éloigne pas d'Abd-el-Kader, car, selon moi, les tentatives de civilisation européenne faites par Abd-el-Kader se rattachent à ce perver-

tissement de l'Orient, qui semble l'œuvre réservée à notre siècle. L'Orient, en ce moment, se corrompt plus qu'il ne se civilise, car, s'il gagne quant à la civilisation matérielle, il perd chaque jour quelques-uns des élémens de sa civilisation morale. Dirai-je enfin toute ma pensée? L'Europe assurément est assez savante pour instruire l'Orient; mais elle n'est pas assez vertueuse pour le civiliser, et les airs de moralité que nous prenons avec ce pauvre Orient ne nous vont guère, je le crains du moins. La régénération religieuse et morale de l'Europe devrait, de bonne foi, précéder la civilisation de l'Orient; alors nous aurions droit de nous ériger en législateurs. Enfin, je remarque dans l'histoire que, lorsque l'Orient est venu civiliser l'Occident, cela a toujours bien réussi pour deux raisons : la première, c'est que l'Orient apportait toujours à l'Occident une religion, *sacra deosque dabo*, dit Énée aux Latins : le culte est la forme, pour ainsi dire, nécessaire de toutes les civilisations introduites par l'Orient; la seconde, c'est que le génie européen est éminemment propre à perfectionner et que l'Europe a toujours su élever et épurer, même pour le culte, la civilisation qu'elle recevait de l'Orient. Au contraire, toutes les fois que l'Occident, devenu fort et puissant à l'aide des dons de l'Orient, a voulu à son tour civiliser l'Orient, cela a toujours médiocrement réussi, soit que l'Occident n'ait pas en lui la vertu génératrice et qu'il n'ait que la puissance de culture et de perfectionnement, soit que la civilisation, quand il la reporte en Orient, soit déjà vieillie et épuisée; et ce qui est curieux, c'est que la forme de la civilisation occidentale, c'est toujours la science et la politique et non la religion et le culte, l'idée de l'homme enfin plutôt que l'idée de Dieu. L'histoire de la Grèce vérifie ces remarques. Voyez les belles et grandes choses qu'a faites la Grèce avec le principe de civilisation qu'elle reçut primitivement de l'Orient; et lorsque, sous Alexandre, cette même Grèce se mit à civiliser l'Orient, que lui donna-t-elle? le règne des Lagides en Égypte et des Séleucides en Syrie, c'est-à-dire une époque sans force et sans vertu, où il n'y a plus de ces grands caractères qui élèvent l'histoire au ton du poème épique et la gravent dans la mémoire des peuples. Je sais qu'en parlant ainsi je contrarie l'école des publicistes qui regardent l'unité du monde grec ou du monde romain comme un grand bien, et qui espèrent pour l'Europe un avenir de ce genre. Cet avenir est possible et prochain, j'en ai peur; mais ces grands applatissemens de l'humanité sous le même niveau ne me tentent nullement, et même il n'y a de noms dans l'histoire, sa-

chons-le bien, que pour ceux qui ont fait ces terribles nivellemens, Alexandre, Scipion, César, Napoléon, parce que l'homme se souvient de ce qui l'écrase, et pour ceux qui y ont résisté et qui sont morts avec les lois et la liberté de leur pays, Démosthènes, Annibal, Aratus, Philopœmen, pour ceux enfin qui ont mieux aimé périr que s'incliner, quoiqu'il ne manquât pas aussi de gens pour leur dire qu'ils ne s'inclinaient que pour entrer dans la communion de la même civilisation.

La vie d'Abd-el-Kader depuis dix ans représente en miniature ces diverses phases du monde. Il est né et a grandi à l'aide de la civilisation orientale; il veut vivre et grandir encore à l'aide de la civilisation européenne. C'est le drame de l'humanité resserré dans la vie d'un homme. Fils d'un marabout respecté, c'est par une sorte d'inspiration religieuse que son père l'a désigné aux tribus qui cherchaient un arbitre dans leurs querelles; car Abd-el-Kader était un de ses derniers enfans. Il est petit, il est maigre, il a l'air faible; mais c'est un saint, c'est un prophète. Sa vie est pure et rigide; il a fait le pélerinage de la Mecque et il en a rapporté une amulette mystérieuse qui l'a sauvé déjà deux fois des mains des Français. C'est là ce qui a fait son autorité. Les tribus n'avaient pas besoin d'un chef militaire; elles avaient besoin d'un juge, et d'un juge inspiré par Dieu. C'est à ce titre seulement qu'elles pouvaient lui obéir. Abd-el-Kader n'a point de tribu particulière qui marche sous son étendart, et même il ne porte pas d'armes et ne combat pas. Il prie et il juge, voilà ses fonctions; mais c'est là le souverain pouvoir. Chef de tribu, il aurait des rivaux; prêtre et juge, il n'a que des fidèles et des cliens, tant la religion domine toutes choses en Orient, même la force. C'est donc par la religion et selon les mœurs et les idées orientales qu'Abd-el-Kader s'est élevé. C'est en prêchant la guerre sainte contre les Français, c'est en se faisant l'apôtre et le vengeur du mahométisme, qu'il s'est rendu puissant parmi les siens, redoutable parmi ses ennemis. Dans les commencemens d'Abd-el-Kader, tout est de l'Orient, rien n'est de l'Europe. Mais Abd-el-Kader avait vu la civilisation européenne; il avait vu quelle force elle donnait à ceux qui la possédaient, et il avait conçu l'idée de s'en servir pour consolider sa puissance. La civilisation orientale l'a fait prêtre souverain; il veut que la civilisation européenne le fasse roi. Pour cela, il faut une armée régulière et permanente, recevant une solde, et qui défende son pouvoir contre les armes des Français et contre la jalousie des chefs de tribus. Pour avoir une armée soldée, il faut des impôts réguliers; de là la nécessité

d'un système administratif. De plus il faut des armes pour équiper cette armée; de là la nécessité d'établir des fonderies, d'exploiter les mines de l'Atlas; de là le besoin d'ouvriers et d'ingénieurs habiles; de là enfin un perpétuel recours à l'Europe.

Le malheur pour Abd-el-Kader, et ce malheur est celui de presque tout l'Orient, c'est qu'il n'a eu pour premiers initiateurs venus de l'Europe que des ignorans ou des charlatans. L'église, quand elle envoie des missionnaires, choisit dans son élite. Je ne sais pourquoi les missionnaires de la civilisation moderne en Orient n'en sont ordinairement que le rebut. Ceux qui n'ont pas pu réussir en Occident, faute de talent ou faute de bonne conduite, vont instruire et civiliser l'Orient; l'Europe ne donne que ce qu'elle ne veut pas. Ainsi les instructeurs des troupes régulières d'Abd-el-Kader ne sont que des soldats qui désertent par esprit de vagabondage, ou des condamnés militaires qui fuient leur peine. Avec de pareils maîtres, l'infanterie régulière d'Abd-el-Kader n'est guère instruite. Elle est bonne peut-être à la parade et pour faire la guerre aux tribus arabes; mais, quand vient le jour du combat contre l'infanterie européenne, le Bédouin, n'ayant point confiance dans une discipline qu'il connaît mal, laisse là les manœuvres européennes, et reprend sa vieille manière de combattre. C'est à peu près l'histoire de l'infanterie régulière du roi Syphax, battant les Numides et battu par les légions carthaginoises. Même genre de maîtres : ici un centurion, qu'à Rome on traitait dédaigneusement de moitié soldat et moitié valet (1); là des déserteurs et des condamnés. Même résultat aussi : une demi-instruction qui vient échouer devant une instruction plus complète.

Abd-el-Kader n'a pas eu la main plus heureuse pour les ouvriers et pour les ingénieurs que pour ses instructeurs militaires. Quand, après le traité de la Tafna, Mouloud-Ben-Arach vint à Paris, comme envoyé d'Abd-el-Kader, il parvint à engager quelques ouvriers fondeurs et mécaniciens, et une sorte de contre-maître ou de chef d'atelier, nommé Guillaumin, se décida, par l'appât du gain, à se mettre à leur tête. Ils arrivèrent auprès d'Abd-el-Kader; mais les ouvriers ne savaient que la pratique de leur état, et le contre-maître n'en savait guère davantage. Or, dans un atelier de Paris ou de Londres, la pratique suffit, parce que tous les instrumens et tous les moyens de travail étant préparés d'avance, l'ouvrier peut aisément suivre sa routine. Mais, en Afrique, tout manque; il faut suppléer à tout par

(1) Tite-Live, livre XXX, chap. 28.

l'esprit d'industrie et d'expédient. Les ouvriers et le contre-maître de Ben-Arach furent déconcertés; ils perdirent confiance et ils perdirent crédit. Les Arabes ne crurent plus à une science qui avait besoin de tant de secours et de tant d'aides divers. Guillaumin découragé voulut quitter Abd-el-Kader, et, comme on le retenait presque captif, il s'enfuit; mais il fut assassiné dans le désert.

Un autre renégat français vint remplacer Guillaumin auprès d'Abd-el-Kader. Celui-là était le contraire de son devancier; il n'avait que la théorie des sciences; il avait tout appris dans les livres, et au nom de ses livres promettait monts et merveilles. Ainsi, l'émir a eu d'abord affaire aux deux défauts opposés de notre civilisation, la routine qui se trouble dès qu'elle ne retrouve plus ses habitudes, et la théorie bavarde et présomptueuse, qui croit savoir tout faire parce qu'elle n'a jamais rien pratiqué. La fièvre européenne des travaux publics sembla un instant avoir gagné les Arabes. Le renégat français, qui, pour mieux témoigner son dévouement, avait voulu porter le nom d'Abd-el-Kader, allait cherchant les chutes d'eau pour établir des usines, sondait les terres pour découvrir des mines, mesurait, alignait des terrassemens; puis, quand il fallut construire un fourneau pour fondre le minerai, il savait fort bien, il est vrai, de quelle manière le fourneau devait être construit pour perdre le moins possible de chaleur; mais il ne put pas fabriquer de bonnes briques pour faire son fourneau. On prétend cependant que, grace à un vieil ouvrier maure qui savait de père en fils l'art de fabriquer la brique, la civilisation est parvenue à construire son fourneau, et que l'émir a aujourd'hui une fonderie et une fabrique d'armes.

Le propre de cette civilisation vanteuse et gasconne qui s'est introduite auprès d'Abd-el-Kader, c'est de faire fermenter les imaginations. C'est ainsi qu'un autre renégat français, qui semblait remplir auprès d'Abd-el-Kader les fonctions de publiciste, et qui lui traduisait, dit-on, quelques-uns des articles de nos journaux, lui avait suggéré l'idée d'une ambassade et d'une alliance avec la Russie: tant il est vrai que les idées les plus chimériques et ce don de faire croire à l'impossible, qui est un des talens de la politicomanie moderne, ont déjà été essayés auprès d'Abd-el-Kader. Le malheur pour ces chefs à moitié barbares de l'Orient ou de l'Afrique qui veulent être civilisés, c'est qu'ils ne peuvent pas, faute d'expérience, pénétrer le vide de tous les projets qui les assaillent. Cherchant à expliquer les mœurs et les idées européennes, qu'ils ne connaissent pas, par les mœurs et les idées de l'Orient, ils font, quelle que soit

leur intelligence, les plus singulières bévues. On me contait par exemple qu'une espèce de courtier italien, chargé par Abd-el-Kader d'aller lui acheter des fusils en Europe, avait reçu de lui une grosse somme d'argent; et pour garantir à l'émir son retour, l'Italien lui avait laissé en dépôt deux femmes qui l'accompagnaient, deux aventurières qu'Abd-el-Kader accepta comme un excellent cautionnement, croyant qu'en Europe comme en Orient la femme est la propriété la plus sacrée de l'homme. A ce marché, l'Italien a gagné l'argent qu'il emporte et le gage qu'il laisse.

J'ai parlé avec quelques détails des essais de civilisation faits par Abd-el-Kader pour deux raisons : la première, c'est que nous verrons, en étudiant les moyens de domination des Romains en Afrique, combien le désir des princes numides d'être initiés à la civilisation a aidé à leur soumission; la seconde raison, c'est que je crois qu'Abd-el-Kader, en cherchant à fonder un état civilisé, loin de devenir plus redoutable pour nous, devient plus faible. Cette infanterie régulière qu'il forme à grand' peine, ces forteresses qu'il bâtit avec d'énormes dépenses, tout cela sont des prises que nous avons sur lui. Ce que je crains dans Abd-el-Kader, c'est l'Arabe, c'est l'arbitre religieux des tribus, c'est l'apôtre qui prêche la guerre sainte. Ce qui me rassure, c'est le civilisateur européen, c'est l'organisateur des impôts réguliers, c'est le novateur dupe. Le sultan Mahmoud s'est perdu par ce système. Le vice-roi d'Égypte n'y a réussi que tant qu'il a eu affaire aux Orientaux, et il a échoué dès qu'il a eu contre lui les Européens. Avant ces exemples récens, les rois numides en Afrique avaient enseigné par leur chute que la civilisation ne recule pas devant ses imitateurs, et qu'elle est toujours plus forte que ceux qui la contrefont.

La première chose que je remarque de la conquête romaine en Afrique, c'est sa marche : les Romains s'avancent de l'est à l'ouest, ils vont des Carthaginois aux Numides et des Numides aux Maures, et, grace à cet ordre de leurs conquêtes, ils vont d'un peuple plus civilisé à un peuple moins civilisé, de manière qu'ils sont plus forts à mesure aussi qu'ils trouvent plus d'obstacles dans leurs ennemis. La défaite de Carthage civilisée aide à la défaite de la Numidie demi-barbare, et la soumission de celle-ci aide à contenir dans l'obéissance la sauvage fierté des Maures. Notre marche en Afrique a été moins régulière et moins avantageuse, car, débarqués à Alger, nous avons eu affaire dès le début aux populations les plus barbares, et nous avons à dompter dans nos commencemens les ennemis que Rome n'a domptés qu'à la fin de sa conquête.

Une fois les Carthaginois écartés de la lice par la bataille de Zama, Rome n'avait plus devant elle en Afrique que les Numides. Jusqu'à Jugurtha cependant, la guerre n'éclata pas entre Rome et les Numides. Ce n'est pas que Massinissa lui-même, ce fidèle allié des Romains, ne comprît le sort que l'avenir gardait à la Numidie; mais il comprenait en même temps que cet avenir était inévitable. Parfois néanmoins il espérait être soulagé du poids de l'amitié romaine : ainsi Tite-Live (1) raconte qu'au moment de la guerre entre Rome et le roi de Macédoine, toutes les nations étant attentives à l'issue de cette lutte qui devait décider de l'empire du monde, Massinissa, qui envoyait aux Romains du blé, des troupes auxiliaires, des éléphans de guerre et son fils Misagenes, avait cependant fait ses plans pour l'une et l'autre fortune; « si Rome était victorieuse, il resterait tel qu'il était, car les Romains, qui alors soutenaient Carthage contre lui, ne permettraient pas qu'il envahît le territoire des Carthaginois; tandis que si les Romains étaient défaits, l'Afrique tout entière tomberait en sa puissance. » Rome l'emporta, et la politique du sénat continua à façonner peu à peu l'Afrique à son joug, tantôt poussant Massinissa contre Carthage, tantôt le contenant. Pendant ce temps-là, les chef numides s'instruisent aux mœurs et aux idées romaines. Vermina, fils de Syphax, Gulussa, Masgaba, Misagenes, fils de Massinissa, s'étudient à qui sera le plus Romain, à qui prendra le mieux le ton de la civilisation. Les fils de Massinissa viennent même plusieurs fois à Rome. Le sénat aimait que les fils des rois étrangers vinssent faire leur éducation à Rome. Il avait (2) accueilli avec plaisir les envoyés d'Ariarathe, qui amenaient à Rome le fils de ce roi de Cappadoce, afin, disaient-ils, qu'il s'habituât dès l'enfance aux mœurs et aux idées romaines. Jugurtha lui-même, pendant la guerre de Numance, avait servi sous le second Africain; il connaissait la civilisation romaine, surtout il en connaissait les vices, et c'est à l'aide de ces vices, à l'aide de la vénalité romaine, qu'il résista aux Romains. Il ne chercha pas à combattre la civilisation avec les forces maladroitement empruntées à cette civilisation; il la combattit par ses faiblesses, et voilà pourquoi il soutint si long-temps la lutte.

Après la défaite de Jugurtha, les Numides devinrent de plus en plus Romains, et quoique, sous Auguste, Rome ait encore laissé debout un royaume de Mauritanie (composé de la province d'Alger

(1) Livre XLII, chap. 29.
(2) Tite-Live, livre XLII, chap. 19.

et d'Oran), elle eut soin de donner ce royaume à Juba, un descendant de Massinissa, mais élevé à Rome, un savant, un littérateur, et dont Pline l'ancien a dit qu'il fut plus célèbre comme savant que comme roi (1). C'est ainsi que finissaient dans les loisirs de la littérature et dans une servitude parée du nom de royauté ces vieilles races barbares de la Numidie, peu à peu énervées par l'influence de la civilisation romaine.

J'ai parlé de Jugurtha : je ne veux faire sur la guerre que ce Numide soutint contre Rome, et qui fut le dernier effort de l'indépendance africaine, je ne veux faire qu'une seule réflexion. Je laisse de côté les ressemblances de tactique entre Jugurtha et Abd-el-Kader. Ce que je veux remarquer, ce sont les contre-coups que cette guerre avait dans le forum romain. J'ai souvent entendu dire à la chambre des députés, à l'occasion même de nos expéditions d'Afrique, qu'il était impossible de faire la guerre avec le genre de gouvernement que nous avons. Cette façon de discuter la justice et l'à-propos des expéditions, le talent et la conduite des généraux, affaiblit, dit-on, le ressort du commandement. Si quelques personnes ont jamais été tentées de se laisser aller à cette idée, qu'elles lisent la guerre de Jugurtha de Salluste, et elles seront bien étonnées de voir que la tribune romaine ne s'est pas fait faute d'attaquer les généraux qui commandaient contre Jugurtha, et que, loin qu'elle ait rien gâté par ses attaques, elle a servi les intérêts de la république. Jamais les partis ne furent plus acharnés qu'à ce moment. Ainsi un tribun du peuple ayant proposé une loi contre les fauteurs de Jugurtha, les patriciens voulurent éluder la loi par des délais et des ajournemens; mais, dit Salluste (2), le peuple, avec une obstination incroyable, délibéra, vota et sanctionna la loi, séance tenante, bien plus par haine de la noblesse que cette loi menaçait que par amour de la république. Tel est l'acharnement des partis. *Magis odio nobilitatis cui mala illa parabantur quam cura republicæ : tanta libido in partibus!* Eh bien! ces agitations et ces violences populaires eurent un bon effet sur la guerre de Jugurtha, car, au lieu des généraux envoyés jusque-là en Afrique, et que Jugurtha achetait d'abord et battait ensuite, Rome envoya Metellus et Marius; et quand ce dernier, avant son départ, disait au peuple (3) : « Ayez bonne confiance, Romains, dans l'issue de

(1) « Studiorum claritate memorabilior etiam quam regno. » (Pline l'ancien, 5-1-16.)

(2) *Bellum Jugurth.*, chap. 44.

(3) *Ibid.*, chap. 87.

la guerre de Numidie, car vous avez écarté tout ce qui jusqu'ici protégeait Jugurtha, la cupidité, la sottise et l'orgueil, » il avait raison, quoiqu'il eût raison avec l'insolence de l'esprit de parti. Dès que les Romains surent contenir leurs vices, Jugurtha perdit sa principale force, et il fut vaincu. Grace à Dieu, les torts de nos généraux ne ressemblent pas aux torts des généraux romains, et ils n'ont pas besoin, pour être réparés, des remèdes énergiques et violens qu'invente la colère populaire. Les discussions tempérés de nos chambres suffisent à réparer le mal, quand il y en a; et, selon moi, ces discussions aident au succès de nos expéditions, au lieu de leur nuire. Si le gouvernement n'avait pas trouvé dans les chambres une ferme résolution de garder l'Afrique, je suis persuadé qu'il n'aurait pas pu maintenir notre conquête, comme il l'a fait, et ces chambres qui discutent sur les expéditions et sur les généraux, ce qui déplaît à quelques adeptes du gouvernement militaire, ce sont elles qui ont sauvé Alger, au lieu de le perdre.

Nous venons de voir de quelle manière Rome a conquis l'Afrique. Les causes de sa conquête furent son habileté à opposer les Numides aux Carthaginois et les Carthaginois aux Numides, la supériorité de sa discipline, l'influence de la civilisation, qui corrompit ses ennemis, et enfin sa persévérance, qui fut infatigable. Voyons maintenant de quelle manière Rome a organisé et administré sa conquête; c'est ici surtout que nous trouverons des exemples à suivre et quelques-uns aussi à éviter.

Rome fut patiente pour conquérir l'Afrique, et elle fut patiente aussi pour la posséder. Ainsi, après la bataille de Zama, elle ne cherche pas à s'établir en Afrique, elle se contente d'étendre le royaume de Massinissa aux dépens du territoire de Carthage, sans cependant donner à son allié une trop grande prépondérance. On sait combien elle aimait à fonder des colonies dans les pays qu'elle avait conquis; c'étaient des garnisons et des forteresses contre ses ennemis. Cependant, après la seconde guerre punique, elle ne donne pas encore des terres à ses soldats en Afrique, mais en Italie, dans le Samnium et dans l'Apulie (1). Avant de coloniser l'Afrique, Rome veut d'abord que l'Italie soit tout entière romaine; ce n'est que plus tard, entre la troisième guerre punique et la guerre de Jugurtha (146-118 avant J.-C.), que Rome ouvrit l'Afrique aux Romains et aux Italiens. Ils s'y

(1) « De agris veterum militum relatum est qui in Africâ bellum perfecissent: emensus divisusque ager Appulus et Samnes. » (Tite-Live, 31.)

jetèrent avec empressement : près de cent ans d'influence ou même de domination romaine avait préparé leur arrivée, et ils s'établirent dans les villes principales de l'Afrique. Quand Adherbal, poursuivi par Jugurtha, qui venait de faire tuer Hiempsal, s'enfuit à Cirtha (Constantine), ce sont des Romains ou des Italiens (1) qui défendaient la ville contre Jugurtha (2). Il y avait donc dès cette époque à Constantine (118 avant J.-C.) un grand nombre d'Italiens établis, plutôt sans doute comme commerçans que comme propriétaires, car Salluste dit plus bas (3), en parlant de Vacca ou Vaga, ville numide qui était le principal marché de la Numidie, que beaucoup d'Italiens y habitaient et y faisaient le commerce. Les commerçans italiens précédèrent donc en Afrique les propriétaires romains; et quand ceux-ci s'y installèrent enfin, la conversion de la Numidie aux mœurs et aux idées romaines était déjà à moitié faite. Sous l'empire, au commencement du règne de Vespasien, il y avait dans la Mauritanie césarienne (province d'Alger) treize colonies romaines, et dans la Numidie (qui comprenait la province de Constantine) douze colonies (4). Mais il ne faut pas croire que ces vingt-cinq colonies représentent en Afrique tout ce qui appartenait aux Romains; la propriété romaine en Afrique était à cette époque bien plus étendue; les grands de Rome y possédaient des domaines immenses, et Pline dit qu'il y avait six propriétaires qui possédaient, entre eux six, la moitié de l'Afrique, quand Néron les fit périr. Cette phrase curieuse nous explique à la fois l'étendue de la propriété romaine en Afrique et sa constitution.

Que résulte-t-il de ces faits? d'abord que la propriété romaine fut lente à s'établir en Afrique, et que les Romains attendirent prudemment que la conquête fût complète pour se substituer aux propriétaires du pays. Mais une fois commencée, cette substitution fut rapide, et la propriété romaine s'organisa en Afrique comme elle était alors organisée en Italie, c'est-à-dire qu'il y eut d'immenses domaines appartenant à un très petit nombre de grands, et cultivés pour eux

(1) Des Italiens plutôt que des Romains, Salluste disant, chap. 28 : « Italici quorum virtute mænia defensabantur. »

(2) « Et nisi multitudo togatorum fuisset quæ Numidas insequentes mænibus prohibuit... » (Sall., chap. 24.)

(3) Chap. 51.

(4) Introduction de M. Dureau de La Malle aux *Recherches sur l'histoire de la partie de l'Afrique septentrionale connue sous le nom de régence d'Alger*, Imprim. royale, 1835, pag. 14.

par des esclaves. La grande propriété, dit Pline, a fait la ruine de l'Italie, *latifundia Italiam perdidere*, parce que, substituant la grande exploitation à la petite, il arriva de là que le jour où le grand propriétaire était, ou proscrit par les empereurs, ou forcé d'aller s'établir à Byzance, ou ruiné par les incursions des barbares (et ce furent là, selon les temps, les trois causes principales de la chute des grandes familles romaines), ce jour-là, il y avait la moitié ou le quart d'une province livrée à l'abandon et à la stérilité, et la campagne romaine ne s'est jamais relevée de ce coup porté à sa vieille fécondité. En Afrique, le genre de culture du pays se prêtait fort bien à la grande propriété, car c'était un pays à blé : l'aristocratie romaine s'y fit donc aussi de vastes domaines dont le revenu était sûr, car c'était le blé de l'Afrique qui nourrissait Rome et l'Italie. Ici nous touchons à un des plus curieux rapports établis entre Rome et l'Afrique.

En agriculture comme en politique, les Romains avaient l'avantage, en Afrique, d'hériter des œuvres des Carthaginois. Carthage honorait toutes les sources de la richesse, l'agriculture comme le commerce; et un de ses plus grands hommes, Magon, après avoir long-temps commandé les armées, revint cultiver ses champs et écrivit sur l'agriculture un ouvrage si estimé, qu'après la prise de Carthage le sénat ordonna qu'il fût traduit en latin. Rome trouva donc l'Afrique fertile et cultivée, grace aux soins des Carthaginois, non que ceux-ci eussent cherché à introduire partout en Afrique les meilleurs procédés de culture et à changer brusquement les habitudes de l'agriculture indigène. Les peuples qui veulent fonder quelque chose ne commencent pas par tout déranger. Carthage laissa aux peuples indigènes leur vieille agriculture, et elle les obligea à cultiver assidûment leurs terres, en se faisant payer en blé le tribut qu'elle leur avait imposé. Mais autour de Carthage, et dans les lieux où les Carthaginois n'avaient ni périls ni ennemis, l'agricultnre était plus parfaite : c'est là qu'on suivait les préceptes savans de Magon; c'est là que, selon sa manière fondamentale, les citoyens de Carthage venaient s'établir dans leur maison des champs, après avoir d'abord vendu leur maison de ville, afin de n'être point moitié citadins et moitié campagnards, ce qui est la manière de ne faire de bonnes affaires nulle part. Il y avait donc, en Afrique, sous les Carthaginois, en allant des côtes vers les montagnes qui fermaient l'intérieur du pays, il y avait plusieurs degrés d'agriculture, depuis l'agriculture savante des Carthaginois, jusqu'à l'agriculture plus grossière des indigènes. Mais peu à peu, et par le progrès naturel du temps, ces degrés se touchaient de plus près,

et l'agriculture s'améliorait de proche en proche. Après la conquête romaine, comme la propriété ne passa pas tout à coup entre les mains des Romains, et que la substitution se fit lentement, il n'y eut point de secousse ni d'interruption dans la culture du pays : la terre fut toujours cultivée, et l'Afrique garda sa fertilité.

A la même époque, les campagnes de l'Italie se changeant peu à peu en jardins de plaisance pour satisfaire au luxe des patriciens de Rome, l'Afrique fut chargée, avec la Sicile, de nourrir l'Italie, devenue trop fière pour gagner son pain à la sueur de son front. Rome ne demandait plus à ses empereurs que du pain et des spectacles, et l'Afrique était excellente pour ces deux choses, car elle avait beaucoup de blé et beaucoup de bêtes féroces, qui venaient, dans les jeux du cirque, se déchirer entre elles ou déchirer des hommes pour amuser les Romains. De là, l'importance qu'avait pour les empereurs la province d'Afrique. L'Afrique tenait, pour ainsi dire, entre ses mains le destin des empereurs; en effet, quand le peuple romain était affamé ou oisif, il se révoltait et détrônait ses maîtres. C'était une femme qui, sous Néron, avait la première compris ou révélé ce secret d'état. Crispinilla, qui (1) avait été la première maîtresse de débauche de Néron, passa en Afrique pour faire révolter Claudius Macer, et sa première arme contre Galba était d'affamer Rome en arrêtant l'annone (l'envoi annuel du blé destiné à la nourriture du peuple). Quand Vespasien disputa l'empire à Vitellius, ce fut aussi en s'emparant de l'Égypte et de l'Afrique, les deux greniers de l'empire, qu'il chercha à détruire son adversaire (*clausis annonæ subsidiis, inopiam ac discordiam hosti facturus*). Non-seulement la vie du peuple romain et le repos de l'empire dépendaient des récoltes de l'Afrique; ils dépendaient aussi des flots et des vents. Sous Claude, les vents ayant retardé l'arrivée du blé d'Afrique, Rome n'avait plus que quinze jours de vivres (2), ce qui causa une sédition. Le peuple entoura Claude, qui rendait la justice sur son tribunal, et le poussa avec des cris tumultueux jusque dans un coin du forum, où le pauvre empereur fut à grand'peine délivré par les prétoriens, qui dispersèrent la foule. Autrefois, s'écrie Tacite à ce sujet, c'était l'Italie qui nourrissait les pays les plus éloignés; aujourd'hui, elle ne peut même plus se suffire à elle-même; ce sont les sueurs de l'Afrique et de

(1) Tacite, *Hist.*, I.
(2) Id., *ibid.*, XII.

l'Égypte qui nous nourrissent, et la vie du peuple romain est livrée aux hasards de la mer!

Jusque dans les derniers temps de l'empire, l'Afrique garda le privilége de nourrir Rome. A cette époque, Rome, déjà moins fière, ne demandait plus à ses maîtres que du pain (1), et ce pain, Gildon le retenait, s'étant révolté en Afrique contre l'empereur Honorius. C'est alors aussi que Salvien disait avec une cruelle ironie que les barbares, en prenant l'Afrique, avaient pris l'ame de la république, parce qu'aux yeux du censeur chrétien, cette vieille société matérialiste n'avait d'ame que le pain qu'elle mangeait.

L'annone africaine étant un des ressorts du gouvernement impérial, je m'explique aisément comment Néron fit périr les six propriétaires de la moitié de l'Afrique. Néron gagnait doublement à leur mort : d'abord il se débarrassait d'hommes qui pouvaient, par la famine, exciter une sédition à Rome, et de plus, par la confiscation de leurs biens, il enrichissait le domaine impérial et le mettait en état de satisfaire à la faim du peuple romain, la faim, seule et dernière mais terrible puissance qu'eût gardée le peuple romain. Les domaines confisqués faisaient en Afrique une administration particulière dont le chef s'appelait le préfet des fonds patrimoniaux, *præfectus fundorum patrimonialium*, tant on s'inquiétait peu de dissimuler l'origine de ces biens. Je m'explique aussi comment on interdisait l'Afrique aux exilés; ce n'était pas seulement parce qu'ils y auraient trop retrouvé les douceurs de la civilisation romaine : c'est parce que les empereurs ne se souciaient guère de peupler de mécontens une province dont dépendait le repos de l'empire.

Ainsi, sous les Romains, l'Afrique était admirablement fertile, puisqu'elle nourrissait l'Italie. Ainsi la propriété était entre les mains des Romains, puisque les empereurs reprenaient par la confiscation ce que les grands de Rome avaient pris peut-être aux indigènes par l'expropriation; mais l'expropriation, j'ai besoin de le répéter, s'était faite lentement et à mesure que la puissance romaine s'était consolidée.

Nous venons de voir l'état de l'agriculture et l'état de la propriété; voyons maintenant l'organisation du gouvernement des Romains en Afrique. Je ne parle pas ici de la hiérarchie administrative des employés romains en Afrique; je parle des moyens à l'aide desquels le pays était gouverné.

(1) Nunc pabula tantum, dit Claudien,
Roma precor!

Ce qui fait, à mes yeux, le mérite principal du gouvernement des Romains, c'est sa diversité infinie. Ils ne s'étonnaient pas des différences de mœurs, de lois et d'institutions, et ne cherchaient pas à établir l'uniformité. Ils avaient le génie de gouvernement et non l'esprit de système. Rome laissait à chaque peuple et à chaque cité ses lois et ses institutions locales. Sous les Romains, les Grecs avaient encore leurs places publiques, leurs orateurs, leurs luttes de paroles; ils avaient des partis et des haines; ils s'exilaient, ils se condamnaient les uns les autres; ils se trouvaient presque libres, se sentant toujours divisés et ennemis. Sous les Romains, les villes de l'Italie avaient gardé leurs municipes. Le monde enfin avait été conquis sans être dérangé, et voilà pourquoi il obéissait aisément. Nulle part cette sage diversité du gouvernement des Romains n'est plus sensible qu'en Afrique. Comme il y avait en Afrique, entre les diverses populations, différens degrés de civilisation, les Romains ne songèrent pas à gouverner les unes comme les autres, et ils approprièrent leurs moyens de domination ou d'influence au caractère de la population et de la contrée. Jusqu'à la conquête définitive de l'Afrique, c'est-à-dire jusqu'à la réduction en provinces romaines de la Mauritanie césarienne et de la Mauritanie tingitane (43 ans après Jésus-Christ), Rome eut pour politique de gouverner le pays par l'entremise de princes indigènes. Ainsi, après la prise de Carthage, elle fit, il est vrai, d'une partie des possessions carthaginoises une province romaine; mais elle agrandit le royaume de Numidie. Après la destruction de Jugurtha, elle conserva encore ce royaume de Numidie, qu'elle affaiblit seulement en augmentant le royaume de Mauritanie, que possédait Bocchus, qui lui avait livré Jugurtha. César, après la défaite de Juba Ier, fit de la Numidie une province romaine, et Auguste des deux Mauritanies, la Césarienne et la Tingitane (les provinces d'Alger et d'Oran), fit aussi une province romaine; mais bientôt il reconnut qu'il s'était trop hâté, et, alors prenant une portion de la province de Numidie, il en créa un royaume qu'il donna à Juba II. Puis, quand l'influence de cette ombre d'un pouvoir national eut apaisé les haines qu'avait excitées contre Rome le gouvernement de l'historien Salluste, qui pilla effrontément sa province et revint à Rome écrire de belles phrases contre les patriciens déprédateurs du siècle de Jugurtha, Auguste reprit à Juba ce royaume de Numidie et lui en fit un autre des deux Mauritanies, encore quelque peu barbares. Juba les façonna à leur tour au joug de Rome, et, l'œuvre accomplie, Rome reprit à son fils Ptolémée ce nouveau royaume. Après la réduction

de ce royaume en province romaine, Rome ne renonça même pas encore à se servir en Afrique de l'entremise des chefs indigènes.

Sur les côtes, tout était Romain, les magistrats et les habitans, les lois et les mœurs; mais dans l'intérieur du pays, et surtout dans les deux Mauritanies, le pouvoir était partagé avec les chefs des tribus indigènes. Là, le gouvernement était mixte comme la population elle-même. L'histoire de la révolte de Firmus sous Valentinien fait connaître l'état singulier de ce pays. Nous y voyons des espèces de principautés désignées par les Romains sous le nom de *fundi*, ayant une petite forteresse qui sert de centre et où habite le chef. Ce chef paie tribut aux Romains; il est pourtant presque indépendant. Ainsi Firmus est fils d'un petit roi maure de ce genre, nommé Nubal, et ce Nubal a beaucoup d'enfans, dont les uns sont au service des Romains, comme Zamma et Gildon, et dont les autres sont des chefs de tribus, tantôt soumises aux Romains et tantôt révoltées. Parmi ces tribus habitent des Italiens, des chrétiens, dont les évêques sont même employés par Firmus auprès du général Théodose pour obtenir la paix. Souvent aussi la même peuplade a un chef indigène et un préfet romain. C'est enfin le plus singulier mélange d'autorités diverses et d'idées contradictoires, car les mêmes tribus qui se révoltent contre Rome semblent cependant lui reconnaître une sorte de suprématie et le droit de conférer le pouvoir. Ainsi, quand Firmus (1) se déclare indépendant, c'est un tribun des troupes romaines, passé sous les drapeaux des rebelles, qui le couronne avec un collier militaire, et cet ornement semble un diadème légitime, parce qu'il est romain. Il y a plus : les tribus indépendantes des montagnes ne reconnaissent pour chef que celui à qui l'empereur a conféré les insignes du commandement (2). Singulier hommage rendu à la grandeur romaine, et qui n'a point droit de nous étonner, car au moyen-âge il fallait que les empereurs d'Allemagne allassent aussi se faire couronner à Rome, qui semblait encore le sanctuaire du pouvoir. Les empereurs pouvaient combattre le pontife romain, mais ils devaient recevoir de lui l'investiture souveraine.

Qu'il me soit permis, à ce sujet, de faire un rapprochement et une réflexion.

Cette idée que les Maures avaient des Romains et de leur droit de

(1) Ammien Marcellin, liv. XXIX, chap. 5.

(2) « C'est la loi chez les Maures, même quand ils sont en guerre avec les Romains, de ne prendre pour chef que celui que l'empereur a investi de ce titre. » (Procope, *de Bello Vandalico*, livre Ier, chap. 25.)

suprématie, nous l'avons retrouvée en Afrique, et nous nous en sommes servis; mais nous ne nous en sommes pas servis avec assez de confiance. Habitués à obéir au maître d'Alger, les Arabes, après la conquête, nous demandaient des chefs, et nous leur en avons donné. Malheureusement ils se sont bien vite aperçus que nous n'avions pas, en leur donnant des chefs, la même idée qu'ils avaient en nous les demandant. Comme c'est le peuple le moins révolutionnaire du monde, quoique le moins docile au joug, ils paraissent croire que le pouvoir n'est pas quelque chose d'humain et qu'on peut créer à volonté. Aussi ils le cherchent non point en eux-mêmes, non point dans la tribu rassemblée, ils le cherchent dans ce qu'ils sentent au-dessus d'eux, dans la force victorieuse et conquérante qui brise les murailles, ou dans la religion qui inspire les prophètes, dans les Français qui ont conquis Alger, ou dans le descendant des marabouts, dans Abd-el-Kader. Quant à nous, notre tort peut-être, c'est de n'avoir pas cru davantage à la légitimité de notre pouvoir. Mais, hélas! comment croire en Afrique que le pouvoir est quelque chose de divin quand on vient à Paris de le briser en trois jours comme quelque chose d'humain, et de le briser justement, si bien que contre l'idée de la divinité du pouvoir il y avait pour nous les deux plus puissans argumens de la terre, le souvenir de son injustice et l'exemple de sa faiblesse? Voilà, disons-le franchement, ce qui nous a trompés; voilà pourquoi il nous a paru tout simple, à la Tafna, de traiter avec Abd-el-Kader. N'était-ce pas un pouvoir légitime, puisque c'était un pouvoir né du pays et créé par le consentement des tribus? Aussi l'avons-nous reconnu, et par là nous lui avons, pour ainsi, dire donné l'investiture qui lui manquait, et nous l'avons donnée, ce qu'il y a de pis, en révélant du même coup aux Arabes que nous ne croyions pas avoir le droit de la donner.

Mieux avisés que nous de ce côté, les Romains ont toujours paru penser qu'il y avait en eux je ne sais quel droit mystérieux de commandement.

Tu regere imperio populos, Romane, memento.

Ils se sont crus nés pour l'empire; aussi ont-ils régné. Dès la république, le sénat, quand il voulait récompenser les rois alliés, leur envoyait quelques insignes des magistratures romaines, une chaise curule, un bâton d'ivoire (1), comme pour consacrer et fortifier par

(1) Voyez Tite-Live, 30-15. — « Tibère donne au roi de Mauritanie Ptolémée *scipionem eburnum, togama pictam, antiqua patrum munera.* » (Tacite, 4-26.)

là leur pouvoir, et c'est dans ce sens que ces emblèmes d'autorité étaient reçus. Plus tard, les empereurs conféraient aussi aux rois barbares les titres de patrice et de consul, avec les marques distinctives de ces dignités, et ces rois croyaient que cela ajoutait quelque chose à leur puissance, tant le pouvoir suprême semblait appartenir naturellement à Rome.

Au surplus, la domination romaine en Afrique n'était pas seulement représentée par cette investiture que les chefs maures venaient lui demander; elle avait d'autres moyens de force. Outre les légions qui campaient en Afrique, il y avait, sur les frontières des possessions romaines, des colonies militaires sous le nom de *milites limitanei*, qui cultivaient et défendaient le sol. Ces soldats se mêlaient par des mariages aux habitans du pays et formaient une population mixte, mais où dominaient les mœurs et les idées romaines.

Ainsi, dans le gouvernement des Romains en Afrique, il n'y avait rien de systématique; tout était divers, parce que le pays lui-même avait des degrés fort divers de civilisation : sur la côte où les Romains avaient depuis long-temps remplacé les Carthaginois, tout était romain, lois, mœurs et langage, et quand saint Augustin haranguait les habitans de ces villes maritimes, il traduisait en latin les proverbes puniques, parce que son auditoire n'entendait pas le punique (1). Autour de ces villes, les terres appartenaient aux grands propriétaires romains ou au fisc, qui les faisaient cultiver par les anciens possesseurs, déjà réduits à l'état de serfs. Au-delà de cette bande plus ou moins large des villes et des terres romaines en Afrique, étaient les *fundi*, habités par des tribus sédentaires gouvernées par des chefs du pays, et parmi ces chefs, les uns se faisaient tout-à-fait romains et servaient sous les drapeaux des empereurs, les autres restaient plus isolés et plus indépendans. Outre les Maures sédentaires des *fundi*, il y avait des Maures nomades qui dépendaient aussi des Romains, car les Maures étaient tour à tour nomades ou agriculteurs, selon la nature de la contrée qu'ils occupaient. A côté des *fundi*, étaient les colonies militaires, sorte de garnisons romaines placées sur la frontière. Au-delà, enfin, étaient les populations indépendantes, qui, pourtant, n'avaient de chefs que ceux que Rome investissait du commandement. Il y avait donc en Afrique trois zônes différentes, la zône civilisée, celle de la côte et des terres placées

(1) « Proverbium nostrum est punicum, quod quidem latine vobis dicam, quia punice non omnes nostis. » (Serm. 25.)

autour des villes, la zône demi-civilisée et demi-barbare, celle des *fundi* et des colonies militaires, et enfin la zône barbare.

Avec quelque sagesse que le gouvernement des Romains fût approprié à ces différentes zônes, il y a une chimère cependant que Rome n'a jamais possédée, je veux dire cette Afrique tranquille et calme que nous rêvons impatiemment, cette Afrique pleine de tribus maures résignées au joug, et de villes européennes vivant doucement sous la loi de gouverneurs toujours justes et toujours honnêtes. Pendant la domination romaine, l'Afrique civilisée se plaignait fort souvent de ses gouverneurs, tantôt à tort, tantôt avec raison, et l'Afrique barbare se révoltait aussi fort souvent. C'est par ces deux derniers traits que je veux finir le tableau de la domination romaine en Afrique, ne fût-ce que pour nous engager à ne pas croire trop de mal de nous et de nos efforts en Afrique, en croyant trop de bien de nos devanciers.

Les plaintes que les villes africaines adressaient à l'empereur et au sénat romain accusaient parfois la cruauté des gouverneurs, mais plus souvent leur cupidité; car c'est là le vice dominant des vieilles civilisations. La cruauté était ordinairement condamnée, et la cupidité acquittée. Tacite explique cela d'une façon piquante et d'un mot : « Silvanus, dit-il, fut absous, il était riche, sans enfans et vieux; mais sa vieillesse dura plus que la vie de ceux qui l'avaient absous pour en hériter. » Quelquefois aussi le gouverneur était accusé parce qu'il était juste et ne voulait pas céder aux prétentions des habitans; ainsi les Cyrénéens, s'étant emparés des terres qui faisaient partie du domaine public, accusaient vivement Acilius Strabon qui les revendiquait au nom de l'état (1).

Pendant que l'Afrique civilisée faisait des procès à ses gouverneurs, l'Afrique barbare se révoltait. La révolte de Tacfarinas, sous Tibère, a cela de curieux, qu'elle éclata au moment où la puissance romaine semblait le plus affermie, comme pour montrer qu'il y a dans toutes les dominations établies en Afrique un coin d'instabilité qu'on ne peut pas éviter, mais qu'il ne faut pas s'exagérer par la crainte. Tacfarinas était un Numide qui avait servi d'abord sous le drapeau des Romains, mais qui, ayant déserté, s'était mis à la tête d'une bande de pillards. Quelques incursions heureuses ayant enrichi sa bande, il eut bientôt une petite armée, et enfin il devint le chef des Musulans, nation puissante qui, selon Tacite, vivait près des déserts

(1) Tacite, 14-18.

de l'Afrique et ne connaissait pas l'usage des villes et des maisons. Furius Camillus, proconsul d'Afrique, marcha contre lui et le vainquit. Depuis le sauveur de Rome, les Furius Camillus étaient restés obscurs. « Cette obscurité, dit Tacite, fit que Tibère loua volontiers Camille dans le sénat, qu'il lui fit accorder les insignes du triomphe, et que même cette gloire ne lui coûta pas la vie. » Mais le propre des guerres d'Afrique, nous le savons, c'est que les victoires y sont inutiles. Tacfarinas, quoique vaincu, reparut bientôt, et évitant le combat, fuyant quand il était attaqué, attaquant quand les Romains rentraient dans leurs camps fortifiés, il prolongeait la guerre et les périls de l'Afrique. Il fallut envoyer de Rome des troupes et un général, et Tibère choisit Blesus, l'oncle de Séjan. Le succès justifia ce choix de faveur. Avant l'arrivée de Blesus en Afrique, Tacfarinas, enorgueilli de ses succès, avait osé proposer la paix à l'empereur en demandant des terres pour lui et pour ses troupes. Nous reconnaissons là la demande que feront plus tard les barbares du Nord, et voilà comment l'empire sera, pour ainsi dire, disloqué et pénétré de tous côtés par les barbares avant d'être conquis. Blesus reçut de Tibère l'ordre de chercher à gagner les soldats de Tacfarinas par l'espoir du pardon ou des récompenses, mais de s'emparer du chef, à quelque prix que ce fût. J'aime cette colère de Tibère à l'idée de traiter avec Tacfarinas, et ce soin qu'il met à ne pas reconnaître en Afrique d'autre puissance que celle de Rome. Blesus fit la guerre dans cet esprit, et ce qui était de bonne politique fut aussi une bonne stratégique. L'art de Tacfarinas était d'éviter les batailles rangées, de partager son armée en petites bandes et de multiplier ses attaques. Blesus l'imita pour le vaincre. Il lui fit, si je puis ainsi parler, une guerre de gendarmerie; il avait d'abord partagé son armée en trois corps; il la partagea bientôt en petits détachemens, avec un centurion d'une valeur éprouvée à la tête de chaque détachement, et le pays fut couvert d'un réseau de soldats romains, qui rendit vaines toutes les ruses de Tacfarinas. Cependant Blesus ne prit pas Tacfarinas; il retourna à Rome, et eut une statue couronnée de lauriers. « Mais, dit Tacite, il y avait déjà à Rome trois statues couronnées de lauriers en mémoire de nos victoires en Afrique, et cependant Tacfarinas ravageait encore la province. » Tibère, après le succès de Blesus, s'était attaché à faire croire que la guerre était finie; il avait même rappelé une légion, et Dolabella, proconsul d'Afrique, n'avait pas osé la retenir, craignant moins les échecs d'une guerre que la colère du prince. Tacfarinas alors, profitant de cette faute, répandit partout que « l'empire romain était attaqué de toutes

parts, et que c'était pour cela que les légions abandonnaient peu à peu l'Afrique; que le moment était venu de changer en fuite cette retraite. » Dolabella, quoiqu'il eût peu de troupes, marcha hardiment contre lui, et, s'aidant des troupes de Ptolémée, roi de Mauritaine, il partagea, comme Blesus, son armée en plusieurs corps, et enfin, grace à la rapidité de ses marches, il parvint à surprendre son ennemi. Le combat fut sanglant, mais les Romains furent vainqueurs, et surtout Tacfarinas y périt. Sa mort mit fin à la guerre.

La révolte de Tacfarinas était une révolte tout africaine, et ce n'était point de cette manière que Rome devait perdre l'Afrique, puisqu'il semble être dans la destinée de ce pays de ne jamais s'appartenir. Les révoltés que Rome devait craindre en Afrique, c'étaient ses propres généraux. Les usurpateurs étaient plus dangereux pour elle que les libérateurs. Boniface fut l'usurpateur qui (en 427) ôta l'Afrique aux Romains. Mais ce que nous devons remarquer en finissant et ce qui revient au sujet de nos recherches, c'est que la révolte de Boniface ne profita ni à lui ni aux Maures, ni à lui qui, étant à la tête d'une de ces armées romaines composées de Romains et de Numides, pouvait fonder en Afrique une sorte de puissance mixte (et déjà sous Valentinien Firmus avait fait cette tentative), ni aux Maures, qui ne purent pas non plus, à cette occasion, fonder une puissance africaine. Alors, comme toujours, ce fut une puissance étrangère, les Vandales, qui vinrent s'installer en Afrique. Il n'y a que celles-là en effet qui peuvent s'y établir et y durer, mais à la condition de toujours combattre.

SAINT-MARC GIRARDIN.

(*La seconde partie à un prochain n°.*)

LE

CAPITAINE GUEUX.

On aurait difficilement obtenu de voir les lettres en vertu desquelles Jérôme Harbour, — que plus loin nous ne nommerons plus que Grenouille pour nous conformer aux traditions locales, — prenait ou se laissait donner le titre de capitaine. Sur les bords de la Manche, depuis Cherbourg jusqu'à Saint-Valéry et fort au-delà, personne n'a jamais connu Jérôme Harbour; et qui n'y a pas entendu parler du capitaine Grenouille? Son oncle, honnête tisserand de Vannes, lui dit au moment de mourir : « Je te lègue vingt mille francs honorablement gagnés, mais à la condition que tu les emploieras ou dans le commerce des chanvres, ou dans celui des toiles, ou dans celui... » Le vieil oncle mourut avant d'avoir pu achever la série des clauses conditionnelles, en sorte que le neveu se crut en droit, sans léser sa conscience d'héritier, de ne s'arrêter à aucune, et de donner aux vingt mille francs une destination plus à sa guise. Quoique Jérôme Harbour n'eût alors que vingt-quatre ans, il ne comptait pas moins de quatorze années de navigation. D'abord mousse, il avait été ensuite matelot, puis il était resté matelot. Il s'était arrêté là, point extrême, borne presque infranchissable pour les marins qui n'unissent pas la théorie à la pratique. Ce n'est pas que ses parens ne l'eus-

sent cent fois engagé à apprendre les mathématiques, afin de pouvoir passer ses examens; il avait sans cesse trouvé des prétextes pour éloigner toute étude sérieuse. Il n'était qu'un matelot, mais un matelot de toute pièce, accompli, ayant navigué sous toutes les latitudes et résisté aux variations de tous les climats, supportant les fatigues et les privations de la mer avec insouciance, et tout aussi propre au dur service d'une pêche à la baleine dans les glaces du pôle, que capable de s'élancer à l'abordage, la hache d'armes d'une main, le pistolet de l'autre.

Quand nous disons qu'il était un matelot accompli, nous n'entendons parler que de sa force physique, de ses connaissances pratiques et de son courage; de graves défauts ternissaient ses quelques bonnes qualités. Il jouait beaucoup, il buvait tout ce qu'il ne perdait pas au jeu et tout ce qu'il y gagnait, et il avait en outre le plus grand vice dont un marin puisse être affecté, il détestait la discipline. La hiérarchie lui faisait horreur. Le mot de capitaine lui déchirait la bouche. Ce n'était qu'en frémissant qu'il portait la main à son chapeau ciré, lorsque, enrôlé par force dans la marine militaire, il était obligé de saluer ses chefs de tous les grades. Combien de fois n'avait-il pas été mis aux fers pour leur avoir manqué de respect ou pour cause de désobéissance! Le marin, pour lui, c'était le matelot; le reste ne comptait pas. Qui ferle les voiles pendant les gros temps? se disait-il, qui pèse sur les cordages raidis par le froid? qui tourne au mouillage la roue du cabestan? qui arrache l'ancre du fond rocailleux de la mer? qui tient d'une main ferme le gouvernail? n'est-ce pas le matelot? Il eût été parfaitement inutile de lui faire observer que sans l'intelligence du capitaine les voiles, les cordages, le gouvernail et l'ancre fonctionneraient sans but comme sans utilité; il n'eût pas écouté, il n'aurait pas voulu comprendre. S'il eût compris, il aurait été obligé de soumettre sa capacité à celle d'un autre, de reconnaître des supériorités, et, les ayant reconnues, de leur obéir. Précisément c'était là l'incurable infirmité de son caractère.

A l'époque où il hérita des 20,000 francs de son oncle le tisserand de Vannes, somme énorme en Bretagne et en Normandie, la France était en guerre à peu près avec tout le monde; c'était en 1802 ou 1803. Le moment était peu favorable au commerce. D'ailleurs notre personnage ne l'aimait pas plus qu'il n'y était propre. Quel écoulement ménagerait-il à ses 20,000 francs? Libéré du service, il n'avait plus rien à démêler avec la conscription ou la levée des matelots. Après un an de séjour à terre, il commença pourtant à se lasser de

la vie des désœuvrés. Chaque jour d'ailleurs le nombre de ses compagnons d'oisiveté diminuait autour de lui. Les uns allaient se fondre dans la grande armée et se battre avec les Autrichiens, les autres prenaient du service à bord des bâtimens de guerre.

Comme il habitait un petit port de mer, il entendait parler presque à toutes les heures soit des nombreuses prises que les corsaires anglais faisaient sur nous, soit des captures que ramenaient les corsaires français dans les ports de la Manche. Tous ces récits enflammaient son imagination. Battre les Anglais! prendre sur eux d'infernales revanches, et couvrir la plage de marchandises précieuses conquises à coups de mousquet! quelle belle vie! se disait-il.

C'était une belle vie en effet, toute moralité philosophique à part, celle des corsaires, pendant nos terribles luttes avec les Anglais! Du fond de la Méditerranée jusqu'en Chine, la mer était couverte de bâtimens légers, attaquant avec une audace inouie, la promptitude et la voracité du vautour, des convois de vaisseaux chargés de poivre, de café, de toiles, de sucre, d'écaille ou d'or, et les prenant, les remorquant avec des hourras, des cris de victoire et de joie, derrière quelque rocher où le partage se faisait entre les vainqueurs. Le capitaine, lorsqu'il ajoutait à son titre celui d'armateur, prélevait un tiers de la prise, l'équipage réclamait le second tiers, l'autre tiers ne revenait pas toujours à l'état. Le vaisseau vidé était ensuite brûlé ou coulé bas, l'équipage vaincu devenait ce qu'il pouvait. Pris près des côtes amies, il était fait prisonnier, sinon on le débarquait sur quelque plage, la première venue, de peur d'avoir à nourrir trop long-temps des gens inutiles et souvent dangereux par leur nombre. C'était la guerre.

Décidément, voilà le métier qui me convient, se dit Jérôme Harbour, le métier de corsaire. En le prenant, je n'irai pas contre la volonté de mon oncle, puisqu'il a fermé la bouche, le cher homme, avant d'avoir terminé la liste des professions parmi lesquelles il désirait que je fisse un choix. Le choix est décidé.

Pour exercer cette périlleuse industrie, il ne se mit en quête ni d'un beau navire ni d'un navire neuf. Offrir peu de surface, beaucoup de longueur, tenir la mer par tous les temps, fendre la vague avec facilité, déplacer peu d'eau, afin d'aborder le plus près possible des côtes, et s'échouer au besoin sur le sable, aller comme le vent pour ceux qui vont vite, aller comme l'éclair pour ceux qui vont comme le vent, telles étaient les qualités essentielles du navire qui remplirait ses vues. En ces temps d'agonie commerciale, les bâtimens coûtaient

peu; les ports en regorgeaient, et ils pourrissaient dans les ports. Jérôme en avisa un d'une physionomie assez heureuse, pas trop vieux, assez pourtant pour affronter la mer avec quelque expérience. C'était une goëlette démesurément longue, pointue comme la tête d'un poisson, et que le pouce d'un enfant faisait balancer rien qu'en s'appuyant un peu le long du bord. Il traita sans peine avec le propriétaire, pauvre armateur ruiné par la guerre; il eut la goëlette pour moins de 15,000 francs. Pendant qu'il s'occupait d'avoir une lettre de marque, c'est-à-dire le titre légal pour être corsaire et non pirate, il fit raser la goëlette, déjà fort peu élevée au-dessus de l'eau, descendre le pont d'un demi-pied, et changer le système de mâture. La goëlette, en perdant un mât et son niveau, devint un cutter, un vaisseau d'une coupe prodigieusement élancée, et bien nommé de l'anglais *cutter*, qui veut dire *coupeur*. Avec ces sortes de bâtimens, on coupe l'eau, c'est assez exprimer leur foudroyante vitesse.

Cette rapidité fabuleuse donnée au vaisseau de Jérôme Harbour avait les inconvéniens de ses avantages. Même dans un temps calme, le cutter était destiné à filer presque toujours entre deux eaux. Jamais le pont ne serait sec. Il complétait sa construction par une voilure qui effrayait les plus hardis marins. Cette voilure consistait en une seule voile, en une brigantine de la hauteur d'un cinquième étage. Rien qu'à la déployer, le cutter penchait de côté et d'autre au milieu du port comme un berceau. Une si belle pièce d'architecture navale méritait à tous les titres le surnom dont la baptisèrent les marins prudens : ils l'appelèrent, avec une ironie significative, *la Grenouille*. Ils comptaient que *la Grenouille* ne tarderait pas à descendre au fond de l'eau. — Soit! je l'appellerai aussi *la Grenouille*, s'écria Jérôme Harbour. Et il fit écrire à l'arrière du cutter, en grosses lettres blanches sur un fond noir : *la Grenouille;* au beaupré une grenouille fut sculptée et peinte en beau vert; lui-même, Jérôme Harbour, permit qu'on ne le nommât plus que le capitaine *Grenouille*. Sa lettre de marque était arrivée; il s'occupa de recruter son équipage.

Chaque époque a ses types particuliers que l'époque suivante brise pour voir les siens brisés à leur tour. La fin de nos démêlés avec l'Angleterre a entraîné la disparition de ces hommes de mer auxquels ressemblent si peu, quoique de la même profession, les marins d'aujourd'hui, et le défaut d'analogie n'est nullement regrettable.

Jérôme Harbour, au courant des bons endroits, alla de taverne

en taverne, remuant des pièces de six livres au fond de son chapeau goudronné. « Qui veut venir avec moi en pèlerinage? disait-il. *La Grenouille* appareille ce soir. — Ou bien : Qui veut se marier avec *la Grenouille?* C'est une demoiselle fort gentille qui n'a rien, mais qui possède de jolis talens. — Ou bien encore, entassant calembours sur calembours : Le capitaine Grenouille offre de la grenouille à qui montera sur *la Grenouille*. C'est un peu engageant ce que je vous dis là!

— Qu'es-tu, toi? disait-il tour à tour à ceux que le bruit des écus alléchait.

— Un père de famille qui cherche du travail.

— Pas de pères de famille! je n'en veux pas. Ils ont toujours peur de laisser des veuves, des orphelins. Reste au logis. Et toi, l'autre?

— Les Anglais ont tué mon frère...

— Bien! bien! assez! passe à l'arrière, tu es reçu matelot de *la Grenouille*. Et toi, le pas manchot?

— Je suis en froid avec le gouvernement.

— Tu es un déserteur.

— Oui, capitaine Grenouille.

— Rien que cela.

— Rien que cela pour le moment.

— Voilà 40 francs, file à bord. — Et toi qui as un emplâtre sur l'œil?

— Capitaine, je crains un coup de serein de la police.

— Tu es un réfractaire?

— Oui, capitaine.

— Allons! mon agneau, passe à tribord et à bâbord de mes joues, et reçois l'accolade. Tu as l'honneur de faire partie de l'équipage de *la Grenouille*. — Et toi, que sais-tu faire, là-bas, le sérieux?

— J'étais comptable à bord d'un navire de l'état, lorsque des brigands m'ont accusé...

— Tu nous raconteras cela plus tard. Je te réintègre dans tes fonctions à bord de *la Grenouille;* mais, au premier zéro auquel tu ajouteras une queue pour faire un neuf, moi je te couperai la tête pour faire de toi un zéro. Ah! ceci n'est pas trop mal, j'espère.

Toutes les bouteilles, tous les flacons, tous les pots, tous les verres tremblèrent au formidable rire qui salua comme une décharge d'artillerie la facétie arithmétique du capitaine Grenouille.

Sa tournée dans les tavernes de la ville lui procura, bien avant la

fin du jour, l'équipage le plus digne de la haute mission à laquelle il le destinait.

Quand tous ces matelots, dont le plus doux n'eût pas rassuré un ours, furent à bord, il les fit ranger autour de lui, et il leur parla ainsi : — Je vous ai donné de l'argent, mais en bonne règle je ne vous devais rien; les matelots embarqués à bord d'un corsaire, vous le savez, ne sont payés que par la Providence une et indivisible. Qui prend, a; qui a, tient; qui tient, tient bien. Vos gages sont vos parts de prise, vos prises sont sous l'horizon où nous allons les agrafer. Cependant, eu égard à votre détresse si peu méritée, je vous ai gratifiés de quelques piastres. C'est pour acheter du tabac, de l'eau-de-vie et quelques objets de toilette sans lesquels il est de toute impossibilité à des gens comme vous de voyager. Ce vaisseau est votre maison; voilà votre jardin, il est vert comme un pré; sur ce pont, vous vous battrez, vous ferez fortune ou vous vous ferez tuer; cela, quand il plaira à Dieu; dans un mois peut-être, demain, s'il le veut.

— Largue la brigantine! cria ensuite le capitaine Grenouille.

— Le cap à l'ouest ou à l'ouest-quart-d'ouest? demanda le gigantesque timonier, dont les pieds nus de pachyderme se plaquaient sur le pont comme les pattes de lion de nos meubles pèsent sur le parquet.

— Le cap sur l'or! répondit le capitaine Grenouille, à qui cette réponse attira des applaudissemens arrosés de petits verres d'eau-de-vie.

Comme il ventait fort au moment où le cutter parut en rade pour gagner le large, toute la population accourut sur la grève. La curiosité générale fut bien payée. Tout le corps du navire passait et repassait sous l'eau comme la navette du tisserand court entre deux toiles, et la voile, cette monstrueuse voile, prenait un espace si grand, que son ombre avait plus d'un quart de lieue sur la mer. Les habitans frémirent de terreur quand ils virent passer tout près d'eux, à quelques pieds des rochers sur lesquels ils se tenaient debout, le cutter qui prolongeait une dernière bordée, celle que les marins appellent la bonne. Tout était submergé. On ne soupçonnait le pont, d'ailleurs incliné à donner le vertige, que par les jambes des marins qui s'y appuyaient. En étendant leurs mains sous le vent, ils touchaient l'eau dont l'écume avait mouillé aux deux tiers la voile. Eux pourtant étaient calmes; accroupis le long des sabords, le menton appuyé sur la culasse des canons, ils fumaient ou causaient entre eux tranquillement.

Un vieux lieutenant de vaisseau, en voyant le cutter se jouer ainsi

du vent, de l'eau et des rochers, lui cria du fond de ses deux mains réunies en conque : Camarades! je ne vous confierais pas mon chien pour une nuit.

Le lendemain au soir, ils rentraient au port au bruit du canon et de la mousqueterie, remorquant après eux un brick anglais chargé de sucre et de tabac.

— Si votre chien avait été à bord, dit le capitaine Grenouille au vieux lieutenant de vaisseau qui l'avait apostrophé la veille sur les rochers, il toucherait aujourd'hui mille francs pour sa part de prise.

Pendant trois ans, *la Grenouille* réussit au-delà de toute prévision; elle était devenue la terreur des ennemis, des Anglais surtout. Quand elle mettait le cap sur un navire de commerce, il était rare qu'il lui échappât. Aussi agile à fuir qu'à attaquer, elle évitait la poursuite des bâtimens de guerre avec une adresse surprenante. Si elle sentait l'impossibilité de lutter de vitesse avec quelque frégate qui lui donnait la chasse, elle tâchait de se mettre hors de la portée de ses canons pendant tout un jour, et le soir, changeant de route, elle se perdait dans la brume ou se réfugiait derrière des rochers inabordables pour la frégate. Encore un danger de passé. Le lendemain, la course recommençait avec de nouvelles chances.

Jusqu'ici, les bénéfices de la profession n'avaient été mêlés d'aucun malheur sérieux; qu'étaient-ce, pour en parler, que quelques trous de boulets dans la voilure, que quelques volées de mitraille reçues en fuyant? Par combien de satisfactions positives, de jouissances illimitées, ces petits malheurs ne se rachetaient-ils pas? Comment dire la vie de l'équipage, quand il avait réalisé en écus ou en pièces d'or sa part du butin? A leur tour, les pièces d'or se changeaient en vins de toutes sortes de pays; rien n'était trop bon, rien n'était trop cher. Quand les corsaires, au retour d'une campagne heureuse, descendaient à terre, ils s'installaient dans quelque cabaret fameux, et ils juraient de n'en sortir que le jour où il n'y aurait plus un jambon au grenier, plus une goutte de vin dans la cave. L'Anglais régalait, c'est tout dire.

De bon sang normand, le capitaine Grenouille avait senti se développer en lui un certain amour de la propriété, à mesure qu'il s'était enrichi dans son commerce. Il acheta d'abord un petit morceau de bien, comme disent ses compatriotes, puis un autre; à un champ de pommiers il ajouta un champ de blé; il s'arrondit en proportion de ses succès. De la propriété à l'ordre, il n'y a qu'un pas; il aima l'ordre, mais en corsaire; son espoir, son envie, son ambition, lorsqu'il cou-

rait maintenant sur quelque inoffensif bâtiment de commerce, c'était de se procurer, avec le fruit de la victoire, un petit moulin à cidre, quelque carré de foin, une dizaine de belles vaches. Ces pensées doublaient sa témérité; un corsaire économe doit être un terrible phénomène. Le capitaine Grenouille était ce phénomène.

Il n'était pas écrit que cette belle prospérité suivrait un cours régulier jusqu'à la fin. Nous n'étions pas la seule nation qui armât des corsaires. Les Anglais en lançaient beaucoup sur nos côtes. Parmi les corsaires anglais qui donnaient le plus de mauvaises nuits à nos négocians bretons, on en distinguait un dont le nom a mérité de rester lié dans les souvenirs contemporains à celui du capitaine Grenouille. Malheureusement ce nom n'est qu'un sobriquet comme celui de notre capitaine, dont le nom réel nous a été du moins révélé. Le sobriquet du corsaire anglais correspondait parfaitement au nom de la goëlette qu'il commandait. C'était la goëlette *la Faim* (*Hunger*), capitaine Gueux.

Si les corsaires français n'étaient pas brillans sous le double rapport des mœurs et de la discipline, ils ne méritaient pas moins d'échapper à toute comparaison avec les corsaires anglais, dont les équipages offraient l'assemblage bizarre, discordant, d'hommes peu faits pour se rencontrer, quoique dignes les uns des autres. Il est établi que tout Anglais est marin, paradoxe auquel la Grande-Bretagne et l'Amérique doivent l'avantage d'être les deux nations qui comptent annuellement le plus de vaisseaux naufragés. Aussi l'équipage d'un corsaire anglais se composait de contrebandiers, de voleurs, de joueurs ruinés, de banqueroutiers, mêlés de quelques véritables marins. Le capitaine Gueux lui-même avait été avocat; mais il est juste de dire qu'il avait quitté d'assez bonne heure cette profession pour qu'elle ne nuisît pas plus tard à sa condition de corsaire. Au contraire, le capitaine Gueux apportait souvent, grace à ses études du droit, une très remarquable sagacité dans certaines difficultés du métier, ainsi qu'on va le voir bientôt.

On imagine sans peine avec quelle soif de capture ces hommes, rejetés par tous les rangs de la société anglaise, fouillaient les replis de la mer, afin d'y découvrir de l'or ou de quoi en faire. Ils fondaient sur tout ce qu'ils voyaient flotter à sa surface, semblables aux requins qui mangent, qui avalent tout, le bois, les pierres, le fer. Au bâtiment marchand ils enlevaient l'argent monnayé d'abord, puis les vins, les liqueurs, les choses de prix; au pêcheur, son poisson frais; aux bâtimens des côtes, le beurre, les œufs, les légumes, les fruits.

Ils gâtaient malheureusement les vices qu'ils avaient en commun avec les corsaires des autres nations, par leur goût pour l'assassinat. L'équipage du capitaine Gueux surtout ne s'emparait jamais d'un vaisseau français sans y commettre quelque meurtre.

Quoi qu'il en soit, le capitaine Gueux balançait seul sur la Manche la réputation du capitaine Grenouille, et ces deux hommes pourtant ne s'étaient pas encore vus. Ils n'avaient, il est vrai, aucune raison de se chercher, car, malgré le proverbe *corsaires contre corsaires*, en se rencontrant l'antipathie des deux nations devait se manifester chez eux par un combat terrible. Le capitaine Grenouille n'était pas d'un caractère à l'éviter, et l'équipage de *la Faim*, quoi qu'en eût décidé l'ex-avocat, leur capitaine, l'aurait accepté sans hésiter.

Puisque les deux personnages sont descendus du fond de la scène jusqu'au bord du théâtre, il est temps de donner quelques traits de leur physionomie. Grenouille était un gros petit homme blond, aux bras courts, aux épaules rondes. Il n'avait rien de commun avec les pirates si sveltes et si poétiques, trop poétiques, des romans modernes. A peine s'il pouvait voir ses pieds perdus sous la rotondité de son ventre, quoiqu'il n'eût pas trente ans. Son petit nez, sa petite bouche, ses petits yeux bleus, se perdaient dans la largeur de son visage. Malgré le poids de cet embonpoint précoce, le corps n'entraînait point chez lui les facultés de l'esprit. Son intelligence et sa volonté le faisaient le maître de ses compagnons, autrement souples et déliés que lui. Quand il commandait, il fallait obéir; et si, parmi ses matelots il s'en trouvait un qui élevât la voix ou le bras, il l'appelait dans sa chambre, il lui versait un verre de rhum de sa plus vieille bouteille, et il lui disait ensuite avec beaucoup d'aménité : « Je t'en prie, conduis-toi mieux avec un camarade plein de bonnes intentions pour toi. Tu le vois, je suis sans colère, je n'ai pas de rancune, je t'excuse; mais, mon cher ami, si tu recommences, je serai forcé, et tu ne m'y obligeras pas, n'est-ce pas, mon vieux? je serai forcé de te brûler la cervelle avec ce pistolet. C'est entendu; encore un petit verre, et va reprendre l'ouvrage. »

Le capitaine Grenouille connaissait d'autant mieux l'effet de ces sortes d'exhortations, qu'il avait déjà prouvé deux fois à son équipage qu'il joignait sans gauchir, quand on l'y contraignait, l'exemple à l'explication.

Sorti d'une classe moins obscure, le capitaine Gueux avait conservé de ses bonnes études, et c'était tout, la maigreur scolastique des colléges, le déhanché osseux d'un sous-professeur d'Oxford, et

particulièrement l'habit noir et la cravate noire de satin tordue en corde autour du cou. Il n'était guère plus grand ni plus âgé que le capitaine Grenouille. Au milieu d'une affaire, sa bravoure froide cessait de ressembler au courage, tant elle paraissait exclure toute participation de sa volonté. Buvant sans cesse du gin quand il commandait le feu, de plus en plus pâle à mesure que la boisson ardente descendait et fermentait dans sa poitrine, il n'était plus, vers la fin du combat, qu'une colère figée, qu'une extase terrible, aux mains crispées, aux grands yeux noirs ouverts. Mais ce fantôme débraillé avait tout fait. Son regard, sa main, son silence, son sang-froid, son ivresse observatrice, avaient conçu, allumé, remporté la victoire. Après le combat il s'affaissait aussitôt, et ce n'était plus alors qu'un chiffon trempé dans l'eau-de-vie. On le jetait dans un hamac, où il restait trois jours à se dégriser.

La première fois que le capitaine Gueux et le capitaine Grenouille se rencontrèrent dans les mêmes eaux, ce fut à la hauteur du cap de la Hogue, et par une circonstance fort singulière. Toutes voiles dehors, le corsaire anglais donnait depuis le matin la chasse à un brick français, qui s'efforçait de gagner avec une vitesse désespérée le port de Cherbourg. Déjà des coups de canon tirés en ligne annonçaient la crise à laquelle le malheureux brick essayait de se soustraire. Tout à coup le cercle liquide où les deux navires s'agitaient s'ouvrit à un autre point opposé de l'horizon, à un peu moins de trois lieues de distance, pour laisser passer deux autres bâtimens dont les manœuvres inquiétèrent beaucoup le capitaine Gueux. De ce double point noir rapproché sans cesse partait aussi le bruit sourd du canon. A ne pas en douter, une des deux voiles courait sur l'autre dans des intentions hostiles, et dans ces parages deux voiles en hostilité signifiaient hautement la collision d'un navire anglais et d'un navire français. Le capitaine Gueux ne continua pas moins sa chasse contre le brick français dans la direction du groupe aperçu, lequel grossissait et se canonnait toujours. Au bout d'une heure, quatre navires furent en présence : le corsaire français *la Grenouille,* en train de déchiqueter un trois mâts anglais chargé jusqu'aux sabords, et le corsaire *la Faim*, traquant son brick à demi rendu. Qu'allait-il résulter maintenant de la rencontre des deux corsaires, surpris l'un et l'autre au moment de capturer, celui-ci un navire français, celui-là un trois mâts anglais? Dans quelle occasion, bien faite pour irriter leur antipathie, se voyaient face à face ces deux rois de la mer, ces deux représentans de la

haine de deux nations qui s'abhorrent, et qui seront toujours ennemies, quoi qu'on fasse? Par quel côté allaient-ils se dévorer?

Comme à un signal exactement obéi, le feu des deux corsaires cessa. Le capitaine Gueux et le capitaine Grenouille employèrent cette minute de trève à une méditation d'une parfaite similitude. Ce que l'un se dit, l'autre se le dit, et voici ce que chacun des deux pensa :

— Si j'abandonne ma prise pour me battre avec le corsaire ennemi, la prise profitera de l'occasion et s'en ira. Le bâtiment dont j'ai à soutenir le pavillon s'en ira également, je le sais; mais quoi! j'aurai risqué de perdre mon navire pour en sauver un, au cas toutefois où je serai vainqueur, qui ne couvrira pas mes frais d'avarie?

Raisonnement très juste et à la taille des corsaires, qui préféreront toujours prendre un bâtiment ennemi que d'en sauver un de leur nation. Le mieux, réfléchirent-ils, est de considérer le coup comme nul, et de n'avoir pas l'air de s'être vus.

Afin de s'assurer que le capitaine Grenouille partageait son avis, le capitaine Gueux fit avec beaucoup de circonspection l'essai d'une manœuvre significative. Il abandonna le travers du brick français, sa prise un instant auparavant assurée, et il tira au large; au moment même, voyant cela, le capitaine Grenouille exécuta une manœuvre semblable, en sorte que les deux corsaires s'éloignèrent d'un commun mouvement de leur double capture, pour faire voile dans une direction contraire. De part et d'autre, il y avait jusque-là intelligence et bonne foi parfaites; mais, à un quart de lieue d'éloignement, l'Anglais décrivit une courbe, dont la pointe, en se prolongeant, devait finir par passer dans le plan du corsaire français. Celui-ci mit aussitôt en panne, découvrit ses batteries et attendit. Il se repent, se dit-il. A tout pécheur miséricorde. Canonniers, à vos pièces!

Quand les deux corsaires furent à portée de pistolet, *la Faim* mit à la mer une embarcation où le capitaine Gueux descendit avec un seul matelot. — Ce n'est qu'une simple explication, pensa le capitaine Grenouille; on ne sera pas en reste avec lui : la yole à la mer! cria-t-il.

La yole et l'embarcation furent bientôt bord à bord, et les deux capitaines parlementèrent.

Il serait trop naïf d'expliquer comment ils se comprirent, l'un Anglais de nation, l'autre Français; la guerre, on le sait, avait familiarisé entre les habitans des côtes de la Manche, de l'un et l'autre côté du détroit, une langue mixte plus que suffisante aux relations.

— Je ne vous crains pas, dit d'abord l'Anglais au Français.

— Moi non plus, répondit le Français.

— Si nous nous battons, ce sera long, capitaine Grenouille.

— Très long, capitaine Gueux.

— L'un de nous prendra l'autre, et les deux bâtimens marchands ne seront plus là. Si je suis vainqueur, que ferai-je, capitaine Grenouille, de votre canaille d'équipage? Cela ne vaut pas trois livres sterling!

— Et moi, que ferai-je, capitaine Gueux, de vos brigands de matelots, dont je ne donnerais pas deux sardines?

— Nous ne nous serons pas rencontrés, voulez-vous?

— Soit!

— Voulez-vous mieux?

— Parlez, capitaine Gueux.

— J'ai quelque intérêt à sauver de la griffe des vôtres, capitaine Grenouille, dix bâtimens anglais attendus par les boutiquiers de la Cité. Voici l'intérêt que j'y ai : chaque propriétaire de ces navires m'a promis mille livres sterling, vingt-cinq mille francs de votre monnaie, pour chaque vaisseau qui, escorté, défendu ou sauvé par moi, arrivera à bon port.

— Je vous écoute, capitaine Gueux.

— Parmi les chances fatales, vous n'êtes pas la moins à craindre. Si mes pauvres vaisseaux tombent sous votre grappin, j'ai peu d'espoir à la gratification. N'avez-vous pas de votre côté quelques bâtimens français à me recommander? J'aurais pour eux les mêmes attentions que vous auriez pour mes protégés.

— Mais c'est une affaire, dit le capitaine Grenouille. Je ne vois pas pourquoi les négocians français ne m'assureraient pas les mêmes bénéfices sur leurs vaisseaux, sur dix de leurs vaisseaux dont je leur garantirais leur retour au port?

— Une très belle affaire! ajouta le capitaine Gueux, et très facile surtout. Chaque fois que vous rencontrerez un des dix vaisseaux anglais dont voici les noms sur cette liste, vous le laisserez passer sain et sauf; et chaque fois que je rencontrerai un des dix bâtimens français que vous allez me désigner, j'userai des mêmes égards. Donnez-moi votre liste, capitaine Grenouille.

— C'est du pain assuré pour mes vieux jours, dit le capitaine Grenouille en dictant au capitaine Gueux les noms des dix bâtimens français compris dans ce traité conclu de bonne foi par-devant le ciel et l'eau, en présence de l'horizon.

— Touchez là, capitaine Grenouille.

La main du capitaine Grenouille tomba dans celle du capitaine Gueux.

— Mais quant aux autres navires en dehors du traité?...

— Tâchez de les pincer, capitaine Grenouille, c'est votre affaire.

— Je n'y manquerai pas.

— Sur tout ceci, capitaine Grenouille, le plus grand secret.

— Si je ne le gardais pas, je serais fusillé.

— Et moi pendu, ajouta le capitaine Gueux. Cela suffit à deux hommes d'honneur.

Les deux embarcations s'éloignèrent, et les deux corsaires firent voile dans des directions opposées. Telle fut la première entrevue des deux chefs qui les commandaient.

De part et d'autre, les conventions furent fidèlement observées pendant six mois : le capitaine Gueux relâcha quatre navires français dont il aurait pu s'emparer, et de son côté, le capitaine Grenouille ne fit aucun mal à dix navires anglais qu'en d'autres circonstances il eût traités avec infiniment moins d'égards. Il était en avance de six vaisseaux sur le capitaine Gueux, mais c'était là un effet du hasard.

Sans violer la lettre du traité tout commercial passé avec le capitaine Gueux, le capitaine Grenouille avait le droit de continuer, et il n'avait garde d'y manquer, ses courses heureuses contre les navires anglais non compris dans le cercle de la convention. Lui et son équipage regorgeaient d'or; mais, tandis que l'équipage jetait à poignée les pièces de vingt francs sur la table et souvent sous la table des cabarets, le capitaine ajoutait des biens-fonds à sa terre. Il faisait bâtir, boiser des terrains, exploiter des carrières. Un vieux château d'émigré, situé dans les environs, lui plaisait beaucoup, mais la commune en tenait le prix bien haut. C'étaient 100,000 francs à trouver. Je les trouverai dans la poche des Anglais, se dit-il ; encore trois ou quatre bonnes courses dans le détroit, et le château m'appartiendra.

Les calculs du corsaire, on va le voir, ne se vérifièrent pas entièrement. Il partit de nouveau. Il avait déjà battu en tous sens quarante ou cinquante lieues de côte sans rien rencontrer qui valût la peine d'être pris, d'indignes vaisseaux chargés de foin ou de planches, lorsqu'il aperçut aux dernières lignes de l'horizon un navire d'honnêtes dimensions et taillé dans des proportions tout-à-fait inoffensives. Quelle est cette diligence? pensa-t-il. Rendrons-nous une visite de simple politesse à ce roulier? Allons! honorons-le d'un abordage. Le cap sur cette maison bourgeoise! ordonna-t-il.

Plus le corsaire approchait du but où il tendait, et plus il riait du flegme de ce bonhomme de bâtiment qu'on chargerait le mousse d'aller reconnaître. Il ne bougeait pas plus qu'une île. Les plaisanteries ne tarissaient pas. — C'est peut-être une baleine endormie, peut-être une grosse tortue; nous la mangerons à dîner. — Nous serions pourtant bien attrapés si c'était un vaisseau de la compagnie des Indes, bourré de thé, — le thé, ne plaisantons pas, se vend 100 francs la livre en France, ou de cannelle, — la cannelle s'achète au poids de l'or maintenant. Pendant le cours ironique de tous ces propos où brillait l'esprit particulier aux corsaires, *la Grenouille* glissait à pleines voiles par un bon vent largue et une mer unie sur le vaisseau déjà coulé bas à coups d'épigrammes. Son attitude n'avait pas changé. Quoique ses voiles gonflassent, il semblait ne pas remuer, tant le corsaire courait rapidement sur lui. Le corsaire cargua sa brigantine, car, en vérité, c'était pitié de chercher à atteindre cette masse autrement que par le simple élan déjà communiqué à la quille. — Je ne vois sur le pont qu'un chien et un matelot en bonnet de coton, s'écria le capitaine, quand il fut à un simple jet de pierre du bâtiment. Ohé! cria Grenouille dans le fond de sa trompette marine; ohé! de vous deux, s'il vous plaît, quel est le capitaine?

— C'est moi qui suis le capitaine, lui cria l'homme en bonnet de coton, moi, le capitaine Gueux. — Et huit pièces de canon et cent mousquets tirèrent à la fois sur le corsaire, dont le pont fut à l'instant même couvert de sang et d'éclats de bois. Attaqué de si près, à bout portant, toute résistance était impossible. Ceux des matelots qui n'étaient pas morts étaient blessés, ceux qui n'étaient pas blessés avaient perdu toute présence d'esprit. Une seconde décharge à mitraille fit raison de ces derniers. Le capitaine Grenouille n'eut pas la douleur de se rendre. Une balle de fer qui lui était entrée dans l'œil gauche l'avait étendu sans connaissance sur le pont.

Il ne rouvrit l'œil droit que dans la prison de Plymouth. Il était prisonnier des Anglais.

Son premier mot, en posant d'une manière expressive un doigt de sa main droite sous le seul œil qui lui restât, fut celui-ci, prononcé en bon normand :

— Je pardonne au marin, c'est un brave! mais l'associé me le paiera. Non, je ne lui pardonne point.

Parmi les prisonniers français devenus célèbres par leurs efforts, leur adresse, leur patience dans la recherche des moyens de sortir de leurs cachots, séjour véritablement horrible, le capitaine Gre-

nouille réclame une place méritée. Nous ne citerons que deux faits relatifs à sa captivité à Plymouth. L'un et l'autre, par leur bizarre hardiesse, attestent à quel degré de cruauté s'élevait le traitement réservé aux malheureux prisonniers de guerre.

Chaque semaine, un fonctionnaire spécial venait visiter la prison, afin de voir si les Français étaient aussi durement traités que de coutume, si les lits étaient aussi durs, le pain aussi noir, les légumes aussi mauvais. Après avoir constaté l'infection de l'air et le nombre des malades et des morts, il dressait son rapport et partait. Ce commissaire, membre sans doute de quelque société philanthropique, se faisait toujours suivre, par luxe ou par humanité, de deux superbes lévriers d'Écosse, et de l'un de ces boule-dogues à tête ronde passée dans un collier hérissé de pointes de fer. Rien de ce qui venait du dehors n'échappait au regard si peu distrait des prisonniers. Avec quelle envie ils admiraient, pendant la visite du commissaire, ces opulentes bêtes, ces chiens grands seigneurs, gras, lustrés, libres, et mangeant si bien! Tant de bonheur versé sur des créatures inintelligentes, tandis qu'eux, des hommes utiles et braves, des hommes enfin, n'assouvissaient jamais leur appétit! La comparaison les indignait. Ces chiens avaient fini par les irriter à un point extraordinaire; ils les détestaient autant que le commissaire des prisons. Le capitaine Grenouille promit à la série de prisonniers dont il faisait partie, la plupart pris avec lui sur le cutter, de tirer une vengeance prompte et adroite de la prospérité insultante des trois chiens. Les nombreuses cours de la prison de Plymouth étaient séparées par des murs hauts de cinq ou six pieds, larges d'autant, sur lesquels des sentinelles se promenaient et veillaient pendant les heures de récréation accordées le matin et l'après-midi aux prisonniers. Ces murs étaient le chemin par où passait le commissaire lorsqu'il voulait embrasser d'un coup d'œil les masses de captifs répandus dans les différentes cours.

Le jour de visite attendu par les fauteurs de la conspiration tramée contre les trois chiens arriva enfin. Chacun se tint à son poste. Vêtu de son habit rouge, ceint de son écharpe noire à passemens d'or, le commissaire paraît à l'extrémité du mur d'inspection. Ses trois chiens le suivent. Il atteint enfin le double carré du préau, que divise le mur, d'où il examine lentement, tantôt à droite, tantôt à gauche, les prisonniers. Derrière lui, et tandis qu'il marche, une corde très fine, blanche, peu visible, est lancée d'un côté à l'autre du mur. Le boule-dogue en reçoit un coup vif dans les pattes; il trébuche, tombe; il

roule en bas du mur. Point de bruit, pas un aboiement. De nouveau la corde est tendue, et les deux lévriers, qui vont par couple, en sont cinglés : ils roulent par couple. Une balle élastique descend moins vite. Qui les reçoit? Comment étouffe-t-on leurs cris? Enchantement familier aux prisonniers de guerre, qui non-seulement ont la seconde vue, mais la troisième main, celle avec laquelle les voleurs, ces hommes de génie, ouvrent toutes les portes et tressent sans chanvre, sans laine, sans rien du tout, des cordes pour descendre du haut de ces tours qui ont cent pieds d'élévation.

Après l'inspection, le commissaire s'aperçut de l'absence des trois chiens. On les appela aussitôt de tous leurs noms, de leurs plus doux surnoms, on les siffla à toutes les distances, aucun des trois ne répondit. Alors le commissaire, très attaché à ses chiens, ordonna une perquisition générale dans les cachots. La plaisanterie n'étant pas de son goût, il se fâcha, s'irrita, parla de punition, comme si une punition était encore possible envers les prisonniers français! Sa colère n'amena rien. Furieux de la perte de ses deux beaux lévriers et de son boule-dogue, il allait enfin partir, lorsqu'un des geôliers vint à lui, portant dans une main les colliers des trois chiens et dans l'autre un panier où il y avait des os blancs comme de l'ivoire : — Voilà ce qui reste à votre seigneurie de ses trois chiens, lui dit tristement le geôlier.

— Ils les ont mangés! s'écria le commissaire.

— Oui, monsieur le commissaire, et à la broche.

En une heure, le capitaine Grenouille et ses compagnons avaient pris, tué, dépouillé, rôti, mangé les trois chiens de l'inspecteur des prisons.

On défendait sous des peines sévères à tout prisonnier de se procurer des instrumens tranchans, des couteaux ou des ciseaux, même des aiguilles. A cet égard, la rigueur allait jusqu'à la démence. On craignait de leur fournir des moyens de révolte, d'assassinat, d'évasion. Aussi était-il presque impossible à un prisonnier de se procurer un clou.

Ce fut donc avec leurs mains que le capitaine Grenouille et dix de ses compagnons, rien que dix, car un plus grand nombre pouvait cacher un espion ou un traître, creusèrent à coups d'ongles dans leur cachot un chemin large de quatre pieds, long de quatre-vingts! Ce chemin souterrain passait sous la prison, sous les fossés, et allait aboutir à vingt pieds de la sentinelle extérieure. Quand le geôlier

entrait, on jetait vite une couverture, et l'on se couchait sur l'orifice de ce puits, creusé en grande partie pendant la nuit.

Le capitaine Grenouille avait résolu une immense difficulté avant d'entreprendre cet admirable travail de creusement, une difficulté où était venue s'émousser et mourir l'énergie de tous ceux qui, avant lui, avaient eu la pensée, d'ailleurs fort commune, de s'évader en tentant le percement d'une voie souterraine. La difficulté était celle-ci : Comment se débarrasser de la terre enlevée en faisant un trou si grand, et où la mettre cette terre?

Deux fois par jour les prisonniers se rendaient dans ce préau si fatal aux trois chiens de l'inspecteur des prisons; deux fois par jour, avant de s'y rendre, le capitaine Grenouille et ses dix complices versaient la terre dans leurs poches, et lorsqu'ils étaient assis l'un près de l'autre dans la cour, ils la laissaient couler peu à peu et la tassaient avec leurs mains. Ils allaient ensuite plus loin et ils recommençaient leur distribution, évitant d'être toujours ensemble.

Six mois de peine furent employés à ce travail, bien souvent sur le point d'être découvert. Enfin une nuit d'hiver, nébuleuse et glacée, les onze prisonniers s'évadèrent de la prison de Plymouth et atteignirent sans péril les bords de la mer où les attendait un pêcheur anglais qui les transporta sur les côtes de France. Après leur évasion seulement, on remarqua que le terrain de la cour où ils venaient chaque jour se promener deux fois s'était exhaussé de trois pieds. Ces trois pieds d'élévation étaient le total des poignées de terre versées par eux grain à grain lorsqu'ils creusaient leur trou.

Depuis trois ans, le capitaine n'avait revu ses chers pommiers de Normandie qui avaient fleuri trois fois; ses foins, ses blés l'attendaient aussi; on lui rendit des comptes exacts. Il se trouva très riche, il aurait pu être heureux avec les revenus amassés dont il entra en possession. On le pressait de se marier, la fin la plus honnête que les braves gens et les corsaires doivent s'empresser de faire. Non! dit-il, non ! j'ai encore une toute petite affaire à régler avant de songer au repos. Il pensait au tour que lui avait joué le maudit capitaine Gueux, et la colère est comme le café; il faut servir chaud, si l'on tient à ne pas perdre l'arôme. Il quitta donc son village, ses moulins à cidre, ses amis, la famille dans laquelle il avait choisi une femme; il régla enfin tous ses intérêts d'argent et de cœur, déposa son testament chez le notaire de l'endroit, et il se rendit à Brest. On était au commencement de l'année 1814. Le capitaine Grenouille

n'était plus maintenant le jeune homme indécis entre plusieurs projets; il alla droit au but. Une brick-goëlette prise sur les Anglais par les corsaires bretons languissait désarmée dans le port de Brest. Marché conclu avec le propriétaire, il l'équipa en peu de jours, en changea le nom, et *le Duc d'Yorck* devint, à l'aide de quelques coups de pinceau, *la Grenouille de* 1814. A aucune époque, l'Anglais n'avait été autant haï des marins de notre nation, qui commençaient à lui faire payer cher ses succès de hasard obtenus pendant les années de la république, lorsque de stupides représentans du peuple, des ânes tricolores, s'arrogeaient le commandement de nos flottes et mettaient de l'héroïsme à les entraîner au fond de la mer. Corps à corps, nos vaisseaux maintenant triomphaient toujours et en tous lieux, comme ils triompheront toujours à nombre égal des vaisseaux anglais. Ils reprenaient en détail les avantages perdus par l'ignorance sauvage de la Convention et du Directoire. Ces outres pleines de gin, ces ignobles défenseurs de la patrie, ces matelots qu'on ramasse à coups de fouet dans les mauvais lieux de Londres, ne tenaient pas devant la bravoure éclairée de nos marins, ces hommes qui sont tout : soldats, savans, matelots; aujourd'hui Suffren, demain Bougainville ou Durville.

On ne demandait pas aux équipages de nos corsaires ce choix d'hommes d'élite. Leurs campagnes n'étaient ni longues, ni difficiles. C'était une chasse où il s'agissait de tuer à coups de fusil ou à coups de harpon le plus d'Anglais possible, une battue de quelques heures sur un lac infesté par des corbeaux. L'unique pensée de notre capitaine, et il la cacha soigneusement aux matelots qu'il enrôla, n'était plus, comme autrefois, de mettre à contribution les vaisseaux marchands de la Grande-Bretagne. Il était assez riche. Son espérance la plus chère, son ambition vivace, celle qui lui faisait risquer sa fortune, sa liberté, son repos, c'était de découvrir, de provoquer, d'exterminer ce serpent de mer, l'infernal capitaine Gueux, dût-il le poursuivre sans manger ni boire jusqu'aux limites du globe. Il battait des ailes en pensant qu'il n'irait pas si loin pour le rencontrer. Il en avait des nouvelles. Des renseignemens sûrs lui avaient appris qu'il continuait ses croisières dans les eaux de la Manche. L'avis lui suffisait. Placé entre un galion d'Espagne aussi facile à prendre qu'une tortue endormie sous le soleil de l'équateur, et la vieille carcasse du capitaine Gueux, dont un déchireur de bateaux n'aurait pas donné dix francs, y compris le capitaine Gueux et son équipage, il ne balancerait pas, il laisserait le galion pour briser, écarteler le corsaire anglais.

Vers la fin de janvier, *la Grenouille de* 1814 fut en état de prendre la mer; il n'y avait pas un jour à perdre. A ceux qui montraient à notre capitaine le ciel dévasté par des coups de vent terribles, la mer et les nuages ne formant qu'un seul nuage noir et glacé, il répondait en hissant son pavillon de corsaire. Les autres observations, il ne les entendit pas, il était au large. Pendant trois jours, il perça de son beaupré aigu comme une vrille les couches de brouillard amoncelées d'une porte à l'autre du détroit. Le temps était vraiment sinistre. Il bruinait noir. La mer était fatigante à tenir. Une moitié du bâtiment semblait quitter l'autre moitié à chaque tangage. Rude métier! On ne distinguait pas un homme de l'arrière à l'avant, tant la brume pesait sur le pont où elle déposait une croûte de glace fine, froide et glissante. A peine la voix résonnait-elle, étouffée dans cet air spongieux. Dire au juste dans quelle partie du détroit naviguait *la Grenouille*, serait donner un démenti à la boussole, au quart de cercle et au loch. On changeait souvent de route, le quart de cercle servait autant qu'un tourne-broche, et le diable lui-même n'aurait pas lancé et maintenu le loch à la mer. La quatrième nuit, la tempête s'aggrava : le corsaire courut *à sec* et vent arrière au milieu des ténèbres : — le plus beau et le plus terrible spectacle qu'on puisse désirer de voir! Les mâts ploient, les cordes crient, sifflent, cassent de temps à autre; si le bout d'une de ces cordes plombées par le goudron touche à la tête d'un homme, il la lui fend comme une grenade; le gouvernail remonte et retombe dans ses gonds; la proue éperdue plonge dans l'eau, et lui fait un pont pour arriver en belles nappes vertes et écumeuses jusqu'à l'autre bout du navire. En passant, la souveraine enlève sa dîme : une chaloupe, un tonneau, un homme. La poupe, qui était au ciel, s'abîme, et la proue s'élève et crève l'espace; on ne voit plus que la proue, son dard. Tout crie, tout pleure, tout gémit, les clous grincent mélancoliquement dans le bois, les bordages souffrent, l'eau clapote dans la pompe. Mais c'est beau, l'homme est tranquille. Depuis le départ, le capitaine n'avait pas quitté le pont. Il voulait être le premier à découvrir son Amérique.

A deux heures après minuit, il se fit un tremblement terrible dans le corsaire, qui recula, craqua et s'affaissa dans l'écume. Du choc, le mât de misaine tomba sur le beaupré, le beaupré cassa, et l'un et l'autre refluèrent, fouillis de cordes et de bois, au milieu du pont, qui fut défoncé; le capitaine Grenouille bondit; il était debout, il regardait, il croyait rêver. Il ne rêvait pas : son navire descendait, descendait, descendait dans l'eau; il avait été abordé par un autre bâti-

ment, et si fort et si rudement, que les vergues de l'un et de l'autre navire se croisaient, et que leurs cordages s'étranglaient et se nouaient d'une façon à ne se défaire que sous le tranchant de la hache. Peine inutile : l'autre navire coulait aussi ; celui-ci et celui-là n'étaient plus qu'à deux pieds du niveau de la mer, qui avait déjà étouffé, par une invasion soudaine, les deux équipages endormis dans l'entrepont. — La chaloupe à la mer ! cria le capitaine Grenouille, ou nous buvons tous à la grande tasse ! — Les huit matelots de quart coupèrent les liens de la chaloupe, et s'y jetèrent à la hâte, suivis de dix matelots et du capitaine de l'autre navire submergé. — Tout le monde y est-il ? — demanda le capitaine Grenouille, et il s'élança à son tour dans la chaloupe. Les deux navires coulèrent ensemble, et si peu de temps après l'embarquement des vingt naufragés, qu'ils faillirent être entraînés dans le trou ouvert par le grand déplacement d'eau. Tout le reste de la nuit, les naufragés des deux bâtimens gardèrent le plus profond silence, ne s'occupant que du soin le plus pressant, celui d'égoutter sans cesse la chaloupe. Le capitaine Grenouille s'était couché dans le fond de la barque, roulé dans son paletot ; il jurait comme un païen de ne plus être en état de consommer sa vengeance. Au petit jour, le froid le saisit ; il se leva et regarda autour de lui ; était-il bien éveillé ? une voix lui dit : Bonjour, capitaine Grenouille ! — C'était le capitaine Gueux. Le corsaire normand s'empare de la hache de l'un de ses matelots et veut fendre l'Anglais ; les dix marins de celui-ci se lèvent : tous les bras sont en l'air.

La réflexion ramena bien vite le calme parmi ces hommes aussi intéressés les uns que les autres à s'épargner, à s'aider de leurs forces, à mettre en commun leur énergie pour se tirer du pas périlleux où ils étaient engagés. Chacun reprit sa place ; le capitaine Gueux en offrit une auprès de lui au capitaine Grenouille ; celui-ci la refusa sèchement et passa à l'autre bout de la chaloupe.

— Avez-vous du biscuit ? lui demanda quelques heures après le capitaine Gueux.

— Nous n'avons rien, lui répondit le capitaine Grenouille.

— Je vous en offre autant, dit l'autre ; mais je donnerais tout le biscuit de la terre, poursuivit-il, quoique j'aie faim, et tout le vin de la Bourgogne, quoique je me meure de soif, pour une chique de tabac.

— Il m'en reste deux, dit le capitaine Grenouille : une que je mets dans la bouche, pour paraître devant le Père Éternel ; quant à l'autre, j'aime mieux la donner à un requin qu'à toi. Crève, chien. — Il la jeta

dans la mer. Le capitaine Gueux tira de sa poche une carotte entière de tabac, et en coupa une belle tranche qu'il logea dans sa bouche.

— Le brigand! murmura le capitaine Grenouille; il en avait, et il vient de me faire jeter ma dernière chique.

— Ah! ça! prenons conseil, dit ensuite le capitaine Gueux; nous sommes entre l'île de Guernesey et Cherbourg, entre l'Angleterre et la France, mais plus près cependant de Guernesey que de Cherbourg; mon avis est de piquer dans l'ouest, et d'aborder cette île anglaise.

— Ton avis est donc que je sois encore prisonnier de l'Angleterre? Vogue à l'est! cria Grenouille; le cap sur la France!

— Où je serai ton prisonnier, moi, n'est-ce pas? répliqua le capitaine Gueux.

— Je l'espère bien.

— A l'ouest!

— A l'est!

— A Cherbourg!

— A Guernesey!

— Non!

— J'ai deux matelots de plus que vous, fit observer le capitaine Gueux, et six d'entre eux ont leurs pistolets chargés à la ceinture; les vôtres n'ont que des haches; la partie n'est pas égale. — A moi, mes matelots! cria le capitaine Grenouille, et mort à ces chiens, s'ils ne veulent pas voguer vers la France!

Les matelots anglais étaient passés à l'arrière de la chaloupe, les matelots français à la proue; un choc terrible allait enfin trancher la question.

— Un instant, dit le capitaine Gueux.

— Derrière ce gros nuage, j'aperçois un navire; tenez, il vient sur nous.

Un coup de canon retentit.

— Ah! il nous a aperçus, cria le capitaine Grenouille. C'est un navire français : tu vas la danser, capitaine.

— C'est un bâtiment anglais, au contraire. Capitaine Grenouille, vous reprendrez, s'il vous plaît, votre chambre à Plymouth.

Dans l'alternative, il y eut suspension d'armes; amis et ennemis ne quittèrent plus des yeux le navire qui, les ayant vus en détresse, venait sur eux. A portée de pistolet, il mit en panne et déploya le pavillon de la Hollande. Ce n'était ni un Anglais ni un Français.

La question de liberté et de salut ne devenait pas plus claire pour

l'un que pour l'autre capitaine, car à cette époque on ne connaissait pas trop les sympathies de la Hollande, comprise dans le système du blocus continental et recevant pourtant de toutes mains les marchandises anglaises.

— Quel est celui de nous qui est prisonnier de l'autre? demandèrent les deux audacieux capitaines en touchant le vaisseau hollandais.

— Vous n'êtes prisonniers de personne, leur fut-il répondu : Napoléon a cessé de régner. La France a signé une paix perpétuelle avec l'Angleterre.

— En voilà une, dit le capitaine Grenouille, à laquelle j'étais loin de m'attendre.

— Entendez-vous! dit le capitaine Gueux, une paix perpétuelle! Votre main?

— Perpétuelle! dit Grenouille en retirant la main... j'attendrai.

On les débarqua tous les deux à Dunkerque.

Un an après, le capitaine Gueux envoyait au capitaine Grenouille, au nom de la société des naufrages de Londres, une médaille d'or sur laquelle était gravé ceci :

Donnée au capitaine français Grenouille pour avoir sauvé dans sa chaloupe, malgré la guerre, le capitaine anglais surnommé le capitaine Gueux.

Et de l'autre côté de la médaille, on lisait :

Donnée au capitaine anglais Gueux pour avoir, malgré la guerre, épargné la vie du capitaine français Grenouille.

Au cordon de la médaille, on lisait encore :

Amitié éternelle entre ces deux hommes comme entre leurs deux nations.

Le capitaine Grenouille est vieux, mais il a trois enfans au service de la marine. L'histoire pourrait bien ne pas être finie.

LÉON GOZLAN.

REVUE LITTÉRAIRE.

ÈTUDES SUR LES RÉFORMATEURS CONTEMPORAINS,

PAR M. LOUIS REYBAUD.

DESTINÉE SOCIALE, par M. Victor Considérant. — EXPOSITION DE LA SCIENCE SOCIALE, par M. de Pompery. — INTRODUCTION A L'ÉTUDE DE LA SCIENCE SOCIALE, par M. Paget. — LE FOU DU PALAIS-ROYAL, par M. Cantagrel. — Publications diverses de l'École sociétaire.

Les siècles agités qui doivent aboutir à quelque grande révolution voient toujours apparaître des utopistes, des prophètes et des sauveurs de toutes nuances. Plusieurs messies couraient le monde un peu avant l'époque où le christianisme détermina une des plus profondes modifications qu'aient subies les sociétés humaines. La crise de transition qui rattache le moyen-âge aux temps modernes produisit de hardis sectaires dont les hérésies dogmatiques cachaient assurément des plans de réforme radicale. De nos jours, les régénérateurs sont plus nombreux que jamais, et leur ambition va souvent jusqu'au délire. Ils ne tendent à rien moins que refondre d'un seul jet la religion, la morale, les lois, les usages, les sentimens, les idées, à substituer, en un mot, une humanité de leur façon à celle qui occupe présentement le globe. Serions-nous à la veille de ces rudes commotions qui font entrer les peuples en des voies nouvelles? Tout ce qu'on peut dire, c'est qu'une reconstruction fondamentale, si elle doit avoir lieu, ne sera certes pas le fait des ouvriers que nous avons pu voir à la tâche. Il ne faut pas se dissimuler toutefois que dans cette fièvre d'innovations, dans ces mouvemens maladifs dont nous sommes témoins, dans la facilité avec laquelle des doctrines subversives et incohérentes trouvent des sectateurs, il n'y ait des symptômes graves et affligeans. Il était vraiment utile

de les étudier, et M. Louis Reybaud a rendu un service dont les gens sensés lui tiendront compte en publiant sa remarquable appréciation des réformateurs contemporains.

Les lecteurs de la *Revue des deux Mondes* n'ont pas oublié les intéressantes biographies consacrées aux chefs des trois écoles qui ont éclipsé les autres en ces derniers temps, Saint-Simon, Charles Fourier, Robert Owen. Précédée d'une introduction qui expose l'origine et l'enchaînement des utopies antérieures, résumée par une réfutation vigoureuse des vieux sophismes que les novateurs ne se lassent pas de rajeunir, enrichie de pièces piquantes et de recherches bibliographiques sur les travaux des socialistes, la trilogie historique présentée par M. Reybaud est devenue un livre complet (1) : c'est une idée habilement distribuée dans un bon cadre, circonstance à noter aujourd'hui que le sentiment des proportions est si rare dans les compositions littéraires. Je ne puis mieux faire apprécier les difficultés de la tâche que M. Reybaud a choisie, qu'en transcrivant quelques lignes de son avant-propos : « Les « hommes, dit-il, que nous avons nommés *socialistes*, en empruntant ce mot « à l'Angleterre pour en user avec discrétion, ces hommes ont un cachet par- « ticulier qui ne permet pas de les classer et de les confondre dans une caté- « gorie consacrée. Ils n'aspirent pas à une seule science, mais à toutes. La vie « actuelle et la vie future, Dieu et l'homme, la terre et le ciel, tout est de leur « domaine. Ils parcourent le cercle entier de nos relations, et sont à la fois « philosophes, législateurs, révélateurs religieux, organisateurs politiques et « industriels, moralistes, philantropes et économistes. » Il n'est pas nécessaire de faire ressortir tout ce que l'étude des caractères de cette trempe peut offrir d'intérêt. On comprendra aussi le sentiment de discrétion qui m'empêche d'insister sur le mérite et le légitime succès d'une œuvre publiée en grande partie dans cette *Revue*. Je dirai seulement, et sans crainte d'être désavoué, que M. Reybaud a déployé tout à coup une intelligence des grands problèmes moraux et économiques, une aptitude à la discussion, et des qualités littéraires qui ont marqué son rang parmi les écrivains vraiment distingués de nos jours.

Les *Études* déjà connues de nos lecteurs ont mis en relief personnellement les réformateurs contemporains. L'analyse des conclusions qui couronnent le livre va nous conduire à un examen comparé des théories et à une appréciation de quelques ouvrages émanés de l'école fouriériste. Je crois juste, avant tout, d'établir nettement un fait sur lequel la narration de M. Reybaud glisse trop légèrement : c'est que Henri, duc de Saint-Simon, ne doit pas encourir la responsabilité des doctrines professées en son nom par une secte devenue célèbre. Saint-Simon, penseur profond, philosophe sincèrement religieux, croyait que le christianisme avait été détourné de ses voies et réduit à l'impuissance par des directeurs inintelligens ou corrompus. Le temps était venu, disait-il, de lui rendre la vitalité, en réalisant politiquement cette parole évangélique : « Aimez-vous les uns les autres, » c'est-à-dire en appliquant

(1) Un vol. in-8°, 2e édit.; chez Guillaumin, galerie de la Bourse, 5.

tous les efforts sociaux à l'amélioration du sort matériel des classes souffrantes. Les moyens proposés par le réformateur étaient un grand déploiement d'activité industrielle, un classement judicieux des travailleurs, une répartition plus équitable des profits, et enfin le contrôle d'un pouvoir hiérarchique dans le genre de celui qui fonctionnait avec tant d'énergie pendant les beaux siècles de l'église. Sans m'expliquer présentement sur la valeur pratique de cette combinaison, je ferai remarquer qu'elle n'était pas subversive de la morale religieuse, qu'il n'entra jamais dans la pensée du duc de Saint-Simon de se donner comme un nouveau Messie, et qu'au contraire l'ouvrage qu'il écrivit à son lit de mort, la dernière formule de sa théorie politique, peut être considérée comme une adhésion sincère au dogme fondamental du christianisme. Qu'il soit donc bien entendu que Saint-Simon est toujours hors de cause quand on fait le procès de ceux qui ont usurpé son nom et dénaturé ses principes en essayant de féconder ses idées.

Le grand but généralement avoué par les novateurs est l'émancipation des goûts sensuels, la réhabilitation de la chair, opprimée, disent-ils, par le spiritualisme chrétien. Le christianisme, dont le nom intervient aujourd'hui à tout propos, constitue une grande et mystérieuse science qu'on prend trop rarement la peine d'approfondir. M. Reybaud cède lui-même à un préjugé lorsque, frappé de la conformité des idées de Saint-Simon avec la loi évangélique, et cherchant à se rendre compte de la différence qui peut exister entre les deux doctrines, il ajoute que le christianisme prescrit l'abnégation et la privation, tandis que Saint-Simon conclut à la satisfaction et à la jouissance. Il y aurait en effet lieu à protester contre une loi qui ordonnerait d'une manière absolue la mortification et la souffrance. Le détachement des biens terrestres, la résignation dans les maux, la résistance aux entraînemens de la passion, sont des lieux communs de morale dont les docteurs chrétiens, je l'avoue, ont particulièrement abusé. Mais il ne faut pas chercher le christianisme dans les écrits souvent désavoués des mystiques ou de quelques prêtres ignorans. Il faut l'étudier sévèrement dans les actes des conciles et dans l'histoire, et là on voit que le christianisme, loin de faire une loi de la contrainte douloureuse, a lutté pendant les treize siècles de son existence active pour l'amélioration matérielle du sort des peuples, qu'il a anathématisé plusieurs sectes qui s'imposaient la misère et la privation sous prétexte de pauvreté évangélique; qu'enfin à aucune époque on n'a exclu de la communion chrétienne ceux qui jouissaient convenablement d'un bien-être honnêtement acquis.

Cette prétendue nécessité d'affranchir la chair et de rendre l'essor aux instincts comprimés, est donc au fond la pensée génératrice des utopies contemporaines. C'est pour que chacun puisse assouvir ses appétits sensuels, et réaliser les jouissances de ses rêves, que les saint-simoniens combinent leur féodalité industrielle. Le principe d'éducation, aussi vieux que le monde, qui tend à féconder les bons instincts et à réformer les instincts réputés mauvais, est une erreur, suivant Fourier; c'est le vrai péché originel qui a déchaîné sur l'humanité le crime et la misère. Combiner les sociétés de telle façon que

toutes les cupidités obtiennent satisfaction pleine et entière, telle est la grande découverte que Fourier se flatte d'avoir faite, et dont ses nombreux disciples poursuivent ardemment la réalisation. L'homme, dit à son tour M. Owen, n'est ni bon ni méchant par nature; la condition où il prend naissance, l'éducation qu'il reçoit, les influences qu'il subit, déterminent en lui des penchans qui deviennent irrésistibles. Il est donc absurde et odieux de le rendre responsable de ses actes; les châtimens et le mépris sont des injustices, de même que les distinctions et les récompenses sont des abus; tous les hommes, égaux en moralité et en valeur personnelle, apportent en naissant des droits égaux; la conclusion pratique de cette doctrine est le *communisme*, c'est-à-dire la mise en commun et le partage égal de tous les biens et avantages de ce monde.

Je le répéterai : malgré les dénégations obstinées et inconcevables des novateurs, la conséquence fatale de ces diverses théories est le renversement des deux institutions sans lesquelles nous ne concevons plus aujourd'hui l'existence des sociétés, le mariage et la propriété : le mariage, qui contrarie les entraînemens sensuels; la propriété individuelle, qui est pour chacun la mesure des jouissances auxquelles il peut prétendre. Les régénérateurs, je le sais, n'aiment pas qu'on transporte la discussion sur ce terrain; ils s'y trouvent mal à l'aise. Les plus candides se font illusion de bonne foi, et se paient de sophismes pour se persuader à eux-mêmes qu'ils ne portent pas atteinte aux principes tutélaires. Les esprits pénétrans et trop énergiques pour reculer devant les conclusions évitent cependant de les formuler, et se retranchent dans une réserve commandée, disent-ils, par les préjugés de la foule. Cette politique est prudente, sinon généreuse. L'expérience en a déjà été faite : la reconstitution de la famille et de la propriété est l'épreuve définitive dans laquelle ont échoué toutes les théories aventureuses qui promettaient le renouvellement de l'ordre social. On peut s'en convaincre en parcourant cette galerie de portraits qui, sous la main habile de M. Reybaud, sont devenus des tableaux d'histoire.

Lorsque les doctrines saint-simoniennes firent explosion, il y eut dans le public un mouvement de curiosité sympathique. Il était difficile de ne pas s'intéresser à des hommes qui se présentaient avec la double séduction de la jeunesse et du talent, sacrifiaient à leur foi les avantages du présent ou les promesses de l'avenir, bravaient le martyre du ridicule pour faire triompher une doctrine ainsi résumée : amélioration du sort physique, moral et intellectuel de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre. Il se trouva heureusement des esprits sévères pour rappeler que l'intention ne justifie pas toujours les moyens. Un cri d'alarme retentit jusqu'au sein de l'assemblée nationale, où les saint-simoniens furent accusés de prêcher la communauté des biens et la communauté des femmes. Sous le poids de cette dénonciation, les chefs de la réforme éprouvent le malaise que cause une flétrissure. Ils ont hâte de protester contre le projet qu'on leur attribue : leur intention, disent-ils dans un

manifeste, n'est pas d'abolir la propriété, mais seulement de modifier les moyens par lesquels elle se transmet; et quant au mariage, au lieu de le répudier, il prétendent le réhabiliter en préparant une union plus vive et plus sincère entre les époux. Cette réponse évasive n'était qu'un palliatif pour calmer les inquiétudes de la foule; mais elle n'était pas une solution qu'on pût offrir à la foi des adeptes. La controverse s'établit donc au sein du collége saint-simonien sur la grande question de l'affranchissement de la femme, et le seul résultat de la discussion est une rupture entre les deux chefs de l'école, M. Bazard et M. Enfantin. Ce dernier déploie toute sa puissance de fascination, toute la subtilité de son esprit pour éviter les explications positives, pour assoupir les scrupules et atténuer le mauvais effet des dissidences. Un jour enfin, à cette demande formulée nettement par M. Olinde Rodrigue : Tout enfant pourra-t-il, dans la société saint-simonienne, reconnaître et nommer son père? M. Enfantin oublie sa réserve jusqu'à répondre que la femme *seule* devait être appelée à se prononcer en cette grave question. Aussitôt le scandale fait éclat, et des défections nombreuses entraînent la déroute complète du saint-simonisme.

L'expérience n'est pas moins fatale à la doctrine d'Owen. Chef d'un vaste établissement industriel, le réformateur anglais achète au prix de sa fortune la confiance de ses ouvriers. il combat leurs mauvais penchans avec la persévérance la plus ingénieuse, établit des écoles pour l'enfance, des secours pour les infirmités, des récréations après le travail, associe chaque ménage au bénéfice d'une économie bien entendue, élève enfin les ames qu'il dirige à ces sentimens de sérénité et de douce expansion auxquels dispose le bien-être. Cette merveilleuse transformation séduit un instant la société anglaise : on ne daigne pas voir qu'elle est l'œuvre de la patience, du zèle affectueux, du désintéressement, en un mot des vertus évangéliques contre lesquelles le réformateur s'éleve si ridiculement dans ses écrits. On ne remarque pas que le beau résultat obtenu par M. Owen est moins favorable à sa propre théorie qu'à l'ancien état de choses, puisqu'il y a à New-Lanark, non pas une communauté réelle, mais un capitaliste et des salariés, un entrepreneur désintéressé et des ouvriers laborieux. Par une illusion fort excusable, le philantrope anglais ne voit dans la colonisation de New-Lanark qu'une tentative préparatoire, et il se promet des merveilles d'une réalisation pleine et entière de ses principes. Il se rend en Amérique pour y fonder, à ses risques et périls, un établissement où doit régner l'égalité parfaite et la communauté absolue. Un programme aussi séduisant ne manque pas son effet, et le réformateur voit accourir à lui cette partie maladive des populations que M. Reybaud a vivement caractérisée, « les ames enthousiastes et mobiles, les existences dé« classées et suspectes, qui s'agitent toujours à l'entour de la nouveauté. » Cette fois encore, les qualités sympathiques de M. Owen exercent une certaine influence, et pourtant le miracle annoncé reste imparfait : le régime de la communauté ne peut s'établir franchement, et le mouvement s'arrête faute

de ressorts dans cette étrange association, à laquelle on avait enlevé le mobile ordinaire, l'intérêt personnel, sans le remplacer par un autre principe d'action puisé dans les sentimens religieux.

L'école fondée par Fourier n'a pas encore subi l'épreuve de la réalisation. Elle a vu les naufrages des saint-simoniens et des owenistes, et elle manœuvre pour éviter le double écueil contre lequel viennent échouer ordinairement les novateurs. Elle s'épuise en démonstrations pour établir que la propriété est respectée dans le phalanstère, puisque, suivant le vœu du maître, les bénéfices réalisés en commun sont attribués au *capital*, au travail et au talent, et que tout propriétaire doit recevoir un dividende proportionné à l'étendue et à la valeur des terres par lui engagées dans l'exploitation. M. Paget va même jusqu'à affirmer que, quoique les terres ainsi concédées dussent être cultivées dans l'intérêt général, le propriétaire en titre ne serait pas privé du plaisir qu'on trouve à faire valoir son domaine, à y exécuter des travaux de toutes sortes et de capricieux changemens; qu'au contraire, « il jouira à ce « sujet d'un essor vingt fois plus libre et plus complet que dans notre état « actuel de morcellement où il éprouve toujours de nombreuses contra- « riétés (1). » J'ai peine, je l'avoue, à saisir cette explication: j'ai de même cherché vainement à comprendre à quoi servirait le capital mobilisé dans cette association où le salaire serait aboli, où chacun serait rétribué par sa participation aux avantages de la communauté, où nul ne prêterait ses services à autrui qu'autant qu'il s'y trouverait poussé par l'effet de l'attraction passionnée? Ne pourrait-il pas arriver que le *capitaliste* peu attrayant ne trouvât pas à se faire servir, tandis que son voisin, sans capital, recevrait les soins empressés des *pages* et des *pagesses* (2)? Il y a là une difficulté que je ne chercherai pas même à éclaircir : la constitution de la propriété ne peut être appréciée que relativement à celle de la famille. Or, quelle sera la loi du mariage dans le nouveau monde rêvé par Fourier?

Une doctrine qui pose en axiome la légitimité des désirs, qui déclare que les misères humaines n'ont pas d'autre cause que la lutte engagée par les moralistes entre la passion et le devoir, une telle doctrine ne peut guère se concilier avec ce qu'on appelle dans l'école le mariage exclusif. Fourier, plein de cette conviction fiévreuse qui touche à la monomanie, n'était pas homme à s'effaroucher des conséquences. Suivons-le donc dans ces régions fantastiques où il se plaisait à vivre; renonçons, s'il le faut, à cette réserve de langage qui est pour le *civilisé* (3) un indice du respect de soi-même,

(1) ***Introduction à la science sociale***, pag. 104.

(2) Tels sont les noms donnés par Fourier aux membres des groupes qui se livreront par goût aux soins domestiques et réaliseront dans la phalange la ***domesticité indirecte et passionnée.***

(3) Les mots *civilisés* et *civilisation*, qui s'appliquent au régime actuel des sociétés, sont presque toujours employés en mauvaise part dans les écrits de l'école sociétaire.

tâchons de connaître enfin la loi du mariage dans la *septième période de la vie humanitaire* (1), période où le mécanisme sociétaire commence à fonctionner, et qui pourtant ne doit être pour le genre humain que l'*aurore du bonheur*. C'est Fourier qui parle (2) et nous fait les honneurs de son nouveau monde :

« La liberté amoureuse commence à naître, et transforme en vertus la plupart de nos vices, comme elle transforme en vices la plupart de nos gentillesses. On en établit divers grades dans les liaisons amoureuses; les trois principaux sont : 1° les favoris et favorites en titre, 2° les géniteurs et génitrices, 3° les époux et les épouses. Les derniers doivent avoir au moins deux enfans l'un de l'autre, les seconds n'en ont qu'un, les premiers n'en ont pas. Ces titres donnent aux conjoints des droits progressifs sur une portion de l'héritage respectif. Une femme peut avoir *à la fois*, 1° un époux dont elle a deux enfans, 2° un géniteur dont elle n'a qu'un enfant, 3° un favori qui a vécu avec elle et conserve le titre. Plus de simples possesseurs qui ne sont rien devant la loi. Cette gradation de titres établit une grande courtoisie et une grande fidélité aux engagemens. Une femme peut refuser le titre de géniteur à un favori dont elle est enceinte; elle peut aussi, dans un cas de mécontentement, refuser à ces divers hommes le titre supérieur auquel ils aspirent. Les hommes en agissent de même avec leurs diverses femmes. Cette méthode prévient complètement l'hypocrisie dont le mariage est la source.... Enfin les titres conjugaux ne s'acquièrent que sur des épreuves suffisantes, et, n'étant pas exclusifs, ils ne deviennent pour les conjoints que des appâts de courtoisie et non des moyens de persécution. »

Les continuateurs de Fourier ont-ils adopté ce singulier code conjugal, ou bien, s'ils le désavouent, par quelle combinaison l'ont-ils remplacé? La lecture des nombreuses publications de l'école sociétaire ne répond pas à cette question d'une manière décisive. Mme Gatti de Gamond a la prétention de concilier le régime harmonien avec la morale consacrée, et rêve un phalanstère où doit régner une régularité monacale. Les désordres qui affligent notre société, dit-elle, n'ayant pas ordinairement d'autre cause que la misère, seront bannis d'un monde où l'aisance deviendra si générale, que chacun pourra

(1) Fourier et ses disciples partagent l'existence de l'humanité en plusieurs âges, qui doivent correspondre aux âges de la vie individuelle. L'humanité est encore dans son *enfance*, qui se subdivise en sept périodes. Nous sommes maintenant dans la cinquième de ces périodes, qui est celle de la *civilisation*. La période suivante sera celle de la transition, et conduira au septième âge, où l'harmonie sociétaire commencera à être réalisée. L'humanité sortira enfin de l'enfance pour entrer dans l'adolescence, la virilité, etc., pendant lesquelles on jouira d'un bonheur ineffable. Mais viendront ensuite la vieillesse, la décrépitude et la mort du genre humain. La vie totale de l'humanité sera de 80,000 ans.

(2) Fourier, *Théorie des quatre mouvemens*, édition de 1808, pag. 169 et suiv. — Nous empruntons au livre de M. Reybaud cette citation, rejetée dans les pièces justificatives, avec d'autres extraits piquans des ouvrages de Fourier.

placer légitimement ses affections, sans descendre à des calculs d'intérêt. Mais on assure que Mme Gatti de Gamond est aujourd'hui à la tête d'une petite église puritaine, en dissidence avec le centre principal de la propagande. Quant aux docteurs de la grande église, ils sont d'une réserve assez suspecte sur tout ce qui se rapporte aux liens de famille. M. Paget, dont l'esprit lucide et la parole sincère ne consentiraient pas à obscurcir les problèmes pour en cacher les difficultés, se retranche dans un silence absolu. M. de Pompery proteste de son respect pour les sentimens de famille, et repousse énergiquement le soupçon d'immoralité qui poursuit les fouriéristes. On jugera ce que vaut au fond sa profession de foi que je vais transcrire, par les mots qu'il a lui-même soulignés. « De ce que nous légitimons les passions, il n'en faut pas conclure à l'étourdie que nous légitimons leurs excès, et que nous ne reconnaissons pas la nécessité *présente* de la contrainte physique, de la contrainte morale et de la contrainte religieuse.... Nous maudissons les excès de la passion, tant qu'une organisation supérieure de la société à laquelle nous travaillons de tous nos efforts n'en permettra pas l'essor juste, complet, normal et équilibré. C'est alors seulement que l'homme sera LIBRE et franc de tous liens (1). » Dans les *dialogues* où M. Cantagrel a gaspillé beaucoup de verve et d'esprit, le *fou du Palais-Royal* parle assez souvent de *ménage*, mais de *mariage* point. On interroge enfin l'écrivain que M. Cantagrel a appelé dans le livre cité plus haut, le *saint Paul* de la nouvelle religion, et on n'obtient pas un seul mot de M. Considérant en réponse à la question sur laquelle un débat franc et précis aurait dû préalablement s'établir; à la dernière page seulement, on lit en note (2), et en forme de post-scriptum, les lignes que je vais rapporter : « On appelle *équilibres majeurs* ceux qui sont tirés du jeu des deux passions d'*ordre majeur*, amitié et ambition, et qui sont relatifs surtout à l'ordonnance et à la hiérarchie des intérêts industriels. Les *équilibres mineurs* sont ceux que fournissent les deux affectives *mineures*, amour et famille. Ces derniers équilibres ne pouvant être établis d'emblée au début de l'harmonie, parce qu'ils reposent sur des mœurs loyales et autres dispositions inconnues aux civilisés, dispositions qui ne viendront que comme conséquences de l'organisation régulière et sériaire des affaires du mode majeur, *nous nous abstiendrons d'en parler ici*. Du reste, les principes généraux de ces équilibres sont les mêmes que ceux qui concernent le majeur. Nous renvoyons leur étude à l'ouvrage où nous traiterons les questions de haute harmonie. » Ainsi l'école sociétaire ne daigne pas encore nous révéler les sublimités qu'elle nous prépare : nous sommes trop inintelligens pour les saisir, trop déloyaux pour les accepter! ne serait-ce pas plutôt que la doctrine n'ose pas s'avouer, ou bien qu'elle ne se comprend pas elle-même?

S'il était nécessaire de démontrer que la métaphysique n'est pas une science vaine, il suffirait de rappeler l'exemple du fouriérisme. Une seule erreur de

(1) *Exposition de la science sociale*, pag. 15.

(2) *Destinée sociale*, à la fin du second volume, pag. 350.

métaphysique détermine dans la pratique les plus déplorables aberrations. Toutes celles des phalanstériens découlent de ces six mots qu'ils ont fait graver sur la tombe de leur maître : « *Les attractions sont proportionnelles aux destinées.* » Le commentaire de cette formule, par M. de Pompery, est la critique la plus maligne qu'on en puisse faire. « Tout être, dit-il (1), homme, plante, animal ou globe, a reçu une somme de forces en rapport avec sa mission dans l'ordre universel. » Ainsi les forces libres et actives de l'ame humaine sont assimilées aux forces esclaves et passives de la nature inanimée! *Hommes,* animaux, plantes et *corps célestes,* étant assujettis à une loi fatale, on a tiré cette conclusion : puisque les astres s'attirent, les hommes doivent également s'attirer; pourquoi se fatiguer à peser la moralité des actions, à réglementer la propriété et le mariage? Qu'on mette les hommes en des conditions convenables d'attraction, et l'harmonie s'établira nécessairement sur la terre, de même qu'elle existe déjà dans les cieux. Persuadé que l'attraction est une loi providentielle à laquelle tous les êtres créés doivent obéir mécaniquement, on est arrivé tout naturellement à légitimer les passions humaines dont le libre essor est la condition de l'équilibre universel. Cet aveuglement, tout étrange qu'il est, devient pour les phalanstériens une sorte de justification. Il explique comment des hommes honnêtes, je n'en doute pas, et consciencieux, se vouent à la propagation d'une erreur des plus funestes; il fait comprendre leur colère naïve au reproche d'immoralité. Leur optimisme est très sincère, je le veux croire, lorsqu'ils affirment qu'une liberté illimitée ne saurait produire le mal. Assurer que l'homme en état d'attraction peut s'égarer ne les choque pas moins que si on avançait que les planètes peuvent sortir de leur voie et courir capricieusement dans l'espace. *L'homme harmonien,* au contraire, sera beaucoup plus moral qu'auparavant, puisqu'il concourra à l'accomplissement de la volonté divine. « Il faut croire, s'est-on dit, que Dieu fait bien tout ce qu'il fait; donc que l'homme ou ses passions sont bonnes, puisque les passions sont les forces qui le constituent. » Qu'on ne m'accuse pas de prêter à des adversaires une argumentation déraisonnable; j'ai cité les propres paroles de M. de Pompery (2).

Ce n'est pas sans embarras qu'on se trouve forcé de rappeler à des hommes graves ce qu'ils savaient fort bien lorsqu'ils avaient seize ans et qu'ils étaient écoliers. Les passions et les instincts que Dieu a donnés à l'homme ne sont par essence ni bons ni mauvais; ce sont seulement des ressorts au moyen desquels l'homme manifeste sa liberté, use ou abuse, fait le bien ou le mal relativement à la loi qui lui a été enseignée, et aux lumières morales qui sont en lui. Prescrire l'amortissement complet des passions serait une ineptie que jamais aucune religion n'a commise; renoncer à les diriger dans leurs écarts serait une extravagance non moins choquante et beaucoup plus dangereuse. Il y a pour l'ame comme pour les organes corporels un état sain et un dérè-

(1) *Exposition de la science sociale,* pag. 29.

(2) Ouvrage déjà cité, pag. 15.

glement qui constitue l'état morbide. Dans son tableau du *système passionnel* tracé d'après Fourier, M. Considérant admet douze passions fondamentales qui sont par elles-mêmes fort innocentes; mais que ces mêmes passions soient surexcitées, et elles se changeront en *vices*. Le désir légitime d'assurer son bien-être touche à l'avarice; l'ambition effrénée ne sera plus qu'un odieux despotisme; l'amour immodéré se dégradera jusqu'à la débauche ou deviendra en s'aigrissant de la jalousie, de la haine (1). Se maintenir autant que possible à l'état sain, telle fut en tout temps l'étude des sages, et la morale n'est pas autre chose qu'une sorte d'hygiène appropriée à ce but. Imaginer un ordre de choses dans lequel les mouvemens de l'ame ne seront jamais désordonnés, affirmer que les passions ne tomberont jamais à l'état maladif, c'est soutenir une prétention aussi insensée que serait celle d'abolir les maladies et les infirmités corporelles.

Tel est pourtant le principe générateur du système phalanstérien. Les passions, ose-t-on nous dire, ne deviennent des vices dans le monde civilisé que parce qu'elles sont contrariées. Mais il en sera tout autrement dans un monde où chacun s'adonnera à l'occupation de son goût et changera de travail vingt fois par jour s'il a le goût du caprice, où nul individu ne sentira les atteintes du besoin, où nulle cupidité ne sera limitée, nul amour-propre humilié. Je ne puis comprendre, je l'avoue, une combinaison assez parfaite pour réaliser ces merveilles. Vous supprimez le mariage exclusif; mais tous les désirs seront-ils nécessairement en correspondance? La femme qui voudra reprendre sa liberté n'excitera-t-elle jamais la colère de son mari? et le mari volage ne froissera-t-il plus la femme aimante? Ne verra-t-on jamais les perfidies, les rivalités entre les prétendans? Y aura-t-il attraction aussi vive pour la vieillesse et la laideur que pour la jeunesse et la beauté? Comment empêchera-t-on les jalousies entre les maris de divers grades, entre les femmes inégales en droits, entre les enfans issus de ces accouplemens croisés? Dans l'ordre des intérêts matériels, mêmes difficultés. On admet le capital transmissible et représenté par des actions, mais a-t-on prévu le cas où un capitaliste astucieux et rapace accaparerait presque toutes les valeurs représentatives d'un phalanstère? La fortune qu'on daigne lui laisser ne serait qu'une dérision, si elle ne lui procurait pas quelques avantages interdits aux autres; et s'il fait sentir quelque supériorité, n'excitera-t-il jamais l'envie? Le jour où un seul de nos vices aura fait irruption dans un phalanstère, il ouvrira la porte à toutes les misères de l'état civilisé, et alors qu'adviendra-t-il de cette *harmonie* où le devoir, le dévouement, sont systématiquement proscrits, où n'existe aucun moyen de contrainte matérielle? Aux objections de ce genre, qu'on pourrait multiplier à l'infini, les disciples de Fourier opposent une réponse qui tranche le débat. Ils nous disent : Vous intervenez dans notre monde, civilisés que vous êtes, avec les préjugés et la corruption du vôtre. Vous oubliez que l'effet

(1) Les transitions de ce genre sont appelées, dans la langue du fouriérisme, des *récurrences de sentiment*.

du régime sociétaire sera de changer complètement le milieu où s'exerce l'activité humaine, et que de nouvelles influences modifieront essentiellement l'humanité elle-même.

Je retournerai contre vous cet argument et je vous dirai : Lorsque vous vivez par l'imagination dans vos phalanstères, et que vous y fonctionnez vous-mêmes comme un des rouages du mécanisme général, vous ne vous sentez pas portés à faire abus d'une liberté sans contrepoids. Vous ne craignez pas de décheoir jusqu'à certains dérèglemens; votre conduite antérieure et vos sentimens éprouvés vous en assurent. Mais vous êtes dupes d'une étrange illusion. Ne voyez-vous pas que vous entrez aujourd'hui dans le phalanstère avec un ensemble de sentimens et d'idées qui sont précisément votre sauve-garde; que malgré votre révolte, vous êtes encore sous l'empire d'une loi morale qui vous a pénétrés et qui vous gouverne à votre insu? La langue que vous parlez, et qui commande une certaine retenue à votre esprit, les convenances que vous subissez, les mouvemens généreux qui vous sont habituels, vos sympathies pour les actes louables, vos répugnances pour d'autres actes réputés malhonnêtes, mille influences inaperçues, quoique de tous les instans, ont agi sur vous dans l'état social, et ont enrichi votre nature. Votre *éducation,* pour tout dire en un mot, vous préserve des conséquences de vos doctrines; cette civilisation que vous calomniez avec tant d'amertume, vous garantit contre le désordre de vos propres idées. Vous lui devez, non pas seulement votre tendance morale, mais votre constitution physique. Si vous avez l'honneur d'appartenir à une race qui domine les autres; si vous possédez cette ampleur de facultés, dont vos écarts même sont la preuve, ce n'est pas là un simple effet du hasard. Il a fallu qu'avant vous des générations fortes et naïves s'inclinassent sous le joug des principes sévères, sachez-le bien, et sachez aussi qu'en rejetant aujourd'hui ces principes, vous reniez le plus pur du sang de vos pères.

J'admettrai donc qu'un phalanstère fondé présentement, avec des hommes imbus de l'éducation sociale, pourrait fonctionner avec régularité et décence. Mais qu'arrivera-t-il lorsque apparaîtront des générations dégagées de tout frein, et élevées dans cette conviction que la seule faute possible serait de résister à l'impulsion du désir? J'entends les fouriéristes s'écrier qu'alors seulement commencera l'âge d'or promis à l'humanité; alors l'*attraction passionnée*, ne rencontrant plus d'obstacles, produira l'*harmonie universelle;* l'équilibre sera si parfaitement établi, que les écarts deviendront impossibles, que le mal n'existera plus sur la terre! Certes, si la formule de Fourier devait enfanter tant de belles choses, ce serait trop peu que de le placer sur la ligne de Newton, comme font ses disciples : il serait plus qu'un homme et mériterait des autels. En effet, le philosophe anglais n'a pas inventé; il a observé et raconté ce qui était avant lui. Fourier, au contraire, est créateur : il indique ce qui doit être, ce qui sera. Ici une objection se présente. S'il a été dans l'intention de Dieu, comme on nous le dit, que les hommes fussent nécessairement bons et heureux, pourquoi sont-ils devenus malheureux et méchans?

Si l'équilibre des passions est une loi divine et *humanitaire*, pourquoi les passions ne se sont-elles pas attirées mécaniquement dès l'origine? L'harmonie ne pouvait s'établir que dans un milieu convenablement disposé; je l'accorde; mais je ne puis comprendre pourquoi Dieu, qui, assure-t-on, n'a pu vouloir que le bonheur des hommes, n'a pas créé sur-le-champ le milieu favorable? Il n'a pas attendu Newton pour ordonner l'attraction sidérale : avait-il besoin de Fourier pour combiner l'attraction passionnée ?

La genèse des phalanstériens essaie de résoudre cette difficulté : « Dans la première période du monde appelée *Edénisme*, dit M. Considérant, la propriété territoriale individuelle n'existe pas; les amours ne sont pas enchaînés par des convenances sociales et des préjugés; la surabondance des richesses naturelles sur les besoins prévient les luttes d'intérêts (1). » Toutefois l'harmonie n'était pas encore réalisable, parce que les ressources matérielles se trouvaient insuffisantes. La pénurie se fait donc sentir chez les peuples de la première période, et aussitôt « l'égoïsme surgit, la société se dissout..... l'affection de famille survit seule au naufrage de toutes les autres affections : elle devient base étroite et exclusive de la société. Voilà l'inauguration du ménage en couple, et de ce jour l'humanité entre dans l'incohérence par la *sauvagerie* (2). » Après s'être débattu dans la sauvagerie, le genre humain arrive, par le *patriarcat* et la *barbarie*, à la *civilisation*, état présent des sociétés. C'est pendant ces périodes douloureuses qu'on commence à fausser le jeu des passions, à enchaîner l'essor du désir. Il était nécessaire, dit M. Considérant, que l'humanité passât par une crise pour conquérir des instrumens de force et de puissance ; « l'enfantement des arts, des sciences et de l'industrie s'opère pendant des périodes incohérentes qui ne peuvent produire ni le bonheur ni l'harmonie, puisqu'elles ont pour mission de créer cette industrie et ces sciences qui en sont les moyens et les matériaux (3). » Maintenant que l'effort des siècles a créé les élémens d'une abondance assez grande pour assouvir le genre humain, il faut passer par une période transitoire appelée *garantisme*, pour réaliser le mécanisme phalanstérien qui doit concilier la liberté de la pure nature avec les raffinemens de l'extrême civilisation! Il y a du vrai dans cette théorie. Il est évident que le premier âge, où la passion ne connaissait pas de frein, eût été impuissant à se perpétuer ; que c'est seulement dans des conditions de lutte, et en vertu d'un effort moral, que la terre a été fécondée, que les intelligences ont commencé à fleurir, qu'on a fait toutes ces merveilleuses découvertes qui ont amélioré le sort de l'homme. Jusqu'ici on peut s'accorder. Mais admirez la conclusion. Il faut aujourd'hui que l'humanité se hâte d'abandonner le régime moral auquel elle doit toutes ses conquêtes, pour rentrer sous celui dont la

(1) *Destinée sociale,* tom. Ier, pag. 146.
(2) Pag. 152.
(3) Pag. 148.

stérilité a été tristement éprouvée. Voilà comme on raisonne assez ordinairement dans le fouriérisme.

La pierre de touche qui sert à éprouver les promesses dorées des novateurs est le sentiment moral; toute doctrine qui le choque n'a pas d'avenir. Je reconnaîtrai avec M. Reybaud, dont l'impartialité touche à l'indulgence, que les travaux des utopistes contemporains n'ont pas été sans utilité. Leur sympathie pour les classes souffrantes, les misères qu'ils ont dévoilées, ont fait sentir, même aux cœurs égoïstes, la nécessité de faire descendre le bien-être dans les rangs inférieurs et trop souvent sacrifiés des populations; ils ont développé l'émulation industrielle. Saint-Simon a proclamé le respect de l'autorité et les avantages de la subordination. Owen, apôtre d'une égalité impossible et d'une tolérance périlleuse, a donné par compensation de nobles exemples. Fourier a certainement avancé la solution du problème qui est à l'ordre du jour, la théorie de l'association qui doit remédier aux abus du morcellement et de la concurrence. D'autres points de détail, indiqués par M. Reybaud, pénétreront avec le temps dans nos mœurs et dans nos lois; ce sont là d'incontestables services, et pourtant les écoles auxquelles on en est redevable sont tombées ou tomberont. C'est qu'elles blessent ce mystérieux instinct du bien et du convenable qui se trouve au fond des populations européennes; c'est qu'on n'a pu s'intéresser à des réformes économiques dont le succès eût coïncidé avec un déplorable abaissement moral.

Pour une des trois sectes que nous avons vu naître, le livre de M. Reybaud est déjà de l'histoire ancienne. La comédie saint-simonienne a eu le dénouement que chacun sait. Avec le costume apostolique, les acteurs ont quitté l'allure théâtrale, le ton dogmatique, le regard inspiré. Seulement les principes émis par Saint-Simon, sur l'urgence de restituer au catholicisme des moyens d'action appropriés à l'état des sociétés modernes, ont engagé quelques esprits solides dans un ordre d'idées et de recherches, qui peut-être un jour auront du retentissement. Des trois socialistes contemporains, M. Robert Owen est le seul vivant; si l'on comptait au nombre de ses disciples tous ceux qui professent la doctrine sauvage du communisme, ceux qui croient que tous les bimanes ont des droits égaux aux biens de ce monde, abstraction faite de leur valeur individuelle, le réformateur anglais disposerait d'une clientelle malheureusement nombreuse. Mais M. Owen est un expérimentateur plutôt qu'un théoricien; sa doctrine, qui se réduit à nier l'empire de la religion et des lois, a si peu de consistance, qu'on hésite à le considérer comme chef d'école. L'influence qu'il conserve sur la classe ouvrière, il la doit à ses antécédens généreux, à son caractère sympathique; le plus convaincu de ses admirateurs, c'est lui-même, à n'en pas douter. Dans un *manifeste*, publié l'année dernière, et traduit par M. Reybaud, l'inventeur du système de religion et de société rationnelles, c'est ainsi qu'il se qualifie, parle avec une rare complaisance de son dévouement, de ses lumières, de ses succès et de ses divers écrits, et notamment du *Nouveau Monde moral*, « livre qui man-

quait au genre humain. » Il y a un an environ que M. Owen sollicita et obtint du ministère anglais la faveur d'être admis en présence de la reine. Cette présentation officielle d'un homme qui se fait honneur de professer le renversement des lois divines et humaines, fut dans le parlement l'objet d'un blâme auquel le *manifeste* répond ainsi : « Un mot maintenant sur ma présentation à sa majesté la reine. Je le demande, qui d'entre nous trois a été le plus honoré de cette visite? ou d'un homme de près de soixante-dix ans, qui a employé plus d'un demi-siècle à acquérir une rare sagesse, avec la seule pensée de l'appliquer aux créatures souffrantes, et qui, pour arriver à la réalisation de ses desseins, s'est assujetti à s'habiller comme un singe, et à fléchir le genou devant une jeune fille charmante sans doute, mais sans expérience; ou bien d'un ministre qui engagea ce vieillard à subir ces formes de l'étiquette, et qui ensuite, dans un discours plein d'absurdités, désavoua presque un acte dont il était le promoteur, un acte qui, quelque jour peut-être, comptera comme le fait le meilleur et le plus important de son administration; ou bien enfin de la jeune fille devant laquelle un septuagénaire a plié le genou? Quant à moi, je ne tiens point à honneur d'avoir été présenté à aucun être humain, quel qu'il soit. » Malgré la haute opinion que le philantrope anglais a de lui-même, et qu'il exprime avec cette candeur qui la ferait pardonner, tout porte à croire qu'il ne laissera pas après lui des traces durables.

Quant à la doctrine de Fourier, elle est présentement l'objet d'une propagande très active. M. de Pompery nous apprend que la *science sociale* est crue et acceptée aujourd'hui par quelques milliers d'intelligences; qu'indépendamment des deux recueils périodiques dont elle dispose à Paris, elle aura bientôt une feuille quotidienne; qu'elle a pour organes, dans les départements, huit journaux accrédités; que d'autres journaux, à Londres, à New-York, à Madrid et à Lisbonne, reçoivent ses inspirations; qu'enfin, avant peu, une expérience pratique sera tentée dans le Portugal. Des démarches très actives, dit-on, sont faites en France pour appliquer à une grande exploitation la théorie sociétaire; enfin les journaux annonçaient, il y a peu de jours, que trois cents familles de Bordeaux partaient pour l'Amérique, avec l'intention d'y fonder un phalanstère.

Les livres consacrés à la propagation de l'*harmonie* annoncent en général cette chaleur d'ame qui, bien dirigée, fait éclore le talent et l'alimente. Je reprocherai aux phalanstériens d'abuser de la liberté accordée aux novateurs de produire parfois des mots nouveaux. La sévérité et les répugnances de la langue commune offrent un moyen de contrôle dont chacun a besoin pour apprécier la justesse de son esprit : on doit se défier des idées qui ne peuvent pas être exprimées par le vocabulaire qui suffit à tout le monde. Lorsque les doctrines craignent de se comprendre et cherchent, pour ainsi dire, à s'éviter elles-mêmes, elles tombent dans le jargon et le mysticisme; c'est ce qu'on a pu constater vers le déclin de l'école saint-simonienne. Je n'ai pas remarqué que les doctrines de Fourier eussent été développées ou modifiées par ses

disciples. L'*introduction* de M. Paget n'est qu'une analyse exacte jusqu'au scrupule de l'un des écrits du révélateur. M. Paget est particulièrement chargé d'exposer le plan économique et industriel du système. La discussion métaphysique paraît attribuée à M. de Pompery, dont le ton est élevé et l'argumentation subtile. *Le Fou du Palais-Royal* s'adresse aux gens du monde. Ce livre a la vivacité et le piquant nécessaires pour tenir en éveil les esprits paresseux. Il ne faudrait pas toutefois que l'auteur s'exagérât la valeur philosophique de son œuvre. La forme dialoguée, qui a beaucoup de charme, est la moins concluante; cette forme laisse trop sentir qu'on peut se ménager facilement la victoire quand on est maître du terrain, et qu'on commande la manœuvre de ses adversaires. Le socialisme transcendant, les problèmes de haute harmonie, sont du ressort de M. Considérant. Il règne dans la *Destinée sociale* un ton provocateur qui ruinerait le livre, si l'auteur n'avait pas eu la prudence de dire, dans la préface du second volume, que l'*humeur colérique et sauvage* qu'il a manifestée ne lui est pas naturelle, qu'elle n'est de sa part que l'effet d'un calcul, et qu'il en est de même pour les bizarreries et les digressions qu'il se reproche tout le premier. Il est évident que M. Considérant a voulu brusquer le public pour s'en faire remarquer. Il y avait un moyen plus digne et plus sûr de captiver l'attention : c'était de multiplier les pages rapides, colorées, et vraiment séduisantes, car on en trouve de ce genre dans la *Destinée sociale* (1), et on les relit avec d'autant plus de plaisir, qu'on se félicite de sentir parfois dans le style la jeunesse qui est souvent trop apparente dans les idées.

Les novateurs ont recruté beaucoup d'adhérens; je ne m'en étonne pas : ils font une critique violente de tout ce qui existe, et promettent un bonheur ineffable « qui doit se répandre comme un embrasement sur la terre », dès qu'on aura adopté leurs systèmes. Cette manœuvre est celle de la plupart des hommes politiques dont le but principal est leur avancement personnel; mais elle me semble peu digne de ces philosophes qui, ne voulant amener que le règne du bien, devraient, avant tout, donner l'exemple de la bonne foi. Est-il loyal d'enregistrer toutes les misères, d'aigrir toutes les plaies en les exposant au grand jour? Le mal existe dans l'ordre actuel, qui le nie? Mais n'y a-t-il pas des compensations? Ne serait-il pas juste de faire la part du bien? En bonne conscience, ce n'est pas absolument qu'il faudrait juger les sociétés, mais relativement et par comparaison à ce qui a existé en d'autres pays et à d'autres époques. L'amélioration progressive des choses de ce monde est le ressort de l'activité humaine; si les utopies, réalisées par enchantement, nous donnaient tout à coup le bonheur absolu, ce serait l'immobilisation de l'humanité; la satisfaction certaine, entière, immédiate des désirs, si elle était possible, deviendrait un supplice infligé à l'homme. En dépit du sens commun, ces promesses de félicité idéale ont toujours fait impression sur les esprits malades ou irréfléchis. Je ne suis donc pas surpris que les réformateurs de

(1) Ouvrez, par exemple, le second volume, à la page 182.

nos jours aient trouvé des adeptes, et, à l'égard des fouriéristes, mon seul étonnement est qu'ils ne soient pas plus nombreux. Lorsqu'on s'aventure à les suivre dans l'un des huit cent mille palais qu'ils bâtissent sur le globe, et que, de leur point de vue, on se représente cette vaste mécanique dont les pièces sont des êtres humains; lorsqu'on voit fonctionner cet engrenage de toutes les passions, qu'on s'arrête au tableau de cette ivresse perpétuelle, de cette saturation facile de tous les égoïsmes, on finit par éprouver une sorte de vertige, une hallucination que j'ai moi-même ressentie par instans, je l'avoue, et à laquelle on succomberait, si on ne ressaisissait pas au plus tôt certains principes à l'aide desquels on se relève. Aux chimères des régénérateurs, à leurs promesses décevantes, opposons des paroles vraiment éloquentes et pleines d'un sentiment élevé qui règne constamment dans les conclusions de M. Reybaud (1) : » Où irions-nous, grand Dieu! si on ne nous laissait que nos vices, en nous enlevant jusqu'au sentiment de nos dernières vertus? Ainsi, tout ce qui a jusqu'ici commandé l'estime de la foule, l'honneur, l'héroïsme, le désintéressement, la pauvreté noblement soufferte, la probité irréprochable, le respect de la foi jurée, le détachement, le dévouement au pays, à la famille, toutes ces qualités, qui résultent de l'éducation de l'âme, de la volonté, de la réflexion, ne seraient plus que des sentimens vains, des titres sans valeur, contestables, arbitraires, des puérilités indignes de louanges! Dans aucune des sociétés que l'on nous façonne, il n'y a de place pour ces mérites qui sont le résultat d'un travail et souvent le produit d'un grand combat. On promet à l'homme de le rendre heureux, mais d'un bonheur passif, inerte, indépendant de ses efforts. Nous sommes fatalement condamnés à la félicité terrestre, et chercher des vertus en dehors de nos instincts, c'est résister à nos destinées. Il est à craindre que nos sociétés ne perdent, au contact de ce singulier enseignement, le peu de honte et de pudeur qui leur reste..... Il est temps d'oublier les systèmes fantastiques pour un système réel; pour le formuler en peu de mots, il suffirait de renverser les termes des trois théories que nous avons parcourues, et de reconnaître comme instrumens nécessaires du progrès social, l'autorité dans l'ordre moral, et surtout l'autorité de l'exemple; dans l'ordre économique, la liberté. »

Un dernier mot sur les disciples de Fourier. Il ne faut pas se flatter de les ébranler par la discussion. Le langage des faits est le seul qu'ils daigneront écouter; l'expérience seule se fera comprendre. Par une étrange inconséquence, ces mêmes hommes qui déïfient l'humanité commencent par destituer la raison humaine. Le mépris qu'ils font de tous les arts qui ont pour but de régulariser l'exercice de la pensée, éclate souvent dans les écrits qui émanent de leur école, et particulièrement dans ceux de M. Considérant. « Certes, dit-il, ce ne sont pas les querelles théologiques et politiques, ni les vanités idéologiques, métaphysiques et contradictoires de la philosophie

(1) *Études sur les réformateurs*, pag. 308 et suiv.

et de la morale, qui ont fait jamais avancer de beaucoup l'*odomètre* social. » L'odomètre, il est bon qu'on le sache, est un instrument qui pourrait servir à mesurer le progrès. Il me semble que, pour avoir le droit de mépriser une science, il faut prouver qu'on la domine. Si on émettait, devant les savans de l'école sociétaire, la prétention de réformer les mathématiques dans un langage qui trahît l'ignorance des procédés et des résultats de cette science, on serait sans doute accueilli avec un sourire de pitié. Les phalanstériens ne s'exposeraient-ils pas à quelque chose de semblable, si leur conviction sincère ne commandait pas des égards? Mais à quoi bon prolonger la discussion contre des adversaires qui se contentent d'opposer des affirmations absolues au raisonnement individuel comme au témoignage unanime des siècles antérieurs? Vienne donc pour eux le jour de l'expérience; celui du désenchantement ne tardera pas à le suivre. Après le naufrage de leurs idées, nous verrons les disciples de Fourier, comme les saint-simoniens, chercher un refuge au sein de cette société qu'ils veulent détruire; ils en obtiendront, comme leurs devanciers, les avantages qui sont bien rarement refusés aux hommes de vigueur et de talent, et comme eux encore, ils oublieront aisément qu'en des jours de vertige ils ont ébranlé des idées respectables, semé autour d'eux le doute et l'aigreur, inquiété des intérêts et dérangé des existences.

A. Cochut.

REVUE MUSICALE.

Enfin, l'Opéra s'est décidé à sortir de l'inaction où les maîtres de la scène s'obstinent à le laisser languir depuis si long-temps. Après sept mois de travaux excessifs et d'efforts gigantesques, l'administration de l'Académie royale de Musique a mis au jour, dans un accouchement des plus laborieux, un opéra en deux actes de M. Ambroise Thomas. On le voit, si jamais l'apologue de la montagne en mal d'enfant eut son application, à coup sûr c'est ici. N'importe, l'Opéra vient de donner signe de vie, au moins les pulsations se font encore sentir de loin en loin dans cet énorme corps; vous disiez que c'était la mort, ce n'est que la léthargie; attendez. Un opéra en deux actes, voilà certes qui va bien confondre la critique, et la commission des théâtres royaux ne manquera point de battre des mains en face d'aussi glorieux résultats; d'autres diront peut-être que deux actes (deux actes de cette espèce) sont, après tout, fort peu de chose, que la pièce pourrait être meilleure et moins inconvenante, la musique plus originale. Pour nous, nous ne voyons en cette affaire qu'un précédent ingénieux et capable de porter les plus beaux fruits. En effet, il s'agissait de prouver que le concours des maîtres est ce qu'il y a au monde de moins nécessaire à un théâtre lyrique, et que, puisque MM. Meyerbeer, Auber et tant d'autres s'obstinent à refuser d'intervenir tant que durera ce régime, on peut à merveille se passer d'eux, tout comme on se passe de Mlle Loewe et de Mme Pauline Garcia, de Taglioni et de Fanny Elssler. Le beau mérite, en vérité, d'attirer le public avec des chefs-d'œuvre et de grands artistes, avec *Robert-le-Diable* et Nourrit, *les Huguenots* et Mlle Falcon! L'idéal d'une première scène vraiment royale, c'est de n'avoir ni musique ni sujets, et de faire, avec cela, salle comble. Sur le premier de ces deux points, nous avouons que l'administration actuelle de l'Opéra n'a pas le plus petit reproche à se faire; reste maintenant le second.

Si quelqu'un ignorait encore par hasard les relations pleines de froideur qui existent à cette heure entre M. Scribe et l'Académie royale de Musique, la pièce de *Carmagnola* suffirait pour l'en instruire. En effet, c'est bien là une pièce d'ennemi, du plus malin et du plus redoutable qui se puisse imaginer, d'un ennemi qui en veut à votre bourse, et qui d'avance a juré qu'il la viderait ou du moins l'empêcherait de se remplir. Jamais action plus insipide, jamais parade plus drôlatique ne fut donnée sur un théâtre sérieux; qu'on s'imagine un conte de Boccace, moins la grace, l'esprit, l'invention et le style, la gravelure dans toute sa déplaisante crudité. Le comte Carmagnola convoite la femme du gouverneur d'une citadelle italienne, d'un de ces gouverneurs cousins de Shaha-Baham, et dont la race avait disparu depuis le fameux bailli du *Rossignol*. Or, il s'agit de savoir si le comte arrivera à ses fins, s'il enlèvera la femme au nez du gouverneur qu'il entoure de tous les soins affectueux usités en pareille circonstance. Chaque fois que le comte Carmagnola sort ou qu'il entre, il n'a garde de vous laisser ignorer où il va ni d'où il vient. La femme du gouverneur cèdera-t-elle, *la beauté* sera-t-elle moins *inhumaine?* là réside toute la question; c'est uniquement pour cela que les violons s'assemblent, que les chœurs chantent faux, et que M. Massol vocifère à tue-tête. Quelle inimitié profonde, irréconciliable, il faut que M. Scribe porte à l'administration actuelle, pour qu'il ait pu se décider à lui jouer une pareille pièce, lui, l'auteur du *Philtre,* de *la Bayadère,* du *Comte Ory*, et de tant d'autres aimables inventions qui ont fait fortune!

Le nom de M. Thomas, que d'ailleurs plus d'un succès honorable recommande, ne s'était point produit encore à l'Opéra, si ce n'est à l'occasion d'un ballet, de *la Gipsy;* et franchement, dans l'intérêt de son avenir, le jeune musicien aurait dû s'en tenir là, ou du moins ne tenter l'aventure qu'à bon escient. Plus une épreuve est décisive, plus il importe de calculer d'avance toutes les chances d'en sortir avec honneur. Voilà malheureusement ce que les jeunes compositeurs ne sauraient comprendre de notre temps. Dans la fureur qui les possède d'être joués à l'Académie royale de Musique, ils passent par-dessus toutes les conditions qu'on leur impose, si funestes et si désastreuses qu'elles soient. Une pareille gloire les fascine tellement, qu'il leur semble qu'on a tout dit lorsqu'on a prononcé le nom de Mme Dorus ou de Mlle Dobrée, et que disposer pendant deux heures du gosier de M. Alizard leur paraît quelque chose de merveilleux. Cependant les obstacles s'amoncellent, les tribulations se multiplient, la dernière illusion se dissipe au lever du rideau, et c'est quand il n'y a plus moyen de revenir sur ses pas qu'on s'aperçoit de l'imprudence qu'on a faite. Et vous avez beau dire, vous n'empêcherez jamais cette fureur d'aller son train; les exemples que vous citerez ne serviront qu'à enflammer l'émulation de nouveaux concurrens; autant de lauréats, autant de victimes : laissez-les faire, et vous les aurez bientôt vus, l'un après l'autre, pauvres papillons éclopés, venir se brûler le bout des ailes au lustre de la rue Lepelletier. On n'a certainement point oublié *le Perruquier de la Régence, le Panier fleuri, la Double Échelle* surtout, la première et, selon nous, la

meilleure partition de M. Thomas. Il y avait dans ces petits motifs heureusement trouvés, dans ces ariettes de bon goût et d'une expression parfois mélancolique, dans ces jolies phrases, comme un souvenir du vieux temps, comme un écho rajeuni de Dalayrac; et ces facultés instinctives, modifiées avec toute convenance, auraient pu, aujourd'hui que chacun vise au grandiose et que les plus médiocres cerveaux prétendent fraterniser avec Beethoven, auraient pu, disons-nous, faire à M. Ambroise Thomas une place originale, une place à part dans la musique contemporaine. C'est avec regret que nous avons vu M. Thomas abandonner sa première manière et se jeter corps et ame dans l'imitation de Donizetti, lui qui pouvait si facilement aspirer à recueillir un jour l'héritage d'Auber. Mais le moyen de ne pas faire comme les autres! le moyen, quand on possède en soi un grain d'originalité, de ne point aller le délayer dans la cuve commune où s'élaborent les grands chefs-d'œuvre du siècle! C'est quelque chose pourtant que l'instinct mélodieux, n'en eût-on que la somme qu'il en fallait pour écrire *la Double Échelle* et *le Perruquier de la Régence*. Il n'y a dans *le Comte Carmagnola* qu'un morceau, qu'une phrase, le duo d'amour du second acte; et cette idée pleine de charme et de sentiment, c'est à son inspiration naturelle, à son inspiration d'autrefois, que M. Thomas la doit. Pourquoi, lorsqu'on peut trouver dans son propre fonds de semblables motifs, chercher à se traîner à la suite des autres? pourquoi surtout ne pas savoir attendre l'occasion favorable de se produire et tenter le sort en d'aussi malheureuses conditions?

Arrivons au bénéfice de Duprez; cette fois au moins on ne dissimulait pas ses prétentions. Que sert la modestie dans un temps où l'outrecuidance et la vanité sont de mise? Rengorgeons-nous donc tant que nous pouvons, payons d'audace et d'amour-propre, et, si petits que la nature nous ait faits, dressons-nous sur nos talons, levons la tête, et faisons mine d'avoir six pieds de haut. Il s'agissait donc de jeter un défi dans les règles au Théâtre-Italien, de porter à ces pauvres virtuoses que vous savez une botte dont aucun d'eux ne se relevât. Au fait, les Italiens nous assomment; pourquoi souffririons-nous plus long-temps ces oisifs de la musique, ces parasites de l'art qui nous imposent des contributions énormes, quand nous avons sous les mains de quoi les remplacer? Est-ce que Mme Dorus-Gras ne vaut pas la Persiani, par hasard, Mme Stolz la Grisi, et M. Massol n'est-il pas fait pour en remontrer à Rubini? Les merles chantent mieux que les rossignols, qui en doute? Malheureux théâtre, le vertige le prend, la tête lui tourne, et c'est quand il ne peut même pas suffire à son répertoire, le plus monotone de tous les répertoires, que l'idée lui vient d'empiéter sur le domaine d'autrui et de s'aventurer dans une lutte à outrance avec des chanteurs dont le souvenir seul ruine d'avance par le ridicule toute entreprise de ce genre. Voyez cette affiche : *Otello, Lucia*. O Rubini, Tamburini, Giulia Grisi, Fanny Persiani, où donc étiez-vous samedi? C'était cependant bien le cas de passer le détroit pour venir assister à cette parodie de toutes vos magnifiques soirées de Favart et de l'Odéon, à cette admirable parodie, taillée jusqu'aux moindres détails sur le patron du chef-

d'œuvre. Rien n'y manquait, ni les pluies de fleurs, ni les petits billets qu'on vous jette à tout instant, illustres virtuoses, pour vous demander quelque duo, quelque cavatine en dehors du programme. Il y avait même des couronnes de laurier. Nous en avons compté deux, une pour M. Duprez, l'autre pour Mme Stoltz, couronnes qui ne laissaient pas de rappeler un peu celle que Potier colportait si plaisamment sous sa veste dans *le Bénéficiaire*. En fait d'ovations glorieuses au théâtre, parlez-moi des couronnes; au moins avec celles-là, on sait à quoi s'en tenir. On se les fabrique soi-même le matin, en famille, dans son cabinet ou son boudoir; puis à l'heure dite, au signal convenu, vous les voyez tomber à vos pieds : pour les bouquets, c'est différent; il y a, dans ces gerbes de fleurs qu'une salle entière jette aux comédiens, quelque chose de spontané, d'unanime et d'imprévu, que l'enthousiasme seul provoque et qui ne saurait être préparé d'avance. Mais la couronne, c'est le triomphe organisé, la vapeur appliquée au succès, le dernier terme en un mot de la civilisation dramatique!

Le spectacle commençait par le premier acte du *Barbier*, c'est-à-dire par ce qu'on avait de meilleur à produire. Barroilhet, dans l'air de Figaro, a réalisé tout ce qu'on pouvait attendre du chanteur le plus intelligent, le plus consommé, le plus rompu aux mille artifices, aux mille roueries du chant italien. Quelle verve, quel entrain, quel *brio!* Depuis Pellegrini, jamais on n'avait assisté à pareille fête. C'était débuter à merveille, et certes, il faut l'avouer, avec un ténor et une prima donna de la trempe du baryton, la soirée aurait bien pu avoir son côté sérieux. Mais patience. Comme on ne pouvait se passer de Barroilhet, on s'était arrangé de manière à l'évincer à temps. A huit heures et demie, c'est-à-dire à l'heure où le véritable public vient, tout était fini pour le virtuose italien. Dans la nécessité où l'on s'était vu de faire appel à son talent, on avait combiné les choses de façon à le reléguer dans les évolutions sans conséquence du prologue. Duprez était un bénéficiaire trop discret pour oser demander à son camarade quelque intermède de son répertoire, la scène de *Torquato Tasso* par exemple. Nous parlions de Pellegrini tout à l'heure; c'est qu'en effet on ne peut s'imaginer à quel point Barroilhet rappelle ce chanteur dans Figaro, et cela non-seulement dans la vocalisation et ce qui touche à la musique, mais jusque dans sa manière de dire ou plutôt de jeter le récitatif. C'est la même aisance, le même geste vif et dégourdi, le même aplomb imperturbable, et franchement nous ne savons pas de meilleur éloge à lui faire. Rossini eût retrouvé là son Figaro d'il y a vingt ans. Mme Dorus a chanté la partie de Rosine en cantatrice française bien apprise, en virtuose irréprochable, qui se garderait bien de méconnaître la valeur d'un point d'orgue noté par Bordogni. Aux Italiens, c'est Mme Albertazzi qui joue ce rôle, et qui se charge de provoquer les frémissemens de la salle avec cette jolie cavatine de *Una voce poco fa*. Aviez-vous jamais soupçonné que Mme Albertazzi fût une grande cantatrice? Il paraît cependant qu'il faut le croire. Qu'on doute ensuite de la puissance de certains parallèles! Nous nous taisons sur Duprez dans le premier acte du *Barbier*. Vouloir chanter le même soir,

à quelques momens de distance, la partie d'Almaviva et celle de Ravenswood, c'était s'imposer une tâche extravagante. Duprez sait fort bien que son organe n'est plus dans les conditions où il se trouvait autrefois, lorsqu'il chantait à l'Odéon le rôle du comte. La voix de Duprez, en se transformant par la violence et le travail, a dépouillé son premier caractère. Ce qu'elle a gagné en puissance, en largeur, elle l'a perdu en agilité. Quand Duprez chantait jadis le comte Almaviva ou don Ottavio, il ne lui serait pas même venu à la pensée de prétendre aborder l'Arnold de *Guillaume Tell* ou l'Edgar de la *Lucia*. Aujourd'hui que toute sa puissance réside dans la force de l'émission et dans le style, la moindre vocalisation l'embarrasse, le trait le plus simple lui devient inextricable. Les choses ont leurs conséquences. Joindre l'agilité à la puissance, chanter Otello et le comte Almaviva, Arnold et don Ottavio, c'est tout simplement un prodige qui ne se révèle que chez certaines natures exceptionnelles; et, quand on a le malheur de ne point s'appeler Rubini, il faut opter. Dans le duo du *Barbier*, Duprez faisait peine à entendre. On sentait qu'il était au supplice; il suait sang et eau pour ralentir le mouvement comme à son ordinaire, et Barroilhet le menait un train de poste. Enfin ils sont arrivés au but, l'un essoufflé, rendu, l'autre vaillant et prêt à recommencer. On devine à qui se sont adressés tous les applaudissemens, tous les honneurs; ç'a été comme dans le trio de *la Favorite*.

Venaient ensuite les deux derniers actes de la *Lucia* ou plutôt de *Lucie de Lammermoor*, car c'est à la traduction que nous avions affaire; la parodie avait un élément de plus. M. Massol s'avance vêtu de noir, comme il convient à lord Ashton, puis Duprez en Ravenswood éploré, en mélancolique héros qui revient de l'exil et ne se donne pas le temps de secouer la poussière de ses habits. A voir le grand chanteur ainsi perdu dans l'immensité de sa chaussure, on dirait d'abord le petit Poucet dans les bottes de sept lieues: mais écoutez, il chante, et c'est l'ogre. Quels poumons! quels transports! quelles furieuses clameurs! Ajoutez que M. Massol ne perdait pas son temps et faisait de la besogne à sa manière. Jamais nous n'avions assisté à pareils exploits. Ce que nous connaissions de plus fort en ce genre, l'unisson du fameux duo des *Puritains*, ne serait en comparaison qu'une petite musique douce et flûtée, qu'une ariette exhilarante à chanter dans l'alcôve d'un malade. Il faudrait remonter aux vieilles traditions de l'Opéra pour se faire une idée du terrible assaut que les deux athlètes se sont livré ce soir-là. — Cependant les chœurs s'assemblent et chantent à tue-tête cette magnifique phrase que les cuivres accompagnent avec tant de puissance. Et quand M. Alizard, en soutane noire, leur a bien raconté, d'une voix qui pourrait être plus juste, toutes les infortunes, tous les égaremens de la malheureuse Lucia devenue folle, la jeune fille paraît. Voici encore Mme Dorus, mais cette fois plaintive et gémissante, les cheveux en désordre, le regard fixe, toute pâle, toute blanche comme une ombre, hélas! l'ombre de la Persiani. Mme Dorus a chanté cette scène avec assez de précision et de netteté. Sans s'élever jamais à des effets bien hauts, elle a su, d'un bout à l'autre, se maintenir dans une attitude honorable. Mme Dorus ne

dispose pas de moyens très-puissans, chacun le sait; la flamme et l'inspiration des grandes cantatrices lui manquent, et, quoi qu'elle fasse, le maître et le calcul ont toujours passé par-là. Mais au moins, chez cette virtuose, jamais rien d'incorrect ne vous heurte, et quand vous la voyez s'engager dans un pas, si difficile qu'il semble, vous êtes sûr qu'elle en sortira, sinon avec gloire, du moins sans encombre. Je n'en veux d'autre preuve que cette scène de la *Lucia* qu'elle a dite avec conscience, application et bonne foi. C'était mieux que Mme Thillon, c'était convenable. Et si l'on excepte les gammes chromatiques de la fin, où l'intonation et la mesure l'ont tout à coup trahie, Mme Dorus n'a failli devant aucun trait; encore est-ce plutôt à l'orchestre que les reproches doivent s'adresser. Mme Dorus combine avec tant de soins tous ses effets, il y a dans le mécanisme de sa voix tant de précision ponctuelle et d'économie, que, lorsqu'un accident survient, c'est toujours à quelque circonstance extérieure qu'il faut l'imputer. A quoi pensait donc l'orchestre, qu'il a fallu par deux fois que la cantatrice se mît à lui battre la mesure des pieds et des mains pour le remettre dans le mouvement? M. Habeneck ne dirigeait point ce soir-là, et jamais absence ne fut plus vivement regrettée. On s'attendait certes de toutes parts à voir ce défi porté aux illustres virtuoses italiens, cette incartade de peu de goût tourner au détriment des chanteurs de l'Opéra; mais qui se fût avisé de croire que l'orchestre et les chœurs fléchiraient, eux aussi, dans une lutte semblable? Nous n'en dirons pas davantage sur l'orchestre, dont il faut sans doute attribuer les égaremens à l'indisposition du chef expérimenté qui le gouverne d'ordinaire; mais comment ne pas s'élever contre la manière déplorable dont les chœurs ont été exécutés? et cependant nous ne pensons pas que personne ait envie de se récrier sur la difficulté des chœurs de Donizetti. Nous ne voyons là qu'un symptôme de plus de la décadence où s'en va l'Opéra de jour en jour. Il fut un temps où les chœurs étaient une des gloires de l'Académie royale de Musique, un temps de richesse et de magnificence où le directeur, pénétré de la grandeur de notre première scène lyrique, ne reculait devant aucun sacrifice pour rendre cette partie de l'exécution capable de satisfaire les exigences les plus hautes. Alors Dérivis, Wartel, Alizard, Massol, Ferdinand Prévost, ne dédaignaient pas de se mêler aux ensembles; alors, pour transformer en simples choristes des chanteurs ayant presque tous droit à des *feux*, on payait à prix d'or le finale de *Don Juan*. Hélas! que sont devenus ces temps? La confusion et la désuétude règnent partout aujourd'hui. Ce n'est plus le personnel qui alimente les chœurs, mais les chœurs qui se dédoublent pour fournir des sujets à la troupe. M. Ferdinand Prévost *crée* des rôles, M. Massol ténorise sur le premier plan ni plus ni moins que Barroilhet; Wartel, découragé, se voue à Schubert, qu'il interprète comme on ne l'a plus fait depuis Nourrit, et les chœurs, dépossédés des chefs vaillans qui les menaient au succès, les chœurs se traînent misérablement dans la dissonance et la ruine.

Duprez chante la dernière scène de la *Lucia* avec cette largeur de style, ce pathos éloquent qu'il met dans tout ce qu'il récite. Dans l'adagio, il est admi-

rable. Vous le voyez arrondir sa phrase savamment, en élaborer le moindre contour avec un soin minutieux; c'est le modelé de la statuaire transporté dans l'art de Garcia et de Rubini. Il en résulte bien par instans quelque monotonie, quelque froideur, et toute cette plasticité musicale est loin de vous aller à l'ame comme la note expansive du ténor italien. Cependant il y a des effets qu'on ne saurait méconnaître dans ce style dont le grand chanteur abuse et qu'il met partout, faute de mieux.—Avec la *cabaletta,* les conditions changent. Il ne s'agit plus ici de polir des sons, mais tout simplement d'avoir dans la voix du pathétique et du naturel, de trouver en soi la corde sublime, la corde qui pleure, comme disent les Italiens de Bellini. Dès-lors toute comparaison avec Rubini devient impossible. Et cependant, on ne saurait le nier, chez Duprez, l'art est plus grand. Comme il compose son jeu! comme il s'arrange habilement pour mourir! comme il règle son intonation et la mesure sur les convenances dramatiques! Rubini, lui, ne fait rien de tout cela, il chante comme il peut, à la fortune du moment, au hasard de l'inspiration; à la reprise de la phrase, lorsqu'il vient de se frapper à mort, si sa voix diminue, ce n'est point calcul de sa part, c'est qu'il sent ainsi; vous ne voyez plus devant vos yeux le comédien, mais l'homme, l'amant de Lucia, que les sanglots suffoquent et qui donne à son désespoir, à sa mélancolie, aux suprêmes élans de sa tristesse une expression sublime. C'est peut-être la cinquième fois que Duprez chante à Paris cette scène de la *Lucia,* et jamais, nous l'avouons, il n'avait produit moins d'effet dans la *cabaletta.* Mais lorsqu'on peut chanter cette musique dans sa langue originelle, dans cette harmonieuse langue italienne qui lui va si bien, pourquoi se donner les airs d'aller adopter une traduction? Pour ceux qui, comme nous, se trouvaient encore sous le charme des impressions toutes récentes de Rubini, cette transformation du texte avait quelque chose de choquant, de bâtard et de si prodigieusement saugrenu, que l'oreille finissait par ne plus reconnaître les mélodies. Mais la véritable dupe en cette affaire, c'était Duprez. Il fallait voir comme ces périodes longues et diffuses l'embarrassaient dans ses moindres mouvemens, comme sa voix demeurait empétrée à tout instant dans cette glu visqueuse! Ainsi :

Rispetta al men le ceneri
Da qui moria per te,

devenait :

Respecte au moins, *femme sans foi,*
La tombe de l'amant qui sut mourir pour toi.

Plus loin :

Bell' alma inamorata, etc.,

assemblage de mots charmans, pleins d'harmonie et de douceur, se changeait en ceci par exemple :

De mes jours fleur parfumée,
Sur nous la terre est fermée, etc.

Puis c'étaient le triste *mausolée*, l'*herbe* sur la *tombe isolée*, remplaçant toutes ces divines paroles italiennes si faciles à chanter, à comprendre, et qui sont elles-mêmes une mélodie de plus dans la musique. Nous ne prétendons pas faire ici le procès de la traduction française de *Lucia di Lammermoor;* il se peut que ce soit là une œuvre littéraire excellente, et notre blâme ne porte que sur la maladresse de Duprez, à qui du reste ses excentricités n'ont guère réussi ce soir-là.

Nous touchons au morceau le plus curieux de la représentation, au troisième acte d'*Otello;* l'orchestre joue cette morne et sublime ritournelle que vous savez; la toile se lève. Voici bien Desdemona, Mme Stoltz. Jusque-là nous n'y voulions pas croire; plus de doute cependant. Cette fois l'affiche aura dit vrai, par hasard. La plaisanterie ira son cours. Mme Stoltz veut absolument qu'on l'inscrive au livre d'or des grandes cantatrices. O Pasta, Malibran, Sontag, Giulia Grisi, vous toutes qui avez chanté Desdemona, vous toutes qui vous êtes associées de l'ame et de la voix à cette inspiration de Shakespeare et de Rossini, à ce glorieux chef-d'œuvre de la poésie et de la musique! ouvrez vos rangs, car une harmonieuse sœur vous est donnée, car la grande cantatrice de l'Opéra va prendre place en votre olympe, et la harpe de Desdemona dans les mains, les cheveux dénoués, les regards baignés de pleurs tragiques, Mme Stoltz vient s'asseoir parmi vous sous le saule, *a l'ombra del salice.* — Mais parlons du récitatif de Desdemona. Que de mélancolie profonde il y a dans cette musique du grand maître! comme cela soupire la douleur et la plainte! comme cette phrase entrecoupée, où les souvenirs d'Isaure se mêlent à des pressentimens de mort, sert d'admirable introduction, de prolégomène à l'élégie du *Saule,* chant sublime, véritable chant de cygne s'il en fut! Mme Stoltz a dit cette mélodieuse rêverie sans aucune intelligence du sentiment élevé qu'elle renferme, s'arrêtant en dépit de la mesure, continuant de même, gesticulant à faux (sans doute pour que son geste se trouvât en parfaite harmonie avec sa voix), et prouvant par ses inflexions et sa pantomime qu'elle ne comprenait pas un mot aux paroles. Il semblait que c'étaient pour elle autant d'hiéroglyphes, presque de la musique. Il fallait entendre cette prononciation! Jamais la langue de Pétrarque et de Cimarosa, de Rubini et de Giulia Grisi, n'eut à soutenir si rude assaut. C'était sans doute la première fois de sa vie que Mme Stoltz chantait de l'italien, et voilà ce qu'on devait faire savoir au public, qui, à cette considération, se fût montré plus indulgent. Mais silence : écoutez dans l'orchestre ces harpes qui préludent. Ici le sérieux s'arrête, et commence au cœur même de la tragédie un intermède comique des plus divertissans. Mme Stoltz, dans son ignorance profonde de la langue italienne, ne saurait en pareille occasion se passer de l'aide incessante du souffleur. Or, au moment de chanter le *Saule,* notre prima donna s'aperçoit qu'elle s'est placée trop loin, et que les paroles du mystérieux soupirail n'arrivent que peu distinctes à son oreille. La situation devenait grave, il s'agissait dès-lors ou de s'exposer à rester en suspens faute d'un mot, au beau milieu d'une gamme chromatique, ou d'avancer de quelques pas. Mais la romance du *Saule* se

chante assise, et le fauteuil qu'on avait mis là se trouvait être une masse énorme de charpente et de peinture, un de ces meubles gothiques de l'invention de M. Duponchel, machine rude à mouvoir, comme on se l'imagine. N'importe, on se décide à tenter l'entreprise. Mme Stoltz prend un bras du fauteuil, Mlle Elian saisit l'autre, et le meuble gigantesque, grace aux efforts combinés d'Emilia et de Desdemona, s'avance pompeusement jusqu'à la rampe. En face d'une mise en scène aussi originale du troisième acte d'*Otello*, le sérieux était chose difficile à garder. On rit de l'aventure, on s'en égaie, et Mme Stoltz entonne la romance de la Malibran.

Le troisième acte d'*Otello* a ce caractère particulier, que, du commencement à la fin, tout s'y trouve noté, fixé, déterminé. Il y a déjà pour cette musique une tradition comme pour les tragédies de Corneille. On attend l'acteur au *qu'il mourût*. Tant de grandes cantatrices n'ont pu traverser le chef-d'œuvre sans y laisser des marques de leur passage. On se plaint de ce que les comédiens meurent tout entiers sans que le monde conserve rien d'eux après leur mort; mais les comédiens ont les chefs-d'œuvre pour dépositaires de leur gloire, les chefs-d'œuvre, impérissables musées où chaque maître illustre suspend à son tour ses inspirations. Prenez le troisième acte d'*Otello;* la Pasta et la Malibran ne vivent-elles point dans cette musique? trouvez-vous là un effet, une note, qui ne vous les rappellent au point que vous croyez les entendre encore et les voir? Je dis plus, ces femmes de génie, ces virtuoses de haut rang, ont agrandi la conception du maître de toute la puissance de leur nature. Quelque chose de leur voix, de leur style et de leur ame, a passé dans cette musique en la vivifiant, et désormais il existe entre elles et le chef-d'œuvre de Rossini une solidarité indivisible. Ici c'est la Malibran, pathétique jusqu'au sublime dans le récitatif et la romance; plus loin c'est la Pasta, si dramatique et si noble dans les derniers reproches qu'elle adresse au Maure. Çà et là, mais dans un jour plus modéré, passent sous vos yeux la Sontag et la Grisi. Quoi que vous fassiez, vous n'échapperez pas à cette influence, à ces souvenirs qui sont des traditions et circulent désormais dans le torrent de cette musique. Et dire que Mme Stoltz n'a pas compris ces vérités, et qu'elle a voulu à toute force s'aventurer dans le domaine du génie, elle cantatrice d'un jour, elle sans expérience ni vocation, et se fourvoyer à travers ces empreintes profondes qu'elle ignorait et qui n'ont servi qu'à provoquer sa chute!

Cependant, comme toutes les calamités, les fausses notes ont leur terme; Desdemona se retire, et, lorsque le rideau de son alcôve s'est abaissé, Otello survient. Duprez a récité tout ce magnifique monologue d'entrée en déclamateur habile, trop habile sans doute, car, à force de chercher uniquement le style, à force d'accentuer la phrase avec affectation, de tout sacrifier, jusqu'au mouvement dramatique, à je ne sais quelle pompe doctorale et pédantesque qu'il exagère à mesure que sa voix disparaît, le grand chanteur a fini par devenir d'une monotonie insupportable. Deux choses, en ce moment, paraissaient surtout préoccuper Duprez au plus haut point : son style

d'abord, puis son costume, véritable équipage d'Hadjoute ou de Bérébère. C'était merveille de le voir se complaire avec amour dans sa double nature de grand chanteur et d'Africain parfait. Comme il sculptait chaque phrase, comme il en caressait les moindres tours! Et d'autre part comme il se drapait noblement dans son ample burnouss, comme il jouait avec la lame de son bon poignard de Damas, poignard démesuré, gigantesque, et qui n'avait que le tort de rappeler le trop célèbre mot de Cicéron! Jamais plus grand chanteur n'eut la face plus noire et le manteau plus blanc. Si c'était un défi de costume que Duprez ce soir-là voulait porter à Rubini, Duprez a triomphé, et personne sans doute ne lui contestera cette gloire. Auprès de tant de luxe, de vérité, de caractère, auprès de ce roi de Maroc et de Tunis, de ce bey de Titteri et de Mascara, Rubini, avec sa veste brodée, son pantalon de mameluck, son turban feuille morte, Rubini n'est qu'un jongleur indien, qu'un bateleur de la trempe de Garcia. Malheureusement, et quoi qu'on en puisse dire, à l'Académie royale de Musique, le burnouss ne fait pas l'Otello, pas plus que l'habit ne fait le moine. — Quant au dernier duo, nous lui devons des actions de graces pour avoir mis fin à cette malheureuse et trop longue parodie du Théâtre-Italien. On sait quel chef-d'œuvre est ce morceau; comme cela s'anime et s'emporte! comme le maître a rendu cette action terrible de jalousie et de mort, ce drame ténébreux qui se consomme au fond d'une alcôve, au milieu des éclairs et de l'orage! Il faut, pour exprimer cette scène, la dernière de la tragédie et la plus véhémente, cette scène toute de paroxisme et de frénésie d'une part, de l'autre de terreur et de mélancolique désespoir, il faut non-seulement une grande passion, une voix sublime, mais encore une force physique surhumaine. Or, en arrivant là, Duprez succombait; à peine si dans les premières mesures on l'entendait au-dessus de l'orchestre. Pour ce qui regarde Mme Stoltz, franchement il vaudrait mieux n'en point parler. Que dire, en effet, de cette intonation, de ce style, de cet aplomb imperturbable, de cette sérénité radieuse que nul écart ne déconcerte? Mme Stoltz n'a certainement jamais entendu ni la Pasta, ni la Malibran, ni la Grisi, dans ce rôle de Desdemona. Où donc la cantatrice de l'Opéra a-t-elle pu trouver cet accent vulgaire et trivial qu'elle donne à ces mots de *perfido, ingrato,* à cette apostrophe suprême que la Malibran disait avec une si déchirante expression de tendresse et de reproche? Et cette phrase de *Iago, un vile traditore,* ce dernier cri de l'épouse courroucée, où la Pasta se montrait si fière et si noblement indignée, de quel ton Mme Stoltz l'a rendue! En vérité, de semblables erreurs ne se discutent pas, et nous oublions que ni la Malibran ni la Pasta n'ont rien à voir en cette affaire. Et c'est une cantatrice de ce rang que l'administration propose à M. Meyerbeer, comme s'il pouvait entrer dans la pensée de l'auteur des *Huguenots* et de *Robert-le-Diable* de laisser aux chances d'un pareil hasard une de ses œuvres lentement élaborées qu'il environne de tant de soins et de sollicitudes! Cette fois, l'illustre maître ne fléchira pas. Il s'agit pour lui de trop grands intérêts. On aura beau multiplier les annonces, engager sa responsabilité vis-à-vis du

public, tant d'efforts et de manœuvres échoueront, et Meyerbeer, si tant est que sa partition soit terminée, ce que plusieurs affirment et ce que nous persistons à ne pas croire, nous qui puisons nos informations à bonne source, Meyerbeer attendra, pour se dessaisir, que des temps et surtout des cantatrices plus favorables à sa musique se rencontrent. On fera bien de chercher à se pourvoir ailleurs et promptement, car nous doutons que le *Freyschütz*, enrichi des inspirations de M. Berlioz, fournisse une longue carrière (M. Berlioz n'a pas la main heureuse au théâtre, chacun le sait), et le *Freyschütz* est l'unique nouveauté qu'on prépare. A propos du chef-d'œuvre de Weber, c'était d'abord M. Massol qui devait jouer Max, puis, comme on voulait donner à la chose plus de solennité, il fut décidé que Duprez chanterait; aujourd'hui c'est définitivement M. Marié qui répète le rôle. Qu'on s'étonne ensuite des vicissitudes qui se disputent l'Académie royale de Musique. Il y a pour lire d'avance dans le répertoire de ce théâtre un procédé bien simple et qui ne trompe jamais. Il s'agit d'aviser toujours au rebours de l'affiche. Si l'affiche annonce *Don Juan*, tenez qu'on jouera *Guillaume Tell;* si c'est Duprez qu'on vous promet, dites-vous : J'entendrai donc M. Marié. Cependant il faut croire que le public aime à voir clair dans ses plaisirs, et que si peu compliqué qu'il soit, le calcul ne lui va guère, car il déserte la place. L'occasion est belle et semble, en vérité, faite à souhait pour invoquer le nom de Meyerbeer. Toutes ces fastueuses annonces ne prouvent qu'une chose, à savoir qu'on n'a pas une idée du caractère de l'auteur des *Huguenots*. Meyerbeer est l'homme du succès, Meyerbeer aime le succès jusqu'à la *superstition*. Dès qu'il voit seulement une étoile poindre, il accourt; un germe d'avenir, il le découvre et met toute sa gloire à le développer; le culte du succès est inné chez lui, c'est un instinct. Mais si d'aventure il flaire quelque part la décadence, à l'instant même il disparaît, et jamais on ne le revoit plus. Alors commencent ces divagations sans nombre, ces courses d'Ulysse à travers toutes les eaux de l'Allemagne et de la Bohême, ces pérégrinations sans fin auxquelles sa santé ne sert que de prétexte. Au fond, ce n'est pas Meyerbeer qui souffre, c'est l'Académie royale de Musique; Meyerbeer craint la contagion, voilà tout, et se tiendra le plus loin possible, jusqu'à ce qu'elle meure ou qu'elle renaisse.

H. W.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

30 avril 1841.

C'est le verdict du jury dans l'affaire du journal *la France* qui a le plus vivement occupé l'attention publique dans ces derniers jours. Le parti légitimiste en triomphe, et il se trouve indirectement secondé par tous ceux qui ne cherchent avant tout qu'une occasion et un prétexte d'attaque contre le gouvernement établi. Tout en se montrant très hostile au parti de la contre-révolution, ils lui viennent en aide en cherchant, eux aussi, à rabaisser les institutions et les pouvoirs que notre glorieuse révolution a fondés; ils lui viennent en aide en s'efforçant de décrier tout ce qui se fait depuis dix ans. Le parti légitimiste profite, il n'est pas besoin d'habileté pour cela, de nos dissentimens politiques; faible, impuissant, il se croit cependant quelque force et sent ses espérances se ranimer lorsqu'il se trouve en présence de la révolution, désunie, agitée par des discordes intestines. Il ne compte pas sur lui-même : qu'est-il? que peut-il? C'est sur nous qu'il compte. Il se flatte d'être un jour ramené au pouvoir par les folies de la révolution, comme il le fut en 1814 par les excès de l'empire.

Il se trompe. Malgré nos erreurs et nos divisions, la révolution est enracinée dans le pays, parce qu'elle a été l'œuvre du pays, et qu'elle est l'expression sincère des besoins et des sentimens de la France. Le parti légitimiste, avec ses hardiesses, ses témérités, rend un témoignage éclatant de la modération et de la force de notre révolution. Il lui est hostile, il l'attaque, il l'insulte, il la harcèle; elle le protége. Elle lui a dit ce qu'elle était, ce qu'elle voulait être, le jour où elle accompagnait respectueusement un prince imprudent, coupable, de Rambouillet à Cherbourg; elle a tenu parole. Que le parti légitimiste ne l'oublie pas : nul n'a plus besoin que lui de la force, de la stabilité du gouvernement de juillet. Malheur à lui le jour où ce gouvernement s'affaisserait! La France d'aujourd'hui n'est pas la France lasse, épuisée de 1815, et la France d'aujourd'hui se connaît en restaurations; elle sait à quoi s'en tenir.

Qu'on ne se trompe pas sur le sens de nos paroles. Nous n'entendons point,

par ces considérations, exhorter les légitimistes à se rallier demain à la monarchie de juillet. En vérité, ils lui feraient naître, en se ralliant dans ce moment, plus d'embarras et de difficultés qu'ils ne lui apporteraient de force. Sans doute la révolution de juillet, qui est le pays, ne repousse personne; tout Français peut grossir les rangs du parti national; il accomplit un devoir. Mais ce n'est ni à la révolution ni au gouvernement qui la représente de faire des avances; elle peut tolérer sans inquiétude sérieuse ces coteries excentriques, dont un jour ou l'autre les vaines tentatives révéleront toute l'impuissance. Il n'y aurait ni dignité ni utilité à caresser la contre-révolution, dans l'espérance de la ramener dans les rangs de la nation. Laissons ce soin au temps, à l'expérience. Chaque année, les partis extrêmes perdent quelque chose de leur importance; ils s'usent et ils se transforment de jour en jour; encore quelques essais, coupables sans doute, mais impuissans, et la transformation sera rapide. La révolution de juillet n'a qu'à se maintenir forte, modérée et vigilante.

Le parti légitimiste avait reçu un rude échec par la loi sur les fortifications de Paris, votée à une grande majorité dans l'une et dans l'autre chambre. Qu'il avait été mal inspiré! Lui qui n'était rentré en France qu'à la suite de l'étranger, s'opposer avec acharnement à un projet qui avait pour but de fermer les portes de la capitale à l'étranger! Que pouvaient dans l'opinion publique, contre ce terrible rapprochement, les déclarations les plus explicites, les protestations les plus énergiques? Nul n'était plus intéressé que les légitimistes à défendre le projet des fortifications, et il est sans doute parmi eux des hommes éclairés qui ont compris cette vérité. Ils n'ont cependant pu le faire! Ils ont cédé aux nécessités de leur situation. Il est si difficile aux partis extrêmes d'être habiles et prudens!

Dès-lors le parti n'a rien négligé pour réparer cet échec, pour se relever de cette défaite. Il s'unit aux adversaires du 1er mars pour grossir le *déficit,* pour dire de nos finances ce qu'on pourrait dire tout au plus des finances du Portugal ou de l'Espagne. Il joint ses efforts à ceux de quelques libéraux et d'une partie du clergé pour faire échouer le projet du gouvernement sur la liberté de l'enseignement secondaire. A la chambre des députés, il s'allie à la gauche; à la chambre des pairs, il trouve d'autres alliés, et il est l'ennemi acharné du 1er mars, qu'il ménage au Palais-Bourbon. Souscriptions, conférences, arrivée de M. de Villèle à Paris, que sais-je? rien n'a été omis de ce qui pouvait persuader au public que le parti ne se tenait pas pour battu.

Certes il n'y a rien là de bien redoutable. Le parti profite de nos divisions; c'est ridicule à nous de lui offrir ce moyen; c'est son droit à lui de s'en servir. Mais tant qu'il ne lancera contre nous que des budgets fantastiques, des pamphlets et des discours, fussent-ils tous éloquens, la révolution de juillet peut persister sans crainte dans sa noble tolérance. Les paroles du parti légitimiste n'iront jamais au cœur du pays. Il ne parle et il n'écrit que pour lui-même. C'est une église qui peut réchauffer le zèle de ses fidèles; elle ne fera pas de prosélytes.

Le verdict dans l'affaire du journal *la France* lui est arrivé comme une bonne fortune au moment où le parti croyait avoir besoin d'agitation et de bruit.

Nous n'avons rien à dire sur le verdict. Le défenseur a plaidé fort habilement la question de bonne foi, et il est parvenu à faire accueillir son système par les jurés. C'est un fait judiciaire auquel on a, ce nous semble, attaché trop d'importance. Qu'est-ce que cela prouve? Que l'éloquence de M. Berryer a persuadé six jurés de la bonne foi de son client, et qu'en conséquence l'éditeur de *la France* a pu, sans être responsable d'offense, publier trois lettres qui n'en sont pas moins, pour tout homme qui veut les examiner avec attention, des pièces indignes de toute croyance. L'éditeur est acquitté, valablement acquitté, définitivement acquitté; tant mieux pour lui. Nul n'a le droit de lui dire : Vous n'étiez pas de bonne foi. Le verdict à la main, il a, lui, le droit de dire : Je l'étais.

Mais nous avons tous le droit d'user de notre intelligence et de soutenir, si nous en sommes convaincus, que ces trois lettres sont fausses.

Et qui doit plus que personne être frappé de l'étrangeté de ces pièces et pour le fond et pour la forme? Précisément les hommes d'un certain monde, eux si sensibles aux délicatesses et je dirais presque à l'étiquette du langage, et qui se piquent d'en discerner jusqu'aux dernières nuances. Quelles que soient leurs antipathies politiques, ils savent bien qu'on ne se serait pas écarté de certaines formes habituelles, et que certaines expressions ne seraient point tombées de la plume à laquelle on a osé les attribuer.

Au surplus, rien de plus curieux et de plus décisif que le fait publié aujourd'hui par *le Messager*. C'est dans un livre, livre au reste que nous ne connaissons pas, que la *Contemporaine* aurait copié une des trois lettres. Et qu'on le remarque, dans ce livre, ces phrases n'étaient pas données comme tirées d'une lettre; elles seraient non le *texte*, mais le *sens* d'une réponse verbale faite par le roi à l'ambassadeur d'Angleterre, et transmise par celui-ci au duc de Wellington. Ainsi, pour que la lettre ne fût pas fausse, il faudrait non-seulement que la réponse verbale fût exacte, et *le Messager* affirme qu'elle ne l'est pas; il faudrait en outre que, voulant ensuite dire les mêmes choses dans une lettre, le roi se fût trouvé écrire tout juste les mêmes phrases, les mêmes mots, à *un* mot près, qu'avait employés l'auteur de l'extrait : c'est dire qu'il aurait fait du premier coup ce qu'on ne ferait pas, selon les règles des probabilités, pour un morceau si étendu, après un millier d'essais inutiles.

Nous avons honte d'insister sur des faits de cette nature, et de voir ainsi l'arène politique contaminée par les impostures d'une prostituée. Tout parti qui s'abaisse à de pareils moyens fait aveu de décadence et d'impuissance. Combattez, combattez vaillamment, si vous le pouvez encore, mais n'empoisonnez pas vos flèches.

Au reste, le parti légitimiste subit la loi de tous les partis politiques. Plus ils sont aux abois, et moins ils sont accessibles aux scrupules. C'est alors que la fin leur paraît justifier tous les moyens. Les habiles trouvent toujours un

grand nombre de dupes, et entre les uns et les autres il est des hommes éclairés, délicats, qui ne veulent pas tromper et ne peuvent pas être trompés, mais qui n'ont pas le courage de rompre avec leur parti. Ils se sont fait un monde à part, c'est leur société, leur coterie. Il leur faut, bon gré, mal gré, en subir le despotisme. Tel qui affronterait gaiement les boulets du champ de bataille, tremble devant les bouderies et les sarcasmes d'un salon. Il est si peu d'hommes qui aient le courage de vivre en eux-mêmes et de couvrir les misères qui nous entourent de tout le mépris qu'elles méritent!

On prépare à la chambre des pairs une journée contre le 1er mars, à l'occasion de la loi sur les crédits supplémentaires de 1841. C'est la petite pièce après le grand drame des fortifications. Aussi les rôles ont été autrement distribués. C'est, dit-on, M. le ministre de la marine des trois jours, M. Charles Dupin, qui sera chargé du rapport. Nous verrons bien.

La chambre des députés a hâte de terminer ses affaires. Cette année encore, on verra messieurs les députés disparaître, et les portes du Palais-Bourbon se fermer, tandis qu'un grand nombre de lois et le budget tout entier seront encore en discussion au Luxembourg. Cette année encore, on donnera à entendre à la chambre des pairs que tout amendement, fût-il minime, rendrait l'administration impossible. Décidément, il y a quelque chose d'irrégulier dans le mouvement de notre machine politique. La chambre des pairs ne saurait se résigner sans abaissement. Les plaintes de plus en plus vives qu'elle fait entendre, prouvent que sa résignation aura un terme. C'est à l'administration qu'il appartient de trouver une meilleure distribution du travail entre les deux chambres; car nous concevons parfaitement qu'il est impossible de retenir à Paris des députés qui depuis sept mois ont quitté leurs affaires et leurs familles, lorsque la chambre n'est plus occupée, et uniquement pour vider un amendement qui pourrait être voté au Luxembourg. Il est possible, facile même de distribuer les affaires de manière que les deux assemblées achèvent leurs travaux à peu près en même temps.

Des lois de la plus haute importance ne seront pas discutées cette année, entre autres celle sur l'instruction secondaire. Nous sommes loin de le regretter. C'est une question difficile, délicate. Il est bon que les débats extraparlementaires la préparent et la mûrissent davantage. Rien de plus naturel que la diversité des avis sur un sujet si compliqué. Toute opinion sérieuse a le droit d'être examinée avec respect et bienveillance. Il n'en serait pas de même des opinions qui n'auraient d'autre mobile, d'autre raison d'être qu'un intérêt personnel; de ces opinions qu'on prendrait et qu'on laisserait comme des moyens utiles pour une situation politique. L'avenir de nos enfans, de nos familles, de notre pays, ne doit servir d'expédient à personne. Si une politique ardente pouvait inspirer de si funestes conseils, la sévérité du blâme deviendrait un devoir.

Le ministère anglais vient de recevoir un échec en apparence très rude dans la chambre des communes. Dans la question électorale de l'Irlande, un amendement repoussé par le cabinet vient d'être adopté à une majorité de

21 voix. Le cabinet va-t-il se retirer? nullement. Il faut bien se persuader que les anciennes traditions parlementaires, les traditions des parlemens aristocratiques, sont profondément modifiées, même en Angleterre. Elles supposaient des assemblées divisées en deux partis fortement organisés et soumis à une discipline sévère. Dans les assemblées fractionnées, il peut y avoir défaite sans victoire. On est battu par des coalitions; qui peut profiter du combat? personne, puisque l'armée qui a vaincu est, pour ainsi dire, dissoute avant de quitter le champ de bataille.

Les tories de lord Lindhurst, les tories de sir Robert Peel, le parti Stanley, le parti Grey, sont hors d'état maintenant de s'emparer du pouvoir, et n'ont aucune envie de le donner à un de leurs alliés du moment. Ils préfèrent temporiser, épier des occasions plus favorables, plus décisives, lorsqu'ils pourront espérer, à l'aide d'une élection générale, de fonder une administration durable. Il faut bien le reconnaître, les tories modérés gagnent tous les jours du terrain en Angleterre. En Angleterre, ils sont plus populaires qu'on ne pourrait le croire de ce côté-ci de la Manche; mais ils sont en présence de l'Irlande, qui les déteste. Là est la force de l'administration actuelle, administration du reste que la reine n'abandonnera que lorsqu'il lui sera absolument impossible de la conserver plus long-temps. Cette détermination de la reine ne tient pas à des pensées politiques, mais à des convenances d'intérieur, à des relations de cour. La reine est fort attachée aux dames dont elle est entourée, et, dans les idées anglaises, elle devrait s'en séparer si un nouveau cabinet prenait la place du cabinet Melbourne. Il ne supporterait pas à Windsor des influences qui lui seraient hostiles.

Au surplus, ces débats de politique intérieure, en Angleterre, sont d'un faible intérêt pour nous. Au fait, quel que fût le ministère, la politique extérieure de l'Angleterre n'en recevrait pas de changement essentiel. Les partis s'en occupent fort peu, et les hommes qui peuvent être appelés à la diriger pourraient en modifier les formes, ils n'en changeraient pas le fond. La route de l'Angleterre est profondément tracée; elle ne peut ni en dévier ni s'arrêter.

Une mort inattendue vient d'enlever à la confédération américaine son président. Selon la constitution du pays, il est remplacé par le vice-président. C'est la première fois que cette charge purement honoraire et nominale devient tout à coup une fonction réelle. Il est difficile de dire si ce changement soudain, imprévu, aura une influence sensible sur la marche des affaires aux États-Unis. Nous ne connaissons pas assez les hommes de ce pays et la situation actuelle des partis politiques qui le divisent. M. Tyler, Virginien, représentant des idées, des intérêts, des états du sud, remplace tout à coup le général Harrison, que la faveur des états du nord avait porté à la présidence. En partant de cette donnée, on a pu faire des conjectures sur les tendances de la nouvelle administration. On imagine que le nouveau président sera moins enclin à un arrangement facile avec l'Angleterre que ne l'était M. Harrison. On dit que les principes de liberté commerciale, si favorables aux états du sud, repousseront dans les conseils de la nouvelle administration les tendances

prohibitives des manufacturiers du nord. On oublie que l'influence du président, déjà fort limitée par la constitution du pays, sera encore affaiblie par les circonstances particulières où se trouve M. Tyler, arrivé aux affaires par un accident et en quelque sorte contre le vœu de la majorité des électeurs. Il a des ménagemens à garder; il doit se créer des forces qui lui soient propres avant de songer à s'en servir. Au surplus, on le dit habile, instruit, modéré. Si tout ce qu'on affirme de lui est vrai, la mort n'aura pas dérangé les affaires des États-Unis.

Les affaires de l'Orient sont toujours en suspens. La révolution ministérielle de Constantinople n'aura pas une grande portée; on l'a attribuée à lord Ponsonby, aux Autrichiens, aux Russes, à Méhémet-Ali, aux *ultrà* Turcs, à tout le monde, même à deux écrivains français qui auraient, par leurs publications, bien accueillies de Reschid-Pacha, effrayé le divan et alarmé les conservateurs mahométans.

Ici le vrai est dans l'éclectisme. Il y a eu un peu de tout cela dans la chute de Reschid-Pacha. Le sérail le détestait, car le sérail n'aime guère le progrès, et la sultane Validé n'était pas fort éprise de nos chartes constitutionnelles. Reschid-Pacha avait à expier la comédie de Gulhané et toutes les imprudences et les folies qu'il laissait dire autour de lui. Lord Ponsonby le détestait, parce que le ministre turc avait eu la rare impertinence de vouloir être autre chose que l'humble commis du noble lord, et qu'il s'était avisé de faire je ne sais quels actes sans lui demander au préalable son *exequatur*. L'œil perçant des antagonistes de Reschid n'a pas tardé à découvrir les signes de la colère du diplomate. C'était là le nœud de la question. Une fois assurés que le bras puissant de l'ambassadeur ne s'étendrait pas pour empêcher la chute du ministre, les ennemis de Reschid n'ont plus hésité. L'internonce autrichien n'a pas nui à l'entreprise; son maître désirant avant tout le pacifique arrangement de l'affaire égyptienne, il espérait plus de condescendance de la part d'une administration étrangère au premier hatti-schériff. Enfin, il paraît également positif que l'ambassadeur russe a secondé l'attaque par ses menées souterraines. C'est toujours un *imbroglio* de plus à Constantinople, et les idées de nationalité, de réforme, d'indépendance, dont Reschid-Pacha était venu s'inspirer dans les salons libéraux de Londres et de Paris, ne pouvaient pas lui concilier la faveur de Nicolas.

On dit que le nouveau cabinet turc s'en remet à la conférence de Londres pour l'arrangement définitif de la question égyptienne. On conçoit, sans l'approuver, cette abdication du ministère ottoman. La décision était embarrassante pour lui. Maintenir les restrictions imposées à Méhémet-Ali et le provoquer ainsi à la résistance, c'était contrarier les vues des puissances, en particulier de l'Autriche et de la Prusse, qui désirent, avant tout, pouvoir considérer le traité du 15 juillet comme un fait accompli, comme un acte consommé. Révoquer directement ces restrictions, c'était donner prise sur lui au parti anti-égyptien, au parti qui se prétend seul énergique et national. En tout pays, c'est un mauvais début pour une administration qu'un acte de

faiblesse, réel ou apparent. La Porte a pris un *mezzo-termine* qui, à la vérité, n'est ni plus courageux ni plus digne; mais il déplace la difficulté, il la fait passer de Constantinople à Londres, du divan à l'ambassadeur; on gagne du temps; si la décision est favorable au pacha, on dira aux Turcs que ces chiens d'Européens l'ont impérieusement exigée; si elle n'est pas nette, impérative, on se réserve *in petto* le droit de l'expliquer, de l'interpréter, de l'éluder; et puis, un Oriental compte toujours beaucoup sur l'avenir, sur l'imprévu, sur les coups du destin. L'essentiel, pour lui, est de trouver un moyen quelconque, noble ou ignoble, prudent ou périlleux, peu importe, de ne pas terminer une affaire tant que les termes de la conclusion lui déplaisent.

Au fait, la Porte se montre de plus en plus impuissante, incapable. L'Europe voudrait galvaniser ce cadavre. Elle lui rendra quelque mouvement, mais ce mouvement n'est pas la vie. D'ailleurs, si on voulait essayer de la rappeler à une sorte d'existence politique, ce n'était pas en la surchargeant de populations et de provinces qu'elle est hors d'état de gouverner, que ce but pouvait être atteint. Au contraire, il lui était utile de se restreindre et de se concentrer. Ce qu'il fallait, ce qu'il faudrait encore, pour lui rendre un peu de vie, c'est un traité solennel de garantie européenne pour son intégrité et son indépendance, un traité qui l'aurait placée dans le giron de l'Europe comme la Suisse, le Piémont, la Belgique, un traité qui, la délivrant une fois pour toutes de ses terreurs à l'endroit de l'Angleterre et de la Russie, lui aurait laissé pleine liberté d'action et d'esprit pour sa réorganisation intérieure. Et nous entendons par là, non une imitation servile, ridicule, de lois et d'institutions européennes qui ne prendront jamais racine dans le sol de la Turquie, sous les inspirations du Coran, mais des réformes appropriées aux mœurs, aux croyances, au génie des musulmans.

C'est là ce qu'il fallait à la Porte plus encore que la Syrie, Saint-Jean-d'Acre ou Candie. Mais si lord Palmerston a trouvé quatre signatures pour un coup de main, pour un acte de violence, en un mot, pour une imprudence qui aurait pu mettre l'Europe en feu, à coup sûr M. de Metternich et M. Guizot n'en trouveraient pas autant pour un acte qui assurerait pour de longues années le repos du monde. Qu'on demande à la Russie et à l'Angleterre si elles veulent signer une garantie positive et formelle de l'indépendance et de l'intégrité de l'empire ottoman! C'est là la pierre de touche. C'est là ce que la Porte, s'il lui restait quelque sentiment de ses intérêts et de sa dignité, devrait demander aux puissances, à l'Europe, puisque l'Europe sait bien se mêler de ses affaires. La Russie et l'Angletere refuseraient, et la Porte, la France, l'Autriche, la Prusse, sauraient à n'en plus douter et pourraient dire au monde entier ce que signifient et les traités qu'on a signés et ceux qu'on voudrait signer encore.

En attendant, la Syrie est livrée à tous les maux du despotisme et de l'anarchie; les populations chrétiennes ont le droit de maudire le jour où des pavillons chrétiens ont paru sur les côtes de l'Asie.

Des troubles de plus en plus graves agitent l'île si importante de Candie.

La nationalité grecque s'est éveillée. Contenue jusqu'ici par la main puissante de Méhémet-Ali, elle repousse la domination stupide et violente des Turcs. Certes nos vœux sont pour les insurgés, à une condition cependant : c'est que le but de l'insurrection soit ou la réunion de l'île au royaume de Grèce, ou, si cela est, comme nous le pensons, impossible, son indépendance absolue, ou du moins une administration séparée, ne reconnaissant d'autre suzerain, d'autre protecteur que le sultan. Il y a là une proximité qui, quoi qu'on dise, nous est fort suspecte. Il ne faut pas que Candie grossisse le noyau des Sept-Iles. Ce n'est pas là de la nationalité grecque. Il circule à cet égard des bruits que nous ne pouvons ni garantir ni approfondir. Il importe que le gouvernement français redouble d'attention et de vigilance. Qu'on ne vienne pas un jour, à propos de Candie, nous parler de faits accomplis.

— Les théâtres traversent depuis quelque temps une crise dont nul ne peut prévoir la durée. Le public est arrivé au dernier terme de l'indifférence, et les écrivains semblent s'efforcer à l'envi de l'entretenir dans son triste sommeil. Devait-on croire, il y a dix ans, que tel serait le but où arriverait le drame moderne? Nous ne chercherons pas qui du public ou des poètes il faut accuser de ce qui arrive; pour nous, la question n'est pas douteuse. La partie était belle, si l'école nouvelle avait su la jouer, si aux premières et bouillantes ébauches avaient succédé les œuvres patiemment mûries et dictées par un amour modeste et sérieux de l'art. Il n'en a point été ainsi, on le sait, et le public, plein d'abord de curiosité bienveillante, s'est vu amené peu à peu à cette apathique insouciance où nous le voyons plongé. Ce n'est pas chose facile à présent que de tirer les écrivains de leur indolence et les spectateurs de leur ennui. La Comédie-Française a été le seul théâtre qui, dans ces derniers temps, ait cherché à lutter contre la crise où se débat la littérature dramatique. C'est surtout par la multiplicité et la variété des tentatives, qu'elle a essayé de suppléer à l'absence des grandes œuvres et au silence des écrivains éminens. En peu de jours, quatre pièces nouvelles ont été représentées à la salle de la rue Richelieu; parmi ces pièces, deux auraient mérité de paraître en des temps plus favorables. Sous la restauration, par exemple, époque d'indulgence peut-être, mais d'activité aussi, des applaudissemens beaucoup plus nombreux auraient accueilli, nous le croyons, la dernière comédie de M. Casimir Delavigne, et même la nouvelle tragédie de M. Alexandre Soumet. *Le Conseiller rapporteur* n'est-il pas en plus d'une scène un fort agréable pastiche de la vive et franche manière de Lesage? A une époque où le vaudeville empiète chaque jour sur le domaine de la comédie, c'est chose rare qu'une œuvre gaie et sans prétention, qui excite le rire sans jamais descendre à l'hilarité grossière. On néglige de plus en plus cette veine de gaieté simple et naïve dont Picard semble avoir exploité les derniers trésors. La tentative de M. Delavigne est donc mieux qu'un aimable caprice, c'est un ingénieux essai que nous désirons voir se poursuivre quelque jour. Quant à la tragédie de M. Soumet, c'est une de ces œuvres où l'exécution ne se soutient malheureusement pas toujours à la hauteur des prétentions du poète. L'auteur de *la Divine Épopée* ne se mesure guère l'espace, on le sait.

Le sujet qu'il a traité, la destinée de l'esclave dans la société antique, déjà minée sourdement par les idées chrétiennes, ce sujet vaste et magnifique serait aujourd'hui à la taille de bien peu de poètes. M. Soumet a porté le fardeau de sa tragédie un peu comme celui de son épopée; il a fléchi, mais après des efforts qui méritent notre estime. En résumé, ces deux pièces sont tout-à-fait dignes de la scène qui les a accueillies. L'activité que montre la Comédie-Française prouve aussi qu'elle comprend à merveille la situation qui lui est faite par l'attitude du public et des écrivains. En des jours de lassitude et de stérilité, sa mission n'est pas de se complaire avec un calme dédaigneux dans le culte des vieux chefs-d'œuvre; c'est de consacrer au contraire la meilleure part de son zèle aux essais et aux recherches; c'est de hâter par tous les moyens le réveil de la vie dramatique. Ainsi fait la Comédie-Française : elle n'a pas trouvé récemment de ces œuvres éclatantes qui seules pourraient renouveler l'art et stimuler les poètes, mais enfin elle a cherché avec ardeur, avec persévérance; elle cherche encore, et c'est quelque chose.

— Après avoir écouté M. Henry Mondeux, ce prodigieux enfant qui a deviné les mathématiques transcendantes en gardant les troupeaux, M. Alfred de Vigny, frappé de cette sorte d'intuition qui fait que Henri Mondeux avait résolu déjà, étant seul et inconnu dans les champs, des problèmes par les équations, sans savoir encore poser les chiffres et les nommer correctement, vient d'écrire hier, sur lui, les vers suivans :

LA POÉSIE DES NOMBRES.

Les Nombres, jeune enfant, dans le ciel t'apparaissent
Comme un mobile chœur d'Esprits harmonieux
Qui s'unissent dans l'air, se confondent, se pressent
En constellations faites pour tes grands yeux.
Nos chiffres sont pour toi de lents degrés informes
Qui gênent les pieds forts de tes Nombres énormes,
Ralentissent leurs pas, embarrassent leurs jeux.
Quand ta main les écrit, quand pour nous tu les nommes,
C'est pour te conformer au langage des hommes;
Mais on te voit souffrir de peindre lentement
Ces Esprits lumineux en simulacres sombres,
Et, par de lourds anneaux, d'enchaîner ces beaux Nombres
Qu'un seul de tes regards contemple en un moment.
— Va, c'est la Poésie encor qui dans ton âme
Peint l'algèbre infaillible en symboles de flamme,
Et t'emplit tout entier du divin élément :
Car le Poète voit sans règle
Le mot secret de tous les sphinx,
Pour le ciel il a l'œil de l'aigle,
Et pour la terre l'œil du lynx.

V. DE MARS.

LE

CARDINAL XIMENÈS.

Il y a un moment, dans la vie de tous les peuples, où, leur premier travail de formation terminé, ils passent par une crise qui fixe leur constitution et décide de leurs destinées. Dans la confusion des origines, les élémens de toute société naissent à la fois, mais sans ordre, et participent de la vitalité ardente qui pousse la nation elle-même à se produire; plus tard, quand la nationalité en travail a forcé les obstacles qui s'opposent à tout enfantement, ces élémens, jusqu'alors mêlés dans une impulsion unique, tendent à se séparer, à se classer, à s'organiser enfin. Une lutte intérieure s'établit, et de la victoire des uns, de l'abaissement des autres, de la combinaison de tous, se forme une societé définitive qui a désormais son caractère propre et sa marche distincte.

Ce moment solennel est plus ou moins apparent dans l'histoire des diverses nations de l'Europe moderne; mais chez aucune il n'a été aussi nettement marqué qu'en Espagne, où il coïncide avec la fin du quinzième siècle et le commencement du seizième. A cette époque, l'Espagne venait de finir l'œuvre exclusive qui avait absorbé toutes ses forces durant huit siècles : les Maures étaient vaincus dans leur dernière ville. Une nouvelle ère commença dès-lors pour la Pénin-

sule; cette nation, qui n'avait été long-temps qu'une armée, s'arrêta sur son sol reconquis, et dut songer à se constituer autrement que pour la longue croisade qui avait rempli sa jeunesse. A l'héroïque pêle-mêle de la guerre, elle dut faire succéder un travail régulier d'organisation, car il n'est jamais donné aux peuples de se reposer, même dans la victoire.

La situation de l'Espagne était extrêmement brillante à la fin du xve siècle. Tous les royaumes qui s'étaient long-temps partagé le territoire morcelé de la Péninsule venaient de se confondre dans les deux royaumes d'Aragon et de Castille, et le mariage de l'héritière de Castille avec l'héritier d'Aragon avait achevé de ne faire qu'un seul état de tant de petits états indépendans. Dix millions d'hommes habitaient ce beau pays, ce qui était hors de proportion avec la population du reste de l'Europe à cette époque. Deux races se rencontraient sur son sol : l'une vaincue, mais encore vivace, l'autre victorieuse, mais toujours ardente, et avec elles, deux civilisations, deux religions et deux mondes.

Les Maures avaient joué un grand rôle dans l'histoire; ils avaient failli couvrir l'Europe entière de leur débordement, et forcés de se replier sur la Péninsule, ils y avaient fait des établissemens admirables. Amollis alors par la prospérité, ils consentaient à oublier la gloire de leurs armes; passionnément attachés à leurs délicieuses vallées andalouses, dont le souvenir les a poursuivis plus tard dans l'exil, ils acceptaient sans résistance la domination des chrétiens, et ne demandaient qu'à se livrer en paix à l'industrie et aux arts; la *huerta* de Valence, la *vega* de Grenade, merveilleusement cultivées par eux, enrichissaient le pays entier des produits d'une agriculture vraiment admirable, et des restes magnifiques de palais et de mosquées, derniers monumens d'une splendeur qui fut long-temps sans rivale, montrent encore aujourd'hui de quels chefs-d'œuvre ils savaient embellir leur patrie adoptive.

Pendant que les Maures se résignaient à s'énerver dans les travaux matériels et les jouissances d'imagination qui sont les consolations de la servitude, la race chrétienne, frémissante encore de ses combats, respirait tout l'emportement de la lutte et toute l'ivresse de la victoire. Le peuple, la noblesse, les communes, le clergé, la royauté, ces principes nécessaires de toute société au moyen âge, s'excitaient mutuellement à de grandes choses par le souvenir des succès communs, et cette émulation féconde était entretenue, fortifiée, agrandie, par le plus puissant mobile des nations, la liberté.

Jamais plus fières institutions n'ont fait l'honneur d'un peuple libre que celles que s'étaient données, à la faveur de leurs guerres, les diverses principautés de l'Espagne. En Navarre, en Castille, en Catalogne, à Valence, des états particuliers ou cortès, en possession d'immenses priviléges, assuraient à tous les ordres la jouissance de leurs droits. L'Aragon surtout se distinguait par l'indépendance jalouse de ses mœurs républicaines : non-seulement l'exercice de la souveraineté y avait été réservé aux cortès nationales, mais des précautions extraordinaires avaient été prises contre les empiétemens du pouvoir, par l'établissement de cette magistrature si originale des grands justiciers, qui avaient mission de juger les rois, et par la régularisation légale de l'insurrection dans cet étrange droit d'*union*, qui permettait aux sujets de se confédérer contre leur souverain.

Le peuple proprement dit est encore en ce moment ce qu'il y a de plus grand en Espagne : que devait-il être dans ces temps primitifs où aucune des vertus nationales n'avait encore été comprimée! Nulle part le sentiment de l'égalité humaine n'a été plus vivant que sur cette terre de moines et de bandits. L'orgueil d'une supériorité satisfaite s'était répandu de bonne heure dans les derniers rangs de la population chrétienne, et y portait une confiance patriotique qu'aucun revers n'a pu ébranler depuis. Des poésies chevaleresques, partout apprises, partout répétées, vulgarisaient les épisodes les plus guerriers et les plus touchans de la longue épopée nationale. Des Pyrénées à Gibraltar retentissaient des voix de laboureurs, de muletiers, de soldats, d'ouvriers, de marins, qui chantaient les exploits du Cid et la chute des villes arabes, et il n'y avait pas de cœur, si humble qu'il fût, qui ne palpitât à ces glorieux souvenirs.

Quant à la noblesse, elle était la plus puissante de l'Europe. Les *ricos hombres* ou hauts barons, qui ont pris plus tard le nom de *grands*, avaient long-temps joui d'une puissance à peu près indépendante. Tant que les royaumes avaient été petits, les vassaux avaient été presque les égaux des rois; et quand la royauté, devenue plus forte, avait fini par les dominer, ils étaient restés les maîtres de presque toutes les terres d'Espagne qu'ils avaient conquises pour leur propre compte. Derrière eux se pressait l'immense famille des *hidalgos* ou *caballeros*, cette seconde ligne de gentilshommes qui se groupe dans tous les pays autour des grandes seigneuries féodales, et qui était plus nombreuse en Espagne qu'ailleurs, parce que l'état

de guerre qui la produit et la multiplie y avait été en quelque sorte permanent.

Si les nobles étaient puissans et superbes, les villes ne l'étaient pas moins. Les villes sont nées en général de la nécessité de s'enfermer dans des asiles fortifiés contre les incursions armées qui dévastaient les campagnes; il avait dû naturellement s'en élever en foule sur toute l'Espagne. On en comptait quatre cents dans le seul royaume de Grenade. La plupart de ces villes étaient très riches, très peuplées, très attachées à leurs anciens droits. L'esprit communal, qui a été partout si vivace en Europe, n'a nulle part été poussé plus loin que dans ces nobles cités castillanes, aragonaises, catalanes, dont les noms retentissent si haut dans l'histoire. Leurs représentans étaient nombreux et influens dans les cortès, et leurs prétentions hautaines et respectées, si bien qu'il y en a eu dont les magistrats ont aspiré à l'honneur, réservé aux *grands*, de se couvrir en présence du roi.

Le commerce et l'industrie, si déchus depuis, florissaient à l'ombre de leurs murailles; les produits de leurs manufactures, lames de Tolède, cuirs de Cordoue, draps de Ségovie, soieries de Séville, étaient célèbres par toute l'Europe : chacune de ces villes occupait des milliers de métiers, pendant que d'innombrables vaisseaux sortaient sans cesse de Barcelonne, de Valence, de Carthagène, de Malaga, de Cadix, pour les exportations en Italie, en France, en Afrique, dans le Levant. Les marchands de la Péninsule jouissaient de grands avantages dans les pays voisins, et les usages maritimes de ses ports étaient adoptés dans les ports de toutes les nations, comme les règles du droit commercial. Les historiens nationaux ne tarissent pas sur les prodiges de cette activité industrieuse, et sur les richesses qu'elle attirait alors de toutes parts dans ces régions aujourd'hui désertées par le travail.

Tant d'abondance, d'ardeur et de liberté donnait à la nation entière une puissance d'expansion extraordinaire. Par le plus heureux concours de circonstances, un nouveau monde venait d'être livré à l'Espagne. La découverte de l'Amérique avait suivi de près la conquête de Grenade. En même temps que les armes espagnoles menaçaient l'Europe, elles abordaient le Mexique, le Pérou, ces régions merveilleuses où l'imagination rêvait encore plus de trésors qu'elles n'en ont produit. Un besoin d'aventures, de gain, de gloire, de plaisir, de danger, de mouvement, gagnait toutes les ames et enflammait tous les courages. Rien n'était assez lointain, assez hardi, assez

grand, pour suffire à l'ambition nationale; le reste de la terre admirait avec effroi cette magnifique effervescence d'un seul peuple qui semblait appelé à dominer tous les autres.

Pour régler et conduire tant d'activité, l'Espagne avait deux croyances; elle était profondément catholique et monarchique.

Le clergé espagnol avait été, dans les premiers siècles, à la tête de la civilisation du pays : c'était à ses évêques que la Péninsule devait sa législation première et ses antiques libertés. Plus tard, quand les chrétiens avaient été obligés de reconquérir leur sol pied à pied, c'était encore le clergé qui avait marché devant eux, la croix à la main. L'union de l'esprit sacerdotal et de l'esprit militaire avait inspiré les trois ordres religieux de Saint-Jacques, de Calatrava et d'Alcantara, ainsi que cet ordre de moines errans particulier à l'Espagne, ces terribles Almogavares qui se vouaient à vivre seuls comme des bêtes fauves, ermites et bandits à la fois, pour donner la chasse aux infidèles. Dans aucune autre partie de l'Europe, la foi religieuse n'avait été mêlée aussi profondément à toutes les habitudes, à toutes les idées, à la vie la plus intime de la nation.

Il en était de même de la royauté : c'était la plus populaire qu'il y eût au monde. Le peuple la connaissait et l'aimait pour l'avoir vue de près; il avait vécu familièrement avec elle. C'est surtout dans les comédies espagnoles, admirables peintures pour la plupart de cette société si originale, qu'il faut étudier le rôle du roi dans la vieille Espagne. Le roi est justicier principalement; il fait rendre à chacun ce qui lui appartient. Il n'a autour de lui aucune force matérielle; il erre le soir par les rues, comme un simple gentilhomme, mettant souvent l'épée à la main pour défendre les faibles et les opprimés. Sa puissance est toute morale, et elle n'en est que plus sacrée; dès qu'il se nomme, chacun se découvre; dès qu'il parle, chacun obéit. Au milieu de ces scènes violentes, de ces catastrophes, de ces mœurs si passionnées et si tragiques, il passe comme le représentant du droit sur la terre; il juge, récompense, punit, et sa mission est acceptée de tous, car il l'a reçue de la nécessité.

Telle était l'Espagne quand elle dut s'occuper de son organisation définitive. Sous ces diverses formes s'agitait dans son sein la lutte éternelle qui fait le fond de toute société humaine, la lutte de l'autorité et de la liberté. Si elle avait su satisfaire à la fois ces deux grands principes en les pondérant l'un par l'autre, tous deux auraient grandi, et la nation avec eux. Malheureusement il n'en fut pas ainsi. Au lieu d'une alliance, ce fut une guerre, une guerre à mort, comme

les aime l'inflexibilité espagnole. Le clergé et la royauté s'allièrent seuls pour abattre toute résistance, et ils n'y réussirent que trop; l'élan que l'Espagne avait pris au moyen-âge la soutint encore un siècle après, et lui donna aux yeux du monde un grand air de force et de puissance, mais après cet effort désespéré elle retomba sur elle-même et s'affaissa. Toute source de vie était épuisée en elle; elle avait perdu sa liberté.

Chez toutes les nations de l'Europe, la même lutte s'est produite, mais presque nulle part elle ne s'est terminée, comme en Espagne, par la défaite absolue de l'un des principes rivaux. En Angleterre, les nobles ont vaincu, mais les communes et la royauté sont restées debout, et le clergé, après avoir été abattu, s'est reconstitué dans l'église anglicane. En France, la royauté l'a emporté, mais les communes se sont élevées en même temps qu'elle, et ont fini plus tard par dominer à leur tour. En Allemagne, des combinaisons très-diverses ont eu lieu, mais ni l'autorité, ni la liberté, n'ont disparu absolument. Il n'y a peut-être que la Pologne qui ait présenté aussi ce spectacle de la domination exclusive d'une seule idée, et l'on sait ce qu'est devenue la Pologne, malgré la bravoure héroïque et les vertus souvent sublimes de ses nobles enfans. La société humaine veut être complexe comme l'homme lui-même; dès qu'elle devient trop simple, elle périt.

Quand des impulsions opposées sont ainsi aux prises, il suffit quelquefois, pour décider la victoire au profit de l'une d'elles, qu'elle s'incarne dans une grande et forte individualité qui la résume. Or, un de ces hommes dont le caractère personnel est la représentation de toute une forme sociale, n'a pas manqué en Espagne à la tendance qui a fini par triompher. Cet homme, ce n'est ni un roi, ni un noble, c'est un moine; c'est François Ximenès de Cisneros, qui de simple cordelier devint archevêque de Tolède, primat, grand chancelier de Castille, inquisiteur-général, cardinal, confesseur de la reine Isabelle, ministre de Ferdinand-le-Catholique et régent d'Espagne pour Charles-Quint, et qui, dans une vie qui a duré près d'un siècle, a été fortement mêlé au mouvement général de son pays, dont il a été tour à tour le produit et le guide.

Aucun personnage historique n'a été peut-être plus que Ximenès la personnification exacte d'une révolution politique; il y a une identité singulière entre sa nature intime et l'ordre d'idées qui a vaincu en lui; il a fait l'Espagne à son image. Avant lui, l'Espagne ressemblait à cet archange de Raphaël qui, les ailes étendues, les pieds au

vol, la chevelure flottante, les yeux animés d'un feu divin, le corps couvert d'une armure resplendissante, passe en triomphant sur l'ange du mal pour s'élancer où l'appelle encore la voix de Dieu. Après lui, elle ressemble à ce moine de Zurbaran qui, les yeux ternes, le front pâle, les reins ceints d'une corde, la robe déchirée, prie à genoux dans un caveau humide et obscur, en pressant une tête de mort dans ses mains amaigries.

Nous savons qu'en jugeant ainsi Ximenès, nous heurtons bien des idées reçues, mais la vérité ne prescrit pas. L'histoire n'est que trop souvent complice du succès. Cet homme a été grand par la double puissance de l'esprit et de la volonté; il a réussi dans ce qu'il a entrepris, c'est assez pour expliquer sa renommée. Mais est-il heureux qu'il ait réussi? telle est la question éternelle que tout succès laisse après lui. Surtout qu'on ne donne pas pour le défendre cette raison banale, que ce qu'il a fait était nécessaire; il n'y a de nécessaire que le plan général des choses; toutes les combinaisons humaines sont libres. Il suffit de jeter un coup-d'œil sur la vie de Ximenès, pour voir combien il a fallu d'efforts, dans l'élaboration douloureuse de l'Espagne au XVe siècle, pour étouffer ce qui a péri et faire vaincre ce qui a survécu. On n'aura pas de peine à comprendre, à l'aspect même de la lutte, qu'une autre victoire aurait été possible, et qu'un ordre tout différent aurait pu en sortir, s'il s'était rencontré un tel homme dans les rangs opposés.

Ximenès était né en 1437, à Torrelaguna, petite ville de Castille, d'une famille obscure. Ses commencemens furent longs et pénibles, et il mit soixante ans à s'élever, comme l'Espagne avait mis près de huit cents ans à chasser les Maures.

Son père était un simple receveur de contributions, qui le destinait d'abord à suivre la même carrière, mais le génie inquiet de Ximenès s'accommodait peu d'une condition aussi humble. Il manifesta de bonne heure une extrême aversion pour l'exécution des projets de son père; on fut obligé de le laisser étudier à Alcala de Hénarès, et ensuite à l'université de Salamanque, la plus célèbre de toute l'Espagne. C'était alors une nécessité pour les jeunes gens pauvres qui voulaient se livrer à l'étude, d'embrasser l'état ecclésiastique; une fois entrés dans les ordres, ils trouvaient facilement les moyens de vivre en suivant les universités. Ximenès se fit prêtre, et mena pendant quinze ans la vie de l'étudiant au moyen-âge, vie d'aumônes, de privations et de travail, mais en même temps d'enthousiasme et de rêverie exaltée. Quand il revint de Salamanque,

tout pénétré des connaissances singulières qu'on y puisait alors et qui donnaient à l'esprit les habitudes les plus agitées, il était moins propre que jamais à accepter le calme d'une existence vulgaire.

Il chercha quelque temps autour de lui un moyen de sortir de la foule, et, ne trouvant rien dans son pays, il résolut de partir pour Rome. La capitale de la chrétienté était alors le point où tendaient toutes les ambitions et d'où partaient toutes les grandes fortunes. Ximenès était pauvre, Rome était loin, et la route présentait à cette époque bien des difficultés et des dangers. Aucun obstacle ne le rebuta; il donna publiquement des leçons de droit, recueillit ainsi un peu d'argent, et partit. Il traversa sans encombre l'Espagne, les Pyrénées et le Languedoc; mais arrivé en Provence, il fut attaqué par des voleurs qui le dévalisèrent. Dénué de tout, il fut forcé de s'arrêter à Aix. Là, il eut le bonheur de rencontrer un gentilhomme castillan qui avait étudié avec lui à Salamanque, et qui le prit pour compagnon de voyage. Ce fut ainsi qu'il parvint jusqu'à Rome.

Il y trouva ce que les nouveaux venus trouvent toujours dans ces grands centres où tout afflue, un extrême encombrement. Le pape qui occupait alors le saint-siége, Sixte IV, était par lui-même un exemple du chemin qu'on pouvait faire par l'église. Fils d'un pêcheur de Savone et simple cordelier, il s'était élevé de proche en proche jusqu'au trône pontifical. Mais à côté de ces grands succès, de ces avancemens éclatans, il y avait bien des efforts avortés et des tentatives impuissantes. Une circonstance particulière ajoutait encore aux obstacles; c'était alors le moment où la ruine récente de Constantinople et de Trébisonde avait forcé beaucoup de Grecs illustres à se réfugier en Italie. Toutes les faveurs de la papauté étaient réservées à ces nobles étrangers qui apportaient avec eux la tradition des lettres antiques, et il en restait peu pour les Italiens, moins encore pour les Espagnols.

Tout ce que Ximenès put obtenir, après avoir quelque temps plaidé pour ses compatriotes devant les tribunaux romains, ce fut une bulle d'expectative pour le premier bénéfice qui viendrait à vaquer dans le diocèse de Tolède. Ces sortes de bulles, qui disposaient par avance des emplois ecclésiastiques, étaient naturellement fort peu en faveur auprès des évêques diocésains. Mais Ximenès voulait absolument emporter quelque chose de son voyage; il n'était pas d'ailleurs de caractère à laisser un titre quelconque sans effet entre ses mains. Il repartit donc pour l'Espagne, bien résolu à faire valoir son droit, quel qu'il fût. L'archiprêtré du bourg d'Ucéda étant devenu vacant

peu après son arrivée, il s'empressa d'en prendre possession. De son côté, l'archevêque de Tolède avait pourvu un de ses aumôniers de cet archiprêtré. Ximenès, sommé de déguerpir, refusa. L'archevêque, qui n'était rien moins que le fameux Carillo, le hautain ministre des rois catholiques, le fit enlever de vive force et enfermer, sans autre formalité, dans la tour d'Ucéda.

Cette affaire est la première où se révèle l'inflexible opiniâtreté du caractère de Ximenès. Accablé de mauvais traitemens, menacé d'un procès criminel, transféré de prison en prison, il ne cessa pas de protester, et se refusa obstinément à reconnaître la nullité de ses prétentions. Cette lutte dura plus de six ans. Enfin, soit que l'archevêque eût peur de se brouiller avec la cour de Rome, soit qu'il fût touché, comme on l'a dit, des prières de sa nièce, il céda, et le prisonnier fut rendu à la liberté et à son bénéfice. Les historiens de Ximenès racontent que, pendant qu'il était dans la tour d'Ucéda, un vieux prêtre captif lui prédit ses grandeurs futures; mais il faut peu croire à toutes ces prophéties supposées après coup sur l'avenir des grands hommes. Ximenès ne fut probablement soutenu, dans sa résistance contre le puissant archevêque de Tolède, que par l'énergie de sa volonté, et c'est plutôt diminuer qu'accroître l'honneur de sa constance que de l'appuyer d'un secours surnaturel.

Le cardinal Gonzalès de Mendoza, celui qu'on a appelé en Espagne le grand cardinal, était alors évêque de Siguenza. C'était un prélat illustre et qui aimait à s'entourer d'hommes de mérite. L'aventure de Ximenès avait attiré les yeux sur lui et rehaussé la réputation qu'il s'était déjà acquise. Le grand cardinal lui proposa, pour l'attirer dans son diocèse, la grande chapellenie de l'église cathédrale de Siguenza. Ximenès accepta, pressé sans doute de servir sous un maître plus bienveillant que le superbe et vindicatif Carillo, et sut si bien se concilier la confiance de Mendoza, qu'il devint bientôt son grand-vicaire. Il avait quarante-cinq ans.

On était alors au plus fort de cette dernière lutte contre les Maures, qui devait se terminer quelques années après par la prise de Grenade. On n'entendait parler que d'incursions des infidèles sur les terres des chrétiens et de coups de main des chrétiens sur les terres des infidèles; ce n'étaient chaque jour que défis héroïques, surprises de châteaux, embuscades dans les défilés, rencontres, batailles, massacres, prises et captivités d'alcaydes maures et de chevaliers espagnols. Il arriva que, dans un de ces engagemens qui eut lieu en 1483, au milieu des montagnes de Malaga, et qui tourna au grand

dommage des chrétiens, le vaillant comte de Cifuentes, porte-étendard royal et gouverneur de Séville, un des meilleurs compagnons d'armes des deux héros de cette guerre, le marquis de Cadix et don Alonzo d'Aguilar, fut fait prisonnier par les Maures commandés par El-Zagal. Le comte avait besoin d'un homme sûr et habile pour diriger ses vastes domaines pendant sa captivité; il fit choix de Ximenès. Ce choix montre à quel point la renommée de Ximenès était déjà parvenue. C'est encore de nos jours en Espagne une situation très briguée que celle d'administrateur-général des biens ou états (*estados*) d'un de ces grands qui possèdent quelquefois des provinces entières; elle l'était bien plus encore dans ces temps où le régime féodal subsistait dans toute sa force et assurait à chaque seigneur tous les droits de la souveraineté dans ses terres.

On aurait dit que la fortune de Ximenès était faite. Tout autre que lui aurait joui en paix des emplois éminens dont il était revêtu et du brillant avenir qui s'ouvrait devant lui. Ce fut au contraire le moment qu'il choisit pour prendre tout à coup une résolution éclatante et extraordinaire. Il résigna tous ses bénéfices à Bernardin de Cisneros, le plus jeune de ses frères, et se fit cordelier. Il entra comme novice dans le couvent de San Juan de los Reyes à Tolède, récemment érigé par Ferdinand et Isabelle, en exécution d'un vœu qu'ils avaient fait durant la guerre.

Ce fait est encore un de ceux qui caractérisent le plus Ximenès et qui peuvent le mieux expliquer son influence sur les destinées de son pays. Ses panégyristes ont attribué à la seule ferveur de sa foi cette brusque vocation pour le cloître; mais la piété la plus vive peut facilement se satisfaire dans les pratiques du clergé séculier, et il paraît plus naturel de supposer que Ximenès fut poussé à prendre ce parti par un tour particulier de son caractère. Il était triste, disent les contemporains, et enclin à la mélancolie; ce que sa vie avait eu jusqu'alors de chanceux avait dû développer en lui le goût du fantasque et de l'imprévu. L'excessive sévérité de la règle répondait seule à ce besoin de son esprit, qui le portait à rechercher l'extrême en toute chose. C'est par ces divers côtés qu'il s'associa si fortement à une des plus puissantes tendances du génie espagnol de son temps, celle qui a dominé avec lui et par lui, la tendance à l'esprit monastique.

L'esprit monastique est l'abîme où est venue tomber l'Espagne du moyen-âge, avec ses brillantes qualités et ses défauts plus brillans encore peut-être; c'est là qu'ont abouti, par une fatalité singulière, cette aspiration vers un idéal de gloire et de grandeur, cette soif

d'indépendance, cette ardeur de dévouement, cette inquiétude sublime, toutes ces vertus presque divines des temps héroïques. Le danger d'une pareille fin était imminent au xve siècle, le courant des croyances y portait directement; mais il n'était pas tout-à-fait inévitable, et, pour peu que l'entraînement national eût rencontré une autre issue, il aurait pu tourner l'écueil. Au lieu de se modérer en se répandant au dehors, l'Espagne satisfit sur elle-même cette passion de l'excès qui la tourmentait, et elle ne trouva que l'esprit monastique qui lui fournît un aliment suffisant pour l'exaltation romanesque de ses idées.

Il y a beaucoup de bien et beaucoup de mal à dire de l'esprit monastique. Il a été pendant un temps à la tête de l'Europe moderne; c'est de lui que sont sortis dans l'origine les arts, les sciences, le gouvernement, tout ce qui fait la puissance et l'honneur des nations. Quand cette première et glorieuse période a été passée, il n'a pas cessé de rendre de grands services à la civilisation. De nos jours même, il peut encore être utile, en ouvrant des retraites aux ames blessées, et en doublant par la force de l'association les efforts individuels pour la conservation et la propagation de la foi. Mais là s'arrêtent ses avantages et commencent ses inconvéniens. Tant qu'il ne prétend qu'à être libre, il a droit à tous les respects; dès qu'il aspire à la domination, il mérite d'être refoulé. Les vertus qu'il prêche sont exceptionnelles et ne doivent servir que comme protestation contre les passions opposées. Qu'il tienne éternellement ouvertes dans la solitude ces sources d'expiation où l'acier des ames peut se retremper à l'écart, rien de mieux; mais quand il veut imposer au monde la pieuse folie de son abnégation, il ne peut que détruire dans leur principe les ambitions légitimes qui font la vie de l'humanité.

Ximenès ne se contenta pas de prendre le froc; il exagéra encore les austérités habituelles de la nouvelle vie qu'il avait adoptée; il se distingua, dit un historien, par toutes ces ingénieuses variétés de mortifications dont la superstition a enrichi l'inévitable catalogue des souffrances humaines. Il couchait sur la terre nue ou sur le pavé, avec une bûche grossière pour oreiller. Il portait un cilice sur la peau, et pour les jeûnes, les veilles, les coups de fouet sur la chair saignante, il égalait, s'il ne les surpassait même, les rudes pratiques du fondateur des ordres mendians. Quand l'année de son noviciat fut finie, il fit profession dans le monastère de Talavera, et changea son prénom d'Alphonse en celui de François, empruntant ainsi jusqu'à son nom au patron de son ordre, comme il avait essayé déjà de le

rappeler par ses épreuves. Puis il revint à Tolède, où il se livra à la prédication. Son succès devait être immense; il le fut en effet. Chacun voulait entendre cet homme qui avait quitté pour le cloître les dignités ecclésiastiques, et qui reparaissait au monde édifié des sévérités de sa vie. Le nombre de ses pénitens devenait chaque jour plus considérable, quand il prit tout à coup une seconde résolution aussi inattendue que la première. Il quitta Tolède, la chaire, les témoignages de vénération de la foule, et alla s'enfermer dans l'ermitage solitaire de Notre-Dame de Castañar, ainsi nommé d'une forêt de châtaigniers où il était enseveli.

Cette nouvelle rupture avec le monde fit beaucoup de bruit. L'ermitage de Notre-Dame était dans un site sombre et sauvage, au milieu de montagnes inhabitées. Ximenès s'y bâtit de ses propres mains une étroite cabane, et y demeura trois ans entiers, consumant les nuits et les jours en méditations et en prières, et vivant à la manière des anciens anachorètes, de l'herbe des rochers et de l'eau des ruisseaux. Que se passait-il dans cette ame profonde pendant les longues heures de sa solitude? C'est ce que nul ne peut dire. Était-ce réellement l'exaltation religieuse qui avait poussé Ximenès à se jeter ainsi par deux fois, après avoir passé l'âge de cinquante ans, dans toutes les rigueurs volontaires de l'expiation? Ce qui avait suffi aux années agitées de sa jeunesse ne suffisait-il donc plus aux jours habituellement plus calmes d'un âge plus avancé? Voulait-il écarter par une aspiration constante vers le ciel quelque passion secrète qui le ramenait sans cesse vers la terre? Était-il poursuivi jusque sous la discipline de rêves ambitieux et dominateurs qu'il essayait d'étouffer? N'était-ce enfin pour lui qu'un besoin vague et confus d'étonner les hommes, d'attirer sur lui de plus en plus l'attention de l'Espagne, et de flatter son temps par le spectacle qui répondait le plus à l'ardeur des passions religieuses?

L'orgueil humain est bien ingénieux dans la diversité des formes qu'il peut prendre. Le vœu d'abnégation et d'humililité n'a été souvent, au moyen-âge, que le préliminaire des plus grandes fortunes. Plus un homme célèbre et admiré affectait de se cacher dans les profondeurs du cloître, plus les populations enthousiastes étaient entraînées à l'y chercher pour le mettre à leur tête, et les retraites les plus sévères étaient en même temps les plus illustres. De tous côtés, les regards étaient tournés vers ce toit de feuilles perdu dans un désert affreux, vers cet homme seul qui creusait sa tombe, et toutes les voix prononçaient avec respect le nom du pauvre ermite de Castañar. Il

est permis de croire que Ximenès n'était pas insensible à cet éclat et à ce bruit qui se formaient de loin autour de son silence et de son obscurité; des retours violens vers ce monde qui l'appelait venaient sans doute de temps en temps troubler ses extases solitaires. Il devait alors redoubler de mortifications, car rien ne nous donne le droit de douter de l'énergie de sa foi, et les sentimens les plus opposés peuvent se confondre dans cet abîme obscur du cœur de l'homme; mais toutes les rigueurs de la pénitence ne devaient pas suffire à vaincre des orages toujours soulevés.

Il serait injuste de l'accuser complètement d'hypocrisie, il ne serait pas juste non plus de l'en disculper tout-à-fait. Les caractères comme le sien sont très complexes. Il a dû être tour à tour et quelquefois en même temps hypocrite et de bonne foi. Ardent et agité, il avait besoin de lutte, tant avec lui-même qu'avec les autres. L'exaltation religieuse et l'ambition mondaine se nourrissaient et se combattaient à la fois au fond de lui-même.

Ce qu'il y a de sûr, c'est que la retraite fut pour lui le chemin de la puissance. Ses supérieurs, voulant le détourner des austérités qui pouvaient abréger sa vie, lui ordonnèrent de se rendre au couvent de Salzeda, où il fut bientôt élu père gardien. Sa remarquable aptitude pour les affaires se montra de nouveau dans ce poste. Le grand cardinal Mendoza, devenu, par la mort de Carillo, archevêque de Tolède et ministre de Ferdinand et d'Isabelle, avait coutume de dire qu'un tel homme ne pouvait pas rester toute sa vie dans un couvent. L'occasion de l'en tirer se présenta bientôt. Le frère Fernando de Talavera, confesseur de la reine, fut nommé archevêque de Grenade, et le poste qu'il occupait devint vacant. Isabelle consulta le grand cardinal sur le choix qu'elle devait faire; ce choix était important, car la reine avait des scrupules de conscience qui la portaient à prendre la direction de son confesseur pour les affaires du gouvernement aussi bien que pour ce qui regardait son salut. Mendoza désigna Ximenès. La reine le fit venir, l'interrogea, fut frappée de la fermeté modeste de ses réponses, et le choisit.

On dit que, lorsque le nouveau confesseur se montra pour la première fois à la cour, les courtisans, frappés de son aspect, crurent voir apparaître dans cet homme au corps exténué, au front pâle, à l'œil cave et ardent, un des anachorètes primitifs d'Égypte et de Syrie. Cette ressemblance, qui répandait autour de Ximenès une terreur superstitieuse, était plus apparente que réelle. Les saints solitaires du christianisme naissant avaient été poussés au désert par un

entraînement naturel, et, s'ils en sortaient, c'était pour souffrir le martyre, non pour gouverner des royaumes. Ainsi vont les temps s'imitant les uns et les autres; mais nul ne peut reproduire exactement son modèle, et le souvenir sacré du passé entoure d'une auréole mensongère un présent qui le rappelle sans lui ressembler.

Voilà donc Ximenès appelé à diriger la conscience de la première reine de son temps. Dès ce moment, sa vie appartient à l'histoire politique, et son influence commence à agir sur les évènemens contemporains. C'était en 1492; Ferdinand et Isabelle régnaient ensemble depuis vingt ans, et le plus grand fait de leur règne, la prise de Grenade, venait de s'accomplir. On sait quels troubles sanglans avaient agité l'Aragon et la Castille avant l'avènement de ces deux souverains; mais depuis que les deux moitiés de la monarchie espagnole avaient été réunies en leurs personnes, un ordre politique commençait à se faire jour dans le désordre séculaire de la Péninsule. L'autorité royale fortifiée avait pris un ascendant qu'elle n'avait pas eu jusqu'alors; l'administration régulière de la justice avait été organisée pour la première fois par l'établissement de la fameuse Hermandad; les lois du royaume avaient été recueillies et codifiées; la puissance démesurée des nobles avait été diminuée par plusieurs mesures fermes et habiles, et en particulier par la réunion à la couronne des trois grandes maîtrises militaires de Saint-Jacques, de Calatrava et d'Alcantara; les droits de l'administration ecclésiastique du pays avaient été défendus contre les empiétemens du saint-siége; le commerce et l'industrie avaient été protégés : bienfaits immenses qui recommanderont toujours à la reconnaissance de l'Espagne la première moitié de ce règne illustre.

Malheureusement deux funestes tendances se mêlaient à tous ces biens et devaient finir un jour par en détruire les effets. Les nations et les hommes savent rarement s'arrêter à propos. Le triomphe de l'unité monarchique sur l'anarchie du moyen-âge avait été légitime, mais ce premier succès ne suffisait plus, et l'autorité royale était poussée encore à étouffer autour d'elle toute liberté; d'un autre côté, la foi religieuse, exaltée par les victoires sur les infidèles, tendait à devenir intolérante, fanatique et oppressive : double exagération qui devait tout perdre. La chute de Grenade, qui fut si glorieuse pour l'Espagne, fut en même temps un accident malheureux, par l'excitation qu'elle donna aux idées monarchiques et aux passions pieuses. Une circonstance qui paraît bien peu importante aujourd'hui, mais qui fut immense alors, vint encore ajouter à cette impulsion déjà si

puissante. Les Espagnols appelaient Ferdinand et Isabelle *les rois*, par allusion à la distinction des deux couronnes de Castille et d'Aragon; le pape y ajouta l'épithète de *catholiques*, un seul mot qui a eu des conséquences incalculables pour l'avenir de l'Espagne. Ce n'était pas en effet un vain titre que Rome avait entendu conférer; c'était un droit et comme une fonction. Il y avait sous ce nom de royauté catholique (les documens du temps en font foi) une idée de monarchie universelle et de suprématie religieuse; c'était quelque chose comme l'ancienne notion du saint empire romain, sous une forme plus précise et plus régulière.

On comprend tout ce qu'un pareil titre dut ajouter d'éclat à la royauté espagnole victorieuse. Les populations chrétiennes vénéraient en elle la mandataire de Dieu même et la souveraine désignée de la catholicité. La découverte de l'Amérique, de ce nouveau monde ouvert aux conquêtes de la foi, ajouta une gloire de plus à tant de gloires. Il n'est pas étonnant qu'à ce faîte des grandeurs humaines et divines, les rois catholiques aient pu se faire une idée démesurée de leurs devoirs et de leurs droits.

Il est certain cependant que l'Espagne ne partagea pas l'ivresse de ses souverains. Ses vieilles libertés résistèrent. Les nobles se défendirent dans leurs domaines, les cortès maintinrent leurs priviléges. C'était dans la grande réunion des cortès à Tolède, en 1480, que la plupart des réformes introduites par la couronne avaient été consacrées; ces assemblées, qui avaient donné force à l'autorité royale quand elle avait voulu faire le bien du pays, luttèrent à leur tour pour la liberté, quand la liberté fut menacée. L'opposition qui se manifestait dans l'ordre politique, éclata aussi dans l'ordre religieux. Dès les premières années de l'avènement de Ferdinand et d'Isabelle, la tendance qui devait dominer plus tard s'étant déclarée par l'établissement du tribunal de l'inquisition, tout le pays l'avait combattue. Les cortès avaient protesté; le peuple avait pris les armes; le premier inquisiteur d'Aragon, Pierre Arbues, avait été assassiné dans la cathédrale de Saragosse. Cette double résistance dura long-temps; il fallut beaucoup d'efforts et de sang pour l'étouffer. Livré à lui-même, Ferdinand n'aurait pas voulu aller jusqu'au bout de la lutte, mais il y fut entraîné par la reine.

Dans leur admiration traditionnelle pour les rois catholiques, les Espagnols font une place à part à Isabelle. Cette prédilection se conçoit aisément. Isabelle est une des figures les plus intéressantes du moyen-âge, en même temps qu'elle est une des plus fières; ses qua-

lités et ses défauts sont en parfaite harmonie avec les qualités et les défauts du génie national. Froid, pratique, positif, profondément politique, Ferdinand n'avait aucun de ces traits brillans qui commandent l'admiration des Espagnols. Isabelle, au contraire, était ardente, chevaleresque, pleine d'entraînement, d'une imagination vive et exaltée. Ce caractère a beaucoup contribué à donner à son temps la singulière grandeur qui le distingue, mais il a eu aussi des résultats dangereux que toute l'habileté de Ferdinand n'a pu prévenir. Sans Isabelle, Christophe Colomb, ce chercheur sublime, n'aurait pas obtenu les moyens de trouver un monde; mais les institutions qui ont fait depuis la perte de l'Espagne, n'auraient pas non plus pris naissance. Fatale compensation qui fait quelquefois douter des plus grandes choses et des plus généreux sentimens.

Il faut être bien profondément pénétré des sévères devoirs de l'histoire pour se résoudre à parler ainsi d'Isabelle. Plus d'un trait de sa vie montre en elle tout ce qui peut faire aimer la femme et la reine. Elle passa ses premières années dans la tristesse et presque dans l'indigence, et, quand elle eut été tirée de son obscurité pour monter sur le trône, elle ne cessa pas d'être malheureuse. Son nom servit de drapeau à un parti qui déshonora son frère Henri IV, prince misérable et odieux. Elle fut unie par la politique à un homme qui avait seize ans de moins qu'elle, et dont le caractère fut en opposition constante avec le sien. Son fils unique, don Juan, périt à la fleur de l'âge; sa fille aînée, dona Isabelle, le suivit de près; son petit-fils, don Michel, qui devait réunir sur sa tête les trois couronnes de Castille, d'Aragon et de Portugal, mourut au berceau. Il ne lui resta qu'une fille dont le déplorable surnom montre combien elle dut exciter les douleurs maternelles, Jeanne-la-Folle. D'une piété naturellement enthousiaste, Isabelle ne put que courber de plus en plus son ame brisée sous la main de Dieu qui la frappait ainsi. De là cette faiblesse passionnée qui la livrait sans défense aux conseils les plus violens, quand ils lui étaient donnés au nom du ciel.

Ferdinand eut soin toute sa vie de ne pas trop contrarier la reine, dont il connaissait la sensibilité maladive. La part qu'Isabelle avait apportée dans l'union des deux couronnes était d'ailleurs la plus grande et la plus belle. Ce qu'on appelait alors le royaume d'Aragon était composé de l'Aragon proprement dit, de la Catalogne et de Valence; le royaume de Castille, bien plus étendu, comprenait les deux Castilles, le royaume de Léon, la Biscaye, les Asturies, la Galice, l'Estramadure, Murcie, et toute la portion de l'Andalousie déjà

conquise sur les Maures, près des deux tiers de l'Espagne actuelle. Ce puissant royaume avait conservé ses lois et son administration à part, et ne reconnaissait d'autre autorité que celle d'Isabelle. L'Aragon, comme le plus faible, était amené tôt ou tard à adopter les mesures de gouvernement qui avaient d'abord été prises en Castille. Le génie sombre et sévère de cette province, personnifié par sa reine, finit ainsi par s'imposer à toute l'Espagne.

Voici un exemple de la lutte secrète qui existait entre Isabelle et Ferdinand. L'année même de la prise de Grenade, le 31 mars 1492, fut rendu le fameux décret qui chassait tous les juifs de la Péninsule. On raconte que les juifs, ayant été prévenus d'avance de ce qui se préparait contre eux, firent offrir à Ferdinand 30,000 ducats pour les frais de la guerre, s'il renonçait au projet d'expulsion. Ce prince calculateur fut ébranlé par ces offres séduisantes, et il est probable qu'il aurait fini par ramener Isabelle, si le grand-inquisiteur Torquemada n'avait pas été averti à temps. Le fougueux dominicain se présenta, un crucifix à la main, devant le roi et la reine, et leur dit : « Judas a le premier vendu son maître pour trente deniers; vous pensez à le vendre une seconde fois pour trente mille pièces d'argent. Le voici; prenez-le, et hâtez-vous de le vendre. » Ces fanatiques paroles ne firent sans doute que peu d'impression sur Ferdinand; mais la conscience d'Isabelle s'en effraya, et le décret fut rendu. Huit cent mille juifs quittèrent l'Espagne, emportant pour la plupart des trésors considérables, malgré la défense qui leur en avait été faite. En comptant les Maures qui passèrent en Afrique avec Boabdil, l'émigration qui eut lieu dans l'année passa un million d'hommes. Le fatal système qui a dépeuplé l'Espagne commençait à s'établir.

Ces dispositions d'Isabelle ne purent que s'accroître par le choix d'un confesseur tel que Ximenès. Le frère Fernando de Talavera, qui avait dirigé auparavant la conscience de la reine, était un prêtre doux et tolérant dont l'influence avait toujours tendu vers la modération. Ximenès se déclara au contraire pour toutes les mesures excessives, tant en politique qu'en religion. On s'étonne que le cardinal Mendoza, qui était un prélat de mœurs brillantes et faciles, ait pu désigner un homme aussi différent de lui-même. Ce cardinal, qu'on avait coutume d'appeler le *troisième roi d'Espagne*, exerçait le plus grand ascendant sur les rois catholiques. Il était en tiers dans tous les actes d'habile administration qui avaient précédé. Associé à la gloire de ses souverains comme à leurs travaux, sa croix archiépiscopale avait été le premier étendard chrétien arboré sur l'Alham-

bra pour annoncer l'occupation de Grenade. Le nom de Mendoza a été long-temps justement vénéré en Espagne, et si sa gloire s'est effacée pour la postérité dans celle du successeur qu'il s'est choisi, c'est que les oppresseurs des peuples ont toujours jeté plus d'éclat que leurs bienfaiteurs.

Dès l'arrivée de Ximenès à la cour, Isabelle voulut toujours l'avoir auprès d'elle. Partout où elle allait, elle lui faisait préparer un appartement auprès du sien. Mais lui, fidèle aux pratiques sévères qui avaient fait sa réputation, ne voulut jamais se relâcher, au milieu de la cour, de ses habitudes du cloître. Il n'occupait, hiver comme été, qu'une mauvaise chambre aux murailles nues, et où il n'y avait pour tous meubles qu'une table, une chaise et une paillasse. Il allait à pied dans tous ses voyages, vivant d'aumônes, accompagné d'un seul moine de son ordre, François Ruiz, qu'il avait pris pour compagnon, et dont il fit plus tard un évêque. Il ne souffrait jamais qu'on eût pour lui de soins particuliers. Si, contre sa défense, on lui servait dans les maisons de son ordre où il s'arrêtait quelque plat plus recherché qu'à l'ordinaire, il l'envoyait aux malades du lieu. Le spectacle d'une pareille sainteté agissait vivement sur l'imagination timorée de la reine, et Ximenès prit ainsi sur elle un ascendant illimité.

L'usage qu'il devait faire de cette influence se fit sentir surtout quand il fut nommé, deux ans après, provincial de son ordre. Les franciscains avaient depuis long-temps renoncé en Castille, comme ailleurs, à suivre les règles austères de leur institution. Éludant la loi qui leur défendait de rien posséder, plusieurs de leurs communautés avaient de riches domaines, de magnifiques maisons. Ceux qui en faisaient partie se nommaient conventuels, par opposition à ceux qui étaient restés plus soumis à la règle, et qu'on appelait observantins. Ximenès était de ces derniers; il entreprit de réformer les abus et de ramener l'ordre tout entier à la sévérité qu'il pratiquait pour lui-même. A cette nouvelle, le soulèvement contre lui fut général dans les monastères. Après avoir vainement employé les exhortations, il fit usage de la force. Sur l'ordre de la reine, un couvent de Tolède fut assiégé en forme; les moines, forcés d'en sortir, entonnèrent le psaume *In exitu Israël*, et se retirèrent en procession. Les efforts qui furent faits à cette occasion pour ébranler Ximenès dans l'esprit de la reine ne firent que consolider son crédit.

Il y avait trois ans à peine que Ximenès était confesseur d'Isabelle, quand le grand cardinal Mendoza, archevêque de Tolède,

tomba malade et mourut. L'archevêché de Tolède était alors la première dignité ecclésiastique du monde après la papauté. L'autorité de l'archevêque, immense dans l'église, n'était pas moindre dans l'état. Il était de droit chancelier de Castille et primat d'Espagne; dans toutes les affaires qui se traitaient en conseil, il opinait immédiatement après le roi. Il possédait un si grand nombre de fiefs et de bénéfices, que ses revenus étaient énormes. Les rois de Castille avaient souvent brigué cet archevêché pour les princes leurs enfans, car la puissance qui y était attachée était rivale de celle de la couronne. Dès que le siége fut vacant, Ferdinand exprima le désir d'y voir nommer son fils naturel, don Alphonse d'Aragon, qui était déjà archevêque de Saragosse; mais Isabelle, de qui seule dépendait le choix du nouveau prélat, refusa de se rendre au vœu de son mari. Malgré l'usage, qui avait toujours voulu que ce poste éminent ne fût rempli que par des hommes de la plus haute naissance, elle y appela Ximenès. Cette nomination fut accompagnée de circonstances caractéristiques qu'il est curieux de rappeler.

Les historiens de Ximenès disent que la reine, s'attendant à une grande résistance de la part de son confesseur, garda soigneusement le secret de la résolution qu'elle avait prise. Elle écrivit elle-même à Rome, sans en parler à personne, pour presser l'expédition des bulles. Dès qu'elle les eut reçues, elle fit venir Ximenès un jour de quadragésime, et lui remit brusquement une lettre du pape qui portait pour suscription : *A notre vénérable frère François Ximenès, archevêque de Tolède.* A la lecture de cette adresse, Ximenès changea de couleur, baisa respectueusement la lettre sans l'ouvrir, et la rendit à la reine en disant : « Cette lettre ne peut être pour moi. » Puis il sortit de l'appartement, et partit en toute hâte de Madrid, où s'était passée cette scène, pour aller assister, selon sa coutume, à l'office de la semaine sainte, dans un couvent de son ordre à Ocaña.

La reine le laissa d'abord sortir sans mot dire, mais elle dépêcha bientôt après lui plusieurs des plus grands seigneurs de la cour. « Ceux-ci étant bien montés, n'eurent pas beaucoup de peine, dit un historien de sa vie, à joindre un homme qui marchait à pied, qui était chargé d'habits pesans, et qui était affaibli par le jeûne du carême. » On eut besoin de très grands efforts pour obtenir de lui qu'il reprît le chemin de Madrid; arrivé là, ni les instances de la reine ni celles de ses amis ne purent le fléchir; il refusa. Son seul désir, disait-il, était de passer le reste de ses jours dans la pratique de ses devoirs monastiques, et il se sentait moins de goût et de capacité que jamais pour

la vie publique. Sa résolution fut inébranlable pendant six mois entiers; il ne fallut rien moins pour le décider qu'une seconde lettre du pape, qui lui ordonna impérieusement d'accepter la première dignité du royaume. Il obéit alors, mais avec une grande répugnance, réelle ou affectée. C'était en 1495; il avait près de soixante ans.

Son sacre eut lieu dans une église de son ordre avec une magnificence extraordinaire. L'église était parée des plus riches meubles de la couronne. Ferdinand et Isabelle y assistaient avec tous les grands d'Aragon et de Castille. Après la cérémonie religieuse, Ximenès s'approcha du roi et de la reine, et leur demandant leur main pour la baiser : « Ce n'est pas, leur dit-il, pour vous remercier de m'avoir fait archevêque, mais parce qu'en étendant vos mains vers moi, vous me promettrez de me les donner pour appuis dans l'exécution de mes devoirs. » Les rois catholiques voulurent baiser eux-mêmes la main du nouveau primat, et après eux tous les grands du royaume en firent autant. Ximenès sortit de l'église suivi de toute la cour en cortége, et fut accompagné jusqu'à sa demeure par les acclamations du peuple. Le peuple a toujours aimé ces caractères à part qui l'étonnent par leur singularité.

Même après qu'il fut devenu ainsi le plus riche et le plus puissant prélat de la chrétienté, Ximenès ne changea rien à ses austérités ordinaires, si bien que la reine Isabelle se crut encore obligée de lui faire écrire par le pape, qui était alors Alexandre VI, qu'il eût à prendre un genre de vie plus conforme à sa haute dignité. Toujours porté à l'extrême, il répondit à cette injonction du saint père en déployant un luxe excessif pour tout ce qui pouvait frapper les regards. Le nombre de ses domestiques et la splendeur de sa maison éclipsèrent tout ce qu'on avait vu sous ses prédécesseurs, mais il conserva la même sévérité dans ses habitudes personnelles. Au milieu des magnificences de sa table, il demeura fidèle au jeûne et à l'abstinence. Sous sa robe de soie et de pourpre, il gardait jour et nuit le sale froc de saint François, qu'il raccommodait de ses propres mains quand il était déchiré. Il ne porta jamais de linge, et dans les somptueuses tentures de son lit de parade, était caché un misérable grabat qui lui servait de couche.

On ne voit pourtant pas que ce pouvoir qu'il n'avait accepté que malgré lui, il l'ait exercé avec faiblesse. Nul ne parut jamais plus jaloux de son autorité. Un trait entre mille montrera combien, dès le début, il fut impérieux et habile à la fois. Le gouvernement de Cazorla était la plus considérable des places qui étaient alors à la

nomination de l'archevêque de Tolède. Avant de mourir, le grand cardinal en avait disposé en faveur de son plus jeune frère, don Pedro Hurtado de Mendoza. A l'avénement de Ximenès, toute la cour lui demanda de confirmer cette nomination; on fit valoir auprès de lui la reconnaissance qu'il devait garder à la mémoire de son bienfaiteur, on alla même jusqu'à invoquer l'autorité de la reine, qui intervint avec chaleur. C'était s'y prendre mal pour obtenir quelque chose de l'ombrageux Ximenès; il refusa obstinément, disant qu'il ne céderait jamais à aucune considération pour distribuer les fonctions et les honneurs de l'église. Sa résistance lassa les sollicitations. Depuis long-temps, il n'était plus question de cette affaire, et la reine elle-même avait cessé ses instances, quand Ximenès, ayant un jour rencontré Mendoza dans une des avenues du palais, le salua gracieusement du titre d'*alcayde* ou gouverneur de Cazorla. Mendoza, qui avait tourné la tête pour affecter de ne pas voir l'archevêque, se retourna avec étonnement, et Ximenès répéta son salut, en lui disant que, depuis qu'il était bien constaté qu'il n'obéissait à aucune influence étrangère, il était heureux de lui rendre une place qu'il n'avait jamais voulu lui enlever.

Cette conclusion inattendue eut le succès qu'elle devait avoir. Ximenès y gagna de se réserver tout l'honneur du procédé et de décourager en même temps pour l'avenir toute intervention de la faveur royale dans les choses de son domaine. Ce n'était pas mal calculer pour un moine. Les autres affaires qu'il se fit par l'inflexibilité de son caractère n'eurent pas un dénouement aussi pacifique; mais, dans toutes, il finit aussi par l'emporter à force d'opiniâtreté et de rudesse.

Libre désormais de se livrer à ses goûts de réforme, son premier soin comme archevêque fut de porter un examen sévère sur le clergé de son diocèse; il commença par le chapitre de Tolède. Les chanoines, qui avaient pris depuis long-temps l'habitude de n'être pas inquiétés dans la molle vie qu'ils s'étaient faite, résolurent d'envoyer à Rome un des leurs pour se plaindre au pape des manies réformatrices de leur prélat. Celui qui fut choisi pour cette mission délicate était un homme adroit et intelligent nommé Albornoz. Il ne put pourtant pas mettre assez de secret dans son départ pour échapper à la vigilance de Ximenès. Albornoz avait à peine quitté Tolède, qu'un officier était déjà envoyé sur ses traces pour l'arrêter. Cet officier avait l'ordre, dans le cas où le chanoine aurait déjà pris la mer, de fréter au plus vite un bâtiment léger et de le devancer

autant que possible en Italie. C'est ce qui eut lieu. Quand Albornoz arriva à Ostie, le ministre d'Espagne, Garcilazo de la Vega, avait déjà reçu ses instructions. L'émissaire du chapitre de Tolède fut arrêté et envoyé prisonnier en Espagne, où une captivité de vingt-deux mois lui apprit à ne plus contrarier les projets de l'archevêque. Cette leçon suffit pour mettre fin à la résistance du clergé séculier.

Celle du clergé régulier fut plus vive sans être plus heureuse. On a déjà vu comment les premières tentatives de réforme avaient été reçues par les diverses communautés de franciscains. L'opposition ne fit que s'accroître à mesure que l'inexorable résolution de Ximenès multipliait les moyens de la réduire. Plus de mille moines, au dire de certains documens, quittèrent le pays et passèrent en Barbarie, aimant mieux vivre parmi les infidèles que céder aux exigences de leur provincial. Les autres se plaignirent si haut à la cour papale, que le général des franciscains, qui résidait à Rome, anticipa sur l'époque régulière du voyage qu'il devait faire en Castille pour examiner les affaires de son ordre. Ce général était lui-même un conventuel, et il espérait faire reculer Ximenès en attaquant son crédit sur les lieux mêmes, mais il ne connaissait ni Isabelle, ni son intrépide confesseur. Après avoir en vain cherché de toutes parts des appuis contre Ximenès, il demanda une audience à la reine, et lui exprima ses griefs avec une extrême violence. C'était, selon lui, un véritable scandale que les prétentions de cet homme sorti de rien, qui portait dans les plus hautes dignités de l'église les manières brutales de son origine, et dont la sainteté prétendue n'était qu'un masque pour couvrir l'ambition la plus inquiète et la plus infatigable; si la reine avait quelque soin de sa réputation et des intérêts de son trône, elle n'avait qu'à retirer à cet insolent parvenu l'appui qu'elle lui prêtait, pour le laisser rentrer dans son obscurité native.

Isabelle eut, dit-on, beaucoup de peine à se contenir pendant cette harangue hardie du général des franciscains. Elle le laissa pourtant aller jusqu'au bout, et, quand il eut fini, elle se contenta de lui demander avec calme s'il avait tout son bon sens, et s'il songeait devant qui il parlait. *Oui, madame,* répondit le général, *je suis maître de mes sens, et je sais que je parle devant la reine de Castille, qui n'est qu'une poignée de poussière comme moi.* A ces mots, il sortit de l'appartement en fermant la porte derrière lui avec violence. Il repartit aussitôt pour Rome, et obtint du pape Alexandre VI un bref, rendu le 9 novembre 1496, sur l'avis unanime du collége des cardinaux, pour interdire aux rois catholiques de donner suite à la réforme

commencée tant que le pape n'aurait pas examiné l'affaire par lui-même. Ximenès ne fut ni étonné ni effrayé; toujours soutenu par la reine, dont il avait intéressé la conscience à l'entier accomplissement de ce qu'il avait entrepris, il persista, envoya à Rome messages sur messages, et parvint dès l'année suivante à obtenir du saint-siége un nouveau bref qui lui conférait un pouvoir des plus illimités pour mener à bien cette œuvre si contestée.

L'irritation des moines fut si grande, qu'elle alla jusqu'à menacer la vie de Ximenès. Dans leur désespoir, ils suscitèrent contre lui son propre frère, Bernardin de Cisneros, le même à qui il avait donné tous ses bénéfices quand il avait voulu entrer dans le cloître. Bernardin commença par écrire un pamphlet injurieux où il accumulait toutes les accusations passionnées dont l'archevêque était alors l'objet dans les couvens. Ximenès, averti à temps, fit supprimer le manuscrit, et pardonna à son frère; cependant il paraît qu'il mit à son pardon des conditions si dures, que l'exaspération de Bernardin ne fit que s'accroître. Un jour que Ximenès était au lit malade, ses domestiques l'ayant laissé seul pour qu'il prît un peu de repos, son frère entra dans sa chambre, et après une vive altercation, saisissant, tout hors de lui, l'oreiller, il le lui pressa sur la bouche avec violence, de manière à l'étouffer; puis il sortit, effrayé de lui-même, et alla se cacher dans un des coins de la maison. Quand les domestiques de l'archevêque rentrèrent dans sa chambre, ils le trouvèrent sans pouls et presque sans vie. On eut beaucoup de peine à lui rendre ses sens. Échappé comme par miracle à cet attentat, il ne voulut plus revoir son frère de sa vie; on dit même qu'il le fit enfermer dans un monastère, avec les fers aux pieds et aux mains, et qu'il ne lui fit rendre la liberté que plusieurs années après, à la prière du roi lui-même.

Malgré toutes ces résistances, la réforme commencée s'exécuta avec la dernière rigueur. Les panégyristes de Ximenès ont beaucoup vanté sa persévérance dans ce dessein, et des écrivains plus éclairés et plus modernes ont fait en effet de cette entreprise un de ses principaux titres de gloire. Une réforme était sans doute nécessaire à la fin du XVe siècle dans les mœurs du clergé en Espagne comme dans toute l'Europe, et, en portant le premier la main sur des abus depuis long-temps établis, Ximenès détruisit d'avance dans son pays la principale cause qui devait faire éclater, dès le siècle suivant, dans plusieurs états, une si grande opposition contre l'église catholique elle-même. On peut conclure cependant de la résistance désespérée qu'il rencontra, qu'il dut porter dans cette tentative salutaire l'extrême âcreté qui

lui était naturelle, et qu'il passa souvent le but à force de zèle. C'était une grande question politique dans les siècles catholiques que celle du plus ou moins de richesse des ordres religieux. En diminuant la rigueur de la règle, les grands monastères étaient devenus des institutions puissantes qui jouèrent un grand rôle dans la société confuse du moyen-âge, et qui furent souvent très utiles. Il était sage de poursuivre les désordres qui s'y étaient glissés, mais il était peut-être imprudent de substituer trop complètement à l'esprit de grandeur l'esprit d'humilité. C'était bouleverser l'état social de l'époque, lui enlever un de ses principaux élémens, et le laisser ainsi sans pondération et sans équilibre.

De tous les ordres monastiques, les ordres mendians sont ceux dont l'utilité peut être le plus contestée, et dont l'institution est le plus ouvertement en lutte avec les formes ordinaires de la société humaine. Ce sont aussi les ordres mendians que Ximenès s'efforça de ramener à la rigueur de leur principe, et qui sont devenus, grace à lui, dominans en Espagne. Or, rien n'était plus propre à éteindre dans une nation tout élan vers les biens de ce monde, que cette armée de frères grossiers, vagabonds, mal vêtus, qui se répandaient partout, prêchant la frugalité, la soumission, l'isolement, et rendant la misère sainte aux yeux des populations. Les peuples du midi sont trop naturellement disposés à la paresse pour qu'il puisse être indifférent de consacrer à leurs yeux la mendicité. Les ordres mendians ont marqué de leur empreinte toutes les habitudes de l'Espagne; leur esprit a pénétré partout, et ce qui devait être une exception rare parmi les hommes, est presque devenu la règle des mœurs nationales. Un homme d'état plus occupé des intérêts terrestres aurait peut-être prévu cette facile contagion de l'exemple; il aurait mieux aimé tolérer quelques abus, et conserver aux antiques corporations le caractère de magnificence qui pouvait être moins conforme à la pensée de leur fondation primitive, mais qui était plus en rapport avec les progrès de l'activité publique, et qui aidait à l'excitation générale vers le grand.

Quoi qu'il en soit, Ximenès donna bientôt une nouvelle preuve de cette intempérance de volonté qu'il mettait à toute chose, et s'il peut y avoir quelque doute sur le jugement à porter de sa réforme des établissemens religieux, il ne peut pas en être de même de cette autre mission qu'il se donna avec non moins d'obstination et d'emportement, la conversion des Maures.

Depuis la prise de Grenade, les Maures vivaient en paix sur la foi

de la capitulation qui leur garantissait le libre exercice de leurs lois et de leur religion. L'alcayde ou gouverneur de Grenade pour les rois catholiques, le comte de Tendilla, était un homme aussi prudent que ferme, aussi expérimenté que brave, et qui mettait tous ses soins à ménager la population vaincue et soumise. Auprès de lui siégeait un de ces hommes divins qui ne semblent envoyés sur la terre que pour en apaiser les douleurs, le frère Fernando de Talavera, religieux hiéronymite, autrefois confesseur de la reine, et alors archevêque de Grenade. Science, piété, douceur, véritable charité, Talavera avait toutes les vertus qui pouvaient faire vénérer l'épiscopat par les infidèles. Après avoir appris l'arabe ainsi que son clergé, il avait eu soin de faire traduire l'Évangile dans cette langue. Avec l'aide de ce livre saint, qu'il répandait en grand nombre parmi le peuple, il n'employait d'autres armes pour amener les Maures au christianisme, que la persuasion affectueuse, la bienveillance paternelle, les consolations, les aumônes, les bonnes œuvres de tout genre, et l'exemple de la plus admirable pureté.

De temps en temps, quelques Maures touchés demandaient le baptême; mais ces conquêtes pacifiques n'allaient pas assez vite au gré de l'impatient Ximenès. Dans un voyage que les rois catholiques firent à Grenade dans l'automne de 1499, il les accompagna, et proposa à Talavera de se joindre à lui pour poursuivre en commun l'œuvre de la conversion. Le modeste prélat accepta cette assistance qui devait en peu de temps détruire tout son ouvrage. Ferdinand et Isabelle ne furent pas plus tôt partis, que Ximenès entreprit ses prédications. Il fit venir les *alfaquis* ou docteurs musulmans, et eut avec eux plusieurs conférences pour leur démontrer les vérités de la religion chrétienne. A la puissance de ses enseignemens il ajouta celle des présens, qu'il distribua avec profusion parmi eux, et à force de flatteries, de cadeaux et de caresses, dit naïvement un historien espagnol, il les amena à la connaissance du vrai Dieu. Le nombre des Maures qui se convertissaient à sa voix fut si considérable, dit-on, qu'il était obligé de les baptiser à la fois par milliers, en secouant l'eau sainte sur leur multitude prosternée.

Malheureusement de si belles apparences ne se soutinrent pas long-temps. Des signes certains ne tardèrent pas à montrer que ces nombreuses conversions étaient peu sincères. Une sourde fermentation se répandit dans le quartier le plus populeux de Grenade, appelé l'Albayzin. Les mécontens disaient à haute voix que la capitulation n'était pas observée, et que leur liberté religieuse avait

droit à plus de respect. Ximenès alors changea de ton ; de flatteur et de caressant, il devint impérieux et oppresseur. Les mesures les plus violentes furent prises pour étouffer les plaintes. Un des chefs de l'opposition était un noble Maure, nommé Zegri, qui avait lutté pendant la guerre avec Gonzalve de Cordoue, et qui était devenu le frère d'armes du grand capitaine. Ximenès le fit enlever et le livra à un de ses officiers qu'il appelait *son lion*, et qui était en effet, dit un historien, lion par le caractère aussi bien que par le nom. Le lion retint Zegri en prison, et lui fit subir de tels traitemens, qu'au bout de quelques jours le Maure implora la clémence de l'archevêque. Ximenès lui fit donner alors un appartement magnifique, et fit tant par menaces et par promesses, qu'il le décida à recevoir le baptême. Ce succès fatal fut un encouragement pour la conduite mêlée de ruse et de force que Ximenès avait adoptée.

Un jour il fit élever un grand bûcher sur la place de Grenade et y fit brûler environ cinq mille copies de l'Alcoran et d'autres livres religieux des Maures, que les nouveaux chrétiens avaient remis entre ses mains. La plupart de ces livres étaient remarquables par la beauté de l'écriture et la richesse des ornemens dont ils étaient couverts. Ximenès n'en garda qu'un seul, qu'il fit transporter dans la bibliothèque de l'université d'Alcala. Le reste fut consumé. Cet acte de fanatisme poussa à son comble la colère des Maures. Deux des domestiques de Ximenès furent arrêtés dans l'Albayzin par la populace; l'un d'eux fut tué, l'autre eut beaucoup de peine à se sauver. Une fois soulevée, la multitude de l'Albayzin appela à son secours le reste de la ville, et en moins de deux heures il y eut plus de cent mille hommes sous les armes.

Ximenès était dans son palais, avec ses domestiques pour uniques défenseurs. La nuit survint avant qu'il eût le temps de se réfugier dans l'Alhambra, qui était la forteresse de Grenade. Les révoltés investirent sa maison avec des cris de mort. Dans ce péril imminent, il montra le plus grand courage. Soit par véritable dévouement, soit par calcul d'intérêt, le Maure Zegri, que l'archevêque avait converti récemment par des moyens si étranges, entra dans le palais par une porte secrète, et lui offrit de le mettre en sûreté, s'il consentait à sortir seul et déguisé. Ximenès refusa et répondit qu'il était prêt à recevoir la couronne du martyre. Cependant la résistance de ses gens tenait en échec les assaillans. Le comte de Tendilla eut le temps d'accourir avec quelques hommes. De son côté, Zegri monta à cheval, et, se montrant aux séditieux, leur représenta avec force que, s'ils

se portaient à quelque extrémité sur la personne de l'archevêque, ils attireraient infailliblement sur eux les terribles vengeances des rois catholiques. La multitude ébranlée abandonna sa proie, au moment où elle allait mettre le feu à des matières combustibles entassées à la porte du palais, et se retira dans l'Albayzin.

Elle y fut suivie par Zegri, le comte de Tendilla et l'archevêque Talavera. Ces trois personnages, respectés à divers titres, n'épargnèrent rien pour éteindre le feu que Ximenès avait allumé. Tendilla n'avait amené avec lui que quelques soldats; il promit aux insurgés qu'il intercéderait pour obtenir leur pardon auprès de Ferdinand et d'Isabelle, et laissa même en otage parmi eux sa femme et ses deux fils, dont l'un devait être un jour l'historien de la dernière catastrophe des Maures de Grenade. Quant à l'archevêque, précédé de sa croix pastorale, il traversa les divers quartiers comme un ange sauveur, partout accueilli par des témoignages de vénération et d'amour. Les derniers flots de la sédition s'apaisèrent sur ses pas, et les Maures revinrent de toutes parts à leurs travaux. Mais l'illusion de la confiance avait disparu, et le fond des cœurs gardait un levain qui ne devait pas se contenir toujours.

Ximenès pensa bien que cet évènement pourrait ébranler son crédit auprès de la reine. Il s'empressa de faire à sa manière une relation des faits et l'envoya à Isabelle par un Éthiopien qui passait pour le premier marcheur de l'Espagne. Ce noir messager s'enivra en route et perdit du temps; la rumeur publique fut la première qui porta aux rois catholiques le bruit de ce qui s'était passé, grossissant les faits suivant son usage, et le roi Ferdinand, qui avait toujours été du parti de la modération et de la clémence, fut informé le premier des résultats qu'avait eus la brusque interruption de la sage conduite qu'il avait ordonnée.

Ce prince n'avait jamais aimé Ximenès. Son esprit réfléchi et politique ne pouvait s'accommoder du caractère ardent et opiniâtre du confesseur d'Isabelle. Dans plusieurs occasions, ils s'étaient déjà trouvés en présence, et Ferdinand avait toujours été forcé de céder devant l'ascendant supérieur de l'archevêque. Dès que les premières nouvelles de l'insurrection de Grenade arrivèrent à Séville, où la cour s'était rendue en partant de Grenade, Ferdinand alla trouver la reine et lui dit : « Eh bien! madame, ne vous détromperez-vous donc jamais de votre Ximenès? Comprendrez-vous enfin que ses violences nous feront perdre en un jour le fruit de tant de travaux, de tant de dépenses et de tant de sang répandu par nous et par nos ancêtres? »

Isabelle fut frappée de ces paroles et des détails que le roi lui donna. Elle écrivit à Ximenès deux lettres de reproches; mais celui-ci, lui ayant envoyé le cordelier Ruys, ce confident qui l'accompagnait dans tous ses voyages, la pieuse Isabelle se laissa persuader encore une fois, et sa faiblesse pour Ximenès l'emporta sur l'intérêt évident de sa politique.

L'archevêque lui-même suivit de près son envoyé. Dès qu'il parut en présence de la reine, il voulut se justifier; Isabelle se hâta de lui dire qu'il n'avait pas besoin de justification, et qu'elle était toujours également contente de ses services. L'accueil de Ferdinand ne fut pas moins affectueux; ce prince avait pris le parti qui lui était habituel, de subir la volonté de la reine et de dissimuler son opposition. Un conseil fut assemblé; toutes les propositions de Ximenès sur la conduite à tenir à l'égard des Maures furent adoptées. Au système de mansuétude et de conciliation suivi jusqu'alors succéda un système de persécution et de tyrannie. Ximenès revint lui-même à Grenade, et signifia aux habitans de l'Albayzin qu'ils eussent tous à embrasser la religion chrétienne, s'ils ne voulaient pas être châtiés sans pitié. Ces malheureux se soumirent. La traduction arabe de l'Évangile fut supprimée. Il fut avéré pour tous que le bon archevêque Talavera avait usé envers les infidèles d'une condescendance coupable. Ni ses lumières, ni ses vertus, ni sa haute dignité, ne purent plus tard le mettre à l'abri d'une procédure de l'inquisition, qui fut dirigée par l'inquisiteur Lucero, et qui ne fut abandonnée que sur un ordre formel du pape.

Ainsi s'accomplit cette violation de la foi jurée qui jeta une haine irréconciliable entre les Maures et les chrétiens. Une chaîne de montagnes s'élevait entre Grenade et la mer; c'est dans ces redoutables Alpuxarras, coupées de pics neigeux et de vallées profondes, que se réfugia pour combattre et mourir la nationalité musulmane. Au lieu de cette fusion pacifique que le temps aurait amenée nécessairement entre les deux races, il n'y eut plus qu'une guerre éternelle et acharnée; au lieu de cette prospérité qui aurait dû régner à jamais dans ces régions favorisées, dont les habitans avaient coutume de dire que le paradis se trouvait dans cette partie du ciel qui répondait au royaume de Grenade, il n'y eut que ravage, meurtre, dépopulation, incendie. Une première révolte fut étouffée par Ferdinand en personne, mais la lutte fut sanglante et la victoire chèrement achetée; ce fut alors que périt don Alonso d'Aguilar, frère du grand capitaine Gonzalve de Cordoue, et un des plus parfaits chevaliers de son temps.

Des insurrections sans fin se succédèrent, chaque soulèvement devenant le prétexte de nouvelles violences, et chaque nouvelle violence provoquant un soulèvement plus terrible, jusqu'à ce qu'enfin les Maures fussent chassés de cette terre qu'ils avaient fertilisée. Leurs arts, leur industrie, leur agriculture, disparurent avec eux, non sans laisser des traces qui distinguent encore du reste de l'Espagne les pays qu'ils ont habités.

Ximenès est le premier auteur de tant de maux. C'est à lui que remonte cette chaîne de mesures oppressives qui poussèrent à bout les peuples amollis de Grenade. S'il ne s'était pas rencontré auprès d'Isabelle un homme de fer comme lui, l'ascendant de Ferdinand aurait pu l'emporter, et l'habile modération qui, durant huit ans entiers, maintint le calme à Grenade après la conquête, aurait continué à assoupir les vengeances nationales. Quand on pense à tout ce que l'intervention de Ximenès eut de funeste alors, on se demande avec étonnement comment un pareil homme a pu jouir en Espagne d'une renommée si éclatante. C'est que malheureusement les peuples n'admirent dans leurs grands hommes que ce qui les frappe et les subjugue. La gloire est comme la puissance; il s'agit moins de la mériter que de s'en saisir.

Ce n'est pas que Ximenès n'ait fait preuve des plus grandes qualités d'un homme d'état. Son talent pour le gouvernement est incontestable. Il lui est même arrivé d'en faire un bon usage, comme quand il fit réduire la taxe connue sous le nom d'*alcabala*, et quand il introduisit des adoucissemens notables dans la perception des deniers publics. Mais ce n'est pas par là qu'il fut surtout admiré et qu'il l'est encore. Ce qui a fait sa réputation, ce sont ses fautes même. Il a contribué par son exemple et par son autorité à developper dans le caractère national de son pays des défauts analogues à ceux de sa violente nature. C'est par là que sa gloire s'est établie. Jamais personne n'a eu plus d'historiens et de panégyristes. Il a été long-temps l'objet d'une sorte de culte, et ses plus fanatiques admirateurs ont voulu faire de lui un saint. Éternelle faiblesse des jugemens humains, qui ne distribuent que comme au hasard les malédictions et les couronnes!

Il semblait que la mort d'Isabelle, qui survint le 26 novembre 1504, devait ébranler cette puissance de Ximenès. Il n'en fut rien. La reine avait paru de tout temps l'unique point d'appui du hautain archevêque contre les ennemis innombrables qu'il s'était faits par ses manières despotiques. Les grands le haïssaient comme le plus mortel

ennemi de leurs priviléges. Le clergé ne lui pardonnait pas ses prétentions de réformateur. On savait enfin que le roi Ferdinand l'avait toujours vu avec une jalousie secrète. Quand Isabelle succomba à l'âge de cinquante-quatre ans, accablée de chagrins domestiques, on put croire que c'en était fait de l'ascendant de son confesseur. Mais cet humble cordelier, qui n'avait accepté le pouvoir qu'avec tant de répugnance, se trouva tout à coup doué d'une rare habileté et d'une résolution infatigable pour conserver et accroître encore, s'il était possible, l'autorité dont il était revêtu. Il s'y appliqua avec un art infini qui déjoua toutes les menées contraires. La vénération que le peuple avait pour lui, lui servit à contenir l'animosité des nobles; sa haute situation comme primat d'Espagne maintint le clergé dans le respect; et, ce qui paraîtra le chef-d'œuvre de sa politique, il sut se donner pour principal soutien l'homme qui lui avait été le plus opposé du vivant de la reine, le roi Ferdinand lui-même.

Après la mort d'Isabelle, Ferdinand avait résigné le titre de roi de Castille et fait proclamer sa fille Jeanne comme souveraine de ce royaume; mais il avait pris en même temps le titre de régent, que lui donnait le testament de la reine. L'archiduc Philippe, mari de Jeanne, qui était alors dans les Pays-Bas, ne voulut pas reconnaître le droit de Ferdinand à la régence. Un grand parti se forma en Castille contre le roi, et quand Philippe et sa femme débarquèrent à la Corogne, tout le pays reconnut leur autorité. La cour de Ferdinand fut subitement désertée par tous les Castillans. Ximenès saisit ce moment pour se rapprocher de lui; il se porta comme intermédiaire entre les deux princes, et parvint à négocier un accommodement. Le roi Ferdinand consentit à abandonner la régence et à se retirer dans ses états héréditaires d'Aragon, à condition qu'il conserverait la grande maîtrise des ordres militaires et la moitié des revenus de la couronne de Castille, qui lui avaient été assignés par le testament de la reine. Philippe accepta ces conditions, et un traité fut signé entre le beau-père et le gendre. Tant que dura la courte administration de Philippe, Ximenès eut peu d'influence en Castille, où gouvernait sous le nom de ce prince un ministre favori, don Juan Manuel; mais le souvenir de son intervention dans un moment difficile le protégea contre les réactions qui marquent habituellement un nouveau règne, et il gagna de plus en plus en crédit auprès de Ferdinand, qui détestait Juan Manuel.

Au bout de quelques mois de règne, Philippe mourut d'un transport au cerveau, à la suite d'un violent exercice au jeu de paume; il

avait vingt-huit ans. La faible raison de la reine Jeanne, qui l'aimait éperduement, fut tout-à-fait détruite par ce coup inattendu. Leur fils aîné, qui devait être plus tard Charles-Quint, était presque au berceau. Il fallut donc encore une fois pourvoir au gouvernement de la Castille. Les deux prétendans naturels à la régence étaient l'empereur Maximilien, père de Philippe, et le roi Ferdinand, père de Jeanne. La lutte s'établit entre Juan Manuel, qui tenait pour l'empereur, et Ximenès, qui se déclara pour le roi d'Aragon. Les nobles de Castille auraient préféré Maximilien, parce qu'ils espéraient reprendre, sous un régent étranger et loin du pays, une partie de leur ancienne indépendance; mais Ximenès mit du côté de Ferdinand le clergé et les villes. Ce dernier parti l'emporta; Ferdinand fut élu par les cortès régent du royaume. Cette nouvelle fut d'autant plus agréable à ce prince, qu'il la reçut à Naples, où il était allé avant la mort de Philippe, et sans qu'il eût eu le temps de venir défendre sa cause lui-même. Sa reconnaissance pour Ximenès n'en fut que plus pressée de se manifester. Il sollicita et obtint pour lui, du pape Jules II, le chapeau de cardinal, et, la place de grand inquisiteur-général étant devenue vacante par la démission du dominicain Déza, successeur de Torquemada, il s'empressa de la lui donner.

Ainsi la fortune de Ximenès, au lieu de descendre, n'avait fait que s'élever encore. Arrivé à ce point de grandeur, il montra un tact non moins admirable que celui qui l'avait porté si haut, en se retirant volontairement des affaires pour laisser le champ libre à Ferdinand. Ce monarque ambitieux était l'homme du monde le plus jaloux de son pouvoir, et si Ximenès avait persisté à se mêler du gouvernement, la bonne intelligence qui régnait entre eux n'aurait probablement pas duré long-temps. On sait comment Ferdinand, libre de toute entrave et parvenu enfin à réaliser le rêve de toute sa vie, la réunion véritable des deux couronnes de Castille et d'Aragon sous son commandement, employa les dix ans qui s'écoulèrent entre son avènement à la régence et sa mort. A l'intérieur, il maintint dans les deux royaumes un ordre et une tranquillité dont on n'avait pas eu d'idée jusqu'à lui; à l'extérieur, il acheva la conquête du royaume de Naples, dont il se fit donner l'investiture par le pape; il prit une part active aux guerres d'Italie, qui eurent pour résultat l'expulsion des Français et l'abaissement de Venise; il envahit sous un prétexte frivole le royaume de Navarre et le réunit à la monarchie espagnole.

De son côté, Ximenès n'obtenait pas moins de succès dans l'administration de son diocèse de Tolède, qui était une sorte de royaume.

Il porta une économie si bien entendue dans la perception de ses revenus, qu'il les augmenta dans une proportion considérable. Ce surcroît de richesse lui donna les moyens de se montrer de plus en plus magnifique dans ses dépenses. Il dota la ville et le diocèse de superbes établissemens qui existent encore; le plus beau de tous fut l'université, dont il fut le fondateur. On sait que Ximenès avait commencé ses études à Alcala, près du lieu où il était né, mais il n'y avait pas alors d'université proprement dite à Alcala. Il résolut plus tard d'en établir une, et obtint en effet la bulle d'érection du pape Alexandre VI. Il y fit construire des bâtimens somptueux, et y attira par ses libéralités les principaux savans de l'Espagne. Son palais d'Alcala était son séjour de prédilection; il y jouissait de la conversation des hommes célèbres qu'il y avait réunis, et prenait part lui-même à leurs études. On dit qu'il travailla activement à la fameuse Bible polyglotte qui porte son nom, et qui comprend le texte hébreu, la paraphrase chaldaïque, la version grecque des septante et la vulgate latine, ouvrage colossal pour le temps où il fut fait, et où les recherches étaient si difficiles et si dispendieuses.

Mais ce qui lui fit à juste titre le plus d'honneur, ce fut l'expédition qu'il dirigea en personne contre Oran. Il l'entreprit avec ses seules ressources, et la mena à bien sans aucun secours. Le roi Ferdinand était alors trop occupé de ses projets sur l'Italie et sur la Navarre, pour se jeter dans une nouvelle affaire; il ne donna que son consentement. Ximenès équipa à ses frais une armée qui n'était pas moindre de quatre mille chevaux et de dix mille hommes de pied, avec une flotte de quatre-vingts bâtimens de transport et de dix gros galions armés en guerre; il appela auprès de lui, pour les mettre à la tête de ses troupes, deux des plus célèbres condottieri de ce siècle, Pierre de Navarre et Jérôme Vianelli, le premier qui avait commencé par être pirate, et qui avait servi successivement les Florentins et les Espagnols, le second qui, né à Venise, passait pour un des meilleurs marins sortis de cette puissante cité, et qui connaissait parfaitement tous les rivages de la Méditerranée. Le rendez-vous de l'armée fut fixé à Carthagène pour la fin de février 1509, et celui de la flotte à Malaga. L'hiver se passa en préparatifs, et au commencement du printemps tout était prêt.

Ximenès avait alors soixante-douze ans, mais il était encore si vigoureux, qu'il présida en personne à tous les préliminaires de l'expédition. Il passait des revues à cheval et surveillait de près les immenses détails d'une pareille organisation. Il rencontra des obs-

tacles de tout genre dans l'exécution de son projet. Ses ennemis tournaient en ridicule cette folle tentative d'un vieux moine qui s'imaginait de commander des armées quand il aurait dû ne songer qu'à son salut. Les soldats, recrutés de toutes parts, à la mode du temps, montraient quelque étonnement de servir sous un religieux, et riaient les premiers du chef étrange qu'on leur proposait. Les aventuriers que Ximenès avait été forcé de prendre pour généraux en agissaient cavalièrement avec lui, et affectaient de ne tenir nul compte de ses instructions. Le désordre qui régnait parmi les officiers se répandit dans les rangs des soldats; une sédition générale éclata dans l'armée au moment de l'embarquement; on aurait dit qu'il était impossible de continuer une campagne commencée sous de si fâcheux auspices. Ximenès arrêta la sédition en faisant pendre le premier mutin qui lui tomba sous la main; à force d'argent, d'habileté et de résolution, il parvint à se faire obéir des chefs, et l'expédition mit à la voile, suffisamment pourvue de vivres et de munitions, le 16 mai 1509.

La ville d'Oran était à cette époque une des plus fortes places de la Méditerranée. Elle formait une espèce de république sous la protection des rois de Tlemcen. Son territoire n'était pas fort étendu; mais les Maures, chassés d'Espagne, s'y étant retirés en assez grand nombre, elle pouvait mettre sur pied des forces considérables de terre et de mer. Elle était parvenue à un haut degré d'opulence par le commerce étendu dont elle était le centre, et par les hardies excursions de ses pirates. L'expédition arriva, dès le lendemain de son départ d'Espagne, au port de Mers-el-Kebir, sur la côte d'Afrique. Le débarquement eut lieu dans la nuit. Au lever du jour, le cardinal descendit de son galion, revêtu de ses ornemens pontificaux, bénit l'armée rangée en bataille sur la plage, et parcourut les rangs, précédé d'un moine de son ordre qui portait devant lui sa croix archiépiscopale. Il se retira ensuite dans la forteresse de Mers-el-Kebir, où il passa la journée en prières, pendant que l'armée marchait sur Oran, qui n'est qu'à une lieue de ce port. La cavalerie maure essaya vainement plusieurs fois de rompre les rangs des chrétiens en se jetant sur eux avec de grands cris; elle fut reçue piques baissées et repoussée avec de grandes pertes. Arrivées devant Oran, les troupes chargèrent à leur tour avec impétuosité, pendant que le canon des vaisseaux foudroyait les murailles. Deux Maures et un juif, gagnés d'avance par Ximenès, ouvrirent une des portes; les assaillans se répandirent dans la ville, et massacrèrent tout ce qu'ils

rencontrèrent. Hommes, femmes, enfans, tout fut égorgé. La nuit mit fin au carnage. Les soldats, ivres de vin, de sang et de pillage, se couchèrent en désordre dans les rues et sur les places publiques, au milieu des cadavres de leurs ennemis.

Ximenès fit une entrée solennelle dans Oran; il y arriva par mer. Dès qu'il vit, du haut de sa galère, sa belle conquête se déployer devant lui, il répéta plusieurs fois les paroles du psalmiste : *Ce n'est pas à nous, Seigneur, ce n'est pas à nous, c'est à votre nom qu'il faut rapporter cette gloire.* Il fut reçu à la descente de sa galère par Vianelli; Pierre de Navarre l'attendait à la porte de la ville pour lui remettre les clés. Une double haie d'infanterie et de cavalerie bordait le chemin depuis la mer jusqu'à l'alcazar. Trois cents esclaves chrétiens, que la prise d'Oran avait délivrés, se jetèrent à ses pieds en lui présentant leurs chaînes brisées. Les acclamations de l'armée et les détonnations de l'artillerie retentissaient de toutes parts sur son passage. Après avoir pris possession de l'alcazar, il se rendit sur la grande place où tout le butin avait été entassé, il mit les objets les plus précieux à part, et les envoya au roi par un courrier, avec la nouvelle de sa victoire; puis, ne se réservant que quelques livres arabes qu'il destinait à la bibliothèque d'Alcala, il abandonna le reste à l'armée. La valeur totale de cette riche proie fut estimée à cinq cent mille écus d'or.

L'admiration qu'a excitée cette prise d'Oran a été si grande dans son temps, qu'on ne s'en est pas tenu aux moyens humains pour expliquer une victoire si prompte et si complète. Quelques-uns des historiens de Ximenès ont mêlé des miracles dans leur récit. Pendant la traversée, les vents qui avaient paru d'abord contraire, étaient tout à coup devenus favorables. Au moment du combat, une nuée s'était arrêtée sur les chrétiens pour les rafraîchir, pendant que leurs adversaires restaient exposés aux rayons brûlans du soleil d'Afrique. Des bandes de corbeaux et de vautours n'avaient pas cessé de voltiger autour des Arabes; les lions de l'Atlas, frappés au fond de leurs antres d'une terreur divine, avaient rempli le désert de longs et douloureux rugissemens. Nouveau Josué, Ximenès avait arrêté le soleil et rendu le jour plus long de trois ou quatre heures, pour laisser à l'armée le temps d'occuper la ville. Ces traditions épiques se perpétuèrent à Oran, et pendant les siéges que les Espagnols eurent à soutenir dans ses murs, on crut voir plusieurs fois dans l'air le bienheureux archevêque, vêtu en religieux, l'épée d'une main et le crucifix de l'autre, défendant lui-même sa ville comme il l'avait prise.

Ce qui est moins poétique et plus sûr que toutes ces merveilles, c'est l'indiscipline qui régnait dans l'armée, et qui, après avoir failli compromettre l'expédition elle-même, finit par lasser Ximenès. Sans cesse obsédé des prétentions de ses généraux, et pressé de s'y soustraire, le cardinal ne passa que quelques jours à Oran. Il se rembarqua pour l'Espagne, après avoir dédié lui-même la plus grande mosquée d'Oran, transformée en église, à Notre-Dame-de-la-Victoire, laissant à Pierre de Navarre et à Vianelli, pour de nouvelles conquêtes, toutes les munitions qui restaient sur les vaisseaux. Ces deux généraux attaquèrent d'abord et prirent Bougie, capitale du royaume de ce nom; ils se portèrent ensuite sur Tripoli, dont ils se rendirent maîtres également. Leur nom était devenu la terreur de toute l'Afrique, quand ils furent battus dans une nouvelle tentative. Vianelli fut tué dans cet engagement; quant à Pierre de Navarre, il passa en Italie, où il porta successivement les armes pour les Espagnols et les Français, et mourut prisonnier de Charles-Quint. De toutes les conquêtes que les Espagnols avaient faites sur la côte d'Afrique, ils ne conservèrent que la ville d'Oran, qui avait été réunie par Ximenès à l'archevêché de Tolède, et qui a appartenu à l'Espagne jusqu'en 1792.

Si Ximenès avait l'audace dans les entreprises et la persévérance dans les desseins, il n'avait pas le génie qui fonde et qui organise. Il porta dans la conquête d'Oran la même préoccupation exclusive qui dirigeait toutes ses actions. Son unique soin fut d'y établir des églises, des monastères et un tribunal d'inquisition. Quelques historiens lui ont attribué des projets de colonisation, mais rien ne prouve que ces projets aient été réels; ils n'ont du moins jamais reçu de commencement d'exécution. La pensée que d'autres documens lui prêtent d'établir à Oran un ordre de Saint-Jacques, sur le modèle de celui de Rhodes, pour faire la guerre aux infidèles, paraît plus vraisemblable; dans tous les cas, il mourut avant d'avoir pu la réaliser. Il ne fit donc rien à Oran pour prendre véritablement possession du pays. La population musulmane avait été exterminée tout entière ou réduite en esclavage; aucune mesure ne fut prise pour y appeler la population chrétienne. Après une occupation stérile et dispendieuse de près de trois cents ans, les Espagnols durent bénir l'affreux tremblement de terre qui leur servit de prétexte pour l'évacuer. Cette ville était pourtant riche et puissante quand Ximenès s'en était emparé, et il eût suffi d'un peu de prévoyance pour lui conserver sa prospérité; mais l'esprit qui dépeuplait l'Espagne n'était pas propre à peupler l'Afrique.

Pour retrouver Ximenès tout entier, il faut le suivre comme

inquisiteur-général. Dans son *Histoire de l'Inquisition*, Llorente suppose, on ne sait sur quel fondement, que Ximenès est l'auteur d'un manuscrit précieux conservé dans la bibliothèque royale de Saint-Isidore de Madrid, et qui contient, sous la forme d'un roman allégorique, un véritable plaidoyer contre l'inquisition. Le douzième livre est consacré tout entier à rapporter ce que fit le roi *Prudentianus*, dans le *royaume de la vérité*, pour y remédier aux maux qu'avait causés le pieux tribunal. S'il en était ainsi, Ximenès serait bien coupable, car, après avoir senti mieux que personne l'horreur de la persécution, il aurait plus tard changé d'avis en devenant lui-même inquisiteur. Mais l'hypothèse de Llorente est peu vraisemblable, et il est plus naturel de croire que Ximenès se montra dès l'origine ce qu'il devait être jusqu'à sa mort, admirateur passionné des rigueurs du saint-office. Le même Llorente raconte que, dans les onze années de son ministère, Ximenès fit condamner cinquante-deux mille huit cent cinquante-cinq personnes, dont trois mille cinq cent soixante-quatre subirent la peine du feu, immense holocauste que rien ne peut excuser, mais qui deviendrait plus épouvantable encore si celui qui l'ordonnait avait eu des doutes sur la légitimité de ses jugemens.

Quand le bruit se répandit, dit encore Llorente, que Ferdinand allait faire la guerre au roi de Navarre, en 1512, les nouveaux chrétiens lui offrirent 600,000 ducats d'or pour les frais de cette entreprise, à condition qu'une loi de l'état établirait la publicité pour tous les procès de l'inquisition. Le roi était sur le point de traiter avec eux, quand Ximenès, qui en fut instruit, mit à sa disposition une forte somme d'argent. Le roi l'accepta, et renonça à tout projet de réforme. En la lui remettant, Ximenès lui représenta que, si le changement que les nouveaux chrétiens avaient demandé leur était accordé, il n'y aurait plus personne qui voulût être délateur ou témoin, ce qui ne pourrait manquer de compromettre les intérêts de la religion. Une autre fois, il ordonna qu'à l'avenir la croix en sautoir serait substituée à la croix ordinaire sur le *san-benito*, sous prétexte que les condamnés déshonoraient en le portant le signe sacré de notre rédemption.

Ceux qui croient que l'inquisition s'est naturellement établie en Espagne comme un produit spontané du sol, se trompent; elle n'y a été fondée que par la violence. Dans les premiers temps qui suivirent son institution, elle fut à tout moment sur le point de succomber sous la répulsion universelle qu'elle soulevait. Il ne fallut rien moins que toute l'autorité des rois catholiques pour la maintenir. Nul doute

que Ximenès ne fut un de ceux qui firent le plus pour sa défense; ce que nous venons de rapporter en fait foi. L'inquisition avec ses formes terribles, l'arbitraire de ses arrestations, le secret de ses procédures, l'appareil effrayant de ses supplices, le nombre de ses familiers qui la rendaient présente partout à la fois, était le complément nécessaire du système religieux et politique dont Ximenès fut le plus zélé promoteur. Sans l'épouvante dont elle a pénétré l'Espagne, le despotisme qui a suivi n'aurait peut-être pas été possible. Or, l'archevêque de Tolède était trop convaincu des avantages de l'unité absolue, son caractère était trop ami de la force, pour qu'il ait pu hésiter un moment devant l'adoption d'un si formidable moyen.

Cependant Ferdinand-le-Catholique approchait de sa fin. Bien qu'âgé lui-même de près de quatre-vingts ans, Ximenès était destiné à voir s'éteindre avant lui le mari d'Isabelle, et à survivre seul de ce siècle illustre. Il devait encore attacher son nom à un dernier acte, le plus grave de tous, et prendre sa part de responsabilité dans la solution de la plus grande question politique qui eût encore été posée pour l'Espagne.

Jeanne-la-Folle, fille unique de Ferdinand et d'Isabelle, avait eu de son mariage avec Philippe-le-Beau deux fils. L'aîné, Charles, avait déjà succédé à son père dans le gouvernement des Pays-Bays; le second, Ferdinand, résidait en Castille. A la mort de Ferdinand-le-Catholique, Jeanne-la-Folle, qui vivait encore, devait hériter de l'Aragon, comme elle avait déjà hérité de la Castille par la mort de sa mère. Il s'agissait de savoir lequel de ces deux fils succéderait après elle à ses deux couronnes. La coutume désignait Charles, mais la politique désignait Ferdinand. Charles était un étranger élevé en Allemagne, investi déjà des riches possessions de la maison de Bourgogne, et destiné à régner un jour sur une grande partie de l'Europe; Ferdinand au contraire était Espagnol, élevé en Espagne, et n'avait d'autre patrimoine que les droits qui lui seraient reconnus par les Espagnols. Il n'était pas sans exemple, et tout récemment encore, que les cortès, trouvant des inconvéniens à la succession naturelle, déférassent la couronne à un autre héritier que l'héritier direct; mais l'adoption de cette mesure, qui n'avait jamais été aussi légitime que lorsqu'il s'agissait d'écarter un prince pour qui l'Espagne ne devait être qu'une annexe à d'autres domaines, présentait de grandes difficultés, et la solution était indécise.

Ferdinand-le-Catholique se montra très préoccupé, pendant les dernières années de sa vie, de cette question délicate de sa succes-

sion. Prudent et réfléchi comme il était, il avait pressenti tout ce qui pouvait résulter pour l'Espagne de la réunion de tant d'états sous un seul maître, et il fit tout ce qu'il put pour disputer à son petit-fils une large part de son héritage. Quand les états de Castille eurent reconnu Charles comme prince des Asturies, Ferdinand voulut du moins lui enlever l'Aragon et Naples. Dans cette pensée, il se remaria avec Germaine de Foix, et sa joie fut extrême, dit un historien, lorsque sa jeune épouse lui donna un héritier. A la mort prématurée de ce fils, il montra par le même motif un désir si immodéré d'avoir d'autres enfans, que cette impatience lui devint funeste. Il eut recours à des médecins qui lui firent prendre une de ces potions qu'on supposait propres à venir au secours d'une constitution épuisée. Ce breuvage pernicieux produisit un tel effet sur lui qu'il en eut une violente maladie et qu'il n'y survécut que peu de temps.

Alors, ce qu'il n'avait pu obtenir de la nature, il chercha à le réaliser par son testament. N'osant pas déshériter explicitement Charles, il légua au prince Ferdinand la régence de ses royaumes, et lui conféra en même temps la dignité de grand-maître des ordres militaires, ce qui était un moyen détourné de le créer candidat au trône contre son frère. Si ce testament avait été exécuté et que le roi catholique eût pu laisser après lui des dépositaires de son projet, les destinées de l'Espagne et de l'Europe entière auraient été changées.

Malheureusement il ne se trouva pas, parmi les conseillers du roi mourant, un seul politique qui partageât ses vues. Le jeune Ferdinand avait un parti considérable dans la nation, mais tous les hommes d'état s'étaient déclarés pour Charles. Ximenès surtout avait embrassé avec chaleur ce dernier parti. C'était en effet un entraînement irrésistible pour un esprit dominateur comme le sien, que la perspective de l'immense empire qui allait se former. La Castille, la Navarre, l'Aragon, la Sicile, le royaume de Naples, les possessions espagnoles en Amérique et en Afrique, venant s'ajouter à ce que Charles possédait déjà du chef de son père et à ses chances d'élection à l'empire, devaient constituer la puissance la plus formidable qu'on eût encore vue depuis Rome, et préparer les voies à l'établissement de l'unité universelle de gouvernement et de foi. Cette idée grande et magnifique séduisait Ximenès et tous les autres ministres, et leur fermait les yeux sur les légitimes défiances de la nationalité espagnole. Quant à ce qu'auraient à redouter les vieilles libertés du pays de l'ascendant irrésistible d'un prince aussi puissant, c'était pour eux une raison de soutenir ses droits, et non de les combattre. La lutte de la royauté

contre l'anarchie du moyen-âge était encore trop récente pour qu'on ne songeât pas à affermir la victoire au lieu de la réduire.

Et cependant ce n'était pas là un des moindres intérêts menacés par l'avénement du jeune archiduc. Pendant que Ferdinand s'inquiétait surtout de cette confusion de couronnes qui allait enlever à la royauté catholique la place à part qu'il lui avait faite, les divers ordres de Castille et d'Aragon devaient s'inquiéter aussi de ce que deviendraient leurs priviléges. Quelques symptômes de mécontentement montrent que les deux pays eurent le pressentiment de ce qui les attendait, mais ils ne remuèrent pas. Le temps des libertés turbulentes était passé, celui de l'obéissance commençait. Il n'y avait que l'intervention de quelque personnage considérable qui pût donner un corps à ces résistances cachées, et tous ceux qui auraient eu assez d'influence pour organiser l'opposition confuse de l'instinct national conspiraient contre ses justes répugnances. C'est là une des erreurs de Ximenès que l'histoire doit le plus lui reprocher; c'est peut-être celle qui a fait le plus de mal à son pays, et elle a pris naissance comme les autres dans son goût natif pour tout ce qui était exclusif, démesuré, plus frappant que possible, et plus romanesque que raisonnable.

Les plus anciens ministres de Ferdinand-le-Catholique, Carvajal, Zapata, Vargas, n'eurent pas de repos, de concert avec Ximenès, qu'ils n'eussent fait révoquer par le roi le testament qu'il avait fait en faveur du plus jeune des deux princes. Ferdinand résista long-temps à leurs instances, mais enfin, voyant que personne autour de lui ne s'associait à ses idées et qu'il ne léguerait à l'Espagne qu'une guerre civile entre les deux frères, au lieu de lui assurer l'indépendance qu'il avait rêvée pour elle, il céda. Il déclara par un nouveau testament que Charles était le seul héritier de tous ses états; il retira au jeune Ferdinand la grande maîtrise des ordres militaires, qui en aurait fait à tout évènement un embarras pour son frère, et légua la régence de Castille à Ximenès; après quoi il mourut, le 23 janvier 1516. Ximenès prit aussitôt la direction des affaires.

A part l'erreur fondamentale qui l'avait porté là, on doit reconnaître qu'il déploya dans cette situation presque royale les plus hautes qualités de gouvernement. A un âge où les autres hommes ne pensent plus qu'à mourir, il fut hardi, entreprenant, infatigable, fécond en ressources. Il y avait long-temps que toutes les passions de cette ame ardente s'étaient éteintes au profit d'une seule, la passion sévère du commandement. Pendant les vingt-deux mois que dura sa régence,

il fit ce que d'autres et des plus habiles n'auraient pas accompli dans des années. Il était régent, comme il avait été moine, sans relâche et sans ménagement. Obstiné au travail comme auparavant aux austérités, il se délassait des affaires par les affaires, passant à l'œuvre les nuits et les jours. Cette dure vie n'avait rien qui pût l'effrayer, il s'était formé à une école plus rude encore. En voyant dans un vieillard de quatre-vingts ans cette activité prodigieuse, cette intelligence des difficultés, cette application, cette vigilance qui n'était jamais en défaut, toutes ces facultés supérieures, l'Espagne entière fut frappée d'une sorte de superstition et se livra à cet homme extraordinaire qui paraissait soutenu par un appui surnaturel.

On ne saurait trop regretter qu'un homme de cette trempe n'ait pas embrassé la bonne cause. S'il avait employé pour sauver l'Espagne des mains de Charles-Quint la moitié seulement de tout le génie dont il a fait usage pour l'y jeter, tout porte à croire qu'il n'aurait pas moins réussi, et la reconnaissance de l'Espagne aurait pu être égale à son admiration. Mais l'indépendance et la liberté sont sœurs : qui étouffait l'une devait méconnaître l'autre.

A mesure que les yeux s'ouvrirent en Castille sur des conséquences qu'on n'avait pas assez prévues d'abord, le parti de l'indépendance nationale grossit; il était trop tard, tout effort d'insurrection fut contenu par la vigoureuse administration du cardinal. Son premier soin fut de s'assurer de la personne du prince Ferdinand. Il le fit venir auprès de lui, composa lui-même sa maison pour l'entourer de surveillans dévoués, et ne le quitta pas un seul instant, poussant la précaution jusqu'à l'emmener avec lui dans ses voyages. Le prince réclama plusieurs fois, mais inutilement; ses partisans voulurent l'enlever, ils échouèrent.

Comme seconde mesure de sûreté, Ximenès établit à Madrid le siége du gouvernement, qui avait été mobile jusqu'alors. On a dit souvent et avec raison que ce choix étrange d'un lieu désert comme Madrid, pour en faire la capitale de l'Espagne, n'avait pas été sans suites fâcheuses pour l'avenir. Partout ailleurs qu'à Madrid, la royauté aurait été en rapport constant avec les forces vivantes du pays; elle aurait eu à compter avec l'esprit communal, la noblesse, le commerce, les états, la nation enfin. A Madrid, au contraire, elle devait être isolée, séparée de tout, loin des puissans domaines des grands de Castille, hors des cités actives et populeuses, absolue sans doute, mais inféconde. Ximenès ne songea qu'au présent. Il était seigneur spirituel de Madrid, et aucune autorité n'y pouvait riva-

liser avec la sienne. C'était d'ailleurs une entreprise qui lui plaisait que celle de fonder une capitale dans une solitude, caprice hautain, égoïste, digne en tout de cette monarchie idéale qu'il rêvait et qu'il ne réalisa que trop. La capitale indiquée par la nature était Séville; située sur le plus grand fleuve de l'Espagne, cette ville était désignée pour devenir le centre des relations nouvelles avec l'Amérique, l'Afrique et l'Italie, en même temps qu'elle dominait les plus riches provinces de la Péninsule; mais elle n'était pas dans le diocèse de Ximenès, et elle avait trop d'importance par elle-même pour qu'il la choisît. C'est dans un même esprit que Louis XIV devait plus tard quitter Paris pour Versailles.

Une troisième mesure plus décisive encore que les deux premières fut l'établissement d'une armée permanente. De tout temps, la noblesse s'était réservé le droit de porter les armes; Ximenès rendit une ordonnance qui étendait ce droit à la bourgeoisie. Les communes de Castille étaient si puissantes alors, qu'elles eurent bientôt mis sur pied une armée de trente mille hommes. Ximenès leur donna des officiers, des drapeaux, le droit de passer des revues et de faire l'exercice les jours de fête. Les nobles de Castille protestèrent, mais le cardinal n'en tint nul compte; il négligea les plaintes, brava les menaces, dissimula les obstacles. Certes, c'était un trait de la plus habile politique que de chercher dans le tiers-état un point d'appui contre les grands. Il est malheureux seulement que ce moyen n'ait été employé par Ximenès que comme calcul de force, et qu'il n'ait servi, en armant l'un des ordres contre l'autre, qu'à préparer leur commun abaissement. La création de l'infanterie bourgeoise aurait pu être le signal d'une réorganisation politique : elle ne fut qu'un instrument de domination. A la mort du cardinal, l'institution fut abandonnée, et le tiers-état n'en retira aucun profit.

Quand Ximenès eut ainsi toutes ses forces dans la main, il prit le ton haut et mena les affaires en maître. Charles avait exprimé le désir d'être proclamé roi, quoique sa mère vécût encore; cette prétention n'était pas seulement une infraction à l'usage, c'était encore, aux yeux des Espagnols, l'acte d'un mauvais fils. L'opposition fut tellement vive en Aragon, que don Alphonse, archevêque de Saragosse, à qui Ferdinand avait laissé la régence de ce royaume, ne put parvenir à la vaincre. Quant à la Castille, ce fut différent; Ximenès commença par rassembler les états à Madrid, afin de leur demander leur consentement. La discussion fut très orageuse; le ministre Carvajal soutint que, la malheureuse infirmité de la reine

Jeanne augmentant de jour en jour, il n'y avait aucun espoir qu'elle cessât jamais, et qu'il devenait alors naturel de reconnaître immédiatement son fils comme roi. L'amiral de Castille, le duc d'Albe et d'autres orateurs soutinrent au contraire que, la couronne devant tôt ou tard revenir à Charles, il n'y avait ni droit ni convenance à profiter du triste état de la reine pour la dépouiller avant sa mort du titre sacré qui lui appartenait. Les esprit s'échauffaient, et la querelle prenait un caractère de passion toujours croissant, quand Ximenès, qui présidait, mit fin à tout par un mot. « Les états, dit-il, étaient rassemblés non pour délibérer, mais pour obéir; leur souverain n'avait aucun besoin d'eux pour prendre la qualité de roi. S'il avait bien voulu leur demander leur approbation, c'était par une simple formalité; la lui refuser serait mal répondre à l'honneur qu'il avait fait à l'assemblée. » Et sans s'arrêter à prendre les suffrages, il commanda au corrégidor de Madrid d'aller proclamer la reine Jeanne et l'archiduc Charles son fils, conjointement rois de Castille. Le corrégidor sortit sur-le-champ; tout était prêt pour l'exécution de cet ordre; on entendit bientôt retentir près de la salle des états les fanfares de la proclamation. Ce coup d'autorité jeta l'étonnement et le désordre parmi les assistans; il eût été insensé de songer à la résistance dans une résidence comme Madrid, où le cardinal disposait de tout. Ximenès fit expédier, séance tenante, les lettres qui ordonnaient à toutes les villes de Castille de suivre l'exemple de Madrid, et congédia l'assemblée, qui se retira sans opposition. Les états de Castille venaient d'expirer.

Le régent ne s'en tint pas à cet acte de vigueur. Les grands, qui étaient restés les seuls représentans de l'esprit de liberté depuis que les communes avaient fait alliance avec Ximenès contre leurs propres intérêts, essayèrent plusieurs fois de secouer le joug; ils furent toujours battus. L'un d'eux et des plus puissans, don Pedro Porto-Carrero, avait obtenu du pape des provisions secrètes pour la grande maîtrise de l'ordre de Saint-Jacques. Il convoqua sous main le chapitre général de l'ordre pour se faire reconnaître. Les chevaliers s'empressèrent de s'y rendre, dans l'espoir de voir renaître l'antique splendeur de leur institution. Ximenès en fut averti; il y envoya des forces supérieures sous le commandement de l'alcayde Villafanno, et força le chapitre à se séparer sans avoir rien fait. Il ne montra pas moins d'énergie dans une autre occasion qui se présenta bientôt après. Un des plus hardis seigneurs d'Andalousie, don Pedro Giron, ayant des prétentions sur le duché de Medina-Sidonia, avait osé

mettre le siége devant la ville de San-Lucar, qui appartenait à ce duché. Ximenès fit rassembler en diligence toutes les troupes qui étaient dans le pays pour la défense des côtes contre les Maures, et les dirigea contre l'entreprenant Giron qui fut obligé de prendre la fuite. Ainsi périssait l'anarchie féodale, mais en emportant avec elle l'esprit de liberté.

Ximenès ne se contenta pas de réduire ainsi le pouvoir des nobles, il voulut encore les dépouiller d'une partie de leurs domaines. Pendant les troubles des règnes précédens, les nobles avaient mis à profit la faiblesse des rois pour s'emparer de presque toutes les terres conquises. Le régent prétendit que ces terres appartenaient originairement à la couronne, et menaça de faire examiner les titres de leurs détenteurs. Si cette mesure radicale avait été exécutée dans toute sa rigueur, il ne s'en serait suivi rien moins que la dépossession presque totale de la noblesse, ce qui aurait infailliblement soulevé des tempêtes formidables, mais Ximenès la borna politiquement au règne de Ferdinand. Il retira par un seul acte toutes les terres qui avaient été aliénées par ce prince, et supprima toutes les pensions qu'il avait données comme ayant été éteintes par sa mort. Il en résulta une grande augmentation de revenus pour la couronne. Ximenès fit servir ces ressources nouvelles et d'autres qu'il obtint par son économie, à payer les dettes que Ferdinand et Isabelle avaient laissées, à équiper des flottes, à fortifier des places, à bâtir des arsenaux, à établir des magasins de toute sorte d'armes, enfin à augmenter autant qu'il le put les moyens matériels de la puissance royale.

On raconte qu'un jour l'amiral de Castille, le duc de l'Infantado et le comte de Bénévent furent députés vers lui par les grands pour lui faire des représentations contre les formes despotiques de son administration. Ximenès les aurait, dit-on, reçus froidement, et leur aurait opposé d'abord le testament de Ferdinand, qui l'avait investi de la régence; mais les députés ayant répondu que cet acte n'avait pu lui donner une autorité absolue que le roi lui-même ne pouvait pas exercer, il les aurait amenés vers un balcon d'où l'on découvrait un corps de troupes sous les armes, avec un train formidable d'artillerie, et leur aurait dit d'un ton fier : *Vous me demandez mes pouvoirs; les voilà!* Cette anecdote n'est pas certaine; mais, vraie ou fausse, elle résume admirablement le système de Ximenès. Celui de ses historiens qui la raconte ajoute que Ximenès saisit en outre son cordon de saint François et dit en le montrant : *Voilà ce qui suffit pour*

brider l'orgueil des nobles de Castille. Image plus brutale encore, mais non moins exacte, de son absolutisme monacal.

Le moment approchait pourtant où Ximenès devait être la première victime de cette autorité étrangère qu'il avait tant contribué à importer en Castille. Charles était entouré à Bruxelles de conseillers flamands qui prétendaient régenter l'Espagne sans la connaître. Déjà, quand le cardinal avait pris possession de la régence, le doyen de Louvain, Adrien d'Utrecht, précepteur de Charles, le même qui devint plus tard pape sous le nom d'Adrien VI, avait essayé de la lui disputer en produisant des pleins pouvoirs de l'archiduc. Mais Ximenès n'avait pas eu de peine à faire repousser ces prétentions par le conseil de Castille; il avait reconnu nominalement, par simple déférence, le titre d'Adrien d'Utrecht, et s'était réservé toute l'autorité, soutenu qu'il était par l'aversion des Espagnols pour le gouvernement d'un étranger. Les Flamands ne se tinrent pas pour battus par ce premier échec; ils obtinrent encore de Charles qu'il donnât pour adjoints à Ximenès un gentilhomme flamand nommé Lachau, et un noble hollandais nommé Amerstorff. Le cardinal reçut ces nouveaux venus avec les mêmes témoignages de considération, mais il ne les admit pas plus qu'Adrien d'Utrecht au partage du pouvoir.

Tant que Ximenès fut heureux dans ses entreprises, il contint aisément l'ambition de ces étrangers qui convoitaient l'Espagne comme une proie. L'ancien roi de Navarre, Jean d'Albret, ayant tenté de reprendre son royaume par surprise, le régent envoya des troupes contre lui et le força à repasser les Pyrénées. Dans une querelle qu'il eut avec Gênes à l'occasion d'une rencontre de galères, il le prit avec tant de hauteur, que les Génois furent forcés de faire leurs excuses à Bruxelles par une ambassade. Il avait besoin de tous ces succès pour se défendre auprès de Charles; un échec s'y mêla, qui ébranla son crédit et prépara sa ruine.

Le fameux pirate Horuc Barberousse venait de s'emparer d'Alger. Il menaçait de là Oran et l'Espagne. Ximenès envoya une flotte contre lui sous le commandement de Diego Vera, qu'il avait éprouvé au siége d'Oran. Vera fut battu complètement par Barberousse. Son armée fut détruite. Il n'en ramena en Espagne que les restes. Quoique Ximenès eût reçu avec une fermeté remarquable la nouvelle de ce désastre, ses adversaires levèrent la tête; Adrien d'Utrecht, Lachau et Amerstorff, le croyant plus abattu qu'il ne voulait le paraître, prirent avec lui plus de libertés. Un jour, ils s'avisèrent de signer

avant lui l'expédition d'une pièce, et de la lui envoyer ensuite pour qu'il mît son nom après les leurs. Ximenès déchira froidement l'expédition, ordonna au secrétaire-d'état de la refaire, et la signa tout seul. Depuis ce jour, il n'envoya plus rien à signer à ses collègues. Ceux-ci s'en irritèrent, et, profitant du malheur qui venait d'arriver aux armes espagnoles, n'épargnèrent rien pour lui nuire auprès de leur maître. Les prétentions de la cour de Bruxelles s'accrurent. Le régent eut à répondre tous les jours à de nouvelles exigences. Il tint tête d'abord sans se troubler à ces difficultés sans cesse renaissantes, mais les Espagnols ne furent pas aussi patiens que lui, et leur irritation précipita la crise.

Le mécontentement était devenu général en Castille contre les Flamands. On savait que Ximenès envoyait souvent de fortes sommes d'argent à Bruxelles, et que ces tributs qui épuisaient l'Espagne ne contentaient pas encore la cupidité des ministres de Charles. Le bruit se répandait en même temps que toutes les fonctions publiques ne tarderaient pas à être confiées à des étrangers, et qu'on s'exprimait hautement à la cour du jeune roi sur les espérances qu'on ne craignait pas de former à cet égard. La rumeur fut si forte, que plusieurs villes s'assemblèrent pour en délibérer; il fut décidé que des remontrances seraient adressées au roi pour le supplier de ne gouverner l'Espagne que par des Espagnols. Ximenès fit de vains efforts pour arrêter le mouvement. Il fut bientôt obligé d'écrire lui-même à Charles que, s'il ne se pressait d'accourir, il risquait de voir son frère Ferdinand élevé sur le trône; que l'autorité du régent ne suffisait plus pour contenir les esprits, et qu'il n'y avait d'autre moyen de les calmer que de prendre l'engagement réclamé à grands cris par tous les ordres de la nation espagnole.

Ces lettres perdirent Ximenès. Charles s'en offensa. On apprit bientôt en Castille que le roi allait arriver. Le cardinal équipa une flotte qu'il lui envoya pour lui servir d'escorte. Lui-même partit, malgré son âge, pour aller au-devant du maître qu'il avait préféré. Ce fut pendant ce voyage qu'il fut saisi un jour, après son dîner, d'une indisposition violente qui fit soupçonner un empoisonnement. L'animosité était alors si grande contre lui des deux parts, que ceux qui crurent au crime ne surent à qui l'attribuer, des Espagnols ou des Flamands. Dans tous les cas, il n'était pas nécessaire d'avoir recours au poison pour le tuer; une simple lettre de Charles devait suffire. Dès que ce prince eut mis le pied sur le territoire espagnol,

il affecta de ne plus prendre les conseils du cardinal. Ximenès sollicita la permission de le voir, mais cette grace lui fut refusée, sous prétexte que sa santé ne lui permettait pas de faire le voyage. Il insista et se plaignit vivement. Charles lui répondit en le remerciant de ses longs services et en l'autorisant à prendre désormais, dans son diocèse de Tolède, un repos dont il devait avoir besoin après une vie si bien remplie.

Cette lettre fatale arriva à Ximenès malade, le 8 novembre 1517. Quelques heures après, il était mort.

Nous n'essaierons pas de démêler les sentimens qui l'assaillirent alors et le brisèrent. En recevant cette récompense de tant de travaux, Ximenès fit-il un retour sur lui-même? Eut-il un regret profond et tardif de ce qu'il avait fait? Comprit-il par son propre exemple qu'il avait désarmé et livré l'Espagne? Fut-il enfin saisi de ce remords poignant que doit donner à l'heure suprême le sentiment de toute une vie perdue et faussée? Ou bien ne fut-il sensible qu'à la perte subite d'un pouvoir longuement conquis? Le cordelier ne sut-il trouver dans sa piété d'autrefois aucune consolation au coup qui le frappait? Après avoir long-temps affecté de repousser l'autorité, s'y était-il attaché avec cette âpre et rude manie qui fait qu'on ne peut la quitter sans mourir? Qu'était devenu ce saint amour des austérités qui n'avait rien trouvé d'assez difficile, et qui ne pouvait résister à l'humiliation d'un moment, à une disgrace de cour, à un caprice de jeune homme? Cette humilité n'était donc plus qu'orgueil, cette pauvreté qu'ambition, cette abnégation que soif de gloire, vertus impossibles qui s'étaient usées par leur excès même!

Cette triste fin de Ximenès porte avec elle un double enseignement. S'il était juste que cette ame superbe, qui avait toujours prétendu n'avoir rien de naturel et d'humain, laissât enfin pénétrer la lumière dans ses replis et se montrât à ses derniers momens avec ses faiblesses cachées, il était juste aussi que le politique, qui avait tant fait pour le pouvoir absolu, fût puni de son aveugle passion par ce pouvoir lui-même. C'est une grande leçon que celle-là pour les ambitieux. Si Ximenès avait compté sur la reconnaissance de Charles-Quint, il s'était trompé. Quelque maître qu'on serve, il ne faut jamais se faire illusion sur ce qu'on doit en attendre; les rois ne sont pas moins ingrats que les peuples, et la faveur n'est pas plus durable que la popularité. Pour peu que l'on sacrifie son devoir à l'une de ces fragiles espérances, on se prépare des désenchantemens amers.

Le plus sûr est encore de n'écouter que la voix sévère de la conscience, et de ne chercher que dans le contentement de soi-même la récompense de ses efforts.

Ainsi vécut et mourut François Ximenès de Cisneros. Est-il besoin maintenant de rappeler, pour achever de le faire connaître, ce que devint l'Espagne après lui?

L'arrivée de Charles fit taire tous les murmures, apaisa toutes les séditions, et commanda sinon l'amour du moins l'obéissance. Ce prince avait à peine passé deux ans dans ses nouveaux états, qu'il fut élevé à l'empire. Déjà étranger à l'Espagne par sa naissance et par son éducation, il le devint plus encore par l'élection germanique. En même temps qu'il s'éloignait de toute communication avec ses sujets de la Péninsule, il grandissait en majesté et en puissance. Jeune, ambitieux, chargé d'héritages, il devait rêver et il rêva la domination universelle; ces belles couronnes d'Aragon, de Valence, de Léon, de Castille, dont chacune avait coûté tant de guerres et fait l'orgueil de tant de rois, paraissaient à peine sur sa tête parmi vingt autres plus enviées. Ce qu'il avait été facile de prévoir arriva : il ne se souvint de l'Espagne que pour l'opprimer de loin.

Dès que l'ambassade solennelle des électeurs impériaux vint le chercher à Barcelone pour son couronnement, les Espagnols prévirent le sort qui les attendait, et ils essayèrent de s'en affranchir. Des soulèvemens éclatèrent partout à la fois; Charles n'en tint nul compte et partit. Après son départ, les germes de division que Ximenès avait entretenus entre les diverses classes de l'état, portèrent leurs fruits; les nobles et les communes ne surent pas s'entendre pour combattre ensemble, et les libertés espagnoles s'étouffèrent elles-mêmes dans leur dernier effort. Le malheur de l'Espagne se perdit dans l'éclat incomparable du règne de Charles-Quint, mais dès ce moment commença la décadence de ce peuple, qui aurait été si grand, s'il avait su rester plus libre.

Les communes périrent les premières, et par l'épée des nobles. Ce fut en vain qu'un héros, don Juan de Padilla, se mit à la tête de la sainte ligue des villes de Castille. Ce fut en vain que, dans l'impuissance de se donner pour chef Ferdinand, que son frère avait eu la précaution de faire passer en Allemagne, les communes proclamèrent de nouveau pour leur reine la fille d'Isabelle-la-Catholique, la mère de Charles-Quint, Jeanne-la-Folle, cette image débile et touchante de leur vieille nationalité. Ce fut en vain que d'éloquentes remontrances, un des plus admirables monumens des institutions

expirantes du moyen-âge, furent adressées au jeune souverain. Charles refusa de recevoir les députés des révoltés, les nobles battirent les communes à Villalar, Padilla fit une mort sublime, et Jeanne retomba dans la folie, l'isolement et l'imbécillité. C'en était fait des communes espagnoles.

A leur tour, les grands furent aisément réduits. Le peuple y aida. A Valence, une association populaire s'était formée, sous le nom de la *Germanada*, pour faire la guerre à la noblesse. Charles la laissa faire. Plus tard, il ôta lui-même à cet ordre puissant une grande partie de ses priviléges. Ce fut sous lui que la grandesse commença à devenir ce qu'elle a été complètement depuis : un corps fastueux et imposant, mais inutile; des richesses immenses et des noms illustres, mais point d'autorité dans l'état, point d'activité; une éternelle représentation du passé, glorieuse comme lui et comme lui morte; le culte des ancêtres, la garde oisive des souvenirs; le luxe et l'éclat déguisant la plus profonde nullité politique; des titres sans portée, des honneurs sans résultat; le droit puéril d'être tutoyé par le roi et de se couvrir devant lui comme devant un égal; beaucoup de popularité à la condition de beaucoup d'impuissance; quelque chose de fier et de froid, de magnifique et d'immobile comme un musée de statues couchées sur des tombeaux.

Après Charles-Quint vint Philippe II. Celui-ci fut le véritable continuateur de Ximenès, le moine-roi. Tout ce que le confesseur d'Isabelle avait commencé, le pénitent de l'Escurial l'acheva. Lui aussi persécuta les Maures, encouragea l'inquisition, étendit à tout l'étroit empire de la règle, et comprima sous une main de fer le libre génie de l'Espagne. Il fut puissant, sans doute, et son siècle fut grand, mais les sources de cette grandeur étaient hors de lui, et il les ferma; il cueillit le fruit en coupant l'arbre. Le plus éminent produit de son règne fut un monastère, et ce monastère qui résume toute une époque, avec son site nu et triste, son sol aride, l'aspect désolé de ses environs, ses bâtimens d'une symétrie inflexible, sa grandeur sans goût et sans vie, son silence, sa solitude, son ennui, tout ce qu'il y a d'horreur dans sa sombre masse, d'obscurité sous ses voûtes, de vide dans ses cours, de nudité sur ses murailles, semble avoir été choisi par la Providence pour rester à jamais l'image de ce que peut devenir une nation quand elle s'enferme dans un cloître.

Ce n'est pas à lui seul, comme on voit, que Ximenès a accompli cette œuvre de ruine; mais il en a été le premier instrument et le plus puissant, c'est lui surtout qui doit en porter la responsabilité devant

l'histoire. Sans lui, la crise qui marqua la fin du XVe siècle aurait pu suivre un autre cours. Quand on revient par la pensée à ces temps si intéressans et si décisifs, on se prend à rêver pour l'Espagne une autre direction et d'autres aventures. Si la victoire de Ximenès n'avait pas été aussi complète, si l'esprit de tolérance, de liberté, de nationalité, qui lutta contre lui, s'était fait un peu plus de jour, tout était changé. La noblesse et les communes auraient pu conserver ces allures hardies qui avaient fait si long-temps la gloire du pays, sans que la royauté, devenue centrale, eût dû cesser de rallier toutes les forces éparses, et le clergé catholique, s'unissant aux nouvelles destinées comme il s'était uni aux efforts passés, aurait pu continuer à pénétrer cet ensemble de son génie enthousiaste et spiritualiste, sans qu'il fût nécessaire d'étouffer tout esprit d'indépendance religieuse. Que de combinaisons eussent été possibles, qui, tout en portant l'ordre dans le sein de cette société singulière, lui auraient conservé tous ses élémens!

Qu'est-il arrivé, au contraire? Que l'ardent esprit de liberté, qui était inhérent au génie espagnol du moyen-âge, violemment exclu de la direction générale du gouvernement, s'est réfugié dans les détails, et y a porté le désordre. Quoi qu'on fasse, on ne peut étouffer chez un peuple tout sentiment de lui-même, et quand il ne peut satisfaire légitimement les nobles besoins de sa nature, il cherche à leur donner cours par d'autres voies, au risque de faire un nouveau principe de mort de ce qui aurait dû être un germe de vie. La véritable constitution des états est celle qui porte la liberté au centre du grand tout, et qui assure ensuite l'obéissance de toutes les parties. C'est l'inverse qui a eu lieu en Espagne. Plus l'autorité royale s'est faite oppressive, plus l'indépendance locale et individuelle a réagi, et une immense confusion s'est établie sous les apparences de l'ordre le plus absolu. Ximenès et ses successeurs, uniquement occupés du faîte, ont négligé les bases de leur organisation politique; à l'excès de leur autorité sans contrepoids, ils ont laissé les mœurs opposer un autre excès, et ils n'ont fait que superposer l'absolutisme à l'anarchie, deux fléaux au lieu de deux bienfaits.

Il faut qu'il y ait eu bien des ressources dans cette puissante nature de l'Espagne pour qu'elle ait pu résister si long-temps à tant de causes réunies de dissolution. Après avoir repoussé avec énergie la forme sociale dont elle subissait l'étreinte, elle a fini par s'y habituer, par s'y attacher même, si bien qu'on a pu croire que c'était vraiment son génie qui la lui avait librement donnée. Elle-même a

paru s'y tromper pendant plusieurs siècles, et les éloges qu'elle a donnés à ceux qui l'avaient asservie ont assez témoigné de son erreur. Mais un vague instinct s'était conservé au milieu de cette société arrêtée dans son développement naturel. De tous les souvenirs de leur histoire, les Espagnols n'ont jamais aimé véritablement que ceux de l'époque des rois catholiques. Les moindres détails de ces temps favoris sont restés populaires et toujours vivans parmi eux, tandis que des faits plus récens s'effaçaient aisément de la mémoire publique, comme s'il y avait eu le sentiment que ce siècle était vraiment le seul où l'Espagne eût été elle-même, et que tout ce qui avait suivi ne procédait pas directement de l'impulsion nationale. Ximenès lui-même n'a été tant vénéré que pour avoir vécu sous un règne dont il avait méconnu les promesses.

On a souvent comparé le cardinal Ximenès au cardinal Richelieu. Il y a, en effet, entre ces deux hommes des signes généraux de ressemblance qui frappent au premier coup d'œil. Tous deux sont arrivés par l'église à la puissance politique, tous deux ont gouverné despotiquement un grand état. Portés au pouvoir dans des circonstances analogues, ils se sont proposé un but identique, la fondation de l'autorité royale. Mais si les ressemblances sont frappantes entre eux, les différences sont encore plus profondes, et la comparaison est tout en faveur du Français sur l'Espagnol. Richelieu est prêtre, Ximenès est moine. L'un a dans l'esprit toute la grandeur du génie temporel des papes, l'autre toute la rigueur de son ordre. Ximenès s'enferme dans ses idées comme dans une cellule; Richelieu voit plus loin et embrasse de plus haut. L'un est un sectaire, l'autre un homme d'état. Ximenès poursuit sans relâche les nouveaux chrétiens, Richelieu fait alliance avec les protestans d'Allemagne. Tous deux cultivent les lettres; mais le premier ne cherche guère dans les travaux d'esprit que l'étude et la reproduction des livres saints : le second s'applique à créer le théâtre, la langue, la littérature entière de la France.

C'est surtout par la différence des résultats que l'on peut juger ces deux célèbres ministres. Richelieu a pris son pays dans un moment de faiblesse et d'anarchie pour l'élever à un haut point de puissance et d'organisation; Ximenès a reçu l'Espagne prospère et triomphante, et il a préparé sa longue décadence. Après Ximenès, Philippe II; après Richelieu, Louis XIV. Si Richelieu a été souvent trop loin dans sa longue lutte contre l'aristocratie féodale, il a du moins préparé la grande unité française, ce qui peut faire pardonner bien des violences. Rien de pareil n'excuse Ximenès; il n'a

pas même songé à établir en Espagne la véritable unité, l'unité politique et nationale; il a fait un roi, et non un état. On doit, il est vrai, tenir compte à l'un et à l'autre de la différence des temps et des pays; mais cette différence n'explique pas tout. Il y a plus : l'Espagne, au temps de l'un, présentait plus de ressources que la France du temps de l'autre. Il a fallu autant d'habileté et de persévérance à Ximenès pour détruire qu'à Richelieu pour fonder. D'ailleurs le ministre de Louis XIII n'a trouvé qu'en lui seul son dessein; le régent de Castille n'a fait que gâter en l'exagérant l'œuvre de Ferdinand-le-Catholique.

Ce dernier prince était contemporain de Ximenès; il était Espagnol aussi, et la comparaison avec lui est encore moins favorable au cardinal que la comparaison avec Richelieu. On a vu quelle constante opposition a toujours régné entre eux, sauf le cas unique où ils se sont entendus pour leur fortune commune. Ximenès n'a qu'un avantage sur Ferdinand; il est aussi franc dans sa violence que l'autre est fourbe et astucieux; mais comme politique, le roi catholique est bien supérieur à son ministre. Ferdinand sait admettre des mesures dans l'exercice de son autorité; Ximenès n'en connaît pas. Le premier ménage les Maures; le second les réduit au désespoir. L'un veut conserver à l'Espagne son indépendance; l'autre lui impose le joug mortel d'une domination étrangère. Tout ce que cette époque a produit d'utile est de la main de Ferdinand; tout ce qu'elle a laissé de nuisible a été soutenu contre lui par Ximenès. Il n'y a pas jusqu'à l'expédition d'Oran qui ne serve à montrer ce qui les distingue; pendant que le cardinal s'obstine à recommencer les croisades et à poursuivre sans utilité les infidèles de la côte d'Afrique, le roi s'empare de Naples et de la Navarre, traite avec le pape, le roi de France et la république de Venise, et fait entrer l'Espagne dans la politique de l'Europe dont son épée tranche les différends.

Avons-nous prétendu nier le rare caractère de force qui distingue Ximenès parmi tous les hommes célèbres de l'histoire moderne? Non sans doute. Nous avons voulu seulement montrer à quoi cette force a servi, pour qu'on s'en laisse moins éblouir, s'il est possible. Nous avons cru rendre à ce moine-ministre ce qui lui était dû, et s'il pouvait être permis de citer cette rude figure des temps passés devant le libre examen qui est le privilége de notre temps, il nous semble que l'historien serait en droit de lui adresser ces sévères paroles :

Vous avez été grand, Ximenès; vous avez eu tous les dons éclatans

qui commandent l'admiration des hommes; vous êtes sorti de peu pour arriver à tout; vous avez eu pour vous la nature et la fortune; vous avez gouverné, vous avez dominé, vous avez vaincu. Mais ce n'est pas tout que d'être illustre, il faut être utile. Vous n'avez travaillé qu'à l'abaissement des hommes, et vous avez tout sacrifié à votre passion pour la domination. Vous avez trompé votre pays par des vertus factices; vous l'avez égaré à votre exemple; vous avez flatté en lui ce goût de l'excès qui devait lui être si funeste. Voyez maintenant ce que vous avez fait et ce qui a succédé à cette Espagne que vous avez vue si belle. Votre gloire même est une accusation de plus contre vous. Vous ne vous êtes pas contenté de vous donner les grandeurs du présent; vous avez voulu vous assurer aussi celles de l'avenir. Vous avez asservi jusqu'à l'esprit national lui-même, ce qui est un des plus grands attentats qui puissent être commis contre la liberté humaine. Heureusement, si fort que vous soyez, vous n'êtes pas le maître éternel des consciences. Vous serez enfin jugé à votre tour, vous qui avez tant condamné, et la liberté sera plus juste pour vous que vous ne l'avez été pour elle : elle reconnaîtra votre génie, tout en le maudissant.

LÉONCE DE LAVERGNE.

ANCIENS

POÈTES FRANÇAIS.

JEAN BERTAUT.

M. de Saci, le traducteur de la Bible et le saint confesseur, avait coutume de dire que les anges, quand ils sont une fois entrés dans un sentiment et qu'ils ont proféré une parole, la répètent durant l'éternité; elle devient à l'instant leur fonction, leur œuvre et leur pensée immuable. Les saints ici-bas sont un peu de même. Chez la plupart des hommes, au contraire, les paroles passent, et les mouvemens varient. Entendons-nous bien pourtant; c'est au moral qu'il est difficile et rare de rester fixe et de se répéter; dans l'ordre des idées, c'est trop commun. Le monde se trouve tout rempli, à défaut d'anges, d'honnêtes gens qui se répètent; une fois arrivé à un certain point, on tourne dans son cercle, on vit sur son fonds, pour ne pas dire sur son fumier.

Ainsi ai-je tout l'air de faire à propos du XVIe siècle; je n'en sortirai pas. J'en prends donc mon parti, c'est le mieux, et j'enfonce, heureux si je retrouve quelque nouveauté en creusant.

Plus d'une circonstance incidemment, et presque involontairement, m'y ramène. Ayant reparlé par occasion de Du Bellay (1), il est na-

(1) *Revue des Deux Mondes,* n° du 15 octobre 1840.

turel de suivre. Or Bertaut a été le second de Desportes, comme Du Bellay l'avait été de Ronsard : voilà un pendant tout trouvé. Du Bartas aura son tour. Dans le *Tableau de la Poésie française au seizième Siècle,* je les avais laissés au second plan, le tout étant subordonné à Ronsard; je tiens à compléter sur eux ma pensée et à faire sortir mes raisons à l'appui, avant que M. Ampère, qui s'avance avec toutes ses forces, soit venu régler définitivement ces points de débat, et qu'il y ait clôture. On aurait tort d'ailleurs de croire que ces sujets ne sont pas aussi actuels aujourd'hui que jamais. J'ai dit combien Du Bellay, et dans sa patrie d'Anjou, et à Paris même, avait occupé de studieux amateurs en ces derniers temps. Il y a quelques mois, M. Philarète Chasles écrivait de bien judicieuses et spirituelles pages sur Desportes (1). L'autre jour, je tombai au travers d'une discussion très intéressante sur Bertaut entre deux interlocuteurs érudits, dont l'un, M. Ampère lui-même, avait abordé ce vieux poète à son cours du Collége de France, et dont l'autre, M. Henri Martin, en avait traité non moins *ex professo* dans un mémoire inséré parmi ceux de l'Académie de Caen (2). Je survins *in medias res,* en plein Bertaut; j'étais tout préparé, ayant justement, et par une singulière conjonction d'étoiles, passé ma matinée à le lire. Il m'a semblé, en écoutant, qu'il y avait à dire sur Bertaut, à me défendre même à son sujet, et que c'était une question *flagrante.*

Bertaut, qui n'avait que quatre ou cinq ans de plus que son compatriote Malherbe, mais qui appartient au mouvement poétique antérieur, a-t-il été, en effet, une espèce de Malherbe anticipé, un réformateur pacifique et doux? A-t-il eu, en douceur, en harmonie, en sensibilité, de quoi présager à l'avance le ton de Racine lui-même? Bertaut était-il un commencement ou une fin? Eut-il une postérité littéraire, et laquelle? Doit-il nous paraître supérieur, comme poète, à Desportes, son aîné, et qu'on est habitué à lui préférer? A-t-il fait preuve d'une telle valeur propre, d'une telle *qualité* originale et active entre ses contemporains les plus distingués? Ce sont là des points sur quelques-uns desquels je regretterais de voir l'historien littéraire plier. J'ai été autrefois un peu sévère sur Bertaut; je voudrais, s'il se peut, maintenir et modifier tout ensemble ce premier jugement, le maintenir en y introduisant de bon gré des circonstances atténuantes. Ce à quoi je tiens sur ces vieux poètes, ce n'est

(1) *Revue de Paris,* nº du 20 décembre 1840.
(2) Année 1840.

pas à justifier tel ou tel détail de jugement particulier trop court, trop absolu, mais la ligne même, la courbe générale de mon ancienne opinion, les proportions relatives des talens. Dans la marche et le départ des écoles littéraires, l'essentiel pour la critique qui observe, ou qui retrouve, est de battre la mesure à temps.

Ronsard, au milieu du XVIe siècle, avait eu beau hausser le ton, viser au grand, et écrire pour les *doctes :* la poésie française était vite revenue avec Desportes à n'être qu'une poésie de *dames,* comme le disait assez dédaigneusement Antoine Muret de celle d'avant Ronsard (1). Desportes passa de l'imitation grecque à l'italienne pure; il sema les tendresses brillantes et jolies. Je me le représente comme l'*Ovide,* l'*Euripide,* la décadence fleurie et harmonieuse du mouvement de Ronsard. Bertaut en est l'extrême queue traînante, et non sans grace.

Que de petits touts ainsi, que de décadences après une courte floraison, depuis les commencemens de notre langue! Sous Philippe-Auguste, je suppose, un je ne sais quoi de rude et d'énergique s'ébauche, qui se décore plus vivement sous saint Louis, pour s'allourdir et se délayer sous Philippe-le-Bel et les Valois. On recommence à grand effort sous Charles V le sage, le savant; on retombe avec Charles VI; on est détruit, ou peu s'en faut, sous Charles VII. Sous Louis XII, on se ressaie; on fleurit sous François Ier; Henri II coupe court et perce d'un autre. Et ce qui s'entame sous Henri II, ce qui se prolonge et s'asseoit sur le trône avec Charles IX, va s'affadir et se *mignonner* sous Henri III. Ainsi d'essais en chutes, de montées en déclins, avant d'arriver à la vraie hauteur principale et dominante, au sommet naturel du pays, au plateau. Traversant un un jour les Ardennes en automne, parti de Fumay, j'allais de montées en descentes et de ravins en montées encore, par des ondulations sans fin et que couvraient au regard les bois à demi dépouillés; et pourtant, somme toute, on montait toujours, jusqu'à ce qu'on eût atteint le plateau de Rocroy, le point le plus élevé. Ce Rocroy (le nom y prête), c'est notre époque de Louis XIV.

A travers cette succession et ces plis de terrain dont M. Ampère aura le premier donné la loi, on peut suivre la langue française actuelle se dégageant, montant, se formant. On n'a long-temps connu

(1) « Qui se vernaculo nostro sermone poetas perhiberi volebant, perdiu ea scripsere, quæ delectare modo *otiosas mulierculas,* non etiam eruditorum hominum studia tenere possent. Primus, ut arbitror, Petrus Ronsardus..... » Préface en tête des *Juvenilia* de Muret (1552).

d'elle, en poésie, qu'un bout de lisière et un lointain le plus en vue, par Marot, Villon, le *Roman de la Rose*. Il ne faudrait pas trop mépriser cet ancien chemin battu, maintenant qu'on en a reconnu une foule d'autres plus couverts. Il suffit qu'on l'ait long-temps cru l'unique, pour qu'il reste le principal. Quoi qu'il en soit, la langue française ressemble assez bien, en effet, à ce vénérable noyer auquel la comparait récemment M. Delécluse (1). Elle a eu quatre siècles de racines, elle n'a guère que trois siècles encore de tronc et d'ombrage.

Ici, pour me tenir aux alentours de Malherbe et à Bertaut, je voudrais simplement deux choses :

1° Montrer que Bertaut n'a rien innové d'essentiel, rien réparé ni réformé, et qu'il n'a fait que suivre;

2° Laisser voir qu'à part cette question d'originalité et d'invention dans le rôle, il est effectivement en plus d'un endroit un agréable et très doux poète.

Jean Bertaut était de Caen; il y naissait vers 1552, comme Malherbe vers 1556, de sorte que dans le conflit qu'on voudrait élever entre eux deux, la Normandie ne saurait être en cause, pas même la basse Normandie; ce n'est qu'un débat de préséance entre deux natifs, une querelle de ménage et d'intérieur. Son article latin dans le *Gallia christiana* (2) le fait condisciple de Du Perron, qui fut un poète de la même nuance. Il n'avait que seize ans (lui-même nous le raconte dans sa pièce sur le trépas de Ronsard), lorsqu'il commença de rêver et de rimer. Les vers de Desportes, qui ne parurent en recueil pour la première fois qu'en 1573, n'étaient pas publiés encore. Dès que le jeune homme les vit, déçu, nous dit-il, par cette apparente facilité qui en fait le charme, il essaya de les imiter. Desportes n'avait que six ans plus que lui; jeune homme lui-même, il servit de patron à son nouveau rival et disciple en poésie; il fut son introducteur près de Ronsard. Mathurin Regnier, neveu de Desportes, dans cette admirable satire V, sur les humeurs diverses d'un chacun, qu'il adresse à Bertaut, a dit :

> Mon oncle m'a conté que, montrant à Ronsard
> Tes vers étincelans et de lumière et d'art,
> Il ne sut que reprendre en ton apprentissage,
> Sinon qu'il te jugeoit pour un poète trop sage (3).

(1) *François Rabelais*, imprimerie de Fournier, 1841.

(2) Tome XI, *Ecclesia sagiensis, Johannes VI*, parmi les évêques de Séez.

(3) *Poète* ne faisait alors que deux syllabes.

Et dans le courant de la satire qui a un air d'apologie personnelle, il oppose plus d'une fois son tempérament de feu, et tout ce qui s'en suit de risqué, à l'*esprit rassis* de l'honnête Bertaut. Celui-ci, dans une élégie de sa première jeunesse, a pris soin de nous exprimer ses impressions sur les œuvres de Desportes lorsqu'il les lut d'abord; c'est un sentiment doux et triste, humble et découragé, une admiration soumise qui ne laisse place à aucune révolte de novateur. Ainsi, pensait-il de Desportes,

Ainsi soupireroit au fort de son martyre
Le dieu même Apollon se plaignant à sa lyre,
Si la flèche d'Amour, avec sa pointe d'or,
Pour une autre Daphné le reblessoit encor.

La pièce est pour dire qu'une fois le poète avait promis *à celle qu'il adore* d'immortaliser par l'univers sa beauté; mais, depuis qu'il a lu Desportes, la lyre lui tombe des mains, et il désespère :

Quant à moi, dépouillé d'espérance et d'envie,
Je pends ici mon luth, et, jurant, je promets
Par celui d'Apollon, de n'en jouer jamais.

Puis il trouve que ce désespoir lui-même renferme trop d'orgueil, que c'est vouloir *tout ou rien*, et il se résigne à chanter à son rang, bien loin, après tant de divins esprits :

Donc adore leurs pas, et, content de les suivre,
Fais que ce vin d'orgueil jamais plus ne t'enivre.
Connois-toi désormais, ô mon Entendement,
Et, comme étant humain, espère humainement... (1).

Cependant la beauté de son esprit et l'aide de ses bons patrons attirèrent et fixèrent le jeune poète à la cour. Il suivit Desportes dans la chanson et dans l'élégie plutôt que dans le sonnet; il se fit une manière assez à part, et, à côté des *tendresses* de l'autre, il eut une poésie polie qu'il sut rendre surprenante par ses *pointes* (2). On le goûta fort sous le règne de Henri III; il dessinait très agréablement, dit-on; on peut croire qu'il s'accompagnait du luth, en chantant lui-même ses chansons. Il fut pendant treize ans secrétaire du cabinet; on le trouve qualifié, dans quelques actes de l'année 1583, secrétaire et lecteur ordinaire du roi. A la mort de ce prince, il tenait de la

(1) Voir cette élégie au tome Ier des *Délices de la Poésie françoise*, par F. de Rosset, 1618.

(2) Chap. X de *la Bibliothèque françoise*, par Sorel, qui touche assez bien d'un mot rapide le caractère de chacun des poètes d'alors.

cour une charge de conseiller au parlement de Grenoble dont il se défit. Il passa le mauvais temps de la Ligue, plus sage que Desportes et plus fidèle, abrité chez le cardinal de Bourbon, à l'abbaye de Bourgueil, en Anjou. Ce lieu resta exempt des horreurs de la guerre. Faisant parler en un sonnet la reconnaissance des habitans, qui offraient au cardinal un présent de fruits, Bertaut disait que c'était rendre bien peu à qui l'on devait tout, que c'était *payer d'une humble offrande une dette infinie :*

Vous qui savez qu'ainsi l'on sert les immortels,
Pensez que c'est encor au pied de leurs autels
Présenter une biche au lieu d'Iphigénie.

Les paysans de Bourgueil s'en tiraient, comme on voit, très élégamment.

Bertaut sortit de ces tristes déchiremens civils avec une considération intacte. Il échappa aux dénigremens des pamphlets calvinistes ou royalistes, et on ne lui lança point, comme à Desportes, comme à Du Perron, comme à Ronsard en son temps, toutes sortes d'imputations odieuses qui se résumaient vite en une seule très grossière, très connue de Pangloss, l'injure à la mode pour le temps. Ses poésies même amoureuses avaient été décentes; il avait passé de bonne heure à la complainte religieuse et à la paraphrase des psaumes. Il contribua à la conversion d'Henri IV, qui lui donna l'abbaye d'Aulnay en 1594, et plus tard l'évêché de Séez, en 1606. Il fut de plus premier aumônier de la reine Marie de Médicis. On doit la plupart de ces renseignemens à Huet (1), qui, né à Caen aussi, fut abbé d'Aulnay comme Bertaut, et, comme lui encore, évêque, après avoir sinon fait des poésies galantes, du moins aimé et loué les romans. L'évêque de Séez assista, en 1607, au baptême du dauphin (Louis XIII) à Fontainebleau, et, en 1610, il mena le corps de Henri IV à Saint-Denis. On a l'oraison funèbre qu'il prononça en prose oratoire, moins polie pourtant que ses vers (2). Il survécut de peu à son bienfaiteur, et mourut dans sa ville épiscopale, le 8 juin 1611, après cinq ans à peine de prélature; il n'avait que cinquante-sept ans, suivant le *Gallia christiana*, et au plus cinquante-neuf.

Ses poésies, qui circulaient çà et là, n'avaient pas été recueillies avant 1601; cette édition, qui porte en tête le nom de Bertaut, ne

(1) *Origines de Caen*, pag. 358.

(2) « Donc la misérable poincte d'un vil et meschant couteau remué par la main d'une charongne enragée et plustot animée d'un démon que d'une ame raisonnable, etc... » C'est le début : il est vrai que le reste va mieux.

contenait que des *Cantiques*, des *Complaintes*, des *Hymnes*, des *Discours funèbres*, enfin des pièces graves, très peu de sonnets, point d'élégies ni de stances amoureuses. Ces dernières productions, les vraies œuvres de jeunesse, ne parurent que l'année suivante, 1602, sous le titre de *Recueil de quelques vers amoureux*, sans nom aucun, et avec un simple avertissement du *frère de l'auteur;* il y est parlé de la violence que les amis ont dû faire au poète pour le décider à laisser imprimer par les siens ce qui aussi bien s'imprimait d'autre part sans lui : *Marie ta fille, ou elle se mariera*, dit le proverbe.

Ce sont ces deux recueils, accrus de quelques autres pièces, qui ont finalement composé les *Œuvres poétiques* de Bertaut, dont la dernière édition est de 1623, de l'année même de la grande et suprême édition de Ronsard. Il vient une heure où les livres meurent comme les hommes, même les livres qui ont l'air de vivre le mieux. Le mouvement d'édition et de réimpression des œuvres qui constituent l'école et la postérité de Ronsard est curieux à suivre; cette statistique exprime une pensée. Joachim Du Bellay, le plus précoce, ne franchit pas le XVIe siècle, et ne se réimprime plus au complet à partir de 1597; les œuvres de Desportes, de Du Bartas, expirent en 1611; Bertaut, le dernier venu, va jusqu'en 1623, c'est-à-dire presque aussi loin que Ronsard, le plus fort et le plus vivace de la bande; le dernier fils meurt en même temps que le père; c'est tout ce qu'il peut faire de plus vaillant. N'admirez-vous pas comme tout cela s'échelonne par une secrète loi, comme les générations naturelles se séparent! A suivre les dates de ces éditions complètes finales, on dirait voir des coureurs essoufflés qui perdent haleine, l'un un peu plus tôt, l'autre un peu plus tard, mais tous dans des limites posées. A ceux qui nieraient que Bertaut soit du mouvement de Ronsard et en ferme la marche, voilà une preuve déjà.

Bertaut n'a rien innové, ai-je dit; jusqu'à présent, dans tous les détails de sa vie, dans les traits de son caractère qui en ressortent, on n'a pas vu germe de novateur en effet. Et d'abord, quand on innove, quand on réforme, on sait ce qu'on fait, quelquefois on se l'exagère. Bertaut ne paraît pas se douter qu'il fasse autre chose que suivre ses devanciers. Dans un réformateur qui réussit, il y a toujours plus qu'on n'est tenté de voir à distance, même dans un réformateur littéraire; les réformes les plus simples coûtent énormément à obtenir. Souvent l'esprit y sert encore moins que le caractère. Malherbe, Boileau, avaient du caractère; Racine, qui avait plus de talent à proprement parler, plus de génie que Boileau, n'aurait peut-être

rien réformé. Nous avons sous les yeux un bel exemple de cette dose de qualités sobres et fortes dans M. Royer-Collard, qui restaura le spiritualisme dans la philosophie. Eh bien! Malherbe, en poésie, avait de ces qualités de fermeté, d'autorité, d'exclusion; Bertaut aucune. Quatre ou cinq doux vers noyés dans des centaines ne suffisent pas pour tirer une langue de la décadence; il ne faut que peu de bons vers peut-être pour remettre en voie, mais il les faut appuyés d'un perpétuel commentaire oral : tels, encore un coup, Malherbe et Boileau.

Un autre signe que Bertaut n'aurait pas du tout suppléé Malherbe et ne saurait dans l'essentiel lui être comparé, c'est qu'il s'est trouvé surtout apprécié des Scudéry et de ceux qui se sont comportés en bel-esprit comme si Malherbe était très peu venu. L'oncle de Mme de Motteville eût été avec Godeau, et mieux que Godeau, un fort aimable poète de l'hôtel de Rambouillet où se chantaient ses chansons encore, sur luth et téorbe. Et n'eût-il pas très justement fait pâmer d'aise l'hôtel de Rambouillet, le jour où étant malade, et recevant d'une dame une lettre où elle lui disait de ne pas trop lire et que son mal venait de l'étude, il lui répondit :

Incrédule beauté, votre seule ignorance,
Non une si louable et noble intempérance,
Par faute de secours me conduit au trépas;
Ou bien si la douleur qui m'abat sans remède
Procède de trop lire, hélas! elle procède
De lire en vos beaux yeux que vous ne m'aimez pas.

L'opinion des contemporains, bien prise, guide plus que tout pour avoir la vraie clé d'un homme, d'un talent, pour ne pas la forger après coup. Or, sous forme de critique ou d'éloge, ils semblent unanimes sur Bertaut, *sens rassis*, bel-esprit *sage*, *honnête* homme et *retenu :* « M. Bertaut, évêque de Séez, et moi, dit Du Perron, fîmes des vers sur la prise de Laon; les siens furent trouvés ingénieux; les miens avoient *un peu plus de nerfs, un peu plus de vigueur.* Il étoit fort *poli.* »

Mais l'opinion de Malherbe doit nous être plus piquante; on lit dans sa Vie par Racan : « Il n'estimoit aucun des anciens poètes françois *qu'un peu Bertaut* : encore disoit-il que ses stances étoient *nichil-au-dos,* et que, pour mettre une pointe à la fin, il faisoit les trois premiers vers insupportables. » Ce *nichil-au-dos* s'explique par un passage de l'*Apologie pour Hérodote* d'Henri Estienne : on appe-

lait de la sorte un pourpoint dont le devant avait environ deux doigts de velours et rien sur le dos, *nihil* ou *nichil-au-dos;* et ce mot s'appliquait de là à toutes les choses qui ont plus de montre que d'intérieur. Le caustique Malherbe trouvait ainsi à la journée de ces bons mots redoutables, et qui emportaient la pièce : c'est un rude accroc qu'il a fait en passant aux *deux doigts de velours* du bon Bertaut (1).

Ce qu'en retour Bertaut pensait de Malherbe, je l'ignore; mais il a dû éprouver à son endroit quelque chose de pareil à ce que Segrais éprouvait pour Boileau, tout ménagé par lui qu'il était. Il devait sentir, même sous la caresse, que l'accroc n'était pas loin.

Malherbe n'a lâché qu'un mot sur Bertaut, et à demi indulgent si l'on veut, tandis qu'il a biffé de sa main tout Ronsard, et qu'il a commenté injurieusement en marge tout Desportes. Tout cela est proportionné au rôle et à l'importance. Plus on se sent sévère contre Ronsard, plus on doit se trouver indulgent pour Bertaut qui est un affaiblissement, et qui, à ce titre, peut sembler faire une sorte de fausse transition à une autre école.

Je dis fausse transition, et d'école à école, même en littérature, je n'en sais guère de vraie. Le moment venu, on ne succède avec efficacité qu'en brisant. Bertaut ne faisait que tirer et prolonger l'étoffe de Desportes; il n'en pouvait rien sortir. Malherbe commença par *découdre*, et trop rudement : c'était pourtant le seul moyen.

Que si de ces preuves, pour ainsi dire extérieures et environnantes, nous allions au fond et prenions corps à corps le style de Bertaut, il nous serait trop aisé, et trop insipide aussi, d'y démontrer l'absence continue de fermeté, d'imagination naturelle, de forme, le prosaïsme fondamental, aiguisé pourtant çà et là de pointes ou traversé de sensibilité, et habituellement voilé d'une certaine molle et lente harmonie. Mais, mon rôle et mon jeu n'étant pas le moins du monde de

(1) Si Malherbe, en causant, aimait ces sortes de mots crus et de souche vulgaire, je trouve en revanche, dans une lettre de Mosant de Brieux, son compatriote, lequel (par parenthèse) jugeait aussi Bertaut assez sévèrement, la petite particularité suivante, que le prochain Dictionnaire de l'Académie ne devra pas oublier, et qui peut servir de correctif agréable : « Entr'autres mots, Malherbe en avoit fait un, qui étoit ses plus chères amours, qu'il avoit perpétuellement en la bouche, ainsi que M. de Grentemesnil me l'a dit, et qui, en effet, est doux à l'oreille et ne se présente pas mal; ce fils de sa dilection, ce favori, c'est le mot de *fleuraison*, par lequel il vouloit qu'on désignât le temps qu'on voit fleurir les arbres, de même que, par celui de moisson, l'on désigne le temps qu'on voit mûrir les blés. » (A la suite des poésies latines de Mosant de Brieux, édition de 1669.) On ne s'attendait guère sans doute à trouver Malherbe si printanier, si habituellement en *fleuraison;* mais le mot de *gracieux* n'a-t-il pas eu pour champion le plus déclaré Ménage?

déprécier Bertaut, et tout au contraire tenant à le faire valoir comme aimable dans les limites du vrai, je ne le combattrai qu'en choisissant chez ses autres devanciers des preuves de l'énergie, de la touche vraiment poétique ou de la forme de composition qu'il n'avait pas, qu'il n'avait plus, et j'en viendrai ensuite à ses propres qualités et nuances.

Ronsard, le maître, avait le premier en France retrouvé les muses égarées; il y a dans son *Bocage royal* de bien beaux vers enfouis et qui n'ont jamais été cités; ils expriment ce sentiment de grandeur et de haute visée qui fait son caractère. Le poète feint qu'il rencontre une troupe errante, sans foyer, avec des marques pourtant de race royale et généreuse : c'est la *neuvaine* des doctes pucelles. Il leur demande quel est leur pays, leur nom; la plus habile de la troupe répond au nom de toutes :

MUSES.

. . . . . Si tu as jamais veu
Ce Dieu qui de son char tout rayonnant de feu
Brise l'air en grondant, tu as veu nostre père :
Grèce est nostre pays, Mémoire est nostre mère.

Au temps que les mortels craignoient les Déités,
Ils bastirent pour nous et temples et cités;
Montagnes et rochers et fontaines et prées
Et grottes et forests nous furent consacrées.
Nostre mestier estoit d'honorer les grands rois,
De rendre vénérable et le peuple et les lois,
Faire que la vertu du monde fust aimée,
Et forcer le trespas par longue renommée;
D'une flamme divine allumer les esprits,
Avoir d'un cœur hautain le vulgaire à mespris,
Ne priser que l'honneur et la gloire cherchée,
Et tousjours dans le Ciel avoir l'ame attachée (1).

Quelle plus haute idée des Muses! ce sont bien celles-là qu'a courtisées Ronsard. Marot et les Gaulois d'auparavant s'en seraient gaussés, comme on dit.

Bertaut, esprit noble et sérieux, sentait cette poésie, mais il n'y atteignait pas. Dans des stances de jeunesse, à son moment le plus vif, s'enhardissant à aimer, il s'écrie :

Arrière ces désirs rampans dessus la terre!

(1) *Dialogue entre les Muses deslogées et Ronsard.*

J'aime mieux en soucis et pensers élevés
Être un aigle abattu d'un grand coup de tonnerre,
Qu'un cygne vieillissant ès jardins cultivés.

Cet *aigle abattu d'un grand coup de tonnerre*, ce fut Ronsard. Lui, il ne fut que le *cygne vieillissant* dans le jardin aligné, près du bassin paisible.

Desportes lui-même, dans le gracieux et dans le tendre, a bien autrement de vivacité, de saillie, de prestesse : Bertaut, je le maintiens, n'est que son second. La vie seule de Desportes, ses courses d'Italie et de Pologne, ses dissipations de jeunesse, ses erreurs de la Ligue, ses bons mots nombreux et transmis, ses bonnes fortunes voisines des rois (1), accuseraient une nature de poète plus forte, plus active. Mais, en m'en tenant aux œuvres de l'abbé de Tiron, le brillant et le nerf m'y frappent. Par exemple, il décoche à ravir le sonnet, cette *flèche d'or*, que Bertaut ne manie plus qu'à peine, rarement, et dont l'arc toujours se détend sous sa main. Bertaut, jeune, amoureux, ne s'élève guère au-dessus de la stance de quatre vers alexandrins, laquelle plus tard, lorsqu'il devient abbé et prélat, s'allonge jusqu'à six longs vers cérémoniellement. On a dit que Desportes est moins bon que Bertaut dans ses psaumes. Mais on me permettra de compter pour peu dans l'appréciation directe des talens ces éternelles traductions de psaumes, œuvres de poètes vieillissans et repentans. Une fois arrivés sur le retour, devenus abbés ou évêques, très considérés, ces tendres poètes amoureux ne savaient véritablement que faire : *plus d'amour, partant plus de joie*, se seraient-ils écrié, s'ils avaient osé, avec La Fontaine; et encore ils auraient dit volontiers comme dans la ballade :

A qui mettoit tout dans l'amour,
Quand l'amour lui-même décline,
Il est une lente ruine,
Un deuil amer et sans retour.
L'automne traînant s'achemine;
Chaque hiver s'allonge d'un tour;
En vain le printemps s'illumine :
Sa lumière n'est plus divine
A qui mettoit tout dans l'amour!

En vain la beauté sur sa tour,
Où fleurit en bas l'aubépine,

(1) *Tallemant des Réaux*, tom. Ier, et aussi *Teissier* dans ses *Éloges tirés de M. de Thou*, tom. IV.

Monte dans l'aurore et fascine
Le regard qui rôde à l'entour.
En vain sur l'écume marine
De jour encor sourit Cyprine :
Ah! quand ce n'est plus que de jour,
Sa grace elle-même est chagrine
A qui mettoit tout dans l'amour!

Et puis Bertaut, dans ce genre non original des paraphrases, a tout simplement sur Desportes cet avantage d'être plus jeune en style et d'écrire une langue qui est déjà plus la nôtre. L'onction réelle qu'il y développe paraît mieux.

Dans ses poésies du bon temps, Desportes a plusieurs petits chefs-d'œuvre complets (ce qui est essentiel chez tout poète), de ces petites pièces, chansons ou épigrammes, à l'italienne et à la grecque, comme Malherbe les méprisait, et comme nous les aimons (1). Je ne sais pas une seule pièce, complète et composée, à citer chez Bertaut, seulement çà et là des couplets. La plus célèbre chanson de Desportes est, avec *Rozette*, sa jolie boutade *contre une nuit trop claire;* tout le monde durant près d'un siècle la chantait. Ce n'est qu'une imitation de l'Arioste, dit Tallemant, mais en tous cas bien prise, bien coupée, et mariée à point aux malices gauloises. L'amant en veut à la lune qui l'empêche d'entrer chez sa maîtresse, comme Béranger en veut au printemps qui ramène le voile de feuillage devant la fenêtre d'en face, comme Roméo sur le balcon en veut à l'alouette qui ramène l'aurore. Il y a là un *motif* plein de gentillesse et de contraste :

O nuict, jalouse nuict contre moy conjurée,
Qui renflammes le ciel de nouvelle clairté,
T'ay-je donc aujourd'huy tant de fois désirée,
Pour estre si contraire à ma félicité?

Pauvre moy, je pensoy qu'à ta brune rencontre
Les cieux d'un noir bandeau deussent estre voilez;
Mais, comme un jour d'esté, claire, tu fais ta monstre,
Semant parmy le ciel mille feux estoilez.

Et toy, sœur d'Apollon, vagabonde courrière,
Qui, pour me découvrir, flammes si clairement,
Allumes-tu la nuict d'aussi grande lumière,
Quand sans bruit tu descens pour baiser ton amant?

(1) Il en a même à la gauloise, à la Mellin de Saint-Gelais : témoin l'épigramme *sur une Philis trop chère* (*Délices de la Poésie françoise*, de Rosset, tome I). Elle pourrait être du neveu Regnier aussi bien que de l'oncle.

Hélas! s'il te souvient, amoureuse Déesse,
Et si quelque douceur se cueille en le baisant,
Maintenant que je sors pour baiser ma maîtresse,
Que l'argent de ton front ne soit pas si luisant!

Ah! la fable a menty, les amoureuses flammes
N'eschauffèrent jamais ta froide humidité :
Mais Pan, qui te conneut du naturel des femmes,
T'offrant une toison vainquit ta chasteté (1).

Si tu avois aimé, comme on nous fait entendre,
Les beaux yeux d'un berger de long sommeil touchez,
Durant tes chauds désirs tu aurois peu apprendre
Que les larcins d'Amour veulent être cachez.

Mais flamboye à ton gré; que ta corne argentée
Fasse de plus en plus ses rais estinceler :
Tu as beau descouvrir ta lumière empruntée,
Mes amoureux secrets ne pourras déceler.

Que de fascheuses gens! mon Dieu! quelle coustume
De demeurer si tard en la rue à causer!
Ostez-vous du serein; craignez-vous point la reume?
La nuict s'en va passée, allez vous reposer.

Je vay, je vien, je fuy, j'écoute et me promeine,
Tournant toujours mes yeux vers le lieu désiré.
Mais je n'avance rien; toute la rue est pleine
De jaloux importuns dont je suis esclairé.

Je voudrois être Roy, pour faire une ordonnance
Que chacun deust la nuict au logis se tenir;
Sans plus les amoureux auroient toute licence :
Si quelque autre failloit, je le feroy punir.

. . . . . .

Je ne crains pas pour moy : j'ouvrirois une armée,
Pour entrer au séjour qui recelle mon bien;
Mais je crains que ma Dame en peust estre blasmée;
Son repos mille fois m'est plus cher que le mien...

Et le va-et-vient continue; le poète pousse le guignon jusqu'au

(1) Munere sic niveo lanæ (si credere dignum est)
Pan, deus Arcadiæ, captam te, Luna, fefellit,
In nemora alta vocans; nec tu aspernata vocantem.
(VIRG., *Georgiq.*, III.)

bout; j'abrége. Je ne relèverai de cette jolie pièce que ce vers, selon moi délicieux,

Les beaux yeux d'un berger de long sommeil touchez.

Comment mieux peindre d'une seule touche courante la beauté, la mollesse et la fleur amoureuse d'un Endymion couché? Voilà un vers essentiellement poétique; le tissu du style poétique se compose à chaque instant de traits pareils. Ce qui constitue le vraiment beau vers, c'est un mélange, un assemblage facile et comme sacré de sons et de mots qui peignent harmonieusement leur objet, une tempête, un ombrage flottant, la douceur du sommeil, le vent qui enfle la voile, un cri de nature. Homère en est plein, de ces vers tout d'une venue, et qui rendent directement la nature; il les verse à flots, comme d'une source perpétuelle. En français, hélas! qu'il y en a peu! On les compte. Ronsard les introduisit; André Chénier et les modernes avec honneur les ont ravivés. Hors de là, j'ose le dire, et dans l'intervalle, si l'on excepte La Fontaine et Molière, il y en a bien peu, comme je l'entends; le bel-esprit et la prose reviennent partout.

Bertaut n'en a déjà plus de ces vers tout de poétique trame et de vraie peinture; il n'a que bel-esprit, raisonnement, déduction subtile : heureux quand il se rachète par du sentiment!

Tout cela dit, et ayant indiqué préférablement par d'autres ce qu'il ne possède pas lui-même, venons-en à ses beautés et mérites propres. Il a de la tendresse dans le bel-esprit. L'espèce de petit roman qu'il déroule en ses stances, élégies et chansons, ne parle pas aux yeux, il est vrai, et n'offre ni cadre, ni tableau qui se fixe; mais on en garde dans l'oreille plus d'un écho mélodieux :

Devant que de te voir, j'aimois le changement,
Courant les mers d'Amour de rivage en rivage,
Désireux de me perdre, et cherchant seulement
Un roc qui me semblât digne de mon naufrage.

On en détacherait des vers assez fréquens qui serviraient de galantes devises :

Esclave de ces mains dont la beauté me prit...
Le sort n'a point d'empire à l'endroit de ma foi...
Si c'est péché qu'aimer, c'est malheur qu'être belle...
J'ai beaucoup de douleur, mais j'ai bien plus d'amour...
Ou si je suis forcé, je le suis comme Hélène,
Mon destin est suivi de mon consentement....

Et ceux-ci encore, sur un embrassement de sa dame à un départ :

Si le premier baiser fut donné par coutume,
Le second, pour le moins, fut donné par amour.

Cette espèce de douceur et de sensibilité dans le bel-esprit n'est pas rare. Racine l'eut d'abord ; ses stances *à Parthénisse* (qu'on les relise) semblent dériver de l'école directe de Bertaut. L'un finissait presque du ton dont l'autre recommence (1).

Mais une qualité que je crois surtout propre à notre auteur, c'est une certaine note plaintive dans laquelle l'amour et la religion se rejoignent et peuvent trouver tour à tour leur vague expression touchante. Je cite, en les abrégeant, comme il convient, les quelques couplets, dont le dernier fait sa gloire :

Les Cieux inexorables
Me sont si rigoureux,
Que les plus misérables,
Se comparans à moy, se trouveroient heureux.

Mon lict est de mes larmes
Trempé toutes les nuits;
Et ne peuvent ses charmes,
Lors mesme que je dors, endormir mes ennuys.

(1) Voiture lui-même a des éclairs de sensibilité dans le brillant. Un très bon juge en si délicate matière, M. Guttinguer, a fait ce sonnet, qui vaut mieux qu'un commentaire critique, et qui complète en un point le nôtre :

A UNE DAME,
EN RENVOYANT LES OEUVRES DE VOITURE.

Voici votre Voiture et son galant Permesse :
Quoique guindé parfois, il est noble toujours.
On voit tant de mauvais naturel de nos jours,
Que ce brillant monté m'a plu, je le confesse.

On voit (c'est un beau tort) que le commun le blesse
Et qu'il veut une langue à part pour ses amours;
Qu'il croit les honorer par d'étranges discours;
C'est là de ces défauts où le cœur s'intéresse.

C'était le vrai pour lui que ce faux tant blâmé;
Je sens que volontiers, femme, je l'eusse aimé.
Il a d'ailleurs des vers pleins d'un tendre génie :

Tel celui-ci, charmant, qui jaillit de son cœur :
« *Il faut finir mes jours en l'amour d'Uranie.* »
Saurez-vous comme moi comprendre sa douceur?

Si je fay quelque songe,
J'en suis espouvanté;
Car mesme son mensonge
Exprime de mes maux la triste vérité.

La pitié, la justice,
La constance et la foy,
Cédant à l'artifice,
Dedans les cœurs humains sont esteintes pour moy.

En un cruel orage
On me laisse périr,
Et courant au naufrage,
Je voy chacun me plaindre et nul me secourir.

Félicité passée
Qui ne peux revenir,
Tourment de ma pensée,
Que n'ai-je, en te perdant, perdu le souvenir!

De ces couplets, le dernier surtout (fortune singulière!) a survécu durant deux siècles; nos mères le savent encore et l'ont chanté. Léonard et La Harpe à l'envi l'avaient rajeuni en romance. Fontenelle a remarqué que les solitaires de Port-Royal le trouvèrent si beau, qu'ils le voulurent consacrer en le citant. Dans le commentaire de Job en effet (chap. XVII), à ce verset : *Dies mei transierunt, cogitationes meæ dissipatæ sunt torquentes cor meum*, « on pourrait peut-être, pour expliquer cet endroit, dit M. de Saci, qui aimait les vers bien qu'il eût rimé les *Racines grecques*, on pourrait se servir ici de ces petits vers qui en renferment le sens : *Félicité passée...* » Mme Guyon, dans ses *Lettres spirituelles* (la XXXe), s'est plue également à appliquer ce même couplet à l'amour de Dieu, dont elle croit voir qu'il n'y a plus trace autour d'elle. Les dévots tant soit peu tendres ont de la sorte adopté et répété, sans en trop presser le sens, ce refrain mélancolique, que les cœurs sensibles pourraient passer la moitié de leur vie à redire, après avoir passé la première moitié à goûter ces autres vers non moins délectables du même Bertaut :

Et constamment aimer une rare beauté
C'est la plus douce erreur des vanités du monde.

Le bon évêque a ainsi rencontré la double expression charmante de l'amour durable et de l'éternel regret. Il a dit quelque part encore en une complainte :

Mes plaisirs s'en sont envolez,
Cédans au malheur qui m'outrage;
Mes beaux jours se sont escoulez
Comme l'eau qu'enfante un orage;
Et s'escoulans ne m'ont laissé
Rien que le regret du passé.

Bertaut, tout nous le prouve, était de ces natures dont la vivacité dure très peu et n'atteint pas, et qui commencent de très bonne heure à regretter. Mais dans ces langueurs continuelles, sous cette mélancolie monotone, il est impossible de méconnaître un certain progrès d'élégance, un certain accent *racinien*, *lamartinien*, comme on voudra l'appeler. *Félicité passée* semble d'avance une note d'*Esther* (1).

On a fort loué la pièce de vers *sur la mort de Caleryme;* sous ce nom, le poète évoque et fait parler Gabrielle d'Estrées; il suppose que, six jours après sa mort, cette *Caleryme* apparaît en songe à son amant, le royal *Anaxandre*, et qu'elle lui donne d'excellens, de chastes conseils, entre autres celui de ne plus s'engager à aucune maîtresse, et d'être fidèle à l'épouse que les dieux lui ont destinée. L'idée, on le voit, est pure et le conseil délicat. Dans cet ingénieux plaidoyer, Gabrielle devient une espèce de La Vallière; le prochain aumônier de Marie de Médicis, et qui l'était probablement déjà lorsqu'il recourait à cette évocation, se sert, à bon droit ici, de son talent élégiaque comme d'un pieux moyen. Mais le premier Bourbon se laissa moins persuader aux mânes après coup sanctifiés de sa chère maîtresse, que son dernier successeur qu'on a vu jusqu'au bout demeurer fidèle au souvenir de mort de Mme de Polastron. Quant à la pièce même de Bertaut, elle eut sans doute de l'élégance pour son temps; je ne saurais toutefois, dans l'exécution, la distinguer expressément des styles poétiques contemporains de D'Urfé et de Du Perron. J'aime bien mieux, pour faire entier honneur au poète, rapporter les vers les plus soutenus qu'il ait certainement composés,

(1) Ce qui ne veut pas dire le moins du monde (ceci une dernière fois pour réserve) que Racine soit de la postérité *littéraire* de Bertaut, que Bertaut ait trouvé, ait deviné d'avance la *manière*, le *faire* du maître. Je ne parle plus du Racine des stances à Parthénisse, mais du Racine véritable, de celui d'après Boileau. Ils eurent certains traits en commun dans leur sensibilité, voilà tout. Si Bertaut fit un reste d'école, c'est du côté direct de l'hôtel Rambouillet. Racine, en un ou deux hasards, lui ressemble un peu; mais Mme de La Suze, dans le *tous les jours* de ses élégies, lui ressemble encore plus.

une image naturelle et rare, développée dans une heureuse plénitude. C'est tiré d'une élégie où il exprime ses ennuis quand il perd de vue sa dame, et où il se plaint de leurs tourmens inégaux dans l'absence :

Mais las! pourquoy faut-il que les arbres sauvages
Qui vestent les costeaux ou bordent les rivages,
Qui n'ont veines ni sang qu'Amour puisse allumer,
Observent mieux que nous les loix de bien aimer?

On dit qu'en Idumée, ès confins de Syrie,
Où bien souvent la palme au palmier se marie,
Il semble, à regarder ces arbres bienheureux,
Qu'ils vivent animez d'un esprit amoureux;
Car le masle, courbé vers sa chère femelle,
Monstre de ressentir le bien d'estre auprès d'elle :
Elle fait le semblable, et pour s'entr'embrasser
On les voit leurs rameaux l'un vers l'autre avancer.
De ces embrassemens leurs branches reverdissent,
Le ciel y prend plaisir, les astres les bénissent,
Et l'haleine des vents souspirans à l'entour
Loue en son doux murmure une si sainte amour.
Que si l'impiété de quelque main barbare
Par le tranchant du fer ce beau couple sépare,
Ou transplante autre part leurs tiges désolez,
Les rendant pour jamais l'un de l'autre exilez;
Jaunissans de l'ennuy que chacun d'eux endure,
Ils font mourir le teint de leur belle verdure,
Ont en haine la vie, et pour leur aliment
N'attirent plus l'humeur du terrestre élément.

Si vous m'aimiez, hélas! autant que je vous aime,
Quand nous serions absens, nous en ferions de mesme;
Et chacun de nous deux regrettant sa moitié,
Nous serions surnommez les palmes d'amitié (1).

Nous tenons la plus belle page, et même la seule vraiment belle page de Bertaut. Ailleurs il n'a que des notes éparses; ici il prend de l'haleine; la force de la sensibilité a fait miracle et l'a ramené à la poésie continue de l'expression :

Loue en son doux murmure une si sainte amour.

(1) « Cette comparaison, dit M. H. Martin en son mémoire, avait déjà été exprimée avec une heureuse simplicité dans le *Lai du Chevrefoil*, par Marie de France, poète français du XIIIe siècle. Elle a été développée avec une admirable poésie dans l'élégie de Goethe, intitulée *Amyntas*. »

On croit entendre le bruit des palmiers. Théocrite, en son charmant dialogue entre Daphnis et une bergère, a un vers où se joue, un peu moins saintement, une image semblable. — J'entends du bruit; où fuir? s'écrie la bergère. — Et Daphnis répond :

C'est le bruit des cyprès qui parlent d'hyménée (1).

(1) Ainsi l'a traduit Le Brun. André Chénier a dit :

C'est ce bois qui de joie et s'agite et murmure.

Le vers grec a bien plus de légèreté, de *liquides*, et celui de Bertaut en douceur le rendrait mieux. Je trouve encore, dans des vers de notre ami Fontaney, une image toute pareille sur les arbres *aux murmures parlans*. C'est au milieu d'une pièce que, comme souvenir, je prendrai la liberté de citer au long. Elle s'adresse à un objet qui n'était pas celui de la passion finale dans laquelle nous l'avons vu mourir.

Quand votre père octogénaire
Apprend que vous viendrez visiter le manoir,
Ce front tout blanchi qu'on vénère
De plaisir a rougi, comme d'un jeune espoir.

Ses yeux, où pâlit la lumière,
Ont ressaisi le jour dans un éclair vermeil,
Et d'une larme à sa paupière
L'étincelle allumée a doublé le soleil.

Il vous attend : triomphe et joie!
Des rameaux sous vos pas! chaque marbre a sa fleur.
Le parvis luit, le toit flamboie.
Et rien ne dit assez la fête de son cœur.

Moi qui suis sans flambeaux de fête;
Moi qui n'ai point de fleurs, qui n'ai point de manoir,
Et qui du seuil jusques au faîte
N'ornerai jamais rien pour vous y recevoir;

Qui n'ai point d'arbres pour leur dire
Ce qu'il faut agiter dans leurs tremblans sommets;
Ce qu'il faut taire ou qu'il faut bruire;
Chez qui, même en passant, vous ne viendrez jamais;

Dans mon néant, ô ma princesse,
Oh! du moins j'ai mon cœur, la plus haute des tours;
Votre idée y hante sans cesse;
Vous entrez, vous restez, vous y montez toujours.

Là, dans l'étroit et sûr espace,
Vous monterez sans fin par l'infini degré;
Amie, et si vous êtes lasse,
Plus haut, montant toujours, je vous y porterai!

Ayant atteint ce sommet des *deux palmiers*, cette couronne subsistante de Bertaut, je ne saurais qu'affaiblir en continuant. Je crois n'avoir rien omis de lui qui puisse donner du regret. Il n'y aurait pas, après le naufrage des temps, de quoi former de ses débris un volume, si mince qu'il fût; c'est assez du moins qu'on y trouve de quoi orner un éloge et rattacher avec honneur son nom dans la mémoire des hommes. A cette fin, deux ou trois clous d'or suffisent. J'ai quelquefois admiré, et peut-être en me l'exagérant, la différence de destin entre les critiques et les poètes, j'entends ceux qui ont été vraiment poètes et rien que cela. Des critiques, me disais-je, on ne se rappelle guère après leur mort que les fautes; elles se rattachent plus fixement à leur nom, tandis que la partie vraie, c'est-à-dire qui a triomphé, se perd dans son succès même. Qui donc parle aujourd'hui de La Harpe, de Marmontel, que pour les tancer d'abord, pour les prendre en faute, ces hommes qui avaient pourtant un sentiment littéraire si vif, et qui savaient tout ce qu'on exigeait de leur temps? Ainsi avons-nous fait nous-même en commençant, ainsi à notre tour on nous fera. Des simples poètes, au contraire, quand tout est refroidi, on se rappelle à distance et l'on retient plutôt les beautés.

L'histoire littéraire, quand on l'a prise surtout en vue du goût, en vue de la critique active du moment, est vite renouvelée. Il en est d'elle comme d'un fonds commun, elle appartient à tous et n'est à personne; ou du moins les héritiers s'y pressent. Le procès à peine vidé recommence. Aussi, les jours de printemps et de rêve, on paierait plus cher un buisson, un coin de poésie, une stance à la Bertaut, où l'on se croirait roi (roi d'Yvetot), que ces étendues littéraires contestées, d'où le dernier venu vous chasse.

SAINTE-BEUVE.

DU

GOUVERNEMENT

REPRÉSENTATIF

EN FRANCE ET EN ANGLETERRE,

PAR M. L. DE CARNÉ.[1]

Il y aurait, sous ce titre, un beau livre à faire. Comparer le gouvernement représentatif en Angleterre et en France dans son origine et dans ses développemens; rechercher jusqu'à quel point, chez chacun des deux peuples, il est en harmonie avec les mœurs, avec les lois, avec l'état social tout entier; découvrir, en s'appuyant du raisonnement et de l'expérience, quelles sont, dans les deux pays, ses ressemblances et ses différences, ses conditions communes et ses conditions particulières; arriver ainsi à bien comprendre les diffi-

(1) Librairie d'Olivier Fulgence, rue Cassette.

cultés diverses qu'il doit rencontrer et les obstacles qu'il doit vaincre, tel serait le sujet de ce livre, un des plus instructifs et des plus intéressans que l'on puisse concevoir. Malheureusement, pour être digne du sujet, un tel livre exigerait deux choses fort rares de notre temps et peu conciliables avec la vie politique, de longues études et une parfaite impartialité.

M. de Carné, qui dans de nombreux écrits a prouvé qu'il ne manque ni de l'une ni de l'autre de ces deux choses, aurait pu tenter l'œuvre. Il ne l'a pas fait, et s'est contenté de réunir, en les complétant, plusieurs articles déjà publiés. Mais à défaut de l'unité et de l'enchaînement rigoureux qu'on ne peut demander à un livre ainsi composé, celui de M. de Carné se distingue par des aperçus souvent très justes, surtout en ce qui concerne l'Angleterre. Il est aisé de voir que les institutions anglaises, ces institutions dont on parle tant, et que l'on connaît si mal, ont été étudiées par M. de Carné, non à la surface et dans leur apparence, mais au fond et dans leur réalité. Rien de ce qu'elles ont d'obscur et de compliqué ne lui échappe, et il paraît en posséder l'esprit non moins bien que la lettre. Son livre, tout incomplet qu'il est, mérite donc l'attention sérieuse et réfléchie des hommes politiques, de ceux surtout qui, par une comparaison éclairée, veulent se rendre compte des imperfections absolues ou relatives de nos institutions, et des moyens de les améliorer. Pour ma part, c'est sous ce point de vue uniquement que je me propose de l'examiner. Presque toujours d'accord avec M. de Carné sur le mal, je le suis plus rarement sur le remède. Mais ce sont là des questions que la controverse éclaire, et à l'égard desquelles toute opinion sincère a besoin de faire ses réserves. Quelles que soient d'ailleurs sur plusieurs points les dissidences qui nous séparent, M. de Carné et moi, nous voulons tous deux le gouvernement représentatif vrai, c'est-à-dire un gouvernement représentatif qui ne soit pas chaque jour dénaturé et faussé. Il s'agit donc entre nous du moyen, non du but, ce qui facilite et simplifie beaucoup la discussion.

Quand on examine le jeu du gouvernement représentatif en Angleterre et en France, il est impossible de n'être pas frappé, avec M. de Carné, de tout ce qu'il a, dans un de ces deux pays, de plus régulier, de plus puissant que dans l'autre. Là deux grands partis, fortement constitués, le premier qui gouverne, le second qui aspire à gouverner, mais qui tous deux ont leurs principes établis, leurs chefs avoués, leur drapeau déployé; ici une multitude de coteries sans drapeau, sans chefs, presque sans principes, qui se rapprochent

et se séparent, s'unissent et se divisent, arbitrairement et confusément; là une lutte organisée et sérieuse dont l'issue laisse le pouvoir dans les mains où il se trouve, ou le fait passer en d'autres mains, mais sans ébranler le pouvoir lui-même, sans affaiblir les hommes, sans porter atteinte aux caractères et aux opinions; ici des combats, ou, pour mieux dire, des escarmouches sans motif et sans but, où le pouvoir périt, où les hommes s'usent, où les opinions et les caractères s'énervent et se dégradent; là enfin une transaction large et féconde entre les grands principes et les grands intérêts sociaux qui se partagent le pays; ici de mesquins compromis entre des ambitions personnelles et des intérêts particuliers : tel est, dans ses lignes principales, le triste tableau que trace M. de Carné, tableau un peu chargé peut-être, mais qui, malheureusement, est loin de manquer de vérité. Il faut ajouter que ce qui s'est passé récemment n'est guère propre à rendre la confiance à ceux qui l'ont perdue. En mettant le pouvoir au concours entre toutes les opinions et toutes les capacités, le gouvernement représentatif, plus que tout autre, exige que les opinions se groupent, que les capacités se classent, et que de petites dissidences et de pauvres jalousies ne viennent pas chaque jour rompre le faisceau à peine formé, et interrompre l'œuvre à peine commencée. Il exige aussi que les ambitions restent subordonnées aux principes, et non les principes aux ambitions. Or, est-ce ainsi que le gouvernement représentatif est aujourd'hui pratiqué? Il est, tout le monde le sent, parfaitement absurde d'ériger l'immobilité en règle absolue, et de prétendre qu'une fois entré dans une association politique, on est tenu d'y rester toute sa vie, même quand on croit qu'elle s'égare. Mais quand on appartient à un parti, il faut de graves motifs pour en changer; et quand on en a changé, il en faut de plus graves encore pour en changer de nouveau. Supposez donc que l'on prenne l'habitude d'aller et venir d'un camp à l'autre au gré de son caprice ou de son intérêt; supposez que l'on porte aujourd'hui la majorité à droite, demain à gauche, selon qu'à droite ou à gauche on espère rencontrer moins de rivalité et plus de chances personnelles; supposez en un mot que l'on donne au pays le spectacle d'évolutions aussi rapides qu'imprévues, et qui n'ont d'autre raison que les calculs d'une ambition impatiente ou les conseils d'un amour-propre jaloux : n'est-il pas évident qu'il en résultera deux choses fort graves, l'une que, flottant au milieu de tant d'oscillations, le gouvernement ne parviendra pas à s'asseoir, l'autre, que le pays perdra toute foi dans les hommes et dans les institutions? Alors le

gouvernement représentatif pourrait réellement descendre, selon l'expression de M. de Carné, à n'être plus qu'une table de jeu où de petits groupes, pressés derrière quelques joueurs, parieraient pour les uns ou pour les autres, selon la fantaisie du moment et le vent de la fortune. Alors aussi il ne faudrait pas s'étonner, pour parler encore comme M. de Carné, que des tentatives hardies jusqu'à la témérité aboutissent à des résultats mesquins jusqu'au ridicule.

Assurément une telle situation, si elle existe, est déplorable, et l'on ne peut trop s'affliger de voir les passions personnelles prévaloir à ce point sur les intérêts généraux. Pour être juste, il faut pourtant convenir qu'il est des temps plus favorables que d'autres à cette altération du gouvernement représentatif. Le gouvernement représentatif, on ne doit pas l'oublier, donne aux opinions et aux partis le moyen de se produire et de lutter régulièrement; mais il ne crée ni les opinions ni les partis. Quand il y a dans les uns et dans les autres épuisement et confusion, il est donc naturel que les ambitions, plus à l'aise, se donnent plus librement carrière, et que les questions de personnes jouent un rôle excessif. Or, c'est là, sous quelques rapports, notre situation actuelle. Pendant les années qui ont précédé et celles qui ont suivi la révolution de 1830, le gouvernement représentatif a fonctionné en France aussi bien qu'en Angleterre. C'est qu'alors il y avait entre des idées et des intérêts considérables une dissidence sérieuse et un véritable combat. Dans les années qui ont précédé 1830, c'était la lutte organisée, systématique, ardente, de la monarchie constitutionnelle contre l'ancien régime, et des classes moyennes, dans l'acception la plus large du mot, contre l'aristocratie. Après 1830, c'était la lutte de la monarchie constitutionnelle contre la république et des classes moyennes contre une démocratie turbulente. De là, aux deux époques, des partis sérieux, sincères, et qui offraient chaque jour à la discussion un terrain solide et nettement défini. Chacun alors, selon ses opinions ou ses tendances, était forcé de se ranger dans l'un ou l'autre des deux camps; mais, en 1834 et 1835, la république a été vaincue, comme l'avait été l'ancien régime en 1830. La monarchie constitutionnelle et les classes moyennes sont donc restées maîtresses du terrain, maîtresses comme on l'est après une lutte longue et pénible, c'est-à-dire presque sans contre-poids. Alors les vieux cadres se sont brisés, sans que de nouveaux se soient formés, et le pêle-mêle a commencé. Deux questions pourtant étaient restées, celles de la puissance parlementaire à l'intérieur et de la dignité nationale à l'extérieur, questions graves, qui, nettement po-

sées, coupèrent pour un moment la chambre en deux, et rendirent au gouvernement représentatif un peu d'action et de vie. Mais, après avoir rallié une majorité dans les élections, ces questions, trop abstraites peut-être pour devenir facilement populaires, disparurent dans la mêlée des rivalités personnelles et des querelles intestines. La confusion recommença donc, et avec elle le règne des intérêts privés et l'abaissement du gouvernement représentatif.

Maintenant, une telle situation peut-elle, doit-elle durer? Je ne saurais le penser. Déjà, au milieu de la lassitude et de l'indifférence générale, on voit poindre certaines idées et certains sentimens qui doivent rendre à la lutte politique, dans les chambres et hors des chambres, le terrain qui lui manque. Malgré les efforts que l'on a faits et que l'on fait encore pour l'obscurcir, la question extérieure s'est fort éclaircie depuis six mois, et tout annonce qu'elle est à la veille de s'éclaircir plus encore. Quant à la question intérieure, il est impossible que, sous une forme ou sous l'autre, le combat bientôt ne s'engage pas franchement entre ceux qui aiment la révolution de 1830 et ceux qui la tolèrent, entre ceux qui croient au gouvernement représentatif et ceux qui n'y croient pas, entre ceux qui veulent marcher en avant et ceux qui s'efforcent de revenir en arrière. Or, une fois ce combat engagé, il est bien clair qu'il restera moins de place aux passions égoïstes et aux calculs individuels.

Quoi qu'il en soit, et tout en reconnaissant que l'état actuel n'est point et ne saurait être l'état normal et permanent du gouvernement représentatif, est-il permis d'espérer que ce gouvernement accomplisse ses fonctions en France exactement comme en Angleterre, avec autant de précision et de régularité? En d'autres termes, peut-on demander à nos assemblées législatives un classement d'opinions et d'hommes aussi systématique, aussi fixe, aussi durable, que celui dont les assemblées législatives anglaises donnent encore aujourd'hui un exemple éclatant? Je ne le pense pas, et, bien que le mécanisme des deux gouvernemens soit à peu près semblable, il est facile d'apercevoir, soit dans l'origine et le développement de chacun d'eux, soit dans le milieu où ils existent, des différences notables, et qui doivent nécessairement modifier leur manière d'être. Ce sont les principales de ces différences que je vais essayer de signaler.

On sait comment, en Angleterre, le gouvernement représentatif est né et s'est développé. Quand la conquête normande vint détruire les vieilles libertés saxonnes et leur substituer le régime féodal et militaire, il y eut d'abord entre le peuple conquérant et le peuple

conquis séparation absolue et radicale. Le peuple conquérant alors commandait; le peuple conquis obéissait ou s'insurgeait, et chacun restait dans son camp. Mais le jour où les Saxons, définitivement soumis, n'eurent plus l'espoir de recouvrer leur indépendance, il ne tarda pas à se manifester au sein même du peuple vainqueur, entre le roi et la noblesse, une scission et une lutte dont le peuple vaincu profita, en faisant acheter tantôt à l'un, tantôt à l'autre, son concours et son appui. Néanmoins c'est à la cause de la noblesse surtout que le peuple lia la sienne; c'est par la noblesse et le peuple réunis que s'opérèrent toutes les grandes conquêtes du droit commun et de la liberté depuis la grande charte de Jean-Sans-Terre jusqu'à la fameuse pétition de 1628, et jusqu'au bill des droits de 1688. A vrai dire, dans toutes ces luttes, du moins jusqu'aux Stuarts, la bourgeoisie, ailleurs si puissante et si considérable, ne joua jamais le premier rôle. Pendant les XIVe et XVe siècles, les villes et bourgs se défendaient encore d'envoyer des députés au parlement. Pendant le XVIe siècle, une portion importante de la classe moyenne, les légistes, étaient les auxiliaires ardens et systématiques de la prérogative royale contre la prérogative parlementaire.

Vers la fin du règne d'Élisabeth, et sous Jacques Ier, les dissidens, qui appartenaient en général à la bourgeoisie, commencèrent pourtant à apporter dans la chambre des communes un esprit nouveau et à y parler un langage inaccoutumé. Pendant la révolution, ils en devinrent les maîtres, et pour quelque temps l'aristocratie sembla disparaître de la scène politique. Mais à cette époque même, les idées aristocratiques, sinon les personnes, continuèrent à exercer sur les affaires une très grande influence. La preuve, c'est que les fiers républicains qui coupaient la tête d'un roi et proclamaient le règne de l'égalité, laissèrent en paix le sol, et ne touchèrent que faiblement aux institutions auxquelles l'aristocratie devait toute sa puissance. Aussi, la bourrasque une fois passée, l'aristocratie ne tarda-t-elle pas à reprendre ses avantages et à faire de nouveau sentir sa vieille prépondérance. Ce fut elle qui dirigea le mouvement de 1688, et qui mit la couronne sur la tête de Guillaume. Ce fut elle qui, sous les règnes suivans, tint le gouvernement en ses mains. Sous George II, M. de Carné le remarque avec raison, la chambre des communes, par voie de nomination directe ou d'influence, était devenue en quelque sorte une annexe de la pairie. A titre de pouvoir électif, la chambre des communes, dès cette époque, avait nominalement la part la plus active et la plus considérable dans le gouvernement du

pays; mais la majorité de la chambre des communes appartenait à la chambre des pairs, qui gouvernait ainsi indirectement et par procuration.

On peut prétendre, je le sais, que tout cela était vrai avant le bill de réforme et ne l'est plus aujourd'hui; cependant il faut se garder de prendre l'apparence pour la réalité. Depuis le bill de réforme, il est incontestable que l'Angleterre offre le spectacle tout nouveau d'un ministère qui se maintient à l'aide de quelques voix de majorité dans la chambre des communes, malgré l'opposition systématique et permanente des deux tiers de la chambre des lords. Mais outre que la chambre des lords, composée en majorité de pairs nommés depuis soixante ans, ne représente peut-être pas exactement l'aristocratie du pays, il faut se demander encore à quoi tient cette situation et combien de temps elle durera. Or, si l'on va au fond des choses, on voit d'une part que l'aristocratie whig n'est guère moins attachée à ses prérogatives que l'aristocratie tory; de l'autre, que chaque année, depuis le bill de réforme, cette dernière gagne du terrain, et qu'aux prochaines élections son triomphe n'est pas douteux. Ainsi, des deux fractions de l'aristocratie anglaise, la plus libérale, celle qui a fait le bill de réforme, est à la veille d'être vaincue avec ses propres armes et sur son propre terrain. N'est-ce pas une preuve évidente que le gouvernement appartient pleinement encore à l'aristocratie?

Voilà pour le gouvernement. Quant à la société au milieu de laquelle le gouvernement existe, personne n'ignore à quel point l'élément aristocratique l'a envahie et pénétrée. La propriété, l'église, l'administration, l'armée, la justice même, tout en Angleterre est organisé de manière à donner à l'aristocratie une autorité immense et une prépondérance décisive. C'est à peine si, depuis le bill de réforme, quelques pierres se sont détachées de cet édifice si solide et si complet. Maîtresse presque absolue dans les campagnes, l'aristocratie anglaise ne l'est sans doute pas autant dans les villes, surtout dans les villes manufacturières. Là, elle rencontre de vives résistances et se voit sans cesse menacée par une démocratie ardente et turbulente. Mais cette démocratie ne serait en état de remporter la victoire que si les classes moyennes se mettaient franchement à sa tête. Or, les classes moyennes imprégnées elles-mêmes d'idées et de sentimens aristocratiques, paraissent peu se soucier jusqu'ici du dangereux honneur qui leur est offert. D'une part, la démocratie les effraie par ses violences; de l'autre, l'aristocratie est toujours prête à leur ouvrir ses rangs. Elles aiment donc mieux en définitive se laisser

absorber paisiblement par l'aristocratie que de risquer, en la combattant, d'être entraînées dans sa ruine.

En Angleterre, je le répète, le gouvernement représentatif est né de l'aristocratie et vit par elle. C'est tout le contraire en France, où, depuis bien des siècles, la royauté et le peuple se sont souvent unis contre l'aristocratie, jamais le peuple et l'aristocratie contre la royauté. Aussi, quand à la fin du dernier siècle la tutelle royale pesa aux classes moyennes, ces classes n'hésitèrent-elles pas à se mettre à la tête du peuple pour abattre, non la royauté d'abord, mais l'aristocratie, qu'elles considéraient comme leur véritable ennemie. C'est, on le sait, contre l'aristocratie que furent dirigés les premiers coups, les coups les plus sûrs de l'assemblée constituante. Dans les grandes et terribles luttes qui suivirent, un roi périt, mais non la royauté. L'aristocratie, au contraire, était morte avant qu'un seul aristocrate eût succombé. A vrai dire, c'est là le caractère commun de tous les essais de constitution royale, républicaine ou impériale, qui se succédèrent avec tant de rapidité. Despotiques ou libres, ces constitutions concoururent toutes à poursuivre jusque dans les recoins les plus cachés de nos institutions et de nos lois tout ce qui pouvait y rester encore d'élémens aristocratiques; et quand la vieille race royale reparut en 1814, elle trouva l'œuvre si bien faite, que force lui fut de l'accepter et de la consacrer. Quelques années plus tard, à la vérité, une tentative eut lieu, tentative timide et incomplète, pour jeter de nouveau dans la société française quelques germes aristocratiques. Mais cette tentative échoua de tout point. Depuis, d'ailleurs, est survenue la révolution de 1830, qui, en effaçant de la constitution et des lois les dernières apparences aristocratiques, a tranché définitivement la question. Aujourd'hui, quoi qu'on en puisse dire, la prépondérance en France appartient sans contestation aux classes moyennes, c'est-à-dire à tout ce qui, dans la nation, sait et peut, par l'intelligence et le travail, s'élever à l'aisance et conquérir l'indépendance. C'est là le résultat le plus certain de nos cinquante années de révolution.

A Dieu ne plaise que je songe un instant à me plaindre de ce résultat! Je l'accepte au contraire comme heureux, comme salutaire, comme glorieux pour mon pays. Tout en l'acceptant ainsi cependant, je ne puis méconnaître qu'il n'apporte dans la pratique du gouvernement représentatif quelques difficultés sérieuses. Si les aristocraties, même éclairées et ouvertes, ont pour les peuples qu'elles dirigent de notables inconvéniens, elles ont aussi, on ne peut le nier, de grandes

et nobles qualités, des qualités merveilleusement propres au gouvernement des états. Sans parler de la persévérance et de l'esprit de suite qui les distingue d'ordinaire, c'est quelque chose que de posséder dans un pays libre un certain nombre de familles dont les membres, par devoir et par honneur, se préparent dès l'enfance à la vie publique, étudient la science politique comme on étudie toute autre science, et se plient de bonne heure aux idées et aux habitudes qui rendent le jeu du gouvernement facile et régulier. De qui, au contraire, se compose en France la classe qui se trouve appelée à gouverner? D'hommes nés pour la plupart dans une condition médiocre, et qui, au sortir de l'enfance, ont été saisis par une profession libérale ou industrielle à laquelle ils ont voué leurs plus belles années; d'hommes par conséquent pour qui, dans les temps ordinaires, la politique est un intérêt secondaire, et qui aiment le gouvernement représentatif sans pouvoir en approfondir toutes les conditions. Qu'une telle classe, touchant par tous les points à la nation tout entière, soit bien plus que l'aristocratie anglaise en mesure de reproduire les idées, les sentimens, les instincts véritables du pays, je le crois, et c'est pourquoi je m'applaudis de voir le pouvoir entre ses mains; mais il est impossible d'attendre d'elle cette unité, cette fixité, cette connaissance réfléchie des vraies conditions du gouvernement, qui résultent en Angleterre de traditions non interrompues et d'une éducation spéciale. De là, dans la pratique, si ce n'est dans la théorie, des anomalies singulières et qui se manifestent tous les jours.

Je n'en citerai qu'un exemple, le plus frappant de tous. Assurément si, parmi les conditions du gouvernement représentatif, il en est une essentielle et fondamentale, c'est l'obligation pour chacun de ceux qui participent à ce gouvernement de faire un choix entre les deux grands partis qui se disputent le pouvoir, et, une fois ce choix fait, de subordonner souvent son opinion propre à celle de l'association dont on fait partie. Méconnaître cette obligation, c'est rendre le gouvernement impossible, ou du moins annuler le pouvoir parlementaire au profit d'un autre pouvoir. En Angleterre, cela est parfaitement compris, et chaque fois qu'une question de parti se présente, on peut, à cinq ou six voix près, faire d'avance le compte de tous ceux qui voteront dans un sens ou dans l'autre. Mais, il en faut convenir, une discipline si rigoureuse a quelque chose qui blesse au premier abord des sentimens naturels et honorables. Prendre ainsi le mot d'ordre et reconnaître des chefs, n'est-ce pas renoncer à son libre arbitre et abdiquer toute indépendance personnelle? Voilà ce que

l'on se dit et ce que l'on doit se dire dans un pays où l'éducation politique manque, où l'esprit d'association est faible, où l'idée de hiérarchie existe à peine. Il en résulte qu'à la seule pensée d'une majorité et d'une opposition organisées et systématiques, la conscience se révolte, l'amour-propre souffre, et que, par un mélange de bonnes et de mauvaises raisons, la confusion se maintient.

Ce n'est pas tout, et il y a au fond même des choses, et indépendamment des préjugés personnels, des difficultés non moins sérieuses. On parle beaucoup de l'incohérence et de la complication des institutions et des lois de l'Angleterre. On a raison, si on descend aux détails et à la lettre; on a tort, si on s'arrête à l'ensemble et à l'esprit. Quand on étudie avec quelque soin les institutions et les lois de l'Angleterre, on ne peut manquer de voir qu'elles découlent d'une même source, qu'elles tendent vers un même but, et que, malgré une foule d'anomalies plus apparentes que réelles, elles sont coordonnées dans une même pensée. Cette pensée est celle du gouvernement parlementaire, sous la direction prépondérante de l'aristocratie. En France au contraire, il y a cinq ou six gouvernemens superposés l'un à l'autre, et dont chacun a laissé des traces dans les institutions et dans les lois. De ces gouvernemens, les plus puissans, les plus vivaces, sont sans contredit la monarchie administrative telle que l'empire l'avait fondée, et la monarchie constitutionnelle telle que l'ont établie 1814 et 1830. Or il n'est pas toujours facile de faire vivre ces deux monarchies en bonne intelligence et de les mettre d'accord. Quoi que l'on fasse pour les concilier, de leur coexistence il naît sans cesse des conflits à régler et des problèmes à résoudre. Parmi ces conflits et ces problèmes, j'indiquerai brièvement ceux qui me paraissent le plus dignes d'attention.

La loi du gouvernement représentatif, il faut toujours le répéter, c'est que les opinions politiques se classent et se disputent la majorité dans les chambres et dans le pays; celle qui obtient la majorité prend le pouvoir : elle le perd, et devient à son tour opposition, le jour où la majorité lui échappe. Sur ce point, tout le monde est d'accord en France comme en Angleterre; mais il s'en faut que dans les deux pays les conséquences soient les mêmes. En Angleterre, rien de plus simple et de mieux réglé d'avance. Comme les partis existent dans le pays, chacun avec sa clientèle propre et ses moyens d'attaque et de défense; comme de plus le gouvernement, à titre de gouvernement, n'a presque point d'influence et que le nombre des fonctionnaires qui relèvent et dépendent de l'autorité centrale est très peu

considérable, le pouvoir peut passer d'un parti à l'autre sans trouble, sans commotion, sans réaction véritable. Dans la chambre des communes et dans la chambre des lords, on change, sans aucune espèce de contestation, une quarantaine de fonctionnaires politiques et d'officiers de la maison royale; après quoi l'opposition va s'asseoir sur les bancs ministériels, le parti ministériel sur les bancs de l'opposition, et tout est fini. Dans le pays, il y a, s'il est possible, moins à faire encore. Partout en effet les fonctions sont électives ou appartiennent collectivement et sans distinction d'opinion aux principaux propriétaires. Tout au plus, quand le ministère change, remarque-t-on sur la liste annuelle des lords lieutenans et des sheriffs quelques noms de plus ou de moins. Quant aux électeurs, que le drapeau qu'ils suivent par choix ou par nécessité soit pour le moment celui du ministère ou celui de l'opposition, ils n'y gagnent pas plus qu'ils n'y perdent; ceux qui sont honnêtes trouvent d'un côté comme de l'autre le moyen de défendre leur opinion, ceux qui ne le sont pas le moyen de vendre leur vote. Chaque parti conserve donc sa force relative, et aucune existence n'est sérieusement dérangée.

Voyons maintenant si en France il en peut être de même. En France, au lieu d'institutions provinciales et locales, il y a la centralisation; au lieu d'une administration gratuite, une administration salariée; au lieu d'une justice rendue par l'aristocratie et par le peuple, une justice rendue par des magistrats au choix royal et disséminée sur tous les points du territoire; au lieu enfin de fonctions électives ou confiées presque exclusivement à certaines familles, des fonctions dont le ministre est le distributeur et auxquelles tout le monde peut prétendre. Ajoutez que ces fonctions sont innombrables, et que, dans la modicité actuelle des fortunes, elles se trouvent naturellement enviées et recherchées par les classes moyennes, c'est-à-dire par les classes qui composent en grande majorité les colléges électoraux et qui remplissent la chambre.

La première conséquence d'un tel état de choses, c'est qu'il y ait dans les chambres un très grand nombre de fonctionnaires publics. La seconde, c'est qu'à chaque changement ministériel une grave difficulté surgisse inévitablement. Peut-on exiger en effet qu'à chaque changement ministériel tous les fonctionnaires publics, ceux du moins qui sont amovibles, donnent leur démission et soient remplacés par d'autres? Personne n'oserait le dire. En France, les fonctions publiques, pour la plupart de ceux qui les occupent, ne sont point l'accessoire, mais le principal. C'est une carrière comme celle du commerce,

du barreau ou de la médecine, que l'on embrasse à son entrée dans la vie, et dont on attend son existence et celle de sa famille. Il serait donc souverainement injuste d'interrompre ou de briser cette carrière chaque fois qu'une opinion politique enlève à l'autre le pouvoir. Aussi, en dépit de toutes les théories, le corps des fonctionnaires, à l'exception d'un petit nombre d'hommes politiques qui entrent et sortent avec leurs amis, reste-t-il précisément le même, quel que soit le ministère. De là, pour plusieurs de ces fonctionnaires, pour ceux qui participent jusqu'à un certain point à l'action politique, une situation délicate et fâcheuse. Si, fidèles à leur opinion, ils se placent franchement dans l'opposition, il en résulte le relâchement de tous les liens hiérarchiques, et l'affaiblissement du pouvoir dans un temps où les liens hiérarchiques sont déjà si peu solides et où le pouvoir a besoin de toute sa force. Si, plus fonctionnaires que députés, ils prêtent successivement leur appui à tous les ministères, il s'ensuit pour eux-mêmes, pour la chambre dont ils font partie, la plus déplorable déconsidération. Les fonctionnaires dont je parle se trouvent donc obligés de naviguer entre deux écueils également dangereux, et, quelle que soit leur dextérité, il est bien difficile qu'ils ne touchent pas l'un ou l'autre. Ce n'est point à eux qu'il faut s'en prendre, mais à la situation qui leur est faite, situation tellement fausse, que les plus habiles et les meilleurs n'y peuvent échapper entièrement.

Comment sortir de là, et par quel moyen guérir un mal si profondément enraciné? Cela, je le sais, est fort difficile, et quand avec un des ministres actuels on a dit « qu'il y a quelque chose à faire, » on n'est pas beaucoup plus avancé. Il me semble pourtant que la première de toutes les opérations devrait être un classement méthodique et raisonné des fonctionnaires publics. Ainsi, il y a des fonctionnaires purement politiques qui tout naturellement entrent et sortent en même temps que l'opinion à laquelle ils appartiennent. Il y a des fonctionnaires administratifs et judiciaires qui peuvent sans inconvénient et sans désordre conserver à l'égard de tous les cabinets la plénitude de leur indépendance. Il y a enfin des fonctionnaires mixtes, en quelque sorte, dont les fonctions ne sont pas assez exclusivement politiques pour qu'on puisse exiger d'eux, à chaque crise ministérielle, le sacrifice de leur état, pas assez exclusivement administratives et judiciaires pour qu'une opposition décidée et systématique de leur part n'introduise pas au sein même du pouvoir un élément de trouble et de désorganisation. De ces trois catégories, les deux premières, à des titres divers, sont très bien placées dans la chambre.

La troisième, dans son propre intérêt, comme dans celui de la chambre, devrait en être exclue. En 1831, certains fonctionnaires ont déjà été déclarés inéligibles, entre autres les préfets, et dans la dernière discussion sur ce sujet, plusieurs adversaires du principe des incompatibilités ont paru le regretter. Comprend-on pourtant un préfet faisant à Paris une opposition systématique au ministère dont en province il est en quelque sorte la personnification? Or, ce qui est vrai des préfets l'est également de plusieurs autres fonctionnaires, bien qu'à un moindre degré.

Quoi qu'il en soit, en supposant ce classement opéré, il ne le sera jamais assez bien pour que la monarchie administrative et le gouvernement représentatif ne se heurtent plus d'une fois encore dans la personne des fonctionnaires publics membres de la chambre. Si maintenant de la chambre on passe au corps électoral, on voit apparaître d'autres difficultés.

L'administration est ainsi organisée en France, que chaque jour, à chaque heure, les localités comme les individus ont quelques bienfaits à attendre du pouvoir central. Secours pour les églises, pour les écoles, pour les bureaux de bienfaisance, tout se distribue à Paris avec une justice qui n'exclut pas toute faveur. De plus, dans l'état de notre société et de nos mœurs, il n'est peut-être pas une famille qui ne sollicite pour un ou pour plusieurs de ses membres soit l'entrée dans une carrière publique, soit un avancement qui peut tarder plus ou moins long-temps. Or, comme, par une pente bien naturelle, les ministres sont plus disposés à écouter leurs amis que leurs adversaires, il est évident que la situation des localités et des individus est loin d'être la même quand le député qui les représente est ministériel ou de l'opposition. Dans le premier cas, on obtient quelquefois même ce qui n'est pas dû. Dans le second, on n'obtient pas toujours même ce qu'on a droit d'obtenir. Et qu'on ne dise pas que les choses se passent de même en Angleterre. En Angleterre, où le droit électoral est placé bien plus bas, le trafic des votes et des consciences se fait presque publiquement, et la corruption, malgré toutes les lois qui la condamnent, marche le front levé. C'est un grand mal, un mal honteux; mais, en Angleterre, je l'ai déjà dit, le ministère et l'opposition disposent des mêmes moyens et se battent à armes égales. En France, tout l'avantage est pour le parti ministériel, quel que soit le ministère.

Ici, qu'on le remarque bien, je touche à quelque chose de très sérieux, et qui, dans un avenir peu éloigné, peut avoir des consé-

quences auxquelles on songe peu. Depuis dix ans, le parti qu'on appelle conservateur a été presque constamment en possession du pouvoir, et les élections se sont toujours faites sous ses auspices. C'est donc à lui qu'a appartenu presque exclusivement la dispensation de toutes les faveurs publiques et l'influence qui en est la conséquence. Mais il est impossible qu'un jour ou l'autre le parti conservateur ne soit pas, comme le parti tory en Angleterre, rejeté pour quelques années dans l'opposition. Que dira-t-il quand il verra tourner contre lui tous les moyens dont il s'est servi jusqu'ici? Beaucoup de personnes pensent que le parti conservateur ne résistera pas à l'épreuve, et qu'il se laissera vaincre presque sans combat. Cependant, c'est une chance que le parti conservateur doit prévoir; c'est une lutte à laquelle, dans un temps plus ou moins éloigné, il ne saurait échapper.

Il y a donc là, non pour un parti seulement, mais pour tous, un grave sujet de réflexion. Malheureusement, il est plus facile de signaler le mal que le remède. C'est quelque chose, ainsi qu'on l'a déjà tenté, que d'assujétir à des règles aussi fixes que possible la distribution des faveurs et des emplois publics. Mais, pour être justes et applicables, ces règles doivent encore laisser à l'arbitraire ministériel une très grande latitude. Il faut donc absolument que les mœurs viennent au secours des lois; s'il en était autrement, le jour arriverait peut-être où, entre les électeurs et les députés d'une part, entre les députés et les ministres de l'autre, il s'opérerait le plus déplorable partage, celui par lequel les électeurs et les députés abandonneraient le gouvernement aux ministres, les ministres l'administration aux députés et aux électeurs. On pourrait dire alors que la monarchie administrative de 1804 et la monarchie constitutionnelle de 1830 ont péri sous les coups l'une l'autre, et qu'il ne reste plus de chacune d'elles que de vaines formes et un déplorable simulacre.

Il est enfin, au sein même de l'administration, pour la dignité comme pour la liberté de son action, un dernier problème à résoudre. On reconnaît assez généralement que les fonctionnaires politiques ont le droit d'exercer tout autour d'eux, surtout à l'époque des élections, une certaine influence. En France, dit-on avec quelque raison, ceux qui soutiennent le gouvernement ont l'habitude de se reposer sur lui. Si le gouvernement paraît s'abandonner, ils s'abandonnent eux-mêmes. Il est donc nécessaire autant que juste que le gouvernement, par ses agens confidentiels, use, pour se défendre et pour faire triompher sa politique, de tous ses moyens honorables et légitimes d'influence et d'action. Renfermée dans de certaines limites,

cette théorie est inattaquable. Qu'on voie pourtant où elle conduit. Il existe en France quatre-vingt-six préfets et près de trois cents sous-préfets. Ce sont les fonctionnaires politiques par excellence, ceux à qui s'applique surtout la théorie dont il s'agit. Tant que le pouvoir, bien qu'il change de mains, reste dans le même parti, la situatiton est fort simple. Les quatre-vingt-six préfets et les trois cents sous-préfets parlent et agissent pour le parti qui gouverne, soutiennent ses amis et combattent ses adversaires. Mais un beau jour, à la suite d'une élection générale, le pouvoir se déplace et passe d'un parti au parti contraire; aussitôt, selon le cours naturel des choses et la loi du gouvernement représentatif, les ministériels deviennent membres de l'opposition, les membres de l'opposition ministériels; le pouvoir a d'autres principes, un autre langage, d'autres amis. Que feront alors les quatre-vingt-six préfets et les trois cents sous-préfets? Faut-il les renvoyer tous? ou bien doivent-ils soudainement, changeant de principes, de langage, d'amis, approuver tout ce qu'ils blâmaient, blâmer tout ce qu'ils approuvaient, et transporter des uns aux autres l'appui de leur influence? Dans le premier cas, quel trouble dans l'administration! Dans le second, quelle déconsidération pour les administrateurs!

On dit qu'en arrivant au pouvoir, chaque ministre de l'intérieur a soin d'adresser une circulaire aux préfets et aux sous-préfets pour leur demander une profession de foi explicite et une éclatante adhésion. En moins de cinq ans, les préfets et sous-préfets ont donc été invités à adhérer successivement au 22 février, au 6 septembre, au 15 avril, au 12 mai, au 1er mars et au 29 octobre, bien qu'entre ces divers cabinets il y ait eu non-seulement de notables dissidences, mais des luttes acharnées. Ajoutez que, pour l'instruction et l'édification des ministres futurs, toutes les réponses restent bien et duement classées à chaque dossier. Mais ce qui est possible dans le secret des cartons du ministère ne l'est pas au grand jour et dans la pratique journalière. Quand un fonctionnaire veut servir une opinion politique aux dépens d'une autre, il ne peut éviter de se prononcer à chaque instant par ses actes, par ses paroles, même par son silence. Il ne peut éviter de froisser ceux-ci en même temps qu'il est agréable à ceux-là. Comment donc veut-on que tout cela se fasse aujourd'hui dans un sens, demain dans l'autre, selon que le vent souffle, et que le ministre de l'intérieur vient de la gauche, de la droite ou du centre? Comment veut-on qu'ouvertement, publiquement, on avoue ainsi qu'on est un pur instrument, sans opinion comme sans volonté?

En vérité, c'est faire aux fonctionnaires une condition trop dure, trop abaissée, et je ne sais à ce prix quel homme honorable voudrait servir le gouvernement.

Qu'on creuse le sujet tant qu'on le voudra, et on arrivera toujours à une double impossibilité, celle de renouveler tous les deux ou trois ans le personnel de l'administration, celle de maintenir son influence en déconsidérant ses agens. La conséquence, c'est que, malgré toutes les circulaires et tous les ordres du monde, les fonctionnaires, quels qu'ils soient, bornent leur action politique à combattre les partis ennemis du gouvernement lui-même, ceux qui n'ont aucune espèce de chance d'arriver régulièrement au pouvoir; c'est qu'ils restent au contraire à peu près neutres entre les partis constitutionnels que le jeu des institutions appelle successivement au ministère. Ainsi, par la force des choses, se réalisera une théorie fort contestée et fort contestable à titre de théorie politique, mais dont l'application peut seule donner au pays une administration stable et considérée; j'ajoute qu'il en résultera pour tous les partis la nécessité de ne compter que sur eux-mêmes, et que c'est là un progrès qui, plus que tout autre, doit fortifier et vivifier l'esprit politique.

De tout ce que je viens de dire, faut-il conclure avec quelques écrivains que le gouvernement représentatif soit impossible en France, et qu'il ne puisse se maintenir qu'à condition d'être dénaturé? Pas le moins du monde. Il faut conclure seulement que le gouvernement représentatif en France n'est point encore arrivé à sa maturité, et qu'avant de s'être mis en harmonie parfaite d'une part avec l'état social et les mœurs, de l'autre avec la législation, il a encore bien des expériences à faire et des épreuves à subir. Ce n'est pas du premier coup que le gouvernement représentatif en Angleterre est arrivé au point où nous le voyons aujourd'hui, et plus d'une fois, pendant le courant du dernier siècle, ses plus fervens admirateurs ont pu douter de sa puissance et de sa vitalité. Or, quand l'aristocratie anglaise a mis cent cinquante ans pour compléter son œuvre, il n'est pas fort étonnant que la classe moyenne française n'ait pas achevé la sienne en moins de vingt-cinq ans. Au lieu de répéter, à chaque embarras nouveau qui se révèle, que « décidément le gouvernement représentatif n'est pas fait pour ce pays-ci, » qu'on sache donc se demander si cet embarras est accidentel ou fondamental, transitoire ou permanent. Dans le premier cas, qu'on en prenne son parti et qu'on laisse faire le temps; dans le second, qu'on cherche soigneusement, consciencieusement à résoudre le problème, à remédier au mal. Pour

cela, j'en conviens, il ne faut pas partir de cette supposition que tout est parfait dans notre code politique aussi bien que dans notre code administratif, même quand ils se contredisent et se paralysent l'un l'autre. J'ai, pour ma part, beaucoup d'admiration pour le système administratif si fortement lié, si vigoureusement organisé que la France doit à l'empire; j'ai beaucoup de foi dans le système représentatif tel que l'ont fait les vingt-cinq et surtout les dix dernières années; mais je crois qu'on n'a pas encore assez étudié ces deux systèmes dans leurs rapports et dans leur enchaînement. Pris à part, chacun d'eux pourrait être excellent, tandis que pris ensemble tous deux seraient imparfaits : il y aurait alors dans l'un ou dans l'autre, peut-être même dans l'un et dans l'autre, quelques modifications à introduire pour qu'ils ne se détruisissent pas mutuellement.

Si j'ai justement apprécié les causes principales par lesquelles le gouvernement représentatif est entravé et faussé, il est clair que ces causes gisent au cœur de notre société, et que les lois spéciales qui constituent les deux chambres y sont pour peu de chose. On se trompe donc étrangement quand on croit qu'en réformant ces lois, on affranchira subitement le gouvernement représentatif de tous les liens qui le garrottent. Je suis pourtant loin de dire que les lois dont il s'agit soient parfaites, et que tel ou tel changement partiel, habilement conçu et prudemment exécuté, ne puisse produire sur l'ensemble de nos institutions un excellent effet. Mais c'est ici que j'éprouve le regret de me trouver en dissentiment complet avec M. de Carné. A mon sens, il se méprend sur la nature du mal, et les réformes qu'il propose ou qu'il indique aggraveraient la situation au lieu de l'améliorer. Je vais en très peu de mots tâcher de le prouver.

Des trois pouvoirs qui constituent en France le pouvoir législatif, il en est un, la chambre des pairs, dont la condition actuelle paraît à M. de Carné aussi fausse que fâcheuse. En droit, la chambre des pairs a certainement les mêmes prérogatives que la chambre des députés. En fait, selon M. de Carné, ces prérogatives lui échappent. Quel est le ministère que, depuis dix ans, la chambre des pairs ait formé ou renversé? Quelle est la grande question politique qu'elle ait résolue contrairement à l'opinion de la chambre des députés? On lui permet bien de rejeter la loi du divorce, ou la loi de conversion des rentes; on ne lui permet pas de participer au gouvernement, ainsi qu'elle y est appelée par la constitution. M. de Carné déplore tout cela, et en conclut que l'organisation de la chambre des pairs est

radicalement mauvaise. Or, comme il croit l'hérédité impuissante et impossible, il propose l'élection.

Avant d'examiner ce système et d'en apprécier les conséquences, il importe de bien se fixer sur le rôle que la chambre des pairs est appelée à jouer dans nos institutions, et de voir si réellement on l'a dépouillée, au profit de la chambre élective, de ses attributions naturelles et légitimes. M. de Carné n'est pas de ceux qui pensent avec Montesquieu que la beauté et l'excellence du gouvernement représentatif consistent dans la pondération exacte des pouvoirs. Il reconnaît qu'une telle pondération est impossible, et qu'en Angleterre même, où Montesquieu avait cru la trouver, elle n'a jamais existé. Quand il y a trois pouvoirs, il faut absolument qu'un des trois soit plus fort que les deux autres, et qu'en cas de dissidence la prépondérance lui appartienne, soit en droit, soit en fait. Or si les uns croient qu'en France le pouvoir prépondérant doit être la chambre élective, les autres la royauté, il n'est encore venu à l'esprit de personne que, dans l'état actuel de notre société, ce puisse être la chambre des pairs. En Angleterre même, où il existe une chambre des pairs riche, puissante, héréditaire, c'est indirectement, par l'intermédiaire de la chambre des communes, que cette chambre a si long-temps gouverné le pays. Aujourd'hui la chambre des communes est d'un autre avis que la chambre des pairs, et, depuis plusieurs années, il faut que celle-ci subisse des ministres qu'elle déteste, une politique qui lui est antipathique. Tout ce qu'elle peut faire, c'est de retenir ces ministres sur la pente où ils sont placés, et d'empêcher cette politique d'arriver à ses dernières conséquences.

Quand tel est en Angleterre le rôle de la chambre des pairs, ne serait-il pas absurde de rêver pour la chambre des pairs en France un rôle plus important et plus brillant? Qu'on ne vienne donc plus dire que la chambre des pairs est atteinte dans ses droits légitimes, parce que la chambre élective contribue plus qu'elle à faire des cabinets et à donner au gouvernement telle ou telle direction. Cela doit être, et s'il en était autrement le gouvernement représentatif n'atteindrait pas son but. La chambre des pairs est, par son essence même, un pouvoir modérateur avec lequel doit compter sérieusement tout ministère et toute politique. Ce n'est point un pouvoir directeur duquel doivent émaner en premier lieu la politique et le ministère. Quand l'un ou l'autre lui déplaît elle a, comme en Angleterre, mille moyens de le faire sentir, mais sans jamais en venir à la

dernière extrémité, celle d'un vote systématiquement hostile. Si elle voulait faire davantage, elle ne pourrait manquer de se heurter et de se briser contre une volonté plus forte que la sienne.

En rappelant ces vérités élémentaires, je ne crois pas le moins du monde faire injure à la chambre des pairs. Dans la machine politique comme dans toute autre machine, chaque rouage a ses fonctions spéciales et son utilité déterminée, ce qui n'empêche pas tous les rouages d'être également nécessaires. Le mal serait de les confondre et de vouloir les appliquer tous au même usage. Tant que la chambre des pairs consentira à rester dans le rôle qui lui est assigné par la nature de nos institutions et par la force des choses, elle y sera forte, utile, respectée. Ces avantages ne lui échapperaient que le jour où, par un sentiment de rivalité mal entendue, elle voudrait imiter la chambre des députés et jouer le même rôle qu'elle.

Supposez maintenant que, comme M. de Carné le propose, la chambre des pairs fût élective, et voyez ce qui en résulterait. De deux choses l'une : ou la chambre des pairs serait nommée par les électeurs qui nomment la chambre des députés, ou elle le serait par des électeurs qui représenteraient d'autres idées et d'autres intérêts. Dans le premier cas, vous avez une chambre unique en deux fractions; dans le second, vous créez au sein du gouvernement une lutte sans terme et un désordre permanent. Une chambre qui doit son pouvoir au choix royal ou au privilége de la naissance, comprend en définitive que la représentation directe du pays ne peut s'incliner devant elle, et doit à la longue faire prévaloir sa pensée et sa volonté. Si elle ne le comprenait pas, il y aurait des moyens constitutionnels de terminer la lutte et de rétablir l'harmonie. Mais entre deux chambres toutes deux élues et directement représentatives, quel peut être l'arbitre, et qui aura le dernier mot? Chacune ne pourra-t-elle pas prétendre qu'elle est l'expression légale des vœux du pays, et qu'il lui est interdit de céder? Le gouvernement représentatif ainsi entendu, c'est l'anarchie organisée.

Il est, à la vérité, tel mode d'élection qui, en affaiblissant dans la chambre des pairs le caractère de représentation directe, diminuerait les inconvéniens et les dangers que je signale : il manquerait toujours cependant le dernier moyen constitutionnel de rétablir l'harmonie entre les deux chambres, le moyen dont lord Grey fut autorisé à se servir en 1832 pour faire passer le bill de réforme. Ce moyen sans doute doit être rarement employé, mais il est nécessaire qu'il existe, et qu'on le sache.

Je ne m'arrête point à une autre idée, indiquée en passant par M. de Carné, celle d'une chambre des pairs qui se renouvellerait elle-même, par voie d'élection intérieure, comme une académie. On sait combien, au sein des académies, les idées jeunes ont peine à se faire jour, et quels obstacles la routine oppose à l'innovation. Que serait-ce d'un corps politique où une majorité une fois formée aurait un intérêt personnel à se maintenir telle quelle, et à empêcher toute autre majorité de se former? Si la chambre des pairs cesse d'être au choix du roi, il faut qu'elle soit directement ou indirectement à la nomination d'un corps électoral quelconque, et ce jour-là même elle devient, non l'auxiliaire, mais la rivale de la chambre élective. Que les amis de la chambre des pairs n'aillent donc pas, dans leur zèle imprudent, l'affaiblir eux-mêmes chaque jour, sous prétexte de la défendre; qu'ils n'aillent pas, à force de répéter qu'elle est mal constituée, détruire toute son autorité morale et toute sa légitime influence. S'il est quelque réforme à introduire dans l'organisation de la chambre des pairs, ce n'est, j'en suis convaincu, que par l'élargissement ou par la suppression des conditions actuelles d'admissibilité. Par l'effet de ces conditions, la chambre des pairs, si l'on n'y prend garde, finira par ne plus guère se composer que de fonctionnaires militaires ou civils en retraite ou en activité de service. Or, il serait bon d'y introduire quelques élémens un peu plus jeunes, un peu plus actifs, et qui remplaceraient utilement les restes chaque jour moins nombreux de l'ancienne chambre des pairs. Ce serait là une réforme bien modeste, bien facile, et qui aurait l'avantage de fortifier la chambre des pairs sans porter atteinte à l'article 27 de la charte.

En ce qui concerne la chambre des députés, M. de Carné indique un système nouveau et complet. Ce n'est rien moins que de faire nommer les conseils municipaux par les plus imposés de chaque localité, les conseils d'arrondissement par les conseils municipaux, les conseils de département par les conseils d'arrondissement, la chambre des députés par les conseils de département. Grace à ce mécanisme, les corps électifs s'engendreraient l'un l'autre, ils se supporteraient comme les étages divers d'un même édifice; ce qui, selon M. de Carné, serait bien préférable à leur isolement actuel.

Quand une idée se produit pour la première fois, il faut, je le sais, se garder de la repousser aveuglément et sans examen. J'ai pourtant peine à croire que M. de Carné lui-même attache à celle-ci beaucoup d'importance. Dans notre ordre constitutionnel, M. de Carné

le sait aussi bien que moi, la chambre élective est, sinon hiérarchiquement, du moins en réalité, le premier des pouvoirs, celui qui, lorsqu'il a une volonté, est certain de la faire prévaloir. La chambre élective ne possède cette grande puissance qu'à titre de représentation fidèle des vœux et des intérêts du pays. Or, comment voir la représentation réelle et sincère des vœux et des intérêts du pays dans un corps qui ne recevrait ses inspirations que de quatrième main? Les élections à plusieurs degrés ont toujours été un moyen à peu près infaillible d'éteindre et d'amortir l'esprit public. C'est ce qui fait qu'instinctivement elles sont acceptées par presque tous les ennemis du gouvernement représentatif, combattues par presque tous ses amis. Mais le système de M. de Carné a quelque chose de bien plus fâcheux encore, c'est que chacune des assemblées qui forment les divers degrés de l'élection, sont, en outre, investies de fonctions propres, et qui, par elles-mêmes, ont une importance toute spéciale. Or, tout le monde comprend que l'on peut choisir, comme membre d'un conseil municipal, d'un conseil d'arrondissement ou d'un conseil de département, telle personne dont on ne partage pas l'opinion politique, et que l'on ne choisirait pas comme électeur. De ces deux caractères, lequel prévaudra, lorsqu'on sera appelé à donner sa voix? Si c'est le premier, il en résultera que l'élection sera faussée; si c'est le second, que les corps intermédiaires dont il s'agit prendront, au détriment de la bonne gestion des affaires, une couleur exclusivement politique. Il est même probable que les deux inconvéniens se réuniront, et que l'on aura à la fois de mauvais conseils et de détestables électeurs.

Il est une autre réforme plus sérieuse et plus praticable dont M. de Carné ne paraît pas éloigné; c'est celle qui réunirait au chef-lieu tous les électeurs de chaque département. Cette réforme, assurément, aurait l'avantage de donner à l'élection un caractère plus politique, et de diminuer notablement l'espèce de patronage local qui tend à faire des députés les hommes d'affaires incommutables d'un petit nombre de commettans. Je ne sais cependant si cet avantage compenserait suffisamment les graves inconvéniens du scrutin de liste, et de toutes les combinaisons auxquelles il peut se prêter. Quant à l'adjonction de certaines professions libérales à la liste électorale comme à la liste du jury, j'en suis d'avis pour ma part, et je comprends difficilement qu'on s'y oppose. Mais personne ne pense qu'il en résulte dans les habitudes électorales, dans la composition de la chambre et dans la

marche du gouvernement représentatif, un changement notable et significatif. Ce sont pourtant là les seules réformes dont l'opinion soit frappée et que la raison publique admette. Ce sont les seules qui aient quelque chance de prévaloir dans un temps peu éloigné.

Il est bon de le redire, le mal n'est point dans les lois qui constituent la chambre des pairs ou la chambre des députés. Il est dans les anomalies et les contradictions que présentent nos institutions et nos lois de diverses origines et de diverses époques. Il est surtout dans des idées, des mœurs, des habitudes, que le gouvernement parlementaire n'a point encore suffisamment conquises et façonnées. Cela est si vrai, que les meilleurs amis de ce gouvernement ne savent pas ou ne veulent pas encore le pratiquer dans toutes ses conditions. Ainsi, dans le gouvernement parlementaire, la situation des chefs de l'opposition, parallèle et presque égale à celle des chefs du ministère, donne à peu de chose près la même influence dans le pays et impose les mêmes devoirs. Aussi, en face de lord Melbourne, de lord John Russell et de lord Palmerston, voit-on s'asseoir chaque soir le duc de Wellington, sir Robert Peel et lord Stanley, qui, à la tête de leur parti, examinent, de leur point de vue, toutes les mesures présentées, et n'en laissent pas passer une de quelque importance sans dire leur mot et sans exprimer leur avis. Ce n'est pas qu'ils aient, par ces débats journaliers, l'espoir de changer la majorité qui les écoute. Nulle part plus qu'en Angleterre chaque membre n'arrive à la séance avec un parti pris, et il est bien rare que le compte des voix fait avant le débat ne se trouve pas exact après. Mais le duc de Wellington, sir Robert Peel, lord Stanley, savent que, comme chefs de l'opposition, ils ont un rôle à jouer, une opinion à défendre, un parti à maintenir. Ils savent qu'une portion notable du pays, minorité aujourd'hui, mais qui demain peut devenir majorité, a les yeux fixés sur eux, et qu'ils doivent parler pour elle. Ils savent enfin que la lutte quotidienne, incessante, sur les petites comme sur les grandes choses, est la vie même du gouvernement représentatif. Plus ambitieux que vains, ils n'aiment d'ailleurs le pouvoir que pour en faire un usage réel, et ne veulent y arriver qu'à leur temps et dans des conditions satisfaisantes de force et de durée. Cette conduite, qu'on le remarque bien, est commune à tous les partis. Elle est aujourd'hui celle des tories; elle sera celle des whigs le jour où le duc de Wellington, sir Robert Peel et lord Stanley se seront emparés du pouvoir.

Est-ce ainsi qu'en France l'opposition comprend et pratique le

gouvernement représentatif? Malheureusement non. Chez nous, l'idée de conquérir le ministère à la pointe de l'épée, en quelque sorte, et par des combats journaliers, paraît encore à beaucoup une idée étrange et presque révolutionnaire. D'autres la croient juste et bonne en théorie, mais à condition de la pratiquer le moins possible. Excepté dans quelques grandes occasions, on aime mieux s'effacer, se taire, et attendre qu'un incident inattendu arrache le pouvoir aux mains qui le possèdent. La conséquence, c'est que les discussions s'éteignent, que les opinions s'engourdissent, que les influences se perdent, que les partis se décomposent. Pour tenir long-temps unis un certain nombre d'hommes, il faut autre chose que quelques souvenirs et quelques espérances. Il faut, par la discussion publique, remuer sans cesse en leurs ames les sentimens qui leur sont communs, réveiller en leurs esprits les idées qui leur servent de lien; il faut, en un mot, donner à l'association que l'on veut faire vivre un aliment quotidien. Autrement le découragement s'empare des plus fermes, et le pays regarde avec indifférence un spectacle auquel il ne comprend plus rien.

Avant de nous en prendre aux institutions et aux lois, sachons donc, députés et électeurs, majorité et opposition, réformer nos propres habitudes, et nous servir des instrumens que la constitution met entre nos mains. Cherchons aussi si l'organisation administrative telle que l'empire nous l'a léguée, et le gouvernement représentatif tel que nous le concevons d'après l'exemple de l'Angleterre, sont conciliables de tout point. Travaillons enfin à faire pénétrer dans toutes les classes, dans celle surtout qui est appelée à gouverner, l'intelligence aussi nette que possible des devoirs que cette destinée lui impose, et des conditions auxquelles elle peut l'accomplir utilement pour le pays, et glorieusement pour elle. En supposant les circonstances les plus favorables, le succès, nous devons nous y attendre, ne peut être que lent, pénible, incomplet. Mais même pour un tel succès, ce n'est pas trop de tous nos efforts, de toute notre persévérance. Il y a seize mois à peine, la chambre des députés, dans son adresse, proclamait à la presque unanimité le triomphe du gouvernement parlementaire; aujourd'hui des voix ministérielles, dans l'une et dans l'autre chambre, dénoncent ce gouvernement à la France comme déplorable et funeste. N'est-ce pas la preuve évidente que depuis seize mois le gouvernement parlementaire, loin de gagner du terrain, en a perdu, et que nous recueillons le fruit de nos

tristes divisions. Au point où en sont venues les choses, toutes récriminations seraient vaines, et il ne servirait à rien de rechercher à qui, dans l'avortement d'un mouvement qui promettait d'être si fécond, appartient la part principale et la plus lourde responsabilité. Ce ne sera si l'on veut la faute de personne, ou ce sera celle de tout le monde, pourvu que désormais personne ne fléchisse, pourvu que tout le monde se réunisse pour arracher le gouvernement parlementaire à la funeste langueur qui le consume et le détruit. Il y a là, qu'on y songe bien, un intérêt commun à toutes les opinions sincèrement constitutionnelles, un intérêt de beaucoup supérieur aux petites querelles personnelles qui nous ont divisés et qui nous divisent encore. Espérons que, dans la prochaine session, cet intérêt prédominera, et que la chambre de 1839, avant de terminer sa carrière, voudra se souvenir de la mission qu'elle avait reçue et des engagemens qu'elle avait pris.

P. Duvergier de Hauranne.

ESSAI

D'UN

TRAITÉ COMPLET DE PHILOSOPHIE

AU POINT DE VUE

DU CATHOLICISME ET DU PROGRÈS,

PAR M. BUCHEZ.[1]

La guerre entre les religions et la philosophie a commencé avec la philosophie elle-même. Cette lutte est-elle éternelle? Ou sinon, quel sera son terme? Finira-t-elle par le triomphe d'un des deux principes, ou par l'accord et le concert des croyances? Cette question n'en est pas une pour quiconque a une foi sincère dans la vérité de la religion et dans la puissance de l'esprit humain.

Que l'on remonte aux premiers temps de l'histoire, et partout on verra les prêtres s'opposer aux progrès de la philosophie. Socrate, accusé par un pontife, et condamné pour avoir douté du polythéisme grec, ne fut pas le premier martyr de la science. Les écoles n'étaient encore qu'une association de pieux interprètes des mystères, que déjà les défenseurs naturels du culte, avertis par un instinct secret,

(1) Trois vol. in-8°; chez Éveillard.

comprenaient qu'un ennemi leur était né, et que les mystères, commentés d'abord avec respect, puis divulgués au grand jour, ne tarderaient pas à être attaqués, vaincus, abolis. Que restait-il des croyances antiques dans le vieux monde romain à l'apparition du christianisme? Des temples et des statues, de grossières superstitions dans le peuple, et quelques augures qui ne pouvaient se regarder sans rire. La philosophie, qui avait envahi tous les sanctuaires et triomphé de tous les dieux, essaya de ressusciter ce cadavre, quand elle se sentit elle-même attaquée de front par un dieu inconnu; mais ni la puissance impériale, ni l'érudition, ni le génie, ni le culte des traditions, qui est à lui seul une religion dans le cœur de l'homme, ne purent en venir à bout. Le christianisme, vainqueur après une lutte de plusieurs siècles, dispersa les écoles philosophiques, et ne laissa pas un asile, dans les trois parties du monde connu, aux derniers représentans de la philosophie grecque. L'église chrétienne s'empara de toutes les écoles, et régna souverainement par la double autorité des lumières, dont elle eut le monopole, et de la force temporelle qu'elle s'arrogea. Le second enfantement de la philosophie fut plus laborieux que le premier. A chaque liberté réclamée par l'esprit humain, les bûchers s'allumaient, les guerres éclataient. Notre langue française était fixée, Bacon et Descartes vivaient, quand Jordano Bruno et Vanini, l'un à Rome et l'autre à Toulouse, inauguraient par leur martyre les siècles de la liberté de l'esprit humain. Quel était donc cet enseignement de l'église chrétienne auquel des hommes éminens par le génie et par la vertu résistaient au péril de leur vie? L'église n'enseignait que les vérités les plus sublimes, la morale la plus pure; les sectes qui s'élevaient dans son sein et qu'elle poursuivait par le fer et le feu, restaient bien au-dessous des nobles enseignemens de la foi. Mais la liberté est aussi un besoin; et, pour certaines ames d'élite, c'est le plus impérieux de tous. Ne croit pas qui veut, il faut des raisons de croire; et même, si l'intelligence se soumet, il lui faut des raisons de se soumettre. Le sentiment de Galilée, quand il criait que la terre tourne pourtant, est plus commun qu'on ne pense. On peut se parjurer, on peut mentir, on peut mourir; mais au fond de la conscience de chacun de nous la raison ne cède qu'à la démonstration; on a pu arracher la langue de Vanini avec un forceps, mais il fallait recourir au raisonnement et aux procédés philosophiques pour arracher ses opinions de son cœur.

Ce n'est donc pas uniquement parce que la foi ne s'étend pas à tous les objets dont s'occupe la pensée humaine, c'est parce que la

nature a mis en nous le besoin de penser, de penser par nous-mêmes, et de nous rendre un compte exact et rigoureux de nos opinions et de nos croyances, c'est pour cela qu'à côté d'une religion vraie la philosophie est nécessaire; comme la religion elle-même, comme tout ce qui a de l'avenir, comme tout ce qui vient de Dieu, elle fait son chemin par sa propre force, et les persécutions ne lui sont rien.

Si vous cherchez le caractère de la philosophie, le voilà. Son but et son objet lui sont communs avec la religion, mais la religion est révélée, et la philosophie indépendante. Otez ce caractère à la philosophie, et, si vous admettez une religion vraie, cette religion suffit à tout; il faut la prêcher et la commenter, il ne faut pas philosopher. Si la philosophie n'a pas pour origine ce cri de la raison individuelle qui demande à juger et à comprendre, si elle n'est pas nécessaire, elle n'est pas inutile seulement, elle est dangereuse. Si donc vous intitulez votre livre : Philosophie du catholicisme, si dès le premier mot vous abdiquez votre liberté, si vous ne voulez que développer les vérités révélées et montrer qu'elles ne répugnent pas à la raison, vous n'êtes pas un philosophe; car cela, c'est de la théologie, ou ce n'est rien.

Nous avons eu, il y a quelques années, des néochrétiens dans l'art; sommes-nous destinés à en avoir aussi dans la science? Si vous êtes chrétiens, et ne voulez être que disciples fidèles de l'église, que parlez-vous de philosophie? Et si vous êtes philosophes, que fait donc là la révélation? Croyez-vous faire grand bien à l'église avec cet alliage de philosophie? L'église? Votre orthodoxie lui est suspecte, et elle vous repousse. Et la science, comment vous admettrait-elle au rang des libres penseurs, vous dont le premier soin est de proclamer que vous ne l'êtes pas? Entre la foi et la raison, que vous prétendez confondre, il n'y a pas opposition sans doute, mais il y a séparation. Plus la séparation sera complète, et plus la religion sera respectée et la philosophie puissante. On n'est pas catholique à demi, et on n'est pas non plus philosophe à demi. Soumission absolue ou indépendance absolue, il faut choisir. Ici les termes moyens ne sont que des illusions, et le milieu n'existe pas.

A Dieu ne plaise que jamais la religion soit à nos yeux l'ennemie de la philosophie, ou la philosophie de la religion, et que nous pensions que, pour être philosophe, on doit cesser d'être chrétien. La raison comme la révélation vient de Dieu, et les opposer l'une à l'autre, dit Leibnitz, c'est faire combattre Dieu contre Dieu. Vous avez l'exemple de Descartes : quand cet esprit, le plus audacieux et

le plus indépendant qui fut jamais, entreprit de chasser de sa croyance toutes les opinions qu'il avait reçues jusqu'alors, et de ne plus rien admettre que sur l'autorité de ses propres lumières, il mit à part les vérités de la foi comme dans une arche sainte. On n'est pas obligé, pour philosopher, de renier la foi; mais, tant qu'on la prend pour guide, on n'est pas encore entré dans le domaine de la science : où commence la liberté, commence la philosophie. Qui peut douter que la vraie théologie et la vraie philosophie ne s'accordent? Si la théologie pénètre trop avant dans les profondeurs de la nature de Dieu pour que la raison puisse la suivre, la raison s'arrête et se tait, car elle ne peut rien nier ni rien affirmer en son propre nom de ce qui est au-dessus d'elle. Si la révélation se borne aux vérités les plus importantes, et livre le reste du monde à nos disputes, la raison s'étend dans ce vaste domaine, qu'elle seule a le pouvoir d'étudier; mais quand la science et la foi s'appliquent légitimement aux mêmes objets, la séparation subsiste, et l'une déclare au nom de Dieu ce que l'autre s'étudie à découvrir à force de tâtonnemens et de recherches. Vous craignez que votre raison ne fasse fausse route, et qu'arrivé par la réflexion à des conclusions contraires au christianisme, vous ne veniez à perdre la foi? Partout où il y a liberté, il y a des chances d'erreur. L'église vous défend sans doute d'avoir comme philosophe des opinions différentes de vos croyances comme chrétien; si vous refusez de vous borner à la théologie, ou de croire avec bonne foi et simplicité ce qu'enseigne l'église; si la science vous tente, si vous voulez penser par vous-même, libre au point de départ, libre le long du chemin, il est toujours temps d'abdiquer votre liberté et de renoncer à la philosophie. Souvenez-vous seulement que, philosophe pendant que vous êtes libre, au moment de la soumission vous cessez de l'être. Confondre le commentaire d'un dogme révélé avec la recherche de la vérité, l'apôtre avec le philosophe, la parole divine avec la sagesse humaine, ce n'est faire les affaires ni de la foi ni de la raison; vous croyez avancer peut-être, et vous reculez plus loin que le moyen-âge.

L'intention de M. Buchez est, dit-il, d'opérer une réforme en philosophie; mais la philosophie dont il parle, la philosophie au point de vue du catholicisme et fondée sur la révélation, c'est la théologie, et la théologie ne se réforme pas. Quant à la science humaine, à celle qui cherche la vérité librement et par le seul secours des lumières naturelles, celle-là a grand besoin d'un réformateur sans doute, et même elle en aura toujours besoin, car c'est sa destinée

d'avancer sans cesse et de ne s'achever jamais. Il y a des philosophes qui prennent modestement pour but de toute leur vie d'approfondir un seul point, de mettre une seule question dans un nouveau jour; mais l'intention formelle et souvent exprimée dans cet ouvrage, c'est d'embrasser la science entière, d'innover partout, de faire, en un mot, une réforme radicale. Or, pour réformer une science, il faut en connaître l'histoire. Que dire d'un réformateur dont tout l'effort viendrait aboutir à renouveler à son insu quelque vieux système condamné depuis des siècles? C'est la pensée qui domine l'introduction de la *Métaphysique* d'Aristote, le premier et peut-être aussi le plus beau modèle d'une histoire de la philosophie. M. Buchez entre dans la carrière comme Aristote, par la critique des systèmes antérieurs, pour montrer ce qui leur manque et essayer de les surpasser. Cette critique est difficile à faire en quelques chapitres, et si l'on voulait contester à M. Buchez la nécessité d'une réforme philosophique, on pourrait soutenir que la cause n'est pas jugée par une instruction aussi sommaire.

Le premier point dont se préoccupe M. Buchez, c'est de savoir s'il existe quelque part, dans un seul ouvrage, un corps de doctrines qui mérite le nom de philosophie chrétienne. Son examen se porte exclusivement sur deux livres d'une nature pourtant assez différente : l'un est la *Philosophie de Lyon*, l'autre la *Somme* de saint Thomas.

La *Philosophie de Lyon* joue un grand rôle dans l'ouvrage de M. Buchez; elle partage ses prédilections avec la *Logique de Port-Royal*. Il cite ces deux livres presque à chaque pas, tantôt pour s'appuyer de leur autorité, souvent aussi pour la combattre; et quand il s'écarte de leurs doctrines, il appelle cela une innovation. La *Philosophie de Lyon*, comme chacun sait, servait de manuel pour l'enseignement des colléges, quand cet enseignement se faisait en latin, et était exclusivement confié à des prêtres. Pour la forme, c'était la scholastique toute pure, avec ses distinctions puériles, ses divisions à mille branches, ses argumens réguliers, et tout cet attirail barbare dont l'origine est dans les *Analytiques* sans doute, mais qui peut être aux trois quarts revendiqué par les moines et les universités du moyen-âge. Le but de la philosophie est d'exposer clairement la vérité, et non pas de cacher des niaiseries sous des phrases obscures et entortillées; mais c'est ce que les auteurs de la *Philosophie de Lyon* semblent ignorer complètement. Le reste de la France parlait français et parlait raison depuis plusieurs siècles, que les pauvres écoliers de philosophie continuaient encore à raisonner en baroco,

et apprenaient en latin que « l'idée est la représentation pure d'un objet réellement présent autour de l'esprit. » Quel que fût le but de ceux qui retenaient à ce régime la jeunesse du XVIIIe siècle, le résultat ne pouvait être douteux, et quand on ne connaissait d'autre philosophie que celle de Lyon, on ne pouvait avoir pour une telle science ni assez de mépris ni assez d'indignation. Il y avait sous cette rude écorce, au milieu de ces puérilités scholastiques, quelque chose de sain et de vivant sans doute, et c'était la doctrine chrétienne; mais, sous ce point de vue même, pourquoi déguiser ainsi un enseignement qui parle si haut à l'esprit et au cœur? Le catéchisme qu'on apprend aux petits enfans était bien au-dessus de ce formulaire gothique; celui-là du moins, dans sa simplicité touchante, fait comprendre et aimer la religion. M. Buchez prend la peine de réfuter la *Philosophie de Lyon*, et c'est bien là une peine perdue; mais quoiqu'il la réfute, et qu'il essaie de la refaire, il croit encore que c'est la philosophie sérieuse de notre temps. En vérité, parler ainsi, c'est nous calomnier.

Il y a aussi la forme de la scholastique dans la *Somme* de saint Thomas que M. Buchez a accouplée d'une façon si bizarre avec la *Philosophie de Lyon;* mais sous cette forme au moins se cache une pensée puissante. M. Buchez admire avec raison le génie de saint Thomas, et avec raison aussi il ne regarde pas la *Somme* comme le dernier mot de la science. Mais le croirait-on? la grande objection de M. Buchez contre la philosophie de saint Thomas, c'est que cette philosophie est païenne! Il n'y a, dit-il, dans le procédé de saint Thomas qu'une seule chose qui ne soit pas païenne, c'est la question elle-même. L'ange de l'école serait-il mort hérétique, et aurions-nous ici dans M. Buchez un de ces ultramontains toujours prêts à accuser le pape d'hérésie, parce qu'il reconnaît l'église gallicane? M. Buchez a d'ailleurs d'autres griefs contre saint Thomas. « Saint Thomas reconnaît une raison naturelle, un droit naturel! » Il déclare « que les inférieurs, et sous ce titre sont compris les esclaves, doivent obéir à leurs supérieurs! » Il pense que, dans l'état d'innocence, il doit y avoir quelque différence entre les hommes, ne fût-ce que celle du sexe. Cette assertion surtout paraît à M. Buchez difficile à supporter; il y voit une hérésie formelle; « elle est opposée directement à un verset de l'Évangile dans lequel Jésus dit que les hommes et les femmes seront tous comme des anges dans le ciel. » Mais ici on pourrait peut-être prendre la défense de saint Thomas, ou du moins, si on le condamne, il faudra condamner aussi saint Augustin, qui dé-

clare, au chap. XVII du XXIIe livre de la *Cité de Dieu*, que les femmes ressusciteront dans leur sexe. Cela est important surtout pour les intéressées. Quoi qu'il en soit, M. Buchez rejette la *Somme* tout aussi bien que la *Philosophie de Lyon*, et il se trouve tout à coup en présence des écoles contemporaines.

Sans parler des singulières critiques de M. Buchez, il semble qu'on a sujet de s'étonner de le voir passer si vite sur les anciennes philosophies, et faire des choix aussi disparates. Cet étonnement se renouvelle chaque fois qu'on rencontre dans ce livre des discussions historiques. Si M. Buchez traite de la nature des idées, il énumère les opinions des *diverses écoles* sur ce sujet, et les doctrines qu'il passe en revue sont celles de Timée de Locres, Platon, Aristote, Épicure, la logique de Lyon, Port-Royal, M. Laromiguière et M. Laurentie. A la fin du second volume, il place un appendice historique, et les quatre philosophies qu'il juge à propos d'y résumer sont la logique de Raymond Lulle, celle de Ramus, le système de Kant, et la théorie de Rosmini sur l'idée. Pourquoi mettre à cette place quelques articles de dictionnaire, et pourquoi précisément ceux-là? On s'y perd. Au sujet de la matière, l'auteur déploie encore une grande érudition; il recherche le sentiment des Indiens et celui des Romains, puis il donne la définition d'Hésiode, puis trois autres qu'il attribue, on ne sait pour quel motif, à Aristote; de là il passe sans intermédiaire à la scholastique, dont il donne l'opinion, comme si, sur le point le plus obscur de la science, la scholastique avait été unanime; puis vient Descartes, puis l'abbé Para du Phanjas, Leibnitz et Boscowitz.

M. Buchez a voué une grande haine aux méthodes grecques, ou indo-grecques, comme il les appelle, et une grande partie de sa réforme consiste à substituer à ces méthodes si défectueuses des procédés qu'il regarde comme nouveaux. Nous ne voudrions pas dire à M. Buchez qu'il critique ce qu'il ignore; et cependant, comment dissimuler un fait dont chaque page de son livre apporte de nouvelles preuves? La première de ses erreurs consiste à regarder la philosophie grecque comme un développement de la philosophie orientale. C'est une opinion qui a eu cours autrefois, mais que l'on a été obligé d'abandonner dès qu'on a pris le parti d'étudier les anciennes doctrines dans les textes mêmes. Le caractère grec est tellement opposé au génie oriental, qu'il faut, pour les confondre, être aveuglé par quelque préoccupation systématique, ou n'avoir lu les opinions des anciens que dans des historiens ou des compilateurs. Il

se trouve précisément que la grande preuve de M. Buchez, savoir qu'Aristote a emprunté à Gotama la théorie du syllogisme, fait avéré, dit M. Buchez, est contredite de la façon la plus formelle par les derniers travaux des orientalistes. Mais ce fait avéré, qui n'a jamais été probable, s'il était vrai, ne prouverait rien. Le syllogisme n'est pas toute la logique d'Aristote; la logique d'Aristote n'est pas, il s'en faut bien, la partie principale de la doctrine péripatéticienne, et enfin les péripatéticiens ne sont pas toute la philosophie grecque. Il est vrai que M. Buchez regarde le syllogisme comme l'unique méthode des Grecs. Suivant lui, il y a entre la doctrine de la chute de l'homme, qui est, à ce qu'il prétend, le caractère spécifique du paganisme (en faisant sans doute abstraction du péché originel), il y a entre la doctrine de la chute de l'homme et l'usage du syllogisme un rapport nécessaire et inévitable. Ceci est d'une profondeur tout-à-fait inaccessible. Le raisonnement n'a que faire contre des assertions pareilles; mais les faits, il faut l'avouer, sont embarrassans, car Platon croit à la chute de l'homme, et il n'emploie pas le syllogisme; Aristote emploie le syllogisme, et il ne croit pas à la chute de l'homme. M. Buchez ne sauve qu'à demi cette difficulté en soutenant que Platon et Aristote n'ont qu'une seule et même méthode : la méthode du syllogisme, connue, à ce qu'il paraît, et pratiquée par Platon et par toute la Grèce, avant qu'Aristote l'eût tirée du Nyaya de Gotama. Quoi ! Aristote se fait envoyer une nouvelle méthode du fond de l'Asie, et il ne s'aperçoit pas que c'est la méthode même de son maître, qu'il a étudiée pendant vingt ans dans l'école de Platon, et qu'il a passé le reste de sa vie à combattre? Est-il possible, à quelqu'un qui a lu quelques lignes de la *Métaphysique* et du *Parménide*, de confondre la méthode de Platon avec celle d'Aristote, et d'appeler tout cela le *syllogisme?* M. Buchez confond aussi le système de Démocrite et celui d'Épicure, et au moins y a-t-il à cela quelque apparence. Il trouve cependant entre ces deux doctrines une différence, une seule, mais qu'on ne saurait lui passer; c'est qu'Épicure, au terme d'εἴδωλα dont se servait Démocrite, a substitué le mot péripatéticien de *species*. Hélas ! Épicure parlait-il donc latin? Et faut-il rappeler à M. Buchez une remarque fort judicieuse, que l'on trouve consignée quelques pages plus loin dans son livre? C'est qu'à la vue d'un objet blanc, un Français dira : C'est blanc; et non pas : *Album est?*

Avec Platon et Aristote, M. Buchez ne cite guère parmi les Grecs que Timée de Locres et Ocellus Lucanus; cela se conçoit, leurs prétendus ouvrages sont très courts, et ils sont traduits. Il est vrai que

ce sont des résumés faits à une époque relativement très récente; mais au moins, cela a quelque espèce d'antiquité. Il n'en est pas de même du *Lexicon rationale* de Chauvin, où M. Buchez a puisé tout ce qu'il sait de Platon et d'Aristote; il est fort permis assurément de n'avoir jamais lu ni Platon, ni Aristote, ni aucun des grands philosophes grecs; mais disserter sur leurs erreurs, sur leur méthode, déclarer qu'on a pris pour tâche de les chasser du monde philosophique, et tout cela sans les connaître, c'est compter un peu trop sur l'ignorance de ses lecteurs. C'est grace à ce procédé que M. Buchez attribue à Platon et à Aristote des définitions qui ne sont autre chose que des résumés de leurs doctrines, dus à la minerve des commentateurs de troisième main; c'est aussi ce procédé qui explique les erreurs où il est tombé; il ne sait pas, par exemple, que les idées de Platon n'ont rien de commun avec les idées-images; que le mot matière ne signifie pas, chez les anciens, la même chose que corps. L'auteur d'un livre assez bizarre, intitulé *Philosophie catholique de l'histoire*, M. Guiraud, s'étant avisé de dire que la matière est le corps de Satan, M. Buchez rapproche cette belle théorie de la doctrine platonicienne sur la matière. D'après lui, les idées de Platon sont les effets des propriétés de l'ame se manifestant au contact du monde extérieur; le θυμὸς est l'ame corporelle, etc. A voir la manière dont sont traités Platon et Aristote, ne dirait-on pas qu'on les range parmi « ces systèmes depuis longtemps jugés, et qui ne comptent plus que parmi les curiosités historiques? »

M. Buchez sans doute ne parlerait pas ainsi des doctrines modernes, et il les a probablement étudiées avec plus d'attention. Je ne sais pourtant s'il a lu Leibnitz dans Leibnitz, ou dans l'abbé Para du Phanjas, qui en donne, dit-il, une exposition sérieuse. La lecture de Leibnitz lui aurait appris la vérité sur quelques-unes des innovations que nous trouverons tout à l'heure, et lui aurait inspiré plus de respect pour un tel génie. Il dit à la vérité que Leibnitz est « un homme recommandable, » mais il lui oppose victorieusement D. François et l'abbé Para, et il y a là comme une sorte d'irrévérence, quoique M. Buchez soit coutumier du fait, et que l'on trouve souvent accouplés chez lui saint Thomas et la *Philosophie de Lyon*, Aristote et l'abbé Para du Phanjas, Platon et M. Guiraud. Nous n'insisterions pas sur des faits pareils, si cette érudition équivoque n'était étalée avec un certain luxe que nous regardons sincèrement comme une preuve de la bonne foi de l'auteur, mais qui peut avoir une mauvaise influence sur l'esprit des lecteurs étrangers aux matières philosophiques. « On

trouvera peut-être nos préliminaires trop étendus, dit quelque part M. Buchez, mais nous n'avons pas été fâchés de montrer que ce n'était pas sans une certaine connaissance du sujet, que nous entreprenions d'en donner une définition nouvelle. » Il n'est pas un lecteur un peu instruit à qui la lecture des pages qui précèdent cet aveu naïf ne démontre précisément le contraire. L'expérience mérite d'être faite; il n'y a qu'à lire entre autres la page 202 et suiv. du premier volume. M. Buchez annonce à plusieurs reprises l'intention que ses lecteurs « trouvent dans son ouvrage quelque érudition à recueillir. » M. Buchez paraît fort versé dans la connaissance des pères, il est aussi sans nul doute très savant en histoire naturelle; mais quant à son érudition philosophique, c'est une illusion complète.

Dans cette revue de toutes les philosophies, M. Buchez ne peut oublier les contemporains, et ceci a plus d'importance. Il classe tous les fléaux dont se voit infectée la philosophie de nos jours, sous trois grands chefs, le matérialisme, le panthéisme et l'éclectisme. Nous n'avons rien à dire de la réfutation qu'il fait des matérialistes, sinon que, si les matérialistes n'ont rien de mieux à dire que ce qu'il leur prête, il prend peut-être, en les réfutant, une peine inutile; il y a des théories, M. Buchez devrait le savoir, qui ne peuvent être discutées que du vivant de leurs auteurs, et quand il est à craindre qu'elles n'égarent quelques esprits mal faits. A quoi bon exhumer les hypothèses du XVIIIe siècle sur la génération spontanée, les petites anguilles que Needham a vues dans du jus de mouton, et cet admirable Maillez qui prend les hommes pour des poissons perfectionnés, et à qui Voltaire demandait si plaisamment s'il descendait d'un turbot ou d'une morue? Le chapitre sur le panthéisme n'est guère qu'une reproduction des argumens insuffisans de Bayle, déjà copiés une fois par Diderot. M. Buchez voit du panthéisme partout; M. Lamennais (qui n'avait pas encore écrit l'*Esquisse*) n'en est pas exempt; M. Pierre Leroux, que M. Buchez n'épargne guère, est à la tête des panthéistes. L'auteur, faute de temps et d'espace, ne fait qu'indiquer rapidement les conséquences principales qu'entraîne la fausse théorie qu'il combat. « Si nos lecteurs doutaient de cette dernière conséquence, dit-il quelque part, nous les prions de vouloir bien étudier le buddhisme, et ils nous comprendront. » Le remède est héroïque, et M. Buchez ne sait pas ce qu'il demande.

Nous arrivons à l'éclectisme, et c'est là le grand ennemi. M. Buchez regarde comme les chefs principaux de cette école Thomas Reid, M. Royer-Collard et M. Cousin. Il recherche l'origine de l'éclectisme,

et prétend que M. Cousin la rapporte à Descartes; c'est une erreur, M. Cousin la fait, avec raison, remonter beaucoup plus haut; et personne, si ce n'est M. Buchez, n'a jamais pu prendre Descartes pour un éclectique. M. Buchez sait-il bien ce que c'est qu'un éclectique? Quoiqu'il ait parfois étudié l'éclectisme, ainsi qu'il nous l'apprend, dans les cahiers des élèves de l'École normale, il ne s'est pas borné à ces philosophes de dix-huit ans, et il a eu recours aux sources. Il a lu Reid, comme on peut le soupçonner à quelques-unes des erreurs historiques dans lesquelles il est tombé; il a lu M. Royer-Collard; il a lu M. Cousin; il a puisé dans leurs livres cette haine contre l'éclectisme, qui lui fait oublier les convenances jusqu'à attaquer le caractère personnel de ses adversaires; comment donc se fait-il que, dans une réfutation de plus de cent pages, le principe de la méthode éclectique ne soit pas même énoncé? Pour employer une expression de M. Buchez, ceux qui « ne sauront de philosophie que ce qu'ils trouveront dans son livre, » pourront croire, entre autres choses, que l'éclectisme consiste uniquement à commencer par la psychologie l'étude de la philosophie. C'est sur ce point que roule toute la discussion, et ce que M. Buchez attaque, c'est ce qu'il lui plaît d'appeler la souveraineté du moi. M. Cousin a pu dire en effet que sa philosophie continuait celle de Descartes, parce que le *cogito ergò sum* contient en germe, non pas l'éclectisme assurément, mais la méthode psychologique. M. Buchez accorde jusqu'à un certain point cette filiation. « Descartes cherchant un principe de la certitude, dit-il, concède que l'on puisse d'abord douter de tout, excepté d'une seule proposition, *je pense, donc je suis;* car il répugne de croire que ce qui pense n'existe pas dans le moment même où il pense... Si Descartes, ajoute-t-il, n'avait écrit que ces phrases, on aurait raison de dire qu'il est le véritable père de l'éclectisme. » Cela étant, M. Buchez nous permettra de réclamer cette paternité pour saint Augustin. Voici en effet ce qu'on lit au XXVIe chapitre du livre XI de la *Cité de Dieu :* « Je suis très certain par moi-même, sans fantôme et sans illusion, que je suis. Et je ne redoute pas ici les argumens des académiciens, je ne crains pas qu'ils me disent : Mais si vous vous trompez?—Si je me trompe, je suis; car on ne peut se tromper, si l'on n'est. Ainsi, puisque je serais toujours, moi qui serais trompé, quand il serait vrai que je me tromperais, il est indubitable que je ne puis me tromper lorsque je crois que je suis. Il suit de là que quand je connais que je connais, je ne me trompe pas non plus, car je connais que j'ai cette connaissance, de la même manière que je connais

que je suis. » Ni Descartes, ni M. Cousin, ni aucun psychologue n'a jamais parlé autrement; et voilà saint Augustin complice de cette abominable doctrine.

Nous ne parlons pas de l'éclectisme, dont il n'est nullement question dans le livre de M. Buchez; cependant nous ne pouvons laisser sans réponse les attaques qu'il dirige contre la psychologie. C'est une chose assurément que personne ne voudrait croire, si nous n'en étions pas les témoins; mais d'une question scientifique s'il en fut, de la question de savoir si la psychologie est le point de départ légitime et nécessaire de la philosophie, on a fait une question politique et une affaire de parti. M. Buchez a du moins le mérite de la franchise, car il confond dès le premier mot les éclectiques avec les doctrinaires, les éclectiques, c'est-à-dire pour lui les psychologues. Il est curieux de voir comment il rattache au principe même de la méthode psychologique les opinions qu'à tort ou à raison il attribue aux doctrinaires. Vous regardez le moi comme le principe de toutes nos idées, dit-il. Si tout a cette origine, que sera la morale fondée sur une telle base? La morale du moi, c'est-à-dire évidemment une morale égoïste. Ainsi vous commencez par faire du moi le principe de la spéculation, pour en faire ensuite le but et le terme suprême de toute action.

Une pareille agression est-elle sérieuse de la part d'un homme de bonne foi, qui parle partout de dévouement et de sacrifice, et qui, ayant inscrit en tête de son livre le mot de catholicisme, doit savoir apparemment ce que c'est que la justice, à défaut de la charité? Prétendre que l'on doit commencer l'étude de la philosophie par une observation attentive de soi-même, est-ce réduire la philosophie à n'être que cela? Si je crois, avant tout, devoir étudier la nature de mes propres idées, et en rechercher l'origine, s'ensuit-il que toutes mes idées doivent avoir pour origine unique mes sensations, mes sentimens, mes intérêts propres? Vous ne croyez pas sans doute que dans la réalité il n'y ait d'autres idées en nous que celles qui nous viennent des sens, et qui se rapportent à notre bien-être individuel; et s'il y a dans l'esprit humain d'autres idées, pourquoi voulez-vous que le psychologue n'aperçoive que celles que vous lui imputez, et qu'il néglige les autres? Serait-ce que, par hasard, ceux dont vous parlez, en regardant au fond de leur conscience, n'y auraient jamais vu que leur moi et ses modifications? Mais quel est donc alors ce genre nouveau d'hypocrisie qui les porte à soutenir le contraire? Pourquoi proclament-ils, non pas comme vous le dites, la souveraineté du moi, mais l'imprescriptible empire de la raison impersonnelle? Vous affec-

tez de les confondre avec Condillac; cependant vous n'ignorez pas qu'ils ont poursuivi à outrance la philosophie de Condillac, qu'ils l'ont combattue avec excès, qu'ils l'ont frappée à terre, tant ils avaient à cœur d'établir le contraire de ce que vous les accusez d'admettre! S'ils avaient un parti pris avant de commencer leur science (mais n'en pas avoir est leur première règle), s'ils avaient un parti pris, c'était d'étudier l'homme pour y voir autre chose que l'homme, pour lui montrer en lui-même la trace d'une loi qu'il ne peut avoir faite, et qu'il est obligé de subir. Démontrer que cette loi ne saurait venir des sens ni de l'activité propre de l'homme, qu'elle vient de Dieu, que c'est, dans l'œuvre, la marque et comme le sceau de l'ouvrier; que l'homme est contingent, éphémère, fragile, tandis que cette loi est nécessaire, éternelle, immuable; qu'il faut résister à son intérêt propre et le dompter au nom de cette loi; qu'elle seule doit être obéie, qu'elle seule est divine: n'est-ce pas là ce qu'ils ont fait? ou s'ils ne l'ont pas fait, quel est celui qui, ayant ouvert leurs livres, ne sache pas que c'est là ce qu'ils ont voulu faire? Vous en convenez vous-même malgré vous, car comment nier trente années d'un enseignement qui dure encore? Ils ne parlent que de raison naturelle, de droit naturel, dites-vous; or, à nos yeux, la nature n'est autre chose que l'instinct, fait physique et animal, s'il en fut. Quoi! c'est vous qui niez le droit naturel, ce sont eux qui le proclament, et vous les accusez d'être égoïstes! Mais vous, qui niez la morale d'une autre école, où prenez-vous la notion de droit, si vous l'avez? Dans la révélation? Et alors qu'est-ce que la révélation? Est-ce une révélation immédiate de Dieu à chaque homme? Si c'est là ce que vous entendez, contre qui combattez-vous? Croyez-vous donc que personne soutienne que la raison n'est pas une illumination qui nous vient de Dieu? D'ailleurs, si vous parlez de la révélation traditionnelle, comment et par quel moyen cette révélation me donnera-t-elle l'idée de droit, si par moi-même je suis incapable de la concevoir? Ce grand mot de droit naturel, dites-vous, le beau, le bien, ce sont des mots et rien de plus; chaque homme appellera beau ce qui lui plaît, et bien ce qui lui convient. Et qui ne voit que, s'il en est ainsi, la transmission d'une révélation est radicalement impossible; que nous sommes à jamais privés de morale, jusqu'à ce que Dieu nous la révèle individuellement; qu'il n'y a plus ni justice, ni devoir, ni philosophie, ni christianisme? J'entends bien qu'à défaut de raison vous descendez aux injures; vous dites à vos ennemis : Quand l'insurrection vous profitait, vous l'avez trouvée juste; quand elle vous menace, vous l'appelez crime. Vous leur demandez encore :

Quel est celui de vous qui ait fait un sacrifice, autrement qu'à la manière d'Épicure, c'est-à-dire pour obtenir un plus grand bien-être personnel? Eh! peut-être y a-t-il, parmi vos adversaires ou parmi vous, des misérables qui ont le mot d'honneur et de vertu à la bouche, et dans le cœur de honteuses passions. Mais que fait tout cela à la philosophie, et dans une discussion de principes? Laissez là les soldats, et regardez le drapeau!

M. Buchez, qui est si prompt à imposer aux autres des conséquences qu'ils ne veulent pas admettre et que leurs principes ne contiennent pas, est fort loin assurément de se rendre compte de la portée de ses propres théories. Quelles sont en effet ces grandes innovations qui doivent renouveler la philosophie de fond en comble? Une théorie sensualiste sur l'origine des idées, une confusion radicalement impossible de la raison et de la foi, et la morale érigée en criterium de la certitude humaine. M. Buchez ne sent pas où tout cela devrait le conduire; mais c'est une route si souvent parcourue avant lui, qu'il est aisé d'en montrer d'avance le terme fatal. Nos idées, suivant lui, ne sont pas « un phénomène purement spirituel; » elles impliquent deux choses, une certaine modification du cerveau et une opération de l'esprit qui agit sur cette modification. Si M. Buchez se bornait à dire que la perception du monde extérieur suppose, outre l'exercice de notre activité intellectuelle, de certaines modifications cérébrales, ce ne serait pas une *innovation;* l'innovation consiste à affirmer qu'un certain dérangement dans les molécules matérielles qui composent notre cerveau fait partie intégrante de nos idées, et à croire que cette disposition de la matière cérébrale est nécessaire, même quand il ne s'agit pas du monde extérieur. Ainsi, selon M. Buchez, pour penser à Dieu, il est nécessaire d'avoir un cerveau, et Dieu, s'il n'a pas de corps, ne saurait penser à rien! Il ne peut repousser cette conséquence, qui est immédiate, à moins de dire qu'il existe des moitiés spirituelles d'idées, privées de leur moitié corporelle, ou que cette alliance d'un phénomène du corps et d'un phénomène de l'esprit, formant un seul et même phénomène complexe, qui est l'idée, n'est nécessaire que dans l'état actuel, et pendant que l'homme a un corps. Mais si la modification cérébrale n'est pas essentiellement nécessaire à la pensée, pourquoi affirmer, je ne dis pas qu'elle fasse partie de notre pensée, ce qui, pour un spiritualiste, est vraiment trop bizarre, mais qu'elle la précède toujours nécessairement? On ne peut le savoir que par des expériences ou par des inductions tirées de certains faits. Les inductions ne manquent pas, il est vrai, pour établir que

la perception d'un corps extérieur est accompagnée d'une modification de cette espèce; mais, si M. Buchez a par devers lui quelques raisons qui le portent à étendre ce fait jusqu'aux idées que nous avons d'un pur esprit, quelque terrible argument qu'il en puisse résulter en faveur du matérialisme, il est bien à souhaiter qu'il les fasse connaître. Les pauvres métaphysiciens qui prennent tant de souci depuis deux mille ans pour expliquer comment un esprit pense à un corps, seront bien plus embarrassés quand il leur faudra comprendre comment un esprit a besoin d'un corps pour penser à un autre esprit. C'est pourtant l'opinion de M. Buchez. Dans ce système, il faut se demander quelle est la partie d'une idée qui appelle et suscite l'autre partie, si c'est la partie spirituelle ou la partie corporelle. Il semblerait que, quand il s'agit d'un corps, la partie corporelle de l'idée, c'est-à-dire l'impression cérébrale, doit précéder l'action de l'esprit, et que, pour avoir l'idée d'un esprit au contraire, ou d'une notion incorporelle, comme serait l'idée de loi ou l'idée d'infini, c'est la partie spirituelle qui doit être l'occasion déterminante de l'autre. Cependant M. Buchez n'est pas explicite à ce sujet, et il y a même quelques raisons de croire que l'impression cérébrale précède toujours, et qu'elle est elle-même précédée de quelques autres impressions organiques; car, par exemple, comment acquerrons-nous, suivant M. Buchez, la notion d'infini? Nous faisons, dit-il, une action, puis nous la répétons, puis nous pensons qu'on peut la répéter toujours; et nous concluons de là l'idée de l'infini. C'est à merveille, et personne ne contestera qu'une fois que nous aurons l'idée de toujours, l'idée d'infini ne soit bien près; mais, afin de ne pas disputer pour si peu, voilà donc la succession de quelques actions qui produit en nous l'idée d'infini? Il serait superflu d'insister pour montrer que c'est là du sensualisme tout pur. M. Buchez n'avouera peut-être pas cette dernière conséquence; pour lui emprunter les formes polies de son langage, *nous le prions de vouloir bien* étudier Hobbes et Locke, et il nous comprendra.

En quoi consiste le sensualisme? Le sensualisme ne consiste pas à nier l'idée d'infini, l'idée de droit, l'idée de devoir, mais à dénaturer ces idées, afin de faire voir qu'elles peuvent nous venir de l'expérience. Locke n'a jamais contesté que l'idée d'infini ne se trouve dans l'esprit humain; il prétend seulement que cette idée est formée par nous-mêmes, et grace à des phénomènes perçus en nombre indéfini. Il ne lui est jamais venu en pensée de nier la notion de loi, mais il soutient que nous percevons d'abord une succession régulière de

phénomènes; qu'en multipliant les expériences, nous arrivons à croire que cette régularité se conservera toujours; que l'expression abstraite de cette régularité est ce que nous appelons une loi. Cela est faux sans doute et de toute fausseté, et le simple bon sens suffit pour répondre à Locke que cette régularité ne nous apprend l'existence d'une loi spéciale qu'à condition que nous ayons déjà la notion de loi; que le principe de l'induction est distinct des expériences à l'aide desquelles on l'applique; que la partie est nécessairement plus petite que le tout; que l'homme, suivant l'expression de Plotin, ne peut pas se prendre lui-même tout entier dans sa propre main; que, par conséquent, le plus ne peut pas être contenu dans le moins, ni le toujours dans le quelquefois. Mais si ces objections sont radicales, si elles doivent contraindre les sensualistes de bonne foi à renoncer à leur opinion, de quel droit les emploierez-vous au sujet de l'idée de loi par exemple, tandis que vous les bravez au sujet de l'idée d'infini? Si une action répétée un grand nombre de fois vous donne à elle seule, et sans l'intervention d'un principe supérieur, l'idée d'une action répétée un nombre infini de fois, il est évident que le moins donne le plus et qu'il le contient, que nous pouvons l'en tirer par nos propres forces, ce qui est la thèse même des sensualistes. On peut hardiment vous porter le défi de réfuter Locke, sans vous réfuter vous-même, si vous ne renoncez pas à votre théorie sur l'origine des idées. Déclarer qu'on n'est pas sensualiste, et expliquer en même temps qu'une action souvent répétée engendre l'idée d'infini, c'est soutenir à la fois le oui et le non et se contredire soi-même de la façon la plus formelle.

Il est vrai que, si d'une part M. Buchez ne se croit pas sensualiste, de l'autre il ne se croit pas rationaliste non plus. Il nie les doctrines sensualistes comme le font tous leurs adversaires, et il emprunte, pour nier les doctrines rationalistes, les termes que les sensualistes ont coutume d'employer. M. Buchez prétend que la raison naturelle est un vain mot, ou que ce n'est qu'un fait physique et animal s'il en fut; on ne peut proclamer plus explicitement qu'on n'est pas rationaliste. Il déclare aussi que, suivant lui, nous avons des idées qui ne nous viennent pas des sens; c'est à coup sûr se séparer des sensualistes tout aussi nettement. Toutefois ici on peut contester à M. Buchez le droit d'admettre cette seconde proposition; celui qui explique comme il le fait l'origine de l'idée d'infini ne peut citer une seule autre idée qu'on ne lui explique de la même façon. M. Buchez est donc sensualiste, mais il ne croit pas, il ne veut pas l'être; ou plutôt il devrait

être sensualiste pour être conséquent, mais il n'est ni conséquent ni sensualiste.

D'où viennent donc, selon M. Buchez, ces idées que les sens ne nous donnent pas, quoiqu'ils nous donnent l'idée d'infini, et qui ne viennent pas non plus de la raison, fait physique et animal s'il en fut? Elles nous viennent de la révélation; et c'est ainsi que la philosophie de M. Buchez est une philosophie au point de vue du catholicisme. Hâtons-nous pourtant de le dire pour nous rassurer nous-même, et du reste M. Buchez, dont la loyauté est partout évidente, est le premier à en convenir : cette théorie catholique n'est encore admise jusqu'ici que par M. Buchez tout seul; c'est du catholicisme par-dessus le catholicisme; et la révélation, qui s'était toujours contentée d'être au-dessus de la raison, prétend ici pour la première fois qu'elle est la raison elle-même.

Qu'est-ce que la révélation? M. Buchez dit quelque part que ce mot est très vague : il se trompe; mais il est vrai que ce mot désigne deux choses différentes, et M. Buchez a eu grand tort de ne pas nous apprendre de laquelle des deux il entendait parler. On distingue en effet la révélation individuelle et la révélation traditionnelle. M. Buchez veut-il parler de la révélation individuelle? alors nous nous verrons forcé, quoi qu'il nous en coûte, de dire à M. Buchez qu'il ne vaut guère mieux qu'un rationaliste. Est-ce la révélation traditionnelle? Mais Leibnitz a prouvé, il y a long-temps, que les sensualistes ne peuvent pas l'admettre; et M. Buchez, s'il n'avait pas la révélation, ne serait qu'un sensualiste de son propre aveu.

De même que l'essence du sensualisme consiste à soutenir que toutes nos idées, les idées d'infini, etc., viennent de la sensation, l'essence du rationalisme consiste à prétendre que nous avons des idées qui ne peuvent nous venir des sens, et dont tous les hommes sont pourvus, par cela seul qu'ils sont des hommes. Ce que nous savons de plus certain au sujet de ces idées, c'est que les sens n'ont pas le pouvoir de nous les donner; mais d'où viennent-elles? Là est le champ des hypothèses. Ce sont elles que Platon appelait des souvenirs affaiblis d'une vie meilleure; ce sont les idées innées de Descartes, c'est la vision en Dieu de Malebranche. Si vous dites qu'elles sont l'effet d'une révélation individuelle et immédiate, « la lumière qui illumine chaque homme venant en ce monde, » cela ne change rien aux faits, et cela ne diffère pas au fond des autres théories; car quel est le rationaliste qui ne rapporte pas à Dieu, comme

à leur source éternelle, ces vérités premières qui éclairent notre raison?

Reste donc à M. Buchez la révélation traditionnelle, c'est-à-dire, la révélation faite une fois de Dieu à l'homme, et transmise de génération en génération ou par la tradition ou par l'église. C'est donc la révélation traditionnelle qui est chargée de nous fournir les idées, que la sensation n'aurait pas la puissance de produire. Naturellement, et si nous étions abandonnés à nous-mêmes, nous serions dans l'état où les sensualistes prétendent que nous sommes; mais grace à l'éducation, fondée elle-même sur la tradition, nous apprenons ces idées en quelque sorte surnaturelles. Il n'y a à cela qu'une difficulté, mais elle est grave. Une fois en possession de ces idées que l'homme ne saurait acquérir par lui-même, comment fera le prophète pour les communiquer? Nous sommes prêt, pour nous, à admettre que les hommes ont inventé le langage; mais nous ne voulons et ne pouvons l'admettre qu'à une seule condition, qui ne se rencontre pas ici: c'est que le langage n'exprime d'autres idées simples que celles qui sont communes à tous les hommes. Quant à M. Buchez, qui est de l'école de M. de Bonald, et qui soutient que deux hommes livrés à l'état de nature ne pourraient jamais convenir d'un signe pour exprimer une idée dont chacun d'eux est pourvu, comment se représente-t-il le prophète donnant un nom à une idée simple qui est dans son esprit et dans nul autre, et, au moyen de ce nom, créant dans les autres hommes cette idée qui leur manque, et qu'ils ne sont pas faits pour acquérir? Donnerez-vous à un sourd-muet l'idée du son avec des couleurs, ou à un aveugle l'idée des couleurs avec des sons? La révélation ne pourra donc rien changer à l'état de l'humanité; elle n'éclairera que le prophète; ou vous aurez recours à la raison, ou vous resterez sensualiste. On peut mettre la révélation au-dessus de la raison; mais on ne peut pas la mettre à la place de la raison.

Telle est la bizarrerie du système de M. Buchez, qu'il ne regarde pas la révélation comme infaillible, ou du moins ne la regarde-t-il pas comme évidemment infaillible, car il place au-dessus d'elle un criterium, et ce criterium est une partie d'elle-même; c'est la morale révélée. Il nous faut, dit-il, un principe au moyen duquel nous discernions la vérité de l'erreur; ce principe, ce criterium, *ce n'est pas la société*, car elle se trompe, ni la législation, puisqu'elle a des principes. « Ce *quid* (il appelle ainsi le principe de la certitude pour plus de concision et d'énergie), ce *quid* ne tient pas non plus à

l'homme individuel; ce n'est point une de ses facultés, ni rien qui émane de lui... C'est la loi de la fonction humaine, la morale enfin. »

M. Buchez abonde en démonstrations de toutes sortes pour établir que c'est là le véritable criterium de la certitude. Il soutient d'abord que la morale nous est connue (révélée) avant toute autre chose, et qu'on doit considérer « comme des modes supérieurs d'activité ceux qui, dans l'ordre des temps, ont précédé les autres. » Il ajoute que l'homme a toujours connu la morale; que, même dans l'ordre logique de l'enchaînement des sciences, elle précède l'ontologie; que la morale est l'unique principe qui nous détermine à agir, et que nos facultés resteraient, sans elle, complètement et radicalement inactives; que les réformes politiques entreprises *d'un point de vue social* ont toujours été heureuses, tandis que les utopies fondées sur un point de vue scientifique ont échoué misérablement. La plupart de ces prétendues preuves roulent sur la même équivoque; la morale a toujours été connue, elle précède l'ontologie, si par morale on entend le principe même de la morale, c'est-à-dire la loi du juste et de l'injuste, que chacun trouve gravée au fond de lui-même. C'est la base nécessaire de la morale, mais ce n'est pas toute la morale. La morale est une science très compliquée et très difficile, à laquelle on travaillera encore long-temps, et sur laquelle probablement on disputera toujours. Loin de précéder la métaphysique, elle en est la conséquence la plus directe et la plus immédiate. La distinction du point de vue social et du point de vue scientifique dans les réformes politiques est inintelligible pour tout le monde, probablement sans aucune exception. Prétendre que les enfans ne commencent à agir que sous l'empire de la loi morale, c'est ignorer ce que tout le monde sait, que les enfans sont les égoïstes par excellence. Enfin, comment peut-on nous dire que le monde a toujours connu et nécessairement connu la morale, tandis qu'en combattant l'idée rationnelle du bien moral chez les éclectiques, on soutenait que les hommes appellent bien ce qui leur convient, et qu'ils ont varié cent fois dans l'appréciation de ce qui est bien? Comment peut-on affirmer que les enfans ont l'idée de bien et de mal moral avant de comprendre le sens des mots, tout en adoptant ailleurs l'opinion de Condillac, que l'homme ne peut penser sans les mots? N'est-ce pas là un système qui tient bien sur ses pieds? Et n'est-ce pas aussi une idée heureuse, de juger par la morale la vérité d'un axiome de mathématique ou d'une démonstration d'astronomie? M. Buchez fait une application très curieuse de sa théorie à

différens systèmes astronomiques. Si quelques-uns ont cru que la terre est immobile au centre du monde, c'est qu'ils prenaient l'homme pour un personnage considérable dans l'économie de l'univers. Si d'autres au contraire ont lancé notre planète comme un vil satellite autour du soleil, c'est qu'ils avaient de la nature humaine une opinion plus modeste. On trouvera que cela ferait mieux dans *les Mondes* de Fontenelle que dans un *Traité complet de philosophie;* mais la vérité même peut être amusante.

M. Buchez attache une grande importance à cette idée « si simple et si nouvelle en même temps. » Il l'appelle en propres termes « le complément du catholicisme. » Il ne fait aucun doute qu'une pareille découverte « n'eût épargné beaucoup de malheurs à l'humanité. » Nous avouons humblement que toutes ces découvertes sur l'origine des idées, la révélation et le criterium moral, n'ébranlent en rien notre foi à la raison et à la philosophie, et que nous sommes de ceux qui prétendent, comme dit M. Buchez, que l'homme peut faire la science par le simple usage de ses facultés. « On s'explique avec peine cette infatuation, ajoute encore M. Buchez. En effet, il suffit de tenir compte des observations que nous avons exposées dans le § VIII, p. 113. » Ainsi M. Buchez qui, pour prouver que les doctrines de M. Lamennais contiennent le panthéisme, nous renvoyait à l'étude du buddhisme, se contente de nous renvoyer à un paragraphe de son livre, pour nous guérir de notre confiance dans l'esprit humain. Ce sont, comme on voit, les deux excès opposés : là beaucoup trop, et ici beaucoup trop peu.

M. Buchez ne peut revendiquer, comme lui appartenant en propre, que la psychologie que nous venons de parcourir. Il assure, dans la préface du troisième volume, qu'il y a dans son livre « beaucoup d'autres endroits non moins remplis d'innovations; » mais M. Buchez ne songe pas qu'il peut prendre pour innovation ce qui est tout simplement une omission du *Lexicon rationale* de Chauvin. Sa théorie de la proposition est une innovation pourtant; nous avions jusqu'ici défini la proposition : l'énonciation d'un jugement; et cette définition nous paraissait excellente, parce que nous étions tous d'accord pour désigner par le mot jugement l'acte de l'esprit qui affirme ou nie une chose d'une autre. Mais M. Buchez, qui semble réserver le mot de jugement pour la sentence que prononce un juge sur son tribunal, distingue avec beaucoup de raison des propositions de deux sortes : l'ancienne proposition, la nôtre; puis la proposition narrative, comme celle-ci : Dieu créa le monde en six jours. Cherchez-vous la définition

de la proposition narrative? C'est « la relation que l'homme établit avec son but à l'aide d'une action. » Cette définition, qui se trouve dans un chapitre intitulé : *De la Morale quant à la proposition*, est très propre en effet à jeter un jour tout nouveau sur les questions logiques. « Ce sont là de beaux sujets d'étude, dit M. Buchez, de grands moyens de démonstration. » A la bonne heure, et même des moyens tout nouveaux et qui n'appartiennent qu'à vous et à votre école. Mais il n'en est pas de même, par exemple, du grand procédé que vous voulez substituer aux méthodes *indo-grecques*, et qui consiste à poser d'abord une hypothèse et à la vérifier ensuite par des expériences. Cette méhode est connue de tout le monde, et tout le monde l'a décrite; nous nous bornerons à renvoyer M. Buchez, pour l'exposition de cette méthode, au chapitre XII du livre IV des *Nouveaux Essais* de Leibnitz, et pour la réfutation, à l'un des premiers chapitres de la *Recherche de la Vérité*, par Thomas Reid. En théodicée, les innovations de M. Buchez ont le même sort. M. Buchez emploie, entre autres démonstrations de l'existence de Dieu, cette fameuse preuve de l'origine du langage, si chère à tous les disciples de M. de Bonald; il déclare que Dieu, quoiqu'il n'y ait pas de succession dans sa durée, agit diversement sur le monde à diverses époques. c'est-à-dire « intervient dans la successivité; » que le bien et le mal dépendent de la volonté de Dieu, et que, si Dieu l'avait voulu, ce qui est aujourd'hui le mal aurait été le bien à son bon plaisir; ce sont là de vieilles erreurs et non des innovations. Il est vrai que M. Buchez combat de toutes ses forces l'innéité de la conscience morale. « Nous opposerons, dit-il, à ce préjugé un argument, à savoir, que si cette doctrine était exacte, tout ce que nous avons exposé précédemment serait faux. » Ce n'est pas une raison; et c'est se faire une bien fausse idée de la liberté en général et de la nature divine, que d'anéantir la bonté de Dieu en subordonnant à sa volonté libre la notion même du bien et du mal. Nous ne parlons pas de la doctrine de Dieu un et triple, *Dei uni et trini;* car ici M. Buchez convient qu'il n'innove pas, si ce n'est peut-être dans la langue latine, et il se borne à rapporter l'opinion de saint Augustin, de saint Ambroise, de saint Bernard, de saint Thomas, de Bossuet et de M. l'abbé Frère; il n'oublie que saint Anselme. Enfin, pour terminer sa théodicée, M. Buchez insère, dit-il, un petit travail qui établit les points suivans : Il faut distinguer l'activité, l'action et l'acte; l'activité est la force, l'action est la détermination de cette force, et l'acte en est le produit. L'acte est séparé de la force qui le produit; l'activité peut être infinie en durée et en étendue,

l'action en étendue seulement; l'acte ne peut être infini ni en étendue ni en durée. Le monde étant l'acte de Dieu est séparé de Dieu, et de plus, il est fini. Quelques-unes de ces propositions sont contestables; mais nous les aurions lues sans ressentir ce trouble que l'on éprouve toujours en voyant pour la première fois une théorie nouvelle et audacieuse, si M. Buchez n'avait lui-même prévenu ses lecteurs de la présence d'une *innovation*. « Nous avons hésité quelque temps à insérer ce petit travail, dit-il, car nous le trouvions nous-même très hardi, et peut-être trop nouveau. Cependant nous avons réfléchi qu'il pouvait en ressortir de grandes lumières propres à éclairer ce qui suivrait, et nous nous sommes déterminé. » Il y a des lumières qui ne frappent pas tous les yeux.

Pour compléter ses doctrines sur Dieu et la création, M. Buchez a sa théorie du progrès. Il y a, comme on sait, de la mode partout, même en philosophie, et le mot de progrès est aujourd'hui à la mode, comme celui d'humanité. Les humanitaires n'ont probablement inventé que le nom qu'ils se donnent, et il semble presque qu'on en pourrait dire autant des apôtres du progrès. C'est une vieille maxime, et dont *la sagesse des nations* a fait son profit depuis long-temps, que les jeunes gens sont pleins d'ardeur, avides de nouveautés, et confians dans l'avenir, tandis que les vieillards rachètent leur expérience et leur habileté par la timidité de leurs conseils et leur attachement aux anciennes coutumes. De là, dans la politique, les conservateurs et les révolutionnaires : deux partis qui se surveillent et se gênent l'un l'autre, et dont l'opposition tourne en définitive au bien commun; et comme l'espèce humaine est partout identique à elle-même, il y a aussi dans la science des conservateurs et des révolutionnaires. Mais si l'on voit quelquefois aux prises, jusque dans des luttes purement scientifiques, des admirateurs quand même du passé, et des révolutionnaires mus avant tout par le besoin de s'agiter et de faire du bruit, ces variétés de chaque espèce, en l'absence des passions et de l'intérêt personnel, y sont infiniment plus rares que dans l'ordre politique. Les chefs d'école qui regardent leur système comme le meilleur des systèmes passés et présens, ne vont pas sans doute jusqu'à condamner après eux l'espèce humaine à la stérilité; et d'ailleurs, quand ils ont créé ce grand système, ils ont voulu aller plus loin que leurs devanciers, et se sont placés au point de vue du progrès. Qui a jamais créé une doctrine en se proposant pour but de laisser les hommes dans l'état où ils sont, ou de les ramener en arrière? Augmenter nos connaissances, améliorer notre condition,

contribuer au progrès, n'est-ce pas le but évident de toute philosophie nouvelle? Celui qui admirerait le passé sans réserve, et croirait tous les progrès accomplis, irait-il construire un système, et ne se bornerait-il pas à l'histoire? Philosophie et indépendance, indépendance et progrès, n'est-ce pas, sous trois noms, une même chose? Et s'il en est ainsi, qui donc, parmi les philosophes, est au point de vue du progrès, et qui n'y est pas? Depuis quand la philosophie peut-elle, sans changer de nom, devenir volontairement réactionnaire? Dirons-nous que ceux-là ne sont pas au point de vue du progrès, qui croient faire du nouveau et ne font que ressasser de vieux systèmes? ou que, pour être au point de vue du progrès, il faut non-seulement croire que l'on innove, mais innover réellement, et d'une manière avantageuse pour l'humanité? Que signifie alors cette déclaration inscrite sur le titre, que l'on est philosophe au point de vue du progrès? Est-ce un jugement de l'auteur sur son œuvre? Peut-être a-t-on cru devoir prendre cette enseigne pour indiquer une grande nouveauté et une grande importance dans les résultats qu'on apporte? Chacun croit innover sans doute; mais les uns veulent innover avec sagesse et modération, les autres ne respirent que changemens, et veulent innover pour innover; est-ce là la distinction qu'on a voulu faire? Il n'y a pas en philosophie de réformateur, par la raison que tout philosophe est réformateur, ou veut l'être.

Il est vrai que la théorie particulière de M. Buchez ne s'applique pas à l'humanité toute seule, mais à la création entière; et dans ce sens, mais dans ce sens seulement, elle constitue une opinion distincte, et peut appartenir en propre à une école. Ce n'est pas comme inventeur d'un nouveau système, ce n'est pas parce qu'il s'efforce de contribuer aux progrès de l'espèce humaine en apportant de nouvelles lumières sur notre condition et de nouveaux moyens de l'adoucir, ce n'est pas pour cela qu'il appelle sa philosophie la philosophie du progrès; c'est parce qu'à ses yeux le monde tout entier, l'œuvre de Dieu, s'améliore et marche en avant; le monde passe actuellement, par une suite de transformations successives, d'un état pire à un état meilleur, il est en voie de progrès; et M. Buchez, qui a fait cette découverte, ou qui partage cette opinion, est, à cause de cela, un philosophe du point de vue du progrès. Dieu n'avait d'abord créé que la terre stérile et déserte; peu à peu, sous l'action des lois physiques, elle devint digne d'être habitée; Dieu la peupla d'animaux, et un grand progrès fut accompli. Bientôt les animaux eux-mêmes embellirent leur séjour, et quand la terre fut devenue un paradis terrestre,

Dieu créa l'homme et le lui donna pour maître. A son tour, l'homme agit sur cette terre par la culture, et il la prépare pour des êtres plus parfaits que lui. Nous ne sommes ici que des maîtres provisoires, dont la loi est de travailler sans cesse à nous rendre inutiles. Dieu, qui n'abandonne jamais l'ouvrage de ses mains (car il ne peut se tromper, et toutes ses créations sont bonnes), n'anéantit pas une espèce quand il en produit une autre, et l'humanité doit subsister encore, même après l'avènement de cette race supérieure que M. Buchez entrevoit dans l'avenir. Sans doute il faut triompher de son orgueil pour le ranger à une opinion pareille, et, s'il est fidèle à ses principes, M. Buchez doit admettre en astronomie le système de Galilée.

Un des principes sur lesquels repose cette théorie, c'est que Dieu agit continûment sur la matière; et la formule de cette action continue, c'est qu'elle a lieu suivant la ligne droite, et non suivant la ligne circulaire. Cette expression cabalistique est destinée à nous faire entendre que le monde ne revient jamais sur lui-même, que le progrès a lieu sans intervalles, que le moyen-âge, par exemple, n'a jamais existé, qu'il n'y a jamais eu de cataclysmes, et que la *Science nouvelle* de Vico est une pure rêverie. M. Buchez établit que, la passivité ayant été créée en quelque sorte comme infinie, l'action de Dieu ne pouvait pas avoir pour effet de l'augmenter, mais seulement de la diminuer et de la convertir successivement en résistance. Il ne dit pas si, de progrès en progrès, la passivité en quelque sorte infinie doit se changer en une résistance en quelque sorte infinie. Il ne dit pas non plus ce que c'est que cette passivité, ni à quoi résiste cette résistance; si c'est à Dieu, le progrès que Dieu accomplit en ligne droite le conduit directement à l'impuissance. Il est vrai que Dieu n'accomplit pas ce progrès par son action immédiate; car, s'il diminuait lui-même la passivité, s'il l'anéantissait à un degré quelconque, on pourrait dire qu'il s'est trompé en la produisant; au lieu de corriger lui-même son œuvre, il crée successivement des êtres qui la corrigent pour lui. Il est fort différent en effet de diminuer lui-même la passivité, ou de créer des êtres destinés uniquement à opérer cette diminution. C'est là un principe fécond, comme on voit, et qui ouvre la porte à des créations sans nombre; M. Buchez l'a emprunté aux *valentiniens*, malgré son aversion pour les hérétiques et pour les doctrines d'origine indienne. Ces créations successives, par lesquelles Dieu s'efforce d'améliorer la première, ne sauvent sa bonté qu'aux dépens de sa puissance. L'im-

perfection du monde serait, suivant M. Buchez, un argument contre Dieu, si le monde n'était pas dans un état d'évolution et de développement. A ceux qui reprochent à Dieu de n'avoir pas fait le monde meilleur, M. Buchez répond qu'il le fera. Mieux vaut sans doute un Dieu faible qu'un Dieu méchant; mais quelque effort que l'on puisse tenter, Dieu paraîtra toujours, dans cette doctrine, un ouvrier impuissant ou malhabile. M. Buchez se fait de la Providence une opinion qui a été exposée, réfutée, dépassée il y a bien long-temps; et si sa théodicée est un progrès, c'est assurément un progrès en ligne circulaire.

Voilà donc au fond ce que c'est que cette philosophie du point de vue du catholicisme et du progrès. Il ne s'agit de rien moins que de détruire à jamais les traces qu'ont laissées dans le monde la philosophie grecque et romaine, et le travail des derniers siècles. C'est en vain qu'aux plus mauvais jours du moyen-âge l'église catholique, tout en proscrivant les allures indépendantes de la science, tolère et adopte pour ainsi dire une certaine philosophie soumise et orthodoxe; la philosophie de M. Buchez, qui est le complément du catholicisme, traite de philosophie païenne la doctrine de l'ange de l'école lui-même, et enveloppe dans une même proscription athées, protestans, catholiques, parce qu'ils admettent la raison et le droit naturel. La raison et le droit naturel sont le bagage des matérialistes, que les autres écoles leur empruntent par faiblesse. C'est le malheur et la condamnation des anciens philosophes d'admettre la raison et le droit naturel; les anéantir, c'est la gloire de M. Buchez; sur ce seul point reposent toute sa polémique et toute sa doctrine. Toutes nos idées viennent des sens, même l'idée d'infini; s'il reste quelque idée que les sens ne puissent nous fournir, l'éducation fondée sur la révélation nous les donne. Notre nourrice met aussi aisément des idées dans notre intelligence que des mots dans notre mémoire. *Fides ex auditu.* M. Buchez fait à la raison une guerre d'extermination; il ne s'agit pas pour lui de la dompter, mais de la détruire. Ce qui conserve après cela le nom de raison, ce sera l'intelligence appliquée aux idées sensibles; la raison à la manière de Hobbes, de Gassendi, de Locke; encore, si les sensualistes ôtent à la raison le pouvoir de penser sans le secours des sens, ils lui laissent un droit de souveraineté et de contrôle que M. Buchez lui retire. La révélation est pour lui l'unique juge; et non pas toute révélation, mais la morale révélée. C'est une honnête pensée sans doute, dans les angoisses de la science auxquelles nul ne peut échapper, de mettre au moins à l'abri du

scepticisme ce grand principe moral, inhérent à la nature humaine, et que rien ne saurait ni effacer ni détruire. Mais qu'est-ce que ce principe sans une croyance et une méthode qui en règlent les applications? En quoi est-il plus certain et plus universel que la loi de causalité par exemple? A quel titre cette partie de la révélation sera-t-elle établie au-dessus des autres vérités révélées? Comment soutenir qu'avec ce principe insuffisant pour nous guider dans la vie pratique, nous pourrons nous diriger dans les sciences? Si ce principe se manifeste dans toute conscience humaine à l'aspect d'un acte libre, ne reste-t-il pas muet en présence d'une pensée abstraite? N'est-ce pas une rêverie de juger par le principe moral une proposition de géométrie? N'est-ce pas comme si on voulait voir avec les oreilles et entendre par les yeux? Quoi! c'est parce que Galilée était humble de cœur, et non parce qu'il était un grand mathématicien, qu'il a découvert le mouvement de rotation de la terre autour du soleil! Et c'est avec cela qu'on veut réaliser des progrès et hâter la venue de ces animaux meilleurs qui doivent nous déposséder, et devenir à notre place les souverains du monde sensible!

Soumettre la philosophie à la religion et la raison à la foi, réduire la puissance de l'esprit humain à l'acquisition des idées sensibles, conclure la théorie de la pratique et juger l'astronomie par la morale, se proclamer philosophie du progrès parce qu'on propose de revenir à la méthode des hypothèses et qu'on attend l'avénement sur terre d'une race supérieure à l'humanité, ce n'est faire ni de la religion ni de la philosophie, mais surtout ce n'est pas contribuer au progrès. Pourquoi ignorer l'histoire d'une science où l'on veut marquer sa place? pourquoi interrompre un jour d'importans travaux historiques pour improviser en passant un système complet de philosophie? M. Buchez a sur diverses matières des connaissances très variées et très étendues; il a des intentions droites et honorables, un caractère désintéressé dont sa morale porte l'empreinte. Pourquoi n'a-t-il pas mesuré son souffle? Il aime sincèrement la philosophie; mais suffit-il, pour être philosophe, d'aimer la philosophie?

JULES SIMON.

REVUE LITTÉRAIRE

DE L'ALLEMAGNE.

Nous voilà, dans l'espace de quelques semaines, bien éloignés des idées de guerre qui du centre de Paris se répandaient comme autant d'éclairs sinistres dans toute l'Europe. L'éclair n'a point amené la foudre. La trompette bruyante s'est tue. Nous tenions, comme le général romain, la paix ou le combat dans les plis de notre manteau, et, après avoir présenté fièrement cette douteuse alternative au Nord et à l'Orient, nous avons déroulé d'une main prudente le vêtement symbolique, et il en est sorti ce que peu d'étrangers espéraient, un signe de paix et de réconciliation. Maintenant, au lieu du glaive, nous prenons la truelle; au lieu d'attaquer, nous travaillons à nous défendre. C'est plus sage, disent les uns; c'est bien triste, pensent les autres; c'est une fatale précaution, s'écrie un troisième parti. Entre ces trois opinions, dont chacune a ses organes, ses apôtres et ses disciples, il ne m'appartient point d'émettre ma pensée. J'essaie de cheminer dans le domaine littéraire, et je n'ose aborder ces hautes régions où l'on traite les destinées de la société et l'avenir des nations. Si, au début de ce paragraphe, j'ai eu la hardiesse de prononcer ce grand mot de guerre, c'est que ce mot, inscrit d'abord en traits de feu sur notre bouclier, se traduit maintenant au-delà du Rhin en brochures et en dissertations, et qu'il rentre par là dans mes attributions.

L'Allemagne, avec son ardeur de discussion, représente dans les temps modernes ces chevaliers du moyen-âge toujours prêts à prendre parti dans

toutes les querelles. Elle est là, retranchée dans ses enceintes universitaires, soutenue par un rempart de livres, la plume à la main et l'écritoire à la ceinture. On lui jette une parole, une idée, et la voilà qui se précipite dans la lice, relève le défi, argumente, ergote, se défend avec l'analyse, riposte avec la synthèse; et, quand on la croit fatiguée de cette longue escrime, elle reparaît tout à coup, cuirassée de citations, comme un plaideur normand qui porte au tribunal ses pièces de procédure.

Les vagues rêves de conquête rhénane que notre presse exprimait l'automne dernier, n'ont pas reparu depuis plusieurs mois dans les colonnes de nos journaux; mais l'Allemagne en est encore tout en émoi, et continue à discuter cette question comme si nos armées marchaient déjà vers le Rhin. Dans l'état de doute et d'agitation où se trouvaient les esprits, un jeune commis des finances, M. Becker, a eu une heureuse pensée, celle de formuler en petites strophes de quatre vers une négation qui commençait à être si délayée dans les brochures et les pamphlets, qu'à peine en apercevait-on le dernier mot. M. Becker est aujourd'hui le poète le plus populaire de l'Allemagne. Ses petites strophes ont fait pâlir le nom de Théodore Kœrner et du fougueux Arndt. Sa *Marseillaise* teutonique, qu'un de nos écrivains appelait spirituellement une idylle à la façon de Mme Deshoulières, a été mise en musique par trente compositeurs, réimprimée par tous les typographes, chantée dans tous les *Lustgarten*. Quand vous passez dans les rues de Cologne, vous rencontrez de bons bourgeois qui tâchent de se donner, en dépit de leur pacifique nature, un air terrible, et s'en vont, une pipe d'une main, un bâton de l'autre, gesticulant et criant à tous les saints de pierre de leurs églises, qui n'en peuvent mais : « Non, ils ne l'auront pas, le libre Rhin allemand! » Oh! heureux pays que celui où le patriotisme se manifeste ainsi en vers harmonieux, où la colère elle-même se traduit en images champêtres! Le roi de Prusse et le roi de Bavière, qui sont personnellement intéressés dans la question, ont voulu récompenser la verve de M. Becker. Le premier lui a envoyé une coupe d'argent que M. de Metternich fera sans doute remplir de vin de Johannisberg; le second lui a adressé une ode écrite et rimée de sa main, ce qui, je l'avoue, est chose peu agréable à recevoir, et moins encore à lire. Mais tout est heur et malheur dans les destinées des poètes comme dans celles des vulgaires mortels. Enfin, pour que rien ne manquât à la gloire du Rouget de l'Isle rhénois, voici qu'un de ses compatriotes, jaloux de son immense succès et désespérant de rien faire qui puisse le contrebalancer, s'avise un beau matin d'entrer dans la demeure du jeune lauréat, et l'accuse de lui avoir volé sa chanson, cette chanson reproduite sous tant de formes et répétée par tant d'échos.

Tandis que la *Marseillaise* de M. Becker, honorée, couronnée, enviée, s'en va ainsi, de province en province, tour à tour éveiller ou bercer au doux murmure de ses syllabes cadencées le patriotisme germanique, les écrivains en prose continuent à développer catégoriquement l'idée que le poète se borne à chanter. Je n'entreprendrai pas d'expliquer, ni même d'énumérer, toutes

les brochures enfantées dans l'espace de quelques mois par le génie allemand, pour démontrer, d'après les règles austères de la logique, le néant de nos rêves et la folie de nos prétentions. Toute idée nouvelle, petite ou grande, vraie ou fausse, qui tombe au milieu de la presse allemande, est bien vite scindée en dilemmes, coulée dans le moule d'une longue phrase, et il faudrait qu'elle fût d'une étonnante stérilité pour qu'à la prochaine foire de Leipsig elle ne se montrât pas dans les catalogues de la librairie, appuyée sur plusieurs respectables in-8° et escortée d'un nombre indéterminé d'in-12.

Le nom et le génie de Goethe, la polémique soulevée par quelques-uns de ses écrits, l'étude de son caractère et de sa vie, ont enfanté toute une série d'œuvres d'analyse, d'esthétique, de biographie, qui s'accroît encore chaque année, et qui est enregistrée dans les recueils littéraires et scientifiques sous le titre de *Goethe's literatur* (littérature de Goethe). Il en est de même pour Schiller, pour Strauss, pour tout homme enfin et pour tout évènement qui a occupé l'attention publique, et il en sera de même bientôt pour la question du Rhin, grace aux brochures de toute sorte qui ont déjà paru sur ce sujet et à celles qui paraissent encore.

Dans une de ces brochures, je trouve l'histoire du Rhin jusqu'à la restauration. Cette histoire démontre clairement que nous n'avons pas le plus léger droit à réclamer les provinces situées au bord de ce fleuve, et que nous sommes là-dessus d'une ignorance profonde. L'auteur, pour nous prouver la nullité de nos prétentions, n'a pas même usé de tous ses avantages. Il pouvait faire remonter son récit jusqu'au déluge, et il a bien voulu ne le commencer qu'à Jules César.

Un autre, pour effrayer les bons habitans de la Prusse rhénane qui seraient tentés de se joindre à nous, raconte avec une vertueuse indignation tous les crimes de la France depuis 1830, l'abandon de la Pologne et de l'Italie, les révolutions suscitées par nous et abandonnées par nous à leur malheureux sort, les promesses faites à Méhémet-Ali et perdues aujourd'hui dans le prestigieux dédale des phrases diplomatiques, puis nos sessions orageuses, nos émeutes. Quel malheur si jamais les riantes et paisibles provinces des bords du Rhin devaient être associées à une nation aussi légère et aussi turbulente! O pauvres innocentes brebis, gardez-vous-en bien!

Un troisième écrivain trouve fort étrange que nous osions redemander le Rhin, quand nous devrions d'abord restituer à l'empire germanique l'Alsace et la Lorraine que nous avons injustement usurpées.

Un quatrième enfin veut bien admettre la France à composition. Défaites-vous, belle dame, lui dit-il, de ces grands airs qui ne nous vont point; ne menacez pas, ne bravez pas; soyez humble et modeste, avouez que vous avez péché et repentez-vous. A cette condition, l'Allemagne voudra bien oublier que vous êtes une voisine fort incommode; la confédération germanique vous absoudra de vos erreurs révolutionnaires, l'Autriche vous éclairera de ses conseils, et la Prusse, dont vous avez fort maladroitement suscité la colère,

vous tendra généreusement la main. De toutes les catilinaires lancées contre notre pauvre pays par des orateurs qui n'imitent de Cicéron que le *quousque tandem*, celle-ci, je l'avoue, est celle qui m'a fait le plus de peine à lire. Dans les autres, on s'emporte, on nous accuse, on nous provoque; dans celle-ci, on nous traite comme des écoliers, des écoliers étourdis et faibles auxquels il faut montrer la férule du maître.

Des écrivains de presque toutes les parties de l'Allemagne ont pris part à cette polémique. C'est une nouvelle ligue du bien public, c'est un autre *tugendbund* où chacun est tenu d'apporter, à défaut du glaive acéré et de l'armure de fer des anciens Germains, son argument et son épigramme. Les écrivains prussiens se distinguent entre tous les autres par leur ton tranchant et leurs paroles hautaines. La Prusse est aujourd'hui de tous les états d'Allemagne celui qui a le plus de vitalité et qui annonce le plus d'avenir. Tandis que l'Autriche se retranche dans le respect traditionnel de ses institutions aristocratiques et s'efforce seulement de préserver sa tour féodale des atteintes du vent révolutionnaire qui souffle de toutes parts; de tenir entre ses mains comme un habile tisserand la navette qui rejoint dans un même tissu la laine de Bohême, le lin d'Italie; de garder dans leur vieux lustre les derniers fleurons de cette couronne que le moyen-âge posait avec piété sur la tête de ses archiducs et que le temps actuel menace de dissoudre; tandis que la noble fille des Césars, les yeux tournés vers le passé, se prosterne comme les pèlerins de Médine devant un tombeau et tâche d'éloigner d'elle tous les bruits du monde qui la troubleraient dans ses pieuses méditations, la Prusse, alerte et hardie, va, vient, écoute, s'instruit, avance. Pour elle, tout est un objet d'étude, d'observation, d'essai, et, ce qui assure sa destinée, c'est qu'elle joint à son ardeur entreprenante l'esprit d'examen, la patience, la réflexion et la ténacité sage, qu'elle sait à propos modifier ses lois et ses institutions, qu'elle ne se jette dans une nouvelle entreprise qu'après en avoir mûrement posé les conséquences, et que, s'il le faut, elle n'hésitera pas à sacrifier l'intérêt matériel du présent aux chances de son avenir. Sa position géographique, qui serait pour un état inerte ou passif une position des plus dangereuses, est pour elle une raison de progrès. Étendue comme un long cordon militaire du nord au sud, de la Pologne à la France, resserrée entre deux lignes de royaumes et de principautés, il faut nécessairement qu'elle s'élargisse sous peine d'être écrasée, et certes elle a bien montré qu'elle comprenait sa situation. Elle agit sur les populations qui l'avoisinent par ses mesures administratives, par ses essais d'améliorations en tout genre, par le tableau de sa prospérité et l'éclat de son enseignement littéraire et scientifique. Elle se les assimile peu à peu par des tentatives dont elle seule peut-être comprend d'abord toute la portée, aujourd'hui par son système monétaire, demain par son réseau de douanes. Nous parlons encore du défaut d'unité de l'Allemagne. Ce défaut est bien plus apparent que réel. Vienne une guerre, l'Allemagne cesse d'être un composé de petites princi-

pautés dont chacune a son histoire, ses intérêts, sa vie à part; elle redevient une grande et forte nation, elle se rallie avec un même cri sous un même drapeau; et qui sait quels fruits porterait alors cette longue et patiente infiltration des idées prussiennes répandues de côté et d'autre, et combien de seigneuries, de duchés se rejoindraient alors à cette monarchie qui sait si bien répandre ses principes et prépare si habilement sa moisson! L'Autriche finit comme elle a commencé : elle met pied à terre au milieu de la rumeur des peuples, et le glaive dans le fourreau, la tête baissée, s'en va comme Rodolphe de Habsbourg, avec le prêtre catholique, rendre les derniers devoirs aux morts. La Prusse, au contraire, s'avance avec audace, tenant d'une main l'épée de Frédéric-le-Grand, et de l'autre le livre de Luther, le livre d'émancipation des temps modernes, la loi de réforme. Elle a le sentiment de sa force et de son avenir, et c'est ce sentiment qui éclate en termes orgueilleux dans les écrits, dans les discours de tous les Prussiens. Il faut les voir, quand ils se réunissent dans quelque solennité militaire ou scientifique, avec quelle ardeur ils entonnent leur chant national, avec quel accent emphatique chacun d'eux s'écrie : *Ich bin ein Prussen* (je suis Prussien). On dirait que tous les autres titres ne sont rien à côté de celui-là. Il y a en eux de l'arrogance de parvenus et de la satisfaction d'un espoir sans bornes. Ils se souviennent que leur pays n'était encore qu'un simple marquisat, au temps où la France était puissante et splendide; mais ils sont bien persuadés que le marquisat, orné déjà d'une couronne royale, s'élèvera au rang des premières puissances. Dans un de ses derniers ouvrages, M. de Raümer parle des populations italiennes soumises à l'Autriche d'une façon qui donnerait un singulier démenti aux strophes de *Child-Harold,* au sonnet célèbre de Félicaja, aux vers de Lamartine. A l'entendre, c'est un grand bonheur pour ces contrées jadis si puissantes, pour ces villes jadis si fières, d'être paternellement administrées par la cour de Vienne, et de lever leur noble tête sous la baguette d'un caporal; puis il ajoute naïvement : Que serait-ce, si ces mêmes cités étaient régies par la Prusse! La Prusse, en effet, voilà le modèle des gouvernemens, voilà le type de la sagesse et de la béatitude dans ce monde. L'Autriche, avec son esprit aristocratique et son absolutisme, mérite bien quelque considération. Mais la Prusse!!

Revenons à nos brochures.

De toutes celles que j'ai lues, deux seulement m'ont frappé par leur ton de justesse, de modération, et les loyales intentions qu'elles expriment.

L'une a pour titre : *La France, l'Allemagne et la Sainte-Alliance des peuples;* l'autre : *Der Rhein* (le Rhin). Toutes deux ont été écrites par un jeune Allemand qui habite Paris : M. Venedey. Homme d'étude et de conviction, M. Venedey peut essayer hardiment une tâche délicate, difficile, et qui pourrait avoir d'immenses résultats, celle de parler véridiquement de la France à l'Allemagne et de l'Allemagne à la France. Il tient à l'Allemagne par sa naissance, par ses liens de famille, par son éducation; à la France, par l'hospitalité qu'il y a trouvée et les témoignages de confiance qu'il y a reçus. Libre

d'observer à loisir notre pays, il ne se laissera point prendre à la surface mobile des choses comme ses compatriotes qui viennent ici passer quinze jours, puis s'en retournent en toute hâte mettre à l'œuvre la presse et s'écrient dans une foule de réclames : Prenez et lisez; toute la France est dans ce volume. Il n'étudiera point, comme cela est arrivé à un assez grand nombre d'Allemands qui, par la crainte d'être lourds, s'efforçaient d'être frivoles, il n'étudiera point nos hommes d'état et nos écrivains au point de vue de la coupe de leur habit et de la couleur de la cravate, et si jamais il pouvait se laisser aller à la fantaisie de travestir en feuilletons épigrammatiques, en silhouettes grotesques, comme MM. Bonstetten, Wolf et autres observateurs de même force, le tableau de nos mœurs et de nos idées sociales, il sacrifierait bien maladroitement l'avenir d'un travail sérieux au plaisir de distraire, de par-delà l'Elbe ou la Sprée, quelques lecteurs oisifs, le soir, au milieu d'un nuage de tabac. Non, il est temps que ces deux grands pays si voisins de l'autre, si bien faits pour s'allier, apprennent à se connaître, non plus par quelques côtés fugitifs et trompeurs, mais par leur vraie nature individuelle et leur mission sociale. C'est cette pensée de rapprochement, d'association des deux peuples, qui a inspiré les deux derniers écrits de M. Venedey, et c'est par-là surtout qu'ils nous ont intéressé.

Dans la première de ses brochures, écrite en français et d'une façon assez correcte pour prouver que l'auteur a fait une étude particulière de notre langue, M. Venedey examine nos idées d'alliance avec l'Angleterre et n'a pas de peine à démontrer, ce dont nous venons d'avoir une preuve assez flagrante dans la question d'Orient, l'impossibilité morale et matérielle de cette alliance. Puis il examine l'état de l'Allemagne, et à côté des chancelleries princières où l'on garde un vif ressentiment de la révolution de juillet, à côté de cette Allemagne officielle qui se défie de nous et prend à tâche seulement de voiler sous des phrases ambiguës sa défiance et son mauvais vouloir, il nous peint l'Allemagne intelligente et libérale, l'Allemagne forte et progressive qui tourne les yeux vers nous, nous suit de ses vœux dans toutes nos tentatives et nous garde toutes ses sympathies. Seulement il ne faut point menacer cette Allemagne, il ne faut pas lui redemander une partie de ses provinces. Nous voilà de nouveau revenus à cette perpétuelle question du Rhin. C'est comme ce clocher de Woodstock, dont parle Walter Scott, que l'on rencontrait toujours par quelque sentier que l'on arrivât. Mais M. Venedey prend son sujet de haut et fait de notre réserve en ce cas, et d'un système de paix bien ferme et bien arrêté, une immense question d'ordre social et de civilisation.

« La France et l'Allemagne, dit-il, sont appelées à devenir les deux colonnes d'une nouvelle sainte-alliance, de l'alliance des peuples, de l'humanité. Et cette guerre que les uns provoquent, que les autres semblent ne pas savoir éviter, détruirait pour long-temps encore la possibilité d'une alliance entre la France et l'Allemagne, qui seule pourrait conduire à la sainte-alliance de toute l'humanité.

« Toutes les autres alliances qui se présentent tant à la France qu'à l'Allemagne, ne peuvent conduire à cet heureux résultat, vers lequel le monde semble se diriger et à qui les hommes semblent s'opposer de toute la force de leur ignorance ou de leurs passions. L'alliance anglo-française n'a abouti qu'à des mécomptes et à l'inimitié entre la France et l'Angleterre; l'alliance franco-russe mettra la France à la queue de la Russie, et n'aboutira qu'à la réalisation des plans égoïstes et barbares de la Russie. Pour l'Allemagne, l'Angleterre ne sera un allié dévoué que si l'Allemagne se résigne à faire les affaires de l'Angleterre, à l'aider dans ses projets de monopole, d'égoïsme et d'absolutisme maritime. Une alliance allemande-russe fera de l'Allemagne l'avant-garde des idées russes, de l'absolutisme et de la barbarie, comme aujourd'hui la Prusse et l'Autriche le sont sous beaucoup de rapports. Ainsi donc, ces deux peuples ne trouveront ni l'un ni l'autre une alliance particulière qui leur permette d'espérer, même pour leur égoïsme, pour leurs intérêts matériels, un résultat satisfaisant. »

L'alliance entre la France et l'Allemagne est la seule qui leur convienne à toutes deux, car elle n'est pas basée sur l'intérêt égoïste de l'une ni de l'autre. La France ne peut pas espérer exploiter l'Allemagne, ni l'Allemagne abuser la France; elles sont toutes deux assez grandes pour se forcer à se respecter l'une l'autre. Elles ne pourront que se rendre justice mutuellement, et c'est pourquoi elles ne seront ni l'une ni l'autre injustes à l'égard des autres peuples. La base de leur alliance sera donc presque forcément celle de la justice pour elles-mêmes et de la justice pour toutes les autres nations; et avec cette base, l'humanité sera constituée.

Dans sa seconde brochure, M. Venedey revient plus en détail sur cette alliance de l'Allemagne et de la France; seulement il me paraît qu'il discute avec plus d'âpreté que dans la première la question du Rhin, et je trouve là un chapitre sur l'Alsace qui m'étonne de la part d'un homme qui cherche à se poser comme un esprit impartial. « Il y a à Strasbourg, dit-il, à Colmar et dans les autres villes de l'Alsace, un assez grand nombre de personnes qui parlent à la fois allemand et français. Le peuple en masse ne connaît ni l'une ni l'autre langue, et parle un patois composé de neuf dixièmes d'allemand et d'un dixième de français, un patois sans logique, sans intelligence, sans expression pour les besoins de l'esprit, organe seulement de l'instinct matériel, de la nécessité. Le langage populaire de l'Alsace est de deux ou trois siècles en arrière de la plupart des dialectes allemands, et je ne crains pas de soutenir avec hardiesse que, sous tout autre rapport, l'Alsace entière est au moins d'un siècle en arrière de l'Allemagne. La langue est toujours le véritable thermomètre du degré de culture intellectuelle d'un peuple, et l'Alsace confirme cette vérité. Dans cette province, la société la plus distinguée se compose de Français et d'Alsaciens francisés; là, on retrouve en grande partie le ton de Paris, autant qu'il peut se reproduire dans une ville de province. Le monde des salons prend pour modèle les cercles français, et tout ce qui s'en éloigne,

tout ce qui est purement alsacien, est d'un couple de siècles en arrière de l'Allemagne et de la France....

« L'Alsace, par sa situation entre la France et l'Allemagne, semble, au premier abord, être appelée à servir d'intermédiaire entre les deux pays, à prendre une égale part aux progrès de l'un et de l'autre. Le contraire est arrivé, par suite de sa position politique. »

Un peu plus loin, M. Venedey ajoute : « La conquête de l'Alsace par la France a toujours été et est encore aujourd'hui un malheur pour cette province. Le mutisme moral de la masse du peuple n'est qu'une partie de ce malheur. »

Par quel étrange système M. Venedey a-t-il pu laisser tomber de sa plume ces lignes injurieuses pour une province qu'il a vue lui-même et qu'il ne juge point par ouï-dire? L'Alsace passe à juste titre pour une des parties les plus intelligentes, les plus vivaces de la France. Nulle part l'instruction n'a pénétré si avant dans le cœur même du peuple, nulle part les écoles ne sont plus nombreuses et mieux tenues, et les élémens d'éducation plus larges; nulle part enfin on ne remarque plus de franche gaieté sur les physionomies, plus d'aisance dans les habitations. J'en appelle à ceux qui ont eu le bonheur de voir de près cette province, de la contempler par un beau jour du haut de la montagne de Saverne, de descendre dans ses vallées, de pénétrer dans ses villages. Quel charme dans l'aspect de ces forêts de hêtres, de ces prairies où paissent de gras troupeaux, de ces maisons simples et paisibles où tout a un caractère d'ordre, de bien-être, de vertus domestiques. Et c'est là l'infortunée province sur laquelle s'apitoie M. Venedey! et ces robustes paysans que l'on voit passer fièrement à cheval, avec leur grand chapeau de feutre et leur gilet brodé, et qui savent si bien appliquer tour à tour leur labeur et leur intelligence pratique aux travaux agricoles et au mécanisme de l'industrie, ce sont là ces hommes plus grossiers que ceux du moyen-âge! et cette noble et sévère cité de Strasbourg, qui renferme tant d'excellentes écoles, qui a donné tant d'hommes distingués aux lettres et aux sciences, et qui imprime chaque année tant de livres estimés en France autant qu'en Allemagne, c'est la pauvre ville qui attriste un enfant de Cologne, où la pensée s'assoupit dans les pratiques du bigotisme! Toute cette Alsace enfin si animée, si prospère, qui joint aux poétiques traditions du passé le mouvement progressif des temps modernes, c'est là ce pays qui est de deux siècles en arrière de l'Allemagne! et tout cela parce que l'Alsace a le malheur d'être réunie à la France, d'avoir un maire au lieu d'un bourgmestre, et de faire partie intégrante d'une grande nation, au lieu d'être régie par un prince qui donnerait quelques centaines de soldats à la confédération germanique, ou de former une petite république. De bonne foi, est-ce là une idée sensée, et M. Venedey n'est-il pas effrayé de voir que son tableau factice de l'Alsace le conduit exactement au même point de vue que M. de Raumer à l'égard de l'Italie? Oui, c'est une erreur, une erreur trop palpable pour que le jeune écrivain ne se hâte pas de la reconnaître avec nous, et de la réparer à la première occasion. Nous sympathisons d'ailleurs de grand

cœur avec l'opinion qu'il a émise sur l'alliance de la France et de l'Allemagne, et ces désirs d'alliance ressortent pour nous non-seulement de ses deux brochures, mais de la plupart de celles qui ont été écrites sur la prise de possession des bords du Rhin. Les unes ont été dictées par d'obscurs fonctionnaires désireux de faire leur cour aux gouvernemens prussien et bavarois. Ce sont les moins nombreuses, et nous n'en tenons aucun compte. En Allemagne comme en France, partout il faut plaindre ces pauvres salariés de chancellerie, qui, pour obéir à leur maître, torturent leur esprit et font mentir leur conscience. Mais ceux qui peuvent dire, la tête levée et la main sur le cœur : voilà ce que nous aimons; ceux-là, soit qu'ils invoquent une constitution, soit que, chose plus hardie encore dans ces jours d'affaissement, ils osent se faire les défenseurs du pouvoir, nous voulons les respecter et les écouter avec attention. Or, ceux-là qui représentent dans ses diverses nuances, non pas la craintive pensée des seigneuries allemandes, mais l'opinion d'un grand peuple, savent rendre à la France l'hommage qui lui est dû; tout en défendant le Rhin comme ils doivent le faire, ils ne montrent guère l'envie de s'armer, de se battre contre nous. D'ailleurs, on ne se bat point quand on discute tant. Nous croyons donc à la paix entre la France et l'Allemagne. Nous croyons à l'alliance durable, de plus en plus profonde et éminemment civilisatrice, des deux peuples. Un livre publié récemment par un écrivain qui agite tour à tour, avec tant de verve et d'ironie les questions de littérature et de politique, confirme en nous l'idée de cette alliance au point de vue le plus pacifique, mais, hélas! il faut le dire, le moins idéal. Je veux parler du nouveau livre de M. Heine.

Henrich Heine uber Ludwic Borne (*Henri Heine sur Louis Boerne*). — Je veux garder le laconisme du titre allemand, et je me rends coupable d'un barbarisme. Que les lecteurs me pardonnent. Quiconque voudra lire ce volume sera bien obligé de faire d'autres concessions à l'auteur. Avec ce petit livre élégant, coquet, et qui ressemble, sous sa couverture jaune et ses feuillets satinés, au roman qu'un jeune écrivain jette d'une main timide et suit d'un regard inquiet dans le monde littéraire; avec ce titre si simple en apparence, mais si cruel au fond, Heine a fait crier et gémir d'un bout de l'Allemagne à l'autre le carillon de la presse, et, s'il était traduit en français, il pourrait bien soulever parmi quelques-uns de nos grands journaux la même tempête. Mais je ne veux pas prolonger davantage les préliminaires; je viens au fait. Ce livre n'est point une notice biographique, ni une appréciation littéraire. C'est une nouvelle promenade de l'auteur des *Reisebilder*, une promenade dans l'enfer grotesque de ce monde, où Boerne et Heine représentent Virgile et Dante, où Mme Wohl, la *zweideutige Dame*, comme l'appelle l'amer historiographe de ce voyage, figure Béatrix; où la démocratie est, comme Françoise de Rimini, surprise dans son crime et frappée d'un glaive qu'elle emporte dans le flanc; où l'on aperçoit dans le lointain la sombre tour d'Ugolin,

la tour du scepticisme qui se torture dans sa faim et se déchire les entrailles. Je vous laisse à penser les douces idées, les pieuses physionomies, les rêves candides, que l'on doit rencontrer dans une telle pérégrination. Le premier acte de cette *Divina comedia* se passe à Francfort, le dernier à Paris; çà et là quelques petits épisodes nous transportent en Pologne ou à la fête de Hambach, aimable attention du poète, qui, de peur que l'unité trop rigoureuse de son récit ne nous paraisse monotone, emploie pour le varier ces arabesques ingénieuses.

En 1815, Heine entend parler de Boerne pour la première fois. Quelques années après, il vient le voir à Francfort, et il trace ainsi son portrait : « Après m'être égaré long-temps à travers des rues étroites et tortueuses, je demandai à un marchand de lunettes où demeurait Boerne. « Je ne sais pas, me répondit-il d'un air malin et en secouant la tête, où demeure le docteur Boerne; mais Mme Wohl reste sur le Wollgraben. » Une vieille servante aux cheveux rouges, à laquelle je m'adressai ensuite, me donna enfin l'indication que je désirais, et ajouta en souriant d'un air de satisfaction : « Je suis au service chez la mère de Mme Wohl. »

« J'eus quelque peine à reconnaître l'homme dont le premier aspect était resté vivement empreint dans ma mémoire. Il n'y avait plus sur sa figure aucune trace de son dédaigneux mécontentement, de son orgueilleuse tristesse. Je vis un petit homme satisfait, languissant, mais non malade, une petite tête couverte de petits cheveux noirs et plats, une teinte de rougeur sur les joues, des yeux bruns très vifs, de l'animation dans chaque regard, dans chaque mouvement et dans la voix. Il portait une petite camisole en laine grise tricotée, qui le serrait comme une cuirasse et lui donnait une mine étrange. Son accueil fut tendre et expansif, et trois minutes étaient à peine passées, que nous causions avec abandon. De quoi causions-nous? Quand des cuisinières se rencontrent, elles parlent de leurs maîtres, et quand des écrivains allemands se rencontrent, ils parlent de leurs éditeurs. »

Là-dessus vient le dialogue, et quel dialogue! Ne songez pas, je vous prie, à ceux de Platon; ils ne vous donneraient pas la moindre idée de celui qui s'établit dans cette obscure maison de Francfort, sous les regards de Mme Wohl. Les deux interlocuteurs passent tour à tour en revue les évènemens les plus récens, les hommes d'état et les écrivains de l'Allemagne. Quand Boerne se montre trop indulgent dans ses appréciations, Heine se hâte de lui tendre un nouvel aiguillon. Par une réciprocité touchante, quand Heine fait mine de s'attendrir, Boerne le fortifie et le remet dans la bonne voie, et lorsque le portrait d'un historien, d'un poète, a été ainsi tracé par l'un, revu et corrigé par l'autre, verni par tous les deux, je vous assure qu'il est d'une curieuse couleur, et que le pauvre patient qui a passé par cette analyse n'a rien de plus à demander.

Quelquefois les deux terribles causeurs passent des questions individuelles aux questions générales. Boerne parle ainsi de l'Allemagne. « C'est une erreur,

dit-il, de croire que le peuple allemand n'a pas inventé la poudre. Le peuple allemand se compose de trente millions d'hommes. Un d'eux a inventé la poudre, les 29,999,999 autres Allemands ne l'ont pas inventée. Du reste, l'invention de la poudre est aussi utile que celle de l'imprimerie quand on en sait faire un bon usage. Nous autres Allemands, nous employons la presse à répandre la sottise, et la poudre à propager l'esclavage. »

Là-dessus le bon Heine essaie de faire une patriotique réplique, et Boerne continue : « J'avoue que la presse allemande a produit beaucoup de bien, mais elle a engendré bien plus de mal encore. Si je jette un coup d'œil sur notre histoire, je vois que les Allemands ont peu d'aptitude à la liberté, qu'ils ont au contraire toujours appris très facilement l'esclavage par les théories et la pratique, et qu'ils l'ont enseigné avec succès chez eux et au dehors. Oui, ils ont été les *ludi magistri* de l'esclavage, et partout où l'obéissance aveugle a dû être imposée par le bâton sur le corps et sur l'esprit, la leçon s'est donnée au moyen d'un maître d'exercice allemand. Nous avons répandu l'esclavage sur toute l'Europe, et comme monumens de ce déluge, nous voyons sur tous les trônes des races de princes allemands, pareilles à ces débris pétrifiés d'animaux monstrueux jetés au sommet des plus hautes montagnes par l'inondation. Et maintenant, s'il y a encore un peuple libre, on lui mettra sur le dos le bâton allemand. La sainte patrie d'Harmodius et d'Aristogiton, la Grèce, nouvellement affranchie, a été elle-même soumise à la servitude de l'Allemagne. La bière bavaroise coule à Athènes, et la canne bavaroise gouverne l'Acropolis. C'est une chose affreuse à penser que le roi de Bavière, ce petit tyran et ce mauvais poète, ait osé donner son fils pour roi à la contrée où fleurirent autrefois la liberté et la poésie, à la contrée où il y a une plaine qui s'appelle Marathon et une montagne que l'on nomme le Parnasse. Je ne puis songer à cela sans frémir... Aujourd'hui j'ai lu dans les journaux que trois étudians de Munich ont été forcés de s'agenouiller et de faire amende honorable devant l'image du roi Louis. S'agenouiller devant l'image d'un homme, et qui plus est, d'un méchant poète! Si je l'avais en mon pouvoir, c'est lui que j'obligerais à fléchir le genou et à faire amende honorable pour tous les mauvais vers qu'il a faits, pour son offense envers la majesté de la poésie. »

Heine, qui ne veut pas laisser son interlocuteur s'aventurer seul dans les régions transcendantes de la politique, répète comme lui le *paulo majora canamus*, et trace le système de la société moderne : « Richelieu, dit-il, Robespierre et Rotschild sont les trois plus terribles niveleurs de l'Europe. Richelieu détruisit la souveraineté de la noblesse féodale et la courba sous le joug du libre arbitre royal, qui la dégrada par des offices de cour, ou la réduisit à une mortelle impuissance dans les provinces. Robespierre coupa la tête à cette noblesse asservie et corrompue. Cependant le sol était encore là, et le nouveau seigneur, le nouveau propriétaire était un aristocrate comme ses prédécesseurs, et maintenait, sous un autre titre, leurs prétentions. Alors arriva Rotschild, qui détruisit la suprême puissance du sol en élevant à sa

plus grande hauteur le système des rentes sur l'état. En mobilisant les revenus, les propriétés, en donnant à l'argent les droits attachés autrefois au sol, il fonda une nouvelle aristocratie. Mais celle-ci repose sur un élément incertain, sur l'argent, et ne peut par conséquent être aussi nuisible que l'ancienne aristocratie, qui avait ses racines dans le sol. L'argent est plus mobile que l'eau, plus fugitif que le vent, et l'on pardonne volontiers à l'aristocratie actuelle, à cette aristocratie d'argent, son impertinence, quand on songe à sa nature passagère. »

Quelques années après, Heine et Boerne se retrouvent à Paris. La révolution de juillet a éclaté. La révolution de Pologne, de Belgique et toutes les petites révolutions d'Allemagne ont tour à tour éveillé, exalté, puis comprimé douloureusement les espérances de la démocratie. Quel thême, et quel sujet de réflexion pour nos deux philosophes, qui reprennent le chalumeau et continuent leur entretien à la façon des bergers de Virgile!

Heine parle des Polonais qui arrivaient alors en France et les décrit ainsi : « Ces Polonais ressemblaient au moyen-âge de leur pays, ils portaient des forêts vierges d'ignorance dans la tête. On les voyait accourir en masse à Paris et se précipiter ou dans les sections de républicains, ou dans les sacristies de l'école catholique; car, pour être républicain, il n'est point nécessaire de savoir beaucoup, et, pour être catholique, on n'a pas besoin de rien savoir, il faut seulement croire. Les plus habiles d'entre eux ne comprenaient la révolution que sous forme d'émeute, et ne soupçonnèrent jamais qu'en Allemagne on ferait peu de progrès par le tumulte et les séditions de carrefour. Un de leurs plus grands hommes d'état employa contre les gouvernemens allemands une manœuvre aussi malheureuse que ridicule. Il avait remarqué au passage des Polonais qu'un seul Polonais suffisait pour mettre en mouvement une paisible ville d'Allemagne, et comme c'était un savant lithuanien, très versé dans la géographie et sachant que l'Allemagne se compose d'une trentaine d'états, il envoyait de temps en temps un Polonais dans la capitale d'un de ces états, comme un numéro qu'on met à la loterie. Il n'avait pas toujours grand espoir de réussir, mais il faisait ce calcul : je hasarde un Polonais; si je le perds, ce n'est pas une grande perte, et si mon numéro gagne, voilà peut-être une révolution qui éclate. »

Boerne revient de la fête de Hambach, de cette fête qui mit en rumeur toute la confédération germanique et toute la police allemande, de cette fête où il avait été accueilli avec enthousiasme comme un tribun populaire montant le mont Aventin, et voici ce qu'il en raconte : « Je me suis bien amusé. Nous étions là tous des amis de cœur, nous serrant la main et buvant à notre fraternité. Je me souviens surtout d'un vieux homme avec lequel j'ai pleuré une heure entière, je ne sais plus pourquoi. Nous autres Allemands nous sommes vraiment d'excellentes gens, et l'on ne nous accusera plus d'être aussi peu pratiques qu'autrefois. Nous avions aussi à Hambach un temps magnifique, des journées de mai tout roses et tout lait. Il y avait là une belle jeune

fille qui voulait me baiser la main comme à un vieux capucin. Moi je n'ai pas voulu le lui permettre; alors son père et sa mère lui ont ordonné de me donner un baiser sur les lèvres, et m'ont assuré qu'elle lisait avec bonheur mes œuvres complètes. Je me suis vraiment bien amusé. Puis on m'a volé ma montre; mais cela me fait plaisir; c'est bien; cela me donne de l'espoir. Nous avons donc aussi des fripons parmi nous. C'est une bonne chose. Nous n'en réussirons que mieux. Ce maudit garnement de Montesquieu ne nous avait-il pas persuadé que la vertu doit être le principe des républicains? J'étais inquiet, je voulais que notre parti fût tout entier composé d'honnêtes gens, et de la sorte, nous ne serions arrivés à rien. Il faut que nous ayons, comme nos vieux ennemis, des fripons parmi nous. Je voudrais découvrir le patriote qui m'a soustrait ma montre à Hambach; dès que nous aurons le pouvoir entre les mains, je lui confierais la police et la diplomatie. Mais je le trouverai bien, le voleur. Je ferai annoncer dans le *Correspondant de Hambourg* que je promets une récompense de 100 louis à l'honnête homme qui a trouvé ma montre. C'est du reste une montre précieuse comme curiosité. C'est la première qui a été volée par la liberté allemande. Oui, nous nous éveillons aussi, nous fils de la Germanie, du sommeil de notre honneur. Tremblez, tyrans, nous volons aussi. »

Heine reprend la parole, et cette fois ce n'est plus pour répondre aux projets, aux sarcasmes, aux récits douloureux ou exaltés de l'écrivain démagogique; c'est pour le juger, lui et ses principaux partisans:

« Le premier représentant, dit-il, du mouvement révolutionnaire de l'Allemagne à Paris, le plus important, était Boerne, et il le fut jusque dans les dernières années de sa vie, et lorsque, après la défaite des républicains, les deux agitateurs les plus actifs, Garnier et Wolfrum, se retirèrent du champ de bataille Le premier était un homme d'une étonnante activité, et, il faut lui rendre justice, il possédait à un haut degré tous les talens démagogiques : beaucoup d'esprit, de connaissances, et une grande éloquence. Mais c'était un intrigant. Dans le tumulte d'une révolution allemande, Garnier aurait certainement joué un rôle; l'entreprise échoua, et il s'en trouva mal. On dit qu'il fut obligé de quitter Paris où son hôte en voulait à sa vie et le menaçait non pas d'empoisonner ses alimens, mais de ne plus lui rien donner à manger que contre argent comptant. Le second de ces agitateurs, Wolfrum, était un jeune homme de la Bavière, de Hof, si je ne me trompe, qui, après avoir été employé dans une maison de commerce, abandonna sa place pour se dévouer aux idées de liberté qui éclataient alors et qui s'étaient emparées de lui. C'était une honnête et généreuse nature, animée d'un pur enthousiasme, et je me crois d'autant plus obligé d'exprimer cette opinion, que sa mémoire n'a pas encore été entièrement lavée d'une indigne calomnie. Lorsqu'il fut banni de Paris et que le général Lafayette adressa à ce sujet une interpellation à M. le comte d'Argout, alors ministre de l'intérieur, M. d'Argout soutint que le banni était un agent des jésuites de Baviere, et qu'on en avait

trouvé les preuves dans ses papiers. Wolfrum, qui était alors en Belgique apprit par les journaux cette accusation et voulut sur-le-champ partir pour venir lui-même la repousser. Faute d'argent, il fut obligé de faire le voyage à pied. Par suite de son agitation morale et d'une fatigue extrême, il tomba malade. A son arrivée à Paris, il entra à l'Hôtel-Dieu et y mourut sous un nom supposé. »

Je m'arrête à ce dernier épisode. Comme expression d'une pensée individuelle, tout ce livre, si vif, si spirituel, est plein d'une profonde tristesse; le récit des rêves, des agitations, des vaines espérances de l'auteur est mêlé à celui du développement, du progrès et de la répression des idées révolutionnaires de l'Allemagne pendant l'espace de dix ans. En racontant cette odyssée de la démocratie allemande qui, après avoir porté son ambition si haut, n'a pas même pu, comme l'heureux roi d'Ithaque, trouver un refuge aux lieux d'où elle était partie, c'est sa propre histoire que le poète raconte; c'est une nouvelle page de biographie qu'il ajoute à celles qu'il a déjà autrefois répandues çà et là. Tout dans cette dernière œuvre porte l'empreinte d'un pénible désenchantement; il y a de l'amertume dans son sourire, du regret dans l'expression de sa joie, et un dard envenimé au fond des fleurs poétiques dont il entoure parfois son récit. Le livre commence par un sarcasme et se termine par un cri de douleur, la douleur de l'exil.

Comme histoire d'un mouvement politique, cet ouvrage est d'un grand intérêt; il constate l'impuissante activité d'un parti qui a, pendant plusieurs années, effrayé la confédération germanique et occupé, par contre-coup, la France. C'est le procès-verbal du démembrement de la *jeune Allemagne;* c'est l'oraison funèbre de ses espérances démocratiques.

Lebensnachrichten. (*Documens sur la vie de Barthold George Niebuhr*). 3 vol. in-8°. — Depuis que, pour satisfaire aux caprices de notre mobile et incessante curiosité, chaque jour, à des heures régulières, la presse nous livre, corps et ame, pieds et poings liés, des individualités, j'ai souvent plaint le sort des pauvres hommes célèbres. Autour d'eux il n'y a plus ni repos, ni mystère. Leur demeure est de tous côtés ouverte aux regards indiscrets, leur vie est comme un livre dont les fermoirs ont été violemment brisés, et dont chacun croit avoir le droit de dérouler l'une après l'autre les pages les plus intimes. La solitude n'a pour eux pas d'ombre assez profonde pour les dérober au grand jour de la publicité, et les dieux du foyer n'ont pas l'aile assez large pour leur donner un asile sûr dans le sanctuaire de la famille. L'homme célèbre meurt : vous croyez peut-être que cette outrageante inquisition qui l'a harcelé toute sa vie s'arrêtera devant sa tombe. Non pas. A peine ses yeux sont-ils fermés, qu'à l'instant même parens, amis, légataires directs et collatéraux se mettent à fouiller dans ses manuscrits, à recueillir ses notes, ses lettres inachevées, les pensées fugitives qu'il aura écrites dans un moment d'erreur, les quelques pages sans suite qu'il aura tracées pour se distraire un

jour où il avait les diables bleus. En vain une voix vraiment amie s'écriera : Mais tout ceci n'est pas digne de lui, ce n'est pas lui que vous représentez dans ces bribes éparses que vous livrez d'une main si légère à la postérité. C'est la partie la plus attaquable de son esprit. C'est un de ses rêves passagers ou une de ses erreurs. Vous n'avez pas le droit de divulguer ainsi ce qu'il tenait secret, de faire vivre ce qu'il aurait anéanti. Votre zèle à le servir est une trahison, votre respect pour tout ce qu'il a écrit ou essayé d'écrire est une impiété.

N'importe. Il faut que l'homme célèbre subisse cet affligeant honneur, il faut qu'on pénètre dans les plis et replis de sa nature morale et physique, qu'on entre dans l'analyse minutieuse de ses besoins, de ses fantaisies, de ses passions, de ses heures d'exaltation et de ses heures d'affaissement. Il faut qu'on voie dormir le bon Homère. Il y a, je le crois, au fond de ce mouvement inquiet et presque fébrile de curiosité qui nous porte à donner tant de coups de scalpel dans les artères les plus faibles d'une belle et noble organisation, un sentiment que nous repousserions peut-être comme mesquin et égoïste, si nous y réfléchissions. Cet artiste, ce philosophe, cet écrivain, dont nous faisons une étude si minutieuse, était dans l'ensemble de sa situation, dans le groupe de ses œuvres, un être trop grand et trop idéal. En le disséquant, nous faisons disparaître le prestige qui l'entourait, et nous nous vengeons par ses côtés vulgaires de l'admiration qu'il nous imposait par son génie.

Ces réflexions me viennent en lisant la *Correspondance* de Niebuhr, récemment publiée en Allemagne. Près des deux tiers de cette correspondance ne renferment que des détails sans intérêt, de longues pages qui auraient tout aussi bien pu être écrites par quelque honnête bourgeois du Holstein que par l'illustre historien; le reste, joint aux récits intercalés çà et là par l'éditeur, est important. En se faisant un autre plan de travail, en laissant dormir dans les cartons des collecteurs d'autographes ces lettres monotones qui n'ont d'autre mérite que d'être signées du nom de Niebuhr, en n'admettant dans son recueil que les fragmens dignes d'être conservés, les pages caractéristiques, en réduisant enfin ces trois gros volumes en un volume de pièces choisies, M. Perthes aurait rendu, nous le croyons, un hommage plus vrai, plus respectable à la mémoire de celui dont il voulait glorifier le nom. Ce qu'il n'a pas fait, nous allons essayer de le faire; nous tâcherons de retracer la vie de Niebuhr avec quelques-uns de ses récits, avec les lettres qui peignent le mieux son développement intellectuel.

Barthold-George Niebuhr naquit à Copenhague le 27 août 1776. Son père, de retour de ses célèbres voyages en Orient, occupait depuis quelques années dans cette ville l'emploi de capitaine-ingénieur. Sa mère était la fille d'un médecin de la Thuringe; elle avait été élevée en Danemark et parlait facilement le danois. Niebuhr eut ainsi dès son bas âge l'occasion d'apprendre simultanément deux langues; plus tard, il devait donner une bien plus grande extension à cette faculté philologique. En 1778, le capitaine-ingénieur fut nommé

conseiller de justice dans la province de Dethmar. Toute la famille quitta alors la capitale du Danemark pour aller habiter le petit village de Meldorf. Il faut encore placer ce changement de situation au nombre des circonstances favorables qui influèrent sur le caractère et la destinée de Niebuhr. Éloigné des distractions d'une grande ville, retiré dans une solitude paisible, sous la sauve-garde d'une mère intelligente et tendre, sous la tutelle d'un homme qui avait passé sa vie à s'instruire, qui avait vécu dans le monde des savans et visité les pays lointains, et dont la demeure, assez humble du reste, était remplie de livres précieux, Niebuhr s'habitua de bonne heure aux douces et salutaires jouissances d'une vie calme et retirée, de la vie de famille et d'étude. Son père fut son premier maître; il lui enseignait le français, l'anglais, l'histoire, la géographie. Un de leurs voisins, homme de goût et d'instruction, le poète Boje, éditeur de l'*Almanach des Muses* de Gœttingue, venait assez souvent les voir et mêlait aux graves pensées du savant Niebuhr les fleurs plus suaves et plus légères de la littérature. De temps à autre aussi, un étranger, attiré par la réputation du voyageur en Arabie, venait visiter sa retraite et ouvrait, par ses entretiens, de lointaines perspectives aux regards de l'enfant qui, assis alors sur les genoux de son père, écoutait d'un air pensif et s'élançait par la pensée à travers ces lieux inconnus dont il entendait décrire l'aspect et raconter les mœurs.

Entouré ainsi de tout ce qui pouvait en même temps éveiller son imagination et donner à ses idées naissantes une direction avantageuse, le jeune Barthold ne tarda pas à se distinguer par l'élan de son intelligence et par l'ardeur qu'il mettait à s'instruire. Peut-être qu'alors, avec son esprit porté à l'enthousiasme, au milieu de la solitude où il vivait, au sein d'une nature agreste et mélancolique, une légère impulsion eût suffi pour le jeter dans les voies de la poésie; mais son père était là, qui n'accordait qu'un espace limité au vague essor de son enfance, qui l'arrêtait d'une main ferme dans le cours de ses rêves vagabonds et le ramenait par des sentiers directs à la réflexion, à l'étude sérieuse. Il s'éloigna donc des domaines de la poésie pour entrer dans ceux de la science, et l'on raconte que tout jeune il se passionnait déjà pour les idées politiques, il se traçait sur la carte une contrée imaginaire dont il se déclarait le chef, et à laquelle il donnait des lois, des institutions. Ainsi Goethe, dans son enfance, composait de petits drames et les jouait avec sa sœur. Ainsi Bernardin de Saint-Pierre, fuyant de l'école, s'en allait dans un bois pour y vivre en ermite. Souvent le génie de l'homme se révèle par une de ces manifestations légères avant de porter ses fruits. L'enfance est la fleur embaumée qui en laisse percer le germe à travers sa mobile enveloppe, et l'âge mûr ne fait éclore que ce qui était préparé depuis long-temps.

A treize ans, Niebuhr entra au gymnase de Meldorf, sans cesser d'être dirigé et encouragé dans ses travaux par son père. Plus tard il entra dans une école de Hambourg, où il étudia avec ardeur les langues modernes. En 1807, son savoir philosophique était ainsi récapitulé dans une lettre de son

père : « Il n'avait que deux ans lorsqu'il vint à Meldorf; ainsi l'allemand peut être regardé comme sa langue maternelle. Dans le cours de ses études, il apprit le latin, le grec, l'hébreu. En outre il apprit à Meldorf le danois, l'anglais, le français, l'italien, assez pour pouvoir lire un livre écrit dans une de ces langues-là. Des ouvrages jetés sur nos côtes par un naufrage lui donnèrent occasion d'étudier le portugais et l'espagnol. Il n'étudia pas beaucoup l'arabe chez moi, parce que j'avais prêté mon dictionnaire arabe et que je ne pus m'en procurer un autre. A Kiel et à Copenhague, il s'exerça à parler et à écrire le français, l'anglais et le danois. Sous la direction du ministre d'Autriche à Copenhague, le comte Ludolph, qui était né à Constantinople, il apprit le persan, et ensuite de lui-même l'arabe; en Hollande, le hollandais, à Copenhague le suédois et un peu d'islandais; à Memel, le russe, le slavon, le polonais, le bohême, l'illyrien. Si j'ajoute à cette énumération le plat allemand, voilà vingt langues bien comptées. »

En 1794, il entra à l'université de Kiel, beaucoup plus instruit que la plupart de ses condisciples, et bien plus avide qu'eux tous d'étude et de savoir. Ses lettres, à cette époque, indiquent une vive exaltation d'esprit. Il se passionne pour l'antiquité; il lit avec des transports d'enthousiasme les historiens grecs; il pleure avec Euripide, il s'enflamme avec Homère. En même temps il jette autour de lui un regard inquiet et frémit d'impatience en voyant chez ses professeurs, dans la bibliothèque de l'université, tous les livres qu'il ne connaît pas encore, qu'il voudrait connaître, et qu'il n'aura peut-être jamais le temps de lire. « La tête me tourne, écrit-il un jour à son père, en songeant à tout ce que j'ai encore à apprendre : philosophie, mathématiques, physique, chimie, histoire naturelle, l'histoire dans la perfection, l'allemand et le français dans la perfection, puis le droit romain aussi bien que possible, puis une partie des autres jurisprudences, les constitutions de l'Europe entière, tout ce qui tient à l'antiquité, et tout cela dans l'espace de cinq ans au plus. Il faut que j'apprenne tout cela. Mais comment? Dieu sait. »

Rien de ce qui fait ordinairement la joie des étudians allemands, courses à cheval, réunions bruyantes, rien ne pouvait le détourner de la tâche régulière qu'il s'imposait chaque matin et du bonheur qu'il éprouvait à compulser un livre de science. Le monde l'attirait peu. Les femmes lui inspiraient une sorte de terreur. « De jour en jour, écrivait-il, je dois paraître plus sot aux yeux des femmes. La timidité m'ôte le courage de leur adresser la parole, et par cela même que je crois leur être insupportable, je supporte difficilement leur présence. »

Deux années se passèrent ainsi, deux années d'efforts courageux, d'études assidues et de réflexions. Dans cet espace de temps, il s'était tellement distingué par la portée de son esprit et l'étendue de ses connaissances, que le comte de Schimmelmann, premier ministre de Danemark, l'appela auprès de lui comme secrétaire. Niebuhr porta dans le monde, où il entrait si subitement, les goûts qui l'avaient constamment occupé à Meldorf, à Hambourg,

à Kiel. Une fois les devoirs de sa place remplis, il rentrait dans le silence de sa retraite et reprenait ses livres. De temps à autre, cependant, les vagues désirs de la jeunesse viennent le surprendre dans son silence, les rêves de l'imagination l'arrêtent dans son travail, et alors il est curieux de voir comme cet esprit tenace et laborieux résiste à ces écarts de la pensée, comme il s'accuse lui-même de mollesse et s'excite à reprendre sa tendance sérieuse et son énergie.

« Je me suis, dit-il, souvent trouvé dans un état d'incapacité et d'éloignement pour toutes les nobles et laborieuses occupations, qui m'a rendu très malheureux; car j'éprouvais alors un sentiment de faiblesse, de décadence qui me déchirait et me torturait le cœur. Il y a des hommes qui ressentent aussi une inégalité humiliante dans l'exercice de leurs facultés intellectuelles. Tel travail qui les charmera un jour et leur paraîtra facile à accomplir, ne leur inspirera d'autres fois que de l'éloignement et leur semblera inexécutable. Mais ce n'est pas encore là cette mollesse sans bornes, cette absence d'idées dont j'ai souvent honte. Ce mal ne tient donc pas à l'organisation fatale de certaines natures; il s'est glissé et enraciné en moi par une infortune particulière ou par ma faute Pour s'en délivrer, il faut nécessairement remonter à son origine, en arracher avec force les germes, et prendre à tâche de les détruire. Dans l'oisiveté presque constante, dans les rêveries sans fin de mes premières années d'enfance, je ne pouvais naturellement pas faire cette réflexion, et alors le mal dont je me plains se développa, grandit et devint difficile à vaincre. Je m'étais habitué à détourner mon attention de tout objet sérieux, à prendre tout avec une égale indifférence sans réfléchir à rien. Mon ciel était dans le monde des chimères; les rêves et le charme que j'y trouvais remplissaient ma pauvre ame. Plus tard la vanité, le désir de me faire un nom, commencèrent à me donner le goût des occupations plus graves; mais le poison qui était dans mon cœur m'empêcha d'entrer entièrement dans cette nouvelle voie. Ce fut dans l'hiver de 1790 que le mal que je viens de décrire m'apparut pour la première fois. Alors il ne souffrait aucune résistance, et j'abandonnai les travaux qui m'inspiraient en d'autres momens un vif attrait. Combien de jours, de semaines se passèrent dans les deux années suivantes sans études sérieuses! Au printemps de 1792, le désir d'apprendre à fond l'italien fut le seul que je poursuivis avec zèle et que je parvins à réaliser. L'hiver suivant, je fis une tentative meilleure, mais elle manquait encore de ce but déterminé qui fait vaincre tous les obstacles. J'errais de côté et d'autre et ne m'attachais qu'à l'apparence des idées. A Hambourg, j'éprouvai au plus haut degré cet état d'atonie. En 1794 et 1795, je le sentis plus vivement encore à Kiel. Il y avait alors pour moi un contraste douloureux entre les espérances brillantes avec lesquelles je commençais ma carrière et les efforts que je faisais pour la suivre. Les dernières semaines de mon séjour à Copenhague, le temps que j'ai passé dans le Holstein, m'ont appris à connaître entièrement mon état. Le remède à cette maladie est de s'éloigner de tous les vains rêves de l'imagi-

nation, de penser avant de rien exprimer, d'examiner mûrement chaque question, d'exécuter les plans que l'on a formés, et en un mot de travailler. »

Un peu plus loin il écrit : « Je suis devenu trop négligent; il est nécessaire, pour atteindre honorablement mon but, d'agir avec plus de force. Aussi longtemps que l'on saisit les objets par les sens plus que par l'intelligence, il est impossible de les envisager clairement. Les mots sont pour moi des abîmes dangereux que souvent je ne puis franchir. Oh! comment arriverai-je à la pensée libre, intime, profonde? comment briser le talisman qui me tient encore enchaîné sous le joug de l'imagination? Chaque matin donc, une heure au moins sera employée à m'éclairer sur un sujet déterminé, deux heures seront consacrées aux mathématiques, à l'algèbre, à la chimie, à la physique. »

Le désir de voir un des pays dont il s'était le plus occupé, d'entrer dans l'étude pratique des hommes après avoir employé tant de temps à celle des livres, le détermina à quitter l'honorable position que le comte de Schimmelmann lui avait faite à Copenhague et à voyager. Il partit en 1798 pour l'Angleterre. Voici le plan de travail qu'il se proposait en quittant les rives de sa terre natale. Sterne eût été obligé de faire dans sa catégorie des voyageurs une place à part pour cet observateur ambitieux.

« Par la lecture, dit-il, et les renseignemens, je m'efforcerai d'acquérir une idée suffisante de la constitution, une connaissance complète de la topographie. J'étudierai le système des poids et mesures en usage en Angleterre; le caractère, le talent, la vie des hommes distingués; je recueillerai des documens sur les établissemens scientifiques, les écoles, l'éducation, sur la manière de vivre des différentes classes, sur les impôts, sur l'armée et la flotte, sur la banque et le commerce, sur toute la littérature, les écrivains, la librairie, sur l'Inde orientale et occidentale.

« Dans la bibliothèque de Dalrymple, étudier les livres relatifs à l'Inde, dans l'ordre suivant : sur la nation indienne, antiquités, histoire, caractère national; histoire de l'empire Mogol avant et depuis sa chute; description des diverses contrés; sur la compagnie, ses chartes et priviléges, direction, commerce et affaires européennes; établissemens indiens, leur constitution et administration. »

Ce plan d'étude et d'observation qui ressemble si peu à celui que la plupart des voyageurs s'imposent en se dirigeant vers les contrées étrangères, Niebuhr le suivit scrupuleusement. Il visita les écoles, les établissemens littéraires et scientifiques, fit connaissance avec quelques-uns des hommes les plus distingués de l'Angleterre et de l'Écosse, et retourna en Danemark, rapportant du pays qu'il venait de parcourir un nombre considérable de documens recueillis avec soin, de notions exactes et variées.

De retour à Copenhague, il est investi de deux emplois assez faiblement rétribués; mais, comme l'a dit le poète :

Peu suffit aux désirs du sage.

Niebuhr, assesseur du conseil de commerce, secrétaire de la commission des Barbaresques, touchant chaque mois un modique traitement, et se délassant le soir de ses devoirs d'homme de bureau par ses lectures favorites; Niebuhr est heureux; Niebuhr remercie les dieux qui lui ont donné ce bien précieux chanté par Horace, cette *aurea mediocritas*. Pour compléter son bonheur, il se marie, il épouse une douce et aimable jeune fille qu'il avait connue dans le Holstein, et près de laquelle il s'était trouvé enfin moins timide, moins embarrassé qu'auprès des autres femmes.

Peu de temps après, sa position de fortune s'améliora encore : il fut nommé directeur de la banque. Son aptitude à traiter les affaires de finance attira l'attention du gouvernement prussien, et M. de Stein lui fit offrir la place de directeur de la banque de Berlin, avec des appointemens plus considérables que ceux qu'il recevait à Copenhague. Niebuhr hésita long-temps à accepter cette proposition, et peut-être l'amour de son pays l'eût-il emporté sur tous les avantages que lui offrait la Prusse, s'il n'eût été tout à coup vivement froissé en Danemark par une injustice contre laquelle il essaya en vain de protester. Cette circonstance acheva de vaincre son irrésolution. Il quitta Copenhague et partit pour la Prusse. A peine arrivé à Berlin, il apprend la terrible nouvelle de la bataille d'Iéna. Le roi et les ministres s'enfuient, Niebuhr s'enfuit avec eux, d'abord à Stettin, puis à Dantzig, à Kœnigsberg, à Memel, entendant de toutes parts résonner le cri de victoire de l'armée française, et tremblant de la voir envahir jusqu'aux dernières limites de la Prusse.

Enfin l'orage cesse, la paix est conclue, Niebuhr revient à Berlin, et à partir de cette époque, une vie nouvelle commence pour lui. Tour à tour directeur de la banque, envoyé en Hollande pour y négocier un emprunt, puis professeur de l'Université, puis, au renouvellement de la guerre, chargé de négocier des intérêts avec les agens anglais, il passe avec la même facilité d'une question de finance à l'examen d'un système philosophique, et de l'histoire romaine à l'histoire d'Hérodote, aux voyages de Bruce, aux œuvres d'Aristote. Il a le coup d'œil profond et lucide, la mémoire jeune, l'esprit infatigable. Toute cette partie de sa vie est fort animée. C'est le temps où il monte en chaire et proclame sur l'histoire romaine ses nouveaux points de vue qui épouvantent le monde scholastique. C'est le temps où il s'occupe de l'organisation des communes royales de la Prusse, où il donne des leçons au prince royal, le temps enfin où il prend une part active aux travaux de l'Académie des Sciences de Berlin et d'une société philosophique dont Savigny, Spalding et plusieurs autres savans étaient membres; et tout en consacrant ainsi la plus grande partie de ses heures de travail aux intérêts administratifs et scientifiques de la Prusse, il s'inquiète de ce qui se passe au dehors, du mouvement qui se manifeste çà et là, et ce qu'il écrit dans une de ses lettres, à propos de la constitution de Norvége, montre quelle était alors sa tendance politique :

« Je suis curieux de voir la constitution norvégienne, ce sera vraisemblablement une œuvre maladroite et tronquée comme la constitution espagnole.

Les fabriques de constitutions reprennent courage, mais les ouvriers nous donnent toujours d'aussi mauvaises denrées qu'il y a quelques années, lorsque leurs travaux étaient tombés dans le discrédit. Le premier point, le point essentiel, c'est qu'une nation soit mâle, noble, sans égoïsme. S'il en est ainsi, les lois se formeront successivement d'elles-mêmes et prendront de la consistance. Quant aux formes constitutionnelles, elles ne produiront rien chez un peuple extravagant et sans vigueur. A quoi sert le système de représentation, si l'on manque d'hommes capables de représenter le pays? Ici est le fruit, là est la racine. A-t-on jamais cueilli de bons fruits sur un arbre sans racines? Que chaque homme et chaque gouvernement travaille donc d'abord à rendre le peuple fort, viril, intelligent, généreux. Vouloir en venir à ce résultat par les formes, c'est atteler les chevaux derrière la voiture, et penser qu'ils la tireront aussi bien. »

Dans le même temps, il jugeait ainsi la charte qui venait de nous être octroyée :

« La nouvelle constitution est une œuvre très intelligente, quoique le soin que les sénateurs ont pris d'eux-mêmes soit la chose la plus déhontée qu'on ait jamais vue. Cette constitution peut aisément assurer aux Français toutes les libertés qu'ils sont maintenant en état de supporter; la question maintenant est de savoir si elle sera sérieusement mise à exécution. S'il en est ainsi, l'Europe doit se réjouir de voir cette liberté bourgeoise, durable, établie au milieu du continent entre l'anarchie insensée de la constitution espagnole et la monarchie absolue introduite en Hollande. »

Toute cette série d'occupations si sérieuses et si variées a, du reste, été très bien appréciée par M. de Golbery dans le travail biographique qu'il a joint à sa traduction de l'*Histoire Romaine*.

Au milieu de ses succès d'homme d'état et d'écrivain, de sa joie et de son repos domestique, Niebuhr fut tout à coup cruellement frappé par le sort; il vit mourir, jeune et belle encore, sa femme, la seule femme qu'il eût jamais aimée. Il la pleura long-temps, il s'en souvint toujours, mais le bonheur même qu'elle lui avait donné lui rendit, quand elle fut morte, l'isolement affreux. Il se remaria et partit, avec sa nouvelle épouse, pour l'Italie; il venait d'être nommé ambassadeur à Rome. Son séjour dans ce pays fut triste et pénible; il arrivait dans le vieux Latium avec le souvenir des hommes héroïques qui l'avaient habité autrefois, et les grandes images du passé lui faisaient paraître le présent mesquin et vulgaire. D'ailleurs, autour de lui point de monumens scientifiques, point de vie littéraire; des réunions cérémonieuses, des dîners officiels, l'étiquette du monde diplomatique, les entretiens futiles des salons, tout cela ne pouvait que déplaire à cet esprit élevé et sérieux. Aussi ne prend-il aucun soin de dissimuler ses impressions et sa tristesse, son ennui éclate à chaque page dans les lettres qu'il écrit de Rome à sa belle-sœur et à ses amis. Un jour il parle ainsi de la capitale du monde chrétien :

« La première impression que j'éprouvai en arrivant ici n'a pas changé, et

Brandis ne trouve comme moi rien d'élyséen dans ce lieu. La ville avec ses habitans n'a nul charme pour moi; mais tu aimerais à contempler du haut des collines les magnifiques points de vue ouverts de côté et d'autre. Je persiste à regarder en étranger les ruines du temps des empereurs, et, en vérité, il y a très peu de choses réellement belles. Les fresques de Raphaël et de Michel-Ange, quelques vieilles statues, voilà ce qui est beau et vivant à Rome. Souvent aussi je monte sur le Capitole, je m'arrête devant Marc-Aurèle, et je n'ai pu résister au désir d'embrasser les lions de basalte. On ne gravit pas au sommet du mont Aventin et du mont Palatin sans qu'il s'éveille en vous une austère pensée; mais, après tout, l'aspect de ces lieux ne me rapproche guère de l'antiquité. »

Une autre fois il dit :

« Je cherche à m'occuper, mais j'y parviens difficilement; l'ennui, les incommodités des réunions du grand monde, si fréquentes dans cette saison, me paralysent. Je n'ai jamais vu de société si vide et si fatigante que celle qu'on trouve ici. Mon désir est d'esquisser au moins l'histoire romaine, si je ne puis la travailler à fond. Je reste consciencieusement des heures entières devant mes livres, et la pensée, la perspicacité, ne me servent plus comme autrefois. Il y a dans mon esprit un souvenir confus de mes lectures, de mes observations, que je ne puis parvenir à éclaircir et à fixer d'une manière déterminée. J'ai éprouvé souvent le sentiment de la vie étrangère, mais jamais autant qu'en Italie. Il n'est pas possible de s'associer aux hommes de ce pays par des intérêts et des sentimens communs. Aucune question de science ni d'affaires ne peut nous lier à eux. S'il était permis de rester à l'écart, le mal ne serait pas si grand; mais cela n'est pas possible; il faut entrer en relation avec eux. Tout a une apparence distinguée, tout a un rang; seulement ce qui est noble et beau n'a ni rang ni existence. Les idées qui nous occupent le plus leur sont étrangères; nul but ne dirige leurs pensées. »

Et plus loin :

« La vie est triste en Italie, mais je n'aurais jamais cru que tout fût si triste ici. Que me servent les œuvres d'art? Je suis malheureusement comme nos anciens Romains, trop peu enthousiaste de l'art pour vivre par lui et trouver en lui une compensation à tout ce que réclame en vain ma nature individuelle. Là où le monde vivant est pénible à voir, comment l'ame qui se sent heureuse et fière d'observer l'esprit, le cœur humain, pourrait-elle trouver une compensation à ce qui lui manque dans l'étude des peintures, des sculptures et des édifices? Quel homme pourrait vivre seulement d'épices et de parfums? Les Italiens sont une nation de morts ambulans; il faut les plaindre et non pas les haïr; car ils ont été poussés à cet état de décadence par un malheur inévitable. Esprit et science, toute idée qui fait battre le cœur et toute noble activité sont bannis de ce sol. N'y cherchez ni espérances, ni désirs, ni efforts, ni même la joie; car je n'ai jamais vu un peuple moins joyeux. A Venise, à Florence, nous avons encore trouvé quelques hommes qui

avaient le sentiment de leur misère, et qui comprenaient à certains égards de quelle hauteur ils étaient tombés. Ici il n'y a pas de trace d'un pareil sentiment; on ne trouve qu'un mécontentement sans douleur et sans désir d'un autre ordre de choses. On pourrait ici se faire une idée de ce qu'étaient les Grecs sous Auguste et Tibère. »

Il quitta enfin cette Italie où il n'avait eu qu'une existence fatigante, des querelles amères avec quelques savans, notamment Maï, et des relations monotones avec les gens du monde. Il retourna avec joie en Prusse et s'établit à Bonn, l'une des plus jolies, des plus riantes villes de l'Allemagne. Libre alors de reprendre ses études de prédilection, il remonte dans la chaire universitaire, il continue cet enseignement de l'histoire qu'il avait interrompu à regret pendant si long-temps, et une jeunesse ardente et studieuse accourt avec empressement à ses leçons. Ses écrits, ses recherches d'érudit, l'ont placé à un haut rang dans le monde des savans; il s'est acquis par ses fonctions diplomatiques l'estime et la confiance de son roi; ses travaux lui ont donné une honnête aisance. Il a, pour combler sa félicité, une maison pleine de livres choisis, où des amis viennent le voir, s'entretenir avec lui d'art et de science, et de beaux enfans qu'il regarde avec une tendresse profonde grandir à ses côtés.

Ce bonheur si doux et si pur fut troublé d'abord par un incendie qui réduisit en cendres sa demeure et consuma une partie de ses livres et de ses manuscrits. Niebuhr supporta cette perte avec fermeté et résignation. Mais quelques mois après éclata la révolution de juillet, et le mouvement orageux de cette révolution et la rumeur qu'elle excita en Allemagne jetèrent dans l'ame de Niebuhr un doute, une anxiété qui le poursuivirent jusqu'à la fin de sa vie. Dès que la première nouvelle des trois journées de juillet lui parvint, il se mit à étudier le caractère de cette sanglante protestation du peuple, il tâcha d'en deviner la portée; plus tard son anxiété s'accrut. Il pensa que le mouvement révolutionnaire ne s'arrêterait pas aux limites de la France, qu'il amènerait la guerre, la guerre, dit-il, la plus dévastatrice des temps modernes, et il écrivit à sa belle-sœur : « Pensez à la situation où nous nous trouverons ici, entre deux forteresses qui seront puissamment attaquées et défendues. Dans cette ville pleine de périls, la position de ma maison est plus dangereuse encore que celle de beaucoup d'autres, si les ennemis s'établissent ici et si l'on entreprend de les chasser. Et quelle dévastation ne devons-nous pas attendre! J'en crains une pareille à celle de la guerre de trente ans; la misère et la faim feront émigrer les populations entières. Les charbonniers quitteront leurs mines, les fabricans dont les ateliers auront été brûlés se mettront à piller, dès que la guerre éclatera. Ces idées sont effroyables, et je cherche vainement des motifs pour croire qu'elles ne se réaliseront pas. »

Le passage suivant peint encore mieux que tout ce que nous pourrions dire l'attente douloureuse, la sourde agitation de l'Allemagne quelques mois après notre révolution :

« Depuis la perte de la Belgique la guerre est bien près de nous; et quoique tout soit encore parfaitement tranquille dans notre province, et que tous les gens amis du repos reconnaissent que leur salut dépend du maintien de l'ordre, le peuple n'en est pas moins redoutable s'il a une occasion d'éclater. Dans l'inquiétude que me donne la révolution belge, je me suis décidé à vendre les deux tiers de nos fonds français pour les placer en différens endroits, de manière à ne pas perdre du moins tout à la fois. Par la même raison je laisserai en France l'autre tiers. J'en emploierai une partie à acheter des obligations russes, car je suis convaincu que tous ces mouvemens révolutionnaires, en préparant la ruine de l'Allemagne, étendront la puissance de la Russie, et que ce pays, invincible au dehors, a au dedans une population qui s'y trouve à l'aise, qui grandit et qui supporterait facilement une dette plus considérable que sa dette actuelle. La banque de Norvége n'est pas non plus à dédaigner, car nul pays n'est moins menacé par la guerre. »

Dans cet état d'inquiétude fébrile, Niebuhr regardait d'un œil sombre non-seulement l'avenir de la France, mais celui de l'Allemagne et du monde entier. Quelques jours avant sa mort, il écrivait ces lignes douloureuses :

« Je suis intimement convaincu qu'en Allemagne nous courons à la barbarie, et en France les choses ne vont pas mieux. Il est évident aussi pour moi que la dévastation nous menace, et la fin de tout ceci sera le despotisme établi sur des ruines. Dans cinquante ans, et vraisemblablement beaucoup plus tôt, il n'y aura plus dans toute l'Europe, ou tout au moins dans tous les états du continent, aucune trace d'institutions constitutionnelles ni de liberté de la presse. »

La révolution de juillet occupa ses dernières pensées. Chaque jour, à l'heure où le courrier arrivait à Bonn, il éprouvait une nouvelle inquiétude. Il s'en allait à la hâte au cercle lire les journaux. Il suivait avec un indicible intérêt le procès des ministres, et le discours de M. Sauzet fut une de ses dernières joies! « Lisez, disait-il à son ami M. de Classen, lisez le discours de M. Sauzet; lui seul juge la question sous son vrai point de vue. Ce n'est pas là une question de droit; c'est une lutte entre deux puissances ennemies. *M. Sauzet est un homme d'une haute portée.....* Mais je me sens malade. » Et en effet, le soir même où il était allé lire ce discours, il s'était refroidi en revenant du cercle. Il fut pris d'abord d'un rhume violent, puis l'émotion lui donna la fièvre, et cinq jours après le médecin le déclara atteint d'une inflammation mortelle. Sa femme tomba malade en même temps, et fut forcée de s'éloigner de lui après l'avoir veillé avec une touchante sollicitude. « Malheureux enfans! s'écria Niebuhr en apprenant ce surcroît d'infortune; perdre en même temps un père et une mère! O mes enfans! priez Dieu, car Dieu seul peut vous protéger! » Il mourut le 2 janvier 1831, et sa femme, qui s'était traînée pâle et débile hors de son lit pour lui dire encore une parole d'amour, pour lui serrer encore une fois la main, mourut neuf jours après lui. Tous deux furent ensevelis dans le même tombeau. Le roi actuel de Prusse leur a fait d'une main pieuse élever un monument.

Historisches Taschenbuch (*Manuel historique*). — Il y a en Allemagne un grand nombre de publications périodiques qui renferment chaque année dans un cadre spécial des dissertations sur l'art, sur la science, sur la littérature, trop restreintes pour former un ouvrage à part, et trop développées cependant pour pouvoir se plier convenablement aux dimensions d'un journal. Dans un pays comme l'Allemagne, où tout se classe systématiquement, où tout ce qui est du ressort de l'imprimerie va sans cesse en augmentant et arrive bien vite à l'état de série, le *Taschenbuch,* que nous traduisons par *Manuel,* et qui, littéralement, signifie *livre de poche,* le *Taschenbuch* forme une littérature à part, une littérature étendue et variée, plus sérieuse et souvent plus durable que sa modeste apparence ne pourrait le faire supposer' une littérature enfin qu'il faut nécessairement étudier si l'on veut suivre dans toutes ses tentatives et ses manifestations le mouvement intellectuel de l'Allemagne. Ainsi les poètes dramatiques ont leur *Taschenbuch* où ils rassemblent chaque année quelques pièces inédites. Les généalogistes, les poètes, les érudits, ont aussi le leur, et Menzel a long-temps publié sous cette forme, à des époques régulières, le résumé des évènemens politiques du monde entier. De tous ces livres périodiques qui, vers la fin de l'année, partent à jour fixe du nord ou du sud de l'Allemagne, et que l'on compte parmi les joies de la *Weihnacht,* l'un des plus estimés est le *Manuel historique* qui se publie à Leipzig, sous la direction de l'auteur des *Hohenstaufen,* M. F. de Raumer. Ce livre est pour tous ceux qui s'intéressent aux investigations de l'historien un ami que l'on aime à voir revenir à une époque déterminée; car, chaque fois qu'il revient, il apporte à ses lecteurs quelque récit curieux des anciens temps. Il date déjà de douze ans, et en douze ans que de traditions n'a-t-il pas racontées! que de remarques savantes n'a-t-il pas communiquées au public! Quelques-uns des historiens les plus distingués de l'Allemagne, Léo, Loebell, Foerster, Wilken, Wachsmuth, Varnhagen, sont au nombre de ses collaborateurs. Nous regrettons de ne pas y voir le nom de M. Ranke, qui désormais en Allemagne doit figurer partout où l'on élèvera une tribune à l'histoire. Nous croyons aussi que les éditeurs ajouteraient beaucoup au mérite de leur *Manuel,* s'ils pouvaient de temps à autre y faire entrer une dissertation de Grimm, de Hammer, de Savigny, ou de quelques autres écrivains de leur école. En attendant ce qui doit se faire pour le complément de ce recueil, nous louons sincèrement ce qui s'est déjà fait.

Le volume qui vient de paraître est digne de ceux qui l'ont précédé. Il renferme une histoire très curieuse des associations de pirates qui succédèrent aux *viking* scandinaves et firent pendant long-temps la désolation des villes anséatiques, une dissertation un peu abstraite et confuse, mais assez solennelle en certains endroits, sur les rapports de l'art et de la poésie, une autre sur la diplomatie italienne aux XIIIe, XIVe, XVe et XVIe siècles, et enfin un travail remarquable de M. Sotzmann sur Guttenberg.

Le commencement de ce travail offre quelques détails curieux sur l'état de

la librairie en Allemagne avant la découverte de l'imprimerie, car il y avait alors une librairie déjà fort bien organisée, tenant boutique et publiant des catalogues. Il y avait même deux espèces de libraires : les *librarii* proprement dits, c'est-à-dire ceux qui faisaient ouvertement le commerce des livres, et les *stationnarii,* qui, sous un autre nom, exerçaient la même industrie et jouissaient des mêmes priviléges. Tous ceux qui n'avaient pas l'honneur d'appartenir à l'une de ces deux corporations, ne pouvaient vendre que des livres au-dessous de dix sols et n'avaient pas le droit d'occuper une boutique (1) : c'étaient les étalagistes d'aujourd'hui. En 1323, on comptait à Paris vingt-huit libraires. Quand l'un d'eux parvenait à rassembler dans son magasin cent ouvrages, il occupait une belle place parmi ses confrères. Aussi il y avait tel exemplaire de ces ouvrages, écrit avec art, enluminé avec patience, qui valait à lui seul bien des milliers de volumes tirés à la mécanique. De siècle en siècle, le commerce des livres s'accrut, les moyens matériels de les confectionner restaient à peu près les mêmes; mais l'instruction se répandait parmi le peuple, et la prospérité des manuscrits montait d'échelon en échelon jusqu'à ce qu'elle dut être un beau jour renversée par cette si petite et si prodigieuse invention de la lettre mobile. En 1443, il y avait dans la petite ville de Haguenau un libraire qui annonçait, dans un style de réclame que l'on dirait emprunté à nos journaux de 1841, des livres de toute sorte, grands et petits, religieux et profanes, et *joliment peints* (*hübsch gemolt*).

A la corporation des libraires se rattachait immédiatement celle des *scriptores,* des *illuminatores,* celle de tous les artistes, ouvriers ou savans, chargés de revoir le texte d'un manuscrit, de préparer le parchemin destiné à en faire la copie, de le renfermer dans un étui d'ivoire ou d'argent. On sait avec quel soin pieux les religieux du moyen-âge copiaient pendant de longues années le livre qui leur était confié, avec quel art plein de grace ils l'entouraient d'arabesques et de festons de fleurs. A chaque instant, les chroniques du temps parlent des manuscrits *richement et grandement hystoriés, hystoriés de riches hystoires et enluminés bien richement.* Dans d'autres, on énumère les précautions que l'on prenait pour conserver ces précieux manuscrits : *Estui de drap d'or; chemise de drap semée de marguerites; couverture en drap de satin, en escluyan, en damas,* etc. Les princes amis des lettres ne se contentaient pas de rechercher et d'acheter en différens lieux les livres les plus brillans et les plus estimés, ils les faisaient eux-mêmes confectionner. David Aubert, en parlant de Philippe-le-Bon au commencement de la chronique de Naples, dit que ce prince avait « journellement et en diverses contrées grands clercs, orateurs, translateurs et écrivains, à ses propres gages occupés. » Le même écrivain cite la bibliothèque de la maison de Bourgogne comme la plus riche qu'il y eût au monde. En comptant les dépôts d'Anvers, Bruges, Bruxelles, Gand, elle renfermait, dit-il, plus de trois mille

(1) *Nec sub tecto sedeat*, dit Bulaeus.

magnifiques manuscrits. La plupart de ces ouvrages étaient conservés dans le trésor du souverain par les *garde-joyaulx,* avec les perles et les diamans de la couronne.

Mais à côté de cette librairie des princes et des grands seigneurs il y avait la librairie des bourgeois et des pauvres; il y avait les livres d'heures que l'honnête père de famille portait à sa ceinture, enfermés dans un sachet, et transmettait religieusement à ses enfans. Il y avait les livres d'images, recommandés par les autorités ecclésiastiques (1) et destinés à ceux qui, ne sachant pas lire, pouvaient apprendre, à l'aide de quelques explications verbales et d'une série d'emblèmes grossiers, l'histoire de la Bible, la vie et la passion de Jésus-Christ, et quelquefois les leçons de morale du catholicisme. Tel était, entre autres, un petit livre très répandu au moyen-âge, composé de onze images représentant le diable qui tâchait de séduire l'ame du mourant par l'avarice, par l'orgueil, par la luxure, ou de l'entraîner dans le désespoir, tandis que d'un autre côté les anges s'efforçaient de l'arracher à la tentation.

Après cet examen, malheureusement trop court, de la librairie du XVe siècle, M. Sotzmann en vient à Guttemberg. Il raconte le peu qu'on sait sur la vie de cet homme dont le nom est aujourd'hui connu du monde entier. Guttemberg descendait d'une famille patricienne de Mayence; il quitte sa ville natale, comme Dante, au milieu des dissensions qui tout à coup la bouleversent, et vient se fixer à Strasbourg. Il a le goût des arts mécaniques, et tâche de fonder une société industrielle pour polir la pierre et fabriquer des miroirs. Il est entreprenant, mais pauvre, obligé de chercher des associés, des répondans, un capital, pour pouvoir tenter la plus mince entreprise. Il a un procès pour une valeur de 15 florins, et toutes ses tentatives de commerce, d'industrie, sont soumises à l'influence des évènemens. Ses travaux, à peine commencés, sont interrompus par le pèlerinage d'Aix-la-Chapelle, qui se faisait régulièrement tous les sept ans. On gardait dans la cathédrale de cette ville les langes du Sauveur, le drap dont son corps avait été revêtu sur la croix, la robe de la Vierge et le vêtement que portait saint Jean-Baptiste lorsqu'il eut la tête tranchée. Or, je laisse à penser quel sentiment de piété s'éveillait dans le cœur des fidèles en entendant parler de ces précieuses reliques, et avec quelle ferveur on allait les visiter. En 1496, on compta à Aix-la-Chapelle cent quarante-deux mille pèlerins. Chaque bourgeois de la ville se serait cru déshonoré s'il n'avait eu, dans cette circonstance solennelle, plusieurs étrangers sous son toit. Les travaux de Guttemberg furent donc suspendus à l'époque de cette grande procession des populations de l'Alsace et des rives du Rhin vers la merveilleuse église d'Aix-la-Chapelle.

Puis une dizaine d'années se passent pendant lesquelles on n'a presque

(1) Doceant episcopi per historias mysteriorum nostræ redemtionis, picturis vel aliis similitudinibus expressis, erudiri et confirmari, populum, in articulis fidei commemorandis et animo recolendis.

aucun document sur sa vie. En 1443, il retourne à Mayence et s'y retrouve pauvre comme par le passé. Après maint essai d'impression en caractères fixes, il apportait à sa ville natale la découverte des lettres mobiles. Peut-être était-ce là ce qui le ramenait à Mayence. Il allait, comme Christophe Colomb, ouvrir une nouvelle ère dans l'histoire du monde, et il voulait qu'elle fût inscrite au berceau de ses pères. Mais quel grand homme, quel bienfaiteur de l'humanité, a jamais obtenu tous les fruits qu'il pouvait attendre de sa découverte! Guttemberg, à qui nous élevons aujourd'hui des statues, arrive à Mayence, achevant de mûrir dans sa tête son œuvre d'imprimeur, et n'ayant ni atelier ni matériaux. Il emprunte de l'argent à l'aide d'une caution et ne peut le rendre. Il s'associe avec Fust ou Faust pour l'impression de la Bible, et n'ayant pu lui rembourser les avances qu'il a reçues, il est forcé de lui abandonner sa découverte, son art, sa joie. Grace au secours d'un sénateur de Mayence, il parvient cependant à établir une nouvelle presse et imprime le *Speculum Sacerdotum* et le *Donat*. Sur la fin de sa vie, il eut le stérile honneur d'être anobli par Adolphe de Nassau. Les érudits ont découvert qu'il mourut le 24 février 1468, et voilà toutes les notions que l'on a pu recueillir sur Guttemberg

M. Sotzmann repousse vivement, et par des raisons fort logiques, l'opinion de quelques savans, qui attribuent à Laurent Coster la découverte de l'imprimerie, et prétendent que Guttemberg aurait seulement dérobé le secret du sacristain de Harlem. Pour nous, il nous semble que Guttemberg a trop éprouvé le malheur des hommes de génie pour n'avoir pas eu quelque mission d'homme de génie à remplir, et qu'il a été trop méconnu, trop pauvre, pour n'avoir pas fait lui-même une de ces découvertes qui enrichissent le genre humain.

Et maintenant quelle conclusion tirer de ces diverses productions de la littérature allemande, de ces brochures sur le Rhin, de ce livre de Heine, de ces dernières lettres de Niebuhr? La conclusion, la voici. Après notre révolution de juillet, on vit surgir en Allemagne un parti démocratique jeune et ardent, qui entonna un hymne de triomphe. Ce parti, qui eut bientôt une foule de prosélytes, qui étendit ses ramifications dans toutes les villes de commerce et toutes les universités, et qui mêlait, il le faut dire, de nobles et généreuses pensées à des projets trop excentriques, ce parti a été vaincu, proscrit et dispersé par la police des cabinets allemands. Des différens hommes qui le dirigeaient ou qui aidaient le plus à son mouvement, les uns sont morts, d'autres sont exilés; d'autres, cédant à l'impérieuse nécessité, ont fait leur paix avec le pouvoir, et sont rentrés dans leurs foyers sous le regard vigilant de la police et le bon plaisir de la censure. Maintenant le peuple allemand est retombé dans cette vie uniforme et paisible où ses princes tâchent de le maintenir. Les rumeurs de guerre de la France lui ont donné encore récem-

ment une assez vive émotion, mais nul drapeau ne s'est levé, nul glaive n'est sorti du fourreau, et l'émotion est restée parmi les scribes et les ergoteurs d'école, qui tâchent d'en tirer le meilleur parti possible. En politique donc, calme plat. En littérature, même calme et même tristesse. Des milliers de cerveaux couvent cependant chaque soir sur l'oreiller l'idée d'un nouveau livre. Si Fine-Oreille, ce personnage fantastique d'un conte de fées, écoutait, penché sur la frontière, ce qui se passe en Allemagne, il nous dirait, j'en suis sûr, qu'il entend les hémistiches des *lieder* élégiaques qui bourdonnent dans l'air, et les plumes des prosateurs qui crient en courant sur le papier. Mais de tout ce travail incessant d'un immense pays, que reste-t-il au bout de l'année? Hélas! je l'ai déjà dit mainte fois, et il m'en coûte de le répéter encore, il reste peu de chose. J'ai beau chercher et fouiller dans ces gerbes de volumes, de brochures qui arrivent chaque mois de Leipzig à Paris. Pour quelques épis qui renferment un peu de bon grain, combien d'autres qui n'ont que des alvéoles vides! Une tradition populaire raconte que parfois dans les champs du Nord, dans les nuits ténébreuses d'hiver, on entend le rouet des filandières qui filent des linceuls de mort. Dans le bruit journalier de vos bibliothèques et de vos écoles, dites-le-nous, ô Allemagne, notre sœur, filez-vous le linceul de votre génie, ou ne voyez-vous pas poindre au lointain dans le jour morne qui vous enveloppe l'éclair d'une nouvelle gloire et l'aurore d'une nouvelle vie?

X. Marmier.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 mai 1841.

La discussion du budget de la guerre a fait naître à la chambre des députés un de ces débats aussi fâcheux qu'inutiles qui caractérisent notre politique toute de personnalités et de haines. Le ministère du 1er mars avait organisé dans l'infanterie douze régimens nouveaux. Le cabinet du 29 octobre avait adopté et consacré cette mesure, lorsqu'au lieu de dissoudre ces régimens, il avait demandé aux chambres les fonds nécessaires pour 1840 et 1841, et porté la dépense des nouveaux cadres dans le budget de 1842. La commission de la chambre des députés fait des critiques et n'amende pas; elle maintient la mesure sans l'approuver; elle dispense avec une égale largesse le blâme et l'argent. Elle dit aux états-majors des régimens nouveaux : Voilà votre solde; mais vous n'en êtes pas moins une superfétation dans l'armée, une charge inutile pour le pays, une fantaisie de M. Thiers. — La question une fois portée devant la chambre, on pousse les choses plus loin. La mesure n'est pas seulement inutile, mauvaise; elle est inconstitutionnelle, elle blesse les prérogatives de la chambre. Le gouvernement ne pouvait pas organiser des régimens nouveaux sans une loi; organiser et demander ensuite les fonds nécessaires, c'est enlever à la chambre la liberté de son vote, car, dit-on, elle n'ose pas détruire brusquement un fait accompli, anéantir des existences qui paraissaient assurées.

Au milieu de ces débats, nous aurions désiré voir le cabinet du 29 octobre se présenter à la tribune avec cette parole haute et ferme que M. le président du conseil a su trouver pour répondre à M. Lherbette. Nous l'aurions désiré dans l'intérêt de la chose publique, ainsi que dans l'intérêt de son propre avenir et de sa dignité.

Il appartenait, avant tout, au ministère de démontrer qu'en organisant des régimens nouveaux, le gouvernement n'empiète nullement sur le domaine de la législature.

Il lui appartenait de défendre sans embarras et sans hésitation une mesure qu'il avait adoptée, et contre laquelle, avant les inspirations hostiles de la commission de la chambre, il n'avait pas élevé d'objections.

Le droit des chambres, c'est le vote annuel des contingens de l'armée. Quant à l'effectif, qu'il ne faut pas confondre avec le contingent, et aux formes de l'organisation, les chambres en ont sans doute le contrôle, par cela seul que toute organisation suppose et entraîne une dépense, dépense que les chambres sont libres d'accorder ou de refuser; mais il n'y a rien d'inconstitutionnel en soi à appeler sous les drapeaux le contingent voté et à modifier par ordonnance l'organisation de l'armée. Les faits d'administration sont matière de responsabilité, comme tout acte quelconque de gouvernement, mais n'ont rien d'inconstitutionnel, rien qui porte atteinte aux prérogatives de la chambre. C'est un acte de gouvernement qui peut être bon ou mauvais, opportun ou intempestif, digne d'éloges ou digne de blâme, selon les circonstances; un acte qui peut donner lieu à l'accusation des ministres, mais qui ne touche point aux droits de la législature. Il n'en serait pas de même si une ordonnance venait modifier les règles de la loi sur les appels, l'avancement, l'état des officiers, leur activité, leur disponibilité, leur réforme, leur retraite. Il y aurait alors usurpation, empiétement. Sur ces matières, le droit de la législature est direct; elle n'intervient pas seulement par droit de contrôle, à l'aide du budget.

La liberté du vote! c'est un argument qui nous conduirait fort loin. Il s'appliquerait, avant tout, aux négociations diplomatiques, aux traités. On pourrait dire avec plus de raison qu'on ne le dit d'un fait d'administration intérieure : Pourquoi présenter aux chambres un traité déjà conclu, signé, en certains cas ratifié? C'est un fait accompli, le vote n'est pas libre. On n'ose pas rendre vaine la signature du roi ou celle de ses représentans. — Faudra-t-il donc initier les chambres aux négociations pendantes, et leur demander un assentiment préalable?

Au reste, n'insistons pas trop. Nous pourrions bien, par le vent qui souffle, rencontrer des hommes se disant sérieux, voire même conservateurs par excellence, qui nous prendraient au mot. Ils trouveraient peut-être qu'une consultation diplomatique à huis-clos, en comité secret, qu'une confidence déposée dans l'oreille de six ou sept cents législateurs, ne serait pas un expédient à dédaigner. On en rencontrerait un plus grand nombre encore qui trouveraient bon, que le gouvernement fût obligé, avant de conclure un traité, de consulter du moins une commission de la chambre.

Ce qu'on veut aujourd'hui, le but vers lequel on marche à grands pas, les uns le sachant et le voulant bien, les autres parce que

E l'una fa quel che le altre fanno,

c'est l'administration du pays par la chambre, ou, pour mieux dire, par les commissions de la chambre. Nous revenons à la polisynodie, et à la moins heureuse des polisynodies; car le tirage au sort des bureaux rend toujours plus

ou moins aléatoire la formation des commissions, et souvent c'est le hasard qui décide de l'esprit et des tendances de ces puissans comités.

D'un autre côté, avouons-le, les ministères se rapetissent de plus en plus devant les commissions. Est-ce là un mal sur lequel les amis sincères de nos institutions puissent fermer les yeux? Voyez plutôt, regardez autour de vous, et décidez. Le gouvernement de la France a-t-il gagné en force, en éclat, en énergie? A-t-il tiré du concours des chambres, de nos belles et nobles institutions, toute la vie, toute la grandeur qu'elles auraient dû lui communiquer? Certes, il est permis d'en douter Est-ce la faute des institutions et des hommes? On se plaît à accuser les institutions; c'est une accusation qui demande peu de courage, et qui n'a pas de conséquence.

Pour nous, ce sont les hommes que nous accusons. Les assemblées délibérantes ne fonctionnent régulièrement que lorsqu'elles se trouvent en présence d'une administration forte, courageuse, tout aussi prête à s'incliner respectueusement devant le droit de la chambre qu'à se redresser fièrement et à défendre en toute occasion envers et contre tous, coûte que coûte, la prérogative royale et les attributions du gouvernement. Si les ministres de la couronne ne se sentaient pas très haut placés; si, au lieu de demander le vote des chambres, ils le mendiaient; si, au lieu de donner l'impulsion, la direction, ils la recevaient, eux qui seuls peuvent connaître tous les écueils au milieu desquels le vaisseau de l'état doit faire route; si, au lieu de s'occuper des choses et de songer à l'avenir, ils ne pensaient qu'au présent et ne s'occupaient que des personnes, des mille combinaisons qu'enfantent les coteries, et des misères infinies de l'esprit de parti, la monarchie représentative ne serait plus qu'une forme qui envelopperait un tout autre gouvernement, qui ne servirait qu'à déguiser une sorte d'anarchie légale qu'on ne saurait définir. Tout le poids se trouvant dans un des bassins de la balance, l'équilibre serait impossible. Où en serions-nous si, pour toutes les mesures d'administration, il fallait sur-le-champ convoquer les chambres, étaler à la face du public toutes les données, toutes les conjectures, toutes les craintes, toutes les espérances du gouvernement, et jouer avec l'Europe ayant nous seuls cartes sur table? Sans doute, même dans les questions qui ne sont pas de la compétence directe des chambres, l'administration fait acte de prudence, lorsque, le pouvant sans inconvénient pour la chose publique, elle pressent les intentions de la législature. Cela est possible et convenable dans un grand nombre de cas, par exemple, lorsqu'il s'agit de créer un emploi, de distribuer d'une manière plus efficace, plus régulière peut-être, mais plus coûteuse, certains travaux administratifs. Ces communications préalables entretiennent l'harmonie des pouvoirs. Tout dépend des circonstances. L'administration est juge, à ses périls et risques, de l'urgence, de la convenance, de l'à-propos; mais qu'on ne vienne pas lui prescrire de règle absolue, lui enlever toute liberté d'action, lui ôter tout courage. C'est préparer l'abaissement du pays ou l'anarchie.

Soyons du moins équitables et conséquens. S'il doit en être ainsi, suppri-

mons la responsabilité ministérielle. Si les ministres n'étaient plus que des agens subalternes qui dussent, tous les jours et pour tout acte de quelque importance, recevoir le mot d'ordre comme des préfets ou des commandans de place, la responsabilité ministérielle, cette appréciation plus encore politique que judiciaire de leur gestion, serait exorbitante et répugnerait aux idées les plus élémentaires de la justice.

Au reste, pour en revenir à la question des douze régimens, la chambre n'a pas attaché d'importance à l'accusation d'inconstitutionnalité. Elle a senti que c'était au budget que son droit de contrôle devait s'exercer, que là son droit était de blâmer ou d'approuver, d'accorder ou de refuser la dépense; rien de plus, rien de moins. C'est le fond de la question qui a le plus occupé la chambre, et ici encore nous ne pouvons pas dissimuler que M. le ministre de la guerre nous paraît avoir manqué une belle occasion de montrer que les hommes éminens savent grandir encore et s'honorer eux-mêmes en rendant pleine justice à leurs adversaires politiques. Qu'on n'imagine pas que c'est là de la niaiserie; c'est de l'habileté. Préférât-on Machiavel à Aristide, c'est encore le parti qu'il fallait prendre, parce que seul il réunissait la dignité et la force. En politique pas plus qu'à la guerre, on ne suit pas les hommes perplexes, embarrassés, et qui paraissent douter de leur propre pensée. Pour marcher le premier, il faut montrer aux partis qu'on ne redoute ni les adversaires qu'on a en face, ni ceux qu'on a laissés derrière soi; et la meilleure preuve qu'on ne les redoute pas, c'est de leur rendre hautement justice, envers et contre tous, sur les points où ils ont bien mérité du pays. Le vrai public, la partie saine, respectable, puissante du public, n'appartient à aucun parti, n'est à la suite d'aucun homme; elle ne connaît que la France, la chambre et la monarchie. C'est là le public dont il faut prendre souci, et ce public-là est impartial, sincère, sensé. C'est à ses yeux qu'il ne fallait pas avoir l'air de vouloir et de ne pas vouloir, d'adopter et de livrer, de maintenir et de blâmer. Ce sont là subtilités qu'il ne comprend pas, embarras qui l'étonnent; et s'il cessait de s'étonner, s'il parvenait à comprendre, à coup sûr il n'approuverait pas.

Au surplus, quelle est cette grande querelle qui a tant agité la chambre des députés et qui recommencera, dit-on, un de ces jours, à la chambre des pairs? Il est question de savoir si la France aura douze cadres de plus ou de moins pour ses régimens d'infanterie. Quelle énormité! Ne dirait-on pas qu'il y va du salut de la monarchie?

« Il fallait à la place ne créer que des quatrièmes bataillons. » — En effet, on aurait épargné 400,000 francs. Voilà l'importance du débat, pour ceux du moins qui ne pensent pas qu'après le traité du 15 juillet on dût laisser notre état militaire dans l'état déplorable où il était tombé.

Quant à nous, qui prévoyons une diminution de notre effectif pour le soulagement de nos finances, nous remercions d'autant plus le cabinet du 1er mars d'avoir porté à cent le nombre des régimens d'infanterie. Il n'est pas besoin d'être homme de guerre pour savoir que les bons cadres font

promptement les bonnes armées, surtout lorsque les soldats qui viennent remplir ces cadres sont des Français, et qu'ils y trouvent d'habiles officiers, des hommes d'expérience et de glorieuses traditions. Que nous importe l'effectif en temps de paix, si les cadres subsistent, s'il ne s'agit, la guerre menaçant d'éclater, que d'en remplir les vides par nos admirables conscrits? Multiplions les congés, rendons un grand nombre de bras à l'agriculture; nous le voulons bien. La grande guerre n'éclate pas du jour au lendemain. En trois mois, avec les cadres, vous aurez une excellente infanterie : si le nombre des cadres était insuffisant, s'il fallait, comme l'an dernier, les briser pour les multiplier, désorganiser pour accroître, la confusion serait dans tous les rangs, et l'armée ne serait pas, au bout de six mois, en état de repousser l'ennemi avec la certitude d'un prompt et brillant succès. Ce sont là de ces vérités de bon sens qu'on ne peut obscurcir, des vérités politiques; la politique n'est que du bon sens. Tant que nous nous trouverons en présence de nations fortement armées, et dont les intérêts et les sympathies ne seront pas sincèrement d'accord avec nos sympathies et nos intérêts, ce serait un crime que de désarmer la France. Or il n'est qu'un moyen de l'armer sans épuiser ses finances, de pourvoir à sa sûreté sans paralyser sa prospérité; c'est d'entretenir, je parle surtout de l'infanterie, beaucoup de cadres et seulement le nombre de soldats strictement nécessaire à l'instruction de ces cadres et aux besoins de l'état de paix; c'est d'avoir une organisation qui nous permette l'économie, tout en nous donnant les moyens de passer facilement, sans désordre et sans trouble, du désarmement à l'armement, de l'état de paix à l'état de guerre, et cela d'une manière conforme à la grandeur et à la puissance française. Des cadres nombreux peuvent seuls résoudre la question dans un pays où, quoi qu'on fasse, la guerre ne sera jamais qu'une profession, une profession hautement honorée, conforme au génie national, mais une profession particulière, savante, qui est entièrement perdue de vue par ceux qui se destinent aux carrières civiles. Pourrions-nous, comme dans quelques pays, appeler chaque année, pendant un mois, deux mois, les hommes voués à ces carrières, les réunir dans des camps d'exercice, dans des écoles militaires, instruire ainsi les uns au commandement, plier les autres au joug de la discipline? Ce serait un rêve. Si on essayait de le réaliser, nos finances ne s'en trouveraient certes pas soulagées.

Ajoutons qu'en cas de guerre il nous faudrait mobiliser une partie de la garde nationale; et il serait fort utile de pouvoir, au lieu d'en former des régimens à part, l'incorporer sous forme de quatrièmes bataillons aux anciens régimens de l'armée. Cela serait cependant impossible si on restreignait le nombre des cadres; la place des quatrièmes bataillons serait alors occupée par la ligne.

Ces considérations, dont l'importance sera de plus en plus sentie à mesure que s'amortiront les luttes du moment, ont été développées à la tribune par M. Thiers avec une puissance de talent, une autorité de langage, une vivacité de sentiment, qui ont vivement ému ses adversaires eux-mêmes : ils ont dû

en faire l'aveu. On sentait dans la parole si vive, si pressante de l'orateur, l'homme d'état qui a profondément médité sur les institutions militaires de son pays.

Nous sommes peu touchés des projets de je ne sais quelle transformation qu'on paraît méditer. Certes nul ne place plus haut que nous l'autorité de M. le maréchal Soult en pareille matière; mais nous sommes trop sincères pour ne pas avouer hautement que cette transformation ne nous a paru jusqu'ici qu'un moyen, fort ingénieux sans doute, d'obtenir des résultats analogues, tout en faisant quelque chose de différent, un moyen de ne pas perdre les bénéfices du 1er mars, tout en donnant une vaine satisfaction à ses ennemis, à ces hommes qui lui font sans doute l'honneur de le croire bien vivant, car ce serait un goût trop ignoble que de s'acharner ainsi sur un mort. Nous craignons que ces changemens et ces transformations n'ajoutent à la fin quelques millions de plus à ces dépenses qui font aujourd'hui jeter de si hauts cris. Mais il serait téméraire à nous de préjuger des mesures que nous ne connaissons pas, et sur lesquelles, en tout cas, notre avis devrait s'éclairer au préalable de l'opinion des juges compétens.

Le ministère anglais s'est montré à l'intérieur, dans son intérêt personnel, ce qu'il a été, dans les questions extérieures, à l'égard de ses alliés : imprudent, téméraire, sacrifiant sans scrupule l'avenir à l'intérêt ou à la passion du moment. Nous ne faisons pas de vœux pour un ministère tory. Un ministère whig, un ministère libéral, modéré, progressif, aurait eu droit à toutes nos sympathies; mais, quand une administration est dirigée par des esprits aussi peu mesurés que celui de lord Palmerston et par des caractères aussi faibles que celui de lord Melbourne, que nous importe en vérité la couleur générale du cabinet?

Quoi qu'il en soit, c'est un singulier spectacle qu'un cabinet whig se faisant révolutionnaire pour vivre, ou du moins pour préparer à ses adversaires des jours difficiles, une vie agitée.

Expliquons-nous. Les mesures que le ministère a proposées sont justes et bonnes au fond. Elles sont de plus pour l'Angleterre une nécessité à laquelle elle ne pourra pas plus se soustraire qu'elle n'a pu éviter l'émancipation des catholiques.

Saturée de capitaux et de produits, l'Angleterre est arrivée la première au point auquel arriveront fatalement toutes les nations qui s'obstinent dans le système prohibitif. Quand les eaux que vous avez fait monter artificiellement menacent de couvrir votre tête et de vous étouffer, il faut bien lâcher les écluses. Le système prohibitif est condamné au suicide. Plus il triomphe, plus il s'exagère, et plus le jour de sa mort approche. Ce jour est venu pour le système anglais.

Quant aux céréales, qui a jamais pu imaginer que les consommateurs anglais se résigneraient à payer éternellement un impôt énorme, scandaleux, à leurs propriétaires fonciers? car c'est là le résultat de la loi sur les céréales. C'est un grand malheur pour une aristocratie que d'avoir placé sur une base

de cette nature une grande partie de sa puissance. Affamer ses inférieurs, au lieu de les nourrir, c'est un rôle qui n'est pas de notre siècle.

Mais plus le mal est grand, plus le remède est difficile, périlleux. Ces questions en Angleterre, pays de grands propriétaires, d'aristocratie, d'*église établie*, d'une nombreuse population agricole, d'une population manufacturière plus nombreuse encore, touchent maintenant aux entrailles même de la société. Dans un pays moins sensé, moins attaché à ses lois, à ses traditions, à ses us et coutumes, moins habitué à se contenir, à patienter, à se contenter en toute chose d'une honnête transaction, il n'y aurait au bout de ces questions rien moins qu'une révolution. Est-ce à dire que même en Angleterre il fallait jeter ces terribles questions dans l'arène politique, sans préparation, sans ménagement, en attisant les passions de la multitude par des propositions extrêmes, et cela lorsque le gouvernement, faible, chancelant, serait hors d'état d'éteindre l'incendie qu'il aurait allumé? Ce n'est pas là gouverner; c'est jouer, jouer sa dernière carte, en hommes désespérés. C'est prendre tristement congé des affaires que de se préparer un moyen d'opposition qui peut compromettre profondément l'avenir du pays.

C'est probablement aujourd'hui qu'on apprendra l'issue du débat sur les sucres et les bois de construction. On dit que, si la majorité contraire au cabinet dépasse vingt voix, il se retirera sans tenter la dissolution. Il paraît avoir déclaré à la reine qu'il serait imprudent, dans ce cas, de pousser les choses plus loin; qu'il valait mieux subir les tories, leur faire naître toutes sortes de difficultés et d'embarras, et attendre. Si la majorité contraire était plus faible, il aborderait alors, au 31 mai, la question des céréales. Nous ne voulons pas faire ici des conjectures sur un fait qui probablement sera résolu au moment où nous livrerons ces lignes à l'impression. Attendons.

Ces vicissitudes ministérielles doivent sans doute retarder la conclusion de tout traité sur les affaires d'Orient. Pourquoi signer avant de savoir à qui l'on aura affaire demain, quels seront les principes et les vues de la nouvelle administration, si réellement un nouveau cabinet parvient à se former? Certes, nous sommes loin d'être fâchés de ce retard; nous nous en félicitons au contraire, et nous en félicitons le ministère.

En attendant, il est plus que jamais démontré que le traité du 15 juillet et l'expédition qui en a été la suite, ont porté un coup funeste à cet empire ottoman qu'on avait la prétention de sauver et de consolider. Le canon de Saint-Jean-d'Acre a ébranlé le vieil édifice, réveillé tous les opprimés, et fait naître des espérances et des tentatives dont il est difficile jusqu'ici de prévoir les conséquences. Les troubles de l'île de Candie ne sont pas apaisés; la Syrie est toujours mécontente, inquiète, agitée; les populations chrétiennes de la Bulgarie lèvent la tête et osent regarder en face leurs oppresseurs. Il est possible que ces mouvemens soient réprimés; il est possible qu'une pensée politique ne vienne pas animer, organiser, diriger les révoltes qu'a fait naître l'administration brutale et stupide des agens de la Porte. C'est là l'espérance des amis du *statu quo* à tout prix. Nous ne sommes pas de cette école. Nous

ne demanderions pas mieux que de pouvoir saluer le retour de ces populations à la vie civile, de les voir entrer dans le giron de la civilisation européenne. D'ailleurs, qui pourrait consolider l'empire turc? L'Europe seule le pourrait, pour long-temps du moins, l'Europe unie, sincère, unanime à l'égard de l'Orient, l'Europe, si elle était ce qu'elle n'est pas, ce qu'elle ne peut être. C'est dire que la consolidation de l'empire ottoman n'est en réalité qu'un rêve.

Cependant, quels que soient nos vœux pour l'affranchissement des peuples courbés sous le sabre des Turcs, nous ne pouvons pas ne pas suivre d'un œil très attentif tous ces mouvemens insurrectionnels. La pensée politique qu'on ne découvre pas aujourd'hui peut apparaître demain et leur donner une vie, une forme, une tendance inattendues. Si nous sommes bien informés, des agens européens n'ont pas été étrangers, par leurs conseils et leurs instigations, à ces mouvemens, surtout dans l'île de Candie. L'abaissement de Méhémet-Ali, il faut bien l'avouer, a donné à l'influence anglaise une grande prépondérance en Orient, et les agens subalternes de lord Palmerston et de lord Ponsonby ne doivent certes pas être des hommes remarquables par leur modération et leur retenue. L'Autriche, la Prusse, la France, sont les seules grandes puissances dont le désintéressement puisse être tenu pour sincère dans les affaires d'Orient. Mais le désintéressement n'est pas l'abandon; il ne serait qu'une niaiserie politique, s'il n'était pas accompagné d'une grande vigilance et de la résolution bien arrêtée de s'opposer à tout agrandissement de l'une ou de l'autre des grandes puissances européennes.

Au milieu de ces agitations et de ces incertitudes, la position du gouvernement grec devient délicate et difficile. Trop faible pour exercer une influence directe sur des affaires qui cependant le touchent de très près, il est exposé à mille intrigues, à mille séductions, à des piéges sans nombre. Il n'a pour lui que le temps, la prudence et l'intérêt que lui portent tout naturellement celles des puissances qui ne voient dans la chute, plus ou moins prochaine, de l'empire ottoman, d'autre moyen de sauver la paix de l'Europe, que la prompte organisation de nationalités nouvelles, d'états nouveaux sérieusement indépendans.

Le prince Mavrocordato va, dit-on, prendre les rênes de l'administration grecque; il est nommé ministre des affaires étrangères, président du conseil. C'est un homme d'esprit, instruit, connaissant fort bien les choses et les hommes de l'Europe, et par là les difficultés de sa mission. Il passe pour être fort attaché à l'Angleterre, où il a long-temps résidé. Nous n'avons pas à nous occuper de ses penchans d'homme privé. Nous sommes convaincus que, comme ministre, il ne sera que Grec. Le salut et l'avenir de la Grèce sont à ce prix.

La chambre des députés doit bientôt s'occuper de la loi relative à notre traité avec la Hollande. Nous désirons vivement que la loi soit adoptée. Nous ne voulons pas affirmer que le traité ait été fait et rédigé avec tout le soin désirable. Loin de là. Il y aurait beaucoup de choses à reprendre, beaucoup d'améliorations à y faire, si une convention diplomatique pouvait être révisée

et amendée comme un projet de loi ordinaire. En général, on néglige trop la discussion et la rédaction de ces conventions commerciales, d'ailleurs si importantes; elles sont trop souvent l'ouvrage d'hommes peu compétens en ces matières délicates et compliquées.

Mais, quel qu'il soit, le traité doit être accueilli avec faveur, surtout comme *précédent*, comme un premier pas dans une carrière où il importe d'avancer, et d'avancer tous les jours, sans relâche. C'est là un but essentiel de la politique de notre temps. Il y a une belle et grande tâche à remplir; nous l'avons négligée trop long-temps; le cabinet devrait y songer sérieusement. Imaginer que l'état des relations commerciales dans le monde puisse rester long-temps tel qu'il est, ce ne serait pas gouverner. Ce serait vivre au jour le jour; pis que cela, ce serait préparer la décadence à la fois politique et commerciale de notre pays.

— Le *Journal des Débats* a reçu de Saint-Pétersbourg une lettre contre l'article publié dans notre livraison du 1er avril 1841, *les Provinces du Caucase sous la domination russe*. On a peu de goût pour la publicité en Russie, et, toute vague qu'elle est, cette réclamation ne nous a pas étonnés. Quoi qu'il en soit, nous croyons devoir maintenir la parfaite exactitude des renseignemens donnés dans notre article sur la conduite du baron de Hahn et l'affaire du prince d'Adian. Les plaintes des villageois victimes des exactions et des réquisitions du prince d'Adian furent adressées au baron de Hahn, qui les accueillit et fit faire une enquête à ce sujet Ce fut cette enquête qui dévoila tous les abus commis par le prince. On n'aurait que des éloges à donner au baron de Hahn, si, dans un moment de juste indignation, il eût dénoncé les faits venus à sa connaissance; mais ce ne fut au contraire que par des voies indirectes qu'il excita les soupçons de l'empereur. La conduite du baron de Hahn a été énergiquement blâmée, et a soulevé la plus vive irritation. — La Russie proteste aussi, par l'organe des journaux allemands, contre le bruit qu'on fait courir d'une prochaine expédition dans le Caucase. D'après des lettres récemment écrites de Tiflis, il paraît certain néanmoins qu'une grande expédition se prépare pour le printemps. Le général Golavine commandera l'armée du Caucase; il doit se diriger avec les troupes vers Tcherkaie, résidence actuelle de Chamyl, le chef des insurgés du Daghestan; puis, traversant le pays des Tchetchens, il se rendra au fort de Grosna pour se réunir au général Grabbe, qui doit rester sous les armes sans faire d'expéditions dans l'intérieur.

Nous tirons d'une lettre écrite récemment de Bombay de piquans détails sur un procès qui vient d'être jugé au tribunal suprême de cette ville. On ne lira pas sans intérêt, nous le croyons, la relation de cette affaire, où la presse

de Bombay, appuyée par le commerce indien, se trouvait en présence de la justice anglaise :

« Pointe Malabar, près de Bombay, le 28 mars 1841.

« Je suis sur ce cap qui domine la rive de l'Océan indien, depuis quelques heures, afin de me calmer et de fuir un peu la chaleur de Bombay, qui est à 27 degrés Réaumur de dix heures du matin à trois heures après midi. Pour aujourd'hui, j'en ai subi quelques-uns de plus de mon propre penchant, et vous saurez que je me suis plongé à souhait dans cette fournaise d'où je suis sorti en martyr, pour entendre plaider une cause au tribunal suprême de Bombay.

« Il s'agissait d'une affaire de presse. Il faut que vous sachiez que sous le 73° de longitude, à Bombay enfin, il y a nombre de journaux assez bien rédigés et assez tracassiers pour être dignes de figurer sur une table près de nos plus respectables journaux d'Europe. La Providence, toujours sage et prévoyante, a placé également à Bombay, d'accord en cela avec la compagnie des Indes, qui ne manque pas non plus de sagesse, un ou deux tribunaux, un avocat-général et tout ce qui s'ensuit. C'est cependant le chef de cette armée en robes qui a amené le procès en question : je parle du premier magistrat (*chief-justice*) de Bombay. C'est un petit homme fin, spirituel, poli, passionné, comme le sont en tous pays les représentans de l'impassible justice, qui n'a guère que 200,000 francs d'appointemens et qui tient une très bonne table, je puis vous l'assurer. Sir Henri Roper, en sa qualité de chef de la magistrature, est indépendant de la compagnie (ici quand on parle de la compagnie, cela veut toujours dire le gouvernement des Indes). C'est un véritable roi dans son genre, et, entre autres attributions royales qui lui sont dévolues, il a surtout celle d'être détesté de tout le monde, à peu d'exceptions près. Je me range, tout étranger que je sois dans l'Inde, parmi les exceptions.

« Jugeant du haut de son trône (c'est vraiment un trône, et je tiens d'autant plus à le constater que j'ai eu l'honneur insigne d'y prendre place publiquement ce matin), jugeant donc une cause de succession, sir Henri Roper eut dernièrement la fatale idée de blâmer une maison de banque de Bombay en raison de je ne sais quelle peccadille de banquier, et de le faire en termes qui seraient tout-à-fait du goût de notre excellent ami M. Dupin. Il a imité même son trop franc devancier au point de généraliser le blâme. Tout le commerce de Bombay s'est ému, et voilà la guerre allumée! Celle-ci a fait oublier pendant vingt-quatre heures à Bombay celles du Pandjab, du Kaboul, de Hérat et de la Chine.

« Il y a ici diverses espèces génériques de banquiers : les uns sont Anglais, ou soi-disant tels, et c'est le petit nombre; d'autres Portugais, c'est-à-dire descendans directs du grand Albuquerque, mais par les femmes noires, ce qui a un peu altéré la couleur déjà très peu claire de leur sang primitif; il y

en a de Musulmans, d'Hindous; mais les plus riches et les plus influens sont des Parsees. Ces Parsees sont tout simplement des prêtres chassés de la Perse en leur qualité de disciples de Zoroastre, et venus dans l'Inde où ils continuent d'adorer le feu, et surtout l'argent qu'ils s'entendent très bien à gagner. Imaginez maintenant que sir Henri Roper s'était mis tout ce monde sur les bras.

« Il est bon que vous sachiez que le *Times* et le *Courier* de Bombay ont pour propriétaires un grand nombre de ces messieurs. Les deux feuilles prirent la défense de ce qu'elles appellent le commerce, et parlèrent à la justice de la reine, représentée par sir Henri Roper, d'une manière qui fut trouvée peu révérencieuse par le susdit *chief-justice*. De là citation, procès et séance à quarante degrés de chaleur, mitigés par le jeu de trois éventaux de dix-huit pieds de long, manœuvrés de manière à briser les têtes de la moitié de l'auditoire. Je ne parle pas de moi qui siégeais sur le *bench* de sa majesté britannique, à droite et imperceptiblement au-dessous de son premier magistrat.

« Enfin, nous voilà assis chaudement et en séance. La salle est pleine de turbans bleus, rouges, verts, dorés, et de figures parfaitement diverses qui appartiennent depuis des siècles à chaque espèce de ces turbans. Rien n'a changé, rien ne s'est altéré depuis la dernière transformation de Visnou, ni les traits du visage, ni les plis, ni la couleur de l'étoffe. Et cependant, ces idolâtres sont des actionnaires de journaux politiques; ils ont leurs avocats en robe noire pour les défendre dans un procès de presse, car le statut de je ne sais quelle année du règne de je ne sais quel Guillaume ou George autorise les juges à mettre en cause les propriétaires et les imprimeurs en même temps que les éditeurs reconnus. C'est ce que n'a pas manqué de faire sir Henri Roper.

« Je vous ai dit que la puissance judiciaire est indépendante de la compagnie; il en résulte nécessairement que le gouverneur, ses aides-de-camp et tout ce qui l'environne verraient avec plaisir abaisser cette puissance, la seule qui s'élève dans l'Inde devant la volonté des directeurs. La cour, passez-moi le mot, faisait donc foule avec la banque parsee et autres, et s'intéressait vivement à l'issue du procès. Comme je vis avec cette cour, je vous dirai le raisonnement qu'elle caressait pendant toute cette matinée vraiment intéressante pour un voyageur comme moi. — Ou sir Henri Roper, qui s'est constitué juge et seul juge dans sa propre cause, se livrera à son ressentiment, et condamnera rigoureusement les deux journaux et leurs propriétaires, se disait la petite cour élégante de Bombay; ou la défense sera si nette et si bien appuyée par des citations de *légistes* fameux, que sir Henri sera forcé de prononcer un acquittement. Dans le premier cas, des hommes qui ont des millions de roupies et qui en gagnent tous les jours, ne regarderont pas aux frais d'un appel en Angleterre. Là on en fera une question de liberté de la presse dans l'Inde; les feuilles anglaises seront en feu, et le gouvernement de la reine, qui évite avec soin les difficultés inutiles, rappellera sir Henri. Ce sera toujours un homme d'esprit de moins dans l'Inde, où il n'y en a pas beau-

coup, ajoutait-on en soi-même en se frottant les mains. Dans le second cas, sir Henri, en acquittant les accusés cités par lui-même, prononcera sa propre condamnation, et la place ne sera plus tenable pour lui. Pour le commerce, il ne disait rien; mais il est aussi puissant dans le conseil des directeurs que le sont les banquiers de Londres dans le parlement. C'est le commerce indien qui exige le renouvellement des hostilités en Chine, et elles vont avoir lieu. C'est tout dire.

« Une cour de justice anglaise n'est pas, vous le savez, un lieu où l'on s'adresse aux passions; à peine si les raisonnemens y prennent place; et, pour les sentimens, il n'en est pas question. Chez nous, le juge prononce; dans les pays de jurisprudence anglaise, c'est la loi. Or, la loi anglaise se complique des statuts de tous les règnes et des décisions de tous les grands jurisconsultes, pourvu qu'ils soient morts, comme la loi, qui est une lettre morte qu'on applique aux accusés religieusement, les yeux fermés. On discute donc dans un tribunal, non pour savoir si l'accusé a eu telle ou telle intention plus ou moins coupable ou criminelle, mais pour trouver la loi applicable à son cas. Chaque procès semble ainsi une thèse défendue par l'avocat et attaquée par le juge, puis *vice versa*, et un spectateur étranger entre si bien dans cette fiction, que, la lutte finie, au lieu d'une réception de docteur en droit qu'il s'attend à voir, il est bien surpris de se retrouver devant un accusé qu'il avait perdu de vue, et qui attend qu'on le condamne ou qu'on l'absolve.

« Donc, ce matin, sur la grande table placée devant les trois avocats, étaient rangées en bataille quelques centaines de gros volumes que sept ou huit pauvres nègres avaient péniblement apportés. Sir Henri Roper, de son côté, avait un pareil arsenal sur son banc. Je m'attendais à voir recommencer le combat classique du *Lutrin*. Mais à ce jeu-là sir Henri Roper n'eût pas été le plus fort, malgré l'avantage de sa position élevée. Que vouliez-vous qu'il fît contre trois? Heureusement, le combat ne devait avoir lieu qu'à coups de citations. Chaque avocat cita successivement des statuts de différens règnes, et les décisions de William Cook, de Blackstone, de lord Ellenborough, et de tous les légistes célèbres, découvrant habilement au milieu de l'amas de livres celui dont il avait besoin, et dictant au magistrat l'indication de la page, de la ligne et du chapitre, que celui-ci recueillait avec soin. Les plaidoiries continuèrent ainsi trois longues heures, et je me plaisais souvent à admirer l'air fier et matamore dont le plus jeune des avocats s'appuyait du coude sur l'in-quarto qu'il venait de citer, à peu près comme un Spartiate ou un Romain de feu David se repose de la glorieuse fatigue d'une victoire. Pendant tout ce temps, sir Henri Roper se bornait à prendre note des passages qu'on lui jetait ainsi à la tête, mais très respectueusement pourtant. Enfin la bibliothèque de la défense s'est trouvée épuisée, et le *chief-justice* a levé la séance, *une demi-heure*, a-t-il dit, pour aller préparer le jugement.

« Cette demi-heure a duré deux grandes heures du tropique, plus une heure et demie environ pour lire le jugement composé à l'aide de la bibliothèque du tribunal, encore plus nombreuse que celle des avocats, et rédigé en manière

de réfutation de la plaidoirie. A chaque texte des défenseurs, le juge en opposait deux. A ceux qui lui avaient prouvé parWilliam Cook, par Blackstone et par lord Ellenborough, qu'il n'avait pas le droit de mettre en cause les propriétaires et les imprimeurs des journaux, il prouva par lord Ellenborough, par Blackstone et par William Cook, que non-seulement il pouvait les citer devant lui conjointement avec les éditeurs, mais encore les mettre à l'amende, les expulser, et, ce qui est plus, les emprisonner. Le jugement s'appuyait encore sur vingt textes, plus brutaux les uns que les autres, pris dans ces mêmes livres, d'où les défenseurs avaient fait couler comme miel tant de bénins argumens.

« Au mot d'emprisonnement, appuyé du grand nom de Blackstone, je vis une certaine terreur se marquer sur les diverses nuances faciales du commerce musulman, hindou, parsee, portugais et anglais. Les deux éditeurs étaient seuls calmes. Sir Henri Roper, se prononçant à leur égard, avait dit que pour eux il s'en tiendrait au système de générosité et de douceur, *generosity and feeling,* qu'il suivait depuis long-temps, mais que, pour les propriétaires, ils étaient trop riches, trop considérés, trop influens pour qu'il leur passât les attaques dont il avait été l'objet. J'admirais ce courage; mais ici, à Bombay, dans l'Angleterre de l'Inde, je ne savais comment l'expliquer.

« Le courage, un courage inutile, j'en conviens, n'était ni d'une ni d'autre part. Il n'y avait pas de Hampdens sous les turbans de la banque, pas plus qu'il n'y avait d'Algernon Sydney sur le fauteuil du tribunal. Personne ne se souciait de voir le fond de la question, de marquer la limite des prétentions souveraines du juge, ou de placer des bornes aux exigences de la presse, les uns au prix d'une réclusion peu comfortable, l'autre au risque d'aller recevoir en Angleterre des honneurs beaucoup moins bien rétribués que ceux de l'Inde. Sir Henri Roper avait vu sortir de la poche des banquiers un petit bout de désaveu; il termina ses foudroyantes citations en disant que la simple expression du regret de ce qui s'était passé lui suffirait, et aussitôt cette expression écrite, préparée d'avance, lui fut présentée par chacun des accusés. Ils déclaraient tous que l'article incriminé s'était glissé dans leurs feuilles à leur insu.

« — Ceci finit comme l'affaire de la Chine, nous dit en sortant le vieux colonel H.., qui ne peut se débarrasser de la fièvre qu'il a rapportée de la campagne du Chusan. Voulait-il dire que cela recommencera? »

V. DE MARS.

FRANKLIN.

THE WORKS OF B. FRANKLIN,

CONTAINING SEVERAL POLITICAL AND HISTORICAL TRACTS NOT INCLUDED IN ANY FORMER EDITION, ETC., BY JARED SPARKS (1).

En 1673, il y avait à Londres deux hommes qui préparaient l'avenir de l'Amérique septentrionale; c'étaient Jean Locke, le maître philosophique de Jean-Jacques, et lord Shaftesbury, le type de tous les agitateurs constitutionnels, le modèle de Mirabeau.

Locke rédigeait alors les lois futures de la Caroline du Sud, dont une partie était la propriété de Shaftesbury; ce dernier en corrigeait la rédaction. Voilà des langes de peuple confiés à des mains singulièrement choisies. Sous les yeux et sous les ordres de Shaftesbury, le ministre conspirateur, Jean Locke, le docteur de l'indépendance métaphysique, écrit, non sans prévision, les lois libérales qui doivent régir la colonie anglo-américaine. Il a soin d'y introduire toutes les idées que plus tard l'éloquent Jean-Jacques, le lumineux Vol-

(1) *OEuvres de Benjamin Franklin*, contenant plusieurs documens inédits, etc., par Jared Sparks; 10 vol. grand in-8°; Boston, 1840.

taire et le hurleur Raynal vont propager à travers le monde, comme des idées hardiment nouvelles, c'est-à-dire la tolérance des opinions religieuses, la liberté de la presse, le jugement par le jury, et l'indépendance individuelle. Locke et Shaftesbury font pénétrer ainsi en 1673 dans les veines de la jeune société d'Amérique la sève qui animait la république de Cromwell, et qui cimentera le trône de Guillaume III; la sève du vieux sang teutonique, ravivée par la rébellion puritaine, et tout ardente d'une liberté long-temps comprimée.

Telle est la généalogie des insurrections britanniques. Ce qu'il y a de plus étrange, c'est que la trace, vive encore aujourd'hui, de l'œuvre opérée par ces deux hommes, de leur influence sur l'Amérique, n'a pas été reconnue jusqu'ici. On possède les lettres adressées à ce sujet par Shaftesbury à Locke (1); la constitution rédigée par ce dernier a été imprimée. Les lois qu'il a données à la Caroline du Sud sont encore en vigueur. On sait que Shaftesbury, emprisonné à la Tour, comme conspirateur, demanda à Charles II la permission de se réfugier dans ses propriétés d'Amérique; mais pas un seul historien n'a tiré les conséquences de ce fait. Le dernier biographe de Locke, lord King (2), n'en parle même pas. L'indépendance américaine, pétrie un siècle avant son éruption, sous la main d'un philosophe rationaliste, et sous l'inspiration d'un chef de l'opposition anglaise, méritait cependant un regard.

Il faut, pour apprécier le fait que je cite, se rappeler la situation occupée par Locke et Shaftesbury; l'un était le Sieyès, l'autre le Mirabeau de leur temps. Shaftesbury, qui avait connu Cromwell, se portait, en 1673, l'héritier de cet usurpateur, dont il essayait de régulariser et d'organiser pacifiquement la révolte; Locke, secrétaire de Shaftesbury, et que Charles II devait bientôt chasser comme athée de l'université de Cambridge, tentait d'adoucir et d'épurer, pour les rendre populaires, les théories démocratiques de Milton. C'était des deux côtés le même travail. Locke opérait dans le domaine de la philosophie l'œuvre que Shaftesbury essayait dans le monde politique. Shaftesbury luttait contre Charles II; Locke, contre l'église anglicane. L'un opposait à la monarchie absolue, si hautement proclamée par Charles II, les obstacles d'une opposition parlementaire, taquine et infatigable; l'autre opposait aux habitudes belliqueuses d'une théologie inexorable et militante ses systèmes de tolérance fondés sur la

(1) *The Life of the first earl of Shaftesbury,* by B. Martyn, London, 1836; tom. II, pag. 95.

(2) *The Life of John Locke,* by lord King; London, 1825.

liberté de penser. Ces deux hommes, représentans du libéralisme le plus avancé, sont les vrais législateurs des États-Unis.

La matière sur laquelle ils opéraient était merveilleusement propre à leur expérience. Le germe de la résistance s'était trouvé déposé au sein de la colonie anglo-américaine dès le premier moment de sa formation. Elle n'avait jamais été qu'un refuge pour les mécontens de l'Angleterre. Là fructifiait ce noyau teutonique, hostile depuis long-temps aux institutions monarchiques. Là vivaient les puritains les plus farouches. Ce fragment tout anglais ne s'était détaché de la souche primitive que par haine de l'autorité religieuse et du trône. Fidèle à l'ancienne obstination pélagienne, à cet entêtement de la volonté qui a toujours caractérisé la Grande-Bretagne, un petit groupe d'hommes croyans, fiers et acharnés, avait préféré le désert libre et le labeur affamé à la civilisation sous le joug. Ils frayèrent à tous les mécontens la route vers l'Amérique, et pendant deux cents années, ceux qui pensaient comme eux les suivirent.

Je viens de montrer deux semi-républicains, Locke et Shaftesbury, construisant, en 1673, les lois de l'Amérique du Nord; je viens de dire aussi que le génie rebelle et opiniâtre de la colonie datait de plus loin. Quarante années auparavant, en 1633, une scène touchante annonçait à l'Amérique septentrionale ses destinées de liberté. *Fleur-de-Mai*, petit vaisseau peint en noir, était à l'ancre dans le port de Delft. De semaine en semaine, on y voyait accourir et se placer sur le pont de bonnes gens vêtus de noir aussi, tristes, graves, chantant des psaumes, qui, n'ayant pour cargaison que leur Bible et un peu de jambon salé et d'eau fraîche, traversèrent l'Océan en chantant leurs psaumes, pour aller fonder Philadelphie et New-York. Ce petit vaisseau *Fleur-de-Mai* m'a toujours paru intéressant et poétique comme le vaisseau des Argonautes. Cinq années plus tard, en 1638, craignant cet exil de son peuple, Charles Ier, par une proclamation datée du 1er mai, prohiba l'émigration volontaire, qui peuplait l'Amérique aux dépens de la Grande-Bretagne, et la peuplait des hommes les plus dévoués, les plus héroïques, les plus nobles, les plus braves, les plus honnêtes. Le navire qui devait emporter Cromwell, Hampden, lord Say, lord Brooks, sir Arthur Hasslerig, en un mot tous les chefs du puritanisme libéral, fut arrêté dans le port, et le roi contraignit ceux qui devaient faire tomber sa tête à ne pas quitter le pays. Ils restèrent donc pour son malheur. Ils restèrent pour continuer en Europe, à travers les échafauds et les guerres civiles, la même propagande de résistance que leurs frères

importaient dans l'Amérique septentrionale, à travers les savanes et les forêts vierges, sous le tomahawk des sauvages et sous la dent des ours.

C'est là une miraculeuse progression de la destinée humaine, et l'on ne peut qu'admirer la logique sévère qui domine les évènemens de ce monde. Telle cette nation nouvelle a été semée, telle elle pousse. Elle est née pour la liberté, par la liberté, avec la liberté; elle vivra par la liberté. Elle est, dans son essence, rupture avec l'Europe, rébellion contre le passé, dédain et négation. Telle elle reste, telle elle sera. Protestante, critique, puritaine, bourgeoise, industrielle, industrieuse, faite pour le labeur, lui devant tout, lui demandant tout, elle emprunte au teutonisme sa vieille sève acharnée, la force, la volonté, l'activité et la colère implacable. C'est là sa vraie constitution. Croyez-moi, les constitutions qui ne sont qu'écrites ne vivent guère. Celles qui coulent avec le sang des peuples n'ont pas besoin qu'on les écrive. Ici le teutonisme est le germe; le puritanisme le développe; la résistance et l'opposition l'alimentent; Locke et Shaftesbury lui donnent leurs soins. Vienne le moment favorable, les républiques transatlantiques ne manqueront pas d'éclore, et c'est là ce que nos pères ont vu; c'est ce que nous voyons. Leur étonnement a été extrême, le nôtre ne l'est pas moins, l'inattention des hommes est incurable.

J'ai marqué sur ce berceau des États-Unis les dates importantes : 1633, 1638, 1673; l'émigration, la persécution, la législation. Peu d'années après cette dernière date, en 1682, un puritain fervent du Northamptonshire, nommé Josiah Franklin, fatigué de ne pouvoir prier à son aise, suivit le torrent de ses frères, et émigra pour la Nouvelle-Angleterre, emmenant avec lui une jeune femme et trois enfans. C'était une famille pauvre, laborieuse, croyante et habituée à braver le pouvoir. Elle en avait la tradition comme l'orgueil. Sous le règne de Marie Tudor, elle avait professé, dans sa cabane du Northamptonshire, les dogmes de Calvin. La bible calviniste était renfermée dans un vieux tabouret de chêne couvert de velours. Le soir, un des enfans se plaçait en vedette à la porte de la chaumière, pour avertir en cas de péril. Le grand-père posait le tabouret sur ses genoux, soulevait le couvercle, tournait les feuillets et faisait la lecture. La sentinelle annonçait la venue de l'appariteur ecclésiastique, chargé de dénoncer ces grands délits; on refermait le couvercle, le tabouret retombait à sa place naturelle, chacun reprenait son travail, et l'appariteur ne voyait rien. Josiah Franklin, l'un des

dignes et humbles fils de cette vieille race opposante, alla donc à Boston, s'établir comme fabricant de savon et de chandelles. Il eut dix-sept enfans; le quinzième de ces enfans naquit en 1706, fit beaucoup de bruit dans le monde, et fut *Benjamin Franklin*.

C'est dans ce milieu d'austérités, de labeur, de vigilance, de persistance, de pauvreté, d'économie, de probité douloureuse, d'industrie souffreteuse, de martyre qui tombe goutte à goutte, d'opposition héréditaire, de critique populaire et de patience indomptable, que s'est élevé, au XVIIIe siècle, entre les années 1706 et 1790, cet homme singulier que le XVIIIe siècle a choisi pour l'un de ses symboles, et qui doit passer pour le représentant le plus exact et le plus complet de son jeune pays.

Franklin, dont le XVIIIe siècle enivré a fait un dieu, ne possède aucune qualité puissante et éclatante. Il a toutes les qualités ingénieuses, patientes, industrielles et pacifiques. Il est le héros de cette société sans héroïsme. Il coïncide plus complètement et plus profondément que Washington avec les goûts et les penchans de sa nation à peine éclose.

L'épée que Washington est forcé de tenir est à elle seule, et comme symbole guerrier, contraire au génie de l'Amérique, pays de paix. Franklin, c'est la paix elle-même. Froid, sans passions, faisant de la vertu un art, de la probité un commerce, de l'amour des hommes un calcul, combinant sans errer jamais la dose d'habileté conciliable avec l'honnêteté, observateur attentif des autres et de soi-même, de la nature et de la société, respectant avant tout les apparences, il mérite un examen d'autant plus curieux, que, devenu idole, il avait, long-temps avant sa mort, subi la transformation symbolique qui détruit toute netteté dans l'admiration du vulgaire. Je ne prétends ni rabaisser sa vertu, ni obscurcir sa renommée. Sa correspondance particulière et long-temps inédite vient d'être publiée à Boston; je l'étudie. C'est le droit de l'histoire. Qu'une époque peu favorable à toutes les idolâtries n'oppose pas à la sincérité des jugemens l'idolâtrie du lieu-commun!

Il ne me semble point qu'on l'ait bien jugé. Sa réputation de philosophie naïve et de bonhomie gracieuse me paraît devoir faire place à une renommée plus haute; c'était le meilleur diplomate de son temps. En général, rien de plus amusant que la comédie des réputations, la façon dont elles s'arrangent, les dupes qu'elles attrapent, et les graves auteurs qui se constituent les greffiers de ce procès ridicule. Il faudrait un Molière à cette farce perpétuelle, qui doit

inspirer un si profond mépris à ceux qui en sont les héros. Franklin devait rire lorsqu'il voyait toute la France admirer ses souliers sans boucles et ses culottes à boucles de cuivre, lorsqu'il la voyait tomber à genoux devant ce siècle d'or qui devait renaître à la voix de Jean-Jacques et d'Helvétius, lorsqu'il se voyait lui-même tragiquement transformé en Lycurgue et en Epaminondas, lui, bonhomme caustique, savant expérimentateur, plus malin que tous les marquis héritiers de la régence. Cet engouement s'adressait-il à l'honnête homme, à l'esprit délicat, à l'écrivain charmant, au savant éminent, au convive ingénieux? Il savait bien que non. Toutes ces qualités appartenaient au même titre à Malesherbes, à Turgot, à Montesquieu surtout, dont le génie était bien autrement puissant que celui de Franklin. Des circonstances accessoires se groupaient heureusement pour captiver la France et la lui livrer : il le savait, en profitait, en riait un peu, et redoublait la fièvre française par l'ingénuité de sa modestie.

C'est que Franklin réunissait en lui tout ce qui pouvait charmer nos pères. Il était physicien, déiste, tolérant, railleur, il venait de loin, et il portait de gros souliers. Il représentait surtout l'analyse; il ne croyait qu'à elle, ne se fiait qu'à elle, ne voyait qu'elle. D'après la croyance de la France moderne, l'analyse victorieuse devait tout remplacer et suppléer à tout. Franklin analysait et décomposait merveilleusement le feu, la foudre, l'eau, les sons, la lumière, les finances, et jusqu'à la vertu. C'était l'homme de l'atelier et du laboratoire. N'était-il pas sorti de la boutique? N'y avait-il pas fait son éducation? Et n'était-il pas aussi fin, aussi sagace, aussi gai, aussi brillant, aussi éloquent, aussi distingué que tous les Vergennes du monde? Il réalisait les théories de son temps. Il parut gigantesque.

Il était surtout habile, et c'est ce dont on peut aisément se convaincre en lisant les dix volumes publiés par M. Jared Sparks, l'infatigable éditeur des documens américains. C'est une bibliothèque franklinienne qu'il a publiée; pas un document ne lui a échappé; il ne fait pas grâce au lecteur du plus petit papier.

C'est là qu'on voit apparaître le Franklin véritable, c'est-à-dire un ouvrier qui n'est pas ouvrier, un imprimeur qui n'est pas imprimeur, un homme naïf qui n'est pas naïf; admirable écrivain, dont la malice fine et douce réunit les qualités d'Adisson et de Goldsmith; diplomate populaire, habitué à travailler les hommes comme une matière à expériences physiques; Anglais par la persévérance et le

culte de ses intérêts; puritain par la rigueur apparente des observances morales; disciple de Locke par l'amour extrême de la tolérance; doux, intelligent, sachant attendre; ne trompant personne, mais prenant fort bien ses avantages et ne se laissant jamais tromper; disposant son propre bonheur avec un soin digne de Fontenelle; arrangeant sa propre vertu avec une certitude digne de Grandisson; sachant se taire et parler avec une sagacité digne de M. de Talleyrand; prolongeant sa propre vie en homme sûr de dominer ses émotions; placé dans de telles circonstances et les mettant si bien à profit, qu'il a passé, pendant un demi-siècle, pour l'idéal même de l'humanité sublime, et qu'il est presque téméraire aujourd'hui de ne pas l'adorer comme un dieu sans tache.

Ceux qui ont regardé l'insurrection des États-Unis comme un fait imprévu et une catastrophe non préparée, n'ont qu'à lire les mémoires de Franklin, et surtout ses lettres particulières, écrites antérieurement à la déclaration des droits. Ils reconnaîtront sans peine l'inévitable courant qui détachait la colonie de la métropole. Les colons n'avaient plus besoin de leur mère, devenue marâtre. Dans les interminables discussions soulevées entre les propriétaires du sol (résidant à Londres) et les exploitateurs de ce sol, les premiers, toujours vainqueurs devant les tribunaux anglais, avaient cependant le dessous en réalité, puisque leurs ordres ne s'exécutaient pas et que les sentences rendues en leur faveur restaient inefficaces. C'était une position politique tellement fausse, qu'elle ne pouvait subsister longtemps. Les citoyens américains se voyaient assujettis à la loi de quelques familles anglaises, auxquelles les Stuarts avaient concédé la propriété du sol. Pour renverser cette propriété illusoire, on commença par l'opposition légale, on finit par la révolte, et l'appel aux principes primordiaux de la justice divine et de l'équité humaine retentit jusqu'aux régions les plus éloignées. Avant de réussir, les colons, que certaines familles aristocratiques prétendaient soumettre à une dépendance impossible et ridicule, marchèrent constamment dans la voie qui leur était frayée par Locke, Shaftesbury et les fondateurs puritains de la colonie, dans la voie de la liberté. Déjà, lorsque Franklin parut sur la scène politique, l'esprit teutonique et puritain avait accompli en Amérique une grande partie de sa conquête. Ces colons faisaient leurs affaires eux-mêmes, repoussaient les sauvages, se battaient contre les Français du Canada, et réglaient leurs intérêts domestiques; un plan d'union entre les provinces trans-

atlantiques était formé, le mot *United States* était trouvé, la république fédérale existait en réalité, enfin la constitution américaine se trouvait en mouvement sans être écrite; elle vivait, respirait et marchait, sans que l'on s'en aperçût; l'émancipation n'avait besoin que d'être proclamée, quand la sottise des familles des propriétaires et l'entêtement de George III achevèrent l'œuvre. L'Angleterre déchira le voile d'illusion qui couvrait encore la colonie anglaise; elle leva ses scrupules en l'outrageant. Washington et Franklin prirent cette cause en main. Dans l'explosion insurrectionnelle, ils représentèrent, l'un la prudence civile, l'autre le courage guerrier de leurs concitoyens. Il ne faut pas oublier que tout, avant eux, était fait; instrumens de régularisation et d'organisation, ils eurent plus de sagacité que d'héroïsme, et plus de prudence que de génie.

L'époque des monarchies pures, époque transitoire, s'éteignait en Europe, et la monarchie mixte de l'Angleterre touchait à son zenith de gloire et d'opulence commerciale, lorsque Benjamin Franklin naquit, en 1706, à Boston, au moment même où la chevalerie achevait de mourir en Europe. La vie des habitans de Boston était sobre et régulière. Le quinzième enfant de cette famille pauvre aida son père dans les soins de la fabrication et du commerce, et tâcha d'acquérir un peu d'instruction, c'est-à-dire l'art de lire et celui d'écrire. Il rencontra dans un vieux tiroir de la boutique deux volumes dépareillés, l'un de Daniel de Foë, l'*Essai sur les Projets*, l'autre d'Adisson, un tome du *Spectateur*, et se mit à les lire avec délices à ses momens perdus; il avait douze ans. Ces deux écrivains, qui ont une tendance commune, l'utilité positive de leurs semblables, et qui ont proposé à la société contemporaine une sorte de compromis habile entre la sévérité du devoir et l'élégance des mœurs, l'un et l'autre partisans d'une sévérité douce, d'une application mondaine des préceptes puritains, formèrent l'intelligence de Franklin et la pétrirent dans un moule semblable au leur. Lui-même, fidèle à la sagacité habituelle de son observation, il reconnaît cette généalogie de sa propre pensée, et l'indique dans ses mémoires. Le même jeune homme qui, soumis à une civilisation différente, eût écrit des sonnets dans l'antichambre d'une princesse ou une mauvaise tragédie chez un procureur, s'attacha résolument à la double recherche que lui indiquaient ses deux maîtres moraux, Adisson et de Foë. Il tendit vers une élégance de mœurs supérieure à son état, vers une instruction variée et une moralité délicate.

Cet apprentissage d'ascétisme philosophique commença par le

régime pythagorique que Franklin pratiqua dans toute sa pureté jusqu'à l'âge de dix-huit ans. Son frère s'était établi comme imprimeur. Benjamin, devenu l'apprenti de ce dernier, excita sa jalousie par une supériorité d'intelligence et même de savoir que l'on pardonne malaisément à un inférieur et à un frère cadet. Les frères se séparèrent, et Benjamin se trouva seul dans le monde, sans patrimoine, sans protecteur, sans appui, sans avenir. Leurs grands parens reposaient dans le cimetière de Boston, et tous les autres frères et sœurs gagnaient leur vie avec assez de peine. Ce fut une première leçon pour Benjamin, qui observait tout, que cette rupture. Il vit que l'on ne gagne rien à blesser ses égaux, ni à éveiller la jalousie de ses supérieurs. Désormais il se fit modeste, et commença ce grand culte de l'apparence, qui le servit admirablement pendant toute sa vie. Les règles qu'il s'imposa à cet égard sont remarquables. Ne jamais dire : « je suis certain, je veux; » donner toujours à autrui l'initiative apparente des projets et des idées que l'on veut faire réussir; s'effacer volontairement pour obtenir l'efficacité et le résultat; prendre mille précautions pour ne pas offenser l'amour-propre des rivaux, et leur laisser l'ombre du pouvoir, afin de saisir la proie réelle : ce sont là des maximes dont son enfance prudente a déjà fait la conquête, et dont il ne s'est jamais départi.

Il avait d'ailleurs une confiance entière dans son activité, sa sobriété, sa patience et sa persévérance; il avait raison. Ce n'était point, comme Jean-Jacques, un enfant passionné, sensible, irritable, prêt à tous les vices et à toutes les vertus, naturellement artiste, éloquent, doué de ces organisations violentes et exquises qui triomphent dans la poésie et l'éloquence. C'était un petit homme très fin, très froid, très doux, très courageux et très spirituel, qui affrontait gaiement la vie, l'isolement et la pauvreté. Comparez la nuit passée par le jeune Jean-Jacques au pied de la madone des environs de Turin, à la belle étoile, avec l'arrivée du jeune Franklin à Philadelphie. L'un et l'autre sont orphelins, l'un et l'autre pauvres, sans fortune et sans espoir. Tous deux deviendront des hommes remarquables. Mais chez Jean-Jacques, quel bouillonnement et quel orage! quelles impressions vives reçues du soleil, de l'air, du vent qui souffle, du voyageur qui passe, de la musique lointaine et du feuillage qui frémit! Le poète est là. Chez Franklin, c'est le diplomate.

Il n'a pas le sou dans sa poche, et ne connaît pas un seul habitant de la ville puritaine. Voyez son entrée.

« La nuit était froide, c'était en octobre, et nous débarquâmes à Philadelphie un dimanche matin, vers neuf heures, devant le marché. J'appuie particulièrement sur les circonstances de mon entrée dans le monde, afin que l'on puisse voir combien ce début ressemblait peu à l'avenir et à la figure que j'ai faite depuis. J'avais ma jaquette de travail, j'étais sale à cause de mon long séjour dans le bateau; mes poches étaient remplies de chemises et de bas, je ne connaissais personne, et je ne savais où loger. Fatigué de marcher, de ramer et de veiller, j'avais grand' faim; toutes mes finances consistaient en un dollar, plus un shilling en petite monnaie. Je donnai le shilling aux bateliers; d'abord ils le refusèrent parce que j'avais ramé avec eux, mais j'insistai. Nous sommes souvent plus généreux quand nous avons peu d'argent que quand nous en avons beaucoup. Je suivis la rue qui se trouvait en face de moi, regardant à droite et à gauche, et je rencontrai enfin un petit garçon qui portait du pain. Il m'était souvent arrivé, d'après mes principes pythagoriques, de déjeuner avec du pain sec. J'arrêtai le petit garçon, et je lui demandai où il avait acheté ce pain; il m'indiqua le boulanger; j'entrai dans la boutique, et, ne connaissant pas les différentes espèces de pain en usage à Philadelphie, j'en demandai pour trois sous : on me donna trois énormes pains dont la taille et la quantité me surprirent. N'ayant pas de place dans mes poches, je m'en allai, un pain sous chaque bras et mangeant le troisième. Marchant ainsi, je passai devant la porte de M. Read, le père de la personne qui devait être un jour ma femme. Mlle Read était debout sur le pas de la porte; voyant ce petit bonhomme qui mangeait son pain, portant deux autres pains sous le bras, elle se mit à rire; elle est convenue depuis que j'étais fort ridicule. Je ne m'embarrassais guère de ceux qui me regardaient, et, toujours marchant, je finis par me retrouver à l'endroit même où j'avais débarqué. Je n'avais pas bu pendant tout le cours de mon repas; je me penchai vers la rivière, et j'achevai ainsi mon déjeuner. Comme je n'avais plus faim, je donnai mes deux autres pains à une femme qui avait fait la traversée avec nous, et qui, entre ses deux enfans, était assise sur le quai.

« Je repris ensuite ma promenade, et je trouvai la rue pleine de gens bien vêtus. C'était dimanche. Je suivis la foule qui se dirigeait vers le *meeting-house* ou temple des quakers. Là, je m'assis, et voyant que personne ne bougeait, et que tout le monde se taisait, je fis comme les autres, à cette exception près que je m'endormis du

plus profond sommeil. Mon sommeil dura jusqu'au moment où les frères se séparèrent, et où l'un d'eux, frappant sur mon épaule, eut l'obligeance de m'éveiller. Tel fut mon début à Philadelphie. »

Ce jeune homme si prudent, si vigilant, si actif, trouve bientôt de l'emploi. Le vieil imprimeur qui l'admet comme apprenti ne tarde pas à être supplanté par Benjamin Franklin. Il faut dire que les vices du maître et les qualités de l'élève n'ont pas été pour peu de chose dans ce singulier changement de position qu'il raconte, comme à son ordinaire, avec une apparente naïveté et une extrême finesse. Déjà il s'était brouillé avec son frère pour l'avoir dépassé. Ce frère faisait un journal, et ce journal était mauvais. On n'avait pas grande confiance, ce qui est fort naturel, dans le petit apprenti qui buvait de l'eau et mangeait du pain sec. Il comprit que, s'il se mettait en avant, sa vanité paraîtrait ridicule, et qu'il n'y gagnerait que très-peu de crédit et beaucoup de haine. Il s'y prit beaucoup mieux, et fit parvenir aux rédacteurs du journal, qui étaient de bons et tranquilles bourgeois de Boston, un article anonyme que le matin il glissa lui-même sous la porte de l'imprimerie, et qu'il apporta d'un air ingénu à son frère. L'article eut un grand succès, et bientôt l'apprenti éclipsa le frère aîné. Chez Keymer, l'imprimeur de Philadelphie, il profita de l'expérience acquise et prit soin de ne porter ombrage à personne. Reconnu homme de lettres, il obtint la protection du gouverneur de la province, lord Keith, qui envoya en Angleterre le jeune homme, en le chargeant de se procurer les caractères et les presses nécessaires à fonder une bonne imprimerie à Philadelphie. Depuis ce moment, sa fortune est faite, et c'est un artifice inutile que de vouloir présenter comme se continuant à travers sa vie une lutte terminée dès le premier obstacle vaincu. En effet, à peine s'est-on aperçu qu'un homme d'esprit et de capacité, un écrivain facile, gracieux et spirituel, est né dans la colonie anglo-américaine, il se fait autour de ce phénomène un mouvement rapide et favorable qui ne cesse de porter Benjamin Franklin au succès. Depuis le moment où le gouverneur Keith l'envoie en Angleterre, jusqu'à celui où lord Chatham dans la chambre haute et Mirabeau dans l'assemblée nationale exaltèrent le représentant du Nouveau-Monde, on cherche en vain un obstacle à sa course facile et rayonnante. Les existences vraiment héroïques sont celles qui luttent contre le cours des choses et non celles qui le suivent. De retour à Philadelphie, Franklin succède à Keymer, ouvre le premier cabinet de lecture du pays, prospère dans son commerce, est considéré comme un des premiers bourgeois

de sa ville, s'empare, dans la société américaine à peine ébauchée, de cette position de moraliste ingénieux et de prédicateur mondain qui avait si parfaitement réussi au célèbre Adisson, son modèle, forme le premier club sous le nom de *Junte*, et groupe autour de lui les principaux citoyens de la province, charmés et enorgueillis de reconnaître dans Franklin le représentant le plus honorable et le plus spirituel de leur patrie.

A défaut de roi héréditaire, dans ce pays tout neuf et sans roi, ne fallait-il pas un roi moral, un symbole, un maître, un chef? Ces républicains eurent le bon esprit de le trouver dans Franklin. Ils reconnurent en lui toutes les conditions de ce pouvoir intellectuel dont la royauté matérielle et légale n'est que l'image et la consécration. Riche, influent, considéré, chef d'une assemblée à la fois populaire et littéraire, commissaire de l'état pour conclure un traité avec les Indiens, directeur de la poste dans sa province, agent de la colonie auprès de la métropole, et réellement le premier personnage de son pays, c'est une plaisanterie singulière de le mettre en scène comme s'il était encore et toujours l'ouvrier imprimeur de Philadelphie. Depuis l'année 1726, c'est-à-dire, dès l'âge de vingt ans, il avait dépassé ce rôle. Il s'éleva bien plus haut encore, lorsque, par ses habiles et neuves découvertes, il marqua sa place entre les Newton, les Lavoisier et les Halley. Mais le fait de son origine américaine et l'apparente simplicité de l'ouvrier qui ne l'était plus, entraînèrent l'Europe dans une déception générale. Le besoin qu'éprouvaient ses compatriotes d'être dirigés dans la grande lutte qu'ils pressentaient et qu'ils désiraient, les rangea tous sous la bannière de Franklin, et ils eurent l'art de sembler partager l'illusion qui leur était utile.

Ils avaient raison. Franklin fut assurément un des hommes politiques les plus clairvoyans et les plus fins des temps modernes; il suffit, pour apprécier l'habileté de sa conduite, de lire les conseils qu'il donnait en 1773 aux colons ses concitoyens..... « N'allez pas trop vite, leur dit-il, et prenez garde que le temps est à l'orage. Songez que nous sommes dans une situation de croissance, et que bientôt nous nous trouverons assez forts pour qu'on ne nous refuse aucune de nos demandes. Une lutte prématurée pourrait nous arrêter et peut-être nous reculer d'un siècle. De même qu'entre amis tous les torts ne valent pas un duel, entre nations toutes les injustices ne valent pas une guerre, et de gouvernans à gouvernés, toutes les causes de mécontentement ne valent pas une révolte. Pour le moment, il faut nous contenter de soutenir nos droits en toute

occasion sans en céder un seul et sans négliger aucun moyen de les rendre chers et appréciables à nos concitoyens. Nous devons cultiver surtout et entretenir avec soin la bonne harmonie intérieure de nos provinces, afin que l'Europe nous compte et que nous ayons du poids relativement à ses affaires. En menant cette conduite, je ne doute pas que dans peu d'années nous n'ayons acquis définitivement tout ce que nous pouvons désirer en fait d'indépendance et de pouvoir. »

Cette direction donnée par Franklin aux affaires de son pays fut le plus éminent service que l'on pût alors lui rendre, et Franklin en a sinon tout l'honneur, du moins la gloire principale. Il désarmait ainsi la jalousie des puissances étrangères, donnait à l'Amérique un renom utile d'équité et d'amour de la paix, et rejetait tous les torts du côté de la métropole. Parfaitement instruit du progrès continu et de l'accroissement de population de l'Amérique septentrionale, il voulait attendre que ce progrès eût acquis un développement capable de soutenir la lutte et d'obtenir la victoire. Dans toute cette affaire, la ruse du serpent était plus utile que la force du lion, et la première de ces qualités distinguait Franklin d'une manière éminente. Il y avait du Talleyrand bourgeois chez celui que l'Europe considérait comme un nouveau Spartacus.

Jusqu'en 1777, toute une vie de préparation et d'observation attentive, antérieure à l'insurrection définitive des États-Unis, est trop bien décrite et analysée dans l'autobiographie de Franklin, pour que nous la gâtions en la répétant. Malheureusement ces confessions charmantes s'arrêtent au moment où la révolte va éclater. C'est de ce moment que date la curiosité la plus piquante des nombreux documens recueillis par M. Sparks.

Franklin, qui n'avait jamais aimé la France, fut chargé de négocier avec elle. Il suffit, pour se faire une idée de ses sentimens à notre égard, de lire cette jolie chanson de Franklin, écrite en 1761, et que M. Jared Sparks a publiée pour la première fois.. On y voit combien ce philosophe, que la France devait adopter avec enthousiasme, était réellement anglais, et ce qu'il pensait de ses voisins les Français du Canada. La chanson est curieuse à plus d'un titre. Le refrain et le rhythme sont puritains et empruntés à une chanson du temps de Cromwell (1).

(1) THE MOTHER-COUNTRY, A SONG.

We have an old mother, that peevish is grown.
She snubs us like children that can scarce walk alone, etc.

« Nous avons une vieille mère qui est devenue quinteuse; elle nous bat comme des enfans qui peuvent à peine marcher seuls. Elle oublie que nous sommes grands, et que nous pouvons penser par nous-mêmes; — ce que personne ne peut nier, ne peut nier!

« Si nous n'obéissons pas à ses ordres, en toute circonstance, elle fronce le sourcil, et gronde, et se met en colère. De temps à autre même elle nous donne une bonne tape sur la joue; — ce que personne ne peut nier, ne peut nier!

« Ses ordres sont si bizarres, que nous soupçonnons souvent que l'âge a un peu altéré son vieux bon sens. Mais, après tout, c'est notre vieille mère; elle a droit à notre respect; — ce que personne ne peut nier, ne peut nier!

« Supportons de notre mieux sa mauvaise humeur. Mais pourquoi supporterions-nous les injures de ses valets? Quand les domestiques font des sottises, on leur fait manger du bâton; — ce que personne ne peut nier, ne peut nier!

« Quant à vous, mauvais voisins (les Français), qui voudriez séparer les fils de la mère, apprenez une chose, c'est qu'elle est toujours notre orgueil, et que, si vous l'attaquez, nous nous mettrons tous de son côté; — ce que personne ne peut nier, ne peut nier!

« Nous prendrons son parti contre tous ceux qui lui feront la guerre pour lui ôter ce qu'elle a. Car nous savons que tout son bien, nous l'aurons quand elle s'en ira; — ce que personne ne peut nier, ne peut nier! »

Au surplus la sagacité de Franklin prévoyait, sans le dire, que les intérêts des deux pays nécessiteraient tôt ou tard une scission violente. « On aurait dû prendre, à la naissance même de nos colonies, dit-il, des précautions pour l'avenir. Nous ne l'avons pas fait; il est trop tard, et notre situation me rappelle la fameuse *tête* du moine Bacon. Ce dernier, dit la chronique, avait formé le projet d'élever autour de la Grande-Bretagne un mur d'airain pour protéger l'éternelle sécurité de ce pays. La tête de bronze fabriquée par Bacon devait avertir frère Bungey, domestique du sorcier, et lui faire connaître le moment unique favorable à la fonte de la muraille. Mais Bungey s'était endormi. La tête parla et dit : LE TEMPS EST. Bungey dormait toujours. Elle dit encore : LE TEMPS ÉTAIT. Bungey dormait encore. Elle dit enfin : LE TEMPS EST PASSÉ. Et une explosion terrible renversa la maison sur les oreilles du dormeur. » Nous aimons à citer ces charmans apologues, la finesse de Franklin et sa grace de style y triomphent.

On le voit, les dix volumes de M. Sparks déshabillent de la tête aux pieds l'héroïsme et la sublimité de Franklin; il ne reste plus grand'chose de cette simplicité presque divine qu'on lui a prêtée; le

bonhomme disparaît, mais l'homme d'esprit reste, et ce qui subsiste est encore digne d'admiration. Rien de plus ingénieux, de plus fin, de plus froid, de plus calme, de plus maître de soi-même; pas de vie plus occupée, mieux occupée; nulle malice plus honnête, nulle probité plus adroite, nul esprit plus curieux de toutes choses, plus prêt aux finesses comme aux naïvetés du style, plus studieux, plus patient, plus observateur. Quant à son jugement sur cette France qui lui dressait un autel, qui ornait de fleurs le piédestal de sa statue et qui se mettait en frais d'invention pour transformer l'homme habile en héros, il faut voir comment il la traitait et combien peu il partageait la sympathie généreuse qu'il inspirait aux gens de cour et aux femmes à la mode.

Dès son arrivée, le 4 janvier 1777, il écrit à ses amis d'Amérique : « Le cri de la nation est ici pour vous; la cour ne voudrait pas la guerre avec l'Angleterre, mais elle cèdera. » Voilà toute la reconnaissance qu'il témoigne et toute l'amitié qu'il ressent. Le docteur venait faire ses affaires et celles de sa nation, et je crois qu'il riait passablement *dans sa manche*, comme disent les Anglais, lorsqu'il voyait les utopistes de l'OEil-de-Bœuf le changer en apôtre philosophique de l'égalité et de la liberté. C'est cette erreur de la France qui rend si comiques plusieurs passages de la correspondance de Franklin. Pendant que nous admirions sa simplicité américaine, le bonhomme nous exploitait.

Il ne se gêne guère, au surplus, pour nous appeler une *nation d'intrigans,* tant qu'il n'a pas besoin de nous. Il parle très loyalement du roi d'Angleterre, comme de *son roi*, se glorifie du titre d'Anglais, et ne quitte ces livrées royales qu'au moment de la grande explosion qu'il a prédite.

Les premières impressions que la France laisse dans son esprit ne sont ni très vives, ni très brillantes; les Français lui semblent polis, et voilà tout. « A Versailles comme à Paris, dit-il, on trouve un mélange prodigieux de magnificence et de négligence; ces gens mettent en pratique toutes les espèces d'élégance, excepté celle de la propreté. A côté du palais de Versailles qui a coûté des millions, vous apercevez d'horribles murs infects et à moitié détruits... Quant au rouge dont vous me parlez, ma chère amie, il est fort à la mode dans ce pays; si votre intention est d'imiter les dames parisiennes, suivez exactement le conseil que je vais vous donner, et vous leur ressemblerez de point en point. Il faut surtout bien se garder d'imiter la nature, il ne faut point diminuer graduellement, ni nuancer la

couleur, depuis l'incarnat vif du milieu de la joue jusqu'aux parties plus pâles du visage, encore moins employer diverses espèces de rouge, selon le teint de la personne qui s'en sert. Je n'ai pas encore eu l'honneur d'assister à la toilette d'une dame pour y recueillir les observations nécessaires à votre instruction, mais je suppose que le procédé suivant doit être excellent pour atteindre le but que vous désirez toucher : faites dans un morceau de papier un trou rond de trois pouces de diamètre, placez ce papier troué sur votre joue, de manière à ce que l'extrémité supérieure se trouve précisément au-dessous de l'œil, ensuite, au moyen d'un pinceau trempé dans le plus beau vermillon, barbouillez tout, le trou et le papier. Quand vous enleverez le papier, vous verrez qu'il vous restera sur la figure une espèce de tache ronde et rouge, très hideuse, mais parfaitement à la mode, et qui vous donnera l'œil hagard. C'est ainsi que paraissent les actrices, les beautés, toutes les femmes, en un mot, qui ont la moindre prétention à l'élégance et à la grâce. Je ne connais que la reine qui s'obstine à résister à cette coutume. »

Il n'y a point de perte plus regrettable quant à l'étude du caractère de Franklin que la perte de son journal, dont il ne reste que quelques fragmens relatifs à l'année 1784 et à son séjour à Paris. Dans sa correspondance familière, sa prudence et son habileté livrent rarement ses secrets. Il sait la valeur d'une parole. Il ne raconte pas tout ce qu'il a appris, il ne révèle pas tout ce qu'il pense. Contenu dans son épanchement comme dans ses passions, il pratique la discrétion, même dans l'amitié. Le peu de pages qui nous restent de son journal renferment au contraire des révélations fort précieuses, et l'on voit déjà se grouper autour de lui, dans la solitude du sage, les aigles et les vautours que la lutte prochaine attire, les tigres et les lions de la révolution française, Chamfort, Mirabeau, et, qui le croirait? Marat. L'histoire doit vivement regretter ce document inappréciable qui eût mieux valu que trois volumes de lettres domestiques et familières, et qui nous eût fait assister à l'élaboration secrète et préparatoire de notre révolution. « J'ai reçu ce matin, 13 juillet, dit-il dans ce journal, la visite de MM. de Mirabeau et Chamfort, qui m'ont lu leur traduction du pamphlet américain de M. Ædanus Burke, de la Caroline du Sud, contre l'ordre ou la société de Cincinnatus. Ces messieurs ont fort développé l'original, qu'ils ont changé en une satire contre la noblesse elle-même. L'ouvrage est bien écrit. Ils disent que le général Washington et le marquis de La Fayette auraient dû refuser l'affiliation à cette société, que quelques personnes

affectent d'appeler un ordre de chevalerie, et qu'en ne le faisant pas, ils ont manqué (comme ils s'expriment) un beau moment. »

Ce peu de lignes contient divers renseignemens qui méritent d'être recueillis. On y voit Mirabeau continuer son œuvre d'emprunt universel à toutes les littératures et à tous les écrivains, dans l'intérêt de sa gloire d'abord, puis dans celui du bouleversement qu'il prépara et pressentit dès sa jeunesse. Ce pamphlet de l'Américain Ædanus Burke, comme tous les pamphlets empruntés à Dumont, à Romilly, à Bentham, à Clavière, et marqués de la griffe ardente de Mirabeau, allait à son tour, flèche incendiaire, frapper le flanc du vaisseau monarchique presque désemparé. On peut remarquer encore le mensonge politique de Chamfort et de Mirabeau qui font d'un club de fermiers un ordre de chevalerie, pour avoir le droit de se moquer de la noblesse, et pour rabaisser la gloire du marquis de La Fayette, alors radieuse et triomphante.

D'autres passages contenus dans ce fragment de journal donnent une idée bien piquante de ce bouillonnement extraordinaire de désirs et d'utopies qui faisait de la France une vaste chaudière de projets régénérateurs. Tous ceux dont le cerveau fécond enfantait quelques théories pour la reconstitution de l'humanité, affluaient à Passy chez le spirituel vieillard, qui les écoutait poliment, les éconduisait de même, et inscrivait ensuite sur son carnet, pour les menus-plaisirs de son ironie personnelle, les inventions de tous ces messieurs.

Samedi, 17 juillet 1784.

« Un bon abbé m'apporte un gros manuscrit contenant un plan de réforme universelle pour les lois, le commerce, les mœurs, l'industrie, le gouvernement, le tout arrangé dans son cabinet, sans qu'il ait vu le monde. J'ai promis d'y jeter les yeux, et il repassera jeudi. C'est vraiment chose merveilleuse que la foule de législateurs qui ont la complaisance de m'apporter de nouveaux plans pour gouverner le monde, et spécialement les États-Unis d'Amérique. J'écrirai aujourd'hui sans y manquer toutes les conversations avec les grands hommes qui m'honoreront de leur visite.

Onze heures du matin.

« Un homme est venu me dire qu'il avait inventé une machine qui allait toute seule, sans poids, sans ressorts, sans rouages, sans employer l'air, le feu, ni l'eau, et qu'il me vendrait son secret 200

louis comptant. Je lui ai répondu que j'en doutais, et que j'irais voir sa machine.

Midi.

« Un M. Coder me propose de lever six cents hommes que l'on armera de fusées incendiaires pour aller dévaster les villages des côtes d'Angleterre, d'Irlande et d'Écosse. Moyen évidemment très philantropique, puisqu'il mettrait nécessairement fin à la guerre. Je lui ai répondu que je n'avais pas d'argent pour cet usage, que le gouvernement français pourrait bien n'être pas d'avis qu'un Américain vînt lever des troupes en France, et enfin, que je n'étais pas sûr de l'efficacité de son moyen pour terminer la guerre.

Deux heures.

« Un homme me prie de m'intéresser à une invention importante qu'il a faite et qui changera, dit-il, tout le système de l'art militaire. Il s'agit d'habiller un hussard avec armes et bagages, sans compter les provisions pour vingt-quatre heures, de manière à ce qu'on ne se doute pas de son métier, et à ce qu'il passe pour un voyageur ordinaire. Il suffirait de six ou sept cents voyageurs de cette espèce pour prendre une ville d'assaut sans que personne se doutât de leur arrivée. Je lui ai répondu que je n'étais pas homme de guerre, que je n'entendais rien à l'art militaire, et que je lui conseillais de s'adresser au bureau de la guerre. Il y a chez ce peuple-ci une fertilité de créations qui m'étonne tous les jours, et qui m'enlève une si grande partie de mon temps, que je serai forcé de repousser à la fois tous les créateurs de projets.

Quatre heures.

« On me remet un paquet d'un *philosophe inconnu* qui soumet à mes réflexions un mémoire sur le feu élémentaire, ainsi que le détail de plusieurs expériences faites à la chambre obscure. L'ouvrage est en anglais et d'assez bon style, quoique mêlé de tournures françaises. Il faut que je voie les expériences pour juger du fonds. »

Le philosophe inconnu était Marat.

A défaut de ce journal dont l'intégrité serait un trésor, rien n'est plus intéressant pour nous que cette partie considérable de la correspondance de Franklin qui est datée de Paris et de Passy. La France du XVIIIe siècle l'accueillit avec un enthousiasme idolâtre. L'habit noir de Franklin rivalisait avec l'habit marron de Jean-Jac-

ques; on raffolait de cette simplicité nouvelle, et plus les mœurs élégantes de la cour s'éloignaient de la rusticité primitive, plus on était frappé d'une émotion d'enfant à l'aspect de cet ambassadeur qui ne portait ni dentelles ni broderies. Astrée allait redescendre sur la terre; les falbalas des marquises frémissaient de plaisir à côté de la simple étamine du plénipotentiaire américain; toutes les tabatières d'or et tous les jabots des roués s'abaissaient éclipsés devant le simple costume du marchand de Philadelphie. C'était un véritable enfantillage. Tous ces petits messieurs et toutes ces belles dames ne s'apercevaient pas que l'homme au simple costume était plus rusé qu'eux, que le marchand de Philadelphie mettait leur puérilité à profit, que sa douce modestie était un des ressorts les plus certains de son ingénieuse astuce; qu'en étant simple dans sa mise, il n'avait aucun mérite, et qu'il était tout bonnement de son pays; enfin que le diplomate puritain aurait rendu des points aux plus madrés de Versailles.

Le doux et rusé vieillard, dont le calme habituel et le charmant esprit n'étaient après tout que la contre-partie développée de Fontenelle et son type agrandi, fut fêté par les marquises et couvert des éloges de leur engouement. Il eût demandé deux cents millions à la France qu'elle les lui eût accordés. Disons-le pour être juste, il flattait par son ambassade toutes les idées généreuses et brillantes dont la France était animée; il caressait toutes ses espérances les plus heureuses, toutes ses chimères les plus dorées, il demandait la liberté pour lui, il apportait la liberté pour nous. Il représentait un peuple encore simple et primitif; on le croyait du moins. Il n'avait pour religion que la tolérance et la douceur d'ame. La France, tout émue de mille passions et de mille caprices, tomba aux pieds de l'homme qui n'avait ni passions ni caprices : elle en fit son symbole et l'objet de son culte; elle remplaça le buste du Christ par son buste, et Franklin prit place au-dessus de Voltaire et de Jean-Jacques, à côté de Socrate.

On voit ce qu'il y avait d'honnête, de généreux, d'étourdi, de mensonger, dans cette confusion de toutes les idées que nous venons de rappeler, et dont le tourbillon forma autour du fin et calme philosophe une auréole radieuse dont le reflet n'est pas éteint même de nos jours. Qu'il soit permis de chercher le vrai sous ce nuage. Il y a dans l'esprit de certains observateurs comme une puissance d'analyse chimique à laquelle ne résistent ni l'opinion ni les transformations subies par les caractères. Elle opère le dégagement de la vérité ensevelie dans le mensonge et du mensonge enveloppé dans la vérité;

elle épure et clarifie la grande fiction des annales humaines; elle détruit tout ce qui, dans la croyance générale, est factice et convenu, et double la valeur de ce qui survit à cette épreuve.

On sait que Franklin habitait à Passy une petite maison avec un grand jardin, et qu'il se plaisait à y recevoir tout ce que la ville et la cour possédaient de plus brillant et de plus aimable. Ses lettres datées de Passy se font remarquer surtout par la causticité ingénieuse avec laquelle il traite le peuple de jolis enfans auquel il se trouve avoir affaire. « Il est vrai, écrit-il à sa fille, que l'on me prend ici pour une *idole*, et comme vous savez que le mot *doll* a toujours voulu dire en anglais *poupée*, je ne doute pas que l'étymologie de ce mot ne soit *i-doll-âtrer*, faire d'un homme une poupée. Je suis la véritable poupée des Parisiens, qui me frisent, me parent, me couronnent, et jouent avec moi de la façon la plus agréable du monde. Ils ont tellement prodigué mon buste, que, si ma tête était mise à prix, il me serait impossible de m'échapper, quelque bonne volonté que j'en eusse. » Non-seulement l'enthousiasme qu'il excite fait sourire notre Américain, mais il s'amuse aux dépens de ceux qui lui demandent des lettres de recommandation pour les États-Unis. Il excelle dans cet art d'ironie calme dont on ressent à peine la morsure, et je ne connais rien de meilleur en ce genre, même chez Voltaire, que le modèle suivant d'une lettre de recommandation dont il faisait usage comme d'une circulaire. On l'a trouvée dans ses papiers, avec le titre même que je transcris :

Modèle d'une lettre de recommandation pour les gens que je ne connais pas.

« Paris, 2 avril 1777.

« MONSIEUR,

« Le porteur de cette lettre, qui va en Amérique, me presse de lui donner une lettre de recommandation, quoique je ne connaisse ni lui ni son nom. Cela peut vous sembler extraordinaire, mais c'est la mode dans ce pays-ci. Il arrive même assez souvent qu'une personne inconnue vous présente une autre personne inconnue, et qu'elles se recommandent l'une l'autre. Quant au gentilhomme porteur de la présente, je suis obligé de vous renvoyer à lui sur le chapitre de ses vertus et mérites, qu'il connaît certainement mieux que moi. Au demeurant, je vous le recommande comme méritant toutes les politesses auxquelles a droit un étranger sur le compte duquel on n'a point de mauvais renseignemens, et je sollicite pour lui de votre

part toutes les faveurs et bons offices dont il se montrera digne quand vous le connaîtrez.

« J'ai l'honneur, etc. »

Qu'on se représente l'ardeur enthousiaste de ces braves gentilshommes français qui venaient en foule demander au docteur Franklin la permission de se battre pour l'indépendance des États-Unis. Le vieux docteur reçoit toutes ces offres de service avec une certaine bonhomie railleuse qui contraste singulièrement avec la chevalerie qu'on lui témoigne, et il ne lui arrive pas une seule fois de manifester une sincère gratitude pour cette vive et généreuse étourderie de la France. Tout ce qu'il dit de mieux et de plus fort là-dessus, c'est que la nation française est, après tout, un aimable peuple, avec lequel il est bon de vivre, « qui se fait faire des chapeaux pour les porter sous le bras, qui se fait coiffer de manière à ne pouvoir mettre de chapeau, et qui, tout frivole qu'on puisse le juger, est, en somme, poli et gracieux. » Il avait assurément ses raisons pour se trouver bien chez ceux qui le traitaient comme un dieu, et qui entouraient sa vieillesse de toutes les flatteries et de toutes les voluptés. Son vieux sang teutonique ne coulait point à l'unisson de la civilisation française, et c'était encore l'homme qui plusieurs années auparavant n'avait rien oublié pour arracher aux Français leurs possessions du Canada; œuvre à laquelle ses conseils avaient contribué, comme on le sait. Vous reconnaissez toujours le vieux puritain, le fils des ennemis jurés du catholicisme français et de Louis XIV. La France le prit à gré au moment précis où elle se détachait à la fois de sa vieille foi religieuse et de son vieux principe de gouvernement. Franklin, qui se souvenait fort bien d'avoir entendu dans sa première jeunesse le prédicateur Increase Mather annoncer aux puritains d'Amérique la mort de ce *vieux méchant persécuteur* du peuple de Dieu, Louis XIV, se trouvait d'avance en harmonie avec la philosophie moderne de la France; cette coïncidence constitua sa force.

Le vieux Franklin jouait dans tout ceci le rôle d'un séducteur qui reste calme, et qui se moque doucement de la personne séduite et de l'engouement qu'il fait naître. Il raille fort ce célèbre gentilhomme et ce philosophique papillon de 1789, M. Félix de Nogaret, la providence de tous les almanachs pendant cinquante années, et qui est mort sans gloire sur les roses factices qu'il avait effeuillées pendant sa vie littéraire. Ce M. de Nogaret, attentif à la circonstance, comme tous les petits génies, avait saisi celle que lui présentait l'arrivée de Franklin. Il avait essayé la traduction du vers célèbre :

« Eripuit *cœlo* fulmen sceptrumque *tyrannis*. »

« Il ôte au ciel la foudre, et le sceptre aux tyrans. »

double mensonge; personne n'a encore arraché la foudre aux nuages qui la fabriquent et la recèlent; et si les Anglais, pour avoir maladroitement essayé d'imposer leur colonie, se sont vus forcés de souscrire à son émancipation, on ne peut voir dans ce fait historique, très simple et naturel, ni sceptre ni tyrans. Le bonhomme Franklin apercevait toutes ces choses, et il était trop spirituel pour se laisser enivrer par cette atmosphère de brillantes paroles et de mensonges agréables dont on se repaissait alors en France. Mais M. de Nogaret, homme de génie suivant la mode, vivait dans ce nuage de pourpre, dans cette aurore boréale qui préludait par des nuances si vives à la révolution française. M. Félix de Nogaret écrivit donc à Benjamin Franklin une lettre avec commentaires de trois pages sur le vers latin attribué à Turgot, et qui est réellement du poète latin Manilius; il s'étendit beaucoup sur les diverses traductions possibles de ce vers, et sur sa propre traduction, qu'il préférait à toutes les autres. Voici la petite lettre de Benjamin, en réponse à la prose de M. Félix de Nogaret; il est impossible d'être plus goguenard et plus poli :

« MONSIEUR,

« J'ai reçu la lettre dans laquelle, après m'avoir accablé d'un torrent de complimens qui me causent un sentiment pénible, car je ne puis espérer les mériter jamais, vous me demandez mon opinion sur la traduction d'un vers latin. Je suis trop peu connaisseur, quant aux élégances et aux finesses de votre excellent langage, pour oser me porter juge de la poésie qui *doit* se trouver dans ce vers. Je vous ferai seulement remarquer deux inexactitudes dans le vers original. Malgré mes expériences sur l'électricité, la foudre tombe toujours à notre nez et à notre barbe; et quant au tyran, nous avons été plus d'un million d'hommes occupés à lui arracher son sceptre. Je serai d'ailleurs charmé de recevoir vos vers sur *un éventail* que vous m'avez fait l'honneur de me promettre. Je suis, etc. »

Rien de plaisant comme la description qu'il donne de la fête champêtre à laquelle il assista chez Mme d'Houdetot, à Sannois, dans la vallée de Montmorency. Avec moins d'amour-propre et autant de finesse que Voltaire, il ne se laissait pas étourdir par la fumée de cet encens qu'on lui prodiguait, et se contentait de le respirer paisible-

ment, doublant sa propre jouissance par une maligne et secrète ironie qu'il ne laissait pas trop paraître. S'il eût été le sauveur du monde, on n'eût pas inventé des triomphes plus magnifiques que ceux dont le XVIIIe siècle entourait son favori. Le carrosse du docteur était encore sur la grande route, lorsque Mme d'Houdetot, accompagnée de tout son monde, y compris l'inévitable Saint-Lambert, fit à peu près un quart de lieue pour venir à sa rencontre. Au moment où il descendit du carrosse, Sophie lui donna la main, et l'accueillit en prononçant ces vers dignes d'être conservés, comme le plus singulier prélude de la révolution française :

Ame du héros et du sage,
O Liberté! premier bienfait des dieux!
Hélas! c'est de trop loin que nous t'offrons des vœux!
Ce n'est qu'en soupirant que nous rendons hommage
Au mortel qui forma des citoyens heureux.

Cette liberté que l'on admirait *de trop loin*, et ces vœux formés par la cour de France elle-même en 1781, annonçaient clairement que la révolution qui n'était pas faite dans les choses était déjà faite dans les esprits. On se mit à table. Les mêmes souhaits furent répétés à tous les services, en vers plus ou moins mauvais, par l'aimable comte de Tressan, l'enjoliveur du moyen-âge, le Florian des fabliaux chevaleresques; par le vicomte d'Apché, qui soutint en chanson que tous les *chevaliers français* emploieraient volontiers leur épée pour conquérir une *charte anglaise;* par Mme de Pernan, fille de Mme d'Houdetot, qui compara Franklin à Jésus-Christ, et par ce bon M. d'Houdetot, qui, en sa qualité de mari, se montra un peu plus ridicule que les autres. Il compara Franklin à Guillaume Tell, faisant observer que Guillaume Tell avait été un sauvage fort désagréable, tandis que Franklin buvait sec et jouait de l'harmonica. L'histoire de l'engouement français serait une très bonne histoire.

On fit ensuite, après le café, une prodigieuse dépense de petite poésie, composée en partie par Mme d'Houdetot elle-même. On déclama entre autres vers ceux-ci, qui étaient gravés sur une colonne de marbre, et devant lesquels on força la modestie de Franklin de s'arrêter :

Recevez le juste hommage
De nos vœux et de notre *encens;*

poésie de bonbonnière, que nous ne citerions assurément pas, si le

mot encens qui s'y trouve placé ne justifiait ce que nous avons dit précédemment sur l'idolâtrie dont Franklin était l'objet. La poésie de Mme d'Houdetot poursuivit le docteur jusque dans son carrosse, et il n'y remonta pas sans avoir entendu les quatre vers suivans :

Législateur d'un monde et bienfaiteur *des deux*,
L'homme dans tous les temps te devra ses hommages;
Et je m'acquitte dans ces lieux
De la dette de tous les âges.

Ce dut être une scène intéressante que celle où se rencontrèrent ces deux ironies, Voltaire et Franklin, deux vieillards dont l'un avait passé sa vie à persiffler l'humanité dans des écrits étincelans de verve, et dont l'autre se moquait d'elle avec bien plus de sang-froid, en épuisant le trésor de Versailles au profit des jeunes institutions républicaines qui devaient ébranler les monarchies d'Europe. Quand ces deux divinités du XVIIIe siècle se rencontrèrent, c'était peu de temps avant la représentation d'*Irène;* Mme Denis, Morellet et d'Alembert étaient présens. Voltaire commença la conversation en anglais, et comme Mme Denis l'interrompit pour lui dire que le docteur Franklin parlait très bien français : « Excusez-moi, ma chère, s'écria son oncle, j'ai la vanité de montrer que je sais parler *la langue de Franklin.* » Les rois, les ministres, tout le monde partageait en Europe la même admiration, et c'est surtout dans les mémoires de Mme Campan qu'il faut en chercher les véritables causes. « C'est, dit-elle, qu'au milieu de la cour de Versailles il paraissait vêtu comme un fermier américain; il portait les cheveux plats, longs et sans poudre, un chapeau rond et un habit de drap brun, ce qui contrastait avec les dentelles, les habits brodés et les têtes parfumées et poudrées des courtisans de Versailles. » — « On ne put s'empêcher de battre des mains, dit Hilliard d'Auberteuil dans ses *Essais historiques et politiques sur la révolution des États-Unis* (1), quand on vit paraître à la cour ce vieillard d'aspect vénérable que la simplicité de son costume et les circonstances singulières et heureuses de sa vie signalaient à l'attention. Les Français, le peuple du monde le plus susceptible d'enthousiasme, témoignaient leur admiration de mille manières, et la douce gravité de Franklin augmentait encore cet engouement. Quand il traversa la cour pour se rendre chez le ministre des affaires étrangères, la foule fit entendre de longues acclamations. »

(1) Tome I, page 350.

C'est un fait très curieux pour l'histoire, et prouvé jusqu'à l'évidence par la correspondance de Franklin, que la mystification subie par la cour de France pendant tout le cours de la guerre d'Amérique, et immédiatement après cette guerre; illusion généreuse sans doute, mais tellement contraire aux intérêts de la France, qu'à peine la faute fut-elle commise, le cabinet de Versailles s'en aperçut et s'en repentit. Après avoir donné à l'Amérique septentrionale son argent et ses hommes, après avoir perdu le Canada; la France non-seulement ne gagna rien à cette double dépense, non-seulement elle affaiblit son pouvoir moral en concourant à détruire le sentiment monarchique, mais elle fut traitée avec si peu de considération et de respect par les Américains, dont elle était la bienfaitrice, qu'ils conclurent avec l'Angleterre une paix séparée, et signèrent le traité sans que le cabinet de Versailles en sût un mot. L'éditeur américain, M. Jared Sparks, quelque dévoué qu'il soit aux intérêts de son pays, est étonné de cette violation de toutes les convenances et de cet excès d'ingratitude de la part d'une nation puritaine, républicaine, morale, représentée par le docteur Franklin, l'austère philosophe et le symbole de la vertu. La jeune gravité des États-Unis faisait dupe la vieille et généreuse frivolité de la France. M. de Lacretelle, dont nous respectons d'ailleurs l'autorité historique, ignorait ces faits que le cabinet de Versailles a eu soin de cacher; aussi dit-il expressément que « le ministère français ne s'offensa pas (1) » de ce que M. Jared Sparks appelle avec raison un « outrage et une violation des plus simples règles de la courtoisie. » Le cabinet de Versailles s'en offensa, comme le prouve la lettre de M. de Vergennes que je vais citer; mais tels étaient l'engouement universel, et le pouvoir de l'opinion sur la folie française, qu'au moment même de cette insulte le trésor de Louis XVI, trésor presque vide, versa ce qui lui restait de billets de banque dans la caisse des Américains.

Voici la lettre confidentielle et jusqu'ici inédite que M. de Vergennes écrivit alors à M. de La Luzerne, ministre de France aux États-Unis :

« Versailles, 19 décembre 1782.

« J'ai l'honneur de vous adresser la traduction des articles préliminaires du traité que les plénipotentiaires américains ont conclu

(1) *Histoire du dix-huitième siècle,* tome IV, page 285.

avec ceux de la Grande-Bretagne..... Vous verrez sans doute comme moi avec plaisir les nombreux avantages que nos alliés les Américains retirent des clauses de ce traité; mais vous serez surpris, comme moi, de la conduite des commissaires, qui n'auraient certes rien dû faire sans notre participation. Telle était d'ailleurs la promesse positive du congrès. Le roi, comme je vous l'ai dit, ne prétendait exercer d'influence personnelle qu'autant que cela pouvait devenir nécessaire à ses amis; les commissaires américains ne peuvent prétendre que je me sois interposé et moins encore que je les aie fatigués de ma curiosité. Ils se sont tenus à distance autant qu'ils ont pu. L'un d'eux, M. Adams, à son retour de Hollande, où notre ambassadeur l'avait accueilli et fêté, n'imagina pas qu'il me dût la moindre déférence; il avait passé trois semaines à Paris sans venir me voir, quand je lui fis rappeler que j'existais. Pendant le cours des négociations, toutes les fois que je leur ai parlé de l'affaire, ils se sont contentés de me répondre par des généralités vagues, afin de me laisser croire que le traité n'avançait pas. Jugez de ma surprise quand, le 29 novembre, le docteur Franklin vint m'apprendre que les articles étaient signés, contrairement à la promesse verbale et mutuelle que nous nous étions donnée de ne signer qu'ensemble. Quelques jours après, quand il vint me voir, je lui fis remarquer que cette manière d'agir abrupte et personnelle n'était pas de nature à plaire au roi. Il parut le sentir et s'excusa de son mieux, lui et ses collègues. Notre conversation fut amicale..... Si le roi avait montré aussi peu de délicatesse que les commissaires américains, il y a long-temps qu'il aurait signé avec l'Angleterre une paix séparée; mais il a voulu que ses alliés fussent protégés par ses armes, et a continué la guerre, quelque avantage qu'il pût retirer de la paix.... Informez les membres les plus influens du congrès de la conduite irrégulière des commissaires américains; vous pouvez en parler simplement, comme d'un fait, et sans vous en plaindre. Je n'accuse personne, je ne blâme même pas le docteur Franklin; il a cédé trop facilement à ses collègues, qui ne se sont pas mis à notre égard en frais de courtoisie. Toutes leurs attentions ont été absorbées par les Anglais qui se trouvaient à Paris. Si nous jugeons de l'avenir d'après ce qui vient de se passer sous nos yeux, je crois que nous serons mal payés de tout ce que nous avons fait pour les États-Unis et pour leur assurer une existence nationale..... Les Américains nous demandent encore de l'argent : vous pouvez juger si une conduite semblable à la leur est de nature à nous encourager à leur donner des preuves nouvelles de notre libéralité. »

Telle était la faiblesse de ce gouvernement moins coupable que frivole, que, deux jours après, le même comte de Vergennes écrivait à M. de La Luzerne :

« Vous savez quelle demande pécuniaire le congrès adresse à sa majesté. On veut un emprunt de vingt millions. Cette somme dépasse considérablement nos facultés actuelles; néanmoins sa majesté, voulant donner aux États-Unis une nouvelle preuve de son sincère désir de leur être utile, a décidé qu'il leur serait avancé six millions de livres pour l'année 1783.

« Le docteur Franklin est chargé d'en transmettre une partie à M. Morris. Je ne puis vous dissimuler que cet effort nous pèse considérablement, surtout après une guerre de cinq ans dont les dépenses ont été et sont encore énormes. »

On était alors à la veille de la banqueroute, sur le bord du déficit qui devait absorber la monarchie et la détruire; et le trône, déjà si chancelant, jetait ses millions à la jeune république qui l'avait joué. Ce vertige auquel la France a été en proie pendant toute la fin du XVIIIe siècle, cette ivresse singulière, succédant à l'orgie de la régence, n'ont pas de preuves plus curieuses que la correspondance inédite que nous venons de citer. Tout le monde gagnait à cette affaire, excepté la France; l'Angleterre était délivrée d'une colonie embarrassante, elle gardait le Canada et la Nouvelle-Écosse, elle était libre de porter sur tous les points son activité commerciale; quelques années encore, elle n'aurait su que faire de l'Amérique septentrionale, sa gigantesque fille. Refoulée sur elle-même, la métropole anglaise concentra ses forces, oublia cette colonie qu'elle croyait ingrate et qui n'était qu'émancipée, et reconnut qu'elle avait fait un bénéfice en croyant faire une perte. Quant à la France, elle n'y gagna rien que des millions de moins et cette fièvre d'imitation qui détourna la révolution française de ses voies naturelles.

Non-seulement Franklin savait quel était le résultat futur de cette inoculation républicaine que la monarchie imprudente opérait sur elle-même, mais il n'oublia rien pour la propager et l'aider. Il obtint du comte de Vergennes la permission de faire traduire sous ses yeux et imprimer à Paris la constitution nouvelle, contenant la déclaration des droits de l'homme. Ce fut le duc de La Rochefoucauld qui se chargea de la direction de l'œuvre, le comte de Vergennes laissa libre carrière à sa circulation à travers tous les rangs de la société française. Ainsi, cette monarchie, fatalement condamnée, courait de toutes les façons à sa perte, tandis que la jeune république,

profitant de la crédulité chevaleresque de la France, grandissait à vue d'œil. De ce foyer de la civilisation qui se nomme Paris, l'enthousiasme pour le docteur Franklin et pour l'Amérique se propageait à travers le monde entier, et l'on trouve dans la volumineuse correspondance publiée par M. Sparks, des lettres ou plutôt des hymnes qui étaient adressées au docteur de tous les points du globe, de Manille, de Corfou, d'Égypte, de Bohême; l'une est signée du ministre de l'empereur de Maroc.

Le docteur devait cette immense popularité non-seulement à ses mérites réels, mais à son attention continuelle à ménager *les apparences*. « Souvenez-vous, dit-il souvent dans ses lettres, que ce n'est point assez d'*être; — il faut paraître*. » Il écrit à une de ses protégées qui l'a chargé de faire imprimer une traduction composée par elle :

« Ma chère enfant, j'avais d'abord envie de publier votre traduction avec votre nom, mais j'ai craint que cela *ne ressemblât à de la vanité*. Je la publie sans votre nom, et j'aurai soin de répandre qu'elle est de vous; cela *ressemblera à de la modestie*. » Fait d'assez peu d'importance en lui-même, mais qui caractérise la nuance de finesse et même, s'il faut le dire, d'hypocrisie morale qui, jointe à une foule de talens exquis et de qualités vraies, a fait le succès de Franklin. Il a été fort honnête homme, sans doute; mais il n'a rien oublié pour sembler parfait. Relativement à la France, il a paru modeste, candide, désintéressé, jusqu'à ce qu'il ait obtenu le concours de cette puissance et les millions dont il avait besoin; puis, tout à coup, parvenu à ses fins, il a tourné les talons, s'est moqué de nous le plus lestement du monde et a fait sa paix avec l'Angleterre, ne se donnant même pas la peine de rendre visite, une fois le traité signé et l'indépendance de sa patrie reconnue, aux honnêtes ministres qui avaient eu foi dans sa candeur. M. de Vergennes, qui recevait tous les jours sa visite à l'époque de la lutte, fut un peu mortifié de ne plus apercevoir à la cour la figure du docteur Franklin, après la signature du fameux traité. Il témoigna son étonnement et son mécontentement au philosophe par le petit billet que voici :

« Versailles, 5 mai 1783.

« MONSIEUR,

« J'espère avoir l'honneur de vous voir demain à Versailles. J'ose croire que vous pourrez vous y trouver avec les ministres étrangers. On remarque que les commissaires des États-Unis y paraissent rare-

ment, et l'on en tire des conséquences que je suis sûr que vos constituans désavoueraient si elles arrivaient jusqu'à eux. »

Dans une autre lettre du 15 décembre, on trouve ces tristes paroles du comte de Vergennes mystifié : « Vous êtes prudent et sage, monsieur, vous comprenez parfaitement ce qui est dû aux convenances. Vous avez toute votre vie rempli vos devoirs, je vous prie de considérer comment vous avez l'intention de remplir ceux qui sont dus au roi. Je ne veux pas m'étendre sur ces réflexions, je les livre à votre propre intégrité; quand vous voudrez bien m'ôter cette incertitude, je prierai le roi de satisfaire à vos demandes. » Ce à quoi Franklin répondit, avec le sang-froid de son adresse ordinaire, par les protestations les plus vives de reconnaissance et d'admiration pour le roi, avouant seulement qu'on avait été coupable d'un manque de *bienséance*, en concluant un *traité séparé* avec l'Angleterre. Le mot était bien doux et bien équivoque pour un fait si grave et si contraire aux promesses des États-Unis, et à leur dette morale envers le trône et la France. Le secrétaire des affaires étrangères pour le congrès américain, Robert Livingston, pensa là-dessus comme le comte de Vergennes, et écrivit dans ce sens à Franklin. La réponse de ce dernier indique naïvement tout le fond de sa pensée, et le peu de cas qu'il faisait de la France, tout en se prosternant devant M. de Vergennes. Il dit à Livingston : « Vous désapprouvez les commissaires qui ont signé le traité de paix avec l'Angleterre sans le communiquer à la cour de Versailles. Je ne vois pas, moi, que les Français aient grande raison de se plaindre : rien n'a été stipulé à leur préjudice..... Je pense qu'ils ne se sont pas officiellement plaints de cet acte; si cela était, vous nous eussiez transmis cette plainte afin que nous y puissions répondre. Il y a long-temps que j'ai donné à M. de Vergennes pleine satisfaction là-dessus. Nous avons fait ce que nous avons cru pouvoir faire de mieux dans le moment, et si nous nous sommes trompés, le congrès aura raison de nous censurer après nous avoir entendus. En nommant cinq personnes pour cette affaire, il semble avoir eu quelque confiance en notre propre jugement, puisqu'il aurait suffi d'une seule personne pour traiter avec l'Angleterre sous la direction du ministère français. » C'est un chef-d'œuvre d'escamotage diplomatique que cette réponse qui laisse la question principale dans l'ombre. Le Talleyrand américain rejette la faute, s'il y en a une, sur ses associés; il en réfère au congrès, c'est-à-dire aux États-Unis eux-mêmes, dans la personne de leurs représentans, pour décider si le roi de France a le droit de s'offenser et de

se plaindre. Ce qui rend cette comédie parfaite, c'est la position singulière de M. de Vergennes, si renommé pour sa finesse, et qui ne veut pas avouer qu'il a été dupe, ni par conséquent se plaindre. Enfin, pour comble de bizarrerie, pas un historien n'a signalé cette étrange situation dont nos frères des États-Unis ont si bien profité.

La vieillesse et l'enfance de Franklin sont remplies de grace, de charme et de vertus. On y trouve une beauté idéale qui manque, il faut bien le dire, à son âge mûr. Homme fait, il emploie la ruse, et quoiqu'il s'en serve avec autant de calme, de finesse et d'habileté que le meilleur artiste du plus délicat instrument, on sent cependant qu'il y a d'autres qualités plus héroïques, un dévouement plus sincère, une habileté moins flatteuse pour les forts, une diplomatie moins dissimulée. On se demande où sont les grands sacrifices de cet esprit conciliant et de cette ame passive qui ménage tous les intérêts, qui se prête à tous les amours-propres, et qui prend si bien au piége le subtil Maurepas et l'actif de Vergennes. On ne peut s'empêcher d'avoir une estime plus prononcée pour des qualités plus viriles et moins ondoyantes, pour des résistances plus fières et moins fugitives, pour une tranquillité moins nécessairement alliée à la profonde indifférence et à l'absence totale des passions. Mais dans l'enfance il est courageux; il est riant dans la vieillesse. L'enfant lutte contre l'obscurité et la pauvreté de son sort, le vieillard reçoit les hommages de tout un peuple affranchi. Ces deux spectacles attendrissent le cœur. Enfant, il possède encore la pensée de Dieu, que lui ont léguée ses pères les puritains; vieillard, il la retrouve, et elle ennoblit ses derniers momens. Pour les hommes d'action et d'héroïsme, le milieu de la vie est surtout éclatant; là se concentrent les grands et puissans rayons. Tels furent dans l'ordre politique César et Napoléon; dans l'ordre intellectuel, Molière, Pascal et Shakspeare.

Les natures moins élevées, mais distinguées, douces et subtiles, ont besoin du demi-jour de l'enfance et du crépuscule du dernier âge.

« Je trouvai, dit le révérend Manasseh Cutler, botaniste et ami de Franklin, le vieux docteur dans son jardin, assis sur le gazon à l'ombre d'un grand mûrier, entouré de ses amis et de quelques dames. Il avait quatre-vingt-un ans, les cheveux blancs et retombant des deux côtés sur ses épaules, la voix douce, le pas encore ferme, la physionomie ouverte, agréable et riante. Il se leva quand il m'aperçut, me tendit la main et me fit asseoir. Puis nous causâmes librement, et notre conversation fut des plus intéressantes jusqu'au moment où la nuit tomba; alors on apporta la table à thé, et

le thé fut servi sous le mûrier par Mme Bache, fille du docteur et qui demeure avec son père. Autour d'elle se trouvaient trois de ses enfans, qui paraissaient aimer extrêmement leur grand-père et qui montaient sur ses genoux. Le docteur me montra une curiosité naturelle qu'il venait de recevoir et qui paraissait l'intéresser singulièrement : c'était un serpent à deux têtes, conservé dans un bocal rempli d'esprit de vin, et qu'on avait trouvé au confluent de la rivière Schuylkill. Ce serpent bicéphale éveilla la verve ironique du vieux docteur, qui nous dit : « Je me représente la triste situation de ce « personnage, dans le cas où, engagé au milieu d'un buisson, sa « tête droite voudrait aller à droite et sa tête gauche à gauche; sup- « posez que les deux têtes fussent également entêtées, et que ni l'une « ni l'autre ne voulût céder à sa voisine, la guerre civile serait immi- « nente. C'est à peu près ce qui est arrivé ce matin à la convention, « lorsque.... » Ici on l'arrêta pour lui faire observer que les affaires et les débats de la convention devaient rester secrets, et il interrompit son charmant apologue du serpent.

« La nuit venue, nous entrâmes dans sa bibliothèque, qui lui sert de cabinet de travail. C'est une grande chambre remplie de livres jusqu'au plafond, non-seulement le long des murailles, mais au milieu même de l'appartement, occupé par trois grands corps de bibliothèque. On y voit plusieurs machines intéressantes, dont quelques-unes ont été inventées par le docteur lui-même, par exemple, une main artificielle placée au bout d'un grand bâton, et qui, au moyen d'un ressort artistement disposé, saisissait et remettait en place les livres de sa bibliothèque sur les rayons les plus élevés; un fauteuil à bras auquel il imprimait lui-même, quand il le voulait, un mouvement oscillatoire, et surmonté par un large éventail mis en mouvement par le pied de la personne assise... Nous ne parlâmes guère, pendant cette longue visite, que de sujets philosophiques, et surtout d'histoire naturelle que le docteur aimait passionnément. Je ne me lassais pas d'admirer l'étendue de ses connaissances, l'éclat de sa mémoire, la clarté et la vivacité de son esprit, l'aisance de ses manières et cette liberté gracieuse qui semblait répandre autour de lui le calme et le bonheur. Ce qui le caractérisait par-dessus tout, c'était une veine permanente de gaieté vive, brillante, souvent caustique, qui ne le quittait jamais, et qui lui semblait aussi naturelle que l'air qu'il respirait. »

Il mourut doucement en répétant et en commentant des vers du vieux poète semi-puritain Watts sur la toute-puissance divine, comme si cet homme, qui n'a jamais rien fait qu'à propos, avait senti que la

mort dépouillée de la pensée religieuse et l'absence de Dieu en face du grand abîme de l'éternité termineraient indignement une vie si convenable et si heureuse. Son dernier mot fut caractéristique : « Faites mon lit; que je meure décemment. »

Parmi les hommes politiques que je vois, de siècle en siècle, donner l'impulsion aux choses de ce monde et diriger les rênes ardentes de la destinée sociale, quelle place occupe Franklin?

Il annonce l'avénement de la classe laborieuse, la chute de la classe héroïque et guerrière, l'ascendant du vasselage, qui triomphe enfin des seigneurs, l'oblitération du sacerdoce dominateur; il est par conséquent la dernière expression de la révolte protestante et le raffinement extrême du calvinisme mondain.

Sa philosophie n'est autre que le déisme de Locke. Puritain par essence et sans le savoir, Franklin efface le dogme, mais il efface aussi les passions; c'est là son côté philosophique. Il conserve la morale rigide et la stricte probité, ne s'apercevant pas qu'en faisant presque entièrement disparaître de son code la grande idée de Dieu, source idéale de cette probité terrestre, il la prive de son aliment supérieur et éternel. Une des inventions mécaniques dues à son ingénieuse observation caractérise admirablement son génie et son système; c'est un vase d'airain dans lequel on allume un brasier dont la flamme, au lieu de se diriger vers le ciel, retourne à la terre. Franklin aussi, dernier disciple de Locke, a replié vers la terre la flamme de l'ame humaine.

Quand on demandait à Franklin quelle était la qualité la plus utile à un homme d'état, il répondait : L'apparence et le renom de la probité. — Il se souvenait qu'en France tout avait été séduit et entraîné par son air philosophique, sa gravité, sa modestie et sa simplicité. Un passage de son journal, daté du 27 juillet 1784, donne toute sa théorie à ce sujet : « Démosthènes, à qui l'on demandait quelle était la principale qualité de l'orateur, répondait d'abord l'action, ensuite l'action, et encore l'action. Je dis que pour l'homme public, c'est l'apparence, l'apparence, et encore l'apparence. Lord Shelburne, un des hommes politiques les plus remarquables de cette époque, passe pour n'être pas sincère, ce qui paralyse totalement son influence. Jamais cependant il ne m'a donné preuve de ce défaut. Pour qu'un homme politique réussisse, il faut qu'on ait foi dans sa parole et dans sa capacité. Cette opinion une fois établie, tous les délais, tous les obstacles, toutes les difficultés, s'évanouiront. Quand même vous par-

leriez assez mal, vous triompheriez sans peine, par un faux semblant d'intégrité, du plus brillant orateur qui soit au monde. Je suis si persuadé de l'importance du crédit et du règne de l'apparence dans les affaires publiques, que, selon moi, Jean Wilkes aurait pu détrôner George III, si ce dernier n'avait pas eu la réputation d'un bon père de famille, et si Wilkes n'avait pas passé pour un coquin. »

Franklin avait appris ce que valent l'apparence et la confiance; par elles, il avait tiré de la cour de France, entre 1776 et 1781, 3 millions par an, 4 millions pendant l'année 1781, et de plus un subside de 6 millions, accordé comme don pur et simple par Louis XVI.

La disposition naturelle de Franklin l'inclinant vers un honnête et doux équilibre de toutes les facultés humaines, il imagina faussement que la plupart des hommes lui ressemblaient, et qu'il suffisait de leur apprendre l'art de la vertu, comme on apprend les échecs ou le mécanisme d'un instrument. Mais cet art de la vertu est une erreur; on rédigerait tout aussi bien l'art du vice et même l'art du crime. Machiavel a donné au monde l'*art de la fraude*, et Bacon l'art du succès, sous le titre de *Moral Essays*. En détachant l'idée divine du code moral, Franklin a commis une grande faute; il a enlevé le type suprême du beau et du juste, le sublime et nécessaire couronnement de toutes les théories. Fils d'une race profondément pieuse, et qui avait tout sacrifié à cet idéal dont je parle, il n'a pas vu que ces vertus de tempérament et d'habitude qui étaient en lui, et qui circulaient comme l'air ambiant à travers la société américaine, n'étaient, après tout, que le résultat du puritanisme, c'est-à-dire du plus sévère idéal que les hommes aient jamais proposé à leur admiration terrestre. De là cette théorie de l'utile, qui a rabaissé chez les nations modernes toutes les idées nobles, courageuses et héroïques; de là cette croyance si dangereuse, qui a transformé l'égoïsme en culte universel. Pour l'homme sans passion, le bonheur et l'utilité sont dans une vie calme, réglée et honnête, telle que Franklin la recommande; pour l'ame violente et les sens fougueux, l'utile, c'est la volupté, l'ambition, l'usurpation, les jouissances.

La philosophie de Franklin nous semble donc pécher par sa base. Mais ces observations, qui nous sont suggérées par la publication de M. Jared Sparks, c'est-à-dire, par les cinq mille pages que nous avons dû lire, si elles détruisent quelques-unes des erreurs populaires qui se sont accréditées dans ces derniers temps, ne peuvent qu'affermir l'estime et l'admiration dues, sous d'autres rapports, à un charmant écrivain, à un moraliste ingénieux, et surtout, ce qui a

été beaucoup moins remarqué, au diplomate le plus habile, à celui qui a le mieux réussi du XVIIIe siècle tout entier. Si l'on demande à quoi est dû ce succès incontestable et singulier, nous répondrons avec Franklin lui-même : *A l'apparence*. Né sans passions, il a paru sage; le plus fin des hommes, on l'a cru naïf.

En qualité d'homme politique, sa grande œuvre et son plus habile tour de force ont été d'intéresser la monarchie française à cette révolution républicaine qui devait porter un coup mortel aux monarchies.

La cour de Versailles, conduite par cette main habile et douce, s'est suicidée paisiblement et sans même s'en apercevoir. Franklin a eu beaucoup à faire en France, très peu en Amérique. Il a suivi le flot de ses concitoyens, occupé seulement du soin de les retenir et de les contenir; entraîné par eux, il n'a pas eu grand mérite à réclamer, comme tous les Américains, l'indépendance américaine, devenue nécessaire. Mais le vieux trône de France lui présentait d'autres obstacles : il les a tous vaincus; je le répète, c'est son chef-d'œuvre.

Ce parrain des sociétés futures laisse quelque chose à désirer sous le rapport de la grandeur. Les inspirations supérieures de l'abnégation et du dévouement lui manquent trop. Il sent un peu son origine; il dissimule, il compte, il marchande, et il fait son profit. C'est un héroïsme douteux, on doit l'avouer, que celui qui vient si habilement réclamer de la cour de France les millions qui la tueront plus tard. Jeune, il a fait ses affaires par l'économie et l'adresse; vieux et riche, il réclame avec instance de sa patrie les arrérages de son traitement. L'éclat et la folie de la vertu ne l'ont point signalé. Mais que d'ingénieuses expériences sur le monde et sur les sociétés! Que de talens divers et charmans! Quel style aimable! Le cours de sa vie entière atteste une des plus lucides et des plus subtiles entre les intelligences humaines. Représentant civil d'une masse industrieuse et honnête, symbole opposant d'une masse opposante, il plut aux passions de la France, lui qui n'avait aucune de ces maladies qu'on appelle passions; elle vit dans le vieux docteur l'ennemi de ce qu'elle voulait renverser. Séduite, elle lui céda tout, au risque de se blesser elle-même, et il consentit à la séduire, pourvu que l'Amérique anglaise, aidée par la France, échappât à sa métropole. Telle est la vérité, clairement écrite dans ces dix volumes, qui en valent quarante. Le reste nous semble un mirage de l'histoire.

PHILARÈTE CHASLES.

QUELQUES RÉFLEXIONS

SUR

JEAN-JACQUES ROUSSEAU.

Fragment d'une Réponse à un fragment de Lettre.

FRAGMENT DE LA LETTRE.

« ..... J'allai de là visiter les Charmettes. Pour arriver à l'humble enclos, il faut suivre un petit vallon que traverse un petit ruisseau, et dont les pentes sont tapissées de prairies, semées de jeunes taillis et bordées de vieux arbres. C'est un site frais, solitaire et tranquille, qui rappelle un peu nos traines de *la Renardière*. Après un quart d'heure de marche, on est en face de la maisonnette. — Un toit en croupe dont l'ardoise ternie imite à s'y méprendre des rebardeaux usés par le temps, des contrevents verts, une petite terrasse fermée par une barrière rustique, et, dans son prolongement, le jardinet où Jean-Jacques aimait à cultiver des fleurs. — Le jardin a

toujours ma première visite. J'y cherchai le cabinet de houblon; mais il a disparu. Je cueillis pour vous quelques rameaux d'un vieux buis, que je suppose être un des plus anciens hôtes de cet enclos. L'on assure que l'intérieur des appartemens n'a point été changé : c'est un carreau de pièces inégales, des murs peints à la détrempe, avec des oiseaux et des fleurs imaginaires sur les impostes. A part une petite épinette, où Rousseau s'exerça sans doute bien souvent à déchiffrer la musique de Rameau, le surplus du mobilier rappelle beaucoup celui de Philémon; mais propre et rangé comme si le maître n'était parti que d'hier. Tout ici respire la simplicité, l'innocence et le bonheur. Que de douces et tristes pensées évoque la vue de ces chaumières! leur histoire est celle de nos plus beaux jours! jours trop tôt écoulés, et dont il n'est pas sage de rêver le retour!

« Le chemin que j'ai pris pour retourner à Chambéry doit être celui que suivait Rousseau en faisant sa prière du matin, et l'admirable horizon qui s'y déroule de toutes parts est bien fait pour attirer l'ame au ciel. C'est un cadre de hautes montagnes ceignant une vaste plaine variée de prairies, de vergers, de riches guérets, et que découpent en larges festons les flots capricieux de l'Isère, etc. . . .
. . . . . »

FRAGMENT DE LA RÉPONSE.

« . . . . . Surtout, cher Malgache, n'oublie pas le rameau de buis. Nous le mettrons en guise de sinet dans cette vieille bible hollandaise que mon grand-père lui prêta pour composer *le Lévite d'Éphraïm*, et nous lèguerons ces reliques à nos petits-enf ns.

« *L'histoire de ces chaumières est celle de nos plus beaux jours!* Ce que tu dis là est bien vrai! Qui de nous n'a pas vécu en imagination aux Charmettes les plus beaux jours de sa jeunesse! Mon Dieu! comme ce livre des *Confessions* nous a impressionnés! Comme il a rempli toute une période de notre vie! Comme nous l'avons aimé ce Jean-Jacques, avec tous ses travers et tous ses défauts! Comme nous avons suivi chacun de ses pas dans la montagne, chacune de ses transformations dans la vie, et comme nous l'avons pleuré en lisant ses dernières pages, les plus belles qu'il ait écrites avec les premiers livres des *Confessions!*

« Comme nous l'avons aimé! dirai-je. Comme nous l'aimons encore?

Quant à moi, oui; je lui reste fidèle, ou plutôt je suis revenu à lui après un refroidissement de quelques années. Il a tant de contradictions apparentes, qu'à l'âge où, moins enthousiastes, nous devenons plus sévères, nous sommes un peu effrayés des taches que nous lui découvrons. Te répéterai-je pourquoi et comment j'ai subi ces alternatives de vénération, de terreur et d'amour? Tu le sais : nous avons parlé si souvent des *Confessions* sous nos ombrages de la Vallée-Noire! Souviens-toi que nous tombions toujours d'accord sur ce point, et que c'était même notre conclusion : *Jean-Jacques a été l'un des esprits les plus avancés du siècle dernier, quoiqu'à certains égards il ait conservé des préjugés barbares, qu'il ne faut imputer qu'à l'époque où il écrivait, et qu'il proscrirait aujourd'hui s'il recommençait son œuvre.* Ceci posé et démontré pour nous avec la plus grande évidence, nous nous sentions à l'aise pour entrer avec un respect mêlé de tendresse et de douleur dans la vie privée, dans la conscience intime, dans les *Confessions* de l'immortel ami. L'homme et l'œuvre, c'est-à-dire la conduite et les écrits, si contradictoires en apparence, et si souvent opposés l'un à l'autre dans les déclamations haineuses du temps, nous semblaient au contraire rentrer l'un dans l'autre, et s'expliquer mutuellement, sans qu'il fût besoin de charger la mémoire du grand homme ou de flétrir ceux de ses contemporains qu'il appela ses ennemis, et qui n'eurent d'autre tort que de ne pouvoir le comprendre. Quoique la lecture de ses plaintes éloquentes nous identifiât aux douleurs du philosophe persécuté, et nous fît parfois prendre en haine ceux qui concoururent involontairement au lent suicide de sa vie, nous reconnaissions leur devoir beaucoup de ménagemens quand nous examinions de près les choses, quand nous lisions les pièces de ce long et amer procès intenté par lui à eux dans les *Confessions*, par eux à lui dans les mémoires où ils ont essayé de le rabaisser pour se justifier, quand nous songions surtout que cette cause est encore pendante devant le tribunal de l'opinion, et qu'elle affecte diversement les esprits sans avoir reçu la solution définitive que les parties ont réclamée avec tant de chaleur, et que Jean-Jacques, en plusieurs endroits, demande à la postérité d'un ton à faire tressaillir les juges les plus farouches.

« Te souviens-tu comme nous avons compulsé le dossier de cette grande affaire dans le précis qui accompagnait l'édition de 1824? Ce soin consciencieux qu'on avait alors de justifier Jean-Jacques par des faits fut très louable, et il a porté ses fruits. Mais à mesure que le temps marche et que les impressions personnelles, les haines

de parti, les susceptibilités de famille et les préjugés de caste s'effacent derrière nous, le jugement des hommes devient plus impartial, et l'auteur d'*Émile*, excusé et justifié sur certains points, reste inexcusable et injustifiable sur certains autres. Quelle sera donc l'impression de nos fils lorsque, fermant ce livre, si attachant et si fatigant, tantôt si brillant de poésie et tantôt si lourd de réalité, cynique et sublime tour à tour, ils se demanderont, au milieu du scepticisme de l'époque, ce que c'est que la grandeur humaine, et à quoi servent l'éloquence, les hautes inspirations, les rêves généreux, si toutes ces choses aboutissent, dans la vie de Jean-Jacques, au crime, au désespoir, à la misère, à l'isolement, à la folie, au suicide peut-être?

« Cette question de toute une jeune génération n'est pas sans importance, et ce serait un devoir sérieux d'y répondre. Le temps n'est plus où l'on se tirait d'affaire en cachant les clés de la bibliothèque, tandis que le bourreau lacérait solennellement de sa main souillée les protestations de la liberté morale, et qu'un mot de Mme de Pompadour étouffait la voix des philosophes. Les modernes arrêts de l'intolérance administrative frappent aujourd'hui plus vainement encore, et nos enfans lisent, malgré les cuistres de tout genre qui aspirent à la direction des idées. Les œuvres de Voltaire et de Jean-Jacques sont dans la poche des étudians tout aussi bien que sur le bureau des prétendus gardiens de la morale publique. Tous s'y complaisent, ceux qui condamnent sans appel comme ceux qui approuvent sans restriction. Si Jean-Jacques vivait, il irait encore en prison ou en exil; il se trouverait encore des mains pleines de péché pour lui jeter des pierres, et des ames pleines d'amour pour le consoler. La fureur des uns, l'enthousiasme des autres, le placeraient-ils à son véritable rang? J'en doute beaucoup!

« Mais puisque nous voici sur ce chapitre de causerie, qui en vaut bien un autre, essayons à nous deux de le bien juger, sans avoir recours à des preuves matérielles, sans dresser une enquête, et sans chercher ailleurs que dans l'examen philosophique des *Confessions* le sens de cette vie de philosophe, mêlée de bien et de mal, pleine d'amour et d'égoïsme, et présentant ce contraste monstrueux, ces deux faits : la création d'*Émile* et l'abandon de ses enfans à la charité publique. En un mot, au lieu de nous attacher à la lettre du plaidoyer, efforçons-nous d'en saisir l'esprit. Il se passera encore du temps avant que cette manière d'envisager les causes soit introduite dans la législation, et que les hommes appelés à prononcer sur

d'autres hommes aient vraiment l'intelligence du cœur humain, ou se soucient de l'acquérir.

« De tout temps le progrès s'est accompli, n'est-ce pas? par le concours de deux races d'hommes opposées en apparence et même en fait l'une à l'autre, mais destinées à se réunir et à se confondre dans l'œuvre commune aux yeux de la postérité? La première de ces races se compose des hommes attachés au temps présent. Habiles à gouverner la marche des évènemens et à en recueillir les avantages, ils sont pleins des passions de leur époque, et ils réagissent sur ces passions avec plus ou moins d'éclat. On les appelle communément *hommes d'action*, et, parmi ces hommes-là, ceux qui réussissent à se mettre en évidence sont appelés *grands hommes*. Je te demanderai la permission, pour te faire mieux entendre ma définition, de les appeler *hommes forts*.

« Ceux de la seconde race sont inhabiles à la science des faits présens, incapables de gouverner les hommes d'une façon directe et matérielle, par conséquent de diriger avec éclat et bonheur leur propre destinée et d'élever à leur profit l'édifice de la fortune. Les yeux toujours fixés sur le passé ou sur l'avenir, qu'ils soient conservateurs ou novateurs, ils sont également remplis de la pensée d'un idéal qui les rend impropres au rôle rempli avec succès par les premiers. On les nomme ordinairement hommes de méditation, et leurs principaux maîtres, appelés aussi *grands hommes* dans l'histoire, je les appellerai *grands* par exclusion; bien que, dans ma pensée, les autres soient aussi revêtus d'une grandeur incontestable, mais parce que le mot de grandeur s'applique mieux, selon moi, à l'homme détaché de toute ambition personnelle, et celui de force à l'homme exalté et inspiré par le sentiment de son individualité.

« Ainsi donc, deux sortes d'hommes illustres : les forts et les grands. Dans la première série, les guerriers, les industriels, les administrateurs, tous les hommes à succès immédiat, brillans météores jetés sur la route de l'humanité pour éclairer et marquer chacun de ses pas. Dans la seconde, les poètes, les vrais artistes, tous les hommes à vues profondes, flambeaux divins envoyés ici-bas pour nous éclairer au-delà de l'étroit horizon qui enferme notre existence passagère. Les forts déblaient le chemin, brisent les rochers, percent les forêts; ce sont les sapeurs de l'ambulante phalange humaine. Les autres tracent des plans, projettent des lignes au loin, et lancent des ponts sur l'abîme de l'inconnu. Ce sont les ingénieurs et les guides. Aux uns la force, aux autres la grandeur et l'élévation du génie.

« Je ne prétends pas que ma définition ne soit pas très arbitraire dans la forme. Selon ma coutume, je demande que tu t'y prêtes, et que tu ne m'interrompes pas en me citant des noms propres, exceptions apparentes qui ne détruiraient pas mon raisonnement quant au fond. Selon cette définition, Napoléon ne serait qu'un *homme fort*, et je sais parfaitement qu'il serait contraire à tous les usages de la langue française de lui refuser l'épithète de *grand*. Je la lui donnerais d'ailleurs d'autant plus volontiers, qu'à bien des égards, sa vie privée me semble empreinte d'une véritable grandeur de caractère qui me le fait admirer au milieu de ses fautes plus qu'au sein de ses victoires. Mais, philosophiquement parlant, son œuvre n'est pas grande, et la postérité en jugera ainsi. Ce que je dis de lui s'applique à tous les hommes de sa trempe que nous voyons dans l'histoire.

« Ainsi je divise les hommes éminens en deux parts, l'une qui arrange le présent, et l'autre qui prépare l'avenir. L'une succède toujours à l'autre. Après les penseurs, souvent méconnus et la plupart du temps persécutés, viennent des hommes forts qui réalisent le rêve des grands hommes et l'appliquent à leur époque. Pourquoi ceux-là, me diras-tu, ne sont-ils pas grands eux-mêmes, puisqu'ils joignent à la force de l'exécution l'amour et l'intelligence des grandes idées? C'est qu'ils ne sont point créateurs; c'est qu'ils arrivent au moment où la vérité, annoncée par les penseurs, est devenue évidente pour tous, à tel point que les masses consentent, que tous les esprits avancés appellent, et qu'il ne faut plus qu'une tête active et un bras vigoureux (ce qu'on appelle aujourd'hui une grande *capacité*) pour organiser L'obstacle au succès immédiat des penseurs et à la gloire durable des applicateurs, c'est l'absence de foi au progrès et à la perfectibilité. Faute de cette notion, les institutions ont toujours été incomplètes, défectueuses, et forcément de peu de durée. L'homme fort a toujours voulu se bâtir des demeures pour l'éternité, au lieu de comprendre qu'il n'avait à dresser que des tentes pour sa génération. A peine avait-il fait un pas, grace aux grands hommes du passé, que, méconnaissant les grands hommes du présent, les traitant de rêveurs ou de factieux, il asseyait sa constitution nouvelle sur des bases prétendues inamovibles, et croyait avoir construit une barrière infranchissable. Mais le flot des idées, montant toujours, a toujours emporté toutes les digues, et il n'y a plus sur les bancs un seul professeur ni un seul écolier qui croient à la perfection de la république de Lycurgue.

« Le jour où la notion du progrès sera consacrée comme principe

fondamental de toute législation sur la terre, où la loi, au lieu d'être considérée comme un poteau de mort autour duquel il faut accumuler les cadenas et les chaînes pour enserrer les hommes, mais comme un arbre de vie dont la sève, entretenue avec soin, doit toujours pousser des branches nouvelles pour abriter et protéger l'humanité, ce jour-là les institutions seront revêtues d'un caractère durable, parce que l'essence même de la loi sera le renouvellement perpétuel des formes. Alors il ne sera plus nécessaire qu'une loi tombe en décrépitude et devienne odieuse ou absurde pour être violemment abrogée au milieu des convulsions sociales. Toute loi sera développée, continuée, perfectionnée, et, par là, éternelle dans son essence. Les formes successives qu'elle aura revêtues en traversant les siècles pourront être enregistrées dans les archives de la famille humaine et gardées avec respect comme les monumens du passé, au lieu d'être lacérées et foulées aux pieds dans un jour de colère, comme des prétentions tyranniques et des obstacles injustes.

« Quand ce jour, dont nous saluons l'aube dans notre pensée, sera venu pour nos descendans, cette vaine distinction des hommes forts et des grands hommes, des penseurs et des réalisateurs, des philosophes et des administrateurs, s'effacera comme un rêve de ténèbres. Le penseur, n'étant plus gêné dans son essor, pourra voir la société accepter ses décisions, et il ne sera plus nécessaire dans les vues providentielles que le martyre sanctionne toute démonstration nouvelle, tout essor de grandeur. L'homme d'action pourra donc être un homme de méditation, n'ayant plus à lutter contre les obstacles sans nombre et sans cesse renaissans qui absorbent et tuent aujourd'hui la raison et la vérité dans les ames les plus énergiques. Et réciproquement, le penseur, n'étant plus livré à la risée des sots ou à la brutalité des puissans, ne risquera plus comme aujourd'hui de s'égarer à travers les abîmes et de tomber, par l'effet d'une réaction inévitable, dans des erreurs ou dans des travers causés par l'amertume et l'indignation de la souffrance. Jusque-là, nous verrons encore souvent, comme nous le voyons toujours dans le passé, ces deux principes en lutte, le présent et l'avenir, et au lieu de s'unir et de s'entendre dans une œuvre commune, les hommes forts et les grands hommes se livrer une guerre acharnée; les premiers, inintelligens et grossiers malgré tout leur génie d'application, ne voyant que le jour présent et ne produisant que des faits éphémères sans valeur et sans effet le lendemain; les seconds, injustes ou insensés, ne connaissant point assez les hommes de leur époque faute de pou-

voir les étudier en paix et en liberté, présumant ou désespérant trop d'eux, se faisant de trop riantes illusions ou se livrant à de trop sombres découragemens; astres presque toujours voilés, flambeaux tourmentés par le vent, qui presque tous s'éteignent dans l'orage sans avoir éclairé au-delà d'un certain point de la route, malgré de rapides éclairs et de brillantes lueurs.

« Disons-le encore une fois et posons-le en fait : cette erreur de la société engendre des vices inévitables chez ces hommes divers. Les hommes de force sont nécessairement enivrés et corrompus par l'ambition. Le besoin d'agir à tout prix sur des hommes ignorans ou vicieux les force d'abjurer dans leur cœur l'amour de la vérité et de la vertu. Voilà pourquoi je ne puis me résoudre à les placer aussi haut qu'ils le voudraient dans la hiérarchie des intelligences. Leur œuvre est facile, parce qu'ils profitent des élémens qu'ils trouvent dans l'humanité, au lieu d'imprimer à l'humanité une grandeur émanée de Dieu et d'eux-mêmes. Ce ne sont que d'habiles arrangeurs; ils ne créent rien : une conscience timorée est un obstacle qu'ils ne connaissent plus, et cet obstacle mis de côté, on ne sait pas combien la fortune et la puissance sont faciles à conquérir, avec tant soit peu d'intelligence et d'activité. Pour agir dans un milieu corrompu, il est impossible de ne pas se corrompre soi-même, quoiqu'on soit parti avec une bonne intention. — Les penseurs, les grands hommes de leur côté, toujours rebutés par le spectacle de cette corruption, et toujours exaltés par le rêve d'un état meilleur, arrivent aisément à l'orgueil, à l'isolement, au dédain, à l'humeur sombre et méfiante, heureux quand ils s'arrêtent à l'hypocondrie et ne vont pas jusqu'à l'égarement du désespoir.

« De là, Jean-Jacques d'une part; Jean-Jacques le penseur, l'homme de génie et de méditation, l'homme misérable, injuste et désespéré. De l'autre, Voltaire, Diderot et les *holbachiens*, les hommes du jour, les critiques pleins d'action et de succès (applicateurs de la philosophie du XVIIIe siècle), désorganisant la société sans songer sérieusement au lendemain, pensant, dénigrant et philosophant avec la multitude, hommes puissans, hommes forts, hommes nécessaires, chers au public, portés en triomphe, écrasant et méprisant le misanthrope Rousseau, au lieu de le défendre ou de le venger des arrêts de l'intolérance religieuse, contre lesquels il semble qu'ils eussent dû, conformément à leurs principes, faire cause commune avec lui.

« C'est que ces hommes si forts pour détruire (et la destruction était l'œuvre de cette époque-là, œuvre moins sublime mais aussi

utile, aussi nécessaire que l'était l'œuvre de Jean-Jacques), c'est, dis-je, que ces hommes d'activité et de popularité ne méritaient pas, rigoureusement parlant, le titre de philosophes. On les appelait ainsi, parce que c'était la mode : tout ce qui n'était pas catholique ou protestant s'appelait philosophe; mais ils n'étaient, à vrai dire, que des critiques d'un ordre élevé. Ce qui prouve la différence entre eux et Jean-Jacques, c'est que, dès ce temps, dans le monde, on appelait Jean-Jacques *le philosophe*, comme si on eût senti qu'il était le seul. On disait de Voltaire *le philosophe de Ferney*, il était un de ces philosophes du siècle, le plus grand, le plus puissant dans cet ordre de forces; mais Jean-Jacques était le philosophe de tous les temps comme celui de tous les pays. Les définitions instinctives d'une époque ont parfois un sens plus profond qu'on ne pense.

« Nous savons quelle était cette époque où naquit Rousseau. Nous savons dans quel milieu il se développa. Il l'a exprimé dans ses *Confessions* avec un cynisme effrayant. Ce cynisme de certains détails qu'un bon goût susceptible voudrait pouvoir supprimer, est pourtant bien nécessaire pour caractériser l'horreur et l'effroi de cet homme éminemment chaste par nature au milieu des turpitudes de son époque. Je ne pense pas que l'aveu des misères auxquelles il fut entraîné ait jamais été contagieux pour les jeunes gens qui l'ont lu. Lorsque, dépravé secrètement lui-même par l'imprudence ou l'abandon de ceux qui devaient veiller sur lui, il se charge consciencieusement de honte et de ridicule, il est difficile de l'accuser d'impudence. Lorsque, exposé à des dangers immondes, il se sent défaillir de dégoût et d'épouvante, il est impossible de méconnaître le sentiment qu'il veut inspirer à la jeunesse. Lorsqu'appelé dans les bras de Mme de Warens, il éprouve quelque chose qui ressemble au remords de l'inceste, il faut bien reconnaître en lui une admirable pureté de sentimens. Enfin, lorsque à Venise il pleure sur la dégradation d'une belle courtisane, au lieu d'assouvir sa passion, on est vivement pénétré de cette soif de l'idéal, qui, en amour comme en philosophie, en fait de religion comme en fait de socialisme, domine toute la vie de Jean-Jacques Rousseau.

« Il arrive à Paris, au foyer de la civilisation et de la corruption. Le venin de la contagion s'empare de lui, car il est homme, et à quelle foi irait-il demander une force surhumaine? Le catholicisme et le protestantisme tombent en ruines autour de lui, et, comme toutes les intelligences de son temps, il sent que son œuvre est de créer une

foi nouvelle. Mais, au sortir d'une existence et d'un entourage comme ceux qu'il nous a dépeints dans la première partie des *Confessions*, où prendrait-il tout à coup cette vertu sauvage, cette réaction ardente contre la société, cette passion de la vérité et de la liberté vers lesquelles nous le voyons, plus tard, aspirer de toutes les forces de son ame?

« Jusque-là j'avais été bon : dès-lors je devins vertueux, ou du « moins enivré de la vertu. Cette ivresse avait commencé dans ma « tête, mais elle avait passé dans mon cœur. Le plus noble orgueil « y germa sur les débris de la vanité déracinée. Je ne jouai rien : je « devins en effet tel que je parus; et pendant quatre ans au moins « que dura cette effervescence dans toute sa force, rien de grand et « de beau ne peut entrer dans un cœur d'homme dont je ne fusse « capable entre le ciel et moi. Voilà d'où naquit ma subite éloquence: « voilà d'où se répandit dans mes premiers livres ce feu vraiment « céleste qui m'embrasait, et dont pendant quarante ans il n'était « pas échappé la moindre étincelle, parce qu'il n'était pas encore « allumé. »

(*Confessions*, seconde partie, livre IX, 1756.)

« Cette page et les deux qui suivent, combien de fois je les ai méditées! J'y ai vu Jean-Jacques tout entier, se connaissant, se jugeant et se dévoilant lui-même comme aucun homme ne s'est jugé, connu et confessé. Que pourrait lui demander le moraliste exigeant, lorsqu'après avoir montré comment il devint puissant par l'enthousiasme, il cessa de l'être par lassitude et par douleur? Certes, ce n'est pas là un homme qui se farde ou qui se drape: c'est un homme, un homme véritable, non pas tel que les hommes célèbres enivrés de leur supériorité consentent à se montrer, mais tel que Dieu les fait et nous les envoie. C'est un être sujet à toutes les faiblesses, capable de tous les héroïsmes; c'est l'être *ondoyant et divers* de Montaigne, sensitive divine qui subit les influences délétères ou vivifiantes du milieu où elle s'élève, qui se crispe sous le vent et s'épanouit sous le soleil. Enfin c'est l'homme vrai, tel que la philosophie chrétienne l'avait en partie découvert et défini, toujours en butte au mal, toujours accessible au bien, libre et flottant entre les deux principes allégoriques d'un bon et d'un mauvais ange.

« Quand la philosophie et la religion de l'avenir auront étendu et développé cette définition, nous connaîtrons mieux nos grands

hommes, et nous donnerons à ceux du passé leur véritable place dans un martyrologe nouveau. Jusque-là, nous flottons nous-mêmes entre une puérile intolérance pour leurs fautes, et un aveugle engouement pour leur grandeur. Nous prenons généralement le parti de nier tout ce que nous ne savons pas expliquer, nous nous enrôlons sous des bannières exclusives, nous sommes pour Voltaire ou pour Rousseau comme on était pour Gluck ou pour Piccini, lorsque nous devrions reconnaître que nous avons été engendrés spirituellement par les uns et par les autres, et que, s'il nous est permis d'avoir une sympathie particulière pour certains noms, ce doit être pour ceux qui ont le plus aimé, le plus senti et le mieux compris, plutôt que pour ceux qui se sont fait le plus admirer, le plus voir et le mieux comprendre.

« Acceptons donc les erreurs de Rousseau, nous qui l'aimons; acceptons même ses crimes, car c'en fut un que l'abandon de ses devoirs de père, et ne cessons pas pour cela de le vénérer, car il a expié ces jours d'erreur par de longs et cuisans remords; et ne l'eût-il pas fait, il nous faudrait encore vénérer en lui la vertu qui, après ces jours malheureux, vint rayonner dans sa pensée, et l'ardeur sainte qui en consuma les souillures.

« Entraîné par de mauvais exemples, séduit par des sophismes odieux, il avait abandonné ses enfans. Lorsqu'après des années de méditation, il pesa l'énormité de sa faute, il écrivit l'*Émile*, et Dieu, sinon l'opinion des hommes, fit sa paix avec lui. Peut-être n'eût-il pas donné à son siècle ce livre qui devait faire une si grande révolution dans les idées, et qui, malgré ses défauts, a produit de si heureux résultats, s'il avait élevé paisiblement et régulièrement sa famille. Il eût sauvé quelques individus de l'isolement et de la misère, il n'eût pas songé à améliorer, ainsi qu'il l'a fait, toute une génération, et conséquemment toutes les générations de l'avenir. Ceci justifie la Providence seulement.

« Les remords de Jean-Jacques percent plutôt qu'ils ne sont avoués dans les *Confessions*. C'est dans ses derniers écrits, dans *les Rêveries*, que, sans jamais être explicites, ils se révèlent dans toute leur profondeur. A l'endroit des *Confessions* où il fait le récit de cette action capitale et terrible de sa vie, il ne montre pas, comme il l'a fait dans des aveux moins importans, une promptitude naïve et entière à s'accuser lui-même. Il rejette le tort sur les pernicieuses influences au milieu desquelles il s'est trouvé; il se défend d'avoir, durant plu-

sieurs années, éprouvé le moindre repentir; enfin il fait valoir des motifs qui pourraient le justifier auprès de ceux-là seulement qui n'auraient jamais senti frémir en eux des entrailles paternelles. Mais ce sentiment-là est au nombre de ceux que l'humanité ne méconnaîtra plus jamais, et cet endroit de la vie de Rousseau n'a pas trouvé grace devant elle.

« Mais est-il donc nécessaire d'arracher cette page sinistre pour conserver le respect qu'on doit au grand homme infortuné? Des générations se sont prosternées durant des siècles devant l'effigie de saints qui furent, pour la plupart, les plus grands pécheurs, les plus douloureux pénitens de l'humanité. La postérité n'a pas contesté l'apothéose des pères de l'église, en dépit des égaremens et des turpitudes au sein desquels l'éclair de la grace divine vint les trouver et les transformer. Le temps n'est pas loin où l'opinion ne fera pas plus le procès à saint Rousseau qu'elle ne le fait à saint Augustin. Elle le verra d'autant plus grand qu'il est parti de plus bas et revenu de plus loin, car Rousseau est un chrétien tout aussi orthodoxe pour l'église de l'avenir, que le centenier Mathieu et le persécuteur Paul le sont pour l'église du passé. Dans un temps où tout dogme se voile et s'obscurcit sous l'examen de la raison épouvantée, l'ame de Rousseau reste foncièrement chrétienne; elle rêve l'égalité, la tolérance, la fraternité, l'indépendance des hommes, la soumission devant Dieu, la vie future et la justice divine, sous d'autres formes, mais non en vertu d'autres principes que les premiers chrétiens ne l'ont fait. Elle pratique l'humilité, la pauvreté, le renoncement, la retraite, la méditation, comme ils l'ont fait, et il couronne cette vie fortement empreinte de sentimens, sinon de formules chrétiennes, par un acte éclatant de christianisme primitif, par une confession publique. Cherchez un autre philosophe du XVIIIe siècle qui, en secouant les lois religieuses, conserve une conduite et des aspirations aussi pieusement conformes à l'esprit de la religion éternelle dont le christianisme est une phase, et où le scepticisme n'est qu'un accident!

« Résumons-nous. De tous les *beaux esprits* qui, des salons du baron d'Holbach, se répandirent sur le siècle, Jean-Jacques est le seul philosophe, parce qu'il est le seul religieux. Enveloppée durant quarante ans dans un milieu détestable, sa grandeur éclate tout d'un coup, se révèle à lui-même et au monde entier. Mais combien d'obstacles ne rencontre-t-elle pas aussitôt, et quelles affreuses luttes ne va-t-elle pas soutenir! L'intolérance et le fanatisme des catholiques

et des luthériens se réunissent contre lui; mais c'est trop peu pour son malheur et pour sa gloire. Il ne suffit pas des arrêts du parlement, de la persécution des petites républiques huguenotes, du fanatisme des paysans de Moutiers-Travers, des dépits rancuniers de l'aristocratie; ses plus amers, ses plus dangereux ennemis, ceux-là seuls dont le jugement peut le poursuivre et l'atteindre aux yeux d'une postérité désabusée de l'esprit de secte, ce sont ses anciens amis, ses illustres contemporains, les beaux esprits philosophiques et critiques de l'époque, et, pour rentrer dans ma définition, les hommes forts de son temps.

« Mais pourquoi donc de leur part cette haine mesquine, ou tout au moins ce persifflage cruel qui jeta tant d'amertume dans sa vie et d'égarement dans ses idées? C'est que les hommes d'action et les hommes de méditation sont ennemis naturels par le fait de la société et par l'absence de la notion de perfectibilité. Non-seulement les holbachiens ont nié la supériorité de Rousseau, parce qu'elle blessait leur vanité et irritait en eux les petites passions d'hommes de lettres, mais encore ils l'ont méconnue, parce qu'elle offusquait leurs idées d'hommes du XVIIIe siècle. Son amour subit et ardent pour des vertus qu'il n'avait pas pu pratiquer encore, et qui n'étaient pas immédiatement praticables (elles ne le furent pour Rousseau lui-même!) ne pouvait être compris que par des esprits évangéliques de la trempe du sien. Et l'on sait que les mœurs de l'athéisme dominaient alors. Ces hommes de mouvement, ne concevant pas qu'il pût chercher ailleurs que dans la vie réelle et le principe des institutions connues son rêve de grandeur et de félicité, ne comprirent ni ses douleurs, ni ses défaillances, ni ses erreurs de jugement. Ils lui reprochèrent de haïr les hommes, parce qu'il ne tolérait pas les ridicules et les vices de son temps, tout en portant l'humanité future dans ses entrailles. Ils le déclarèrent sauvage, misanthrope, parce qu'il méprisait les enivremens de la vanité et fuyait le théâtre des rivalités puériles. En un mot, ils firent comme les pharisiens de tous les âges à la venue des prophètes, et Dieu put dire d'eux aussi : « Je leur ai envoyé mon fils, et ils ne l'ont point connu. »

« Mais vous aussi, Jean-Jacques, vous fûtes aveuglé; vous ne comprîtes point l'œuvre de ces hommes qui marchaient devant vous pour vous préparer le chemin. Ils aidaient à votre œuvre en vous faisant la guerre, et ils déblayaient les obstacles de la route où votre parole devait passer. A vous aussi la foi en l'avenir a manqué. Vous

étiez dévoré de la soif du progrès ; vous en aviez le religieux instinct, puisque vous écriviez *le Contrat Social* et l'*Emile*. Si vous n'eussiez pas senti au fond de votre ame que l'homme est perfectible (vous qui en étiez une si auguste preuve), vous n'eussiez point cherché les moyens de le rendre heureux et juste; mais votre calice fut si amer, que le découragement s'empara de vous, et que votre ame tomba dans l'angoisse. Au lieu de placer votre idéal devant vous, vous vous retournâtes douloureusement pour le trouver dans le passé, à l'aurore de la vie humaine, au fond de cette forêt primitive que vous alliez cherchant toujours, à l'île Saint-Pierre comme aux Charmettes, à l'ermitage de Montmorency comme à la ferme de Wooton, et qui vous fuyait toujours, parce que votre royaume n'était pas de ce monde, mais bien du monde que vous aviez d'abord aperçu en avant des siècles; non au berceau, mais à l'âge viril de l'humanité!.... »

GEORGE SAND.

ANCIENS

AUTEURS FRANÇAIS.

AMYOT.

Des traductions ont placé Amyot parmi les pères de la prose française; ce n'est pas le seul fait de ce genre qu'on rencontre dans les annales de la littérature, où les traductions tiennent une place distinguée. L'histoire de la traduction serait curieuse et longue à écrire. Il y aurait plus d'une induction philosophique à tirer de la nature et du nombre des ouvrages traduits à chaque époque, dans chaque langue. Il serait intéressant de rechercher les motifs qui déterminent un peuple ou un temps à s'approprier tel écrivain plutôt que tel autre. Les instincts nationaux se révèlent ici par le caractère des emprunts étrangers, et l'originalité du goût se trahit par le choix de l'imitation.

Je ne parle pas des littératures qui ne contiennent guère que des traductions. Les traductions d'ouvrages persans et arabes dominent dans la littérature turque. La littérature sacrée du Thibet paraît n'être qu'une gigantesque reproduction des livres théologiques et poétiques rédigés en sanscrit par les boudhistes indiens. Les conqué-

rans de la Chine, les Tartares-Mantchoux, ont traduit les principaux ouvrages chinois, se donnant ainsi une littérature toute faite, comme ils se sont emparés du système administratif sans y rien changer, et se contentant, pour ainsi dire, de le traduire à leur profit. Mais, sans sortir de l'Orient, que d'exemples de traductions qui ont joué un rôle important dans diverses littératures riches en productions indigènes! Les Persans avaient traduit, il y a plusieurs siècles, les deux grandes épopées indiennes, que nulle langue de l'Europe n'a encore reproduites dans leur intégrité. Les contes arabes, dont quelques-uns, sous le nom des *Mille et une Nuits*, sont devenus si populaires en Europe, ces contes contiennent un grand nombre de récits originaires de la Perse ou de l'Inde, qui n'ont point passé en Arabie dans une version écrite, mais dans une traduction arabe improvisée sans dictionnaire, sous un palmier, au bord d'une fontaine, par un marchand ou un pèlerin. Les translations arabes des auteurs grecs, et principalement d'Aristote, sont célèbres; et bien qu'on ait exagéré leur influence sur la scholastique dans l'Occident, où l'on n'a jamais perdu les ouvrages didactiques d'Aristote, cette influence a été grande, surtout par l'intermédiaire du péripatéticien Averroës, dont le matérialisme eut, parmi les chrétiens du moyen-âge, une vogue qui alarmait Pétrarque.

Les Grecs ont très peu traduit; ils dédaignaient trop le génie des peuples barbares pour descendre à interpréter leurs pensées, ou même, sauf quelques exceptions, à conserver leur histoire.

Les Romains étaient ainsi pour le reste du monde, mais ils traduisirent les Grecs. On sait que leur poésie fut, à son premier âge, calquée sur la poésie grecque, et qu'elle l'imita toujours; malgré leur mépris pour tout ce qui n'était pas romain, ils daignèrent parfois faire passer dans leur langue des ouvrages *barbares;* l'empereur Claude avait traduit les annales étrusques. Des exceptions de ce genre durent avoir lieu surtout pour des ouvrages d'une utilité pratique. C'est ainsi qu'après la prise de Carthage, Scipion ayant sauvé de l'incendie et apporté à Rome le livre de Magon sur l'agriculture, le sénat ordonna, par un édit solennel, de traduire en latin ce traité, qui paraît avoir contenu les traditions de l'ancienne agriculture babylonienne.

L'histoire de la traduction chez les modernes ne serait pas si tôt épuisée; il faudrait remarquer surtout quel rôle important diverses traductions célèbres ont joué dans les vicissitudes des langues. On sait que la prose allemande date de la bible de Luther; Amyot compte dans l'histoire de la nôtre.

On ne l'avait pas attendu cependant pour traduire les anciens et

en particulier Plutarque; d'assez nombreuses versions des auteurs classiques sont mentionnées dans le curieux catalogue de la bibliothèque de Charles V, et c'est d'après ces versions françaises qu'ont été faites un grand nombre de traductions anglaises, comme le reconnaît Warton. Ainsi, le rôle de la France fut constamment de donner l'impulsion aux autres nations de l'Europe. Au moyen-âge, elle avait marché à la tête de la scholastique, elle avait semé au dehors les héroïques légendes de l'épopée chevaleresque et les joyeux récits des fabliaux; au xve siècle, elle répandait la connaissance des monumens antiques; quand elle ne créait pas, du moins propageant, popularisant toujours, tour à tour levier et véhicule, elle ne cessa jamais d'être fidèle à sa mission et à son génie. Oresme avait traduit quelques ouvrages de Plutarque pour Charles V, et George de Selve publia la vie de huit hommes illustres en 1535, avant Amyot.

Amyot ne doit donc pas être considéré isolément, mais être rattaché à toute une famille de traducteurs français qui, depuis plus d'un siècle, avaient commencé à faire passer dans notre langue, et par elle dans les autres langues de l'Europe, les principaux auteurs grecs et latins. Amyot a été le plus célèbre de ces pionniers qui défrichèrent courageusement le terrain encore vierge de l'antiquité; nul d'entre eux n'accomplit une aussi grande tâche que la sienne, mais nul ne fut aussi bien récompensé : Amyot a eu la fortune de son vivant, la renommée après sa mort, et aujourd'hui il se recommande encore à notre mémoire à la fois comme l'un des pères de notre langue et comme représentant la première intervention considérable des lettres antiques dans les lettres françaises.

Enfin, il y a une raison particulière de raconter la vie d'Amyot. Cette vie a été brodée d'évènemens imaginaires, d'aventures entièrement fabuleuses. Le candide et laborieux traducteur a été le héros d'une véritable légende que des écrivains sérieux ont répétée, et dont presque aucune biographie d'Amyot n'est entièrement exempte. Il était juste, ce me semble, d'appliquer une critique rigoureuse à ces récits qu'on croirait empruntés aux pages les plus crédules de Plutarque; il convenait de faire quelque chose pour éclaircir la biographie de celui qui a transporté dans notre langue le plus curieux monument biographique de l'antiquité.

Amyot naquit à Melun en 1514. On ne s'accorde pas sur ce qu'était précisément la condition de ses parens, mais il est certain qu'elle n'était pas très relevée. Furent-ils bouchers ou corroyeurs, peu nous importe; ce qui nous importe, c'est que leur fils ait traduit

Plutarque, Longus et Héliodore. La liste des hommes éminens sortis des rangs du peuple est nombreuse et glorieuse : une humble origine ne saurait être un motif de dédain dans la postérité, mais une telle origine a eu souvent un autre effet; les imaginations, frappées de la distance qui séparait le point de départ et le terme de la carrière, ont agrandi encore cet intervalle. C'est ce qui est arrivé pour Shakespeare. On a prêté à ses premières années peu connues un certain nombre d'anecdotes plus ou moins puériles, et imaginées pour faire ressortir le contraste de son obscurité et de sa gloire. On a supposé, par exemple, qu'il avait été réduit à garder les chevaux des spectateurs à la porte du théâtre, fait que rejettent les meilleurs biographes et que n'appuie aucun témoignage contemporain. S'il était véritable, peu importerait que ce grand génie dramatique eût été rapproché du théâtre par cette étrange voie, de même qu'il importe assez peu que l'auteur du *Contrat social* ait été laquais. Quand de tels faits sont réels, il n'y a aucune raison de les taire; mais, quand ils ne sont pas exacts, il n'est pas nécessaire de les supposer. C'est ce qu'on fait pourtant par ce besoin d'exagération et de contraste qui est dans la nature des imaginations vulgaires. On l'a fait pour Amyot plus peut-être que pour aucun autre écrivain français, et sa vie est devenue une espèce de roman que n'a pas manqué de recueillir Saint-Réal, le très romanesque historien auquel on doit le *Don Carlos* amant d'Élisabeth, qu'a consacré Schiller et qui est fort différent du véritable don Carlos.

Voici le récit de Saint-Réal, dans son troisième discours sur *l'usage de l'histoire :*

« Cet excellent homme (Amyot) était fils d'un corroyeur de Melun. Étant encore petit garçon, il s'enfuit de la maison de son père de peur d'avoir le fouet; il n'eut pas fait bien du chemin qu'il tomba malade dans la Beauce et demeura étendu au milieu des champs. Un cavalier, passant par-là, en eut pitié, le mit en croupe derrière lui et le mena de cette sorte jusqu'à Orléans, où il le mit à l'hôpital pour le faire traiter. Comme son mal n'était que lassitude, le repos l'eut bientôt guéri; il fut congédié en même temps, et on lui donna en partant seize sols pour lui aider à se conduire. C'est en reconnaissance de cette charité que cet illustre prélat, par un ressentiment digne d'un homme qui avait consumé toute sa vie dans l'étude de la sagesse et particulièrement dans la lecture du *Plutarque,* fit depuis un legs de 1,200 écus à cet hôpital par son testament.

« Il fit tant avec ses seize sous, qu'il se rendit à Paris; il n'y fut pas

long-temps sans être réduit à gueuser. Une dame à qui il demandait l'aumône, le trouvant de bonne façon, le prit chez elle pour suivre ses enfans au collége et porter leurs livres. Le génie merveilleux pour les lettres que la nature lui avait donné, le fit profiter de cette occasion avec usure. Il étudia tant et si bien, qu'on le soupçonna d'être de la nouvelle opinion qui commençait d'éclater, *inconvénient commun à tous les beaux-esprits de ce temps-là*. Les perquisitions rigoureuses qu'on fit alors des premiers huguenots l'obligèrent à fuir comme beaucoup d'autres, tout innocent qu'il était, et à sortir de Paris... Amyot se retira en Berry chez un gentilhomme de ses amis, qui le chargea de l'éducation de ses enfans. Durant le temps qu'il y fut, le roi Henri II, faisant un voyage, logea par hasard dans la maison de ce gentilhomme. Amyot, étant prié de faire quelque galanterie pour le roi, composa une épigramme en vers grecs qui lui fut présentée par les enfans de la maison. Aussitôt que le roi, qui n'était pas si savant que son père, eut vu ce que c'était : « C'est du grec, dit-il en le jetant; à d'autres! » Il est aisé de juger, par le déplaisir qu'Amyot dut ressentir de cette action du roi, quelle fut sa surprise sur ce qui arriva ensuite. Michel de l'Hôpital, depuis chancelier de France, qui accompagnait le roi dans ce voyage, et qui ouït parler de grec, ramassa ce qu'il avait jeté, il lut l'épigramme et en fut surpris; il prend Amyot par la tête, et, le regardant fixement, lui demande où il l'a prise. Amyot, qui était encore dans la consternation où l'action du roi l'avait mis d'abord, lui répond en tremblant que c'était lui qui l'avait faite. Sa frayeur ne permit pas à M. de l'Hôpital de douter de sa sincérité. Comme il était grand connaisseur, il ne fit point de difficulté d'assurer le roi que, si ce jeune homme avait autant de vertu que de savoir et de génie pour les lettres, il méritait d'être précepteur des enfans de France. Le roi, qui avait en M. de l'Hôpital toute la confiance qu'il devait avoir, s'enquit du maître de la maison. Comme les mœurs d'Amyot étaient irréprochables, le gentilhomme lui rendit le témoignage qu'il méritait. Il n'y avait que le soupçon qui l'avait fait retirer en ce lieu qui pût lui nuire; mais quand ce soupçon aurait été su, M. de l'Hôpital, qui était lui-même plus suspect qu'aucun autre, n'était pas pour s'en effrayer. Voilà l'affaire conclue. »

Et voilà une narration fort agréable à laquelle mille petits détails donnent un air de vérité, et qui cependant est fausse dans presque toutes ses parties, comme l'a montré sans peine le terrible Bayle, et comme les dates seules eussent suffi à le prouver sans lui. Passons sur le romanesque récit de la première enfance, récit dont rien ne

démontre absolument la fausseté, mais dans lequel la misère du jeune Amyot, qui fut tout simplement un pauvre écolier de l'Université de Paris, paraît avoir été singulièrement exagérée. Il m'en coûterait trop de renoncer à cette touchante anecdote du legs de 1,200 écus fait par l'opulent aumônier de France à l'hôpital où avait été recueilli le pauvre Amyot, en mémoire des 16 sous qui l'avaient empêché de mourir de faim; mais toute l'aventure avec Henri II chez le gentilhomme du Berry, aventure qui aurait décidé de la destinée du futur traducteur de Plutarque, est une pure imagination. Henri II et l'Hôpital ne découvrirent point le mérite caché d'Amyot dans un château écarté du Berry; car, plusieurs années avant que Henri II fût monté sur le trône, Amyot avait été recommandé à François Ier par sa sœur Marguerite, il avait reçu de lui l'abbaye de Bellosane.

Ce fait est tiré d'une vie manuscrite d'Amyot citée par Bayle, et qui paraît mériter beaucoup plus de confiance que les récits de Saint-Réal. En outre, Amyot lui-même nous apprend, dans sa dédicace des OEuvres morales à Charles IX, qu'il avait commencé la traduction de Plutarque pour François Ier. Enfin, ce qui tranche la question, c'est que Saint-Réal fait confier l'éducation des enfans de Henri II à Amyot immédiatement après la découverte de ce mérite inconnu enfoui dans un château du Berry. Or, Amyot fut nommé précepteur du jeune Charles et du jeune Henri en 1554 (1); et à cette époque, il était déjà connu, depuis cinq ans au moins, par la traduction de *Théagène et Chariclée*, dont il existe une édition de 1549. Devant ce seul fait bibliographique tombe tout l'échafaudage de Saint-Réal. Amyot fut dix ans professeur à Bourges, donnant deux leçons, l'une de littérature latine le matin, l'autre de littérature grecque à midi.

Ce fut apparemment pour se délasser de ce laborieux professorat, dont la pensée seule fait trembler notre génération affaiblie, qu'Amyot traduisit les *Éthiopiques* d'Héliodore, ce roman où sont racontées les fidèles amours de Théagène et de la belle Chariclée, si chères au jeune Racine, qui les lisait furtivement sous les ombrages de Port-Royal, et qu'il grava dans sa mémoire, d'où la sévérité de Lancelot ne pouvait les arracher. Or, il s'agit d'un roman qui, dans la traduction d'Amyot, n'a pas moins de trois cents pages petit in-folio. Certes un pareil tour d'écolier n'est pas beaucoup à craindre de nos jours. On ne saurait se défendre d'un certain intérêt pour le livre qui

(1) Bayle dit vers 1558. Ce fut quatre ans plus tôt. Charles IX naquit le 27 juin 1550, et Amyot, dans la dédicace de la traduction des OEuvres morales de Plutarque, dit au roi : « J'ai été attaché à votre éducation quand vous aviez l'âge de quatre ans. »

charmait à ce point le futur auteur de *Phèdre* et de *Bérénice*. Un roman grec, c'est tout Racine, la passion et l'antiquité.

On cherche avidement dans celui-ci les souvenirs qu'il aurait pu laisser à notre grand poète. Serait-ce trop attribuer aux influences souvent si durables et aux vives impressions des premières lectures, de croire que Racine, en peignant l'amour de Phèdre pour Hippolyte, n'avait pas entièrement oublié la passion de la reine Arsacé pour le beau Théagène, qui a dans Chariclée son Aricie, personnage que Racine ne doit pas à Euripide? Ne pourrait-on pas retrouver avec plus de vraisemblance encore une réminiscence du même épisode dans la situation de Bajazet, obligé de laisser croire à Roxane qu'il l'aime, afin de sauver Atalide, comme Théagène amuse la passion d'Arsacé pour ne pas perdre Chariclée?

Le roman d'Héliodore est tout-à-fait semblable aux romans modernes, et montre que ce genre de composition n'a pas attendu, pour se produire avec son véritable caractère, la chevalerie, qui a, l'on doit en convenir, puissamment secondé son essor, mais qui ne l'a pas créé. Rien ne manque aux *Éthiopiques*, ni les aventures enlacées avec art, ni les déguisemens, ni les reconnaissances, ni les sentimens exaltés, purs et fidèles, pour en faire quelque chose d'assez semblable à *Zaïde*, composition dans laquelle les pirates jouent un grand rôle, aussi bien que dans *Théagène et Chariclée*. Certaines portions du roman grec ont même à un haut degré la *couleur locale*. Telle est la peinture de l'existence des pirates qui habitent les petites îles cachées parmi les roseaux du Nil, et la prise de Syène au moyen d'une inondation artificielle. Dans ces passages et dans plusieurs autres, on trouve, chez le romancier grec, des tableaux de la vie guerrière, de la vie maritime, de la vie de brigand, qui font penser de loin, non plus seulement au roman à grands coups d'épée du XVIIe siècle, mais aux romans historiques de Walter Scott, et encore plus aux romans descriptifs de Cooper.

On a remarqué, comme une singularité littéraire, que cette histoire d'amour avait été composée par Héliodore, évêque de Trica ou Tricala, et traduite par Amyot, évêque d'Auxerre; mais très probablement Héliodore n'était pas encore évêque quand il écrivit les aventures de Théagène et de Chariclée, et Amyot, quand il les fit passer en français, était loin de penser qu'il le serait un jour.

Reprenons le récit de la vie d'Amyot : je retrouve des inexactitudes et des fables pareilles à celles qui ont déjà été relevées. On le fait aller à Trente, chargé d'une mission importante par Henri II, qui,

à cette époque, aurait reconnu combien le précepteur de ses enfans justifiait la prétendue recommandation de l'Hôpital. Mais Amyot parut au concile de Trente en 1551, c'est-à-dire trois ans avant l'époque où il fut mis en rapport avec Henri II et chargé de l'éducation des deux fils puînés du roi; la mission d'Amyot lui fut donnée par le cardinal de Tournon et George de Selve, alors ambassadeur. Amyot nous l'apprend lui-même par une lettre qu'il écrivit à M. de Morvillier, maître des requêtes, et on y voit que sa mission, ou plutôt, comme il dit lui-même, sa *commission*, se bornait à lire la protestation du roi de France. Du reste, il n'était pas même nommé dans cette lettre et ne savait ce qu'elle contenait avant de l'ouvrir devant le concile, de sorte, dit-il, *que je ne vis jamais chose si mal cousue*. Pas plus mal cousue du moins que toute cette biographie mensongère qui est une insulte perpétuelle et imméritée au caractère modeste d'Amyot.

Mais cette exagération de l'importance diplomatique d'Amyot n'est rien en comparaison des inventions qui nous restent à examiner. Le récit de Saint-Réal continue en ces termes :

« Voilà l'état auquel était Amyot sous les règnes de ses disciples François II (1) et Charles IX, avantageux à la vérité si l'on se souvient de ses commencemens, mais pourtant encore indigne de son mérite, et sa fortune était apparemment pour en demeurer là, sans une rencontre fortuite qui le porta plus haut qu'il n'avait jamais espéré, et qui marque admirablement l'esprit de la cour.

« Un jour la conversation étant tombée sur le sujet de Charles-Quint, à la table du roi où Amyot était obligé d'assister, on loua cet empereur de plusieurs choses, mais surtout d'avoir fait son précepteur pape. C'était Adrien VI. On exagéra si fortement le mérite de cette action, que cela fit impression sur l'esprit de Charles IX, jusque-là même qu'il dit que, si l'occasion s'en présentait, il en ferait bien autant pour le sien; et de fait, peu de temps après, la grande aumônerie de France ayant vaqué, le roi la donna à Amyot. Celui-ci, soit qu'il eût quelque pressentiment de ce qui devait arriver, ou par humilité pure, s'excusa tant qu'il put de l'accepter, disant que cela était trop au-dessus de lui. Mais ce fut inutilement; le roi lui dit que ce n'était encore rien.

« Cependant, cette nouvelle ayant été portée aussitôt à la reine-mère

(1) Amyot fut précepteur du jeune Charles et du jeune Henri, et non de François, leur aîné.

qui avait destiné cette charge ailleurs, elle fit appeler Amyot dans son cabinet et elle le reçut d'abord avec ces effroyables paroles : J'ai fait bouquer, lui dit-elle, les Guises et les Châtillons, les connétables et les chanceliers, les rois de Navarre et les princes de Condé, et je vous ai en tête, petit prestolet. Amyot eut beau protester de ses refus, la conclusion fut que, s'il avait la charge, il ne vivrait pas vingt-quatre heures; c'était le style de ce temps-là.

« Les paroles de cette femme étaient des arrêts. Le roi était naturellement opiniâtre. Entre ces deux extrémités, Amyot prit le parti de se cacher pour se dérober également à la colère de la mère et à la libéralité du fils. Un repas passe, et puis un autre, et puis encore un autre avant qu'Amyot paraisse à la table du roi; au quatrième, il le demande et commande qu'on le cherche tant qu'on le trouve; mais ce fut en vain, Amyot ne s'était pas caché afin qu'on le trouvât. Le roi s'avisa aussitôt de ce que ce pouvait être. Quoi! dit-il, parce que je l'ai fait grand-aumônier, on l'a fait disparaître! et sur cela entre dans une telle fureur, comme c'était son naturel, dès qu'il se mettait en colère, que la reine, qui avait assez de peine à le gouverner et qui le craignait autant qu'elle l'aimait, n'eut rien de plus pressé que de faire trouver Amyot à quelque prix que ce fût, en lui donnant toutes les sûretés qu'il voulut pour sa vie. »

Tout cela est fort bien conté, fort détaillé, fort vraisemblable même, car chacun agit et parle dans son caractère; mais si *le vrai peut quelquefois n'être pas vraisemblable*, le vraisemblable peut aussi ne pas être vrai. Rien de pareil à tout ce qu'on vient de lire n'a pu se passer entre Amyot, Catherine et Charles IX. En effet, le récit de Saint-Réal suppose que Charles IX était déjà monté sur le trône depuis quelque temps quand eut lieu la conversation dans laquelle fut mentionné, selon lui, l'exemple de Charles-Quint élevant son précepteur à la papauté. Mais la nomination d'Amyot à la place de grand-aumônier date du second jour du règne de Charles IX, ce qui renverse tout ce que dit Saint-Réal sur les circonstances qui amenèrent cette nomination. Cette date ne montre pas moins évidemment la fausseté de tout ce qui est donné comme l'ayant suivi, car Charles IX avait alors dix ans et demi, et à cet âge il ne peut avoir montré dans le choix de son grand-aumônier l'emportement qu'on lui prête, et la scène qu'on suppose avoir eu lieu entre sa mère et lui cesse d'être possible, à cause de la grande jeunesse du roi. Le discours de Catherine de Médicis à Amyot ne l'est pas davantage. Avant d'être déclarée régente, Catherine de Médicis parle

comme elle eût parlé quelques années plus tard. Le règne de François II n'avait pas été pour elle une époque de puissance. L'ascendant appartint alors tout entier aux Guises, oncles de Marie Stuart. Catherine de Médicis n'avait encore fait *bouquer* personne. Il y a donc dans toute cette histoire un double anachronisme et une double impossibilité.

Je suis entré dans quelques détails sur cette portion de la vie d'Amyot, parce qu'elle a été, comme on voit, falsifiée ou plutôt inventée avec une étrange audace et répétée avec une extrême crédulité par plusieurs biographes. Malgré les décisives objections de Bayle, on en trouve quelque chose jusque dans un article de la *Biographie universelle* écrit par M. Auger en 1811, et celui que j'écris n'empêchera probablement pas qu'on répète les mêmes erreurs dans quelque biographie future.

Le reste de la vie d'Amyot ne nous arrêtera pas. Ce fut un enchaînement d'honneurs et de prospérités que troublèrent, seulement vers la fin, les fureurs de la ligue, auxquelles les bienfaits d'Henri III devaient naturellement l'exposer. Il avait été nommé recteur de l'Université en même temps que grand-aumônier. Henri III le fit commandeur de cet ordre du Saint-Esprit qu'il avait créé et qui devait être le plus brillant des ordres français. Élevé à l'évêché d'Auxerre en 1561, le fils du pauvre bourgeois de Melun mourut en 1593, riche de 200,000 écus. C'est une des plus hautes et des plus éclatantes fortunes que présentent les annales des lettres, et une preuve de la considération dont elles jouissaient au XVIe siècle. La destinée d'Amyot fait époque dans leur histoire. C'est la première fois que, par l'étude, par la science, en traduisant du grec, on arrive en France aux plus éminentes distinctions et à une immense fortune.

Amyot n'a pas été moins heureux après sa mort que pendant sa vie. La faveur de la postérité succéda à celle des rois. Il a été adopté par elle. Son nom a été populaire; on ne s'est pas contenté de rendre justice à la naïveté de son langage, qualité qu'il partage avec tous les écrivains de son temps, à la clarté et à la fluidité de son style, qui le distinguent avantageusement de plusieurs d'entre eux : on en a fait une sorte d'écrivain modèle. Il a été le représentant de la *prose gauloise*, du vieux parler de nos pères. Comme s'il était surprenant qu'un prosateur français du XVIe siècle eût des qualités remarquables, on s'est émerveillé de celles que possède Amyot, bien qu'il les possède à un moindre degré que plusieurs de ses contemporains. On a semblé oublier qu'il n'y avait rien d'extraordinaire à ce que,

dans le siècle de Rabelais, de Montaigne, de Calvin, de Bonaventure Despériers, de d'Aubigné, de Marguerite de Valois, on sût écrire notre langue. Amyot est bien inférieur à tous ces écrivains : il n'a pas l'invention et la couleur du style comme Montaigne; il n'a pas la souplesse, l'agilité de la période comme Rabelais; ne lui demandez pas davantage la fermeté de Calvin, ni la netteté de Despériers, ni la verve de d'Aubigné, ni cette élégance achevée de la seconde Marguerite, qui par momens fait penser à l'hôtel de Rambouillet, à Voiture, à Balzac, au siècle de Louis XIV. La phrase, chez Amyot, n'est pas encore faite; elle est souvent languissante, se traînant comme un lierre qui rampe au hasard, au lieu de voler au but comme une flèche. Malgré ces défauts, qui ne sont point ceux de l'époque chez les bons écrivains, Amyot a du charme; il est abondant, facile, naturel, et, tout en réclamant pour d'autres plumes contemporaines plus habiles que la sienne, il faut accorder après elles une mention honorable à l'écrivain, duquel Racine disait, peut-être un peu par reconnaissance pour le traducteur de *Théagène et Chariclée :* « Son vieux style a une grace que je ne crois pas pouvoir être égalée dans notre langue moderne. »

Pour trouver cette grace dans toute sa fleur, il ne faut pas s'adresser au traducteur de Plutarque, mais au traducteur de Longus. *Daphnis et Chloé* n'est pas un roman, c'est une pastorale, une pastorale, il est vrai, écrite pour un siècle corrompu. L'auteur se plaît à des tableaux naïfs qui sont loin d'être chastes. Leur objet, c'est la *nature* à peu près dans le sens où l'on prenait ce mot au XVIIIe siècle, et dans cette nature l'ame tient moins de place que les sens. Longus a su mêler un grand charme de récit et de descriptions à la peinture des émotions naissantes qui agitent deux beaux adolescens dans une solitude, et l'on peut dire de son livre ce que l'abbé Delille a dit de l'île d'Othaïti :

Où l'amour sans pudeur n'est pas sans innocence.

Amyot a très bien reproduit ce qu'il y a de délicatesse et de simplicité dans l'idylle amoureuse de Longus.

Amyot a, selon moi, beaucoup moins complètement réussi dans sa traduction de Plutarque que dans ses traductions de Longus et d'Héliodore; mais, comme il arrive très souvent, c'est le moins bon de ses ouvrages qui lui a fait le plus d'honneur.

Jamais deux noms littéraires ne furent plus étroitement associés dans la fraternité d'une renommée commune que le nom du rhéteur

philosophe de Chéronée et le nom de son naïf interprète. Jamais traduction n'a fait corps avec son original comme la version d'Amyot avec les *Vies parallèles* de Plutarque. L'auteur ancien et l'écrivain moderne se sont prêtés mutuellement, l'un la gloire, et l'autre la popularité; on eût placé le traducteur moins haut, je n'en doute pas, si l'importance d'un recueil qui nous montre l'antiquité en déshabillé pour ainsi dire n'avait communiqué à la reproduction française une part de l'intérêt qui s'attache à l'ouvrage grec, et d'autre part Plutarque eût été moins généralement lu, moins souvent cité, s'il ne nous fût arrivé plus naïf, plus clair, dans la prose diffuse, parfois traînante, mais toujours facile et naturelle d'Amyot. Aussi, voulant parler d'Amyot, je n'ai pu séparer de lui Plutarque, et ils seront unis dans cet article comme ils le sont dans la mémoire et dans l'imagination de mes lecteurs.

Le succès d'Amyot a été jusqu'à fausser l'opinion sur le compte de Plutarque, et faire de lui, pour quelques-uns, un écrivain semblable à son traducteur, duquel il diffère beaucoup en réalité. Cependant Amyot a-t-il complètement dénaturé son modèle, sa traduction a-t-elle complètement un contre-sens de caractère? Je ne le crois pas; je pense qu'il y a là quelque distinction à faire, quelque nuance à démêler. Les observations qui vont suivre sont de la même nature que celles qu'inspire la comparaison du pinceau d'un grand maître avec le crayon ou le burin qui le reproduit.

D'abord il faut partir de ce fait : Plutarque était un *rhéteur*. C'était là sa condition, son état; il déclama en grec à Rome sous Domitien et sous Trajan, et un grand nombre de ses *Œuvres morales* sont des *déclamations*. Je ne me sers point de ce mot dans le sens moderne pour en indiquer le caractère, mais dans le sens antique pour en désigner la nature. Les titres de plusieurs morceaux contenus dans les œuvres morales montrent que l'auteur a voulu seulement s'exercer sur une thèse qui lui semblait piquante; tels sont les suivans : *de l'Utilité à tirer de ses ennemis; Comme on peut se louer soi-même*, et plusieurs autres. Au reste, le rhéteur se montre bien sensiblement dans la pensée même des *Vies parallèles*, dans cette conception symétrique qui oppose, sans jamais y manquer, un Grec à un Romain, comme si les grands hommes avaient toujours un correspondant et un vis-à-vis pour ainsi dire. Le génie n'a-t-il pas, au contraire, sa nature solitaire et isolée? Plutarque n'a-t-il pas fondé les rapprochemens, les *parallèles*, — le mot est resté, — entre les grands hommes; exercice fatigant de l'école et prétentieux triomphe du bel esprit,

qui a fait comparer mille fois Horace à Virgile, Corneille à Racine, Rousseau à Voltaire, etc.? Et l'histoire, qui est singulièrement indocile aux rapprochemens, ne lui fournissant pas à point nommé un grand homme romain qui pût faire le pendant d'un grand homme grec, et réciproquement, pour éviter que ses héros ne se trouvassent dépareillés, n'a-t-il pas été souvent réduit à de fâcheuses extrémités? Passe pour Thésée et Romulus, Alexandre et César; mais quel rapport peut-on trouver entre Périclès et Fabius Maximus, entre Marius et Pyrrhus? Et n'est-ce pas se moquer que de comparer Cinna à Lucullus, parce que *Cinna se changea de mal en bien, et Lucullus au contraire?*

Je sais qu'on a signalé un autre motif à ces rapprochemens de Plutarque, le désir d'élever les Grecs au-dessus des Romains, sentiment qui perce avec une injustice pardonnable, mais manifeste, dans l'écrit de Plutarque sur *la Fortune des Romains*. Mais, quoi qu'il en soit, il n'en reste pas moins établi que Plutarque est un rhéteur, et que ses deux ouvrages, les *Œuvres morales* dans leur ensemble, les *Vies des Hommes illustres* dans leur disposition, portent le cachet de la profession de l'auteur.

Or, qu'y a-t-il de moins naïf en soi qu'un rhéteur? Comment concilier ce titre avec la réputation de simplicité, de candeur, qu'on a faite à Plutarque? Faut-il donc l'attribuer tout entière à une contrefaçon d'Amyot? Faut-il renoncer absolument à dire le bon Plutarque? Non, ce serait aller trop loin. Plutarque était rhéteur de son état, mais candide et simple de sa nature. Il avait à la fois un bel esprit et un bon cœur. Le désir de briller par les artifices du langage n'exclut pas la bonhomie dans les habitudes et la simplicité du caractère. M. Villemain nous a montré avec beaucoup de justesse Plutarque vivant dans une petite ville de Béotie, en dévot païen, se faisant initier aux mystères, remplissant les fonctions sacerdotales, curieux des antiquités et des traditions : il y avait de cet homme-là sous le rhéteur, et il ne faut pas l'oublier; car, si le rhéteur écrivait, l'autre Plutarque dictait souvent.

C'était celui-ci qui se plaisait aux détails familiers, aux historiettes naïves et parfois puériles, qui racontait les prodiges et y croyait, qui, par exemple, interrompait la sanglante biographie de Sylla pour nous apprendre « qu'il y eut *trois* corbeaux qui apportèrent leurs petits devant tout le monde, et les mangèrent, puis en emportèrent les reliques dans leur nid; et comme les souris eussent rongé quelques joyaux d'or qui étaient en un temple, les secrétains, avec une ratoire,

en prirent une qui était pleine et fit cinq petits souriceaux dans la ratoire même, dont elle mangea les trois. »

Le Plutarque crédule, dévot, conteur, qui recueille les miracles, compulse les anecdotes et enregistre les bons mots, quelquefois assez insipides, de ses grands hommes, qui a écrit les *apophtegmes* et les *questions* grecques et romaines, ce Plutarque est de la même nature que le bon Amyot, et la traduction le représente avec son vrai caractère. Mais il n'en est pas de même de l'autre Plutarque, du bel esprit, du styliste, de celui qui, à travers ses périodes serrées avec effort et contournées avec art, poursuit un laborieux atticisme, de celui qui a, comme dit Amyot lui-même, *un style plein, serré, philosophistorique*. Ce Plutarque-là n'est pas à la portée d'Amyot; quand il veut l'imiter, il se guinde et se fausse; le laisser-aller, qui est le charme de son langage, disparaît pour faire place à des périodes embarrassées. Plutarque construit les siennes en écrivain exercé; mais Amyot, qui veut en vain mettre sa phrase au pas de la phrase grecque, la suit d'un pas boiteux et traînant. Cette différence entre les deux styles est surtout remarquable dans les passages où Plutarque se livre à des considérations générales, lorsqu'il affecte de se montrer bel esprit et bien disant, et que le bon Amyot fait de son mieux pour paraître tel après lui.

Je citerai le commencement de la *Vie de Démosthènes* comme un modèle de style entortillé, de périodes enjambant les unes sur les autres, d'incises et de parenthèses multipliées à l'infini et enchevêtrées en tout sens. Il faut qu'on voie comment écrivait parfois celui duquel Conrart, qui ce jour-là eût mieux fait peut-être de ne pas sortir de son *silence prudent*, disait que sa traduction contenait tous les plus beaux tours de la langue française. Je n'ai point d'inimitié personnelle contre Amyot, je le déclare; mais je ne puis me défendre de sentir un peu vivement l'injustice d'une popularité de renommée qui a tenu dans l'ombre cinq ou six écrivains du XVIe siècle bien supérieurs à lui, et qui a commencé au temps de Conrart, quand on s'est mis à oublier et à ignorer ce grand siècle, comme s'il n'eût jamais existé.

Voici une période qu'on lit au début de la *Vie de Démosthènes*. Elle remplit tout juste une demi-page :

« ..... Il est bien vrai que celui qui a entrepris de composer quelque œuvre et d'escrire quelque histoire en laquelle doivent entrer plusieurs choses non familières en son pays, et qu'on ne trouve pas toujours partout à la main, mais étrangères pour la plus part, disper-

sées çà et là, et qu'il faut recueillir de la *lecture de plusieurs divers lieux* (*sic*) et de plusieurs auteurs, à la vérité il faut que premièrement et devant toutes choses il soit demeurant en une grosse et noble cité, pleine de peuple et de grand nombre d'hommes aimant les choses belles et honnestes, afin qu'il aie abondance de toutes sortes de livres, et qu'en cherchant çà et là, et entendant dire de vive voix beaucoup de choses que les autres historiens auront à l'aventure omis d'escrire, et qui seront de tant plus croyables qu'elles seront encore demeurées en la mémoire des hommes vivants, il puisse rendre son œuvre de tout poinct accomplie et non défectueuse de plusieurs choses y nécessaires.»

Se peut-il rien imaginer de plus entortillé, de plus mal articulé, qu'une telle période? Le traducteur n'a pas à sa disposition un instrument capable de lutter contre la langue grecque, et il n'est pas assez habile pour se tirer d'affaire par des équivalens. Il veut laisser chaque mot, chaque incise à sa place, et il en résulte pour lui un encombrement de mots parfois véritablement effrayant. Au lieu de ces deux mots οὐ προχείρων, Amyot n'en emploie pas moins de onze, *qu'on ne trouve pas toujours partout à la main.* Un peu plus loin, il rend les deux mots νοσφισμένων et ἀμελησούντων par deux lignes : « Ils lui dérobèrent une partie de son bien et lui laissèrent aller à mal l'autre en faute d'en avoir tel soin qu'ils devoyent. »

Amyot est encore infidèle à Plutarque par un autre endroit; il manque fréquemment de noblesse. Plutarque est souvent familier, mais il n'est jamais bas. Le ton de son récit est simple, mais soutenu. Il n'a rien écrit, par exemple, qui ressemble à ces expressions de son traducteur dans la vie d'Antoine, Cléopâtre *allait battre le pavé* avec lui, et à celle-ci, dans la vie d'Aristide : « Jupiter-Sauveur s'approcha de lui en songe, et lui demanda ce que les Grecs *avoyent proposé de frire.* »

Enfin, un dernier défaut d'Amyot, c'est d'intercaler dans le texte des explications de sa façon, de véritables scholies, qui ne sont pas toujours heureuses. Même quand elles ne contiennent pas d'inexactitudes, ces interprétations allanguissent la narration, déjà trop chargée d'incidences. Il semble lire la version d'un écolier qui a transporté dans son *français* les définitions trouvées dans son dictionnaire. La manière d'Amyot ne se montre guère à son avantage que dans les anecdotes, et surtout dans celles qui ont une pointe de gaieté, comme la suivante :

« Il (Antoine) se mit quelquefois à pescher à la ligne, et voyant qu'il ne pouvoit rien prendre, si en estoit fort despit et marri à cause que Cléopatra estoit présente. Si commanda secrètement à quelques

pescheurs quand il auroit jeté sa ligne qu'ils se plongeassent soudain en l'eau, et qu'ils allassent accrocher à son hameçon quelques poissons de ceux qu'ils auroient eu pêchés auparavant, et puis retira ainsi deux ou trois fois sa ligne avec prise. Cléopatra s'en aperçut incontinent, toutes fois elle fit semblant de n'en rien savoir, et de s'esmerveiller comme il peschoit si bien; mais à part, elle conta tout à ses familiers, et leur dit que le lendemain ils se trouvassent sur l'eau pour voir l'ébatement. Ils y vindrent sur le port en grand nombre, et se mirent dedans des bateaux de pescheurs, et Antonius aussi lâcha sa ligne, et lors Cléopatra commanda à l'un de ses serviteurs qu'il se hastast de plonger devant ceux d'Antonius, et qu'il allast attacher à l'hameçon de sa ligne quelque vieux poisson salé comme ceux qu'on apporte du pays du Poul. Cela fait, Antonius, qui croyoit qu'il y eut un poisson pris, tira incontinent sa ligne, et alors comme l'on peut penser, tous les assistans se prirent bien fort à rire, et Cleopatra, en riant, lui dit : Laisse-nous, seigneur, à nous autres Égyptiens, habitans du Pharus et du Canobus, laisse-nous la ligne; ce n'est pas ton métier. Ta chasse est de prendre et conquérir villes et cités, pays et royaumes. »

L'anecdote est charmante, le trait qui la termine plein de grace; on pourrait, en le retournant, l'adresser à Amyot et lui dire : L'histoire des villes et des empires n'est pas de ton ressort; mais tu excelles dans les petits récits.

Comme cet article est littéraire et non philologique, je me suis attaché à montrer comment Amyot dénaturait le caractère de son auteur. Je n'ai pas attiré l'attention du lecteur sur les nombreux passages où il en altère le sens. Bachet de Méziriac (1) a parfaitement relevé les omissions graves, les additions superflues ou erronées, les distinctions ridicules et les mauvaises liaisons qui fourmillent dans les traductions d'Amyot; il lui a reproché de prendre de la prose pour des vers et des vers pour de la prose, d'ignorer les faits les plus connus de l'histoire et de la mythologie antique, et a cité des preuves foudroyantes de son ignorance dans presque toutes les branches des connaissances humaines. Tout cela importerait peu à la réputation d'Amyot comme prosateur; il pourrait avoir fait les deux mille contre-sens que lui reproche Bachet de Méziriac et être un modèle de style. Il pourrait même avoir constamment altéré la physionomie de son auteur, comme Pope l'a fait pour Homère, et devoir à *une belle*

(1) Voyez un discours lu à l'Académie par Bachet de Méziriac, en 1635, *Menagiana*, tom. III, pag. 524 et suiv.

infidèle plus que l'estime qui s'attache au traducteur, la gloire qui couronne l'écrivain. Mais les *infidèles* ont besoin d'être tout-à-fait *belles* pour se faire pardonner leur infidélité, et la traduction d'Amyot ne l'est ni complètement ni toujours. Elle a dû une part de sa popularité à l'injustice qui méconnaissait les grandes qualités de la prose française du XVIe siècle. Amyot, un peu par hasard, un peu grace aux mérites de Plutarque, avait échappé presque seul à cette injustice (1). Ce n'est pas toujours le meilleur soldat qui se sauve d'une déroute, et le meilleur matelot qu'épargne le naufrage. Quand le XVIe siècle aura repris définitivement sa place de *grand aïeul* au foyer de la muse nationale, dans la *salle des ancêtres* de notre littérature, Amyot, entouré de plusieurs contemporains bien supérieurs à lui, perdra cette gloire dont le monopole était un peu usurpé, et qu'une partialité que la comparaison n'éclairait pas assez lui accordait par exception; mais il lui restera, dans le second rang des prosateurs du XVIe siècle, une place honorable.

Si enfin, séduit par l'imitation de ces parallèles artificiels dans lesquels se complaisait Plutarque, on se laissait aller à établir un parallèle de ce genre entre Plutarque et son traducteur, on trouverait entre eux des rapports réels, et aussi quelques-uns de ces rapports fortuits que ne repoussait pas le rhéteur de Chéronée.

Tous deux eurent une belle ame et aimèrent la vertu, tous deux aussi aimèrent l'antiquité. Plutarque était né dans un siècle où l'on en conservait le souvenir qui commençait à vieillir. Amyot vint à une époque où l'on était occupé à en retrouver et à en rassembler les débris. Chez l'un comme chez l'autre, il y a l'amour, le culte, *la révérence* du passé. Tous deux vécurent dans des temps fort tristes, et dont les calamités n'altérèrent pas la tranquillité de leur vie. Le premier ne souffrit pas plus des crimes de Domitien, que le second des fureurs de la Saint-Barthélemy. Tous deux passèrent un certain temps à Rome, l'un occupé à étudier la langue et la littérature latines, l'autre à y chercher un nouveau manuscrit de l'auteur grec de *Théagène et Chariclée*. Enfin tous deux appartinrent au sacerdoce; car, si le Français fut évêque d'Auxerre, le Béotien fut prêtre d'Apollon; et pour terminer ce parallèle par un contraste, ce qui est encore une imitation, Plutarque fut, dit-on, l'instituteur de Trajan, et Amyot fut le précepteur de Charles IX. J.-J. AMPÈRE.

(1) Montaigne donne de grandes louanges à Amyot; mais c'est surtout pour avoir *choisi* Plutarque, le livre de l'antiquité que goûtait le plus et que cite le plus souvent Montaigne.

LES ESCLAVES

DANS

LES COLONIES ESPAGNOLES.

Havane, île de Cuba, 15 juillet 1840 (1).

Les philosophes et les publicistes n'ont pas, ce me semble, examiné d'assez près les questions qui tiennent à la situation des colonies européennes dans les Antilles et à l'esclavage qui s'y trouve établi. L'harmonie magique du mot *liberté* trompe beaucoup d'esprits et leur donne le vertige. Sans approfondir les faits qui se rattachent à ces débats, on part d'une appréciation incomplète, et, de fausse conséquence en fausse conséquence, la philantropie aboutit à faire égorger les blancs pour rendre les nègres misérables, en espérant les rendre

(1) Mme la comtesse Merlin, ayant visité l'année dernière l'île de Cuba, où elle est née et où sa famille est depuis long-temps établie, a recueilli pendant son séjour à la Havane des documens intéressans et authentiques sur la situation des esclaves dans les colonies espagnoles. Nos réserves faites, on ne s'étonnera ni de nous voir accueillir ces documens nécessaires au grand débat soulevé par la question de l'esclavage, ni de l'enthousiasme avec lequel l'auteur, créole de naissance et d'origine, parle du pays où elle est née.

libres. Je sais qu'à ces mots les enthousiastes crieront anathème contre moi, créole endurcie, élevée dans des idées pernicieuses, et dont les intérêts se rattachent au principe de l'esclavage; mais je les laisserai dire, et m'en rapporterai au bon sens des esprits droits. Si, après avoir lu cet écrit, ils me condamnent, je me livre à eux dans mon humilité, leur demandant grace pour mon cœur en faveur de cet amour inquiet de la justice qui peut m'égarer, mais qui ne saurait jamais détruire la généreuse pitié dans le cœur d'une femme.

Rien de plus juste que l'abolition de la traite des noirs; rien de plus injuste que l'émancipation des esclaves. Si la traite est un abus révoltant de la force, un attentat contre le droit naturel, l'émancipation serait une violation de la propriété, des droits acquis et consacrés par les lois, une vraie spoliation. Quel gouvernement assez riche indemniserait tant de propriétaires qui seraient ainsi dépouillés d'un bien légitimement acquis? L'achat des esclaves dans nos colonies n'a pas seulement été autorisé, il a été encouragé par le gouvernement, qui en a donné l'exemple en faisant venir les premiers nègres pour le travail des mines.

Après la découverte de l'Amérique, les nations les plus éclairées protégèrent le commerce des esclaves; l'Angleterre obtint notamment le monopole de la traite, et le garda pendant plus d'un demi-siècle. Dans ces temps où le monde était gouverné par la force matérielle, un nègre nourri, habillé par son maître, et qui acquittait ce bienfait par son travail, était plus heureux que le vassal, qui, après une corvée seigneuriale, payait ses redevances, puis mangeait et s'habillait, s'il pouvait trouver de quoi s'habiller et vivre.

Pour porter un jugement équitable sur les faits historiques, il faut se reporter aux temps et aux lieux qui les ont vus naître, examiner le degré de lumière, les usages et même les préjugés de l'époque ou du pays. On a donc autant de tort à blâmer l'Espagne d'avoir été jadis une des premières nations qui ait encouragé le commerce des esclaves, qu'on serait coupable aujourd'hui de le tolérer. Cependant, si l'on réfléchit qu'alors comme maintenant les Africains condamnés à l'esclavage ont été préalablement destinés à être tués et dévorés, on ne sait plus où est le bienfait, où est la cruauté.

Lorsqu'une tribu faisait des prisonniers sur une tribu ennemie, si elle était antropophage, elle mangeait ses captifs; si elle ne l'était pas, elle les immolait à ses dieux ou à sa haine. La naissance de la traite détermina un changement dans cette horrible coutume : les captifs furent vendus. Depuis cette époque, le commerce des esclaves

ayant toujours augmenté, et l'amour du gain s'étant développé proportionnellement chez ces barbares, les rois ou chefs de tribus ont fini par vendre leurs propres esclaves aux marchands européens. Le changement de maîtres était un bienfait pour ces captifs; en Afrique, l'esclave est non-seulement plus maltraité que sous la domination des blancs; il est à peine nourri, n'est point habillé, et, s'il devient vieux ou infirme, s'il perd un membre par accident, on le tue, comme on ferait chez nous d'un bœuf ou d'un cheval.

Ainsi, même en abolissant la traite, on sera encore bien loin d'atteindre le but d'humanité que se proposent les nations qui se croient philantropiques. On connaît les efforts persistans de l'Angleterre pour affranchir les esclaves dans les colonies espagnoles; si la source de ses efforts était pure, la Grande-Bretagne aurait une belle gloire à conquérir, celle de détruire le mal dans sa racine, en proclamant une sainte ligue en Europe. Cette nouvelle croisade aurait pour mission d'aller en Afrique apprendre aux tribus sauvages, soit par la persuasion, soit par la force, que l'homme doit respecter la vie et la liberté des hommes. Sans cela, le résultat de tant de nobles efforts sera incomplet et le but manqué; car, si l'on présente aux malheureux nègres (et ils sont compétens dans l'affaire), si on leur présente, dis-je, la cruelle alternative ou d'être tués et mangés par les leurs, ou de rester esclaves au milieu d'un peuple civilisé, leur choix ne sera pas douteux; ils préféreront l'esclavage.

« Loin d'être un malheur, c'est un bonheur pour l'humanité que l'exportation des Africains esclaves aux Antilles, dit le célèbre Mungo-Park: d'abord parce qu'ils sont esclaves chez eux, puis parce que les noirs, s'ils n'avaient l'espoir de vendre leurs prisonniers, les massacreraient. » Cet aveu n'est pas suspect de la part d'un Anglais élevé par la société africaine à Londres, et nourri de ces maximes philantropiques qui, sous le voile de l'amour de l'humanité, cachent des vues d'intérêt et de monopole.

Il est hors de doute que l'île de Cuba fait du sucre meilleur et en plus grande quantité que les colonies anglaises de l'Inde, et que l'abaissement de l'industrie coloniale de l'Espagne, livrant aux Anglais le monopole exclusif d'une denrée qui est aujourd'hui de première nécessité dans le monde, deviendrait une source de prospérité pour la leur; car, le sucre de la Nouvelle-Orléans et du Brésil n'étant pas encore comparable à celui de la Havane, l'île de Cuba est la véritable et unique rivale des colonies anglaises. Aussi les tentatives les plus coupables, les plus hostiles, ont été employées contre elle par la

rivalité de l'Angleterre. Il est rare qu'une révolte de nègres dans les habitations de l'île n'ait pas été excitée par des agens anglais, quelquefois par des Français. Un amour mal entendu de la liberté sert de mobile à ces derniers; les autres n'obéissent qu'à une impulsion intéressée.

Pendant qu'on cherchait par de perfides instigations à soulever les nègres contre leurs maîtres, le gouvernement anglais, appartenant au culte protestant, comme chacun sait, faisait répandre aux Antilles une prétendue bulle du saint père contre l'esclavage en Amérique. Cette bulle a-t-elle été véritablement octroyée par sa sainteté? Je serais tentée d'en douter; toutefois elle a été propagée à Cuba en langue latine et en langue anglaise comme pièce authentique. Je regrette de n'avoir pas la copie de cet acte, qui d'ailleurs est imprimé, et qu'on a cherché à répandre clandestinement à la Havane. Cette bulle, apportée par un bâtiment de guerre anglais, est un appel aux sentimens religieux et une menace d'anathème contre le catholique qui n'aiderait pas de toute sa puissance à la destruction de l'esclavage; elle déclare en état de péché mortel les fidèles qui, même *par la pensée*, ne le maudiraient pas.

Un tel mode de prosélytisme, employé dans les colonies, ne peut avoir d'autre résultat que la révolte. Évidemment, il ne s'adresse pas aux maîtres, si intéressés à conserver leurs esclaves, mais aux nègres, chrétiens ignorans, qui croient leurs propres intérêts d'accord avec des maximes ainsi proclamées. Allumer à la clarté divine de la foi le brandon de la haine et de la vengeance, est-ce là, j'en appelle aux gens de bien, aux gens de cœur, à la nation anglaise, des exploits que l'amour de l'humanité admette ou justifie?

L'esclavage est un attentat contre le droit naturel; mais il existe en Asie, il existe en Afrique, il existe en Europe, aux États-Unis, au centre même de la civilisation, et on le tolère; jamais jusqu'ici, que nous sachions, personne n'a osé, à l'aide d'une doctrine religieuse, l'attaquer en Russie. Il n'éveille les réclamations de la philantropie que contre les colonies d'Amérique, où il fut protégé jadis par les mêmes puissances qui le flétrissent maintenant; et, comme la force de la loi et le droit s'opposent à l'accomplissement de leurs vues, on fait appel au fanatisme, à la sédition, au massacre.

Qu'on abolisse la traite, on n'atteindra pas encore, malheureusement, le but indiqué par les philantropes, l'affranchissement de l'espèce humaine. Mais, entre une impossibilité et une injustice, on aura fait ce qu'il est possible de faire; les états de l'Europe civilisée auront

rempli un devoir, rendu hommage à l'humanité et calmé leur conscience du XIXe siècle. Toutefois il faut qu'ils commencent, avant tout, par respecter la propriété et la vie de leurs frères.

Je m'aperçois que je m'écarte de l'ordre de mon récit, et j'y reviens.

A peine trente ans s'étaient-ils écoulés après la découverte de l'Amérique, que la race indigène se trouva considérablement diminuée. L'horreur qui s'empara des Indiens lorsqu'ils sentirent leur indépendance enchaînée, les rudes traitemens que les Espagnols leur faisaient subir pour les forcer au travail, le désespoir causé par une si violente contrainte à des gens qui avaient toujours vécu dans l'indolence, toutes ces causes, réunies au fléau de la petite vérole qui les décima au commencement du XVIIe siècle, firent bientôt disparaître du globe une race douce et inoffensive. Avant l'arrivée des conquérans, leurs besoins se bornaient à vivre de poissons et de fruits, si abondans sur cette terre bénie. Les fruits, si j'ose m'exprimer ainsi, leur tombaient dans la bouche sans qu'ils eussent la peine de les cueillir, et la pêche était un plaisir sensuel pour un peuple dont toutes les jouissances consistaient dans le repos et dans la contemplation de la nature. Lorsque les maladies, la fatigue et le suicide eurent moissonné un grand nombre d'Indiens, les terres restèrent en friche faute de bras pour les cultiver. L'abandon et la solitude menacèrent de stérilité ces belles contrées, conquises avec tant d'audace et de bonheur par la civilisation européenne. L'évêque de Chiapa, Fray Bartolomé de Las Casas, se constitua l'ardent champion de cette race infortunée; ses paroles évangéliques retentirent jusqu'aux extrémités du monde; dans ces temps de barbare despotisme, il eut le courage de blâmer un roi et de plaindre hautement un peuple malheureux. Ce saint homme fut le premier qui demanda des Africains esclaves pour l'Amérique, d'abord afin de soulager la race indienne qui allait s'éteindre, puis afin d'empêcher les cannibales de dévorer leurs ennemis. L'amour de l'humanité importa en Amérique le germe de l'esclavage, dont l'origine fut due à la pensée charitable d'un homme plein de courage et de vertu. Il faut avouer qu'on était bien loin alors de cet idéal de perfectionnement social vers lequel on marche aujourd'hui avec tant d'ardeur. Mais reconnaissons une vérité importante, c'est qu'en tout temps il y a danger à envisager le bien et le mal d'une manière absolue. Aujourd'hui même, le monde est encore assez mal ordonné pour que l'esclavage doive, comparativement, être regardé comme un bien.

Nous venons de voir comment l'esclavage fut introduit en Amé-

rique. Après de vifs débats dans le conseil du roi don Fernando, on résolut d'envoyer des nègres pour remplacer les indigènes. Depuis 1501 jusqu'en 1506, il fut permis d'en introduire un petit nombre dans Hispaniola, aujourd'hui Saint-Domingue, mais sous la triple condition qu'ils seraient choisis parmi les Africains, élevés et instruits dans la religion catholique à Séville, et qu'à leur tour ils instruiraient les Indiens. En 1510, le roi don Fernando expédia encore de Séville cinquante nègres destinés au travail des mines.

Le nombre des Indiens natifs diminuait chaque jour : ils se pendaient aux arbres ou émigraient aux Florides. Le roi ordonna qu'on les ménageât davantage, et surtout qu'on les laissât en liberté; mais ils étaient si faibles et si peu endurcis à la peine, que quatre jours de travail d'un Indien ne valaient pas la journée d'un Africain; on se vit obligé d'augmenter le nombre des nègres que le gouvernement faisait importer pour son compte. A cette époque, le monopole s'empara de la traite. Charles-Quint autorisa les Flamands, en 1516, à introduire quatre mille nouveaux esclaves à Saint-Domingue, et plus tard le même nombre fut concédé aux Génois. Déjà vers ce temps, et bien que nul traité semblable ne fasse mention de l'île de Cuba, les chroniques parlent d'une révolte d'esclaves qui éclata dans la sucrerie de don Diégo, colon, fils de don Cristobal; ce qui porterait à croire qu'on avait introduit quelques nègres par contrebande. Quoi qu'il en soit, ce ne fut qu'en 1521, immédiatement après la mort de Velasquez (1), que pour la première fois les Flamands amenèrent, avec l'autorisation du roi, trois cents nègres à Cuba. Les immenses bénéfices de la traite avaient attiré en Amérique un si grand nombre de Flamands, que, dans plusieurs contrées, le nombre de ces derniers ayant surpassé celui des Espagnols, ils ne craignirent pas d'attaquer les anciens conquérans, qui les repoussèrent. Néanmoins, la cour d'Espagne prit l'alarme, le système de prohibition prévalut de nouveau dans le conseil du roi, et ce ne fut qu'en 1586 que don Gaspar de Peralta obtint un nouveau privilége pour introduire à Cuba deux cent huit esclaves, moyennant la redevance de 2,340,000 maravédis, ou 6,500 ducats. Un second privilége fut accordé à Pedro-Gomez Reynal, pour vendre trois mille cinq cents esclaves par an pendant neuf années, à condition qu'il paierait au roi 900,000 ducats par an; enfin, en 1615, un troisième monopole fut accordé à Antonio-Rodriguez d'Elvas, moyennant 115,000 ducats par an.

(1) Premier gouverneur de l'île de Cuba, immédiatement après la découverte de Fernand Cortez.

Plus tard, un nommé Nicolas Porcia acheta diverses obligations appelées par les Espagnols *cartillas del pagador*, qui ne lui furent pas délivrées. Pour se rembourser, il obtint le privilége de l'importation des nègres pour cinq ans; mais, n'ayant pas les fonds nécessaires pour l'exploiter, il le céda aux Allemands Kusmann et Becks, qui, après avoir fait fortune, ne payèrent le pauvre Porcia qu'en le faisant incarcérer comme fou par le gouvernement de Carthagène. Il l'était si peu, qu'il parvint à s'échapper de sa prison, aidé par la fille du geôlier qu'il avait séduite, et se rendit à la cour d'Espagne. L'attentat dont il avait été victime excita l'intérêt du gouvernement; on le dédommagea en lui accordant un nouveau privilége pour cinq ans.

On voit que tous ces traités ont peu d'importance, et que, jusqu'au commencement du XVIIe siècle, les esclaves introduits dans les Antilles furent en petit nombre. Il est vrai que l'île de Cuba n'exploitait pas encore de mines, et que l'Espagne, tout occupée des trésors qu'elle tirait du continent, n'avait garde de songer aux parcelles d'or qui roulaient avec le sable de nos rivières. D'ailleurs, elle avait à lutter contre la jalousie des autres puissances qui la harcelaient de toutes façons; guerre ouverte, pirates, flibustiers, tout était bon pour lui faire payer sa belle trouvaille d'outre-mer. Quoi qu'il en soit, pendant le cours du XVIIe siècle, la traite cessa presque entièrement. Le roi n'octroya plus de priviléges et se borna à faire introduire de loin en loin à la Havane un petit nombre d'esclaves destinés au travail des mines. Cet état de choses dura jusqu'à la guerre de succession, époque où les Français vinrent réveiller notre agriculture, qui, faute d'encouragemens, était tombée en léthargie. Ils livrèrent des nègres en échange du tabac, et l'industrie reprit quelque peu de mouvement. Mais à la paix d'Utrecht les Anglais obtinrent le monopole de la traite. C'est à leur activité et au grand nombre d'esclaves qu'ils introduisirent dans l'île, lorsqu'en 1762 ils se rendirent maîtres de la Havane, qu'elle doit le développement nouveau de ses progrès agricoles. En 1763, le nombre des esclaves, qui, en 1521, était de trois cents, fut porté jusqu'à soixante mille.

Que le saint homme de Chiapa me pardonne! l'esclavage qu'il importa fut pour la Havane un déplorable germe; devenu arbre géant, il porte aujourd'hui les fruits amers de son origine, mais on ne saurait l'abattre sans courir le risque d'en être écrasé. Source inépuisable de douleurs, de graves responsabilités et de craintes, il est en outre, par les excessives dépenses qu'il occasionne, un principe de ruine permanente. Le travail de l'homme libre serait non-seule-

ment un élément plus pur de richesse, mais aussi plus solide et plus lucratif. Si la prohibition de la traite était rigoureusement observée, et que la colonisation fût encouragée avec activité et persistance, l'extinction de l'esclavage s'opérerait sans secousse, sans dommage, et par le seul fait de l'affranchissement individuel. Il faudrait, pour obtenir ce résultat, que l'impéritie et l'amour du gain ne l'emportassent pas sur les vrais intérêts de l'état et sur l'amour de l'humanité; il faudrait qu'en présence du traité solennel qui prohibe la traite, on n'eût pas des *barracones* ou marchés publics de nègres *bozales* (1); il faudrait que les gouverneurs des villes n'autorisassent pas, par la présence d'agens de police, le débarquement des navires négriers; il faudrait, enfin, que le contrebandier marchand d'esclaves ne fût pas imposé d'une once d'or par tête de nègre qu'il introduit dans l'île. Ce honteux marché trouve son prétexte dans le zèle des autorités pour la colonie, qui, disent-elles, périrait sans le commerce des esclaves; zèle dangereux pour ces autorités même, car leur position serait fort compromise, si le gouvernement supérieur venait à connaître leur coupable tolérance. Depuis la nouvelle prohibition de la traite, c'est-à-dire depuis cinq ans, les gouverneurs des villes ont puisé à cette source impure plus d'un million de piastres, somme énorme, mais facile à expliquer, si l'on réfléchit que dans cet espace de temps on a introduit dans nos ports plus de cent mille esclaves, tandis qu'à peine y est-il entré trente à quarante mille colons ou autres émigrans de race blanche.

Il y a diverses causes à cette disproportion.

Une des plus tristes conséquences de l'esclavage, c'est d'avilir le travail matériel. L'agriculture étant la première et la plus générale ressource des classes prolétaires, l'excédant de la population européenne se porterait de préférence dans un pays qui lui offre un bon salaire, le bien-être et une belle nature, plutôt que d'affluer dans les froids déserts de l'Amérique du nord. Mais à peine les prolétaires européens arrivent-ils ici, qu'ils se voient confondus avec une race esclave et maudite; leur orgueil se révolte, ils rougissent de l'affront, puis ils cherchent à leur tour à se faire servir. Le premier usage que fait de ses premières épargnes un pauvre laboureur, c'est l'achat d'un nègre, d'abord pour diminuer ses fatigues, ensuite pour racheter la honte de travailler de ses propres mains. Ainsi à toutes les époques

(1) Dénomination qui s'applique aux Africains sans instruction et encore sauvages.

les mêmes abus ont développé les mêmes passions, et nos mœurs rappellent encore, au XIXe siècle, celles des Grecs, des Romains et des temps féodaux.

Il y a quelques années, un Havanais, patriote éclairé, conçut un projet qui l'honore. Il fit appel dans un journal à cinquante laboureurs de Castille, lieu de son origine. Il leur offrait tous les avantages requis pour venir habiter l'île de Cuba et cultiver la canne à sucre dans ses propriétés. Peu de jours après, dans le même journal, on vit paraître la plus furibonde réclamation de la part d'un Castillan résidant à la Havane. Ce dernier se plaignait amèrement de l'insulte faite à son pays, ajoutant que les honnêtes Castillans n'étaient pas encore réduits à un tel degré de misère et d'avilissement, qu'ils dussent s'appareiller (*aparejarse*) avec les nègres esclaves de l'île de Cuba. Ce superbe dédain des hommes blancs envers les nègres n'est pas seulement produit par le mépris attaché à l'esclavage, mais par le stigmate de la couleur qui semble perpétuer au-delà de l'affranchissement la tache d'une condamnation primitive. On dirait que la nature a signé de sa main l'incompatibilité des deux races. Peut-être un jour devrons-nous à la civilisation une fusion fraternelle; malheureusement elle n'est pas encore près d'arriver.

Toutefois, une circonstance digne de remarque, c'est que les blancs créoles dans nos colonies sont plus humains envers les nègres que ne le sont les Européens, soit que le créole devienne plus compatissant à force de voir les hommes d'Afrique vivre et souffrir près de lui, soit que sa vie patriarcale le porte à étendre jusqu'aux noirs la pitié paternelle du foyer domestique. Il se montre non-seulement plus doux, mais moins altier envers ses esclaves. Tout en les traitant avec l'autorité du maître, il y mêle je ne sais quelle nuance d'adoptive protection, je ne sais quel mélange de la sollicitude paternelle et de l'autorité seigneuriale, qui ne manque pas de charme pour ces ames qui n'ont jamais ressenti les supplices de l'orgueil humilié.

L'Européen qui apporte à Cuba les exigences raffinées de son pays, commence par témoigner pour le nègre esclave une pitié exaltée; il passe de là, sans transition, au mépris pour son ignorance, ensuite il s'impatiente de sa stupidité; et, comme le pauvre nègre ne le comprend pas, il finit par se persuader qu'un nègre est une sorte de bête de somme, et se prend à le battre comme un chameau. De tels procédés ne sont pas exclusivement le partage des

maîtres, ils sont aussi pratiqués par les domestiques européens qu'on amène à Cuba; leur orgueil, révolté à la vue de la domesticité dégradée jusqu'à l'esclavage, les rend insolens et cruels.

Néanmoins, ces inconvéniens ne sauraient être insurmontables. Mille préjugés ont été détruits par le temps et par la civilisation, mille difficultés aplanies par les progrès de la raison. Déjà un des plus riches propriétaires de l'île a formé il y a plusieurs années le projet d'établir une *sucrerie modèle*, exploitée seulement par des hommes libres. Mais, au moment où il fut question de faire venir un certain nombre de colons allemands pour cet objet, des difficultés soulevées par l'autorité le forcèrent à y renoncer. D'autres colons, que les ravages causés par le choléra parmi les nègres ont avertis du danger, commencent à faire travailler des hommes salariés, soit à la journée, soit à des prix convenus, mais seulement pour couper, rouler et charrier de la canne; cet essai, qui leur a réussi, trouvera des imitateurs, il ne faut pas en douter, surtout si l'on parvient à attirer dans la colonie des laboureurs allemands, gens paisibles et bons travailleurs.

Malheureusement la politique suivie jusqu'à ce jour a préparé les obstacles qui s'opposent maintenant à ce que le travail des hommes libres vienne remplacer celui des esclaves. Il faudrait que le système actuellement en vigueur fût modifié d'après les nouveaux besoins. Le gouvernement espagnol a toujours redouté pour ses états d'outre-mer le contact étranger, d'abord à cause de la jalousie des autres nations, ensuite par les inspirations d'une politique craintive, soupçonneuse et peu favorable aux idées libérales. Les pertes et les malheurs de l'Espagne ont dû faire disparaître depuis long-temps les sentimens d'envie qu'elle avait inspirés, et les innovations déjà opérées dans ses institutions promettent à sa colonie une réaction heureuse. Quoi qu'il en soit, l'Espagne ancienne, au lieu de favoriser l'introduction des colons de la métropole dans l'île de Cuba, craignant de se dépeupler elle-même, déjà épuisée d'hommes par les émigrations antérieures en Amérique et par tous les fléaux qui ont pesé tour à tour sur sa terre désolée, n'a guère donné à la colonie, jusqu'au commencement de ce siècle, d'autres recrues que quelques aventuriers qui fuyaient pour éviter la conscription, et un petit nombre de négocians qui, déjà enrichis sur ce sol, y fixaient leur domicile par reconnaissance.

On en était là, lorsque la révolution de Saint-Domingue éclata. Le développement de notre industrie attirait alors dans l'île un grand

nombre de nègres d'Afrique. Allumée chez nos voisins, la lave pouvait se précipiter sur nous et nous engloutir sous sa couche brûlante. D'un autre côté, les grandes et nouvelles théories françaises, répétées par l'écho des cortès de Cadix, et transmises dans nos villes par la presse, dans nos campagnes par des agens secrets, éveillèrent des idées et des sentimens inconnus jusqu'alors. Le mot *liberté* résonna dans la colonie, et plusieurs révoltes lui répondirent. A ce bruit, notre gouvernement comprit pour un moment tout le danger qui nous menaçait. C'était pendant l'administration de don Alexandro Ramirez, homme d'une haute vertu et d'un zèle infatigable pour le bien public. Sous son influence, on organisa une *junte d'encouragement* en faveur de la colonisation, seul moyen d'accroître la force de la caste blanche en face des hordes africaines, de conserver pour l'avenir la prospérité de la colonie et de détruire l'esclavage. Cette réunion de bons patriotes s'occupa d'abord avec zèle de sa mission. Les établissemens de *Nuevitas*, de *Santo-Domingo*, *Isla-Amelia*, *Fernandina*, et d'autres (1), furent offerts aux émigrans. Mais la nouvelle institution avait besoin d'argent : la junte en manqua, et ses efforts restèrent infructueux. Ses fonctions se bornent maintenant à figurer sur la *Guia de Forasteros* (Guide des Étrangers). Par un *decreto real* du 21 août 1817, les fonds provenant de la contribution sur les frais judiciaires furent destinés à encourager la colonisation; mais on ne tarda pas à leur donner un autre emploi, et les priviléges et franchises offerts aux nouveaux colons par le même décret n'ont pu porter aucun fruit. En attendant, les contrées destinées à recevoir la colonisation restent peuplées d'esclaves. Plus des deux tiers du territoire de cette île, si admirable de beauté et de jeunesse, condamnés à ne point connaître la main de l'homme, étalent encore en splendides forêts vierges, en lianes sauvages et solitaires, l'opulence de sa sève indomptée.

Sous le gouvernement absolu de Ferdinand VII, en 1817, M. de Pizarro étant ministre des affaires étrangères, l'Espagne conclut avec l'Angleterre le traité par lequel elle s'interdisait le commerce des esclaves, et concédait aux Anglais le droit de *visite*. En compensation des dommages qu'allaient éprouver les armateurs et les négocians espagnols, l'Angleterre accordait à l'Espagne soixante-dix mille livres sterling! sacrifice généreux en apparence, offert au culte de la liberté, mais qui, par sa magnificence même, décelait la véritable idole à

(1) Établissemens formés dans l'intérieur même de l'île.

laquelle il était consacré. Toutefois, cette somme, au lieu de recevoir sa destination, fut en partie dilapidée, et le reste employé à l'achat de plusieurs vaisseaux russes en fort mauvais état, qui, destinés à porter des troupes en Amérique pour combattre l'indépendance du Mexique et du Pérou, ne sortirent jamais du port de Cadix, et y pourrirent. Ce marché immoral et frauduleux fut conclu par l'entremise de M. N....., favori du roi, voué aux intérêts de la Russie. Plus tard, les Anglais désirèrent ajouter de nouvelles clauses plus rigoureuses au traité d'abolition, qui, comme nous l'avons déjà dit, était chaque jour violé ostensiblement. Ils insistèrent à plusieurs reprises auprès du gouvernement espagnol; jusqu'en 1834, leurs demandes furent éludées. A cette époque, M. Martinez de la Rosa devint ministre des affaires étrangères. L'Espagne avait besoin de ménager le gouvernement anglais, qui le premier se prêta au traité de la quadruple alliance, et qui, par son influence, pouvait lui être d'un puissant secours contre le prétendant. Les Anglais, profitant de cette circonstance, devinrent plus pressans. Entre autres exigences, ils demandèrent que les capitaines de bâtimens négriers arrêtés fussent jugés, soit par les lois contre la piraterie, soit par les lois anglaises : clause réciproque en apparence, mais seulement en apparence. L'Espagne, intéressée au commerce des esclaves, avait, depuis l'abolition de la traite, appuyé, sinon protégé, l'arrivée des bâtimens négriers dans ses colonies. Ainsi, ce droit de visite aussi arbitraire qu'humiliant pour notre marine marchande; ce droit, qui sert chaque jour d'excuse à des étrangers pour violer, sous le prétexte du moindre soupçon, le domicile maritime de l'Espagnol, et pour y commettre des actes illicites, violens, souvent des larcins; ce droit odieux et flétrissant aurait été enfin complété par celui de pendre ou fusiller, au gré du premier officier anglais de mauvaise humeur, tout Espagnol prévenu de faire le commerce des esclaves; et comme, sur cinq bâtimens, deux au moins sont confisqués sans motif suffisant, il en serait résulté que, sur cinq capitaines, deux auraient peut-être été condamnés injustement à mort.

Pour comprendre tout ce qu'il y a de révoltant dans ce *droit de visite*, il faudrait connaître la multitude de faits, de procès, de réclamations dont il est la source. Quelques mois avant mon arrivée à Cuba, un négociant catalan, après avoir fait sa fortune dans cette île, fréta un bâtiment; il s'embarqua pour retourner dans son pays avec sa famille et son trésor. A peine le navire se trouva-t-il hors du canal, qu'une croisière anglaise l'aborda. L'ayant visité, le commandant

anglais décida que, d'après la construction du navire, il était évidemment destiné à la recherche des nègres sur la côte d'Afrique. Était-il vraisemblable qu'un homme entreprît une telle expédition entouré de ses enfans, de ses chiens, de ses oiseaux, et de toutes ces innombrables bagatelles qui accompagnent le foyer domestique? Ces considérations, néanmoins, furent vaines; le navire, en attendant une décision ultérieure, fut confisqué, et, deux jours après, la famille dépouillée et désolée fut rejetée sur les côtes de Cuba.

Le gouvernement espagnol repoussa les deux propositions des Anglais contre les capitaines de bâtimens négriers, l'une comme cruelle, l'autre comme contraire à la dignité nationale; après de vifs débats, il fut convenu qu'une loi espagnole, rendue *ad hoc*, fixerait la peine réservée à ce genre de délit. Il ne convenait pas à l'honneur de la nation anglaise qu'un trafic, dont elle avait eu le monopole pendant plus d'un demi-siècle, fût qualifié de piraterie. Une autre question fort importante fut agitée à ce sujet. Le droit de visite et de prise une fois stipulé, il restait à décider ce que les Anglais feraient des nègres saisis : le premier traité n'avait rien précisé à cet égard. Embarrassés, et peut-être émus d'une sorte de pudeur, les Anglais n'osèrent pas d'abord en faire un emploi lucratif, mais ils s'avisèrent de les lâcher sur nos côtes, sous le nom d'*emancipados*, espérant apparemment que la présence des nègres libres exciterait l'émulation des nègres esclaves et les entraînerait à la révolte. Notre gouvernement réclama contre cet abus; les Anglais, au contraire, voulurent qu'il fût autorisé par une nouvelle clause ajoutée au traité. Le ministre espagnol refusa positivement d'y consentir.

Les cargaisons de nègres dits *émancipés*, déposées ainsi dans l'île sans autorisation légale, étaient livrées au gouverneur lui-même, qui les remettait à son tour à divers colons, moyennant la redevance annuelle d'une once d'or par tête. A l'expiration de la première année, ces nègres sont tenus de se présenter devant le gouverneur, qui, après s'être assuré qu'ils n'ont pas appris un état (ce qu'ils ne font jamais), les livre de nouveau au colon, et toujours pour deux années, d'où il résulte que leur sort est précisément celui de l'esclave, à cette exception près qu'ils manquent des soins et de la protection du maître. Ceux qui se chargent d'eux, n'étant pas intéressés à leur conservation, les soumettent à des travaux bien plus pénibles, et, la ressource de l'affranchissement leur étant interdite, leur esclavage devient éternel par le fait. Aussi, contre toutes les prévisions des Anglais, l'état d'*emancipado*, loin de séduire les esclaves, est-il

pour eux un sujet de mépris. Lorsqu'ils veulent adresser une injure à ceux qui portent ce titre, ils les apostrophent en leur disant : « Vous n'êtes que des *emancipados.* » Le sens du mot *liberté* n'est pas nettement compris par le nègre; il estime le bien-être matériel beaucoup plus que l'indépendance, ou peut-être a-t-il assez de bon sens pour s'apercevoir que le bienfait est dans la *chose* et non dans le *mot*, et que le sort qu'on veut lui faire ne vaut pas celui qu'on lui fait.

Aujourd'hui les Anglais, voyant le peu de succès de leurs plans, commencent à mettre à profit leurs captures nègres, soit en les vendant sous main, soit en les conduisant sur leurs pontons à la Trinité et ailleurs; là, les nègres captifs sont soumis à de pénibles travaux et à des privations telles, que le sort des esclaves de Cuba leur paraît très digne d'envie. Une partie de ces cargaisons est destinée à retourner en Afrique; mais, au lieu de rendre les nègres à leurs foyers, on les conduit dans les établissemens anglais des côtes africaines, que les négocians de cette nation, protégés par leur marine royale, remplissent de nègres *loués* pour vingt ou trente ans. Cette dernière condition, exemptant le maître de tout devoir envers le nègre, est mille fois pire que celle de l'esclave.

Le nombre d'esclaves de l'île, nombre qui s'élevait à 60,000 en 1763, était en 1791 de 133,559, et en 1827 de 311,051; la population des blancs, relativement aux hommes de couleur, était, en 1827, de 44 sur 56; et en 1832, sur 800,000 habitans, on en comptait déjà environ 500,000 de couleur. Depuis, et jusqu'en 1839, le nombre des nègres s'est considérablement accru, comparativement à celui des colons, et je ne crois pas me tromper en le portant aujourd'hui à plus de 700,000.

Bien que, dans leurs théories avouées, les autorités se montrent toujours favorables à la colonisation, elle n'est pas encouragée; et, si les étrangers qui abordent à Cuba sont reçus sans difficulté, on ne fait rien pour en attirer d'autres. Il est vrai que le plus grand nombre se compose d'Anglais et d'Américains du nord, et que les intérêts des uns et les principes politiques et religieux des autres ne sont nullement en harmonie avec le système adopté à Cuba : on y redoute encore plus l'augmentation de la force des blancs, aidée de leur intelligence, que la force numérique des nègres, que leur ignorance et leur stupidité rendent peu redoutables. Aussi, en négligeant la colonisation, tolère-t-on l'accroissement des esclaves.

Cette politique non-seulement est dépourvue de générosité, mais

elle est injuste et nuisible aux vrais intérêts de la métropole à laquelle l'île de Cuba est intimement attachée par les liens d'une race commune, par les mœurs, la religion, les habitudes et les sympathies. Que le gouvernement lui donne des preuves de sollicitude, il la trouvera fidèle. Je ne crois pas me tromper en disant qu'il n'y a pas un habitant de la colonie qui, moyennant quelques salutaires modifications, ne préfère, soit par attachement, soit par la conscience de ses vrais intérêts, la domination de l'Espagne aux théories libérales, et plus encore au joug de toute autre puissance. D'ailleurs, ses habitans ont donné assez de preuves, en tous temps, de leur amour pour leurs frères d'Espagne, en prodiguant leurs trésors et leur sang pour les seconder dans les tristes débats que la métropole a soutenus. Il est temps que la mère-patrie y songe; c'est chose dangereuse pour elle-même de tenir la foudre trop long-temps suspendue sur la tête des colons. Si elle éclatait un jour, elle blesserait à mort la métropole en détruisant sa belle et fidèle colonie.

L'esclavage, à Cuba, n'est point comme ailleurs un état abject et dégradé ; l'esclave est à couvert des caprices ou des fureurs insensées du maître, et l'homme de couleur libre n'est pas dépouillé des droits et garanties du citoyen, parce qu'il a été vendu un jour. Nulle part la voix de la philosophie et de la raison n'exerce autant d'empire sur les préjugés du rang et de la fortune. Tandis que les républicains des États-Unis, tout en portant l'affectation de l'égalité jusqu'au cynisme, accablent la race de couleur d'un intolérable mépris, le Havanais, nourri dans le respect des classes aristocratiques, traite le mulâtre en frère, pourvu qu'il soit libre et bien élevé. Il n'est pas sans exemple de voir le sang indien ou africain circuler dans des veines bleues, sous une peau blanche, à la suite d'unions légitimes et avouées. On est surtout frappé de ces sortes de fusions dans l'intérieur de l'île, où les traits des habitans trahissent souvent leur origine indienne; il n'est pas rare qu'un léger reflet doré sur la peau ou que des cheveux épais et crépus révèlent le sang africain. Cette direction tolérante de l'opinion doit être attribuée aux lois éclairées et humaines, jadis accordées en faveur des nègres par le gouvernement de la métropole. Si la nation espagnole a été la première à encourager le commerce des esclaves, elle a été la seule qui ait songé à faire participer au bienfait des institutions européennes ces pauvres déshérités. C'est que nos lois relèvent d'une sainte inspiration, celle de la religion catholique; elle a développé la pieuse humanité de nos colons envers leurs esclaves; là se trouve la force immense qui a

seule pu dompter les préjugés de l'orgueil nobiliaire. L'Espagnol, profondément et sincèrement attaché à sa croyance, a subi cette influence dans ses lois comme dans ses mœurs, et c'est à l'application des préceptes d'humanité, de charité et de fraternité imposés par l'Évangile, que l'esclave doit ici la plupart des bienfaits qu'on lui accorde. Livrée à sa propre force, la philosophie a produit des actions héroïques, et fécondé des vertus éclatantes; elle n'est jamais parvenue à abaisser l'orgueil, et à faire éclore l'humilité; cet effort sublime était réservé au puissant levier du sentiment religieux.

Le mot *esclavage* ou *servitude* ne saurait avoir ici le même sens que dans les codes romains, où cette qualification équivalait à l'*exclusion de tout droit civil*, où l'esclave était un *homme sans état*, c'est-à-dire sans patrie et sans famille. Cette acception, bien que modifiée plus tard par les coutumes féodales, a toujours réduit à un état misérable les *esclaves* ou *serfs*, soit dans leurs rapports avec leurs *maîtres* ou *seigneurs*, soit dans leurs relations avec tout homme libre. A Cuba, grace à de bonnes lois et à la douceur des mœurs, l'esclave ne porte pas ce stigmate de réprobation, et il serait aussi injuste que faux de le confondre non-seulement avec l'esclave romain, mais même avec le vassal des temps féodaux. Par un rescrit royal (*real cedula*) du 31 mai 1789, le maître est obligé non-seulement de nourrir et de bien traiter son esclave, mais encore de lui donner une certaine instruction primaire, de le soigner s'il devient vieux ou infirme, et d'entretenir sa femme et ses enfans, quand même ces derniers seraient devenus libres. L'esclave ne doit être soumis qu'à un travail modéré, et seulement de *sol a sol*, c'est-à-dire pendant le jour, et à condition qu'il aura, dans le courant de la journée, *deux* heures de repos. Si l'un de ces points cesse d'être observé, l'esclave a le droit de présenter sa plainte devant le syndic procureur ou *protecteur* des esclaves, désigné par la loi comme son avocat; la plainte étant fondée, le syndic peut obliger le maître à vendre l'esclave, et l'esclave a le droit de se chercher un maître ailleurs; si enfin l'intérêt ou la vengeance portent le maître à demander un trop haut prix, le syndic procureur fait nommer deux experts qui estiment l'esclave à sa juste valeur. Si la plainte n'est pas fondée, il est rendu à son maître. Il est défendu d'infliger des peines corporelles aux esclaves, à moins de fautes graves, et même, dans ce cas, le châtiment est borné par la loi. Cette cruelle condition nous révolte, elle est pourtant d'une impérieuse nécessité, le nègre étant accoutumé à cette rigueur dès sa naissance en Afrique; soit habitude, soit qu'il ne sente pas le poids moral de cette igno-

minie, il ne la mesure que par la douleur. Aussi sa répugnance au travail et son indolence ne cèdent-elles qu'à la contrainte, qui, d'ailleurs, semble bien plus révoltante aux hommes nés dans les pays civilisés, et pour qui les idées de dignité et de flétrissure ont un sens. Le soldat anglais n'a-t-il pas à supporter *the flogging*, le soldat allemand la *schlag*, et le matelot français les *coups de corde* et la *bouline?* Revenons à nos pauvres nègres. Si le maître frappe son esclave plus rigoureusement que la loi ne le permet, et qu'il y ait contusion ou blessure, le syndic procureur dénonce le coupable devant les magistrats, et demande, au nom de son client, l'application de la peine. Alors le maître devient responsable devant le tribunal, et l'esclave offensé est revêtu par la loi de tous les droits de l'homme libre.

L'esclave romain ne pouvait rien posséder; tout, chez lui, appartenait à son maître. A Cuba, par la *real cedula* de 1789, et, ce qui est à remarquer, par la coutume antérieure à cette disposition légale, tout ce que l'esclave gagne ou possède lui appartient. Son droit sur sa propriété est aussi sacré devant la loi que celui de l'homme libre; et si un maître, abusant de son autorité, essayait de le dépouiller de son bien, le procureur fiscal exigerait la restitution. Mais un droit encore plus précieux, et qui n'existe dans aucun code connu, est accordé aux esclaves de Cuba : c'est celui de *coartacion*. Cette loi doit encore son origine aux anciennes mœurs des propriétaires et à leur charité naturelle. Non-seulement l'esclave, aussitôt qu'il possède le prix de sa propre valeur, peut obliger son maître à lui donner la liberté; mais, faute de posséder la somme entière, il peut forcer ce dernier à recevoir des à-comptes, au moins de cinquante piastres, jusqu'à l'entier affranchissement. Dès la première somme payée par l'esclave, son prix est fixé, il ne peut plus augmenter. La loi est toute paternelle; car l'esclave, pouvant se libérer par petites sommes, n'est pas tenté de dépenser son pécule à mesure qu'il le gagne, et, par ce moyen, son maître devient pour ainsi dire le dépositaire de ses épargnes. Et puis l'esclave ne se décourage pas, dans ses modestes chances de gain, devant la perspective d'une trop grande somme à réunir; il croit plus rapproché le but de ses espérances, puisqu'il peut l'atteindre par degrés. Il y a plus (et ceci est un bienfait dû non à la loi, mais au maître, et consacré par la coutume), aussitôt qu'un nègre est *coartado*, il est libre de demeurer hors de la maison du maître, de vivre à son compte et de gagner sa vie comme il l'entend, pourvu qu'il paie un salaire convenu,

et proportionné au prix de l'esclave; en sorte que, du moment où celui-ci a payé les premières cinquante piastres, il acquiert autant d'indépendance qu'en aurait un homme libre, tenu, moyennant arrangement, à payer une dette à un créancier.

Il est à remarquer que plusieurs de ces lois étaient indiquées d'avance par les coutumes libérales des colons de Cuba. Guidés par un sentiment paternel, ils encouragent et facilitent l'affranchissement de leurs esclaves; et ce résultat est plus fréquent qu'on ne le pense. Indépendamment de la loi de *coartacion*, le nègre a plusieurs moyens d'acquérir de l'argent. Dans les habitations, chaque nègre a la permission d'élever de la volaille et des bestiaux, qu'il vend au marché à son profit, ainsi que les légumes qu'il cultive en abondance dans son *conuco*, ou jardin potager. Ce terrain est accordé par le maître et attenant au *bojo*, ou chaumière. Les dimanches et les soirs, à la brune, l'esclave, après avoir rempli sa tâche, se livre à ce soin, qui se réduit, sur une terre promise, à semer et à recueillir. Souvent telle est son indolence, qu'il faut les instances du maître pour le décider à profiter de ce bienfait. La loi française, bien plus sévère que la nôtre, refusait à l'esclave, avec le droit de propriété, la faculté de vendre, et, ce qui paraît d'une rigueur inouie, il ne pouvait disposer de rien, même avec la permission de son maître, sous peine du fouet pour l'esclave, d'une forte amende contre le maître, et d'une amende égale contre l'acheteur (1).

Les nègres et négresses destinés au service intérieur de la maison peuvent employer leur temps libre à d'autres ouvrages pour leur propre compte; ils profiteraient davantage de cette faveur s'ils étaient moins paresseux et moins vicieux. Leur désœuvrement habituel, l'ardeur du sang africain, et cette insouciance qui résulte de l'absence de responsabilité de son propre sort, engendrent chez eux les mœurs et les habitudes les plus déréglées. Ils se marient rarement : à quoi bon? Le mari et la femme peuvent être vendus, d'un jour à l'autre, à des maîtres différens, et leur séparation devient alors éternelle. Leurs enfans ne leur appartiennent pas; le bonheur domestique ainsi que la communauté des intérêts leur étant interdits, les liens de la nature se bornent chez eux à l'instinct d'une sensualité violente et désordonnée. Une pauvre fille devient-elle grosse, le maître, s'il a des scrupules, en est quitte pour infliger au nom de la morale une punition à la délinquante et pour garder le négrillon chez lui. Presque

(1) Voir le code noir, pag. 10, chap. XVIII.

toujours la mère seule est châtiée. La peine à laquelle elle est ordinairement condamnée, et qui lui est le plus sensible, c'est l'exil à la sucrerie pendant des mois, et, en cas de récidive, pendant des années. On commence par faire avouer à la coupable sa faute, à genoux, et, après qu'elle a demandé pardon à Dieu et à son maître, on lui rase la tête; on la dépouille de ses vêtemens de ville, qui sont aussitôt remplacés par une chemise de grosse toile et un jupon de *listado* (1). Montée sur une mule, elle est expédiée avec la *requa* (2) qui apporte les provisions de la semaine à la sucrerie. Là, bien que munie d'une recommandation charitable de la *señora* pour le *mayoral* (3), elle est soumise aux travaux de l'habitation. Cette punition ne corrige ni la coupable ni ses compagnes, bien moins encore les complices, et la race continue à croître et multiplier comme il plaît à Dieu (4).

Tandis que cela se passe ainsi dans une partie de l'île, par un contraste de mœurs et de principes digne de remarque, dans un grand nombre d'habitations l'esclave reçoit une récompense pour chaque enfant légitime ou non qu'elle met au monde; on lui donne même la liberté si elle parvient à en produire un certain nombre. Cette prime d'encouragement, fort contraire aux bonnes mœurs, est favorable à l'accroissement de la race et améliore le sort des négresses. A peine sont-elles enceintes qu'on les exempte de tout travail pénible; elles sont nourries plus délicatement et ne reprennent leurs occupations habituelles que quarante jours après leur délivrance. J'ai vu en France, dans les campagnes, de malheureuses jeunes femmes, dans les derniers mois de leur grossesse, passer, sous le poids des chaleurs de la canicule, des journées entières courbées, moissonnant à la faucille! Pour l'ouvrier libre, le jour sans travail est un jour sans salaire, et l'existence d'une pauvre famille dépend souvent du travail de son chef. Mais si un instant, las de cette peine dure et incessante, accablé sous le poids d'une vie chargée d'amertume et

(1) Espèce d'étoffe grossière.

(2) Caravane de mules attachées par la queue et portant les provisions et les paquets, de la ville à la campagne.

(3) Chef et directeur des travaux des nègres esclaves; on le choisit toujours parmi les blancs.

(4) Le code noir, dont nous avons signalé plus haut la barbarie à plusieurs égards, contient cependant quelques règlemens très humains et très moraux : tel est l'article 47, qui prohibe la vente séparée du mari et de la femme esclaves, et l'article 9, qui condamne l'homme libre, ayant des enfans d'une négresse, à l'amende et à la perte de l'esclave et des enfans, à moins qu'il n'épouse la femme esclave.

de responsabilité, il s'arrête pour reprendre haleine, la misère fond sur lui et sur les siens, le presse, l'étouffe et l'accable. L'esclave ici, objet de la pitié exaltée des Européens, léger d'avenir et d'ambition, tranquille, insoucieux, vit au jour le jour, se repose sur son maître du soin de sa conservation, et, s'il est affligé d'une infirmité à vingt ans, voit son existence assurée, fût-il destiné à vivre un siècle.

Une des sources de profit du nègre est le vol. Il est rare d'en trouver de fidèles, et, pour des gens dépourvus de principes, la raison est toute simple, c'est l'impunité. Un maître dépouillé par son esclave se garderait bien de le livrer à la justice, convaincu qu'il est d'en être pour l'argent volé, pour son nègre, et pour les frais du procès. Aussi se borne-t-il à fustiger le coupable, qu'il garde chez lui. Le voleur recommence le lendemain; mais si, avant qu'on s'aperçoive du larcin, il l'emploie à son affranchissement, il est libre devant la loi, quand même il serait convaincu du vol, quand même il aurait avoué sa faute un instant après l'avoir commise. On le contraint seulement à payer, avec le produit de son travail, la somme volée. Outre ce moyen illicite de racheter leur liberté, les noirs en ont un autre dans les gratifications d'argent qu'ils reçoivent, à tout propos, de leur maître, du *niño,* de la *niña* (1), des parens, des amis de la maison; et comme les familles sont nombreuses, que, la chaleur étant extrême, tout est ouvert, partout on les rencontre sur ses pas. *Mi amo, un rea pa tabacco! — Niña, do rea pa vino!* (Maître, un réal pour du tabac! — Mademoiselle, deux réaux pour du vin!) En disant cela, ils avancent une main, se grattant l'oreille de l'autre, et vous montrent leurs blanches dents avec un regard doux et suppliant qui vous fait venir le sourire sur les lèvres, quelquefois les larmes aux yeux, et toujours porter la main à la bourse.

Le nègre *carabali* est le plus économe, et s'affranchit en peu de temps. Il n'est pas rare qu'un esclave qui garde ses épargnes se trouve en mesure de se racheter deux ou trois ans après son arrivée d'Afrique. Mais souvent il préfère l'esclavage, et dépose son argent entre les mains de son maître; s'il essaie de la liberté, bientôt le repentir le saisit, et il revient près du maître, qu'il supplie de le reprendre. J'ai vu, il y a peu de jours, un ancien esclave de mon oncle qui s'était racheté il y a environ un an. Il était venu voir son maître, et se repentait amèrement de l'avoir quitté : des larmes brillaient dans ses yeux. « J'étais bien ici, disait-il, *mi amo* me donnait

(1) Fils et fille de la maison.

tous les ans deux habillemens complets, un bonnet, un madras, *una fresada* (couverture), il me nourrissait bien, et, quand je devenais malade, il me faisait guérir. Maintenant, il me faut de l'argent pour tout cela; si je le gagne, on ne me paie pas comptant; si je suis souffrant, il faut que je travaille comme si je me portais bien, et, si je suis obligé de m'aliter, le médecin emporte le fruit de ma peine! *Io fui un caballo de libertar me!* (J'ai été un cheval de m'affranchir). »

Une fois le nègre affranchi et hors de la maison, il est rare que le colon consente à le reprendre chez lui, surtout si le *liberto* a fait partie des esclaves de l'habitation. L'indépendance, jointe à l'ignorance et à la paresse, ne tarde pas à développer chez lui des vices dont l'exemple serait à redouter pour ses compagnons. Il est en général recéleur, et, comme un des penchans dominans des nègres est le vol, il s'y abandonne davantage à mesure qu'il rencontre plus de facilité à le cacher. Le *liberto* a le droit de sortir de l'habitation quand il veut, et il en profite pour aller vendre, dans les villages voisins, le fruit des larcins de ses camarades. Quelquefois il donne asile à l'esclave fugitif; dans ce cas, on le condamne d'abord à deux, puis à trois mois de prison, et, s'il y a récidive, à six mois, sans que la punition puisse jamais dépasser ce terme. Comparez à ce châtiment la peine infligée jadis, en pareil cas, par la loi française : « Les affranchis ou nègres libres qui auront donné retraite, dans leur maison, aux esclaves fugitifs, seront condamnés, par corps, envers le maître à une amende de 30 livres par chaque jour de rétention, et faute, par lesdits nègres affranchis ou libres, de pouvoir payer l'amende, ils seront réduits à la condition d'esclaves, et vendus. Si le prix de la vente dépasse l'amende, le surplus sera délivré à l'hôpital! » Et comme la somme exigée était exorbitante et hors de tout rapport avec la pauvreté habituelle de l'affranchi, il payait toujours sa faute de sa liberté. Ainsi, un acte charitable était puni, sous la loi française, par la ruine, par la perte de la liberté et par l'exhérédation de la famille entière. Il faut avouer que, dans nos colonies, les lois de l'humanité ont été mieux observées que dans celles de la France.

Toutefois, le *liberto* n'a que rarement l'occasion d'accueillir sous son toit le nègre marron; celui-ci préfère au foyer de l'affranchi la savane solitaire. L'herbe haute et touffue, enlacée aux buissons gigantesques de la *caña-brava* (1), lui offre un asile beaucoup plus sûr; ou

(1) Espèce de jonc gigantesque qui s'élève jusqu'à cinquante pieds de haut en bouquets de deux ou trois cents tiges.

bien, réfugié sur les montagnes, il choisit sa demeure au fond des forêts vierges. Là, protégé par les remparts impénétrables des arbres séculaires, abrité par les amples rideaux des lianes sauvages, il défie l'autorité du maître, la rigueur du mayoral et la dent meurtrière du chien. Lorsqu'il se sent harcelé de trop près, il cherche une retraite au fond des cavernes, ossuaires solennels, dépositaires fidèles des tristes reliques d'une race infortunée (1). Mais bientôt la faim et le désespoir l'obligent à se jeter de nouveau dans les campagnes, préférant cette vie vagabonde et périlleuse au joug du travail. Néanmoins, si l'heure du repentir arrive, il implore l'assistance d'un *padrino* (2) qui le ramène au bercail; moyennant quoi le maître pardonne sans qu'il s'ensuive punition. Le fugitif est-il pris par la force ou se trouve-t-il en récidive, on se borne à lui mettre les fers aux pieds pour l'empêcher de recommencer; la justice ne s'en mêle pas.

Voici quelle était la peine infligée au marronage dans le code noir: « L'esclave fugitif qui aura été en fuite pendant un mois, à dater du jour où son maître l'aura dénoncé à la justice, aura les *oreilles coupées* et sera marqué d'une fleur de lis sur une épaule; s'il y a récidive pendant un autre mois, il aura le *jarret coupé*, et il sera marqué d'une fleur de lis sur l'autre épaule; et la troisième fois il sera puni de mort! » Le cœur se révolte, les entrailles frémissent à l'idée de ces tortures insensées et cruelles. Certes, si la révolte de Saint-Domingue fut le résultat des principes proclamés par les apôtres de la révolution française, le code noir en avait préparé les voies par des rigueurs qui, chez une nation aussi éclairée que généreuse, semblent à peine croyables.

Mais, si la législation française fut sévère et dure, la loi anglaise est encore plus acerbe et plus inhumaine. Chose remarquable, plus les nations sont gouvernées par des institutions libérales, plus elles resserrent le collier de fer qui opprime leurs esclaves. On dirait que le besoin de domination et l'orgueil humain, comprimés par des lois équitables, cherchent à reprendre leur essor aux dépens de la race asservie. L'Espagne, avec son gouvernement absolu, est la seule nation qui se soit occupée d'adoucir le sort du nègre; l'humanité de nos colons envers leurs esclaves rend la vie matérielle de ces derniers plus heureuse, sans aucun doute, que celle des journaliers français,

(1) Les ossemens des indigènes qu'on a trouvés épars dans les plaines et les forêts, ont été déposés dans ces cavernes profondes, situées dans plusieurs parties de l'île.

(2) Parrain.

tandis que les Anglais et les Américains du Nord abreuvent les nègres de dégoût et de douleur par leurs cruels traitemens, par leur méprisant orgueil. Ils défendent à leurs esclaves de se chausser, et, pendant qu'on voit chez eux, comme dans les colonies françaises, ces malheureux marcher les pieds nus et souvent ensanglantés, pendant que de sveltes petites filles, aux luisantes épaules de cuivre, parées de tous les charmes de la jeunesse, mais honteuses (tant l'instinct féminin éclaire l'ignorance), osent à peine avancer leurs petits pieds sur le bord de leur courte jupe, on voit nos heureuses et insouciantes *chinas* (1) étaler coquettement sous les rayons du soleil, au bout de leurs jambes d'ébène, un élégant soulier de satin blanc.

La plupart des esclaves réservés au service intérieur des maisons sont nés dans l'île; on les appelle *criollos* (2). Leur intelligence est plus développée que celle des Africains, et leur aspect franc et familier. Ils mènent une vie douce et sont fort indolens, d'où il résulte qu'il faut soixante ou quatre-vingts nègres pour mal faire le service intérieur d'une maison qui serait bien tenue par six ou huit domestiques d'Europe. Il y a quelques années, par fraude ou par violence, deux fils d'un cacique furent enlevés et amenés ici par un bâtiment négrier portugais. On les vendit. Peu de temps après, une ambassade de *Couloumies* tatoués et habillés de plumes de couleur aborda dans l'île. Ils venaient de la part de leur chef réclamer auprès du gouverneur les deux princes enlevés. Le gouverneur consentit sans difficulté à leur départ; mais les jeunes gens refusèrent de quitter Cuba, où ils jouissaient, disaient-ils, d'un bonheur qu'ils n'avaient jamais goûté dans leur pays. Ainsi, l'état de prince en Afrique ne vaut pas celui d'esclave dans nos colonies.

Ceci ne veut pas dire que l'esclavage soit un état désirable: Dieu me préserve de le penser! Je me borne seulement à tirer de ce fait une conséquence incontestable; c'est que les bienfaits de la civilisation et des bonnes institutions corrigent même l'esclavage, et le rendent préférable à l'indépendance dépouillée de tout bien-être matériel, et toujours exposée au caprice et à la brutalité du plus fort. L'exemple que je viens de citer n'est pas unique. J'ai vu à l'établissement gymnastique de Cuba un jeune nègre, fils d'un chef riche et redoutable,

(1) On appelle ainsi les filles des négresses et des blancs.

(2) Les nègres nés dans l'île sont désignés par ce nom, et leurs enfans par celui de *rellollos*, ce qui équivaut à un titre de noblesse entre eux. Où la vanité va-t-elle se nicher?

vendu jadis aux marchands européens par les ennemis de son père. Depuis que celui-ci a découvert la demeure de son fils, il envoie régulièrement tous les six mois des émissaires pour lui persuader de revenir près de lui. On n'a pas encore réussi à l'y faire consentir. En attendant, et poussé par l'instinct de sa nature primitive, il dompte en amateur les chevaux destinés au manége de la ville.

Les esclaves employés aux labeurs de la campagne sont tous *bozales*, et peuvent à peine s'exprimer dans notre langue. Leurs traits sont doux, et leur physionomie stupide. La fabrication du sucre, la plus pénible de leurs tâches, est loin de l'être autant que la plupart des travaux mécaniques en Europe. Cette fabrication devient d'ailleurs chaque jour moins laborieuse par l'application de nouvelles machines et de nouveaux instrumens qui la simplifient. Quant à la main-d'œuvre agricole, elle exige peu de soins sur une terre qui ne demande aucune préparation, et où le plant de la canne conserve sa sève jusqu'à trente ans, sans qu'on ait besoin de le renouveler. Les paysans de Cuba, ou *Quagiros*, la cultivent comme les fruits et les légumes, pour la vendre au marché.

Un fait m'a frappée. Toutes les fois que j'ai vu le nègre chargé du même travail que le journalier européen, et que j'ai comparé les deux labeurs, j'ai trouvé, chez le premier, effort, fatigue, accablement, et chez l'autre gaieté, vigueur et courageuse intelligence. D'où vient ce désavantage de la race africaine, si elle est, comme on le dit, plus forte que la nôtre? Faut-il l'attribuer au climat? Mais les nègres sont nés sous le soleil brûlant d'Afrique. Est-ce à leur stupide ignorance, qui augmente les difficultés du travail, ou à l'indolence, qui les endort? Toutes ces causes peuvent y contribuer; néanmoins la première, la plus influente de toutes, c'est le peu d'habitude que le nègre a contracté du travail. Quelque robuste et bien constitué qu'il soit, il ne peut vaincre ce désavantage. Il est apte à courir, à sauter, à dompter les animaux sauvages; mais il répugne au travail régulier, pratique, pacifique, fruit de la civilisation et des bonnes institutions. Ses violens exercices une fois accomplis, la fureur de ses passions une fois calmée, il ne tarde pas à retomber dans la plus stupide indolence. De là ces traitemens sévères, ces condamnables rigueurs des *mayorales*, quand ils veulent contraindre les nègres à un travail régulier.

Néanmoins, à la surveillance près, le travail des nègres est, dans la colonie de Cuba, aussi modéré, aussi réglé, que celui des journaliers de campagne en France. A cinq heures du matin, le *mayoral*

frappe à la porte des *bojios*, et chacun de se lever et d'accourir au *batey* (1). Là on distribue le travail de la journée, et les nègres partent, conduits par le *contra-mayoral*, ou sous-chef. A huit heures, on leur porte un déjeuner composé de viande et de légumes. A onze heures et demie, au son de la cloche, ils se rendent de nouveau au *batey;* là on leur distribue une ration de viande déjà cuite, pour leur épargner de la peine pendant les deux heures de leur repos. Ils l'emportent dans leur *bojio,* où ils préparent un ragoût abondant mêlé de force bananes, et assaisonné d'*ajonjoli* (2) ; puis ils ont de la *zambumbia* (3) à discrétion. A deux heures, la cloche les rappelle au travail jusqu'à six heures. En rentrant, ils apportent de l'herbe pour les bestiaux, et se rendent au *batey* au son de l'*Angelus*. Là, ils font à genoux la prière du soir, toujours sous la surveillance du mayoral. C'est un spectacle grand, touchant et étrange. Quatre cents esclaves prosternés prient l'Éternel à haute voix, sous l'ombrage d'arbres séculaires, en face de cette superbe nature, dorée par les derniers rayons du soleil des tropiques. A ces éclatans et sauvages accens, lancés dans les airs, on sent le cœur se prendre d'une terreur secrète. Une voix profonde semble vous dire : « Toutes les captivités se ressemblent, » et l'on est tenté de joindre sa prière à la prière commune, en s'écriant comme les enfans d'Israël : « Seigneur, quand sècheras-tu nos larmes? quand serons-nous délivrés? » Après l'*Angelus*, les nègres rentrent chez eux, font encore un repas, et se reposent jusqu'au lendemain matin. Comme on le voit, l'ordre du travail diffère peu de celui des laboureurs en France, et, si l'esclave est surveillé plus sévèrement, il est sans contredit mieux nourri.

L'époque de la *molienda* (4) est la plus laborieuse, mais aussi la plus désirée. C'est le moment de miséricorde; le maître est là, près des esclaves, qui les écoute, leur fait grace, s'ils ont mérité punition, et réprime le *mayoral,* toujours âpre et inexorable dans ses rigueurs. Mais leur plus redoutable adversaire est le *contra-mayoral*, esclave comme eux, et par cela même dur et souvent cruel envers ses compagnons, surtout si tel ou tel nègre mis à ses ordres a fait partie jadis de quelque tribu ennemie de la sienne. Alors il devient féroce, implacable, par esprit de vengeance; il harcèle sans cesse sa victime, il ne lui accorde ni repos ni quartier; la communauté de leur destinée, au

(1) Grand espace de terrain formant le centre des bâtimens de la sucrerie.

(2) Sorte de graine piquante et aromatique, qu'ils aiment avec passion.

(3) Jus de la canne fermenté.

(4) On désigne ainsi l'élaboration du sucre.

lieu de calmer sa haine, l'irrite; il profiterait volontiers de sa situation pour exterminer son ennemi vaincu, si ce dernier ne se trouvait placé sous la protection du maître.

Malgré la robuste constitution des nègres, ils sont sensibles aux impressions atmosphériques; la chaleur et le froid leur causent de subites et graves indispositions. Ce serait une curieuse et triste énumération que celle des nègres qui périssent tous les ans, soit par les souffrances qu'on leur fait subir pour les transporter en fraude d'Afrique, soit par toute autre cause. L'observation a prouvé que, malgré les dangers de la fièvre jaune, la mortalité des blancs est beaucoup plus faible proportionnellement que celle des nègres. M. de Saco (1) évalue celle-ci, année commune, à 10 sur 100, ce qui paraît exorbitant de prime abord, et ce qui pourtant est loin d'être exagéré.

Si les Africains n'avaient à lutter, dans l'île de Cuba, que contre l'excès de la chaleur, ils auraient, vu l'analogie des climats, un avantage incontestable sur les ouvriers blancs; mais diverses circonstances détruisent cet avantage. Peu importe que la chaleur incommode moins les nègres que les blancs, si, en arrivant à la Havane, ils ont à souffrir d'autres privations, d'autres douleurs. Sans parler des maladies qui leur sont propres et qui exigent tous les soins des colons pour les conserver, une multitude presque innombrable de nègres périssent dans les traversées et dans les *barracones*, notamment depuis la prohibition de la traite. Avant cette époque, les bâtimens négriers étaient soumis à une surveillance sévère de la part de la police militaire; on vaccinait les nègres à leur arrivée, on soignait les malades, et, si la maladie était contagieuse, on les mettait en quarantaine. Ces excellentes mesures engageaient les capitaines à traiter les nègres avec plus de soin pendant la traversée, et la mortalité était moins considérable. Mais, depuis l'abolition de la traite, le contrebandier négrier, ne songeant qu'à profiter du danger auquel il s'expose, entasse au fond de ses cachots mobiles autant de malheureux qu'ils peuvent contenir, et, après de longs jours et de longues nuits, il arrive au port avec une faible partie de sa cargaison, accablée, mourante, et souvent attaquée de la peste. Alors, jetée sur de solitaires rivages, elle reste sans secours, jusqu'à ce que la maladie et la mort s'en em-

(1) Patriote éclairé, qui a écrit et publié plusieurs ouvrages remarquables, commerciaux, politiques et scientifiques, notamment *mi primera pregunta, Examenes analitico-politicos.* Plusieurs des renseignemens que je reproduis ici sont pnisés dans les ouvrages de ce publiciste.

parent. A ces calamités il faut ajouter les superstitions religieuses et l'influence qu'exercent leurs sorciers et leurs devins sur l'esprit de ces infortunés; on les voit souvent ou se suicider, ou succomber à ces pratiques secrètes et infernales exigées par les affreux mystères de leur *obeah*.

Le plus redoutable fléau pour les Africains, c'est le *choléra*. On ne saurait imaginer les ravages que ce mal a exercés dans nos campagnes. Dans certaines habitations, il a enlevé les deux tiers des esclaves en huit jours, tandis que des infirmiers blancs et leurs maîtres, ne quittant pas les hôpitaux, donnaient des soins assidus aux nègres attaqués de la maladie, sans en être eux-mêmes atteints.

Ces élémens de destruction concourent à rendre la mortalité des nègres plus considérable que celle des blancs. Le colon jouit pendant la traversée de soins assidus et d'une nourriture saine; une fois débarqué, il prend toute sorte de précautions pour s'accoutumer au climat, il ne travaille que modérément et à ses heures. On a cherché à répandre dans l'esprit des Européens des craintes exagérées sur les dangers de la fièvre jaune; c'est à tort. Cette maladie est maintenant tellement connue, que, si on ne la néglige point à son origine, elle n'est pas plus à craindre qu'une courbature ou un refroidissement. Tout créole sait la guérir; d'ailleurs, elle ne règne que pendant les mois de la canicule. La plupart des étrangers qui abordent dans l'île à cette époque de l'année n'en sont pas atteints, et ceux qui le sont succombent rarement, surtout s'ils veulent se soumettre à un sage régime hygiénique, et s'éloigner des côtes pendant les premiers mois de leur séjour dans l'île; le danger n'est réellement à redouter que dans l'étroit rayon de deux ou trois lieues sur le bord de la mer. De fréquens exemples viennent à l'appui de cette observation. Un séjour à *Guana-Bacoa*, petite ville située à une demi-lieue du côté opposé à la baie de la Havane, suffit même pour éviter la maladie : circonstance d'autant plus importante, que, les sucreries étant pour la plupart éloignées de la mer, les colons qui se destinent aux travaux agricoles se trouvent en toute sûreté. Les preuves de la bonté de notre climat et de son influence salutaire sur les étrangers sont nombreuses. Les îles Canaries ne nous envoient-elles pas des cargaisons d'hommes accablés par la fatigue, après de longues traversées, et souvent à l'époque des plus fortes chaleurs? Eh bien! le nombre de ceux qui succombent est infiniment plus faible que celui des Africains; pourtant, les uns et les autres sont non-seulement soumis aux rigueurs du climat, mais aussi aux travaux agricoles. Indépendam-

ment de ces exemples, une foule d'Européens et d'Américains du Nord vivent parmi nous, appelés par le commerce et l'appât des richesses. Beaucoup habitent la Havane, même pendant toute l'année. Les étrangers peuvent donc sans crainte venir cultiver nos campagnes vierges, qui leur offrent des trésors inappréciables et non exploités.

La douceur du colon de Cuba pour son esclave inspire à ce dernier un sentiment de respect qui approche du culte. Ce dévouement de l'esclave est sans bornes; il assassinerait l'ennemi de son maître, dans la rue, en plein jour, aux yeux de tous; il périrait pour lui sous la torture sans sourciller. Le maître est pour l'esclave la patrie et la famille; l'esclave porte le nom du maître, reçoit ses enfans quand ils viennent au monde, les nourrit de son lait, les sert avec adoration dès leur plus tendre enfance, et, lorsque la maladie arrive, veille son maître nuit et jour, lui ferme les yeux à sa mort, puis se traîne par terre, pousse d'affreux hurlemens, et, dans son désespoir, se déchire la peau de ses ongles. Mais, si quelque âpre ressentiment s'éveille dans son âme, la férocité du sauvage reparaît; il est ardent dans sa haine comme dans son amour. Sa fureur vengeresse n'a presque jamais pour objet son maître. Lorsqu'une révolte n'est pas provoquée par les étrangers, ce qui est rare, c'est l'irritation contre le *mayoral* qui l'excite.

Voici un fait qui prouve la puissance morale du maître sur l'esprit de ces sauvages. Peu de mois avant mon arrivée, les nègres de la sucrerie d'un de mes cousins, don Raphaël, se révoltèrent; c'était un nouvel établissement. Les esclaves, récemment arrivés d'Afrique, étaient presque tous de nation *Couloumie* (1), c'est-à-dire, assez bons travailleurs, mais violens, irascibles, et prêts à se pendre à la moindre contrariété. Cinq heures du matin venaient de sonner, le jour commençait à paraître; Raphaël était parti depuis une demi-heure pour une autre de ses propriétés, et laissait, encore livrés au sommeil, ses quatre enfans et sa femme grosse. Tout à coup Pepyia (c'est le nom de cette dernière) s'éveille en sursaut, au bruit d'horribles vociférations accompagnées de pas précipités. Effrayée, elle sort de son lit, et, ouvrant le vasistas, aperçoit tous les nègres de la sucrerie qui se dirigeaient en désordre vers son habitation. Bientôt ses enfans arrivent, pleurent, s'attachent à elle, et poussent des cris. Elle n'avait que des esclaves à son service, et croit sa perte certaine. Mais à peine avait-elle eu le temps de recueillir ses idées, qu'une de

(1) *Couloumie*, tribu d'Afrique.

ses négresses entra chez elle : « Niña, n'ayez pas peur, lui dit-elle, nous avons tout fermé, et Miguel est allé chercher le maître. » Ses compagnes, qui l'avaient suivie, entourent leur maîtresse. Les séditieux avançaient toujours, traînant une sorte de lambeau ensanglanté qu'ils se passaient de main en main, en poussant des sifflemens aigus comme les serpens du désert. « C'est le corps du mayoral! » s'écrièrent à la fois les négresses qui, toujours groupées autour de Pepyia, tâchaient de calmer ses alarmes, tandis que les nègres, dès le commencement de la révolte, couraient la campagne, à la recherche de leur maître. Les révoltés étaient déjà presque aux portes de la maison, lorsque Pepyia aperçoit par le vasistas le *quitrin* (1) ou voiture de son mari, qui s'avançait rapidement. La pauvre créature, qui jusque-là avait attendu la mort avec courage à côté de ses enfans, faiblit à la vue de son mari, sans armes, et venant droit vers ces furieux; elle s'évanouit..... Cependant Raphaël arrivait de front sur les esclaves enivrés de sang et tous armés. Il s'arrête en face d'eux, met pied à terre, et sans prononcer un mot, le regard sévère, du geste seul, il leur indique *la casa de purga* (2)..... Les esclaves cessent aussitôt leurs vociférations, lâchent le corps du mayoral, et traînant le *machete* (3), la tête basse, se pressent, se poussent et rentrent atterrés! On aurait dit qu'ils voyaient dans cet homme désarmé l'ange exterminateur.

Quoique la révolte eût cédé un moment, Raphaël, qui en ignorait la cause, et qui n'était pas rassuré sur les suites, voulut profiter de cet instant de calme pour éloigner sa famille du danger. Le *quitrin* ne pouvait contenir que deux personnes; il eût été imprudent d'attendre qu'on préparât d'autres voitures. On y transporta donc Pepyia, qui commençait à reprendre ses sens, et on plaça les enfans comme on put. Ils allaient partir, lorsqu'un homme percé de coups, mourant et méconnaissable, se traînant sous une des roues du *quitrin*, s'efforça d'y monter, et se cramponna sur le marche-pied. On lisait sur son visage pâle les signes du désespoir et les symptômes avant-coureurs de la mort; la terreur et l'agonie se disputaient ses derniers momens. C'était le *majordome* blanc assassiné par les nègres, qui, après avoir échappé à leur férocité, faisait ses derniers efforts pour sauver un souffle de vie. Ses plaintes, ses prières étaient déchirantes. C'était pour Raphaël une cruelle alternative que de repousser les

(1) Voiture du pays, fort légère et commode.

(2) Le bâtiment où on épure le sucre.

(3) Arme des nègres, qui a quelque analogie avec le yataghan des Turcs.

supplications d'un mourant, ou de le jeter sur ses enfans tout dégouttant de sang et de fange! La pitié l'emporta. On l'attacha à la hâte sur le devant de la voiture et on partit....

Tandis que ceci se passait dans la sucrerie de Raphaël, le marquis de Cardenas, frère de Pepyia, et dont l'habitation est à deux lieues de celle de sa sœur, avait été prévenu par un esclave du péril qui la menaçait, et accourait à son secours. En approchant de l'habitation, il aperçut un groupe de rebelles qui, poussés par un reste de fureur et par la crainte du châtiment, couraient vers les savanes y chercher un asile parmi les nègres marrons. Le marquis de Cardenas, alarmé par la nouvelle du danger que courait sa sœur, n'avait eu que le temps de monter à cheval et de partir, accompagné d'un de ses esclaves. A peine les fuyards aperçurent-ils un homme blanc, qu'ils coururent sus armés jusqu'aux dents. Le marquis s'arrêta pour attendre : c'était témérité. Mais son nègre saisissant vigoureusement par la bride le cheval du maître et le faisant retourner : « *Mi amo*, allez vous-en!.... je m'entendrai avec eux. » Cela dit, il donna un coup de fouet au cheval, qui partit au galop. La horde féroce se trouva face à face avec l'esclave; celui-ci la reçut de pied ferme, pour donner à son maître le temps de s'éloigner. Ce brave et fidèle Joseph, car il est bien de conserver son nom, comme le nom d'un héros, ce vaillant et courageux serviteur, après une défense héroïque contre ces forcenés, resta étendu sur le bord du chemin, frappé de trente-six coups de *machete*, le crâne fendu, une oreille détachée de la tête, les membres brisés... Eh bien! Joseph vit encore, et je le vois tous les jours. Il a plusieurs cicatrices sur le visage; sa physionomie est douce et ouverte; le pauvre nègre paraît heureux. Son maître lui a donné la liberté : d'abord il l'a refusée, et ne l'a acceptée plus tard qu'à la condition de rester auprès de lui, et de le servir comme par le passé.

La révolte, qui n'était point préméditée, n'eut pas de suite; elle n'avait été motivée que par une trop rude punition infligée à un esclave par le mayoral. En se dirigeant vers la maison du maître, les révoltés voulaient seulement lui exposer leurs griefs. Les nègres demandèrent grace à Raphaël, et, à l'exception de deux ou trois des plus coupables qu'on livra à la justice, les autres furent pardonnés. Un fait à remarquer, et qui prouve l'attachement des esclaves pour leur maître, c'est que la première pensée des chefs de la révolte, avant de se soulever, fut d'arrêter le jeu des cylindres et la machine à vapeur. Sans cette précaution, la machine aurait indubitablement fait explosion et détruit la sucrerie.

Non-seulement les colons de Cuba favorisent l'affranchissement de leurs esclaves en leur procurant les moyens d'acquérir de l'argent, mais ils leur donnent souvent la liberté. Un bon service, une preuve de dévouement, la femme esclave qui nourrit un enfant de la famille, les soins qu'elle a prodigués à un de ses membres dans sa dernière maladie, l'ancienneté des services, tout reçoit sa récompense, et cette récompense est toujours la liberté. Souvent l'esclave regarde ce bienfait comme une punition et l'accepte en pleurant. Je pourrais citer une foule de traits où l'affection du maître et la reconnaissance de l'esclave honorent l'humanité. Jusqu'à l'époque où la traite fut abolie, toutes les nations qui possédaient des colonies entravaient l'affranchissement. Le maître qui accordait la liberté à son esclave était obligé de débourser en droits de contrôle une somme équivalente au prix de l'esclave. La loi espagnole, plus généreuse, ne soumet ce bienfait à aucune taxe. Elle le réduit à une simple *carta de libertad*, faite et signée par le maître qui la garde dans ses archives et en remet copie au nègre. Nanti de cette pièce, l'affranchi a le droit d'exercer pour son compte toute espèce d'industrie.

Le *liberto* peut, à son tour, posséder des esclaves et des propriétés; il y en a dont la fortune s'élève à 40 et 50,000 piastres. Mais la plus dure des conditions est celle de l'esclave d'un nègre; maître impitoyable, la férocité naturelle de ce dernier s'accroît par le souvenir de sa propre servitude, et fait revivre pour son esclave la cruauté du sauvage africain. Lorsqu'il a obtenu sa liberté par *coartacion*, il tâche de conserver les franchises des esclaves; car, si l'esclave n'a pas de droits, il n'a pas non plus de devoirs, et le nègre, qui par son affranchissement, jouit des uns, voudrait continuer à s'exempter des autres. Ainsi, tout en possédant des esclaves, des maisons, des terres, il a soin de rester débiteur envers son maître d'un *medio* (50 centimes) par jour, comme redevance des dernières 50 piastres à rembourser sur le prix de sa liberté. Cette redevance qui le place encore au nombre des esclaves par rapport au fisc, il ne la paie jamais et s'exempte, par ce moyen, du service militaire et de l'impôt, à titre d'esclave non totalement libéré.

Quoique l'esclave possède le droit de propriété, à sa mort son bien appartient à son maître; mais, s'il laisse des enfans, jamais le colon de Cuba ne profite de cet héritage: il garde soigneusement le pécule de l'esclave défunt, le fait valoir, et, lorsque la somme est suffisante, il affranchit les enfans par rang d'âge. Souvent même le nègre devenu libre laisse de préférence son héritage à son maître. En voici un exemple entre mille : à l'époque où le choléra régnait ici, une

vieille infirmière assistait les nègres de mon frère. Elle avait été son esclave; mais, bien qu'affranchie depuis long-temps, elle continuait son service comme par le passé. La maladie s'attaqua à elle; aussitôt elle fit prier son maître de venir la voir : « Mi amo, je vais mourir, lui dit-elle; voici dix-huit onces que j'ai encore amassées; c'est pour vous... Cette petite monnaie, *su merced* la partagera entre mes camarades... Quant à ce bon vieux (son mari), il va mourir aussi (il se portait bien); mais en attendant, si *su merced* veut, elle peut lui donner une once par-ci par-là pour l'aider à traîner sa vie.... » La pauvre vieille ne mourut pas, mais elle guérit d'une manière qui mérite d'être racontée. Mon frère, dont la charité angélique se portait partout où l'on souffrait, ne voulut pas quitter la pauvre patiente, et envoya par écrit au médecin des détails sur l'état de la malade, lui demandant de prompts secours pour elle. Dans la violence du mal, les gens de l'art ne suffisaient pas, et souvent les ordonnances se transmettaient d'un infirmier à l'autre, à quelques modifications près. Mon frère reçut, en réponse à sa lettre, trois paquets de poudre, avec injonction verbale de les administrer d'heure en heure. Ce ne fut qu'à grand'peine qu'on parvint à les faire prendre à la malade, qui se mourait... Un instant après arrive le médecin.— Eh bien! dit-il.— Elle a tout pris.— Comment? — Avec peine, mais elle a tout avalé. — Avalé! Vous l'avez tuée! Cette potion était destinée à tout autre usage... Et mon frère de se désespérer d'avoir causé la mort de la pauvre vieille femme. Il l'avait sauvée. La négresse se calma un instant après avoir absorbé la dernière potion, dormit profondément, guérit, et maintenant elle continue à soigner ses malades.

Je citerai un autre fait qui prouve à la fois l'élévation et la délicatesse d'ame d'un esclave. Le comte de Gibacoa possédait un nègre qui, voulant s'affranchir, demanda à son maître le prix auquel il l'imposait. — Aucun, lui répondit son maître; tu es libre. — Le nègre ne répondit rien, mais il regarda son maître. Une larme brilla dans ses yeux, puis il partit. Au bout de quelques heures, il rentra accompagné d'un superbe nègre *bozale* qu'il avait été acheter au *barracone* avec l'argent qu'il destinait à son propre affranchissement. — Mi amo, dit-il au comte, auparavant vous aviez un esclave, maintenant vous en avez deux!

Les nègres s'identifient avec les intérêts de leurs maîtres et sont prêts à prendre fait et cause dans leurs querelles. Le général Tacon, ancien gouverneur de la Havane, qui a fait tant de choses essen-

tiellement bonnes dans cette colonie, mais dont le caractère dur et inflexible a excité tant de ressentiment, se plaisait à humilier la noblesse par des actes de despotisme. Il avait persécuté le marquis de Casa-Calvo, qui, à force de souffrir, finit par mourir en exil. Quelque temps après, le général Tacon donnait un grand dîner. Plusieurs cuisiniers furent mis en réquisition; mais le meilleur était le nègre Antonio, appartenant à la marquise d'Arcos, fille du malheureux Casa-Calvo. Le gouverneur, ébloui par le prestige de sa haute position, pensa que rien ne devait lui résister, et demanda le cuisinier à sa maîtresse, qui, comme vous le pensez bien, le refusa. Le capitaine-général, piqué au vif, fit offrir à l'esclave, non-seulement la liberté, mais une forte récompense, s'il quittait ses maîtres pour venir chez lui; à quoi l'esclave répondit : « Dites au gouverneur que j'aime mieux l'esclavage et la pauvreté avec mes maîtres, que la liberté et la richesse avec lui. »

Les hommes libres de couleur jouissent parmi nous des garanties et des droits accordés aux colons. Ils font partie de la milice et peuvent s'élever jusqu'au grade de capitaine. Les compagnies de gens de couleur sont toujours les plus empressées à défendre l'ordre public. Plus favorisés, plus heureux que les mulâtres de Saint-Domingue, nos hommes de couleur, loin de chercher à les imiter, sont toujours prêts à sévir contre les révoltes des esclaves. Fiers de se sentir rapprochés de la caste blanche par des lois libérales, ils tâchent de se détacher complètement d'une race dégradée.

Il me reste peu de chose à ajouter sur ce grave sujet; je me bornerai à une dernière observation.

Supposons que les Anglais parviennent à obtenir sans secousse, sans trouble, l'émancipation des esclaves dans nos colonies; quelle sera chez nous l'existence de plus de sept cent mille nègres en face de trois cent mille blancs? Leur premier sentiment, leur premier besoin, quel sera-t-il? Ne rien faire. Je l'ai dit, un travail régulier leur est insupportable; la force a seule pu les y soumettre. Les colonies anglaises, après avoir répandu plus de 25 millions de francs, n'ont obtenu d'autre résultat que la ruine de l'agriculture et la transformation de l'ancien esclavage en un état d'oisiveté et de vagabondage plus malheureux et plus immoral que la servitude. N'avons-nous pas encore sous les yeux le triste résultat de la révolution de Saint-Domingue, île jadis riche, florissante, splendide, aujourd'hui pauvre, inculte, délaissée, et produisant à peine de quoi nourrir ses oisifs habitans, toujours ivres de vin et de fumée de tabac? La

paresse a d'autant plus d'empire sur les nègres, qu'elle n'est pas combattue par le besoin. A Cuba, la nature suffit avec luxe à tous leurs désirs; le sol offre sans culture et en profusion des racines colossales qu'on assaisonne avec des aromates exquis, sans autre peine que celle de se baisser pour les cueillir. Une demeure? ils n'en ont pas besoin sous une atmosphère toujours brûlante, où les nuits sont encore plus belles que les jours. Quatre pieux, quelques feuilles de palmier, voilà tout ce qu'il leur faut pour se garantir de la pluie; puis des tapis de mousse et de fleurs pour se reposer, et la voûte du ciel pour s'abriter. Quant aux vêtemens, la chaleur les leur rend inutiles, souvent insupportables. Un nègre indolent et sauvage, étranger à tout désir de progrès, d'ambition, de devoir, s'avisera-t-il jamais de remplacer cette vie imprévoyante, vagabonde et sensuelle, par les rigueurs d'un travail volontaire et d'une existence gagnée à la sueur de son front?

Supposons encore que, par un miracle, l'éducation morale des esclaves affranchis, se développant tout à coup, les amenât à l'amour du travail. Devenus laborieux, les nègres ne tarderaient pas à être tourmentés du désir de devenir propriétaires; de là rivalité, ambition, envie contre les blancs et leurs prérogatives. Sous un régime politique constitutionnel, dans un pays gouverné par des lois équitables, ne pourraient-ils pas réclamer le partage des mêmes institutions? Leur accorderiez-vous tous vos droits, tous vos priviléges? En feriez-vous vos juges, vos généraux et vos ministres? Leur donneriez-vous vos filles en mariage? Ce n'est pas cela que nous voulons, s'écrieront les amis des noirs; qu'ils soient libres sans doute, mais qu'ils se bornent à travailler la terre, à charrier de la canne comme des bêtes de somme! Ils n'y consentiront pas, eux; s'ils font ce métier aujourd'hui, s'ils se trouvent, en s'y soumettant, aussi heureux qu'ils peuvent l'être dans leur état imparfait d'hommes sauvages, le jour où la lumière de l'intelligence luira pour eux, ils se sentiront hommes comme vous, et vous demanderont compte de leur abaissement; puis, si vous les repoussez, ils vous écraseront, et le champ de bataille restera au plus fort. Faites-y attention; point de quartier entre deux races incompatibles dès qu'elles auront donné le signal du combat.

Nous trouvons un exemple de cette vérité dans les désastres arrivés à New-York en juillet 1834. A peine les nègres se sentirent libres, qu'ils aspirèrent à l'égalité; comment l'orgueil des blancs répondit-il à l'appel? Par le feu et par le fer. Heureusement, le nombre des

émancipés étant très faible (1), la terreur les saisit, et ils s'enfuirent. Mais où allèrent-ils se réfugier? Dans les états à esclaves pour y demander asile, protection et travail. Ainsi, les nègres que la démocratie affranchit dans le Nord sont refoulés par sa tyrannie et son orgueil dans les états du Sud, et ne trouvent d'asile qu'au sein de l'esclavage. Ce précédent a singulièrement calmé l'exaltation des *abolitionistes* de l'*anti-slavery society* (société contre l'esclavage). Les philantropes honnêtes et religieux dont cette société se compose, avaient jusqu'alors attaqué avec un zèle infatigable les préjugés qui séparent les nègres des blancs, et avaient même essayé de mélanger les races par des mariages (2); mais, arrêtés par les conséquences graves de leurs prédications, ils se bornent aujourd'hui à encourager l'exportation des nègres en Afrique. Cette mesure serait la plus sage si elle était praticable, et surtout si elle était compatible avec la conservation de nos colonies. Ainsi, partout où on a essayé de l'émancipation, le résultat a été : cessation de travail et ruine des colons, ou perturbation et désordre social.

J'en étais là, lorsqu'un journal où se trouve le récit d'un procès qui vient d'être jugé à la Martinique me tomba sous la main. Cette relation est accompagnée d'accusations amères contre les colons, et de conclusions en faveur de l'émancipation. Il s'agit d'une négresse qui, après avoir été la concubine de son maître, empoisonne par jalousie le bétail de celui-ci. Le maître impitoyable la jette dans un cachot et la condamne au supplice de la faim. Puis, accusé devant le tribunal, il est absous. Rien de plus révoltant; mais qu'y a-t-il ici de plus odieux, du crime ou du jugement? Sans contredit, le jugement. L'action d'une maîtresse qui empoisonne son amant par jalousie et celle d'un homme qui fait périr sa maîtresse par vengeance sont des crimes horribles, mais des crimes commis sous l'influence des passions; on en voit de semblables parmi les blancs. Ce n'est ni un argument de plus ni une preuve de moins pour ou contre l'esclavage. Quant au jugement, il est inique, car il est le résultat de mau-

(1) Il n'existe dans l'état de New-York que 44,870 personnes de couleur sur 1,113,000 blancs, et dans la ville de ce nom 13,000 personnes de couleur sur 200,000 blancs.

(2) De tous les essais des *abolitionistes* pour rapprocher les deux races, celui des mariages a le plus irrité l'orgueil des Américains, comme tendant davantage à l'égalité. Un révérend docteur ayant le premier célébré, à Utica, le mariage d'un nègre avec une jeune fille de couleur blanche, il y eut dans la ville un soulèvement.

vaises lois, et, si la législation de la colonie est vicieuse, il n'en résulte pas que l'émancipation soit un bien. Corrigez vos codes, rendez-les plus sages, plus justes, plus humains, et vous pourrez, en accordant aux nègres un sort meilleur qu'il ne le serait par l'émancipation, vous abstenir de dépouiller vos colons et de troubler le monde. D'ailleurs, vous avez encore un moyen d'améliorer le sort des esclaves : maintenez rigoureusement l'abolition de la traite; les maîtres veilleront avec plus de soin sur l'esclave, propriété dont la valeur augmentera, et ce qui n'aura pas été obtenu par l'humanité sera dû à l'intérêt.

L'expérience prouve qu'il meurt à Cuba près de moitié de plus d'affranchis que d'esclaves. Pendant les années 1832, 1833 et 1834, il est mort dans l'île un nègre libre sur trente, et un nègre esclave sur cinquante-trois esclaves.

Voici les questions qui se présentent.

Les nègres esclaves sont-ils plus heureux en Afrique que dans nos colonies?

Une fois arrivés en Amérique, trouvent-ils un avantage réel à être émancipés plutôt qu'esclaves?

La justice et l'humanité s'accorderont-elles avec l'attentat à la propriété et la lutte sanglante qui résulterait de l'émancipation ?

Est-ce par un sentiment de philantropie réel que les Anglais agissent contre l'esclavage dans les colonies espagnoles? et les moyens qu'ils emploient pour arriver à leur but sont-ils compatibles avec les sentiments de philantropie qu'ils proclament?

Le bien-être matériel dont les esclaves jouissent à Cuba, la protection que les lois leur accordent, ne sont-ils pas préférables pour eux aux chances d'une vie vagabonde et misérable, pour les colons aux perturbations horribles que l'existence de ces hordes sauvages, étrangères aux mœurs, aux usages et aux préjugés de la colonie, pourrait y causer?

Sur ces diverses questions, j'ai dit ce que l'expérience m'a suggéré. J'ai exposé mes convictions et mes doutes; l'amour de la vérité a été mon seul guide. La justice abstraite est chose grande et sublime sans doute, mais rarement compatible avec notre faiblesse. Dieu même, pour nous l'accorder ou nous l'imposer, est obligé d'y joindre l'équité qui la tempère.

Ctesse Mercédès Merlin.

DE

LA COUR DES COMPTES

ET

DE SON DERNIER RAPPORT AU ROI.

La cour des comptes vient de soulever une question grave dans son dernier rapport au roi. Ce n'est qu'une question de comptabilité, dont les détails sont nécessairement arides; mais elle a un caractère politique, elle touche aux droits constitutionnels du pays ; elle mérite à ce titre un examen sérieux.

Avant d'examiner la question dont il s'agit, il est utile d'expliquer le véritable caractère des attributions de la cour des comptes, d'indiquer l'origine et le but de son institution, de montrer la nature de ses travaux. On nous permettra donc d'entrer dans quelques développemens à ce sujet. Nous puiserons plusieurs de nos renseignemens dans un excellent livre, publié depuis peu par un honorable pair, M. le marquis d'Audiffret. Ce livre, intitulé *Système financier de la France* (1), n'est pas seulement consacré à l'examen de la comptabilité publique; c'est de plus un travail d'ensemble sur les finances du

(1) Chez Dufart, libraire, rue des Saints-Pères, 1.

pays, travail rempli de vues élevées, d'idées fécondes, que doivent étudier les hommes qui recherchent les meilleurs moyens d'assurer la prospérité de notre patrie.

L'institution de la cour des comptes remonte à une époque fort ancienne de la monarchie. On en trouve la première trace certaine sous saint Louis. Cinquante ans plus tard, on voit deux juridictions distinctes : celle des parlemens, chargés des affaires civiles et criminelles, et celle des chambres des comptes, chargées des matières de comptabilité publique. Ces deux juridictions furent d'abord réunies; mais, en se séparant des parlemens, les chambres des comptes n'en restèrent pas moins cours souveraines, jugeant en dernier ressort sur tous les faits de finances. Plusieurs édits, depuis 1375 jusqu'à 1682, attestent l'autorité supérieure donnée à leurs arrêts.

Souveraines et indépendantes, les onze chambres des comptes, qui existèrent jusqu'en 89, avaient des attributions très-étendues. Outre les questions de comptabilité, elles jugeaient les questions domaniales et les crimes de faux et de concussion. De plus, la chambre de Paris enregistrait certains édits de finances, recevait les sermens des trésoriers de la couronne, et avait le droit de dénoncer au roi les abus. Aussi les chambres des comptes, et en particulier celle de Paris, firent entendre souvent des remontrances. On les vit plus d'une fois réclamer courageusement contre la tyrannie fiscale de l'ancienne monarchie, et signaler les déprédations qui épuisaient le trésor. Tandis que la prodigalité, l'ignorance et la force maintenaient les abus, l'idée de l'ordre et le sentiment du droit se conservaient dans les chambres des comptes. Elles blâmaient tour à tour, mais vainement, la multiplicité et le poids accablant des impôts, les exactions des collecteurs, la mauvaise foi des comptables, l'emploi des expédiens ruineux, parmi lesquels se renouvelaient sans cesse les aliénations du domaine, la refonte frauduleuse des monnaies, la vente des offices, et la rédemption des taxes; unissant leurs plaintes à celles des états généraux et des parlemens, elles s'élevaient contre les confiscations, les amendes, les emprunts forcés, les réquisitions pour l'entretien et l'approvisionnement des troupes, le pillage des octrois des villes et la violation des dépôts judiciaires. Ces remontrances étaient du reste peu écoutées. On doit même avouer qu'elles étaient suivies quelquefois de concessions pusillanimes et de transactions honteuses, où les déprédations du fisc trouvaient l'appui de la magistrature même, chargée de les dénoncer et de les punir. C'était le caractère du temps de ne point persévérer dans les luttes contre le pouvoir, et de perdre par des fai-

blesses les entreprises les plus justes, commencées avec une fermeté apparente. Les chambres des comptes, malgré des droits puissans et plusieurs tentatives honorables, n'eurent donc pas une influence sérieuse sur le gouvernement financier de l'ancienne France. Quant à leur surveillance sur les comptables, elle était ordinairement illusoire. Protégée par les grands, qui avaient une part dans le produit de toutes les rapines, et par le désordre d'une administration où toutes les règles de comptabilité furent long-temps inconnues, la fraude restait presque toujours cachée ou impunie. De grands coupables furent frappés; mais le pouvoir judiciaire des chambres des comptes n'entrait pour rien dans ces mesures exceptionnelles que dictaient la haine, la vengeance ou la raison d'état.

Divers motifs s'opposaient donc à l'exercice de ce contrôle supérieur que les lois avaient attribué aux anciennes chambres des comptes. Instituées d'abord pour éclairer le pouvoir royal, conservées ensuite pour obéir et non pour résister, elles étaient armées d'une grande autorité que tout rendait inutile entre leurs mains. Après 89 et sous l'empire, des circonstances très différentes produisirent à peu près le même résultat. La loi du 29 septembre 1791 remplaça les chambres des comptes par un bureau de comptabilité qui ressortissait à l'assemblée nationale. Cinq commissaires de la comptabilité nationale furent ensuite appelés à remplacer ce bureau; une commission de comptabilité leur succéda; enfin la cour des comptes, telle que la France la possède aujourd'hui, fut instituée par la loi du 16 septembre 1807. La commission établie par la république était chargée de contrôler le maniement des fonds de l'état et de dénoncer les abus aux corps politiques; mais la législature, méconnaissant le principe de la séparation des pouvoirs, se réserva le droit d'arrêter les comptes rendus à la commission. Cette usurpation eut des suites fâcheuses. La commission de comptabilité, espèce de bureau d'examen, sans action supérieure, sans autorité directe, n'ayant d'ailleurs aucune relation régulière avec l'administration des finances, privée par conséquent d'influence et de lumières, se vit réduite à un rôle sans utilité et sans grandeur. La cour des comptes, fondée par l'empire, eut de grands priviléges et des attributions étendues. Elle prit rang immédiatement après la cour de cassation, et eut les mêmes prérogatives. Ses arrêts furent souverains et par conséquent définitifs. Ils ne purent être attaqués que pour violation des formes ou de la loi. Elle eut à juger les comptes de tous les comptables de deniers publics, les comptes des recettes et dépenses des départemens, des communes

et de divers établissemens. En outre, elle fut investie du droit de porter chaque année à la connaissance de l'empereur, par l'entremise de l'archi-trésorier, ses critiques et ses idées de réforme rédigées par un comité de membres pris dans son sein. L'ensemble de ces attributions formait, comme on le voit, un contrôle supérieur; mais le régime impérial n'avait établi ce contrôle que dans un intérêt de gouvernement. Sous les dehors d'une magistrature imposante, chargée de répondre aux citoyens du bon emploi de la fortune publique, l'empire ne voulait instituer qu'un comité de surveillance placé près de l'administration pour la contenir, et pour éclairer le pouvoir. Livrée au développement naturel de son institution, la cour des comptes, dans l'accomplissement de ses devoirs, eut bientôt franchi la limite que lui traçait la pensée impériale; mais on trouva un moyen bien simple d'arrêter ce développement : ce fut de refuser à la cour des comptes les documens nécessaires pour éclairer ses décisions. La cour des comptes, solennellement instituée par l'empire, mais entravée par lui, eut donc à peine, durant plusieurs années, le sentiment du rôle qui lui était réservé. Le gouvernement représentatif lui révéla ce secret.

Les gouvernemens absolus ou anarchiques craignent la lumière; les gouvernemens constitutionnels la désirent : ce besoin de publicité, sous un régime constitutionnel, est la loi de tous les pouvoirs et leur garantie la plus sûre; il explique le développement que la cour des comptes a reçu depuis 1814. Les phases de ce développement ont été tracées par M. d'Audiffret dans une notice que l'on peut citer comme un des meilleurs documens sur l'histoire de nos finances. Ceux qui liront cette notice y feront une étude curieuse de l'influence des institutions modernes sur les destinées de la cour des comptes. Ils verront la marche progressive d'un corps politique et judiciaire qui a grandi naturellement par la vertu propre de son principe, et que les pouvoirs publics ont fortifié de concert, parce qu'ils ont eu besoin de son secours.

Tout le monde sait que l'ère de 1814 a jeté les véritables fondemens de notre administration financière. L'empire nous avait légué de sages méthodes, et une centralisation dont il avait forcé les ressorts. Dès les premières années du gouvernement représentatif, la réforme de nos institutions financières s'étendit sur tous les points, et présenta bientôt ce bel ensemble d'une organisation simple et grande, où le pouvoir, contenu dans de justes limites, ne peut agir que pour le bien du pays, et administre sous les regards de la société

tout entière. Cette œuvre d'un gouvernement libre eut pour base la cour des comptes, dont l'institution, confirmée par la loi en 1815, fut développée par une suite de mesures et de circonstances que nous allons expliquer rapidement.

Un des premiers effets du gouvernement représentatif fut que les chambres voulurent tout voir dans le maniement des finances, et que l'administration, devenue responsable, voulut tout ordonner de manière à ne craindre le contrôle sur rien. Aussi, le vote du budget, le règlement des comptes des ministres, l'assiette et la perception des revenus, la liquidation, l'ordonnancement et le paiement des dépenses, l'ensemble des opérations du trésor, la création d'une comptabilité efficace, c'est-à-dire d'un système d'écritures portant la lumière sur tous les faits de recette et de dépense accomplis par l'administration, tous ces points reçurent une solution prompte, soit par les discussions des chambres, soit par les règlemens de M. Louis, de M. de Corvetto, de M. Roy et de M. de Villèle. L'administration financière eut dès-lors une régularité et une promptitude qu'on n'avait jamais vues; et la clarté de ses opérations fut telle que pour la première fois, en France, le trésor connut d'une manière exacte, et jour pour jour, sa situation. Sûre d'elle-même, l'administration pouvait donc se livrer sans crainte au contrôle des chambres qui, par le règlement annuel des comptes ministériels, s'étaient réservé le jugement politique de tous les actes financiers. Mais les chambres comprirent aussitôt que ce contrôle ne pouvait s'exercer utilement par elles. Comment pouvaient-elles en effet, sans pièces justificatives, vérifier l'immense détail des actes qui leur étaient soumis, découvrir que des recettes ou des dépenses avaient été omises dans les comptes, que telle partie des impôts n'avait pas reçu sa destination réelle, que telles dépenses avaient été faites sans crédit, et que les crédits alloués pour d'autres dépenses avaient été adroitement dépassés? Les chambres, par mille raisons, ne pouvaient se livrer à de semblables recherches. Il parut donc indispensable d'en charger la cour des comptes, et d'invoquer sur ces matières son témoignage public. Aussi la loi du 27 juin 1819 établit qu'à l'avenir l'état des travaux de ce corps judiciaire serait joint au compte annuel des finances. Cette décision importante créa un nouvel ordre de choses. Dès-lors la cour des comptes fut en quelque sorte associée à la législature. Ses travaux durent être la base du règlement des budgets. Un ministre, aujourd'hui pair de France, grand partisan de l'institution, dit alors pour annoncer l'influence qu'elle allait

prendre : « Ils ont le pied dans l'étrier; tôt ou tard ils seront à cheval. » A propos d'un corps judiciaire dont les habitudes sont très calmes, et dont la seule ambition est d'être utile, la comparaison était singulière, mais la prédiction était juste.

A dater de ce jour, en effet, les progrès de la cour des comptes sont assurés. Chargée d'une grande responsabilité, elle réclame tous les moyens de juger en connaissance de cause; ces moyens lui sont donnés par l'administration. Déjà plusieurs mesures avaient eu pour effet de traduire directement à sa barre tous les grands comptables du royaume, qui échappaient autrefois à sa juridiction par l'intermédiaire d'un agent administratif, chargé d'examiner leurs gestions et d'en généraliser les résultats dans un compte d'ordre. D'autres règlemens eurent pour objet de mettre la cour en état de vérifier l'exactitude matérielle de tous les comptes des agens du trésor. Mais ce fut l'ordonnance du 14 septembre 1822 qui donna à la cour des comptes les plus sûrs moyens de contrôle. Quelques mots suffiront pour indiquer l'importance de ce règlement qu'il faut d'ailleurs connaître pour bien apprécier la justesse des réclamations présentées par la cour des comptes dans son dernier rapport au roi.

Avant l'ordonnance de 1822, les lois de finances étaient votées pour un espace de temps indéterminé que l'on appelait *exercice*. On ne fixait pas la durée de cet exercice. On ouvrait des crédits pour des dépenses présumées, c'est-à-dire pour des services à faire, sans limiter le temps pendant lequel les crédits ouverts resteraient applicables à ces services. Il en résultait que les demandes de crédits n'avaient point de bornes précises, que leur emploi n'était pas déterminé d'une manière rigoureuse, que les prévisions des chambres étaient incertaines, et que l'apurement des comptes suivait une marche irrégulière, toujours subordonnée aux circonstances. Le règlement de 1822 fit cesser cette confusion. Il fixa pour la première fois, quant aux dépenses, la durée légale de l'exercice, qui ne dut embrasser que les services faits pendant une année. En d'autres termes, chaque année eut son exercice financier, à qui elle donna son nom ; et les crédits ouverts par les chambres pour cet exercice ne purent être appliqués qu'aux services dépendant de cet exercice, c'est-à-dire aux services faits pendant l'année dont il prit le nom. Importante mesure qui limita les demandes de crédits et leur emploi, donna aux prévisions des chambres une base sûre, imposa aux administrateurs des obligations rigoureuses, et régularisa tout le système

de la comptabilité. Cette ordonnance prescrivit en outre que les ministres ou leurs délégués ne pourraient accroître, par aucune ressource particulière, le montant des crédits affectés aux dépenses de leurs services respectifs. « Enfin, dit M. d'Audiffret, après avoir ainsi fixé le point de départ, et resserré dans de sages limites la carrière de chaque administrateur, l'ordonnance de 1822 lui indique les formes qu'il doit observer dans la délivrance de ses mandats pour leur imprimer un caractère de régularité qui leur fasse ouvrir les caisses du trésor. Elle exige d'abord la signature du ministre responsable ou celle de son délégué, avec l'indication de l'exercice et du chapitre qui doit supporter l'imputation légale de la dépense; *elle prescrit ensuite la production au payeur de toutes les pièces nécessaires pour lui démontrer qu'il acquitte une dette de l'état dans la main d'un créancier réel.* Cette justification essentielle, qui est devenue la condition première du paiement, a rendu à la cour des comptes l'exercice de son contrôle général sur les services. A l'aide de cette ingénieuse combinaison, on assure à la fois l'entière vérification des actes des comptables et l'examen des opérations de chaque ordonnateur, sans appeler l'administration à la barre d'un tribunal dont la juridiction se maintient dans la sphère qui lui est tracée. »

M. d'Audiffret ajoute que des instructions détaillées répandirent sur tous les points du service les utiles effets de ces principes d'ordre; « des nomenclatures de pièces justificatives pour chaque article de dépense furent notifiées à tous les agens administratifs et comptables par les différens ministères, et devinrent l'obligation des ordonnateurs et la règle des payeurs du trésor. D'année en année, des preuves plus complètes de la légalité des services et de la réalité des droits des créanciers portèrent au plus haut degré d'évidence chacune des opérations soumises aux investigations de la cour des comptes. »

J'insiste sur ces détails parce que d'abord ils ont une grande valeur dans l'histoire de notre comptabilité, ensuite parce qu'ils font comprendre le caractère des travaux de la cour des comptes, travaux peu connus du public, quelquefois même mal appréciés; et pour mieux démontrer les conséquences pratiques du règlement de 1822, j'emprunte à un écrit remarquable par sa précision et sa netteté les lignes suivantes, où l'on verra clairement l'application des nouvelles règles au travail intérieur de la cour des comptes.

« Voici un comptable dont il s'agit de juger les opérations. Ce comptable a fait des recettes; pourquoi a-t-il reçu? Les contribuables dont

les deniers ont été versés dans les caisses publiques étaient-ils en effet débiteurs du trésor? Oui, si on représente un acte légitime et régulier, en vertu duquel l'impôt a été perçu.

« Le comptable a dépensé pour payer les dettes du trésor; comment a-t-il dépensé? A-t-il obéi aux mandats de l'administrateur qualifié pour disposer des deniers publics? A-t-il appliqué au service payé les crédits de l'exercice auquel ce service appartient, et, parmi les crédits de cet exercice, celui qui lui est spécialement affecté? L'administrateur a-t-il eu raison légale d'ordonner le paiement que le comptable a effectué? Est-ce bien une dette de l'état qu'il fallait éteindre, une dette légitime, une dette régulière, une dette exigible? Le paiement a-t-il été fait avec sûreté? La cour des comptes pose et résout toutes ces questions à l'occasion de chacun des faits de recette ou de dépense qui sont décrits dans les comptes dont la vérification lui est confiée, et c'est ainsi qu'elle est appelée, non à juger, mais à apprécier chacun des actes des administrateurs eux-mêmes. Et si l'on se représente que ces faits occasionnent un mouvement annuel de plus de cinq milliards, on concevra à peine ce qu'il faut de travail opiniâtre pour vérifier les millions de pièces qui les justifient, ce qu'il faut d'attention soutenue pour généraliser les résultats de cette vérification. »

Cependant les moyens de contrôle donnés à la cour des comptes ne suffisaient pas. Investie de la confiance des chambres, chargée de présenter tous les ans l'état de ses travaux pour éclairer la législature, elle était encore gênée dans l'accomplissement de sa mission. Elle jugeait tous les comptables du royaume, elle était saisie de tous leurs actes; mais une partie des opérations centrales du trésor lui échappait. On sait que le mouvement général des fonds de l'état donne lieu nécessairement à des recettes et à des dépenses fictives, résultant de diverses opérations d'ordre qui, en réalité, ne représentent aucune entrée ni aucune sortie matérielle de fonds. Sur ce point, il en est de la comptabilité du trésor comme de toutes les comptabilités des maisons de banque et de commerce. Ces opérations d'ordre, exécutées par de simples viremens d'écritures, sans maniement de fonds et sans l'entremise des comptables, n'étaient pas livrées à la connaissance de la cour; et c'était une lacune grave, car la cour, privée de toute lumière sur ce point, ne pouvait arriver à un contrôle complet, qui fût, aux yeux des chambres et du public, l'expression entière de sa pensée sur tous les actes financiers de l'administration. L'ordonnance du 29 juillet 1826 combla cette lacune. Elle prescrivit

le dépôt, au greffe de la cour, d'un *résumé général des viremens de comptes*, arrêté par le ministre des finances, présenté par un comptable spécial, sous sa propre responsabilité, et dressé dans la forme des autres comptes des deniers publics. A l'aide de ce document, la surveillance de la cour sur la marche de tous les services et sur l'exécution des lois de finances, surveillance si souvent réclamée, si longtemps impossible, dut s'exercer pleinement; aussi, le règlement de 1826 charge-t-il la cour de certifier, par des déclarations solennelles et publiques, *la conformité des faits soumis à ses vérifications avec ceux qui sont annoncés dans les comptes présentés aux deux chambres.*

Ces déclarations, appuyées désormais sur des bases certaines, ouvraient à cour des comptes une carrière nouvelle, en même temps qu'elles secondaient les chambres dans le règlement des budgets. On sait que la cour des comptes juge les comptables et non les administrateurs, et tout le monde comprend les raisons de cette limite posée à ses arrêts; mais, par ses déclarations publiques, la cour des comptes fut naturellement investie du droit de contredire devant les chambres les actes de l'administration. Ayant à se prononcer sur la conformité des comptes ministériels avec les résultats mentionnés dans ses arrêts, elle fut nécessairement conduite à relever, à publier les infractions aux lois de finances, les fausses imputations, les interversions de crédits et d'exercices, les omissions de recettes et de dépenses, toutes les irrégularités enfin que les chambres auraient pu reconnaître elles-mêmes dans les comptes des ministres, si elles avaient fait le travail dont la cour était chargée. Ce contrôle politique, franchement établi par le gouvernement lui-même et par les chambres dès les premières années de notre régime constitutionnel, a reçu de la révolution de juillet une nouvelle force par la loi du 21 avril 1832, qui ordonne l'impression et la distribution aux chambres du rapport annuel que la cour des comptes adressait à l'empereur, et que, depuis 1814, son premier président dépose chaque année dans les mains du roi. La publicité de ce rapport annuel, où la cour expose en détail ses critiques et ses vues de réforme sur tous les services financiers, fut le complément de ses attributions politiques; l'importance de ce dernier contrôle n'a pas besoin d'être expliquée.

Enfin, une dernière mesure manquait, non plus pour étendre les attributions de la cour des comptes, mais pour en indiquer l'ensemble et pour consacrer les diverses règles de la comptabilité publique. Ces règles avaient été successivement établies et modifiées depuis vingt-cinq ans; elles étaient éparses dans une foule de lois, d'ordonnances

et de décisions ministérielles. Cette confusion pouvait amener des incertitudes et des erreurs; la comptabilité publique devait avoir un code qui présentât l'ensemble des garanties qu'elle offre à la sécurité du pays. Ce code fut rédigé par une commission spéciale, et promulgué par l'ordonnance du 31 mai 1838; cette ordonnance fut contresignée par M. Laplagne, le ministre habile et justement estimé que l'on vit plus tard, après d'honorables services, reprendre à la cour des comptes, en qualité de conseiller-maître, le siége qu'il avait quitté. Le règlement du 31 mai 1838 réunit en forme d'articles toutes les mesures déjà prises pour garantir l'ordre dans le maniement des deniers publics, pour éclairer les chambres et pour perfectionner le contrôle de la cour des comptes. C'est une législation spéciale reposant sur des bases fixes, c'est un recueil de lois que chacun peut désormais étudier, comme toutes les lois civiles ou politiques qui touchent aux intérêts des citoyens.

Ainsi la cour des comptes, par suite de tous ces développemens que lui a donnés le régime représentatif, est devenue un corps à la fois politique et judiciaire. Organisée en vraie cour de justice, elle reçoit les sermens de ses justiciables. Elle traduit à sa barre les comptables qui sont tenus, en qualité de mandataires, de lui rendre compte de leurs gestions. Elle prononce entre eux, réputés défendeurs, et les êtres collectifs dont chacun d'eux tient son mandat, c'est-à-dire l'état, les communes ou les divers établissemens publics, réputés demandeurs. Elle fixe la situation des comptables. « Elle les déclare créanciers ou débiteurs, retient ou dégage leurs cautions, affranchit ou grève leurs immeubles (1) » : elle les oblige, suivant les cas, à produire des élémens d'instruction, et les condamne, s'il y a lieu, à des peines déterminées par les lois. C'est là le côté judiciaire des fonctions de la cour des comptes. C'est par là qu'elle est assimilée à la justice ordinaire, dont elle n'est qu'un démembrement, car, sous les premiers rois de France, les jugemens des comptes étaient attribués aux magistrats déjà chargés des affaires civiles et criminelles; et, si ces attributions furent divisées par la suite, c'est que la spécialité et l'étendue des questions soulevées par l'examen des comptes réclamèrent une juridiction spéciale. Le caractère politique des attributions de la cour des comptes n'est pas moins évident. Il réside dans ses déclarations générales et dans son rapport au roi. Un corps indépendant, chargé de comparer les comptes

(1) Voyez les opinions de M. Carré et de M. Dupin.

des ministres avec les comptes individuels des comptables, et de déclarer solennellement s'il y a ou non conformité entre ces comptes, chargé en outre de dénoncer au roi et aux chambres les erreurs, les illégalités et les abus commis dans le maniement des fonds de l'état, est essentiellement un corps politique. L'emploi de la fortune publique est confié à sa surveillance. Il est la garantie des contribuables et l'œil des chambres. Hâtons-nous d'ajouter que ce pouvoir est remis entre des mains prudentes, et que la constitution même de la cour des comptes la rend incapable d'abuser des armes puissantes qui lui sont confiées. L'esprit de ce corps est naturellement sage. Des hommes qui pour la plupart ont vécu long-temps dans les affaires, qui connaissent la loyauté, la probité, le zèle de l'administration, qui ont vu de près les difficultés immenses de son travail et qui ont senti le poids de sa responsabilité, sauront toujours distinguer l'erreur de la faute. Ils n'accuseront jamais que des coupables.

Chose singulière, au moment même où la cour des comptes recevait, en 1838, le code qui publie ses droits et ses devoirs, un débat s'élevait sur le fondement même de ses attributions; un principe aboli ou abandonné depuis vingt ans était remis en vigueur par l'administration, et ce principe, combattu aussitôt par la cour des comptes, est devenu l'objet de cette question dont nous avons parlé, et qu'il nous est facile d'expliquer maintenant : question grave qui tôt ou tard occupera les chambres et le public. Si la cour succombe dans la lutte, si le principe invoqué contre elle est maintenu dans sa rigueur, tout ce que nous venons de dire sur les progrès de la cour des comptes, sur les garanties qu'elle offre aux citoyens, sur le rôle que notre constitution lui donne, tout cela est un mensonge : la cour des comptes n'est plus un pouvoir judiciaire et politique, c'est un bureau de chiffres, qui ne vérifie que des chiffres, et dont l'autorité morale est annulée.

Voici la question dont il s'agit. On a vu qu'aux termes du règlement de 1822, toute ordonnance ou mandat de paiement présentés aux caisses du trésor *doivent être accompagnés de pièces constatant que leur effet est d'acquitter, en tout ou en partie, une dette de l'état régulièrement justifiée*. En vertu de ce principe, conforme aux institutions de notre temps, la cour des comptes, depuis l'ordonnance de 1822, a toujours exigé des comptables la production des pièces justificatives de leurs paiemens. La plupart du temps, elle a exigé les pièces indiquées dans les formules ministérielles; mais lorsque ces formules lui ont paru insuffisantes, lorsqu'elle les a trouvées muettes,

elle a prescrit l'apport des pièces nécessaires pour éclairer ses jugemens, et cette prescription, pendant près de vingt ans, n'a fait naître aucune difficulté. En effet, l'ordonnance de 1822 était formelle. Toutes ses conséquences avaient été prévues par l'administration. Les chambres et le gouvernement étant d'accord pour confier à la cour des comptes un contrôle sérieux, il était naturel, il était juste de lui laisser tous les moyens de l'exercer.

Ces principes, je le répète, avaient fait pendant vingt ans la base des jugemens de la cour des comptes, lorsqu'un désaccord survenu en 1838 les a fait mettre en doute par l'administration; et un second désaccord s'est présenté en 1841 : il est mentionné dans le dernier rapport au roi qui vient d'être distribué aux chambres. Je n'entrerai pas dans le détail des questions. Tout se réduit à ceci : l'administration, d'après l'avis du conseil d'état, chargé par elle de prononcer sur deux pourvois dirigés contre deux arrêts de la cour des comptes, déclare que la cour n'a pas le droit d'exiger, au soutien des recettes et des dépenses soumises à ses jugemens, d'autres pièces justificatives que celles dont la production a été prescrite par l'administration elle-même : d'où il suit que la cour ne peut appliquer les lois dans le jugement des comptes si des instructions ministérielles n'ont pas réglé le mode de cette application. En d'autres termes, l'administration s'attribue le droit de régler ou de ne pas régler la nature des justifications à produire à la cour des comptes, ce qui veut dire qu'elle se réserve le droit de ne pas exécuter la loi, si bon lui semble.

Prenons un exemple pour rendre les conséquences de cette prétention plus manifestes. Une loi est votée par les chambres. Cette loi décide que les créances contre l'état seront prescrites à son profit et définitivement éteintes, lorsque, par le fait des ayant droit, elles n'auront pu être liquidées ni ordonnancées dans la période de cinq ans. La loi ajoute que cette disposition n'est pas applicable aux créances dont l'ordonnancement et le paiement n'ont pu être effectués, dans les délais déterminés, par le fait même de l'administration ou par suite de pourvois formés devant le conseil d'état. Telle est la loi du 29 janvier 1831. Que doit faire la cour des comptes d'après cette loi? Évidemment, lorsque des créances contre l'état ont été soldées plus de cinq ans après l'ouverture du droit des créanciers, la cour doit rechercher pourquoi ces créances ont été payées, pourquoi elles n'ont pas encouru la déchéance; elle doit vérifier les pièces constatant que ces créances sont dans les cas d'exception prévus par la loi, et si ces pièces n'ont pas été produites,

elle doit les réclamer. Tel est le droit de la cour, tel est son devoir : on ne peut comprendre autrement l'application de la loi. Cependant l'administration a un sentiment tout opposé. L'administration n'a pas fait de règlement pour l'exécution de la loi du 29 janvier 1831 ; elle n'a pas indiqué à ses agens les pièces qu'ils auraient à produire pour justifier la légalité des paiemens en matière de créances périmées, non frappées de déchéance : l'administration en conclut qu'aucune pièce n'est exigible, et que la cour des comptes doit allouer les paiemens dont il s'agit, effectués sur simples mandats et sans aucune justification des droits des créanciers de l'état.

Sans aucun doute, cette prétention sera jugée excessive; s'appuie-t-elle sur un fondement légal? Nos lecteurs vont en juger. L'administration prétend qu'elle est dans son droit. Elle invoque un article du décret de 1807 ainsi conçu : « La cour ne pourra refuser aux payeurs l'allocation des paiemens par eux faits sur les ordonnances revêtues des formalités prescrites et accompagnées des acquits des parties prenantes *et des pièces que l'ordonnateur aura prescrit d'y joindre.* » Interprété dans son sens rigoureux, cet article signifie en effet que les ordonnateurs ont le droit de déterminer les pièces justificatives des paiemens soumis au jugement de la cour des comptes, et s'ils ont le droit de déterminer ces pièces, ils ont apparemment le droit de n'en déterminer aucune. Tel est du moins l'argument de l'administration; et si l'on se reporte à l'esprit du décret de 1807 et aux habitudes arbitraires du régime sous lequel il a été rendu, cet argument paraît fondé.

Mais pourquoi donc invoquer ce décret de 1807? n'est-il pas abrogé par l'ordonnance de 1822? L'article 18 du décret de 1807 avait dit : Les caisses du trésor s'ouvriront devant les mandats à l'appui desquels l'ordonnateur aura mis pour toute justification le mot *néant;* l'ordonnance de 1822 est venue dire positivement le contraire. Elle a ordonné que tout paiement serait valablement justifié. Elle a fermé les caisses du trésor devant le mot *néant.* Évidemment, le décret et l'ordonnance ne peuvent se concilier sur ce point. L'article 18 et l'ordonnance ne peuvent exister simultanément. Si l'un est applicable, l'autre ne l'est pas; et de ces deux prescriptions opposées l'une à l'autre, laquelle a pu cesser d'être applicable, si ce n'est la première, qui a été totalement changée par la seconde?

Mais le décret de 1807 est une loi, dites-vous, et l'ordonnance de 1822 n'est qu'une ordonnance; or, les ordonnances n'abrogent pas les lois! Singulier argument, qui à pour effet de mettre le pouvoir

dans une situation déloyale, qu'un gouvernement constitutionnel ne peut accepter! Ainsi donc, d'après ce raisonnement, l'article 18 du décret de 1807 et l'ordonnance de 1822 sont deux armes dont l'administration peut disposer à son choix, sans se gêner? Si elle veut que les dépenses soient valablement et régulièrement justifiées, elle invoque l'ordonnance de 1822; elle en recommande l'observation rigoureuse aux comptables; elle en fait la base des arrêts de la cour des comptes? Mais si l'administration trouve ce contrôle embarrassant, elle le supprime d'un seul mot; elle invoque l'article 18 du décret de 1807, et elle casse, en vertu du décret, les arrêts rendus en vertu de l'ordonnance? Cette situation est-elle possible? Qui ne comprend que c'est là une contradiction manifeste, une illégalité commise au nom de la loi même, un abus de pouvoir qu'aucun sophisme ne saurait justifier?

Les formules absolues entraînent souvent des conclusions bien fausses. On croit résoudre la question dont il s'agit par ce principe, qu'il faut une loi pour révoquer une loi, et que le décret de 1807 étant une loi, ce décret n'a pu être abrogé par l'ordonnance de 1822. Mais de quoi s'agit-il au fond? S'agit-il de l'institution même de la cour des comptes, du principe de son inamovibilité, de ses attributions judiciaires, en un mot de ces dispositions fondamentales qui réclament la sanction suprême des lois? Nullement. Il ne s'agit que de l'article 18 du décret, c'est-à-dire d'une disposition purement réglementaire agissant dans le même cercle que l'ordonnance de 1822, contraire, il est vrai, à cette ordonnance, mais se renfermant dans le même objet. Or, s'il a suffi d'une ordonnance en 1822 pour déclarer que les dépenses devaient être justifiées, apparemment une ordonnance eût suffi de même, en 1807, pour déclarer que les justifications n'étaient pas nécessaires. L'article 18 du décret de 1807, bien qu'il soit inséré dans un décret, n'a donc pas une force supérieure aux dispositions réglementaires de l'ordonnance de 1822. C'est la même nature de dispositions; par conséquent, il n'y a aucune supériorité de l'une sur l'autre; elles ont en principe une valeur égale, et par cette même raison l'une a pu être valablement modifiée ou abrogée par l'autre. Ce que l'article 18 du décret de 1807 a réglé, l'ordonnance de 1822 a pu le régler d'une autre façon; et l'ordonnance étant postérieure au décret, le règlement établi par l'ordonnance doit prévaloir. Et comment pourrait-il en être autrement? Pourquoi l'administration elle-même aurait-elle inséré dans l'ordonnance de 1822 des dispositions contraires à l'article 18 du décret de 1807,

si elle n'avait pas pensé que l'article 18 était purement réglementaire, de nature à être valablement modifié ou abrogé par une ordonnance? Pourquoi rendre cette ordonnance, si elle devait être inutile; que dis-je, si elle devait être illégale? Car, si l'article 18 ne peut être abrogé que par une loi, l'administration a violé la loi, et elle a frappé d'illégalité et d'injustice les arrêts de la cour des comptes, en promulguant une ordonnance dont les dispositions, fidèlement exécutées depuis vingt ans, sont formellement contraires à l'article 18 du décret de 1807.

Admettons cependant que la prétention soulevée contre la cour des comptes soit juste en principe. Admettons que l'article 18 du décret de 1807 ait encore force de loi, que ce soit une arme dont l'administration puisse se servir légalement. C'est ici que se présente la question de savoir si ce décret peut être sérieusement invoqué dans le régime où nous sommes, devant nos principes en matière judiciaire, devant nos lois, nos mœurs politiques, devant les chambres, qui veulent un examen sérieux du budget, devant cet esprit de contrôle, épreuve obligée de tous les pouvoirs publics, devant l'intérêt même de l'administration, dont le crédit fait la force, et qui perdrait bientôt la confiance du pays, s'il était admis en principe qu'elle peut se refuser à justifier l'emploi des fonds de l'état. Sur cette question, nous n'éprouvons pas le moindre doute, et nous comptons sur l'assentiment de tous les hommes éclairés.

Qu'est-ce que la cour des comptes? Un tribunal qui juge entre l'état et les comptables. Or, pour juger, il faut connaître. Tous les tribunaux ont le droit d'instruction, c'est-à-dire la faculté de réclamer les pièces nécessaires pour éclairer leur conscience. C'est l'opinion du vénérable Henrion de Pansey, que le pouvoir juridictionnel réside tout entier dans cette faculté de connaître et de juger. En effet, si le magistrat ne connaît pas, si sa religion n'est pas éclairée, comment veut-on qu'il juge? Quoi! un tribunal est établi pour dire : Tel comptable a payé régulièrement, tel autre aurait dû ne pas payer; et vous voulez que ce tribunal rende son jugement sans preuves! Vous voulez qu'il s'arrête au *pour acquit* d'une ordonnance ou d'un mandat de paiement, sans vérifier, sans constater sur pièces le droit de la partie prenante, sans être convaincu que l'état était débiteur, que le paiement a été fait au véritable créancier de l'état, et que l'état est libéré! Vous voulez donc une justice aveugle ou immorale! Cette prétention ne peut se soutenir. Si la cour des comptes est un tribunal, si les lois qui l'ont instituée, qui l'ont organisée en corps judiciaire, en cour

souveraine, avec les formes et tous les priviléges d'une magistrature inamovible, sont en vigueur, il faut évidemment qu'on reconnaisse à la cour des comptes le droit d'instruction, c'est-à-dire le droit de demander aux comptables les pièces qu'elle juge nécessaires pour éclairer ses décisions.

Mais il y a plus. Outre son action directe et immédiate sur les comptables, on a vu que la cour, dans l'intérêt même du gouvernement et des chambres, exerce une action indirecte sur les ordonnateurs. Elle rend ses déclarations publiques; elle présente son rapport au roi. Quel est le but de ses déclarations? D'attester la régularité de toutes les opérations comprises dans les comptes de ses justiciables et dans les comptes des ministres. Quel est le but du rapport? De dénoncer les abus, et d'indiquer des vues de réforme. Or, quelle sera la base de ces déclarations ou de ce rapport, si la cour ne peut connaître la nature des dépenses soldées, si on lui refuse les justifications nécessaires pour apprécier la légalité et la régularité des paiemens? Pourquoi ces déclarations publiques, pourquoi ce rapport au roi, si la cour, en principe, doit se borner à vérifier des additions de chiffres, et à comparer des lignes de comptes? Est-ce là l'usage que le gouvernement et les chambres ont voulu faire d'un tribunal supérieur, que la loi nomme la seconde cour du royaume? Cela n'est pas possible.

Le gouvernement et les chambres, depuis 1814, ne sont pas suspects dans les résolutions qu'ils ont prises à l'égard de la cour des comptes. Ils ont voulu lui remettre un contrôle sérieux, et lui donner les moyens de l'exercer pleinement. C'est une vérité qui ressort des faits nombreux que j'ai déja signalés. Evidemment, lorsque le gouvernement a promulgué l'ordonnance de 1822, lorsqu'il a prescrit aux comptables de ne payer que sur pièces constatant que l'effet du paiement était d'acquitter une dette de l'état régulièrement justifiée, il a entendu que tout paiement devait être appuyé des titres propres à démontrer sa légalité, sa régularité, et que ces titres devaient être produits à la cour. Le gouvernement, dans cette occasion, était fidèle à son principe constitutionnel. Il voulait que le contrôle de la cour des comptes fût entier. Il ne songeait pas alors à l'article 18 du décret de 1807, qu'il devait du reste oublier pendant vingt ans. De même, les chambres, en invoquant le témoignage public de la cour des comptes, en l'appelant à seconder leurs travaux, en décrétant les lois de 1819 et de 1832 qui ont fait de la cour des comptes un corps politique, voulaient fermement que ce corps eût la liberté de se mouvoir dans ses attributions nouvelles. Les attributions ne sont

rien sans les moyens de les exercer. Presque tous les régimes précédens avaient donné à la cour des comptes de grandes attributions. Elle en avait dès le XIVe siècle. Dès cette époque, nous l'avons vu, elle présentait au roi son rapport annuel. Elle enregistrait les édits de finances sous la monarchie. Elle avait le droit de remontrances. Elle recevait les sermens des contrôleurs-généraux. Après 89, elle avait été un instant confondue dans le sein même de la législature. Elle était chargée plus tard de dénoncer les abus aux corps politiques. L'empire enfin avait agrandi sa sphère, et lui avait conféré des devoirs importans. Mais toutes ces attributions, à peu près semblables dans tous les temps, étaient toujours restées inutiles. Pourquoi? parce que les gouvernemens faibles ou violens qui les avaient conférées n'étaient point sincères, parce qu'ils cherchaient à se couvrir des apparences de la loyauté et de la justice sans subir la loi d'un contrôle réel. On abandonnait le titre et les prérogatives; mais on refusait l'exercice du droit : c'est l'histoire de toutes les institutions libérales qui ont vécu sous les régimes absolus. Faut-il voir une arrière-pensée de ce genre dans les mesures prises à l'égard de la cour des comptes depuis 1814? Ces mesures sont-elles des concessions hypocrites? Personne ne le supposera. Il est évident que les chambres ont voulu être éclairées, et que le gouvernement a voulu livrer ses actes au grand jour. Il a voulu que sa bonne foi ne fût soupçonnée de personne. Il a voulu que son ascendant, sa dignité, sa force, s'accrussent par la confiance et par l'estime publiques. Je ne puis mieux prouver ces intentions qu'en citant textuellement un passage du rapport qui précède l'ordonnance de 1826. Voici comment le gouvernement s'exprime dans ce rapport :

« Tous les nouveaux comptes des agens de la recette et de la dépense sont maintenant présentés, vérifiés et soumis, le 1er juillet de l'année suivante, à la cour des comptes, qui a prononcé les arrêts avant le 31 décembre; exemple remarquable d'une vaste comptabilité constamment à jour, où *tout est démontré par pièces* avant l'expiration de la seconde année, et qui ne laisse plus subsister aucun doute sur la régularité des opérations, sur les actes d'un seul administrateur, et sur la gestion d'un seul comptable. » Et plus loin le ministre ajoutait : « Il n'échappera pas un seul fait aux investigations de la cour des comptes, elle n'en recevra pas un seul sous une expression obscure ou infidèle : point de réticence ou de dissimulation qui ne doive être aussitôt découverte et dévoilée. A aucune époque et chez aucun peuple, l'administration ne se sera livrée elle-même à une

épreuve aussi difficile, si elle n'était pas le meilleur témoignage de la loyauté de ses principes et de la régularité de son action. »

Que dire après de semblables preuves? Faut-il s'étonner que devant des engagemens si solennels la cour des comptes, armée par la loi, soutenue par l'administration elle-même, ait pris son rôle au sérieux, et soit entrée dès-lors, pour sa part, dans toute la vérité du gouvernement représentatif? Ne faut-il pas s'étonner plutôt que l'on réveille aujourd'hui, après une longue désuétude, cet article 18, que tant d'actes législatifs ou ministériels semblaient avoir abrogé?

Toutefois, cet article a suscité une controverse dont nous devons parler. Généralement, ceux qui l'invoquent le défendent par la raison seule qu'il existe, et par un principe d'obéissance aux lois dont l'abrogation paraît douteuse, principe respectable qui semble avoir dicté les avis rendus par le conseil d'état. D'autres au contraire, c'est le petit nombre, défendent le décret de 1807, parce qu'il leur paraît rationnel et nécessaire. « Sans lui, disent-ils, l'administration est impossible; le service des dépenses souffrirait; les comptables, effrayés de la responsabilité qui pèserait sur eux, ne pourraient plus suffire à leurs devoirs; craignant sans cesse les arrêts de la cour des comptes, ils exigeraient des ordonnateurs, à l'appui des mandats de paiement, des justifications minutieuses que l'administration ne pourrait pas toujours fournir, et dont l'absence suspendrait la marche du service. L'administration agit d'ailleurs sous sa responsabilité : il faut donc qu'elle agisse librement. C'est à elle d'apprécier, selon les circonstances, si elle doit produire ou non les pièces justificatives de ses dépenses. C'est à elle aussi de déterminer la nature de ces pièces, quand elle en produit. Si la cour des comptes juge ces pièces insuffisantes, ou bien, ce qui est à peu près de même, si elle rencontre des paiemens qu'aucune pièce ne justifie, elle peut réclamer dans son rapport au roi. Le roi et les chambres apprécieront. »

Nous répondons que le roi et les chambres ne pourront pas apprécier, car la cour, ne sachant rien, ne pourra rien dire. Si le rapport de la cour se bornait à venir déclarer une fois par an que les pièces relatives à tels paiemens, montant à tel chiffre, n'ont pas été produites, du moment que le droit de refuser ces pièces serait dans la loi, le rapport ne ferait que signaler un fait régulier, légal, qui ne pourrait donner lieu à aucun reproche réel contre l'administration. On pourra, dites-vous, dénoncer les abus; mais comment les reconnaître? Est-ce par l'importance du chiffre des paiemens? Ce chiffre ne veut rien dire. On peut commettre de grandes illégalités dans de petites dé-

penses. Quel moyen de dénoncer ces illégalités, comment les préciser, puisqu'il n'y a point de pièces, et que tout se cache derrière un mandat revêtu d'un simple acquit, espèce de billet au porteur, qui reste muet, et qui fait présumer indifféremment l'erreur, la faute ou la bonne foi? Que dire au roi, que dire aux chambres, sur des faits inconnus, qu'on ne pourra même déclarer suspects? Il faudra nécessairement se borner, dans le rapport, à la mention d'un chiffre. Mais ce chiffre suffira, dites-vous; les chambres demanderont aux ministres des explications. Voilà donc les chambres transformées en bureau de comptabilité! Les voilà chargées de vérifier des comptes à la tribune, de requérir des moyens d'instruction, de procéder à l'examen des pièces, de débattre une foule de cas litigieux avec les ministres, chargés de contredire et de réfuter; puis on statuera sur la validité des paiemens, et s'il y a des paiemens irréguliers, illégaux, on rendra les ordonnateurs responsables! Cependant, si les paiemens datent de plusieurs années, que seront devenus les ordonnateurs? et lors même qu'on les tiendrait sous la main, qu'en fera-t-on? Le ministre supportera-t-il la faute d'un délégué obscur, qui aura disposé arbitrairement ou imprudemment des fonds de l'état? Dans toutes ces hypothèses, on le voit, les garanties des citoyens sont supprimées; l'administration reste livrée à elle-même, et le rapport au roi, réduit à une déclaration de chiffres, est un contrôle sans autorité, qui n'éclaire et ne contient personne.

Faut-il croire d'ailleurs qu'on soit placé dans cette alternative rigoureuse d'admettre le décret de 1807, ou de rendre la marche de l'administration impossible? Nullement. La difficulté a été prévue, et l'ordonnance de 1822 l'a résolue d'une façon bien simple. Que dit l'ordonnance? Que, dans le cas où le payeur ne trouverait pas un paiement sûr, il pourra refuser de le faire, mais que, de son côté, l'ordonnateur de la dépense pourra requérir le paiement, et qu'alors il sera procédé au paiement sans autre délai. Voilà ce que dit l'ordonnance de 1822. Tout n'est-il pas sagement réglé par ce moyen si naturel? On présente au payeur un mandat; il demande les pièces qui prouvent la dette de l'état; ces pièces, on les lui refuse; le payeur refuse de payer : en même temps il déclare les motifs de son refus, remet une copie de cette déclaration au porteur du mandat, et en adresse une autre au ministre des finances. Alors que fait l'ordonnateur? S'il veut qu'on paie, il requiert le paiement, mais sous sa propre responsabilité, et il adresse au payeur un acte de réquisition qui sera joint au mandat et qui passera plus tard sous les yeux

de la cour des comptes, comme pièce justificative du paiement. Ainsi tout est prévu, tout est garanti. Le service se fait sans difficulté. L'ordonnateur et le comptable restent chacun dans son droit. Seulement la responsabilité se déplace; elle passe du comptable à l'ordonnateur, non pas que ce dernier soit soumis au jugement de la cour des comptes, mais la cour examinera les motifs de sa réquisition. Si l'urgence est invoquée, la cour constatera l'urgence. Si le débat soulevé entre l'ordonnateur et le comptable repose sur une question de droit ou de règlement, la cour appréciera si le paiement a compromis ou non l'intérêt de l'état; et si les résultats de cet examen la conduisent à ne pas approuver l'acte de réquisition, elle exprimera son opinion dans le rapport au roi.

Ce droit de réquisition suffit, on le voit, pour délivrer l'administration de toute entrave. Munie de cette faculté, elle peut tout faire. Quel que soit l'objet du paiement, quel que soit le chiffre de la dépense, devant une réquisition, la cour s'arrête. C'est un acte administratif, c'est un fait de responsabilité ministérielle; la cour peut le dénoncer dans son rapport, mais non le juger. Il ne faut pas d'ailleurs comparer ce droit de réquisition à l'article 18 du décret de 1807. Ce sont des principes tout opposés. En vertu de l'article 18, l'administration peut faire payer tous ses mandats sans pièces de dépenses. Les caisses de l'état doivent s'ouvrir devant le simple acquit des parties prenantes. Le défaut de pièces n'engage ni la responsabilité du comptable, ni celle de l'ordonnateur. Si la cour demande des pièces, on les lui refuse; si elle condamne le comptable, on casse son arrêt pour violation de la loi; si elle dénonce l'ordonnateur, on lui répond qu'elle dénonce un fait légal et régulier. Tels sont les effets de l'article 18. Mais substituez à l'article 18 l'ordonnance de 1822 avec le droit de réquisition, vous aurez un principe et des effets tout différens. Quel sera le principe? Ce sera que tous les paiemens devront être justifiés par pièces valables. Le droit de réquisition sera une faculté ouverte pour des cas de nécessité absolue. Il suivra de là que toute réquisition non motivée sera réputée suspecte. Le droit étant exceptionnel, si l'on s'en sert sans nécessité, et comme par un caprice d'arbitraire, l'abus sera flagrant, et sa mention dans le rapport au roi attirera sur les ministres la sévérité des chambres. Il suivra de là aussi que tout comptable qui aura payé sans preuve et sans réquisition pourra être condamné par la cour, et être constitué débiteur du trésor, sans que l'arrêt de la cour puisse être cassé pour violation de la loi. Cette condamnation, il est vrai, pourra être remise par une

décision ministérielle. C'est une dernière voie ouverte à l'administration contre les arrêts de la cour. Mais tout le monde comprend que l'usage de ce droit engage plus que jamais la responsabilité des ministres devant les chambres.

Telles sont, du reste, les règles de comptabilité qui ont prévalu dans la pratique depuis plus de vingt ans. Ont-elles gêné le service des dépenses? ont-elles arrêté un seul paiement utile? Ces règles au contraire ont répandu partout l'exactitude, la célérité et le bon ordre. Elles ont l'avantage de tracer à chacun des devoirs précis et faciles à remplir. On prétend qu'elles imposent aux payeurs des soins minutieux et des recherches au-dessus de leur savoir; il n'en est rien. M. Thiers, alors président du conseil, disait l'an dernier à la tribune : « Le payeur est une espèce de jurisconsulte administratif, obligé d'examiner les pièces des fonctionnaires, des fournisseurs, d'examiner si les pièces sont en règle, si toutes les conditions sont remplies; car le payeur n'est libéré devant la cour des comptes que lorsqu'il a payé sur pièces valables. » Cette définition est on ne peut plus juste. Elle est conforme aux vrais principes de la comptabilité publique; elle trace les devoirs des payeurs et détermine les droits de la cour des comptes. Le payeur, en effet, est un jurisconsulte administratif; il paie sous sa responsabilité, par conséquent il doit payer sûrement, légalement, régulièrement, en présence de tous les titres nécessaires pour établir qu'il a payé entre les mains d'un créancier réel une dette de l'état valablement justifiée.

Toute cette question, comme on voit, peut se réduire à des termes bien simples. Les dépenses de l'état doivent-elles être justifiées, oui ou non, par pièces soumises à l'examen de la cour des comptes? Voilà tout le débat. Il était livré cette année à la discussion des chambres, par le rapport au roi; les chambres n'en ont pas encore parlé (1). Elles ont eu sans doute à traiter de plus grandes affaires : qu'on ne s'y trompe pas cependant. Sous des formes mesquines,

(1) On a parlé de la cour des comptes dans la dernière discussion du budget, mais la question du rapport au roi n'a pas été soulevée. Toutefois, on a traité une question importante, qu'il est permis de regarder comme résolue par l'évidence du vœu de la chambre et par les engagemens formels des ministres. Les comptes du matériel de l'état seront livrés au jugement de la cour comme les comptes en deniers. Ce matériel est de 800 millions. C'est une richesse énorme, dont l'emploi, jusqu'ici inconnu et quelquefois suspect, sera désormais entouré de toutes les garanties de publicité et d'examen. Ce résultat est dû en partie à l'insistance louable de M. Étienne fils, qui a trouvé du reste de nombreux appuis dans la chambre, et qui a été secondé par la parole incisive de M. Dupin.

sous des détails arides, on trouve ici une question qui mérite d'être discutée gravement. En réalité, il s'agit de savoir si le maniement des finances sera contrôlé d'une manière sérieuse et efficace. Sous d'autres noms et dans des circonstances bien différentes, nous voyons renaître ici la vieille question des *acquits au comptant* qui ruinèrent la France pendant près de deux siècles, et dont le président Nicolaï demandait si énergiquement la suppression en 1787. Sans aucun doute, les intentions ne sont plus les mêmes, et les actes ne peuvent se comparer. Aucune époque, aucun pays n'a vu une administration aussi régulière, aussi exacte et aussi probe que la nôtre. On doit même reconnaître que l'administration, loin d'abuser du décret de 1807, songe à peine à s'en prévaloir, puisqu'elle ne s'en est servie que deux fois pendant vingt ans, bien qu'elle n'ait pas manqué d'occasions pour l'appliquer; mais cette tolérance ne peut passer pour une garantie suffisante. On prétend que le droit existe, qu'il est dans la loi; c'est une arme toujours prête, et qui peut tomber dans toutes les mains : voilà le danger. Nous vivons aujourd'hui dans un temps calme, où tout est régulier; les finances sont gérées avec ordre; l'emploi de la fortune publique défie tous les regards; l'administration, qui puise sa sécurité dans sa loyauté même, appelle un examen scrupuleux sur tous ses actes : dans des circonstances pareilles, l'article 18 du décret de 1807 n'est pas dangereux. Mais supposez des crises politiques, des troubles civils, ou bien un de ces changemens plus redoutables qui altèrent la constitution par les tendances secrètes du pouvoir, et qui dénaturent le gouvernement sans violer les lois : dans tous ces cas, l'article 18 du décret de 1807 est un péril pour la société. Il supprime le droit de contrôle au moment même où ce droit est le plus nécessaire. Il désarme la cour des comptes au moment où cette magistrature aurait à remplir une de ces missions qui font la gloire des corps judiciaires, et dont le souvenir se conserve dans l'histoire avec honneur. En effet, qu'un gouvernement violent ou perfide fasse revivre l'article 18 dans toute sa rigueur, le fondement de la comptabilité s'écroule, le principe de l'ordonnancement arbitraire se répand dans tous les degrés du service financier; les fonds des communes et des établissemens publics sont dépensés comme ceux du trésor, sans contrôle : à l'appui des paiemens, la cour des comptes ne reçoit plus de tous côtés que des chiffres, dont l'exactitude matérielle ne lui est pas même toujours démontrée!

En résumé, ne pas reconnaître à la cour des comptes le droit de

faire produire les pièces qui justifient à ses yeux la légalité et la régularité des paiemens, c'est enchaîner sa conscience. Comme le dit le rapport au roi, c'est frapper la justice elle-même, car il n'y a point de justice là où l'examen n'est ni libre ni complet. Invoquer l'article 18 du décret de 1807, c'est faire revivre un droit auquel le pouvoir a formellement renoncé; c'est contredire les termes de l'ordonnance de 1822 et changer tout le système de la comptabilité; c'est entraver l'exécution de l'ordonnance de 1826 et de la loi de 1832, qui demandent à la cour des déclarations solennelles et un rapport public. L'article 18 du décret de 1807 est en opposition avec tous les principes de notre gouvernement. Il est contraire aux intérêts même de l'administration, qui le défend à peine, car il répugne à sa droiture. Peu nuisible jusqu'à présent, il peut devenir un danger grave. Si donc il est encore applicable, si l'ordonnance de 1822 et toutes les règles du gouvernement représentatif ne l'ont pas abrogé, c'est un mauvais principe qu'il faut effacer de nos lois. Tel est d'ailleurs l'avis de plusieurs jurisconsultes éminens, et entre autres de M. Dupin, qui s'est montré dans tous les temps un défenseur énergique de l'institution de la cour des comptes. Nous rappelons les propres paroles de M. Dupin prononcées à la tribune le 10 avril 1828 : « Il ne manque à la libre action de la cour des comptes que l'abrogation de l'article 18 de la loi du 16 septembre 1807, qui lui prescrit de s'arrêter au *pour acquit* des porteurs de certaines ordonnances, sans lui permettre de vérifier si ces attributions de deniers publics en formes mystérieuses trouvent leur justification au budget. »

La question que nous venons d'examiner est soulevée pour la seconde fois par la cour des comptes dans son dernier rapport au roi. M. d'Audiffret lui consacre un chapitre de son excellent livre, et la décide en peu de mots avec toute l'autorité de son savoir et de ses lumières. Il est inutile d'ajouter que l'honorable pair met dans sa discussion la réserve qui convient à sa position élevée et à sa profonde estime pour les pouvoirs publics qui sont en cause dans ce débat. On lira avec fruit, sur cette même question, une brochure de M. Eugène Goussard (1). Cette brochure, qui a paru l'an dernier, embrasse un sujet très vaste. L'auteur cherche à démontrer que le droit attribué à l'autorité administrative de réformer les arrêts de la cour des comptes pour violation des formes ou de la loi est inconsti-

(1) Chez Schneider et Langrand, rue d'Erfürth, 1. (*De la Cour des Comptes et du Conseil d'État.*)

tutionnel, et que la cour, dans ce cas, présente les moyens de se réformer elle-même. Quant aux recours motivés sur un excès de pouvoir, M. Goussard reconnaît la nécessité de les soumettre à l'autorité administrative. La manière d'envisager la doctrine de M. Goussard dépend beaucoup du caractère que prendra la réforme prochaine du conseil d'état. Tous les bons esprits sont d'accord sur ce point, que les limites naturelles des pouvoirs administratif et judiciaire doivent être respectées, et que l'un ne doit jamais empiéter sur l'autre. Mais cet équilibre est difficile à maintenir scrupuleusement dans la pratique. C'est la loi des gouvernemens de ne trouver la vérité qu'en dehors des principes absolus; c'est aussi la loi de certaines institutions, d'un caractère à part, de n'être utiles et même possibles qu'en renonçant à satisfaire quelques-unes des exigences rigoureuses de leur principe. Toutefois, rien n'est plus sacré que les garanties d'une bonne justice, et si l'autorité judiciaire de la cour des comptes devait recevoir dans l'avenir les atteintes graves que semble redouter M. Goussard, si ce débat dont nous avons parlé devenait une lutte ouverte, où l'intérêt du pays fût méconnu, on peut prédire que l'opinion de M. Goussard aurait alors de nombreux partisans.

J. P.

LA MARSEILLAISE

DE LA PAIX.

Le poète allemand Becker vient de publier et de dédier à M. de Lamartine un recueil de poésies où il a inséré le chant national qui a eu cet hiver un si grand retentissement sur les bords du Rhin, et qu'on a appelé *la Marseillaise* de l'Allemagne : « Non, les Français ne l'auront pas, le libre Rhin allemand ! » M. de Lamartine vient d'y répondre par les vers suivans qu'il intitule *la Marseillaise de la Paix*. Nous donnons ici les deux pièces, afin que nos lecteurs puissent apprécier les deux points de vue, et faire la part des circonstances dont chaque poète s'est inspiré. M. de Lamartine est une de ces voix pour lesquelles, amis politiques ou dissidens, il n'y a qu'admirateurs.

LE RHIN ALLEMAND.

Ils ne l'auront pas, le libre Rhin allemand, quoiqu'ils le demandent dans leurs cris comme des corbeaux avides.

« Aussi long-temps qu'il roulera paisible, portant sa robe verte, aussi long-temps qu'une rame frappera ses flots,

« Ils ne l'auront pas, le libre Rhin allemand, aussi long-temps que les cœurs s'abreuveront de son vin de feu ;

« Aussi long-temps que les rocs s'élèveront au milieu de son courant, aussi long-temps que les hautes cathédrales se reflèteront dans son miroir.

« Ils ne l'auront pas, le libre Rhin allemand, aussi long-temps que de hardis jeunes gens feront la cour aux jeunes filles élancées.

« Ils ne l'auront pas, le libre Rhin allemand, jusqu'à ce que les ossemens du dernier homme soient ensevelis dans ses vagues. »

RÉPONSE A M. BECKER.

Roule, libre et superbe entre tes larges rives,
Rhin! Nil de l'Occident! coupe des nations!
Et des peuples assis qui boivent tes eaux vives
Emporte les défis et les ambitions!

Il ne tachera plus le cristal de ton onde,
Le sang rouge du Franc, le sang bleu du Germain;
Ils ne crouleront plus sous le caisson qui gronde,
Ces ponts qu'un peuple à l'autre étend comme une main!
Les bombes, et l'obus, arc-en-ciel des batailles,
Ne viendront plus s'éteindre en sifflant sur tes bords;
L'enfant ne verra plus, du haut de tes murailles,
Flotter ces poitrails blonds qui perdent leurs entrailles,
Ni sortir des flots ces bras morts!

Roule libre et limpide en répétant l'image
De tes vieux forts verdis sous leurs lierres épais,
Qui froncent tes rochers, comme un dernier nuage
Fronce encor les sourcils sur un visage en paix.

Ces navires vivans dont la vapeur est l'ame
Déploîront sur ton cours la crinière du feu;

L'écume à coups pressés jaillira sous la rame,
La fumée en courant léchera ton ciel bleu.
Le chant des passagers, que ton doux roulis berce,
Des sept langues d'Europe étourdira tes flots,
Les uns tendant leurs mains avides de commerce,
Les autres allant voir aux monts où Dieu te verse
Dans quel nid le fleuve est éclos?

Roule libre et béni! Ce Dieu qui fond la voûte
Où la coupe du gland pourrait te contenir,
Ne grossit pas ainsi ta merveilleuse goutte
Pour diviser ses fils, mais pour les réunir!

Pourquoi nous disputer la montagne ou la plaine?
Notre tente est légère, un vent va l'enlever;
La table où nous rompons le pain est encor pleine,
Que la mort, par nos noms, nous dit de nous lever!
Quand le sillon finit, le soc le multiplie;
Aucun œil du soleil ne tarit les rayons;
Sous le flot des épis la terre inculte plie;
Le linceul, pour couvrir la race ensevelie,
Manque-t-il donc aux nations?

Roule libre et splendide à travers nos ruines,
Fleuve d'Arminius, du Gaulois, du Germain!
Charlemagne et César, campés sur tes collines,
T'ont bu sans t'épuiser dans le creux de leur main!

Et pourquoi nous haïr et mettre entre les races
Ces bornes ou ces eaux qu'abhorre l'œil de Dieu?
De frontières au ciel voyons-nous quelques traces?
Sa voûte a-t-elle un mur, une borne, un milieu?
Nations! mot pompeux pour dire barbarie!
L'amour s'arrête-t-il où s'arrêtent vos pas?
Déchirez ces drapeaux; une autre voix vous crie :

L'égoïsme et la haine ont seuls une patrie,
La fraternité n'en a pas!

Roule libre et royal entre nous tous, ô fleuve!
Et ne t'informe pas, dans ton cours fécondant,
Si ceux que ton flot porte, ou que ton urne abreuve,
Regardent sur tes bords l'aurore ou l'occident!

Ce ne sont plus des mers, des degrés, des rivières,
Qui bornent l'héritage entre l'humanité;
Les bornes des esprits sont leurs seules frontières,
Le monde en s'éclairant s'élève à l'unité.
Ma patrie est partout où rayonne la France,
Où sa langue répand ses décrets obéis!
Chacun est du climat de son intelligence,
Je suis concitoyen de toute ame qui pense :
La vérité, c'est mon pays!

Roule libre et paisible entre ces fortes races
Dont ton flot frémissant trempa l'ame et l'acier,
Et que leur vieux courroux, dans le lit que tu traces,
Fonde au soleil du siècle avec l'eau du glacier!

Vivent les nobles fils de la grave Allemagne!
Le sang-froid de leurs fronts couvre un foyer ardent;
Chevaliers tombés rois des mains de Charlemagne,
Leurs chefs sont les Nestors des conseils d'Occident!
Leur langue a les grands plis du manteau d'une reine,
La pensée y descend dans un vague profond,
Leur cœur sûr est semblable au puits de la syrène,
Où tout ce que l'on jette, amour, bienfait ou haine,
Ne remonte jamais du fond.

Roule libre et fidèle entre tes nobles arches,
O fleuve féodal calme, mais indompté!

Verdis le sceptre aimé de tes rois patriarches;
Le joug que l'on choisit est encor liberté!

Et vivent ces essaims de la ruche de France,
Avant-garde de Dieu, qui devancent ses pas!
Comme des voyageurs qui vivent d'espérance,
Ils vont semant la terre, et ne moissonnent pas...
Le sol qu'ils ont touché germe fécond et libre;
Ils sauvent sans salaire, ils blessent sans remord;
Fiers enfans, de leur cœur l'impatiente fibre
Est la corde de l'arc où toujours leur main vibre
Pour lancer l'idée ou la mort!

Roule libre, et bénis ces deux sangs dans ta course;
Souviens-toi pour eux tous de la main d'où tu sors :
L'aigle et le fier taureau boivent l'onde à ta source;
Que l'homme approche l'homme, et qu'il boive aux deux bords!

Amis, voyez là-bas! — La terre est grande et plane!
L'Orient délaissé s'y déroule au soleil!
L'espace y lasse en vain la lente caravane,
La solitude y dort son immense sommeil!
Là, des peuples taris ont laissé leurs lits vides;
Là, d'empires poudreux les sillons sont couverts;
Là, comme un stylet d'or, l'ombre des Pyramides
Mesure l'heure morte à des sables livides
Sur le cadran nu des déserts!

Roule libre à ces mers où va mourir l'Euphrate,
Des artères du globe enlace le réseau,
Rends l'herbe et la toison à cette glèbe ingrate,
Que l'homme soit un peuple et les fleuves une eau!

Débordement armé des nations trop pleines,
Au souffle de l'aurore envolés les premiers,
Jetons les blonds essaims des familles humaines
Autour des nœuds du cèdre et du tronc des palmiers!
Allons, comme Joseph, comme ses onze frères,
Vers les limons du Nil que labourait Apis,
Trouvant de leurs sillons les moissons trop légères,
S'en allèrent jadis aux terres étrangères
Et revinrent courbés d'épis!

Roule libre, et descends des Alpes étoilées
L'arbre pyramidal pour nous tailler nos mâts,
Et le chanvre et le lin de tes grasses vallées;
Tes sapins sont les ponts qui joignent les climats!

Allons-y, mais sans perdre un frère dans la marche,
Sans vendre à l'oppresseur un peuple gémissant,
Sans montrer au retour au dieu du patriarche,
Au lieu d'un fils qu'il aime, une robe de sang!
Rapportons-en le blé, l'or, la laine et la soie,
Avec la liberté, fruit qui germe en tout lieu!
Et tissons de repos, d'alliance et de joie
L'étendard sympathique où le monde déploie
L'unité, ce blason de Dieu!...

Roule libre et grossis tes ondes printanières
Pour écumer d'ivresse autour de tes roseaux,
Et que les sept couleurs qui teignent nos bannières,
Arc-en-ciel de la paix, serpentent dans tes eaux!

AL. DE LAMARTINE.

Saint-Point, 28 mai 1841.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

31 mai 1841.

Les complications de la politique intérieure de l'Angleterre ont nécessairement ralenti la marche des négociations diplomatiques. Les conseils de cabinet, les débats parlementaires, l'agitation des partis, les préoccupations de son propre avenir comme homme d'état, enlèvent lord Palmerston à la politique étrangère. Les diplomates à leur tour doivent désirer de connaître, avant de rien conclure, le sort d'un cabinet dont l'existence est si sérieusement compromise. Jamais peut-être la guerre entre les deux grands partis qui divisent l'Angleterre n'a été plus excessive dans ses moyens; jamais peut-être n'aura-t-elle été plus décisive par ses résultats.

Le ministère, par ses propositions audacieuses, par ses offres inattendues, a vivement appelé à lui tout le parti radical, tout le parti irlandais, tout ce qui veut en Angleterre des réformes qui pénètrent jusqu'au fond des choses, qui attaquent dans ses racines le principe du privilége, principe encore si vivace de l'autre côté de la Manche. Lord John Russel est désormais plus encore le chef des radicaux que le chef des whigs. Il s'est placé, sans point d'appui, sans moyen de résistance, sur une pente où nul homme politique n'a pu jusqu'ici s'arrêter. Il ne peut compter que sur la modération naturelle, sur le bon sens du pays. On lui a dit de s'agiter, et on espère sans doute que l'Angleterre ne s'agitera pas trop. On lui a promis de grandes choses, et on se flatte probablement de pouvoir en définitive l'apaiser avec beaucoup moins. Probablement aussi le parti whig en est-il à croire que certains priviléges, celui des céréales par exemple, une fois détruits, le pays gardera son vieux respect pour d'autres institutions entachées au fond du même vice; qu'après avoir goûté de l'égalité, il permettra aux whigs de lui administrer cette boisson enivrante par petites doses, selon leurs convenances politiques. Si le parti whig se trompe, il cherchera alors, mais trop tard, à faire sa retraite vers les tories;

car il a, lui aussi, des priviléges et des intérêts à défendre. Il est au fond plus loin des radicaux que des conservateurs. Il joue par ambition, par emportement politique, contre lui-même. Il nous rappelle le parlement de Paris se faisant révolutionnaire en 1787.

Les conservateurs, à leur tour, ont perdu toute mesure. Sir Robert Peel lui-même, malgré le calme apparent de ses paroles, vient d'engager une lutte à mort avec le ministère. Il veut s'imposer à la couronne, ou la contraindre à faire cause commune avec les radicaux, et à appeler à son aide les passions populaires dans les combats des *hustings*.

Un ministère de tories modérés, faisant, dès son entrée au pouvoir, de franches et larges concessions au pays, ainsi qu'on l'a déjà vu lors de l'émancipation des catholiques, c'est là la ferme espérance de ceux qui se refusent à toute pensée d'un bouleversement politique en Angleterre. Le temps nous apprendra si les partis y ont conservé assez de sagesse et de puissance pour continuer, à travers les luttes de la politique, l'œuvre magnifique d'une révolution qui s'accomplirait peu à peu, par les voies légales, sans violence.

En attendant, notre gouvernement, sans avoir encore donné à Londres une signature qui aurait été prématurée, n'a pas, assure-t-on, perdu de vue les affaires d'Orient. Elles sont, en effet, loin d'être claires, faciles, rassurantes. La secousse qu'on a imprimée à l'empire ottoman y a produit un ébranlement qu'il était si facile de prévoir, et qui pourrait être le précurseur d'une catastrophe. Les populations chrétiennes de la Bulgarie n'ont été réprimées, dans leur légitime résistance à la tyrannie des agens turcs, que par des cruautés et des atrocités révoltantes. Les chrétiens de la Syrie en sont à regretter la domination de Méhémet-Ali. Les Turcs eux-mêmes se rappellent, avec une reconnaissance qu'exalte la détestable administration de la Porte, ces jours où l'être le plus faible, une femme, un enfant, pouvait, sans courir aucun danger, se transporter du pied du Taurus à la Mecque, ces jours où les caravanes des fidèles traversaient avec une égale sécurité les pays des tribus jadis renommées par leurs habitudes d'agression et de pillage, et les sables du désert. Méhémet-Ali est un maître dur, exigeant, égoïste; ainsi que le sultan, il ne veut que des esclaves, mais il les veut du moins tranquilles, laborieux, soumis non au caprice, mais à une règle uniforme et connue. S'il ne conçoit pas la liberté, il conçoit l'ordre, et il le réalisait, car il en avait la volonté et la force. En expulsant Méhémet-Ali, c'est l'ordre qu'on a expulsé de la Syrie et de l'Arabie. L'Europe n'a servi en Orient que la cause de la barbarie et de la violence. Nous l'avons souvent dit; c'était un rêve d'imaginer que la Porte pourrait ressaisir d'une main ferme ces provinces, et y faire oublier le gouvernement fort et régulier du pacha.

Il y a plus: la Thessalie s'agite, Candie est en révolte. C'est la lutte du principe grec et du principe turc, du principe chrétien et du principe mahométan, qui recommence à côté d'un royaume grec fondé et protégé par l'Europe, et lorsque les terribles échos de Navarin retentissent encore sur les côtes de l'Archipel.

Qu'arrivera-t-il si l'insurrection se maintient, si une lutte atroce se prolonge entre les chrétiens et les Turcs? L'Europe, qui a brûlé Beyrouth pour le rendre au sultan, permettra-t-elle aux Candiotes de secouer le joug des Osmanlis? Voudra-t-elle (elle ne l'oserait pas) lancer ses bombes sur des chrétiens, pour livrer ensuite aux Turcs les lambeaux de ces populations mutilées? Se présentera-t-elle sur le champ de bataille comme médiatrice? Bref, interviendra-t-elle?

L'Europe! nous en sommes apparemment. Nous n'avons ni approuvé ni empêché l'expédition de Syrie; nous nous sommes isolés. Dans cette circonstance, nous devions nous isoler. Les suites déplorables de l'expédition prouvent assez combien notre politique était honnête et prévoyante. D'un autre côté, nous n'avions pas un intérêt suffisant pour prendre en main la cause du pacha, et troubler, pour son compte, la paix du monde. Mais si les affaires de Candie prenaient une tournure sérieuse, si les circonstances exigeaient l'intervention de l'Europe, pourrions-nous permettre cette intervention sans le concours de la France? L'isolement ne serait alors, ce nous semble, qu'une honteuse faiblesse, qu'une abdication de la puissance française. Amis désintéressés de la Porte, nous sommes en même temps les protecteurs anciens et reconnus des chrétiens de l'Orient; nous avons contribué au rétablissement d'un état grec; nous avons glorieusement combattu à Navarin; nous avons aidé la Grèce de nos troupes, de notre trésor, de notre crédit. C'est assez dire que tout ce qui pourrait modifier les rapports de la Porte avec les populations chrétiennes de son empire ne peut s'accomplir sans notre concours; l'intégrité de l'empire ottoman et la protection de ces populations intéressent également notre dignité et notre puissance nationale. Il ne s'agirait plus de savoir si une province turque sera confiée au vassal du Caire ou directement administrée par la Porte. L'intégrité de l'empire ottoman, les conditions de l'équilibre européen, et le partage des légitimes influences que l'Europe exerce sur l'Orient, pourraient en être plus ou moins profondément altérés. L'indifférence serait stupide, l'inaction coupable.

Le ministère n'a pas négligé l'affaire de Candie. D'un côté, il avait des explications à demander sur la conduite quelque peu singulière d'un agent accrédité de l'Angleterre; de l'autre, il avait à faire connaître sans détour que, si l'affaire de Candie devenait assez grave pour exiger une intervention, le droit d'intervenir ne pourrait appartenir à aucune des grandes puissances en particulier : ou il n'y aurait pas d'intervention, ou il y aurait sur ce point concert européen. Si nous sommes bien informés, c'est là, nous ne disons pas la teneur, mais le sens d'une communication verbale à laquelle le cabinet anglais aurait adhéré.

M. Piscatory s'est rendu en Grèce avec une mission du gouvernement. D'un côté, le gouvernement grec est en instance pour obtenir la délivrance de la dernière partie de l'emprunt. Il affirme à cet effet qu'il est parvenu, par la régularité de son administration, à ramener l'équilibre dans son budget ordinaire; il a même commencé à rembourser les intérêts qu'on avait garantis à

ses créanciers. S'il demande le reste de l'emprunt, c'est uniquement pour l'appliquer à des dépenses extraordinaires, indispensables au pays, à des dépenses sans lesquelles la Grèce ne serait qu'une ferme qu'on prétendrait mettre en culture sans capital suffisant. L'emploi de ces sommes sera plutôt un placement qu'une dépense.

Ces dires, ces faits, sont à vérifier avec d'autant plus de soin et d'exactitude, qu'en Grèce il y a, nous le croyons, une administration des finances régulière, sans qu'il y ait cependant un gouvernement. Tous les fils de l'administration proprement dite sont entre les mains du roi, et le roi, plein de bonnes intentions, n'oublie qu'une chose, c'est de gouverner. Il ne laisse pas gouverner et ne gouverne pas. Ses ministres sont à peine des commis et des commis qu'il ne voit guère, et cependant il ne paraît pas développer l'activité et l'énergie nécessaires pour être son propre ministre. Désirant le bien, se défiant de lui-même, il parle, il consulte, il écoute; mais la résolution ne surgit pas, l'action est nulle. On dirait un étudiant allemand qui se complaît dans le doute. Malheureusement, les intentions les plus louables, le zèle le plus pur, perdent les états, lorsqu'on manque d'activité, de décision, d'énergie.

La Grèce se ressent de la faiblesse du pouvoir bien plus que ne pourrait s'en ressentir un état anciennement et fortement constitué. Les partis agitent un pays qui a besoin, avant tout, d'être organisé et gouverné, et très probablement des intrigues diverses entretiennent et irritent l'impatience des partis.

Les uns, ceux dont l'esprit, plus subtil que juste, a formé un singulier amalgame des doctrines européennes et des finesses du Phanar, voudraient importer en Grèce un simulacre de constitution anglaise, et singer à Athènes le rôle des Pitt et des Castelreagh.

Les autres, impatiens de toute règle, de tout frein, toujours barbares au milieu de la civilisation renaissante de la Grèce, regrettent la puissance et l'indépendance personnelle des Klephtes : au fond, ils préfèrent la Turquie, avec ses brutalités et son laisser-aller, à l'Europe avec ses codes, ses réglemens, ses tribunaux, ses prisons.

Mais, il est juste de le reconnaître, ces deux partis ne sont pas la Grèce; les uns rêvent une Grèce qui n'existe pas, les autres une Grèce qui heureusement n'existe plus. La Grèce doit être organisée, elle peut être gouvernée; mais la Grèce n'est nullement préparée aux institutions des nations les plus policées de l'Europe. C'est d'ordre avant tout qu'elle a besoin, et le germe des institutions libérales qui devront peu à peu se développer en Grèce, c'est chez elle, dans ses mœurs, dans ses habitudes, dans son propre sol, qu'il le faut chercher. Renonçons une fois à cette ridicule importation de chartes étrangères chez des peuples qui ne peuvent en saisir ni le langage ni l'esprit. Bentham pouvait offrir des constitutions et des codes tout faits au monde entier : libre à un philosophe d'être quelquefois ridicule; mais pour des hommes politiques, d'expérience, d'action, de pareilles tentatives ne seraient pas seulement absurdes, elles seraient coupables.

Le vrai parti grec, le parti nombreux, celui qui s'appelle à juste titre le parti national, est celui qui veut avant tout une administration forte et régulière, le gouvernement des hommes du pays, mais des hommes honnêtes, éclairés, cherchant dans les institutions municipales de la Grèce le principe d'une organisation qui, sans affaiblir en rien la force du pouvoir, puisse l'éclairer et lui montrer la route à suivre.

C'est là le parti au sein duquel il importe à la couronne de se placer. C'est là qu'elle trouvera un terme à ses incertitudes, et cette énergie dans les résolutions qui seule peut inspirer aux puissances européennes une ferme confiance dans l'avenir de la Grèce.

Pour en revenir à l'emprunt, il ne suffira pas à notre envoyé de s'assurer que réellement, grace aux efforts persévérans de l'administration actuelle, l'ordre et l'équilibre ont été rétablis dans les finances du royaume. C'est de l'avenir qu'il faut surtout s'inquiéter; c'est de l'état moral, de la situation politique du pays; la Grèce, avec un gouvernement purement nominal, est toujours au bord d'un abîme. Il faut aux Grecs une royauté intelligente et forte; elle ne peut le devenir que par son intime alliance avec le parti national.

On assure que des instances pressantes ont été faites à notre gouvernement de la part de Montévideo, pour qu'une médiation pacifique, mais puissante, mette cet état à l'abri des attaques de Rosas, et contribue à rétablir la bonne harmonie entre les républiques de la Plata. Notre gouvernement ne pouvait pas fermer l'oreille à ces représentations; si rien ne nous oblige à nous mêler activement, à main armée, des interminables querelles des républiques américaines, il n'est pas moins vrai que ces désordres paralysent les relations commerciales de l'Europe avec le Nouveau-Monde, et enlèvent à notre industrie un débouché qui, après quelques années de paix, prendrait un très vif essor. M. Guizot a, dit-on, proposé à l'Angleterre de charger les agens anglais et français à Buénos-Ayres de suivre d'accord ces négociations, qui sont également dans l'intérêt des deux pays; ils ne devraient pas chercher à intervenir dans les arrangemens intérieurs, dans l'organisation politique de ces pays; ils ne devraient pas se mêler aux querelles et aux luttes des partis : leurs efforts n'auraient qu'un but, la pacification, la cessation de toute hostilité, la garantie d'un avenir paisible et régulier. Lord Palmerston paraît avoir adhéré aux vues et aux propositions de la France.

La régence s'efforce de donner à l'Espagne ce dont elle a besoin avant tout, une administration capable et régulière. La tâche est difficile. Placé entre les *unitaires* qui l'ont porté au pouvoir et les *trinitaires* qui, mécontens de leur défaite, constituent une opposition nombreuse et formidable, Espartero n'avait à choisir qu'entre deux voies : un ministère purement unitaire qui aurait dissous les cortès et tâché de renforcer ses rangs dans le parlement par les nouvelles élections, et un ministère de fusion, de conciliation, qui aurait cherché à gouverner avec les cortès actuelles. Après plusieurs tentatives dans l'un et l'autre système, M. Gonzalès est parvenu à former le ministère de transaction.

Malheureusement ces transactions ne sont le plus souvent possibles qu'en

prenant dans chaque parti ce qu'il y a de moins capable et par cela même de moins saillant. Il n'est que trop vrai que le talent s'allie rarement à la modération : il aime le combat, et il se tient pour battu lorsqu'il ne peut écraser ses adversaires. Le ministère espagnol ne paraît pas inspirer une grande confiance. Le général Infante est sans doute un esprit sage, éclairé, un administrateur habile; mais on aurait peine à en citer un second dans le cabinet. D'ailleurs, il ne paraît pas qu'il y ait un seul orateur dans le ministère; cela est grave en présence d'une opposition nombreuse, puissante, et d'un parti gouvernemental qui est blessé de ne pas avoir seul profité de sa victoire, de l'élévation d'Espartero. Aussi commence-t-on à parler du mécontentement de beaucoup d'*unitaires*, entre autres de Cortina et de Linage. Peuvent-ils, eux dont les vues étaient sans doute des plus ambitieuses, se résigner à l'avénement du ministère Gonzalès, d'un ministère dont ils ne font pas partie, et qui n'est pas composé de leurs créatures?

Le désir de ne pas recourir à la dissolution des cortès était, certes, une pensée sage, honnête. Nous craignons que les évènemens ne forcent la main à Espartero, et que bientôt l'Espagne ne retrouve dans ses colléges électoraux la lutte des *unitaires* et des *trinitaires*.

Il doit bientôt être question de la tutelle de la reine Isabelle; elle ne peut être confiée au régent. Espartero voudrait y appeler un chef marquant du parti *trinitaire*, et s'en faire ainsi un moyen de transaction. Les hommes monarchiques voudraient confier la personne de la jeune reine à sa tutrice naturelle, à sa mère la reine Christine; mais, pour exercer la tutelle, il faudrait rentrer et vivre en Espagne, en présence du nouveau régent et du parti qui lui a fait de l'exil une nécessité. Ce serait une situation délicate, pleine de difficultés, d'anxiétés, de périls. Les amis de la reine Christine doivent désirer que la tutelle ne lui soit pas offerte en ce moment : il serait difficile de la refuser, imprudent de l'accepter.

Les affaires de la Chine sont loin d'être terminées. Le télégraphe nous apprend que les hostilités ont éclaté de nouveau. Les Anglais se sont portés sur Canton et se sont emparés des factoreries et des forts du Bogue. Sans doute les troupes anglaises obtiendront quelques succès, leur artillerie renversera facilement les ouvrages des Chinois, les Anglais s'empareront sans peine des points qu'ils pourront attaquer; mais quel sera en définitive le résultat de ces expéditions si lointaines, si coûteuses? Que faire, si l'empereur s'obstine à ne pas céder? s'il ordonne aux populations de se retirer dans l'intérieur du pays? s'il ne craint pas d'abandonner à la dévastation et au pillage quelques lieues carrées de son immense empire? Il est difficile de croire que l'Angleterre trouve une compensation suffisante aux sacrifices qu'elle devra faire en hommes et en argent.

Les affaires de la Suisse paraissent annoncer un arrangement prochain, à la diète de juillet; Argovie n'a pas repoussé le *conclusum* de la diète d'une manière absolue. Pour ceux qui connaissent les formules des conseils de la Suisse, il est évident qu'on a reconnu la convenance, la nécessité d'une tran-

saction, et qu'on se dispose à y souscrire. C'est maintenant aux cantons et à la diète de terminer définitivement un différend qui ne pourrait se prolonger sans exposer le pays aux plus fâcheuses conséquences. La Suisse a bien assez de ses dissentimens politiques, sans y mêler d'autres élémens de discorde, et des élémens qui trouvent affinité et sympathie hors de la Suisse.

La chambre des députés a terminé ses travaux. Elle n'aurait pu les continuer avec dignité. La fatigue était visible, et, après sept mois de session, elle n'était pas sans excuse. Deux faits remarquables ont seuls signalé les dernières délibérations.

L'un est le démenti que M. Guizot a donné aux calomnies de ceux qui accusaient la royauté de juillet d'avoir promis l'évacuation d'Alger. Le démenti a été formel, et il est irrécusable que les paroles du ministre n'ont été contredites par personne. Les explications qu'on donne aujourd'hui de ce silence sont singulières. « On n'a pas eu le temps de demander la parole; M. Sauzet a mis précipitamment l'article aux voix. » C'est ainsi que les légitimistes et les hommes de l'extrême gauche ont permis au président de leur fermer la bouche. Ce sont des hommes dont la parole est si peu habile, des hommes si modestes, si timides! La France ne les a jamais vus demander bruyamment la parole, parler sur la question, sur la position de la question, contre la clôture, interrompre le vote, mettre la chambre en rumeur, quelquefois pour des questions de nulle importance. Ce jour-là, pas un n'a trouvé un mot, une syllabe; cette tribune qu'on a souvent prise d'assaut, au pas de course, nul n'a même fait semblant d'en approcher. Sans doute le regard, la voix de M. Sauzet avaient terrifié l'assemblée. M. Sauzet est un homme si terrible!

L'autre fait n'a rien de politique; c'est un acte d'administration, mais un fait important. Il réalise les vœux que les deux chambres avaient exprimés à plusieurs reprises. Les conseils municipaux avaient trop souvent abusé du pouvoir qu'ils tiennent de la loi de 1833, relativement au traitement de ces instituteurs primaires qui, dans leurs honorables et modestes fonctions, rendent de si grands services au pays, et méritent bien qu'on ne songe pas du moins à amincir le morceau de pain que la loi a voulu leur assurer. Par l'amendement que M. le ministre de l'instruction publique a su obtenir de la chambre, il a mis les instituteurs communaux à l'abri des lésineries de l'esprit municipal, et, en attendant le jour où il sera permis d'améliorer leur sort, il leur a du moins assuré le bénéfice de la loi existante. C'était là l'amendement dont avait essentiellement besoin la loi de 1833. Il assure du pain à plusieurs centaines d'instituteurs primaires et par-là un enseignement régulier et consciencieux à des milliers de Français. C'est, à nos yeux, un des résultats les plus solides, les plus utiles, de cette session.

M. le garde-des-sceaux vient de publier une circulaire qui a pour but de préparer une réforme de la plus haute importance, je veux dire la réforme de notre système hypothécaire. C'est à la fois une question de justice et d'économie politique.

Il est inique d'exposer les acheteurs et les prêteurs à des piéges et à des

erreurs qu'il n'est pas toujours en leur pouvoir d'éviter, et cela pour accorder à certaines personnes des faveurs exorbitantes.

Il est absurde d'entraver le mouvement des capitaux et de les détourner du sol français par les dangers qui accompagnent chez nous les prêts hypothécaires. On se plaint de l'état de l'agriculture dans plusieurs de nos départemens : on dit que l'usure dévore nos campagnes; on remarque que les possesseurs de grands domaines ne demandent pas mieux que de les morceler et de les vendre en détail. Je le crois bien. Comment l'agriculture se relèverait-elle de son abaissement sans capitaux, sans capitaux prêtés à des conditions honnêtes, à bas intérêt? Et comment trouver ces capitaux, si elle ne peut pas offrir aux prêteurs un gage qui les rassure?

Les hommes imprévoyans se résignent aux exigences ruineuses de l'usure, de l'usure qui cherche dans les conditions du contrat la compensation des risques qu'on lui fait courir.

Les hommes mieux avisés morcellent et vendent en détail le domaine dont, faute de capitaux, ils ne peuvent pas tirer bon parti. En le morcelant, ils le vendent à des travailleurs qui, par l'exiguité du lot qu'ils achètent, remplacent l'action du capital par celle de leur travail personnel, et ne réfléchissent pas que le produit qu'ils en tirent n'est pas la *rente* du sol qu'ils ont acquis, mais le maigre salaire d'un travail qui aurait trouvé ailleurs une plus large rétribution.

Nous remercions M. le garde-des-sceaux d'avoir pris ces importantes questions en sérieuse considération. La circulaire signale les points à étudier avec une précision lumineuse. Nous espérons que les cours du royaume seconderont les vues de l'administration, et qu'elles ne se laisseront pas effrayer par les utopies qu'on a jetées dans le public sous des noms divers. Il ne s'agit pas de dénaturer la propriété immobilière. Elle a ses caractères propres; nul ne peut les lui enlever. Il s'agit d'amender notre système hypothécaire et notre procédure d'aliénation des immeubles, volontaire et forcée. Il s'agit de rendre du crédit aux emprunteurs en donnant aux prêteurs toutes les sûretés que commandent la raison et l'équité. On ne demande au fond rien de nouveau. L'expérience est faite, et depuis long-temps dans plus d'un pays. L'esprit de routine paralysera-t-il nos efforts? Nous le craignons. Il n'y a plus de superstitions religieuses; il y en a d'autres, non moins superbes, non moins aveugles.

— Les derniers articles de George Sand, *un Hiver au midi de l'Europe*, ont eu grand succès à Paris; ils n'en ont pas eu un moindre à Palma. Ici l'on a ri et l'on a admiré, selon qu'on suivait le train de cette plume brillante qui allait et se jouait des hommes au paysage; là-bas on s'est fâché. Le premier article où figurait et grognait d'une façon si plaisante *l'animal qui se nourrit de glands*, pour parler avec Delille, avait provoqué à Palma un premier

mouvement d'indignation que l'hommage éclatant rendu ensuite à la beauté du pays et de la nature n'a pu apaiser. La colère dure encore; toute l'île en a retenti. Le journal du lieu, *la Palma*, dans une longue invective adressée à George Sand, vient de venger, en termes fort gros et tout-à-fait proportionnés à la distance, *la dorée Baléare* contre les prétendues injures qu'elle aurait reçues du peintre héritier de Rousseau. On ne se figurerait pas le degré de représailles auquel s'est portée dans cet article la galanterie majorquine piquée à son endroit de petite ville : cela ne se traduit pas en français. Un moine défroqué trouverait de ces aménités-là. Nous regrettons vraiment que les littérateurs majorquins aient jugé à propos de joindre cette pièce justificative à l'appui de ce qu'on avait écrit d'irrévérent sur les *naturels* du lieu. George Sand indiquait d'honorables exceptions : c'était aux gens d'esprit à s'y mettre. Nous aimons à penser qu'il y en a, et que plus d'un gentilhomme de là-bas aura rougi de cette manière d'entendre et de venger, *à la face de l'Europe*, l'honneur majorquin.

— L'*Amour impossible*, chronique parisienne, par M. Jules Barbey d'Aurevilly (1), est un petit roman très spirituel, très raffiné, très moderne, dans le genre de M. de Balzac, quand il observe, ou plutôt de M. Charles de Bernard. L'auteur, en beaucoup de pages brillantes, et en plusieurs situations très bien saisies, est déjà passé maître. Il s'agit d'une femme à la mode, d'une *lionne* qui vole son amant à une autre femme de ses amies, et qui, pourtant n'en profite guère; car elle et lui sont blasés, et ils ont beau faire, ils ne peuvent s'aimer. Le style, le langage, le costume et les *mœurs* de cette nouvelle sont du dernier moderne; la mode y joue un grand rôle, le jargon n'y est pas étranger. L'auteur fait preuve d'assez de fonds et de talent propre, pour devoir se débarrasser au plus vite de ce qu'il y a d'étrange et de passager dans ces dialectes qui ne durent qu'une ou deux semaines : il peut, en étant plus simple, prétendre à des succès durables. Il y a des scènes charmantes, le moment, par exemple, où Mme d'Anglure, la femme volée, entre à l'improviste chez sa rivale pour lui reprendre l'amant déjà tombé à genoux, et qui n'a que le temps de se relever. Mme d'Anglure, douce, pure, aimante, espèce de beau camélia blanc élancé, un peu sotte, disent les méchans, mais passionnée, est une heureuse figure. Elle meurt de douleur. Sa brune et fière rivale, Mme de Gesvres, est un peu trop peinte en panthère, et a trop de *cambrures;* faite comme elle est, et fait comme l'est aussi M. de Maulevrier, on ne comprend pas pourquoi, tout en croyant l'amour impossible, ils n'en poussent pas l'expérience jusqu'au bout : c'est là, dans la conclusion de la nouvelle, une grave invraisemblance. Je soupçonne l'auteur, qui m'a l'air très

(1) Delanchy, faubourg Montmartre, 11.

expérimenté, d'avoir dissimulé à cet endroit et de n'avoir pas voulu tout dire. Quoi qu'il en soit, il amuse, il intéresse, il impatiente quelquefois par excès de trait et d'esprit, il n'ennuie jamais.

Hobbes, considéré comme métaphysicien, par M. Damiron. — Le nouveau volume que vient de publier l'Académie des Sciences morales et politiques, contient deux mémoires de philosophie; l'un sur Thomas Hobbes, par M. Damiron, l'autre sur le Nyâya, par M. Barthélemy Saint-Hilaire. Ce serait une curieuse biographie à écrire que celle de Hobbes; dans un mémoire destiné à une académie, M. Damiron a nécessairement laissé en dehors tous les faits biographiques, parce qu'ils ne peuvent donner lieu à aucune recherche d'érudition. Cependant la vie de Hobbes a de l'importance, même au point de vue philosophique, parce qu'il est du très petit nombre de philosophes qui, dans la vie civile, ont été *de leur système*. Si l'on veut comprendre sa conduite, il faut connaître ses théories, du moins ses théories politiques; et les voici en très peu de mots. Les hommes ont vécu d'abord à la façon des bêtes fauves; c'est là leur état de nature; mais à la différence de Jean-Jacques Rousseau, qui plaignait sincèrement l'humanité d'avoir abandonné ses allures primitives, Hobbes a une telle horreur de cette anarchie universelle, que son unique but est de la proscrire à jamais, et avec elle tout ce qui, dans nos mœurs, favorise la liberté et l'indépendance, ces causes de l'anarchie qu'il ne peut pas séparer de l'anarchie elle-même. Sur ce principe, le meilleur gouvernement sera le gouvernement le plus absolu, celui qui tendra le plus ouvertement à détruire toute liberté individuelle, et qui soumettra, sans réserve, toutes les volontés à celle du souverain. Pour remplir sa mission, ce gouvernement devra être très fort; et tout ce qui contribuera à le rendre fort, sera légitime; il sera lui-même légitime en proportion de sa force; il ne faut pas dire : Mon droit fait ma force; mais bien : Ma force est mon droit. C'est une doctrine qu'on ne saurait du moins taxer d'hypocrisie; et que l'on songe que Thomas Hobbes était né vingt-sept ans après Bâcon, en 1588, et qu'il composait et écrivait ce système dans le même temps que ses compatriotes faisaient à leur roi son procès, et donnaient à l'Europe le premier signal des grandes révolutions en faveur de la liberté. Attaché comme précepteur à la famille de Guillaume Cavendisch, du parti des royalistes, il émigra avec eux et vint en France, où il enseigna la philosophie au prince de Galles, exilé. Il resta sincèrement attaché au parti vaincu, tant que l'anarchie régna parmi les vainqueurs; mais quand Cromwell eut réalisé, autant que possible, cet idéal du gouvernement *fort* et *un*, que demandait Hobbes, la légitimité passa de son côté avec le succès, et le précepteur du prince de Galles retourna en Angleterre sous les lois de son souverain légitime, Olivier Cromwell. Il redevint royaliste après la restauration; c'était la faute de Richard, qui avait gouverné avec faiblesse. On disait que Hobbes avait changé trois fois de parti, parce qu'il n'avait jamais changé d'opinion. On peut en dire autant de tous

les traîtres, qui sont toujours nécessairement de l'opinion de Hobbes, puisqu'ils sont toujours *du parti du plus fort*. Cette singulière excuse fut admise à la nouvelle cour, où l'on jugea peut-être que la pratique était si ancienne, qu'il n'y avait pas lieu de redouter la théorie. Hobbes fut même pensionné, et il serait mort en faveur, sans la publication faite malgré lui de son histoire des guerres civiles.

Un tel homme ne peut guère inspirer de sympathie. Sincère si l'on veut, c'est une sincérité qui suppose un triste courage. Hobbes était du reste pour tous les partis extrêmes, et ne savait ce que c'est que conciliation et ménagement. Il étudia à quarante ans les mathématiques, et voulut les réformer. Il était plus aisé de faire une utopie de gouvernement, que de supposer une science mathématique à côté de la véritable; ce fut une risée universelle. Quant à ses opinions en philosophie, jamais, il faut en convenir, le sensualisme et le matérialisme n'avaient été exposés avec une clarté aussi parfaite. Pour lui, la connaissance n'est « rien autre chose qu'un mouvement en certaines parties du corps organique. » — « L'esprit est un corps naturel d'une telle subtilité qu'il n'agit point sur les sens, mais qui remplit une place et a des dimensions. » Quant à sa morale, la voici tout entière dans une seule sentence : « Chaque homme appelle bon ce qui lui est agréable pour lui-même, et mal ce qui lui déplaît. » Avec tout cela, on fait l'éloge de sa conduite privée, tant il est vrai que nous sommes toujours inconséquens par quelque endroit. Ce grand logicien qui trahit tout le monde par fidélité à sa philosophie, eut cependant le tort d'être honnête homme.

Il est difficile d'être plus complètement et plus ouvertement sensualiste que Hobbes; mais ce que M. Damiron fait ressortir avec une grande habileté, c'est cette contradiction d'une philosophie sensualiste, qui n'est nullement empirique, et ne veut admettre d'autre méthode que le calcul. Qu'ils fassent des expériences, dit Hobbes en parlant des académiciens, qu'ils s'évertuent tant qu'ils voudront; ce sera peine perdue, s'ils ne reviennent à *mes principes*. Voilà sans contredit une confiance admirable. Et comme ces principes, hors desquels il n'y a pas de salut, sont radicalement faux, on peut juger des résultats que les lois du calcul leur promettent. Tout le mérite de Hobbes est donc dans les diverses combinaisons qu'il a données de ses idées fausses, et de ses principes faux. Il est vrai que ces combinaisons sont toujours nettes, régulières, justes. Il ne possède que de la fausse monnaie; mais il en fait à merveille le compte et la balance; et c'est pour cela, dit M. Damiron, qu'au lieu de se montrer un sage et grand métaphysicien, il n'est plus qu'un rigoureux, mais exclusif logicien.

M. Damiron, qui est lui-même d'ailleurs un philosophe du premier mérite, et qui excelle, comme chacun sait, à saisir le caractère propre d'une méthode et d'une doctrine, et à l'exposer avec un rare bonheur d'expression, publiera successivement une suite de mémoires sur les philosophes du XVIIe siècle. Il n'est personne qui ne se rappelle le succès qu'a obtenu son *Histoire de la Phi-*

losophie contemporaine. Le sujet qu'il s'est donné maintenant est plus grave et plus fécond, il faut en convenir, et il n'en est que plus digne de son talent.

Mémoire sur le Nyaya, par M. Barthélemy Saint-Hilaire. — M. Barthélemy Saint-Hilaire, tout occupé de cette grande traduction d'Aristote dont il veut doter notre pays, a trouvé le temps de faire une excursion dans la philosophie indienne, et de nous donner un beau mémoire sur la philosophie logique de l'Inde, le Nyâya. La connaissance du Nyâya, fort importante en elle-même, a aussi de quoi exciter l'intérêt d'un péripatéticien, puisque l'on a prétendu que ce livre avait été communiqué par les brahmanes à Callisthènes, et par Callisthènes à son oncle Aristote. Aristote, en composant l'Organon, se serait donc inspiré de la sagesse de l'Inde, et cet admirable système de logique, qui est à la fois le premier et presque le dernier mot de la science, devrait être rapporté à Gotama, dont Aristote, sur ce point, ne serait que le disciple. Ces deux systèmes de logique ont eu même fortune; car l'Organon d'Aristote a régné souverainement sur nos écoles de philosophie au moyen-âge, et l'autorité du Nyâya est encore, de nos jours, incontestable et incontestée dans les Indes. Ce peuple indien, si peu connu, et pourtant si curieux à connaître, n'est pas un peuple sauvage et à demi barbare; il a une philosophie très subtile et très abstraite, et une littérature qui ne manque ni d'élévation ni de charme. Il y a dans Sacountalâ plus d'une scène remplie de fraîcheur et de grace, et les épopées philosophiques, au milieu de ces fables grandioses dont l'Orient est épris, nous déroulent souvent des systèmes d'une véritable profondeur. Aujourd'hui encore les six grandes écoles de philosophie indienne sont étudiées avec ardeur, mais aucune ne compte autant de partisans que le Nyâya. Il est lu par neuf étudians sur dix; c'est véritablement le système populaire. Dans les fêtes religieuses de l'Inde, où les brahmanes se livrent à des discussions solennelles sur des questions de philosophie, tous les honneurs sont aux pandits qui connaissent le Nyâya, et peuvent, grace à cette redoutable logique, réduire leurs adversaires au silence. L'œuvre de Gotama ne justifie pas cette vogue; et après l'exposition qu'en a donnée M. Barthélemy Saint-Hilaire, on n'hésite pas à prononcer, comme lui, que s'il était possible qu'Aristote l'eût connue, elle ne lui aurait rien appris. Elle se compose d'un certain nombre de *soûtras* ou sentences, qui traitent principalement de nos facultés intellectuelles, que Gotama appelle la preuve, des objets de la connaissance ou des objets de la preuve, et enfin des moyens fournis par la science pour exprimer une pensée, démontrer une assertion, ou réfuter un adversaire. L'auteur de ces sentences croit évidemment avoir poussé la science humaine aussi loin qu'elle peut aller, et rien n'est plus naïf que l'admiration qu'il a pour sa découverte. Voici le premier de ces soûtras : « La béatitude est acquise à ceux qui connaissent parfaitement ce que c'est que la preuve, l'objet de la preuve, le doute, le motif, l'exemple, l'assertion, le membre de l'assertion, le raisonnement supplétif, la décision finale, l'objec-

tion, la controverse, la chicane, le sophisme, la fraude, la réponse futile, et la réduction au silence. » Cette béatitude, assez difficile à acquérir, se réduit à bien peu de chose, puisque le pandit qui possède le mieux la preuve, le doute, le motif, l'exemple, etc., ne connaît en définitive qu'un système de logique, et un système très incomplet et très défectueux. Quelles sont en effet les quatre parties fondamentales de la logique? Les catégories, la proposition, le syllogisme et la démonstration. Pour la théorie des catégories, Gotama l'a omise tout entière; il ne fait que mentionner la proposition, sans en distinguer les élémens, sans en indiquer les formes essentielles et principales; il se rapproche un peu plus du syllogisme; et le moyen de ne pas s'en rapprocher par quelque endroit, quand on traite du raisonnement? Mais si l'on compare cet argument d'Aristote, simple, complet, avec ses trois propositions et ses trois termes, avec ses règles précises, justes, infaillibles, à ces cinq propositions de l'*assertion*, dans le Nyâya, où le progrès de la pensée est mal saisi et mal indiqué, où l'esprit revient sur lui-même sans nécessité et sans profit, où rien ne détermine le caractère propre du moyen terme, on sera forcé de convenir qu'il n'y a rien de commun, que le sujet, entre le Nyâya et l'Organon Les seize topiques de Gotama sont à la vérité une sorte de théorie de la démonstration; mais que dire d'une théorie de la démonstration où la définition est à peine indiquée? Il faut donc conclure, avec le savant auteur de ce mémoire, que le Nyâya n'est point, à proprement parler, une logique, qu'il n'est qu'une dialectique superficielle, bien que fort ingénieuse, qui présente une théorie peu complète de la discussion, et qui n'a pas pénétré jusqu'au raisonnement, à ses principes vrais, à ses élémens essentiels. M. Barthélemy Saint-Hilaire regarde le Nyâya comme étant, selon toutes les probabilités, antérieur de plusieurs siècles à l'Organon; mais il déclare en même temps que l'on ne peut avoir sur ce sujet que des conjectures très vagues. « Auteur inconnu, date inconnue, traditions fabuleuses, voilà, dit-il, tout ce qu'il nous est actuellement permis de savoir. » Si nous ne savons rien de l'histoire du Nyâya, sa valeur intrinsèque nous est assez connue, grace à cet excellent mémoire, pour que nous puissions décharger Aristote de tout soupçon d'imitation, et lui restituer tout entière la gloire de créateur de la logique.

V. DE MARS.

DE

L'ARIANISME.

ATHANASE-LE-GRAND

ET L'ÉGLISE DE SON TEMPS EN LUTTE AVEC L'ARIANISME (1).

L'étude des hérésies est un des spectacles les plus instructifs que puisse présenter à l'esprit l'histoire morale de l'humanité. On y voit les efforts de la pensée humaine, ses résistances, ses révoltes; on la suit dans ses détours les plus ingénieux, dans ses écarts les plus singuliers. Si l'on n'a pas exploré les opinions des hérésiarques dont les doctrines et le nom sont venus jusqu'à nous, on ne connaît pas toutes les ressources de la sophistique et de l'imagination humaine.

Une religion ne saurait prévaloir qu'en établissant son triomphe sur la ruine de quelques grandes opinions qui régnaient sur les hommes avant sa venue. Elle les opprime, elle les absorbe, et pendant un moment ces opinions sont non-seulement vaincues, mais semblent anéanties. Illusion : elles survivent d'une façon latente, mais indestructible. Rien de ce qui a des racines profondes dans la nature humaine ne périt, ne disparaît sans retour, et la moitié de l'histoire

(1) Traduit de l'allemand par Jean Cohen, 3 vol. in-8°; Paris, chez Debécourt, rue des Saints-Pères, 69.

religieuse et philosophique est remplie par les résurrections de ce qu'on avait pu croire un instant enseveli dans un irrévocable néant.

Sans Moïse et sans Platon, le christianisme n'existerait pas. Il est sorti de la loi promulguée par le sauveur des Hébreux, et il s'est incorporé la doctrine orientale façonnée par l'artiste athénien. Tout ce développement historique est du plus haut intérêt. Mûrie par l'action du temps, la loi de Moïse porte ses fruits, dont les germes avaient long-temps grandi avec une puissance réelle, mais secrète. Contraste merveilleux! La nation juive enfante une doctrine et refuse de l'avouer; elle ne reconnaît pas ce qu'elle a conçu dans son propre sein. La transformation de la pensée primitive a un tel caractère de nouveauté, qu'aux yeux de ceux devant qui elle se manifeste, elle semble une destruction de la doctrine dont elle annonce toutefois n'être que le complément. Aussi des luttes terribles s'engagèrent entre la loi de Moïse et la parole de Jésus. La victoire se décida pour l'esprit nouveau prêché par saint Paul, et l'église s'éleva sur la défaite de la synagogue désertée et proscrite. Mais au sein même de la communion chrétienne il resta des traces de la doctrine vaincue. Entre le mosaïsme et le christianisme la filiation était si directe, et dans le combat l'étreinte avait été si rude, que l'esprit novateur de l'Évangile fut, au milieu même de ses triomphes, poursuivi par d'opiniâtres réminiscences de la religion juive. Vers le milieu du troisième siècle vivait à Ptolémaïs, ville de la Thébaïde, qui du temps de Strabon était la plus considérable après Memphis, Sabellius, dont malheureusement le système ne nous est qu'imparfaitement connu. Sabellius, s'il faut en croire Épiphane, avait emprunté sa doctrine à un évangile apocryphe répandu en Égypte, et dont le rédacteur s'était surtout inspiré de la théosophie juive d'Alexandrie (1). D'après cet évangile, l'enseignement du Christ eût été double, comme celui des philosophes grecs. A la foule le Christ aurait annoncé un Dieu en trois personnes, le Père, le Fils et le Saint-Esprit; mais aux adeptes d'élite il aurait appris que le Père, le Fils et le Saint-Esprit n'étaient que trois faces, trois applications différentes d'une souveraine unité. C'était une transformation du monothéisme de l'ancienne loi, et les pères de l'église ne s'y trompaient pas, car ils reprochaient aux sabelliens de judaïser. Le sabellianisme enseignait, autant qu'il est permis de le reconnaître à travers l'obscurité des temps, l'identité du monde

(1) Neander, *Allgemeine Geschichte der christlichen Religion*, erster Band, dritte Abtheilung, S. 678, etc.

et de Dieu. Il disait que le Fils n'avait été qu'une forme de l'unité divine tombée passagèrement dans l'humanité, et que le Saint-Esprit était la présence permanente de la Divinité dans l'église. D'après Sabellius, le Fils et le Saint-Esprit n'agissaient donc pas, soit avant l'époque de la création, soit avant la rédemption; ils n'étaient que des révélations ultérieures de Dieu, révélations qui se manifestèrent quand le Père se décida à créer le monde, puis à y intervenir directement. Et quelle est la conséquence de la doctrine sabellienne sur la Trinité? C'est que l'homme n'est pas tombé. Le christianisme n'est plus une rédemption, mais seulement une évolution nouvelle de la Divinité, évolution qui n'est peut-être pas la dernière.

Ainsi reparaissait la doctrine de l'unité absolue. Avant Sabellius, Praxeas et Noëtus l'avaient enseignée. La sabellianisme devait être bientôt suivi d'une autre hérésie qui dans l'histoire des débats théologiques se développe sur une ligne parallèle. Sabellius confondait le monde et Dieu; vint Arius qui isolait Dieu du monde, en plaçant entre Dieu et le monde un être intermédiaire. Cette fois c'était Platon qui faisait invasion dans le dogme chrétien; c'était sa doctrine riche de tous les développemens et de toutes les transformations qu'elle devait aux enseignemens et aux systèmes de l'école d'Alexandrie, qui entreprenait, au sein même de l'église, de modifier profondément les bases du christianisme.

Un théologien allemand, enlevé trop tôt à la science, Jean-Adam Mœhler, a fait sur l'arianisme de profondes études qu'il a livrées au public sous la forme d'une biographie d'Athanase. Dès qu'il commença à s'instruire de l'histoire ecclésiastique, Mœhler, qu'une foi sincère attachait au catholicisme, fut frappé de la grande figure de l'illustre adversaire d'Arius. La vie agitée d'Athanase, son courage, sa doctrine, les trésors de sagesse et d'éloquence renfermés dans ses écrits, produisirent sur le théologien allemand une impression assez profonde pour l'engager à consacrer à ce père de l'église un ouvrage considérable où il traiterait à fond la question même qui fut l'objet des travaux, la cause des malheurs, la source de la gloire du grand évêque. Mœhler, qui depuis enrichit la théologie catholique d'une *symbolique* à laquelle les écrivains protestans ont répondu par de savantes controverses, commença sa carrière d'écrivain par une histoire d'*Athanase-le-Grand et de l'église de son temps en lutte avec l'arianisme*. Ce livre répond tout-à-fait à ce que les théologiens et les jurisconsultes appellent une histoire interne. Mœhler ne s'est point occupé de rechercher l'ordre chronologique et l'authenticité des écrits

d'Athanase. Montfaucon et Tillemont avaient pris ce soin. C'est à la doctrine même de l'évêque d'Alexandrie, à ce qu'elle a de plus intime, de plus profond, de plus spécialement catholique qu'il s'est attaché. Aussi, après la lecture de son livre, on connaît Athanase jusque dans les derniers replis de sa théologie à la fois si orthodoxe et si spirituelle, on a pénétré dans tous les détails de cette polémique industrieuse qui appelle à la défense de la foi toutes les subtilités de l'esprit. On éprouve un singulier plaisir à voir la théologie, cette forme dogmatique de la métaphysique, épuiser toutes les ressources de la logique la plus raffinée pour démontrer ce qui échappe à la démonstration, c'est-à-dire le merveilleux et l'incompréhensible.

Quelle était, avant l'apparition d'Arius, la véritable croyance de l'église sur le dogme de la Trinité? Mœhler attache la plus grande importance à prouver que la croyance de l'église a toujours été semblable à elle-même, que les développemens, les éclaircissemens qu'elle a reçus, n'en détruisent pas l'identité constante à travers les premiers siècles. Il passe en revue tous les pères. Dans les temps les plus rapprochés des apôtres, Clément de Rome, Hermas et Barnabé parlent de Jésus comme du *Seigneur*. Toujours ils le confondent avec Dieu. Quant au Saint-Esprit, il inspire la foi à l'homme et ne laisse subsister dans son cœur ni doute ni hésitation. Rien ne provoquait les successeurs immédiats des apôtres à insister particulièrement sur la distinction du Fils et du Saint-Esprit; la discussion et la polémique n'avaient pas encore porté sur ce point. Avec saint Ignace et saint Irénée, des symptômes de controverse se déclarèrent. Saint Ignace fut contemporain tant des *ébionites* que des *docètes*. Aux yeux des premiers, Jésus était bien un envoyé de Dieu, mais il était né comme les autres hommes. Pour les docètes gnostiques, ils niaient que Jésus-Christ eût pris un corps véritable; il avait dû lui suffire de revêtir des apparences humaines; il ne s'était point uni à une enveloppe charnelle, comme notre ame est unie au corps humain. Cette union eût été indigne de la Divinité, et elle était inutile au but que s'était proposé Dieu d'instruire les hommes. Ignace combattait les ébionites et les docètes. Aux uns il opposait la divinité du Christ, aux autres son humanité, et il élaborait une doctrine complète sous le feu de cette double polémique. Saint Irénée continua la même lutte. Il démontra que le Rédempteur devait être à la fois Dieu et homme : Dieu afin d'unir les hommes au divin et à l'incorruptible, homme afin de pouvoir réellement servir de modèle à l'humanité dans ses souffrances et ses combats. Au second siècle de l'ère chrétienne, Justin

s'éleva non pas contre des hérétiques, mais contre les païens et les juifs. Philosophe, il s'était fait chrétien, et il se proposa de se porter médiateur entre le platonisme et l'Évangile. Selon Justin, Jésus est le *Logos* de Dieu sous une forme particulière, le *Logos* personnifié. Toute sagesse humaine est une émanation, une communication du *Logos;* la philosophie païenne l'est aussi d'une manière imparfaite et tronquée : dans la plénitude des temps, le *Logos* divin a paru lui-même. Mœhler, malgré son désir de trouver Justin parfait catholique, est obligé de convenir que ce martyr a dans sa doctrine plusieurs parties faibles. Ses définitions sont incomplètes; les argumens et les termes dont il se sert s'éloignent parfois des formules et des expressions employées par l'église. Tatien et Athénagore prodiguent aussi dans leurs écrits les formes platoniciennes qui permettent parfois d'élever des doutes et des controverses sur le fond même de leurs pensées.

Moehler, qui évidemment dans cette partie de son livre continue Bossuet travaillant à réfuter Jurieu, ne craint pas d'affirmer que pendant les deux premiers siècles la doctrine constante et générale de l'église reposait sur ces trois points : 1° le Christ, vrai fils de Dieu, est vraiment Dieu et un avec le père; 2° il est une personne différente du père, le créateur du monde, et par conséquent celui qui a de tout temps révélé le père, et qui, dans la plénitude des temps, s'est fait homme; 3° le Saint-Esprit est considéré et adoré comme une personne divine. Voilà la croyance : quant aux preuves spéculatives et bibliques sur lesquelles on l'appuyait, Moehler est obligé de convenir qu'elles ne sont pas toujours bonnes. Les expressions des premiers pères manquent souvent aussi d'exactitude et de clarté; mais il ne faut ni juger trop sévèrement ces expressions et ces preuves, ni vouloir en tirer des inductions contraires à l'orthodoxie. En un mot, la croyance était orthodoxe, mais l'explication de la croyance était souvent défectueuse.

Est-il bien possible (comme le veut l'écrivain catholique) de tracer une ligne de démarcation aussi tranchée entre la croyance et les explications dont elle était l'objet? Nous accordons qu'au fond des catacombes ou au pied des autels informes élevés à la religion nouvelle, la foi était simple et naïve; mais quand il s'agissait de justifier cette foi contre les attaques des soutiens de la sagesse païenne, de la confirmer dans l'esprit des hommes savans qui avaient quitté le portique, l'académie ou le lycée, pour suivre les drapeaux du Christ, alors nécessairement le christianisme recourait aux formules abstraites

de l'idéalisme, et, comme Justin le martyr, il portait encore au pied de la croix le manteau de philosophe. Pour peu qu'on ait étudié les rapports de la sagesse antique avec l'église naissante, on n'ignore pas que Clément d'Alexandrie enseignait que la philosophie prédispose à la foi, et qu'elle devait servir aux Grecs pour les préparer à l'Évangile, comme la loi avait servi aux Hébreux. Mais c'est surtout dans les écrits de son disciple Origène que les idées et les formules philosophiques triomphent au point de déborder la religion elle-même. Pourquoi Moehler s'épuise-t-il en efforts ingénieux pour défendre l'orthodoxie d'Origène, dont l'église catholique a souvent condamné les écarts? Au commencement du dernier siècle, un écrivain qui en pareille matière ne saurait être suspect, un jésuite, le père Doucin, dans une *Histoire des Mouvemens arrivés dans l'Église au sujet d'Origène et de sa doctrine*, a confessé qu'Origène est tombé dans un nombre prodigieux d'hérésies; il ajoutait que, s'il y est tombé, c'est qu'il voulait sauver de l'insulte des païens les vérités du christianisme, et les rendre même croyables aux philosophes, tant Origène était convaincu que, s'il parvenait à gagner ceux-ci, il convertirait l'univers. Le père jésuite avait raison : c'est, en effet, pour répondre aux païens qui, par l'organe de Celse, reprochaient aux chrétiens la déification du Christ, qu'Origène s'attachait à distinguer Jésus de Dieu le père, et à le représenter comme tenant un milieu entre ce qui est créé et ce qui ne l'est pas. Selon Origène, Jésus-Christ ne vient que le second dans la hiérarchie divine, il nous transmet les effets de la bonté du père, et lui porte comme un prêtre nos prières et nos vœux. Quant au Saint-Esprit, c'était, aux yeux d'Origène, la première et la plus excellente création du fils. Le disciple de Clément d'Alexandrie concevait donc trois degrés dans la Divinité.

Les célèbres passages d'Origène sur lesquels s'est exercée la controverse depuis saint Jérôme jusqu'à Strauss, seraient moins explicites, que le sens en serait clairement indiqué par tout ce qui s'est passé au sein de l'église pendant le quatrième siècle. Comment l'explosion de l'arianisme eût-elle été si vive, si générale, et un instant si triomphante, si cette doctrine n'eût pas depuis long-temps germé dans beaucoup d'esprits, même à leur insu? Suivons l'enchaînement des choses. A côté de la croyance pure et naïve à la divinité du Christ, à son égalité avec le père, les habitudes philosophiques de beaucoup d'hommes du monde et de lettrés qui avaient embrassé la religion nouvelle, avaient enveloppé la parole de l'Évangile de commentaires compliqués et dangereux. Disciple d'un maître profond,

Origène entreprit de donner à la doctrine chrétienne les formes, les proportions et la rigueur logique d'un système complet. Il fut dogmatique avec audace, avec imagination. Il eut l'ambition scientifique de faire entrer les plus incompréhensibles mystères dans les déductions de son idéalisme, et il se trouva qu'à force de façonner le dogme suivant la convenance des lois de sa métaphysique, il en vint à le bouleverser et à le dénaturer. Origène est l'expression dernière et puissante du travail de la philosophie dans le cœur même de l'église. Quand il n'est plus, le mouvement qu'il a fomenté, en partie sans le vouloir, se détermine. Arius n'est ni un métaphysicien original, ni un théologien de premier ordre : c'est un propagateur brillant et courageux d'idées dont la conception ne lui appartient pas. Une grande connaissance de tout ce qui avait été dit avant lui, une dialectique déliée, un style à la fois plein de souplesse et d'éclat, le double talent d'écrire en prose et en vers, tels étaient les avantages avec lesquels se produisit le prêtre lybien, cet Africain qui tenait beaucoup du Grec. Quant à l'esprit de conduite, un grand art pour s'insinuer dans l'esprit des hommes, une persévérance qui savait attendre, souffrir et recommencer à propos, une constance sans raideur et sans vanité qui lui permettaient de faire sur la forme des concessions nécessaires, tout en gardant à l'esprit de sa doctrine une fidélité inflexible : voilà les qualités qui soutinrent Arius dans sa longue et orageuse carrière. C'étaient son génie et sa politique de rester au sein de l'église tout en la révolutionnant; plutôt que de se séparer, il se rétractera sur plusieurs points; il s'humiliera : c'est comme prêtre, c'est comme membre reconnu de la hiérarchie qu'il veut changer la foi de l'église et les bases du christianisme.

Voici le début d'un poème d'Arius, qu'il avait intitulé *Thalie :* « Conformément à la croyance des élus de Dieu, de ceux qui ont l'expérience de Dieu, des fils saints, des orthodoxes, de ceux qui ont eu part au Saint-Esprit, j'ai appris ce qui suit de ceux qui possèdent la sagesse, qui ont l'esprit cultivé, de personnes versées dans la science de Dieu, de ceux qui sont savans en toute chose. J'ai marché sur leurs traces; je suis allé en harmonie avec eux, moi le célèbre qui ai souffert pour la gloire de Dieu, car, instruit par Dieu, j'ai reçu la sagesse et la connaissance. » On voit dans cet exorde le double orgueil du chef de secte et du littérateur qui aspire ouvertement à subjuguer les esprits. Arius avait encore composé des chants populaires, et il avait réussi à les mettre dans la bouche des matelots, des artisans, des voyageurs. Lui-même, à la manière de Socrate, entrait dans les

maisons d'Alexandrie, et répandait ses opinions dans des entretiens familiers. Sur les places publiques, on voyait les partisans d'Arius interroger les femmes et les jeunes gens. Ils disaient aux femmes : « Aviez-vous un fils avant d'en avoir mis un au monde? Vous n'en aviez pas; Dieu n'en avait pas non plus avant d'avoir engendré. » Aux jeunes gens ils adressaient ces questions : « Celui qui a l'être a-t-il fait celui qui n'est pas ou celui qui est? L'a-t-il fait comme un qui était déjà, ou comme un qui n'était pas? Y a-t-il un incréé, ou deux? » On sent tout ce que cette ironie, empruntée aux formes de la sagesse socratique et du dialogue athénien, avait de mordant, de cruel et de funeste à la simplicité de la foi chrétienne. Les mystères se trouvaient attaqués par le bon sens se traduisant en railleries. Tout éclatait à la fois, les révoltes incurables de l'esprit humain contre ce qui est incompréhensible, et les dernières conséquences du platonisme long-temps opprimé par l'orthodoxie. Moehler dit que, tout en admettant que la doctrine arienne s'accorde avec celle de Platon sur la trinité, il ne suffit pas, pour expliquer l'apparition de l'arianisme, de dire qu'il a été créé par les idées de Platon. Nous en tombons d'accord : les dispositions inhérentes à la nature humaine durent compter pour beaucoup dans le succès d'Arius. Que d'esprits furent charmés d'échapper à l'obligation de croire à des mystères qui leur répugnaient, tout en restant dans le sein de la religion nouvelle! Tous les instincts et toutes les sympathies rationalistes accueillirent avidement une hérésie qui les satisfaisait. Toutefois, en considérant les causes de la propagation rapide des principes de l'auteur de la *Thalie*, il faut maintenir la juste influence du platonisme, qui était à la fois l'origine et le ferme appui des opinions d'Arius. C'était une force immense pour les ardens disciples de l'hérésiarque, c'était pour les prosélytes qu'il faisait un encouragement notable de savoir que des doctrines si séduisantes avaient pour garant le plus profond interprète de la philosophie, et que les matelots du port d'Alexandrie pensaient comme Platon.

Athanase n'occupait pas encore le siége épiscopal d'Alexandrie quand les doctrines d'Arius commencèrent à se répandre. Ce fut l'évêque Alexandre qui, dès l'année 320, dut s'élever contre les opinions et contre les succès du prêtre libyen. Il écrivit plusieurs lettres à Arius; il convoqua un concile composé des évêques suffragans d'Alexandrie; mais devant cette assemblée Arius resta ferme et profita de l'occasion pour tracer de ses sentimens un exposé lucide. Alexandre et ses suffragans l'exclurent de la communion de l'église.

Arius, loin d'accepter cette sentence, s'adressa à Eusèbe de Nicomédie pour la faire révoquer. Eusèbe répondit favorablement à cet appel, et entama à ce sujet une correspondance avec Alexandre. De son côté, Arius se donnait beaucoup de mouvement pour sa défense; il écrivit à plusieurs évêques qui avaient été autrefois ses amis et ses condisciples; il passa en Palestine pour s'assurer de nouveaux partisans; il se rendit à Nicomédie auprès d'Eusèbe, qui gagna aux nouvelles opinions Constance, sœur de l'empereur. Les femmes en général se déclarèrent pour les innovations de l'arianisme. Épiphane raconte que dès l'origine plusieurs centaines de vierges consacrées au seigneur embrassèrent cette hérésie. Ces défections allumèrent la colère de l'évêque Alexandre, qui, dans sa lettre, parle avec mépris des femmes ariennes. Cependant Eusèbe de Nicomédie, qui avait tout-à-fait adopté les doctrines de son protégé, s'adressa à Paulin, évêque de Tyr, pour l'engager à écrire en leur faveur, en s'appuyant sur l'Écriture sainte; en outre, de concert avec l'évêque de Césarée et plusieurs prêtres, il déclara l'innocence d'Arius. Enfin, pour employer les expressions de Théodoret, on ne voyait plus en Égypte et en Palestine combattre comme autrefois les chrétiens et les gentils; mais les chrétiens membres d'un même corps se combattaient entre eux.

Ce fut pour Constantin un rude embarras d'avoir à s'entremettre et à se prononcer entre des discussions aussi ardentes et aussi délicates. Il comblait de faveurs la religion chrétienne; tous ses édits tendaient à l'exalter aux dépens de l'ancien culte. Il avait ordonné que l'on rappelât tous ceux qui avaient été bannis pour avoir embrassé la foi nouvelle, et que l'on rendît les biens des martyrs à leurs familles. Il venait de s'adresser directement aux provinces de l'empire pour exhorter tous ses sujets à renoncer au polythéisme. Dans la lettre qu'Eusèbe de Césarée dit avoir traduite du latin en grec sur l'original écrit de la propre main de l'empereur, Constantin déplorait les persécutions exercées contre les chrétiens, persécutions dont il avait été contraint d'être, pendant sa jeunesse, le spectateur impuissant; il se présentait comme le réparateur de tant de maux, il suppliait Dieu de regarder d'un œil favorable les peuples d'Orient; il exhortait ces peuples à profiter de la paix pour embrasser la vraie religion; toutefois, il laissait une entière liberté de conscience, et il consentait à ce que les temples consacrés au mensonge restassent debout. C'est au milieu de ces pensers et de ces soins que lui parvint la nouvelle des troubles religieux qui désolaient l'Égypte.

Aussi son mécontentement fut vif. Il ordonna aux deux partis de se taire et de ne plus troubler les esprits par leurs opinions. Dans une lettre adressée tout à la fois à Arius et à Alexandre, il donna tort à tous deux, à l'un pour avoir soulevé une question insoluble, à l'autre pour avoir voulu y répondre. Toutes ces controverses, ajoutait-il, étaient vaines et frivoles; elles ne méritaient pas tant de bruit. D'ailleurs ces discussions empêchaient l'empereur d'exécuter son projet de visiter la Syrie et l'Égypte, car il ne voulait pas être le témoin d'aussi déplorables discordes.

C'était la colère d'un homme politique. Comment! le christianisme se divisait et se discréditait au moment où le maître du monde lui tendait la main pour le faire monter au trône! Les païens étaient encore puissans; ils murmuraient, ils frémissaient, et les chrétiens leur rendaient l'espérance par le spectacle de leurs contradictions et de leurs luttes! Constantin avait raison, comme homme d'état, de condamner l'inopportunité d'un pareil schisme; mais, au point de vue du chrétien, il avait tort de déclarer frivole la question qu'agitaient l'un contre l'autre Arius et Alexandre. On voit que le néophyte impérial était encore bien neuf dans les matières théologiques, et l'on reconnaît là le chrétien temporisateur qui attendit l'heure de la mort pour recevoir la grace efficace du baptême.

Mais les guerres de doctrines et d'idées ne s'apaisent pas au commandement de l'autorité politique, et, comme le raconte l'historien Socrate, ni Arius ni Alexandre ne se laissèrent persuader par la lettre de l'empereur. D'ailleurs, cette question que Constantin réputait futile n'était pas autre chose que le fondement même de la foi chrétienne. Il s'agissait de savoir, comme le dit un historien moderne de l'église, si Jésus-Christ était dieu ou créature, et si tant de martyrs avaient été idolâtres en adorant une créature, ou s'ils avaient adoré deux dieux, supposé que Jésus étant dieu, ne fût pas le même dieu que le père. Nous ajouterons, pour poser la question en d'autres termes et sous un autre aspect, qu'il s'agissait de savoir si la philosophie reprendrait par une voie détournée tout le terrain qu'elle avait perdu, et si l'Évangile se trouverait n'être plus qu'une traduction populaire de l'idéalisme platonicien.

Voilà quel était l'intérêt décisif, quand Constantin, sur l'avis de plusieurs évêques, rassembla un concile pour résoudre une question qu'il ne pouvait trancher lui-même. On peut dire qu'avant la première séance tenue à Nicée, la solution était décrétée d'avance dans l'esprit de la majorité des pères. Il y eut environ trois cent dix-huit

évêques à Nicée. Sur ce nombre, vingt-deux seulement défendirent les opinions d'Arius, et encore quelques-uns, à la fin du concile, se détachèrent de la minorité. Ce fut donc à une majorité de trois cents voix qu'il fut voté que le Fils était de la même nature que le Père, et qu'il lui était *consubstantiel*. C'était déclarer que le Fils n'avait pas été créé, et que de toute éternité il avait coexisté avec le Père; c'était enfin préférer à une explication rationnelle un mystère incompréhensible, et c'est cela même qui, malgré des révoltes partielles, était conforme aux sentimens et aux désirs du monde tel qu'il se comportait au IVe siècle. Il est vrai qu'en rédigeant le symbole de Nicée, les prêtres chrétiens prononçaient dans leur propre cause, puisqu'ils travaillaient à rendre plus *merveilleuse* la nature du Christ, dont ils étaient les ministres; mais il faut convenir que dans cette œuvre ils n'avaient pas à lutter contre le courant de leur siècle. La majorité des hommes avait alors plus besoin de foi que d'examen : ce n'était pas un tort à ses yeux que de présenter à son adoration quelque chose qu'elle ne comprenait pas. Où donc eût été la nouveauté et la puissance de la religion chrétienne, si l'on eût pu s'en rendre compte comme du système de Platon? Le rationalisme que représentait Arius pouvait bien inquiéter l'église et la diviser, mais il n'était pas alors assez puissant pour lui imposer ses commentaires et ses formules.

Il y avait au sein du concile un homme qui comprenait avec profondeur et vivacité l'incalculable portée de ce débat; c'était Athanase. Il avait suivi à Nicée l'évêque Alexandre, il avait discuté avec Arius dans des conférences préparatoires qui avaient précédé l'ouverture officielle de l'assemblée, il avait pénétré tout ce qu'il y avait chez son adversaire de subtilité d'esprit, de souplesse dans la conduite, de persévérance dans la volonté, et il ne partageait pas la confiance de l'empereur, qui s'imaginait que la décision du concile devait tout terminer, tant Constantin connaissait mal les théologiens et les philosophes! Dans la prévision que les ariens saisiraient la première occasion pour se relever et pour faire reparaître tout ce qu'ils gardaient caché au fond du cœur, Athanase écrivit ce qu'il avait dit au sein du concile, et son argumentation orale devint sous sa plume une polémique complète. Ce qui domine dans les développemens d'Athanase, c'est la nécessité de l'entière divinité du Christ, si l'on veut que la religion nouvelle soit efficace et puisse tenir toutes ses promesses. Nous avons besoin d'un rédempteur, dit Athanase, d'un rédempteur qui soit dieu, qui, par sa nature, soit notre seigneur; car si le rédempteur n'était pas vrai dieu, les hommes n'auraient fait que retomber dans une nou-

velle idolâtrie. Ce raisonnement conduisit le prêtre orthodoxe à retourner contre les ariens le reproche de polythéisme que ceux-ci dirigeaient contre les chrétiens. Si les partisans d'Arius, ajoutait Athanase, regardent le Fils et le Saint-Esprit comme des créatures nées hors de Dieu, et si cependant ils les adorent, ils introduisent de nouveau plusieurs dieux.

Autre point de vue. Il n'y a que la croyance à la vraie divinité du Christ qui puisse donner aux hommes la certitude que la grace qui réside en Jésus est immuable et éternelle. Satan faisait une guerre perpétuelle aux hommes, et si un être fini, une créature, avait été le médiateur, l'homme serait resté toujours soumis à la mort. En un mot, si Jésus-Christ n'est pas le vrai Dieu, tout est incertain, tout chancelle, et c'est seulement en croyant à sa divinité que l'homme peut être sûr de son salut, du rachat de ses péchés, et d'une félicité éternelle.

Cet argument à la fois logique et pratique est reproduit sous mille formes. Il y avait dans Athanase un mélange de subtilité dialectique et de passion chrétienne. Quoi de plus ingénieux que de reprocher aux doctrines rationnelles d'Arius une tendance à l'idolâtrie, et, d'un autre côté, quoi de plus conforme à l'essence même du dogme chrétien que de faire tout dépendre de la divinité du Christ? Cette polémique désigna Athanase comme le défenseur le plus puissant que pouvait trouver l'orthodoxie; elle lui servit de degré pour monter au siége épiscopal que rendit vacant en 326 la mort d'Alexandre, et le choix du peuple l'appela au périlleux honneur de diriger l'église dans une ville où les sectes et les partis entretenaient une agitation continuelle.

Arius avait été envoyé en exil après le concile de Nicée; mais, quoique banni, il avait gardé ses partisans. Un prêtre qui était fort en crédit auprès de Constance, sœur de l'empereur, représenta à cette princesse l'injustice des traitemens dont Arius avait été l'objet. De quoi s'agissait-il? D'une discussion personnelle avec Alexandre, qui avait été jaloux de l'influence d'Arius sur le peuple. Constance goûtait assez ces discours; toutefois elle hésita long-temps avant d'intercéder auprès de l'empereur. Enfin elle s'enhardit, et Constantin, après avoir entendu le prêtre qui était si bien maître de l'esprit de sa sœur, résolut de rappeler Arius. Il lui écrivit pour lui ordonner de venir se réjouir dans la présence de son souverain, et lui offrit pour se rendre auprès de lui l'usage des relais publics. Arius accourut; il protesta qu'il était d'accord avec la croyance de l'église et rentra en

grace auprès de l'empereur. Deux de ses plus notables partisans, Eusèbe de Nicomédie et Théognis de Nicée, recouvrèrent leurs siéges, et les évêques nommés à leur place furent obligés de se retirer. Sans perdre de temps, Eusèbe de Nicomédie proposa à Athanase de rendre la communion à Arius. L'évêque d'Alexandrie répondit qu'il ne ferait rien de contraire au concile de Nicée. On le dénonça auprès de l'empereur, qui lui fit parvenir l'ordre de ne refuser à personne la communion de l'église.

Plus Arius mettait d'insistance pour rentrer dans le sein de l'église, plus Athanase déployait de fermeté pour l'en tenir éloigné. Il ne croyait pas aux rétractations de son adversaire; il savait qu'Arius et ses partisans se réservaient toujours de reprendre par des commentaires ultérieurs ce qu'ils paraissaient avoir abandonné. Cette conviction lui inspira la résolution inébranlable de ne jamais permettre qu'Arius reprît dans son diocèse les fonctions sacerdotales. Alors commença entre les catholiques et les ariens un échange d'accusations et de calomnies. Jamais les factions politiques n'ont montré plus d'acrimonie et de haine que n'en répandirent les uns contre les autres ces chrétiens et ces prêtres. Athanase, par son refus opiniâtre de communier en aucune façon avec les ariens, semblait aux hommes modérés et concilians un obstacle fâcheux à la pacification de l'église. Les partisans d'Arius répondirent à cette opposition intraitable par des agressions furieuses; ils accusèrent Athanase auprès de l'empereur de complots séditieux; ils lui imputèrent le projet d'empêcher l'exportation du blé d'Alexandrie à Constantinople. Constantin, dans un mouvement de colère, prononça l'exil d'Athanase et le relégua à Trèves, dans la Gaule.

Sur ces entrefaites, un accès de colique enleva Arius, et les catholiques se mirent à crier au miracle. Arius avait obtenu un ordre de l'empereur, qui enjoignait à l'évêque de Constantinople de l'admettre à la communion des fidèles dans l'église. La veille du jour qui devait éclairer son triomphe, il parcourait la ville environné de nombreux partisans, quand des douleurs d'entrailles le contraignirent à chercher un endroit secret. Ceux qui l'accompagnaient l'attendirent, mais en vain; il ne revint pas; il était mort subitement. Ce fut un cri de triomphe de la part des catholiques : Dieu avait frappé l'impie qui se préparait à souiller son temple! Athanase lui-même ne se refusa pas le plaisir de voir l'intervention divine dans un accident aussi naturel, et Constantin témoigna sa joie d'un évènement qui devait, selon lui, couper court à tout débat, comme si les

idées se laissaient ensevelir avec la dépouille mortelle de celui qui pendant un instant leur a servi d'interprète! Au reste, l'empereur suivit de près l'hérésiarque. Constantin mourut l'année suivante, sans avoir jamais rien compris au fond même de la religion qu'il avait couronnée.

Gibbon a raconté en maître le règne de Constance, ses longues incertitudes entre les ariens et les catholiques, sa préférence finale pour les opinions et les partisans d'Arius, les excès des deux partis, les exils successifs d'Athanase. Julien, qui succéda à Constance, rappela tous les bannis, apportant au milieu de ces débats une tolérance facile, car son dédain était égal pour les catholiques et pour les ariens. D'ailleurs il pouvait espérer que la religion chétienne, qu'il n'aimait pas, trouverait dans ses divisions des causes de discrédit et de faiblesse. Cependant l'influence qu'Athanase exerçait à Alexandrie était si grande, qu'elle effraya l'empereur, qui lui ordonna de quitter la ville. Ce nouvel exil ne dura pas plus que le règne si court de Julien. Enfin le terme des tribulations d'Athanase approchait : Jovien le réintégra dans son siége, et le successeur de Jovien, Valens, bien qu'il penchât pour les ariens, fut obligé de le respecter, dans la crainte de provoquer lui-même à Alexandrie des troubles où le pouvoir impérial eût été méconnu. Après quarante-six ans d'épiscopat, après une vie qui ne fut qu'une longue polémique, Athanase s'éteignit doucement. L'arianisme ne fut pas le seul objet des discussions que soutint l'illustre évêque, qui portait l'effort de sa dialectique partout où il croyait voir l'orthodoxie compromise. Ainsi Athanase écrivit contre les sabelliens; il réfuta les apollinaristes, qui, pour mieux combattre les ariens, avaient imaginé de refuser à Jésus-Christ une ame humaine pendant qu'il était sur la terre, et ne lui accordaient qu'une ame sensitive. Mœhler expose en détail cette réfutation, qu'Athanase composa un an avant de mourir. Le livre du professeur allemand est une analyse savante et complète de tous les écrits d'Athanase; voilà son caractère et sa valeur. Il ne faut pas y chercher l'histoire politique de l'époque, l'appréciation des évènemens et des hommes qui, pendant le IVe siècle, se sont produits sur la scène du monde. L'ouvrage de Mœhler est une sorte de procès-verbal métaphysique, qui, dans le mouvement actuel des études religieuses, s'adresse non-seulement aux théologiens, mais aux penseurs.

Voilà dix-huit cents ans que le christianisme existe, et l'on peut dire qu'il a toujours eu à lutter contre l'arianisme. Nous entendons

ici par arianisme cette tendance rationaliste de l'esprit humain qui n'accepte pas le mystère et qui aspire à tout expliquer. L'homme vit par une contradiction : il se passionne pour l'inconnu, et il veut tout connaître; ce qui est merveilleux l'attire, puis lui répugne; tantôt il se prosterne, tantôt il se révolte; il élève des autels pour les renverser plus tard, et dans la même nature on trouve des abîmes d'humilité aussi bien que des prodiges d'audace. A tous les momens de l'histoire, sous tous les climats, à travers toutes les formes, coexistent ces deux penchans indestructibles de notre être; ils vivent dans des rapports inégaux; tantôt l'un domine, tantôt l'autre est vainqueur, mais tous deux sont éternels; ni Torquemada ne tue la pensée, ni 93 n'abolit la croix.

Jésus-Christ affirme qu'il est Dieu. Les uns le croient, les autres le nient. Ce n'est pas tout : parmi ceux qui le croient, il y a des divisions et des nuances; cette divinité qu'ils admettent, ils la commentent, ils l'expliquent, et sous l'adoration s'est glissé l'examen. Le dogme porte donc fatalement l'hérésie dans ses flancs; écoutons saint Paul qui nous dit : *Il faut qu'il y ait des hérésies.* Comment, grand apôtre, déjà vous sonnez l'alarme! A peine le christianisme est né, vous le fondez encore, vous êtes occupé à le constituer sur ses bases, et déjà vous annoncez les contradictions inévitables qui l'attendent! Jamais mot plus profond n'a honoré l'intelligence humaine. Il est beau d'avoir lu dans l'avenir tous les combats qu'une doctrine aurait à rendre et d'avoir persisté néanmoins à l'offrir à l'adoration des hommes.

La raison au surplus n'a pas fait défaut à l'appel de saint Paul. Avant la venue de Jésus-Christ, la raison humaine avait élevé sur toutes choses des systèmes dont elle croyait pouvoir s'enorgueillir. Aussi ne voulut-elle pas y renoncer : on la vit combattre avec acharnement pour la défense des solutions qu'elle avait trouvées, disputer pied à pied le terrain contre la religion nouvelle, prendre toutes ses formes, paraître quelquefois capituler, mais en gardant toujours les arrière-pensées et l'espoir d'un triomphe à venir. C'est ainsi que l'arianisme devint à quelques époques un semi-arianisme. Ainsi encore d'autres hérésies tentèrent après Arius des explications nouvelles. Au ve siècle, Nestorius prétendit que dans Jésus-Christ la divinité n'était pas unie étroitement à l'ame humaine, mais qu'elle y habitait comme dans un temple. Il y avait donc dans le Christ deux personnes, le Verbe qui était éternel, infini, incréé, la créature qui était finie et périssable. Aussi Nestorius trouvait-il condamnable de

réunir dans une seule personne le Verbe et la nature humaine, et il refusait à la sainte Vierge le titre de mère de Dieu. Le nestorianisme eut de nombreux partisans; il agita l'empire d'Orient, donna de grands embarras à Théodose II, se répandit en Asie et suscita une autre hérésie non moins féconde en troubles politiques. Un moine en grand renom de piété, Eutychès, imagina, pour mieux réfuter Nestorius, d'enseigner qu'il n'y avait dans Jésus-Christ qu'une seule nature, parce que la nature humaine avait été absorbée par la nature divine, comme une goutte d'eau par la mer. Voyez comme l'esprit de l'homme s'acharne à chercher une explication à ce qui est inexplicable, comme il s'agite, comme il se tourmente pour ne pas se soumettre à quelque chose d'incompréhensible.

Les hérésies des six premiers siècles de l'église sont filles de la philosophie grecque accouplée au mysticisme oriental. Au contraire, les hérésies du monde moderne ont été plutôt suggérées par les protestations instinctives du bon sens; les formules et les abstractions de la science sont venues plus tard.

Le protestantisme donna un nouvel essor aux deux tendances mystique et rationnelle de l'humanité. L'ame de Luther était profondément chrétienne, et c'était par un retour aux sources les plus pures et les plus vives de la foi que ce grand docteur travaillait à la réforme de la religion. Mais en vertu de quel principe retrouvait-il l'esprit sous une lettre morte? En vertu du principe du libre examen. Sans doute il le circonscrivait, et il entendait bien que la raison ne devait spéculer que sur les données de la foi. Beaucoup de chrétiens suivirent sa direction avec docilité; mais d'autres esprits s'emparèrent du principe de liberté, sans accepter le joug sous lequel le père de la réforme voulait le faire fléchir.

Ce fut la destinée du protestantisme d'enfanter au-delà des prévisions de ses promoteurs; il se trouva que la conception primitive si fortement empreinte du sceau de Jésus-Christ et de saint Paul eut des conséquences anti-chrétiennes. Aussi, quelles ne furent pas la douleur et la colère des réformateurs à la vue des monstrueux enfans dont on leur imputait la paternité! Calvin brûla Servet, parce qu'il crut apparemment que ce n'était pas trop d'un bûcher pour mettre un abîme entre lui et l'audacieux adversaire de la trinité.

Mais ce n'est pas ici le moment de parler des doctrines du théologien espagnol, doctrines qui lui furent si fatales sans exercer sur les esprits une grande influence. D'un bond, Michel Servet, avec une témérité folle, s'était porté aux dernières limites de l'incrédulité;

il n'entraîna personne. Au contraire, les opinions de Fauste Socin, avec une apparence plus modeste et plus pratique, réussirent mieux à s'emparer des ames. L'année même de la mort de Luther, en 1546, plusieurs personnes d'une assez haute distinction se réunirent à Vicence, ville des états vénitiens, dans une espèce d'académie, pour y conférer sur des questions religieuses. L'autorité connut ces réunions; elle arrêta quelques-uns des membres de l'hérétique assemblée : d'autres s'échappèrent; parmi ces derniers était Lelie Socin, qui, après avoir habité tour à tour la Suisse et la Pologne, mourut à Zurich en laissant à Fauste Socin, son neveu, son bien et ses écrits. Fauste, nanti de la succession de son oncle, goûta d'abord une vie voluptueuse; mais après douze années passées à la cour de Florence, où il avait joui de la faveur du grand-duc, il se mit à parcourir l'Europe; ce n'était plus l'amour de l'éclat et des plaisirs qui le tourmentait, mais le goût des controverses théologiques. Après un séjour de trois ans à Bâle, il traversa l'Allemagne, se rendit en Pologne, et voici ce qu'il y enseigna : — Il n'y a qu'un seul Dieu, et Jésus-Christ n'est le fils de Dieu que par adoption; c'est un homme qui, par les dons dont le ciel l'a comblé, a pu devenir le médiateur, le pontife, le prêtre du genre humain; mais c'est Dieu seul qu'il faut adorer sans distinction de personnes. — Ainsi tombaient la trinité, la consubstantialité du Verbe et la divinité de Jésus-Christ. Tous ces dogmes n'étaient plus que des imaginations étrangères à l'essence même du christianisme.

Le socinianisme dut une propagation rapide à la simplicité de ses doctrines. Il ne s'agissait plus, comme avec l'arianisme, d'introduire des distinctions dans la hiérarchie divine; il n'y avait plus de subtilités métaphysiques sur le Fils engendré de Dieu ou consubstantiel au Père. Le socinianisme était, pour nous servir des expressions du ministre Jurieu, *une religion de plain pied qui aplanissait toutes les hauteurs du christianisme*. Beaucoup d'esprits, qu'avaient fatigués les controverses infinies du XVIe siècle, se réfugièrent dans une solution aussi élémentaire et aussi simple.

Cependant la religion réformée eut à essuyer, de la part des catholiques, de cruels reproches pour avoir été l'occasion déterminante d'une semblable hérésie. Bossuet démontra qu'une des conséquences naturelles de la réforme était une tolérance qui conduisait nécessairement à l'indifférence en matière de religion. Pour se sauver d'une aussi monstrueuse indifférence, la réforme n'avait plus d'autre refuge que le despotisme du magistrat politique statuant souverainement

sur les articles de foi, et elle était divisée dans son propre sein par les tolérans et les intolérans. « Les tolérans, dit Bossuet, se soutiennent par les maximes constantes de la réforme; les intolérans l'autorisent par des faits qui ne sont pas moins incontestables : chaque parti l'emporte à son tour. La réforme a fait tout le contraire de ce qu'elle s'était proposé : elle se vantait de persuader les hommes par l'évidence de la vérité et de la parole de Dieu, sans aucun mélange d'autorité humaine; c'était là sa maxime, mais dans le fait elle n'a pu s'établir ni se soutenir sans cette autorité qu'elle venait détruire, et l'autorité ecclésiastique ayant chez elle de trop débiles fondemens, elle a senti qu'elle ne pouvait se fixer que par l'autorité des princes, en sorte que la religion, comme un ouvrage purement humain, n'ait plus de force que par eux, et qu'à vrai dire elle ne soit plus qu'une politique. Ainsi, la réforme n'a point de principes, et par sa propre constitution elle est livrée à une éternelle instabilité (1). » Bossuet triomphait au point de vue de l'orthodoxie, mais toute l'éloquence de sa polémique était impuissante à arrêter les mouvemens de l'esprit humain. Toutes ces sectes dont il se plaignait opéraient une décomposition nécessaire dans les opinions et les sentimens de la chrétienté. C'est surtout en Angleterre que s'accomplit ce travail; la multiplicité des sectes que Bossuet compare aux vagues de la mer, y inspira à beaucoup d'esprits la pensée d'offrir à tant de dissidens quelques points fondamentaux sur lesquels il suffirait de tomber d'accord pour se trouver chrétien; c'est dans ce dessein que Locke écrivit le *Christianisme Raisonnable*. Voici l'idée et le but de ce livre qui devint rapiment populaire. — Avant sa chute, Adam habitait le paradis terrestre où était l'arbre de vie; il en fut chassé pour avoir désobéi à Dieu, et il perdit le privilége de l'immortalité. En effet, dès ce moment avec le péché la mort entra dans le monde; voilà pourquoi tous les hommes meurent en Adam; voilà pourquoi, depuis la chute du premier homme, le genre humain ne se perpétue plus que pour mourir. Qu'a fait Jésus? Il a apporté aux hommes une loi dont l'observation leur rend l'immortalité non pas sur la terre, mais après cette vie. Il faut donc croire que Jésus, fils de Marie, *est le Messie;* il faut entretenir dans son ame un grand désir de connaître ce qu'il a enseigné, et de pratiquer ses commandemens. A ces conditions, on est chrétien; quant aux dogmes de la consubstantialité du fils avec le père, de la divinité du Christ et de la Trinité, ceux qui les trouvent dans les Écri-

(1) Sixième avertissement sur les lettres de M. Jurieu, chap. 104.

tures doivent continuer à les croire, mais ils ne doivent pas damner ceux qui ne les y voient point. — Telle était la transaction qu'offrait Locke à toutes les sectes : c'était, suivant les expressions d'un critique du temps, « un moyen aisé et infaillible de réunir tous les chrétiens, et d'éteindre à jamais leurs animosités, malgré la différence de leurs opinions. » C'est ainsi qu'à la fureur de se combattre et à la manie de se diviser succédait le désir général d'une fusion où chaque parti était invité à jeter en sacrifice ce qui avait été long-temps l'objet de ses prédilections les plus intolérantes.

Locke ne réussit pas à sceller cette réconciliation chimérique entre les différentes sectes qui se partageaient le christianisme; mais l'action qu'il exerça n'en fut pas moins puissante dans un autre sens, car il opéra la transition entre l'époque des controverses théologiques et le règne de la philosophie. Vers la fin du XVIIe siècle, entre Bossuet et Voltaire, le célèbre professeur d'Oxford, à la fois chrétien et philosophe, préparait les triomphes du rationalisme. Après lui, l'empire passe ouvertement des théologiens aux penseurs. Il n'y a plus d'hérésies, car l'esprit humain n'a pas besoin de ces détours; il parle en son propre nom. Toutefois, dans cette expansion des idées et des principes du rationalisme, on peut saisir encore la trace des causes et des antécédens historiques. C'est un enfant de la réforme, c'est un calviniste, c'est un Genevois qui donna une expression populaire et passionnée aux sentimens de Fauste Socin et de Locke, dans *la Profession de foi du Vicaire savoyard*. La réforme devait aussi, dans un autre hémisphère, aboutir au rationalisme le plus absolu. On n'ignore pas combien dans les États-Unis, au milieu des différentes sectes chrétiennes, celle des *unitaires* est prépondérante. Voici comment Jefferson, dont l'illustration politique ne le cède qu'à la gloire de Washington, s'exprimait sur le caractère du fondateur du christianisme : « Il faut défendre le caractère de Jésus contre les fictions de ses faux disciples qui l'ont exposé à passer pour un imposteur. En effet, s'il était possible de croire qu'il eût réellement autorisé les folies, les impostures, les actes de charlatanisme que ses biographes lui imputent, s'il fallait admettre les fausses interprétations, les interpolations, les théories mystiques des pères des premiers siècles et des fanatiques des siècles suivans, tout esprit sensé serait irrésistiblement conduit à cette conclusion, que Jésus n'était qu'un imposteur. Je n'ajoute aucune foi aux falsifications qu'ils ont commises sur son histoire et sur sa doctrine, et, pour mettre sa réputation hors d'atteinte, je ne demande que la même précaution que

l'on apporte à la lecture de toute autre histoire. Quand Tite-Live ou Dion Cassius nous parlent de choses qui s'accordent avec notre propre expérience de l'ordre de la nature, nous avons confiance en leurs paroles, et nous plaçons leurs récits dans les annales de l'histoire croyable; mais quand ils racontent que des veaux ont parlé, que des statues ont sué du sang, quand ils énoncent d'autres faits aussi contraires au cours de la nature, nous rejetons ces merveilles au rang des fables qui n'appartiennent pas à l'histoire..... C'est à ce libre exercice de la raison que j'en appelle pour la justification du caractère de Jésus. Nous trouvons dans les écrits de ses biographes des élémens de deux natures bien distinctes : d'abord une espèce de canevas, tissu grossier d'ignorance vulgaire, de choses impossibles, de superstitions, de fanatisme et d'impostures; puis, se mêlant à tout ce fatras, les idées les plus sublimes sur l'Être suprême, les préceptes de la plus pure morale, sanctionnés par une vie d'humilité, d'innocence et de simplicité de mœurs. Voilà des choses que les écrivains qui les rapportent étaient incapables d'inventer. Devons-nous être embarrassés pour séparer de semblables matériaux, et pour attribuer à chacun ceux qui lui appartiennent? La différence est frappante pour l'œil et pour l'intelligence, et nous pouvons faire en lisant la part de chacun (1). » Quel chemin a parcouru la raison humaine! Elle ne propose plus modestement ses doutes; elle s'érige en souveraine et en règle; elle répudie tout ce qui la choque. Jefferson n'a plus les ménagemens de Locke et de Jean-Jacques; à ses yeux, Jésus est un homme supérieur et pur dont l'ignorance et le fanatisme ont défiguré la vie. Jésus, suivant Jefferson, a pu prendre les élans de son beau génie pour des inspirations d'un ordre supérieur, sans avoir eu pour cela l'intention de tromper les hommes. Les opinions de Jefferson sont celles d'un homme positif et pratique qui veut tout expliquer par les vraisemblances et les habitudes de la vie ordinaire. Aussi, dans les conseils qu'il adresse aux unitaires, les conjure-t-il de ne jamais fabriquer de formules de croyance, de professions de foi, enfin de ne jamais abandonner la morale pour les mystères, et Jésus pour Platon.

Mais il est une philosophie supérieure à ces données d'un rationalisme un peu vulgaire. Contemporain de Locke, Spinosa avait sondé la nature des choses à une bien autre profondeur. Quand au milieu du XVIIe siècle, Spinosa publia son *Tractatus theologico-politicus*,

(1) *Correspondance de Jefferson*, lettre à William Short.

la théologie était encore puissante, et l'autorité dont elle jouissait devait contraindre à des ménagemens et à des détours jusqu'à l'homme qui a poussé si loin l'essor et l'audace de la pensée. Spinosa a tout mesuré de l'œil; il a construit un système qui est le reflet idéal et complet de l'universalité des choses : Dieu, la religion, l'homme, l'histoire, l'intelligence, la volonté, les passions, les principes éternels, les accidens éphémères, voilà le contenu de la pensée du philosophe. La raison est la source souveraine de toutes choses : révélations, religions, prophéties, tout s'explique par elle. Mais comment le sage d'Amsterdam, quel que soit son courage, osera-t-il produire sa doctrine? C'est ici qu'il faut bien comprendre l'industrie de sa méthode. Cette théologie qu'il frappe au cœur, il la déclare respectable et sacrée; seulement il demande la permission de mettre à côté d'elle la philosophie, mais sans jamais les confondre. Séparer la philosophie de la religion, voilà mon but, dit Spinosa : ..... *Scopum ad quem intendo, nempè ad separandam philosophiam à theologia* (1). Il s'exprime encore d'une autre manière; ni la théologie ne doit être la servante de la raison, ni la raison servante de la théologie : *Nec theologiam rationi, nec rationem theologiæ ancillari* (2). Voilà donc deux domaines, deux principes bien distincts : Spinosa fait le partage entre la raison et la foi. Dans le domaine de la foi, il faut mettre les croyances sans lesquelles on n'obéirait pas à Dieu, et qui impliquent tout ensemble l'obéissance à Dieu et une créance entière à elles-mêmes (3). Mais la philosophie se propose un autre but, elle aspire à la conquête de la vérité, à la certitude, et elle ne peut les demander qu'à la raison (4). Ainsi donc la piété est le lot de la théologie, tandis que le vrai appartient à la philosophie. Il y avait autant de prudence que d'ironie dans cette distinction. Apparemment Spinosa n'ignorait pas que la nature des choses ne se laisse pas ainsi arbitrairement scinder : ne dit-il pas quelque part que la vertu dépend des lois de la raison (5)? Si l'on pouvait conserver encore quel-

(1) *Tractatus theologico-politicus*, cap. 2.

(2) *Ibid.*, cap. 15.

(3) « Nempè quod nihil aliud sit (fides), quam de Deo talia sentire, quibus ignoratis tollitur erga Deum obedientia, et hac obedientia posita, necessariò ponuntur. » (*Tract. theolog.-polit.*, cap. 14.)

(4) « De veritate autem et certitudine rerum quæ solius sunt speculationis, nullus spiritus testimonium dat præter rationem, quæ sola, ut jam ostendimus, veritatis regnum sibi vindicavit. » (*Ibid.*, cap. 15.)

(5) « Quæ mihi cum ratione convenire videntur, eadem ad virtutem maxime utilia esse credo. « (*Epist.* 19.)

ques doutes sur la pensée intime de Spinosa, ces doutes devraient tout-à-fait disparaître devant la lecture de son *Ethique*, de ce vaste et profond traité de morale où les actes de l'homme sont reconnus comme la conséquence nécessaire de ses idées, où ses devoirs et ses droits sont constitués en harmonie avec les principes de sa nature. Mais Spinosa avait besoin de mettre en avant une distinction qui pût lui servir de sauvegarde; de cette façon il tenait un peu les théologiens en respect, et il savait que les vrais philosophes ne prendraient pas le change.

Cependant le *Tractatus theologico-politicus* avait éveillé dans nombre d'esprits une vive curiosité. On voulait savoir quel était le fond de la pensée de Spinosa sur les sujets les plus délicats, entre autres sur la divinité du Christ. Spinosa répondit à Henri Oldenburg, qui lui avait adressé quelques questions au nom de plusieurs personnes : « Puisque vous voulez connaître mes vrais sentimens, le Christ est à mes yeux la manifestation la plus éclatante de la sagesse divine, et il a communiqué cette sagesse à ses disciples; mais, quand certaines églises ajoutent que Dieu s'est fait homme, je ne sais plus ce qu'elles veulent dire, et elles ne me paraissent pas moins absurdes que celui qui me viendrait dire qu'un cercle est un carré. Vous savez mieux que moi, ajoutait Spinosa en finissant, si ces explications peuvent convenir aux chrétiens de votre connaissance (1). » Une autre fois, il écrivait au même Oldenburg que, pour exprimer plus énergiquement la manifestation de Dieu dans le Christ, Jean, qui, tout en employant la langue grecque était plein d'hébraïsmes, s'était servi de ces mots : « Le Verbe s'est fait chair (2). » Ce n'est pas le seul point sur lequel les lettres de Spinosa soient un excellent commentaire des pensées fondamentales de ce grand homme.

On se tromperait si dans ces passages de Spinosa on voulait retrouver un véritable arianisme. Spinosa ne s'accorde guère avec Arius; il ne fait pas du Christ un *logos* divin engendré de Dieu, et qui à son tour a créé le monde : si telle était sa pensée, Spinosa ne serait plus qu'un platonicien. Ses réponses à Henri Oldenburg n'ont

(1) « Cæterum quod quædam ecclesiæ his addunt quod Deus naturam humanam assumpserit, monui expresse me quid dicant nescire; imo, ut verum fateor, non minus absurdè mihi loqui videntur, quam si quis mihi diceret quod circulus naturam quadrati induerit. » (*Epist.* 21.)

(2) « Quamvis Johannes duum evangelium græce scripserit, hebraizat tamen.... Deus sese maxime in Christo manifestavit, quod Johannes ut efficacius exprimeret, dixit Verbum factum esse carnem. » (*Epist.* 23.)

pas d'autre portée que de faire du Christ le plus *sage*, et en ce sens le plus *divin* de tous les hommes. Si l'on veut trouver dans l'histoire des hérésies une doctrine qui ait des analogies avec celle de Spinosa, il faut s'adresser au sabellianisme. Comme Sabellius, qui s'était inspiré du mosaïsme, le juif d'Amsterdam ne reconnaissait qu'une souveraine unité qui pouvait avoir plusieurs faces, mais non se diviser en *personnes* distinctes. Spinosa identifiait l'intelligence avec la volonté; à ses yeux, l'amour intellectuel de Dieu pour l'homme est le même amour par lequel Dieu s'aime lui-même. Tout tombe donc dans le gouffre de l'éternelle substance, et l'identité de Dieu, de l'homme et du monde repousse toutes les distinctions trinitaires. On peut, au point de vue historique et dans une certaine mesure, estimer qu'avec Spinosa le sabellianisme reparaissait, mais transformé, mais élevé à la puissance d'une réflexion qui a su tout embrasser et tout approfondir.

Il est exact de dire que la théologie catholique est à la fois aux prises avec Platon et Spinosa. Platon, par l'organe de ceux qui ont fondé et soutenu l'arianisme, dit aux chrétiens : Puisque vous adorez le fils de Dieu, distinguez-le du père; ne dites pas qu'il lui est consubstantiel, mais reconnaissez qu'engendré lui-même à son tour, il a créé le monde, et qu'il est le *logos* divin que j'ai emprunté aux doctrines orientales pour le faire régner dans la philosophie grecque. De son côté, voici Spinosa qui s'adresse au christianisme, et sa thèse est celle-ci : Si le christianisme a raison de proclamer l'unité de Dieu, il a tort d'admettre des *personnes* au sein de cette unité, et il ne devrait reconnaître que la substance absolue.

Qu'a fait cependant la philosophie catholique? Elle a entrepris de répondre à Platon par Spinosa et à Spinosa par Platon. Au *logos* divin qui est différent du père, elle oppose le principe de l'unité de Dieu, et d'un autre côté, dans la substance absolue, elle introduit le verbe créateur : voilà le nœud de la question métaphysique.

Au point de vue philosophique, cette solution n'est qu'une transaction dont les termes se contredisent; au point de vue de la religion, elle est un dogme, un mystère.

Depuis le IVe siècle jusqu'au XIXe, la question de l'arianisme a traversé bien des phases. Les opinions mêmes d'Arius, grace à la faveur de plusieurs des successeurs de Constantin, jouirent en Orient d'un assez long crédit, puis elles eurent l'insigne fortune de se faire accepter par une partie des peuples barbares qui se jetèrent sur le monde romain. Les Goths les adoptèrent et les répandirent dans

l'Illyrie, dans la Pannonie, dans une partie de l'Italie, en Afrique, en Espagne. Dans ses combats contre l'arianisme, le catholicisme eut pour appui le retour définitif des empereurs grecs à l'orthodoxie décrétée par le concile de Nicée, la papauté et l'épée des rois francs. Mais la lutte fut longue, et les derniers vestiges de l'arianisme ne disparurent que vers la moitié du VIIe siècle. Nous touchons au moyen-âge. Pendant sept cents ans, l'orthodoxie catholique règne seule jusqu'au moment où brillent, au XVe siècle, le bûcher de Jean Hus et l'*étoile du matin de la réforme* (1). Voilà le signal de nouveaux combats. On peut dire qu'au XVIe siècle l'arianisme reparaît, si l'on veut donner ce nom aux mouvemens du rationalisme; mais il faut remarquer qu'il ne s'agit plus des idées de Platon ou des opinions d'Arius : la raison humaine reprend sa marche et ses droits en vertu d'elle-même. Dans cette insurrection générale, tout concourt, tout a sa place, sa mission, son influence. Le rationalisme prouve sa force par la diversité de ses doctrines et le nombre de ses représentans : à ceux qui cherchent surtout une religion pratique et claire, il offre le socinianisme et le christianisme raisonnable de Locke; aux fortes intelligences, il présente l'idéalisme de Spinosa; plus tard il aura, pour se populariser, l'inépuisable ironie de Voltaire et les pathétiques élans de Rousseau. Il triomphe, mais sa victoire l'enivre; dans son fol aveuglement, il se dégrade, il se souille, et l'autel qu'il se dresse à lui-même en 1793 devient son écueil et sa honte. Cependant, après tant de tempêtes, le calme a reparu, et il est possible de reconnaître avec impartialité où en sont aujourd'hui l'arianisme et le catholicisme.

Les préoccupations de l'esprit humain sont changeantes : telle question qui à une époque a été l'objet de ses recherches les plus vives, dans un autre temps lui paraît perdre presque toute son importance, ou bien encore les progrès qu'il a faits sur d'autres points lui permettent de transformer la question primitive et de lui assigner une autre place dans le champ de ses spéculations. Or cela est arrivé pour l'arianisme, et en voici la raison. Jamais l'intelligence de l'histoire n'a été plus profonde que dans notre siècle : tout a concouru à nous donner cette supériorité sur les âges précédens, la marche du temps, les grandes choses dont nous avons été témoins, une philosophie forte et savante. On a d'autant mieux compris les faits qu'on avait plus creusé les idées, et la métaphysique a été la cause d'une

(1) Wiclef.

meilleure entente du passé. Aussi on a généralement reconnu qu'il était déraisonnable de vouloir retrouver dans des siècles dont nous sommes séparés par un long intervalle les opinions et les sentimens qui nous animent nous-mêmes. L'histoire a été admise avec ses variétés et ses contrastes, on lui a permis d'être originale, et l'on ne s'est plus scandalisé de voir ses monumens porter l'empreinte de conceptions et de pensées que nous ne partageons pas.

Avec cette façon de voir et de juger, le passé s'est ranimé pour ainsi dire, et nous avons vu un peu de lumière pénétrer dans les premiers âges. La vieille Asie, cette mère de toutes les religions, n'est pas encore connue, mais du moins elle est pressentie. Nous sommes prédisposés à comprendre le génie de cet Orient qui porte partout l'empreinte de Dieu, où toujours l'homme s'effaçait devant l'intervention divine, où toujours Dieu était adoré comme la cause unique et souveraine de tout changement dans la nature et dans l'humanité. Aussi nous ne nous étonnons plus si, dans les Écritures qui sont le fondement de la religion chrétienne, nous trouvons partout la présence et le bras de Dieu : c'est Dieu qui frappe d'épouvante les uns, donne la victoire aux autres; c'est Dieu qui tonne, qui déchaîne les vents et les tempêtes; c'est Dieu enfin qui relève les courages, endurcit les ames; c'est lui qui inspire les projets sublimes et qui révèle les grandes vérités. Qui n'a pas enchanté son imagination avec les récits bibliques, avec leurs graces naïves et leurs magnificences gigantesques? Qui n'a pas trouvé dans ces pages de l'histoire humaine des émotions aussi vives que dans les plus belles scènes de la nature?

Mais ces plaisirs de l'esprit n'ôtent rien à son indépendance. La véritable critique sait à la fois restituer l'histoire et la juger; elle en décompose les élémens, elle en explique l'origine et la nature. Ainsi nous avons vu de nos jours l'histoire profane et sacrée soumise à la plus savante analyse. Tout ce que les religions contiennent de symboles et de mythologie a été l'objet de nombreuses études; on a commencé par la Grèce antique, puis on a passé à l'ancien Testament, enfin on est arrivé au nouveau, et le christianisme, dans ses monumens et dans ses textes, a été scientifiquement critiqué. Il y a six ans, le docteur Strauss a publié une *Vie de Jésus-Christ* où il applique au nouveau Testament les mêmes procédés que Heyne, Schelling et Ottfried Müller ont appliqués à la mythologie grecque. Strauss ne s'est pas fait le biographe du Christ, mais le critique des récits évangéliques qui nous ont transmis sa vie. Qu'a-t-il voulu démontrer?

C'est que le nouveau Testament est souvent le reflet de l'ancien, c'est qu'il y avait dans les livres sacrés, dans les traditions et l'esprit du peuple juif, un type idéal du Messie, et que le travail de ceux qui ont écrit sa vie a consisté à la remplir de toutes les circonstances et de toutes les particularités merveilleuses qui étaient dans l'imagination de la nation juive. Il y a donc dans la vie traditionnelle du Christ une partie historique et une partie mythologique.

Quelle est la conséquence de cette manière nouvelle de considérer les choses? C'est que la partie historique du christianisme perd beaucoup de son importance, tandis que sa partie idéale brille d'un éclat toujours pur. Tout ce qui tient à l'histoire de la religion est rejeté sur le second plan; les faits de la tradition sont comme un rêve dont le passé a gardé le souvenir; ils peuvent charmer l'imagination, mais ils ne participent pas à l'essence même des idées qui sont éternelles. L'esprit cherche donc les véritables fondemens du christianisme non pas dans l'histoire, mais dans la pensée, ou plutôt l'histoire devient une déduction de ce que l'intelligence conçoit *à priori*, parce que l'esprit est convaincu que tout ce qui est rationnel et nécessaire doit passer dans la réalité.

Il y a des degrés dans le mouvement philosophique de notre siècle. Tous les esprits ne sont pas à la même hauteur dans la contemplation des choses religieuses, mais il y a une disposition générale à chercher surtout dans le christianisme un système moral et rationnel. Les uns donnent de la trinité une explication logique et ne font plus, des trois personnes divines, que trois faces de l'être dans Dieu et dans l'homme : voilà pour la métaphysique. D'autres cherchent surtout dans le christianisme un système social, un idéal politique, et le Christ est pour eux le plus illustre des démocrates.

Par cette double tendance, l'arianisme est à la fois victorieux et transformé; toutes les opinions dominantes du siècle impliquent son triomphe, et en même temps, comme la question n'est plus posée d'une façon directe et irritante, les passions se sont apaisées. Aujourd'hui la religion et la philosophie ne cherchent pas à se détruire, mais à se pénétrer; elles aspirent à exercer l'une sur l'autre une influence qui lui subordonne sa rivale : c'est un nouvel aspect dans la lutte des idées. Entrez dans les églises, vous entendrez les prédicateurs de la foi chrétienne traiter de matières philosophiques : ils parlent de la nature des choses, des lois de la raison humaine; c'est de la métaphysique oratoire. Ouvrez les livres des philosophes, vous les trouvez dissertant sur l'incarnation et la trinité : c'est de la théo-

logie rationnelle. La religion et la philosophie ne reconnaissent plus comme autrefois de domaines distincts; elles vivent perpétuellement l'une chez l'autre. Les orateurs de la religion ont une tendance intime à philosopher, parce qu'ils obéissent à leur insu au rationalisme du siècle; sans abandonner les mystères et les miracles, ils voudraient faire entrer le plus possible la religion dans l'ordre naturel des choses. De leur côté, les philosophes ne veulent plus qu'on leur reproche de tourmenter des abstractions stériles; ils ont à cœur de démontrer que les idées sont la base même des faits les plus importans de la religion et de l'histoire. En un mot, la religion aspire à prouver qu'elle est *vraie*, et la philosophie, qu'elle est applicable et puissante. Cette rivalité ainsi établie ne peut manquer d'être féconde, mais un avenir encore éloigné peut seul en connaître les fruits. En attendant, l'histoire raisonnée de quelques-unes des questions qui depuis dix-huit siècles ont été posées par la religion chrétienne peut être utile : voilà pourquoi nous nous sommes occupé de l'arianisme.

LERMINIER.

ACADÉMIE FRANÇAISE.

RÉCEPTION DE M. VICTOR HUGO.

Il s'est accompli, il y a peu de jours, dans la sphère de la littérature et de la poésie, un de ces évènemens rares et éclatans qui ont le privilége d'exciter avant, pendant et long-temps après leur durée, l'attention des esprits sérieux et la curiosité même des gens frivoles. Deux planètes, qui semblaient destinées à décrire dans le champ de l'art une asymptote éternelle, deux principes, puissans l'un et l'autre, mais à des titres opposés, le génie de la tradition et le génie de la poésie vivante et actuelle, le mouvement et la résistance, M. Victor Hugo et l'Académie française se sont rencontrés face à face, et ont opéré, sous la coupole du palais Mazarin, leur laborieuse et mémorable conjonction. Comme on le pense bien, la foule était grande à ce spectacle. Toute l'élite de la société parisienne, qui s'intéresse ou qui a la prétention de s'intéresser aux mouvemens supérieurs de la pensée, se pressait dans l'étroite enceinte. On attendait avec anxiété le choc de cette prodigieuse antithèse, arrivée peut-être au moment

de s'effacer et de se perdre dans une plus large formule; on était curieux d'entendre les paroles *amies* qu'allaient échanger les deux formidables interlocuteurs. Chacun rêvait à sa manière cet étrange et merveilleux dialogue. On se figurait une autre conférence de Tilsitt où, cette fois, il y aurait un vainqueur et pas de vaincu, et où deux idées souveraines allaient se partager le monde de l'intelligence.

Par une coïncidence qui semblait heureuse, l'illustre académicien dont la vie et les ouvrages devaient servir de texte aux deux harangues, Népomucène Lemercier, se rattachait par ses aventureux essais de poète à l'école réformatrice, tandis que, par ses restrictives et souvent judicieuses opinions de critique, il appartenait à la phalange des conservateurs : beau champ de bataille assurément, terrain neutre s'il en fut jamais, où semblait pouvoir se déployer à l'aise, de part et d'autre, tout ce qu'il y a de vérités acquises et de prétentions légitimes dans les deux théories adverses. On espérait donc, dans cette mémorable séance, s'abreuver largement aux sources jaillissantes de la littérature et de la poésie, entendre discuter les maîtres et sortir de ce tournois intellectuel l'esprit mieux affermi dans l'une ou l'autre croyance. Il semblait en effet que ce dût être un bien grand jour dans les fastes de la poésie que celui où la tradition et la réforme, mises en présence, seraient amenées à dire chacune son dernier mot sur elle-même, devant l'ombre apaisée de l'auteur d'*Agamemnon*, de *Christophe Colomb* et de *Pinto*.

Hélas! cette attente a été trompée. Aucune question de théorie littéraire n'a été posée, aucun problème n'a été débattu. Napoléon, à qui personne pourtant ne succédait, Mirabeau et Danton, Malesherbes et Sieyès, voilà les seuls noms qui aient été sérieusement discutés. On se demandait tout bas si c'étaient des littérateurs et des poètes qui parlaient des choses de l'art, ou des pairs et des hommes d'état qui discutaient des matières politiques; on s'est pris à douter si on louait un écrivain célèbre, ou si ce n'était pas plutôt un successeur de Lamoignon ou de Turgot dont on appréciait la carrière; on ne savait pas bien au juste si l'on se trouvait assis dans le sanctuaire des lettres, ou si l'on ne s'était pas, par hasard, fourvoyé dans une enceinte législative.

L'assemblée (et cela fait honneur à ses instincts poétiques) n'a accepté qu'avec un sentiment marqué de surprise et de mécompte ce renversement du programme. « Avec M. Victor Hugo, on doit toujours s'attendre à de l'imprévu, » avait dit un homme d'esprit la

veille de la séance; et, cependant, malgré cet avis, l'imprévu annoncé a été accueilli comme une de ces visites que l'on n'attend point. En effet, on avait rêvé toutes les charmantes distractions de la pensée, toutes les vives jouissances de l'imagination, et l'on avait à subir de longs discours de tribune; il n'était pas possible de se tenir pour satisfait.

Gardons-nous, pourtant, d'en trop vouloir à M. Victor Hugo. Peut-être cette substitution de la politique à la littérature était-elle à peu près inévitable, et aurait-elle pu même, avec un peu plus de réflexion, être facilement prévue. Et d'abord, pour que cette passe d'armes littéraire si regrettée offrît l'intérêt puissant et dramatique qu'on s'en promettait, une condition expresse, et à laquelle on n'avait pas songé, était indispensable. Il aurait fallu que le hasard, qui désigne dans ces solennités l'organe de l'Académie, eût opposé au chef de l'école moderne un champion exclusivement dévoué aux principes de conservation et n'ayant donné que peu ou point de gages aux nouveaux systèmes. Or, un conservateur de cette nuance tranchée et sans mélange est aujourd'hui fort difficile à rencontrer, même parmi les membres de l'Académie française. M. de Salvandy, appelé à prendre la parole au nom de ses confrères, n'était pas précisément (et cette remarque est loin d'être un reproche) l'homme de ce rôle austère, de ce rôle de littérateur jacobite dont le regard et l'ame sont tournés vers le passé, et qui ne tient pour française que la langue des écrivains du siècle de Louis XIV. M. de Salvandy, auteur chaleureux, historien et romancier brillant et coloré, dont plusieurs pages heureuses ont eu l'honneur insigne de rappeler le grand restaurateur de la prose au XIXe siècle, M. de Salvandy, soit par ses antécédens d'écrivain, soit par ses opinions peu prononcées de critique, ne se trouvait pas dans des conditions d'orthodoxie suffisantes pour pouvoir, dans le champ-clos d'une discussion spéciale, opposer aux témérités de *Cromwell* et de *Ruy Blas* la bannière de la pure tradition classique.

Devant cette situation, que le hasard avait faite, M. Victor Hugo paraît avoir été induit à penser que ce serait de sa part un acte de bon goût, et tout à la fois d'habileté, que de s'abstenir de porter la controverse académique sur la question de principes, question fort délicate pour tout le monde, et plus encore pour le nouvel académicien que pour tout autre, puisqu'elle lui est toute personnelle. M. Hugo, qui a eu si fréquemment, d'ailleurs, occasion d'agiter des théories et de s'expliquer sur presque toutes les questions fonda-

mentales de l'art, ne se sentant pas provoqué par la présence d'un toréador trop irritant, s'est trouvé heureux de pouvoir parcourir paisiblement l'arène. De plus, sachant qu'il allait avoir pour introducteur dans l'Académie un ancien ministre, et apercevant près de lui, parmi ses nouveaux confrères, M. Guizot, M. Molé, M. Thiers, M. Royer-Collard, M. Villemain, M. Cousin, M. Dupin, sans compter les autres notabilités absentes *pour le service du roi*, il a pu croire obéir à une haute convenance en empruntant le langage et les idées de la politique, et en réservant la littérature pour un lieu et pour un moment plus opportuns.

Mais parlons plus sérieusement. Pour que M. Victor Hugo ait cru devoir se séparer, dans une occasion si solennelle, de la poésie, qui a fait sa gloire, il a eu sans doute des raisons graves et puissantes. Quelles sont-elles? Des personnes qu'on ne peut pas soupçonner de malveillance nous ont donné de ce grand mystère une explication confidentielle par la voie des feuilletons. Transfuge de la poésie, nous dit-on, M. Victor Hugo passe à la politique. La harangue qu'il vient de prononcer marque une phase nouvelle dans sa vie et dans son talent; il a assez pensé, assez écrit; il veut agir : l'action le réclame. Ce discours, où il avait à louer un poète, et où il évoque tous les souvenirs politiques d'un demi-siècle; ce discours, où l'on attendait une profession de foi littéraire, et où il est à peine question de littérature, c'est une abdication solennelle de son passé, c'est un premier pas vers la tribune, une candidature à l'une de nos chambres, peut-être à toutes les deux; mieux encore, un programme de ministère. — Vous souriez; mais que signifierait donc cette mystérieuse apparition de Malesherbes à la fin de cette harangue, cette apparition qui ne tient à rien, cette ombre, en quelque sorte, qui passe au fond du discours, comme la litière du cardinal de Richelieu traverse la scène à la fin de *Marion de Lorme*, pour jeter aux spectateurs le mot du drame? Ici, vous le voyez bien, le mot est PAIRIE et MINISTÈRE.

Je me garderai bien, en vérité, de nier d'une manière trop absolue cette explication, qui a du moins le mérite de donner un sens plausible à des choses qui resteraient inexpliquées sans elle. Mais, en consentant à me placer au point de vue qu'on nous indique, et en admettant que l'illustre écrivain ait, en effet, les intentions ultérieures qu'on lui prête, je ne puis supposer que M. Victor Hugo ait une si faible opinion de la position que les lettres lui ont faite, qu'il ait cru avoir besoin de prononcer quelques phrases sur la convention nationale et l'empire, sur les frontières naturelles de la France

et le système d'hérédité de branche à branche, pour établir son droit à un siége au Luxembourg, ou pour lever les yeux jusqu'au ministère de l'instruction publique. Je crois donc que, s'il s'est refusé à venir proclamer ses convictions littéraires dans l'éloge de M. Lemercier, s'il a pris un chemin de traverse, et si, contre toutes ses habitudes de stratégie franche et directe, il a, dans cette cirstance, plutôt tourné qu'enlevé la position, c'est tout simplement qu'un sentiment honorable de délicatesse et de bienséance lui a défendu d'entrer dans un sujet où, à moins de rester superficiel, et par conséquent indigne de l'Académie et de lui-même, il lui aurait fallu manquer à la mémoire qui lui était confiée, ou déserter ses opinions et tirer contre son drapeau.

Voyez, en effet, était-il possible que M. Hugo entreprît une appréciation franche et complète de l'œuvre poétique si embrouillé et si complexe de M. Lemercier, sans poser, tout d'abord, une question capitale, terrible, inexorable, la question des bonnes et des mauvaises innovations en poésie? Eh bien! entamer cette controverse, c'était agiter de nouveau le problème qui divise la littérature depuis le commencement du siècle, et qui a reçu, vers 1820, une solution toute contraire à celle que M. Lemercier a poursuivie obstinément toute sa vie. M. Victor Hugo, réformateur triomphant, porté à l'Académie sur les bras de la foule, pouvait-il, sans la plus grave inconvenance, venir contester à son prédécesseur ses tentatives restées sans écho et ses innovations inacceptées? Pouvait-il venir expliquer en quoi le réformateur de 1802 a eu tort, et en quoi, suivant lui, la réforme de 1802 a eu raison? — Non, non. — Ce n'est qu'à nous, si complètement en dehors de ce grand débat, qu'il peut être permis d'indiquer (et encore très sommairement), pourquoi des douze comédies, des dix poèmes, des quatorze tragédies de M. Lemercier, il ne surnage aujourd'hui que quelques noms. Esprit sagace et indépendant, M. Lemercier a senti, dès 1795, que le contre-coup d'une révolution dans l'état doit être une révolution dans la littérature. Philosophe selon Voltaire, il s'est aperçu qu'il était temps de suivre en poésie une autre loi. Sa vive et prompte intelligence l'avertit que les compositions si sèches, si décolorées, si dépourvues de toute imagination, qu'on recevait encore avec faveur en 1788, ne pouvaient plus causer qu'un insupportable ennui à un peuple qui avait retrouvé le mouvement et l'action, et qui, par l'action, remontait au sentiment vrai de la poésie. Sur le théâtre d'une nation, hier encore oppressée par le démon de la terreur, et qui, à peine délivrée de ce

cauchemar, battait des mains au vainqueur d'Arcole et des Pyramides, il ne fallait plus songer à faire admirer les dissertations banales et les lieux communs du drame soi-disant philosophique. Lemercier le comprit; il trouva même dans son ame, troublée par les visions du 2 septembre, un ou deux accens terribles qui répondirent (et c'est là sa gloire) au besoin d'émotions profondes qu'éprouvaient les masses. Rompre avec la poétique du XVIIIe siècle, rajeunir par une sève nouvelle et plus énergique la littérature alanguie de Saurin et de Marmontel, telle a été la seule pensée commune que Lemercier ait eue avec les réformateurs artistes de 1820. Hors de là, et particulièrement sur les moyens de réalisation, tout a été entre eux opposition et contraste. Partisan par système de l'originalité plutôt qu'original, passionné pour l'invention plutôt qu'inventeur, M. Lemercier fit tour à tour des emprunts à Eschyle, à Pétrone, à la Bible, à Alfieri, à Milton, à Shakespeare, à Manzoni. Quant à la langue, au rhythme, et à toutes les délicatesses de la forme qui constituent le style, cette condition vitale, cette consécration suprême de la poésie et de l'art, M. Lemercier, par un malheur de son organisation, y fut toujours insensible. Il croyait sincèrement que l'idée a droit sur la langue comme le planteur sur le nègre. Aussi combien d'intentions heureuses, combien de germes qui ne demandaient qu'à éclore, combien d'essais qui auraient mérité de vivre, ne se sont-ils pas glacés sous cette infirmité d'un beau talent!

Par toutes ces raisons, et sans qu'il soit besoin de chercher dans les replis de la pensée du poète je ne sais quelles velléités d'ambition vulgaire, on voit comment le nouvel académicien a été conduit à présenter l'éloge de son devancier par un côté que l'auditoire n'avait pas prévu. Tout en rendant au génie laborieux, opiniâtre et fantasque de l'auteur de *Frédégonde*, de *Plaute* et de *la Panhypocrisiade*, un hommage suffisant et habilement calculé pour se tenir dans une appréciation tout extérieure, M. Victor Hugo a construit l'édifice de son discours de manière à faire saillir une autre face moins indiquée, quoique certainement aussi remarquable, de la physionomie de son modèle, je veux dire le caractère si plein de noblesse et d'indépendance qui distinguait Lemercier. M. Hugo s'est complu, et on le conçoit, à retracer avec détails tout ce qu'il y a eu de loyauté et de sincérité démocratiques dans ce simple littérateur sans position, sans fortune, ami de Mme de Beauharnais et du général Bonaparte, commensal de la Malmaison jusqu'à la fin du consulat, qui pouvait

avec de telles liaisons arriver à tout, et qui, par une héroïque fidélité à ses principes, devint et demeura un des plus âpres et des plus constans adversaires du grand homme, qu'au fond du cœur il aima toujours, et dont il disait à la fin de sa vie : « Mon ami le premier consul! »

Cette manière de concevoir l'éloge de Lemercier une fois admise, il faut convenir que c'était un beau sujet et même un des plus beaux sujets littéraires possibles, que cette glorification de la puissance des lettres, seule résistance que le régime impérial n'ait pu amortir ni briser. M. Victor Hugo semble avoir eu la pensée d'agrandir encore ce cadre. Il était attiré vivement par ce noble et beau problème : déterminer l'attitude que doit garder la littérature vis-à-vis de la société, selon les temps, les lieux et les institutions. Mais il y avait là les élémens d'un livre; les bornes d'un discours n'y suffisaient pas. Nous ne possédons de ce plan regrettable qu'un long et magnifique exorde, peu en proportion avec les dimensions restreintes d'un remerciement académique, mais qui aurait été le digne péristyle du Panthéon que l'auteur projetait d'élever à l'héroïsme littéraire. La disposition singulière de ce morceau, beaucoup plus lyrique qu'oratoire, n'en a point affaibli l'effet sur l'assemblée. Quand, après avoir déroulé avec une savante lenteur le tableau le plus complet et le plus splendide, le plus minutieux et le plus oriental, que l'on puisse tracer de la gigantesque fortune de Napoléon, M. Victor Hugo a montré, seuls en révolte contre cette volonté colossale, six poètes, n'ayant d'autres armes que la conscience et la pensée, Ducis, Delille, Mme de Staël, Benjamin Constant, Châteaubriand, Lemercier, une immense acclamation a couvert ces noms glorieux et salué la noble et généreuse parole de l'auteur.

Quoique le caractère inattendu de cette nouvelle production de M. Victor Hugo ait un peu déconcerté ses amis et ses ennemis, elle a pourtant, et l'on s'en aperçoit, surtout à la lecture, toutes les qualités excellentes, et quelques-uns aussi des défauts réels, qu'on déplore et qu'on admire dans les autres écrits de l'auteur. C'est toujours un casque étincelant, une cuirasse finement et richement ouvragée, un gantelet d'une admirable ciselure. Nous ne dirons pas, avec les détracteurs du grand écrivain, qu'il manque sous ce casque une pensée, une poitrine sous cette cotte de mailles, une main sous ce gantelet. A Dieu ne plaise! Mais nous dirons, parce que nous l'avons expérimenté, qu'entre l'homme et l'armure il y

a du vide en quelques places. Il en résulte des parties creuses, des endroits plus faibles, qui, bien qu'on en dise, ne résistent pas toujours.

Prenons un exemple : M. Hugo n'a énoncé, je crois, dans tout son discours, qu'une seule proposition théorique. A mon avis, elle manque de solidité. Ayant, comme nous l'avons dit, de bonnes raisons pour ne pas vouloir énoncer un jugement sur l'œuvre littéraire de Lemercier, M. Hugo renvoie la décision à la postérité. Cela est fort bien; mais voici que cet innocent artifice oratoire prend, sous sa parole, naturellement dogmatique et grave, la forme impérieuse et générale d'un axiome. Non-seulement M. Victor Hugo se récuse, mais il refuse aux contemporains le droit de prononcer. Cette négation du droit de critique, s'il ne la restreignait un peu lui-même, n'irait à rien moins qu'à supprimer une des facultés de l'intelligence humaine. Citons ses paroles : « La postérité seule, — et c'est là encore une de mes convictions, — a le droit définitif de critique et de jugement envers les talens supérieurs. » Plusieurs de nos confrères en critique ont vivement protesté contre cette proposition, dont ils n'ont pas assez vu tout le vide. Que réclamez-vous? M. Hugo ne dénie, apparemment, à aucune créature humaine le droit de critique et de jugement *provisoire*. Voudriez-vous donc le droit de critique *définitive*, que M. Hugo déclare n'appartenir qu'à la postérité? Mais connaissez-vous, par hasard, quelque chose au monde de *définitif?* Les siècles ne se déjugent-ils pas les uns les autres? Et combien faut-il de siècles pour constituer la *postérité?* Boileau, était-ce la postérité pour Ronsard? Sommes-nous bien sûrs d'être la postérité pour André Chénier? Enfin, les *talens supérieurs*, pour lesquels seuls le poète fait des réserves, qui donc les déclarera supérieurs? N'est-ce pas précisément sur l'octroi ou le refus de ce titre que s'élèvent tous les conflits entre la critique et les auteurs? Vous le voyez bien, la proposition de M. Victor Hugo, vraie dans son acception courante et empirique, pour ainsi parler, devient fausse, ou plutôt s'évanouit, dès qu'il prétend lui imposer la forme dogmatique. Toute cette phraséologie factice cède au premier examen; l'armure ne touche pas le corps.

On a reproché récemment à M. Victor Hugo les compartimens symétriques de ses riches périodes, à deux, à trois, à quatre membres, dans lesquels il fait circuler, et, pour ainsi dire, serpenter la pensée. Pour moi, ce que je trouve de vraiment fâcheux dans ce pro-

cédé, outre un peu de lourdeur, c'est de rendre la prose sujette à un inconvénient dont elle avait été jusqu'ici préservée, et qui n'avait atteint que les vers; je veux parler du grave inconvénient des chevilles. Le magnifique exorde que j'ai déjà loué comme une des parties les plus artistement travaillées du discours de M. Hugo, contient cependant çà et là, dans sa riche contexture, quelques pièces rapportées qui ne font qu'y remplir une case, par exemple : « Alexandre de Russie, *qui devait mourir à Taganrog...* » Et notez encore que la cheville n'est pas toujours, comme ici, une simple inutilité. Elle est quelquefois une erreur ou une contre-vérité. Voyez plutôt : M. Hugo dit, en parlant de la convention : « Assemblée qui a brisé le trône et qui a sauvé le pays, qui a eu un duel avec la royauté, comme Cromwell, et un duel avec l'univers, comme Annibal..... » Est-ce donc à dire qu'Annibal ait eu à défendre à la fois tous les points du territoire de sa patrie, comme la convention? Non; mais la symétrie demandait ici un membre de phrase, et le nom de Cromwell exigeait en regard un autre grand nom. L'histoire, il est vrai, n'en fournit aucun qui convienne, parce que rien dans l'histoire ne ressemble à la convention. N'importe! il en faut un. Annibal? soit : la symétrie sera satisfaite; mais la vérité!

M. de Salvandy n'avait pas, pour préférer la politique aux questions d'art et de poésie, les motifs de position et de bienséance qui ont fait à M. Victor Hugo un devoir de s'abstenir. Aussi a-t-il pu, dès les premiers mots de sa réponse, entrer délibérément dans le champ littéraire, ce qui lui a gagné tout d'abord la faveur de l'assemblée. Il faut avouer que M. Hugo, en se taisant sur les choses qui ressortissent plus particulièrement à sa compétence, et où sa parole devait avoir une si grande autorité, avait fait la partie bien belle à son interlocuteur. M. de Salvandy a profité de cette faute; il a usé de tous ses avantages, peut-être même en a-t-il un peu abusé.

Autrefois, dans la bonne et vieille Académie, où tout, jusqu'au nom de *fauteuil*, rappelait les habitudes de salon, le directeur de la compagnie répondait aux remerciemens émus et prosternés du nouvel arrivant par un compliment où l'éloge était affectueux et discret. Cet usage, imité des paranymphes de la Sorbonne et des Facultés, pourrait paraître aujourd'hui assez fade. Il nous a valu cependant la touchante et fraternelle allocution de Racine à Thomas Corneille. Depuis quelques années, des esprits pleins de ressources ont inventé

un moyen de donner plus de piquant et d'attraits aux séances de réception. A un spectacle un peu ridicule et suranné, ils en ont substitué un qui paraît fort du goût du public, mais dont on pourrait contester la convenance. On n'a pas encore, il est vrai, renoncé à s'adresser des louanges en face; mais ce sont des louanges crêtées et éperonnées pour le combat, des louanges aiguisées en flèches. On échange encore des complimens; mais ce sont des complimens qui laissent apercevoir de longues griffes sous leur velours. Pour peu que ce système de guerre couverte et de politesse armée se perfectionne, la salle du palais des Quatre-Nations se changera bientôt en une arène : une séance de réception à l'Académie française ressemblera, à s'y méprendre, à la scène d'Arsinoé et de Célimène.

M. de Salvandy, qui faisait son début dans ce genre d'escrime, a enchéri sur tout ce que nous avons entendu de plus vif en ce genre. Il était difficile, en effet, que, selon l'usage, il n'exagérât pas quelque peu ses modèles. Plus il avançait, plus il s'animait, plus il supprimait les adoucissemens et les précautions oratoires; plus il laissait se produire la critique sincère et crue. Le discours de M. de Salvandy, spirituel, incisif, brillant de pensées, serait, au point de vue de ses opinions, que nous ne partageons pas, un excellent morceau de critique libre et individuelle; mais du haut du fauteuil du président, il a pu sembler n'être pas suffisamment réservé et sobre.

M. de Salvandy a de plus introduit une innovation que nous regretterions fort, pour notre part, de voir s'établir comme un précédent. Il ne s'est pas contenté de controverser, selon l'usage, quelques points de la harangue qu'on venait d'entendre. Il a tenu à faire de ce discours tout entier une réfutation complète et suivie; il l'a repris par paragraphe, ne laissant pas échapper sans contradiction la pensée la plus simple ni l'anecdote la plus indifférente. Cette négation universelle, ce blâme de parti pris, cet écho contradicteur, qui donnait aux habitués des chambres l'idée d'une réponse à un discours du trône faite par une majorité d'opposition, toute cette petite guerre, qui d'abord avait vivement éveillé l'attention, a fini par paraître un peu prolongée : l'orateur a dû faire quelques coupures et les a exécutées, séance tenante, avec un remarquable à-propos.

Le seul éloge que M. de Salvandy ait accordé au génie de M. Victor Hugo s'est adressé à ses facultés lyriques. Il veut bien admettre son nouveau confrère dans cette triade poétique qu'il compose de M. Casimir Delavigne et de M. de Lamartine, et dans laquelle la France a

depuis long-temps placé Béranger. Vous croyez, sans doute, qu'en décernant à M. Victor Hugo cette couronne de poète, M. de Salvandy a songé à l'auteur des *Feuilles d'automne* et des *Orientales?* Détrompez-vous. M. de Salvandy n'a songé qu'à l'auteur adolescent d'un premier recueil d'odes, où de grandes espérances faisaient pardonner l'absence des qualités brillantes qui se sont épanouies plus tard. Tout ce que M. de Salvandy veut bien accorder, c'est qu'il a été donné, par moment, à l'auteur des *Chants du crépuscule*, des *Voix intérieures* et surtout des *Rayons et des Ombres*, de retrouver quelque chose de ses premières inspirations. Que penser? que dire d'un jugement si étrange et qui semble si peu sérieux? C'est à peu près comme si l'on voulait soutenir que M. de Châteaubriand n'a jamais égalé son premier livre, l'*Essai sur les révolutions*, ou qu'on prétendît que David n'a rien fait de mieux que son grand prix de Rome, que n'ont égalé, comme on sait, ni le *Serment des Horaces* ni *Léonidas*.

Malgré toute la bonne volonté qu'il a mise à trouver le récipiendaire en défaut, M. de Salvandy a laissé passer, que dis-je? il a pris à son compte, par le long et piquant commentaire qu'il y a joint, une assez singulière faute de mémoire échappée à M. Hugo. Ce dernier, après avoir raconté la résistance opposée à Napoléon par les six poètes que nous avons nommés, poursuit en ces termes : « Un esprit vulgaire, appuyé sur la toute-puissance, eût dédaigné peut-être cette rébellion du talent; Napoléon s'en préoccupait; il se savait trop historique pour n'avoir point souci de l'histoire; il se sentait trop poétique pour ne point s'inquiéter des poètes..... l'homme qui, comme il l'a dit plus tard à Sainte-Hélène, *eût fait Pascal sénateur et Corneille ministre*, avait trop de grandeur en lui-même pour ne pas comprendre la grandeur dans autrui. »

Cette singulière idée de Napoléon, *Corneille ministre*, a fourni à M. de Salvandy l'occasion de plusieurs réflexions fort piquantes et fort applaudies. « Lorsque, dans les caprices de sa puissance et de son génie, Napoléon disait qu'il aurait pris Corneille pour ministre, sans s'en apercevoir, il faisait comme Richelieu, il le persécutait.... Voyez-vous ce génie et cette ame antiques contraints de servir le cardinal ou de se débattre avec la fronde, au lieu de gouverner souverainement *les Horaces* (on doit dire *Horace* à l'Académie), *Cinna*, *Polyeucte*, *le Cid?* Non, non, nous aurions des drames immortels de moins; est-il sûr que nous eussions un grand ministre de plus? »

Eh bien! il se trouve que ce mot tant répété, tant commenté, *Corneille ministre*, et qui a fait dire tant de choses ingénieuses de part et d'autre, n'est pas plus vrai que celui d'*enfant sublime*, que M. de Salvandy a rappelé en l'amendant, et qu'il aurait mieux fait de laisser dans les biographies où il est né. Quant au mot véritable de Napoléon sur Corneille, il est beaucoup plus sensé, beaucoup plus spirituel, et, si j'ose le dire, d'une tournure beaucoup plus française que celui que la préccupation de M. Hugo lui a substitué. Voici le fait :

Un matin, à Saint-Cloud, et non pas à Sainte-Hélène, à propos de la tragédie d'*Hector*, Napoléon se mit à parler du Théâtre-Français; quelqu'un vint à prononcer le nom de Corneille : « Corneille! s'écria-t-il, Corneille! s'il vivait, je le ferais prince! » Voilà le mot vrai, et je le préfère. Corneille prince! et pourquoi non? Cette alliance de mots est heureuse et naturelle et depuis long-temps admise dans la langue. Corneille n'est-il pas un des princes de la poésie? le prince de la tragédie française? En vérité, Napoléon me paraît avoir ici tout l'avantage, et la meilleure réponse à M. Victor Hugo était la citation du mot textuel.

M. de Salvandy a surtout réuni et concentré ses forces contre un point délicat du discours de M. Hugo. Une poétique et, suivant moi, fort belle et fort innocente appréciation de la convention nationale, a été l'occasion de la *grande bataille*. Attiré, comme tous ces enfans qu'on appelle poètes et peintres, vers tout ce qui a de l'éclat et de la grandeur, M. Hugo, qui venait de tracer la grande figure de Napoléon, a voulu lui donner pour pendant un tableau de cette terrible assemblée que lui-même appelle monstrueuse. Je ne m'explique pas, en vérité, les causes de la contradiction passionnée que cette page a soulevée. M. Hugo n'a pas flatté la convention : il n'excuse rien, il ne pallie rien; il laisse leur grandeur aux choses et n'en ajoute aucune aux hommes. Au contraire, personne n'a fait ressortir mieux que lui cette diminution de lumière intellectuelle, cette éclipse de talens qui a marqué les plus mauvais jours de cette assemblée. Personne n'a mieux signalé la propriété qu'ont les lueurs des incendies révolutionnaires, d'attacher de grandes ombres aux plus petits hommes, et de prêter des contours gigantesques aux plus chétives figures. Le tort réel de cette appréciation, c'est, à mon avis, de n'avoir pas indiqué ce qui fait la grandeur véritable de la convention, je veux dire ces grands travaux d'organisation publique,

ces belles institutions administratives et scientifiques, honneur et force de notre pays.

M. de Salvandy s'est donné de grandes facilités pour réfuter ce passage. M. Hugo avait parlé de la convention; M. de Salvandy lui a répondu comme s'il n'avait parlé que de 1793. M. Hugo avait montré l'ombre que fait la main de Dieu sur les sociétés condamnées à périr. Cette explication, plutôt biblique que philosophique, M. de Salvandy l'a repoussée, comme si Bossuet ne s'en était jamais servie. M. Hugo avait prononcé le mot *providence :* M. de Salvandy l'a traduit par le mot *fatalité*. Enfin, prenant lui-même l'offensive, M. de Salvandy a adressé à la convention un reproche inoui jusqu'à ce jour. Il l'a accusée d'avoir manqué à sa grande tâche si glorieusement remplie, au salut du territoire ! Ombre de Merlin de Thionville, où étiez-vous? Il a représenté comme un abandon de la défense, le mouvement de concentration qui a dû suivre le premier choc de l'invasion universelle; il a parlé des représailles, mais il a tu leurs dates; il n'a montré Fleurus que dans le lointain; il n'a pas dit que cette victoire, à laquelle se lie la mémoire des savans français, des fondateurs et des premiers élèves de l'École Polytechnique, il n'a pas dit que cette victoire avait sauvé la France avant la chute de Robespierre. Il n'a pas dit que la Flandre et la Hollande étaient reconquises; que Jourdan, avec l'armée de Sambre-et-Meuse, était maître de Liége et de Namur; que Pichegru, avec l'armée du Nord, occupait Anvers avant la délivrance des 9 et 10 thermidor. Il mentionne, il est vrai, Carnot, l'homme en qui s'est personnifié le génie militaire de la convention; mais c'est pour le montrer imposant à la France, en quatorze mois, des levées de quatorze cent mille hommes. Et où de pareils chiffres ont-ils été trouvés? Carnot organisa quatorze armées; mais aucune de ces armées n'avait cent mille combattans. L'armée du Nord n'en avait que soixante-et-dix mille. On s'étonne que des assertions si légères sur des faits si graves aient pu sortir de la plume d'un homme qui a mis la main aux affaires de son pays.

Et cependant, malgré ces critiques, je dois me hâter de dire que tout le discours de M. de Salvandy est conçu et écrit avec cette unité de sentimens et de vues, un peu partiales, il est vrai, qui appartiennent à un homme politique. Il est impossible de mieux saisir qu'il ne l'a fait, la liaison intime de certaines sympathies littéraires et de certaines antipathies politiques. Il a bien été l'homme d'une opinion. Aussi a-t-il reçu constamment d'une partie notable de l'au-

ditoire des marques d'une adhésion complète. M. Victor Hugo, au contraire, a laissé des marques rayonner toutes ses pensées sans parvenir à les concentrer. Il n'a été l'homme d'aucun parti, d'aucune opinion même. On l'accuse d'avoir flatté la convention ; on se trompe. Il ne lui a fait grace du souvenir d'aucun de ses crimes ; il n'a oublié ni l'échafaud d'André Chénier, ni le fiacre du 21 janvier, ni la pique du 2 septembre. Il a agi de même avec Napoléon. L'auréole de gloire qui l'entoure ne lui a point caché le fossé de Vincennes. Si, par cette évocation puissante les grandes choses qui ont marqué nos cinquante dernières années, l'auteur a voulu frapper vivement les imaginations, il a réussi ; s'il a cru faire davantage, il se trompe. Singulier contraste! M. Victor Hugo, qui s'est emprisonné dans la politique, n'a fait, en définitive, qu'un grand et beau discours littéraire, et M. de Salvandy, en appréciant des drames, des romans, des poésies lyriques, ce qu'il a fait d'ailleurs en écrivain élégant et littéraire, a obtenu surtout un succès politique.

CHARLES MAGNIN.

LA HOLLANDE.

IV.[1]

LITTÉRATURE MODERNE.

Je ne connais pas de pays où l'on ait autant mesuré d'hémistiches et façonné de rimes qu'en Hollande; pauvres et riches, gens de la ville et gens de la campagne, tout le monde rime. Si positif que l'on soit, il faut bien qu'à certaine heure un rayon d'or, un rêve, un son harmonieux ramène le cœur vers les vagues régions du monde idéal. La rime est ce son harmonieux qui vibre comme un accord du monde mystérieux des songes au milieu des occupations matérielles des Hollandais. La rime récrée le marchand à son comptoir et l'ouvrier à son labeur. Vous êtes assis le soir dans une honnête taverne d'Amsterdam avec trois ou quatre bons bourgeois de la cité, fumant de vrais cigares de la Havane, comme il convient à des gens qui ont une position recommandable, et faisant de la simple prose, de la prose comme M. Jourdain, quand tout à coup, après le plus pacifique entretien et le plus innocent verre de genièvre, voilà que l'ima-

(1) Voyez la livraison du 1er février.

gination de vos interlocuteurs s'enflamme, que leur langue s'accentue, se scande, et qu'à la place de cette vulgaire prose, dont vous attendez encore naïvement les longues phrases, résonnent deux fortes rimes comme deux coups d'archet, suivies bientôt de deux autres non moins éclatantes. Vous allez un matin visiter une de ces magnifiques maisons de campagne où les nababs de la finance étalent le luxe de l'Europe et des Indes, et sur la porte d'entrée vous voyez deux rimes solennelles peintes en bleu sur un fond blanc, deux rimes qui vous invitent, comme deux anges de paix, à vous livrer sans arrière-pensée au calme et au bonheur de la vie champêtre. La rime est inscrite aussi sur tous les monumens de pierre et de bronze : la rime mythologique embellit le piédestal de tous ces petits dieux si bien coloriés et si bien lavés qui ornent les allées de jardins; la rime flotte avec le *trekschuit* sur les canaux; elle orne l'enseigne des cabarets, la couverture des almanachs, la boutique ambulante des kermesses et la feuille d'annonces du journal. Un ancien voyageur raconte que l'hiver, dans le Nord, toutes les paroles que l'on prononce sont aussitôt gelées, tant il fait froid dans ces lointaines régions que nous avons encore la folie d'aimer. Au retour du printemps, l'air pénètre peu à peu dans cet amas de phrases interrompues, le soleil les dégage de leur enveloppe de givre, les paroles prisonnières reprennent leur essor et tourbillonnent, et résonnent dans l'air avec l'accent de joie ou de douleur qui leur fut donné. Je vous laisse à penser quelle singulière musique ce doit être, quel vacarme de mots et d'idées, de reproches qui n'ont déjà plus de sens, de promesses faites solennellement à la face du ciel et à jamais oubliées, de soupirs d'amour exhalés dans l'ombre, entre deux jeunes cœurs, qui viennent indiscrètement frapper l'oreille du passant! De même en Hollande, quand les saules de la prairie ont revêtu leur feuillage vert, quand le jardinier de Harlem voit poindre hors de leur étroit bourgeon les feuilles riantes de la tulipe, le voyageur entend sur les canaux, sur les grandes routes, au milieu des champs, au sein des cités, un bourdonnement confus de paroles flottantes et accentuées. Ce sont autant de rimes auxquelles le soleil de mai, le vent frais des beaux jours, donne l'essor et le mouvement, et qui s'en vont de tous côtés chantant l'amour, la liberté et la morale. Alors vraiment plus d'un étranger, surpris par cette musique sonore, a bien pu se dire : La Hollande est l'un des pays les plus poétiques qui existent au monde. Il a pu se le dire encore en voyant dans les magasins des libraires, dans les bibliothèques, tous ces poèmes anciens et mo-

dernes dont la Hollande s'honore. On les compte par centaines, par milliers, et nulle part ils n'ont été publiés avec tant de luxe. Mais la rime, si musicale qu'elle soit, ne constitue pas la poésie, et le poème le plus élégant, le plus correct, peut bien n'être qu'une œuvre de labeur et de patience dénuée de verve et d'inspiration. Or, tel est souvent le cas en Hollande. La patience est l'une des qualités les plus caractéristiques des habitans de ce pays; la nature même de leur sol la leur enseigne; l'entretien de leurs digues, le dessèchement de leurs marais, les forcent à la mettre sans cesse en pratique; l'art dont ils se glorifient, l'art des Gérard Dow, des Mieris, des Berghem, en est la plus gracieuse, la plus idéale expression, et leurs poèmes épiques, leurs bergeries, leurs strophes didactiques, ont pour la plupart le même caractère d'élaboration calme, régulière, soutenue.

L'organisation sociale de la Hollande, la tendance pratique des esprits, tendance qui se manifeste déjà dans les plus anciennes annales de cette contrée, n'étaient pas de nature à donner un grand essor à l'imagination de ses poètes. Tandis qu'en France, en Allemagne, les grands seigneurs appelaient la poésie dans leur château, dans leurs tournois, et lui donnaient pour ornement l'écharpe brodée par une main chérie, ou le blason conquis sur un champ de bataille; tandis que la chevaleresque Espagne chantait sous les orangers de Grenade la grandeur des rois maures et le triomphe du Cid; tandis qu'en Italie Boiardo et Arioste faisaient revivre dans les merveilleux caprices de leur imagination les riantes et glorieuses traditions du moyen-âge; tandis qu'en Angleterre Spencer consacrait dans sa *Reine des Fées* les dogmes symboliques de la chevalerie, et que Shakespeare de sa main gracieuse et puissante broyait tour à tour sur sa palette immortelle les roses de l'Orient et les sombres couleurs du Nord, en Hollande, les grands seigneurs succombaient l'un après l'autre dans le désordre des guerres civiles. La féodalité était vaincue par le commerce, la noblesse par la bourgeoisie. De bonne heure les villes de Flandre et de Hollande s'élèvent et prospèrent par l'habileté de leurs calculs et les efforts de leur industrie; et s'il y a dans ces villes une corporation qui défend avec intrépidité ses priviléges, un Arteweld qui fait trembler Louis XI, il n'y a point de Médicis.

Cependant, comme il faut que la poésie, cette fleur du ciel, jette partout ses racines et germe sur les rocs sauvages du Nord comme dans les jardins embaumés de Sacountala, sous l'humble toit de l'ouvrier, comme sous les plafonds dorés des châteaux, la poésie éveilla l'attention des bourgeois de Hollande. Ils l'accueillirent avec une

grave bienveillance, comme une ingénieuse distraction qui devait être soumise à certaines règles, et qui pouvait avoir ses agrémens à certaines heures. Il se forma de côté et d'autre des sociétés littéraires qui faisaient profession de se dévouer au culte des muses, de travailler aux progrès de la langue nationale et au perfectionnement de la poésie. Kops, qui a écrit une histoire de ces sociétés, fait remonter leur origine très haut. Il y en avait une, dit-il, à Leyde avant l'année 1200, une autre à Diest, fondée en même temps que l'Académie des jeux floraux de Toulouse, la plus ancienne Académie de l'Europe. Cependant nous croyons que l'association des confrères de la passion et des clercs de la bazoche a servi de modèle à la plupart de ces sociétés. Elles prirent seulement à tâche de remplacer ce qu'il y avait de trop aventureux dans les œuvres de leurs confrères de France, de trop gai dans leurs allures, par une tenue décente et des lois respectables. La première avait pris le titre de *chambre de rhétorique*, toutes les autres suivirent son exemple. Ce mot de *rhétorique* n'était pas une expression abstraite. C'était le nom d'une belle et puissante reine qui avait dans son empire des princes renommés, tels que Démosthène et Cicéron, Homère et Virgile. On n'entrait point au service d'une si grande dame sans quelque préliminaire. A moins d'un mérite extraordinaire, on n'arrivait pas tout d'un coup au premier rang. Il fallait monter de grade en grade, gagner ses priviléges par ses services. Mais aussi quelle magnifique perspective s'ouvrait aux regards des fidèles sujets de leur reine *Rhétorique!* D'abord on était trouveur (trouvère), inventeur de nouveaux sujets et de nouveaux mots. De là on arrivait au grade de doyen qui exerçait déjà une sorte d'autorité magistrale sur les jeunes disciples des muses. Puis on était promu à l'emploi de facteur, et chargé par là de composer les pièces officielles pour les solennités, de préparer le programme des fêtes et des grandes réunions. De cette imposante dignité au titre de prince il n'y avait qu'un pas. Pour une ode, pour une ballade heureusement rimée, on se trouvait un beau matin placé par la société au même rang que Démosthène et Virgile, ce qui ne laissait pas que d'être fort honorable; et en faisant encore un effort, on avait la chance d'être proclamé empereur, c'est-à-dire quelque chose de plus élevé en grade que dame Rhétorique elle-même. L'histoire ne dit point combien d'heureux poètes hollandais sont arrivés à ce rang suprême, ni par quels chefs-d'œuvre il fut mérité.

Outre ces grades littéraires, les chambres de rhétorique avaient un

porte-enseigne chargé de faire flotter leur bannière dans les grandes réunions, et un procureur fiscal qui enregistrait leurs faits et gestes. Elles avaient un nom symbolique, un blason des plus idylliques, et une devise très morale et très religieuse. Celle-ci porte dans ses armes une branche d'olivier, et a pour titre : *Ecce gratia;* celle-là prend pour symbole l'églantine, et pour devise : « Nous fleurissons par l'amour. » Une autre s'appelle le Buisson de Moïse, une quatrième la Vallée de Joie; une quantité d'autres avaient des noms de fleurs : Fleur de Blé, Fleur des Champs, Fleur de Lys. Celle d'Ypres, plus ambitieuse, s'appelait l'*Alpha et l'Oméga*, celle de Lichterwelde *les Voyayeurs Pacifiques*. Quelques-unes se plaçaient sous le patronage des saints; d'autres enfin, voyant le ciel et la terre envahis par leurs rivales, descendaient dans les réalités de la vie vulgaire. Une société de Louvain s'appelait tout simplement *le Persil*, une autre *le Boudin*. Les devises étaient d'ailleurs toujours une affaire importante à traiter, un grave objet d'examen et de discussion, si grave que quelquefois, pour en finir, il fallait le *deus ex machinâ*. On raconte qu'un jour les membres d'une nouvelle société de Bruges, qui prit le titre de *Saint-Esprit*, s'étant réunis pour aviser à la devise qu'ils adopteraient, virent tout à coup entrer par la fenêtre un pigeon qui leur apporta au bout de son bec ces mots : *Mon œuvre est céleste* (*mijn werk es hemmelick*) (1). De nos jours, on attend encore dans les grandes villes de Flandre et de Hollande les nouvelles des pigeons; ils apportent la cote de la bourse, le taux des actions industrielles et les changemens de ministères. C'est l'œuvre céleste de cette époque.

Toutes ces chambres jouissaient de certains priviléges qui donnaient à beaucoup d'honorables citoyens le désir de s'associer à elles. Les princes leur témoignaient aussi une faveur particulière. Le duc Jean de Brabant était inscrit parmi les membres de la société de Bruxelles. Charles-Quint donna lui-même un blason à celle d'Amsterdam, et Guillaume d'Orange s'honorait de faire partie de celle d'Anvers. Mais on n'était reçu dans ces glorieuses confréries qu'à la condition d'offrir certaines garanties prévues par les règlemens. Plusieurs sociétés, par exemple, exigeaient de leurs candidats qu'ils fussent mariés depuis au moins un an et un jour. C'était le *sine quâ non* d'éligibilité dans ces temps de mœurs honnêtes; c'était la loi des chastes sœurs. Aujourd'hui, elles sont moins sévères.

(1) Kops, *Schets eener Geschiedenisse der Rederijkeren*, pag. 222.

Le but des chambres de rhétorique hollandaises et flamandes était, comme nous l'avons déjà dit, de travailler au progrès de la langue et de la poésie; mais leur tendance était, à vrai dire, plus morale encore que littéraire. Elles mettaient au concours des questions de dogme et de charité publique qui ne pourraient occuper aujourd'hui que la faculté de théologie de la Sorbonne, ou la commission du prix Monthyon. Elles faisaient représenter, à la manière de nos anciennes confréries, des drames bibliques et des mystères. Pour récompense, elles distribuaient aux lauréats des coupes d'argent ou d'étain, selon l'état de leur budget. Parfois, pourtant, elles abordaient des questions profanes, elles entraient, au grand scandale de quelques-uns de leurs membres, dans le domaine de la mythologie grecque, et mettaient sur la scène les dieux et les héros à la place des saints et des patriarches. En 1519, une des chambres de Gand représenta un drame qui avait pour titre : *L'Enlèvement de Proserpine par Pluton*. La pièce est précédée d'un long prologue composé d'une foule de maximes fort peu adaptées à un tel sujet, mais fort édifiantes. Puis apparaît un gardien qui s'appelle Monsieur-sait-Tout, et qui chante un hymne à la beauté du printemps et de l'aurore. Un autre personnage symbolique se présente, qui loue, comme un mauvais sujet qu'il est, la volupté des ténèbres; le sage Sait-Tout le réprimande de cette grossière licence de pensée, et l'invite à voir la pièce que l'on va jouer pour son instruction. Ici se termine le premier acte. Les acteurs se retirent. Le public réfléchit, et bientôt voici venir Jupiter, tenant la foudre à la main, Neptune appuyé sur un trident; chacun d'eux dépeignant en longs vers les charmes de son empire. Tout à coup leur dialogue dithyrambique est interrompu par Pluton, qui entre en fureur, le visage noir, les mains noires, gesticulant et criant que ses deux frères ont pris la meilleure part de l'héritage paternel, et qu'il bouleversera le ciel et les ondes, si on ne lui fait justice. — Mais que veux-tu donc? dit Neptune inquiet déjà sans doute d'avoir à prononcer le *quos ego*. — Je veux une femme, s'écrie Pluton en se redressant de l'air d'un lion dont le vent du désert enfle les naseaux. — Allons, allons, mon cher frère, dit le galant Jupiter d'un air assez fat, tu es par trop noir pour rêver une telle conquête. L'impertinente remarque de l'amant de Léda jette Pluton dans un nouveau transport de fureur, et les deux frères, craignant sa vengeance, promettent enfin de le seconder dans ses vœux et de l'aider à enlever Proserpine. Ils appellent à leur secours Phébus, Pan, l'Aurore, Zéphyre, Cybèle et Vénus. L'amoureux Pluton les suit près de la tour de fer

où est enfermée Proserpine. Vénus s'avance au milieu des arbres printaniers que l'on nomme : Désir charnel, Plaisir mondain, Tentation ennemie; elle séduit par ses chants perfides l'innocente prisonnière, qui, ne sachant point à quel piége elle est exposée, franchit d'un pied léger le seuil de sa retraite. A l'instant même, Pluton se précipite sur elle, en lui criant d'une voix fort peu galante : « Malédiction sur toi, indigne hypocrite, pécheresse de Sodome! je t'arrache à tes vains plaisirs, je t'emmène dans l'enfer! » Là-dessus reparaît l'interprète moral du drame, qui prouve par ce qui vient de se passer que, lorsqu'une jeune fille a été enfermée par une mère prudente dans la tour de fer de la continence, elle ne doit point prêter l'oreille à la voix séduisante qui l'appelle, sous peine d'être emportée par le méchant esprit dans les ténèbres de l'enfer.

Parfois aussi les chambres de rhétorique d'une ville adressaient à celles des autres villes une question à résoudre, s'invitaient, se provoquaient au combat poétique, et alors c'étaient des réunions solennelles, des fêtes inscrites dans les annales de la contrée, des olympiades. Nous empruntons à un ancien historien des Pays-Bas, Emmanuel de Meterem, le récit d'une de ces réuions, qui renferme de curieux traits de mœurs : « La chambre des *violiers* d'Anvers, comme ayant emporté le principal prix à Gand, envoya semblable carte aux villes circonvoysines, en l'an 1562, pour y comparoistre le premier d'aougst, et y apporter leur solution sur cette demande : « Que c'est qui invite l'homme le plus aux arts et sciences. » Il n'y avoit pas seulement des prix pour ceux qui donneroyent la meilleure solution, mais aussi pour ceux qui feroyent leur entrée avec le plus de triomphe, de magnificence, et avec le plus de gens, et qui pourroyent le mieux représenter et faire entendre par figure, ou autrement, comment on pourra s'assembler en amitié et départir amiablement. En quatriesme lieu, pour celuy qui représenteroit le plus artistement sa devise. En cinquiesme lieu, pour celuy qui feroit la plus belle et solennelle entrée à l'église. En sixiesme lieu, pour celuy qui feroit le plus beau feu de joye, soit sur l'eau en des batteaux, soit sur terre, à brusler des tonneaux de poix, à faire des fusées, à allumer des torches, des lanternes, paelles à feu, etc. En septiesme lieu, pour celuy qui joueroit le mieux sa comédie. En huictiesme lieu, pour celuy qui, aux prologues de son jeu, pourroit le mieux dire : combien les marchands qui se comportent justement sont profitables aux hommes. Et finalement, pour celuy qui pourroit le plus innocemment ou gaillardement faire le fol, sans injure ou des-

honnesteté. En quoy l'on proposa des choses merveilleusement subtiles, profondes et doctes, pleines de sens et de science, et plusieurs autres tels prix.

« Sur cest envoy comparurent en Anvers, le troisiesme d'aougst, quatorze chambres de rhétoriciens, lesquelles viendrent de diverses villes et seigneuries en Brabant. La chambre de la Guirlande de Marie de Bruxelles emporta le plus grand prix pour avoir faict la plus belle entrée, car ils firent leur entrée estant bien trois cent et quarante hommes à cheval, tous habillés en velour et en soye rouge cramoysie, avec des longues casacques à la polonnoise, bordées de passement d'argent, avec des chapeaux rouges, faicts à la façon des heaumes antiques; leurs pourpoincts, plumages et bottines estoient blanches; ils avoyent des ceintures de tocque d'argent, fort curieusement tissues de quatre couleurs, jaulne, rouge, bleu et blanc; ils avoyent sept chariots faicts à l'antique qui estoyent fort gentiment équippés, avec divers personnages qui estoyent portés esdits chariots. Ils avoyent encore septante et huict chariots communs avec des torches; esdits chariots estoyent couverts de drap rouge bordé de blanc; tous les chartiers avoyent des manteaux rouges, et sur ces chariots il y avoit divers personnages, représentant plusieurs belles figures antiques qui donnoyent à entendre : comment on s'assemblera par amitié pour départir amiablement. De Malines vint la chambre appelée la Pione; ils firent leur entrée avec trois cens et vingt hommes à cheval, habillés de robes de fine estamine incarnate, bordées de passement d'or, avec des chapeaux rouges; les pourpoincts, les chausses et les plumages estoyent de couleur jaune, les cordons d'or et les bottines noires. Ceux-cy avoyent sept chariots de plaisance, faicts à l'antique, et fort bien enrichis et ornés de personnages. Ils avoyent encore seize autres beaux chariots quarrés par en haut et couverts de drap rouge, chasque chariot ayant huict beaux blasons, et deux de la confrairie assis dedans avec des torches, et derrière il y avoit deux paelles à feu. En telle manière vindrent aussi les autres chambres, mais non en telle magnificence et avec tant de gens, et l'on employa quelques jours à faire des feux de joye, à jouer des comédies, des farces, à faire des choses pour rire, et en des banquets jusques à ce que les prix fussent départis. »

Kops, que nous avons déjà cité, parle aussi de cette réunion, et dit qu'on y vit arriver des députations de onze villes et près de quinze cents membres de différentes chambres de rhétorique, tous à cheval. Ceux de Berchem y arrivèrent suivis d'une belle jeune fille qui s'avan-

çait gravement sous un dais porté par quatre hommes, et qui représentait la reine Rhétorique elle-même.

Les chambres de rhétorique se propagèrent dans toute la Hollande et la Belgique. Bientôt les villages mêmes voulurent en avoir une, et chaque ville en eut plusieurs. On en comptait trois à Amsterdam, quatre à Anvers, quatre à Bruxelles, trois à La Haye et à Harlem, quatre à Gand, six à Louvain; bref, vers le milieu du XVIe siècle il y avait dans les Pays-Bas près de deux cents chambres de rhétorique ayant leur devise, leur blason, leurs doyens et leurs poètes. Les plus anciennes s'arrogeaient le droit de donner des statuts et des privilèges aux plus jeunes. C'étaient des métropoles littéraires autorisant des succursales. En 1493, l'archiduc Philippe, père de Charles-Quint, créa à Gand une chambre suprême de rhétorique, dont il donna la direction à un chapelain. Cette chambre s'appelait : *Le divin et révéré nom de Jésus avec la fleur de beaume.* Elle devait se composer de quinze membres et de quinze jeunes gens qui seraient tenus d'apprendre l'art de poésie. En outre, il fut décidé que pour honorer notre seigneur Jésus-Christ et la Vierge Marie, on admettrait dans cette religieuse association quinze femmes en mémoire des quinze joies de la sainte Vierge. C'était ainsi que ce pieux moyen-âge se dévouait à l'étude des lettres. Il choisissait un prêtre pour président d'une académie, il plaçait la poésie sur l'autel, la couronne de lauréat dans l'église, et dans sa galanterie même envers la femme il exprimait une pensée de dévotion, il songeait à la mère de Dieu.

Les guerres cruelles du XVIe siècle portèrent un coup funeste aux chambres de rhétorique. En Belgique, le duc d'Albe, croyant voir surgir dans leur sein des germes de protestantisme, les écrasait de sa main de fer. En Hollande, la nation entière, armée pour défendre sa liberté politique et religieuse, ne pouvait plus guère songer à ces naïves idylles d'autrefois. Les unes devinrent tout simplement d'honnêtes confréries de paroisse qui conservèrent un privilège de préséance dans les processions et le droit d'assister en grande pompe aux fêtes de l'église. D'autres servirent à former de nouvelles associations plus sérieuses et plus utiles, notamment celle qui, en 1766, prit le titre de *Société de littérature néerlandaise*, et qui subsiste encore. D'autres enfin se transformèrent en clubs et en sociétés de lecture. Leurs membres se réunissent chaque soir avec une ponctualité hollandaise dans une salle inondée de journaux. Au lieu de représenter comme autrefois des drames bibliques, ils assistent par la pensée au grand drame des révolutions financières et politiques;

au lieu de se donner des questions dogmatiques à traiter, ils se passent mutuellement les contre-façons belges de nos romanciers, et dans leurs plus longues heures de liberté ils jouent au whist.

Cependant avant de décheoir ainsi de leur ancienne grandeur, les chambres de rhétorique servirent encore de modèles aux sociétés qui s'établirent en Allemagne aux XVIe et XVIIe siècles sous le titre de *sociétés de linguistique* (*sprachgesellschaften*), avec les mêmes recherches prétentieuses de symboles, de devises, de blasons.

Le but littéraire que ces sociétés s'étaient proposé, elles ne l'ont jamais atteint. Elles n'ont laissé que des œuvres fades, incorrectes et de mauvais goût, où l'on ne retrouve pas même ces éclairs d'esprit et ces élans de verve qui font supporter les longueurs de nos anciennes poésies. Loin de pouvoir constituer une littérature, elles ne furent pas même en état de maintenir l'entière indépendance de leur langue, de la soustraire aux envahissemens de l'influence étrangère. La France les dominait, la France leur imposait ses bergeries, ses ridicules personnifications de vices et de vertus enseignées par le roman de la Rose et reproduites dans tant de mystères; elle leur faisait accepter ses tours de phrase, ses expressions, ses images allégoriques. En vain les partisans zélés de la langue hollandaise s'écriaient en vers et en prose : « Conservons la pureté de notre idiome, éloignons-en les mots empruntés à un autre pays. » En écrivant cette exhortation patriotique, ils trahissaient eux-mêmes leurs erremens philologiques, ils proclamaient avec des mots étrangers qu'on ne devait pas faire d'emprunt à ces dialectes étrangers (1).

(1) Bastaerd woorden vreemt,
Uitlands niet neemt.
(Kops, pag. 289.)

Ypey, dans son *Histoire de la langue néerlandaise*, cite un passage curieux d'un poète du XVIe siècle qui avait le titre de facteur dans une chambre de rhétorique. Il parle de l'histoire de Pyrame et Thisbé, et compare la mort de Thisbé à la passion du Christ :

Om te *concludeeren* van onze begriipt,
Dees *historie moraliseerende*
Is in den verstand wel *accordereende*
Bij der *passie* van Christus ghebenedijt.

Dans ces quatre vers, il y a cinq mots français. Les suivans, cités par le même auteur, sont plus étranges encore. Je ne crois pas qu'on ait jamais poussé plus loin la bâtardise du langage.

Au XVIe siècle, l'étude ardente de l'antiquité contribua beaucoup encore à entraver le développement de la langue hollandaise. Les savans s'éprirent d'un tel amour pour le latin, que non contens de lui sacrifier la langue dans laquelle ils avaient reçu les premières leçons de leur mère, ils se laissèrent aller au vain plaisir de travestir leur honnête nom de famille, dans l'espoir de ressembler un peu plus à leurs chers maîtres du siècle d'Auguste. Le caustique et mordant auteur de la *Folie* eut lui-même cette folie classique. Il s'appelait Gherard Gherardts, et devint Desiderius Erasmus. Son précepteur lui avait déjà donné l'exemple de cette mascarade philosophique. On ne le connaissait à Rotterdam que sous le nom de Hermanzoon; il prit celui d'Aurelius. Un autre savant, Jan Oudewater, signa fièrement Johannes Palaeonydorus. Le célèbre Groot fut plus raisonnable, il s'appela Grotius. Mais que dire du renégat Jean de Gorp, qui, après avoir écrit tout un livre pour prouver que la langue du paradis terrestre, la langue dans laquelle Adam adressait son cantique d'amour à Ève et son cantique de reconnaissance à Dieu, était le hollandais, réprouve cette langue céleste comme indigne de lui, et s'appelle Goropius Becanus?

Cette étude passionnée de l'antiquité eut sans doute un heureux résultat pour la Hollande; elle illustra ses écoles, elle donna à ses savans une célébrité qu'ils n'auraient pas eue, s'ils avaient écrit dans l'idiome si peu répandu de leur pays natal; elle produisit au sein des cités néerlandaises un grand nombre de poésies latines d'un goût pur et d'un style élégant, mais c'était une confiscation de l'idiome national au profit d'une imitation étrangère et lointaine (1).

Enfin, vers les dernières années de ce siècle d'érudition, un homme apparut qui voulut bien faire servir ses études classiques au progrès de la littérature nationale. C'était Dirk Coornhert, noble et courageux caractère, défenseur des idées de tolérance dans un siècle d'intolé-

Nu *ghepresupponeert* dat jemant is *eloquent*,
En dat hy in der *rhetoriicke* is *xellent* (pour excellent),
Dat hy *philosopheliick* can *argumenteren*,
Dat hy de *harmonye* der *musiken* kent,
Mitsgaders den loop weet van 't *firmament*,
En dat hi alle hantwercken can *useren*, etc.

Dix mots hollandisés dans six vers! les naïfs disciples des chambres de rhétorique appelaient cela travailler aux progrès de leur langue!

(1) On a publié récemment en Hollande une histoire très intéressante de ces poètes latins.

rance, cultivant avec amour les lettres au milieu des orages politiques, et chérissant son pays jusque dans ses persécutions. Jeune, il avait parcouru l'Espagne et le Portugal, il avait vu de près l'inquisition et ses cruautés, et il en avait éprouvé un tel sentiment d'horreur, que toute sa vie fut employée à défendre la liberté de conscience. Allié par sa femme à l'illustre maison de Brederode, il devint, dès le commencement de la lutte entre la Hollande et l'Espagne, l'un des plus zélés défenseurs de l'indépendance de son pays et de la réforme. Il fut tour à tour entraîné dans le conflit des questions religieuses et des intrigues politiques, poursuivi par les catholiques, puis par les calvinistes, honoré un jour comme un homme de cœur et de talent, emprisonné le lendemain comme un schismatique, investi d'un haut emploi et banni de sa terre natale, puis rappelé par la clameur publique, et emprisonné de nouveau. On raconte que, lorsqu'il était dans son cachot, sa femme, à laquelle il avait communiqué son énergie, s'en allait dans un hôpital de pestiférés pour y prendre le germe contagieux et le lui rapporter, afin de le soustraire à la honte de l'échafaud. Après toutes ces cruelles vicissitudes d'une existence qui avait un si noble but, Coornhert eut enfin la liberté de se retirer à Gouda, et y mourut presque oublié.

Les œuvres de Coornhert sont l'expression fidèle des idées de dévouement et de liberté qui l'occupèrent toute sa vie. Elles se composent d'un traité de morale, d'un autre qui a pour titre : *Dialogues sur le bien suprême*. Il traduisit le *de Officiis* de Cicéron, et publia, avec le concours de la chambre de rhétorique d'Amsterdam, dont il était membre, une grammaire hollandaise. Vers le même temps, un typographe savant, originaire de la France et domicilié à Anvers, Plantin, imprima son *Thesaurus linguæ teutonicæ*, qui fut modifié, achevé par son prote, Kilian, et publié sous le titre de *Vocabulaire étymologique et grammatical*, ouvrage excellent, que les érudits aiment encore à consulter. Ainsi, sur la fin du XVIe siècle, la Hollande avait du moins les deux élémens essentiels de sa philologie, la grammaire et le dictionnaire.

Le XVIIe siècle fut pour elle une époque éclatante. Son courage et son opiniâtreté avaient assuré son indépendance. Ses navires parcouraient toutes les mers. Ses amiraux écrasaient, dispersaient les flottes espagnoles; ses hommes d'état, ses Barneveld, ses Grotius, ses Jean de Witt, étaient célèbres dans l'Europe entière. Ses universités de Leyde, d'Utrecht, de Groningue, de Franecker, se signalaient par

leur érudition (1). Ses Elzévir et ses Blauw se faisaient un nom classique dans les annales de l'imprimerie, et tandis que l'art exaltait le génie fécond de Rubens, la pensée mystérieuse de Rembrandt, la littérature, long-temps égarée dans de frivoles jeux de société, prit enfin son essor. Ce fut une de ces époques de gloire et de prospérité comme la Providence en donne, à quelques siècles de distance, une ou deux aux peuples pour les fortifier aux heures de désastre par le souvenir de ce qu'ils ont été et le sentiment de ce qu'ils peuvent être encore.

Au commencement du XVIIe siècle, Hooft fit représenter la première pièce de théâtre à laquelle on pût sérieusement donner le nom de tragédie. Le sujet de cette pièce, qui avait pour titre *Gérard de Velzen*, était tiré d'une tradition hollandaise du moyen-âge; la contexture des scènes, les détails, étaient empruntés à différens pays et à différentes époques. Il y avait là des chœurs comme dans le théâtre grec, des personnages allégoriques comme dans les représentations des clercs de la bazoche, et le style était parsemé d'une foule d'antithèses, de concetti, de tours de phrase galans, en un mot de toutes ces pointes de mauvais goût qui régnaient alors, et que Shakespeare et Calderon eux-mêmes ne surent pas éviter.

Dans sa jeunesse, Hooft avait voyagé en Italie. Il s'était passionné pour les bergeries qu'on écrivait alors dans le pays de Dante et le faux brillant de Marino. On sait ce que Boileau a dit à cet égard :

> Jadis de nos auteurs les pointes ignorées
> Furent de l'Italie en nos vers attirées;
> Le vulgaire, ébloui de leur faux agrément,
> A ce nouvel appât courut avidement.

Cette invasion littéraire dont Boileau déplorait les suites, la Hollande la subit comme l'Allemagne, comme l'Europe entière. Hooft s'en revint dans sa bonne ville de Muyden, l'esprit ravi de toutes ces jolies bergères aux robes de gaze, aux doigts de rose, qui parlaient si coquettement des flèches de Cupidon et de son sourire perfide. Son premier essai fut une imitation servile de l'*Aminte* du Tasse, et du *Pastor fido* de Guarini. Les deux pièces qu'il écrivit ensuite, *Gérard Velzen* et *Bato*, étaient encore entachées du même

(1) Niebuhr dit dans son *Histoire Romaine* : « Après l'Italie et la Grèce, aucun lieu ne mérite plus la vénération de ceux qui aiment l'antiquité, que la salle de l'université de Leyde, où les portraits des professeurs, depuis Scaliger jusqu'à Ruhnkenius, sont rangés autour de celui de Guillaume Ier.

défaut; mais enfin il y avait dans ces compositions un talent de style, une harmonie de langage, et une certaine hardiesse de pensée dont on n'avait encore point eu d'exemple en Hollande : ce sont là les qualités qui assurent à Hooft un rang distingué parmi les écrivains de sa nation. Il publia en outre des poésies fugitives, des chansons érotiques qui eurent un grand succès, et qui sont passées de mode avec le mauvais goût qui les inspira. Comme prosateur, il s'est acquis une réputation plus sérieuse et moins contestée. Il écrivit une *Vie de Henri IV*, une histoire des calamités de Florence, qu'il attribuait à l'élévation des Médicis. Les dernières années de sa vie furent employées à retracer les graves évènemens de la Hollande, à partir de l'abdication de Charles-Quint (1555) jusqu'à l'assassinat de Guillaume Ier (1584). Il aurait voulu continuer cette œuvre nationale jusqu'à l'année 1609, époque de la première trève de la Hollande avec l'Espagne : la mort le surprit au milieu de ses travaux, et l'on ne trouva dans ses papiers que le récit du gouvernement de Leicester.

En se jetant dans cette nouvelle carrière, Hooft avait pris pour modèle Tacite. Il l'avait lu et relu avec amour plus de cinquante fois, dit un de ses biographes, et, pour mieux se familiariser avec son génie, il l'avait traduit. Tous ses livres d'histoire furent écrits sous l'impression de cette longue et ardente étude; souvent dans sa narration, comme dans les histoires de l'antiquité, l'auteur s'efface. Les personnages entrent en scène; ils prennent la parole dans les conseils; ils haranguent les troupes sur les champs de bataille; l'action tient la place du récit. Si cette manière de dramatiser les évènemens ôte à l'histoire, du moins en apparence, cette vérité austère qui nous séduit par sa simplicité et nous rassure par sa monotonie, elle lui donne un mouvement, une vigueur qui peut produire de grands effets. Hooft avait de la verve, de l'éloquence. Il avait, d'ailleurs, longuement approfondi chacune des époques dont il retraçait les annales, et ses œuvres historiques furent dignement appréciées. Louis XIII, à qui il fit présenter par Grotius sa *Vie de Henri IV*, lui envoya, avec une reconnaissance filiale, l'ordre de Saint-Michel, une chaîne d'or et des lettres de noblesse. Ses compatriotes lui surent gré d'avoir consacré son génie et ses veilles au récit de leur lutte courageuse. Aujourd'hui encore ils aiment à relire son histoire, et l'on a très justement observé que Schiller avait eu grand tort de ne pas la consulter pour écrire son livre sur la révolution des Pays-Bas.

Vondel, dont les premières œuvres datent aussi du commencement du XVIIe siècle, avait plus de génie poétique que Hooft et plus

de goût. Élevé dans une condition obscure, il se développa de lui-même, et n'eut pas, comme son noble rival dans la carrière des lettres, l'occasion de se laisser séduire par des modèles brillans et trompeurs. A trente ans, il ne connaissait guère encore que sa langue maternelle; plus tard il apprit un peu de français et de latin, et dès qu'il put donner plus d'extension à ses études, il se tourna vers l'antiquité, cette immortelle source du vrai beau. A l'âge de cinquante ans, il apprit le grec, et publia, en 1659, une traduction de l'Électre de Sophocle. A prendre l'un après l'autre dans l'ordre chronologique chacun de ses drames, on y voit très bien les transformations progressives qui s'opérèrent dans son esprit. Dans ses premiers essais, il hésite, il va sans savoir où, il est sous l'influence des écoles de rhétorique, les seules qu'il connût alors. Puis peu à peu il s'enhardit, il prend une marche déterminée, l'étude soutient son inspiration, et, s'il tombe encore dans la vulgarité et le mauvais goût, l'éclat de sa chute montre du moins à quelle hauteur il s'était élevé.

Ce qui le charmait dans les tragiques grecs, c'était leur ton solennel et imposant, leur tendance religieuse, l'intervention des dieux dans les évènemens de la vie humaine, et cette terrible loi du destin qui épouvantait l'Olympe même. Mais il comprenait ce que nous avons eu tant de peine à comprendre, que cette mythologie antique, à laquelle on ne croyait plus, ne pouvait plus produire qu'une émotion factice, qu'une autre société demandait d'autres symboles et d'autres traditions. Il essaya de satisfaire au sentiment chrétien de son époque : il remplaça l'inflexible destinée par la Providence que l'Évangile nous a révélée, par ce pouvoir mystérieux et invisible comme la fatalité des Grecs, mais paternel et indulgent. Au lieu des nymphes et des satyres, des furies vengeresses et des divinités pacifiques, il fit apparaître dans ses drames les anges et les démons, les bons et les mauvais génies du christianisme. La plupart de ses tragédies sont empruntées à l'histoire de la Bible. C'est *Saül*, c'est *Salomon*, c'est *David*, *Joseph*, *Jephté*, et enfin *Lucifer*, son chef-d'œuvre.

Les Hollandais, en parlant de cette pièce, ne manquent pas d'observer qu'elle a précédé de treize années la publication du *Paradis perdu* de Milton (1). S'ils veulent prouver par là que Vondel ne s'est pas mis à la remorque du poète anglais, rien de mieux. S'ils prétendent au contraire insinuer que l'immortel chantre d'Eden aurait

(1) Le *Lucifer* de Vondel fut publié en 1654, le *Paradis perdu* en 1667.

bien pu prendre la première idée de son épopée dans le drame de leur compatriote, il faudrait, pour plus de justice, remonter à quelque vingt ans de là, chercher le premier germe de cette idée dans le poème de Grotius qui a pour titre *Adam exilé*, et plus loin encore probablement dans mainte œuvre ignorée. Toutes ces questions d'origine qui intéressent l'esprit méticuleux des bibliographes n'altèrent en rien la gloire des grands poètes. Qu'importe que Shakespeare ait pris le sujet du *Roi Lear* dans une ballade anglaise, le sujet de *Roméo et Juliette* dans un conte italien, le sujet de *Hamlet* dans une page de Saxo le grammairien? qu'importe que Molière se souvienne de Plaute ou de Térence, que Schiller construise tout un drame sur une chronique romanesque, et que Goethe conçoive la mort de Werther en lisant le récit d'un suicide? La vraie gloire du poète ne consiste pas tant à inventer lui-même l'embryon de son œuvre qu'à lui donner la vie, l'essor, l'espace, comme le sculpteur qui d'un bloc de marbre brut fait une Galathée.

Revenons à *Lucifer*. Cette pièce ne peut certes être comparée au *Paradis perdu*, ni pour la hardiesse de l'invention, ni pour la hauteur des pensées, ni pour la pompe du récit et la fraîcheur des descriptions; mais, en le plaçant au-dessous de l'épopée anglaise, le drame de Vondel n'en est pas moins une grande et belle œuvre qui suffirait à elle seule pour sauver la littérature hollandaise de l'injurieux oubli auquel nous l'avons si long-temps condamnée.

Le premier acte commence par une exposition imposante. Lucifer a envoyé un de ses anges vers la terre récemment créée pour examiner la nouvelle race à laquelle Dieu vient de donner le jour. Le messager tarde à revenir, les esprits célestes s'impatientent, et Belzébuth se plaint, quand tout à coup Bélial s'écrie : « Voici venir Apollion, votre envoyé; de sphère en sphère, il s'élève à nos yeux, son vol est plus prompt que le vent, ses ailes effleurent ou écartent les nuages, et laissent partout un sillon de lumière. Il sent déjà l'air plus pur que nous respirons, il voit ce jour plus beau, ce soleil radieux dont les rayons se jouent dans un azur limpide. Les globes célestes le regardent étonnés de son essor gracieux, de son aspect divin. Ce n'est pas un ange qu'ils croient voir, mais un feu rapide. Nulle étoile ne file aussi vite. Le voilà qui s'approche un rameau d'or à la main; il a heureusement terminé son voyage. »

Belzébuth accourt au-devant du messager aérien, l'interroge, et Apollion lui décrit avec enthousiasme les richesses de la terre, la saveur de ses fruits, l'éclat de ses pierres précieuses; puis, quand il

en vient à parler de l'homme, son langage exprime l'admiration et l'envie. « J'ai vu, dit-il, le lion ramper aux pieds de son maître et le caresser; devant lui, le tigre cessait d'être cruel, le taureau baissait humblement ses cornes, et l'éléphant sa trompe; le griffon et l'aigle s'approchaient pour écouter les accens de l'homme, et avec eux venaient aussi le dragon, le béhémoth et le léviathan. Je ne parle pas des louanges que les oiseaux des bois donnent à l'homme dans les modulations harmonieuses de leurs chants, tandis que les soupirs du vent dans le feuillage et du ruisseau dans son lit bordé de fleurs forment une musique que l'oreille ne se lasse pas d'entendre.

« Jamais un habitant des régions célestes n'enchanta mes yeux comme les deux habitans de la terre. Dieu seul a pu joindre avec tant d'art l'ame et le corps et créer de doubles anges d'os et d'argile. La science du créateur se révèle dans la noble attitude de l'homme et brille surtout sur son visage, miroir de l'ame. Si chaque partie de son corps étonnait mes regards, celle-ci avait pour moi un charme inexprimable, car elle réunit toutes les beautés. Un esprit céleste éclate dans les yeux de l'homme, et l'immortalité resplendit sur sa face. Tandis que les animaux, muets et privés de raison, penchent leur tête vers la terre, lui seul élève fièrement la sienne vers le ciel, vers Dieu, qui lui a donné la vie, et dont il chante les louanges.

— Que pensez-vous, dit Belzébuth, de la femme sortie de ses flancs?

— Hélas! répond Apollion, quand je l'ai vue conduite par Adam sous le feuillage des arbres, j'ai de mes deux ailes voilé mes yeux et mon visage pour comprimer ma pensée et vaincre mes désirs. De temps à autre, Adam s'arrêtait pour la contempler, et alors une flamme sainte s'allumait dans son cœur. Il embrassait son épouse, et tous deux célébraient leur hymen avec une ardeur et une félicité que vous pouvez deviner, mais que je ne puis dépeindre. Que la solitude est triste! Nous ne connaissons pas l'union des sexes, l'alliance de la vierge et de l'époux. Hélas! nous sommes mal partagés, nous ignorons les jouissances de l'hymen dans un ciel sans femmes!

Apollion parle ensuite de la beauté de la femme avec un tel ravissement, que Belzébuth s'écrie : « On dirait que vous brûlez d'amour pour elle! »

— Oui, reprend le malheureux messager, j'y ai brûlé mes ailes. Ce n'est pas sans peine que j'ai pu me résoudre à quitter la terre pour remonter dans les régions célestes. En m'éloignant des lieux habités par l'homme, je les regrettais, et j'ai détourné la tête plus de trois

fois pour les revoir encore. Non, dans toute l'étendue des sphères sublimes, il n'y a pas un séraphin que l'on puisse comparer à la femme. Ses cheveux dorés entourent sa tête comme une auréole et retombent sur ses flancs. Quand elle paraît, on dirait qu'elle sort du sein de la lumière et que sa présence donne au jour un nouvel éclat. La perle et la nacre sont l'image de la pureté, mais la femme est plus pure que la nacre et plus blanche que la perle. »

Les riantes images d'Eden, le récit du bonheur de l'homme, le tableau des hautes destinées que Dieu lui réserve, éveillent dans l'ame de Belzébuth une jalousie violente, qui bientôt s'empare aussi de Lucifer.

Au second acte, ce prince glorieux des anges apparaît pour donner des ordres aux cohortes qui lui sont soumises, et l'orgueil révolté, la colère, éclatent dans chacune de ses paroles. « Esprits rapides, s'écrie-t-il, arrêtez ici notre char. Déjà notre tête a porté assez haut l'étoile du matin. Il est temps que Lucifer courbe le front devant cette double constellation qui de là-bas s'élève vers les régions supérieures pour faire pâlir la lumière céleste. Ne brodez plus de couronnes dans mon manteau, n'entourez plus mon front d'une auréole d'étoiles et de rayons devant laquelle les archanges s'inclinent. Une autre clarté vient de naître, qui efface la nôtre comme le soleil efface l'éclat des étoiles aux yeux des mortels. La nuit s'étend sur les anges et sur les soleils célestes. Les habitans du nouveau paradis ont gagné le cœur du maître; l'homme est l'ami de Dieu; notre esclavage commence. Allez, servez et honorez cette nouvelle race comme il convient à d'humbles sujets. L'homme est créé pour Dieu, et nous sommes créés pour l'homme. Le temps est venu où les habitans de la terre prendront le cou de l'ange pour marche-pied. Veillons sur eux, élevons-les sur nos bras et sur nos ailes vers les trônes éthérés. Notre héritage leur appartient; notre droit d'aînesse est aboli, et le fils du sixième jour, si semblable au père, porte la couronne. »

Bientôt la jalouse colère de Lucifer éclate sans contrainte. Excité par ses conseillers, séduit par les adulations des milliers d'anges soumis à ses ordres, il ne parle plus de courber le front devant Dieu et de remettre son sceptre aux mains de l'homme; il veut, dans l'exaltation de son orgueil, lever l'étendard de la révolte, écraser l'homme et régner dans le ciel. « Oui, dit-il, c'en est fait, je placerai mon trône au plus haut de la voûte céleste, entre les sphères éthérées et les astres étincelans. Mon palais sera dans l'empirée et l'arc-en-ciel sera mon siége; les constellations orneront ma demeure, la

terre sera mon marche-pied. Assis sur les nuages rapides, fendant les airs et la lumière, je veux, avec ce tonnerre, réduire en poudre tout ce qui s'opposera à nous, soit en haut, soit en bas, quand ce serait le chef lui-même. Oui, avant qu'on me voie céder, cette voûte d'azur dont les arches sont si solidement construites s'écroulera sous mes yeux, la terre ne sera plus qu'une masse informe, et le monde rentrera dans le chaos. »

La lutte est décidée. Les anges rebelles se rassemblent autour de Lucifer, les bons anges suivent l'étendard lumineux de Michel. Au moment où l'attaque va commencer, Raphaël s'avance un rameau d'or à la main, et tâche de prévenir cette lutte funeste; ses paroles de paix, de miséricorde, pénètrent dans le cœur de Lucifer et l'ébranlent. Un instant, le chef de la rébellion se sent ému, il hésite, il regarde en arrière; mais la voix de ses soldats et la voix de l'orgueil raniment sa résolution : il donne le signal du combat, et s'élance à la tête de ses troupes.

Au cinquième acte, Uriel vient raconter la bataille. Le récit de ce combat céleste ressemble à celui d'un combat humain, mais il a cependant de la grandeur et de l'éclat. Trois fois Lucifer est revenu, avec le courage du désespoir, attaquer l'armée de Dieu, trois fois il a été repoussé. Après ces vains efforts, cerné, pressé, battu de tous les côtés, il abandonne le champ de bataille, il fuit, il se retire avec ses troupes éparses et meurtries dans une enceinte de nuages sombres, et là, pour se venger, il jure d'anéantir la félicité de l'homme. Bélial part pour accomplir ses ordres; Bélial va chercher le plus rusé des animaux, le serpent, et lui souffle son esprit satanique. Adam et Ève succombent, mais après leur chute on voit reparaître le chœur des anges, dont les regards plongent dans l'avenir, et le drame se termine par un chant d'espoir et de miséricorde : « Gloire à vous, Seigneur! un jour vous écraserez la tête du serpent, vous délivrerez le genre humain du péché héréditaire d'Adam, et une demeure splendide s'ouvrira dans le ciel pour les rejetons d'Ève. Nous compterons les siècles, les années, les jours, les heures, jusqu'à ce que votre grace se manifeste, que votre bonté infinie ranime et glorifie la nature languissante dans les corps comme dans les ames, et replace de nouveaux anges sur les trônes qui viennent d'être abandonnés. »

Vondel avait composé cette pièce pour le théâtre d'Amsterdam. Elle fut jouée deux fois; à la troisième, le clergé protestant, qui la trouvait peu orthodoxe, en fit interdire la représentation. Cette défense fut plus utile que nuisible au poète. *Lucifer* est une de ces

pièces qu'il est difficile de mettre sur la scène, et qu'il faut lire dans une sorte de recueillement pour en comprendre l'imposant ensemble et les grandes et vraies beautés.

La vie de Vondel est une page de plus à ajouter à la douloureuse légende des hommes de génie. Son père était chapelier à Anvers et faisait partie de la secte des anabaptistes. Effrayé des rigueurs que les Espagnols exerçaient envers tous ceux qui ne professaient pas ouvertement le catholicisme, il quitta sa ville natale et se retira en Cologne. Ce fut là que naquit, en 1587, l'auteur de *Lucifer*. Quelques années après, la puissance de l'Espagne étant déjà contre-balancée par l'énergie des Hollandais, le chapelier d'Anvers crut pouvoir, sans trop de danger, retourner dans sa patrie. Il employa le peu d'argent qu'il possédait à louer une charrette pour porter son jeune enfant et son bagage. Lui-même marchait à pied avec sa femme, priant et récitant des versets de la Bible, et l'honnête charretier qui les conduisait, touché de leur douceur, de leur piété, du visage riant et candide de leur fils, les comparait naïvement à saint Joseph et à la Vierge emmenant l'enfant Jésus en Égypte (1).

De bonne heure, Vondel se distingua par ses dispositions littéraires. A l'âge de quinze ans, on le comptait déjà parmi les meilleurs poètes de la Hollande. Il fut admis, peu de temps après, dans la chambre de rhétorique d'Amsterdam, puis se maria, et, tout en étudiant les auteurs latins et français, fit le commerce de la bonneterie. Sa première tragédie, intitulée *la Destruction de Jérusalem*, date de 1620. C'était un essai timide et informe où brillait çà et là une lueur de vrai talent. Quelques années après, il en composa une autre qui produisit dans toute la Hollande une violente rumeur. Elle portait le nom de *Palamède*. C'était, sous un titre supposé, l'histoire touchante de ce noble et vertueux Olden Barneveld qui mourut victime de son patriotisme et de l'ambition de Maurice, prince d'Orange. Les amis de Maurice intentèrent un procès au poète. Il prit la fuite et s'en alla d'abord chercher un refuge chez son beau-père, qui, dans son effroi, refusa de le recevoir, puis chez d'autres parens, qui ne furent pas plus courageux. Enfin, il trouva un asile dans la demeure d'un de ses amis. Pendant ce temps, on agitait au tribunal la question de sa culpabilité. Un magistrat qui avait les mêmes opinions que lui représenta que le drame de *Palamède* n'était autre chose qu'une histoire grecque à laquelle le poète avait fait de légers changemens.

(1) *Vondels Leven*, van Brandt.

Vondel en fut quitte pour une amende de trois cents florins. La première édition de sa tragédie fut saisie, mais quinze jours après il en parut une seconde, et dans l'espace de quelques années, il s'en répandit en Hollande des milliers d'exemplaires.

En 1627, il fit un voyage en Danemark et en Suède, et fut accueilli avec distinction par Gustave-Adolphe. En 1638, il ouvrit le théâtre d'Amsterdam par une pièce nationale, *Gilbert d'Amstel,* que l'on joue encore chaque année une fois sur ce théâtre avec ce pieux respect que les Hollandais conservent aux traditions de leur contrée. Ses dernières années se passèrent dans d'amères sollicitudes. La mauvaise conduite de son fils le ruina. Affaibli par l'âge, épuisé par le travail, le poète dont les œuvres étaient dans toutes les familles, et dont le nom jouissait d'une gloire incontestée, fut réduit à implorer un petit emploi au mont-de-piété. Sur la fin de sa vie, il se fit catholique comme Stolberg, comme Werner, comme tant d'autres hommes d'imagination dont le cœur s'est senti mal à l'aise dans la sécheresse dogmatique du protestantisme. Ce fut dans ces idées qu'il écrivit sa tragédie des *Vierges* et un poème que l'on regarde comme une de ses meilleures productions, et qui a pour titre *Mystères de l'autel.* Au milieu de ses souffrances physiques et morales, le pauvre Vondel avait encore une crainte, une singulière crainte, celle de mourir. Sans doute, tandis que les heureux financiers d'Amsterdam le regardaient passer avec ses cheveux blancs, son front ridé, et se disaient dans leur cruelle pitié : Le malheureux! plaise au ciel de lui envoyer la mort pour le délivrer de sa misère; sans doute il entendait encore vibrer confusément au fond de son cœur les sons harmonieux de sa lyre idéale, et mourir, c'était dire adieu à tous ces chants inachevés, à tous ces rêves poétiques dont il se promettait peut-être encore un rayon de gloire ou une nouvelle sympathie.

Il mourut en 1679, et fut enterré dans l'église neuve d'Amsterdam. Un siècle après, ses admirateurs lui firent ériger un monument avec cette plate épitaphe classique :

Vir Phœbo et musis gratus Vondelius hic est.

Soyez donc un poète national et un poète chrétien pour que cent ans après votre mort les beaux esprits d'un institut, se rappelant un jour le mérite de vos œuvres, latinisent votre nom et le placent par arrêt académique sous le patronage des vieilles divinités olympiennes.

Cats, qui vivait dans le même temps que Hooft et Vondel, est de tous les poètes hollandais celui qui est resté le plus populaire. Sa

naissance, sa carrière brillante, l'éloignaient cependant du peuple et de la bourgeoisie. Né en 1577 à Brouwershaven d'une famille patricienne, il fut envoyé à Orléans pour y terminer ses études en droit, et devint successivement pensionnaire de Middlebourg, ambassadeur en Angleterre et grand pensionnaire de Hollande; mais dans l'exercice de ces hautes fonctions il conservait un sentiment poétique noble et touchant, et le soir, au sortir du conseil, après avoir traité avec les députés des provinces les affaires du pays, il écrivait une leçon de morale pour le peuple, une fable, un axiome plein de douce sagesse. A l'âge de soixante-quinze ans, il demanda à se démettre de ses emplois, et, lorsque le stathouder eut accédé à ses vœux, il se jeta à genoux au milieu de l'assemblée des états et remercia le ciel de l'avoir soutenu pendant sa longue et laborieuse carrière. Quelques jours après, il était à sa maison de campagne, heureux d'avoir fait son devoir, lisant, rêvant et tirant de chacune de ses lectures et de chacun de ses rêves quelque réflexion utile.

Il mourut en 1660, à l'âge de quatre-vingt-trois ans. L'admiration des Hollandais pour lui est un trait de mœurs caractéristique. Qu'on se figure deux volumes in-folio serrés et compacts, remplis de quatrains, de fables sentencieuses, de madrigaux, qui, sous un voile mythologique, renferment un précepte de morale, de descriptions souvent très froides; çà et là, des vers latins, des inscriptions, des idylles : ce sont les œuvres de Cats. En France, le plus intrépide lecteur reculerait devant un tel déluge de vers, et si nous essayions d'en traduire des fragmens, je crois qu'ils sembleraient bien fades au public qui a besoin de tant d'accens passionnés pour s'émouvoir. Mais les Hollandais aiment ces compositions didactiques et sérieuses, ces stances qui gravent dans leur souvenir une pensée utile, un dogme de la vie pratique. En Hollande, chacun lit les vers de Cats; on les retrouve dans toutes les familles à côté de la Bible, on les apprend par cœur, et, lorsqu'on parle de lui, on ne l'appelle que le bon père Cats. Un écrivain hollandais a dit : « Les œuvres de Cats donnent la lumière à plus d'aveugles et font honte à plus de fous que celles de tous les poètes réunis. » C'est pousser l'admiration un peu loin; ce qu'on peut louer sans crainte d'être démenti, c'est le sentiment d'honnêteté, de vertu, qui éclate à chaque page dans ces œuvres, la douce et sage morale qu'elles expriment, le bien-être que l'on éprouve à rechercher aux jours de doute et de tristesse les pieux enseignemens qu'elles renferment, et je le demande : y a-t-il une destinée de poète plus touchante que celle de l'homme qui, au bout de deux

siècles, donne encore des consolations aux vieillards, des préceptes aux jeunes gens, et dont toute une nation ne parle qu'avec un sentiment de respect et d'amour filial?

Au XVIIIe siècle, la Hollande retomba sous la domination de la France. Boileau fut son maître, Racine et Corneille ses idoles, et la littérature classique son idéal. Désormais, adieu toutes ces tentavives d'indépendance qui avaient fait la gloire de Hooft et de Vondel, et ce caractère national que Cats imprimait à ses œuvres. Les écrivains nouveaux s'étonnent de l'outrecuidance de leurs prédécesseurs et se replacent comme des écoliers dociles sous la férule de la France. On imite la France dans ses modes et ses constructions, dans ses fêtes et ses caprices. Les jardins sont divisés en losanges de fleurs, et les plates-bandes de gazon coupées comme des branches d'éventail; les arbres, taillés par le ciseau, s'arrondissent en voûte, s'élancent en pyramides, à la grande honte de la bonne nature, qui n'avait pas pensé à leur donner ces formes raffinées. Les nymphes et les muses ornent la façade de chaque maison ou mirent leur visage de marbre dans l'eau trouble d'un étang. Cupidon apparaît au fond d'un bosquet, tenant son arc en main prêt à percer le cœur du premier bourgmestre qui passera par là, avec sa canne à pomme d'or et son habit à paillettes. Plus loin c'est la chaste Diane, dont les épaules nues grelottent huit mois de l'année sous un ciel pluvieux, et Vénus plus nue encore, dont le givre a flétri les traits, dont la gelée a disloqué les membres, et qui est devenue, par suite de ces malheurs, une divinité fort morale, car elle ôte à ceux qui la regardent l'envie de la suivre à Cythère. Toute la mythologie grecque, repoussée par le bon sens de Vondel, reparaît dans les livres, dans les peintures de plafonds, dans les madrigaux qu'un amant envoie à sa maîtresse, dans les conseils qu'un père donne à son fils. Vondel lui-même est banni de la scène comme un ignorant, et ses drames religieux sont remplacés par des pièces d'une galanterie achevée.

Que de tragédies imitées ou copiées servilement du français! que d'épopées qui commencent par une invocation aux muses et se terminent par le triomphe d'un héros! que d'idylles langoureuses où les moutons soupirent auprès d'un berger qui soupire encore plus fort qu'eux pour une cruelle Philis! Pardonnez-moi, mes chers amis de Hollande, de traverser en toute hâte ce temps de froides et fausses contrefaçons. Je me sens saisi d'une indicible terreur rien qu'à voir l'énorme in-4° qui contient à peine les douze chants de Hoogvliet sur le patriarche Abraham, rien qu'à voir les descriptions de Mme de Mer-

ken, les traductions de Jean Nomsz, et même les poésies fugitives de Mme de Lannoy. S'il y a dans ces œuvres, qui faisaient la joie de vos pères, une trace d'originalité, je me déclare coupable, et je vous demande de nouveau pardon.

Le poète qui, à cette époque, avait incontestablement le plus de verve et d'esprit, était Langendyk. Il écrivit des comédies humoristiques dont quelques-unes peignent assez bien certains ridicules; mais il a peu d'invention, et il tombe souvent dans des détails de mœurs par trop grossiers.

Douze vers de Voltaire m'obligent à parler d'un autre écrivain du XVIIIe siècle, dont les productions sont aujourd'hui très oubliées ou tout au moins très négligées. Il s'appelait Guillaume Van Haren. Une partie de son temps fut employée à remplir des fonctions diplomatiques, une autre à écrire en vers fort durs un long poème épique intitulé *Friso*. C'est le récit des aventures fabuleuses de ce héros batave dont nous avons parlé dans un précédent article, qui des rives fleuries de l'Inde vint peupler les plaines marécageuses de la Hollande. Quelques critiques néerlandais, dans une effusion de patriotisme en vérité on ne peut plus touchant, ont eu la bonté de dire que cette épopée pourrait bien être placée non loin de l'Énéide. Je pense que, pour lui donner cet éloge, ils ne se seront pas cru obligés de la lire, et il est probable aussi que Voltaire s'était dispensé du même labeur de patience lorsqu'il adressait cette flatteuse épître à l'auteur :

Démosthène au conseil et Pindare au Parnasse,
L'auguste vérité marche devant tes pas.
Tyrtée a dans ton sein répandu son audace,
Et tu tiens sa trompette organe des combats.
Je ne puis t'imiter, mais j'aime ton courage;
Né pour la liberté, tu penses en héros;
Mais qui naquit sujet ne doit penser qu'en sage,
Et vivre obscurément s'il veut vivre en repos.
Notre esprit est conforme aux lieux qui l'ont vu naître;
A Rome on est esclave, à Londres citoyen,
La grandeur d'un Batave est de vivre sans maître,
Et mon premier devoir est de servir le mien.

Guillaume Van Haren avait un frère, qui fit comme lui des poésies lyriques et une épopée. Celle-ci n'a pas moins de vingt-quatre chants, divisés en octaves comme la *Jérusalem délivrée*. Le sujet en

est emprunté à l'une des époques les plus mémorables de l'histoire de Hollande, au temps où une troupe de protestans zélés, portant avec orgueil le titre de *gueux* qui leur avait été donné par les seigneurs espagnols, engageaient énergiquement la lutte qui devait affranchir leur pays. Il y a dans ce poème des scènes tracées avec fermeté, des incidens qui ont une certaine grandeur; mais, pour le sauver des ténèbres de la mort, des poètes modernes en ont refait en grande partie le style, et il faudrait en faire autant pour l'épopée de *Friso*, qui éveilla la muse de Voltaire. O Voltaire, quel mensonge de plus à mettre sur votre conscience!

J'aimerais à citer Poot comme un homme de talent, si les critiques hollandais, par les éloges outrés qu'ils lui ont donnés, ne m'ôtaient la possibilité de lui assigner la place qu'il mérite. N'ont-ils pas été, dans leur enthousiasme, jusqu'à le mettre en parallèle avec Robert Burns? Comparer Poot à Burns, c'est comparer un de ces jolis arbrisseaux des jardins du XVIIIe siècle, façonnés à la main, tailladés et peignés, au chêne des montagnes qui grandit sans entraves, et dont les larges branches s'étendent sur l'eau des lacs. Burns et Poot ont été tous deux fermiers, voilà le point de ressemblance qui existe entre eux; mais le premier a chanté d'une voix pure et fraîche comme le souffle des vents, dans son vallon d'Écosse, les plus touchantes, les plus naïves émotions de l'ame, et le second a souvent noyé dans une vaine phraséologie des idées qui, pour avoir quelque charme, devraient être exprimées très simplement.

Bellamy, enfant du peuple comme Poot, a plus de sentiment et d'animation; il naquit à Flessingue, en 1757. Son père était boulanger, et voulait qu'il fût boulanger comme lui; mais le jeune poète, sentant sa vocation, n'accomplissait qu'à regret la tâche qui lui était imposée, et, dès qu'il avait une heure de loisir, il lisait et s'essayait à faire des vers. Un chant qu'il composa pour une fête anniversaire de sa cité natale attira sur lui l'attention d'un homme généreux et éclairé qui l'enleva à son humble profession et lui fit faire ses études. Le talent dont la nature avait doué Bellamy acquit alors les qualités qui lui manquaient : la pureté d'expression, la grace, l'harmonie. Malheureusement le poète mourut au moment où il donnait le plus d'espérances, à l'âge de vingt-huit ans. Il a laissé quatre petits volumes de poésies lyriques, parmi lesquelles il y a plusieurs pièces touchantes, entre autres une qui a pour titre *Rosette*. C'est l'histoire d'une pauvre jeune fille qu'un pêcheur emporte en

riant au milieu des flots de la grève, et qui meurt dans ce jeu cruel. On cite aussi, comme un morceau plein d'une noble et ardente indignation, l'ode suivante, intitulée *le Traître à la patrie :*

« Ce fut pendant la nuit que ta mère t'enfanta, pendant la nuit la plus sinistre! Les esprits infernaux assistaient à ta naissance, l'oiseau des ténèbres fit entendre par trois fois son cri de fatal augure, la mer trembla, les flots mugirent. Une sombre rumeur pénétra jusque dans le chœur des anges. Ta mère te regarda, et la vie s'enfuit de son cœur désolé. Ton père gémit, te regarda de plus près et fut terrassé par la douleur, car alors une voix résonnait dans sa demeure comme un coup de tonnerre, et cette voix disait : Que chacun s'éloigne de ce monstrueux enfant. Le ciel dans sa colère l'a mis au monde pour le malheur du peuple. Le plus cruel démon de l'abîme sera son guide sur la terre. Cet enfant trahira sa patrie, et frappera la liberté au cœur. L'or ne rassasiera pas son ame avide de richesses. Toute sa vie jouet de son ambition, il sera l'ardent esclave des princes. Son cœur ne sera que fausseté, sa bouche ne vomira que mensonges. Sans crainte et sans pudeur, il s'écriera avec orgueil : L'action est à moi! En vain vous essayerez de détruire son œuvre, en vain vous lui opposerez la force et les remparts. Il est né pour le malheur de sa patrie, pour la calamité du peuple. Traître, monstre maudit, honteuse création de la nature, que la colère de Dieu qui t'épargne dans ce monde, te précipite un jour dans les flammes éternelles! Mais non, il vaut mieux que tu comprennes la noirceur de ton crime. Que la foudre vengeresse ne t'atteigne pas, tu ne peux craindre la foudre. Non, il faut que ton ame se contracte, se tourmente elle-même dans le sentiment de ton indignité, qu'elle éprouve dans sa torture le pouvoir de Dieu, et, quand viendra le dernier jour, on lira sur ta tombe : Ci-gît celui qui fut la malédiction de ses amis et de ses proches, celui qui donna la mort à sa patrie! »

Van Alphen, grand seigneur comme Cats, procureur-général à la cour d'Utrecht, puis pensionnaire de Leyde, publia plusieurs recueils de poésies religieuses et morales, et des fables naïves, des contes pour les enfans, qui sont très souvent réimprimés et très recherchés dans toute la Hollande; mais on ne saurait, à vrai dire, les compter parmi les œuvres d'art.

Feith, qui jouit encore en Hollande d'une grande réputation, essaya d'aborder le théâtre et n'y réussit guère; il fut plus heureux dans ses poésies lyriques, dans quelques odes inspirées par un ardent patriotisme, comme celles qui ont pour titre : *Aux ennemis de la Néerlande, Hymne à la Liberté, la Victoire de Doggersbank, l'Amiral de Ruyter,* et dans quelques élégies. C'est l'un des poètes les plus mélancoliques que la Hollande ait jamais eu. Il aimait *les Nuits*

d'Young, la tristesse de l'Allemagne et de l'Angleterre. Il écrivit un roman sentimental, *Ferdinand et Constancia*, qui parut une véritable hérésie aux yeux des positifs Hollandais. L'idée de la mort revient souvent dans ses œuvres; tantôt il la montre sous un voile funèbre, au milieu d'un chant d'amour, tantôt il l'exprime en quelques vers brefs et sentencieux, comme ceux-ci :

« La race humaine tombe comme les feuilles des arbres. Nous naissons et nous passons. Le berceau touche à la tombe. Entre ces deux limites, un rêve nous séduit, un drame se déroule dans le cœur. Notre existence va de l'affliction à la joie et de la joie à l'affliction; le roi monte sur son trône, l'esclave se courbe devant lui, — la mort souffle sur le théâtre, et tous deux ont cessé d'être. »

Feith a écrit aussi un poème en quatre chants, intitulé *les Tombeaux*, plus imposant que les *Méditations* d'Hervey, et d'une tendance d'idées plus générales que les *Sepolcri* d'Ugo Foscolo (1).

Helmers, né à Amsterdam en 1767, a consacré la plupart de ses chants à célébrer la gloire ou à déplorer les malheurs de son pays. En 1793, il peignit, dans un poème intitulé *de Geest des Kwads* (le Génie du Mal), la révolution qui allait éclater en Hollande. Plus tard, il raconta en vers enthousiastes la lutte que les Hollandais ont soutenue contre la France en 1672 et 1678. Son œuvre capitale, *De Hollandsche Natie* (la Nation hollandaise), est une sorte de panégyrique en six chants long et froid, dans lequel l'auteur retrace les vertus caractéristiques, les actions d'éclat de ses compatriotes, et les époques les plus brillantes de leur histoire. La pensée de patriotisme qui l'inspira en a fait le succès. Ce poème me rappelle une anecdote qui ajoute un trait assez curieux à tout ce que l'on a déjà raconté des susceptibilités de la police impériale. Dans le second chant, le poète gémit sur la décadence de sa nation; mais il espère que cet état de douleur et d'affaissement ne sera que de courte durée. L'ombre de Vondel se montre à ses yeux et lui présage l'apparition prochaine d'un astre réparateur. La censure impériale exigea que l'auteur joignît une note à ce passage, une petite note fort douce, où il était dit que l'astre réparateur annoncé par Vondel venait de luire, et que c'était Napoléon.

Ajoutons aux divers ouvrages que nous venons de citer, une très

(1) Ce poème a été traduit en vers français par un écrivain de Maëstricht, M. Clavareau.

grande quantité de traductions d'ouvrages français, allemands, anglais, une longue histoire des Pays-Bas par M. Wagenaar, qui est, comme l'a dit un spirituel écrivain anglais, une sorte de procès-verbal de l'histoire rédigé par un clerc de notaire : voilà, si je ne me trompe, tout ce qu'a produit à peu près le XVIIIe siècle et le commencement du XIXe siècle dans les silencieuses plaines de Hollande.

L'époque actuelle est plus hardie et plus vivace; le souffle du romantisme a pénétré au sein de ces cités où siégeaient autrefois, sur leur chaire curule ornée d'emblèmes ingénieux, les chambres de rhétorique, et Bilderdyk a donné l'impulsion à plusieurs écrivains de talent; Bilderdyk, l'un des hommes les plus prodigieux qui aient jamais voué leurs veilles aux muses et pris le bonnet de docteur dans une université : poète, jurisconsulte, médecin, historien, astronome, antiquaire, chimiste, dessinateur, philologue, ingénieur et critique, il semble qu'il ait été saisi par le démon de Faust, emporté de région en région dans les domaines de l'étude sans pouvoir jamais apaiser sa soif de science. Sa vie ne fut qu'une longue et infatigable exploration, une sorte de course au clocher à travers les broussailles les plus ardues de l'érudition et les précipices de l'erreur, pour arriver à découvrir tantôt les lois de l'organisme animal, tantôt les phénomènes de la végétation, aujourd'hui une nouvelle glose sur Homère, demain une interprétation ignorée d'une page de Cujas. Sa fortune fut comme son génie, incertaine, capricieuse, bizarre. A vingt ans, couronné avec éclat dans un concours, il abandonne soudain la poésie qui venait de lui faire si vite une si grande réputation : il se jette dans la politique; il émigre avec le stadhouder et donne des leçons de langue, de dessin, de jurisprudence, pour vivre. L'Angleterre l'ennuie, il va en Allemagne. Le romantisme allemand l'irrite, il retourne en Hollande. Le roi Louis l'appelle à sa cour, le reçoit avec distinction, lui donne un traitement considérable, un titre honorifique. Le voilà riche et heureux; mais Louis quitte la Hollande, et Bilderdyk, qui était un peu comme la cigale, aimant mieux chanter que de songer aux mauvais jours, tombe dans la misère. Il sollicite une chaire à l'université de Leyde, et on la lui refuse. Enfin, le gouvernement lui accorde une pension, et, à l'aide de ce modique secours, il continue ses études, ses recherches, il écrit des vers, de la prose, des tragédies, des idylles, et, à l'âge de soixante-dix ans, peu de temps avant sa mort, il commençait un poème épique sur la destruction du monde primitif. Ses œuvres se composent de plus de trente volumes d'art, de science, de littérature : il a touché

à toutes les questions, discuté toutes les théories et jeté au milieu des paradoxes parfois les plus étranges les éclairs les plus merveilleux. Pour oser apprécier dans l'ensemble tant de travaux si disparates, il faudrait des années d'étude, et les fragmens que nous pourrions en extraire n'en donneraient qu'une idée faible. Force nous est donc de passer à côté de ce singulier écrivain comme on passe à côté d'un chêne séculaire, sans en compter les rameaux et sans en mesurer la hauteur. Dans sa vieillesse, il était fort préoccupé de pensées religieuses, de pensées mystiques, et il les a semées dans l'ame de plusieurs jeunes gens qui venaient, comme des disciples dévoués, interroger son expérience et recueillir ses entretiens. Sur d'autres, il a agi par ses principes d'esthétique ou ses tendances politiques; et ce qu'il n'a pu faire par la parole, il le fait chaque jour encore par ses œuvres; il est le premier guide d'une foule de jeunes esprits studieux et entreprenans, il est le chef d'une nouvelle littérature.

Dans tout ce qui s'écrit aujourd'hui en Hollande, il y a bien plus de véritable sentiment de nationalité qu'il n'y en avait dans les œuvres élégantes du XVIIIe siècle. Les poètes, les érudits, comprennent enfin que l'on a assez fait parader sur la scène les Alexandre et les Artaxerce, et qu'ils peuvent, sans se compromettre, en venir à une époque un peu moins éloignée, nous montrer d'autres héros et d'autres traditions. Une société de Leyde s'occupe avec zèle des questions de philologie et de littérature hollandaise. Un écrivain habile et érudit, M. de Clercq, a publié un excellent travail sur l'influence des diverses littératures étrangères en Hollande. M. de Jonghe, l'archiviste du royaume, écrit, après vingt années de recherches patientes et éclairées, une histoire complète de la marine hollandaise. C'est sans aucun doute l'un des livres les plus consciencieux qu'on ait jamais faits. D'autres ouvrages, entrepris dans une même pensée de patriotisme, ont obtenu un légitime succès. Dans le nombre, je distingue l'*Histoire de la Poésie néerlandaise*, de M. J. de Vries, le *Dictionnaire biographique et anthologique*, de M. Geysbeck, une *Histoire de la Littérature hollandaise*, par M. Siegenbeck, et une autre en français, par M. s'Gravenwaert, qui joint à ses titres de critique et de philologue habile celui de poète élégant; un très bon travail de M. Van der Berg sur les traditions néerlandaises du moyen-âge, et un recueil des anciens chants populaires, par M. Lejeune.

M. J. Van Lennep est l'un des écrivains actuels les plus féconds et les plus goûtés de la Hollande. Il n'a que quarante ans, et il a déjà publié quatre romans et neufs volumes de poésies. Né à Amsterdam

d'une famille patricienne qui s'est acquis un honorable renom dans la magistrature et l'enseignement, M. Van Lennep se trouva, dès sa première enfance, placé dans les conditions les plus favorables pour acquérir promptement une brillante et sérieuse instruction. La société éclairée au milieu de laquelle il vivait, les leçons de son père, professeur à l'athénée d'Amsterdam, littérateur érudit et poète aimable, tout contribua à développer bien vite dans l'ame du futur romancier de la Hollande l'amour de l'étude et le sentiment de la poésie. Son premier ouvrage date de 1820; c'est un recueil plus remarquable par la netteté et la facilité du style que par la pensée. Mais le style a toujours été, pour les Hollandais, une question de la plus grande importance, et ce début du jeune écrivain fut accueilli avec faveur. Bientôt sa muse s'enhardit et s'élança vers un plus large espace; il se mit à étudier l'histoire de son pays et trouva dans les annales du moyen-âge des pages héroïques, des faits mémorables qui souriaient tout à la fois à son patriotisme et à son imagination. Le sujet de chacune de ses œuvres est emprunté à cette source féconde; ses poèmes sont des épopées en vers lyriques qui racontent les péripéties d'une guerre nationale, l'éclat d'une victoire et la renommée d'un héros. Ses romans peignent les sites illustrés par quelque évènement traditionnel, et retracent avec une rare vérité les croyances, les mœurs des anciens Hollandais, et les coutumes de certaines provinces (1). On voit que, dans ces divers récits, il a essayé de faire pour la Hollande ce que Walter Scott a fait avec tant d'éclat pour l'Écosse, et, s'il est resté au-dessous de son modèle, il n'en a pas moins le mérite d'avoir frayé, dans la littérature de son pays, une nouvelle route et ravivé habilement des noms glorieux, des faits poétiques, des usages touchans, naguère encore méconnus ou ignorés.

M. Bogaers, né à Rotterdam à peu près à la même époque que M. Van Lennep, n'a écrit que deux petits poèmes et un ouvrage en prose; mais ces trois ouvrages sont travaillés avec un soin extrême, et cités déjà comme des productions classiques. Dans le premier de ses poèmes, l'auteur raconte la dernière navigation et les dernières heures de Heemskerk, le noble amiral de Hollande, qui, après avoir exploré jusqu'à la Nouvelle-Zemble les mers polaires, s'en alla mourir à Gibraltar. Dans le second, il retrace avec grace et sentiment l'histoire de Moïse sauvé des eaux du Nil. Son volume en prose est un

(1) Un des plus récens et des meilleurs romans de M. Van Lennep, *la Rose de Dékama*, a été traduit en allemand et en français, et l'on en a rendu compte dans cette *Revue*.

traité sur la déclamation. Ces trois ouvrages ont été couronnés par des sociétés littéraires.

Dans cette même ville de Rotterdam, où M. Bogaers écrit ses vers si châtiés et si corrects, habite Tollens, le poète le plus populaire de la Hollande. Tollens est né à Rotterdam en 1778. Il a publié des odes et des chansons, les unes tendres et gracieuses, les autres empreintes d'un profond sentiment de patriotisme, presque toutes remarquables par la simplicité de la forme, et presque toutes chéries du peuple. C'est lui qui a composé le chant national hollandais qui est pour son pays ce qu'est le *Gode save the king* pour l'Angleterre, et que j'ai souvent entendu entonner en chœur dans les rues par les ouvriers, dans les écoles par des centaines d'enfans. Qu'on me permette d'en citer au moins quelques strophes non-seulement comme œuvre poétique, mais comme expression d'une pensée populaire.

« Que celui dont les veines renferment un vrai sang hollandais pur de toute contagion étrangère, que celui dont le cœur palpite pour la patrie et pour le roi unisse sa voix à la nôtre. Qu'il vienne à nous avec une ame libre et chante le chant de fête qui plaît au ciel, le chant du prince et de la patrie!

« Frères, entonnez tous avec la même pensée ces accords entendus du maître suprême. Il a aux yeux de Dieu une vertu de moins, celui qui oublie le prince et la patrie. Il n'a dans sa froide poitrine nul amour pour ses frères, celui qui ne s'émeut pas à notre chant, à notre prière pour le prince et pour la patrie.

« Dieu, protége, garde le sol où nous vivons, le coin de terre où s'éleva notre berceau, où l'on creusera notre tombe. Nous t'adressons notre prière avec une ame émue, ô Dieu, conserve notre prince et notre patrie!

« Protége le roi sur son trône. Que sa puissance ait constamment pour base la justice. Qu'il se montre toujours à nos yeux moins brillant par l'or de sa couronne que par ses vertus! Soutiens et dirige le sceptre entre ses mains. Anime et défends le prince et la patrie.

« Dans un même vœu nos cœurs se confondent. Dans la joie et dans la douleur, nous n'avons qu'une même pensée : le prince et la patrie. Écoute, ce n'est pas un cri qui souffre un désaccord, c'est une parole d'amour, c'est un même chant pour le prince et pour la patrie. »

Parmi les poètes dont la Hollande aime à prononcer le nom, je dois citer M. Da Costa, disciple de Bilderdyk, écrivain austère et religieux dont l'ame s'attendrit sur les douleurs de la vie humaine, puis s'élance avec enthousiasme vers les régions éternelles; Beets, qui joint dans ses vers la mélancolie de la pensée allemande à la pureté du style classique; Withuys, à qui l'on doit plusieurs chants

lyriques d'un ton très ferme, entre autres un sur le pavillon de Hollande, qui est fort aimé de ses compatriotes.

Et maintenant, hélas! il faut le dire : cette poésie dont je tâche d'énumérer avec la plus rigoureuse impartialité les titres, dont j'essaye d'établir, comme un généalogiste, les preuves de noblesse, cette poésie n'entrera qu'une des dernières dans le grand chapitre des muses. Les critiques de Hollande ont beau lui mettre la couronne sur la tête, et lui élever avec une naïve piété des arcs de triomphe dans leurs journaux, l'honnête fille ne croit pas elle-même à sa souveraineté, et n'ose passer la frontière de peur de se voir contester son sceptre, son manteau, et traitée comme une vassale présomptueuse de la France et de l'Allemagne. Mais de même que le voyageur, après avoir traversé de larges et riches contrées, se réjouit, lorsqu'il arrive sur une terre moins féconde, de trouver encore une gerbe d'épis, un bouquet de fleurs, de même, quand des hautes régions où nous emporte le génie des grands poètes anciens et modernes, nous redescendons dans les cités de Hollande, nous nous plaisons à découvrir çà et là, au milieu des entrepôts du commerce et des machines de l'industrie, une fleur de poésie, dût cette fleur ne pas avoir le même parfum ni le même éclat que celles de France ou d'Angleterre.

Ajoutons à ceci que la littérature hollandaise, à travers les différentes phases par lesquelles elle a passé, au milieu même de son penchant à l'imitation, a toujours conservé une physionomie distincte et des qualités sérieuses qu'on ne retrouve pas ailleurs si durables et si continues, l'élégance dans le style et la moralité dans la pensée. Là les œuvres de l'imagination sont dominées par la raison. La littérature se traite un peu comme les affaires, avec calme et prudence. C'est une distraction agréable pour quelques-uns, un besoin plus impérieux pour quelques autres, mais un besoin auquel on ne sacrifie qu'une partie de son temps et de ses rêves. Là, tous ceux qui écrivent ont une fortune indépendante ou une tâche régulière à remplir qui pourvoit aux besoins matériels de leur existence. L'étude des lettres est un titre honorifique, quelquefois un moyen d'avancement dans une carrière, jamais une profession. Vondel, comme nous l'avons dit, était bonnetier, Hooft était gouverneur de Muyden. De nos jours, les poètes, les romanciers hollandais, cherchent également à se faire une position administrative, commerciale, pour pouvoir suivre avec plus de sécurité leur penchant littéraire. M. Van Lennep est procureur fiscal à Amsterdam, M. s'Gra-

venswaert conseiller d'état, M. Bogaers avocat, M. Beets pasteur dans un village, et M. Tollens est épicier à Rotterdam. Dans un tel état de choses et dans un pays où tout prend naturellement une attitude grave et contenue, la littérature ne peut pas avoir les capricieux élans, la fougue ardente et désordonnée qu'elle a souvent en Angleterre, en France et en Allemagne. Ces hommes qui vivent d'une vie si régulière, le jour assis à un bureau, le soir retirés dans leur famille, ne voudraient pas publier des œuvres qui seraient réprouvées par leurs sages parens, par leurs sages amis, et qui les compromettraient inutilement aux yeux de ceux dont ils attendent un appui. Ils s'appliquent donc à suivre les anciennes règles, et ils n'écrivent pas un livre dont la mère puisse défendre la lecture à sa fille. Il y a en Hollande quatre mille poètes inscrits dans les fastes littéraires, et des milliers de poèmes imprimés sur grand papier vélin, ornés de vignettes, cités avec éloge, avec enthousiasme même, par les critiques du pays, et l'on n'en noterait peut-être pas vingt dont la tendance ne soit essentiellement sérieuse, morale et pratique. Si cette austère physionomie d'une littérature est fort respectable, elle finit, il faut le dire, par devenir passablement monotone; et, pour mon compte, j'avoue qu'en parcourant les œuvres en prose ou en vers que les Hollandais recommandaient le plus à mon admiration, j'ai souvent regretté de ne pas y trouver un de ces très graves, mais charmans péchés de raison, comme on en voit dans Schiller, dans Byron et dans quelques-uns de nos poètes modernes. Quoi qu'il en soit de ces lacunes, la littérature hollandaise, par cela même qu'elle n'a pas suivi le mouvement impétueux des autres, est importante à signaler, comme l'expression fidèle et constante de l'un des peuples les plus estimables qui existent.

X. Marmier.

MOUNY-ROBIN.

L'autre soir à l'Opéra, j'étais placé entre un bourgeois de Paris qui disait, d'un air profond, au second acte du *Freyschütz :* Faut-il que ces Allemands soient simples pour croire à de pareilles sornettes! — Et un bon Allemand qui s'écriait avec indignation, en levant les yeux et les bras au ciel, c'est-à-dire au plafond : — Ces Français sont trop sceptiques; ils ne conçoivent rien au merveilleux. — Le bourgeois scandalisé reprenait, s'adressant à sa femme : — Vraiment, ce hibou qui roule les yeux et bat des ailes est indigne de la scène française! — L'Allemand outragé reprenait de son côté, s'adressant aux étoiles, c'est-à-dire aux quinquets : — Ce hibou bat des ailes à contre-mesure, et ses yeux regardent de travers. Il aurait besoin d'être soumis à l'opération du strabisme. Un public allemand ne souffrirait pas une pareille négligence dans la mise en scène! — Les Allemands n'ont pas de goût, disait le bourgeois parisien. — Les Français n'ont pas de conscience, disait le spectateur allemand.

— A qui en ont ces messieurs? demandai-je dans l'entr'acte à un spectateur cosmopolite qui se trouvait derrière moi, et qui, par parenthèse, est fort de mes amis. Comment se fait-il que la mauvaise tenue de ce hibou les occupe plus que l'esprit du drame, si admirablement rendu par la musique?

— L'Allemand n'est pas content de certaines parties de l'exécution, me répondit le cosmopolite, et il s'en prend au décor. C'est bien de l'indulgence ou de la retenue de sa part. Quant au bourgeois, il va à l'Opéra pour voir le *spectacle,* et il écoute la musique avec les yeux.

— Eh bien! pour ne parler que du *spectacle*, repris-je, que vous en semble? Vous qui avez vu représenter ce chef-d'œuvre sur les premières scènes de l'Europe, trouvez-vous qu'il soit mal *monté* (comme on dit) sur la nôtre?

— Je ne suis pas du tout mécontent de ce sabbat, répondit-il, quoique j'y trouve trop peu de diablerie. Les apparitions du premier plan sont trop négligées, trop rares, et ne sont pas combinées à point avec les paroles du drame et avec l'intention du compositeur. Je n'ai pas vu le sanglier dont le rugissement sauvage est si bien exprimé dans la musique. S'il a passé, c'est si vite, que je ne l'ai point aperçu. A la place de l'apparition d'Agathe, je n'ai vu qu'un revenant quelconque. Ces squelettes et ces lutins sont beaucoup plus laids qu'il ne faut, et ne produisent pas du tout l'effet que produisent en Allemagne les chiens et les oiseaux innombrables qui s'élancent sur la scène. Les aboiemens et le bruit des ailes sont pourtant indiqués dans l'orchestre, et c'est traiter un peu lestement la pensée de Weber que de lui retirer ses manifestations nécessaires. Voilà de quoi l'Allemand se plaint, et il a raison. Mais, ce qui pour moi fait compensation, c'est la beauté de ce paysage, la profondeur de ces toiles, la transparence de ces brouillards, ce je ne sais quoi d'artiste, de poétique et d'élevé qui préside à la composition du tableau. Sur aucune autre scène, on n'aurait mis autant de goût et d'intelligence à peindre le site en lui-même. Cette cascade dont le bruit sec et froid vous pénètre et vous glace, ces rideaux de brume qui s'éclaircissent et s'épaississent tour à tour, cela est vu et senti grandement par le décorateur. C'est que le Français a plus que l'Allemand le sentiment de la vraie beauté dans la nature, témoin les grands paysagistes que la France seule a produits depuis quelques années. Il y a une véritable renaissance de ce côté-là. L'Allemand voit les choses autrement; il veut embellir la nature. Elle ne suffit pas à son imagination, il la peuple de fantômes, il donne aux objets réels eux-mêmes des formes fantastiques. La scène allemande essaie minutieusement de réaliser cette pensée du poète, et je crois qu'ici on a bien fait de ne pas le tenter. Il eût fallu sacrifier des effets de vérité à des effets de fantaisie, et peut-être eût-on perdu ces beaux effets sans atteindre au bizarre effrayant des effets contraires. En résumé, on peut dire que chaque peuple a son fantastique, et qu'il serait plus que difficile de concilier les deux.

— Si vous parlez de Paris et de Vienne, répondis-je, je vous accorde que ces différences sont tranchées; mais si vous allez au cœur de

notre peuple, si vous pénétrez dans nos provinces, au fond de nos campagnes, vous y trouverez des traditions si semblables à celles de l'Allemagne et de l'Écosse, que vous reconnaîtrez bien que ces poèmes populaires ont une source commune. Les poètes et les artistes des diverses nations s'en inspirent plus ou moins. L'Angleterre a Shakespeare et Byron, l'Allemagne Goethe, la Pologne Mickiewicz, l'Écosse Ossian et Walter Scott. Nous n'avons rien de semblable. Nos superstitions n'ont point eu d'illustre interprète et n'en auront pas; l'esprit voltairien leur a porté le dernier coup, et notre moderne école fantastique n'a été qu'une pâle imitation de celles de nos voisins. Elle n'a rien produit de durable; c'est une affaire de mode. Le Français des hautes classes et celui des classes moyennes rient des contes de revenans, et défendent aux valets d'en troubler la cervelle des enfans. L'Allemand éclairé n'y croit pas davantage, mais il n'en rit pas; il les aime. Personne, à cet égard, n'a mieux peint l'esprit allemand que Henri Heine.

Quant à nous, continuai-je, nous avons lu les contes d'Hoffmann avec un plaisir extrême; mais l'impression que nous en avons reçue n'a pas modifié nos habitudes de logique, notre impérieux besoin de la recherche des causes, et, par conséquent, cette raison un peu froide et railleuse qui scandalise l'Allemand. J'avoue que rien n'est plus risible que l'esprit fort qui veut tout expliquer sans rien savoir; mais il y a une autre faiblesse qui consiste à s'interdire toute explication, bien qu'on ne manque pas de science, et qui n'est pas moins ridicule. Voilà, je crois, la différence entre les deux nations. Le Français, par amour du vrai, nie ou méconnaît toute vérité nouvelle; l'Allemand, par amour du fabuleux, refuse de constater la vérité qui contrarie ses chimères. Mais, je vous le répète, descendez au cœur du peuple; vous trouverez dans les grandes villes une population intelligente et active, qui, bien qu'initiée à la raison et à la logique des hautes classes, se souvient encore des traditions de son enfance et des contes de sa nourrice villageoise. Et si vous voulez aller au village, sans vous éloigner beaucoup de Paris, vous trouverez la fable de *Freyschütz* aussi vivante dans les imaginations rustiques que vous venez de la voir sur ce théâtre.

— Je serais curieux de m'en assurer, dit mon cosmopolite.

— Eh bien! repris-je, allez un peu causer avec les gardes forestiers et les bûcherons de la forêt de Fontainebleau. Ils vous raconteront qu'ils ont entendu, dans les nuits brumeuses de l'automne, passer la chasse fantastique du grand-veneur. Il en est même qui ont

rencontré cette chasse terrible, ces biches épouvantées fuyant devant la meute bruyante, et ces grands lévriers dont la race est perdue et qui devancent la course des feux follets, et les chasseurs avec leurs trompes au son funèbre, et le grand-veneur en personne, avec son habit rouge, son panache flottant et son cheval noir comme la nuit, piaffant, reniflant, et faisant fumer la bruyère sous ses pieds autour de ces arbres séculaires qui forment, au plus obscur de la forêt, le *carrefour du Grand-Veneur*.

— J'ai souvent passé sous ces beaux arbres, répondit mon interlocuteur, lorsqu'ils étaient couverts de soleil et de verdure, et je n'aurais jamais cru que les morts osassent venir prendre leurs ébats aussi près de la capitale.

— Si vous voulez me promettre de ne pas vous moquer de moi, lui dis-je, je vais vous dire comme quoi j'ai été tout près de croire à une fable conforme, à bien des égards, au poème du *Freyschutz*.

— Je vous en prie, me dit-il, et je vous promets tout ce que vous voudrez.

— Eh bien! continuai-je, franchissez en imagination une distance de quatre-vingts lieues. Nous voici au centre de la France, dans un vallon vert et frais, au bord de l'Indre, au bas d'un coteau ombragé de beaux noyers qui s'appelle la côte d'Urmont, et qui domine un paysage tout-à-fait doux à l'œil et à la pensée. Ce sont d'étroites prairies bordées de saules, d'aulnes, de frênes et de peupliers. Quelques chaumières éparses, l'Indre, ruisseau profond et silencieux, qui se déroule comme une couleuvre endormie dans l'herbe, et que les arbres pressés sur chaque rive ensevelissent mystérieusement sous leur ombre immobile; de grandes vaches ruminant d'un air grave, des poulains bondissant autour de leur mère, quelque meunier cheminant derrière son sac sur un cheval maigre, et chantant pour adoucir l'ennui du chemin sombre et pierreux; quelques moulins échelonnés sur la rivière, avec les nappes de leurs écluses bouillonnantes et leurs jolis ponts rustiques que vous ne franchiriez peut-être pas sans un peu d'émotion, car ils ne sont rien moins que solides et commodes; quelque vieille filant sa quenouille, accroupie derrière un buisson, tandis que son troupeau d'oies maraude à la hâte dans le pré du voisin : voilà les seuls accidens de ce tableau rustique. Je ne saurais vous dire où en est le charme, et pourtant vous en seriez pénétré, surtout si, par une nuit de printemps, un peu avant les fauchailles, vous traversiez ces sentiers de la prairie où l'herbe, semée de mille fleurs, vous monte jusqu'aux

genoux, où le buisson exhale les parfums de l'aubépine, et où le taureau mugit d'une voix désolée. Par une nuit de la fin d'automne, votre promenade serait moins agréable, mais plus romantique. Vous marcheriez dans les prés humides, sur une grande nappe de brume blanche comme l'argent. Il faudrait vous méfier des fossés grossis par le débordement de quelque bras de la rivière, et dissimulés par les joncs et les iris. Vous en seriez averti par l'interruption subite des croassemens des grenouilles, dont votre approche troublerait le concert nocturne. Et si par hasard vous voyiez passer à vos côtés, dans le brouillard, une grande ombre blanche avec un bruit de chaînes, il ne faudrait pas vous flatter trop vite que ce fût un spectre; car ce pourrait bien être la jument blanche de quelque fermier, traînant les fers dont ses pieds de devant sont entravés.

Le plus mystérieux et le plus pittoresque de ces moulins cachés sous le feuillage et abrités par le versant rapide du coteau d'Urmont (eh! mon Dieu, si quelque rustique habitant de notre Vallée Noire était là pour m'entendre prononcer ce nom, vous le verriez dresser l'oreille comme un cheval ombrageux), le plus joli, dis-je, de ces moulins, celui qui fut jadis le plus prospère et qui désormais ne l'est plus, c'est le moulin Blanchet. Hélas! il n'a pas toujours de l'eau maintenant dans les chaleurs de l'été, et pourtant jamais il n'en a manqué du temps que Mouny-Robin en était le meunier. Le moulin qui est au-dessus et celui de Lamballe, qui est au-dessous en remontant et en suivant le même cours d'eau, en manquaient souvent. Les meuniers maudissaient la saison, ils tourmentaient en vain leurs écluses, ils épuisaient jusqu'à la dernière goutte de leurs réservoirs sans pouvoir contenter leurs cliens, et pendant ce temps la roue du moulin Blanchet tournait triomphante et chassait à grand bruit des flots d'écume. Mouny-Robin satisfaisait toutes ses pratiques, et voyait, comme de juste, venir à lui toutes celles de ses confrères malheureux; c'est que Mouny-Robin était sorcier, c'est qu'il s'était donné à *Georgeon*.

Qu'est-ce que Georgeon? Qu'est-ce que Samiel? Georgeon est un diable bien malin. Je n'ai jamais pu réussir à le voir, quoique j'y aie fait mon possible. Mais tant d'autres l'ont vu, que l'on ne saurait révoquer en doute son existence, et son intervention dans les affaires de nos paysans. C'est lui qui donne de l'eau au moulin, de l'herbe au pré, de l'embonpoint aux bestiaux, et surtout du gibier au chasseur, car il est particulièrement l'Esprit de la chasse. Il trotte dans les guérets, il rôde dans les buissons, il contrarie les chasseurs mal-

adroits, il gambade la nuit dans les prés avec les poulains, et, quand il parcourt la forêt, il est toujours accompagné d'au moins cinquante loups, lors même qu'il n'y en a pas un seul dans le pays. Lorsqu'on le surprend dans cet équipage, on s'assemble de tous les hameaux environnans pour faire une battue; mais, quoi qu'on fasse, les loups deviennent invisibles, et le Malin se moque des chasseurs. C'est que les favoris de Georgeon ne se mêlent jamais de ces battues; ils n'ont à discrétion des perdrix et des lièvres qu'à la condition de respecter les loups, et de les aider à se soustraire à la persécution. A quoi bon battre le bois et se donner tant de peine? vous dira-t-on. Nous ne trouverons pas un seul loup aujourd'hui. C'est *un tel* qui les a serrés dans sa grange. Allez-y. Vous en trouverez là plus de cent à la crèche.

Ah! combien de loups Mouny-Robin a ainsi hébergés et soustraits à nos recherches! C'est grâce à lui, sans doute, que nous n'en avons jamais vu un seul à quatre lieues à la ronde, et, sous ce rapport, c'était un sorcier bien utile aux moutons du pays.

Mais un sorcier est toujours réputé méchant et nuisible, et Mouny-Robin fut toujours vu de mauvais œil. C'était pourtant la plus douce et la plus obligeante créature du monde. Lorsque je l'ai connu, il était encore jeune; c'était un homme assez grand, mince, et d'une apparence délicate, quoique d'une force rare. Je me souviens qu'un jour, voulant traverser son pré pour éviter de faire un long détour, je me trouvai empêché par un très large fossé, rempli d'eau et de vase. Tout à coup je le vis sortir de derrière un saule. —Vous ne passerez pas là, mon enfant, me dit-il, c'est impossible.— Cela ne me paraissait pas impossible; mais quand j'essayai de poser les pieds sur les pierres aiguës et glissantes qui, jetées çà et là dans le fossé, formaient une sorte de sentier, je trouvai la chose plus difficile que je ne l'avais pensé. J'étais avec un enfant plus jeune que moi, qui me dit : N'essayez pas de passer. Mouny ne veut pas; c'est un endroit ensorcelé par lui, et, quoiqu'il n'y ait pas beaucoup d'eau, s'il le veut, nous allons nous y noyer.

Comme nous étions en plein jour, et que je n'ai jamais eu peur à cette heure-là, je me moquai de cet avertissement, et j'appelai Mouny. — Viens ici, lui dis-je, et si tu es un brave sorcier, fais-moi passer par le meilleur chemin, puisque tu le connais. — Il fut très satisfait de cette déférence. — Je savais bien, dit-il, d'un air triomphant, que vous ne passeriez pas là sans moi. — Et venant à moi, quoiqu'il fût très pâle et parût exténué par une fièvre qui le rongeait

depuis plus d'un an, il me prit à la lettre entre ses mains, m'enleva en l'air comme il eût fait d'un lièvre, et, marchant sur les pierres jalonnées avec une parfaite sécurité malgré ses gros sabots, il me passa à l'autre bord sans broncher. — Toi, dit-il à l'autre, suis-moi, et ne crains rien. — L'autre passa, et ne trouva pas la moindre difficulté. Le sort était levé. Depuis ce jour, j'avais alors dix-sept ans, Mouny-Robin me témoigna toujours la plus grande amitié.

Si j'insiste sur la physionomie de ce personnage, ce n'est pas que je l'aie jamais cru sorcier; mais c'est qu'il y avait en lui bien certainement quelque chose d'extraordinaire, sinon comme intelligence, du moins comme *faculté mystérieuse*. Je vous expliquerai au fur et à mesure ce que j'entends par là. Il était, quant à l'extérieur, au langage et aux manières, bien différent de tous les autres paysans, quoiqu'il eût toujours vécu dans les mêmes conditions d'ignorance et d'apathie. Il s'exprimait avec une certaine distinction, quoique avec une sorte de cynisme rabelaisien qui ne manquait pas de sel. Il avait la voix douce et l'accent agréable; son humeur était enjouée, et ses allures familières, sans être insolentes. Bien opposé aux habitudes de servilité craintive de ses pareils, qui ne rencontrent jamais un chapeau à forme haute sans soulever leur chapeau plat à grands bords, je ne crois pas qu'il ait jamais dit à personne *monsieur* ou *madame*, ni qu'il ait jamais porté la main à son bonnet pour saluer. Si le bourgeois lui plaisait, il l'appelait « mon ami, » sinon il l'appelait Gagneux, Daudon ou Massicot tout court. Il ne procédait pas ainsi par esprit d'insurrection. Vraiment, il ne s'occupait point de politique, ne lisait pas de journaux, et pour cause. La chasse l'absorbait tout entier, et j'ai toujours pensé que, comme chacun de nous a une certaine analogie de caractère, d'instincts, et même de physionomie avec un animal quelconque (Lavater et Grandville l'ont assez prouvé), il y avait dans Mouny une grande tendance à rapprocher le type du chien de chasse de l'espèce humaine. Il en avait l'instinct, l'intelligence, l'attachement, la douceur confiante, et ce sens mystérieux qui met le chien sur la piste du gibier. Ceci mérite explication.

Quelques années après mon aventure du fossé (si aventure il y a), mon frère, étant venu se fixer dans le pays, fut pris d'une grande passion pour la chasse. C'était dans les commencemens une passion malheureuse; car, dans nos vallons coupés de haies et semés de pacages buissonneux, le gibier a tant de retraites, que la chasse est fort difficile. Il ne suffit pas de savoir tirer juste, il faut connaître les

habitudes du gibier, combattre ses tactiques par une tactique d'observation et d'expérience, développer en soi la ruse, la présence d'esprit, la patience, n'avoir pas de distraction, savoir tirer *au juger* parmi les broussailles, ou viser si juste et si vite, qu'un lièvre à la course apparaissant, pour une ou deux secondes, dans un *éclairci* de quelques pieds d'ouverture, il tombe là, sans quoi il ira se *remiser* dans des fourrés impénétrables. La perdrix aux champs n'est qu'une chasse d'enfans. Mais le lièvre au pacage est une chasse de maîtres. Il faut y être bien rompu, bien retors, et le plus habile chasseur de plaine y perdra son latin et sa poudre, à moins que, pour abréger de longues années d'apprentissage, il ne fasse intervenir Georgeon dans ses affaires.

— C'est encore là le plus sûr, nous disait notre ami le garde champêtre. Quant à moi, je n'ai pas la science qu'il faut pour ça; et puis ça commence bien, mais ça finit toujours mal avec le *camarade*. Voilà Mouny-Robin qui vous fera tuer du gibier tant que vous voudrez, et Dieu sait qu'il n'y a pas de plus fin braconnier en Europe et même en France; mais, voyez-vous, il a après lui un vilain monsieur. Qu'il y prenne garde! Un beau jour il trouvera son maître, et Georgeon finira par le *tourer* (1).

Au sortir d'un régiment de hussards, on n'est pas superstitieux. Mon frère, voulant passer maître à la chasse, se fit l'écolier de Mouny, et moi, qui ai toujours aimé à battre les champs et les prés, à fumer à l'ombre parfumée d'un noyer, ou à lire un roman le long de la rivière, je me mis de la partie sans songer à mal.

— D'abord, mes enfans, nous dit Mouny-Robin, il faut se mettre en chasse à l'heure de la grand'messe, si ça ne vous fait pas trop de peine.

A la bonne heure, pensai-je, voilà qui sent le sorcier. Nous partîmes pendant que la cloche du village appelait les fidèles à l'église et nous garantissait au moins contre des concurrens incommodes. — C'est trop tôt, nous dit Mouny-Robin. Laissez entrer tout le monde; avant que le premier coup de fusil soit tiré, il ne nous faut rencontrer ni fille ni femme.

Malgré cette précaution, et quoique, pour complaire au sorcier dont les pratiques nous divertissaient, nous fissions de grands détours pour éviter de nous croiser dans notre marche avec quelque paysanne attardée se rendant à l'église, nous nous trouvâmes tout à coup

(1) *Se tourer*, en berrichon, lutter ensemble; *être touré*, être terrassé dans la lutte.

face à face avec une bergère qui gardait ses moutons à l'angle d'une prairie. — Comme elle ne marche pas, dit mon frère, cela ne peut pas s'appeler une rencontre. — C'est égal, dit Mouny, c'est bien mauvais, et la chance est contre nous. Nous allons être deux heures sans rien tuer.

Deux heures se passèrent en effet sans que nous pussions abattre une seule pièce. C'était à qui de nous tirerait le plus mal, et Mouny n'était pas le moins maladroit. — Puisque tu es sorcier, lui dis-je, au lieu de conjurer les mauvaises rencontres, tu devrais avoir des balles qui portent juste. On dit que Georgeon en donne à ses amis.

— Est-ce que vous croyez à Georgeon, vous autres? dit-il en haussant les épaules. Pour moi, je regarde tout ce qu'on en dit comme autant de contes pour faire peur aux enfans.

— Mais pourquoi évites-tu les rencontres? pourquoi chasses-tu pendant la messe? pourquoi crois-tu aux mauvaises chances?

— Vois-tu, mon petit, reprit-il, tu parles sans savoir. La chasse est une chose à laquelle personne ne connaît rien. Il y a des chances, voilà tout ce que je peux t'en dire. T'ai-je averti que nous aurions deux mauvaises heures? Elles sont passées; regarde au soleil. Eh bien! voilà une pie sur un arbre. Je vais la tirer, et la chance sera pour nous; si je la manquais, nous ferions aussi bien de rentrer; nous manquerions à tout coup.

Il abattit la pie. — Ne la ramassez pas, n'y touchez pas, nous dit-il. Cela n'est bon qu'à lever un sort.

— Ah ça, la bergère était donc sorcière? lui demandai-je.

— Non, me dit-il, il n'y a ni sorciers ni sorcières; mais elle avait une mauvaise influence. Ce n'est pas sa faute. L'influence est détruite; à présent nous allons trouver deux perdrix à la Croix-Blanche.

— Comment! à une demi-lieue d'ici? dit mon frère.

— Pardine, je le sais bien, répliqua Mouny; mâle et femelle! Vous pouvez rencontrer qui vous voudrez à présent, et tirer comme vous pourrez, vous tuerez ces perdrix-là, je vous les donne.

Nous les trouvâmes à la place qu'il avait désignée, et mon frère les tua.

— Maintenant, dit-il, nous ne verrons rien d'ici à une demi-heure : regardez à vos montres.

La demi-heure écoulée : — Je veux tuer un lièvre, dit-il; il faut que je le tue, ce diable de lièvre!

Le lièvre passa à une telle distance, que mon frère cria : Ne tirez pas, c'est inutile; il est hors de portée.

Le coup partit.

— Il a beau être sorcier, dit mon frère, il n'abattra pas celui-là. C'est tout-à-fait impossible.

— Cherche, Rageot! dit Mouny à son chien.

— Oui, oui, cherche! dit mon frère en riant.

Rageot partit comme un trait; c'était un bien bel épagneul blanc avec deux taches jaunes. Il passa la rivière à la nage, car Mouny avait tiré par-dessus; il flaira les buissons, poussa un cri de joie, fit vaillamment le plongeon dans les épines, et rapporta le lièvre criblé du gros plomb de Mouny.

Ma foi, je commençais à croire que Georgeon s'était mis de la partie.

Il nous fit plusieurs autres prédictions qui se réalisèrent comme les précédentes. Au retour, notre chien Médor tomba en arrêt sur une compagnie de perdrix.

— Laissez-moi tirer là-dessus, dit Mouny en retenant mon frère. Il nous en faut au moins six.

Il en abattit sept.

— Bah! c'est trop facile! disait-il tranquillement en les ramassant.

— S'il n'est pas sorcier ou diable, disais-je à mon frère en revenant, il a du moins quelque pratique secrète que je ne devine pas.

— Bah! répondit mon frère, il a tant étudié les allures du gibier, qu'il en connaît toutes les remises et toutes les habitudes. Les animaux libres ont une vie très régulière, et il suffit de suivre une de leurs journées pour savoir l'emploi de tous leurs autres jours.

— Mais le lièvre atteint hors de portée?

— C'est que son fusil porte extraordinairement loin comparativement aux nôtres.

— Mais les sept perdrix?

— C'est qu'il a tiré au plus serré du bataillon. Je ne lui conteste pas d'être plus adroit que nous.

— Mais ses prédictions?

— Le hasard aide les gens heureux, et le bonheur est aux insolens

— Avec cela, on expliquerait toutes choses, et pourtant il me semble que cela n'explique rien.

— Attends à demain ou à la semaine prochaine, pour voir comment notre sorcier gouvernera le hasard. Tu verras qu'il ne tombera pas toujours aussi juste qu'aujourd'hui, et que son Georgeon lui fera *fiasco* plus d'une fois.

Nous nous mîmes à chasser presque tous les jours avec Mouny.

Nous y trouvions un plaisir extrême, mon frère, parce qu'il lui faisait rencontrer beaucoup de gibier, moi, parce qu'il nous conduisait dans les sites les plus charmans et les plus ignorés de la Vallée Noire. Il continuait son système de conjuration contre les influences pernicieuses, et ses prédictions. Je dois dire, pour la vérité du fait, que celles-ci ne se réalisèrent pas toujours parfaitement, mais qu'elles se réalisèrent vingt-cinq fois sur trente, et cela dura non quatre jours, mais quatre ans et demi, pendant lesquels Mouny-Robin prit sur nous, comme chasseur, et peut-être aussi un peu comme sorcier, un ascendant que peu à peu nous cessâmes de combattre. En étudiant avec lui les mœurs du gibier, nous pûmes bientôt nous convaincre que ses habitudes n'étaient pas aussi régulièrement tracées que nous l'avions cru d'abord. Plus nous examinions notre guide, plus nous remarquions en lui une sorte de divination, à l'endroit de la chasse, dont il semblait parfois travaillé et tourmenté comme d'une souffrance, comme d'une maladie. Il n'était pas charlatan le moins du monde, il n'employait aucune manigance cabalistique, et, s'il croyait à Georgeon, il s'en cachait bien et n'en parlait pas volontiers. Un phénomène qui s'opérait en Mouny-Robin nous mit, quoique vaguement, sur la voie de ce que je crois aujourd'hui devoir approcher de la vérité.

Un jour (nous avions apparemment toutes les mauvaises influences contre nous), nous fîmes quatre ou cinq mortelles lieues de pays sans rien rencontrer. Il semblait que tout le gibier eût été frappé d'une plaie d'Égypte, car nous ne pûmes pas seulement viser une alouette. Rageot était d'une humeur de dogue, et Médor nous regardait d'un air mélancolique. Deux ou trois fois, pour tromper leur ennui, ils tombèrent en arrêt sur des hérissons et sur des couleuvres; mais Mouny nous interdisait de tirer sur ces viles bestioles, prétendant que cela gâtait la main. Au dire des paysans, il protégeait, par malice de sorcier, les mauvaises bêtes vouées au diable, car Georgeon livre au chasseur qu'il protège le plus noble gibier, à condition qu'il respectera les animaux immondes dont il fait sa société dans les nuits de sabbat: les chouettes, les chats sauvages, les crapauds, les serpens, les renards, les loutres, les chauves-souris, les loups, etc. Ce jour-là, Mouny-Robin était triste, accablé, plus pâle qu'à l'ordinaire, et nonchalant comme il ne l'était pas souvent.

— Écoutez, nous dit-il, il faut changer tout cela, je vais me *retirer*.

— Qu'appelles-tu te *retirer?* lui dis-je. Quitter la chasse?

— Non, mon fils, répondit-il, je vais me retirer dans ce taillis;

vous, vous allez suivre par en bas, et vous n'entrerez pas sous bois; autrement, tout ira mal.

Nous étions habitués à ses façons de parler : nous suivîmes la lisière du bois, comptant qu'il allait en faire sortir quelque lièvre de sa connaissance; mais il n'en sortit rien, et au bout d'un quart d'heure, nous le vîmes revenir à nous dans un état singulier de trouble et d'agitation. Il tremblait de tous ses membres et semblait brisé de fatigue, de souffrance, ou d'effroi. Sa blouse était souillée de terre, et ses cheveux remplis de brins de mousse, comme s'il eût été terrassé dans une lutte violente. Son front était ruisselant de sueur, et cependant ses dents claquaient de froid. — Eh bien! qu'est-ce donc, s'écria mon frère, est-ce que tu viens de te colleter avec l'autorité?

Nous n'avions entendu aucun bruit; mais, comme nous chassions la plupart du temps sans port d'armes et hors de saison, en véritables apprentis braconniers, nous pouvions faire la rencontre de quelque gendarme, garde champêtre, ou de tout autre fonctionnaire public, et nous nous apprêtions à prendre le large, lorsque Mouny nous arrêta. — Rien, rien! nous dit-il d'une voix éteinte, ce n'est rien! — Et faisant un grand effort, il se secoua comme un homme qui chasse une vision, essuya son front, empoigna son fusil d'une main qui tremblait encore, et s'écria, comme s'il eût été inspiré : — Tout va bien, mes amis! nous allons faire une bonne chasse! Il y aura de beaux coups de fusil. — Puis, reprenant son air doux et narquois : — Vous, dit-il à mon frère, vous ne rentrerez pas sans plumes à la maison; et quant à toi, ajouta-t-il en me regardant, tu verras pour la première fois de ta vie tomber deux lièvres du même coup.

— Et qui fera ce beau coup? demandai-je.

— Quelqu'un qui s'appelle Mouny-Robin et qui se moque de bien des choses, répondit-il en secouant la tête.

— Et quand cela arrivera-t-il? demanda mon frère.

— Tout de suite, répondit-il. — Un lièvre parut, il l'ajusta et l'abattit.

— Cette fois il n'y en a qu'un, dit mon frère.

— Entrez dans le buisson, répondit Mouny; s'il n'y en a pas deux, je veux que celui-là soit le dernier que je tuerai de ma vie.

Nous cherchâmes dans le buisson, il y avait un second lièvre dont il avait cassé les reins du même coup qui avait fracassé la cervelle du premier.

— Comment diable, avais-tu fait pour le voir? lui dis-je; tu as de meilleurs yeux que nous!

—Des yeux? répondit-il. Mettez telles lunettes que vous voudrez, et si vous voyez ce que je vois, je vous fais cadeau de mon chien et de ma femme. Allons, allons, vous, dit-il à mon frère, armez votre fusil, la plume n'est pas loin.

Au bout de cent pas, nous trouvâmes une bande de canards sauvages. Mouny s'abstint de tirer. Mon frère en tua plusieurs, et revint souper avec son carnier plein de canards, de bécasses et de pluviers.

— Quand je vous ai dit que vous ne rentreriez pas sans plumes! observa Mouny; je savais bien que vous ne tueriez pas de perdrix. C'est égal, vous ne devez pas être mécontent. Pour ma peine, vous allez me promettre, si nous rencontrons ma femme, de ne pas lui dire un mot de ce que nous avons fait à la chasse.

Il nous avait tant de fois recommandé le secret à cet égard-là, que nous n'avions garde d'y manquer. Il ne cachait point à sa femme le gibier qu'il avait tué; mais de quelle façon il l'avait abattu, avec quel plomb, à quelle heure, en quel endroit, et après quelles paroles, voilà les mystères qu'il fallait lui faire, chaque jour, le serment de ne pas révéler. Il ne chassait guère qu'avec nous, et c'était une grande marque de confiance qu'il nous donnait. — Tu te crois donc sorcier, que tu caches ainsi ton savoir-faire? lui disions-nous.— Non, répondait-il; mais il ne faut pas qu'une femme sache rien des affaires de la chasse : cela porte malheur.

Cet homme offrait dans ses idées au premier abord un singulier assemblage de crédulité et de scepticisme. Il ne croyait vraiment pas au diable, ni aux mauvais esprits, mais à la fatalité, ou plutôt à des influences pernicieuses ou bienfaisantes, qu'aucune science, je crois, n'a jamais reconnues, faute peut-être de les avoir observées. Il eût été bien important que nous fussions assez éclairés pour examiner ou reconnaître les propriétés qu'il attribuait à certains corps, à certaines émanations, à certains contacts. Quand on l'examinait de près, on voyait bien qu'il n'était pas superstitieux le moins du monde, et qu'il agissait en vertu d'une théorie physique vraie ou fausse. Les résultats étaient la plupart du temps si extraordinaires, que, selon toute apparence, il ne se trompait pas souvent dans l'application. Je ne crois pas qu'il ait cherché jamais à remonter aux causes; mais il avait certainement une science d'instinct ou d'observation. D'où la tenait-il? Nous n'avons jamais pu le savoir, et j'ignore s'il le savait lui-même. A cet égard, ses réponses étaient évasives, et comme il était plus fin que nous, nous n'en tirâmes jamais rien.

Toutes les fois que la chasse était mauvaise, il *se retirait* (c'était

son expression), c'est-à-dire qu'il se cachait à nos regards, soit dans un buisson, soit dans un fossé, soit dans quelque masure déserte, et qu'après y être resté un certain temps, il en sortait pâle, anéanti, frissonnant, respirant et marchant à peine, mais nous annonçant des rencontres et des victoires superbes qui se réalisaient toujours, et quelquefois avec une exactitude de détails qui tenait du prodige. Un jour, nous résolûmes de l'observer pour voir s'il avait quelque pratique secrète d'une superstition grossière, ou s'il préparait quelque jonglerie. Nous feignîmes de nous éloigner, et nous fîmes un détour pour le surprendre. Nous parvînmes jusqu'à lui sous le taillis avec des précautions tout-à-fait inutiles, car l'état où nous le trouvâmes ne lui permettait pas de nous voir et de nous entendre. Il était étendu à terre, et paraissait en proie à une angoisse inexplicable. Il se tordait les bras, faisait craquer ses jointures, bondissait sur le dos comme une carpe, respirait avec effort, la face pâmée et les yeux éteints. Nous crûmes qu'il était épileptique; mais les choses n'en vinrent pas là. Il n'eut ni écume à la bouche, ni rugissemens, ni atonie. Ce fut une simple attaque de nerfs, une agitation convulsive, un étouffement pénible, quelque chose de plus douloureux qu'effrayant à voir, et dont il se tira en moins de cinq minutes. Nous le vîmes ensuite se relever peu à peu, s'étendre, se calmer, se *ravoir*, comme on dit, et rester là encore quelques minutes, comme partagé entre une grande fatigue et une sorte de bien-être. Quand il quitta la place pour nous chercher, nous allâmes le rejoindre par un assez long détour, afin de ne pas l'inquiéter, et il dit à mon frère en l'abordant : Aujourd'hui, si je ne m'en mêle pas, vous ne tuerez rien.

En effet, mon frère tira plus de douze coups de fusil dont pas un seul ne porta. — Je suis donc le dernier des maladroits ! s'écria-t-il en frappant la terre de la crosse de son arme. Ah ça, maître Mouny, tâchez de me désensorceler.

—C'est bien aisé, mon ami, répondit Mouny de sa voix douce et agréable. Donnez-moi cela. De quel côté voulez-vous que je charge?

Il chargea le côté gauche qu'on lui indiqua, et mon frère chargea l'autre.

—Avec celui-ci, dit Mouny en montrant celui qu'il venait de charger, vous ne manquerez pas.

— Et avec l'autre? dit mon frère.

—Avec l'autre, vous ne toucherez pas, répondit-il.

Un vanneau passa, mon frère l'abattit; puis une grive, et il la

manqua. Le coup chargé par Mouny avait porté, l'autre avait été casser une branche dix pieds trop haut.

— Et maintenant, chargez le côté droit, dit mon frère. Il est possible que par là le fusil soit meilleur.

— A votre aise, dit Mouny-Robin. Il chargea le droit, et mon frère le gauche. Avec le gauche il toucha, avec le droit il ne toucha point. L'épreuve fut répétée toujours en sens contraire, cinq ou six fois de suite, et le résultat fut toujours celui que Mouny avait annoncé. A la septième : — Cette fois, dit-il, vous allez tuer avec votre charge et manquer avec la mienne; je suis fatigué.

Le fait suivit et confirma la prédiction.

De pareilles expériences ne pouvaient pas être attribuées obstinément au hasard et à l'adresse. Mouny était parfois lui-même d'une maladresse incroyable, et il n'en paraissait ni surpris ni humilié. *Je sentais cela*, disait-il. Il n'y mettait pas d'autre amour-propre. Il était beau chasseur comme on est beau joueur. Nous lui accordions d'être plus exercé et plus habile que nous; cela ne suffisait pas pour expliquer les faits de divination véritable dont nous étions témoins tous les jours. Il me serait difficile de traduire nettement l'impression que ces faits produisirent sur nous à la longue. Il n'y a pas de fait si remarquable auquel on ne s'accoutume, et pourtant rien au monde n'est aussi difficile à vérifier et à constater qu'un fait de ce genre. Les continuelles et consciencieuses recherches de certains partisans du magnétisme, qui ne sont ni des fous, ni des charlatans, ont bien assez prouvé que la simple conquête d'un fait patent et incontestable peut être l'œuvre de toute une vie. Mais ce qu'il y a de plus étrange, c'est que ce fait à peine conquis entre d'emblée dans les esprits simples et droits sans y produire ni étonnement ni inquiétude. Je ne sais pas si les savans s'y soumettent aussi facilement, j'en doute. Leur orgueil a trop à faire pour s'accommoder des découvertes qui bouleversent leurs théories. Quant à moi, qui n'avais aucune théorie à perdre et aucune science à contrarier, j'ai été témoin d'un de ces faits après lesquels le doute n'est plus possible. J'avais vu Mouny-Robin exercer la faculté de seconde vue, ou d'odorat porté jusqu'à la puissance canine, sans être bien convaincu qu'il y eût dans l'humanité des instincts aussi exceptionnels et outrepassant les bornes connues de nos facultés communes. Dix ans plus tard, je jouai aux cartes avec une somnambule dont la vue semblait tout-à-fait interceptée, et, quoiqu'elle fît des prodiges, je me repentis, en sortant, d'avoir signé le procès-verbal. Il me vint des méfiances que je n'avais

pas eues tout de suite. Je soupçonnai sa mère d'être de connivence avec elle pour duper le public, et je me demandai avec une partie des opposans, quoique le bandeau fût impénétrable, si les contorsions qu'elle avait faites n'avaient pas un peu décollé l'appareil en dessous.

Mais, il y a deux mois, j'ai vu chez un médecin que je sais être un homme de conscience et de vertu, et que de nombreuses supercheries ont rendu plus méfiant que nous tous, une autre somnambule qui, malgré plusieurs bandeaux impénétrables, et privée de l'assistance de tout compère, exerça la faculté de la vue avec autant de netteté que je puis le faire avec d'excellens yeux et une clarté splendide. Cette fois, je poussai mon examen du fait jusqu'à la minutie, jusqu'à l'insolence, et je pourrais citer des détails qui ne laisseraient aucune prise au soupçon de jonglerie. Je suis donc persuadé, je suis donc sûr aujourd'hui, autant qu'il est donné à l'homme de l'être d'un fait d'expérience personnelle attentive et lucide, que certains individus de notre espèce peuvent voir (et pourtant pourquoi pas entendre, pourquoi pas odorer?) dans des conditions où l'exercice des sens serait interdit à la généralité des autres individus. Eh bien! depuis ce temps, j'admire ma tranquillité. Il m'avait semblé qu'un tel fait me paraîtrait surnaturel, qu'il bouleverserait ma raison, qu'il me rendrait accessible à toutes les billevesées du monde, et je craignais d'arriver à la certitude que je cherchais. Voilà qu'il se trouve que rien de pareil ne s'est opéré en moi. Je ne crois à aucune puissance surnaturelle, et je me dis, avec tous ceux qui ont assisté à l'épreuve, qu'il y a sans doute dans la nature bien d'autres secrets non encore révélés, qui de long-temps ne seront pas explicables. Que dis-je, de long-temps? ne le seront-ils pas toujours? Un fait constaté entraîne-t-il autre chose qu'une analyse des effets et des causes saisissables? et n'y a-t-il pas au-dessus de ces causes saisissables une cause première qui est le secret même de la Divinité? Qui nous dira comment le blé pousse, et comment l'homme est conçu? Nous voyons bien germer et poindre un brin d'herbe dans le sein d'une graine, nous voyons bien un enfant naître du flanc de sa mère; mais la puissance de la vie, mais la perpétuation et le renouvellement de l'être, mais ces propriétés impérissables de l'esprit et de la matière, d'où viennent-elles?

Quand on aura analysé l'œil de l'extatique, quand on aura trouvé dans ses nerfs, ou dans sa rétine, ou dans son cerveau, une faculté particulière de voir à travers les obstacles et en dépit des distances,

que saura-t-on? Ce qu'on savait il y a trois mille ans : c'est qu'il y a des pythies, des devins, des augures, des visionnaires et des prophètes qui n'exploitent pas tous la crédulité des hommes, et qui sont vraiment mus par une puissance intime et incontestable. On ne dira plus : C'est Apollon, c'est Isis, c'est Jehovah, c'est Magog qui parle. Les savans diront : C'est un fait naturel qui se produit. Mais, en vérité, à qui donc remonte la puissance dont ce fait émane? Ne sera-ce pas jusqu'à Dieu, aussi bien que tous les faits de la vie dans l'univers?

Ce n'est donc pas dans une étude matérielle de la cause première qu'il faut chercher le progrès. Ce progrès ne sera jamais qu'une confirmation de plus en plus éclatante et universelle de la foi en Dieu, conquête primitive, durable, éternellement modifiable et perfectible de l'humanité. Mais ce qu'il appartient à la science humaine d'analyser et d'expliquer par les moyens qui lui sont propres, c'est d'une part le mécanisme des causes naturelles procédant des causes divines, et de l'autre le mécanisme des effets naturels procédant des unes et des autres. La science fera ce progrès quand les savans auront vu un assez grand nombre de faits nouveaux et incontestables pour rougir de leur scepticisme, comme ils rougiraient aujourd'hui de leur naïveté, si naïfs ils pouvaient être.

J'en étais là de mon explication, quand je vis que mon auditeur cosmopolite était profondément endormi. Je l'avais magnétisé, sans le vouloir, par mes réflexions sur le magnétisme. Ce fut à grand' peine que je l'arrachai au sommeil délicieux que lui procurait ma logique, pour lui faire entendre le final admirable du *Freyschutz*. Quand le rideau fut tombé : — Vous me devez la fin de l'histoire de Mouny-Robin-Gaspard et de Georgeon-Samiel, me dit-il en passant son bras sous le mien; nous irons nous asseoir à Tortoni, et vous me l'achèverez.

— Je ne saurais, répondis-je, la raconter dans un lieu livré à des influences aussi contraires à l'effet qu'elle doit produire, et je crois, pour continuer le système de mon braconnier extatique, qu'au contact de toutes ces élégances parisiennes, je perdrais la mémoire des jours de ma jeunesse campagnarde. Venez avec moi en plein air; la lune donne sur les toits, et je réussirai peut-être à sortir de mon explication....

— Je vous en dispense, dit le cosmopolite, qui commençait à en avoir assez. Il me semble que j'ai compris, tout en dormant; vous attribuez à votre homme une sorte de seconde vue qui s'exerçait à la chasse, et qui se produisait chez lui au moyen de certaines crises

nerveuses. Vous pouviez dire cela en deux mots; je ne suis pas tellement sceptique, que je n'accepte cette donnée préférablement à bien d'autres.

— Eh bien! repris-je, puisque ma tâche à cet égard est terminée, la fin de l'histoire viendra bien vite. Le garde champêtre et toutes les têtes fortes de l'endroit nous avaient bien prédit que cela finirait mal, et que Georgeon *tourerait* son compère Mouny. Un beau soir, comme la lune brillait au ciel, Mouny alla comme de coutume lever la pelle de son moulin; mais, au moment où l'eau s'élançait et mettait la roue en mouvement, Georgeon, qui était mécontent de lui (sans doute parce qu'il ne le trouvait pas assez méchant pour un homme voué au diable), le poussa par derrière, l'enfonça dans l'eau la tête la première et le fit passer sous la roue de son moulin, d'où il sortit suffoqué, brisé et frappé à mort. On le trouva de l'autre côté du moulin, échoué sur l'herbe du rivage, disloqué, immobile et près d'expirer. Il passa pourtant six mois dans son lit, où il finit par succomber aux lésions profondes que la roue du moulin avait faites à la poitrine et à la moelle épinière. — On te l'avait bien prédit, mon pauvre homme, lui disait sa femme à son lit de mort, que Georgeon finirait par te tourer!

—Il n'y a pas de Georgeon qui tienne! répondait le moribond. Je ne saurai jamais comment cela m'est arrivé, pas plus, ajouta-t-il, que je n'ai su le reste!

Le fait est que l'accident tragique du pauvre Mouny n'a jamais été bien expliqué. Il faut être non pas maladroit, mais bien déterminé au suicide pour passer ainsi par la pelle de nos moulins. Il vous suffirait de voir celui de Mouny, pour vous convaincre qu'il faut s'y lancer ou y être précipité avec une grande force, la tête en avant, pour ne pas pouvoir se retenir aux ais du pont, quelle que soit la force de l'eau. Tout s'expliquerait si Mouny eût été ivre; mais il ne s'enivra pas, je crois, une seule fois dans sa vie. Il avait horreur du bruit et de l'odeur des tavernes, et, quand il s'y asseyait un instant, il en sortait en disant : « La tête me sonne ! » Je n'ai pas vu un autre paysan aussi délicatement organisé qu'il l'était à certains égards.

— N'avait-il pas un ennemi, un héritier, un rival? me dit mon auditeur complaisant.

—Hélas! il en avait plus d'un, répondis-je. Jeanne Mouny était jolie comme un ange, et d'une délicatesse d'organisation aussi exceptionnelle que celle de son mari. Elle était petite, fluette, et blanche comme les narcisses de son pré. Vivant toujours à l'ombre des grands arbres

qui croissent dans cette région fraîche et touffue, elle avait préservé son cou et ses bras des morsures du soleil, et, quand elle était vêtue le dimanche d'une robe blanche et d'un tablier à fleurs, elle ressemblait plus à une villageoise d'opéra qu'à une meunière du Berry. Pour rester dans le vrai, ce n'était ni l'une ni l'autre; mais c'était mieux, c'était quelque chose de fin, de propret et de charmant, avec une voix douce et des manières gracieuses. Il semblerait que ce rapport d'organisation eût dû les rendre précieux l'un à l'autre. J'ai la douleur de vous avouer que Mme Mouny préférait à son époux un gros garçon de moulin, noir, rauque et crépu, auquel Mouny ne témoigna jamais la moindre jalousie. Ceci est encore une particularité du caractère de notre ami. Il n'avait aucun préjugé sauvage sur l'honneur conjugal. Il ne se croyait obligé ni de haïr, ni d'injurier, ni de battre, ni d'étrangler sa femme, parce qu'elle lui était infidèle. Il nous parla souvent de sa position prétendue ridicule, et la manière dont il l'envisageait ne l'était nullement. — Jeanne est beaucoup plus jeune que moi, disait-il; elle est jolie, et je l'ai toujours négligée. Que voulez-vous? Je l'aime de tout mon cœur, mais j'aime encore mieux la chasse. La chasse, voyez-vous, mes enfans, celui qui s'y adonne ne peut pas s'adonner à autre chose. Si vous êtes amoureux, si vous êtes jaloux, faites-moi cadeau de vos fusils et de vos chiens, car vous ne serez jamais que de mauvais chasseurs.

Si bien qu'en raisonnant avec cet esprit de justice, il eut pour sa femme les procédés qu'un grand seigneur du temps de Louis XV aurait eus pour la sienne. Il n'est donc pas présumable qu'il ait été assassiné par son rival. Cela n'est venu à l'esprit de personne. Jeanne ne pouvait que perdre à la mort de son mari.

— Alors que présumez-vous de cette mort?

— Je présume que Mouny était somnambule ou cataleptique d'une certaine façon, et qu'il a été surpris par la crise extatique au moment où il levait la pelle de son moulin. Quoi qu'il en soit, sa fin a été mystérieuse comme sa vie, et il n'est aucun de nos paysans qui ne l'attribue encore aujourd'hui à une lutte avec l'esprit malin, le diable chasseur, le terrible Georgeon de la Vallée Noire. Je vous disais que notre peuple des campagnes possède son fantastique tout comme un autre, et que les Allemands n'en ont pas le monopole. Je pourrais vous conter d'après eux des histoires encore plus effrayantes, mais il est trop tard pour cette nuit. Bonsoir.

GEORGE SAND.

REVUE LITTÉRAIRE.

POÉSIES NOUVELLES.

Assurément il n'y a pas au monde de labeur moins encouragé que celui de la poésie : la première prière qu'adresse au ciel un père qui pense à l'avenir de son enfant, est pour supplier Dieu qu'il ne soit pas poète, et la seule instruction que l'on reçoive dans les colléges, c'est d'apprendre à ne pas faire de vers français. A la proposition fabuleuse d'éditer un volume de poésie, les libraires prennent des mines rébarbatives, hérissées et sourcilleuses. Les cabinets de lecture vous repoussent; les trente journaux qui analysent consciencieusement et minutieusement le plus mince vaudeville, le plus épais mélodrame, n'ont pas le moindre petit coin à consacrer aux volumes de vers dont les couches plus vierges que la neige des Alpes s'étendent en silence sur la table des feuilletonistes dans l'espoir toujours déçu d'une mention, d'une réclame ou d'un article. Et cependant, malgré de tels obstacles et une défaveur si marquée, chaque mois il paraît pour le moins une douzaine de volumes beurre-frais, paille, serin, gris de perle, et autres nuances délicates affectées spécialement à la poésie. Les poètes sont les gens les plus désintéressés du monde, puisqu'ils n'ont d'autre récompense de leur travail que le plaisir qu'ils en retirent. On fait de la prose pour les autres et des vers pour soi; la poésie est une maîtresse dédaigneuse pour laquelle on se ruine, la prose une honnête femme qui vous nourrit, et ce n'est pas celle-là qu'on aime, car l'esprit de l'homme est aussi ingrat que son cœur.

Les esprits dits sérieux, qui souvent déraisonnent en pauvre style sur une foule de sujets plus ou moins soporifiques, ont toujours trouvé que la poésie était une occupation d'oisifs, un amusement de songe-creux, une espèce de casse-tête chinois intellectuel tout-à-fait méprisable, en quoi ils se sont parfaitement trompés; la poésie est plus utile que les religions, que les lois, que les sciences et toutes les inventions industrielles; la poésie, c'est la beauté, l'intelligence et l'harmonie; c'est par l'image, la compréhension de la nature, par l'idée, la philosophie, par le rhythme, la musique, plus le sentiment de la difficulté vaincue, l'orgueil de l'esprit se faisant jour malgré la matière : Homère, Virgile, Horace ont mieux mérité de l'humanité que les théosophes, les législateurs et les savans: depuis deux mille ans, ils révèlent aux ames l'idée du beau par la perfection de leur forme; ils arrêtent la marée toujours montante de la barbarie moderne, ils allégent les heures de l'ennui et de la solitude, et procurent à l'intelligence humaine les plus hautes jouissances où elle puisse aspirer; ils ont duré plus que leurs dieux, plus que leur civilisation, et quand Horace s'écriait dans un noble mouvement d'orgueil : « J'ai fait un monument plus durable que l'airain, l'on dira mes vers tant que le pontife montera l'escalier du Capitole, accompagné de la vestale silencieuse, tant que la langue romaine sera parlée dans l'univers, » il a été trop modeste, car il y a long-temps que la vestale silencieuse ne monte plus les degrés de marbre du Capitole, le latin n'est plus parlé que par les magnats de Hongrie, et l'on lit toujours les odes d'Horace chez tous les peuples de la terre, et le globe s'est enrichi d'un nouveau monde pour fournir de nouveaux lecteurs au poète. — Certainement les jeunes gens qui font paraître de petits volumes de vers, essais, préludes, échos, etc., ne sont pas dans ce cas, mais intérieurement chacun se dit : — Qui sait? je serai peut-être un de ceux-là. Et puis comme l'a dit si bien un poète connu des lecteurs de cette *Revue :*

La Muse est toujours belle,
Même pour l'insensé, même pour l'impuissant,
Car sa beauté pour nous, c'est notre amour pour elle.

N'est-ce pas une noble et sainte passion que celle de la poésie, et le dédain que l'on affecte pour les poètes qui débutent n'a-t-il pas son côté odieux et ridicule? L'on admet trois ou quatre noms désormais consacrés pour se débarrasser de toute admiration secondaire, et le respect exagéré pour l'œuvre des grands génies sert de prétexte pour déverser sur tout le reste un mépris affecté. Et pourtant, il faut en convenir, jamais en littérature comme en art les disciples n'ont marché de plus près sur les talons des maîtres, jamais il n'y a eu une pareille diffusion de talent, et ce mouvement est si invincible, si fatalement impérieux, qu'il s'accomplit en dépit de tous les obstacles: ni l'indifférence du public, ni le dédain des libraires et de la critique, ni la certitude de l'incognito et de l'insuccès n'ont arrêté cette marche toujours ascendante,

et de cette innombrable armée poétique cinq à six noms à peine sont parvenus au public.

M. Auguste Barbier, dont nous avons à nous occuper à propos des *Chants civils et religieux* qu'il vient de faire paraître, a eu le bonheur, et ces bonheurs-là n'arrivent qu'à ceux qui les méritent, de débuter par un coup d'éclat qui attira tout d'abord sur lui l'attention générale et lui conquit soudainement sa réputation. Nous voulons parler de *la Curée*, qui est restée une des plus belles œuvre du poète. M. Auguste Barbier offre cette particularité singulière dans l'histoire physiologique de la poésie, que son talent a donné des fruits sans avoir produit de fleurs : il n'a pas eu les tâtonnemens de la première manière, on n'a pas vu chez lui les transformations successives par lesquelles l'artiste arrive à formuler complètement son idéal. Chose rare, sa première pièce contient l'expression la plus violente de sa pensée, toutes ses qualités et aussi tous ses défauts! Il n'a pas brûlé ses vaisseaux, et s'est mis dans l'impossibilité d'aller plus loin. Il ne peut pas ajouter une spirale à la spirale inférieure de son œuvre, et monter ainsi par un mouvement progressif jusqu'au sommet souhaité et prévu d'avance. D'un bond, il s'est élancé à son but, et l'on peut même dire qu'il l'a dépassé. Mûri par le brûlant soleil de juillet, le talent de M. A. Barbier a éclaté comme ces gigantesques fleurs d'aloès qui s'ouvrent avec un coup de tonnerre. L'art même semble étranger à ce développement que le poète pouvait fort bien ne pas avoir prévu! Et c'est une position difficile que celle des écrivains qui débutent par leur chef-d'œuvre.

M. Auguste Barbier est avant tout moraliste et rhéteur; chez lui l'indignation fait le vers aussi souvent que chez Juvénal ou Perse : tout a un but visible, un dessein transparent. Le penseur, préoccupé trop fortement de la difformité morale, oublie la beauté éternelle de la création et laisse dans l'ombre les profils sourians et les perspectives heureuses. Le fougueux hippogryphe de l'hyperbole, fouaillé à grands coups d'iambes, l'emporte hors de la réalité dans le domaine grimaçant de l'horrible. Le besoin de frapper fort pour stygmatiser le vice, pousse le poète à des excès de paroles qui ne sont pas dans les limites de l'art. Assurément nous ne sommes pas de ceux qui demandent des périphrases ou des équivalens; nous n'avons pas d'horreur académique pour le mot propre, et nous trouvons que les idées sont déjà bien assez difficiles à traduire, sans décimer le vocabulaire; mais M. Barbier ne se contente pas toujours du mot *propre*, il va jusqu'au mot sale : ainsi il mettra soûl pour ivre, charogne pour cadavre, gueux pour pauvre, etc. Nous ne faisons qu'indiquer la nuance; mais ces quelques exemples, qu'on pourrait multiplier à l'infini, suffiront pour nous faire comprendre. Avec ce parti pris de style hardiment mené jusqu'au bout, M. Barbier a produit des effets nouveaux dans la langue et d'une énergie extraordinaire; sa phrase est large, ample, éloquente, d'une trivialité robuste, d'un mouvement soudain, se prêtant à tous les emportemens de l'indignation et de la satire; mais quelquefois la force est remplacée par la violence, la franchise par le cynisme (cynisme honnête et

toujours bien intentionné), la propriété des termes devient de la crudité, la liberté de la négligence, l'art disparaît, et l'intention morale reste seule; ce n'est pas assez, car il faut bien se pénétrer de cette vérité que sans la beauté du style, la perfection de la forme et l'innovation perpétuelle du détail, toutes les déclamations sur la vénalité, la corruption et autres infamies de l'époque, ne sont guère que des lieux communs dont le fonds se retrouve en prose dans les *premiers Paris* des journaux ; l'éloquence d'ailleurs ne suffit pas pour la poésie, il faut encore la prosodie, le rhythme et la rime; outre la pensée, il faut la musique. Les vers de M. Barbier renferment plusieurs fautes de quantité et beaucoup de négligences de facture impardonnables dans une époque où la perfection matérielle du vers a été portée à un si haut degré. Il n'est pas possible de revenir sur un progrès acquis.

Aux *Iambes* écrits d'un bout à l'autre sur le mode infernal, comme le dit l'auteur lui-même, et dont le fragment d'André Chénier sur les pauvres moutons égorgés,— pendus aux crocs sanglans du charnier populaire, — semble avoir donné le ton, a succédé le *Pianto*, composé pendant un voyage en Italie. Ici ce n'est plus de la déclamation pure comme dans les *Iambes;* la mélancolie remplace la colère. La grande fureur du premier volume est tombée, la philosophie générale succède à l'imprécation directe. La beauté des horizons et des terrains, la splendeur du ciel, la vue des chefs-d'œuvre de l'art, cette heureuse facilité de la vie italienne à laquelle nul désespoir ne résiste, semblent avoir adouci l'humeur âpre et farouche du poète; il laisse refléter à son vers plus d'azur et de clarté; ces hideuses peintures de faubourgs malsains, de *voyous* livides, de dogues aux mufles sanglans, aux babines baveuses, de poitrines velues et de bras rouges jusqu'aux coudes, sont déjà bien loin. Le dialogue de Salvator et du pêcheur a la sérénité mélancolique et la mâle noblesse d'une églogue antique : le bleu de la mer et le bleu du ciel y brillent de toute leur splendeur napolitaine; c'est un heureux mélange de la pensée et de la nature extérieure, mélange sans lequel on est un métaphysicien, un philosophe, un moraliste, mais non pas un poète. Dans l'histoire de Bianca, M. A. Barbier a su trouver sur sa sombre palette des tons clairs et charmans pour peindre Venise. Les sonnets sur les peintres et les musiciens, à part quelques irrégularités de forme, sont très beaux et très poétiques : les pièces sur le Campo-Santo, le Campo-Vaccino, déparées çà et là par quelques inutiles brutalités de style, renferment des beautés de premier ordre, et, quoique moins susceptibles d'agir sur la masse que *la Curée,* nous paraissent d'une exécution supérieure et d'une pensée plus élevée. Sans vouloir déprécier les *Iambes, il Pianto* est le livre de M. A. Barbier qui jusqu'à présent lui donne le plus de titres au nom et à la gloire de poète; dans *Lazare*, il a fait des efforts trop souvent malheureux pour jeter du lyrisme sur un sujet ingrat dont les données, toutes modernes et toutes prosaïques, offrent une grande résistance à l'idéalisation. Certes, la pitié pour les malheureux part d'une belle ame et peut fournir de nobles inspirations, mais cette déploration perpétuelle devient monotone et fatigante, et ces peintures rembrunies

sans contraste finissent par vous paraître de pures exagérations de rhéteur. — C'est un triste sujet de poésie que l'Angleterre industrielle avec ses obélisques de briques rouges, son ciel de houille, ses tuyaux noirs, ses machines aux dents acérées qui vomissent fumée et feu, ses milliers de bobines fébriles pirouettant sans repos; Birmingham et Manchester ne valent pas Amalfi et Sorrente; tous les bateaux à vapeur de Londres ne valent pas la moindre barque de pêcheur à la voile latine, blanche étincelle qui tremble sur l'azur inaltérable; les pâles prostituées qui errent sous le gaz de Regent's-Park sont bien laides à côté des nobles paysannes de Castel-Gandolfe ou de Tivoli. — Il eût fallu, pour tirer parti de telles données, une habileté technique et une patience d'exécution que M. A. Barbier ne possède pas. Aussi *Lazare* est-il bien inférieur aux *Iambes* et au *Pianto*. *Les Chants civils et religieux* sont encore au-dessous de *Lazare :* dans les *Iambes*, il est rhéteur à la façon de Juvénal, dans le *Pianto* poète, dans *Lazare* humanitaire, et dans *les Chants civils et religieux* moraliste seulement. Le mélange de l'idée et de l'image qui forme la poésie ne se rencontre avec de justes proportions que dans le *Pianto;* ce n'est point à dire que les autres œuvres de M. A. Barbier soient dénuées de poésie; mais les défauts, ou, si vous aimez mieux, les qualités que nous avons indiquées, y prédominent.

Dans une courte préface, M. A. Barbier explique l'intention de son œuvre. « Les poètes anciens, dit-il, épiques ou lyriques, tels qu'Homère, Hésiode, Alcée et Pindare, et les auteurs dramatiques, tels qu'Eschyle et Sophocle, Aristophane et Ménandre, n'ont donné aucune place au *moi* dans leur œuvre. Ils se sont effacés complètement derrière leur sujet, et ont chanté, sans s'y mêler en rien, les dieux et les héros, la nature des choses, l'agriculture, les mystères religieux, les gloires de la patrie, ou stigmatisé les ridicules et les vices de leurs concitoyens. La poésie individuelle est de création plus moderne, et l'on doit l'attribuer au jeu plus important de la conscience, à la réflexion profonde, à l'examen de soi-même inspiré aux hommes par le christianisme. » Cela est vrai, sans doute; mais la conséquence que M. A. Barbier en tire ne nous paraît pas juste. Chaque chose a son temps; nous croyons que celui des épopées, des théogonies et des géorgiques est passé. Les généralités ont été traitées mille fois, et n'offrent plus rien de neuf. D'ailleurs, nous n'avons plus grand' foi aux dieux ni aux héros; l'agriculture n'intéresse que les fermes-modèles, et les poésies religieuses ne nous plaisent que par les peintures de l'ame humaine et des souffrances intimes qui s'y trouvent jointes. Des vers orthodoxes et purement dogmatiques nous ennuieraient fort.

Les anciens, dont nous admirons le mérite plus que personne, avaient l'avantage d'habiter une planète plus jeune de deux ou trois mille ans, et de vivre dans un temps où l'art de l'imprimerie n'était pas inventé. Ils n'étaient pas gênés par les travaux de leurs devanciers, et leurs inspirations, reproduites lentement à un petit nombre d'exemplaires par la copie manuelle, gardaient leur fraîcheur plus long-temps et ne se vulgarisaient pas avec autant de promptitude. En outre, ils avaient à leur service d'admirables instrumens,

des langues homogènes, abondantes, sonores, prosodiques, avec des facilités d'inversion et de rhythme dont nous sommes privés. Ils jouissaient d'une vie générale et publique qui n'existe pas dans notre civilisation, où tout pousse à l'isolement, à la concentration. Les anciens ne connaissaient pas le chez soi, ils vivaient au soleil, dans la rue et sur les places; ils produisaient leurs vices et leurs vertus au grand air. L'axiome fondamental des sociétés modernes est que la vie privée doit être murée. Dans un monde ainsi fait, la poésie générale n'a pas beaucoup de chances de succès. L'important est de savoir ce qui se passe dans ces ames ainsi retranchées, sous ces poitrines toujours couvertes, derrière ces murs opaques et ces fenêtres si bien closes. L'art antique était nu, l'art moderne est habillé; ce qui fait que nous n'atteindrons jamais à la perfection de formes des Grecs, ni même des Romains. Bien peu de gens aujourd'hui sont capables de juger de la beauté d'un contour, car le christianisme, dans son horreur exagérée du matérialisme, a supprimé la chair, et fait un crime de la nudité. Dans la vie moderne, comme elle est arrangée, on peut très bien arriver à la fin de ses jours sans avoir aperçu, tel que Dieu l'a fait, le corps humain, cet admirable poème, cette éternelle adoration de l'antiquité païenne. Ce que nous disons là de la forme purement plastique, s'applique également à la forme littéraire. A l'exception des poètes eux-mêmes, il n'y a que très peu de juges en fait de style. Nous sommes des barbares. Nos vers n'ont ni longues, ni brèves, ni pieds, ni césure. Ils n'ont que la supputation arithmétique des syllabes, l'hémistiche, coup grossier de couperet donné au milieu de la ligne, et la rime périodique, invention de bas-empire et de décadence. Nos vers ont donc besoin, pour être supportables, d'un soin excessif dans la facture, et il faut toutes les ressources du rhythme et du style pour en dissimuler la monotonie. Des vers français ne peuvent donc être qu'excellens ou exécrables. Dans les langues antiques, des vers dont la pensée est presque nulle, ou du moins fort ordinaire, peuvent avoir un charme infini par la beauté matérielle de la phrase. L'épithète insignifiante acquiert de la valeur par la quantité ou l'euphonie. En français, où la moitié des mots finit par des sons sourds et s'éteint misérablement dans l'*e* muet, il faut toujours une composition plus compliquée, des détails plus rares, des images serrées de plus près; les généralités deviennent fort aisément des lieux communs, et c'est ce que M. Barbier n'a pas toujours évité dans les *Chants civils et religieux*.

Ses hymnes à la terre, au soleil, à la mer, aux montagnes, au travail, au froment, à la vigne, à la liberté, à la famille, au mariage, dont le sujet ressemble en quelque sorte aux sujets de composition que l'on donne aux élèves de rhétorique ou à ces lieux communs que les faiseurs d'épopées intercalent dans les vides de leur action, ne pouvaient acquérir une importance littéraire que par une exécution parfaite et une constante nouveauté de forme et de détails. Tout le monde sait que la vigne et le froment sont d'une grande utilité; personne n'a mis en doute la beauté du soleil, de la mer et des montagnes; la

sainteté de la famille et du mariage est universellement reconnue; ces vérités axiomatiques sont dans toutes les mémoires. Proclamer des principes suffit à la morale, mais la poésie exige davantage : ce n'est pas assez de donner de bons préceptes, il faut donner de bons vers, car à ce compte les lignes du décalogue, les quatrains de Pibrac et les doctes sentences du conseiller Matthieu seraient les plus admirables poésies du monde. La moralité de l'art ne consiste pas, on ne saurait trop le répéter, en sentences religieuses ou sociales, mais à élever l'homme par l'admiration du beau et l'attrait des jouissances intellectuelles les plus nobles et les plus pures de toutes. Une idylle de Théocrite où deux bergères se disputent une coupe de hêtre, une houlette à nœuds d'airain, remplit ce but tout aussi bien et mieux qu'une pièce farcie de sentences morales ou de préceptes philosophiques.

Nous ne blâmons pas l'intention de M. A. Barbier, elle est honnête et louable. D'ailleurs, tout sujet est bon. Seulement nous regrettons que, préoccupé de son idée, l'auteur des *Chants civils et religieux* se soit laissé aller à de telles négligences de forme et de style. Nous aurions en outre souhaité que ces hymnes ne fussent point écrits en alexandrins à rimes plates ou mêlées et en vers libres; il serait impossible de les mettre en musique et de les réciter, et l'intention du poète a dû être qu'on les chantât aux moissons, aux vendanges, aux mariages, etc., etc. : les strophes lyriques auraient eu l'avantage de pouvoir s'adapter à la mélodie, et par leur forme nette et précise resserreraient et contiendraient l'inspiration trop vagabonde de l'écrivain. Le style de M. A. Barbier, autrefois nerveux, robuste et coloré à l'excès, est devenu incertain, languissant et pâle; la périphrase abonde, l'épithète de remplissage accroche à toutes les hémistiches ses rameaux parasites, les rimes sont plus douteuses que de coutume, et la facture porte presque partout le cachet de la négligence et de la précipitation; l'inspiration réelle est absente, et l'on voit que l'auteur remplit un cadre tracé d'avance.

Cette suite d'hymnes sur le ton admiratif a quelque chose de fatigant. Nul poète, si longue que soit son haleine, ne pourrait donner de la variété à cette exclamation perpétuelle. Sans doute, il est bon de louer les belles choses, mais le dithyrambe est, de toutes les variétés de l'ode, la plus difficile à soutenir; l'idée philosophique est d'ailleurs trop visible dans ces pièces si monotones de ton : c'est comme si, dès les premiers vers d'une fable, on en devinait le sens et la morale. Dans le chant adressé au *poète* se trouve la strophe suivante :

Oui, le poète est libre; ô philosophes blêmes,
Ténébreux constructeurs de mondes incomplets,
Essayez de le prendre en vos étroits systèmes
    Comme l'oiseau dans les filets!
Et pareil au sultan des plaines éternelles,
Pareil à l'aigle altier il étendra les ailes,
Et dans l'azur des cieux emportera vos rets.

Il serait à désirer que M. Barbier dît vrai, mais il est lui-même un exemple funeste du contraire; il s'est laissé prendre dans les filets d'un système philosophique, il a trop écouté les ténébreux constructeurs d'utopies; et cependant, l'aile ne lui manque pas, et, quand il le voudra, il peut, d'un seul essor, remonter dans le ciel bleu de la vraie poésie. Nous sommes bien sévère pour un écrivain dont nous aimons le talent; mais, comme les *Chants civils et religieux* semblent provenir d'un parti pris plutôt que produits par une inspiration spontanée, nous en disons notre avis sans ménagement, espérant que ce livre ne sera qu'un accident, un écart dans la vie littéraire de l'auteur des *Iambes* et du *Pianto*. Il est encore temps pour lui de s'arrêter dans cette voie; qu'il soit persuadé que la forme est de la plus haute importance en poésie, et qu'elle fait toute la différence de l'admirable au médiocre; qu'il relise ses propres œuvres, et il verra que ses meilleurs passages, ses élans les plus sublimes, ses apostrophes les plus éloquentes sont d'une facture parfaite, d'une rime riche, d'une opulence extrême de détail et de couleur. La facilité d'une rime pauvre, d'un style lâche, un tour incorrect n'ont jamais amené la moindre beauté ni permis de se produire à une idée que la correction la plus sévère n'eût exprimée cent fois mieux; les endroits remarquables qui étincellent çà et là dans les *Chants civils et religieux* sont encore les plus ciselés et les plus étudiés; tout le monde a des idées poétiques, mais les poètes ont seuls les moules où se jettent les idées, — le penseur ne peut se passer de l'artiste. Que M. Barbier laisse l'esthétique et la philosophie; qu'il regarde le ciel et la mer, le vert feuillage, les belles femmes et les beaux enfans; qu'il s'inquiète de la blancheur du marbre de Paros et de l'ambre jaune de Venise, des madones de Raphaël et des Vénus du Titien, qu'il lise Homère, qu'il écoute, sans s'occuper de l'humanité en général, battre son propre cœur dans sa poitrine émue; qu'il fréquente les ateliers des peintres et les galeries de statues antiques, et il aura bientôt retrouvé sa poésie oubliée plutôt que perdue.

M. Barbier n'est pas toujours absent de son œuvre; on le retrouve dans maint endroit, au détour d'une strophe ou d'une amplification philosophique, au moment le plus inattendu. Vous êtes éblouis par une lueur subite d'ancienne flamme que la cendre grise d'une esthétique mal comprise ne couvre pas toujours. La personnification hardie de l'homme amoureux de la terre symbolisée sous la figure de la jeune Cybèle, rappelle la hardiesse de métaphore de la *Popularité* et des iambes du bon temps. L'ode au *Travail* se termine par un tableau du bœuf de labour rentrant à l'étable après une longue journée de courageux efforts, qui a la netteté et la simplicité de lignes d'un bas-relief antique; le dernier morceau de l'*Hymne au Mariage* est d'un grand charme et d'une grande délicatesse. Nous ne pouvons résister au plaisir de la citer :

Il est doux, il est beau de monter la colline
Ensemble, et le bras sur le bras;

Il est doux, il est beau, lorsque le jour décline,
De la descendre ensemble et de dormir au bas,
Comme ces vieux époux aux tranquilles figures,
Que l'on voit côte à côte et se donnant la main
Dormir d'un si bon cœur et d'un front si serein
Sur les antiques sépultures.

Les *Poésies sociales des Ouvriers*, recueillies par M. Olinde Rodrigue, auraient paru, il y a quelques années, les plus prodigieuses du monde. Le menuisier de Nevers a été considéré par le XVIIe siècle comme un phénomène, et cependant il n'y avait en somme rien de fort étonnant à ce qu'un ouvrier tournât agréablement quelques refrains bachiques. Mais c'était une idée enracinée en France, et qui subsiste encore aujourd'hui, qu'un travail manuel est incompatible avec les travaux de l'intelligence. Nous ne sommes pas surpris, pour notre part, que des ouvriers puissent faire des poésies, et l'exercice d'un métier quelconque ne nous semble pas s'opposer à l'inspiration : le boulanger de Nîmes et d'autres brillans exemples prouvent le contraire. Nous pensons même que raboter une planche ou coudre un soulier est une occupation plus favorable à la poésie que de faire des feuilletons ou d'être employé à quelque travail intellectuel subalterne.

Nous avons été assez désappointé en lisant les *Poésies sociales des Ouvriers*. Nous nous attendions à de la nouveauté, à du pittoresque, à de l'énergie, à du naturel, enfin à toutes les qualités non littéraires. Nous avons trouvé des vers bien faits, académiques, incolores et vides, tels que pourraient les faire des poètes par état. Si l'on ne voyait pas au bas de chaque pièce un tel, cordonnier ou menuisier, on prendrait aisément ce recueil pour un almanach des muses quelconque. L'imitation de Lamartine et de Victor Hugo s'y fait sentir à chaque ligne; ce sont des méditations, des rêveries qui ne rappellent en rien la profession et la situation particulière de ceux qui les ont écrites. Ce titre de sociales, que M. Olinde Rodrigue a inscrit sur ces pièces, n'est guère justifié. Il est vrai que les mots avenir, progrès, capacité, exploitation, oppression, s'y présentent assez fréquemment; mais ce bagage, ramassé dans les premiers Paris et les articles de fonds des journaux utilitaires, n'est rien moins que social. Est-il quelque chose au monde de plus subversif et de plus funeste que cette fiévreuse préoccupation de l'avenir qui dégoûte du présent et vous rend la vie insupportable par l'espérance de félicités chimériques? — Les riches sont-ils bien des ogres et des cannibales, des monstres pétris de vices, comme on les représente toujours? Les prolétaires ont-ils donc toutes les vertus? L'inégalité des conditions est une loi fatale, qu'il faut accepter comme la différence de taille et de force, de beauté et de laideur. Il y a un hasard social comme il y a un hasard naturel; vous naissez pauvre comme vous naissez bossu, sans raison apparente, et vous aurez beau changer les formes de la société et du gouvernement, il en sera toujours ainsi. — C'est avec cha-

grin que nous voyons toutes ces idées malsaines d'injustice et d'oppression germer dans les cerveaux de la classe inférieure, ou qui se croit telle. — Personne n'a intérêt à étouffer une intelligence, et nous ne croyons guère au génie méconnu. Le talent mène à tout; la médiocrité elle-même, quand elle est laborieuse et persévérante, réussit.

Les poésies des ouvriers nous auraient plu davantage si elles n'avaient pas été *sociales*, et se fussent contentées d'être tout simplement des poésies Certes, c'est une chose louable à des gens occupés d'ouvrages manuels, d'aspirer aux plaisirs de l'intelligence et de trouver à faire des vers un divertissement que d'autres vont demander au vin bleu des cabarets et aux danses obscènes des guinguettes, mais il ne faudrait pas pour cela qu'ils se crussent des anges déchus, des génies incompris, des êtres injustement traités par le sort, et qu'ils ne vinssent à dédaigner le métier honnête qui les nourrit. Un bon bottier vaut mieux qu'un littérateur médiocre; la poésie ne doit être pour eux qu'une consolation, qu'un amusement comme de jouer de la flûte et du violon, et non une surexcitation de vanité maladive. — Entrons maintenant dans quelques détails. Au nombre des morceaux remarquables il faut compter les pièces de M. Savinien Lapointe, cordonnier, de M. Louis Festeau, horloger, de M. Ponty, ouvrier en vidanges, qui a fait une méditation sur le *to be or not to be* d'Hamlet, où il est question de la monade de l'Androgyne et autres métaphysiques des plus abstraites; mais la meilleure pièce est le dialogue de l'*Épée* et du *Marteau* de M. Francis Tourte, peintre sur porcelaines et commis-négociant; l'idée est ingénieuse et bien rendue; le *Chant des Compagnons* par M. Piron, blancher-chamoiseur, dit Vendôme la Clé-des-Cœurs, est incolore et vague, et n'a pas la franchise énergique et la jovialité familière qu'exigeait le sujet : c'était là, à coup sûr, qu'aurait dû se déployer dans tout son luxe la poésie ouvrière; mais, chose étrange en littérature, la dernière chose à quoi l'on pense, c'est au naturel; des gens illétrés essayant de faire des vers, font de la poésie académique et mirlitonnent des lieux communs. Ce n'est qu'à force d'art et d'études qu'on peut arriver à ce qui devrait être le point de départ; pour décrire une mansarde de couturière, il faut être Victor Hugo : la couturière véritable fera des vers dans le genre de Delille ou d'Esménard. Les vieilles chansons populaires pleines de fautes, de rimes inexactes et d'assonances hasardées improvisées par des compagnons en voyage, des bergers en contemplation, renferment mille fois plus de poésie que le gros volume colligé par M. O. Rodrigue. On y sent au moins les amers parfums de l'aubépine et l'odeur des fraises nouvelles; il y a de l'épanouissement, de la vie, des idées imprévues qui s'élancent brusquement du bout d'un vers comme un oiseau effrayé qui part d'une haie. Le littérateur est absent, et quand les plus grands poètes peuvent faire une strophe valant un de ces couplets-là, ils s'estiment les plus heureux du monde.

Les *Échos lyriques* de M. Eugène Borel sont une espèce d'anthologie allemande, un petit bouquet de fleurettes germaniques de Goethe, de Schiller,

d'Uhland, de Heine, de Schubart, de Hœlty, d'Eichendorff, de Ruckert, et autres poètes peu connus en France; le texte allemand est sur une page, et la traduction française sur l'autre. Les pièces sont rendues presque toujours dans la même mesure et avec le même nombre de vers, avec assez d'exactitude; cependant il nous semble que le pénétrant parfum germanique, cette forte saveur de vin du Rhin qui vous monte à la tête lorsqu'on ouvre les poètes de la terre des chênes, ne se trouve pas dans les traductions trop francisées de M. Eugène Borel; un peu de rudesse et de barbarie ne messied pas quand il s'agit de ces âpres langues du nord toutes chargées de rêverie et de pensées. Nous croyons aussi que M. Eugène Borel eût pu faire un choix plus singulier et plus caractéristique. La moisson est immense dans ces champs presque inexplorés, et eût pu nous rapporter une gerbe mieux fournie et plus riche.

Les *Chants du Voyageur*, de M. Delâtre, à travers beaucoup d'inexpérience, laissent voir un bon sentiment poétique, une certaine nouveauté d'images et de comparaisons, qui permettent de bien espérer du premier volume que fera paraître l'auteur. — L'on en peut dire autant des *Cloches*, de M. Lacretelle fils, supérieur à M. Delâtre comme versification et comme rhythme, et qui n'a besoin, pour bien faire, que de se dégager de l'imitation involontaire où l'admiration du modèle préféré entraîne presque toujours les jeunes talens.

Nous terminerons cette revue poétique par l'analyse d'un charmant petit livre tout mince et tout coquet, nouvelle étoile de la pléiade de légendes illustrées qui brille au ciel de la boutique de Curmer. C'est la *Légende de Rosemonde*, par M. Henri Blaze, avec des eaux fortes de M. Jacques.

Vous ouvrez le livre, et vous voyez d'abord en manière de frontispice la belle Rosemonde assise au milieu d'un paradis de fleurs, sous deux arbres fluets dont les branches se contournent en capricieuses arabesques : elle étend nonchalamment la main, et coupe de son ongle d'agathe la tige d'un grand pavot pour le joindre aux touffes d'hyacinthes, d'œillets, de roses et de marguerites qui encombrent son giron. La guirlande aboutit, en s'éparpillant et en s'effeuillant, à cet affreux hiatus noirâtre, à cette gueule formidable qui avale sans jamais se rassasier la jeunesse et la beauté du monde. Le nom de l'auteur et celui de la légende, écrits en caractères rustiques et bizarres, complètent cette eau forte d'une finesse extrême. Puis on tourne la page et l'on voit la chambre de Rosemonde. Voilà le petit lit virginal, avec ses quatre colonnes torses et ses pentes de serge, le buffet de noyer miroitant de propreté, la fenêtre aux étroits vitraux de plomb où le jasmin en fleur frappe de sa petite main d'argent, comme pour se faire ouvrir, le plafond rayé de solives, la table aux pieds croisés en x, le lourd flambeau de cuivre, le pot de grès au couvercle d'étain, le grand fauteuil à tapisserie de l'aïeule et l'escabeau de la jeune fille. Ne vous semble-t-il pas entendre bourdonner le rouet de Marguerite dans cet intérieur si calme, si doux, dans ce blanc paradis de jeunesse et d'innocence.

L'histoire commence après cette vignette qui n'est que la traduction des premières pages du récit. — L'on est au printemps; la nature, qui craint d'être en retard et de ne pouvoir fournir au mois de mai sa belle robe de fleurs, a passé la nuit comme une ouvrière à qui une grande dame a commandé de beaux ajustemens pour une fête dont l'époque est rapprochée; elle lace autour de la taille des jeunes roses leur petit corset de velours vert, elle pique les pointes d'argent dans le cœur d'or des marguerites, fourbit les étoiles rouillées par l'hiver, satine le gazon de la prairie, délivre les cascades de leurs prisons de cristal et se donne une peine extrême pour arriver à temps. Rosemonde, tout en filant son rouet, se sent émue par cet épanouissement de la nature; elle pense à son bien-aimé Valentin que l'amour de la peinture a entraîné à Rome. L'aïeule s'endort dans son fauteuil, et la folle brise qui entre par la fenêtre entrebaillée joue avec les feuillets d'un riche missel, historié de miniatures admirables, posé sur la table; ce missel est un cadeau de Valentin. Par un hasard inquiétant, le vent ouvre toujours la page à l'endroit de l'office des morts. — Rosemonde, le cœur envahi par une mélancolie pleine de pressentimens, se met à chanter une longue et douce complainte, une « chanson de saule et d'amour malheureux, » où elle raconte l'histoire de ses amours avec Valentin et son départ pour l'Italie où il demeure depuis trois ans; dans son exaltation, elle demande des nouvelles de Valentin au rossignol, à l'étoile, à la rose : le rossignol se tait, l'étoile s'efface, la rose se fane. Rosemonde troublée laisse choir sa quenouille qui se brise, et se lève pour fermer la fenêtre, car l'haleine de la nuit envoie d'étranges soupirs dans la petite chambrette, la lampe prend de singulières nuances : en se penchant à la fenêtre, Rosemonde croit entendre un bruit de pas dans le feuillage : Est-ce toi, Valentin? s'écrie-t-elle haletante d'espoir et d'amour.

Non, répondit alors une voix solennelle,
Mais quelqu'un qu'il envoie auprès de toi, ma belle.

Qui êtes-vous? continue Rosemonde inquiète.

Je suis celle qui va frapper à chaque porte,
A qui l'effroi tient lieu d'amour et de respect,
Et qui du même pied descend un bourg infect
Et monte l'escalier de l'alcôve dorée;
Celle à qui nul valet ne refuse l'entrée,
Lorsque dans le château des papes et des rois
Elle vient, en traînant à ses pieds nus et froids
Quelque paille enlevée au fumier de Lazare;
Celle qui n'a d'amour ni de haine, et sépare
La chose que sa sœur a liée autrefois;
Que le soldat défie au son de la fanfare,
Les pâles débauchés aux lampes des repas;

Celle qui fait pâlir les fronts sous la thiare
Qu'on méprise tout haut et que l'on craint tout bas,
Celle que Hans Holbein a peinte en botaniste,
Arrosant dès le jour ses tulipes en fleurs,
Et dont le vieux Dürer a fait plus tard ailleurs
Un morne cavalier qu'un chien suit à la piste.

Eh bien! répond Rosemonde, pouvez-vous me conduire vers lui? — Je le peux. — Laissez-moi dire ma prière, embrasser ma vieille mère et ma petite sœur endormie, et nous partirons ensemble. — Dépêche-toi, dit la mort; j'entends déjà hennir les chevaux du matin. — L'endroit où repose Valentin est loin d'ici, nous n'arriverons pas. — Descends donc. — Me voici, dit Rosemonde en livrant sa main blanche et fluette à la noueuse étreinte du spectre.

Cette légende est arrangée avec beaucoup d'adresse et un fin sentiment de la narration. Mille petits détails jetés incidemment dans le cours du récit éveillent et inquiètent l'attention du lecteur; le missel s'ouvre à un endroit funèbre, la lampe grésille, les fleurs répandent des parfums énervans et délétères, le chant du rossignol ressemble au sanglot; tout prépare l'esprit à une triste catastrophe. — Quelques négligences et quelques afféteries de style déparent çà et là cette charmante nouvelle, mais la narration permet plus de laisser-aller que l'ode ou le discours.

Ce n'est plus le mois de mai, et cependant tous les poètes sont en fleurs. Parmi les nombreux volumes qui viennent de paraître, nous devons citer encore le recueil des frères Deschamps, *les Sentiers perdus* de M. Arsène Houssaye, et les *Heures de Poésie* de M. A. Renée. M. Brizeux, l'auteur de *Marie,* fait aussi imprimer un recueil sous le titre de *Morgana.* —Vous voyez bien que la poésie n'est pas tout-à-fait morte comme le prétend la critique, qui a ses raisons pour cela.

T. Gautier.

LITTÉRATURE ANGLAISE.

NIGHT AND MORNING,

BY EDWARD LYTTON BULWER (1).

Je descendrai de l'olympe critique et je quitterai les sommets glacés de la grande esthétique moderne pour entreprendre un plus humble voyage. Je chercherai simplement si le traducteur français a compris son auteur, s'il en a exprimé le sens, s'il a employé l'expression propre et naturelle, et s'il a rendu en français intelligible le texte de Bulwer. On me permettra de m'abaisser jusqu'à la comparaison modeste de l'original avec la traduction. Qu'il me soit concédé de ne pas être sublime, exception rare, et dont j'accepte tout le malheur.

Night and Morning n'a jamais signifié *Soir et Matin*. Je ne sais pourquoi Mlle Sobry, qui sans doute comprend l'anglais et qui n'en est pas à son coup d'essai, s'est amusée à défigurer ainsi le titre de Bulwer. L'éditeur a-t-il estimé dans sa sagesse que Bulwer s'était trompé? fidèle au mode actuel, qui fait dominer la matière et or-

(1) *Soir et Matin*, 2 vol. in-8°, chez Gosselin.

donne à l'intelligence de ramper, cet éditeur a-t-il commandé à sa traductrice de sacrifier le bon sens à la vente, et la sincérité de la copie à je ne sais quel charlatanisme du titre? A-t-on pensé que cette brillante et neuve antithèse, *Soir et Matin*, ferait bien sur une affiche? A-t-on cédé à cette universelle tyrannie du mensonge qui s'empare de toute notre époque, qui en est l'atmosphère et l'air ambiant, et qui fait considérer comme des monstres et des paysans du Danube tous ceux qui résistent encore, que le faux ennuie, que l'apparence lasse, que l'à-peu-près dégoûte, et qui cherchent là-haut un peu de lumière, un peu de vérité, un peu de bon sens? Rares et singuliers personnages!

Bulwer explique lui-même, et de la façon la plus claire, le sens du titre qu'il a donné à son œuvre : *Night and Morning*. C'est la nuit du malheur et près d'elle l'aube renaissante, c'est la destinée de l'homme, tour à tour éclairée par l'aurore et plongée dans la ténébreuse lutte contre la peine. Titre plus allemand qu'anglais, il annonce l'effort actuel de l'intelligence britannique pour se retremper aux sources idéales de la Germanie. C'est le *Dichtung und Warheit* de Gœthe (1), une antithèse métaphysique, une énigme morale proposée au lecteur. Mais *Soir et Matin*, titre qui appartient à Mlle Sobry, offre un des plus fiers contre-sens que l'on puisse jeter à la tête du public blasé, indifférent et dédaigneux.

Dans la pensée de Bulwer, son roman nouveau, c'est le grand échiquier de la vie : noir et blanc, jour et nuit, lumière et ténèbres, misère imméritée et prospérité insolente, ignorance et savoir, le *mingled yarn*, le tissu mêlé de Shakespeare, idée profondément septentrionale et allemande, qui se trouve aussi, moins vive et moins énergique, au fond des œuvres de Walter Scott. C'est encore le jeu immense de ce spéculateur que les hommes appellent le hasard; la mansarde et le salon, l'habit d'or et l'habit de bure; lutte éternelle, contraste sans terme; la vie enfin.

En critique honnête homme, je dois prévenir le lecteur français que, s'il parcourt la traduction donnée sous le nom de Mlle Sobry, il ne fera connaissance ni avec Bulwer ni avec le roman nouveau de cet écrivain. La négligence littéraire est devenue commune, je le sais; personne ne s'embarrasse guère du plus ou moins de fidélité des traducteurs : signe évident du peu d'intérêt véritable que nous inspirent encore les travaux intellectuels. Mais rarement on a poussé

(1) L'*autobiographie* de Gœthe porte ce titre : *Poésie et Vérité*.

aussi loin l'incurie. Que l'on ouvre au hasard ces deux volumes, dont le titre même est un contre-sens, on y trouvera, sur quelque page que le regard s'arrête, infidélité, inélégance, inexactitude, enfin mensonge, le grand roi de ce temps-ci, le Diespiter, le Zeus, et le Vishnou du XIXe siècle, le mensonge, dont les incarnations littéraires et politiques nous pressent et nous enveloppent de toutes parts. Examinons le premier chapitre venu; chapitre XXII, page 390 de l'édition de Paris, ou page 413 du tome II de la traduction. Dès la seconde ligne, une phrase est supprimée : *in the thoroughfares life was astir;* « dans les rues et les places, tout était vie et mouvement. » Le traducteur a sans doute compris la difficulté du mot *thoroughfares*, « passage, rue et place, » expression saxonne, plus teutonique qu'anglaise; il a senti l'autre obstacle offert par le mot vigoureux *astir*, mot teutonique et impossible à rendre exactement; quelque chose « qui remue, qui vit, qui se déplace, qui s'élance. » Il a laissé tout cela dans son écritoire. Continuons. Ligne 4, *the old retired trader, eying* « wistfully; » le mot *wistfully*, indiquant l'attention, la pénétration du regard, a été supprimé, ainsi que les expressions *let loose*, « lâché, détaché, mis en liberté; » — *rose;* « les clochers qui s'élèvent; » *cracked whine;* « chevrottement d'une voix gémissante; » *hard-gained savings;* « les épargnes, fruit d'un labeur pénible. » Tous les points lumineux, toutes les couleurs qui caractérisent, tous les mots qui font le style ont disparu sous cette couche pâle et terne, sous cette mauvaise couleur grise, sous ce badigeon des traducteurs qui ne traduisent pas.

Ce n'est encore ici qu'une parodie et une infidélité contre le sens général. Arrivons aux infidélités de mots, aux erreurs grossières et matérielles dont les deux volumes fourmillent. Nous n'irons pas plus loin que la ligne 12 du même chapitre. Bulwer y fait le portrait d'une « vieille fille, assise dans son carosse, » et *unconscious of any life* (étrangère à toute autre existence), *but that creeping* (excepté à celle qui circulait lentement). *Through her own dull-rivered veins* (à travers ses veines au cours languissant). C'est une fort belle phrase de Bulwer, indiquant l'égoïsme de la vieillesse, qui ne sent plus la vie ailleurs que dans ses propres veines, et qui reste étrangère à toute sympathie extérieure.

Le traducteur a détruit cela au moyen du plus lourd contre-sens imaginable : « C'était une vieille fille, dit Mlle Sobry, qui sentait à peine la vie circuler dans ses veines. » Tout au contraire, la vieille fille de Bulwer n'aperçoit et ne comprend de vie au monde que dans

ses veines. S'il fallait continuer ce fastidieux travail, nous prouverions que nous n'avons pas choisi un exemple isolé, que nous n'avons pas méchamment mis en saillie, une faute cherchée avec soin. C'est toute la traduction. — Pag. 392. *Folly*, qui signifie « absurdité, non-sens, stupidité, » est traduit par *folie*, mot voisin de l'anglais, mais contre-sens complet. — Pag. 394, le mot *progress*, qui signifie *le cours de l'ouvrage* (the progress of the work) est rendu par *progrès*, autre contre-sens. — Pag. 395, les mots *are not to be pelted* sont traduits par ceux-ci : « ne sont même pas fustigés, » au lieu de « *ne doivent pas être frappés*, » ou (si l'auteur préfère ce mode de punition) *fustigés*. Ce qui fait un contre-sens et un extra-sens, en cinq mots, dont quatre monosyllabes.

C'est ainsi que le métier littéraire se fait aujourd'hui : nous n'avons pas le droit de rire de M. Delaplace, célèbre au XVIIIe siècle, et qui traduisait *Love's last Shift* (1) par ces mots : « La dernière Chemise de l'Amour. » Je soutiens qu'il n'y a pas trois pages de cette traduction de *Night and Morning*, qui soient exemptes de contre-sens. Ces contre-sens sont de deux espèces; tantôt le traducteur n'a pas entendu le texte, tantôt il ne l'a pas pu rendre. Rien de plus commun aujourd'hui. Faute de conscience publique et d'amour sincère pour l'étude, chacun se précipite dans l'à-peu-près. Tout le monde a presque du génie; chacun est sur le point d'avoir du style; ce qui est borgne et boiteux suffit aux besoins et aux désirs d'une génération harassée et qui n'attache plus de prix à rien; si quelqu'un s'avise de révéler ce mensonge général, de s'insurger contre ce règne de l'à-peu-près, contre cette invasion du faux et de l'incomplet; s'il dénonce comme fatale cette pente à tout accepter, à ne rien blâmer, à ne rien aimer, à ne rien croire; si quelque voix hardie et indignée signale cette nouvelle enveloppe de fictions dont le monde européen se couvre comme d'un manteau, il se fait une révolte générale contre le penseur qui ose voir, et l'écrivain qui ose parler.

Le grand courage est de dire à cette époque ses vérités, de dire à la politique, à la littérature, aux arts, à la morale, au drame, au vice même, quand ils mentent : *Vous mentez*. De même que l'on voit des traductions qui ne traduisent pas, il y a là des amours sans amour, du génie sans génie, de l'art sans art, de la politique sans politique, de l'histoire sans histoire, et de la musique sans musique; chose sin-

(1) Comédie anglaise : *la Dernière tentative d'Amour*. — *Shift*, effort, tentative, ressource, signifie aussi *chemise* dans le langage le plus vulgaire.

gulière, vraiment; amas de formules, chaos de fantômes, mille enveloppes et pas une réalité; l'amour réduit à l'intrigue, le génie au fracas des mots, l'art au métier, la politique aux finasseries, l'histoire aux petits faits, et la musique à la confusion des bruits. Jamais le règne de l'apparence ne fut porté plus loin, jamais on ne s'éloigna plus cruellement, plus complètement, de ce mot de l'apôtre : *Faisons ce qui est vrai*, ποιειν την αληθειαν (1). Cette vérité, au contraire, on la redoute; le moindre rayon du jour épouvante les ombres, et tout le monde consent à tromper tout le monde. Une femme allemande morte récemment, femme d'un très grand esprit, le disait : « Le monde littéraire et le grand monde du XIXe siècle sont pétris de mensonges (1). » Rien ne prouve mieux ce peu de soin du vrai, ce peu de curiosité du beau, ce desséchement de toutes les choses consciencieuses, que l'à-peu-près de nos traductions modernes, l'incurie de ceux qui les font, l'indifférence avec laquelle le public les reçoit, ou plutôt l'anéantissement total d'un public juge et curieux.

Le roman de Bulwer, comme les livres de Carlyle, comme tout ce qui paraît de significatif en Angleterre, est un essai de communication avec l'Allemagne. Nous ne croyons pas que la tentative ait réussi complètement. Bulwer ne manque pas de sagacité, d'observation, d'énergie, de rapidité, de style, de richesse et d'éclat dans la pensée et la forme. Il invente bien; ses personnages sont variés; leurs contours sont nettement accusés; les nuances qui les distinguent ont de la vigueur et de la finesse. Enfin il excite l'intérêt et le soutient. Seulement il lui arrive, comme à tous les hommes de la moderne Europe, de tenter plus qu'il ne peut, de vouloir plus qu'il ne doit, et de dépasser son cadre. La confusion et le peu de lien d'un monde décousu se laissent sentir dans ce qu'il écrit; on entrevoit les sutures, on reconnaît les lambeaux éclatans arrachés à l'album. L'ensemble n'a pas ce noble calme des œuvres complètes sorties d'un jet et écloses naïvement d'une seule pièce, selon les lois grandioses de la nature. Ce n'est pas seulement de Bulwer que je parle ici; il est type et l'un des plus brillans; je parle de nous tous. L'exagération des couleurs et le choc des évènemens et des acteurs trahissent dans ses œuvres un esprit qui procède par élans et par soubresauts, et qui ne laisse pas se développer son œuvre avec la lenteur ardente et la simplicité féconde des époques moins violentes.

(1) Saint-Jean.

(2) « Dieses aus lügen zusammen gebackene litterarische und grosse welt. » — Rahel Varnhagen, *lin Buch des Andenkens*, etc.

A la plupart des œuvres de ce temps, il manque une chose, le calme; on voit qu'elles sont nées dans un monde privé de silence et de repos. Souvent leur classification se fait remarquer par quelque exactitude, mais l'ordre intime et vital n'y est pas. On y désire une certaine sobriété silencieuse. Elles crient, remuent, se tourmentent, nous tourmentent, et, après s'être bien démenées, elles nous laissent fatigués comme elles-mêmes. Jamais le silence, le doux silence ne se fait sentir dans ce tumulte de phrases et de couleurs, jamais ce calme d'une satisfaction pleine et entière, si admirablement décrite dans les plus beaux vers de Dante, vers rarement cités :

La lodoletta che in aere si spazia,
Prima cantando, e poi tace contenta
Dell' ultima dolcezza che la sazia;

« l'alouette qui prend ses ébats dans les airs, chantant d'abord, puis se taisant, toute contente de la suprême douceur qui la rassasie. » Cette suprême douceur, ce silence voluptueux, cet équilibre, ces points de repos, cette suavité après l'orage, qui sont les harmonies de l'art vrai, ne se trouvent pas seulement chez les Virgile et les Racine; elles appartiennent à tous les génies complets, tels que Dante, Shakespeare, Cervantes et Milton. Quelquefois faibles ou durs, ou même froids, ils ne s'enivrent jamais de leur propre mouvement, ils n'exagèrent jamais leur fureur. Ils sont *vrais;* ils restent en harmonie avec eux-mêmes, cherchant le calme après la passion, et balançant dans un accord sublime toutes les créations de leur esprit, toutes les émotions de leur ame.

Examiné d'après la seule règle littéraire qui nous reste, celle qui domine toutes les règles, le critérium de la *vérité*, l'œuvre nouvelle de Bulwer est loin de satisfaire pleinement la critique. L'intérêt dramatique du roman repose sur la perte d'un papier qui établirait, s'il était connu, la légitimité d'un enfant; cet intérêt se complique des avantages de la primogéniture ou du droit d'aînesse. Le héros, long-temps jouet du sort, comme le pieux Énée et le mauvais sujet Tom-Jones, finit par échapper à tous les périls et par reconquérir ses titres, ses biens et la considération publique. Ce sujet ne possède en lui-même qu'une vérité relative, anglaise et restreinte; ces mœurs, ces idées ne dépassent pas les limites de la Grande-Bretagne, et nous estimons qu'aujourd'hui toute œuvre puissante doit être européenne. Ensuite, le héros, long-temps attaché par l'amitié et la reconnaissance

à une espèce de forçat libéré, très bon garçon d'ailleurs, sort parfaitement pur et intact, plus héros que jamais, et à ce titre assez ennuyeux, des épreuves immondes auxquelles le romancier le soumet. Cela n'est pas vrai, comme observation de la vie. Enfin, la peinture de la société parisienne, que l'auteur a esquissée, nous semble pécher par la frivolité et l'exagération. Nos *bas-bleus* sont moins bleus, nos forçats sont moins noirs. Centre d'une civilisation excessive, Paris a bien plus de nuances et moins d'ardentes couleurs. Cette femme exquise de la rue du Mont-Blanc, merveille dont Bulwer a tracé le portrait et qui tient à la fois de Sapho, de Bérénice, de sainte Thérèse et de Mme Deshoulières, espèce de feuille de rose trempée dans l'encre sans avoir perdu sa saveur, ne rappelle aucun objet vivant que nous connaissions. Voilà pour la vérité du plan et des détails. Quant à l'harmonie de l'œuvre, nous aurions aussi beaucoup à dire; le style en est puissant, mais de couleurs diverses, et l'on croirait apercevoir les caprices successifs d'une plume qui a inscrit sans ordre, sur un registre propre à cet usage, toutes les inspirations du moment. De là un grave défaut d'ensemble, une verve très animée qui procède par fantaisies incohérentes, des pages magnifiques et éloquentes, mais peu liées au fond même du tableau. De là, dans les masses générales, une absence pénible d'unité.

C'est, je l'ai dit, le malheur de l'époque, la confusion. Tout s'est mêlé, jusqu'aux races. Il y a encore des gens qui croient à une littérature italienne, à une littérature anglaise à une littérature allemande. En effet, le temps d'autrefois a porté ces fruits-là. Les saveurs alors étaient différentes, les langues diverses, les idées dissemblables. Le père Bouhours demandait si un Allemand pouvait avoir de l'esprit; l'honnête Favyn (1) se montrait curieux de savoir si aucun peintre étranger « *trousserait* et décrirait aussi galamment qu'un Français la fleur de lys du blason royal. » Mais depuis bien longtemps tous ces arbres sont abattus, et il pousse sur un terrain uniforme, couvert du même engrais d'antiquité, une forêt de verdoyans arbustes, pas très élevés, tous de la même espèce, tous du même feuillage et de la même sève. Heine est-il Allemand? Très peu. Carlyle, Anglais? Encore moins. Pellico, Italien? J'en doute. — Tout s'en va, confondu dans la même nuance, ou perdu dans le même crépuscule qui rayonne de mille teintes et qui se nuance de toutes les ombres.

(1) *Théâtre d'honneur et de chevalerie.*

Aussi est-il plus difficile que jamais de produire une œuvre qui ait de l'ensemble. Tout se combat et s'entrechoque. L'Allemagne, la France et l'Angleterre se heurtent dans le nouveau roman de Bulwer, cadre qui renferme des élémens assez mal fondus et des dissonances que rien ne sauve, mais où se trouvent de véritables beautés, qui placeront cet ouvrage immédiatement au-dessous des meilleurs romans de ce temps. Nous citerons les peintures de la vie domestique anglaise et spécialement l'enfance du héros et de son frère, le caractère du parvenu hypocrite, formaliste honnête homme; celui de Gawtrey, l'homme sensuel, poussé au crime par le vice, au vice par le besoin de jouir, né sans égoïsme comme sans fiel; enfin, une multitude de scènes vivantes et puissantes dans lesquelles ces personnages jouent leur rôle avec beaucoup de force, de simplicité et d'intérêt. Là est la *vérité*, là le mérite.

Ce mérite d'une *vérité*, partielle du moins, distingue encore certaines œuvres septentrionales et les livre à l'admiration des hommes du Midi; tout le monde sait que les œuvres les plus valables nous viennent aujourd'hui du Nord. Chaque jour, le teutonisme est plus définitivement vainqueur. Vous n'avez qu'à suivre son progrès, du XVIIe siècle au XVIIIe. Avec Frédéric II, l'esprit du Nord s'avance rapidement, et Voltaire s'en aperçoit. Avec Mme de Staël, il fait un second pas. Cette Française généreuse, femme de génie effleurant la déclamation, métaphysicienne spirituelle et éloquente, entraîne vers le Nord, dans son tourbillon impétueux, toute l'intelligence de la France étonnée. Depuis la mort de cette femme célèbre, le teutonisme avance encore, s'emparant même des arts, envoyant à Rome une colonie de peintres germains, conquérant Pellico et Manzoni, et infusant, grace à eux, la moralité minutieuse du puritanisme dans la vaste et plus charitable doctrine du catholicisme. Le voilà, ce progrès du Midi vers le Nord; il se passe devant nous, ou plutôt nous passons avec lui et en lui, car il est le vaisseau qui nous emporte. Le Midi s'efface. Les régions du soleil ne reçoivent plus le soleil moral. Il y a plus de vie civilisée et de rayons intellectuels au fond du Danemark que sur le mont Parnasse, et dans une cabane glacée d'Islande que sur les bords lumineux de la Brenta.

Chose bien curieuse que ce progrès qui tue le Midi et qui enfonce définitivement Rome vaincue et la Grèce morte dans l'abîme obscur des temps mythologiques!

La question littéraire des temps modernes, que l'on a plongée dans la cuve bouillante et vaporeuse de l'esthétique, est assurément fort

simple. Les souvenirs de l'histoire la dominent et la décident. En fait d'intelligence écrite, nous gens du XIXe siècle, nous possédons deux traditions. L'une nous vient du Midi, transmise par cette noble Grèce, dont Rome et la Gaule moderne n'ont fait que copier les théories et suivre les préceptes. L'autre descend du Nord et se détache absolument des idées grecques : celle-ci plus jeune et plus vaste, mais plus incomplète; celle-là, plus vénérable et plus parfaite, mais usée par son passage à travers tant de peuples qui l'ont adaptée à leurs mœurs et à leur langage. Cette division, que Gottsched, Lessing, Schlegel, Mme de Staël, Bodmer et quelques autres ont voulu indiquer sous les noms de *classicisme* et de *romantisme* (bannières dont l'une fut récemment arborée par de si brillans esprits), était inévitable, puisqu'elle représente les deux élémens victorieux qui se trouvent au fond de la société moderne, Rome d'abord, héritière intellectuelle des Grecs, et le teutonisme ensuite, ce flot énergique qui a ravivé le monde au IXe siècle. Demandera-t-on pourquoi je condamne de la manière la plus absolue les dénominations que l'étourderie des critiques allemands a imposées à la bonhomie du public français? Le voici.

Le mot *classique*, génie *classique*, auteurs *classiques*, rattachait les formes de l'art, telles que la Grèce les a inventées et perfectionnées, non pas à la Grèce elle-même et aux maîtres du style et de la pensée, mais à de certaines habitudes scolaires, pédantesques et classiques, habitudes d'imitation, de verbiage et de servilité. C'était abdiquer ses pères, c'était relever de Priscien, de Servius et des commentateurs d'Alexandrie, c'était adopter pour guides les derniers grammairiens et glossateurs. C'était puiser les ondes helléniques, non plus à la source homérique et primitive, mais dans le dernier ruisseau fangeux qui avait suivi le cours des siècles en se chargeant de mille débris. C'était ainsi professer l'imitation de l'imitation, préférer à l'invention la formule, répudier la création, se proclamer servile, et courir les chances de la déclamation en fait d'éloquence, de la platitude en poésie, de tout ce qui est vulgaire, convenu et de troisième main. Les noms sont les signes des choses. Le mot *classique* indiquait à lui seul la débile infirmité du système. Il n'y a pas « d'école classique; » et ce qui le prouve, c'est le sens même des mots : « école classique » veut dire *école qui est une école*, ou *classe qui est une classe*. Voyez un peu par quels mots les hommes se laissent conduire.

Le mot *romantique*, adopté par Mme de Staël, est pire encore; il n'indique pas, comme le mot « école classique, » une tautologie ana-

logue à une *blancheur blanche*, ou à une *rougeur rouge*. Il désigne le contraire de la vérité; il est mensonge en lui-même et dans son essence : il indique l'opposé de ce qu'il veut indiquer, et je vais le prouver sans peine.

N'a-t-on pas compris par ce mot la révolte des idées et du style modernes contre le style et les idées de tradition? Assurément, c'est là le seul sens réel de ce mot, tout vague qu'il soit. Les romantiques sont les rebelles, les classiques sont les partisans de l'autorité grecque ou romaine. Malheureusement, ce mot *romantique* est emprunté aux nations même, qui ont dû à Rome déchue leur langage, leurs lois, leurs mœurs leurs traditions, leurs « classes, » leurs études, leurs souvenirs; nations *romanes*, c'est-à-dire dégénérescences de Rome; nations toutes classiques, telles que l'Italie moderne, la Gaule moderne, la Provence moderne; nations étrangères au génie nouveau des peuples teutons, et ne connaissant pour maître et pour instituteur d'autre élément que l'élément romain et grec. Confusion digne de souvenir, subtile et oiseuse querelle. Certes, il y a deux écoles, de même que dans le monde moderne il y a deux élémens principaux : il y a l'école grecque ou gréco-romaine, c'est-à-dire la tradition des formes pures et précises, telles que l'Europe les reçut de la Grèce; il y a ensuite la tradition teutonique, plus nouvelle, qui a constamment résisté à l'empire des contours grecs et de la beauté hellénique, dans leur pureté harmonieuse et arrêtée. Les peuples *romans* ou *romantiques* sont essentiellement *classiques*, car, à l'exception de l'Espagne, ils sont restés soumis à l'éducation grecque; je citerai l'Italie, la France septentrionale, la vieille Provence et le Portugal. Les peuples teutoniques, au contraire, depuis la Grande-Bretagne jusqu'aux limites de la vieille Scandinavie, sont demeurés rebelles; ils ont même conquis l'Espagne gothique, laquelle s'est rattachée, malgré sa langue *romane*, à l'école teutonique ou anti-romaine.

Il y a encore aujourd'hui des peuples romains ou *romans*, et des peuples teutons.

Shakespeare est Teuton. Le Tasse est Romain.

Le christianisme des peuples romains est plus plastique, et rappelle davantage la Grèce; celui des peuples teutons est plus métaphysique, et s'éloigne davantage de la Grèce.

Ainsi, l'Europe, littérairement parlant, ne compte que deux nations, l'une qui, se servant de dialectes différens de la langue romaine altérée, a reçu l'éducation romaine et la tradition grecque; l'autre,

qui, employant les idiomes variés de la souche teutonique, a résisté à cette éducation de Rome. L'Espagne, je l'ai dit, fait exception ; c'est une transfuge romaine qui a passé dans le camp teutonique.

Mais en quoi consiste l'opposition si tranchée et si profonde des deux systèmes? On a voulu expliquer ce contraste par plus d'un raisonnement et plus d'une antithèse. On a dit que l'un était méridional, l'autre septentrional; l'un païen, l'autre chrétien; l'un plus amoureux de la forme, l'autre de la pensée; l'un plus attaché à l'ordre, l'autre plus fier de son indépendance. Toutes ces explications ne me paraissent pas suffisantes, et le nœud de la question n'est pas là.

Le génie *romain-grec* a pour but l'art lui-même. Le génie *teutonique* a pour but l'étude de la vie humaine. Les uns vont de la vie à l'art, et les autres de l'art à la vie. Pour les uns, la fin, c'est l'art : ils veulent créer une chose belle. Pour les autres, la fin, c'est la vie humaine, ils veulent s'en rendre compte. Avec la tendance vers l'art, on peut prêter une forme convenable à des œuvres assez belles en apparence, mais qui ne disent rien; il suffit, pour cela, d'imiter exactement les modèles et de calquer les formes; seulement on ne reproduira pas la vie. Le penchant vers l'étude de la vie peut produire des observations très importantes sous une forme très incomplète. Les œuvres de l'Allemand Novalis, ou du Français Saint-Martin (le philosophe inconnu), sont excessivement défectueuses quant à l'art; elles n'ont ni proportion, ni terme, ni limites; elles flottent comme des nuages, mais ces nuages sont remplis de clartés. Les œuvres du Trissino en Italie, et de quelques Français, par exemple *la Navigation* d'Esménard, offrent l'exemple contraire. Ce sont des choses assez belles quant à l'art, et des copies assez heureuses d'une très harmonieuse forme; mais elles sont vides quand on y regarde de près, et ne touchent à rien de ce qui concerne intimement la vie humaine, notre grande affaire. D'une part, la plus belle forme que l'on ait jamais inventée est la forme grecque. De l'autre, par sa précision même, par sa beauté finie, son exactitude complète et son paganisme, elle ne peut comprendre toutes les observations et tous les travaux de l'homme moderne sur *sa vie* et son destin.

Je suis loin de prétendre que ce double courant de l'intelligence, ce double mode d'éducation, se trouvent également répartis dans les diverses régions dont j'ai parlé. Rome a exercé son influence sur les nations teutoniques; le teutonisme a réagi sur les peuples romains. A mes yeux, le *Gil Blas* de Lesage, qui s'occupe surtout de la vie

humaine et qui sacrifie la forme à cette étude, n'est point une œuvre classique. Toutes les fois que la forme est préférée à la vie, je reconnais la trace de l'école romaine; toutes les fois que la vie l'emporte sur la forme, je reconnais l'influence du teutonisme. Milton est un septentrional élevé par les Grecs et les Italiens; Molière est un méridional que son propre instinct entraîne, en dehors de la forme voulue, dans les profondeurs de l'observation sociale. Il y a des milliers de nuances de ce genre qui font le charme et la grandeur de notre histoire littéraire, à nous, peuples européens; ainsi Cervantès, le Shakespeare de l'Espagne, a peint la vie humaine avec une profondeur de sincérité qui appartient au teutonisme, et a revêtu son œuvre d'une beauté de formes qui appartient au Midi. Ainsi Shakespeare, le plus magnifique produit du teutonisme, c'est-à-dire de la vie humaine étudiée en elle-même et sans autre but qu'elle-même, a donné souvent, non à ses plans, mais à son style, une perfection et une beauté faites pour désespérer les générations suivantes. Ce qui est certain, c'est que personne dans le domaine teutonique n'a satisfait un plus grand nombre d'intelligences et éveillé de plus ardentes sympathies que ce profond et naïf penseur.

Une fois les deux divisions uniques de toutes les littératures modernes ainsi fixées et établies, on demandera sans doute quelle voie peuvent et doivent suivre aujourd'hui les nations européennes. Le fait est là qui nous dit que le Nord triomphe. Il triomphe si bien, que tout en Europe penche sur lui, l'Italie inclinant vers la France, la France vers l'Angleterre, l'Angleterre vers l'Allemagne, comme le prouve le roman même de Bulwer et son titre. Mais ce n'est pas tout; il triomphe en s'absorbant lui-même dans sa victoire. Il se mêle de toutes les nuances qu'il envahit; il cesse d'être pur, il passe à l'état d'école, et toute littérature qui devient pédagogique perd sa première royauté.

La littérature teutonique et la littérature gréco-romaine me semblent donc aujourd'hui également dangereuses pour qui veut les imiter servilement. L'une a perdu son autorité sauvage, l'autre son ame intérieure. Toutes deux, après des siècles de lutte, ont fini par se corrompre mutuellement. Faire du Shakespeare est aussi impossible que faire du Virgile. La grande fusion européenne dont nous sommes les témoins, les acteurs, les victimes et les molécules aveugles autant qu'inaperçues, nous conduit malgré nous à un résultat singulier. Tous les excès littéraires des deux régions opposées nous envahissent. Germains-Latins, Italo-Espagnols, Anglo-Français, pauvres

plantes hybrides, nous étalons des fleurs étranges, sans fécondité comme sans odeur, et malheureusement sans beauté. Je sais bien de quels beaux noms l'Europe se vante encore; je les honore et les aime. Puissent-ils n'être pas les derniers! Le cours général et vulgaire du fleuve intellectuel n'entraîne pas moins sur sa pente toutes les misères que j'ai signalées. Nous sommes (et je parle de l'Europe entière) exagérés comme Lucain, subtils comme Cowley, pompeux comme Gongora, obscurs comme Nathaniel Lee, symboliques comme Gœthe dans les mauvais jours de sa vieillesse, et diffus comme Claudien dans les plus épais de ses poèmes. L'Europe et ses représentans intellectuels deviennent néologues et archaïstes, trop vieux et trop jeunes, trop ornés et trop puérils, trop poétiques et trop prosaïques. Nous jetons le teutonisme amoindri et déchu dans la forme grecque flétrie et dévastée, et l'imitation des imitateurs de Shakespeare nous sert à relever l'imitation des imitateurs de Sidoine Apollinaire.

Au milieu de cette énorme confusion, peut-on conseiller le teutonisme aux nations romaines, ou l'imitation de la Grèce aux nations teutones? Le conseil serait inutile dans un temps où tout le monde copie tout le monde, et où la contagion générale donne au Nord les vices du Midi, au Midi les vices du Nord. Il n'y a plus qu'une voie littéraire à conseiller ou à suivre, c'est le retour aux principes primordiaux de la raison humaine, la plus grande sévérité de logique et de style, l'oubli de toute école et de tout système, la critique exercée au nom de la raison seule, mais de la raison suprême, sans vasselage teutonique ou romain. Il faut bien l'avouer, jamais le rôle de l'intelligence n'a été plus difficile et plus compromis. Comme elle est chargée d'une foule d'exemples et d'imitations, elle est écrasée de mensonges. Elle se trouve aujourd'hui perdue sous le mensonge allemand, le mensonge anglais, le mensonge grec, le mensonge latin, le mensonge italien, sous des montagnes de copies et d'imitations, car toute copie est mensonge. On ment à la grecque, et l'on fait des trilogies; on ment à l'anglaise, et l'on fait du Walter Scott; on ment à l'espagnole, et l'on crée des *Jornadas*. Il faudrait pouvoir, mais y réussira-t-on? élever au-dessus de cet océan de faussetés, de formules, de copies, de falsifications et de contre-façons, un seul fanal qui remplacerait toutes les règles d'Aristote, de Lessing ou de Schlegel. Ce fanal, c'est un mot : *vérité*.

PHILARÈTE CHASLES.

LE RHIN.

A M. DE LAMARTINE.

Au premier coup de bec du vautour germanique,
Qui vient te disputer ta part d'onde et de ciel,
Tu prends trop tôt l'essor, roi du chant pacifique,
Noble cygne de France, à la langue de miel.
Quoi! sans laisser au moins une plume au rivage,
Gardant pour ta couvée à peine un grain de mil,
Des roseaux paternels tu cèdes l'héritage;
Et sur l'aile de l'hymne agrandi dans l'orage,
Du Rhin tu fuis jusques au Nil!

Ah! qu'ils vont triompher de ta blanche élégie!
Que l'écho de Leipsig rira de notre peur!
Déjà l'or de ton chant transformé par l'orgie,

Dans l'air m'est renvoyé comme une balle au cœur.
J'écoutais l'avenir dans ta voix souveraine,
Au joug harmonieux me soumettant d'abord;
Mais la douleur m'éveille au sein de la syrène;
Ma lèvre, en pâlissant, repousse encore pleine
La coupe où tu verses la mort.

Ne livrons pas si tôt la France en sacrifice
A ce nouveau Baal qu'on appelle unité.
Sur ce vague bûcher où tout vent est propice,
Ne brûlons pas nos dieux devant l'humanité.
L'holocauste n'est plus le culte de notre âge.
Comme Isaac pliant sous le glaive jaloux,
Pourquoi tenir courbé ce peuple sous l'outrage?
Est-ce pour l'immoler, sans revoir son visage,
Que vous l'avez mis à genoux?

Si patrie est un mot inventé par la haine,
Tente vide, en lambeaux, que l'amour doit ployer;
S'il faut des nations briser la forme vaine,
Arrache donc aussi la famille au foyer!
De tout champ limité condamne la barrière.
Maudis le jeune hymen dès que son temple est clos.
Au lare domestique interdis la prière;
Tous ensemble, au hasard, mêlant notre poussière,
Fraternisons dans le chaos.

Regarde! dans ton vol, les cieux que tu visites,
Par des rivières d'or divisent l'infini.
Ces royaumes profonds dont tu sais les limites,
Désertent-ils l'azur que Dieu même a béni?
Le Bélier au Verseau cède-t-il sa frontière?

Au vain rugissement de l'Ourse ou du Lion,
Quand vit-on reculer le sanglant Sagittaire,
Ou fuir les deux Gémeaux s'inclinant jusqu'à terre,
Dans la cité du Scorpion?

L'humanité n'est pas la feuille vagabonde,
Sans pays, sans racine, enfant de l'aquilon.
C'est le fleuve enfermé dans le lit qu'il féconde,
Parent, époux des cieux mêlés à son limon.
Au peuple ne dis pas : « Abandonne ta rive. »
Quand l'herbe boit le flot promis à l'Océan,
C'est qu'aux sommets sacrés d'où l'avenir dérive,
La source de l'idée a tari toute vive
Dans l'esprit glacé du géant.

Du chœur des nations la lutte est l'harmonie;
Dans mille chants rivaux, d'où naissent leurs concerts,
Chaque peuple a sa voix, sa note, son génie.
Tout, dans l'immense accord, paraît un et divers.
L'un parle-t-il trop bas par la voix du prophète,
A l'hymne de la peur enchaîne-t-il ses jours,
La danse des cités, en chancelant, s'arrête.
De leurs fronts de granit, ridés par la tempête,
Tombe une couronne de tours.

Sur la lyre accordée aux prières des femmes,
Pourquoi de tant d'encens nourrir notre sommeil?
De trop de voluptés ne chargeons pas nos ames.
Après le songe heureux es-tu sûr du réveil?
Que sais-tu si l'aspic ne dort pas sous la rose,
Si la lutte est finie entre l'homme et le Dieu?
Convive du banquet que plus d'un pleur arrose,

Sur le mur prophétique où cette main se pose,
Ne vois-tu pas des traits de feu?

Pour désarmer nos cœurs, apprivoise le monde.
D'avance à l'avenir as-tu versé la paix?
Et du Nord hérissé le sanglier qui gronde,
De ta muse de miel a-t-il léché les traits?
Au soc de la charrue a-t-il courbé le glaive?
Albion, sur sa nef, détruit-il son rempart?
Parmi les flots d'airain que l'Orient soulève,
Orphée a-t-il enfin marié sur la grève
L'aigle blanc et le léopard?

Le Rhin sous ta nacelle endort-il son murmure?
Que le Franc puisse y boire en face du Germain.
L'haleine du glacier rouillant leur double armure,
Deux races aussitôt se donneront la main.
Nous ne demandons pas tout l'or de la montagne.
Du Nil de l'Occident nous ne voulons qu'un bord,
Pour que les cieux de France et les cieux d'Allemagne,
Sous les eaux partageant l'astre de Charlemagne,
Roulent ensemble au même port.

Aux troupeaux divisons la source de nos pères.
Quand ils ont sur la rive assis la liberté,
Craignaient-ils d'éveiller les gothiques vipères?
Goûtons l'eau du torrent par droit de parenté.
Avec les rois germains tout nous réconcilie.
Dans leur nid féodal nos aigles sont éclos.
Sans qu'au bruit de leurs pas notre écho s'humilie,
Consentons que leur ombre à notre ombre s'allie
Dans le sein pavoisé des flots.

Mais si lui-même en vain le torrent nous appelle,
Si l'onde du glacier ne coule pas pour tous,
Et s'il faut nous sevrer du lait de la Cybèle,
Quand ce peuple aura soif, où l'abreuverons-nous?
Au pays des palmiers tu penses le conduire!
Notre Dieu ne veut pas qu'on nous mène en exil.
Pendant que tu chantais, tout près de nous séduire,
Sur son flanc irrité j'ai vu son glaive luire.
La France en aiguisait le fil.

Tu pars, dis-tu? — Marchons, au vent de tes bannières,
Non pas, comme Joseph, en sa captivité,
Au joug du Pharaon liant ses onze frères;
Il pleurait, dans Memphis, sur Jacob insulté.
Mais ainsi que Moïse, au sortir du servage,
Loin d'Apis entraîné par le serpent d'airain,
Fais-nous rentrer, joyeux, dans l'ancien héritage;
Et le glaive épousant les lyres au rivage,
Allons revoir notre Jourdain.

EDGAR QUINET.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 juin 1841.

La politique étrangère n'a rien offert dans la quinzaine qui vient de s'écouler qui annonce une solution immédiate des questions pendantes. Nous avons lu ce qu'on pourrait appeler la *consultation* des signataires du traité du 15 juillet sur les modifications que Méhémet-Ali exige dans l'hatti-shériff d'investiture. Cette note fait sans doute faire un pas à la question, mais ne la résout pas complètement. La Porte s'est-elle décidée enfin, malgré toutes les intrigues du sérail et la vanité musulmane, à déchirer la première investiture et à signer la concession nouvelle? Méhémet-Ali consentira-t-il à des clauses et à des restrictions qui ne laissent pas, surtout en ce qui concerne ses forces militaires, d'être blessantes pour son amour-propre?

Il est difficile de croire que le pacha ignore ce qui se passe soit en Orient, soit en Europe: d'un côté, l'Arabie et les villes saintes secouant de nouveau le joug de la Porte, la Syrie mécontente et agitée, la Thessalie et l'Épire en fermentation, la Bulgarie opprimée, écrasée plus encore que pacifiée, Candie en pleine révolte, et levant hardiment l'étendard du christianisme et de la Grèce; de l'autre côté, l'alliance du 15 juillet dissoute de fait et impatiente de l'être aussi de droit, l'Autriche et la Prusse bien décidées à ne plus se mêler activement de la querelle turco-égyptienne, tenant le traité du 15 juillet pour un fait accompli et qu'on ne saurait renouveler, l'Angleterre agitée à l'intérieur, la Russie voyant de plus en plus approcher le moment où la question orientale éclatera tout entière ailleurs qu'à Alexandrie; enfin la France isolée, mais armée, désirant la paix, voulant la paix, recommandant la paix, franchement, sincèrement, sans doute, mais qui, cependant, n'a pas oublié la guerre; la France, dont l'opinion, pleine au fond de sens et de dignité, impo-

serait aux sentimens pacifiques comme aux entraînemens belliqueux des limites que nul n'aurait le pouvoir de franchir.

En présence de ces faits et de ces complications, serait-il impossible qu'une pensée de résistance vînt à germer de nouveau dans la tête du vieux pacha? qu'il aimât encore mieux tenir de son épée que d'une concession offensante ce que désormais nul ne peut lui enlever? S'il nous imitait, si, en conservant son armée, il s'isolait, et si, au lieu de payer des tributs à la Porte, il s'appliquait à faire jouir ses peuples d'une administration plus humaine et plus raisonnable, sa domination sur l'Égypte serait-elle moins assurée et pour lui et pour ses successeurs? posséderont-ils moins l'Égypte s'ils sont habiles, s'ils sont forts? la garderont-ils malgré l'investiture, s'ils sont incapables et désarmés? L'Orient est livré à la force; le droit y sera inconnu jusqu'au jour où les évènemens qui s'accompliront, Dieu seul sait quand et comment, le feront entrer définitivement dans le cercle de la civilisation européenne. Ce jour-là, pour l'Égypte aussi commencera une ère nouvelle, et, si un successeur de Méhémet peut alors régner sur ce pays, ce ne sera pas comme vassal d'un empire écroulé, mais comme l'héritier de celui qui s'était fait le représentant et le propagateur de nos idées, et avait devancé en Égypte la révolution que l'Europe prépare depuis long-temps à l'Orient.

Quoi qu'il en soit, tant que les arrangemens entre la Porte et le pacha n'auront pas été définitivement conclus et acceptés sans restriction aucune, on ne peut pas dire, légalement du moins, que le traité du 15 juillet est entré sans retour dans le domaine de l'histoire. La question est donc toujours au même point, en apparence du moins, car en réalité les faits nouveaux qui se préparent en Orient rejettent désormais la question égyptienne sur le second plan. Des prévisions plus graves encore, des craintes plus sérieuses, doivent aujourd'hui préoccuper les cabinets, ceux du moins qui désirent sincèrement le repos du monde et qui n'ont point d'arrière-pensées à l'endroit de l'Orient.

Si les évènemens qui agitent l'empire ottoman prenaient quelque consistance, la politique de l'Angleterre et de la Russie quitterait, bon gré mal gré, les voies souterraines, et devrait se montrer au grand jour. C'est alors qu'il faudrait expliquer ce qu'on entendait par cette phrase sacramentelle qui a servi à déguiser tant de projets et à justifier tant d'erreurs, je veux dire l'intégrité de l'empire ottoman. Et alors on verrait probablement que, tandis que la France entendait parler de la conservation en Orient d'un vaste empire, tout en lui faisant subir dans ses formes, dans ses diverses parties, dans son organisation, les profondes modifications que nous imposent plus ou moins à tous le cours des évènemens et l'esprit du temps, l'Angleterre et plus encore la Russie entendaient par là le maintien de cet empire avec tous ses vices, ses faiblesses, et ce désordre intérieur qui en détruisait le nerf et la vie, afin que, s'écroulant un jour avec fracas, il pût facilement devenir la proie de ses redoutables voisins.

Si rien de pareil n'était entré dans les projets plus ou moins éloignés de

l'Angleterre, elle aurait été la dupe de la politique russe. Ses efforts pour abaisser, pour avilir le pacha d'Égypte, n'auraient été que des fautes grossières. Il était si facile de comprendre que Méhémet-Ali pouvait être l'appui le plus solide de la Porte, et de prévoir que l'ébranlement du pacha donnerait à l'empire tout entier une secousse dont il était impossible de calculer les effets. L'Autriche et la Prusse ont pu signer par faiblesse, qu'on nous passe le mot, par camaraderie politique; l'Angleterre, loin d'éprouver aucune contrainte morale, avait au contraire d'excellentes raisons pour ne pas signer. Encore une fois, ou le cabinet Melbourne a été dupe, ou il avait conçu les arrière-pensées les plus ambitieuses.

L'empereur Nicolas, quelque pacifiques que soient ses penchans, ne peut cependant pas, malgré son autocratie, braver l'opinion de son pays, le sentiment national. Il peut patienter, tergiverser, jouer avec sa proie, caresser sa victime, lui adresser de douces paroles, attendre les évènemens, désirer même que le cours n'en soit pas précipité; mais là s'arrête nécessairement la longanimité russe. Au-delà il y aurait impossibilité morale pour le successeur de Catherine.

Ainsi, en Orient plus qu'ailleurs, la politique est à la merci des évènemens. Certains faits venant à s'y accomplir, il est des rôles en quelque sorte obligés : celui de la Russie n'est pas douteux; l'Angleterre est plus libre dans ses résolutions; l'opinion publique y est moins absolue sur ce point, moins décidée qu'en Russie; elle est distraite par plus d'intérêts divers et souvent opposés, éclairée et calmée par des débats contradictoires et subordonnée aux intérêts du parti qui est au pouvoir.

Cette dernière circonstance est d'un grand poids dans ce moment. Les partis sont aux prises en Angleterre; la lutte est des plus acharnées; sir Robert Peel et lord John Russell ont fait jouer avec rudesse même les ressorts les plus délicats du système représentatif; dans le dernier échec que les tories viennent de faire éprouver au cabinet à l'occasion du bill sur l'administration de la justice, le chef des conservateurs, en s'armant de la prérogative des communes, a presque touché à la prérogative de la couronne.

Nous ne savons quel sera le résultat des élections générales qui vont agiter les trois royaumes. Il paraît certain que les tories auraient regagné du terrain dans l'Angleterre proprement dite, et les questions que les whigs ont soulevées ne nous paraissent pas de nature à leur concilier l'opinion des comtés agricoles. Bien qu'en définitive les lois des céréales profitent aux propriétaires plus qu'aux fermiers, un brusque changement doit cependant inquiéter ces derniers. D'un côté, ils craignent de trouver des propriétaires d'autant plus difficiles qu'ils seront moins riches; de l'autre, il est des baux à longs termes dont les propriétaires pourraient vouloir abuser, et des fermes de troisième ou de quatrième qualité que l'abolition du privilége ferait probablement abandonner.

Quoi qu'il en soit, il est difficile que cette lutte acharnée ne soit pas pour

la future administration, quelle qu'elle soit, une cause d'embarras. Elle se trouvera en présence d'une opposition nombreuse, irritée, formidable, d'une opposition qui l'attaquera sans hésiter avec les motions les plus propres à soulever les intérêts, à exalter les esprits, à agiter les masses. Les Anglais ont une confiance illimitée dans la solidité de leur édifice politique : ils y croient comme la noblesse française croyait, en 1789, à la monarchie de Louis XIV; je ne dis pas avec aussi peu de raison, mais avec la même conviction. Aussi les voit-on tenter sans crainte les épreuves les plus périlleuses, convaincus que le combat se terminera toujours par une transaction, que c'est là l'*ultima ratio* du système représentatif, du moins tel que l'ont fait leurs mœurs et leur caractère national. L'avenir nous apprendra si aujourd'hui cette confiance illimitée n'est pas une faute, même en Angleterre. En attendant, ce qui est certain, c'est que la lutte sera vive, opiniâtre : peut-on en conclure que le gouvernement anglais, affaibli, embarrassé à l'intérieur, sera forcé de négliger les questions extérieures? qu'il évitera au dehors tout ce qui pourrait exiger des forces imposantes et un engagement sérieux?

Ce serait là, nous le croyons du moins, une illusion. Ce qu'on appelle vulgairement un coup de tête serait plus à craindre d'un cabinet harcelé à l'intérieur que d'une administration forte et franchement acceptée du pays. Les Anglais, malgré leur froideur et leur calme apparens, ont beaucoup de hardiesse politique. Ils savent oser. Ils ont même été plus d'une fois aventureux et téméraires. On les a souvent comparés aux Carthaginois, à cause de leur esprit commercial, et afin de pouvoir lancer contre eux l'épigramme de la foi punique. A vrai dire, l'aristocratie anglaise, et c'est elle encore qui gouverne l'Angleterre, rappelle plutôt le patriciat et le sénat de Rome. Comme lui, elle est habile, persévérante, capable de grandes choses, mais aussi capable de tout en politique. Rome aurait conquis deux Asies pour faire diversion aux exigences des plébéiens; l'Angleterre tenterait demain la conquête de la Chine, si elle espérait pouvoir ainsi apaiser ses boutiquiers et ses prolétaires. Rome n'a jamais rien ménagé que ses intérêts. L'Angleterre pratique la même doctrine avec le même cynisme politique, et, il est juste de le reconnaître, elle ne trompe personne, car elle ne daigne pas mentir. L'Anglais porte dans la politique cette même horreur du mensonge qui l'honore dans la vie privée. Il sait se taire; il ne ment pas. Aussi, lorsqu'il est contraint de parler, parle-t-il souvent avec une franchise, pour ne pas dire une brutalité qui étonne. Il se prend à justifier les choses les plus étranges. Il les justifie comme il les fait, sans ménagement aucun. Copenhague, Quiberon, Parga, le droit de visite, le blocus sur le papier, que sais-je? tout lui est égal, lorsque l'intérêt de son pays lui paraît l'exiger.

C'est ainsi que si un cabinet anglais, si un parti arrivé au pouvoir (en Angleterre, ce ne sont pas des hommes, des individus, qui prennent les affaires, c'est toujours un parti), parvenait à se convaincre, que, pour apaiser les agitations intérieures de son pays et trouver de nouveaux débouchés à sa

prodigieuse industrie, il fallût une puissante diversion à l'extérieur, il n'hésiterait pas un instant à engager la lutte, à tort ou à raison, dans l'Occident ou dans l'Orient, peu importe. Les Anglais sont des hommes complètement différens, selon qu'ils se placent au point de vue de la vie privée ou bien au point de vue politique. La politique n'est pour eux qu'une combinaison de l'esprit; c'est de l'algèbre. Lisez l'histoire de leurs conquêtes dans l'Inde. Machiavel n'est plus qu'un enfant.

On se tromperait également si on croyait que l'état de ses finances serait pour l'Angleterre un obstacle insurmontable à toute entreprise hardie et coûteuse. Aurions-nous donc déjà oublié les énormes sacrifices qu'elle n'a pas craint de faire dans sa lutte avec l'empereur? Les hommes accoutumés aux grandes affaires et aux gros bénéfices ne redoutent pas les dépenses. En cela aussi ils sont très hardis. Pour une expédition nationale, et toute conquête est *nationale* en Angleterre, il n'est pas de cabinet qui ne trouve argent et crédit, des prêteurs complaisans et des contribuables résignés. C'est le pays où l'esprit politique détermine un particulier à mettre des sommes énormes au service d'un comité électoral. Ce sont là des moyens de corruption, des mœurs politiques qui nous révoltent. Est-il moins vrai que ces faits prouvent en même temps une ardeur, une énergie, une puissance de volonté contre laquelle il est certes permis de se mettre en garde, au point de vue de la politique extérieure?

Résumons-nous; s'il est encore possible que la question d'Orient s'ajourne pour quelques années, que Méhémet-Ali accepte l'hatti-shériff amendé, que les Candiotes soient écrasés ou qu'ils transigent, que les troubles de l'Arabie, de la Syrie, de la Thessalie, de la Macédoine, s'apaisent ou ne s'élèvent pas du moins jusqu'à un fait de révolution, et que la Russie elle-même se résigne à une prolongation du *statu quo,* il n'est pas moins vrai que plus d'un épais nuage paraît s'amonceler dans ce moment à l'horizon du côté de l'Orient. Le traité du 15 juillet, loin de tout calmer, a porté partout le trouble et l'agitation. Les populations chrétiennes n'ont pas vu dans l'expédition de Beyrouth la victoire du souverain sur le vassal, mais le triomphe de la croix sur le croissant. Le bon sens des masses leur a fait comprendre ce que nous avons souvent dit : — En frappant Méhémet-Ali, c'est l'empire que vous affaiblissez. — Si les évènemens ne sont pas arrêtés dans leur cours, bientôt il ne s'agira plus en Orient de mettre le sultan d'accord avec un de ses pachas, il s'agira de l'empire lui-même, de l'équilibre européen, de la paix du monde, et cela en présence de deux immenses ambitions, l'ambition russe, l'ambition britannique, prêtes également, selon les circonstances et selon leurs intérêts, à s'allier et à se combattre, à s'allier aujourd'hui, à s'attaquer demain, et réciproquement.

Au milieu de ces circonstances et de ces possibilités, nous ne voulons pas encore dire de ces probabilités, quelle est notre situation? Nous ne voulons rien exagérer; nous ne voulons d'injustice pour personne. Si l'optimisme sys-

tématique peut quelquefois paraître niais, le pessimisme systématique mériterait une épithète plus sévère encore.

La France, quoi qu'on en dise, possède tous les moyens matériels que la prévoyance politique recommande à une nation qui a souci de ses intérêts et de sa dignité. Le traité du 15 juillet n'a pas été sans utilité pour nous : en nous blessant, il nous a réveillés. Nous nous sommes aperçus tout à coup que les psalmodies des philantropes et des humanitaires avaient par trop endormi notre esprit politique; que, s'il nous faut des navettes, il nous faut aussi des fusils; que les chevaux de diligence ne marcheraient pas long-temps en sûreté si nous manquions de chevaux de dragons et de cuirassiers, et que, s'il est utile de sillonner le pays de chemins de fer, il n'est pas moins nécessaire de réparer nos places fortes et de ne pas laisser dépérir notre marine militaire.

La France est armée, et, quoi qu'on fasse, elle restera armée, sauf à proportionner l'effectif de ses armemens aux mouvemens de la politique générale. Si le gouvernement n'a pas obtenu pour l'organisation de l'armée, et surtout pour la réserve, les ressources que lui promettait le projet de loi sur le recrutement, il doit se l'imputer. Il n'avait qu'à simplifier son projet, à en extraire les deux ou trois dispositions qui étaient fondamentales, et à réserver tout le reste pour un projet plus mûrement élaboré. La loi ainsi réduite aurait été votée dans cette session. On a insisté; on a voulu en quelque sorte contraindre la chambre des pairs à voter la loi tout entière sans le moindre amendement. La chambre a usé de son droit; elle a bien fait. Le gouvernement a retiré le projet : c'était aussi son droit. Nul ne peut s'en plaindre; le gouvernement peut, sauf la responsabilité des ministres, retirer un projet qui se discute, comme il peut proposer à la couronne de ne pas sanctionner un projet adopté. Seulement il a prouvé, en le retirant, ou que le projet ne lui tenait pas fort à cœur, ou qu'il n'a pas effectivement le pouvoir de rappeler à Paris un nombre suffisant de députés; c'est dire en d'autres termes qu'en fait la chambre des députés clot elle-même sa session.

Au reste, l'ajournement de ces mesures ne désarme point le pays. Les crédits supplémentaires ont été votés à une grande majorité. La loi sur les travaux publics extraordinaires sera également adoptée. L'essentiel est dans les fortifications et les arsenaux, dans tout ce qui ne peut s'improviser. La France ne manquera jamais d'hommes qui, au bout de quelques semaines, pourront sans fatuité déposer le nom de recrues et s'appeler des soldats.

Si les moyens matériels ne nous manquent pas, si le pays a su prendre, au prix de grands sacrifices, une attitude conforme à ses vrais intérêts et à sa dignité, est-ce la force morale qui pourrait lui faire défaut dans des circonstances que nous sommes loin d'appeler de nos vœux, mais qui ne sont cependant pas chose impossible?

Sans doute le pays veut la paix, il en désire sincèrement le maintien, il en apprécie les bienfaits, et il lui serait douloureux de se voir tout à coup dé-

tourné de ces voies d'amélioration et de progrès où il se trouve si heureusement engagé.

Ce sentiment a cependant ses bornes; l'Europe a pu le voir au 15 juillet. Quoi qu'en aient dit les raisonneurs posthumes, la France avait trouvé tout simple que son gouvernement prît immédiatement, même par ordonnance, une attitude imposante, un maintien sévère, vis-à-vis de l'étranger. La France n'est pas ambitieuse de conquêtes, cela est vrai; elle n'éprouve aucune impatience de ses frontières actuelles. La chanson sur le *vert et libre* Rhin n'est bonne tout au plus qu'à charmer l'oisiveté quelque peu niaise des tabagies teutoniques; on lui fait trop d'honneur de la prendre au sérieux.

Mais si la France ne songe pas à s'agrandir, elle est encore moins disposée à s'abaisser. Encore une fois l'Europe le sait, et nous sommes convaincus qu'elle ne voudrait à aucun prix jouer une seconde fois le jeu des Palmerston et des Ponsonby.

Loin de là. Si les complications de l'Orient devenaient de plus en plus sérieuses, c'est vers la France que se tourneraient, avec une juste sollicitude, les regards de tous les cabinets. Le rôle de la France serait des plus importans. Il n'y aurait alors que trois hypothèses possibles : le concert européen; la Russie et l'Angleterre se séparant, par un pacte particulier, des autres puissances; enfin, la Russie et l'Angleterre suivant des routes opposées. Dans cette troisième hypothèse, ce serait sans doute la Russie qui, sous l'inspiration exclusive du principe russe, se détacherait seule de l'alliance européenne. Dans chacune de ces suppositions, l'Europe ne pourrait se passer de la coopération de la France. Elle lui serait également nécessaire et pour régler la question orientale par un accord durable et sérieux, et pour s'opposer avec succès aux efforts de ceux qui essaieraient de troubler à leur profit l'équilibre européen.

La situation de la France, loin d'être mauvaise, serait au contraire de nature à rehausser son influence en Europe, à lui conserver du moins le haut rang qui lui appartient. Si ce résultat n'était pas obtenu, il faudrait reconnaître que le cabinet aurait manqué aux circonstances.

Loin de nous la pensée de rabaisser ces considérations jusqu'au dénigrement et à la satire. Nous nous plaisons à reconnaître tout ce que le cabinet du 29 octobre renferme de capacité, d'expérience, de hautes lumières. Ce que nous redoutons pour lui, et en conséquence pour le pays et pour notre situation en Europe, c'est l'état des partis chez nous, et par là la situation de ces ministères qui se succèdent avec une rapidité qui serait ridicule, si elle n'était pas effrayante. Ce que nous redoutons, c'est la faiblesse qui paraît incurable de ces administrations qu'un rien inquiète, qu'un rien ébranle, qu'un rien peut renverser. Comment se préoccuper fortement, avec suite, avec persévérance, des affaires extérieures, de ces affaires si graves, si délicates, si compliquées, lorsqu'on est tous les jours, à chaque instant, aux prises, non avec des partis forts et compacts, mais avec mille individualités puissantes, lors-

qu'il faut parler mille langages, étudier mille nuances, ménager mille caprices, et dépenser en ces misères le temps, la parole, la pensée, le travail et la vie?

Nous ne nous méfions pas des hommes, mais des circonstances où ils se trouvent placés Ce que nous voudrions, quel que soit d'ailleurs le cabinet, c'est une administration qui parvînt enfin à reconstituer dans les chambres une de ces majorités sans lesquelles la politique extérieure ne peut être conduite avec l'esprit de suite et de prévoyance qui doit appartenir au cabinet d'une grande puissance.

Sans doute les démocraties ne comportent pas, nous l'avons souvent dit, ces organisations parlementaires fortes et compactes dont la vieille Angleterre avait donné l'exemple et le modèle; mais on a exagéré chez nous même les tendances de la démocratie.

D'ailleurs, n'est-il pas évident que le cabinet n'a vécu jusqu'ici que d'une vie en quelque sorte provisoire? qu'il a dû s'appuyer tour à tour des opinions les moins homogènes, et que cette portion du centre gauche qui a voté d'ordinaire avec les centres, était encore plus préoccupée du renversement de l'ancien cabinet que de la fondation du nouveau?

Ces remarques ne sont pas un reproche. Il fallait exister d'abord et traverser le moins mal possible la session qui s'ouvrait à la naissance même du ministère.

Mais la session touche à son terme. Le cabinet est trop éclairé pour ne pas comprendre que cette vie provisoire ne pourrait se traîner au travers de la session prochaine. Il faut trouver l'élixir de vie ou succomber.

Parlons sans figures. Ou le ministère trouvera les moyens de cimenter l'union d'une fraction du centre gauche avec les centres, ou son existence sera tous les jours compromise; il sera tous les jours à la merci d'un vote, d'un mouvement d'humeur, d'une combinaison nouvelle.

Le centre gauche a des doctrines, des précédens, des engagemens; on ne peut exiger de lui qu'il les abdique. Il s'abdiquerait lui-même. Aussi la question pratique est toute simple. Une transaction, une transaction dans les choses, est-elle possible entre une portion du centre gauche et les centres? En d'autres termes, les centres peuvent-ils enfin consentir à certaines concessions, accomplir aujourd'hui ce qu'ils n'ont jamais proclamé impossible, mais ce qu'ils ont toujours ajourné?

Nous ne nous chargeons pas de la réponse. Nous ne sommes ici qu'historien. En fait, c'est là la question, la clé de la situation. Nous posons le problème. Ce n'est pas à nous qu'il appartient de le résoudre.

— Le Théâtre-Français ne chôme pas; il n'y a pas pour lui de saison d'été. Pendant que le plus brillant et le plus royal de ses jeunes talens est allé faire croisade pour Racine et Corneille outre Manche, les débuts ici se multiplient; il y en a eu d'heureux. Le Molière va toujours; en attendant une autre Céli-

mène, s'il en est encore, on a dans Mlle Brohan une jolie soubrette déjà assez *forte en gueule* et toute façonnée. Les pièces nouvelles elles-mêmes ne cessent pas. Les académiciens et ceux qui veulent l'être paient de leur personne. Après M. Alexandre Soumet, voilà M. Alexandre Dumas qui arrive *dare dare* de Florence pour pousser la veine heureuse que quelques-uns ont grand tort, selon nous, de lui reprocher, car elle est toute naturelle chez lui, elle amuse, elle repose de ces grands drames passionnés sans doute, mais un peu échevelés, que prodiguait sa jeunesse et que la jeunesse seule pouvait tout-à-fait goûter. On a eu beau vouloir réformer et *enfoncer* nos pères, on y revient. L'essentiel est d'y revenir de bonne grace et en fils de la maison. Cette fois encore, comme dans *Mademoiselle de Belle-Isle*, c'est *Un Mariage sous Louis XV;* à la bonne heure! on n'en sortira pas.

Nous n'avons point à raconter la pièce de M. Dumas; l'intérêt de sa comédie repose beaucoup moins sur la donnée même, qui est fort simple, que sur les développemens plus ou moins piquans que l'auteur en a tirés. Remarquons pourtant tout d'abord que l'auteur s'acclimate : dans *Un Mariage sous Louis XV*, sauf le dernier acte, l'allure comique est conservée toujours; l'analyse fine et gaie des passions suffit constamment à occuper, à éveiller l'attention. Dans *Mademoiselle de Belle-Isle,* le drame se montrait encore, l'émotion prétendait usurper sur le sourire; en plus d'une scène, le côté *régence* et capricieusement rajeuni ou vieilli s'effaçait devant un ton trop moderne; les fines réparties de Richelieu se croisaient avec des ressouvenirs un peu délirans de *Teresa* et d'*Antony*. Dans *Un Mariage sous Louis XV*, la peinture du XVIIIe siècle a gagné du moins en unité et en vérité. Les deux rôles les plus sérieux même de la pièce, ceux du chevalier et du commandeur, ne s'écartent jamais du ton qui sied à la comédie. Pendant les quatre premiers actes, pendant le premier et le quatrième surtout, l'impression de gaieté, de curiosité joyeuse, se soutient à merveille. Tout se passe en vives causeries, en incidens assez aimables; on est en plein XVIIIe siècle enfin. Nous n'ignorons pas qu'on a exprimé sur la pièce de M. Dumas une opinion toute différente de celle-ci. On a reproché au peintre de n'être ni original, ni fidèle. Assurément, ayant à traiter une donnée à peu près semblable, Marivaux a fait tout autrement parler ses personnages; il a mis dans leur bouche un langage charmant, quoique plein d'afféterie; il a traduit les passions et l'esprit de son époque dans leurs plus fugitives nuances. Mais n'est-il pas une autre manière de nous peindre et de nous raconter le XVIIIe siècle, surtout à distance? Tout s'est-il passé alors en conversations subtiles et maniérées? Le siècle n'a-t-il point eu aussi un côté essentiellement dramatique, aventureux, mobile, folles intrigues, paris téméraires, liaisons capricieusement dénouées, la part qu'a choisie M. Dumas enfin?

Nous ne croyons pas non plus qu'on puisse reprocher sérieusement à la pièce nouvelle de manquer d'originalité. Jamais, au contraire, cette spirituelle entente de la scène, qui est une des qualités distinctives du talent de M. Dumas, ne s'est montrée plus clairement que dans quelques parties d'*Un*

Mariage sous Louis XV. Rien qu'à examiner la façon et la mise en train, on pourrait deviner la main du faiseur. Si on peut reprocher à M. Dumas de trop négliger l'exécution de ses plans, d'ébaucher plutôt que d'arrêter le style de ses drames, on ne saurait lui contester sa supériorité dans cette science délicate de l'agencement d'une pièce, où M. Scribe est un maître. N'a-t-il pas trop compté dessus cette fois, et les ressorts n'eussent-ils pas mieux joué encore en se resserrant? Quelques longueurs, en un mot, n'auraient-elles pu disparaître, et, grace à une recherche plus assidue de la concentration, le succès mérité qu'a obtenu la comédie de M. Dumas n'aurait-il pas été plus franc, plus complet? Quoi qu'il en soit, l'ensemble élégant et spirituel a fait oublier les imperfections de détail. On a applaudi la pièce nouvelle, et on y reviendra. En ces temps d'affaissement littéraire, c'est quelque chose qu'une œuvre heureusement et facilement venue, qui délasse l'esprit fatigué de tant d'essais maladroits et d'avortemens laborieux.

Quelques jours après la première représentation de cette comédie, jouée, n'oublions pas de le dire, avec beaucoup de grace et de distinction, le Théâtre-Français a repris *Hernani*, le plus lyrique, sinon le plus complet des drames de M. Hugo. C'est toujours un sujet d'étude intéressant que l'attitude du public en présence de cette œuvre dont l'apparition souleva autrefois tant d'orages et de rumeurs. Rien n'égale le calme, l'attention bienveillante et soutenue avec laquelle on écoute aujourd'hui ce drame plein de sève poétique, et « merveilleux comme un conte. » La reprise de l'*Amphitryon*, une des plus charmantes comédies de Molière, a suivi de près la reprise d'*Hernani*. Ainsi, le vieux répertoire côtoie sans cesse le nouveau. C'est assurément un des plus beaux priviléges du Théâtre-Français de pouvoir sans cesse placer, comme un vivant commentaire en regard des efforts parfois heureux du présent, les travaux glorieux et accomplis du passé.

— Ce n'est certes pas nous qui nous élèverons contre toute tentative ayant pour but d'introduire sur notre scène les chefs-d'œuvre étrangers; Gœthe, Schiller, Shakespeare, comme Weber, Mozart, Cimarosa, doivent, à notre sens, régner à côté des noms dont nous avons droit de nous enorgueillir. L'art n'admet pas de distinction dans la sphère élevée qu'il habite; son divin langage, qu'il se traduise en strophes cadencées, en mélodies harmonieuses, ne s'adresse qu'à l'intelligence, à la sensibilité humaine, n'exalte que le sentiment idéal, et lie dans une même chaîne fraternelle les heureux esprits qu'il a marqués au front. Mais autant la mission de faire connaître dans toute leur pureté les œuvres des maîtres nous semble louable et digne d'encouragemens, autant elle nous paraît sacrilége lorsqu'elle ne sert de prétexte qu'à dénaturer leur pensée, et à briser le moule d'où leur inspiration est sortie d'un seul jet.

Des trois partitions laissées par Weber, M. Berlioz a traduit *Freyschütz*, la seule qui fût parfaitement connue en France, et dont les proportions d'opéra comique ne pouvaient convenir à la scène où l'on voulait la produire. Des

récitatifs étaient nécessaires, Weber avait compris sous une tout autre forme le drame simple et touchant qu'il avait à traiter; mais à quoi bon se préoccuper de ces choses? L'Opéra n'a-t-il pas sous la main M. Berlioz, dont l'autorité, en fait d'art et de convenance, vaut bien celle de Weber? M. Berlioz pourvoira à tout; il n'est pas homme à s'effrayer de si peu, et le voisinage du grand compositeur, loin de l'épouvanter, ne lui donne qu'une modeste assurance. Aussi, faut-il le voir à l'œuvre! Avec quelle complaisance il se laisse aller à sa fantaisie, ne trouvant jamais l'espace assez vaste entre deux morceaux pour étaler tout à son aise sa traînante et fastidieuse mélopée, entourant cette musique vive et saisissante des liens de sa pensée confuse, fatiguant l'auditoire, écrasant les chanteurs, et jetant un manteau de plomb sur cette fantastique et merveilleuse conception!

Certes, s'il était un maître dont la forme dût être respectée, c'était Weber. A voir avec quel soin l'auteur de *Freyschütz* avait étudié chaque nuance, développé chaque caractère, depuis les sentimens les plus intimes jusqu'aux plus exaltés, on aurait dû comprendre de quelle importance devenait une déviation, quelque légère qu'elle fût, dans la route qu'il s'était tracée, et quelle étrange confusion y apporterait l'esprit maladroit qui voudrait s'imposer à l'œuvre du maître. On se demande pourquoi M. Berlioz n'a pas, au lieu du *Freyschütz*, qui lui offrait tant d'écueils, traduit la partition d'*Euryanthe*, dont les proportions grandioses et la forme épique étaient dans toutes les conditions voulues par l'Académie royale de Musique. Malheureusement, dans cet ouvrage, Weber s'est chargé de toute la besogne, les récitatifs y sont au complet; c'est peut-être à cause de cela que M. Berlioz l'a dédaigné. Pour ne rien négliger et compléter gaiement son ouvrage, le traducteur de *Freyschütz* a eu l'heureuse idée d'intercaller dans le cours du troisième acte des airs de ballet pris, l'un dans des fragmens d'*Oberon*, l'autre, le croirait-on? composé en entier de cet admirable morceau, *l'Invitation à la walse*, où la mélancolie, la passion, les fureurs jalouses, forment le plus puissant drame qui soit sorti du cerveau d'un poète. Les mélodies touchantes accompagnent les ronds de jambe des danseuses, les cris de rage et de désespoir se traduisent par les immenses entrechats des danseurs. Jamais parodie d'un chef-d'œuvre n'a été faite d'une façon plus maladroite et plus inconvenante. Était-ce à M. Berlioz, le détracteur forcené de tout pastiche et de tout potpourri, de renchérir encore sur les autres, et de porter une main imprudente sur ce qu'il y a de plus sacré au monde, les larmes d'un poète?

La mauvaise fortune qui s'est attachée dès les premiers jours à la nouvelle traduction de *Freyschütz*, semble de plus en plus étendre sa fatale influence sur chanteurs et choristes. A vrai dire, l'Opéra ne s'est guère mis en frais pour la combattre; jamais exécution et mise en scène n'ont été plus négligées. Les chœurs, partie si importante dans cet ouvrage, sont menés avec une mollesse, une incurie impardonnables; les femmes manquent presque toujours leur entrée dans le refrain de la chanson de Kilian. Le chœur des chasseurs est dit avec plus de soin; on y observe fidèlement les nuances indiquées par

l'auteur; c'est le seul morceau de la pièce où l'on pressente dans l'exécution une intention intelligente, où puissent revivre encore les souvenirs des chœurs allemands.

Mme Stoltz n'a rien compris au rôle d'Agathe. Toutes les charmantes intentions du compositeur s'effacent sous l'interprétation vulgaire de la cantatrice; dans le grand air du second acte, air qui, par son élan passionné, électrise les natures les moins impressionnables, Mme Stoltz reste aussi glacée, aussi terne qu'en chantant le récitatif de M. Berlioz. Mme Stoltz ne trouve son pendant que chez M. Marié, qui se fait, comme elle, un jeu des intonations et des mouvemens indiqués. Pour le jeune ténor, le texte de l'auteur n'existe plus du moment qu'il est en présence du public; dans tout le cours du rôle de Max, M. Marié a trouvé à peine une ou deux occasions de se faire applaudir d'une façon à peu près méritée; c'est avoir certainement du malheur quand on pense au succès qu'obtenait l'Allemand Haitzinger dans cette heureuse création de Weber, et au peu d'efforts qu'il semblait faire pour mettre en lumière les trésors de mélodie qu'y avait semés le compositeur.

On conçoit difficilement que l'Académie royale de Musique se soit résignée à mettre en scène un des plus beaux et des plus complets ouvrages de notre temps avec de semblables chanteurs. Le *Freyschütz* de Weber valait bien la peine qu'on fît taire les petites haines jalouses des *prime-donne* de l'endroit, et qu'on engageât Mlle Loëve, la cantatrice allemande qui est restée deux mois à la disposition de l'Opéra, et que, par une faiblesse inqualifiable, on a laissé partir. On aurait pu aussi employer à l'égard de Duprez, et pour lui rendre le rôle de Max abordable, les moyens dont on s'est servi pour faciliter le rôle d'Agathe à Mme Stoltz. Dans le cas même où l'une des tentatives que nous indiquons n'eût point réussi, on aurait du moins témoigné le désir sincère de rendre au génie de Weber l'hommage qui lui est dû.

Nouveaux portraits, par M. Charles Nodier (1). — Il faut le dire, on a beaucoup abusé des mélanges dans ce temps-ci, et presque chacun, sans se donner la patience d'attendre, de compléter, de coordonner, de rectifier, recueille au fur et à mesure les fragmens qu'il sème dans les journaux, comme pour régler de temps en temps avec le passé. Sans doute il ne faudrait pas trop se plaindre de cette méthode, car elle nous a valu des collections excellentes; en philosophie, par exemple, les fragmens de M. Cousin et de M. Jouffroy; en littérature, les charmans portraits de M. Sainte-Beuve; il ne faudrait pas trop s'en plaindre, car c'est là une des conditions même de la littérature actuelle. A mesure, en effet, que la presse a tenu plus de place, les meilleures plumes s'y sont vouées, les unes un peu, les autres tout-à-fait. Il y a

(1) Un vol. in-8°, chez Magen, quai des Augustins.

même, à l'heure qu'il est, plusieurs hommes distingués, plusieurs hommes éminens dans les lettres qui n'ont écrit que des articles de journaux. Ce serait donc une ingratitude maladroite de la presse de trop maltraiter ces sortes d'ouvrages et de dire du mal de ce qui a été sa vie propre, de blâmer en volumes ce qu'elle a loué en articles, en un mot, de médire d'elle-même, sous prétexte qu'elle a changé de format. Constatons seulement qu'on a singulièrement étendu le privilége, et qu'on a réuni bien des improvisations par trop incohérentes, par trop marquées d'*actualité*, comme on dit maintenant en mauvais français. Que de gens, jusqu'aux plus minces érudits, ont eu le fétichisme de leur pensée! Que de gens inconnus ont donné leurs *mélanges* complets! Il n'est pas, je crois, jusqu'à M. Berger (de Xivrey), qui n'ait fait imprimer le recueil de ses articles. Qu'est-il arrivé de là? C'est que les bons recueils ont un peu souffert du voisinage des mauvais, et que ce qui n'avait paru que médiocre, grace à l'isolement successif des articles, a paru détestable, une fois rapproché.

Si quelqu'un a usé et aussi abusé de la littérature de fragmens, c'est bien M. Nodier. Mais à quel talent, je le demande, cette dispersion et cette allure brisée vont-elles mieux? Qui y a mis plus de grace et de charme? La plupart des morceaux qui composent le dernier ouvrage de M. Nodier, les *Nouveaux Souvenirs* (1), sont déjà connus; il s'agit de Charlotte Corday, de Fouché, de Réal, d'une foule de personnages de la révolution, de Pichegru surtout, que M. Nodier veut absolument réhabiliter, et cela avec une persistance qui, devant l'inflexibilité de l'opinion, suppose une conviction vive. C'est la première fois que ces morceaux épars reparaissent ainsi coordonnés, et avec une unité que ma mémoire ne leur aurait pas supposée.

S'il est un livre au monde qui échappe à l'analyse, qui se dérobe au compte rendu, qui fuie devant la critique, quand la critique tâche d'abréger et d'extraire, ce sont bien les *Souvenirs* de M. Nodier. Ces riens de la jeunesse si habilement racontés, un certain tour d'imagination qui avive la réalité, ce laisser-aller, et, si j'osais dire, cette flanerie perpétuelle de la pensée, ce désordre savant du récit, un sentiment si réel et si désabusé des choses et des hommes, tant de malice fine et enjouée, tout cela se devine et ne se raconte pas. Peut-être l'art consommé du prosateur ne se déguise-t-il pas assez, et la simplicité est-elle parfois trop prévue, trop arrangée. Le flexible talent de M. Nodier brille bien plus à l'aise quand l'apprêt de la politique et de la couleur historique ne le préoccupe plus, et quand il mélange franchement la rêverie et le souvenir, comme dans ses nouvelles charmantes, *Amélie* ou *Clémentine*. Ici M. Nodier s'excuse souvent, beaucoup trop souvent, de ses redites qui n'en sont pas, de ses banalités qui sont au contraire la distinction même. A la longue, cela taquine, et, dans un moment de pique, on serait tenté de dire à l'auteur qu'il a raison, et qu'il rappelle très mal à propos au lecteur ce que le lecteur était si disposé à oublier.

(1) Un vol. in-8°; chez Magen, quai des Augustins.

Parmi les détails si curieux qu'il donne sur le procès de Babeuf, M. Nodier a parlé de Darthé, ce farouche beau-frère de Joseph Lebon, qui a laissé dans le nord de si terribles souvenirs, et qui fut seul condamné à mort avec Babeuf, comme apôtre de ces doctrines odieuses contre la propriété, dont le souvenir n'est pas encore éteint. M. Nodier assure que le silence absolu de Darthé contrasta à l'audience avec l'intarissable faconde de Babeuf. Darthé pourtant avait projeté une réponse qu'il devait lire au tribunal et qui est demeurée inédite; elle a pour titre : *Darthé patriote de* 89 *aux républicains ses frères et à ses juges*. Le hasard a mis l'autographe entre nos mains; il n'a pas moins de douze pages; en voici un court fragment : « Je n'eus jamais pu penser que j'aurais été arrêté comme ennemi d'une révolution qui fut dans mes principes avant qu'elle ne fût même parvenue au point d'anéantir toute espèce de despotisme... J'ai maintenant vingt-huit ans; j'étudiais en droit à Paris à l'époque de la révolution..... Je forçai, avec les généreux habitans de cette ville, l'hôtel des Invalides que le tyran avait désigné comme l'arsenal des armes qui devaient immoler les ennemis de la révolution. Fier de l'arme que j'y avais enlevée, je marchai à la conquête de la Bastille..... Je fus employé dans des détachemens envoyés pour protéger les convois de farine qui venaient approvisionner Paris... J'accompagnai les patriotes qui marchaient contre Versailles, repaire infâme de brigands contre-révolutionnaires... Ces occupations sans relâche altérèrent ma santé; je tombai malade et je retournai dans ma famille... Arrivé à Saint-Pol, mon pays natal, mes premiers soins furent d'y propager la haine des tyrans et l'amour du peuple. En 1791, mes compatriotes me nommèrent membre de la municipalité régénérée... Secrétaire du district, membre du directoire du Pas-de-Calais, j'eus l'honneur d'être du nombre de ces patriotes qu'on appelait maratistes; je signai une dénonciation contre le traître Roland, et toutes les adresses contre le tyran Capet... Quand j'eus été envoyé comme commissaire pour le recrutement des trois cent mille hommes dans le district de Montreuil, quand j'eus été envoyé aux troupes du Nord lors de la trahison de Dumouriez, la convention nationale déclara que j'avais bien mérité de la patrie... Après quelques autres missions, Potier, accusateur public, étant malade, le représentant du peuple Lebon me força, malgré mon refus et le peu d'usage, à remplir cette place. Mon patriotisme reconnu, plutôt que mes liaisons avec le représentant, me firent nommer à ce poste, que je remplis pendant deux mois avec la justice et la fermeté républicaines... Ma conduite s'est-elle un seul instant démentie? J'ose dire que non... Je braverai donc les haines particulières des aristocrates qui ont toujours vu en moi un ennemi gênant il est vrai, mais qui devait l'être... » — Telle est l'autobiographie de Darthé; je la recommande au perspicace auteur des *Souvenirs*.

ÉNÉSIDÈME, par M. Émile Saisset (1). — Pyrrhon, Énésidème et Sextus sont les trois plus grands noms de la philosophie sceptique; mais Pyrrhon n'a rien écrit, les ouvrages d'Énésidème sont perdus, et Sextus Empiricus, qui nous a conservé les argumens de ses devanciers, a passé facilement pour le maître d'une philosophie dont il n'est en réalité que l'historien. Pyrrhon n'a que l'honneur d'être le héros de la secte, l'homme aux aventures, le modèle achevé de la vie sceptique. La tradition, fort contestable du reste, nous apprend qu'il dédaignait d'éviter un précipice, ou de fuir devant un chien enragé, indifférent et incertain sur toutes choses. Le scepticisme, poussé dans ces rudes conséquences, a quelque chose en soi de si étrange et de si farouche, qu'il n'est pas à craindre que la morale publique en soit altérée. Mais que de sceptiques, par le monde, qui doutent de tous les principes, de la philosophie par conséquent, et de la morale, et qui ne consentent à admettre les faits dans la vie pratique que pour sauver les apparences! On raconte qu'étant avec ses amis sur un vaisseau en danger de périr, Pyrrhon demeura seul inaccessible à la crainte; et montrant à ceux qui l'entouraient un pourceau qui se trouvait là et qui mangeait à son ordinaire : Voilà, dit-il, la véritable indifférence, et la véritable philosophie. Fasse qui voudra son profit de cet exemple et de cette maxime. Mais cherchez-vous la morale qui ressort de ces beaux principes : Anaxarque, le maître de Pyrrhon, étant tombé dans un puits, Pyrrhon passa outre sans daigner lui tendre la main; et Anaxarque l'approuva de cette indifférence. L'approbation est étrange, mais par malheur le fait qui l'a provoquée ne l'était pas. Voilà qui fait bien voir, assurément, l'utilité de donner à la morale, à la science, une base solide; or, étudier les fondemens de la science, n'est-ce pas étudier et combattre le scepticisme? C'est une étude d'ailleurs pleine d'intérêt et de passion, quoiqu'elle semble au permier coup d'œil si abstraite et si subtile. Car n'est-ce pas elle qui nous fait voir « la superbe raison invinciblement froissée par ses propres armes, et l'homme en révolte sanglante contre l'homme? »

Jamais cette révolte n'a été plus complète et plus dangereuse que dans Énésidème. En employant avec habileté les passages de Diogène, d'Eusèbe et de Photius, M. Émile Saisset est parvenu à tirer des livres de Sextus Empiricus une exposition complète du scepticisme d'Énésidème, et des moyens dont il usait pour l'établir. C'est une réhabilitation qui sera fatale à la gloire de Sextus; et Énésidème ne peut que gagner d'ailleurs à se trouver traduit dans une langue élégante, claire, concise. La prolixité de Sextus est bien inutile quand il s'agit du scepticisme; et quand on a une fois posé l'objection, on peut s'en rapporter à l'esprit humain qui saura la tourner et retourner de cent façons, et qui n'en découvrira que trop tôt la profondeur. Une seule phrase de Montaigne renferme Sextus presque tout entier : « Pour juger, dit-il, des apparences que nous recevons des sujets, il nous faudrait un instrument judicatoire; pour vérifier cet instrument, il nous y fault de la démonstration; pour

(1) Joubert, éditeur, rue des Grés, 14.

vérifier la démonstration, un instrument; nous voylà au rouet. Puisque les sens ne peuvent arrêter notre dispute, étant pleins euls-mêmes d'incertitude, il faut que ce soit la raison; auculne raison ne s'établira sans une aultre raison : nous voilà à reculons jusqu'à l'infini. »

Énésidème a du reste construit son scepticisme avec un grand appareil; il a fait du doute une science régulière. La question logique, la plus radicale de toutes, puisqu'elle conteste la légitimité de nos facultés intellectuelles; la question métaphysique, qui détruit entre les êtres tout autre lien que celui de juxtaposition, en ôtant jusqu'à l'idé de cause et d'effet; la question morale qui traduit les mêmes doctrines sous une autre forme pour la pratique de la vie; Énésidème a parcouru tout cet arsenal du doute, et la souveraineté de la raison humaine n'a été depuis attaquée que par les mêmes armes. Hume et Kant ne sont sur ce point que les continuateurs d'Énésidème. N'est-ce pas là une belle louange, pour un philosophe du premier siècle de notre ère?

Tout homme qui a des lettres, et qui a touché même du bout des doigts les matières philosophiques, sait assez que le repos d'esprit ne se rencontre guère dans la science, et que la métaphysique est bien loin d'être inexpugnable comme la géométrie. C'est peut-être pour s'encourager eux-mêmes, et pour chasser ces mauvaises pensées, que les grands fabricateurs de systèmes ont coutume de célébrer la sérénité de leur ame, et de se montrer à nous parfaitement rassurés sur l'excellence de leurs constructions fragiles. Qui ne sait les apologies de Malebranche pour les esprits animaux, la naïve admiration de Leibnitz pour son harmonie préétablie, et cette béatitude que Spinosa promet à quiconque admettra le panthéisme sur la foi de ses théorêmes? Sextus Empiricus n'a pas une confiance moins robuste dans la grande vertu de son remède. « Il en est, dit-il, du philosophe sceptique à peu près comme du peintre Appelles qui voulant représenter l'écume d'un cheval, et désespérant de son entreprise, jeta contre son tableau l'éponge dont il nettoyait ses pinceaux. L'éponge atteignit le cheval et en imita parfaitement l'écume. C'est ainsi que les sceptiques essayèrent à l'origine d'obtenir la sérénité de l'ame, en résolvant les contradictions; n'y pouvant parvenir, ils doutèrent, et aussitôt leur doute fut suivi de la sérénité comme un corps l'est de son ombre. » Voilà bien le sceptique tranquille et satisfait, et faisant vanité d'être sceptique; celui dont Pascal a dit, qu'il n'avait point de termes pour qualifier une si extravagante créature.

M. Émile Saisset ne s'est pas contenté de dépenser beaucoup de science et d'érudition pour retrouver toute la philosophie d'Énésidème; il l'a combattue pied à pied, avec esprit, avec finesse; et s'il n'a pas triomphé de ce rude adversaire, c'est qu'il n'est guère facile en vérité de triompher d'un sceptique. Dans ces discussions radicales, chacun combat pour établir nettement la position de son parti, sans aucune chance de faire des prosélytes. M. Émile Saisset est du parti du bon sens et de la saine philosophie, et ceux qui le liront ne seront guère tentés, assurément, de se mettre avec Énésidème contre lui. Un sceptique achevé n'en guérirait pas; car c'est une maladie incurable. Toutes

ces discussions sont pleines d'intérêt; et le mémoire de M. Émile Saisset est une publication très importante, et qui lui fait le plus grand honneur. C'est un style ferme et clair, une dialectique serrée, une intelligence étendue des questions les plus difficiles.

M. Schwalbé, qui publie un gros volume sur le *Parménide* de Platon (1), MM. Pierron et Zévort, qui traduisent la *Métaphysique* d'Aristote (2), n'ont pu avoir, eux aussi, d'autre ambition que celle d'être utiles à l'érudition et à la science. Il leur a fallu compulser bien des manuscrits, remuer bien des in-folios, dévorer des commentaires bien extravagans; et quand ils nous donnent le fruit de tant d'années de travaux, et d'une connaissance si approfondie de la langue et de la philosophie grecques, qui s'en inquiète en France? Qui consent à y songer seulement? Qui ira voir dans M. Schwalbé les cinquante-quatre objections d'Aristote contre la théorie des idées de Platon, et les cinquante-quatre réponses de M. Schwalbé, partisan zélé de cette théorie? Tout cela se passe entre gens du métier, et le public ne daigne pas s'en apercevoir. O scholastiques du XIXe siècle, si vous nous aviez fait quelque conte bleu, ou seulement un nouveau système du monde!

Nous n'avions jusqu'à présent dans notre langue que le XIIe livre de la *Métaphysique,* traduit par M. Cousin; et ce morceau est assurément un des plus importans de l'ouvrage, car il contient les opinions d'Aristote sur la nature de Dieu et la production du monde. Mais ce livre même n'est que l'esquisse d'un ouvrage plus étendu qu'Aristote devait consacrer à la théodicée, et il est presque impossible de comprendre les doctrines qu'il renferme, si on le sépare des autres livres de la métaphysique qui lui servent à la fois d'introduction et de commentaire. M. Pierron nous a donné les quatorze livres, accompagnés de notes et de discussions scientifiques; c'est une traduction conçue dans un excellent système, et qui fait honneur à la fois à l'érudition de l'auteur comme helléniste, et à sa connaissance particulière de la langue et des idées d'Aristote. Pour entreprendre et mener à bien une pareille entreprise, il a fallu non-seulement du mérite, mais un grand amour de la philosophie, et un véritable dévouement.

M. Secrétan, de Lausanne, est aussi un de ces esprits sincères; mais il ne remonte pas si haut dans l'histoire. Il nous a donné une exposition fort claire du système de Leibnitz, à laquelle il a joint ce qu'il appelle l'esquisse d'une théodicée fondée par le principe de la liberté. Il y a quelque modestie de la part de M. Secrétan à exposer ainsi ses idées sur un point capital d'une manière nécessairement incomplète, et à placer l'exposition de ses propres doctrines aussitôt après celle qu'il nous a donnée de la théodicée de Leibnitz. M. Secrétan pense que le Dieu qui a produit le monde, aurait pu ne pas le produire; qu'il l'a produit *par amour pour la créature à venir,* et que le bien est devenu le bien par cela seul que Dieu l'a choisi, dans sa liberté absolue.

(1) Brockaus et Avenarius, rue de Richelieu, 60.

(2) Ébrard, éditeur, rue des Mathurins-Saint-Jacques. 24.

Si Dieu avait fait un choix contraire, ce que nous appelons aujourd'hui le mal, serait le bien par excellence. Cette doctrine que M. Secrétan ne donne pas pour sienne, lui inspire un enthousiasme sans bornes. « C'est grand, dit-il, c'est simple, c'est beau, c'est vrai ! » Il y a quelque exagération dans cet éloge, dans le dernier trait surtout. Nous n'aurions pas mis là cet éloge; mais puisqu'il y est, à Dieu ne plaise que nous nous chargions de l'en ôter. M. Secrétan, qui ne craint pas les rapprochemens, rapporte en note un propos assez méchant de Leibnitz contre Puffendorf et Barbeyrac, qui soutenaient l'opinion même de notre professeur de Lausanne. Ce rapprochement-ci en effet n'est pas à redouter pour M. Secrétan, et personne ne dira de lui « que son opinion ne doit pas être comptée sur cette matière. » Il nous permettra de dire, cependant, malgré l'estime que nous inspire son talent, que sa réfutation de Leibnitz est peut-être un peu aventureuse. Quelque grands philosophes qu'ait produits l'Allemagne dans ces derniers temps, le système de Leibnitz peut encore se défendre, à côté des leurs, et la doctrine du progrès ne nous oblige pas à croire que les derniers venus ont nécessairement raison. M. Secrétan expose et discute toutes ces théories, en homme qui en possède la complète intelligence; et cet opuscule nous promet dans peu un livre de mérite. Pourquoi M. Secrétan, qui se trouve placé à Lausanne, entre l'Allemagne et la France, ne nous donnerait-il pas une histoire de la philosophie allemande dans ces derniers temps? Ceux qui, en très petit nombre, ont essayé jusqu'ici de remplir cette tâche, l'ont fait, il faut le dire, en véritables Allemands, et leurs études les ont fait passer à l'ennemi. Ce qu'il nous faut, c'est une histoire *française* de la philosophie allemande, une histoire qui n'ait aucune prétention à la profondeur, mais qui en ait beaucoup en revanche à la clarté, à la précision, au sens commun. M. Secrétan ne doit pas être étonné que nous le mettions si résolument de notre parti; il est Français; il est de l'université de Lausanne, et à Lausanne on enseigne dans notre langue et on pense dans notre langue. Nous devons être fiers de notre parenté avec cette université de Lausanne, qui compte des professeurs tels que MM. Monnard, Secrétan, Zundell; n'est-ce pas là que M. Sainte-Beuve a esquissé pour la première fois cette histoire de Port-Royal dont il nous a fait depuis un si admirable livre, et l'année dernière encore, l'université de Lausanne n'avait-elle pas M. Mickiewicz, cette gloire de la Pologne, que ce pauvre grand peuple partage aujourd'hui fraternellement avec nous?

V. DE MARS.

TABLE

DES MATIÈRES DU VINGT-SIXIÈME VOLUME.

(QUATRIÈME SÉRIE.)

LOUIS PEISSE. — Le Salon de 1841. 5
COMTE DE SUZANNET. — Les Provinces du Caucase sous la Domination russe 50
THÉOPHILE GAUTIER. — *La Divine Épopée*, de M. Alexandre Soumet. 107
X. MARMIER — La Hollande. — III. Le Helder. 127
. . . . — Politique extérieure. — L'Espagne, Espartero. 154
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — Histoire politique. 168

A. DE JANCIGNY. — Progrès de la Puissance Anglaise en Chine et dans l'Inde. — I. Expédition de Chine. — II. L'Inde britannique en 1840. . . 177
ARTHUR DE GOBINEAU. — Capodistrias. — I. *Correspondance politique et privée du comte Capodistrias.* — II. *Mémoires sur le comte Capodistrias.* 234
PAUL DE MUSSET. — Madame de La Guette. 272
PHILARÈTE CHASLES. — Scènes de la Vie privée dans l'Amérique du Nord. — *The Clockmaker*, by Haliburton. 306
AUGUSTE BARBIER. — Hymne à la Famille. 326
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — Histoire politique. 330

CHARLES MAGNIN. — Historiens modernes de la France. — I. Augustin Thierry. 341
FRÉDÉRIC MERCEY. — L'Écosse en 1840. 363
SAINT-MARC GIRARDIN. — De la Domination des Carthaginois et des Romains en Afrique, comparée avec la Domination française. 1re partie. 408
LÉON GOZLAN. — Le Capitaine Gueux. 446
A. COCHUT. — Revue littéraire. — *Les Réformateurs modernes.* — Publications socialistes. 468
REVUE MUSICALE. 485
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — Histoire politique. 496

L. DE LAVERGNE. — Le Cardinal Ximenès. 505
SAINTE-BEUVE. — Anciens Poètes français. — Jean Bertaut. 557
P. DUVERGIER DE HAURANNE. — *Du Gouvernement représentatif en France et en Angleterre*, de M. L. de Carné. 577
JULES SIMON. — *Essai d'un Traité complet de Philosophie au point de vue du Catholicisme et du Progrès*, par M. Buchez. 601
X. MARMIER. — Revue littéraire de l'Allemagne. 627
Chronique de la Quinzaine. — Histoire politique. 656
. . . . — Un Procès de presse à Bombay. 664

PHILARÈTE CHASLES. — Franklin. 669
GEORGE SAND. — Quelques réflexions sur Jean-Jacques Rousseau. . . 703
J.-J. AMPÈRE. — Anciens Auteurs français. — Amyot. 717
COMTESSE MERLIN. — Les Esclaves dans les Colonies espagnoles. . . 734
. . . . — De la Cour des Comptes et du dernier Rapport au Roi. . . . 770
ALPHONSE DE LAMARTINE. — La Marseillaise de la Paix. 794
Chronique de la Quinzaine. — Histoire politique. 800

LERMINIER. — De l'Arianisme. — *Athanase-le-Grand et l'Église de son temps en lutte avec l'Arianisme*, de Moelher. 813
CHARLES MAGNIN. — Académie française. — Réception de M. V. Hugo. 840
X. MARMIER. — La Hollande. — IV. Littérature moderne. 854
GEORGE SAND. — Mouny-Robin. 887
THÉOPHILE GAUTIER. — Revue littéraire. — Poésies nouvelles. . . 906
PHILARÈTE CHASLES. — Littérature anglaise. — *Night and Morning*, d'Édouard Lytton Bulwer. 919
EDGAR QUINET. — Le Rhin. — A M. de Lamartine. 932
Chronique de la Quinzaine. — Histoire politique. 937

ERRATA.

Page 220, ligne 3 de la seconde note, au lieu de : *Mir-Motrad-Dally*, lisez : Nûr-Mourad-Aly.

Page 221, ligne 3 de la première note, au lieu de : *Karrak-Singh*, lisez : Shère-Singh.

Page 223, ligne 38, au lieu de : *Razia*, lisez : Tazia.

Page 225, ligne 14, au lieu de : *dominante*, lisez : imminente.

Page 550, ligne 22, au lieu de : *qui avait seize ans*, lisez : qui avait deux ans.

Page 670, ligne 29, au lieu de : *Cambridge*, lisez : Oxford.

TUFTS UNIVERSITY LIBRARIES
3 9090 007 508 548